



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

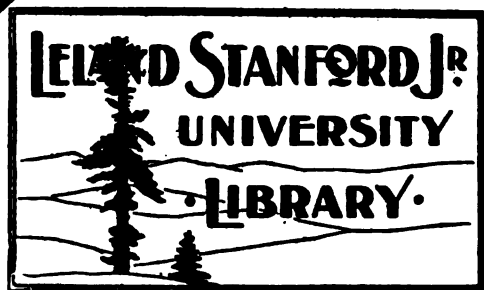
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

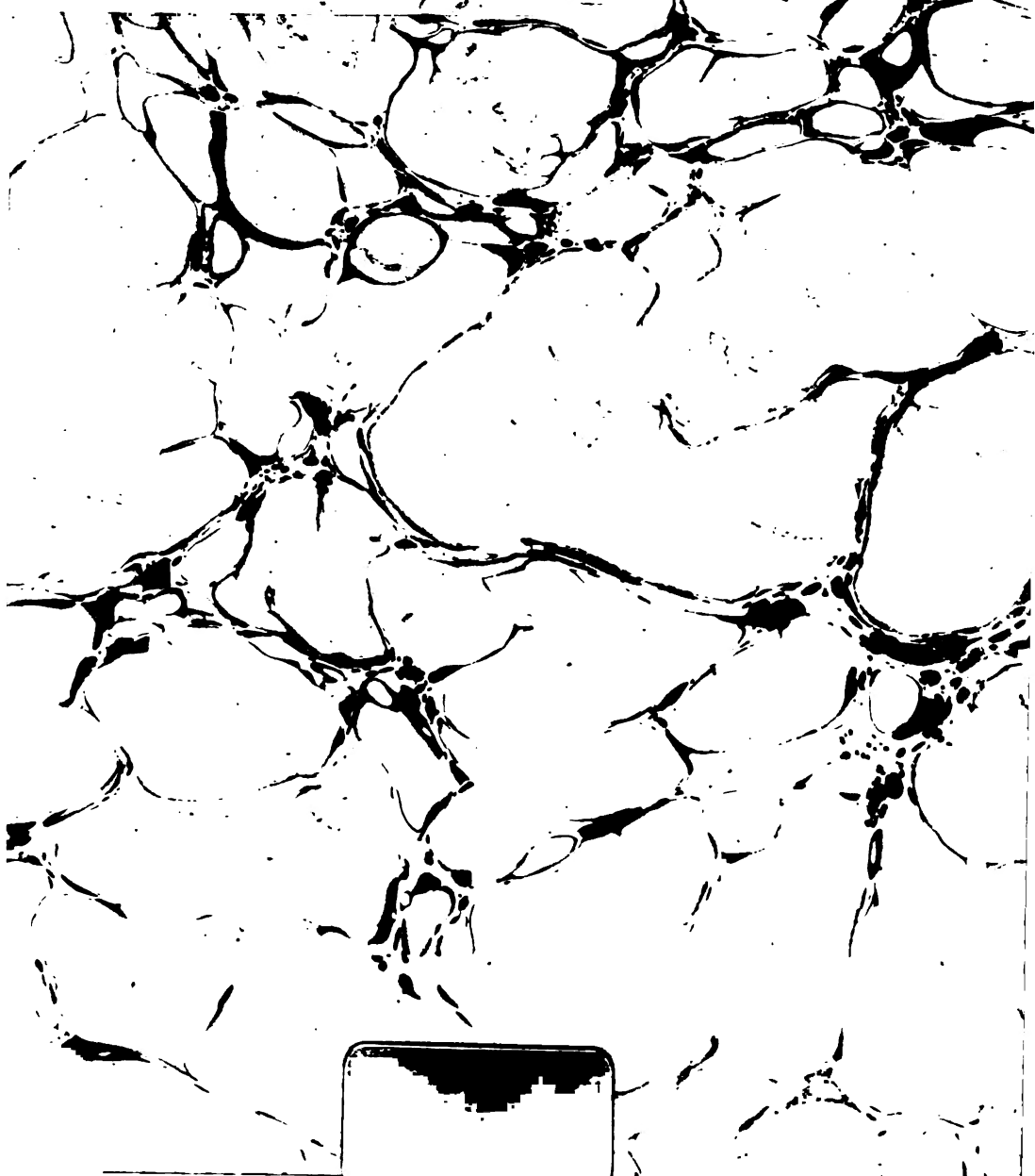
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

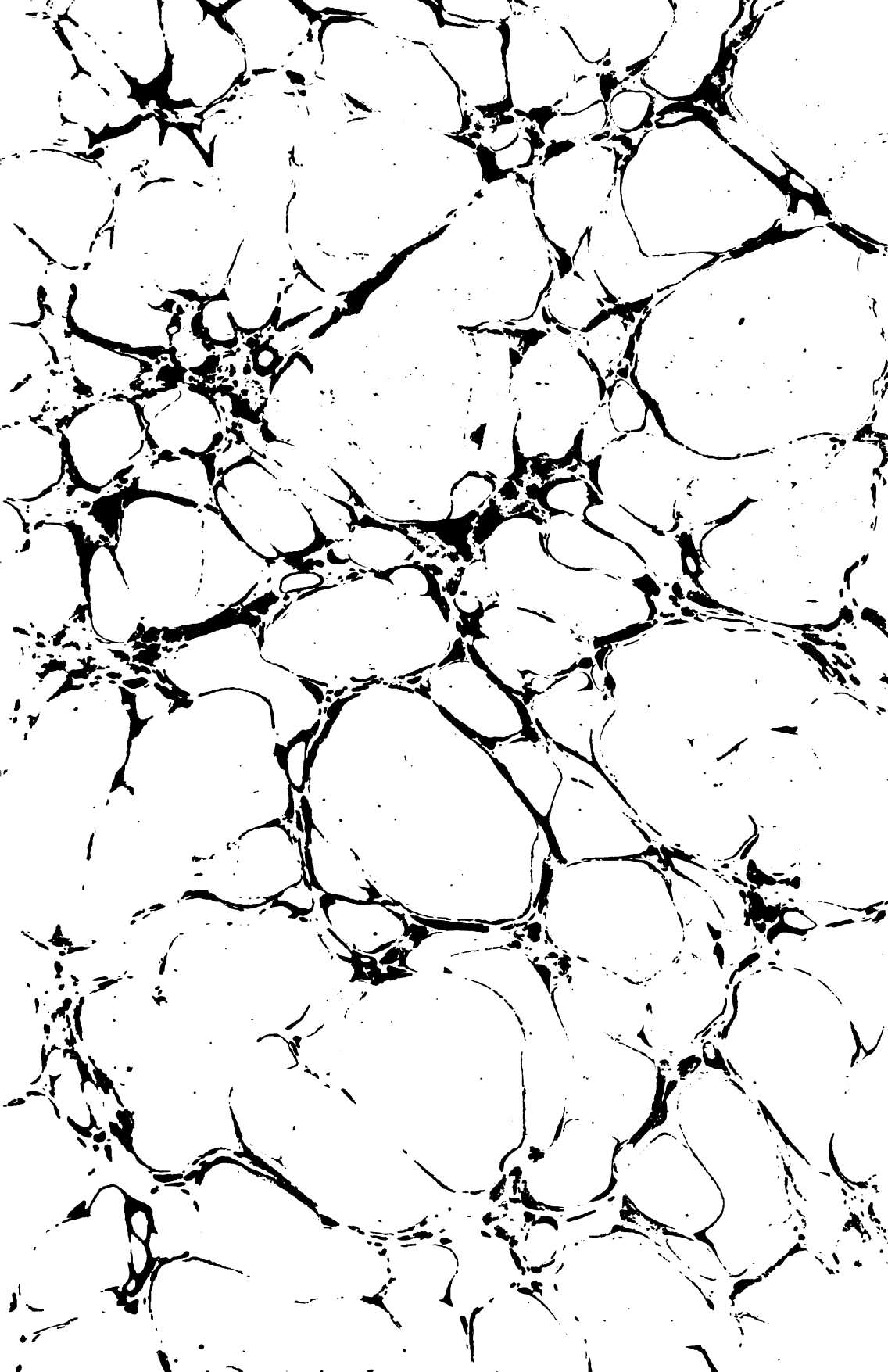




—GIFT OF—

JAMES D. PHELAN













**REVUE INTERNATIONALE**  
**DE SOCIOLOGIE**





# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉE TOUTS LES MOIS, SOUS LA DIRECTION DE

**RENÉ WORMS**

Secrétaire-Général de l'Institut International de Sociologie

AVEC LA COLLABORATION ET LE CONCOURS DE

**MM.** Ch. Audler, Paris. — A. Astarano, Gènes. — A. Babeau, Troyes. — M. E. Bal-  
lesteros, Santiago. — P. Beauregard, Paris. — L. Beaurin-Gressier, Paris. —  
R. Bérenger, Paris. — M. Bernès, Montpellier. — J. Bertillon, Paris. — A. Ber-  
trand, Lyon. — L. Brentano, Munich. — Ad. Buylla, Oviedo. — Ed. Chavau-  
mes, Paris. — E. Cheysson, Paris. — J. Dallemagne, Bruxelles. — C. Dobro-  
geano, Bucarest. — P. Dorado, Salamanque. — M. Dufourmantelle, Paris. —  
L. Duguit, Bordeaux. — P. Duproix, Genève. — A. Espinas, Paris. — Fernand  
Faure, Paris. — Enrico Ferri, Rome. — G. Flamingo, Rome. — A. Fouillée,  
Paris. — A. Giard, Paris. — Ch. Glde, Montpellier. — R. de la Grasserie, Rennes.  
— F. Guiraud, Paris. — Louis Gumplowicz, Graz. — H. Hauser, Clermont. —  
M. Kovalevsky, Moscou. — F. Larnaud, Paris. — Ch. Letourneau, Paris. —  
E. Levasseur, Paris. — P. de Lillensfeld, Saint-Petersbourg. — A. Loria, Padoue.  
— J. Leutichsky, Kiev. — John Lubbock, Londres. — J. Mandello, Budapest.  
— L. Manouvrier, Paris. — P. du Maroussem, Paris. — T. Masaryk, Prague.  
— Carl Menger, Vienne. — G. Monod, Paris. — F. S. Nitti, Naples. — J. Novi-  
cow, Odessa. — Ed. Perrier, Paris. — Ch. Pfister, Nancy. — Ad. Posada, Oviedo.  
— O. Pyfferoen, Gand. — A. Raffalovich, Paris. — E. van der Rest, Bruxelles. —  
M. Reven, Tokio. — Th. Ribot, Paris. — Ch. Richet, Paris. — E. de Roberty,  
Tver. — V. Rosset, Berne. — Th. Roussel, Paris. — A. Schæffle, Stuttgart. —  
F. Schrader, Paris. — G. Simmel, Berlin. — C. N. Starcke, Copenhague. —  
L. Stein, Berne. — S. R. Stelametz, Utrecht. — G. Tarde, Paris. — J. J. Tavares  
de Medeiros, Lisbonne. — F. Tönnies, Hambourg. — A. Tratchewsky, Saint-  
Petersbourg. — E. B. Tylor, Oxford. — I. Vanni, Bologne. — J. M. Vincent, Balti-  
more. — P. Vinogradov, Moscou. — R. dalla Volta, Florence. — E. Wester-  
mark, Helsingfors. — Emile Worms, Rennes. — L. Wuarin, Genève.

Secrétaires de la Rédaction : Ed. Herriot. — Al. Lambert. — Fr. de Zeltner.

**CINQUIÈME ANNÉE**

**PARIS.**

**V. GIARD & E. BRIÈRE, ÉDITEURS**

16, RUE SOUFFLOT, 16

1897

**LIBRAIRES CORRESPONDANTS :**

BENDA (H.),	à Lausanne.	MAYOLEZ (O.) & J. AUDIARTE,	à Bruxelles.
BROCKHAUS (F. A.),	à Leipzig.	NUTT (DAVID),	à Londres.
FRICKHA CAARELSSEN & C <sup>o</sup> ,	à Amsterdam.	SAMSON & WALLIN,	à Stockholm.
FRAN & C <sup>o</sup> ,	à Lisbonne.	STAPELMOHR (H.),	à Genève.
GEROLD & C <sup>o</sup> ,	à Vienne.	STECHERT (G. E.),	à New-York.
KILIAN'S (V.),	à Budapest.	VAN FLETEREN (P.),	à Gand.
KRAHNS & FILS,	à Rotterdam.	VAN STOCKUM & FILS,	à La Haye.
LOESCHER & C <sup>o</sup> ,	à Rome.		

LIBRARY OF THE  
**LELAND STANFORD JUNIOR UNIVERSITY.**

a.38464.

**AN 81 1900**



---

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## Apaisement social

### Les cercles populaires

#### I. — LES CERCLES D'ÉTUDIANTS ET D'OUVRIERS. — LEUR BUT.

##### LEURS PRINCIPES DIRECTEURS.

« J'affirme qu'à sa façon un jeune bourgeois qui donne à propos une poignée de main, écoute une confidence, prononce une parole d'amitié, travaille pour la Cité future presque autant que l'économiste le plus expert » (1). Ces lignes, M. Raoul Allier les écrivait en conclusion d'un article sur les *Cercles d'étudiants et d'ouvriers*, d'un véritable manifeste, où il avait dégagé l'idée maîtresse de ces œuvres, esquissé leur genèse et leur activité, préconisé enfin leur encouragement et leur multiplication. On sentait vibrer dans ces pages un enthousiasme que l'expérience avait fortifié en même temps qu'éclairé. Et, pour ma part, je ne sais rien de moins décevant dans leurs résultats que ces tentatives de rapprochement, dont la solidarité par les actes est le principe vivifiant, la fréquentation, la pénétration de plus en plus constante et intime des deux éléments, étudiant et ouvrier, le moyen, l'*apaisement*

---

(1) *Semaine littéraire*, Genève, N<sup>o</sup> du 11 juillet 1896.

*social*, sans renonciation au progrès, le but précis. D'aucuns prétendent que ce but est inaccessible et ne témoignent que de la commisération aux naïfs que fascine une chimère. Ces esprits forts sont une gangrène dont se défilera celui qui a « toujours préféré la folie des passions à la sagesse de l'indifférence » (1). Oublient-ils que la poursuite des hautes illusions, même sans espoir de succès, distrait des tristesses de l'existence et suscite ces optimistes dont la phalange est comme le grain de sel de l'humanité? Quand bien même l'idéal visé par les « Cercles populaires » (2) ne devrait jamais être atteint, ne conviendront-ils pas que le fait d'y tendre nécessite une série d'efforts généreux, féconds, puisqu'il en surgira certainement deux bienfaits que tout le monde réclame : une renaissance de la volonté et plus d'esprit de dévouement! Doués à nouveau de ces vertus, ni le peuple, ni la bourgeoisie ne végéteront plus ; ils vivront, non pas à la manière animale que suppose la moderne et matérialiste « lutte pour la vie », mais selon qu'il convient à la créature supérieure qu'est l'homme. En effet « vivre, c'est vouloir sans relâche, ou restaurer quotidiennement sa volonté » (3).

. .

L'organisation des Cercles populaires répond à cette conception ; en effet, elle pose un problème qui se résoudra dans un immense déploiement d'énergie et d'opiniâtreté. Ce problème, M. Raoul Allier le précise ainsi : « Ils (les étudiants) ont été séduits et conquis par une formule : réconciliation des classes. Mais comment s'y prendre, quand on ne se résigne pas à faire de ces trois mots un thème à déclamation en chambre ou articles de journaux? Les conditions de l'existence sont telles que bourgeois et ouvriers ne peuvent plus se rencontrer » (4). Pourtant il est des lieux où ils se rencontrent encore : l'église et les clubs politiques.

A l'église, ils prient côte à côte, s'unissent dans une même foi, une même adoration, une même espérance : ils sont frères en Christ. Là, l'œuvre de rapprochement n'est plus à accomplir. Mais combien de jeunes gens sont actuellement détachés de la religion ! Je ne parle pas

---

(1) Anatole France.

(2) Je me servirai dès lors de cette expression pour désigner les « Cercles d'étudiants et d'ouvriers. » Elle est plus concise et l'usage l'a consacrée.

(3) H.-F. Amiel.

(4) *Semaines littéraires*, Genève, N° 11 juillet 1896.

de ceux pour lesquels elle représente une règle dont leur désir d'indépendance s'affranchit. Je ne veux retenir que ceux dont la philosophie avec son besoin de critique et sa soif de causes a ruiné, pour un temps ou à jamais, les croyances. Il ne flotte plus en eux qu'une vague religiosité, comme des vapeurs d'encens. Mais souvent encore, au travers de cette lourde atmosphère, jaillissent du fond de leur cœur des élans généreux, sous l'impulsion desquels ils cherchent toute occasion de donner quelque chose de leur temps et de leurs forces.

« S'il doute, hésite et ne peut croire,  
« Il voudrait faire un peu de bien » (1).

On pourrait appliquer à ces jeunes hommes ce jugement de Renan sur sa sœur Henriette : « Quand elle perdit sa foi religieuse, sa foi au devoir ne diminua pas, parce que cette foi était l'écho de sa noblesse intérieure. » Pour bien des adolescents, la lutte terrible qui s'est livrée dans leur âme entre leurs croyances et le doute, et qui s'est terminée par le triomphe de celui-ci sur celle-là, n'a anéanti que des dogmes et non des instincts supérieurs, pareils à « un pli absolu de nature. » Dès lors ils n'osent, par pudeur, s'affilier aux œuvres dont la religion est le levier. Eh bien ! qu'ils consacrent leur bonne volonté aux Cercles populaires, où on ne leur demandera pas d'autres titres que ceux de leur jeunesse et de leur courage.

L'inscription auprès de telle ou telle Faculté ne sera pas la condition d'un enrôlement. Ce serait rétrécir les cadres, les limiter à une aristocratie intellectuelle, et sacrifier souvent le sens pratique. On mettra donc sur le même pied les étudiants et les élèves des écoles d'art, de commerce ou d'industrie, ceux qui ont une carrière et ceux qui vivent de leurs rentes. Ne repoussez personne ! Je crois que les Cercles populaires ont tout intérêt à ne plus s'intituler *Cercles d'étudiants et d'ouvriers*. Remplacez ce mot « étudiants » par celui de « jeunes gens » ou tout autre aussi compréhensif ; dites simplement, ainsi qu'en a décidé l'usage, *Cercles populaires*. Et vous étendrez par là-même votre conception de l'œuvre pour sa plus grande prospérité. Plus les membres auront de connaissances, de ressources, d'aboutissants divers, plus vous intéresserez de gens au Cercle, plus vous obtiendrez de variété et par suite d'originalité dans sa vie, et plus vous retiendrez les ouvriers.

---

(1) Gabriel Vicaire, « Pauvres âmes ». *Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1895.



Mais là n'est pas l'unique avantage d'un recrutement si peu exclusif. Réconciliation des classes ! prêchent tous ceux qui se passionnent pour les « Cercles d'étudiants et d'ouvriers. » Or, si la toute première réconciliation doit intervenir entre les jeunes bourgeois et le peuple, il en est une seconde à tenter entre les jeunes bourgeois eux-mêmes. Le fossé est plus profond qu'on ne le pense entre les étudiants et ceux de leurs contemporains qui se sont voués au commerce, à l'industrie, en un mot à tout ce qui n'est pas dénommé profession libérale. Les uns et les autres se dédaignent, se jugeant ou trop, ou pas assez préoccupés des côtés pratiques de l'existence. Ils ne fraient pas entre eux ; et il faut convenir que le terrain de rencontre ne s'offre pas de lui-même dans notre société. Il faut le chercher. On le trouvera dans les quartiers ouvriers. Lorsque les jeunes bourgeois de toutes conditions se seront efforcés ensemble pour le bonheur de tiers, ils s'estimeront davantage et ils posséderont le gage d'une alliance. Le *Cercle populaire de Vaise* (Lyon) a si bien compris la nécessité de cette union qu'il appelle à lui, côte à côte avec les étudiants des Facultés de l'État, ou des Facultés libres, « les élèves des Ecoles : Centrale lyonnaise, de Commerce, des Beaux-Arts et autres semblables ». (Statuts, art. 1<sup>er</sup>). Le « Cercle populaire de Nîmes » qui, lui, est confessionnel, se montre très large pour les adhésions. Voici l'article 2 de ses statuts : « Tout habitant de Nîmes ou de ses environs peut se faire inscrire comme membre du Cercle... » Le nouvel adhérent doit cependant justifier d'une bonne réputation, être âgé d'au moins dix-sept ans et payer la cotisation annuelle. Il va sans dire que si les Cercles populaires sont absolument neutres au point de vue confessionnel (et j'indiquerai bientôt pourquoi cela est une nécessité après avoir été simplement un moyen pour occuper les bonnes volontés), ils ne repousseront jamais les jeunes gens qui sont religieux. Ils exigeront uniquement de ceux-ci qu'ils n'usent point de l'action religieuse, de telle sorte que, tout en écartant bien des questions irritantes, non seulement ils resteront fidèles aux principes de l'œuvre, mais encore ils gagneront des collaborateurs de religions comme de professions différentes. Tandis que l'œuvre même augmentera le nombre de ses membres, elle accentuera le travail du rapprochement au sein de la bourgeoisie. C'est ainsi que M. Raoul Allier a vu des jeunes catholiques lui offrir leur concours, à lui, professeur protestant de théologie. Et si l'œuvre du « Cercle populaire de Vaise » (Lyon) est due à l'initiative huguenote, aujourd'hui, sur une vingtaine d'étudiants qui en font partie, on ne compte guère que trois ou quatre protestants. Les autres sont ou catholiques, ou

même israélites. Pour établir cette statistique, je ne considère que le baptême et l'éducation religieuse et non si les jeunes gens qui les ont reçus y sont restés attachés. Beaucoup certainement ne sont, pour l'heure, catholiques, protestants ou israélites que de nom.

..

Si les Cercles populaires, neutres au point de vue confessionnel, ouvrent un champ d'activité à toute une catégorie de la jeunesse bourgeoise, ils répondent d'autre part à un besoin des milieux ouvriers. Depuis un certain nombre d'années des « Cercles catholiques » se sont fondés dans les principaux centres industriels. Mais ils ne peuvent attirer tous les travailleurs à eux; ils n'en groupent même, au moyen de divers procédés, qu'une petite minorité. La raison en est très apparente et toute moderne.

Le socialisme ne s'est pas contenté d'excommunier le salaire et de préconiser la coopération de production dont la « Verrerie ouvrière » d'Albi doit être le type le plus parfait; il a repris, tout à la base de son ou de ses systèmes, cette thèse de la Révolution de 1789, que l'individu est sacré, que nul n'a le droit d'asservir sa personnalité (1). Il en a conclu à l'indépendance pour la vie matérielle et à l'indépendance pour la vie spirituelle, et très vite, dans ce deuxième domaine, il a franchi les dernières limites, pour préconiser la libre-pensée. Le clergé n'est plus, dès lors, qu'un oppresseur des cœurs et des intelligences, comme le patron est un oppresseur des corps. Entre ces deux Cyclopes, l'ouvrier sera infailliblement écrasé. Il est urgent qu'il leur échappe. S'il lui est difficile de s'affranchir du capitaliste, rien ne s'oppose à ce qu'il rejette le joug d'une Église. Dans ses frémissements de révolte, le peuple, en grande partie, s'est déjà secoué de la religion et de ses prêtres. C'est un fait à constater. Et il faut aussi s'avouer, si chrétien que l'on soit, que l'heure n'est pas à la réconciliation sociale par les Évangiles. Les docteurs socialistes n'ont-ils pas tiré de ces livres mêmes des justifications de leurs doctrines et de leurs desseins (2)? Le socialisme chrétien des Stoecker ou des Gœhre, comme des de Mun, est la meule sur laquelle ils aiguiseront ces armes.

---

(1) Il resterait à examiner si les socialistes sont vraiment conséquents avec eux-mêmes, c'est-à-dire, s'ils ne font pas fi, dans leurs systèmes, de l'individualité qu'ils exaltent au cours de leurs critiques de la société actuelle. Il me semble que tel est leur cas. (Voir : Henry Michel, *l'Idée de l'Etat*, pages 504-511).

(2) Voir notamment Cabet, *Le Vrai Christianisme*. On peut se reporter

C'est donc sur un terrain neutre qu'il faut essayer le rapprochement et l'apaisement, car, là seulement, on pourra convier à se rendre l'ouvrier mécontent de la Société moderne. Le *Cercle de Vaugirard* (Paris) et le *Cercle de Vaise* (Lyon) (1) sont les premiers et, je crois, pour l'instant les seuls (un essai a été tenté à Montauban par les étudiants en théologie protestants), qui se soient rendus un compte exact de la situation. Tandis qu'à Nîmes on était et on restait très nettement protestant avec l'institution d'une « école du dimanche » et d'une œuvre d'évangélisation populaire (Statuts, art. 3), à Paris, dès 1883, mais surtout depuis le mois de décembre 1894, à Lyon (2), depuis le mois de mars de la même année, on s'est engagé résolument dans une voie de neutralité complète.

L'inconvénient de cette conduite, si justifiée à d'autres égards, devait se faire sentir lorsqu'il s'est agi de ramasser les fonds indispensables pour assurer la partie matérielle de l'œuvre. Pour beaucoup d'âmes charitables, la pierre angulaire manquait à l'édifice, et elles fermaient leur bourse. D'autres heureusement ont compris que, loin d'être une pierre angulaire, dans le cas présent, la religion était le sable sur lequel il importait avant tout de ne pas construire, et elles ont été des aides précieux. Voici ce qu'un ecclésiastique lui-même, ami dévoué du « Cercle de Vaise » (Lyon), écrivait à ce sujet : « Les discussions politiques et religieuses sont formellement interdites par les statuts, parce que rien n'est plus propre à diviser les esprits, à aigrir les cœurs, à éloigner du but poursuivi, l'union fraternelle... Qu'on laisse systématiquement de côté la religion et son influence salutaire, voilà qui étonne bien des amis de l'œuvre. Cela s'explique pourtant... » (3). Et l'auteur de l'article, ajoute aux raisons énoncées ci-dessus une constatation qui suffirait, à elle seule, à trancher le débat : « L'évangélisation exige des aptitudes et une préparation toutes spéciales qui font défaut aux étudiants. » Non, les étudiants ne sont pas prêts pour l'évangélisation ! Bien mieux, ceux dont on désire surtout utiliser le zèle jusqu'alors improductif sont ou indifférents, ou

---

également à l'organisation des sectes communistes religieuses, telles que les *Inspirationnistes*, les *Perfectionnistes*, les *Shakers*, les *Harmonistes*, et même à certains écrits de socialisme scientifique.

(1) On vient de lui crier un pendant dans le quartier de la Guillotière.

(2) « Ce but est poursuivi en dehors de toute préoccupation politique ou religieuse... » (Statuts, art. 1<sup>er</sup>).

(3) *La Sentinelle*, mai 1895.

hostiles à la religion, et il s'agit en outre de s'adresser à des gens pour lesquels la religion est un épouvantail. On la tiendra donc à l'écart, et avec elle, la politique.

. .

Si la religion divise en un temps où certains esprits l'accusent de banqueroute, que ne doit-on pas redouter de la politique qui certainement fait fortune, malgré le mépris dont chacun affecte de l'accabler ! Elle est, à notre époque, semblable à Figaro dont on se disait : « Quel gredin ! » tout en l'aimant pour ses mille gentilleses. Mais, à l'inverse du Barbier de Séville qui finissait par arranger les situations les plus inextricables, la politique embrouille, énerve, excite et lance les hommes les uns contre les autres. *Homo homini lupus*. Si l'expérience de chaque jour poursuivie entre gens de même classe aboutit à pareille conclusion, il est à plus forte raison, d'élémentaire prudence de se guider d'après elle lorsqu'on aspire à créer des rapports nouveaux entre bourgeois et ouvriers, d'autant que la question sociale est devenue essentiellement politique, d'économique qu'elle était. C'est là une caractéristique de l'évolution dernière du socialisme que le désir de s'emparer des pouvoirs publics. Vers ce but tendent les efforts du parti et si décidément ils demeurent stériles ou n'aboutissent pas dans un avenir relativement prochain, la révolution s'y substituera à l'inspiration des blanquistes dont la puissance, il ne faut pas se le dissimuler, croît comme celle de toutes les sectes extrêmes. Déjà les incantations scientifiques et évolutionnistes de la *Revue Socialiste* sont parfois traversées d'un bruit de fers heurtés à la lueur des incendies.

Cette tendance récente et plus ou moins accentuée au sein du parti socialiste mêle la politique à tous les problèmes ; l'économie politique et l'économie sociale deviennent des sujets épineux pour ceux qui ne s'élèvent pas aux conceptions de science pure. Même dans ces régions de théorie transcendante, le parti socialiste a posé le pied ; il a pris position sur chacune des conclusions de l'orthodoxie. Dès lors, comment émettre soi-même une opinion sans être accusé d'appuyer ou de combattre le socialisme ? Que sera-ce surtout si, à cette hardiesse, viennent se joindre les maladroitures de l'inexpérience ou d'un savoir restreint aux enseignements d'une seule école ! Et tout naturellement se glisse sous la plume ce conseil aux jeunes membres des Cercles populaires : « Méfiez-vous des sujets débattus entre les partis, non pas tant à cause de leurs nature irritante, que de votre propre incom-

pétence. Attendez, en tout cas, d'être mieux armés » (1). Il est urgent qu'ils méditent chaque jour cet avertissement : « Ce n'est pas seulement votre cœur qu'il faut ouvrir tout grand ; c'est aussi votre intelligence. Élargissez-la ; elle ne sera jamais trop large pour embrasser tout ce que comprend aujourd'hui la question sociale » (2). Tout cela s'adresse surtout aux plus jeunes collaborateurs, à ceux que quatre ou cinq ans d'école ou de pratique n'auront pas encore familiarisés avec une foule de questions primordiales. Je comprends combien se restreint du même coup le champ de leurs services. Mais ils peuvent obvier à cette paralysie partielle de leur activité. Il suffirait pour cela de doubler, de faire même précéder l'organisation de tout Cercle populaire de celle d'une « Association d'études sociales et économiques. » Ce n'est point ici la place d'en indiquer le programme, ni le fonctionnement. Qu'il suffise de poser en principe qu'elle préparerait les jeunes gens à la discussion des problèmes intéressant l'existence présente de l'ouvrier, ou celle qu'on lui fait entrevoir. Quant à l'esprit de cette association, il ne peut être que large, très large. Ce sera un complément à l'instruction nécessairement fragmentaire que donne l'Université. Au sortir de celle-ci, le jeune homme aura encore beaucoup à apprendre de l'« Association d'études sociales et économiques » dont il ne voudra pas se séparer.

Mais, objectera-t-on aussitôt, pourquoi ne chargeriez-vous pas des hommes déjà mûrs, versés dans ces matières, d'aborder les sujets ardu qu'elles comportent ? Certes, il ne viendrait pas à l'esprit de repousser d'emblée de pareils auxiliaires, de vouloir que la jeunesse, à elle seule, s'occupât d'œuvres aussi délicates que les Cercles populaires et on approuvera sans réserve le « Cercle de Vaise » (Lyon) d'avoir adjoint à son Comité, avec voix délibérative, une *Commission permanente*, composée de trois membres, âgés d'au moins trente ans. Mais, outre qu'il ne manque pas de sujets aussi importants et moins périlleux que ceux qui nous effraient en ce moment, je crois qu'il y a tout intérêt à ce que d'autres que les jeunes gens ne paraissent pas

---

(1) Parmi les ouvriers, ceux qui sont les orateurs de réunions publiques et les meneurs possèdent souvent des connaissances théoriques étonnantes. Ils se sont nourris d'une foule d'ouvrages que beaucoup de bourgeois citent avec mépris, sans même les avoir ouverts. Je me souviens que, dans une réunion contradictoire, des ouvriers évoquèrent et décrivirent la question sociale au temps des Pharaons.

(2) Georges Renard, *Lettre aux étudiants*.

trop souvent à la tribune des Cercles populaires. En tout cas ces tiers seront plus aisément soupçonnés d'ambition. Mais d'autres raisons qui me déterminent ressortiront tout naturellement d'un examen subséquent de l'attitude des ouvriers dans les Cercles populaires, de l'esprit que les jeunes bourgeois y doivent apporter et de la façon dont ils s'y comporteront afin d'obtenir de brillants résultats.

Ni religion, ni politique ! Autour de quel principe allez-vous convier les étudiants (1) et les ouvriers à se grouper ? Sera-ce même un principe que vous agiterez comme drapeau, à la première heure ? Ce serait méconnaître étrangement l'orientation des cœurs à notre époque. Nous relevons tous plus ou moins de Saint-Simon avec lequel « les intérêts tangibles, matériels, symbolisés par le mot de bonheur, reviennent au premier plan. » Après s'être nettement séparé des individualistes du XVIII<sup>e</sup> siècle qui proclamaient avant tout des droits et poussaient la logique de leurs convictions jusqu'aux utopies les plus irréalisables et les plus touchantes à la fois, Saint-Simon « a installé les intérêts » à la place d'honneur dans les revendications du siècle. » Sur ce point les socialistes sont ses disciples fidèles, eux qui, par exemple, distribuent les « Trois Huit » entre le travail matériel grassement payé, le sommeil et... le loisir. Mais les autres classes de la société seraient bien mal venues à jeter ce reproche de petitesse à la face du peuple. Elles doivent au contraire se l'adresser à elles-mêmes. L'intérêt est à la base de leurs labeurs, de leur science, de leur morale.

Force sera donc aux organisateurs de Cercles populaires de se mettre à l'unisson de cet utilitarisme, ainsi que le constatait un des promoteurs du « Cercle de Vaugirard » (Paris). « ... Et il conclut qu'il n'y avait qu'un moyen de conquérir des adhérents : c'était de les attirer par des avantages matériels ; on verrait ensuite à trouver le chemin des âmes » (2). Cette amorce jetée à l'esprit positif du peuple sera tantôt, comme à Vaugirard, le secours mutuel en cas de chômage et de maladie, tantôt une coopérative de consommation, tantôt une société d'épargne en participation, etc. Peu importe le point de départ, pourvu qu'il soit propre à réunir en grand nombre les ouvriers en vue d'un

---

(1) Il est bien entendu que ce mot « étudiant » doit être pris dans une acception très large ; il comprendra tous les jeunes gens, et même les jeunes filles de la bourgeoisie.

(2) *Semaine littéraire*. Genève, n° 11, juillet 1896. — R. Allier, *Cercles d'étudiants et d'ouvriers*.

rapprochement avec la bourgeoisie et d'un développement de leur intelligence et de leur sens moral. Il sera en tout cas lui-même de nature à développer chez chacun les instincts plus nobles de solidarité et d'affection.

## II. — LES MEMBRES DES CERCLES POPULAIRES. — LEURS CARACTÈRES. — LEURS RAPPORTS.

Supposer les membres d'un Cercle populaire recrutés, c'est franchir d'un bond une bien rude étape; la propagande d'individu à individu dans les milieux bourgeois, le groupement de quelques ouvriers déjà connus et entraînés, l'affichage d'un programme et d'un appel dans le quartier où est ouvert le local sont des conditions favorables à la naissance de l'œuvre; mais elles n'assurent pas aussitôt une situation florissante. J'ai déjà dit toutes les peines que coûtait la rédaction d'un programme qui n'a comme idée maîtresse aucun but ni religieux, ni politique. Il faut en outre tenir compte de l'état d'esprit des jeunes gens et de celui du peuple.

Actuellement les premiers se montrent réfractaires aux conceptions sans effets pratiques, immédiats et tangibles. Je n'en chercherai d'autre preuve que les échecs successifs de ces « Associations générales d'étudiants » dont les véritables principes devaient être la solidarité pour la défense des intérêts de chacun et de tous, le développement des connaissances en dehors du cadre restreint d'une Faculté, l'épanouissement des germes de compassion et de générosité de la jeunesse, au sein d'institutions charitables et sociales, comme un délassement aux travaux de l'esprit. Or, ces associations meurent parce que, devant être des syndicats, elles ont fait fausse route comme les syndicats industriels. Elles ont transformé les avantages matériels, qui devaient être pour elles l'accessoire, en leur principale, leur unique préoccupation, en leur seule fin. D'autres plus restreintes ont vécu, qui spéculent sur les passions politiques ou religieuses; tels sont les groupes royalistes, impérialistes, antisémites, collectivistes, etc., tous ceux qui se réclament d'un parti et ne surgissent que pour haïr et combattre. C'est donc à l'esprit fanatique ou utilitaire de l'heure présente qu'il vous faudra substituer l'abnégation qu'exige l'œuvre des Cercles populaires. Vous crierez : « Sympathisez en dehors de vous-mêmes! Donnez-vous à ceux dont les déboires de la vie ont exacerbé l'égoïsme et rendez-les



aimants à la chaleur de votre amour ! » Hélas ! bien peu nombreux seront les jeunes hommes que vous entraîneriez à votre suite ! A Vaugirard, on parle d'une douzaine d'étudiants ; à Vaise où, il est vrai, on s'adresse à d'autres milieux encore, les jeunes bourgeois sont le double. N'allez pas en inférer que ces œuvres ne progressent pas ; vous commettriez une grave erreur. Les jeunes gens qui s'occupent d'un Cercle populaire ont licence d'être peu nombreux, à la condition qu'ils soient actifs. Le mieux serait qu'ils fussent nombreux et tous également actifs. Leur affluence serait en effet la preuve irrécusable qu'il y a dans la bourgeoisie un élan vers le peuple et un désir d'union, grâce à des sacrifices réciproques. Alors les jeunes gens feront merveille surtout si chacun d'eux a su se gagner l'estime et l'affection des ouvriers.

Là est la grosse difficulté, celle qui, si on ne la surmonte, frappe de stérilité l'organisation la mieux conçue. Elle vaincue, au contraire, rien n'entravera l'essor du Cercle, si ce n'est le manque d'argent. Mais, le succès étant déjà acquis, ceux qui ont aidé de leur bourse à l'assurer, ne feront pas défection. Ils s'intéresseront davantage au Cercle en progrès. On n'abandonne que ceux qui échouent, alors même qu'ils ne sont pas responsables de leur échec.

Mais j'en reviens au palladium dont la conquête sera le premier souci des étudiants, j'entends l'estime et l'affection des ouvriers. Il ne faut pas espérer s'en rendre maître du jour au lendemain, car il ne suffit pas de venir au peuple la main tendue, le sourire aux lèvres et de lui dire : « Soyons amis ! » Ce procédé, qui peut réussir aux démagogues prodigues de phrases sonores et d'héroïques attitudes (1), crève comme une bulle de savon entre les doigts des représentants d'une classe que le peuple a pris l'habitude de considérer comme une ennemie et de détester. Jusqu'à preuve du contraire, preuve longue et délicate à fournir, les étudiants éveilleront toujours en lui d'instinctives méfiances.

L'ouvrier est avant tout méfiant. Beaucoup ne veulent plus croire

---

(1) Renan écrivait : « Le peuple, dont l'instinct est toujours droit, même quand il s'égare sur les questions de personnes, est très facilement trompé par les faux dévots. Ce qu'il aime en eux est bon et digne d'être aimé ; mais il n'a pas assez de pénétration pour discerner l'apparence de la réalité. » (*Vie de Jésus*). Il y a des « faux dévots » en matière sociale comme en religion. Je ne prétends pas cependant qu'aucun socialiste ne soit sincère, ni qu'il ait tort en tout point.

à cet excès de prudence, parce qu'ils estiment d'une rare naïveté ces pauvres gens qui se laissent piper par les promesses du socialisme. Et pourtant, quel est l'homme qui, ayant tout à gagner et rien à perdre, ne se laisserait enjoler par ceux qui lui offrent, même au prix de luttes sanglantes, l'amélioration de son sort!

Admettez même que l'ouvrier soit étrangement niais en présence des prophètes qui l'affolent au bruit d'une chanson nouvelle (et encore n'ont-ils rien découvert de plus nouveau que la *Carmagnole*!): il n'en reste pas moins qu'il est profondément méfiant vis-à-vis des bardes qui, pourtant, ne songent plus à bercer sa misère aux accords de « la vieille chanson », de la bourgeoisie et en particulier des étudiants. Le peuple est hanté d'une idée fixe, et qui peut contenir une part de vérité : c'est qu'il a coopéré à deux révolutions (1789 et 1848) dirigées par la classe moyenne, puis accaparées par elle. Nulle part cette opinion n'est plus vigoureusement émise que dans Proudhon (1). Elle s'affirme à nouveau dans une foule d'ouvrages et de discours sur le peuple ou pour le peuple. Ainsi la première tâche qui incombera aux fondateurs de Cercles populaires sera de convaincre les ouvriers qu'on ne veut pas une fois de plus se servir d'eux comme d'un tremplin, qu'on ne flatte pas en eux la force qui porte au pouvoir. Cette conviction a été particulièrement délicate à faire prévaloir au Cercle de Vaise; on s'implantait en effet dans un quartier plus excentrique qu'aucun autre et vraiment déshérité. Si peu que l'on fit pour lui, ce peu allait prendre les proportions de manœuvres électorales aux yeux de la population. Mais insensiblement les étudiants ont détruit cette prévention. Ils ne s'inquiétaient pas de la vie politique du quartier; ils n'abordaient jamais ce sujet brûlant. Ils ont même fait mieux en taisant leurs noms le plus longtemps possible. Maintenant ils ont chassé les soupçons des ouvriers. Comme un vieux membre du cercle songeait à se retirer devant deux ou trois adhérents nouveaux qui ne lui plaisaient pas, les étudiants lui reprochèrent de les abandonner; ils s'attirèrent cette réponse bien douce et bien encourageante : « Oh! vous, messieurs les étudiants, je vous admire et je vous respecte! » Et le vieux resta.

Abuser d'une pareille situation serait manquer de cœur et d'adresse. Ce serait justement être aussi peu à la hauteur de sa mission que de

---

(1) *Confessions d'un révolutionnaire.*

se poser en directeurs de consciences, de prêcher et de moraliser. Il est bon de se rappeler que l'ouvrier est aussi susceptible qu'il est méfiant. Il serait profondément blessé qu'on parût le croire un être inférieur. En fait, il a des goûts et des aspirations qui ne sont guère relevés. Pourtant ne brusquez pas ces natures ombrageuses dans votre ardeur à les modifier. Laissez agir peu à peu l'influence bienfaisante, quoique imperceptible, qui émane de l'œuvre elle-même. Des lectures, des causeries, d'honnêtes récréations naîtra l'amour du beau; grâce à certaines institutions accessoires au Cercle, se dévoilera l'efficacité de l'épargne, de la mutualité, en un mot de la prévoyance. Si vous veillez à ce que le local soit propre, bien en ordre, bien éclairé, si vous y venez vous-même avec une mise décente dans sa grande simplicité, vous attirerez les ouvriers dans un milieu qui leur sera agréable et vous les habituerez à n'y point paraître dans une tenue négligée. Quand ils en auront le temps, au sortir de l'atelier, ils iront faire un brin de toilette, avant de se rendre à la réunion.

Toute cette transformation sera l'œuvre du temps, de l'exemple et d'un choix judicieux dans les distractions ou les occupations plus sérieuses. Il faut être patient et plein de tact, agir sans en avoir l'air, sans trahir brusquement les efforts tentés, pour affiner le peuple. Je me souviens qu'un projet d'affiche avait été soumis aux ouvriers d'un cercle; il portait, que l'œuvre avait entre autres pour but de moraliser; les ouvriers firent assez vivement remarquer qu'ils n'avaient pas besoins d'être rendus plus moraux.

On se bornera donc, à l'occasion, à invoquer comme idée primordiale, comme fin ayant conduit vers le peuple, le désir de le mieux apprécier et de se faire apprécier de lui, de marcher la main dans la main, unis pour une estime réciproque. On fera ressortir que l'immense bienfait des Cercles populaires est d'enseigner la solidarité, c'est-à-dire que chaque homme n'a pas seulement des droits, mais aussi des devoirs et qu'il vaut mieux oublier ceux là que ceux-ci. Il sera utile de toujours insister sur ce que les étudiants, en abordant les ouvriers, tendent à se perfectionner, à devenir des citoyens plus complets par une meilleure et plus large connaissance de tous leurs compatriotes. Ce sont là des idées simples, qui trouvent parfaitement l'accès de l'intelligence et du cœur du peuple. On y joindra, si possible, quelques mots sur la patrie et sur la famille. Mais on ne touchera à ces grands sujets que dans un langage émouvant par sa simplicité même. Il importe avant tout d'être compris, puis de remuer les âmes, de les faire vibrer. Si puissant que soit le sujet, l'énergie dans la

parole, la voix et les gestes seront des auxiliaires à ne point mépriser, Je ne veux pas dire qu'il faille discourir à tout propos et sur le ton lyrique; non certes! Il est préférable de choisir son heure; mais alors il faut se donner tout entier. L'influence de la parole est trop considérable, surtout sur des êtres relativement peu compliqués, pour qu'on la néglige. J'ai vu des étudiants plus cordialement accueillis que jamais à leur Cercle populaire au lendemain d'une fête où l'un d'eux avait improvisé une allocution d'une chaude éloquence. En temps ordinaire, et pour les simples communications, la bonhomie, parfois la plaisanterie ni trop fine, ni trop lourde cependant, seront de mise. Faites rire vos ouvriers et vous les aurez conquis.

. .

Enfin, par la seule conversation, on peut gagner beaucoup de terrain. Mais c'est chose épineuse que d'en faire porter le sujet sur ce qui est la vie de l'ouvrier, sans être accusé d'inquisition. Une fois de plus il faudra user d'adresse afin de s'initier à la situation de chaque membre à l'atelier, afin d'apprendre ce dont il s'occupe, ce qu'il gagne, dans quelles conditions d'hygiène et de sécurité on l'expose à travailler. On aura ses coudées franches si l'ouvrier sait pertinemment qu'on n'a aucune accointance avec le patron, et que même on n'a pas voulu compter ce dernier au nombre de ceux qui soutiennent le Cercle de leurs dons.

Pénétrant plus avant dans l'existence du peuple on se renseignera sur son foyer. Sans doute le meilleur procédé serait encore de visiter celui-ci de temps à autre, au risque d'être obligé d'avaler par politesse et avec une furieuse envie de faire la grimace de la liqueur de Verveine (alcool jeté sur des feuilles de verveine). Mais n'oubliez pas que les Cercles populaires s'établissent, en général, dans des quartiers très éloignés du centre, et, d'autre part, que les jeunes gens sont absorbés par leurs études ou leurs affaires. Leurs dimanches sont libres, il est vrai. Cependant n'est-ce pas finir par leur trop demander que de vouloir d'eux le sacrifice de cette journée de repos? Il n'en reste pas moins que, dans la mesure du possible, les visites aux ouvriers chez eux sont choses excellentes. Je suis persuadé qu'elles constituent un puissant élément de vitalité pour les Cercles en étendant leur domaine et en rapprochant davantage leurs membres.

A défaut d'elles on pénétrera dans le milieu familial du peuple par la simple conversation. Ici se révèle un des avantages de l'admission des femmes dans les Cercles populaires. De leurs maris, vous ne tire-

rez pas grands détails sur le ménage; mais elles, elles parleront avec plus d'abondance, surtout si vous savez les faire parler; et il est une parole qui sera pour leurs lèvres comme le « Sésame, ouvre toi ! » du conte : « Vos enfants. » Par ces petits, vous faites la conquête de la mère, et celle-ci gagnée, vous tenez le père, car, le plus souvent, c'est la femme qui est l'âme des ménages d'ouvriers. Devant cet argument péremptoire, vous ouvrirez tout grands les Cercles populaires à la famille entière. Du reste de pareilles œuvres n'ont pas le droit de la disséminer; elles ont même le devoir de l'unir davantage, de faire qu'au moins une ou deux soirées par semaine, le père, la mère et les enfants se serrent autour d'une même table. Puis leur but de développement et de solidarité n'englobe-t-il pas l'un et l'autre sexe? Leurs bons effets ne peuvent-ils pas se faire sentir à tout âge? Plus vous prendrez les ouvriers jeunes, plus vous aurez de chance de leur être utile et de vous les attacher. On objecte que les gamins seront turbulents, que les adolescents manqueront parfois de savoir vivre. Ils se disciplineront et se corrigeront dans le milieu où vous les introduisez, et vous exercerez sur eux, comme sur les adultes, un ascendant basé simultanément sur l'indulgence et sur la fermeté.

Il ne faut pas être trop exclusif dans la composition d'un Cercle populaire. Si, en effet, vous n'admettez que des ouvriers raisonnables, rangés, sans la moindre velléité d'émancipation, vous faites œuvre en grande partie vaine. On ne doit pas repousser un ivrogne, car on a l'espoir de le corriger. Pourquoi fermer la porte à un ouvrier que l'on juge « voyou »? Ne veut-on pas justement aider à sa transformation? Le comité se ménagera les moyens de dompter les indociles et les perturbateurs. Malheureusement son courage risque de devenir inutile en présence de l'attitude des membres ouvriers. Les plus convenables d'entre eux, formant un noyau dont la valeur est à considérer et la collaboration à souhaiter, se montrent parfois intolérants au point de menacer de leur défection si on inscrit au Cercle des ouvriers dont la conduite n'est pas parfaite. On a assisté au Cercle de Vaise à un pareil exode. Le devoir de ces transfuges ne serait-il pas plutôt de prêter secours aux étudiants, de leur servir d'intermédiaires auprès des tapageurs! Il faudrait pour cela qu'ils aient déjà fortement ancrée dans leur poitrine la notion de solidarité, qu'ils se soient bien pénétrés déjà du but poursuivi. Or, ce n'est pas toujours le cas et l'on va se trouver en présence d'un dilemme redoutable : ou perdre le groupe des ouvriers déjà ralliés ou ne garder que lui. Dans un cas comme dans l'autre, l'amputation est douloureuse et peut être mortelle. Il

faut l'éviter en s'arrêtant à telle solution que dicteront les circonstances. Pourtant le fatalisme serait une lâcheté. Mieux vaut employer tous les moyens préventifs propres à conserver les éléments les plus divers, par exemple ouvrir à ceux-ci, dès le premier jour, les portes du Cercle. Afin de rassurer les uns et contenir les autres, on prouvera chaque fois qu'il en sera besoin que l'on est décidé à maintenir l'ordre, sous la garantie que l'on n'aura pas recours à l'intervention de la police. Celle-ci ne sera que la suprême ressource, lorsqu'il n'y aura plus rien, ni personne à ménager. Normalement la police du Cercle doit être faite par les ouvriers eux-mêmes, et, au besoin, par les étudiants. Mais éloignez le sergent de ville; c'est l'ennemi dont la présence exaspère plus qu'elle ne calme. Pour l'ouvrier, il est le bras de la bourgeoisie sèche, autoritaire et brutale. Or, vous ne voulez pas rappeler au peuple la bourgeoisie abhorrée; vous l'abordez pour lui en révéler une nouvelle, en face de laquelle il est homme et citoyen.

..

La méfiance et la naïveté, qui semblent s'exclure, sont réunies chez l'enfant; elles le sont aussi chez l'ouvrier qu'on se plaît à rapprocher de l'enfant. Si je reviens ici sur cette comparaison, c'est qu'elle met en garde contre un nouveau trait de caractère du peuple dont il faut absolument tenir compte dans l'organisation des Cercles populaires, je veux dire le besoin de jouer un rôle. Il est en réalité peu d'hommes qui ne tombent pas dans ce travers; mais chez l'ouvrier il prend des proportions considérables. Les syndicats n'ont de succès qu'autant qu'ils y donnent satisfaction chez les plus remuants. Dans les Cercles il faut faire sa part. A quoi bon se briser contre lui? Mieux vaut lui céder dans la mesure où ces concessions ne font courir aucun danger à l'œuvre. Au Cercle de Vaise, les dispositions suivantes ont été adoptées. Le Comité est composé de :

Un président, étudiant.	Un vice-président, ouvrier.
Un trésorier, id.	Un trésorier, id.
Un secrétaire, id.	Un assesseur, id.
Un assesseur, id.	

Remarquez que ce partage d'autorité peut faciliter le fonctionnement. Tout en veillant à ce que la majorité restât à l'élément étudiant, on a consenti, à Vaise, à ce que les ouvriers eussent leur part d'influence, à ce qu'ils pussent surtout contrôler la partie financière. Or, voici ce qui s'est produit avec le temps : le Comité du Cercle s'est

divisé en deux fractions qu'on a pris l'habitude d'appeler l'une « Comité-étudiant » l'autre « Comité-ouvrier ». Le vice-président s'intitule couramment « président-ouvrier ». Le second comité est devenu l'intermédiaire entre les ouvriers et les étudiants. Ceux-ci n'entreprennent rien sans avoir recueilli son avis. Ils s'efforcent de lui inculquer un plus vigoureux esprit d'initiative, et parfois il lui laissent le soin de trancher des débats, dans lesquels eux-mêmes ne pourraient qu'affaiblir leur autorité en ayant à prendre parti.

Il est un point important sur lequel la ligne de conduite ne varie pas : jamais personne autre que le trésorier-ouvrier ne perçoit d'argent des membres ouvriers du Cercle (1). Il garde seul la gestion de cette caisse spéciale qui est affectée à solder les frais d'éclairage et de chauffage. Entrer au Comité est un grand honneur que les ouvriers se disputent chaudement ; lorsqu'ils l'ont obtenu, ils ne ménagent pas leur peine, afin de répondre à la confiance de leurs camarades et de mériter de nouveau leurs suffrages. Ils ont encore à solliciter ceux-ci quand l'organisation de quelque œuvre parallèle au Cercle crée de nouvelles fonctions. Dans ce cas également, il est bon, pour flatter leur amour-propre et pour leur accorder en outre des facilités de contrôle, que la direction soit confiée en partie à des ouvriers. La « Boule de Neige du Cercle de Vaise » a pour trésorier un étudiant, mais pour président et vice-président deux ouvriers.

Si l'ouvrier investi de fonctions honorifiques se prodigue volontiers, il est encore très fier que l'on ait recours à ses services de simple particulier. Il ne faut donc pas craindre de mettre sa complaisance à contribution. Sans compter qu'il en est flatté, il s'habitue progressivement par là aux conséquences de la solidarité. Enfin, lorsqu'il s'agit d'exécuter pour le Cercle quelque chose qui ait trait au métier de l'un d'eux, on se gardera bien de remettre ce travail à des étrangers, heureux que l'on sera de prouver aux membres ouvriers que l'on fait cas de leur habileté et de leur faire gagner quelques sous. A défaut de membres du Cercle, évitez de confier ce travail en dehors du quartier, si vous désirez y conquérir des sympathies.

Une dernière remarque d'où découlent plusieurs conséquences sur

---

(1) On verra plus loin que les cotisations de la « Boule de Neige du Cercle de Vaise » sont perçues par un trésorier-étudiant. Mais sa décharge sur le carnet individuel des versements est toujours contresignée par le président-ouvrier.

lesquelles il sera intéressant d'insister : les ressources de l'ouvrier sont limitées. Elles le sont à des degrés divers, car, à côté de celui qui gagne péniblement 3 ou 4 francs par jour, il en est d'autres dont le salaire est moindre encore, d'autres enfin dont le salaire atteint 7 et même 10 francs (1). Il ne sera pas rare qu'un Cercle populaire réunisse des travailleurs de catégories différentes et que bientôt, dans son sein, il se forme comme une aristocratie que l'on reconnaitra à sa mise et à certaines prétentions au beau langage et aux fines manières. Je me souviens avoir rencontré un ménage dont le petit garçon prenait des leçons de piano. On pourrait penser qu'il y a là une élite capable d'entraîner les autres ouvriers dans la voie du respect de soi-même, de leur donner l'ambition de se mieux tenir. Peut-être cette influence s'exerce-t-elle à la longue. Mais il est pénible de constater qu'en dehors d'elle, et de façon non équivoque, se développent des instincts de jalousie. Tout en vivant en bons termes, en ne rompant point l'unité de l'œuvre, des petits clans se forment qui se replient sur eux-mêmes, dans la vie ordinaire du Cercle. Viennent pourtant les circonstances exceptionnelles où il faut marcher ensemble, la main dans la main, l'union, la fraternité qui s'est peu à peu renforcée à la base de l'œuvre, apparaît avec éclat. Il n'y a de dissemblances et de divergences qu'à la surface.

Evidemment, lorsqu'il s'agit de pratiquer une brèche dans les ressources des ouvriers, c'est sur celles des moins favorisés qu'il convient de se régler ; ce sont elles qui limiteront les exigences du trésorier. On prétendra sans doute qu'il eût été plus simple de ne jamais faire appel à la bourse des ouvriers. Et, de fait, les sommes que l'on en tire ne sont jamais considérables ; cependant elles couvrent certaines dépenses, pour le plus grand soulagement de la caisse commune. En dehors de cette considération matérielle, il en est une purement mo-

(1) M. P. Pic, dans une conférence sur « La question des salaires devant le Parlement », cite les chiffres suivants :

Industrie extractive de la Loire : 4 fr. 80 ;

Filatures de coton du Nord : 2 fr. 55 — 3 fr. 70 ;

Tissage de la soie, salaire moyen : 2 fr. 15 — 3 fr.

D'autre part, M. Bonnevey, dans une étude sur « L'ouvrière lyonnaise travaillant à domicile » prétend que certaines femmes, les « chenilleuses », qui s'occupent du mouchetage des voilettes, ne gagnent que 0 fr. 72 — 0 fr. 80 par jour et ont deux mois de morte saison. — Ajoutons que dans les ateliers de construction de la Compagnie P.-L.-M. à Oublins, le salaire moyen est de 7 francs.



rale; elle se résume en ceci, c'est qu'on s'intéresse davantage à une chose pour laquelle on paie, si peu soit-il. Les fondateurs du Cercle de Vaise l'ont si bien compris qu'ils ont sans hésitation décidé de demander 30 centimes tous les trois mois à chaque membre ouvrier. C'est bien peu, et pourtant ce peu autorise l'ouvrier à se prétendre chez lui quand il entre au Cercle; il n'y vient pas en invité, mais en maître de maison. Il est louable de n'exiger qu'une faible cotisation. On concilie ainsi un attrait moral et la nécessité de ne pas trop grever le budget de l'ouvrier. Il faudrait pouvoir s'en tenir là. Malheureusement cela n'est pas praticable pour peu que l'on songe à multiplier et varier les parties en bande ou des distractions analogues dont les résultats sont excellents. Sur le nombre il en est de coûteuses et dont la caisse ne peut supporter la charge ou toute la charge. Alors il faut solliciter des contributions extraordinaires. On les demande le plus modiques possible; malgré tout, on éprouve une certaine gêne à réclamer toujours. Le grand principe des administrateurs, ici plus que partout ailleurs, devrait être : faire beaucoup avec rien. Mais que de fois ne sont-ils pas entraînés à y déroger! Ce n'est pas que l'ouvrier rechigne. Il sent que mieux vaut dépenser ses quelques sous au Cercle plutôt qu'au cabaret (1), ou peut-être plus mal encore. Mais les étudiants sont préoccupés de savoir si cet argent ne serait pas d'un utile appoint dans le ménage. Il est facile, en effet, de dépasser les limites au-delà desquelles on entame le nécessaire après avoir épuisé le superflu; et celui-ci est toujours bien mince chez le peuple, surtout s'il est destiné à faire face à la fois à deux exigences : l'épargne et les délassements. Retenus par ces considérations, les étudiants se torturent l'imagination afin de découvrir des innovations qui ne coûtent rien aux membres du Cercle. C'est ainsi que, du système des promenades à la campagne avec cotisations pour payer le repas préparé par

---

(1) Un journaliste, M. Henri Leyret, qui s'est fait marchand de vin pour étudier sur le vif le peuple de Paris et qui a publié ses observations dans un livre intitulé : « En plein faubourg, mœurs ouvrières », montre l'ouvrier cherchant au cabaret, moins l'excitation du vin que la détente après le dur labeur et le plaisir que donne la conversation, la discussion, l'exécution de quelques chansons. Or, les Cercles populaires lui offrent tous ces mêmes avantages sans lui permettre de tomber, non pas tant encore dans l'ivrognerie brutale que dans ce qui est la ruine physique et morale par un empoisonnement lent, l'alcoolisme. Pour répondre pleinement à cette exigence sociale les Cercles doivent être ouverts tous les jours.

les soins du comité dans une auberge, ils passent à celui du véritable pique-nique où chaque ménagère apporte son panier de provisions. Ils aiment alors à s'inviter tantôt dans une famille, tantôt dans une autre, nouant ainsi des liens plus étroits, et témoignant de leur gratitude en prenant à leur charge ou le vin du repas, ou le gâteau du dessert.

Il m'a semblé que cette étude du caractère de l'ouvrier, particulièrement en ce qui touche à la bonne organisation des Cercles populaires, à l'esprit dont les étudiants devront s'inspirer, aux procédés dont ils auront à user, constituait la meilleure préface à ma vue sur le fonctionnement même des Cercles. Cette étude, basée sur une foule d'expériences, offre par conséquent des garanties auxquelles j'ai voulu joindre celles qui découlent de la plus absolue sincérité.

### III. — LE LOCAL. — LES JOURS D'OUVERTURE

J'ai dit précédemment de quels minces budgets disposaient les Cercles populaires et pour quelles raisons il en était ainsi : difficulté d'intéresser aux œuvres sociales sans caractère confessionnel les gens dont la bourse est ordinairement ouverte, devoir de ménager l'argent des ouvriers, nécessité enfin de peu demander aux étudiants, dont les poches sont ou peu garnies, ou moins prêtes au sacrifice que leur propre personne. A ces derniers, Vaise réclame 3 francs par an et cette somme est payable en deux fois. Je relève dans les rapports du même Cercle les chiffres suivants pour l'année 1894-1895 : Recettes 1,474 fr. 05; dépenses 1,181 fr. On n'y brasse donc pas des millions. Néanmoins, on réussit à économiser 293 fr. 05. Oh ! ce n'est pas qu'on ne leur trouve aucune affectation ! On aurait cent raisons pour une de les employer. Mais il faut gérer cette petite fortune avec prévoyance.

La plus forte dépense pour un Cercle populaire est celle de son local. On ne demandera à celui-ci ni une grande élégance, ni un aménagement du dernier confortable (1). Le plus souvent, il ne se composera que d'une salle. Voici la description de celui de Vaise, dont le loyer annuel est de 450 fr. : « Un magasin dont toutes les cloisons ont

---

(1) Au Havre, l'échec est venu de ce que l'on avait voulu immédiatement organiser le Cercle sur un trop grand pied.

été abattues, a été ainsi transformé en une salle assez vaste. Dans un coin, un piano; dans un autre, une armoire contenant des livres et décorée pompeusement du nom de bibliothèque; quelques tables, une centaine de chaises; au fond, une petite estrade; aux murs, des cartes de géographie : voilà le mobilier du Cercle. C'est, comme vous le voyez, la simplicité même. Le seul objet de luxe, le piano, nous a été généreusement donné » (1).

Pour séduire et retenir l'ouvrier, il est d'élémentaire prudence de lui offrir un asile d'aspect avenant, où l'éclairage ne laisse rien à désirer, où il fasse bien chaud en hiver, tandis qu'en été l'aération sera commode. Tout l'attrait que peut exercer le local, on se l'est représenté à Vaise et aussi à Vaugirard. Ici, dès qu'il a été possible de se mieux installer, on a quitté la salle de la rue du Château, dont M. Gaufres trace cette description navrante : « C'était une ancienne boutique de chiffonniers, aux murs ruisselants d'humidité. » Si une salle suffit, au début, à contenter les ambitions des fondateurs de Cercles populaires, ils ont bientôt une nouvelle convoitise aussi légitime, mais plus difficile à satisfaire. Lorsqu'arrivent les beaux jours, si bien ventilé que soit le lieu de réunion, il y fait trop chaud la plupart du temps. Alors se produisent des défections et, comme les étudiants sont dispersés par les vacances, on se décide à fermer jusqu'à l'automne. D'autre part, le dimanche, soit que le père travaille à l'atelier, soit qu'on redoute les frais d'une sortie à la *vraie* campagne, le ménage de l'ouvrier ne sort pas du quartier, et par conséquent ne respire pas le bon air des espaces libres. Le père, s'il n'est pas occupé, n'a point d'autre distraction que le cabaret où finalement il dépense, à lui seul, plus que ne lui aurait coûté la promenade dans les champs, avec tous les siens. Les enfants courent la rue et restent exposés à ses pièges. Ce vagabondage et ses dangers se renouvellent le jeudi, lorsque l'école chôme. Il appartient au Cercle dont font partie tant de braves ménages de leur fournir mieux que le cabaret, la rue, le semblant de campagne seul accessible, ou l'étroit logis. Il ne doit rien négliger pour s'assurer la jouissance d'un jardin que les membres eux-mêmes entretiendront et où ils trouveront ensuite les jeux qu'ils préfèrent. Le Cercle fonctionnera de façon ininterrompue; les enfants s'ébattront sans risquer de se corrompre; et les mères coudront, tricoteront au frais, sans se séparer des leurs. Hélas ! un pareil agran-

---

(1) Rapport pour l'année 1894-1895.

dissement n'est pour les Cercles populaires qu'un idéal vers lequel ils tendent de toutes leurs forces, sans avoir pu encore l'atteindre. Leur loyer en serait presque doublé et il est à craindre que les dons n'affluent pas en même proportion. On se contente donc de ce que l'on a, sans désespérer pourtant d'obtenir mieux. Il suffirait d'une âme généreuse. Il suffirait surtout que, par leurs résultats, les Cercles s'imposassent à l'admiration et à la sollicitude du public. C'est afin de conquérir ces dernières que les organisateurs travaillent avec tant de zèle et que, par cette étude, je fais violence à leur modestie.

..

Une fois le Cercle pourvu d'un local, que va-t-il s'y passer? Beaucoup plus de choses qu'on ne le pourrait croire. Aussi demanderai-je la permission de m'attacher à l'activité d'un Cercle particulier, afin de ne rien omettre et de ne pas m'égarer. Je choisirai celui de Vaise, dont la marche en avant est remarquable, depuis trois ans qu'il existe. Dès la première heure, ses fondateurs se demandèrent s'il leur serait bien aisé d'ouvrir tous les soirs. Cette continuité leur semblait un excellent moyen d'infuser à l'œuvre ses premiers éléments de vitalité. Il était, en effet, à redouter que des ouvriers, se réunissant une fois ou deux par semaine, ne fussent, d'une séance à l'autre, détournés par l'oubli ou l'indifférence, avant que le Cercle leur fût devenu une douce habitude. Au contraire, avec ses portes ouvertes chaque jour, le Cercle affirmait son existence, obsédait même le peuple du quartier et exerçait sur lui une fascination dont il ne tiendrait plus à s'affranchir ensuite. Le Comité était certain que l'union naîtrait d'autant plus rapidement que le contact serait plus continu, car les besoins de sociabilité, de distraction et de développement de l'ouvrier sont permanents.

On décida cependant de n'ouvrir le Cercle que deux fois par semaine, le mardi et le vendredi. A Vaugirard, on n'avait guère osé davantage : c'étaient trois soirs que les réunions avaient lieu (mardi, jeudi, samedi). Les considérations qui avaient amené les organisateurs du Cercle de Vaise à leur pénible résolution tenaient en partie à l'obligation de restreindre les frais d'éclairage et de chauffage, mais surtout au fait qu'il leur apparaissait comme très douteux que les étudiants pussent être présents, chaque soir au grand complet, ou même individuellement. La route était longue du centre de la ville à Vaise. Des oisifs eussent passés par dessus la distance; or les étudiants ne l'étaient pas. Le type qu'ils représentaient différait du tout au tout de

celui des contes et des vaudevilles. Seul le jeune homme qui a conscience du sérieux de la vie et des joies que procure le travail, est capable d'offrir sa collaboration à une œuvre comme le Cercle de Vaise. Mais les instants qu'il peut lui consacrer sont comptés.

On trouvera peut-être étrange que les fondateurs de ce Cercle ne se soient pas tout simplement résolus à livrer la plupart du temps les ouvriers à eux-mêmes. En réalité, ils redoutaient quelque manifestation hostile venue du dehors en leur absence; en outre, ils jugeaient les ouvriers trop peu familiarisés avec ce genre de réunions; enfin ils craignaient que certains d'entre eux n'y fissent entendre des discours ou des chants déplacés. Pendant une certaine période l'expérience leur a donné raison, non pas au point de vue des discours, aucun membre n'a songé à en prononcer; mais, pour les chansons, il a fallu parfois mettre le holà! Certes, le virtuose improvisé n'avait aucune mauvaise intention; il chantait ce qu'il savait et ce qu'il avait coutume de produire en société. On ne pouvait le tolérer au Cercle où l'on se préoccupait d'affiner le goût des ouvriers et surtout de bannir la grivoiserie ou l'ineptie, pour y substituer la gaité intelligente et de bon aloi. Quand les étudiants eurent fait remarquer qu'il était indispensable de conserver le respect dû aux femmes présentes et de ne pas familiariser les enfants avec des créations qui, à part même leur grossièreté, sont horriblement bêtes, les ouvriers se le tinrent pour dit de fort bonne grâce. Aussi fut-il possible de les abandonner peu à peu à eux-mêmes le vendredi, jour réservé aux simples réunions sans programme. Il n'y a donc plus qu'un pas à franchir pour que le Cercle soit ouvert en permanence, pour réaliser l'idéal entrevu, et je ne serais pas surpris qu'il le fût à Vaise dès l'hiver prochain, si l'on trouve les fonds nécessaires pour couvrir l'augmentation des frais de chauffage et d'éclairage.

#### IV. — LES RÉUNIONS : CAUSERIES ET LECTURES.

Maintenant, pénétrons au Cercle de Vaise, à la suite d'un de ses anciens présidents. « Les ouvriers arrivent peu à peu avec leur famille et s'installent sous la surveillance d'un assesseur élu par eux. Les hommes se réunissent autour des tables et, là, engagent des parties de cartes ou de dames, dont l'honneur est tout l'enjeu; les femmes se groupent autour du poêle et, tout en tricottant ou en causant, font un

brin de conversation. Les enfants s'amuse à regarder les images de quantité de journaux illustrés, recueillis de toutes parts; pour eux, l'actualité importe peu, et ils se récréent en s'instruisant. De leur côté, les étudiants viennent aussi, et ils se trouvent de suite à l'aise dans ce milieu vraiment familial où toutes les mains se tendent franchement; ils se mêlent aux jeux et aux causeries, ou bien donnent des conseils médicaux ou juridiques. Le bibliothécaire distribue des livres et, toute cette petite besogne achevée, la séance proprement dite commence » (1).

Il est 9 heures; les assesseurs ont remis en place les journaux et les jeux. Le vendredi, pas de séance, et c'est jusqu'à dix heures que se déroule le spectacle dont j'ai rapporté la description. Parfois, il est vrai, quelque chanteur ou monologueur de bonne volonté escalade l'estrade et charme l'auditoire; mais c'est là de l'imprévu.

J'en reviens au mardi, jour de séance, de neuf à dix heures. L'aspect de la salle, dès que la sonnette du président s'est fait entendre, est de tous points semblable à celui que présente le Cercle de Vaugirard : « ..... Soixante ou quatre-vingt personnes (2) étaient réunies pour une soirée de famille, dit M. Gaufres; un groupe de fillettes occupait le premier rang devant le bureau où M. Bouchor avait pris place, un livre devant lui..... » Vaise ne possède pas M. Bouchor. Souvent, on a dû l'y regretter. Mon avis n'est pas qu'il faille pousser trop loin ces regrets, non que j'aie rien à reprocher à l'auteur des *Mystères modernes*, mais je vois un grave inconvénient à faire appel à des hommes comme lui; cet inconvénient se présente sous une double face.

D'abord, on habitue les étudiants à ne plus compter sur eux seuls. Ils s'endorment dans une douce paresse, ne venant au Cercle que pour faire acte de présence, et bientôt ils désertent complètement. Ce danger n'est pas du tout imaginaire. Il surgit déjà, lorsque certains étudiants, doués d'une plus dévorante ardeur, abattent à eux seuls presque toute la besogne. Les autres deviennent indifférents et inertes, non par jalousie, ni par conscience d'inutilité, mais par suite de leur inaction même. Dans un Cercle populaire, il ne saurait y avoir de comparses. Tout étudiant doit remplir un premier rôle, égal en importance à celui de chacun de ses camarades.

L'autre face de l'inconvénient que je signale, nous montre l'ouvrier

(1) Rapport pour l'année 1894-1895.

(2) Le Cercle de Vaise compte environ 110 membres ouvriers.

gâté par le charme d'hommes dont l'âge et une forte culture ont mûri le talent. Il s'accoutume à une éloquence sobre, souvent plus à sa portée, à des pensées ou des faits originaux. Alors, il juge les étudiants inférieurs, et ces jeunes gens perdent l'ascendant qui leur est nécessaire. Notez que, par ascendant, je n'entends ni domination, ni morgue, mais seulement cette puissance d'impulsion et de direction qui, dans une œuvre, vient toujours d'un groupe. Il est à craindre aussi que quelques étudiants ne se découragent en présence du succès d'hommes mûrs, qu'ils ne s'exagèrent leur propre faiblesse, ne se persuadent qu'ils sont incapables de faire œuvre féconde et ne se taisent à l'avenir ou ne se retirent tout-à-fait. Je ne pense pas pourtant que ces observations commandent l'exclusion de tout conférencier, lecteur, musicien, etc., qui ne serait pas étudiant. Mais je suis persuadé qu'il ne faut avoir recours à eux qu'en de rares occasions, afin de ménager l'ascendant et l'élan des jeunes gens dévoués à l'œuvre. Ceux-ci sont déjà assez exposés à faiblir. Décemment, ils ne peuvent se présenter sans préparation devant les ouvriers. Il leur est indispensable de choisir leurs lectures, de méditer leurs conférences, de renouveler leur répertoire. Et ce travail les tient en haleine toute l'année durant. Leur tâche serait allégée s'il suffisait de chercher pour trouver aussitôt. En réalité, rien n'est ingrat comme ces investigations, rien n'est délicat comme la sélection qu'elles impliquent. Le découragement peut fort bien venir avant qu'on ne les ait effectués. N'avais-je pas raison de prétendre, au début de cette étude, que les Cercles populaires enseignent le dévouement et raffermissent la volonté?

. . .

De semaine en semaine, le Comité du Cercle de Vaise élabore un programme pour les séances du mardi, de neuf à dix heures. Il s'inspire du plan d'ensemble tracé lors de la fondation de l'œuvre. Suivant une vieille formule, qui résumait la pensée des organisateurs, on aspirait à mêler, à fondre l'utile et l'agréable. On admit donc côte à côte, et se complétant les unes les autres, les conférences, les lectures à haute voix, la musique et la diction. Il ne restait qu'à répartir ces occupations entre les diverses réunions. Dans ce but, on établit un roulement, qui a subsisté, et enferme dans un même cycle trois mardis successifs. Si une séance a été consacrée à une causerie, la suivante l'est aux lectures à haute voix, enfin la troisième à la musique et à la diction. Puis, la série recommence dans le même ordre, indéfiniment. Nous allons la suivre dans tout son développement.

Les conférences sont certainement le meilleur procédé pour ouvrir au peuple des horizons nouveaux. De grands efforts en ce sens ont été tentés en France depuis quinze à vingt ans. Les instituteurs disposés à faire des causeries devant la population de leur village n'ont qu'à lire, méditer, puis donner, comme si elles étaient de leur propre cru, celles qu'on leur envoie toutes prêtes. Bien mieux, appliquant ici de façon très pratique, l'observation recueillie depuis longtemps dans le domaine de la lecture, que l'illustration exerce un vif attrait, on a offert aux municipalités des appareils à projections très bon marché. C'est une première mise de fonds, grâce à laquelle on peut animer les conférences les plus variées. En effet, une société s'est fondée qui, moyennant le seul paiement du port, expédie des collections de plaques s'adaptant aux lanternes qu'elle fournit elle-même. Naturellement, le Cercle de Vaise profite de ces facilités. Il y a gagné de plus nombreux auditoires. Avant qu'il ne fît usage des projections, il était passablement déserté, les soirs de causerie. A vrai dire, les premiers conférenciers n'avaient été très heureux ni dans le choix, ni dans l'exposition de leur sujet. Je ne reviendrai pas ici sur les difficultés créées par le manque de démarcation nette entre la politique pure et les questions sociales ou économiques.

J'ai déjà relevé combien il est délicat de parler au peuple. Il faut être très maître d'une langue à la fois élégante, souple, imagée, simple et claire. Les expressions techniques sont des écueils très difficiles à éviter et sur lesquels on touche trop fréquemment. Le geste est nécessaire, car il anime la causerie; le timbre de la voix peut être une musique qui captive d'emblée. Quant au fond, mille détails sont à élaguer comme futiles et mille autres à retenir comme typiques et propres à mieux graver dans la tête des auditeurs certaines choses passablement abstraites. De tout cela, les étudiants de Vaise se sont peu à peu rendu compte; la pratique les a formés. Ils ont su par leur seul talent ramener pas mal de ceux qui avaient été ennuyés ou rebutés, et aujourd'hui la salle est bien remplie les soirs où tel ou tel parle de « l'Alcoolisme », de « la Coopération », de « la Prévoyance », de « l'Idée de Patrie », du « Tissage de la Soie », du « Familistère de Guise », de « l'Hygiène et du Chauffage », de « la Grèce et des Jeux olympiques ». Parfois, un auditeur que le sujet n'intéresse pas, se retire sans bruit. Nul ne songe à lui en faire le moindre reproche. Il a eu le courage de montrer ce qu'il ressentait, et c'est là une qualité fort appréciée au Cercle. Presque toujours aussi, des enfants s'endorment sur les genoux de leur mère ou bien sur la chaise où ils s'étaient au



début sagement assis, bien droits, les yeux grands ouverts et pleins de bonnes résolutions. Mais il suffit que l'on fasse emploi de la lanterne pour que pas un ne ferme les yeux. Au contraire, ils sont plus éveillés que jamais et les réflexions naïves qui leur échappent égaient les plus âgés. C'est ainsi que les ouvriers de Vaise ont suivi la magnifique épopée de Jeanne d'Arc et les exploits des conquérants de l'Algérie.

A Vaugirard également on a reconnu l'excellence de ce procédé d'illustration qui permet, non seulement de soutenir l'attention de l'auditoire (1) en offrant un spectacle à ses regards, mais encore d'aborder les sujets les plus divers, avec certitude de posséder un puissant élément de clarté.

Afin de rendre cette clarté plus éblouissante encore, ne conviendrait-il pas de traiter devant les ouvriers de sujets avec lesquels ils soient déjà tant soit peu familiarisés ? Il n'est pas impossible d'en trouver de semblables. Le peuple vit au jour le jour ; il s'intéresse, lui aussi, aux événements de l'heure présente. C'est donc là qu'il faut puiser : à propos de la mort d'un homme illustre, retracer son rôle dans l'histoire ou la science, parler plus spécialement de tel acte qui est le fondement de sa gloire, de telle découverte dont il a enrichi le monde ; sur telle proposition ou tel vote de loi importante, donner le commentaire bref, mais lumineux du texte, en expliquer la portée et les effets. Ce ne sont là que des exemples. Je suis convaincu que des sujets de ce même genre pourront seuls être la source des discussions courtoises dans lesquelles on veut entraîner les ouvriers. Je n'en veux pour preuve que ce qui se passe au Cercle organisé à la Villette (Paris) (2). Ce sont les ouvriers qui parlent. Ailleurs ils n'objectent jamais rien, ne demandent aucune explication complémentaire, bien que le conférencier se mette toujours à leur disposition. Je ne crois pas

---

(1) Pour atteindre au même but, il est encore un procédé que l'on va expérimenter à Vaise : ce sont les conférences contradictoires entre deux étudiants, soutenant les deux thèses opposées et se donnant la réplique comme dans une conversation.

(2) Le « Cercle de la Villette » (Paris) est le seul qui se rapproche du type que nous étudions. Il a pour base une société de secours mutuels. La cotisation mensuelle est de 2 francs pour les hommes et de 1 fr. 50 pour les femmes. Les réunions ont lieu une fois par mois. Elles sont très fréquentées et très animées par les causeries, suivies de discussions, dont les ouvriers font presque tous les frais.

que le silence vienne d'indifférence. Il résulte plutôt de timidité, de trop grande méfiance dans sa facilité de parole, d'absence d'idées antérieures et précises sur la question. Et cependant, combien il serait bon pour ce peuple d'apprendre à exprimer ce qu'il pense, tout en respectant les opinions d'autrui! Il s'y hasarderait en présence des sujets d'actualité, et néanmoins étrangers à la politique, dont il aurait été déjà amené à se rendre compte par la simple lecture des journaux. C'est peut-être bien le jugement de son journal sur les questions d'impôt, de coopération, de service militaire, etc... qu'il avancera. Qu'importe! Il recueillera des arguments contraires et pourra peser les uns et les autres. Il aura étendu ses horizons et se sera convaincu que, s'il est des gens qui ne raisonnent pas comme lui, ils n'en sont pas moins honorables dans leur sincérité.

A s'en tenir aux lectures particulières de chaque ouvrier, il y aurait tout lieu de désespérer de son développement intellectuel et moral. Il ne prête guère attention qu'au journal quotidien à un sou où la politique est tout, et quelle politique! Les partis pris en sont la base, la mauvaise foi ou la légèreté d'information, les procédés les plus courants. A Vaise, où cependant on aurait pu recevoir de pareilles feuilles, à condition qu'elles représentassent toutes les opinions, et observer ainsi la neutralité politique, elles ont été exclues à cause de leurs vices. On s'est contenté de périodiques sagement choisis, où les images tiennent une place importante (1). En même temps, on s'est mis à la recherche des vieilles collections dont les particuliers avaient envie de se débarrasser. C'est par la même voie qu'on est parvenu à constituer une bibliothèque passablement hétéroclite, mais dont la variété devenait plutôt un mérite. Les livres qui rencontrent le meilleur accueil auprès des ouvriers sont ceux de voyages et d'histoire. Henri Martin s'en allait en lambeaux tant il avait été feuilleté au Cercle même, ou bien sous la lampe de famille. Le Comité a désiré en effet que le livre remplaçât les réunions, les soirs où celles-ci n'ont pas lieu. A vrai dire, les prêts à domicile ne sont pas nombreux et cela se comprend jusqu'à un certain point. L'ouvrier qui, souvent, rentre tard de l'atelier songe à aller se coucher plutôt qu'à somnoler sur un livre entrouvert. Il est

---

(1) *Après l'Ecole, Mon Journal, Le Journal des Voyages, l'Emancipation, Le Bulletin de l'Union pour l'action morale, etc., etc.*

fatigué et préfère se reposer avant de reprendre une nouvelle journée qui commencera avec l'aube. Sa femme est accablée des soins du ménage, de raccommodages, et fréquemment de travaux à l'aiguille qu'elle exécute pour le compte de grands magasins (résilles, broderie, mouchetage...) Les enfants n'aiment guère que les histoires; ils sont les meilleurs clients de la bibliothèque.

Ainsi les lectures à haute voix ne seront pas superflues; elles se présenteront en tout cas comme l'excellent complément des conférences. Mais comme celles-ci, elles se garderont de fatiguer l'attention. Si les causeries durent au grand maximum quarante minutes, les lectures pourront absorber l'heure entière, mais à condition de venir en intermèdes du travail, des causeries et des jeux, et d'être variées; j'entends par là que, pendant la même soirée, il ne faudra pas apporter aux ouvriers uniquement des pages sérieuses. Vous intercalerez quelque œuvre de pure imagination bien écrite et convenable. Je sais que vous risquez ainsi de produire un redoutable mélange. Mais tout dépendra des divers morceaux auxquels vous vous serez arrêtés. Si possible, trouvez-en qui aient entre eux quelque corrélation. Par exemple, après lecture de considérations sur les dangers de l'alcoolisme, prenez, dans Daudet, l'histoire de « l'Elixir du Révérend Père Gaucher »; surtout ne vous laissez pas arrêter par la crainte de détruire par ce conte humoristique les salutaires impressions que vous aurez tout d'abord communiquées. Certes, vous serez ici sur un terrain difficile; la peine que vous aurez à trouver de bons lecteurs ne sera rien auprès de celle que vous rencontrerez dans vos recherches de bons auteurs. Pour ma part, je suis assez sceptique en ce qui touche le succès immédiat des classiques (1). Si Vaugirard est convaincu de leur excellence, Vaïse n'y croit guère. Il me semble qu'ils sont plutôt pour les années futures, lorsque les Cercles multipliés auront déjà modifié le goût du peuple et préparé son esprit aux choses supérieures et profondes dans la forme et dans le fond. Le vers de Racine ou de Corneille est d'une envolée si puissante qu'il plane au-dessus de la tête des ouvriers. Quant à Molière, ou il est trop fin pour des cerveaux peu assouplis, ou

---

(1) M. Maurice Pottecher préfère créer le *Théâtre du peuple*. Il écrit lui-même des pièces qu'il fait jouer en plein air devant la population de Bussang (Vosges). C'est là préparer la réalisation de cet ardent désir de Michelet : « Ah ! que je vois donc avant de mourir la fraternité nationale recommencer au théâtre ! » (V. *Rev. encyclopédique*, septembre 1896).

il n'est que bonfionneries cotoyant de bien près la gauloiserie qui, si honorée qu'elle puisse être depuis Rabelais, ne saurait avoir droit de cité dans un Cercle populaire.

Il faudrait donc en venir aux auteurs modernes. Ici la mine est plus riche. Il est tels passages de Victor Hugo qui feront grand effet. De beaux épisodes d'histoire ont trouvé des narrateurs que le peuple sait apprécier. Enfin en pourra beaucoup emprunter aux périodiques. La partie sérieuse des lectures une fois réglée, on récolte aisément les pages récréatives. Coppée, Theuriet ont écrit des nouvelles délicieuses. Daudet, à lui seul, fera les frais de nombreuses soirées.

Cependant, quelque soit l'auteur choisi, on ne manquera jamais, avant de lire quelque fragment de ses œuvres, de lui consacrer une courte notice biographique. Il serait triste que les ouvriers écoutassent parler un homme dont ils ne sauraient s'il est mort ou vivant, historien ou critique, moraliste ou romancier, prosateur ou poète. Il faut qu'ils apprennent à connaître toutes nos gloires nationales, aussi bien dans le domaine scientifique ou littéraire, que dans celui de l'histoire et de la politique.

V. — LES SOIRÉES DE FAMILLE. — LES CONCOURS. — LES PROMENADES  
A LA CAMPAGNE.

Quelque soit le zèle des ouvriers pour s'instruire, ils trouvent bien aride un programme qui ne comporte aucun délassement. Ils demandent, pour ainsi dire, la récompense de leur application. On doit être d'autant plus disposé à la leur accorder, sous forme de soirées récréatives, que par celles-ci on touchera à une transformation urgente, celle du goût populaire. Ce n'est pas à dire que l'on ose rêver un ouvrier aux manières raffinées, ni au langage précieux. Rien ne peut effacer l'empreinte dont frappent les duretés du travail manuel. La langue sera brutale comme l'outil, l'expression rude comme le geste qui dirige l'outil. Cependant, la notion du beau, d'une beauté fruste, il est vrai, peut être inculquée au peuple. On obtiendra de lui qu'il ne se complaise pas uniquement aux stupidités qui, chaque jour, sont jetées en divertissement à la foule. J'ai déjà constaté que les ouvriers de Vaise avaient, sur ce point, fait un retour sur eux-mêmes. Il a fallu pour les y amener beaucoup de persévérance; il a fallu soi-même donner l'exemple. Et quand l'a-t-on fait? En toute occasion, mais principalement pendant

les « soirées de famille. » Jamais on ne s'est découragé, car on avait un signe certain que tous les efforts ne seraient pas inutiles. Ce signe était l'amour du peuple pour la musique, non pas celle qui fait pâmer à Bayreuth, mais la musique toute simple, la ritournelle, l'air patriotique, la romance, le fragment d'opéra que les orgues de Barbarie ou les chanteurs des rues ont déflorés à jamais pour les oreilles du bourgeois (1). La grande joie des ouvriers de Vaise est de voir s'ouvrir le piano ; ils ne perdent pas une note des morceaux que jouent ou chantent les étudiants. Ils n'ont jamais eu de plus belle fête que d'entendre un chœur de jeunes gens et jeunes filles entonner en leur honneur, certaines des chansons que M. Maurice Bouchor a écrites pour les écoles. Aussi comprendra-t-on sans peine que ce même poète ait pu grouper avec succès les enfants du Cercle de Vaugirard et leur donner des leçons de chants. Puis il a complété ce qu'il avait si bien commencé : sous sa direction les enfants apprennent encore à réciter. Ils acquerront ainsi peu à peu l'habitude de faire leur partie dans ces soirées de famille qui imposent aux étudiants une très lourde charge. Bien que les ouvriers ne se lassent guère d'entendre toujours les mêmes choses, comme ces personnes peu mélomanes qui apprécient seulement les airs rabâchés, les étudiants ne veulent pas se livrer à une mauvaise plaisanterie. Ils s'imposent l'ingrat devoir de toujours mémoriser ou déchiffrer. Ils renouvellent leur répertoire, si absorbant que cela soit pour eux dont le plus clair du temps est déjà pris par les études. Mais, insensiblement, ils mêleront les ouvriers à cette activité ; ils seront prêts à leur fournir, non seulement des titres de monologues ou de chansons, mais le texte même. Ils s'ingénieront à découvrir le genre qui conviendrait le mieux à chacun, si bien que l'ouvrier succédera à l'étudiant sur l'estrade, le monologue comique et intelligent à la pièce patriotique, à tel ou tel fragment de bon auteur, et Pierre Dupont à du Mac-Nab spirituel et honnête.

Vaise n'eût plus été un faubourg de Lyon, si Guignol ne s'y fût pas trouvé en grand honneur. Pour beaucoup cet engouement n'était fait que de curiosité ; ils subissaient la fascination de l'inconnu. Le centre

---

(1) A signaler à ce propos les « Concerts populaires (Volkskonzerte) que donne la « Pestalozzgesellschaft » de Zurich. Sur cette société, son but et son activité voir : « Deuxième rapport de la commission des salles de lecture populaires ouvertes dans les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> districts de la ville de Zurich. » Zurich, 1896.

de la ville était éloigné et aller à Guignol devenait une véritable expédition, malaisée et surtout coûteuse pour de pauvres gens. Un beau jour, les étudiants amenèrent au Cercle le héros lyonnais. Ce fut un enthousiasme sans bornes, si bien que peu de temps après le Cercle possédait son propre théâtre de Guignol. Un ouvrier en avait construit la charpente; un élève de l'école des Beaux-Arts l'avait agrémentée de peintures Louis XV; la mère d'un étudiant avait taillé et cousu le rideau. Pour quelques sous on s'était procuré les décors, l'éclairage et les acteurs. Guignol est aujourd'hui la ressource des grands jours. Les ouvriers ne sauraient se séparer pour la période des grosses chaleurs et des vacances sans avoir ri une dernière fois devant ses facéties. Le répertoire courant, au besoin corrigé, a suffi au début. Mais les ambitions ont grandi et le petit théâtre du Cercle a maintenant la gloire de donner de l'inédit, dû à la plume de quelque étudiant joyeux drille.

..

Je ne puis, sans tolérer dans cette étude des lacunes impardonnables, ignorer une innovation du Cercle de Vaise dans sa vie intérieure et, d'autre part, les sorties à la campagne.

En premier lieu, je fais allusion aux concours de récitation et de narration ouverts entre les enfants. Les premiers surtout ont réussi au-delà de toute espérance. Si le conseil des étudiants n'a pas été inutile pour quelques concurrents dans le choix du morceau, la diction même était toute spontanée. Elle révélait une compréhension remarquable de l'esprit de la pièce et elle parvenait à le rendre avec un naturel et une originalité infiniment plus délicieux que la stricte observance de toutes les règles du Conservatoire.

On n'en peut pas dire tout à fait autant des narrations. Les enfants ont été ici plus timides; bien peu ont osé prendre la plume et, de leur plus belle écriture, mettre sur le papier ce qu'ils avaient remarqué et éprouvé pendant une promenade faite en commun. Les audacieux ont manifesté une tendance marquée à imiter l'allure et la forme des faits-divers de journaux. Je ne pense pas que cela résulte d'une lecture assidue de cette littérature. En réalité, les enfants ont bien été eux-mêmes. Et l'analogie déplaisante provient plutôt de ce que le fait-divers est tout à fait l'enfance de l'art dans le domaine de la composition.

Je parlais tout à l'heure, à propos du sujet de narration proposé, d'une promenade en commun. Il est, en effet, de tradition au Cercle

de Vaise de profiter du printemps et de quelques dimanches de soleil pour gagner la campagne en troupe et s'y délasser tout l'après-midi. On se donne comme but une auberge qui devient ensuite le centre de ralliement. C'est là que, vers le soir, après les jeux, la danse au son de l'accordéon, les promenades, tout le monde se rassemble autour de la table, sur laquelle est servi un repas frugal, mais abondant. Les résultats de ces expéditions au point de vue du rapprochement et de la sympathie sont des plus remarquables; il est à souhaiter qu'elles deviennent de plus en plus fréquentes. Pour répondre à ce besoin, les administrateurs du Cercle de Vaise ont renoncé à demander aux ouvriers une faible cotisation, à l'insuffisance de laquelle la caisse devait ensuite parer; c'était une charge trop lourde pour celle-ci. On procède maintenant suivant le système du pique-nique. Chaque famille emporte ses vivres et c'est sur l'herbe que l'on s'installe à l'heure du repas. Somme toute, les ouvriers dépensent ce qu'ils auraient dépensé s'ils étaient restés chez eux et ils ont, par surcroît, respiré le grand air et resserré des liens d'amitié de plus en plus nombreux et de plus en plus solides.

VI. — LES OEUVRES PARALLÈLES AUX CERCLES POPULAIRES. — LES BIENFAITS DE CES CERCLES A L'ÉGARD DES ÉTUDIANTS.

Il est vite venu à la pensée des fondateurs des Cercles populaires de greffer sur l'œuvre première d'autres œuvres. Le Cercle devait leur servir de cadre et, en retour, profiter de leur influence pour tendre vers son propre but. Or, le principe de solidarité était à la base des bureaux de renseignements sur les questions de médecine, de droit, ou de placements, des institutions de mutualité, de coopération et d'épargne. Il ne pouvait que grandir avec eux dans les milieux ouvriers. A la lumière de cette vérité, on s'est tracé une ligne de conduite dans les Cercles populaires. C'est ainsi qu'à Vaise, comme à Vaugirard, les jeunes avocats évitent aux membres ouvriers tous rapports avec les agents d'affaires véreux dont les pauvres gens n'obtiennent que vagues conseils en échange d'une exploitation honteuse. L'agent d'affaire est la plaie des faubourgs. Il s'attache comme une pieuvre aux malheureux et tire jusqu'au dernier sou de ceux mêmes auxquels on a accordé l'assistance judiciaire. C'est cette proie trop facile qu'il faut leur arracher. Qu'il s'agisse d'héritage, de conflit avec

l'administration, de contrat de travail, de reconnaissance d'enfant, de régularisation de situation par le mariage, peut-être de divorce, l'ouvrier qui rencontre chaque semaine des jeunes gens au courant de ces questions est naturellement porté à se confier à eux. Il les fait ainsi pénétrer peu à peu dans sa vie, car il s'aperçoit qu'il trouve en eux des appuis désintéressés et bien décidés à le tirer au plus tôt d'un mauvais pas.

C'est encore aux étudiants, mais aux futurs médecins cette fois, qu'il s'adressera, lorsque lui-même ou les siens seront affligés de ces mille petits maux qui visitent quotidiennement les familles. Et, pour les cas plus graves, il trouvera affichée au Cercle l'adresse de tel docteur chez lequel il n'aura qu'à se présenter avec sa carte pour être immédiatement reçu et soigné gratuitement. Le Cercle de Vaugirard, spécialement large dans la distribution de ces conseils juridiques ou médicaux, les étend à n'importe quel ouvrier, pourvu qu'il se présente muni d'une carte que lui aura fourni un camarade membre du Cercle. C'est là, non seulement un moyen de propagande, mais encore un facteur de solidarité entre ouvriers. Il est bon que les membres ouvriers du Cercle se sentent collaborateurs des étudiants, soient leurs intermédiaires auprès de la grande masse des travailleurs. Peuvent-ils mieux s'acquitter de cette tâche qu'en offrant à leur entourage de participer aux avantages dont ils jouissent eux-mêmes ? Et ceux qui précèdent ne sont point les seuls.

Les socialistes sont ennemis acharnés des bureaux de placement tenus par des particuliers dont ils constituent le gagne-pain. Ils ont organisé, avec leurs Bourses du travail, des bureaux analogues, mais gratuits et, certes, on ne saurait le leur reprocher. Je ne pense pas que, de leur côté, ils puissent se plaindre si les Cercles populaires, en collaborateurs et non en concurrents, tiennent eux aussi à la disposition de leurs membres les renseignements qu'ils auront recueillis sur les places vacantes. Sans être en rapports suivis avec les patrons, on peut fort bien, une fois pour toutes, obtenir d'eux qu'ils communiquent au Cercle leurs offres d'emploi. Celles-ci simplement affichées, permettront aux ouvriers qui chôment d'aller se présenter, sans cependant que leur titre de membres du Cercle leur vaille nécessairement une préférence. Il suffit que les renseignements aient été centralisés ; l'action de l'œuvre ne doit pas s'étendre plus loin, sous peine, pour les étudiants, d'être considérés par le peuple comme les agents des patrons.

L'origine du Cercle de Vaugirard, je l'ai déjà noté, remonte à la



*Société d'aide fraternelle*, qui était entre autres une Société de secours mutuels « offrant à ses membres, en retour d'une modique cotisation, des secours médicaux et pharmaceutiques, avec une indemnité pour les jours de maladie » (1). Je crois qu'il y a là une idée dont la réalisation pratique ne sera qu'un expédient pour la mise en marche, car les Cercles populaires visent à plus haut que donner satisfaction uniquement aux intérêts matériels. Dans ces limites, l'idée doit être recommandée à tout Cercle populaire et certainement elle fera fortune, mais à une condition, qui est primordiale, c'est que le Cercle soit assez riche. La plupart du temps, les cotisations que l'on n'ose élever sont absorbées par d'autres besoins très essentiels. Il ne faudrait donc plus compter, pour développer l'organisation des secours, que sur les dons venus de l'extérieur, ressources problématiques et qui, souvent, ne répondent pas aux espérances des fondateurs de Cercles populaires.

Le même gros obstacle ne se présentera pas, si on se décide à engager d'une façon pratique les ouvriers dans la coopération de consommation. On pourra n'y pas être entraîné; ce sera le cas de plus en plus fréquent, parce qu'il se rencontre peu de centres industriels ou miniers, où des coopératives ne soient pas installées. En de telles villes, il ne restera plus qu'à presser les ouvriers de s'approvisionner aux magasins des coopérateurs. C'est ce que l'on fait à Vaise. Mais si, par hasard, la coopération de consommation était ignorée dans le quartier où vient de se fonder un Cercle; il serait louable de combler cette lacune. Au début, on s'en tiendra à la coopération fermée, sans vente au public; puis, lorsque le succès aura couronné l'entreprise, on pourra donner plus d'envergure à celle-ci, et se hasarder à payer patente. Ici, le point épineux est la mise de fonds première. Remarquez cependant qu'elle ne sera pas très considérable. Il ne sera même pas nécessaire de faire appel à des tiers. Seuls, les ouvriers seront invités à prendre les actions émises au minimum légal de 25 francs. Encore ne les obligera-t-on pas à les libérer de suite dans leur entier, quitte à augmenter le nombre des titres. Ils n'en paieront, avec l'autorisation de la loi, que le dixième (2 fr. 50) comptant, et le reste par retenues sur leur part de dividende, la coopérative vendant au prix du commerce courant, puis répartissant les bénéfices, une fois les frais généraux couverts.

---

(1) Travaux du Congrès de Bordeaux : 7<sup>e</sup> assemblée générale de l'Association protestante pour l'étude pratique des questions sociales, 1895. Rapport de la section parisienne.

Enfin, à tous les efforts dépensés actuellement pour inculquer au peuple l'esprit de prévoyance, le Cercle peut joindre les siens. De prime abord, on écartera l'épargne confiée à des mains anonymes; elle ne développe pas la solidarité. Par contre, on adoptera *l'épargne en participation* qui, abandonnant aux ouvriers eux-mêmes la gestion de leurs économies, les unit par un nouveau lien. Je ne puis mieux montrer le fonctionnement de cette organisation parallèle à celle du Cercle, qu'en exposant ce qui se passe à Vaise. Là, fonctionne depuis quelques mois, *la Boule de Neige du Cercle populaire*. Chaque membre verse tant par mois; avec le produit de ces cotisations, on achète des valeurs à lots, afin de joindre à un bon placement l'intérêt excité chez les participants par la possibilité d'une heureuse chance. Au bout de trois ans, on partagera tout l'argent en caisse: versements, intérêts, plus-value et lots, s'il en est échu à la Société. A supposer même que cet heureux événement ne se réalise pas, chacun retrouvera une petite somme lentement mise de côté et augmentée de ses intérêts. On ne pouvait demander aux ouvriers de bien grosses épargnes, ou mieux, on devait permettre à chacun de n'économiser qu'en proportion de ses ressources. On y est parvenu en fixant à 0 fr. 50 le montant mensuel d'une « part », et en autorisant chaque membre à prendre autant de « parts » qu'il voudrait. Il est rare qu'un ménage n'en ait pas deux (1 franc par mois) souvent, il en possède quatre (2 francs par mois), mais jamais plus. Les étudiants sont aussi participants.

Il va sans dire qu'au bout de trois ans *la Boule de Neige* pourra, ou bien se reconstituer, ou bien continuer, sans même que l'on procède à une répartition. Ce sont les membres eux-mêmes qui en décideront. *La Boule de Neige du Cercle de Vaise* a obtenu un succès inespéré. Tous les résultats matériels et moraux sur lesquels on comptait ont été atteints et même dépassés. Je crois que si l'excellence de l'institution a été pour beaucoup dans sa prospérité, elle la doit aussi en partie au fait d'être venu se greffer sur une œuvre déjà existante. C'est un sérieux encouragement pour l'extension des Cercles populaires par le moyen d'œuvres qui leur seront à la fois parallèles et intimement rattachées, et au nombre desquelles on peut encore compter des abris pour les militaires, des cours du soir, des leçons de sports (1). Le premier pas seul aura vraiment coûté.

---

(1) Il sera toujours profitable de considérer ce qui se passe dans les *College settlements* d'Angleterre, d'Amérique et du Japon. Leurs traits caractéristiques sont: l'établissement des étudiants, dans les quartiers populaires

∴

Cette longue analyse d'un moyen d'apaisement social touche à sa fin. J'ai cherché à exposer les raisons majeures qui poussaient dans une semblable voie, les principes qui devaient y servir de guides. J'ai noté ce qui avait été fait et ce qui pourrait encore se faire.

Mais comment terminer une étude destinée à être mise sous les yeux de la bourgeoisie sans appeler l'attention de cette dernière tout spécialement sur les avantages que les jeunes gens, étudiants ou autres, retireraient de leur adhésion aux Cercles populaires. Certes, il y a dans leur participation à cette activité pacificatrice toute une part d'abnégation. Mais, pour ceux d'entre eux qui estiment qu'en dehors de leur famille et de leur milieu, de leurs préoccupations et de leurs aises, il y a autre chose et d'autres êtres, qui sont des hommes aussi, mais placés dans des conditions de vie différentes, pour ceux d'entre eux qui croient à une amélioration possible du sort des individus moins favorisés de la fortune, en un mot, pour tous les jeunes gens qui ne sont pas des égoïstes, les Cercles populaires seront une école à laquelle ils se réjouiront d'appartenir et de devoir des connaissances infiniment précieuses en ces temps de troubles économiques et sociaux. Ils iront au peuple; ils seront membres des Cercles populaires; ils visiteront usines, mines, ateliers, hôpitaux, etc.; ils causeront avec ceux qui peinent et végètent et ainsi ils pénétreront dans la vie et l'âme des ouvriers. Leurs parents ne les arrêteront point, ou, s'ils essayaient de le faire par crainte du temps perdu ou du qu'en dira-t-on, sous prétexte que les choses peuvent bien aller comme elles ont été jusqu'ici, ces jeunes hommes, conscients de leur responsabilité de citoyens, passeraient outre. Ils prendraient sur leurs loisirs; ils n'auraient aucune crainte des méchancetés de l'opinion publique trop prompte à croire, avec une ombre de mauvaise foi et beaucoup

---

mêmes, le souci du développement à la fois physique, intellectuel et moral, pour parvenir à un rapprochement des classes, le parallélisme entre des « settlements » d'hommes et des « settlements » de dames.

Beaucoup sont confessionnels; mais il en est de laïques et neutres, tel le « Toinby-Hall ».

Ils comptent, en général, de dix à vingt-cinq « travailleurs », sous la direction d'un « travailleur-chef ». Leur activité est grande et le succès est venu la couronner.

Voir : *Correspondant* du 10 septembre 1896; *La Charité sociale en Angleterre*, par le marquis Costa de Beauregard.

de naïveté poltronne, que s'occuper du peuple, faire œuvre au milieu de lui, c'est adhérer par là-même aux pires doctrines socialistes. En dehors du collectivisme ou du communisme, la certitude que des gens touchent de plus près aux beautés du monde existe et, avec elle, à cause d'elle, le devoir pour ces heureux de faire participer à leurs richesses intellectuelles et morales ceux qui travaillent de leurs bras et se heurtent la plupart du temps, avec leur simplicité ou leur ignorance, aux aspérités de la vie. Nul n'a le droit d'oublier que nous sommes en démocratie et qu'il faut en accepter toutes les conséquences. « Une société démocratique veut dire une société où tout le monde a intérêt à moraliser, à agrandir, à dignifier la condition du peuple » (1). Les ouvriers sont rudes d'aspect et de langage, je le veux bien. Les délicatesses de certains jeunes gens pourront souffrir à leur contact. Mais au fond d'eux-mêmes, ne sentiront-ils pas tressaillir une fibre plébéienne? Ils sont infiniment rares ceux qui font, avec sincérité et pièces à l'appui, descendre leur famille des Croisés. Les autres n'ont pas à remonter bien haut sans doute pour se découvrir un ancêtre laboureur ou artisan. Ils sont fils de travailleurs. Donc plus de stupides vanités! Aller au peuple sera retourner à ceux dont ils se sont détachés.

Ceux qui agiront ainsi apprendront des humbles la valeur du travail, de quelle forte essence sont formés les caractères que la lutte accapare dès le berceau. Et bientôt, séduits par des vertus qu'ils ne soupçonnaient pas, ou dont ils déploraient l'absence dans le monde, parce que leur entourage ne les possédait pas, ils accorderont au peuple plus que de la curiosité : ils donneront leur cœur. Ce sera pour eux comme le fruit d'une révélation. Ils s'apercevront enfin que la question sociale doit être étudiée ailleurs que dans un cabinet et peut-être résolue en dehors des livres et des sectes. Il est périlleux de ne vivre qu'avec des papiers et des idées. La science ne suffit pas pour transformer l'existence de l'homme ; elle ne crée pas les élans féconds ; elle est trop positive. Du moins a-t-elle besoin « d'être guidée et attendrie par l'amour » (2). Ces belles paroles sont d'un socialiste. On peut les retenir à condition de n'en pas tirer, à sa suite, des conséquences extrêmes. Il ajoute : « Les hommes ne sont point des chiffres sur lesquels on peut raisonner froidement ; ce sont des êtres de chair et de

---

(1) Lamartine, *La France parlementaire*, t. III, p. 269.

(2) Georges Renard, *Lettre aux étudiants*.

sang à l'unisson desquels il faut vibrer quand on veut comprendre et satisfaire leurs aspirations. La sympathie est l'âme de toute étude sociale » (1).

Les jeunes hommes qui aimeront le peuple et seront d'autre part convaincus du danger de certaines doctrines, feront apprécier aux ouvriers une solidarité bien réelle, en dehors de tout nivellement. « La solution des problèmes sociaux se trouvera désormais de moins en moins dans les institutions qui maintiennent l'inégalité entre les hommes. Il faut la chercher de plus en plus dans les sentiments et les intérêts qui créent entre toutes les classes l'harmonie plus que l'égalité » (2). Si cependant les étudiants parlent aux ouvriers de tendances vers l'égalité, ils leur enseigneront à chercher celle-ci au-dessus d'eux, ainsi qu'un idéal et ils les aideront à s'en approcher le plus possible.

Ainsi la jeunesse qui avait de la « sensibilité disponible » (3), s'habituerait au sacrifice. Ayant ajouté à sa connaissance des lois économiques et sociales, des controverses et des statistiques, celle que M. Charles Wagner nomme « l'élément humain », ayant un but et des êtres auxquels elle se sera consacrée, elle mettra à leur service une volonté dont elle ignorait peut-être et dont elle aura en tout cas renouvelé l'énergie. Enivrée par les beautés de sa nouvelle activité après avoir eu pitié d'eux, elle cherchera à grossir ses rangs de « ceux qui s'attardent sur la vieille rive, près des saules babyloniens, à regarder couler tristement le fleuve des choses qui passent » (4).

CHARLES FRANÇOIS,  
Avocat à Lyon.

---

(1) Georges Renard, *Lettre aux étudiants*.

(2) Le Play.

(3) Melchior de Vogüé.

(4) Benoît Malon.



## Origine psychique et caractère sociologique de la religion <sup>(1)</sup>.

Depuis quelque temps, les philosophes qui s'occupent du droit et ceux qui traitent de la religion sont divisés et discutent vivement sur la question de savoir, si la conscience du droit est l'origine première de la conscience religieuse qui s'en serait différenciée, ou bien, si, au contraire, la religion est la source d'où le droit a découlé insensiblement. Ainsi, Fustel de Cougna les (2), qui est un savant si fin et si perspicace, voit, par exemple, dans la religion, un facteur social primitif qui lie les individus les uns aux autres bien plus vite et bien plus fortement que les relations données par la nature.

D'après Leist, au contraire, la préexistence des *ordonnances sacrées* ne fait pas la règle. Bien plus, le rapport entre les réglementations d'ordre religieux et celles d'ordre purement juridique, est très différent, selon les peuples. ou groupes de peuples. « On remarque très facilement la différence essentielle qui existe entre l'organisation des peuples slavo-germaniques, d'un côté, et celle des peuples celto-italo-grecs, de l'autre. Chez les premiers, les *ordonnances sacrées* sont beaucoup moins solidement établies que chez les derniers... En tout cas, il est un fait certain, c'est que les Celtes, les Italiens et les Grecs sont bien plus sévèrement liés dans leurs rapports sociaux par les prescriptions religieuses que leurs cousins les

---

(1) Ces pages sont extraites d'un livre sur la *Philosophie Sociale* que M. le professeur L. Stein, directeur des *Archives de Philosophie*, publiera dans le courant de 1897 en langue allemande. Il a bien voulu les traduire spécialement pour notre *Revue*, avec le concours d'un de ses élèves de l'Université de Berne (R. W.).

(2) « Ce qui unit les membres de la famille antique, c'est quelque chose de plus puissant que la naissance, que le sentiment, que la force physique : c'est la religion du foyer et des ancêtres. Elle fait que la famille forme un corps dans cette vie et dans l'autre. La famille antique est une association religieuse plus encore qu'une association de nature. » *La Cité Antique*, Paris, 1880, chap. II, p. 41.

Germaines et les Slaves (1). » « Chez les Ariens, la croyance religieuse en certaines puissances supérieures a été le plus ancien facteur de leur organisation juridique; plus tard, une tout autre idée du droit s'est introduite chez les Ariens du Sud de l'Europe, notamment celle du droit commun et profane (*bürgerlich weltliches Recht*) (2). » D'un autre côté, Max Müller a montré que les mœurs et les conceptions juridiques ont pour conséquences des réglementations sacrées et des conceptions religieuses (3). L'histoire comparée du droit pourrait bien être à peine capable de trancher la question en discussion. Sans vouloir parler des limites que Leist (4), tout dernièrement, a voulu opposer à l'optimisme très prononcé de Kohler, il n'en reste pas moins un mot de Max Müller (5) digne d'être remarqué, c'est que, par la simple observation et la simple description des mœurs juridiques les plus anciennes, on n'arrivera jamais à découvrir leur dernière origine d'une manière scientifique et probante.

En conséquence il ne nous reste qu'une voie à suivre, nous voulons dire la *voie psychogénétique* qui est celle que nous avons adoptée pour expliquer les autres fonctions sociales. L'instinct de la reproduction auquel le communisme sexuel des temps primitifs se révéla comme étant nuisible, a fait naître la conception de la sélection sexuelle et l'a imposée de plus en plus. Le sentiment de la faim qui, avec le temps, a jugé insuffisante la manière primitive de se satisfaire, a mûri la notion de la possession et a conduit à l'idée de la propriété. L'instinct de la conservation de la vie et de la santé de l'individu propre, en face des intérêts en lutte par suite de la vie en commun, a créé un type bien arrêté de défense, lequel a entraîné la conception de la vengeance, qui s'est elle-même déposée dans la loi du talion, première forme de la réglementation sociale répressive.

La méthode psychogénétique que nous avons adoptée jusqu'ici nous oblige à observer les *sentiments religieux* à leur naissance, à l'instant même où ils apparaissent.

(1) Leist, *Græco-italische Rechtsgeschichte*.

(2) Leist, *Alt-arisches Jus Gentium*, p. 580, p. 7.

(3) Max Müller, *Natural Religion*, Gifford Lectures, London, 1889, p. 522; v. le chap. « Customs generating Religious ideas. »

(4) *Id.*, p. 585, ss.

(5) *Id.*, p. 520. « It is difficult for travellers to observe and describe customs and laws correctly; it is still more difficult for the student to discover their real origin and their true purpose. »

D'après le principe présupposé de l'inertie psychique que nous avons admis, et dont la conséquence naturelle est l'adaptation aux phénomènes psychiques du principe de la plus petite unité de force (*Kraftmass*), nous devons rechercher maintenant l'occasion pressante qui a conduit les hommes primitifs à la formation des notions religieuses. Aussi bien que pour les manifestations parallèles des fonctions de la vie sociale que nous avons étudiées, nous devons voir cette occasion dans la faculté d'adaptation de l'homme au milieu ambiant. Car les réglementations sociales n'apparaissent qu'au moment où surgissent des sources de conflits inévitables, lesquelles sont amoindries ou diminuées par la création d'ordres impératifs. Ces sources de conflits inévitables desquelles découlent les autres fonctions, nous les avons déjà indiquées. Parmi elles, nous mentionnerons : la lutte pour l'*existence des sexes*, la lutte pour l'*existence économique*, la lutte pour la *position dans la société et dans l'État*, la lutte pour la *forme de communication de ses pensées au moyen de la langue*, enfin la lutte pour l' et pour la *sûreté* de la *personnalité propre* en face des autres objets vivants ou inanimés.

Quel peut bien être parmi toutes ces formes de lutte le motif pressant qui a amené les premiers hommes à forger une arme nouvelle dans la formation de leurs *conceptions religieuses*? Si toute réglementation sociale, selon sa nature, est un moyen plus ou moins conscient d'apaiser ou même de prévenir les combats qui nous attendent, on se demande quels sont proprement la cause première et le propagateur permanent de cette lutte au sein de laquelle toutes les religions de la terre cherchent à se garer, comme d'un ennemi commun, par des réglementations cérémonielles les plus variées, étant donné que, partout où nous trouvons des hommes, apparaissent des traces d'un culte religieux, quelque rudimentaire qu'il soit. Nous ne pouvons chercher cet agent commun dans la nature qui nous environne et qui tombe sous nos sens, déjà pour la bonne raison que les peuples primitifs l'ont conçu sous les *formes les plus diverses*, et l'ont traité aussi par les moyens de combat les plus divers, en rapport avec leurs conceptions. Pour arriver à le découvrir, il faut donc aller au-delà de ces sources de conflits auxquelles sont dues toutes les conceptions religieuses qui ont été imaginées, il faut faire intervenir des puissances surhumaines et surnaturelles. Si le droit est l'expression adéquate des réglementations sociales pour la lutte avec des puissances *visibles*, rapprochées et qu'on peut vaincre, la religion, sous tous ses aspects, est l'expression bien imparfaite de la lutte avec des



puissances *invisibles*, dont on ne peut pas se rapprocher, et qu'on ne peut vaincre avec les armes ordinaires. On ne saurait mettre en doute l'existence de ces dernières, puisqu'elles sont prouvées par les manifestations du jour et de la nuit, de la lumière et des ténèbres, du vent et de la tempête, du tonnerre et des éclairs, des pluies et de la grêle, des inondations et des tremblements de terre, des fleuves et des mers, du soleil et de la lune, des astres grands et petits, des épidémies, des calamités de toute sorte, etc., manifestations qui ont frappé la conscience naissante de l'homme. Peut-être aussi, dans les commencements, les hommes ont-ils essayé de combattre ces puissances au moyen de leurs armes ordinaires (1), ainsi que fait l'enfant qui châtie la chaise contre laquelle il s'est donné un coup, ou ainsi que Xerxès qui fit fouetter les eaux de l'Hellespont.

Mais les expériences les plus élémentaires ont dû prouver bien vite aux hommes l'insuffisance et l'inefficacité de leurs armes ordinaires contre de telles puissances. De l'idée de l'impuissance complète de l'homme en face de ces puissances surnaturelles, idée qui mûrit lentement, mais qui ne l'emporte pas moins, quoique au milieu de grincements de dents, de cette idée de l'impuissance de l'homme, naît d'abord la crainte, puis l'adoration de ces forces. Les phénomènes de la nature, qui ont une action nuisible ou funeste, causent le plus souvent un sentiment d'angoisse intense, tandis que les phénomènes, qui ont un effet salutaire ou bienfaisant, éveillent chez l'homme, il est vrai, d'abord un sentiment de crainte qui se transforme cependant peu à peu en hommage respectueux et en adoration.

Cette définition psychogénétique de la religion, qui est nôtre, est assez étendue pour contenir les quatre théories qui règnent actuellement en ce qui concerne la naissance de la religion : l'animisme de Tylor et de Lippert, la théorie du rêve et des esprits de Spencer, le fétichisme de Comte et de ses successeurs, le totémisme de Gruppe. Elle exclut par contre la théorie singulière de A. Rauber, d'après laquelle l'État seulement serait proprement le créateur de toute civilisation et de toute religion. Elle exclut également la manière de voir

---

(1) Comp. Edward B. Tylor, *Les origines de la civilisation*, chap. ix; John Lubbock, *Les temps préhistoriques*; Herbert Spencer, *Principes de Sociologie*, tome I; Chantepie de la Saussaye, *Lehrbuch der Religionsgeschichte*, 1<sup>er</sup> vol., p. 21 ss.; M. Müller, *Natural Religion*, p. 161 ss.

de Mortillet qui prétend que la religion est d'invention relativement récente, vieille environ de 15.000 ans, pendant que l'homme aurait vécu 220.000 ans sans religion (1). L'opinion de Rauber, qui est aussi à la base de l'hypothèse de Mortillet, a été représentée déjà par le sophiste ancien Critias. Selon Zeller, Critias a énoncé sa théorie de la manière suivante : « Au commencement, les hommes ont vécu, comme les animaux, sans lois et sans ordre. Puis des lois pénales ont été établies pour se protéger contre les violences. Mais, comme ces lois ne pouvaient réprimer que des crimes manifestes et publics, un sage de génie est apparu qui aura commencé à parler des dieux puissants et immortels, qui voient ce qui est caché, et qui peuvent préserver les hommes des injustices secrètes. Pour augmenter la crainte de ces dieux, il leur aura assigné les cieux comme demeure » (2).

Notre définition rejette encore plus expressément l'opinion de Lubbock d'après laquelle la plupart même des peuples sauvages seraient sans religion. En laissant de côté les objections de Roskoff et de Tylor qui ont vivement combattu Lubbock, lequel a mal compris le mot religion d'après notre ample définition qui comprend en elle toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, des rapports de l'homme avec des puissances supérieures, il va de soi que dans ce sens, les peuples que Lubbock considère comme sans religion, en ont déjà une cependant. Et la notion de la religion doit être, en effet, assez étendue pour qu'elle puisse contenir toute les réglementations des rapports de l'homme avec les puissances qui le dépassent, si rudimentaires soient-elles, et pour qu'elle n'exclue pas les religions athées, comme par exemple le bouddhisme (3).

L'antiquité n'a pas manqué de définition psychologique de la religion, pas plus que notre époque ne manque de définitions animistes, lesquelles ne sont au fond que des définitions psychologiques. Chez les Anciens, le sophiste Prodicus fut le représentant typique de l'Animisme. D'après Zeller, il explique, comme suit, l'origine de la croyance aux dieux : « Les hommes de l'antiquité la plus reculée ont tenu pour des dieux, le soleil et la lune, les fleuves et les sources,

(1) Comp. Chantepie de la Chaussaye, *ouv. cité*, p. 19.

(2) Zeller, *Die Philosophie der Griechen*, 4<sup>e</sup> édit., 1<sup>re</sup> partie, p. 1010. App. sur Sext., *Math.*, ix, 54; Pyrrhus, iii, 218 et Plut., de Superstit., xiii, p. 171.

(3) Sur le caractère athée du bouddhisme, voir Max Müller, *ouvr. cité*, p. 28, 93-107, 104 ss.

et, en général, tout ce qui nous est utile, de même que les Egyptiens regardaient le Nil comme un dieu. C'est pourquoi le pain fut adoré sous le nom de Déméter, le vin, sous celui de Bacchus, l'eau, sous celui de Neptune, le feu, sous celui de Vulcain. » (1)

La manière de voir, représentée par Peschel, d'après laquelle les religions ne seraient dues qu'à certains motifs d'ordre psychologique et en particulier au besoin impérieux d'expliquer le principe de causalité, paraît avoir eu, comme modèle inspirateur, le célèbre aphorisme des Anciens : « *Primus in orbe Deos fecit timor* ». (2) A cette explication psychologique, qui nous semble reposer sur la confusion de la cause et de l'effet, nous opposons intentionnellement, et après y avoir mûrement réfléchi, notre explication psychogénétique. Ce n'est pas la crainte qui a enfanté les dieux, comme le veulent Lucrèce et un nombre considérable de penseurs après lui, mais bien au contraire les dieux qui ont fait naître la crainte. Le sentiment de la crainte peut apparaître seulement après des expériences qui ont produit les conceptions des influences nuisibles ou dangereuses exercées par certains objets et certains phénomènes. Car on a toujours peur de quelque chose, quand on a peur. Ce « quelque chose » est en conséquence non seulement le précédent, mais la condition causale de la naissance du sentiment de la peur. C'est ainsi qu'un enfant, né de parents civilisés, quoiqu'il ait les émotions prédisposées dans son cerveau, est tellement indécis, tellement peu sûr dans l'emploi de ses affections, qu'il tend deux ou trois fois la main vers le feu, jusqu'à ce qu'il se soit brûlé. Alors naît la crainte du feu. Comme le feu est d'abord la cause, puis l'antécédent de la *peur du feu*, de même les puissances surnaturelles sont le moment causal et occasionnel de la crainte des dieux.

Quand Feuerbach, dans sa philosophie de la religion, voulant corriger l'Ancien Testament, vient nous dire que Dieu n'a pas créé l'homme à son image, mais que bien plutôt l'homme a créé les dieux à son image, à lui, il est resté à mi-chemin, au point de vue psychogénétique. Son homme est aussi bien l'homme de la civilisation que

(1) Voir Zeller, *ouvr. cité*, p. 1012. Appuyé sur Sext., *Math. ix*, 18, 51 s. s.; Cic., *N. D.*, 1, 42, 118.

(2) Cette proposition n'est pas de Lucrèce, comme on le croit souvent, mais de Stace, *Thebais* (iii, 661). Voir Chantepie de la Saussaye, *ouvr. cité*, p. 22.

ses dieux anthropomorphes sont les produits d'une civilisation arrivée comparativement à un très haut degré de perfection.

Mais celui qui, avec nous, veut creuser psychogénétiquement le problème assez profondément, et donner à la notion de la religion assez d'ampleur, pour pouvoir y faire rentrer même les peuples soi-disant sans religion, d'après Lubbock, celui-là devra adopter la proposition de Max Müller qui est en opposition avec Feuerbach : *Nihil est in fide, quod non ante fuerit in sensu* (1). Mais Max Müller, lui aussi, a négligé de tirer de sa théorie les dernières conséquences. S'il n'y a pas dans l'entourage de l'homme des raisons pressantes, déterminantes, les *sens* ne sont pas en mesure de servir d'armes dans la lutte pour l'existence. Nous devons expliquer psychologiquement la naissance de la religion comme celle du droit. On ne doit concevoir la naissance du sentiment de la vengeance, dont le droit est l'expression abstraite, que comme précédée de collisions qui ont provoqué ce sentiment. Si les collisions avec des puissances *visibles* engendrent le *sentiment de la vengeance*, celles avec des puissances *invisibles* — qu'elles soient imaginaires ou réelles, qu'elles soient symboliquement personnifiées ou purement abstraites, — engendrent le sentiment de la *crainte*. Dans les deux cas, les collisions constituent le précédent (*prius*) et les sentiments qui en découlent, le conséquent (*posterius*).

La théorie des dieux anthropomorphes de Feuerbach, que Schiller, bien avant lui, avait résumée dans cette belle phrase : « L'homme se peint dans ses dieux », a son origine dans l'antiquité, comme la plupart des théories sur la source de la propriété, du droit, de la morale et de la religion. L'Eléate Xénophane disait déjà, devant la formule de Feuerbach : « Chacun se représente les dieux à sa façon, c'est-à-dire, comme il est lui-même : le nègre, noirs avec le nez épaté, les Thraces, avec les yeux bleus et les cheveux roux ; et si les chevaux et les bœufs pouvaient peindre, ils représenteraient, sans aucun doute, leurs dieux sous forme de chevaux et de bœufs (2) ».

Le défaut capital de la théorie si exclusive de l'anthropomorphisme, c'est la transposition en un précédent, d'un conséquent qui ne s'est développé comparativement que très tard. L'adoration de blocs, d'arbres et de pierres (3) est apparue infiniment plus tôt, par exemple,

(1) Voir Max Müller, *Natural Religion*, p. 115.

(2) Voir Zeller, I, 490.

(3) Tylor, *ouvr. cité*, vol. II, chap. XIV.

que le gouffre de la nuit et la de mort, l'œil du Ciel, l'œil d'Odin et des Graies (1). Il se peut, en somme, que l'homme, dans un stade plus avancé de puissance d'abstraction religieuse, se soit senti de plus en plus digne d'être l'objet d'une déification, mais il faut cependant admettre un nombre infini de degrés intermédiaires; il faut admettre ensuite qu'un grand nombre de conceptions beaucoup plus concrètes ont précédé les conceptions très raffinées et très élevées de l'invisible. Dans la théorie du macrocosme et du microcosme, nous rencontrons la première et la plus forte expression (2) de cette transposition et de cette projection dans le monde de l'invisible, des attributs et des qualités les moins nobles d'abord, puis des qualités et des attributs plus nobles de l'homme. C'est seulement chez les peuples qui ont appris à considérer *l'esprit* comme étant l'une des formes les plus élevées de l'activité humaine, que la crainte a passé au rang sublime d'adoration, que les dieux sont devenus des esprits, comme l'esprit est devenu Dieu. De même que nous voyons l'origine de la loi du talion se perdre dans notre conception actuelle du droit, de même l'origine du sentiment de la crainte se trouve voilée dans l'idée de Dieu, telle que se la font les peuples avancés en civilisation. L'échelle de développement nous conduisant au degré le plus élevé du raffinement et de l'abstraction, nous devons retourner au degré le plus inférieur, c'est-à-dire à l'origine de tous les sentiments religieux. De même que les sentiments de vengeance n'ont pu naître que provoqués par les collisions inévitables des individus avec des puissances visibles, par suite de circonstances déterminantes, de même les sentiments de crainte ne peuvent être regardés comme l'origine des sentiments religieux que s'ils sont dus au concours de circonstances, résultant des collisions également inévitables de l'homme avec des puissances surnaturelles. Il faut remarquer cependant que, pour venir à bout des collisions avec les forces invisibles, nous devons supposer à l'homme un degré plus élevé de puissance d'abstraction que pour arriver à se rendre maître des collisions avec les forces visibles. En conséquence, la question que nous posons au début du présent article, à savoir, si le sentiment du droit précède ou suit le sentiment religieux, devra être résolue psychogénétiquement en faveur de la priorité du sentiment du droit. Ce qui est plus

---

(1) Tylor, *ouvr. cité*, vol. I, chap. ix.

(2) Voir appendice au 1<sup>er</sup> vol. d. m. *ouvr. sur la Psychologie des Stoïciens*.

concret va toujours avant ce qui l'est de moins en moins, avant ce qui devient de plus en plus abstrait. C'est même le concret qui prépare et crée à l'abstraction la possibilité de l'existence. Dans la même mesure où le besoin de vengeance concret a trouvé son expression ordonnatrice dans la loi primitive du talion, au fur et à mesure que l'homme est arrivé à une connaissance intime plus profonde, l'association des idées conduit de la réglementation avec les puissances visibles à la réglementation avec les puissances invisibles. En *droit*, l'expression de cette réglementation est la *punition*, et en *religion*, le *sacrifice*. Si ces sentiments se *subliment*, — s'il est permis d'employer cette expression, — de plus en plus complètement au point de vue psychologique, nous arrivons en droit à la conscience et à la science du droit, et en religion, à l'adoration publique et à l'adoration intérieure. De même que nous ne nous représentons pas aisément l'homme civilisé de notre époque sans conscience du droit, — le psychopathe ne traite-t-il pas d'anomalie pathologique (*moral insanity*) un individu pareil, lorsqu'il s'en produit? — de même nous ne pouvons, en nous plaçant au point de vue philosophique, expliquer l'athée qui veut être conséquent, que comme une victime de l'irraison ou que comme une anomalie psychique. Les sentiments religieux se développant en nous aussi naturellement que les sentiments du droit, on ne peut écarter totalement la vie religieuse que par un échafaudage de raisons enfantines et mutines ou un défaut de logique. Il n'est plus nécessaire de réfuter sérieusement l'opinion (1) d'après laquelle la religion serait une illusion, une affection malade semblable à la névrose ou à l'hystérie ou autres maladies de ce genre, opinion qui est en opposition avec la psychologie aussi bien qu'avec l'histoire comparée des religions. Sans doute, dans l'état actuel de la civilisation, il est possible d'élever un individu isolé, soi-disant sans religion, par pur fanatisme d'athée, et même avec un certain succès, au point de vue psychique. Ne voit-on pas des estropiés et des avortons venir au monde, et ne les voit-on pas réussir à se faire des relations agréables avec leurs semblables? Ne voit pas également se produire des individus qui s'infligent des mutilations à eux-mêmes? Mais de même qu'il faut une culture proportionnée pour arriver au plein développement d'une personnalité, faire appel à toutes nos facultés aussi bien physiques

---

(1) Indiquée dans Chantepie de la Saussaye, *ouvr. cité*, p. 22.

que psychiques, de même il faut qu'une personnalité complète, si elle veut durer, entretienne certains rapports avec l'inconnaissable et l'insaisissable. Ainsi Mill, élevé sans religion, a retiré comme le résultat le plus clair de sa grande expérience du monde et de la vie ses trois fameux traités « *sur la religion* » qui aboutissent à la suite d'idées que voici : « Si les conclusions, auxquelles nous ont conduit les recherches qui précèdent, sont justes, il nous reste une preuve assez concluante, sinon tout à fait concluante. Elle est tirée de la création, non de l'univers, il est vrai, mais de l'ordre actuel des choses, par un esprit intelligent, dont la puissance sur la matière n'est pas absolue, dont l'amour pour ses créatures n'a pas été le seul motif agissant, mais qui n'en a pas moins voulu leur plus grand bien (1)... »

« Tout le domaine du surnaturel est ainsi soustrait à la croyance, qui est remplacée par une simple espérance, dans laquelle, pour autant que nous pouvons nous en rendre compte, elle se fixera pour toujours, car nous pouvons difficilement admettre, ou bien, que nous arriverons jamais à connaître d'une manière positive et certaine l'intervention directe de la volonté divine dans la destinée humaine, ou bien, que nous trouverons des raisons qui nous décideront à rejeter dans le domaine de l'impossible la réalisation des espérances de l'homme à cet égard (2). »

Ayant établi que la *forme* de toute religion est la réglementation de nos rapports avec des puissances surnaturelles, soit qu'elles existent réellement, soit qu'elles existent par une nécessité de penser, il nous reste à rechercher ce qui fait le *fond* de toutes les religions. En réservant des degrés dans la faculté d'abstraction, les âmes des morts, les forces de la nature, les puissances morales, les dieux, Dieu, et enfin la formule abstraite des lois impérieuses de la nature, voilà ce qui fait le fond de toutes les religions, qui se mélangent, se succèdent ou se remplacent. Avec une conscience qui grandit de plus en plus, les religions exigent alors que l'on reconnaisse, dans leurs philosophies, non seulement la *réalité* mais encore la *vérité logique* de leurs notions de Dieu. Étant donné que nous avons assumé la tâche de trouver une explication psychogénétique de toutes les religions, nous n'avons pas à nous prononcer sur la vérité lo-

---

(1) Voir par exemple, John Stuart Mill, *Autobiographie*.

(2) Mill. *Sur la Religion*, p. 201, 202 de la traduction allemande.

gique des différentes notions de Dieu. Bien plus, nous avons à nous occuper seulement de la réalité psychique de l'origine des sentiments religieux chez tous les peuples connus. De même que nous abandonnons le *fond du droit* aux historiens et aux philosophes du droit, de même, nous laissons aux représentants de l'histoire comparée des religions (1), ainsi qu'aux théologiens spéculatifs (2) et aux philosophes de la religion (3), le soin d'étudier la vérité logique des différentes religions.

Nous avons affaire ici beaucoup plus à la source dernière des motifs des conceptions religieuses, qu'aux phases de développement de conceptions religieuses toutes formées. S'il nous est défendu de pénétrer dans les profondeurs intimes de cette source de motifs essentiellement psychiques, par le fait que la méthode d'analyse psychogénétique rencontre des difficultés insurmontables dans l'étude des éléments inconscients de la vie de l'âme, nous pouvons cependant, d'autant plus sûrement, découvrir les *facteurs extérieurs* qui déterminent une certaine direction dans le développement de cette vie de l'âme. Nous ne devons pas chercher *du dedans au dehors*, c'est-à-dire dans l'analyse des sentiments humains, l'origine des conceptions religieuses et des autres conceptions qui concourent à la sociabilité des hommes, mais au contraire *du dehors au dedans*, c'est-à-dire dans les conditions extérieures accessibles qui ont évidemment fait

(1) Chantepie de la Saussaye, *Lehrbuch der Religionsgeschichte*, II<sup>e</sup> v., Fribourg, 1887; Tiele, *Geschiedenis vanden Godsdienst*, Amsterdam, 1876; LipPERT, *Die Religion der europäischen Culturvölker*, Berlin, 1881; Fr. Schulze, *Der Fetischismus, ein Beitrag zur Anthropologie und Religionsgeschichte*, 1871; Max Müller, dans une série de publications souvent rappelées; le grand ouvrage de Tylor; Spencer, *Principes de Sociologie*, vol. I, chap. VIII ss; E. Caird, *The evolution of Religion*, 2 vol., Glasgow, 1893; B. Kidd, *l'Evolution sociale*, 1895, chap. v; voir particul. la compilation : *Religious Systems of the world, a contribution to the study of comparative Religion*, Londres, 1892.

(2) G. Ch. B. Pünjer, *Geschichte der christl. Religions philosophie seit der Reformation*, 2 vol., 1880-1883; O. Pfeiderer, *Geschichte der Religions philosophie von Spinoza bis auf die Gegenwart*, 3<sup>e</sup> éd., Berlin, 1892.

(3) A mentionner, parmi les plus récentes publications sur la philosophie de la religion : Rauwenhoff, *Religionsphilosophie*, trad. all. de Hanne, 1894, Brunswick; Hermann Siebeck, *Lehrbuch der Religions philosophie*, Fribourg, 1893; Paul Natorp, *Religion innerhalb der Grenzen der Humanität*, Fribourg, 1894; Günther Thiele, *Die Philosophie des Selbstbewusstseins und der Glaube an Gott, Freiheit, Unsterblichkeit*, Berlin, 1895; R. S. Perrin, *The Religion of Philosophy*, Londres, 1885.



naître ces sentiments. L'analyse historique comparée nous fournit les éléments empiriques pour la recherche de ces facteurs extérieurs qui ont conduit l'homme, luttant pour l'existence, aux sentiments qui y correspondent.

Vue sous cette angle, apparaît éclairée d'un jour tout nouveau, l'ancienne question de savoir si, comme l'admet Feuerbach, ce sont les hommes qui ont formé les dieux d'après leur propre personnalité, ou bien, si, comme l'affirme Descartes, c'est Dieu qui, au contraire, a donné à l'homme, en le créant, la notion de Dieu. Que l'on conçoive Dieu, par exemple, d'une façon abstraite, comme étant la somme de toutes les puissances surnaturelles, ou bien, d'une façon concrète, comme l'ensemble ou la totalité de toutes les lois naturelles, il n'est pas nécessaire d'entrer dans de longues explications pour faire saisir que, non seulement ces puissances ou ces lois précèdent dans le temps les conceptions religieuses des individus, et rendent leur existence possible, mais encore qu'elles sont la cause essentielle des conceptions religieuses des individus. Comme l'homme ne put jamais se soustraire aux influences de ces puissances, respectivement, de ces lois, il était inévitable, qu'avec une conscience croissante, le sentiment de sa dépendance s'éveillât et se fortifiât. Les stades de l'animisme, du fétichisme, du totémisme, de la théorie du rêve et des esprits de Spencer, au point de vue psychogénétique, sont secondaires et non primaires, de leur nature. L'attribution d'une âme à la nature, la personnification du rêve, le culte des aïeux, la croyance aux esprits, etc..., nous représentent, par degrés, seulement les différentes sortes de variations de cette forme supérieure de toute religion que nous avons définie comme étant la réglementation des rapports de l'individu avec le surnaturel, que cette réglementation soit consciente ou inconsciente. Ainsi compris, ces premiers mouvements du sentiment de la crainte du surnaturel, sont un précédent par rapport aux moments qui jouent par la suite un rôle conditionnel dans l'évolution des sentiments religieux (animisme, fétichisme, etc.), mais ils ne constituent pas un précédent absolu. Si le sentiment de la crainte fait naître le fond des conceptions religieuses, il est lui-même, de son côté, le produit de ces puissances ou de ces lois dont l'homme primitif a dû sentir les influences d'une manière continue. Sous cette impression vague d'opposition, l'homme cherche à se protéger et à s'armer contre ces influences, aussi bien que contre les attaques des puissances visibles et tangibles. Ces armes, créées dans la lutte et pour la lutte contre ces puissances,

sont d'abord d'une concrète naïveté et d'une maladresse enfantine, et ressemblent passablement aux ustensiles en pierre et aux habitations de l'époque lacustre, qui constituaient les armes primitives dans le combat pour l'existence matérielle. Nous laissons à l'imagination du lecteur le soin de tirer le parallèle entre le développement de nos moyens actuels de lutte et ceux de l'époque lacustre pour l'existence matérielle, d'une part, et, d'autre part, entre notre adoration moniste actuelle de Dieu et celle qui s'adresse à des arbres, à des troncs ou à des pierres.

Si nous voulons résumer la discussion, nous dirons que la divergence qui existe entre Feuerbach et Descartes à propos de l'origine de la conception de Dieu, peut se résoudre, peut-être, comme suit : les anthropomorphies et les anthropopathies qui existent incontestablement au sein des systèmes de religion *les plus élevés*, systèmes que Feuerbach peut avoir pris comme point de départ, ne représentent justement pas, comme il l'entend, l'*origine*, mais au contraire, une *forme de développement* relativement tardive dans le processus d'abstraction des sentiments religieux qui se transforment peu à peu en conscience religieuse. Descartes a raison, contre Feuerbach, en ce sens, que ce n'est pas l'homme, mais Dieu lui-même, qui est la cause dernière de la notion de Dieu, pour autant qu'on admet avec nous que Dieu est la somme de toutes les forces surnaturelles dont l'activité combinée n'explique pas seulement l'être (*Dasein*) mais la forme sous laquelle il apparaît (*Sosein*), dont l'activité même est la condition essentielle. Seulement le Dieu un, compris ainsi que notre besoin d'unifier nous oblige à le concevoir, de même qu'il nous oblige à concevoir les différentes abstractions unifiées sous les noms de droit, État, langue, mœurs, nature, monde, etc., ce Dieu n'est pas le motif *immédiat* de la notion de Dieu pleinement développée quant au fond, comme le voudrait Descartes ; mais, envisagé psychogénétiquement, il est seulement la *condition formelle* de la naissance du sentiment, de la crainte des puissances surnaturelles, et en même temps aussi, la *cause médiate* des notions primitives de Dieu, puis, par la suite, des conceptions plus élevées de Dieu. Si la méthode *anthropologique* employée par Feuerbach a réussi à soulever un coin du voile qui cache l'origine des religions, pour autant qu'il s'agit des systèmes de religion déjà passablement développés, la *méthode théorique de la connaissance*, qui est celle de Descartes, a poursuivi et formulé avec bonheur le problème, sans avoir pénétré toutefois jusque dans la genèse même, et en particulier, elle a opéré avec

une notion pleinement développée quant au fond. Par la méthode psychogénétique adoptée jusqu'ici, nous allons essayer de saisir le problème dans ses racines les plus profondes. Nous examinerons pour cela les premières manifestations des sentiments religieux et nous tâcherons de les exprimer dans une formule commune qui les réunisse toutes. Et ainsi notre synthèse psychologique confirmera et complètera l'analyse de la notion de Dieu telle que l'a faite Descartes, en se basant sur la théorie de la connaissance. Seulement, vu son origine, cette idée de Dieu n'est pas pour nous, comme pour Descartes, une *idée innée*, mais bien plutôt une émotion éveillée en nous par l'action de Dieu, qui se transforme, au fur et à mesure que la connaissance grandit en l'homme, en sentiments religieux, et qui se précise en notions de plus en plus claires, lesquelles se condensent dans la suite des temps en idées de Dieu, positives et révélées au point de vue religieux, et claires au point de vue philosophique.

Ayant ainsi trouvé une formule psychogénétique pour l'origine de toutes les religions, il nous reste encore à définir l'essence de la religion comme *fonction sociale*. Caractériser tout simplement son essence, ce serait examiner sa vérité logique. N'est-ce pas là la tâche d'une philosophie de la religion plutôt que celle d'une philosophie sociale? Nous avons à nous occuper ici seulement de la valeur sociologique de la religion, pour autant que celle-ci peut être un agent de sociabilité. Si la sociabilité consiste dans l'adoucissement d'émotions brutalement désordonnées pour faciliter à l'homme la vie en commun, il est clair que les sentiments religieux, dans toutes leurs nuances, ont été l'un des plus puissants moyens, sinon le plus puissant moyen d'adoucir et d'harmoniser les rapports des hommes entre eux, au milieu de leurs luttes brutales pour l'existence. Suivant en cela Saint-Augustin et d'autres Pères de l'Église, Lessing a très bien nommé la religion « l'Éducatrice du genre humain ». Aucune des autres fonctions sociologiques ne peut être comparée à la religion, quant à l'importance du rôle qu'elle joue au point de vue pédagogique social et au point de vue de la conduite du genre humain. Car toutes les autres fonctions de la vie sociale ont rapport en majeure partie aux actions humaines visibles, et celles qui tombent sous le coup du contrôle public, tandis que les religions et les notions morales qui en découlent sont essentiellement et de préférence, des actions et des fautes cachées des hommes, l'objet d'une réglementation. Une vie commune paisible, reposant sur une confiance réciproque, n'étant possible entre les hommes que lorsque des forces ont

été inventées et organisées, et que celles-ci ont le pouvoir de punir non seulement les fautes publiques relativement peu nombreuses, mais aussi les fautes cachées dont le nombre est beaucoup plus grand, la religion, on ne peut en douter, a contribué infiniment plus que toutes les autres fonctions sociologiques à faire progresser la sociabilité.

Avec la religion, du reste, commence le processus de spiritualisation de la sociabilité. Tandis que les fonctions traitées jusqu'à maintenant avaient pour objet, en première ligne, la réglementation des rapports *corporels* ou *physiques* des hommes entre eux, la religion commence à tisser des fils spirituels entre les intérêts psychiques des individus. Un culte commun des aïeux, et les traditions mythologiques qui en découlent, forment des liens spirituels, invisibles et délicats, entre les individus. Les associations religieuses servent de modèle à toutes les associations qui se forment ensuite, pour des motifs psychiques. Comme telles, nous pouvons citer les sociétés politiques et nationales, les sociétés scientifiques et artistiques, les sociétés professionnelles, les sociétés qui ont un but plutôt récréatif et éducatif (*gesellige Vereinigungen*), les sociétés économiques de toute sorte, etc. La *solidarité nationale des individus* n'a été réalisée par l'État que tardivement et violemment, au prix du sang et au moyen du fer, tandis que, bien longtemps avant, la *solidarité religieuse* a été atteinte par la religion avec des moyens calmes et doux. Mais le sentiment de la solidarité est la condition première de toute solidarité qui va se développant et s'élevant avec le temps. Que devons-nous donc aux religions? Tout. Les peuples, soi-disant sans religion, d'après Lubbock, sont en même temps sans histoire et pas du tout susceptibles de civilisation. Les religions ont rendu à certains peuples le même service que les hommes ont rendu à certaines espèces d'animaux; elles les ont domptés, attachés à la glèbe, *domestiqués*! La religion a été l'arme la plus efficace que l'homme s'est forgée dans la lutte contre la bête humaine, pour assurer son existence spirituelle.

A la recherche de l'origine et de l'essence sociale de la religion se rattache naturellement celle de la tendance commune de toute évolution religieuse. De même que nous avons été en mesure de découvrir une certaine direction dans l'évolution du droit et de la langue, de la société et de l'État, de la propriété et du mariage, de même nous aurons à suivre, dans les grands traits, la marche de l'évolution religieuse. Nous espérons bien qu'on n'exigera pas de nous une

analyse comparée du fond de la religion des Chinois et des Égyptiens, des Babyloniens et des Assyriens, des Hindous et des Persans, des Grecs et des Romains, ou bien des trois religions monothéistes. Ici nous n'avons jamais à nous occuper du *fond*, mais bien de la *forme* des fonctions sociales (1). Et ainsi les différences dogmatiques innombrables entre les religions particulières nous inquiètent peu, tandis qu'ici ce sont seulement les *tendances psychiques générales* et l'*action sociale* de toutes les religions qui en découle qui nous intéressent.

Un coup d'œil rapide jeté sur les formes de développement des religions principales de la terre (2) nous fera déjà voir que les formations religieuses, aussi bien que les autres formations sociales déjà étudiées, vont du simple au composé. De l'idolâtrie, de l'adoration commune de pierres saintes, d'arbres et d'animaux, on arrive à un degré plus élevé de manifestation des sentiments religieux, à l'adoration des forces de la nature, d'hommes remarquables (héros), jusqu'à cette abstraction : les dieux et la divinité. On trouve des degrés semblables dans le perfectionnement des moyens d'adoration. On commence par la magie et la divination, puis on monte aux sacrifices (d'abord d'hommes, puis d'animaux) et aux prières, enfin on arrive aux lieux saints où l'on voit les gens rassemblés autour de personnes saintes, à certaines époques saintes. Ces réunions sont, dans de grandes proportions, les premières formes d'un action psychique commune. « La communauté du culte est la partie la plus importante de l'organisation de la société humaine dont elle nous paraît être la base bien plutôt que la conséquence » (3). Les dieux de famille se transforment peu à peu en dieux de peuple, de même que nous voyons le culte de race passer au rang supérieur de culte d'État.

(1) Voir Chantepie de la Saussaye, *ouvr. cité*, vol. I, p. 35 ss. Sur la *classification* des religions d'après le *fond*, Kuenen est le premier qui ait opposé les religions *universelles* aux religions *nationales*. Tiele remplaça cette division par la distinction entre religions *naturelles* et religions *éthiques*. Hegel et Ed. de Hartmann ont établi des schèmes de classification que Chantepie esquisse brièvement, p. 40.

(2) Voir Chantepie de la Saussaye, *ouvr. cité*, vol. I, p. 41. Des 1,435 millions d'habitants, nombre auquel on arrête la population du Globe, 1,200 millions appartiennent aux religions avancées, tandis que le nombre des fétichistes est évalué à 234 millions soit 16,4 0/0.

(3) Chantepie de la Saussaye, p. 132.

L'arbitraire dans la réglementation des cultes privés est supprimé à l'apparition d'un clergé proprement dit, et remplacé par des ordonnances religieuses sociales bien arrêtées. Nous rencontrons le premier dépôt de cette réglementation religieuse sociale dans les livres saints des huit religions principales (1).

On pourrait peut-être assigner au clergé dans la création de la fonction sociale et de la religion, à peu près la même place qu'aux grammairiens dans les langues, aux législateurs dans le droit, aux capitaines dans les guerres, ou bien aux princes et aux magistrats dans l'administration de l'État : la mission commune de ces fonctionnaires sociaux est d'établir des impératifs *généraux*, des mesures vastes, à longue portée, pour remplacer le chaos des réglementations *particularistes* et par suite arbitraires des individus, réglementations maladroites qui s'entre-croisent et s'entre-choquent. Il se forme proprement un État religieux (théocratie du Mosaïsme) et dans le Moyen-Age chrétien naît l'idée d'un « État de Dieu » en même temps qu'un droit canon propre qui a laissé une empreinte dans le titre encore en usage maintenant de « Doctor juris utriusque ». De sorte que le processus de l'évolution religieuse se manifeste comme la victoire de plus en plus grande de la *légalité* sur l'*arbitraire*, de l'*égalité* sur la *liberté individuelle*, du *genre humain* sur l'*espèce*.

La tendance d'unification que nous avons déjà constatée dans les autres fonctions sociales, apparaît aussi dans l'évolution des religions, avec une évidence qu'on ne saurait méconnaître. De même que des centaines de peuplades, qui se massacraient auparavant dans des guerres sauvages, en sont arrivées aujourd'hui à former un État national commun par la tendance d'unification, des centaines de formes de religions se sont fondues en un petit nombre (huit types de religions) de formes dans lesquelles elles se sont pour ainsi dire cristallisées, au moins quant à l'essentiel. Dans le bouddhisme, le christianisme et l'islamisme s'éveille l'idée d'une *religion universelle* parallèlement à celle de l'*État universel*. Ce que l'Empire romain a tenté au point de vue *politique*, le catholicisme essaie de le réaliser au point de vue *religieux*. Les États comme les religions luttent actuellement pour la domination universelle, ou bien, — ce qui revient au même pour nous, — pour la domination sur tout le bassin

---

(1) Voir Max Müller, *Natural Religion*, Lecture XX, Sacred Books, notamment p. 549.

méditerranéen. Le christianisme et le mahométisme, qui ont mesuré leurs forces au temps des croisades, luttent aussi bien l'un que l'autre pour la domination à la fois politique et religieuse.

La tendance d'unification se manifeste toujours plus clairement depuis la victoire décisive de la civilisation chrétienne sur toutes les autres civilisations anciennes. De même que les grands États nationaux forment des alliances ou des traités internationaux pour des intérêts politiques, civilisateurs ou commerciaux, et créent ainsi un droit international, ainsi se réunissent en associations interconfessionnelles des religions particulières dans des questions de civilisation et d'humanité. Par exemple, on voit se produire, de temps en temps, des tentatives d'union entre les fractions de l'Église chrétienne. Aujourd'hui encore il ne manque pas d'idéalistes de la trempe de Leibnitz qui ne rêvent pas seulement la réconciliation des religions, mais qui l'espèrent dans un temps plus ou moins rapproché. L'idée d'une religion universelle va parallèlement avec celle d'une langue universelle, d'un droit universel et d'un État universel. Les associations internationales nombreuses (comme l'union postale universelle, etc.), le droit international, le Congrès des religions à Chicago (1893) et les tendances d'union plus positives entre les Églises anglicane, grecque et vieille catholique (Congrès de Lucerne, 1895), sont autant de symptômes de ces tendances universalistes. Les *relations des nations* qui se manifestent au point de vue industriel par le commerce et les expositions universelles, conduisent en même temps à la création d'un *droit universel* et à celle d'une *religion universelle*. Comme les peuples civilisés qui habitent les environs de la Méditerranée sont allés de l'idée des *dieux* à celle d'un *Dieu*, ainsi nous verrons les formes d'adoration devenir de plus en plus semblables et se fondre en une seule. C'est ainsi que se manifeste, d'une manière évidente, la tendance de la religion à l'*universalité* comme dernier caractère de la fonction sociale que nous étudions. De même que le droit universel tend à l'*égalité de tous devant la loi*, la direction universaliste des religions va dans le sens de l'*égalité de tous d'abord devant Dieu, puis au sein de leur confession*, enfin de l'*égalité de droits de toutes les confessions*.

Mais l'individu avide de *liberté religieuse*, de *particularisme* et d'*indépendance* s'oppose à cette tendance à l'*égalité* et à l'*unification religieuse*, qui font table rase des particularités, qui nivellent tout, et détruisent les monopoles religieux. On peut établir une échelle infinie de degrés dans la personification religieuse, depuis les formes

les plus variées sous lesquelles se meurt l'individualité religieuse qui va si loin, dans l'état actuel de différenciation psychique, qu'il existe à peine deux hommes cultivés ayant les mêmes conceptions sur ces notions « Dieu » et « Religion », jusqu'à ces paroles téméraires de l'athée : « La religion peut être synonyme de félicité éternelle; mais je ne veux pas être saint, et cela aussi doit m'être permis dans un État libre ». L'homme civilisé n'abandonnera pas plus volontiers l'égalité religieuse, qu'il ne voudra sacrifier la liberté religieuse. Et cependant il s'agit ici d'oppositions profondes. Tandis que le caractère universel de toute religion exige ouvertement, de tous les adhérents à cette religion, qu'ils reconnaissent un seul et même Dieu, l'individu psychiquement différencié de l'époque actuelle se fait un Dieu propre tiré de sa personnalité intellectuelle et morale. Ne sommes-nous pas menacés, au sommet de la civilisation, par cette anarchie religieuse sans règle et sans frein que la religion reçoit comme tâche de combattre au degré le plus inférieur de la civilisation par la téléologie sociale? Si la religion consiste dans la réglementation des rapports avec le surnaturel, l'individu du temps présent remplace, par l'arbitraire et la licence, les impératifs religieux qui l'avaient lié jusqu'à maintenant. Et la forme fondamentale sociologique consiste, par conséquent, dans la lutte de l'individu pour la personnalité spirituelle et en particulier pour la *personnalité religieuse*! L'individu actuel paraît vouloir épuiser ses forces au point de vue religieux en face du dilemme qui se pose entre *égalité* et *liberté* religieuses.

L'instinct d'unification (1) pousse l'homme à l'unification manifeste du surnaturel, à un seul Dieu abstrait qui apparaît comme la conséquence dernière et inévitable du besoin logique impérieux qui est en nous. Au fur et à mesure que la conscience s'est développée, les peuples ont dû arriver à un Dieu unique comme à la notion contenant et résumant en elle toutes les forces et toutes les lois surnaturelles par la même nécessité psychique qui les oblige à former les notions abstraites de propriété, droit, morale, art, science, humanité, nature, monde, univers, etc., c'est-à-dire grâce à cette tendance immanente qui pousse l'homme vers une connaissance de plus en plus

---

(1) Pour Comte, la philosophie consiste dans l'unification parfaite de toutes les sciences, et Kant fait de « l'unité transcendente de l'aperception » l'attribut fondamental de l'intelligence humaine.



unifiée et de plus en plus parfaite. En un mot, Dieu est une *nécessité logique de la pensée* pour l'homme habile à penser. Sans vouloir nous immiscer dans l'ancienne querelle entre nominalistes et réalistes, que sophistes et cyniques ont d'abord suscitée hors de propos, à savoir notamment si ces notions abstraites très élevées comme les notions générales sont des *êtres réels* ou de *purs noms* (ce que les nominalistes du moyen âge appellent *flatus vocis*, et ce que Mill appelle « procédé abrégatif de la pensée ») nous devons cependant chercher à mettre à nu les motifs psychologiques et logiques de la crise religieuse qui, en ce moment, règne incontestablement dans toute l'humanité civilisée. Sans cela nous n'arriverions pas à remplir la tâche de notre méthode psychogénétique.

Ces notions abstraites supérieures peuvent être réelles (avec Platon), être même les seules réalités, ou (avec Roscelin), être de pures inventions ou créations arbitraires de l'esprit humain, il n'en reste pas moins, en tout cas, *un fait certain* ; plus une notion est générale et abstraite, plus elle devient incolore, inanimée et par suite indifférente à tout individu voyant toujours l'évidence sensuelle — peu importe que l'individu se voie obligé ou non psychiquement à se former ces notions. En tout cas l'individu peut encore s'échauffer pour « *Thémis* » ou la déesse « *Justice* » — l'abstraction « justice » le laisse froid. Le Dieu complètement impersonnel comme somme de toute légalité surhumaine — et toute légalité est surhumaine, surnaturelle, car les sens ne perçoivent jamais que des « faits » et non des « lois » — pourrait bien être la loi d'une nouvelle nécessité logique de la pensée ; mais ce serait aller contre la nature humaine que d'exiger de *sentir* quelque chose pour ce Dieu, cette abstraction logique très élevée, ce couronnement de l'édifice logique, quoi qu'il puisse être inévitable. On ne peut *sentir* quelque chose que pour un être qui *sent lui-même*, qui possède du moins la faculté de répondre à des sentiments. On *admire* la beauté de la nature ou la beauté des arts, mais on ne *sent* rien pour elle, car le sentiment, l'adoration, le rapprochement et la communion ne vont pas sans la réciprocité, la supposent et l'exigent même. C'est pourquoi le règne de l'impersonnel « *Jehovah* » fut de si courte durée, s'il fut jamais sérieusement et solidement établi quelque part. Dieu dut se personnifier de nouveau afin que l'homme pût de nouveau « lui ouvrir son cœur ». La théorie de « *Logos* » chez Philon, Jésus comme fils de Dieu, les « *Séphiroth* » des Cabalistes, la « vision » mystico-théosophique de Dieu, nous représentent autant d'essais de concilier les divergences fonda-

mentales entre les exigences de la *logique* qui toujours *impersonnalise* Dieu et celles du sentiment individuel qui a une tendance invincible à le *personnaliser*. Le combat à la vie et à la mort que la théologie et la philosophie soutiennent depuis près de deux mille ans, n'est pas autre chose, au point de vue sociologique et psychologique, que la lutte ininterrompue de la pensée logique avec les facteurs sentimentaux qui sont en l'homme.

Celui qui croit donc que l'*intelligence* a décidément remporté la victoire, en notre époque éclairée, sur le sentiment, que la catégorie logique est devenue enfin maîtresse des émotions psychiques, celui-là donne trop de valeur à la puissance de la première dans la même mesure où il rabaisse la valeur des dernières.

La religion ou respectivement ses réglementations dans le *cérémonial* auquel en droit correspond la *loi*, en morale, les *commandements* éthiques, dans les mœurs sociales, le *tact*, ne peuvent pas être davantage décrétées par un aréopage de penseurs que le droit, la morale, la science ou l'art. Elle a sa croissance propre naturelle tout comme les autres fonctions sociales. Ses racines plongent très profondément dans les ténèbres et se dérobent aux observations de l'expérience, dans les derniers retranchements du sentiment (1), lequel pousse toujours l'homme à se mettre en rapport avec « le surhumain, l'inconnaissable. »

Les utopistes socialistes qui caressent le rêve de l'État sans religion et qui diraient volontiers que l'État socialiste de l'avenir réussira parfaitement à subsister sans la religion, sous prétexte que « la religion est affaire privée », ces utopistes se font des illusions insensées. L'irréligion est aussi bien une anomalie psychique qu'une *moral insanity*, l'absence de sentiment du droit, le manque total du sens de l'art et de la science. Celui qui découvrirait la « formule du monde » et qui nous apporterait la preuve mathématique et précise non pas de l'*existence* mais du *pourquoi* des lois qui règnent dans les phénomènes de la nature, celui-là seul aurait le droit d'être athée. Jusqu'à ce qu'il ait produit une preuve absolument convaincante et irréfutable qui dissipe tous les doutes, tout athée est, pour le philosophe non prévenu, un dogmatiste fervent aussi bien que le théiste fanatique.

---

(1) Les nouveaux travaux de Ziegler et de Lehmann sur le « sentiment » l'ont montré d'une manière suffisamment claire.

Au point de vue psychogénétique, la question n'est donc pas de savoir *si* la religion sera possible dans l'avenir, mais *comment* elle sera possible. Le désaccord entre le besoin *logique* qui exige un Dieu unique et *impersonnel* et le besoin *psychologique* qui ne demande pas moins impérieusement la *personnification* de « l'invisible », pousse impérieusement vers une solution. Le problème sociologique s'impose également à nous d'une façon sérieuse, à savoir la querelle entre les intérêts religieux de l'*espèce humaine* et ceux de l'*individu* qui comme membre de « l'humanité » prétend à l'*égalité* et, comme personnalité particulière, à la *liberté* de pensée sans restriction au point de vue religieux. Le problème religieux que philosophie et théologie ont tenté, mais en vain, de résoudre définitivement, et cela pendant des milliers d'années, doit être enfin abordé par son *côté sociologique*. Car on peut donner le titre de fonction sociale à la religion tout aussi bien qu'aux autres fonctions. Elle a même à un plus haut degré que les autres, le caractère de créatrice d'impératifs. Sur toute la ligne des États civilisés de l'Europe et de l'Amérique, les impératifs religieux commencent de plus en plus à pâlir et à perdre de leur force. Les punitions religieuses reculent de plus en plus à l'arrière-plan, et les efforts désespérés qu'on pourrait faire pour maintenir une puissance religieuse n'empêcheront pas l'accomplissement de cette évolution. L'individu actuel a incontestablement la tendance à *régler lui-même* ses rapports avec le « surnaturel » ou bien à *ne pas les régler du tout*. Plus on va en avant, plus on voit l'arbitraire religieux et anarchique de l'individu prendre la place de la réglementation religieuse propre aux périodes précédentes plus croyantes. Le côté sociologique du problème religieux s'arrête ici et nous l'indiquons simplement sans pouvoir lui donner une solution définitive. C'est seulement dans le dernier chapitre de notre ouvrage, chapitre systématique, que nous essaierons de trouver une solution à cette face sociologique du problème religieux.

\* \*

Il existe, à côté de la langue, du droit et de la religion, toute une série de fonctions sociales *labiles*, dont l'étude psychogénétique offre un notable intérêt sociologique : ce sont la *morale*, la *science*, l'*art*, la *stratégie* et la *technique des inventions*. La morale crée des lois morales, l'art, des règles esthétiques. La science *scrute* et *fixe* les lois des phénomènes naturels, ordonne (en mathématiques) tout d'après la mesure et le nombre, *calcule* (en astronomie) la forme

et le mode d'action des fonctions cosmiques, *règle* (en médecine) la manière de traiter les maladies de l'organisme humain et (au point de vue préservatif) les relations sanitaires des hommes, et *crée* enfin (en logique) les impératifs de la pensée. La stratégie, qui s'est formée parmi les types belliqueux des hommes, remplace peu à peu l'arbitraire ou la licence chaotique des hordes sauvages, par une *réglementation* extérieure, par une subordination militaire bien arrêtée, par certains principes dans la manière de faire la guerre qui devient peu à peu une science propre : *la science de la guerre*. Les *inventions* se produisent comme par hasard sans règle aucune, il le semble du moins au premier abord, manquent de fils conducteurs conscients dans leur marche, même chez les peuples civilisés, jusqu'à ce qu'elles aient aussi leurs impératifs, c'est-à-dire leur technique propre. Aujourd'hui nous avons cet *ars inveniendi* que Bacon de Verulam avait rêvé : les méthodes scientifiques en usage dans nos laboratoires sont essentiellement des impératifs de l'art de la découverte. A la place de l'irrégularité désordonnée qui régnait dans les découvertes des temps passés, apparaît une préparation méthodique et la prise en charge systématique de problèmes qui promettent beaucoup. Ceux qui nous ont précédés *ont trouvé* certaines choses, ceux de l'époque actuelle *découvrent* beaucoup de choses, parce qu'ils cherchent *d'après des règles déterminées*. L'éclaircissement du chaos originel, *l'astreinte de l'homme par des impératifs de toute sorte*, voilà quel est le sens le plus élevé du développement de toutes les fonctions sociales. Dans tous les domaines de la vie et de l'activité communes, la *règle* remplace partout l'*arbitraire*, l'*ordre* social succède au chaos anarchique originel. Plus nous progressons dans la civilisation, plus ces ordres se multiplient et s'étendent indéfiniment. Mais la *forme* de ces commandements s'adoucit au fur et à mesure que le nombre des réglementations s'accroît. L'individu actuel, par sa vie propre très développée, brise la rigidité et la cruelle sévérité des impératifs des temps anciens. Convention et étiquette, mœurs et droit perdent de plus en plus de la raideur et de la rigueur qui les caractérisaient dans les générations disparues. La tendance d'adoucissement de tous les impératifs se manifeste aussi visiblement que leur croissance numérique. Ce qu'ils gagnent en nombre, ils le perdent en force et en valeur. Si les peuples civilisés de l'antiquité s'en tiraient avec dix ou douze Tables, c'est-à-dire avec une poignée d'impératifs, dont la violation entraînait souvent la peine de mort, nous avons des milliers d'ordonnances et de commandements politiques,

juridiques, moraux, religieux, artistiques, scientifiques, sociaux (qui regardent spécialement la vie de société, comme le code d'honneur), professionnels, etc., dont la violation entraîne une échelle infinie de degrés dans la punition, depuis le mépris de la société jusqu'à la peine de mort. L'amoncellement des impératifs va la main dans la main avec le relâchement dans la force, ce qui s'explique psychologiquement et sociologiquement par la raison que la variété infinie des impératifs entraîne comme conséquence inévitable un nombre correspondant de degrés dans la punition.

Mais les fonctions sociales, appelées par nous *labiles*, mentionnées en dernier lieu, supposent un degré relativement élevé de spiritualité de la part de l'homme. Morale et science, technique et art sont également le produit d'impératifs *réfléchis*. Famille et propriété, société et État, langue, droit et religion, surtout au commencement de leur évolution, sont en quelque sorte de libre venue. Ici, avec une logique immanente, la téléologie sociale crée des règles de conduite bien avant que la science humaine se soit emparée de ces réglementations pour en faire l'objet de ses observations, de ses études et de ses recherches. Les impératifs moraux, artistiques et scientifiques, au contraire, sont déjà dus à la raison humaine qui, notamment en philosophie, est arrivée à la conscience qui cherche à analyser l'essence de ces commandements et qui examine la possibilité d'une transgression intentionnelle. Dans la conscience réfléchie surgit un correctif de la téléologie sociale. La forêt vierge des impératifs sociaux qui grandit rapidement, pêle-mêle et sans plan, est abattue sans pitié par la scie mordante de la critique humaine. Ce qui, en fait de réglementation des rapports des hommes entre eux et des rapports de l'homme avec la nature organique et inorganique qui l'entoure, avait cru jusqu'ici librement, sans conscience du but, tout cela doit être transformé d'après un plan et réorganisé en vue d'un but conscient. La raison entreprend la tâche épineuse et insidieuse de maîtriser la nature, et pousse la témérité jusqu'à vouloir remplacer par l'opportunité *consciente*, l'opportunité *inconsciente* des institutions sociales ainsi que les a faites la téléologie immanente : en un mot, *il se forme une philosophie sociale*.

LUDWIG STEIN,

Professeur de philosophie à l'Université de Berne.

---

# MOUVEMENT SOCIAL

## AUTRICHE

### La nouvelle réforme électorale.

Né en Amérique, développé en France, le suffrage universel est venu frapper aux portes des vieilles monarchies européennes. Tout d'abord on ne l'a pas laissé entrer, on a bien fermé les portes devant lui. On a commencé à marchander. Au lieu du suffrage universel on a concédé un suffrage limité. Afin de le limiter, on a inventé deux méthodes. L'une consiste simplement en ce qu'on introduit le cens électoral. On dit : tous les citoyens n'auront pas le droit d'élection, mais seulement ceux qui payent un certain minimum d'impôt. Cette méthode était acceptée en Belgique, en 1831. Mais pour les vieilles monarchies du continent, cette méthode était encore trop libérale. « Un petit bourgeois, un artisan, un cordonnier ou tailleur qui paye par exemple vingt francs d'impôt, devrait voter à côté d'un millionnaire ou d'un grand seigneur ? » Non ! Cela ne pouvait être accepté. Alors il fallait méditer sur une méthode ultérieure de limitation du suffrage censitaire, afin non seulement d'éloigner les « dix mille d'en haut » du bas peuple payant les quotes minimales d'impôt, mais en même temps d'assurer aux votes des premiers une prépondérance sur les votes de « la masse. » Pour atteindre ce but, deux manières de faire se présentaient. L'une est le système des classes électorales censitaires ; c'est le système adopté par la Prusse (*Classenwahl*). Son principe est bien simple. On additionne tous les impôts payés, dans une province ou département, en une somme ; disons par exemple que cette somme fait trois millions. Puis on divise tous les électeurs en trois classes ; la première est composée de ceux qui payent le premier million (en commençant par en haut, c'est-à-dire par ceux qui payent les plus grands impôts), la seconde classe est composée de ceux qui payent le second million et la troisième de ceux qui payent le dernier million. Que s'ensuit-il de cela ? Comme ceux qui payent les

grands impôts sont peu nombreux, alors le premier million (la première classe) ne compte qu'un petit nombre de grands seigneurs et de capitalistes; la seconde classe compte déjà plus, car elle se compose des bourgeois payant les quotes d'impôts moyennes; mais elle n'est pas aussi nombreuse que la troisième classe, dans laquelle entre toute la masse des petits gens qui payent les impôts minimaux.

Quand on répartit ensuite le nombre des représentants qui doivent être élus à la Chambre en trois parties égales entre ces trois classes, quand par exemple sur trois cents députés on en fait élire cent par chaque classe, la conséquence est que le petit nombre des grands seigneurs et capitalistes élit autant de députés que le grand nombre des bourgeois, et que ceux-ci élisent autant que la grande masse des petits gens. En cette manière la prépondérance des classes supérieures est assurée; c'est justement le système d'après lequel se font jusqu'aujourd'hui les élections à la Chambre des députés du Landtag prussien.

Une manière de faire un peu différente pour atteindre le même but était adoptée en Autriche, en 1861, par le ministre Schmerling. Il ne s'appuyait pas purement et simplement sur la classification d'après l'impôt; mais prenant pour base de son système électoral plutôt les *classes sociales*, il atteignait le même but. Il répartissait les électeurs d'après les divisions sociales existantes, en cercles électoraux, c'est-à-dire en grands possesseurs fonciers, habitants des villes et des bourgs, et paysans des communes rurales (1).

Distribuant à chacune de ces classes (on les appelle en Autriche « *curies* ») à peu près le même nombre de députés à la Chambre basse du Reichsrat, Schmerling a atteint le même but que le législateur prussien avec sa loi des trois classes (*Dreiklassenwahlgesetz*); car les grands possesseurs sont en nombre minime, les habitants des villes et des bourgs sont déjà en nombre plus grand, enfin la grande masse de la population est contenue dans les communes rurales. En conséquence, chaque classe supérieure, élisant un nombre des députés égal à celui de la classe inférieure, a un avantage et une prépondérance sur celle-ci, et les députés de deux classes s'unissant dans la Chambre peuvent écraser la troisième.

Outre cela, la loi de Schmerling poursuivait aussi d'autres vues poli-

---

(1) Je trace ici les grands traits; pour les détails voir mon « *Oesterreichisches Staatsrecht* ».

tiques, notamment la prépondérance des Allemands sur toutes les autres nationalités autrichiennes. Mais ce serait trop s'éloigner de l'objet que nous voulons élucider aujourd'hui d'entrer dans cette matière. Nous la laissons donc de côté.

. . .

Un quart de siècle à peu près (1861-1886) la loi électorale de Schmerling fonctionna, non sans objections, mais du moins sans provoquer des résistances et des protestations sérieuses. Mais depuis dix ans, le mouvement socialiste s'emparant des masses ouvrières commença à prendre des dimensions toujours plus vastes.

Les ouvriers s'organisaient, fondaient des journaux, s'assemblaient, pétitionnaient, « se promenaient » en nombreuses colonnes par la Ring-Strasse, à Vienne, devant le Parlement, en un mot usaient de tous les moyens légaux pour appuyer leurs demandes d'un élargissement à leur profit du droit électoral dont ils étaient exclus.

Je vous ai raconté, il y a trois ans (1), comment le ministre Taaffe, ayant rencontré dans le Parlement beaucoup de difficultés et de résistances, a conçu l'idée de briser l'opposition des représentants des classes supérieures, moyennant une réforme radicale de la loi électorale, notamment par l'introduction du suffrage universel. Sur cela il est tombé. C'était chose naturelle. Quand un ministre, en face d'une Chambre des députés sortie d'un suffrage doublement limité, c'est-à-dire des élections par quelques classes sociales très étroites, vient faire la proposition suivante : « Messieurs, ôtez-vous d'ici, pour que je mette à vos places les élus du suffrage universel », quelle réponse peut-il attendre ? Si Taaffe ne le savait pas, il l'a appris. Tous les partis se sont réunis pour lui dire qu'ils préféreraient rester à leurs places et qu'il s'en allât lui-même.

C'est ce qu'il lui fallut faire. Deux ministères de courte durée qui sont venus après lui (le ministère Kiemansegg ou « des fonctionnaires » et le ministère de coalition) (2) n'ont eu ni le temps, ni l'occasion d'aborder la question électorale, depuis lors disparue de l'ordre du jour. Après eux, est venu le ministère du comte Badeni (3). Nombre

---

(1) Voir la *Revue internationale de Sociologie*, février 1894.

(2) Voir la *Revue internationale de Sociologie*, avril 1896.

(3) Voir la *Revue internationale de Sociologie*, avril 1896.



de questions l'attendaient. En vérité, la plus importante était la question tchèque. C'est la question capitale de l'Autriche, mais aussi celle qu'on ne peut pas résoudre entre deux mets. Elle restera encore longtemps la question capitale et demandera enfin sa solution; mais il faut la laisser mûrir. D'autre part, il y a d'autres questions qui, en quelque sens, sont des questions préparatoires pour la question tchèque. Entre ces questions préparatoires, la principale était la réforme électorale. Car, avec des Chambres élues sur la base des vieilles lois électorales datant du temps de Schmerling, on ne peut pas résoudre la question tchèque : toutes les lois électorales de Schmerling (tant pour le Reichsrat, à Vienne, que pour les Diètes provinciales, c'est-à-dire des divers pays autrichiens), étant bien calculées en vue de la prépondérance artificielle des Allemands, on ne peut pas, avec des Chambres élues sur cette base, résoudre des questions nationales dans l'esprit d'équité et de justice.

Un ministre alors qui vise à la solution de la question tchèque doit en première ligne transformer la base de la représentation, aussi bien de l'État que des provinces (Reichsrat et Diètes). C'est ce dont le comte Badeni a dû s'apercevoir aussitôt qu'il a accepté la grande tâche de diriger les affaires d'Autriche. Mais comment résoudre cette question, qui naguère a coûté la vie au cabinet Taaffe, et que les deux cabinets suivants n'ont pas osé aborder? La tâche était pour le comte Badeni d'autant plus difficile que le ministre Taaffe lui avait gâté le jeu par son projet de réforme excessivement radical; car Taaffe est tombé sur un projet de suffrage universel et c'est toujours un malheur pour un ministre d'avoir eu un prédécesseur radical. Qu'aurait-on dit si M. Badeni n'avait proposé aussi un suffrage universel? On aurait dit : Taaffe, le représentant du « féodalisme clérical » était encore plus libéral que Badeni! La situation était des plus difficiles : le comte Badeni pourtant s'est tiré d'affaire avec une grande habileté.

Ouvrtement il s'est inspiré d'une maxime exprimée dans un proverbe polonais : *Wilk syt owca cala* (Loup rassasié, brebis sauvée). Il a calmé les angoisses des députés de la Chambre actuelle : « Soyez tranquilles, Messieurs, leur dit-il, je ne toucherai pas à vos droits acquis, à vos privilèges; vous les garderez tous; vous étiez les élus de nos cercles électoraux : des grands possesseurs, des villes et bourgs, des chambres de commerce, des communes rurales — vous le resterez. Rassurez vos électeurs; vous conserverez leurs mandats. »

Parlant ainsi aux députés dans la Chambre, M. Badeni entend gronder en dehors les flots soulevés du « peuple »; les ouvriers font leurs

« promenades » devant le parlement, ils demandent à grands cris le suffrage universel. M. Badeni, qui tout à l'heure a apaisé les députés soucieux de leurs mandats, court à la fenêtre et harangue les ouvriers : « Que demandez-vous, citoyens ? le suffrage universel ? soyez tranquilles ! vous l'aurez ! Vous voterez tous, vous élirez les hommes ayant votre confiance ! »

Et il a tenu ses promesses — les deux promesses si contradictoires en apparence l'une à l'autre. Il a déposé sur le bureau de la Chambre son projet d'une nouvelle loi électorale, et la Chambre des députés l'a accepté ; la Chambre des seigneurs a fait de même : et nous avons une nouvelle loi électorale. Ce que tant de ses prédécesseurs n'ont pas réussi à accomplir, ne pouvant pas mettre en harmonie les aspirations du peuple avec les droits acquis des classes privilégiées — le comte Badeni l'a mené à bout à merveille. Comment a-t-il fait cela ? C'est bien simple. La nouvelle loi introduit un suffrage universel, ne touchant en rien les classes électorales actuelles. Désormais chaque citoyen autrichien âgé de 24 années, ne tombant sous aucun des empêchements légaux, sera électeur et néanmoins les électeurs actuels groupés dans les cercles électoraux existants (grands possesseurs, villes et bourgs, chambres de commerce, communes rurales) exerceront leurs droits électoraux comme auparavant. Seulement, au nombre de 353 députés actuels, la loi ajoute 72 députés qui seront élus par le suffrage universel. La grande question est donc résolue, du moins pour quelque temps. M. Badeni a tenu sa promesse ; les cercles électoraux existants n'ont rien perdu ; la loi ne touche pas à leurs droits et privilèges ; et les ouvriers et la grande masse du peuple qui naguère étaient exclus du droit d'élection l'ont reçu à présent. Les uns ne peuvent se plaindre d'aucune perte ; les autres doivent être satisfaits, car ils ont acquis un des plus précieux droits politiques : Loup rassasié, brebis sauvée !

..

Une seconde question incidente attendait également sa solution du ministère Badeni. Ce n'était pas seulement le suffrage universel que demandaient les partis progressistes et socialistes, mais par dessus tout le suffrage *direct et secret*. Car il faut savoir que la loi Schmerling instituait le mode direct du vote seulement dans les cercles supérieurs des grands possesseurs et des villes ; pendant que dans les communes rurales, elle instituait la votation indirecte et orale (publique), la grande masse des pré-électeurs votant seulement pour les

électeurs, qui de leur côté donnaient leurs votes oralement et ouvertement pour le député.

Avec la demande générale du suffrage universel les partis progressistes et socialistes combinaient alors la demande ultérieure de la votation directe et secrète.

Ici, aussi, le comte Badeni se tira d'affaire très habilement. Sa loi nouvelle réglant seulement les élections pour le Reichsrat, ne statue rien sur ce point et laisse toute cette question à la décision des Diètes provinciales.

Or, la loi Schmerling règle les élections au Reichsrat des communes rurales sur la base des élections de ces communes aux Diètes, et les Diètes ont le droit de changer ces lois provinciales et le mode du vote pour les Diètes : la loi Badeni fait donc dépendre la manière de voter, pour le Reichsrat, dans la classe nouvellement créée du suffrage universel, des décisions des Diètes provinciales,

Mais dans cette fixation de la nouvelle loi électorale, il ne faut pas voir seulement un expédient à bon marché pour se débarrasser d'une décision difficile : elle est plutôt un pas important vers la réalisation du programme fédéraliste qui, au fond, est le programme du comte Badeni. Car, laissant la décision sur le mode de vote pour le Reichsrat aux Diètes provinciales, M. Badeni compte ouvertement sur l'éventualité que les diètes régleront cette affaire de manières diverses, selon les divers besoins et circonstances des divers pays autrichiens. Alors nous aurons, en Autriche, une organisation semblable à celle de la fédération des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, où dans les divers Etats le vote pour la Chambre des représentants du Congrès est réglé *de manières diverses* selon les besoins et les coutumes des différents Etats.

En somme, du point de vue auquel nous envisageons la nouvelle loi électorale, elle nous offre des innovations qui ne sont pas rétrogrades mais qui, en chaque direction, aussi bien dans la direction du développement de la liberté politique que dans celle de la constitution libérale des pays autrichiens, représentent un progrès important.

C'est ce que la presse allemande en Autriche, accablant le comte Badeni de ses reproches, ne veut pas reconnaître : mais qu'elle nous montre un prédécesseur du comte Badeni qui, *en un an*, ait fait plus pour la cause de la liberté politique et du progrès constitutionnel !

LOUIS GUMFLOWICZ.

---

## REVUE DES LIVRES

ANNALES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE SOCIOLOGIE, publiées sous la direction de M. RENÉ WORMS, secrétaire-général. — Tome II, contenant les travaux du second Congrès, tenu en septembre-octobre 1895. — Paris, 1896, 1 vol. in-8 de 460 pages.

Sous ce titre « les Études Récentes en Sociologie », M. Alfred Fouillée, en 1895, a présenté aux lecteurs de cette *Revue* le tome I<sup>er</sup> des Annales de l'Institut International de Sociologie. Nous ne saurions prétendre juger, après un maître aussi autorisé, l'œuvre scientifique de cette importante association : nous ne pouvons que résumer à grands traits le contenu du second volume de ses Annales. Au reste, ce volume est surtout le compte-rendu détaillé du second Congrès de l'Institut International, tenu à Paris du 30 septembre au 3 octobre 1895. Or le numéro d'octobre 1895 de cette *Revue* a déjà fait connaître les résultats capitaux de ce congrès, ce qui nous permet d'être plus bref.

Le présent volume s'ouvre par une série de renseignements utiles pour tous ceux qui veulent connaître et juger l'Institut International de Sociologie : statuts, liste des bureaux successifs, liste des membres et des associés, historique. Passant ensuite au Congrès de 1895 lui-même, il donne les discours d'ouverture du président, M. Maxime Kovalewsky, et du secrétaire-général. La plus grande partie du livre est, naturellement, la reproduction des mémoires scientifiques lus au Congrès, qui se présentent dans l'ordre suivant.

Vient d'abord une série d'études d'un caractère général. M. René Worms résume, d'une manière très complète et fort claire, les diverses conceptions actuelles de la sociologie. M. Steinmetz traite de la méthode de cette science qu'il voudrait plus précise. M. Combes de Lestrade demande qu'on simplifie sa terminologie.

Puis divers travaux un peu paradoxaux sur la famille. M. Abrikossof soutient que les formes du mariage ne se peuvent ramener à des types définis. M. Guruplowicz dit que c'est l'État qui a constitué la famille, et non la famille qui a créé l'État. M. Ed. Westermarck cherche à restreindre considérablement le rôle du matriarcat dans l'humanité primitive à l'aide de documents ethnographiques d'ailleurs intéressants.

Le mémoire capital de ce volume est une étude très étendue et très documentée de M. Maxime Kovalewsky, qui nous fait assister à la transformation historique de la propriété collective en propriété individuelle.

Pour l'auteur, les causes qui ont amené la dissolution de la communauté agraire sont plutôt politiques qu'économiques. Aux faits empruntés à son pays, la Russie, l'auteur en ajoute d'autres qui viennent de l'Inde et de diverses parties du monde.

M. Paul de Lilienfeld montre combien il est difficile de formuler une loi précise de l'évolution politique. Au contraire, M. de la Grasserie pense avoir trouvé la loi de l'évolution de l'aristocratie. M. de Krauz met la « loi de la rétrospection révolutionnaire » en parallèle avec la théorie de l'imitation. Il nous semble que toutes ces « lois » ne sont point encore définitivement acquises à la science.

Un mémoire de M. Golberg sur l'origine des races et la division du travail a suscité une très intéressante discussion, où il faut noter les observations de M. Manouvrier sur les aptitudes des races noires.

Enfin, le dernier sujet proposé, « le crime considéré comme phénomène social », provoqua des travaux de MM. Enrico Ferri, Garófalo, Ferd. Tönnies, Tavares de Medeiros, et Puglia. On peut dire que la question a été traitée sous toutes ses faces, et que les facteurs sociologiques du crime sont maintenant indiqués d'une manière aussi nette que l'ont été antérieurement ses facteurs biologiques.

Tel est, en bref, le tome II des Annales de l'Institut International de Sociologie. Paru à la fin de mai 1896, il a déjà fait l'objet, dans la presse étrangère, des appréciations les plus flatteuses. Nous n'hésitons pas à nous y associer, et à dire que cet ouvrage, par plusieurs au moins des travaux qui y sont contenus, a vraiment fait avancer la science.

HENRI RAPPIN.

RENÉ WORMS. — *La science et l'art en économie politique.* —  
Paris, 1896, 1 vol. in-12 de 130 pages.

Quel est le domaine de la science, quel est celui de l'art, en économie politique? Il n'est pas de question dont la solution soit plus délicate et plus controversée. Personne ne contestera que toute tentative faite pour l'élucider ne soit digne de la plus grande attention. Nous sommes d'accord avec l'auteur pour déclarer que de semblables recherches sont des plus fructueuses, notamment en économie politique : car, ainsi qu'il le dit : « la condition primordiale de stabilité et de force pour l'édifice économique que notre génération semble vouloir élever, c'est qu'il repose sur des bases d'une résistance éprouvée et inébranlable. »

La même question se pose au surplus pour toutes les branches d'études ayant pour objet les phénomènes de la vie et ceux des groupements auxquels peuvent donner lieu les phénomènes sociaux. Aussi M. René Worms cherche-t-il les éléments du problème dans une vue d'ensemble

de la physiologie et de la psychologie. Il oppose principalement, chez les êtres humains, la sensibilité à l'activité, l'intelligence à la volonté.

La notion des phénomènes de sensibilité et d'intelligence est acquise par l'observateur au moyen de l'expérience, brute d'abord, puis successivement de plus en plus raisonnée. Cette notion devient *science* quand l'observateur a pu dégager un certain nombre des lois qui lient entre eux les phénomènes de la classe observée.

Si l'on passe à l'action, on constate que l'homme agit tout d'abord d'une manière purement impulsive. L'individu, qui par les habitudes de penser s'était constitué une *expérience*, se fera une *pratique* par les habitudes d'agir. Tant que les habitudes d'agir ne sont pas raisonnées, nous sommes dans l'ère de l'empirisme. Mais, avec la raison, l'*art* vient un jour se superposer à l'empirisme comme la science s'est superposée à l'expérience brute.

La division de la science et de l'art, réalisée depuis longtemps dans un certain nombre de branches d'études, est éminemment désirable en économie politique. La science et l'art y sont tous deux subordonnés à des lois; mais les lois scientifiques sont des formules synthétisant les faits, tandis que les lois de l'art, qui visent un idéal, ne sont que des préceptes guidant la conduite à tenir par les membres d'un groupe social à la poursuite des satisfactions de leurs intérêts communs.

Ces prodromes établis avec beaucoup de détails et de force, M. René Worms s'applique à préciser les méthodes à suivre par quiconque s'occupe d'économie politique pour différencier les phénomènes de l'une et de l'autre catégorie dans chacune des branches de cette discipline.

Il ne nous est pas loisible de le suivre ici dans les développements qu'il présente et au sujet desquels nous aurions personnellement un certain nombre de réserves à faire, mais nous n'hésitons pas néanmoins à déclarer que le petit livre dont nous parlons est des plus suggestifs et à en recommander la lecture.

L. BEAURIN-GRESSIER.

---

FR. S. NITTI. *La population et le système social.*

1 vol. in-8 de 292 pages, Paris, 1896.

On ne manque pas de théories sur la population. Économistes libéraux ou prétendus tels, socialistes aussi ont souvent formulé des systèmes, mais de cette abondance de théories ou de cette surabondance on serait bien coupable de se plaindre. Chacune apporte, en effet, une conception intéressante. Le livre de M. Nitti fait mieux et il fait davantage. Il est historique et il est théorique.

La première partie de cet ouvrage est consacrée à l'histoire des théo-

ries sur la population et, plus précisément, à l'étude des causes historiques des différentes doctrines économiques sur la population. Telle est même l'importance de l'histoire qu'elle déborde sur la seconde partie qui, toutefois, vise particulièrement à être dogmatique. Ainsi, tout d'abord, M. Nitti passe en revue — et ce n'est point une revue hâtive — tous les systèmes éclos des esprits les plus différents. Le principal, on peut dire le premier en importance et le premier en date, est le système de Malthus. Ce système est longuement examiné, apprécié, réfuté. Ses origines lointaines, ses origines immédiates, l'influence prépondérante que des événements tout contemporains de l'auteur et que les tendances mêmes de l'esprit du rigide pasteur qu'était Malthus, ont exercées sur l'élaboration de sa doctrine : grâce à M. Nitti, il ne nous est plus permis d'en ignorer la moindre chose. Et comment cette théorie initiale a été reprise, amplifiée, modifiée, dénaturée par des théoriciens de plus mince importance, nous le savons aussi. Certes, l'histoire écrite par M. Nitti est absolument complète. Certains diront peut-être qu'elle est trop complète et que tous ces noms de théoriciens passent mais ne restent pas, et que, de tous leurs aperçus personnels, les derniers venus effacent dans l'esprit le souvenir des premiers. Mais je crois, pour ma part, que si l'on se plaint d'être trop riche, on a tort.

Puisque, aussi bien, Malthus fut dominé par des influences momentanées, les systèmes sur la population, qui ont combattu et presque anéanti le système malthusien, ont subi, eux aussi, des influences de même ordre. Cependant, de ces considérations toutes relatives et passagères, certains théoriciens ont réussi à demeurer plus indépendants. Ainsi Spencer, qui constate la restriction de la fécondité à mesure que l'espèce ou l'individu se perfectionne ; ainsi Karl Marx, qui accuse l'organisation capitaliste de causer l'excès de population ; ainsi Arsène Dumont, pour qui le désir de l'individu, de monter les degrés de l'échelle sociale, est la raison profonde de l'arrêt de la natalité. M. Nitti examine chacune de ces théories fondamentales, et d'autres encore ; découvrant ce qui fait la faiblesse de chacune d'elles, il reconnaît aussi ce que chacune d'elles offre de juste et d'inattaquable. Et chacune de ces théories concourt ainsi à la formation de la théorie de M. Nitti. Celle-ci est-elle tout à fait une théorie personnelle ? Est-elle, pour être qualifiée de la sorte, dégagée suffisamment des systèmes de Marx, de Dumont et de Loria ? En tous cas, analysant avec une précision remarquable les causes qui influent sur les oscillations de la population, M. Nitti les classe en causes psychiques et morales ; et ce premier groupe se décompose comme il suit : religion, morale, esthétique ; — en causes sociales, et ce sont l'organisation politique, les divisions sociales ; — en causes économiques, et c'est la distribution des richesses. — La conclusion que lui impose l'examen des faits est celle-ci : dans toute société où l'indivi-

dualité des faits sera développée fortement et où le progrès de la socialisation ne détruira pas toute activité individuelle, dans toute société où la richesse sera largement subdivisée, et où les causes sociales d'irrégularité seront éliminées grâce à une forme élevée de coopération, la natalité tendra à s'équilibrer avec les subsistances et les variations rythmiques de l'évolution démographique n'auront plus rien d'inquiétant pour l'humanité. Voilà donc définitivement détruites, en théorie, les erreurs de Malthus, et dissipées les craintes qu'elles avaient universellement répandues. Est-ce à dire que, en réalité, l'effet de sa doctrine ne persiste pas et ne doit pas persister toujours ?

Quoi qu'il en soit, le livre de M. Nitti offre, par son sujet même et par la conception de l'auteur, un intérêt capital. Au surplus, la pénétration n'y est point exclusive de la clarté et l'érudition s'y fait légère...

ERNEST CHARLES.

ADOLPHE POSADA. *Théories modernes sur les origines de la famille, de la société et de l'État*, traduction française par Frantz de Zeltner.  
— Un vol. in-8°, de 150 pages. Paris, 1896.

Nombreuses et diverses, insaisissables à cause de leur nombre même et contradictoires dans leur diversité, ainsi apparaissent les doctrines, quelquefois simples mais souvent complexes, sur les origines obscures de la famille, de la société et de l'État. Au surplus, ces théories sont presque toutes des théories modernes; et la confusion s'accroît d'autant pour qui s'imforme d'elles et tâche à distinguer leurs résultats décisifs, et, vraiment, les recherches scientifiques, appliquées à cet important objet, ont-elles fourni d'indiscutables conclusions et des incertitudes désormais éclaircies fait surgir la certitude absolue et par conséquent immuable ? Il n'est pas, je pense, permis de l'affirmer sans quelque hardiesse.

Mais c'est précisément à cause de la persistance de ces redoutables obscurités, qu'un livre, comme celui que publie M. Posada, prend sa valeur entière et sa pleine utilité. En chapitres clairs, mérite essentiel; en chapitres brefs, mérite capital, M. Posada énumère et analyse les systèmes issus de recherches multiples. Faut-il déclarer qu'à l'origine l'unité sociale fut le groupe de parents nés d'un même père et gouvernés autoritairement par lui ? Faut-il, au contraire, affirmer avec Bachofen, que l'humanité a débuté par un état de promiscuité générale où le mâle ne prenait aucun souci des enfants qu'il avait conçus, mais où la femme, se consacrant à eux, devenait ainsi le centre de la famille et, par suite, le dépositaire de l'autorité ? Donc, matriarcat ou patriarcat, lequel fut antérieur à l'autre ? Cruelle énigme. On saisit fort bien l'intérêt de la controverse; et particulièrement dans le résumé qu'en fournit M. Posada.



Comment et par quelle évolution s'étendit le groupement familial? Que furent, en réalité, la famille et la société primitives? Et quelle fut également la nature de l'État primitif? Sur ces questions d'importance majeure, les discussions s'entrechoquent, et les adversaires s'arment chacun de bons arguments. M. Posada discerne avec aisance le vrai parmi le faux. Assurément, pour concentrer en 150 pages des théories et des opinions aussi multiples, il était besoin non simplement d'une critique très perspicace, mais encore d'une grande compétence dogmatique. Ni l'une ni l'autre ne manquent à M. Posada, dont le livre est, par conséquent, un guide très sûr et un livre excellent.

ERNEST CHARLES.

SÉBASTIEN CHARLÉTY. *Histoire du Saint-Simonisme (1825-1864)*.

1 vol. in-16. Hachette et C<sup>ie</sup>, Paris, 1896.

Rien de plus intéressant à étudier que cette histoire du Saint-Simonisme. L'auteur a enfermé son récit entre deux dates : la première est celle de la mort de Saint-Simon (1825); la seconde, celle de la mort d'Enfantin (1864). On lit, dans l'avant-propos : « On n'a prétendu ni éclaircir aucune des questions que les Saint-Simoniens soulevèrent, ni comparer, à ceux de leurs émules en matière de réformation sociale, aucun des remèdes qu'ils proposèrent à nos maux. » Il y a là excès de modestie, car le travail de l'auteur nous paraît, au contraire, mettre en pleine lumière les vérités et les erreurs que contiennent les doctrines saint-simoniennes.

Dans son introduction, M. Charléty nous expose la vie et les idées du précurseur Henri Saint-Simon, de cet homme extraordinaire qui, dans une exaltation ininterrompue de trente années, ne fait que courir d'échecs en échecs et meurt cependant avec sa foi, en disant : « L'avenir est à nous. » Puis, dans une série de chapitres très documentés, il nous fait assister, avec les premiers Saint-Simoniens, Rodrigues, Enfantin, Bazard, etc., à la fondation de l'école et du journal *Le Producteur*; à la transformation graduelle de la doctrine en religion, aux prédications à Paris et en province, à la fameuse retraite à Ménilmontant, à la dispersion des apôtres et aux tribulations d'Enfantin en Algérie et en Égypte. Enfin, dans un dernier livre, il nous décrit la phase pratique et industrielle du Saint-Simonisme et sa disparition finale avec celle des derniers représentants de la doctrine.

Nous ne pouvons suivre l'auteur dans cette exposition, que le talent de l'historien rend souvent très intéressante. Nous nous bornerons à faire quelques remarques.

Une première conclusion se dégage de l'histoire du Saint-Simonisme :

c'est qu'en voulant réformer la société, supprimer la propriété, abolir l'héritage, socialiser les moyens de production, les Saint-Simoniens aboutirent à un résultat tout à fait inattendu : celui de créer en grande partie le capitalisme et la féodalité industrielle ou, tout au moins, de leur donner une impulsion nouvelle. Ce résultat qui paraît si étrange, si on considère la sincérité et la valeur des hommes qui composaient le Saint-Simonisme, devrait bien être médité par les socialistes d'aujourd'hui, qui ont une tendance à croire que le problème social est une pure question d'industrialisme. C'est qu'en somme, les Saint-Simoniens, quand ils sortirent de leur rêve et descendirent sur le terrain pratique, revinrent à l'idée qui est le fond de la doctrine et qui, dès le premier jour, avait été formulé par *Le Producteur*, en ces termes : « L'avenir est à l'état industriel. » Au fond, tous ces polytechniciens, tous ces ingénieurs doublés de rêveurs, furent, pendant toute leur vie, hantés de cette idée de « l'état industriel » qui, d'après eux, devait être l'état définitif de l'humanité.

En second lieu, il faut constater que la philosophie première des Saint-Simoniens, telle qu'elle est exposée dans *Le Producteur*, n'a pas peu contribué — par l'intermédiaire d'Auguste Comte, l'un des disciples de la première heure, mais non de la dernière — à la fondation d'une science sociale positive. Je sais que, d'après Littré, il n'y aurait jamais eu d'emprunts de la part d'Auguste Comte aux Saint-Simoniens, mais cela ne me paraît pas suffisamment prouvé. « C'est dans l'étude directe et positive de la société qu'il faut chercher les bases de la politique », lit-on dans *Le Producteur*. « Jusqu'à présent, disait le prospectus de ce journal philosophique, les économistes se sont principalement occupés de la production matérielle : ils n'ont considéré les travaux des savants et des artistes que sous un rapport industriel, celui du salaire qui leur était attribué et de la valeur échangeable des produits immatériels. Ils n'ont point senti toute l'importance de la production morale ou intellectuelle ; ils n'ont point vu quels moyens d'action pouvait offrir l'association générale des sciences, de l'industrie et des beaux-arts, combinés dans l'intérêt du bien public » (page 50). On trouve, dans *Le Producteur*, des vues profondes et, à certains égards, prophétiques, comme leurs idées sur les chemins de fer, par exemple.

Mais le Saint-Simonisme ne tarda pas à tourner à la théologie, à la révélation. Pour marcher sur les traces du précurseur, il fallait, en effet, imposer, bon gré mal gré, un idéal social à l'individu et pour cela reconstituer sur des bases inébranlables l'autorité sociale. « Au nom de l'humanité — dit fort bien M. C., dans sa conclusion — il faut donc organiser l'individu. C'est le rôle de l'État, dont Hegel dit qu'il est la « substance même des individus. » L'État est aussi leur conscience générale, le résumé de leurs tendances obscures ou claires, l'aboutisse-

ment de leurs efforts les plus humbles ou les plus beaux. Ce lien universel formé par l'amour au nom de la doctrine générale, ils l'appelèrent « Religion », et ils virent dans la religion « l'Institution la plus générale qui tende à organiser l'humanité », comme avait dit Saint-Simon. Faut-il blâmer les Saint-Simoniens d'avoir eu un idéal social? Non, certes, et les plus belles pages de leur histoire sont précisément celles où, croyant dans la sincérité de leur cœur à un monde nouveau de travail et d'amour, ils sacrifient tout ce qu'ils possèdent à la conquête de leur rêve. Mais leur erreur fut de croire qu'il fallait imposer cet idéal comme un dogme. De là, des déviations dans la doctrine, déviations frisant souvent le ridicule.

M. C. fait voir, dans sa conclusion, que si la secte a disparu dans l'oubli, ses idées survivent dans toutes ces manifestations intellectuelles ou pratiques qui s'appellent positivisme, socialisme, industrialisme, utilitarisme de l'art. Ajoutons que son œuvre abonde en documents empruntés à des sources sûres et met en lumière des faits jusqu'ici peu connus de l'histoire du Saint-Simonisme. C'est ainsi qu'il résulte de faits puisés dans les *Archives Saint-Simoniennes*, que le percement de l'isthme de Suez a été, en grande partie préparé par Enfantin et ses disciples, qui ont fait toutes les études préparatoires, et que M. de Lesseps n'a même pas fait inscrire parmi les fondateurs de cette grande entreprise.

A. BOCHARD.

---

JUAN-ENRIQUE LAGARRIGUE. *Religion de l'humanité*. Lettre à M<sup>r</sup> Ireland, archevêque de Saint-Paul aux États-Unis. Br. in-16 de 35 p. Santiago du Chili, année CVIII de la Grande Crise, 1896.

M<sup>r</sup> Ireland avait opposé la *Religion de l'humanité* au positivisme. Ce ne sont, lui répond M. L., que des noms divers d'une même grande chose et c'est une grave méprise que de donner au catholicisme un titre fait par Auguste Comte pour le positivisme et d'attribuer à ce même catholicisme une relativité sociale qui ne saurait lui être plus contraire, comme le démontre assez l'évolution moderne qui, loin d'avoir été dirigée par lui, l'a dépassé grandement. Aussi le positiviste chilien invite l'éminent archevêque qui demande à l'Église de fraterniser avec la science, à étudier le système de politique positive. La théorie provisoire de Saint-Paul attribuant à notre nature les sentiments mauvais et les bons à la grâce divine, a été remplacée par la théorie définitive d'Auguste Comte, selon laquelle l'altruisme nous est aussi essentiellement propre que l'égoïsme, et entre l'immortalité objective ou sociale, aucune âme généreuse ne saurait plus hésiter. L'unité théologique que révèrent au dix-septième siècle Leibnitz et Bossuet, la Religion de l'humanité l'instituera. Elle seule donnera aux États-Unis la grandeur morale qui com-

plètera leur grandeur matérielle. « Je forme des vœux, Monseigneur, di M. L. en terminant sa lettre, pour que, ne vous arrêtant plus au sur-naturalisme et animé d'une sainte résolution, vous vous efforciez de convertir l'énergie colossale des États-Unis en appui glorieux de la Religion universelle... »

E. TARBONNIER.

---

MAURICE HAURIUO. — *La Science sociale traditionnelle*. — Paris, 1896, 1 vol. in-8 de 420 pages.

M. le professeur Hauriou est connu par un intéressant traité de droit administratif, et cette *Revue* a publié, en 1894, quelques pages de lui. Dans un cours libre de science sociale dont il a pris, à l'Université de Toulouse, la louable initiative, il a développé une théorie dont il a fait ensuite l'objet du livre que nous analysons. Les résultats de la sociologie contemporaine lui paraissant peu sûrs, il se tourne vers la tradition pour lui emprunter les éléments de la doctrine sociale définitive. Nous n'avons pas besoin de dire que cette méthode n'est pas celle que, pour notre part, nous préconisons.

Dans ces conditions, on ne pouvait demander à ce livre de renfermer des idées bien neuves, puisque c'est dans les théories anciennes qu'il cherche systématiquement la vérité. Il faut reconnaître, toutefois, que l'auteur a su, dans la forme, rajeunir ses doctrines en les exposant dans un style original et piquant, et en y insérant, à titre d'exemples, nombre de détails empruntés à la vie contemporaine, souvent observés avec exactitude et finesse.

Enfin, on ne verra pas sans intérêt, dans ce travail, un effort pour interpréter les doctrines du christianisme au moyen des conceptions évolutives de notre siècle et pour les concilier entre elles, — quelque hasardée que puisse paraître, au fond, une semblable tentative.

RENÉ WORMS.

---

## REVUE DES PÉRIODIQUES

### *Le Monde Économique*

Cette publication, qui compte déjà plusieurs années d'existence, est une revue hebdomadaire des principaux faits économiques, avec des interprétations et des discussions doctrinales. Elle rappelle, par son format et ses divisions, l'*Économiste français* de M. Leroy-Beaulieu, mais elle en diffère par son esprit nettement progressiste. Le directeur en est M. Paul Beauregard, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de l'Université de Paris. Il a groupé autour de lui des collabora-

teurs dont les plus connus sont MM. Frédéric Passy, Ernest Brelay, Daniel Zolla, N.-C. Frederiksen, et parmi lesquels nous citerons encore MM. Gabriel Couillault, Alexis Audouard, F. Moos et A. de Cluveaux. Presque dans chaque numéro, le directeur écrit un article de tête, qui est une défense des principes du libéralisme économique contre le socialisme et le protectionnisme. Il y a, à l'heure présente, quelque courage à prendre cette attitude. Et ce n'est que justice de reconnaître que ce libéralisme de M. Beauregard n'est nullement synonyme de conservatisme. Au contraire, on voit cet écrivain se déclarer chaud partisan des syndicats professionnels et admettre l'assistance par l'État. Un sincère esprit démocratique anime toute sa propagande et toute sa polémique. C'est une inspiration à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir.

R. W.

## INFORMATIONS

M. Paul de Lilienfeld, sénateur de l'Empire Russe, vice-président de l'Institut international de Sociologie en 1896, en est devenu président pour 1897.

Ont été élus vice-présidents pour cette même année (par ordre alphabétique) : M. Luio Brentano, professeur d'économie politique à l'Université de Munich; M. Alfred Espinas, chargé du cours d'histoire de l'économie sociale à la Sorbonne; Sir Robert Giffen, inspecteur général de la statistique au Board of Trade anglais; M. Francisco Giner de los Rios, professeur de philosophie du droit à l'Université de Madrid.

Le tome III des *Annales de l'Institut international de Sociologie* est sous presse, pour voir le jour dans deux mois environ. Il contient un assez grand nombre de travaux écrits par divers membres et associés de l'Institut en 1896.

La Société de Sociologie de Paris a tenu sa séance mensuelle le mercredi 13 janvier 1897, sous la présidence de M. Beaurin-Gressier, vice-président.

M. le Dr A. Dissard a exposé, d'une façon fort intéressante, ses vues sur « les bases biologiques de la Sociologie. » Une discussion très animée s'en est suivie entre MM. Beaurin-Gressier, René Worms, Dissard, Limousin, Costa et le Dr E. Delbet, notamment sur le caractère organique des sociétés. Ouverte à 8 heures 1/2 du soir, la séance s'est prolongée jusqu'à 11 heures 1/4.

Deux nouveaux volumes de la « Bibliothèque sociologique internationale » paraissent en janvier 1897, à la librairie de la *Revue*. Ce sont les éditions françaises des *Principes de Sociologie*, par le professeur Fr.-H. Giddings, de l'Université de Colombie, à New-York (avec préface du vicomte Combes de Lestrade), et des *Problèmes sociaux contemporains*, par le professeur Achille Loria, de l'Université de Padoue.

## OUVRAGES RÉCENTS

## DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

ERNEST SOLVAY. — Le comptabilisme social (in-8).

JULES JOLLY. — Les seconds mariages, étude historique de législation (in-8).

L. LE FOYER. — L'avenir par le poète (broch. in-8).

AD. COSTE. — Les bénéfices comparés du travail et du capital (broch. in-8).

J. GOLDSCHMIDT. — Richteramt und Advokatur (in-8).

FERD. BUISSON. — Leçon d'ouverture du cours de science de l'éducation à la Sorbonne (broch. in-8).

ED. PIETTE. — Études d'ethnographie préhistorique : les plantes cultivées (broch. in-8).

E. JOBBÉ-DUVAL. — La commune annamite (in-8).

MAURICE SCHWOB. — Le danger allemand (in-12).

J. DALLEMAGNE. — Théories de la criminalité (in-12).

R. STOURM. — Le budget, 3<sup>e</sup> édition (in-8).

N. KARÉIEV. — Les principales questions de la philosophie de l'histoire, 3<sup>e</sup> édition, en russe (in-8).

CH. ROUSSEL. — Un pape français : Jean XXII (broch. in-8).

Une semaine coopérative (in-4).

W. SOMBART. — Socialismus und sociale Bewegung in XIX Jahrhundert (in-8).

FRANK L. MAC VEY. — The populist movement (in-8).

WILLIAM R. HOPKINS. — The street railway problem in Cleveland (in-8).

Third annual report of the Labour department of the Board of Trade (in-8).

FRANCIS E. SPARKS. — Causes of the Maryland revolution of 1689 (in-8).

GUSTAVO HOLLEY. — El servicio de nuestras relaciones exteriores (Chili) (in-8).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIERE.*

---

Beaugency. Imp. J. Laffray.

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## De l'héritage

Les règles suivant lesquelles, dans notre droit, les biens sont transmis à cause de mort sont l'objet de discussions très-vives. L'organisation de la société en dépend. Aussi, tant qu'il y aura controverse sur l'organisation sociale, ces discussions se perpétueront.

Doit-on admettre la liberté de tester ou maintenir la réserve héréditaire? Le Code civil n'a-t-il pas dépassé la mesure en étendant la succession *ab intestat* jusqu'au douzième degré en ligne collatérale? Voilà des questions particulièrement difficiles et embarrassantes.

Ce ne sont pas là les questions qui feront l'objet de cette étude.

Un problème plus important encore appelle notre attention. Il s'agit du principe même de l'héritage. Notre dessein est d'en montrer la légitimité et de répondre aux attaques dont il est l'objet.

Ces attaques sont de deux sortes.

Les uns réclament l'abolition radicale du droit de succession. Les motifs invoqués à l'appui de cette réforme sont très variés. On peut distinguer à cet égard trois doctrines différentes, qu'il y a lieu de réfuter séparément : la première procède du socialisme, la seconde d'un libéralisme mal entendu et détourné de son principe, la troisième du darwinisme.

D'autres réformateurs se sont contentés d'attaquer indirectement l'héritage. Soit qu'ils espèrent arrêter les progrès du socialisme, soit qu'ils raisonnent mal ou s'inspirent de faux principes, il proposent diverses mesures qui restreindraient, d'une façon plus ou moins déguisée, le droit de succession.

# I

L'héritage est critiqué par les socialistes, quelle que soit l'école à laquelle ils appartiennent, et tous font valoir à peu près les mêmes raisons pour le supprimer.

Considérons les principaux systèmes depuis un siècle.

Les communistes, tels que Babœuf, Owen, Cabet, soutiennent que les hommes doivent être non seulement égaux en droit, mais égaux en fait. En conséquence, la distribution des richesses doit être faite de telle façon que chacun ait exactement la même part. Comment réaliser l'égalité? Suivant la formule de Rousseau « les fruits seront à tous et la terre à personne ». On ne partagera pas les biens, on en jouira en commun.

Il est évident que l'héritage est en contradiction avec le principe des communistes; si je puis léguer ma part de richesse, j'accrois le lot de mon héritier et l'égalité disparaît. D'un autre côté, l'héritage suppose l'appropriation de certaines choses; or, pour assurer le respect de l'égalité, les communistes croient devoir supprimer toute propriété.

Le droit d'hérédité est également combattu par les Saint-Simoniens. Saint-Simon avait signalé les inconvénients qu'offre l'existence d'une classe d'oisifs. Les disciples cherchèrent le remède et crurent le trouver dans l'abolition de l'hérédité.

Cette mesure découle naturellement du fameux principe : « A chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres. » Si le travail est le seul titre de la propriété, l'héritage est contraire au droit. Aussi l'école saint-simonienne l'a-t-elle attaqué avec la plus grande violence, en le présentant comme la pire iniquité. On lit dans la *Doctrine de Saint-Simon* : « Eh! qu'est-ce donc que l'hérédité, dans le sein des familles? Qu'est-ce que la transmission de la fortune des pères aux enfants, sans autre raison que la filiation du sang, si ce n'est le plus immoral de tous les privilèges, celui de vivre en société sans travailler ou d'être récompensé au delà de



ses œuvres ? (1) » La lettre adressée le 1<sup>er</sup> octobre 1830 au président de la Chambre des députés déclare qu'en vertu du principe qui doit présider à la distribution des richesses les Saint-Simoniens demandent l'abolition de tous les privilèges de la naissance sans exception, et par conséquent la destruction de l'héritage, le plus grand de tous ces privilèges, celui qui les comprend tous aujourd'hui, et dont l'effet est de laisser au hasard la répartition des avantages sociaux, parmi le petit nombre de ceux qui peuvent y prétendre et de condamner la classe la plus nombreuse à la dépravation, à l'ignorance, à la misère (2). »

Les disciples de Saint-Simon se plaisent à montrer, dans l'évolution de l'humanité, la disparition progressive des privilèges de la naissance : « Pendant les trois siècles qui ont opéré la destruction de l'ordre social constitué au moyen-âge, les plus fermes défenseurs du gouvernement papal et de la féodalité ont bien senti que l'unité religieuse et la hiérarchie politique ou militaire une fois entamées, c'en était fait d'un passé qu'ils chérissaient. Leurs efforts ont été vains : la noblesse est morte, la liberté des cultes est proclamée... L'abolition de l'esclavage et la destruction de presque tous les privilèges de la naissance sont consommés ; l'humanité a rompu des liens nécessaires à son enfance, nuisibles à sa virilité... Presque tous les privilèges de la naissance, avons-nous dit, ont disparu, *un seul nous est resté...* (3) »

Les Saint-Simoniens prétendent conserver la propriété : chacun, dans l'État réorganisé, sera chargé d'un emploi et recevra une rétribution. Mais cette rétribution, il lui sera interdit d'en disposer au profit d'autrui sous forme de legs. Pour réaliser l'affranchissement du prolétariat, il est nécessaire, selon la formule de l'école, de « transporter à l'État, devenu association des travailleurs, le droit d'héritage, aujourd'hui renfermé dans la famille domestique (4). »

Venons aux socialistes contemporains. On sait que la plupart s'inspirent de Karl Marx et de Lassalle.

Lassalle, dans un long ouvrage intitulé : *Système des droits ac-*

(1) *Doctrines de Saint-Simon*, p. 40.

(2) Cette lettre a été publiée comme appendice à la *Doctrines de Saint-Simon*.

(3) *Doctrines de Saint-Simon*, huitième séance, *passim*.

(4) *Doctrines de Saint-Simon*, p. 187.

quis, combat l'hérédité, à l'exemple des Saint-Simoniens, par des raisons tirées de l'histoire. L'hérédité, d'après le célèbre agitateur, est une institution créée en d'autres temps, sous l'empire de croyances qui ne sont plus les nôtres. A Rome, les biens passent à l'héritier institué par testament, parce que sa volonté se confond, aux yeux des Romains, avec celle du défunt. Chez les Germains, la succession *ab intestat* se fonde sur la copropriété familiale : tous les membres d'une même famille étant réputés avoir des droits égaux dans un patrimoine commun, il est juste que la part de celui qui disparaît accroisse à celle des survivants (1). Il est temps d'abandonner ces pratiques surannées et de mettre notre législation d'accord avec nos idées.

Marx pose en principe que les biens doivent être distribués aux travailleurs en proportion du nombre d'heures qu'ils ont consacré au travail. Ses disciples ont adopté en général une règle différente, qu'ils formulent ainsi : « A chacun l'intégralité du produit de son travail. »

Quelle que soit la règle adoptée, tous sont d'accord pour appliquer le précepte de l'apôtre : *Qui non laborat, nec manducet*. C'est pourquoi tous critiquent l'héritage, qui permet de vivre sans travailler, aux dépens d'autrui.

Benoit Malon, l'un des principaux théoriciens du collectivisme en France, s'exprime ainsi : « Si l'héritier ne bénéficiait que du travail passé, le mal serait tolérable ; mais il fait plus, il vit en parasite sur le travail présent. » Et il cite, en les approuvant, ces paroles d'Henry George : « Ce dont cet homme a hérité de son père, ce sur quoi il vit, n'est pas seulement de la richesse accumulée, mais encore le pouvoir de se servir de la richesse que produisent incessamment les autres. Et c'est cette production contemporaine qu'il gaspille sans rendre aucun service à ses semblables » (2).

Toutefois, après avoir ainsi critiqué le droit de succession, les collectivistes, par une singulière contradiction, lui font une place, quand ils tracent le plan de la société réformée. Mais il n'est pas certain qu'ils s'accordent parfaitement entre eux sur ce point. Autant ils sont prompts à proposer la destruction des institutions

---

(1) Lassalle, *Das System der erworbenen Rechte*, t. II, p. 475 et suiv.

(2) Benoit Malon, *Socialisme intégral*, t. Ier, p. 287.

actuelles, autant ils montrent de l'embarras, lorsqu'il s'agit d'exposer ce que sera le régime social de l'avenir.

Au congrès tenu par l'Internationale à Bâle, en 1869, on discuta la question du droit de succession. César de Pœpe soutint qu'il serait dangereux de rejeter l'hérédité qui stimule l'énergie du père de famille et l'excite puissamment au travail. Son opinion ne l'emporta qu'à une faible majorité.

Le petit livre de M. Schœffle, intitulé : *La quintessence du socialisme*, qui contient un exposé complet de la doctrine collectiviste, est très-explicite en ce qui regarde l'héritage. On y lit que « la libre consommation immédiate et la libre accumulation privée des biens ne servant pas à la production, et le droit d'héritage de cette propriété privée consistant en moyens de jouissance, n'ont rien d'incompatible avec le collectivisme (1). » Chaque citoyen, à titre de rémunération, reçoit des bons dont il peut disposer soit pour se procurer des marchandises, soit pour les transmettre gratuitement à autrui, entre vifs ou à cause de mort. Il lui est interdit seulement de s'en servir pour créer des entreprises particulières ; c'est l'État qui règle l'organisation du travail. Ainsi l'hérédité a sa place, une place restreinte, il est vrai, dans le système collectiviste.

Nous jugeons inutile de pousser plus loin l'analyse des doctrines socialistes. Ce que nous avons dit suffit à faire connaître les arguments du socialisme contre l'héritage ; on peut les grouper en trois catégories.

Ce sont d'abord des raisons tirées de l'histoire.

Il est facile de les réfuter. Qu'importe, comme le disent les Saint-Simoniens, que l'hérédité tende à disparaître dans l'organisation politique des sociétés ? C'est une question, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, que de savoir si l'attribution du pouvoir doit se régler par l'hérédité ou par l'élection, et l'on voit des races prospères, telles que la race anglaise, qui n'ont pas abandonné à l'heure actuelle le premier de ces deux systèmes. Puis, quand bien même il serait démontré que l'hérédité est chose funeste dans l'ordre politique, on ne saurait en conclure raisonnablement que ce régime, appliqué à la transmission des biens, présente les mêmes inconvénients et les mêmes dangers. Cette démonstration, si elle était faite, ne créerait pas même un préjugé défavorable à l'héritage ; les pou-

---

(1) Schœffle, *La quintessence du socialisme*, trad. Benoît Malon, p. 90.

voirs publics et la propriété sont deux institutions d'essence parfaitement distincte, et il faut se garder d'appliquer à l'une, sans des raisons toutes spéciales, les règles qui conviennent à l'autre.

Pareillement, Lassalle a beau jeu quand il s'attache à établir le changement qui s'est produit dans nos croyances depuis les temps lointains de Rome et de la Germanie. Mais l'argument n'est pas probant. Si les raisons qui légitimaient l'héritage, au regard des peuples de l'antiquité, ont perdu toute valeur à nos yeux, il est possible que la même institution trouve dans les principes qui forment la base du droit moderne un fondement nouveau; et c'est ce que nous allons constater en réfutant un second argument des socialistes.

Les richesses, disent-ils, doivent être distribuées d'une façon conforme à la justice. Quelle règle faut-il donc adopter ? L'égalité, d'après les uns; les autres s'attachent au mérite ou au résultat du travail. Quoi qu'il en soit, il est clair que la justice distributive exclut le droit de succession; car le droit de succession viole également ces règles diverses.

Cette argumentation paraît logique. Au fond, la thèse est fautive et doit être rejetée. Elle procède d'une vue incomplète des choses. Si la justice distributive est un principe indiscutable, l'institution de l'héritage n'est pas moins conforme au droit. Sans doute l'héritage a pour effet d'introduire dans la répartition des richesses un élément d'iniquité. Mais la justice distributive peut être rétablie par des mesures de réparation. La suppression de l'héritage au contraire aurait des conséquences irréparables.

Je puis léguer mes biens à un héritier de mon choix, parce que j'ai des devoirs à remplir envers lui: voilà le fondement juridique de l'hérédité. Le droit du testateur repose sur le devoir, comme le droit qu'a le père sur son enfant.

Quels sont les devoirs qu'un homme doit remplir en réglant sa succession ? D'une façon générale, ces devoirs sont de ceux qui correspondent au droit à l'assistance (1). Il a d'abord des devoirs

---

(1) Voir, sur ce point, Beaussire, *Principes du droit*, livre I<sup>er</sup>, chap II, § II : « Le droit à l'assistance dit-il, est une conséquence nécessaire des principes même sur lesquels reposent tous les droits .. Nous devons à la loi morale, non seulement de n'en pas troubler l'accomplissement, mais de le faciliter autant qu'il dépend de nous. Tant qu'un homme peut par lui-même remplir tous ses devoirs, il n'a que le droit de les remplir en paix; mais, dès qu'il ne peut

envers les membres de sa famille. C'est là un point que nul ne conteste. Entre parents et enfants, entre époux, entre tous ceux qu'unit le lien du sang, l'assistance est un devoir, et même, dans une mesure qui varie suivant les circonstances et le lien de parenté, une obligation exigible. Entre personnes de familles différentes, le même devoir, pour être moins facile à déterminer dans la pratique, n'en est pas moins réel. Chacun de nous l'admet encore; mais pour que cet aveu se traduise en acte, il faut lutter davantage contre l'égoïsme humain. En fait, l'accomplissement du devoir d'assistance est trop souvent retardé jusqu'au moment suprême; et les legs sont l'aliment le plus précieux des œuvres d'utilité sociale. Le testament joue donc un rôle essentiel dans l'organisation de l'assistance.

Les socialistes ne manqueront pas de nous faire une objection : selon vous, diront-ils, le devoir d'assistance est le fondement du droit de tester; l'assistance est sans doute un droit pour ceux qui en ont besoin, mais, dans notre système, l'assistance est du domaine de l'État; voilà pourquoi nous supprimons le testament.

Ainsi, quand la société sera réorganisée d'après les idées socialistes, l'État interviendra chaque fois que se présentera un décès besoins auxquels l'héritage donne actuellement satisfaction. A la mort du chef de famille, ses enfants, sa veuve, dépourvus subitement des ressources que son travail et les capitaux qu'il avait acquis leur procuraient de son vivant, seront pensionnés par les pouvoirs publics. Tous ceux qu'un legs eût fait vivre, un père infirme, un serviteur âgé, tomberont à la charge de l'État. Pour l'entretien des institutions d'intérêt général, telles que les hôpitaux, les écoles, les bibliothèques, les musées, l'État ne devra compter que sur lui-même, l'initiative privée étant paralysée et condamnée à l'inaction.

Ce système présente de très-graves inconvénients. En premier lieu, il a pour effet de désorganiser l'assistance. L'expérience révèle qu'au cas où l'État entreprend d'aider, de patronner ceux qui ont besoin du secours d'autrui, son action est beaucoup moins efficace que celle des particuliers. Les citoyens qui, de leur propre initiative, s'occupent de créer quelque établissement d'utilité publique, se

---

entièrement se suffire à lui-même, une assistance lui est due, non pour lui personnellement, mais pour la loi qui le gouverne et dont tous les hommes sont les sujets et les ministres. L'homme est ainsi fait qu'il ne peut se passer d'autrui. »

dévouent avec ardeur à la tâche qu'ils ont assumée; les fonctionnaires, que l'État charge d'exercer l'assistance en son nom, remplissent leur office négligemment, parce qu'ils le font sans plaisir, en considération seulement du traitement invariable qui leur est alloué. En second lieu, le système socialiste, en attribuant à l'État une fonction qui ne lui appartient pas nécessairement, tend à désorganiser les pouvoirs publics. Toute extension immodérée des attributions de l'État produit deux conséquences regrettables : la machine gouvernementale fonctionne mal, parce qu'elle se complique à l'excès, et le gouvernement devient instable, parce qu'il porte la responsabilité d'un plus grand nombre d'affaires. Il faut donc rejeter le système socialiste. Le rôle de l'État ne saurait être de se substituer aux particuliers, quand il s'agit de satisfaire à des besoins auxquels l'initiative privée est plus capable que lui de pourvoir; l'État n'a lieu d'intervenir qu'au cas où les particuliers manquent à leur devoir social.

Nos adversaires font souvent valoir un dernier argument. D'après eux, l'héritage entrave la production des richesses. Il pousse à l'oisiveté ceux qu'il enrichit; et, par suite, ce qu'ils pourraient produire est perdu pour l'humanité.

Ce n'est là qu'un argument spécieux.

Assurément, il est clair qu'un fils de famille, sans l'héritage, n'aurait pas la faculté de vivre en gaspillant la fortune que ses parents ont péniblement amassée. Toutefois, il ne faut rien exagérer : il n'est pas rare que le capital qu'acquiert le fils par succession soit employé par lui d'une façon productive; il tient à ne pas déchoir, à se créer, si c'est possible, une situation égale ou supérieure à celle de son père. C'est dans le système collectiviste que l'héritage conduit fatalement à l'oisiveté; les bons de travail transmis par héritage ne peuvent être des moyens de production, puisque l'État seul est producteur; l'héritier doit donc ou les utiliser comme moyens de jouissance, ou n'en tirer aucun parti.

Cela dit, considérons le père de famille : l'héritage, qui plus tard détournera peut-être son fils du travail, ne produit-il pas sur lui un effet tout contraire ? Son zèle est stimulé par la certitude qu'il a de laisser son bien à un héritier de son choix, dans lequel il se sent revivre. Prendrait-il autant de peine, si tout ce qu'il amasse devait appartenir à l'État ? Tout porte à croire qu'il se contenterait de produire ce qui est nécessaire à sa consommation personnelle.

Tout bien pesé, il semble donc probable que l'héritage n'entrave pas, en définitive, la production des richesses.

Allons plus loin : l'héritage est, à nos yeux, une des conditions dont dépend l'essor de la production. L'héritage, avons-nous dit plus haut, est un des moyens par lesquels l'assistance s'exerce dans une société bien organisée; supprimer l'hérédité, ce serait compromettre le bon fonctionnement de l'organisme social. Quand la société est ainsi troublée, tout va mal; et la production des richesses s'en ressentirait nécessairement. Voilà comment l'hérédité, contrairement à ce qu'en pensent les socialistes, est une des conditions de la prospérité économique d'un peuple.

## II

Un philosophe, François Huet, auteur du *Règne social du christianisme*, a proposé de limiter, sinon de supprimer l'héritage, par des motifs différents de ceux qu'invoque d'ordinaire le socialisme. Il ne s'appuie pas sur la justice distributive, il ne la fait pas prévaloir sur le droit à l'assistance. On peut dire que si, par certains côtés, sa doctrine confine au socialisme, elle est libérale dans son principe. Huet recherche quels sont les droits essentiels de l'homme et il signale le droit égal qui appartient à chacun dans le patrimoine général de l'humanité.

« Ou les mots, dit-il, n'ont plus de sens, ou mettre la propriété au nombre des droits naturels signifie que le titre originel d'investiture pour les biens de la terre est la qualité d'homme; que la qualité d'homme engendre par elle seule et immédiatement un droit à une certaine quantité de ces biens : première propriété qui devient, pour chacun, la source, le fondement et le moyen de toutes les autres. C'est la plus irrécusable conséquence du droit de vivre. Ce droit n'est-il pas égal, et la nécessité des choses pour vivre n'est-elle pas la même pour tous ? Chacun, comme image de Dieu, n'a-t-il pas droit au patrimoine primitif, magnifique présent de Dieu ? Comme ayant sa place dans la série des générations humaines, chaque homme encore n'a-t-il pas droit au capital héréditaire, qui est leur commune conquête ? Nul ne doit vivre aux dépens d'autrui. L'homme qui n'a pas démérité a droit de vivre libre ; il a droit à ce que sa subsistance, son travail ne dépendent pas du bon plaisir des autres, et quelque libre qu'il soit de sa personne, s'il

ne possède, de droit naturel, aucune avance, aucun capital, s'il n'est pas propriétaire, comme il est homme et travailleur, il ne produit, il ne vit que par la permission de ses semblables ; il tombe dans un véritable *esclavage réel*. On l'a dit et l'on ne saurait trop le redire : la propriété est une condition absolue de liberté. Comment donc, au lieu d'un droit général, en faire un monstrueux privilège ? Comment méconnaître dans l'humanité le premier, le plus sacré des titres à la possession des choses (1) ? »

Ainsi tout homme a le droit de vivre, et, comme ce droit est égal pour tous, il a le droit de réclamer une part égale des richesses qui existent au moment où il vient au monde. Non seulement il a le droit de vivre, mais il a celui de vivre libre ; or, sans une part des biens de la terre, le travailleur manque de l'instrument nécessaire pour produire les choses dont il a besoin et doit aliéner sa liberté en se mettant à la solde de ceux qui détiennent la richesse ; il faut donc, pour assurer le respect de la liberté, faire à chacun sa part. Tel est le double motif par lequel Huet justifie ce qu'il appelle *le droit au patrimoine*.

Dans la société réorganisée conformément à ces principes, les mineurs seront élevés par leurs parents. Arrivés à l'âge d'homme, ils recevront une part du patrimoine social. Huet supprime l'hérédité *ab intestat*. Mais il n'est permis de transmettre à titre gratuit que les biens qu'on a acquis par son travail ; quand un citoyen meurt, la part du patrimoine social qu'il a reçue doit être restituée à la communauté.

D'autres écrivains ont exprimé des idées analogues à celles de Huet. On peut citer Spencer (2), de Laveleye (3), Secrétan (4), Fouillée (5). D'accord sur les principes, ils diffèrent sur les moyens de donner satisfaction aux justes revendications des déshérités. M. Alfred Naquet s'exprime ainsi, dans son ouvrage intitulé *Religion, propriété, famille* : « L'homme riche laisse sa fortune à ses enfants.... Voilà l'inégalité créée... Or, si l'inégalité est légitime, lorsqu'elle est la conséquence des facultés naturelles, de l'économie,

(1) Huet, *Règne social du christianisme*, p. 244.

(2) Spencer, *Statistique sociale*, ch. ix.

(3) De Laveleye, *Le Socialisme contemporain*, *passim*.

(4) Secrétan, *Les Droits de l'humanité*, ch. vii.

(5) Fouillée, *La propriété sociale*, livre II, ch. 1<sup>er</sup>.



du travail, de la vertu, l'inégalité, fruit du hasard, n'est qu'une spoliation honteuse contre laquelle les déshérités de la fortune auront sans cesse le droit de revendication (1). » Et plus loin : « Le propriétaire, au point de vue abstrait et philosophique, a le droit de tester, cela est vrai ; mais au point de vue philosophique aussi, tout homme qui naît doit recevoir une part du capital social pour pouvoir se développer (2). » C'est bien là la doctrine de Huet. M. Alfred Naquet pense d'ailleurs qu'il est impossible de supprimer l'hérédité : il serait trop facile de tourner la loi. Il se contente de proposer l'établissement d'un impôt progressif sur les successions.

Il faut accorder à Huet que tout homme a le droit de vivre et qu'il doit être le propre artisan de sa destinée. Il est donc juste de lui attribuer une part de la richesse commune. Toutefois cette part ne lui est due qu'autant qu'il est capable de s'en servir ; il serait absurde de confier un outil à des mains inhabiles. Diminuer le nombre des incapables est le devoir des classes dirigeantes ; tant qu'il y en aura dans le monde, le patronage sera nécessaire et le travailleur devra rester en tutelle.

Il est vrai encore que le régime actuel méconnaît le « droit au patrimoine ». Les richesses naturelles, la terre et tous les biens qui s'y rattachent sont depuis longtemps accaparés. Ces richesses et celles qui sont le produit de l'industrie humaine sont transmises de génération en génération par l'héritage à un nombre restreint de privilégiés. A ceux qui arrivent aujourd'hui dans le monde il ne reste rien à prendre, et, si leurs parents n'ont rien à leur donner ni à leur léguer, ce sont vraiment des *déshérités*. Ils n'ont d'autre ressource pour vivre que de se mettre au service d'autrui.

Malgré tout, il faut respecter l'héritage. En réfutant la doctrine socialiste nous avons dit tout à l'heure quels en sont les avantages pour la société ; nous avons fait voir qu'il est l'instrument de l'assistance, et que l'assistance est un devoir pour chacun de nous dans nos rapports avec autrui. Il est possible de donner satisfaction à ceux qui réclament une part du patrimoine général dans la mesure où leurs réclamations sont légitimes ; c'est une tâche délicate et un devoir social, auquel on a donné avec raison le nom de *justice réparative*. Au contraire, si l'on supprimait l'héritage, rien n'y saurait

(1) Naquet, *Religion, propriété, famille*, p. 184.

(2) Naquet, *op. cit.*, p. 184.

suppléer ; quand bien même l'État prendrait l'assistance à sa charge et substituerait son action à celle des particuliers, les intérêts permanents de l'humanité seraient gravement compromis. Il serait absurde, pour éviter un mal guérissable, de s'exposer à un mal non moins grave et contre lequel il n'est pas de remède.

Non seulement il faut respecter le principe de l'héritage, mais il faut repousser toutes les limitations que Huet propose d'y apporter. Si la succession *ab intestat* disparaît, si la succession testamentaire ne s'applique plus qu'aux biens acquis par le travail, la richesse transmise par succession sera singulièrement réduite. Le nombre de ceux qui ont besoin d'assistance croîtra ; celui des particuliers qui peuvent leur venir en aide diminuera. Il faudra donc que l'État intervienne et son action s'exercera plus fréquemment qu'aujourd'hui (1). C'est là un résultat très-regrettable ; et cette raison suffit à nos yeux pour entraîner la condamnation du système.

Huet, à l'appui de sa thèse, fait valoir un argument secondaire : « La succession en se généralisant se moralise : on ne sait que trop à quelles tentations le régime actuel expose des héritiers besogneux et pressés. Il fait de chaque héritage une proie, que se disputent les plus viles passions. Hélas ! qui n'a surpris d'abominables vœux ? Loin d'attenter à la famille, le droit au patrimoine l'épure et la fortifie. Il fait pénétrer la sécurité dans son sein (2). »

Le fait que signale Huet est incontestable et se produit trop souvent, surtout dans les pays où la législation garantit aux héritiers une part de la succession. Est-ce un motif pour supprimer l'héritage d'une façon totale ou partielle ? Le remède serait cent fois pire que le mal. Si l'on veut combattre ces convoitises immorales, nous ne connaissons qu'un moyen efficace : il faut développer chez les jeunes gens le goût de l'indépendance et les accoutumer à ne compter que sur eux-mêmes ; répandre, en un mot, la pratique de cette règle de conduite que les Anglais appellent le *self help*.

### III

On sait quelles sont les lois naturelles formulées par Spencer et

---

(1) V. Huet, *op. cit.*, livre III, chap. ix. Il étend outre mesure les attributions de l'État.

(2) Huet, *op. cit.*, p. 275.

par Darwin : la concurrence vitale ou lutte pour l'existence et le triomphe des mieux doués. La découverte de ces lois a eu un grand retentissement ; et l'effet s'en est fait sentir dans le droit et dans la morale. On a pensé qu'il fallait demander des leçons au darwinisme et s'inspirer des vérités qu'il avait révélées, pour régler, de la façon la plus conforme aux intérêts de l'humanité, les institutions sociales.

Si l'on veut que la loi naturelle, c'est-à-dire la concurrence vitale et la survie des plus aptes, ne rencontre aucun obstacle au sein des sociétés humaines, il faut sans aucun doute abolir les principes fondamentaux du régime actuel. Il faut, notamment, supprimer l'héritage. C'est ce que fait ressortir quelque part avec beaucoup de force E. de Laveleye : « Ce qui fausse complètement, dit-il, l'application darwinienne aux sociétés civilisées, c'est le régime de l'accumulation et de la succession des biens. Parmi les animaux, la survie des plus aptes a lieu, parce qu'à chaque génération nouvelle l'individu se développe, se fait sa place et se perpétue en raison de ses qualités propres, et ainsi se produit ce « procédé de purification » dont M. Herbert Spencer fait ressortir les bienfaits. Le même procédé opérait encore largement parmi les barbares, mais au sein de l'ordre social actuel, il n'apparaît plus que dans le cas de ceux qui ont fait leur fortune eux-mêmes, des *self-made men*. Mais voyez leurs enfants : quand même l'hérédité physique leur donnerait une partie des qualités de leurs parents, l'hérédité légale a souvent pour conséquence de les affaiblir ou de les détruire... Il s'ensuit que ceux qui veulent que la loi de la sélection naturelle, par la transmission héréditaire des aptitudes, se réalise dans nos sociétés, doivent tout d'abord réclamer l'abolition de l'héritage (1). »

Ni Spencer ni Darwin n'ont été jusqu'à demander des réformes aussi radicales. Le premier, dans un livre récent, estime que « la vie de toutes les espèces, y compris l'espèce humaine, repose sur la faculté de donner ce qu'on a acquis ». Le droit de léguer est implicitement contenu dans le droit de donner. « Un legs n'est qu'un don différé. Celui qui peut légitimement aliéner son bien peut légitimement fixer l'époque où la tradition s'en effectuera (2). » Selon Darwin, les avantages de l'hérédité en compensent les inconvénients. « Dans tous les pays civilisés, l'homme accumule sa propriété et la

(1) Em. de Laveleye, *Le socialisme contemporain*, 6<sup>e</sup> édit., p. 385.

(2) Spencer, *Justice*, trad. Castelot, p. 138.

transmet à ses enfants; il en résulte que tous les enfants d'un même pays ne partent pas tous d'un même point dans la course vers le succès; mais ce n'est pas là un mal sans mélange, car sans l'accumulation des capitaux, les arts ne progressent pas; or, c'est principalement par leur action que les races civilisées se sont étendues, et, élargissant partout leur domaine, remplacent les races inférieures... La présence d'un corps d'hommes bien instruits, qui ne soient pas obligés de gagner, par un travail matériel, leur pain quotidien, a une importance qu'on ne saurait trop apprécier, car ils sont chargés de toute l'œuvre intellectuelle supérieure, dont dépendent surtout les progrès matériels de toute nature, sans parler d'autres avantages d'un ordre plus élevé (1). »

Il était à prévoir que d'autres montreraient plus de hardiesse. L'hérédité a été critiquée, au nom du darwinisme, par un écrivain anglais, M. Grant Allen. « Les lois civiles sur l'héritage donnent à des familles épuisées, dégénérées, un avantage artificiel sur les mieux doués et vont contre la sélection naturelle et la sélection sexuelle. Le fils idiot ou scrofuleux d'un duc millionnaire voit s'ouvrir devant lui de meilleures perspectives, dans le combat pour l'existence, que tel fils d'ouvrier sain, robuste, intelligent. La société, avec ses monopoles, fait donc échec à la survivance du plus apte (2). »

Dans ce système, on fait prédominer l'intérêt de l'espèce sur celui de l'individu. La sélection naturelle, en éliminant les faibles, assure le progrès de l'espèce : il faut donc faire disparaître l'héritage qui met obstacle à la sélection naturelle. Que penser de cette doctrine ?

Certes, le droit d'hérédité, lorsqu'il enrichit des incapables, leur permet de subsister, tandis qu'ils périraient dans la lutte s'ils n'avaient à compter que sur eux-mêmes. Mais d'abord, c'est une question que de savoir dans quelle mesure le droit social doit l'emporter sur le droit individuel; à nos yeux, les conflits de cet ordre doivent recevoir des solutions différentes, selon les circonstances dans lesquelles ils se produisent. Puis, s'il est vrai que l'héritage entrave le

---

(1) Cité par Bourdeau, *Le socialisme allemand et le nihilisme russe*, p. 106.

(2) Nous empruntons ce résumé d'une conférence faite en Angleterre par M. Grant Allen à M. Bourdeau, *op. cit.*, p. 108.

libre jeu des lois darwiniennes, peut-on dire cependant qu'il s'oppose au progrès de l'espèce? Tout au contraire, nous croyons qu'il en est la condition. Rappelons, une fois de plus, que supprimer l'héritage, c'est désorganiser l'assistance. Or, sans l'assistance, l'homme ne remplit pas sa mission, ses facultés s'atrophient, son existence même est compromise. Ni l'individu, ni l'espèce ne tireraient profit d'une telle réforme, et le principe même au nom duquel on la propose fournit contre elle un argument sans réplique.

Le législateur doit connaître toutes les sciences et en particulier celles qui ont trait à la nature de l'homme. Mais il faut qu'il soit bien convaincu que la loi morale ne se confond pas avec la loi naturelle. La morale nous prescrit de développer en nous les éléments de notre personnalité qui nous distinguent dans la série des êtres, de nous « réaliser » nous-mêmes, de nous rendre plus raisonnables et plus libres. La nature est indifférente au bien, elle y est même hostile. Comme l'a dit un penseur contemporain, « ce qui est naturel, c'est que la loi du plus fort ou du plus habile règne souverainement dans le monde animal, mais précisément cela n'est pas humain ; ce qui est naturel, c'est que le chacal ou l'hyène, l'aigle ou le vautour, quand ils sont pressés de la faim, obéissent à l'impulsion de leur férocité, mais précisément cela n'est pas humain ; ce qui est naturel, c'est que le « roi du désert » ou le « sultan de la jungle » promènent leur amoureux plaisir de femelle en femelle et disputent l'objet de leur choix aux enfants de leur race, mais précisément cela n'est pas humain ; et ce qui est naturel, c'est que chaque génération, parmi les animaux, étrangère à celle qui l'a précédée dans la vie, le soit également à celle qui la suivra, mais précisément cela n'est pas humain » (1). Il faut rappeler cette vérité aux évolutionnistes qui la méconnaissent quand ils convertissent les lois de Darwin en règles de morale.

#### IV

La suppression de l'héritage est une mesure radicale, que peu d'hommes paraissent disposés à accepter d'emblée. Il en est trop à

---

(1) Brunetière, *La moralité de la doctrine évolutive*, Revue des Deux-mondes, 1<sup>er</sup> mai 1895.

qui l'héritage procure des avantages certains. Ceux-là même qui n'ont aucune raison d'attendre une succession ne désespèrent pas toujours et comptent sur un hasard heureux. Ils savent que l'héritage est le meilleur moyen de passer inopinément de la misère à la fortune.

C'est pourquoi les socialistes, lorsqu'ils ont plus de foi dans la persuasion que dans la violence, s'efforcent d'arriver au but vers lequel ils tendent par une voie détournée. Provisoirement, l'hérédité subsistera; mais les biens, au moment de la transmission, seront confisqués pour une forte part au moyen de l'impôt. Actuellement, l'impôt, en France et dans divers pays d'Europe, frappe très lourdement les successions. Il s'élève, chez nous, à près de 11 0/0 en ligne collatérale; sur cinq milliards huit cents millions de valeurs successorales, il a procuré au budget, en ces dernières années, de deux cents à deux cent cinquante millions. En Angleterre, la même taxe rapporte deux cent soixante-douze millions de francs (1). Les socialistes soutiennent qu'il faut aggraver encore et dans des proportions considérables cette taxation déjà si onéreuse; la question est à l'ordre du jour de tous leurs congrès. C'est ainsi qu'un article du programme d'Erfurt (octobre 1891) parle d'un impôt progressif, calculé d'après l'importance de l'héritage et le degré de parenté.

Ceux-là même qui redoutent les solutions extrêmes et qui, dans la société réorganisée, maintiennent et la propriété et l'héritage, admettent volontiers l'extension de l'impôt sur les successions. Colins, dont le système est une transaction entre le socialisme et l'individualisme, frappe les valeurs successorales d'un impôt de 25 0/0.

Le droit de succession a souvent donné lieu, en dehors du parti socialiste, à des controverses, et l'une des thèses, qu'on a développées à cette occasion, a contribué à lever les scrupules de ceux qu'effrayait une extension immodérée de l'impôt.

D'après plusieurs des rédacteurs du Code civil, les biens du défunt appartiennent à l'État. Si notre législation admet le testament, c'est parce que l'État délègue aux citoyens le pouvoir de régler la distribution des biens qu'ils laisseront à leur décès. « Aussitôt que nous mourons, disait le tribun Siméon, tous les liens qui tenaient nos pro-

---

(1) Nous empruntons ces chiffres à M. Stourm, *Systèmes généraux d'impôts*, p. 206.

priétés dans notre dépendance se rompent ; la loi seule peut les renouer : sans elle, les biens destitués de leur maître seraient au premier occupant. La succession est donc une institution civile par laquelle la loi transmet à un propriétaire nouveau la chose que vient de perdre son propriétaire précédent (1). » Cette théorie compte encore de nombreux partisans. Elle a cours en Angleterre. On lit dans un récent discours de sir William Harcourt : « La nature ne donne à l'homme aucun droit sur ses biens terrestres au delà du terme de sa vie. Le pouvoir attribué à la main d'un mort de disposer de ce qu'il possédait est une pure création de la loi. La taxe prend la part de l'État, et ce qui reste est divisé entre les autres personnes intéressées. Ce principe est si simple et si juste qu'il ne peut pas être discuté (2). »

Nous nous permettrons de discuter ce principe. Selon nous, aucun droit n'est une pure création de la loi. Le législateur, quelle que soit la matière dont il s'occupe, se borne à consacrer des droits préexistants. Si le testateur a la faculté de transmettre ses biens à qui bon lui semble, si ceux qu'il a désignés peuvent réclamer l'exécution de ses dernières volontés, ce n'est pas parce que le législateur l'a dit, mais bien parce que l'institution de l'héritage se justifie devant la raison.

Plusieurs projets de loi établissant l'impôt progressif en matière de succession ont été présentés dans ces derniers temps aux Chambres françaises. Du 9 au 22 novembre 1895, la Chambre des députés a discuté et voté à une forte majorité un projet aux termes duquel les droits successoraux s'élèvent, en ligne directe, de 1 à 4 pour cent ; entre époux, de 3,75 à 9 pour cent ; entre frères et sœurs, de 8,50 à 14 pour cent ; entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, de 10 à 16 pour cent ; entre-grands oncles ou grand'tantes et petits neveux ou petites nièces, entre cousins germains, de 12 à 18 pour cent ; entre parents au delà du quatrième degré et entre personnes non parentes, de 14 à 20 pour cent.

L'accroissement de l'impôt sur les successions a été parfois présenté comme une mesure de réparation. Dans la société actuelle, les biens ne sont pas répartis équitablement ; l'impôt aura pour effet de rétablir

---

(1) Cité par Stourm, *op. cit.*, p. 209.

(2) Cité par Léon Say, « *Libéraux et socialistes* », Revue des Deux-Mondes, 1<sup>er</sup> octobre 1894.

l'équilibre entre le mérite et la fortune. « Lorsque, dit le socialiste André Godin, les hommes feront abstraction de leurs sentiments égoïstes, ils reconnaîtront que l'intervention de la nature et de l'État est pour plus de moitié dans la création de la richesse, particulièrement dans celle des grandes fortunes; ils admettront facilement qu'à ce titre l'État a droit au moins à 50 0/0 dans le partage de ces fortunes, au moment où la mort vient en dessaisir leurs possesseurs, et que, dans le cas où, de son vivant le propriétaire sans héritier direct n'a pris aucune disposition testamentaire, il n'est pas de plus légitime héritier que l'État lui-même, puisque celui-ci hérite au nom et au bénéfice de la société tout entière (1). »

D'une façon générale, tout impôt, qui absorbe plus que le revenu et atteint le capital, est sujet à critique. Les dépenses de l'État, auxquelles l'impôt est destiné à subvenir, sont assurément utiles, mais, sauf exception, ce sont des dépenses improductives (2). Ce que le fisc recueille est consommé et détruit. Or, il est de principe qu'un citoyen, sous peine de s'appauvrir, ne doit employer à de telles dépenses que ses revenus; s'il consomme son capital, il marche à sa ruine. Cette règle ne doit-elle pas être observée par l'État comme par les particuliers? Si l'État dépouille les citoyens de leur capital, il amoindrit la fortune nationale et son action exerce une influence désastreuse. C'est ce que Sismondi, il y a longtemps, signalait en ces termes : « Tout impôt doit porter sur le revenu et non sur le capital. Dans le premier cas, l'État ne dépense que ce que les particuliers devraient dépenser. Dans le second, il détruit ce qui devrait faire vivre et les particuliers et l'État (3). » S'il en est ainsi, il faut proscrire toute extension abusive des droits de succession, quel que soit le motif invoqué à l'appui de la réforme.

## V

Stuart Mill a imaginé un système original. Il accepte l'héritage avec la propriété. Mais il limite la capacité d'acquérir par succession. Il convient, selon lui, d'établir un maximum que les legs ne devront jamais dépasser.

---

(1) Cité par B. Malon, *Le socialisme intégral*, t. 1<sup>er</sup>, p. 422.

(2) V. sur ce point Destutt de Tracy, *Commentaire sur Montesquieu*, p. 242 et suiv.

(3) Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, tome II, p. 167.



Voici en quels termes il développe sa proposition : « Si je devais, dit-il, formuler un code de lois conforme à ce qui me semble le mieux en soi-même, sans tenir compte des opinions et des sentiments actuels, je préférerais limiter, non la quotité de ce qu'un individu pourrait léguer, mais celle qu'il serait permis à chacun d'acquérir par legs ou par héritage. Toute personne aurait le pouvoir de disposer par testament de tout son bien, mais non de le dissiper pour enrichir un ou quelques individus au delà d'un certain maximum qui serait fixé dans une proportion suffisante pour offrir les moyens de vivre dans une indépendance confortable. Les inégalités de fortune qui naissent d'une inégalité d'industrie, d'économie, de persévérance, de talent, et même, dans une certaine mesure, d'occasions favorables, sont inséparables du principe de la propriété privée, et, si nous acceptons le principe, nous devons en subir les conséquences ; mais je ne vois rien de blâmable dans le fait de fixer une limite à ce qu'un individu peut acquérir grâce à la simple faveur de ses semblables, sans avoir fait aucun emploi de ses facultés ; et à demander que cet individu, s'il désire augmenter sa fortune, travaille dans ce but » (1).

Stuart Mill estime que l'adoption de cette réforme aurait pour effet de procurer l'aisance à un plus grand nombre d'individus et que les legs à des institutions d'utilité publique se multiplieraient.

Si nous ne nous trompons, ce système ingénieux n'a pas fait fortune. Stuart Mill lui-même paraît éprouver une médiocre confiance dans les résultats pratiques du régime nouveau qu'il esquisse sommairement. Voici la raison qu'il en donne : « Aussi longtemps que prévaudra cette opinion, que ce qu'on peut faire de mieux pour ceux qu'on affectionne, c'est de les combler à satiété de ces objets sans aucune valeur intrinsèque, à l'acquisition desquels se dépensent le plus souvent d'immenses fortunes, il serait presque inutile de rendre une pareille loi, lors même qu'il serait possible de la faire passer, puisqu'il serait généralement facile de l'éluder si l'on y était porté (2). » En effet, celui qui voudrait laisser à son héritier une part supérieure à celle que la loi lui assigne pourrait arriver au même but en donnant à l'acte la forme d'une donation, et, si la loi

---

(2) Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, t. I<sup>er</sup>, livre II, ch. II, § 4, trad. Dussard et Courcelle-Seneuil.

(1) Stuart Mill, *op. cit.*, livre II, ch. II, § 4.

appliquait à la donation la même règle qu'au testament, il serait trop aisé de dissimuler la fraude.

On peut adresser à Stuart Mill d'autres critiques. Le père de famille travaille pour laisser la fortune qu'il amasse à ses enfants : lui-même le reconnaît dans le passage qu'on vient de lire. Ne craint-il pas d'affaiblir l'activité du père de famille ? Quand celui-ci aura acquis tout ce qu'il peut léguer aux êtres qu'il aime d'une affection assez forte pour leur sacrifier son repos, il cessera de travailler. Enfin, Stuart Mill est d'avis qu'en divers cas la loi aurait des conséquences regrettables si le testateur ne pouvait léguer des capitaux importants. Il déclare dans une note qu'il admettrait la transmission à un seul d'un établissement industriel, afin d'en assurer la conservation ; que le testateur, lorsqu'il laisserait à un successeur la charge d'entretenir la maison de ses ancêtres, un parc ou une promenade, aurait le droit de lui léguer une fortune assez considérable pour suffire à cet entretien. Il est facile de citer d'autres exemples. Stuart Mill admire avec raison les Américains des États-Unis qui fondent et soutiennent par des dons et des legs une foule d'établissements d'intérêt général, tels que des écoles. Un des effets heureux qu'il attend de sa réforme, c'est la diffusion de cette pratique. Mais pour que les établissements d'intérêt général soient alimentés par les particuliers, il est nécessaire que des sommes considérables leur puissent être léguées.

Il suit de là qu'une règle uniforme répondrait mal à la diversité des besoins auxquels l'hérédité doit donner satisfaction. Le régime actuel, qui exclut toute restriction à la capacité d'acquérir par succession est le seul pratique, et celui qui, à tout prendre, offre le moins d'inconvénients.

## VI

En réfutant les arguments de toute espèce qu'on a opposés à l'héritage, nous n'avons pas dissimulé les inconvénients graves qu'il présente à nos yeux. Il faut le dire hardiment : certaines conséquences de l'héritage sont injustes. Pour quela justice fût parfaitement respectée, il faudrait que les biens fussent distribués à chacun suivant son mérite, que tout homme obtint la part de richesse qui lui est due en vertu du droit qu'il a de vivre et de travailler librement. A cet égard

l'héritage est contraire au droit ; il y a antinomie entre l'héritage, d'une part, et, d'autre part, la justice distributive, le droit de vivre et la liberté. Est-ce une raison pour abolir le droit d'hérédité ? Cela justifie-t-il les attaques directes ou indirectes dont il est l'objet ?

Tout d'abord, — c'est un point que nous n'avons pas eu jusqu'ici l'occasion d'approfondir, — si l'on supprimait l'héritage, il faudrait supprimer et la donation entre vifs et la propriété elle-même. Il faudrait supprimer la donation : on aperçoit sans peine combien il serait aisé d'éluder les prescriptions de la loi à celui qui veut laisser après sa mort sa fortune à un héritier de son choix, s'il lui était permis de la lui transmettre de son vivant : le testateur et l'héritier s'entendraient pour arriver à leurs fins par un contrat simulé de donation, et il serait fort difficile de prouver la fraude. A supposer que la propriété subsistât sans la donation ni le testament, serait-il possible d'empêcher ces transmissions gratuites que l'affection commande irrésistiblement ? Il faudrait donc supprimer la propriété. Aussi les collectivistes, qui critiquent si vivement l'héritage dans la société actuelle, ont dû, bon gré malgré, lui faire une place dans leur système, où la propriété existe, réduite, il est vrai, aux moyens de consommation, et ils l'ont admis dans la mesure où ils respectaient la propriété.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'héritage dût être accepté seulement comme un mal nécessaire, ainsi que Destutt de Tracy paraît en avoir eu la pensée (1).

Nous estimons avec des philosophes tels que Franck (2) et Beaus-sire (3), avec des jurisconsultes tels que Laurent (4), que l'homme a des devoirs que le testament lui permet seul d'accomplir ; le pouvoir que la loi reconnaît au testateur est donc un droit très respectable, autre chose qu'un mal nécessaire.

(1) Destutt de Tracy, *Traité d'économie politique*, p. 179 : « Une des conséquences des propriétés individuelles est, sinon que le possesseur en dispose à volonté après sa mort, c'est-à-dire dans un temps où il n'aura plus de volonté, du moins que la loi détermine d'une manière générale à qui elles doivent passer après lui ; et il est naturel que ce soit à ses proches. Alors, hériter devient un nouveau moyen d'acquérir, et qui plus est, ou *plutôt qui pis est*, un moyen d'acquérir sans travail. »

(2) Franck, *Philosophie du droit civil*, p. 196.

(3) Beaus-sire, *Principes du droit*, p. 264.

(4) Laurent, *Principes de droit civil*. t. VIII, p. 563.

L'homme, pour réaliser le plus haut degré de perfection dont il est capable, a besoin d'assistance; telle est l'origine de l'institution sociale. Chacun est tenu d'assister ses semblables. Ce principe a dans la pratique de la vie des conséquences très-variables. En règle générale, il appartient à celui qui y est le plus apte d'exercer l'assistance dans chaque cas particulier. C'est par application de cette règle qu'il faut distinguer les devoirs des particuliers de ceux des gouvernants : l'État et l'initiative privée ont dans la société des rôles différents.

Les citoyens ne sauraient s'acquitter de leurs obligations s'ils n'avaient pas certains droits garantis par la loi. L'assistance qu'ils sont tenus d'exercer n'est pas seulement une assistance morale, mais encore une assistance matérielle. Chacun d'eux doit aider, soutenir les membres de sa famille, ses enfants surtout. Ne faut-il pas que cette assistance matérielle se traduise par des dons, par des legs? Les citoyens, d'un autre côté, ont une dette envers la société tout entière; ils doivent la payer en créant des institutions philanthropiques, en pratiquant aussi l'assistance individuelle. Ici encore, le testament apparaît comme une institution nécessaire.

Lorsque le défunt est mort intestat, il est juste de distribuer ses biens à ceux envers qui il avait des devoirs. Si l'État s'emparait des biens qu'il a laissés et les distribuait au gré de sa fantaisie, il se chargerait de remplir une fonction qui n'est pas la sienne.

Ainsi l'héritage a des racines dans le droit : il est l'organe de l'assistance, et comme on ne voit pas qu'il soit possible de le remplacer par un équivalent qui satisfasse au même degré aux besoins de la société, il faut le considérer comme une institution nécessaire et le défendre énergiquement contre les attaques dont il est l'objet.

Quant aux conséquences regrettables qu'il produit, ceux qu'il enrichit sont tenus d'y porter remède, autant qu'il est possible, en organisant, au profit des déshérités, la *justice réparative* (1).

L'erreur des socialistes et de tous ceux, en général, qui attaquent l'héritage, est de considérer l'œuvre de la justice sociale comme susceptible d'être entreprise et menée à bonne fin par des procédés très

---

(1) Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si cette charge constitue une obligation juridiquement exigible, ni d'exposer les mesures au moyen desquelles la justice réparative doit se traduire en acte.

simples. Il faut, au contraire, combiner savamment les institutions entre elles; et il n'en est guère qui, même lorsqu'elles sont fécondes et pratiquement indispensables, n'aient besoin d'un correctif qui vienne en effacer les imperfections. Pour accomplir sa tâche, le législateur doit faire comme le peintre, ébaucher d'abord, puis procéder par retouches successives, jusqu'à ce que l'organisation sociale soit d'accord avec l'idéal qu'il poursuit.

GUSTAVE HUARD,

Docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel de Paris.

---

## Les deux poésies.

Nous ne regrettons plus « le temps où le ciel sur la terre marchait et respirait en un peuple de dieux. »

Il est trop loin dans le passé et le souvenir même en est presque éteint. Les dieux sont morts. Heine a, jadis, conté leur fin lamentable dans un étrange poème, et notre génération assiste au déculement de leurs élus. Une impitoyable théorie savante les considère comme des malades et met une commune étiquette sur leur dégénérescence géniale et la dégénérescence inférieure des criminels et des idiots. Des principes révolutionnaires de cette théorie découle l'intéressant problème dont l'étude nous a tenté et que l'on peut énoncer ainsi : S'il existe un infranchissable abîme entre la poésie de l'art et celle de la science, ne serons-nous pas bientôt forcés de choisir entre les deux, et ce choix n'aura-t-il pas une influence désastreuse sur l'avenir de l'enseignement classique ?

On est tellement habitué à considérer l'idéal comme l'essence même et le pivot secret de toute œuvre poétique, qu'il est malaisé de concevoir une autre poésie que celle des artistes, une poésie de la science, la poésie du réel.

Ce que les gens instruits entendent par idéal est d'autant plus dif-

ficile à dire que le vocable a singulièrement changé de signification depuis l'époque très ancienne où il a servi d'abord.

Pour les eulumeurs de missels, il désignait un monde à part, distinct et complémentaire du monde sensible, un système de vérités presque absolument inaccessibles à la raison humaine et à peine entrevues par elle aux rayons de la grâce divine.

A mesure que cette faible raison se fortifiait, l'objectivité de l'idéal lui paraissait moins évidente et un jour enfin l'analyse scientifique reconnut clairement en lui une réflexion subjective de la réalité, une pure illusion de l'optique intellectuelle.

Mais le marteau de la science a eu beau briser le miroir magique, ses éclats nous sont restés et ils servent encore à énerver dans leur propre contemplation la foule des natures d'artistes.

Une autre sorte d'explication nous permettra peut-être de serrer de plus près le sens du mot idéal. Notre auto-conscience se forme peu à peu, au cours d'un énorme labeur cérébral. Elle se fortifie à mesure que le cerveau, plus robuste, parvient à critiquer plus complètement les diverses manifestations de sa propre activité ; mais il ne parvient jamais à les critiquer toutes ; en chacun de nous une partie de son travail demeure toujours indéterminée, confuse ou mal comprise. Ce résidu, très considérable chez les esprits incultes, cette gangue d'où sort la pensée consciente, ce rêve indéfini, c'est le nuage mouvant où se dessine l'idéal.

La notion constante et adéquate du réel est très difficile à acquérir. Il faut avoir, pour l'atteindre, une intelligence d'élite supérieurement exercée et elle demeure inaccessible à l'enfant, au malade, au sauvage, à tous les cerveaux débiles où le moindre choc provoque une réaction disproportionnée à sa cause. Cette notion a été, un temps, absolument inconnue aux hommes et, quand nous ne le saurions pas d'autre part, l'histoire littéraire suffirait à nous l'apprendre.

Considérez les Grecs barbares de l'*Iliade*. Que savent-ils du monde réel ?

Presque rien n'existe de ce qu'ils voient dans la nature ou en eux-mêmes ; ils rêvent debout. Ils prêtent, ces faiscurs de divinités, comme les minuscules mamans de nos poupées de cire, à des objets incertes ou à des formes imaginaires, l'incompréhensible animation qu'ils sentent en eux, et « le poète souverain qui vole comme un aigle au-dessus des autres » décrit avec une foi pareille le voyage aérien de Mercure ou les adieux d'Hector.

A proprement parler, Homère ne connaît pas l'idéal, au sens où

ses trop nombreux disciples entendent ce mot, car c'est à peine s'il distingue entre ses rêveries et ses sensations. Or, cette suprême ignorance fait le charme suprême de ses vers.

Bien des siècles ont passé sur les générations des hommes avant que les deux notions de l'irréel et du réel, enfin distinctes dans leur esprit, aient pu tour à tour être opposées ou rapprochées en une première synthèse du monde. Et depuis cette première synthèse informe, à travers une série d'ébauches parfois admirables, une immense route a été parcourue par l'intelligence, dans la barbarie en apparence immuable de l'antiquité et du Moyen-Age. Ainsi, par exemple, il y a loin, infiniment loin, des nébuleuses superstitions d'Homère à l'harmonieux cosmos du Dante.

La vision dantesque nous dévoile un système complet où les croyances et les raisonnements se superposent, s'unissent et pour ainsi dire s'engrènent en de multiples rouages. Plus on l'étudie, mieux on comprend combien était extraordinaire l'homme qui a su former un tout organique des incohérentes hallucinations du XIII<sup>e</sup> siècle. Mais comme il a été merveilleusement secondé dans son étonnante entreprise par l'ignorance de son milieu ! C'est surtout à cette ignorance que nous devons l'âpre grandeur de la *Divine Comédie*.

Dans une société moins absurde, Dante aurait eu des idées plus exactes sur la complexité des êtres et de leurs relations ; il aurait su qu'il est impossible de faire tenir une représentation véritable de l'univers sous un seul crâne ; il n'aurait pas cru pouvoir peindre la réalité toute entière ; il ne nous en aurait pas offert surtout une image si amoindrie, si puérilement défigurée. Voyez plutôt : notre conscience ondoyante et diverse au gré des sensations est, pour lui, une âme immortellement identique à elle-même : c'est moins que cela encore, un instant de la vie, une attitude, un acte de colère ou un acte de foi immobilisés en une éternité de souffrance ou de contemplation bienheureuse.

Et si la science psychologique du chantre de Francesca est assez courte, sa science des choses est assurément encore moins étendue. Il serait facile de le démontrer pleinement, mais nous n'en relèverons ici qu'une seule preuve : sa foi cabalistique en la perfection de certains nombres, la hantise qui a fait partager en trente-trois chants chacune des parties du triple poème écrit en tercets à la gloire des trois personnes divines.

Non pas que ces absurdités déparent la *Divine Comédie*, au con-

traire ! La valeur littéraire de l'œuvre provient directement de l'ignorance du poète ou du moins de sa demi-science, de ses convictions absolues, de la gothique roideur de sa pensée à laquelle manquent encore les facettes, les fouillures qui l'empêcheraient d'entrer toute entière dans le moule rigide du vers. Là, comme toujours, l'insuffisance de l'analyse savante fait partie de l'esprit poétique. Un vraiment grand artiste est un homme à la fois très intelligent et très ignorant dont chaque raisonnement est arrêté et comme mis en relief par l'ombre d'un rêve irraisonné. C'est un demi-penseur : la moitié de sa pensée échappe à sa critique et il est tenté de reconnaître la révélation confuse d'une vérité supérieure dans cette considérable partie de sa perception qu'il ne parvient pas à définir.

Même quand ses convictions religieuses sont faibles, quand son spiritualisme est incertain, le poète continue à prendre l'incompréhensible pour l'essence de la poésie.

Ainsi, par exemple, Musset passe une soirée entière au théâtre à contempler

sur une épaule blanche un cou svelte et charmant.

Il ne connaît pas la jeune personne à qui appartient cette nuque exquise ; il ignore son nom, sa vie, il l'entrevoit à peine : mais justement, le charme idéal de l'inconnue est d'être anonyme et à demi-invisible. La poésie, pour les artistes, n'est-elle pas toujours dans le rêve et l'irréel ?

Cependant, les intelligences bien exercées aperçoivent l'énorme complication de la réalité et sentent qu'elle est indépassable. Les Dieux, les Muses, le Destin fatal, tout le fatras métaphysique des Anciens, entièrement dupes de leur imagination, pouvait plaire encore aux jansénistes dévots du grand siècle : il est hors de mise, il est grotesque comme un adulte travesti en bébé dans les rimes de nos raisonnables contemporains.

La pensée est aujourd'hui trop vivante, trop complexe, trop exacte pour le langage des vers. Il faut passer de la poésie à la prose et de l'art à la science, comme nous avons déjà, en partie du moins, passé du dogme à la raison, de la vision constante de l'irréel à une vision de plus en plus durable et précise de la réalité.

Toutes les manifestations de l'art supposent le rêve, cette forme inférieure de la pensée, chez l'artiste comme chez ses admirateurs.



Ceux-ci admettent en effet les conventions qui servent de base à toute œuvre artistique : or, n'est-ce pas admettre sans discussion des choses qui choqueraient le bon sens si on les analysait? Même, l'incessante transformation, la diminution du conventionnel dans l'art, au fur et à mesure des progrès de l'intelligence, sert depuis longtemps à juger, à travers l'œuvre de l'artiste, la société où il a vécu.

Souvent, en comparant Molière à Shakespeare, on a opposé la sombre profondeur de l'un au clair génie de l'autre et décidé qu'en somme, des deux célèbres dramaturges, l'Anglais sait le moins son métier. Sans doute, son œuvre touffue est souvent incorrecte, mais elle est très savante et il faut rattacher son infériorité partielle à la grande diversité des connaissances de son auteur. Si l'intelligence de Shakespeare n'a peut-être pas été supérieure à celle de Molière, elle a pu, en tout cas, s'exercer plus profitablement dans un milieu où circulaient beaucoup plus d'idées qu'à la cour de Louis XIV. Là, en effet, parmi les contemporains des Racine et des Despréaux, dans l'étroite coterie qui s'intitule modestement « toute la France » et discute sans fin sur la grâce prochaine, l'affaire des sonnets ou les mérites du Roy, ce Dieu visible — quelle lamentable pénurie intellectuelle! Molière a beau glaner sans cesse autour de lui et prendre son bien partout où il le trouve, les pauvres esprits qu'il fréquente lui fournissent tout au plus les traits généraux de quelques types : son *Avare* est L'Avare, son *Tartufe*, LE Tartufe, *Philinte*, son *Misanthrope*, est LE Misanthrope, tandis qu'*Alceste* est l'incarnation de la droiture inabordable et colère. Il n'y a pas un individu dans tout son théâtre.

Mais Hamlet, Juliette, Roméo, Shylock, le roi Lear, lady Macbeth, la foule des personnages à qui Shakespeare a insufflé sa vie puissante, peuvent-ils être rattachés à une catégorie quelconque? Non, n'est-ce pas? Leur individualité est trop marquée pour que cela soit possible; le poète a trop bien connu tous leurs ressorts et vu les moindres nuances de leurs sentiments. Leur passion dominante, leur rêve ou leur folie est vraie d'une façon générale et humaine sans doute : mais elle a en outre, en chacun d'eux, une grimace, un tic particuliers évidemment pris sur le vif dans une société où les originaux abondent, où les volontés sont précises et les caractères déjà pleins de saillies. Aussi, dans cet admirable théâtre, l'extrême richesse de la pensée déborde le cadre étroit qu'imposent les règles : les détails, les personnages secondaires, les épisodes amoureux-

ment fouillés y prennent trop d'importance et l'analyse du savant y détruit dans les plus belles pièces l'harmonie et l'harmonieuse synthèse de l'artiste.

Depuis cet âge d'or de la littérature dramatique, le progrès intellectuel n'a pas discontinué. Même, de nos jours, la raison s'aventurant à marcher seule, sans la lisière du dogme, a pu enfin tourner le dos au mirage de l'absolu et reconnaître l'utilité de son long effort pour saisir l'inconnaissable. Mais elle n'a pas compris d'abord vers quel but elle s'acheminait, et Darwin lui-même a reculé devant la principale conséquence de sa doctrine matérialiste : l'irréligion.

Ainsi la poésie, pour le poète, est dans le mystère qu'il ignore, et, pour le savant, dans celui qu'il explique ; ainsi l'œuvre artistique part d'une synthèse imaginaire pour revenir au réel et l'œuvre savante, partie du réel, se laisse conduire par l'analyse expérimentale, elle ne sait où, au but reconnaissable à la vérité qu'il démontre, à la lumière qu'il projette sur la route parcourue.

Quand on parviendrait à convaincre le public que la poésie des artistes, la poésie par excellence à ses yeux, n'est pas la seule ni la meilleure, beaucoup de gens ne manqueraient pas de répliquer : Soit ! Il en existe une autre, et d'une valeur intrinsèque peut-être plus grande. Peut-être, un homme capable de reconstruire dans sa fantaisie tout un monde idéal est-il un dégénéré impuissant à saisir la complication du monde réel. Mais que l'œuvre artistique soit le produit d'un cerveau malade ou non, que nous importe ? N'est-elle pas belle ? Ne nous émeut-elle pas ? Ne nous dévoile-t-elle pas une façon nouvelle et originale d'envisager la réalité ? — La fleur aussi est une dégénérescence de la plante : la supprimeriez-vous s'il était en votre pouvoir de le faire ? L'art est la fleur de la vie : puisqu'il fait nos délices, jouissons-en sans lui demander d'où il vient ni ce qu'il vaut, et parmi les dégénérés dont le monde fourmille, ne dédaignons pas ceux-là seuls par qui il nous est donné d'embellir notre existence. — La poésie de la raison, si tant est qu'elle existe, pourra tenir son coin dans notre cerveau sans en chasser l'autre, infiniment plus attirante : faut-il mépriser la voix du rossignol pour admirer le bœuf au labour ?

Et d'ailleurs, comment nous passer de la poésie des arts pour élever la jeunesse à la hauteur des sentiments désintéressés, des idées générales, qui sont les idées généreuses ? Sans elle, sans littérature, sans classiques, on pourrait, certes, former d'habiles médecins et

de bons ingénieurs : on ne formerait, à coup sûr, que des esprits étroits, des hommes dépourvus d'une vaste compréhension où la nature entière pourrait se refléter. Chasser les poètes des classes, ce serait tuer, dans le cerveau de l'enfant, tous les germes de noblesse future. Que risque-t-on, d'ailleurs, à lui faire admirer de près de belles œuvres ?

On ne risquerait rien, en effet, si la littérature était simplement autre chose que la science, s'il n'y avait pas une irréparable contradiction entre le matérialisme de l'une et l'idéalisme de l'autre. Mais on ne peut faire entrer dans la même tête la théorie de la création naturelle et l'histoire d'Adam et d'Ève ; on ne peut pas parler des ascendants simiesques après avoir enseigné que :

l'homme est un dieu tombé qui se souvient des cieux ;

on ne peut avoir pour principe qu'il faille, pour fortifier l'intelligence, la nourriture d'études inapplicables aux besoins journaliers de l'existence et proclamer, en même temps, que ce que nous appelons notre esprit est un organe de notre corps et que tous les organes se sont spécialisés et perfectionnés en s'appliquant chacun directement et sans cesse au but qu'il devait atteindre.

Il faut choisir : l'esprit d'un enfant ne saurait aller à la fois à droite et à gauche. Il faut, dans l'enseignement, sacrifier la littérature ou la science.

Le problème ainsi posé, sa solution ne peut être douteuse. On ne peut pas chasser la science de l'école. Eh bien ! soyons sans crainte : sans le secours de la littérature, elle saura seule y maintenir la poésie. Même elle n'ira plus la chercher bien loin, sur les sommets de l'Hélicon ou dans la légende obscure ; elle nous la montrera palpable et réelle, partout autour de nous. Elle nous apprendra à la découvrir dans le moindre brin d'herbe, où chaque fibre a une histoire ; dans l'insecte qui prévoit et raisonne ; dans la goutte d'eau où la vie pullule et qu'un incessant voyage promène du ciel à la mer, pour tout féconder et tout rafraîchir dans l'air et sur le sol ; elle nous montrera, dans la providentielle insuffisance des terres labourables, la cause première du travail cérébral supérieur, de l'art si vanté et du pur raisonnement qui complète l'art et le remplace. Elle nous étonnera du spectacle de cette poésie des êtres et des choses, partout visible à de bons yeux et partout plus pure que dans l'œuvre de

l'artiste, cette imparfaite image d'un cerveau, ce reflet d'un reflet du monde !

Les préjugés gothiques contre la science ne peuvent manquer de disparaître dans un avenir prochain. On trouve immoral, aujourd'hui, et désolant, qu'elle indique l'origine obscure de notre pauvre et serve raison. Mais quel bonheur y aurait-il à se leurrer encore d'un mensonge ? Nulle croyance absurde n'a rendu l'humanité heureuse. Et, d'autre part, il y a plus de vraie gloire pour nous à monter incessamment au-dessus des singes qu'à être, une fois, descendus du ciel. Il n'est pas douloureux d'apprendre l'évolution lente de la raison, à travers la souffrance et la lutte, dans les siècles de moins en moins barbares. Il n'est pas même désolant de constater que la maladie et la vieillesse amoindrissent notre intelligence, que la folie la guette, que tôt ou tard la mort l'éteint : ce sont là autant de preuves de la caducité du mal, cette forme de l'absurde, cette erreur momentanée, insignifiante comme l'individu, — autant de preuves de la nature impérissable de la vérité qui demeure acquise à l'espèce et relie les générations des hommes à travers les temps comme la lumière relie les mondes dans l'espace.

Ces résultats sont très beaux, quoi qu'on en puisse dire. Sans doute, les cerveaux épris d'idéal ont puissamment contribué à les faire connaître : dans bien des cas, leurs vues ingénieuses, leurs divinations ont guidé les savants et elle est, entre autres, d'un poète en prose l'idée que : tout comprendre, c'est tout pardonner.

La science, qui ne laisse tomber dans l'oubli aucune grande découverte, s'est emparée de celle-là pour l'ennobler encore en la perfectionnant. Comprendre, nous dit-elle, c'est mieux que pardonner : c'est effacer de notre conscience, avec tout l'orgueil du spiritualisme, la notion même de la faute et celle du pardon ; c'est rapporter l'ineptie, la méchanceté, l'injustice, à des hérédités fâcheuses, restes déplorables de la barbarie primitive ; c'est espérer qu'un jour la raison adulte saura dompter ces forces invincibles ; c'est, en attendant, souffrir avec tout ce qui souffre et envelopper dans une même pitié le criminel et sa victime.

Ainsi, la poésie de l'art a contribué au bonheur en guidant quelquefois la raison vers le bien ; elle a, en outre, jusqu'ici, formé le délassement inoffensif de l'âge mûr, la passion désintéressée des esprits délicats. Puisse cette noble partie de sa mission durer longtemps encore, aussi longtemps que l'humanité aura besoin d'être consolée ! Mais puissent les générations futures se former au con-

tact des savants et ne pas s'énervier dès l'enfance dans l'étude inutile des rêves artistiques !

EUGÈNE LAURENT.

---

## La lutte des classes en Flandre au Moyen-Age ; artisans contre marchands.

Dans la grande industrie moderne, la transformation mécanique ou chimique des matières premières en objets manufacturés est généralement obtenue grâce à l'emploi de machines, construites suivant des procédés scientifiques, et d'un prix élevé ; l'outillage doit toujours être au niveau des progrès de la science, de la technique, et voilà comment la grande industrie moderne repose sur l'existence d'un capital considérable qui est selon les exploitations, la propriété d'un seul homme, ou de plusieurs (sociétés par actions). D'ailleurs ces détenteurs du capital vivent le plus souvent à l'écart, confiant à des subordonnés instruits de la technique, la surveillance de la fabrication. Les ouvriers employés dans les fabriques, manufactures, ateliers et usines n'ont aucun droit sur l'instrument de travail qu'ils font mouvoir, ils louent leur travail, qui n'est réclamé que suivant les besoins de l'industrie et la circulation plus ou moins active des marchandises : toute crise commerciale les menace du chômage : ils forment dans la société une catégorie à part : c'est le prolétariat ouvrier, salarié. Cette distinction de deux groupes aux caractères opposés dans la classe industrielle, remonte à la fin du dernier siècle. Elle a été signalée par M. de Laveleye comme une cause du socialisme contemporain. En effet le résultat de cet état de choses, c'est, aujourd'hui, dans un grand nombre d'industries, dans de nombreux centres industriels, la lutte des classes, la lutte entre ouvriers et patrons : cette lutte des classes est même devenue un principe pour certaines écoles socialistes.

Le Moyen-Age aussi a connu la grande industrie, une grande industrie d'une espèce particulière, comme on verra ; il a connu aussi des luttes de classes, il a été témoin de conflits sanglants :

mais en général ce ne sont pas les patrons et les ouvriers de la grande industrie qui luttent entre eux. Ce sont, au Moyen-Age, et en Flandre en particulier, les marchands et les artisans qui sont dans des camps adverses; les artisans, patrons et salariés ont des intérêts solidaires, etc'est là, *au point de vue social*, la principale différence entre la grande industrie contemporaine et la grande industrie telle qu'elle s'est développée d'abord dans la Flandre, puis aux Pays-Bas, du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle (1).

## I

L'expression *grande industrie* employée pour la période du <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, du <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, du <sup>xiv</sup><sup>e</sup>, du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles étonnera peut-être, et à quelques-uns semblera un anachronisme. Pour ceux-là le mot de grande industrie éveille l'image des hautes cheminées qui fument, des ateliers immenses où les machines mues par la vapeur tournent et grincent, des immenses bâtisses telles que des casernes où à des heures fixées et au coup de cloche sonné un flot d'ouvriers et d'ouvrières s'engouffrent pour se soumettre au milieu du travail à la discipline réglementaire de l'établissement. Evidemment le Moyen-Age n'a rien connu de semblable; le machinisme lui fut inconnu, si nous appelons ainsi le perfectionnement des mécaniques qu'actionne la vapeur. D'autre part, il ignore les grands ateliers. Mais que signifie cette distinction? — Grande industrie du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et grande industrie du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle diffèrent par d'essentiels caractères, aux yeux de technicien, de l'ingénieur. Diffèrent-elles tant que cela pour les économistes, les sociologues, pour tous ceux qui étudient, en un mot, les groupes sociaux dans l'économie sociale et suivant le rôle qu'ils y jouent?

Il y a aujourd'hui, comme il y a toujours eu, la petite industrie; la vie ne se comprendrait pas sans elle. Point de bourg qui n'ait son char-

---

(1) Cette étude, qui n'est point faite au point de vue unique de l'histoire, mais pour fournir un type de lutte de classes à comparer avec les luttes que l'antiquité ou la période contemporaine a vu se manifester, est faite d'après un certain nombre de livres dont quelques-uns sont classiques : *Warnkönig-Gholdolf*, Histoire de la Flandre. *Vanderkindere*, le siècle des Artevelde. *Ashley*, James and Philippe Artevelde; voir aussi les articles de M. *Pireirene* sur les constitutions urbaines, dans la Revue Historique, le livre récent de M. *Van der Linden* sur les Gildes marchandes aux Pays-Bas, etc.

ron, son charpentier, ou son menuisier. Il en fut toujours ainsi. Mais il y a eu aussi au Moyen-Age des villes dont la population entière vivait par l'industrie, pour l'industrie : en Italie Florence, en Flandre Bruges, Gand, Ypres, Douai, Lille, dans le Brabant Bruxelles, etc. Ces villes comptent souvent 20,000, 30,000, parfois 100,000 habitants ; serrez de près le phénomène ; à l'exception des métiers de l'alimentation, bouchers, boulangers, etc., la population est composée de tisserands, de foulons, de tondeurs, ce sont des cités *drapières* : la grande industrie est celle de la draperie. Ces 20,000 ouvriers, par exemple, sont répartis en 4,000 ateliers, ils le seraient aujourd'hui peut être en 40 ou 50 et voilà la seule différence : il n'en est pas moins vrai que ces cités comme aujourd'hui nos villes de Lille, de Lyon, de St-Etienne, etc., sont des cités dont la richesse est dans l'industrie, et l'intérêt sociologique dans l'agglomération de milliers d'individus vivant d'un genre d'occupation unique, travaillant pour le commerce extérieur (1).

Aujourd'hui l'industrie textile est encore une des grandes industries, au Moyen-Age elle fut la seule : la métallurgie, l'extraction des mines, la fabrication des moyens de locomotion, des machines, ne comptaient pas ; le vêtement était le grand luxe d'une société aristocratique, le drap, la marchandise recherchée : les Flamands sont redevables aux Atrébates d'une technique habile, dès longtemps connue et qu'ils ont perfectionnée : toute l'Europe voulait leurs draps : il se créa des centres d'industrie dans toutes les villes, il s'en créa dans les campagnes, et l'originalité de cette contrée, au Moyen-Age, est de n'avoir point été exclusivement ou presque préoccupée de travaux agricoles et d'avoir multiplié les centres de travail industriel.

Il est à remarquer qu'au point de vue de l'économie sociale cette grande industrie se rapproche de celle que nous connaissons ; concentration de groupes industriels dans une région particulièrement favorisée — aujourd'hui la localisation se fait souvent sur la lisière des bassins houillers, sources de forces motrices — au Moyen-Age elle s'est faite dans les pays où la richesse du terroir permettait à une population dense de vivre, où l'habileté de la technique faisait affluer les demandes de marchandises que là seulement on savait établir avec soin.

D'autre part, la Flandre du Moyen-Age (2) allait chercher au loin

---

(1) Extra urbain.

(2) De même les nations modernes vont chercher la laine et le coton au-delà des Océans.

la matière première; la laine indigène étant devenue bientôt insuffisante, la Grande-Bretagne et l'Espagne en jetèrent des cargaisons de sacs sur les marchés de Gand, Bruges, etc. — Finalement alors comme aujourd'hui les relations commerciales des grands centres industriels les mettaient en contact avec le monde entier. — Pour le Moyen-Age le monde c'est l'Europe, et les pourtours de la Méditerranée.

Le fait intéressant c'est qu'autrefois comme aujourd'hui la grande industrie avait pour corollaire le grand commerce; le fait social à signaler c'est l'existence d'une classe de grands commerçants, c'est aussi, à la différence de l'organisation actuelle, l'absence d'une classe de grands industriels.

## II

Aujourd'hui, il est impossible à un homme ne disposant que d'un faible capital d'organiser un atelier de tissage; c'était chose possible au Moyen-Age; le métier des tisserands était d'une simplicité telle que depuis l'antiquité égyptienne qui le connut, les modifications de l'appareil n'avaient point été très grandes; en général le tisserand flamand possède quelques métiers, deux ou trois réunis dans une même salle et qu'il met en mouvement avec ses aides, compagnons et apprentis. Si dans les grandes cités flamandes les faubourgs entiers résonnent du bruit de nombreux métiers battants, il n'est presque pas non plus d'exploitation rurale qui n'ait son métier pour le tissage des laines que les femmes de l'endroit ont filées, que les agriculteurs tissèrent pour leur usage dans les journées de l'hiver, — que plus tard ils tisseront pour alimenter le grand commerce des villes voisines. On verra comment il se fait que jamais les tisserands flamands propriétaires de leurs instruments de travail n'ont eu plus de 2 ou 3 métiers; rien en somme ne les empêchait d'en avoir 10, 15, 20 et même plus et de multiplier, par la multiplication des objets fabriqués, les bénéfices, qu'ils tiraient de leur industrie: ils auraient pu créer dès cette époque de vastes ateliers semblables à nos manufactures modernes, à la différence près de l'emploi de la vapeur, — ils ne l'ont pas fait, ils n'ont pu le faire — et demeurant artisans, comme leurs salariés, d'une condition économique analogue à celles de leurs ouvriers, ils ont eu les mêmes intérêts de classe; ils ont combattu pour la même cause et la classe industrielle



n'a point été scindée, il importe de le redire, comme elle l'est aujourd'hui.

Il sera intéressant de voir comment la différenciation n'a pu se produire dans la classe des fabricants. Il faut dire ce qu'était la classe des commerçants.

### III

Il ne s'agit point ici du commerce local, des marchands au détail, analogue à nos boutiquiers modernes; il s'agit du grand commerce des négociants qui font l'exportation des draps, l'importation des laines. Ils sont arrivés à constituer une classe, assez fermée, une oligarchie qui exploite un privilège, qu'elle conserve très soigneusement : elle détient la richesse, elle désire la monopoliser à jamais.

Les marchands du Moyen-Age ont été d'abord à une rude école : celle de l'insécurité; dans les régions où la féodalité était déchainée, ou pour mieux dire, les seigneurs, les marchands avaient dû se grouper, former des associations de secours mutuels, pour voyager ils formaient des caravanes armées, comme celles qui aujourd'hui vont du Maghreb à Tombouctou. L'association leur a donné le sens de la solidarité, mais la confraternité des marchands s'est traduite sous la forme d'un égoïsme bien entendu : ils ont abouti à l'exclusivisme.

Les marchands ont été le premier groupe urbain organisé; et cela suffirait à expliquer partiellement leur longue domination dans les villes, malgré la médiocrité relative de leur nombre. Au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque reprend la vie économique en Europe, ils forment en Flandre des associations, des gildes; historiquement ces groupes nous sont connus sous les noms divers de *carités*, *frairies*, *fraternités*, ou *hanzes* qui désignent le même phénomène social. Réunis pour aller aux marchés importants et aux foires, leur préoccupation est de dominer dans leur ville le marché local : but facilement atteint.

Lorsque l'on essaie d'interpréter les plus anciens documents concernant les gildes, il semble bien qu'au début sont compris les artisans à côté des marchands; mais les profits du commerce dépassant de beaucoup ceux de l'industrie, étant donnée l'organisation industrielle de cette époque, les marchands sont bien vite devenus une aristocratie riche et plus portée à se fondre avec les Lignages, les propriétaires fonciers urbains, qu'à rester en relation avec les

artisans. Ils s'en sont séparés, ou pour mieux dire ils les ont exclus de leurs associations.

#### IV

Ces gildes marchandes locales ont été rapidement conscientes de la solidarité d'intérêt qui existait entre les marchands des diverses villes de Flandre; elles ont dès le milieu du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle organisé la Hanse de Londres, véritable association générale.

La Hanse de Londres représente l'ensemble des marchands flamands qui commercent avec l'Angleterre pour achat de laines et vente de draps, draps qu'on vendait aussi aux foires de Brie et de Champagne, le marché le plus important de l'époque.

L'organisation de la Ligue et sa composition nous sont connus. La hanse comprenait les grandes villes flamandes, celles de la Flandre occidentale en particulier; l'association avait pour centre Bruges où se trouvait la caisse, confiée à l'échevinage, la direction de la compagnie appartenait de droit à un Brugeois, on l'appelait *Comte*; il était assisté d'un *lieutenant* (Schildrag) qui était un bourgeois d'Ypres. Un conseil les aidait à administrer, formé d'une représentation de marchands des villes associés, venus suivant la puissance de leur cité en nombre plus ou moins grand.

Là, les marchands des villes flamandes pouvaient, en même temps, régler les questions de politique commerciale et de politique intérieure; la hanse était une remarquable organisation, un syndicat puissant, comme on dirait aujourd'hui, des intérêts commerciaux. Elle décida de ne permettre le commerce avec l'Angleterre qu'à ses adhérents. En écartant les artisans on s'assurait de gros bénéfices puisqu'on leur vendrait sûrement à un prix arbitraire les laines d'Angleterre dont il ne pouvait se passer.

On comprend aisément les avantages conférés par l'usurpation de ce monopole; les bénéficiaires ont tout fait pour ne point le partager. Ils prétendent ne recevoir dans leur association que des négociants; pour éviter l'artisan on décrète qu'ils ne sera admis qu'après avoir cessé tout métier manuel depuis un an. On ne veut pas de gens *ki ont les ongles bleus* (1).

---

(1) Il est curieux de remarquer qu'aujourd'hui, au rebours, certains

Bien plus l'artisan doit prouver, lorsqu'il se présente devant la Hanse de Londres, qu'il fait partie de la charité de sa ville; on exige de lui qu'il paie trente sous et trois deniers pour entrer dans la gilde locale, et un marc d'or pour consacrer son adhésion à la grande association. — Par contre le fils d'un hanséate ne paie que cinq sous et trois deniers de droit d'entrée.

L'exclusion est d'ailleurs rigoureusement maintenue contre les tisserands, tondeurs, etc.

## V

L'existence de la Hanse de Londres et la forme de ses statuts manifeste l'opposition du monde marchand et du monde artisan en Flandre. Ce n'est point une exception à cette époque en pays de grande industrie; la région voisine du Brabant, où domine le travail du drap dans les villes, a vu, selon l'expression de Vanderkindere, la première coalition du Capital contre le Travail; dès 1249 plusieurs villes (1) se promettent d'exclure de leur sein tous les artisans fauteurs de désordre, les premiers troubles de la lutte venant d'éclater.

L'organisation de l'association interurbaine des marchands flamands a eu sa répercussion au point de vue politique dans les différentes grandes villes drapières. Dans ces villes, il est de nombreux exemples que pour faire partie de l'échevinage il faut appartenir à la hanse de Londres. Et voilà comment les marchands s'assurent que partout l'administration et la législation des villes ainsi que l'organisation judiciaire leur sont favorables: par contre, les intérêts des artisans seront méconnus (2).

Le fait important à signaler enfin c'est que partout dans les villes, jusqu'aux révoltes du xiv<sup>e</sup> siècle, l'échevinage est entre les mains d'une oligarchie formée de rentiers (*ledichganger*, *mussiganger*, *huiseux*), de propriétaires fonciers, de marchands (*coomans*). Ces échevinages ont la direction économique comme politique de la cité — et au fait, est-il légitime de distinguer? — C'est la com-

groupes ouvriers organisés pour la lutte contre la société capitaliste refusent d'accepter à côté d'eux les prolétaires qui n'ont pas les *mains calleuses*.

(1) Bruxelles, Louvain, Malines, etc., Gand aussi adhère.

(2) Vander Linden, p. 32.

*mune aristocratique*. Et si le peuple a voulu prendre part à l'administration politique, s'il est arrivé à l'idée abstraite d'une participation au pouvoir politique — phénomène curieux en raison de l'ignorance des masses, et de la résignation naturelle des malheureux, — c'est que cette plèbe urbaine de Flandre s'est sentie atteinte violemment dans ses intérêts matériels les plus intimes (1) par la politique des marchands qui l'exploite et la gouverne.

Mais les riches habitants de la cité ont conservé avec un soin jaloux le privilège politique de l'administration de la ville, ils tenaient à garder pour eux seuls le droit de gouverner, de juger, de légiférer, de fixer l'impôt. En dehors du sentiment de la supériorité de leur caste, il y allait, pour les marchands, du sort de leur commerce, du moins, le croyaient-ils sans doute.

La législation économique qui les favorisait était à maintenir, c'était pour eux une idée primordiale; il fallait conserver le droit de faire les règlements de l'industrie, le droit de surveiller les ateliers, les artisans, la fabrication, le droit de maintenir les travailleurs dans le respect des types manufacturés immuables dont l'acheteur faisait l'emplette sans rompre balle. Et jusqu'à l'époque de la révolution française chez nous le souci de réglementation a dominé les chefs de l'Etat après avoir dirigé la politique manufacturière des républiques industrielles.

Aussi les gildes marchandes qui avaient usurpé le droit de surveiller l'industrie, avaient-elles fait consacrer ce droit par les échevinages aristocratiques et la grande industrie tout entière était dominée par eux. Pendant longtemps les artisans ne songèrent pas à se soustraire à cette surveillance, non plus qu'à la tyrannie commerciale des monopoleurs, non plus qu'à l'arbitraire fiscal des échevins; puis ils s'enhardirent et firent des réclamations; mais ils attaquaient de puissants privilèges, la lutte devait être longue.

## VI

Ainsi la classe des marchands, organisée la première, dominait la cité, ayant confondu ses intérêts avec ceux des propriétaires fon-

---

(1) On remarquera aussi qu'en France à l'époque de 1848 les ouvriers ont acclamé le suffrage universel, à l'instigation des socialistes — comme un moyen d'amélioration pour leur situation économique non comme une manière d'entrer en possession d'un droit politique abstrait.

ciers urbains; ils sont avec eux, les grands, les riches (*majores, divites*, d'après les textes de l'époque).

La classe des artisans a une origine servile. En général, dans les villes, aux premiers siècles du Moyen-Âge, les artisans, véritables esclaves, travaillaient pour l'évêque et étaient divisés en groupes distincts suivant la nature de leur travail industriel : de là, les métiers urbains. Mais, au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, les travailleurs des villes sont devenus des hommes de condition libre. Ils ont d'abord été accueillis par les marchands dans leurs gildes, puis progressivement ils en ont été chassés.

La classe artisanale, en Flandre, a pris un rapide accroissement numérique : ce n'est guère que dans les villes du Brabant, du Hainaut (1) qu'elle est devenue aussi nombreuse. Au fur et à mesure que les draps flamands, très renommés, étaient réclamés par tous les pays de l'Europe médiévale, la classe des artisans drapiers de Flandre devenait plus dense : des ruraux fuyaient les champs pour trouver à la ville une existence rude, il est vrai, mais moins rude encore que celle qu'ils menaient aux champs. Les comtes étaient bons gardiens de la paix et, le commerce aidant, la classe industrielle, celle des textiles, des tisserands, foulons, teinturiers, tondeurs se développait.

Les artisans habitués à vivre suivant le régime traditionnel du groupement, de la corporation, du métier (*Zunft*), ont, d'autre part, reçu leur organisation de la communauté marchande. Les échevins, en général, les ont relégués hors de la ville fortifiée, dans les faubourgs : et derrière les murs et les portes fermées, ils étaient moins à craindre; ils étaient exposés à mille dangers, aux attaques de l'ennemi; mais on n'y songea pas. Ils étaient hommes libres, mais ils n'étaient pas des citoyens; ils avaient des devoirs à remplir, des corvées à faire; ils n'avaient pas de droits politiques.

Les privilégiés, représentés par le comte et les échevins, en les organisant, prirent mille précautions pour atténuer leur force; à chaque métier était attribuée une fonction spéciale; l'esprit de corps naissant devait entraîner des jalousies, des rivalités : celles des tisserands et des foulons furent, plus tard, habilement exploitées; les gens de la draperie, surtout, furent distribués en métiers distincts; unis et disciplinés dans une grande corporation, sous un doyen élu, ils au-

---

(1) En Italie, à Florence.

raient été trop puissants, trop redoutables, si, au lendemain des guerres durant lesquelles on les armait, ils étaient venus, la pique à la main, réclamer une part quelconque au gouvernement de la cité. Aussi, les expéditions terminées, les désarmait-on prudemment.

Les règlements, œuvre des privilégiés, fixent comment ils doivent faire leur éducation d'ouvriers, les étapes de leur carrière industrielle, les procédés de fabrication; des sanctions graves assurent le respect des règlements.

A la vérité, la classe des artisans se divisait en deux groupes : les patrons et les employés. Les ouvriers; les patrons possédaient l'instrument du travail, les métiers, par exemple; ils donnaient aux artisans, pour leur travail, non un salaire fixe, pour leurs labeurs quotidiens, mais une part correspondant à l'ensemble du bénéfice réalisé sur chaque pièce de drap; de plus, le patron et l'ouvrier travaillaient côte à côte, leur condition était à peu près la même; le cas était prévu, et il n'était pas rare, où le patron redevenait ouvrier, travaillant pour le compte d'autrui.

On a calculé que les patrons gagnaient à peu près le double des ouvriers, mais ils avaient la responsabilité et les frais de la machine à tisser, ils avaient la nourriture de l'apprenti à payer et une série de risques et de dépenses qui rendaient leur situation pécuniaire de très peu supérieure à celle des ouvriers. Assurément ils auraient pu, s'ils avaient eu sept ou huit métiers et plus encore, s'enrichir et former une caste dans la classe ouvrière, caste enrichie, en prélevant sur le travail de chaque ouvrier un profit d'autant plus grand que les travailleurs auraient été plus nombreux. Mais les règlements s'y opposaient : ils avaient interdit à un maître d'avoir dans son atelier plus de deux métiers, de réunir deux ateliers, etc.

Tout est organisé pour empêcher une classe industrielle patronale riche de se constituer; concurrence puissante que voulaient éviter les marchands; aussi les rivalités d'intérêt entre patrons et compagnons sont-elles rares, et la classe industrielle est tout entière confondue dans les mêmes conditions économiques; les chefs d'ateliers ont des associés, des collaborateurs; leurs ouvriers ne sont pas des salariés, ils participent en quelque sorte aux bénéfices de l'exploitation.

Si maintenant l'on remarque le régime familial des ateliers, les fêtes communes à chaque corporation, les liens de fraternité qui unissent les membres de ces corporations, la pureté morale que les

« frères » exigeaient de leurs frères, on est porté à considérer ce régime comme bon et supérieur à celui de notre époque. Il est vrai que l'antagonisme du capital et du travail, la lutte des travailleurs contre les capitalistes n'apparaît pas, sauf de rares exceptions, dans la classe industrielle; mais en fait, ce régime d'égalité, de protection, de solidarité, est aussi un régime de coercition; la liberté des artisans a été supprimée: ni droits politiques, ni moyens économiques de s'enrichir; on a voulu éviter les contrastes de situation entre maîtres et compagnons. Mais l'esprit qui a présidé à cette organisation du travail n'est pas l'esprit de justice; on a rendu les artisans égaux ou à peu près égaux sous le joug, désarmés devant l'exploitation des marchands. A ces patrons d'ateliers, les grands négociants vendent aux prix qu'ils ont fixés les laines d'Angleterre; ils leurs achètent aux prix qu'ils ont fixés eux aussi les draps qu'on vient de fabriquer dans leur ville; ils ont fixé les procédés de fabrication; ils ne redoutent aucune concurrence; ils écartent les étrangers du marché local, seuls ils vendent et achètent *en gros*; l'artisan pourra seulement vendre à des jours déterminés une ou deux pièces de drap et réaliser un mince profit. Il ne peut s'approvisionner de matière première que par des marchands, il ne peut revendre ses draps que par leur entremise; il est pris dans l'étau. Les négociants feront les gros bénéfices sur les laines achetées aux Anglais, sur les draps vendus aux différents marchands d'Europe qu'ils trouveront aux grandes foires annuelles.

Telle est l'organisation du travail dans la grande industrie textile, la seule qui intéresse les marchands. Ceux-ci avaient voulu discipliner une classe de travailleurs qui, soumise à leurs règlements, fabriquait les riches marchandises qu'ils vendaient à fort profit.

On ne put toujours maintenir sous sa dépendance les compagnons; les échevins qui les laissaient exploiter par les guildes commerçantes les frappèrent de lourds impôts; mais on réclamait le secours de leurs bras pour défendre la ville; petit à petit les métiers prirent conscience de leur force; ils avaient l'esprit de corps, ils avaient une bannière, un saint, des chefs, leurs doyens; pendant les guerres, ils sentirent quelle puissance matérielle ils détenaient; les bourgeois étaient moins nombreux, et si ces riches chevaliers se confondaient extérieurement avec les seigneurs par leurs apparences, leur armement, au jour des expéditions armées on pouvait les compter, et la comparaison des nombres a une éloquence particulière.

Pour amener les classes à un heurt violent il fallait peu de choses,

et il y avait tant de griefs ! Pour les femmes et les filles des artisans et des petits bourgeois, point de respect chez les grands, mais une violence effrénée et des désirs débridés à la suite desquels s'accumulaient les haines ; la législation échevinale finit par fixer, à un taux dérisoire, l'amende pour rapt d'une fille d'artisan, quand le viol d'une *demoiselle* était si rudement puni !

A cette heure même, les Franciscains pénétraient dans les foules, encore animés de l'esprit des fondateurs, ils prêchaient l'égalité naturelle et les humbles de la plèbe avaient parfois leurs fils, escoliers misérables des collèges universitaires, qui apprenaient de la philosophie scholastique qu'il faut soumettre à l'examen l'origine de la propriété et du gouvernement !

Ainsi donc, après avoir vu comment s'est instituée la classe des marchands, consciente de la solidarité qui lie tous ses membres dans les différentes cités manufacturières flamandes, après avoir montré comment cette classe a accaparé le commerce extérieur, le grand commerce, source de riches bénéfices, mis la main sur le gouvernement des cités, qu'elle domine dans l'intérêt de son commerce et de sa caste, il faut voir comment, vis-à-vis des riches (*divites*), des grands (*majores*), des marchands, des lignages, s'est dressée la classe des artisans.

Cette classe, ainsi que l'on vient de le voir, comprend deux groupes de métiers : les *gens de la draperie* et les *artisans des petites industries*. Ce sont les premiers qui sont entrés en lutte ; ce sont eux, en effet, qui sont atteints dans leurs intérêts exclusivement, qui sont soumis à une réglementation du travail qu'ils n'ont point consentie, à une double exploitation commerciale, à l'achat des laines, à la vente de leurs draps. Partout ils seront les meneurs ; ils seront partout suivis car les grands, les gens de l'échevinage ont accablé les autres artisans par les abus de leur administration, les iniquités de leurs lois, le poids de leurs impôts.

Le combat qu'ils ont livré n'est point interurbain : en fait, comment pouvait-on prendre corps à corps la hanse de Londres — le syndicat des capitalistes ? — Ce sont les membres de la hanse, ou leurs alliés, établis à la tête des administrations municipales qui ont subi le choc révolutionnaire. Dans les différentes villes, les échevins, qui symbolisent la classe marchande, sont attaqués, le conseil qui représente la cité aristocratique est assailli ; c'est dans le conseil que les métiers veulent placer leurs représentants pour prendre enfin



une part dans la législation urbaine et déterminer de cette façon une amélioration de leur condition économique.

## VII

A la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle s'ouvre l'ère des révolutions. Dans une série de mouvements insurrectionnels, les artisans vont essayer de forcer les portes des Hôtels de ville, d'où ils chasseront parfois les lignages, où finalement ils installeront leurs représentants : il a fallu plus d'un siècle pour qu'ils obtiennent que leur classe et leurs métiers aient des représentants au sein de l'organisation municipale, c'est-à-dire pour qu'ils parviennent à faire entendre leur voix dans la question qui surtout les préoccupait, de l'administration économique de la cité.

Vers 1280, la révolution commence : la classe ouvrière s'insurge en plusieurs cités, à Ypres, à Bruges, à Gand, à Douai, les métropoles de la Flandre industrielle. Ce premier mouvement, le moins connu, est peut-être le plus général et le plus intéressant.

Les provocations viennent de l'échevinage qui abuse de son pouvoir législatif pour faire, à Ypres, par exemple, « *plusieurs bans et keuren et établissements qui étaient griefs et dommageux outre raison à ceaux des métiers et au commun pourfit de la ville* ». Ce sont les drapiers, tisserands, foulons et tondeurs qui sont lésés et qui mènent l'affaire : ils commencent par demander humblement aux échevins que les keures soient modifiées ; mais ils se heurtent à des refus obstinés. — Alors commence la grève, on abandonne les métiers, les artisans courent les rues en criant *cokerulle* (1), ce devait être le cri de ralliement. — Les campagnes bientôt suivirent la ville ; et en effet, la population rurale occupée, elle aussi, de travail industriel, n'était qu'une prolongation de la classe ouvrière urbaine, les griefs des gens de la campagne étaient ceux des gens de métier de la ville : ils se réunirent à Poperinghe, formèrent une colonne qui s'avança pour aider les frères artisans à Ypres ; avec eux se réunissait partout la glèbe : on entra dans la cité. Ce fut alors une suite de pillages de maisons patriciennes, de meurtres : les échevins prirent la fuite et le comte vint régler l'affaire sur place.

---

(1) Ce mot contient une idée de réjouissance.

Peu importe ici de marquer comment il tira de l'émeute son profit personnel par des amendes qu'il préleva et un accroissement de pouvoir qu'il s'octroya : il décida et cela surtout importe, que désormais les drapiers pourraient se fournir de laines où et quand ils voudraient, aux marchands étrangers s'ils le voulaient ; c'était supprimer le monopole que les marchands avaient accaparé de la vente des laines, mesure qui ne fut que transitoire, mais qui explique les motifs du conflit.

A Bruges, la même année la plèbe urbaine par trois fois prenait les armes ; à Douai, les tisserands à leur tour se soulevèrent, tuèrent des échevins ; mais les émeutiers devaient expier durement cette émeute : on en décapita trois, plusieurs furent pendus aux gouttières de leurs demeures, vingt-et-un furent bannis.

A Arras, le parti populaire se soulève, pousse des cris de mort contre les échevins et le patriciat. Hors de Flandre, à Rouen et à Sens, l'insurrection ensanglanta la ville. Mais seul le résultat importe : partout la tentative a échoué, le patriciat quelque temps effrayé reprit le dessus ; les gens de métiers étaient vaincus ; l'insurrection était à recommencer ; les soldats du comte de Flandre finalement avaient aidé les patriciens à triompher.

La guerre sociale recommence en 1303. Ce sont toujours les mêmes caractères. A Ypres, c'est un massacre d'échevins, de conseillers, de riches bourgeois suivi d'imposition de taxes sur la classe opulente. Le comte, surpris par l'explosion des colères populaires, concède aux gens de métier le droit de nommer à l'échevinage (ordonnance du 10 décembre).

Mais la réaction ne se fit pas attendre ; le comte trouva dans l'oligarchie marchande qui dominait à Gand, Bruges, Lille et Douai, des alliés dans sa lutte contre la plèbe yproise. Il supprima les droits récemment concédés aux métiers, ainsi que les taxes qui pesaient sur les riches, puis il fit exécuter quelques émeutiers.

A Bruges, à la même époque les fameuses « Matines » voyaient à la fois l'égorgement des Français et l'exécution d'un grand nombre de leurs alliés, gens de lignages : Villani a nettement montré que cette sombre journée avait été signalée par la lutte violente du *minuto popolo* contre les *gran borghesi* dont les biens furent soumis à une confiscation.

Ces violences rendirent le comte plus disposé à céder aux revendications des gens de métier qui, depuis 1280, ne cessaient de réclamer une participation légitime à la confection et à la révision des

keures : on décida que les artisans auraient dans l'échevinage neuf représentants sur treize. C'était une victoire éclatante, mais elle n'était que momentanée.

Vingt-cinq ans après la Flandre occidentale, Ypres, Bruges, entraient de nouveau dans la voie démocratique, mais après la défaite de Cassel et l'échec de Zannequin, le mouvement est arrêté. A Bruges, la corporation artisanale perd ses chefs (doyens); à Ypres, 500 foulons et 500 tisserands sont bannis. En 1329, on supprimait dans la constitution brugeoise, la participation des gens de métier à l'administration urbaine. C'était le retour à l'état des choses qui datait du *xu<sup>e</sup>* siècle.

L'énergie révolutionnaire des métiers d'Ypres et de Bruges au début du *xiv<sup>e</sup>* siècle avait été mal secondée par les artisans gantois. A Gand, le patriciat restait tout puissant; il savait préserver la ville des atteintes de l'esprit révolutionnaire, non sans peine : en 1301 et en 1313, il dut réprimer deux insurrections.

Néanmoins, les artisans gantois, s'ils n'avaient pu, dans leur cité, mettre la main sur le pouvoir, avaient, en dehors des émeutes locales, donné des preuves de leurs sentiments en quittant la ville pour s'aligner à côté de leurs frères sur les champs de bataille de Groningue et de Cassel, pour se ranger autour de Zannequin.

L'échevinage se vangea de cette adhésion à une politique qui n'était pas la sienne; il montra, d'ailleurs, dans sa conduite vis-à-vis des artisans une grande habileté. Il sut diviser la classe des travailleurs, et c'est surtout le métier des tisserands, qui s'était montré le plus turbulent, qui fut frappé.

Cette corporation fut soumise à une diminution de sa force, elle perdit son doyen; chaque métier à tisser fut frappé d'une imposition, les apprentis durent payer un droit d'entrée de vingt sous parisis.

En même temps le patriciat mettait à profit la mésintelligence des tisserands et des foulons que la question de la répartition du bénéfice dans la préparation des draps divisait. Il accordait au doyen des foulons une pension annuelle et enfin, pour enlever tout point d'appui aux tisserands, il groupait les petits métiers et leur donnait un doyen qui devenait ainsi fonctionnaire municipal. Puis la bourgeoisie, en 1326, eut à son tour un doyen et la *cité légale* fut représentée par ces *trois membres*; le prolétariat urbain était divisé et sous couleur de concessions à quelques métiers le patriciat conservait la toute puissance.

C'est ainsi que vers la quarantième année du siècle les trois villes industrielles étaient maintenues dans le régime oligarchique malgré de nombreuses secousses révolutionnaires.

Alors apparut Jacques van Artevelde. Avec lui la lutte des classes se précise et les artisans des différentes villes se concertent; il est à remarquer qu'en Flandre comme partout ailleurs, la cause populaire a profité des adhésions d'hommes des classes privilégiées, c'est ici le cas d'Artevelde. Il n'est point nécessaire d'exposer sa politique extérieure. Mais à l'intérieur de la cité les modifications apportées par lui, bien que mal connues, paraissent avoir consisté dans la substitution des tisserands aux bourgeois dans les trois membres (foulons, petits métiers, bourgeois) et dans la *réunion* des artisans jusque-là séparés par la politique patricienne. La ville est désormais gouvernée par les métiers.

Ces modifications gouvernementales ont un caractère particulier : il semble qu'on les qualifierait mal en les appelant démocratiques; le gouvernement démocratique repose sur la volonté des citoyens en dehors de leur rôle social, de leur fonction économique; aujourd'hui dans les pays démocratiques, les ouvriers, les paysans ne sont point représentés en tant qu'ouvriers et que paysans dans les assemblées élues; à Gand, les foulons, les tisserands, les artisans tels que bouchers, boulangers, cordonniers, sont représentés en tant que tisserands, foulons, etc. Si nous voulions nous rendre compte de ce que serait le régime de Gand dans notre société actuelle, il faudrait imaginer des conseils municipaux dont les membres seraient des délégués de syndicats professionnels. En fait, on ne saurait s'étonner de la solution populaire du Moyen-Age en matière gouvernementale, nos idées démocratiques actuelles sont des idées abstraites; celles des Gantois, des Brugeois, Yprois, etc., sont au contraire très concrètes. Les corporations artisanes avaient été soumises aux corporations marchandes, elles ont voulu participer avec elles à l'administration des villes, fixer avec elles la réglementation du travail, les impôts, puis dans l'âpreté de la lutte elles ont voulu prendre tout le pouvoir et par instant y sont parvenues; alors les marchands n'ont plus rien été, les artisans ont accaparé toute la puissance publique. En somme ce sont des luttes entre groupes corporatifs qui veulent atteindre le pouvoir. Ce ne sont pas des partis avec des principes, qui se heurtent. Ce sont des corporations qui représentent les intérêts opposés. Et voilà pourquoi ces luttes sont si violentes, c'est qu'en somme elles reposent en dernière analyse

sur la question économique. Les artisans ne veulent plus être soumis à l'exploitation des négociants, à leur juridiction, à leurs impositions, et plutôt que d'abandonner de gros bénéfices, les marchands de leur côté s'exposent aux spoliations, au massacre : c'est la lutte sociale.

Les métiers d'Ypres et de Bruges, comme ceux de Gand, mirent la main sur la puissance publique à l'époque d'Artevelde. Comment? on ne saurait le dire, mais la révolution n'en fut pas moins accomplie comme l'attestèrent, en 1359, les tisserands d'Ypres, qui voulaient rétablir les mêmes ordonnances que du temps du tribun gantois.

Une nouvelle réaction fit échouer la tentative des corporations artisanes : ce fut la même répression qu'aux époques antérieures.

Toujours vaincus, jamais découragés, les métiers se mirent en insurrection en 1359, à l'époque du mouvement parisien et d'Étienne Marcel. Ypres, Gand, Bruges secouèrent encore une fois le joug de l'oligarchie marchande. Gand fut la seule ville qui échappa à une restauration du régime aristocratique; les tisserands surent préserver leurs privilèges acquis; ils tenaient, d'ailleurs, dans une situation inférieure les foulons; il y eut bien encore une révolte en 1379 et en 1380 à Ypres et à Bruges, mais à Gand le régime subsiste à peu près le même : tisserands, petits métiers et bourgeois se partagent l'administration municipale.

Au <sup>xv</sup><sup>e</sup> seulement, l'organisation de Bruges et d'Ypres se fixe : à Bruges, les corporations obtiennent de Marie de Bourgogne neuf échevins sur treize; les bourgeois marchands n'en pouvaient avoir que quatre désormais.

## VIII

Telle fut la lutte des classes en Flandre au Moyen-Âge. Historiquement, il faudrait encadrer cette évolution intérieure des villes dans la politique générale du siècle, relations avec la France et avec l'Angleterre. En fait, il est légitime d'isoler la lutte sociale de ces événements, car elle n'en est pas le résultat; elle a été contrariée seulement par l'intervention étrangère, arrêtée parfois, activée par moments par les guerres et par les rois voisins; elle a commencé avant la guerre de Cent ans, elle s'est terminée après.

Ces mouvements populaires ont eu pour conséquence une partici-

pation des métiers au gouvernement des villes flamandes. Mais quand la cause populaire est gagnée, la prospérité de la Flandre n'est plus. Il ne faudrait point attribuer à la lutte sociale et à la victoire des métiers la ruine du pays. Il faut dire que la fréquence des troubles a écarté la clientèle des marchés flamands et déterminé le roi d'Angleterre à transporter ailleurs l'étape des laines. Mais il faut dire aussi que la rivalité des villes et des campagnes a été une raison plus forte de la décadence de l'industrie lainière flamande ; les tisserands ruraux ruinés par les expéditions militaires des citadins ont cherché à l'étranger un établissement et la sécurité ; la Flandre a été durant cette époque un centre d'émigration, et avec les Flamands leurs procédés industriels se sont répandus partout ; sans parler du Brabant, depuis longtemps prospère, la Hollande et l'Angleterre ont tiré profit de ces émigrations ; de cette époque date leur prospérité.

Le marché flamand a diminué d'importance parce qu'un grand nombre de pays ont échappé progressivement à sa domination.

Quant à la lutte des classes, elle n'est pas particulière à la Flandre ; au Moyen-Age, le Brabant, Florence ont vu leurs citoyens en conflit ; l'Angleterre rurale, quelques villes de France ont été troublées par des agitations populaires. Du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, un effort vers l'émancipation est général, mais les forces coercitives sont trop grandes, les conquêtes du parti populaire sont partielles, et la victoire des métiers, lorsqu'elle est acquise, est la victoire d'un groupe qui devient privilégié. Des intérêts ont mené la lutte : quand ils sont satisfaits, et que les sentiments d'indignation sont assoupis, après le combat, en l'absence de principes, pour l'avenir, il ne reste rien.

ALBERT MILHAUD,

Agrégé d'histoire.

---

## NOTES

**Un essai de simplification de l'orthographe française.**

Un des résultats les plus remarquables obtenus par l'esprit critique moderne est peut être d'avoir fortifié notre respect de la tradition. La science contemporaine nous en a fait apprécier la portée sociale. Mais c'est un respect devenu conscient et intelligent, ne s'attachant pas à toutes les traditions, car il en est de nuisibles. On peut même dire que toutes les traditions deviennent nuisibles le jour où elles cessent d'évoluer. Assurément, rien n'est plus respectable qu'une ancienne habitude appuyée sur l'expérience des siècles. Cependant nous poussons quelquefois à l'extrême la vénération de l'habitude. Un tel excès existe, chacun de nous en est convaincu. Il n'est pas, en effet, de conservateur si endurci qu'il ne puisse trouver quelqu'un encore moins libéral que lui. Autrement dit et en retournant un aphorisme célèbre « on est toujours le réactionnaire de quelqu'un. »

Il en est du « conservatisme » orthographique comme du conservatisme politique ou philosophique. L'origine en est purement organique. Telle ou telle innovation proposée excite en nous l'instinct conservateur et amène une résistance sourde et obstinée. Au reste, nous trouvons ensuite nombre d'arguments critiques pour motiver notre opinion. Mais ce ne sont pas eux qui ont déterminé notre conviction, c'est notre tempérament.

Il faut un sérieux effort de volonté pour arriver à une conviction raisonnée. C'est un tel effort que nous nous proposons de demander à ceux de nos lecteurs dont l'opinion est plus conservatrice que la nôtre en matière de simplifications orthographiques.

Depuis deux ou trois siècles, l'évolution de l'orthographe a été à peu près complètement arrêtée. Bien peu de personnes aperçoivent l'utilité de reprendre le mouvement en avant. On oppose exactement les arguments auxquels les Anglais ont recours quand on leur présente le

système métrique comme une simplification avantageuse des poids et mesures. Il va de soi qu'il n'est pas question ici d'adopter l'orthographe fonétique d'un seul bloc. Notre but est beaucoup plus modeste ; il s'agit simplement de rendre à notre orthographe un peu de sa souplesse d'autrefois. C'est une ancienne tradition que nous voulons reprendre, car les deux simplifications projetées étaient en voie de réalisation jadis. Puis survinrent les grammairiens qui prétendirent fixer la langue à jamais dans des formes immuables et nous inculquèrent une nouvelle superstition, celle de l'orthographe.

Superstition en effet, car le langage écrit ou parlé est simplement le véhicule de la pensée et rien autre chose. Il doit donc évoluer avec notre pensée, sous peine de n'être qu'un interprète de plus en plus inexact et conventionnel.

Le ph n'est qu'une fantaisie graphique des copistes du Moyen-Age, sans aucune valeur étymologique. Il n'y a aucune raison pour ne pas traduire le  $\varphi$  grec par un f. Au xvii<sup>e</sup> siècle, le remplacement du ph par l'f, s'était déjà produit pour des mots comme phantome, phantasie, phrénésie, phaisan, phlegme. Quant au remplacement de l'x par l's à la fin des mots en eux, oux, aux, il s'agit simplement d'abandonner complètement une pratique du Moyen-Age, adoptée (suivant Dumaraïs) peut-être parce que l'x se prêtait mieux que l's aux parafes usités à la fin des mots dans les manuscrits. Quoiqu'il en soit, on trouve au xvi<sup>e</sup> siècle, les formes loix, cloux, trous, abandonnées depuis. L'anomalie de l'x muet apparaît encore plus clairement dans les adjectifs comme gracieux, délicieux. On devrait écrire : gracieus, délicieus, puisque la formation du féminin et des dérivés donne gracieuse, délicieuse, gracieuseté, délicieusement etc.

Les deux simplifications proposées sont les suivantes : 1<sup>o</sup> remplacement de l'x par l's au pluriel des mots en eu, au, ou, et au singulier et au pluriel des adjectifs en eux (Ex. : de beaus cheveux).

2<sup>o</sup> Remplacement du ph par l'f. Il s'agit en somme de reprendre le mouvement interrompu depuis deux siècles et il n'est pas plus hardi aujourd'hui de vouloir écrire fysique, filosofie (comme en espagnol et en italien) qu'il ne l'a été pour nos ancêtres de remplacer phantome et phantasie par fantôme et fantaisie.

A une époque récente, les Allemands et les Anglo-Saxons n'ont pas été effrayés par des simplifications analogues. Ainsi les premiers écrivent Rat, Türe, Tun, Teil etc., au lieu de Rath, Thüre, Thun, Theil, etc. Les Américains et à leur suite les Anglais écrivent : labor,



vapor, demeanor, parlor, thro', tho', etc., au lieu de labour, vapour, demeanor, parlour, through, though, etc.

Pour ce qui est de l'utilité économique de la simplification de l'orthographe, nous renvoyons le lecteur à l'intéressant chapitre intitulé « Misonéisme » du livre de M. Novicow, *« les Gaspillages des sociétés modernes »*. Mais à d'autres points de vue, l'importance n'en est pas moins grande et ce n'est pas une puérilité de vouloir supprimer quelques anomalies grammaticales afin de rendre un peu moins difficile l'instruction des enfants de nos écoles, celle des sauvages d'outre-mer auxquels nous tâchons aussi d'enseigner notre langue et enfin celle des étrangers civilisés qui veulent l'apprendre (1).

Ces raisons seraient suffisantes à elles seules, mais il y en a une autre infiniment plus importante. Quiconque a quelques notions sur la psychologie de l'attention comprend qu'une langue gagne à se débarrasser des parties vieilles, surcharge superflue et nuisible absorbant en pure perte une fraction de la force d'attention du lecteur. Chacun de nous, à un moment donné, a un quantum déterminé de force nerveuse disponible, le travail des yeux en absorbe une partie plus ou moins grande qui diminue d'autant le restant réservé pour le travail intellectuel. Cette absorption n'est guère mesurable, mais elle est très grande dans certains cas; ainsi on conçoit combien a pu nuire à la pensée chinoise la complication d'un alphabet de 1500 signes. C'est là un cas extrême, sans doute, et la langue française n'en est pas là, mais la difficulté qu'il y aurait à vouloir estimer cette économie de force intellectuelle, n'est pas un argument contre l'utilité de cette économie répétée un nombre infini de fois.

Il est d'ailleurs bien évident que l'évolution doit (sous peine d'insuccès) reprendre lentement et sans secousse sa marche en avant.

---

(1) Pour l'éducation des enfants notamment, la disparition des anomalies est fort désirable. Pour former les jeunes intelligences, l'instituteur cherche à leur faire saisir le pourquoi des choses (c'est-à-dire à développer chez eux le sentiment de la causalité). Mais quelle explication *logique* peut-il leur donner dans bien des cas? Pourquoi faut-il lire le ph comme s'il y avait un f?; pourquoi faut-il prononcer l'x dans larynx et ne pas le prononcer dans chevaux (à moins qu'il n'y ait une liaison et alors il se prononce non comme un x, mais comme un s)? Pourquoi le pluriel est-il quelquefois marqué non par un s, mais par un x (clous, hiboux)? L'intelligence enfantine déroutée, hésite et ne comprend plus. L'instituteur ne peut plus que s'adresser à la mémoire mécanique et il fait apprendre les exceptions par cœur.

Nous demandons à nos lecteurs de nous aider dans cet essai. Aussi bien ce sont des gens de bonne foi avec eux-mêmes, qui s'en vont répétant que les règles de « l'orthographe » sont immuables et que les beautés de la poésie française se trouveraient fort diminuées, s'il s'y trouvait quelques *x* de moins et si l'*f* y remplaçait le *ph*. Nous leur souhaitons de reconnaître que la beauté artistique est ailleurs et que les qualités de simplicité et de clarté de notre langue gagneront à ce retour vers la tradition française d'autrefois.

HENRI DECUGIS.

..

Le projet de simplification de l'orthographe française, que notre collaborateur M. Henri Decugis formule, à la suite d'éminentes autorités, telles que M. Gréard, est à coup sûr des plus modérés et des plus réalisables. Aussi n'hésitons-nous pas à nous prêter à une expérience relative à sa mise en application. D'accord en cela avec la *Revue Scientifique* dirigée par M. Charles Richet, nous admettrons dans la *Revue Internationale de Sociologie* les deux modifications qu'il propose (et qui n'ont pour but, en somme, que d'éliminer deux *survivances* injustifiées), savoir : 1° le remplacement de l'*x* muet par l'*s* à la fin des mots ; 2° le remplacement de *ph* par l'*f*. Ces modifications ne seront d'ailleurs, en aucune façon, imposées à nos collaborateurs. Elles ne figureront dans le texte de leurs articles ou comptes-rendus que s'ils nous en expriment eux-mêmes le désir. De la sorte, on pourra juger, dans un certain temps, si la réforme projetée et expérimentée réunit l'adhésion des juges compétents. Dans le cas de l'affirmative, on pourra la pousser plus loin, en tentant de nouvelles simplifications. Dans le cas contraire, on verra s'il convient d'y renoncer définitivement.

La nouvelle orthographe avait déjà été adoptée dans de précédents travaux de M. Decugis publiés par notre *Revue*. Elle l'est, naturellement, dans la note qu'on vient de lire sous sa signature, et dans celle-ci. Elle l'est aussi dans plusieurs comptes-rendus, écrits par M. de Zeltner et par nous, qui figurent également au présent numéro. Dès maintenant donc, nos lecteurs trouveront employées côte à côte les deux orthographe — puisque, dans ce même fascicule, plusieurs articles et comptes-rendus conservent l'ancienne — et ils pourront les comparer l'une à l'autre, s'apercevoir notamment que la simplification tentée est moins « révolutionnaire » et partant moins « effrayante » qu'on ne serait porté à l'imaginer.

RENÉ WORMS.

# MOUVEMENT SOCIAL

## ÉTATS-UNIS.

Les questions politiques ont tellement absorbé l'attention du public pendant une grande partie de l'an dernier, que la science sociale en a été pour un instant presque perdue de vue. De grands problèmes sociaux ont fait des progrès vers leur solution ; mais cette marche n'a pas été observée clairement à cause de la campagne présidentielle et de l'excitation de toute l'Amérique à ce propos. Chose fort curieuse, toutefois, les principales questions politiques étaient d'une nature telle que de semblables problèmes n'auraient jamais dû pénétrer dans le domaine de la politique. L'Amérique est le seul grand pays où la monnaie et la banque soient à la merci d'un corps politique. Les questions si délicates des finances, relatives surtout à l'étalon monétaire et à la quantité de monnaie en circulation, sont en dernier lieu résolues non par des commissions compétentes, mais par un parlement fort peu au courant des théories économiques, bien que pouvant avoir une expérience empirique considérable. Toutefois cette question économique avait été livrée au peuple pour qu'il rendît sa décision. Le peuple montra son bon sens conservateur en rejetant à une grande majorité toute proposition pouvant sentir la répudiation de ses dettes.

Quelques statistiques intéressantes viennent d'être réunies par le Ministère de l'Agriculture. Elles expliquent jusqu'à un certain point le vote de l'élection présidentielle de novembre. Je retiens ici quelques faits d'un intérêt général. Les figures montrent que le vote en faveur de l'argent provient des États peu peuplés. Bien plus, près des trois cinquièmes des blancs illettrés habitent l'aire de l'argent, et, eu égard à la totalité de la population des blancs, la proportion des illettrés est trois fois plus grande dans les États d'argent. Les dépenses de chaque individu pour les écoles communales sont dans les États de l'or près du double de ce qu'elles sont dans les États d'argent. D'autres faits intéressants au point de vue économique apparaissent dans le rapport complet.

Pour ceux que la question intéresse, je puis ajouter que le vote des États du Sud n'indique pas seulement le désir d'avoir de la monnaie d'argent. Leur vote implique tout de même une aversion pour le champion des noirs, et paraît se lever pour cette section une ère de tyrannie juste après la guerre civile. L'agitation de l'argent était purement et simplement un trait de la politique du Sud, cependant que dans le Nord des milliers de démocrates votaient haut la main pour le candidat républicain.

Un article de la « Yale Review » de novembre présente une vue intéressante des progrès de la législation économique et sociale dans le congrès et les législatures de l'Union américaine.

Il appert qu'en ce qui concerne les lois fondamentales de la société, telles que la définition et la punition du crime, les lois de la propriété, et toutes autres lois analogues, le peuple américain est éminemment conservateur. L'auteur de l'article, M. F.-J. Stimson, de Boston, a eu l'occasion de codifier les lois des États dans la période écoulée depuis 1878. Il trouve que les changements dans les lois susdites sont l'exception même dans la longue liste des quarante-quatre législatures qui se réunissent au bas mot une fois tous les deux ans.

Une grande exception cependant apparaît en matière de législation économique et sociale. Ici les législatures ont une tendance à faire des expériences radicales et des nouveautés de cette espèce sont décrétées plus souvent que dans le domaine des autres lois. Cette législation radicale est plus fréquente dans les États que dans le congrès général, parce que les États sont jaloux de tout ce qui peut limiter leur pouvoir local, et font de l'opposition quand le gouvernement fédéral essaye de mettre à exécution l'objet même de leurs propositions.

Cependant c'est un fait curieux qu'une grande partie de ces lois n'aboutit absolument à rien, bien qu'elles soient mises dans les livres de statuts. Presque toute la législation du travail et une grande partie des lois sociales et économiques sont exposées à entrer en conflit avec les constitutions écrites des États ou de l'Union. La moitié environ de la législation de cette nature est sujette à caution et portée devant les cours de justice, et dans les procès la moitié des lois du travail est déclarée inconstitutionnelle et conséquemment annulée.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les agitateurs du travail soient irrités contre les cours et demande que la législature soit l'autorité suprême pour l'interprétation de la loi. Par bonheur nous avons un moyen de réprimer cette législation radicale; on ne peut en effet s'avancer si vite avant d'avoir passé par le procédé plus lent de l'amen-

dement de la constitution. La difficulté vient de l'opportunisme des législateurs. Quelques-uns sont des radicaux sincères, d'autres même quand ils ont une science meilleure, craignent l'impopularité et savent qu'il y a un autre ressort qui peut faire marcher la question. Si bien que la haine retombe sur les cours de justice qui sont chargées de maintenir la constitution.

Le principe fondamental de ces lois, c'est la liberté de contrat. L'individualisme poussé à ce point semble avoir une plus grande sanction dans les tribunaux américains, qu'en Angleterre ; mais les cours ont également soutenu le principe que le patron ne sera pas gêné dans ses contrats, ni l'ouvrier dans la recherche de ses moyens d'existence. M. Stimson a fait une classification intéressante des lois qui ont passé en un an par des États variés et par le congrès fédéral. Ces statistiques remontent à plusieurs années, elles n'en sont pas moins intéressantes au point de vue actuel.

D'après 1191 statuts passés par le Congrès et les législatures, il trouve que :

1<sup>o</sup> 832 n'ont pas de principe socialiste ;

2<sup>o</sup> 342, soit 29 0/0, ont une tendance socialiste ;

3<sup>o</sup> Le reste, ou 17 lois seulement sont des réassertions d'individualisme, ayant simplement trait aux patrons ou aux ouvriers, dans leurs relations respectives.

Dans le deuxième groupe probablement un quart concerne les questions morales et plus de la moitié encore les questions de travail ou la réglementation de l'État dans l'intérêt des masses. Il est curieux d'observer que la législation socialiste est surtout abondante dans la région des États de Kansas et de Nebraska qui sont justement le centre de l'agitation argentiste mentionnée ci-dessus.

Un manuel des lois du travail aux États-Unis publié en 1896, par le même M. Stimson, est une des compilations les plus utiles pour ceux qui étudient les affaires de l'Amérique. On peut s'en servir ainsi que de l'index annuel de législation publié par la « State Library » de New-York.

A ce propos on peut dire qu'une loi d'une grande portée sociale passera à cette session du congrès fédéral. Le caractère de l'immigration aux États-Unis, a été un objet de sollicitude pendant quelque temps, mais la législation sur ce point a été difficile à obtenir. Un bill, qui a passé maintenant par les stades préliminaires, exclut tous les immigrants âgés de plus de seize ans ne sachant lire ou écrire. Ce n'est pas là, comme il peut sembler à première vue, un texte d'un inté-

rét médiocre; c'est un texte qui, à mon avis, éloigne un bon nombre de citoyens peu désirables.

Il y a douze ans ou plus, une société se formait pour la création de lois plus strictes sur le divorce aux États-Unis. D'abord les efforts de cette ligue contre le divorce se dirigèrent vers la législature nationale, avec l'espoir d'amener d'un coup une loi uniforme pour le pays entier. Mais comme nous l'avons vu en d'autres cas, c'est une question hérissée de difficultés, à cause de la jalousie des États contre le gouvernement central. Ainsi dans ces dernières années la société s'est consacrée à faire suivre aux divers États un plan uniforme, et le dernier rapport du secrétaire montre qu'il y a eu beaucoup d'effets obtenus à ce point de vue. Par les lois nouvelles, concernant le temps de la résidence dans un État et la période pendant laquelle une requête doit venir par devant le tribunal, etc., une réforme importante aussi a eu lieu. Il n'est plus si facile de quitter un État pour un autre, et de revenir dans le premier avec un divorce. Les gouvernements des États ont fait preuve d'un accord admirable pour coopérer à l'uniformité de cette loi, et ils feront davantage encore quand les nouveaux États se développeront davantage.

En ce qui touche l'amélioration de la condition des pauvres, les progrès ont été constants l'année dernière, et ont eu comme point de départ des principes réellement scientifiques. Il est intéressant de remarquer le développement des sentiments du public dans cette direction; car le public, et je dis la partie même du public la mieux disposée aux sentiments philanthropiques, a été assez difficile à enseigner. Il a été plus facile de donner de l'argent à pleines mains, que de donner des conseils et du travail aux pauvres. Mais l'influence des « Sociétés de l'organisation de la charité » et autres agences analogues s'est fait sentir sûrement, et maintenant on trouve que les églises et que les sociétés de secours des cités ne demandent pas mieux que de collaborer à cette œuvre avec les bureaux centraux d'information. Cela est un obstacle mis à la fraude et au redoublement de la charité faite aux mêmes individus.

Une expérience intéressante du « self-help » a consisté à donner aux pauvres l'usage du sol inoccupé dans les villes pour faire pousser les légumes destinés à la nourriture. Cela a été fait à New-York, Détroit, et dans diverses autres villes avec un grand succès. On employait des surveillants pour enseigner aux ignorants la culture de la pomme de terre et des autres légumes ordinaires, et dans bien des cas les pauvres travaillaient avec plaisir. On cite des exemples montrant

que des gens ont découvert pour la première fois ce qu'était l'horticulture et ont manifesté le désir de quitter l'atmosphère étouffante de la ville pour aller vivre à la campagne. Le succès de l'expérience a été si loin qu'une société s'est formée à New-York avec le titre pompeux de « Société pour l'encouragement de l'agriculture. » Le maire de Détroit, qui a été l'un des organisateurs de ce système, a acquis de ce fait une popularité telle qu'il a été récemment réélu grâce à ce qui autrement aurait plutôt fait l'effet de circonstances politiques absolument néfastes.

Il y a eu un progrès important pour ce qui concerne les habitations des classes les plus pauvres de la société. Cela est particulièrement vrai de New-York. Il y a quelques années une commission de philanthropes était nommée pour rechercher et pour suggérer les améliorations qu'on pouvait apporter à la loi. Quelques rapports ont été présentés, et ce qui a bien plus d'efficacité, la commission a dénoncé beaucoup de violations de la loi actuelle, et les propriétaires coupables ont été poursuivis. Le résultat est que l'air frais et que la lumière se sont répandus dans certains quartiers étouffés et sombres de cette grande ville, où jadis l'obscurité et la misère n'étaient que trop remarquables. Nous pouvons désormais nous attendre à ce qu'on exerce une plus grande vigilance en tout lieu et espérer qu'avec le cours de temps les traits les plus affreux de la vie des locataires pauvres dans le bas New-York finiront par s'effacer. On arrivera sans doute à ce résultat, quand les capitalistes auront compris qu'ils ont tout à gagner en construisant des maisons confortables au lieu de misérables bicoques. Un essai notable pour résoudre ce problème a eu aussi lieu à New-York. Une compagnie avec un capital de 1,000,000 de livres s'est formée à l'effet de construire des maisons modèles dans la partie haute de la ville, partie encore inoccupée. Le titre général de la compagnie est « The Suburban Home company » (1) et le directeur est le professeur E.-R.-L. Gould, ancien membre du bureau de travail à Washington et membre de la John's Hopkins University. Le but de la compagnie est de construire des maisons confortables avec les dispositions hygiéniques nécessaires, et de les louer à bas intérêts sur le coût. On construira aussi des maisons d'ouvriers qu'on louera avec toutes facilités de paiement, en garantissant la compagnie et la famille de l'ouvrier par un système d'assurance sur la vie. On espère encourager assez les ouvriers pour

---

(1) Compagnie des maisons suburbaines.

les amener à préférer à l'atmosphère sursaturée de la ville la vie dans cette partie de New-York, et pour les amener à acquérir la propriété de leur propre maison. La compagnie, bien que composée de citoyens animés de ~~tous~~ sentiments, n'est pas une société de charité. Elle repose sur une base purement économique, et les actionnaires espèrent réaliser un bel intérêt sur les fonds placés. Je n'ai pas vu de signe plus encourageant que celui-ci dans les problèmes sociaux de la vie urbaine dans ce pays.

Comme j'écris au jour du nouvel an, une autre expérience va se faire qu'il n'est pas si agréable de contempler. Je pense avoir rapporté auparavant que la législature de l'État de New-York a aboli par une loi, l'emploi des prisonniers dans les établissements pénitentiaires pour tout travail autre que la fabrication d'objets pouvant servir de ressources aux institutions publiques. Ce fut en réponse à la plainte des syndicats du travail que les opportunistes de la législature firent passer cette loi, négligeant le fait que la concurrence économique des prisons est d'une maigre importance à côté de l'accroissement de dépenses et des effets déplorables qui résulteront de cette mesure pour les condamnés. S'il était possible d'user du travail des prisonniers pour la construction de routes traversant l'État le changement aurait une certaine valeur, mais je pense que le nouveau plan n'aura pas la vie bien longue, si nous en jugeons par les idées exprimées par le public.

Je dirai — pour me résumer — quela vigilance montrée en Amérique pour la science sociale est des plus encourageantes. Cette opinion peut se baser sur ce fait, si vous voulez, entre autres, que les collègues et les universités consacrent de plus en plus de temps et d'énergie à l'étude des problèmes de la société. Comme toujours cependant nous sommes dans une guerre de définitions et il y a des essais désespérés pour fixer les limites des sciences économique, sociologique et politique. Les sociologues sont dans une sorte de crise d'hystérie, mais ils travaillent avec ardeur, et la philanthropie pratique commence à profiter déjà des leçons apprises et dérivant d'une source plus scientifique.

JOHN-MARTIN VINCENT.

---



## REVUE DES LIVRES

J. Novicow. — *Conscience et volonté sociales*. — Paris, 1897,  
1 vol. in-8.

La théorie organique de la société, dont certains sociologues menaient à grand bruit les funérailles, semble se porter encore assez bien. Elle paraît être de ces morts qu'il faut qu'on tue, et le nouveau livre de M. Novicow, en lui donnant un regain de vitalité, rend l'opération passablement difficile. Aussi bien est-ce une marque de vérité et comme un sûr garant de la valeur d'une doctrine de voir des sociologues aboutir, chacun dans sa sphère, à des conclusions identiques ou peu s'en faut ; de constater qu'au moment où M. René Worms donnait, avec une remarquable précision, la théorie sociale de l'organisme ou plutôt du superorganisme, M. Novicow se plaisait à faire sortir, d'une doctrine biologique de la société, une psychologie physiologique de la volonté et de la conscience sociales. Quand une telle doctrine, qui nous semble l'expression — provisoire peut-être, mais très vraisemblablement définitive — de la vérité, est exposée en un style facile, attachant et limpide, dans une langue châtiée et précise, avec une érudition philosophique et historique des plus riches, elle mérite l'attention sympathique et le livre vaut qu'on s'y arrête longuement.

La théorie organique de la société a contre elle des adversaires, dont l'argumentation est toute négative ! ils se bornent à critiquer, mais n'élèvent aucun édifice pour remplacer celui qu'ils veulent détruire. Ils n'offrent point de méthode et l'école organique en propose une ; leur sociologie plane dans le vide et l'école organique se rattache à une science plus générale ; elle obéit ainsi à ce besoin d'unité, qui est la loi dernière et le besoin suprême de la science. Faut-il s'arrêter à cette objection que la société, à l'encontre des organismes, forme des tous discrets ? Mais qui ignore la relativité de la notion d'espace ? Qu'on n'allègue pas davantage les différences morphologiques entre l'organisme et la société ; il suffit de constater des ressemblances biologiques, le fait de la vie ne saurait en ce qui touche les sociétés être contesté par personne, et, dès qu'il y a vie, il y a organisme. La théorie organique de la société a en soi quelque chose de grandiose ; elle supprime dans la nature, depuis les phénomènes les plus humbles jusqu'aux plus complexes, toute solution de continuité.

Mais c'est tout particulièrement dans le domaine de la conscience

qu'on repousse l'analogie entre la conscience individuelle et la conscience sociale.

Il convient tout d'abord d'écarter les objections des économistes qui repoussent la théorie organique en haine de ses conséquences politiques. Car d'une part, une doctrine est vraie ou fausse, abstraction faite de ses conséquences, et de l'autre, au dire de M. Novicow, la théorie organique mène non point au socialisme, mais à l'individualisme le plus tranché ! A notre avis, elle mène nécessairement à la thèse de la solidarité et d'un certain interventionnisme ; ce qui prouve bien qu'on en peut tirer, suivant les interprétations de chacun, des conclusions diamétralement opposées et que cela n'infirme ni ne confirme en rien la valeur de la thèse. Mais il y a plus : il est faux de prétendre que la cellule organique est privée de sensibilité et de conscience ; les travaux les plus récents de la physiologie protestent là contre ; le cerveau a simplement, en sus de la simple cellule, la conscience du tout, de l'ensemble organique. Tel aussi dans la société, l'individu, et telle aussi l'élite. Il est peu d'individus, c'est-à-dire de cellules sociales, qui aient une représentation totale de la société au milieu de laquelle ils vivent et qui ne soient pas absorbés, ainsi que la cellule organique, par des fonctions tout individuelles ; ceux-là seuls qui possèdent cette représentation et cette vue d'ensemble constituent le sensorium social, dont le gouvernement, qui a un rôle régulateur, n'est qu'une moindre parcelle. Mais on insiste et l'on fait observer que dans l'Etat toutes les cellules sont d'une même substance, tandis que la matière du cerveau, la substance grise, diffère de celle du pied ou de la main. On oublie simplement qu'à l'origine les cellules ne sont point différenciées, qu'il se produit entre elles une véritable division du travail qui les modifie profondément, et que l'œuvre de la civilisation consiste précisément à différencier les individus au sein des sociétés et à créer entre eux une hiérarchie qui repose, de même que la hiérarchie cellulaire, sur la valeur et l'importance des services rendus.

Et ainsi se forme l'élite ou sensorium social. Le sensorium social possède, si l'on peut ainsi parler, des cadres mouvants ; toutes les fois qu'un individu, cessant d'être absorbé par la fonction économique, a des représentations sociales ou d'ensemble, toutes les fois qu'il éprouve des volitions dont le groupe fait l'objet, il s'y incorpore pour un temps. Mais si d'une part, et à ce point de vue, le sensorium social n'a qu'une fixité toute relative, il repose cependant sur un fonds permanent et toute une classe le constitue. L'inéluctable loi de la division du travail sépare la fonction économique de la fonction plus proprement intellectuelle. C'est une grave erreur et trop répandue que d'identifier cette élite avec le gouvernement ; — ce dernier n'a pour fonction que d'exécuter les conceptions élaborées par les penseurs — ; mais, par une forte éducation et par une sélection même héréditaire, se doit ainsi former une aristocratie, justement res-

pectée et obéie, parce qu'elle renonce à tout privilège et à toute ambition de politicien, en quête de places et d'honneurs, et ne consacre ses efforts qu'à la connaissance toujours plus adéquate des conditions de vie et de mieux-être, des besoins et des perfectionnements du groupe social. Rien donc de plus antiscientifique et de plus dangereux que l'égalitarisme absolu ; si l'égalité devant la loi est un principe fondamental hors de conteste et comme la clef de la voûte de tout édifice social, l'autre est un leurre et ne va à rien moins qu'à nier le sensorium commun, organe aussi indispensable chez l'individu que dans la société et dont l'absence confond l'intelligence et déroute la raison. Cette élite, à s'en tenir aux données assez vagues qu'on peut réunir à cet égard, semble numériquement faible : M. Novicow estime qu'elle doit atteindre le cinquantième ou le vingt-cinquième de la population totale pour qu'une société réalise une somme suffisante d'activité vitale. Peut être — et M. Novicow est tout le premier à le reconnaître — plane-t-on ici dans le domaine des pures hypothèses et faut-il, dans l'état actuel des connaissances sociologiques, se montrer fort réservé sur ce point.

En tous cas, le fait de cette infériorité numérique de l'élite est incontestable. Le développement de l'outillage intellectuel y portera remède. La diffusion des lumières par le livre ou le périodique, la connaissance chaque jour plus répandue de l'histoire des sociétés dans le temps et dans l'espace, contribuent à imprimer à la vie psychique de chacun une direction sociale. Et par là tomberont les erreurs et les préjugés et sera assuré le progrès de la civilisation. De même que l'organisme, puisant dans le milieu externe les éléments d'une saine et féconde nutrition, se développe et acquiert la plus grande activité physiologique, de même aussi l'entrée dans le domaine public d'un outillage intellectuel perfectionné donnera au sensorium social, pour le bien de tous, une vitalité singulière. La conscience sociale est affectée par un mécanisme identique à celui de la conscience psychologique. Une idée, pour pénétrer notre cerveau, doit, après une lutte vive, avoir rallié à elle une majorité de cellules cérébrales ; elle a traversé auparavant la phase de la sensation et ne s'impose que par son importance et sa discrimination ; de même dans le corps social, l'idée doit affecter le sensorium, c'est-à-dire l'élite, qui la soumet, pour ainsi parler, au creuset de la raison et qui, ensuite, par une sorte de réflexe, la fait pénétrer dans les masses. Chez l'individu, une foule de sensations et d'idées disparaissent sans laisser de trace dans la conscience ; la société est, elle aussi, indifférente à une foule de conceptions qui n'offrent pas une valeur de généralisation suffisante. Et le pouvoir qui décide souverainement de cette valeur, c'est l'élite sociale. Elle a donc pour fonction propre d'élaborer la volition sociale ; ce sont les penseurs qui apparaissent les artisans véritables des réformes sociales et des progrès de la conscience publique. Sans

doute ils laissent à d'autres, aux gouvernants, la mission d'agir. Mais l'erreur la plus certaine et en même temps la plus répandue consiste à attribuer aux gouvernements des volitions propres, contraires parfois à celles du groupe social, ou un idéal tout personnel.

Car le gouvernement représente les cellules motrices, qui ne sauraient agir que sous l'impulsion de cellules sensibles, et, pour emprunter la terminologie aristotélicienne, ne pourrait-on pas dire qu'il a pour fonction propre de faire passer à l'acte les virtualités de la conscience sociale? Mais là encore se livre un combat acharné entre les diverses volitions; quelques-unes seulement triomphent. Tantôt la raison individuelle en comprend l'utilité et l'importance, tantôt l'imagination assure la victoire. Lorsque l'élite est nombreuse et savante, la prépondérance appartient à l'entendement; mais pour l'ordinaire, il faut faire appel à un acte de foi. Aussi bien l'infinie complexité des sciences et la nécessité de la spécialisation qu'elle impose empêchent-elles les compétences générales. Chaque penseur ne peut refaire pour son compte le travail intellectuel des générations passées; il admet comme un dogme certaines conclusions de la science qu'il n'a point vérifiées. Ainsi en est-il des volitions sociales; le seul ascendant de l'élite les impose; le talent les hâte, parce que le talent, par la confiance qu'il inspire, paralyse chez l'auditeur toute velléité d'indépendance intellectuelle.

C'est dire en même temps que certaines de ces volitions, non soumises au creuset de l'expérience et de la raison, sont parfois des plus dangereuses, et que le corps social, comme le corps individuel, connaît les maladies et les affaiblissements. Cela tient à ce que le nombre des réflexes est assez considérable. Le cerveau, habitué à prendre dans des cas déterminés certaines résolutions, finit par ne plus les discuter et envoie aux centres nerveux des ordres immédiats; l'enfant même apporte à sa naissance des virtualités de volitions qui restreignent chez lui la part de la délibération. Des réflexes sociaux, — tels que le désir des conquêtes territoriales identifié avec le bonheur et la prospérité de tous, — suppriment la raison et paralysent le progrès. L'idée devenue volition se transforme en action; cette action s'impose par la force ou la persuasion. La déplorable erreur des gouvernements absolus a été de croire à l'efficacité de la première, l'histoire est venue lui infliger le plus éloquent démenti. La coercition appelle la résistance et la révolte; tout au contraire, une action qui n'est pas imposée devient d'abord voulue, puis inconsciente. L'intérêt politique, à défaut de la morale, préconise donc la substitution de la douceur à la force brutale. La science, une fois encore, aboutit à des conclusions morales. Mais l'idée, avant de se traduire en acte, traverse tout un cycle psychique. Elle n'est à l'origine qu'une pure représentation, puis elle excite la haine de l'idée contraire, l'amour pour elle-même et aboutit à la passion. Elle se transforme alors

en sentiment, rien désormais ne peut y résister, elle brise les obstacles que l'esprit conservateur lui oppose, le triomphe lui est assuré ! Mais pour imposer ses vues, le réformateur ne saurait faire appel à la raison pure ; il lui faut recourir à l'imagination, il doit présenter une vive peinture des avantages que tous tireront des mesures nouvelles, la sympathie est fille de l'intérêt. L'élite seule peut comprendre l'identité absolue de ces deux termes, le bien et l'utile, la masse va au bien croyant aller à l'utile. L'utile se confond, en effet, avec le juste. La justice est la conformité à la nature des choses. Peut-être y aurait-il lieu d'objecter ici que toutes les injustices, que l'histoire flétrit, ont paru dans leur temps conformes à la nature des choses. Mais un rappel du processus de la connaissance psychique tranchera la difficulté : à la perception, qui nous donne souvent une fausse représentation du monde extérieur, succède la science qui redresse ses erreurs et enfin l'idéal qui nous laisse imaginer le monde tel qu'il devrait être. C'est une simple perception et par suite une vue incomplète des institutions dans leurs conséquences, qui nous abuse sur leur valeur morale : vienne la connaissance scientifique qui nous en marquera les répercussions les plus lointaines, nous atteindrons la justice ; l'idéal poursuit le rêve d'une société d'où — utopie pure — la souffrance disparaîtra. Certaines volitions sociales, qui appartiennent au domaine de la justice, sont longues à pénétrer les couches populaires. Encore est-il difficile de donner sur ce point des notions précises, le relativisme s'impose. Les unes ont une marche rapide, d'autres progressent lentement, mais les perfectionnements de l'outillage intellectuel interviendront d'une manière efficace, non moins que l'organisation juridique des relations internationales, qui permettra de se tourner vers les préoccupations d'ordre intellectuel. Elles gagneront non seulement en vitesse mais encore en étendue et en profondeur. Jadis le patriotisme était limité à la commune, parce que les représentations s'arrêtaient à ce groupement initial : c'est ainsi que s'explique l'indifférence des populations gauloises devant les invasions du iv<sup>e</sup> et du v<sup>e</sup> siècle ; elles ne pouvaient se faire une idée d'ensemble de l'immense empire romain et ne se sentaient pas atteintes par les dangers qui le menaçaient. Dans la suite des temps, le cercle des sympathies rayonne de plus en plus, et il n'est point téméraire de penser que cette progression ne s'arrêtera point et, qu'à mesure que l'homme acquerra des représentations plus précises du globe qu'il habite, il verra croître d'une façon corrélative le champ de ce qu'il aime jusqu'à y comprendre quelque jour la totalité des humains.

Cependant, l'organe sensoriel est parfois malade ; on a souvent observé que l'ontogénie reproduit la phylogénie ; mais il y peut se produire un arrêt de développement. La marche de la société vers le progrès se trouve, en certains cas, brusquement arrêtée ; il se produit alors ce qu'on pourrait appeler un avorton social. Mais c'est surtout l'organe

sensoriel qui souffre de lésions plus fréquentes ; tantôt il souffre d'atonie, tantôt de surexcitation. Ou bien l'élite est restreinte d'une façon déplorable, ou bien elle croît en nombre et avec elle le dédain des tâches industrielles, agricoles et commerciales, et alors se produit cet encombrement excessif des carrières libérales, dont le triste spectacle s'offre journellement à nous. Dans les sociétés modernes — ce dernier cas pathologique mis de côté — il semble qu'il y ait atonie et atrophie dans l'organe sensoriel ; l'aristocratie s'hypnotise dans la contemplation du passé ; elle manque d'idéal. Les réformes, que sollicite l'époque actuelle, sont nombreuses ; son impérieux devoir serait de les hâter sans relâche. Ce n'est pas la seule fonction intellectuelle de l'élite sociale qui se trouve parfois dans un état pathologique ; il en est ainsi trop fréquemment du pouvoir régulateur, du gouvernement. Il usurpe, lorsqu'il exerce — tout au moins, qu'on nous permette cette restriction, hors d'un certain nombre de cas où son intervention paraît indispensable à la santé générale du corps social — lorsqu'il exerce des fonctions qui n'appartiennent qu'au citoyen ; le respect absolu de la personne et des biens doit être pour lui un principe immuable. Les progrès de la pathologie sociale contribueront à projeter sur cette vérité essentielle une lumière toujours plus vive. L'existence d'une conscience sociale est démontrée ; on trouve ici, comme chez l'individu, des faits de volonté. Reste à examiner la succession, la durée et la nature de ces volitions. Le cerveau humain est le théâtre de véritables tempêtes ; les idées s'y livrent pour la prédominance un combat acharné et encore la victoire n'est-elle pour l'ordinaire que fort éphémère. Le même phénomène s'observe dans les sociétés où les volitions se succèdent parfois avec une rapidité étrange et ont une durée singulièrement variable. Mais on a cru pouvoir formuler une loi, qui ne comporte qu'un nombre restreint d'exceptions, à savoir que les premières volitions, d'ordre physiologique chez l'individu, sont d'ordre économique dans la société, puis ensuite apparaissent les volitions politiques et enfin les volitions intellectuelles. Il n'est pas contestable que les volitions économiques présentent une importance capitale ; on sait que pour Karl Marx la question sociale n'était qu'une question d'estomac. Mais des erreurs dangereuses les rendent parfois aiguës : l'une des premières qui apparaissent dans l'humanité consiste à croire que les conquêtes violentes peuvent remplacer avec avantage le travail pacifique ; une autre, qui a pour elle un nombre considérable de partisans dans les assemblées législatives, est celle du protectionnisme, comme si le monde ne devait pas constituer un marché unique où les produits, par un échange libre et sans entrave, seraient obtenus, pour la plus grande prospérité générale, aux conditions les meilleures. Viennent ensuite les volitions politiques ; il n'est pas sans exemple qu'elles cachent des erreurs économiques. Une passion dominante à l'heure actuelle est celle que M. Novicow

appelle d'un terme fort expressif, la « kilométrite. » Elle consiste à se persuader que la prospérité d'un peuple est en fonction du territoire qu'il occupe; de là, cet aveuglement de l'esprit de conquête qui grève les budgets européens de charges intolérables et qui cause ce malaise dont chacun se plaint, mais dont personne ne veut avouer la véritable cause. Viennent un jour les États-Unis d'Europe, les charges militaires disparaîtront aussitôt, la période d'inquiétudes incessantes et d'incertitude d'un lendemain menaçant, fera place alors à la sécurité et à une activité laborieuse et féconde que rien n'arrêtera plus. A ce moment, les volitions intellectuelles occuperont leur rang légitime, le premier. Parmi elles, la religion tint longtemps une place considérable; c'est une échappée sur l'infini, elle est respectable entre toutes. Mais elle implique la tolérance, la libre adhésion; rien donc de plus odieux, de plus contradictoire que la persécution. Plus tard apparut le sentiment national; il devint si exclusif qu'il fit passer au premier plan les préoccupations militaires, à telles enseignes que le développement de l'outillage intellectuel reste négligé et que la préoccupation de l'expansion de la culture nationale est l'une des moindres. Mais cet état n'est que transitoire; les volitions de l'avenir seront diamétralement opposées à celles de l'heure actuelle. Une plus exacte intelligence des intérêts humains amènera la constitution de la fédération européenne, puis de la fédération de l'univers: les plus gros crédits budgétaires seront encore consacrés à l'armée, mais elle sera alors l'armée de la science: on ne fera plus de conquêtes que sur la nature, on formera contre elle des plans de campagne, mais ils auront pour but de lui arracher des secrets. La solidarité universelle sera comprise de tous: le mot célèbre de Tércence constituera le mot d'ordre et l'axiome de tous les hommes. Cet idéal nouveau, pour glorieux et sublime qu'il soit, n'est point chimérique; son heure, encore que retardée, finira par sonner. Et sur ce point, nous partageons pleinement la foi de M. Novicow; la théorie organique de la société, universellement adoptée, contribuera de la façon la plus efficace à ce résultat. La santé de l'organisme individuel résulte de la santé de chacune des cellules qui le composent; les éléments du corps social sont les uns à l'égard des autres dans un rapport d'étroite et d'intime dépendance; de leur harmonie peut seule résulter la prospérité. L'égoïsme fâcheux de certains privilégiés met obstacle à ce « consensus ». Le rôle de l'État, que notre auteur voudrait restreindre le plus possible, n'est point encore d'abdiquer; il doit, en certaines conjonctures que nous voulons aussi les moins nombreuses, imposer cette solidarité méconnue, en attendant le règne de la science, qui rendra inutile toute action coercitive. Ce règne, des livres, tels que celui de M. Novicow, le préparent et le hâtent. C'est donc à la fois un beau et un bon livre. Nos lecteurs nous pardonneront d'avoir longtemps retenu leur attention; le commerce de M. Novicow est

si plein de charmes et d'enseignements que nous n'avons pas eu le courage de nous y arracher plus tôt.

ALFRED LAMBERT.

SIGISMOND BALICKI. *L'État comme organisation coercitive de la société politique*. Paris, 1896, in-8°.

Ce livre appartient à la Bibliothèque Sociologique Internationale, qui poursuit, avec la plus louable activité, le cours de ses publications. Chaque œuvre nouvelle apporte une précieuse contribution à cette science si jeune encore et si complexe, mais déjà si vigoureuse, qui a pour nom la sociologie. Plusieurs d'entre elles — *Organisme et Société, Conscience et Volonté Sociales*, pour n'envisager que les plus connues de nous — ont atteint un degré de lumineuse clarté dont il faut d'autant plus féliciter leurs auteurs que la matière pouvait aisément prêter à l'obscurité et à l'érudition fastidieuse. Le présent volume est sans doute d'une lecture moins facile, mais le reproche en revient assurément au choix d'un sujet sur lequel juristes et sociologues dissertent depuis de longues années sans avoir pu jusqu'à l'heure présente se mettre d'accord ; et il faut également en accuser pour partie l'érudition que M. Balicki a laborieusement accumulée dans cette centaine de pages, qui sont — nous n'aurions garde de le contester — fort instructives. Qu'il nous suffise, pour édifier à cet égard le lecteur, d'énumérer la substance des six chapitres qui composent ce livre. L'auteur étudie tout d'abord les rapports de l'État au sein de la société politique, puis l'organisation du groupe gouvernant : il en tire cette conclusion que le groupe gouvernant est essentiellement variable au point de vue des éléments humains qui le composent et que ce groupe, morphologique au début, devient dans la suite uniquement fonctionnel, pour exercer son activité indépendamment des éléments qui le constituent.

M. Balicki est amené par là à étudier les régimes constitutionnels avec leurs deux grandes subdivisions essentielles : le régime direct et le régime représentatif. L'organe central personnifie la finalité du groupe ; ou bien, il exprime et objective les qualités propres au corps des citoyens, il est le fruit d'une génération, dont le résultat est d'abstraire ce qu'il y a d'individuel chez chacun des membres du groupe pour unir ensuite les traits communs de façon à former un ensemble cohérent. Dans ce cas, l'organe central n'a qu'un pouvoir délégué et ne remplit qu'un office régulateur.

Puis viennent des considérations fort sages sur la souveraineté et la différenciation gouvernementale, l'activité coercitive exercée sur les sujets, les conflits sociaux et leur inhibition. Notons ici cette intéressante



définition du conflit social : « une altération de l'ordre établi ou garanti par l'État, une désorganisation suivie d'inhibition subordinatrice qui rétablit par voie coercitive l'organisation troublée. »

Des études précédentes, l'auteur conclut que l'État n'est qu'un organe particulier de la société politique, qui se distingue des autres organes chargés de subvenir aux besoins collectifs, par son importance et la généralité de ses fonctions, non moins que par son zèle unificateur. C'est une délégation de la souveraineté « qui met en mouvement les organes différenciés jusqu'à leurs ramifications ultimes ». Ne pourrait-on pas dire plus et attribuer à l'État un rôle tout personnel, autonome, et penser qu'il remplit dans l'organisme social la fonction du cœur dans l'être humain et qu'il doit, en certaines occurrences, intervenir dans l'intérêt des faibles et des déshérités et pour triompher de l'égoïsme de la collectivité ? Mais ce serait là étudier des problèmes d'art social, dont ce n'est point le lieu de parler à propos d'un livre tout scientifique.

ALFRED LAMBERT.

CH. LETOURNEAU. *La guerre dans les diverses races humaines.*

Un vol. in-8° de 587 pages, Paris, 1895.

Nous possédions déjà, sur la guerre, deux intéressantes études dues à des sociologues en renom : *la Lutte des Races*, de M. Louis Gumplowicz, et *les Luites entre Sociétés humaines*, de M. Jacques Novicow. L'une et l'autre sont des essais de synthèse. M. Ch. Letourneau a voulu faire autre chose : c'est un travail analytique qu'il nous donne. En cela il reste fidèle au plan qu'il avait adopté dans ses nombreux ouvrages antérieurs, dont nous avons signalé dans la *Revue* le dernier : *l'Évolution littérale*. Il continue donc à étudier le phénomène social dont il traite, en le suivant dans les divers groupes humains, suivant leur degré de civilisation. Après une introduction sur la guerre dans le règne animal (abeilles, fourmis, vertébrés), il envisage la guerre chez les races noires (Australiens, Papous, Néo-Calédoniens; Boschimans et Hottentots, Nigritiens, Éthiopiens, Cafres), la guerre chez les races jaunes (Polynésiens, indigènes américains d'autrefois et d'aujourd'hui, Esquimaux; Tartares, peuples de l'Extrême Orient), enfin la guerre chez les races blanches (Berbères, Égyptiens, Arabes, Juifs, Assyriens, Phéniciens, Hindous, Perses, Grecs, Romains, conquérants barbares et populations du Moyen Âge). Dans cette revue complète des principales populations historiques, on peut regretter seulement qu'il s'arrête à la Renaissance, sauf quelques indications rapides données au cours du livre et dans la conclusion sur la guerre aux temps modernes.

Pour chacun des peuples qu'il envisage, M. L. considère tour à tour

les armes employées, la composition et la force des armées, la tactique, le traitement des vaincus. Il s'étend sur les mobiles qui poussent cette race à la guerre : vengeance d'offenses antérieures, soif de butin, désir des souverains d'accroître leurs domaines, mobiles religieux, etc. On ne peut à cet égard, croyons-nous, que louer l'ordonnance de son œuvre.

Dans un travail de cette sorte, qui est surtout un assemblage méthodique de matériaux empruntés à l'ethnographie et à l'histoire, un point très important est le choix des sources d'où ces matériaux sont tirés. Nous avons, dans notre précédent compte-rendu, émis certaines réserves quant à ce choix. Il nous faut ici nous expliquer avec plus de précision encore sur ce point.

Quand M. L. traite de populations sauvages ou barbares, il a recours à des récits de voyageurs, généralement véridiques et circonstanciés. On peut seulement lui reprocher de ne citer d'ordinaire qu'un ou deux auteurs pour chaque nation, alors qu'il en existe souvent un grand nombre. A titre d'exemple, nous relèverons que, en parlant des Ossètes, il s'appuie uniquement sur M. Dareste et ne nomme pas même le livre, devenu pourtant classique, de M. Maxime Kovalewsky. En revanche, nous applaudissons sans réserve au soin qu'a pris M. L. de donner, d'après les échantillons contenus dans nos collections ethnographiques, quelques descriptions des armes primitives. Celles qu'il présente pour la Nouvelle-Calédonie, et que nous avons pu contrôler au Musée du Trocadéro, nous ont paru des plus exactes.

Mais quand notre auteur traite des peuples dits proprement civilisés, on peut trouver que son information manque quelque peu d'étendue. Les livres sur lesquels il s'appuie pour l'antiquité classique et le Moyen-Age — ceux de Schœmann, Duruy, Fustel de Coulanges, Augustin Thierry — remarquables à leur apparition, ne sont pas les plus récents. Et il est à regretter que M. L. n'ait pas utilisé davantage les nombreux traités ou monographies qui sont venus les compléter.

Quoi qu'il en soit, son livre présente une très riche moisson de faits, bien observés et bien classés le plus souvent.

Les conclusions qu'il en tire sont très restreintes. M. L. ne nous donne pas une loi de l'évolution de la guerre. Mais c'est parce qu'il croit ce douloureux phénomène peu susceptible d'évoluer, « la guerre étant toujours une rechute en sauvagerie ». Dans ces conditions, « ce qui peut varier, c'est seulement le procédé en usage : ce sont les armes, la tactique, la stratégie ». L'auteur cependant ne nous a-t-il pas dit lui-même que les motifs de la guerre, eux aussi, ne sont pas identiques chez toutes les races ? Ne peut-on pas croire également qu'ils ont varié pour un même peuple à travers les âges ? N'est-il pas évident, par exemple, que les guerres entreprises par la France ont eu, suivant les temps, des fins économiques, des fins politiques, des fins religieuses, des fins humani-

taïres ? On ne saurait donc, pensons-nous, considérer dès à présent comme inutile la recherche de toute loi d'évolution dans ce domaine.

Ajoutons, d'ailleurs, que nous nous associons pleinement à la principale proposition que M. L. formule comme résultat définitif de sa grande étude. Cette revue des buts et des procédés de la guerre lui a inspiré la haine de cette institution, à laquelle il ne voit que des inconvénients sans aucun avantage réel, et dont il demande hautement l'abolition complète. Il est heureux qu'aux sophismes des théoriciens de la « guerre providentielle » on puisse maintenant opposer le sentiment de l'homme qui a le plus scientifiquement décrit le phénomène social de la lutte armée entre groupes humains.

En résumé, nous dirons que, sous réserve des quelques critiques que nous avons faites, l'ouvrage de M. L. nous paraît un livre des plus utiles à lire pour le sociologue. De semblables études descriptives valent mieux, à notre avis, que les essais de métaphysique sociale dont on a, en France, abusé depuis quelques années. La série des écrits de M. L., qui s'est ouverte avec des traités sur l'évolution de la famille, de la propriété, de la morale, de la religion, de la politique et du droit; s'est, à ce qu'il nous semble, perfectionnée progressivement, surtout dans les deux derniers volumes relatifs à la littérature et à la guerre. Souhaitons donc que l'auteur puisse publier, à des dates rapprochées, trois nouveaux livres consacrés à des phénomènes sociaux des plus considérables — l'esclavage, le commerce, l'éducation — qui ont fait l'objet de ses cours des dernières années à l'École d'Anthropologie de Paris, et sur lesquels on serait heureux de lire le résultat de ses consciencieuses investigations.

RENÉ WORMS.

---

PAUL-FRÉDÉRIC GIRARD. *Manuel élémentaire de droit romain.*

Fascicules I, II, III. Paris, 1896, in-8°.

La science et l'enseignement du droit romain ont été renouvelés, depuis le début de ce siècle, par toute une série de remarquables travaux historiques, dus surtout à des chercheurs allemands. Bien qu'en notre pays également on ait suivi cette voie, les progrès y ont été, sans conteste bien plus lents que chez nos voisins. Jusqu'à ces dernières années même, nombre de résultats considérés en Allemagne comme acquis n'avaient pas passé en France dans les livres, pourtant si nombreux, rédigés à l'usage des étudiants en droit. Si d'utiles monographies avaient été écrites, il restait à faire un ouvrage d'ensemble véritablement au courant de la science. Cette lacune vient d'être très heureusement comblée. M. Paul-Frédéric Girard, professeur de droit romain à l'Université

de Paris, condense en un volume les conclusions de recherches personnelles approfondies et de plus de quinze années d'enseignement. Déjà fort connu antérieurement dans le public des spécialistes par ses travaux sur l'histoire de la vente, sur les actions noxales, sur la date de l'introduction à Rome du système de la procédure formulaire, il a voulu cette fois écrire un livre d'une portée plus générale, et il y a donné le résumé du dernier état de l'érudition sur l'intégralité du droit romain. Son livre n'est pas encore entièrement paru. Mais trois fascicules sur quatre ont déjà vu le jour. Ils renferment ce qui concerne les sources du droit romain et son évolution générale, les personnes, les choses et droits réels, les obligations. Les successions et la procédure feront partie du quatrième et dernier fascicule, dont la publication ne doit plus tarder. Le traité comprend, d'une part, un texte, sommaire et précis, d'une concision voulue et peut-être parfois un peu excessive; d'autre part, des notes, offrant le développement des points intéressants et de toutes les questions controversées. Sous le titre modeste de « Manuel élémentaire », c'est donc un ouvrage des plus complets. En ce qui touche spécialement la sociologie, nous noterons le soin avec lequel sont présentés les rapprochements de la législation romaine avec d'autres législations antiques — droit grec, germanique, hindou, etc.... — et sont traitées notamment les origines de la famille et de la propriété. Du reste, se fût-il borné à l'exposition du seul droit romain dans son évolution historique, que M. Girard aurait déjà rendu un service aux sociologues. Ce droit a dans le monde ancien une importance exceptionnelle, non seulement par l'étendue de son application, mais aussi par la précision qu'il a reçue de ses interprètes, et qui fait de lui l'un des documents les plus autorisés que nous possédions sur la vie antique. Jeter plus de lumière encore sur ses origines, son développement, sa structure, est donc une tâche fort méritoire, et le livre que nous signalons, en l'accomplissant, aura apporté une contribution sérieuse à la science elle-même.

RENÉ WORMS.

---

D<sup>r</sup> J. DALLEMAGNE. *Théories de la Criminalité*, 1 vol. in-12, Paris, 1896.

M. D. est un biologiste spécialisé dans l'étude des questions criminologiques. Déjà dans son ouvrage « *Dégénérés et Déséquilibrés* », analysé ici même, il avait approfondi cette question si délicate, si importante et si controversée, de la responsabilité en matière pénale. Aujourd'hui il nous donne une sorte de manuel du criminaliste où sont étudiées dans leurs grandes lignes et caractérisées brièvement les principales théories criminologiques. Se séparant complètement de l'école juridique classique fondée sur le spiritualisme, qui considère le criminel comme un être

doué de libre arbitre, M. D. divise les stigmates de la criminalité en trois groupes : s. anatomiques, s. biologiques, s. sociologiques. Il admet qu'il existe entre ces groupes des relations qui les rendent en quelque sorte dépendants les uns des autres. Toutefois, il ne va pas jusqu'à les considérer comme pouvant se substituer les uns aux autres, ce qui, en fait, conduirait à ne se servir que d'une seule série pour caractériser le criminel. De même sur la question si controversée de la sériation des stigmates, M. D. ne prend pas de parti et se borne à déclarer que rien n'autorise à considérer certains stigmates comme primordiaux, et d'autres comme secondaires. Cette division tripartite des tares criminologiques lui sert de point de départ pour analyser successivement les théories de Lombroso, Colajanni, Garofalo, Tarde et Ferri. Le type lombrosien de criminel-né et de criminel atavique est étudié en premier lieu. Nous voyons quelle modification il a subi depuis l'origine, où le chef de l'École italienne prétendait ramener à un type unique toute l'armée des délinquants, jusqu'à la récente édition de *l'Homme Criminel*, où sont étudiés séparément le fou moral, l'épileptique, le criminel d'occasion et le criminel par passion. Il en est de même de l'identité entre le criminel-né et le fou moral, que Lombroso se refusait à rapprocher au début et qu'il confond à la fin, grâce surtout à la tare de l'épilepsie. Les théories un peu prématurées du criminel épileptique, du c. fou, du c. hystérique, du c. neurasthénique sont également discutées et permettent de voir combien il est hasardeux, dans l'état de nos connaissances, de s'en tenir aux caractères psycho-fisiologiques et anatomiques pour la création d'un type criminel. On le voit par l'exemple de Colajanni, qui a fait avec force arguments le procès de la théorie lombrosienne, et qui admet que le criminel est un individu atteint d'atavisme psychique, c'est-à-dire tendant à retourner aux caractères des phases antérieures de son évolution. D'après Garofalo, la notion du délit ne peut découler que de l'étude des sentiments, non de celle des actions. Comme la pitié et la probité sont les deux instincts moraux typiques et essentiels, c'est leur lésion qui constitue l'immoralité d'un acte. Pour Tarde, aucun signe extérieur ne permet de reconnaître le criminel, et son acte est, en réalité, facteur du milieu. C'est aussi l'opinion de Manouvrier, qui estime que l'accomplissement d'actes aussi complexes que le crime réclame l'intervention d'une cause, c'est-à-dire du milieu social. Close est la série par la théorie d'Enrico Ferri, qui voit dans le crime la résultante du concours des conditions, — soit organiques et physiques, soit sociales et physiques, — du milieu où vit le délinquant.

Ce court exposé, encore que tronqué et incomplet, permet de juger l'intérêt que présente l'ouvrage de M. D. Nous y aurions peut être souhaité un peu plus de cette critique personnelle à laquelle les précédentes œuvres de l'auteur nous avaient accoutumé. Il est vrai qu'en s'effaçant complètement et en laissant la parole aux partisans et aux adversaires

de chaque théorie, M. D. remplissait mieux la tâche didactique et ardue qu'il s'était proposée. Il y a pleinement réussi et tous les fervents de l'anthropologie consulteront son livre avec fruit.

FRANZ DE ZELTNER.

---

GASTON SAUGRAIN. *La baisse du taux de l'intérêt, causes et conséquences*. Paris, 1896, in-vol. in-8°.

Ceux qui nient l'existence des lois naturelles en économie politique trouveraient dans l'étude des variations du taux de l'intérêt un éclatant démenti. La baisse du taux de l'intérêt n'est-elle pas une loi harmonique à laquelle sont soumises toutes les sociétés progressives, c'est à dire celles où les efforts combinés de l'intelligence directrice, de la science, de la capitalisation, impriment à la production des richesses un mouvement sans cesse accéléré? Si cette baisse du taux de l'intérêt est en quelque sorte fatale, ne résout-elle pas graduellement la question sociale en accroissant la part du travail, en même temps qu'elle diminue celle du capital? Une révolution silencieuse ne s'opère-t-elle pas à l'insu de ceux qui préconisent une révolution violente? Tel est le problème qui, depuis quelques années, préoccupe les économistes.

M. Paul Leroy-Beaulieu a établi le caractère en quelque sorte nécessaire de la baisse progressive du taux de l'intérêt. Il a apporté à soutenir cette thèse une merveilleuse chaleur d'argumentation; elle est comme l'axe autour duquel se déroule son remarquable traité de la *répartition des richesses*.

M. Gaston Saugrain la reprend à son tour et la confirme par des documents nouveaux dans un livre clair, solide, substantiel. Il tire de la loi constatée des perspectives consolantes pour l'avenir.

— Essayons de donner de son ouvrage une analyse rapide. M. Saugrain résout tout d'abord la question qui avait si vivement séparé Bastiat et Proudhon, celle de la légitimité de l'intérêt. Il se prononce évidemment pour l'affirmative avec Bastiat. L'intérêt de l'argent prêté est le prix d'un service rendu à l'emprunteur; le prêt ne saurait en droit être gratuit.

— Mais il semble que l'évolution économique a concilié peu à peu les deux opinions adverses. Si le prêt ne doit pas, en thèse générale, être gratuit, le taux de l'intérêt tend à la baisse par le jeu d'une loi aussi fatale que celle de la chute des corps. La gratuité est la limite vers laquelle le prêt tendra dans l'avenir sans jamais pouvoir l'atteindre.

Depuis le début du siècle le taux de l'intérêt a singulièrement baissé, presque de moitié. Les emprunts 3 0/0 de l'État français ont dépassé le pair et l'emprunt du Tonkin 2 1/2 0/0 émis au cours de 87 a été couvert 28 fois et était coté 93,75 quelques jours après l'émission.

Les éléments qui constituent l'intérêt, loyer du capital et prime du risque, décroissent nécessairement. Le loyer du capital diminue par le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande, car la quantité de capitaux offerts sur le marché s'est prodigieusement accrue par l'épargne prélevée sur une production qui augmente sans cesse. Le placement est facilité par les combinaisons perfectionnées du crédit qui drainent le numéraire disponible pour le faire concourir incessamment à l'œuvre industrielle.

D'autre part, les capitaux sont moins demandés, car les assises fondamentales de l'industrie et de la civilisation sont achevées. Les grandes lignes de chemin de fer, les routes, les grands établissements métallurgiques ou miniers sont pour la plupart terminés. Bien plus, l'amortissement des énormes capitaux que ces grandes œuvres ont exigés commence. Les remboursements des capitaux autrefois empruntés augmentent tous les jours. — A une demande qui diminue correspond une offre sans cesse accrue.

La prime du risque décroît en même temps que le loyer du capital. La sécurité, une organisation de la justice relativement bonne, la constitution du marché où les valeurs mobilières se négocient avec une merveilleuse facilité, de telle sorte que la réalisation des capitaux engagés est aussi prompte que possible, diminuent le risque couru par le prêteur d'argent.

La baisse de l'intérêt est donc fatale; nous ne sommes pas encore arrivés à son terme, elle s'accroîtra dans l'avenir.

Les causes qui pourraient enrayer cette tendance ne sont qu'accidentelles et passagères. — Leur action est momentanée. De grandes découvertes entraînant un renouvellement de l'outillage industriel pourraient produire une élévation du taux de l'intérêt; elle ne serait pas durable. Le sens du mouvement ne serait pas renversé. L'extension des débouchés, l'ouverture de l'Afrique, de l'Asie orientale, de certaines parties de l'Océanie aux capitaux des vieilles nations européennes ne produiraient pareillement qu'une hausse momentanée de l'intérêt. Il en serait de même d'une guerre européenne, quelques ruines qu'elle semât autour d'elle.

Notons toutefois que la baisse du taux de l'intérêt porte en elle-même son propre frein; si elle devenait excessive, l'épargne décroîtrait, n'étant plus stimulée par une rémunération suffisante; en même temps les consommations improductives se développeraient. L'action de ce phénomène serait de relever l'intérêt tombé au-dessous de sa limite normale.

— Si la baisse progressive du taux de l'intérêt est une loi qui préside à l'évolution économique moderne, elle projette sur l'avenir de brillants rayons d'espérance. Son jeu réalisera peu à peu les vœux qu'inspire au moraliste la contemplation des faits sociaux. Cette loi sera le puissant

agent de l'égalité progressive des conditions et de la répartition équitable des richesses produites entre les collaborateurs.

Elle diminue les revenus des capitalistes, qu'ils consistent en intérêts ou en profits; elle élève par contre-coup le salaire des ouvriers. La puissance du capital accumulé est amoindrie entre les mains de ses détenteurs; elle ne leur procurera plus éternellement à eux ou à leurs héritiers l'oisiveté dans l'opulence. La fortune acquise devra sans cesse, à peine de s'évanouir et de se dissoudre, s'entretenir, se renouveler par un travail fécond. Ceux qui ne voudront pas se soumettre à la sainte loi du travail devront disparaître, éliminés par le jeu fatal de l'évolution. « Il semble, dit M. Saugrain, que la puissance du capital accumulé devrait décroître à mesure que l'époque de sa création s'éloigne et que le souvenir de son origine s'affaiblit. C'est la baisse continue du taux de l'intérêt qui réalise ce vœu secret de la conscience et fait de l'obligation au travail, qui n'est qu'un précepte de morale, une loi naturelle à laquelle on doit finalement obéir. »

Ainsi une révolution silencieuse s'opère dans le monde économique, et assure le progrès dans l'ordre, sans secousses ni violences. La conclusion du livre de M. Saugrain est celle de l'Économie libérale. Pour rendre le progrès possible et réaliser l'harmonie, il suffit de laisser aux lois naturelles leur libre jeu.

ROGER THISSE,  
Docteur en Droit.

PIETRO ELLERO. *La questione sociale*. Bologne, 1 vol. in-8.

Pierre Ellero est un sociologue italien qui a beaucoup écrit sur les questions sociales ainsi que sur la criminologie, et de volumineux ouvrages : traités de droit criminel, opuscules sur le même droit, la tyrannie bourgeoise, la réforme civile, les écrits politiques, la souveraineté populaire; il a combiné ses doctrines dans l'ouvrage que nous analysons ici, après les avoir professées à l'université de Bologne qu'il quitta pour le sénat italien et pour un siège à la cour de cassation. La question sociale comprend un grand nombre de chapitres constituant par leur ensemble les parties de la vaste synthèse sociale d'Ellero. Il commence, comme d'usage, par la critique sur laquelle il s'attarde pour parvenir aux idées nouvelles et à lui particulières de réorganisation ou de réforme; car si Ellero est socialiste, il n'est point collectiviste, il n'est pas cependant anarchiste, mais il propose une rénovation qui est tout autre. Cependant dans les chapitres où se lit la critique préalable, Ellero tombe d'accord avec tous les adversaires de la société actuelle, et on s'attend à ce qu'il va proposer plus tard les mêmes conclusions. Il



n'est tendre ni pour la propriété, ni pour la famille, ni pour l'État, ni pour le culte, ces quatre bases, dit-il, de l'organisme social d'aujourd'hui. Lorsqu'il fait le procès de la propriété, il ne reprend pas la fameuse formule : la *propriété, c'est le vol* : mais il condense ses critiques en cette idée : la propriété est la seule cause du vol, car s'il n'y avait pas de propriété, le vol serait impossible, ce qui est évident. De même, en ce qui concerne la famille, s'il n'y avait pas de mariage, l'adultère serait impossible. Il en conclut que c'est la propriété et la famille qui sont cause de tous ces maux. A côté de ce truisme ou de cette boutade, l'auteur a de meilleures pages, celles où il décrit en détail certains maux causés par l'esprit outré de la propriété ou de la famille ; là on rencontre des observations fines, et parfois une émotion réelle ; en matière économique, il retrace les cruautés de la lutte entre le capital et le travail, même en matière familiale, celles causées par l'orgueil de caste, par l'absorption de la personnalité dans les nécessités de la famille, la convenu des affections domestiques elles-mêmes et l'éclipse que la société fait souvent subir à la nature plus droite et plus désintéressée de l'homme lui-même. Poursuivant la même direction, il montre très bien les inconvénients de la prédominance excessive de l'État, et ceux de l'intolérance religieuse et de la superstition. Il examine, en particulier, leur action sur l'histoire et l'état présent de l'Italie.

Cependant ce n'est pas le socialisme moderne qui, suivant Ellero, peut opérer la transformation désirable. Il passe en revue ses doctrines et ses chefs, et il ne voit dans la réalisation possible de celles-là que des périls et des injustices d'un autre genre. Il les étudie sous la forme mystique ancienne, aussi bien que sous celle purement économique contemporaine, et après discussion les rejette toutes.

C'est un autre système qui semble d'abord le tenter, celui évangélique et de la doctrine primitive chrétienne. Il étudie longuement les doctrines du Christ et cherche à en tirer le caractère qui est beaucoup plus sociologique que doctrinaire. Dans son chapitre 53 il cherche et donne la clef du système évangélique et semble lui apporter son entière approbation. Mais il est frappé de la conversion de ce système pendant les siècles et de la perte de son caractère, il ne l'admet plus avec les doctrines et le culte qui l'enveloppent et alors il se demande s'il y a lieu de détruire l'ordre social existant et comment il faudrait le remplacer.

Il semble d'après les prémisses qu'il va falloir procéder à sa dissolution. Il n'en est rien, du moins pour le moment. Sans doute, si les hommes savaient vivre sans société, cela vaudrait mieux, car combien de maux seraient épargnés ! Mais ils ne le peuvent pas, et tant qu'il en sera ainsi, il faut conserver la société telle quelle, car les nouveaux maux produits par son absence seraient pires que les premiers, mais on doit au moins la réformer, autant que possible, et surtout sur les points sui-

vants : relever le travail vis-à-vis du capital et lui donner la place qui lui est due, amoindrir la situation de la bourgeoisie vis-à-vis de la démocratie, réformer l'institution de la propriété. Mais ce ne sont que des expédients ou des mesures transitoires. Quelle est la solution définitive de la question sociale ?

Ellero y arrive après de longs ambages. C'est un système néo-évangélique qu'il propose, et analogue à la doctrine, évangélique aussi, qu'a proposée Tolstoï. Non pas qu'elle s'appuie sur la religion chrétienne, mais elle lui emprunte son procédé primitif. Ce n'est pas la justice, la solidarité qu'invoque Ellero pour l'avenir, mais la fraternité. D'ailleurs cette fraternité doit rester libre. Il faut réformer l'homme avant de réformer la société. Chacun doit agir pour le mobile de la bienveillance. Et alors, ce qui est merveilleux, c'est que ce ne sera pas une société nouvelle qui succédera à l'autre, mais l'absence de société qui régnera ; l'amour universel deviendra la seule impulsion des actions humaines. Ce n'est qu'à cette condition que peut avoir lieu la dissolution, d'autres diraient la liquidation sociale ; mais l'auteur reconnaît que les conditions concrètes d'un tel État manquent actuellement.

Le livre d'Ellero est écrit avec conviction, chaleur et sincérité, et dans certaines parties critiques ne manque pas d'observations justes et piquantes ; mais il pêche par la conclusion, ou plutôt par l'absence de conclusion pratique ; ceci dit, sans examen intrinsèque de sa doctrine. Il s'agit de gouverner les hommes, de les gouverner tout de suite, et pour ce faire, il faut les prendre tels qu'ils sont si l'on ne veut pas arriver à une solution utopique ou vague, telle que celle indiquée par l'auteur.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

GIUSEPPE BRINI. *Le opere sociali di Pietro Ellero.*  
Bologne, 1 vol. in-8.

Dans ce livre, un disciple fervent d'Ellero cherche à résumer ses doctrines. Ellero, dont nous venons d'analyser la *question sociale*, dans de nombreux ouvrages a recherché la solution totale ou partielle de cette question, sans aboutir ni aux doctrines individualistes classiques ni au socialisme dans sa formule contemporaine. La partie critique de son œuvre est surtout remarquable, et l'ensemble en est bien exposé par le livre de Brini que nous analysons en ce moment. L'auteur parcourt une à une les publications successives d'Ellero pour en dégager le système général.

Le point de mire de la partie critique des écrits d'Ellero est surtout la bourgeoisie, et son ouvrage sur la tyrannie bourgeoise est un de ceux où se révèle le mieux son talent d'observation. Mais ce que Giuseppe Brini

aide le mieux à nous faire comprendre dans l'œuvre de son maître, ce sont ses conclusions sur chaque sujet qui, chez celui-ci, apparaissent moins nettement dans les nombreux développements qui les accompagnent. En ce qui concerne la partie critique, l'auteur relève avec soin quelques-unes des observations typiques d'Ellero. Par exemple, sous le chapitre : *arcania della borghesia*, ce qu'il reproche à la bourgeoisie, c'est la tromperie ou la fraude qui se manifeste de deux manières, d'abord par l'apparence qu'elle se donne d'instaurer la démocratie, tandis qu'elle l'empêche en réalité, puis par l'accaparement de l'opinion publique, c'est-à-dire en créant une opinion publique fictive, et c'est là, ajoute-t-il, le danger le plus grave, comme un filet invisible dont on se trouve enveloppé à son insu. D'autre part, Ellero a bien relevé la différence concomitante aux races du particularisme germain et du collectivisme romain. La critique du gouvernement est très amère, mais ne manque pas d'être piquante : *une ploutocratie substantielle, enveloppée dans une logomachie formelle*; ce n'est pas, comme on le voit, l'éloge du régime parlementaire qu'a voulu faire Ellero. La justice bourgeoise ne trouve pas davantage grâce devant lui, mais on s'étonne que l'objet de sa critique à ce point de vue soit précisément l'institution du jury; en raison du *triage* préalable au *tirage* qui le constitue, il le considère comme une institution bourgeoise et censitaire; son étude de la religion bourgeoise est à son tour très intéressante et ne manque pas d'ironie.

Mais le point de vue de la réforme excite notre curiosité à son tour. C'est dans l'ouvrage sur la *Réforme civile* qu'il faut en chercher les détails. La nouvelle division des pouvoirs et la constitution des grands corps de l'État par Ellero est originale. Suivant lui, en dehors du peuple qui retiendrait le pouvoir constituant, il y aurait trois corps, le prince, le Sénat, le Grand Conseil; en cela, il suit la formule générale des anciennes républiques italiennes; le prince ne serait chargé que de la représentation à l'extérieur et du commandement des armées, comme le consul à Rome et le doge à Venise; le Sénat aurait en main tout le gouvernement, comme autrefois à Rome, du temps de la République; le Grand Conseil ferait seul les lois. Il importe aussi de relever son système, en ce qui concerne les fonctions judiciaires; le jury serait supprimé, les juges seraient nommés par le Grand Conseil; le ministère public serait confié à un avocat. Enfin le régime communal serait le fondement de l'État; toute l'administration serait remise aux communes; celles-ci, sauf certains points fixés, resteraient même maîtresses de leur code d'organisation.

Telles sont quelques-unes des idées d'Ellero, sur lesquelles l'auteur attire notre attention; nous devons lui savoir gré de les avoir bien mises en relief, de les avoir soigneusement classées et de nous les faire mieux

comprendre dans une vue synthétique et abrégée, et dans sa critique substantielle, que nous ne l'aurions fait en parcourant les ouvrages nombreux où elles se trouvent développées.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

## REVUE DES PÉRIODIQUES

*Rivista scientifica del diritto*: — *Rivista di storia e filosofia del diritto*.

Deux Revues viennent de se fonder en Italie pour l'étude scientifique, historique et philosophique du droit. Leurs programmes sont, au fond, assez peu différents l'un de l'autre. Toutes deux entendent le droit dans son acception la plus large et la plus haute, et il nous plaît de constater que toutes deux le considèrent comme partie intégrante de la sociologie.

La *Rivista scientifica del diritto* a pour directeurs MM. Vaccaro et Fragapane. La liste des collaborateurs qu'elle promet contient les noms les plus notoires de la science juridique et sociologique en Italie et à l'étranger. Son premier numéro (janvier 1897) renferme des articles de M. Asturaro sur « la science du droit et ses problèmes méthodologiques », de M. Marchesini sur « la philosophie du droit et la fonction éthico-sociale du phénomène juridique », de M. Zocco-Rosa sur « le Code civil monténégrin et le droit romain », enfin une série de comptes-rendus de divers ouvrages juridiques et sociologiques par M. Lombardo Pellegrino. La Revue paraît à Rome, chez Loescher, par fascicules mensuels de 64 pages (le premier en a 72) et au prix de 16 fr. 80 par an pour l'étranger.

La *Rivista di storia e filosofia del diritto* est placée sous la direction de deux professeurs de l'Université de Palerme, MM. Salvioli et d'Aguanno. Elle est publiée dans cette même ville, par l'éditeur Sandron, également en fascicules mensuels de 64 pages, dont l'ensemble coûte à l'étranger 12 francs. On trouve dans le premier numéro les études suivantes : Salvioli, « la nouvelle fase de l'histoire du droit » ; Faggi, sur le matérialisme historique » ; d'Aguanno, « le spiritualisme et le positivisme dans la philosophie juridique contemporaine ». Viennent ensuite de nombreuses et brèves analyses de livres et de revues, des variétés, une liste d'ouvrages récents, et un bulletin des questions relatives à la paix internationale — questions qui ne sont certainement pas sans lien avec le droit vu sous un aspect philosophique.

Les Revues dont nous venons de signaler la naissance rendront à coup sûr des services, en publiant des travaux de sociologie juridique et en en provoquant de nouveaux. La seule question qu'on pourrait se poser

est celle de savoir si *deux* recueils étaient nécessaires pour cette tâche dans un même pays, ou s'il n'y aurait pas eu intérêt à ce qu'ils fusionnassent. A n'en pas douter, la dualité est une cause de dispersion des forces. Mais peut-être était-elle imposée par des circonstances locales. De plus, elle aura naturellement pour effet d'établir une émulation entre les deux Revues, et on peut espérer que celle-ci tournera au profit de l'une et de l'autre. De la sorte, la sociologie juridique ne pourra que se louer de la multiplication des périodiques consacrés à la répandre.

RENÉ WORMS.

---

## INFORMATIONS

La Société de Sociologie de Paris a tenu sa séance mensuelle le mercredi soir 10 février, sous la présidence de M. Tarde. Elle a entendu la lecture d'un curieux travail de M. C. de Krauz, intitulé : « un sociologue polonais, Stanislas Kruzinaki : l'organicisme devant le marxisme. » La discussion très vivante qui a suivi, s'est engagée entre MM. Tarde, Coste, Limousin, Beaurin-Gressier, le D<sup>r</sup> Dissard, René Worms, le D<sup>r</sup> E. Delbet et C. de Krauz. La séance n'a pris fin qu'à onze heures et demie du soir.

Comme nous l'avions annoncé dans le numéro de janvier, les tomes VII et VIII de la *Bibliothèque Sociologique internationale* ont récemment paru à la librairie de la Revue. Ce sont les éditions françaises des *Principes de Sociologie* du professeur F.-H. Giddings, et des *Problèmes sociaux contemporains* du professeur Achille Loria. Au mois de mars prochain paraîtra l'ouvrage de M. Maurice Vignes, docteur en droit, chargé du cours d'économie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Grenoble, sur la *Science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs*. Il comprendra deux volumes in-8°, d'environ 450 pages chacun, qui constitueront les tomes IX et X de la même *Bibliothèque*.

---

## OUVRAGES RÉCENTS

### DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

FRANKLIN H. GIDDINGS. — *Principes de Sociologie*, édition française, avec préface par le v<sup>to</sup> COMBES DE LESTRADE (in-8).

ACHILLE LORIA. — *Problèmes sociaux contemporains*, édition française (in-8).

LESTER F. WARD. — *Social Genesis* (broch. in-8).

EDMUND J. JAMES. — The first apportionment of federal representation in the United States (broch. in-8).

G. TARDE. — Sympathie et synthèse (broch. in-8).

LUDWIG STEIN. — Die Socialphilosophie im Zeitalter der Renaissance (broch. in-8).

ALESSANDRO GROPPALI. — Il secondo congresso di sociologia in Parigi (broch. in-8).

FRANÇOIS DAVID. — Plan méthodique pour la construction de sciences nouvelles et la reconstruction des sciences incomplètes (broch. in-8).

BENEDETTO CROCE. — Les théories historiques de M. Loria (broch. in-8).

PIETRO PELLEGRINI. — I diseredati e i loro diretti (in-8).

GASPARO NICOTRI GUAIANA. — La donna ed il progresso morale (in-12).

ROMOLO BIANCHI. — Filosofia e politica in Italia dal IV al XVI secolo (in-12).

WILHELM BOYE. — Les cercueils de l'âge du bronze en Danemark (grand in-folio).

ANDRÉ PAILLET. — Éloge de Le Berquier (broch. in-12).

ADOLPHE HOUDARD. — Le malentendu monétaire (broch. in-8).

Note sur les travaux de la commission belge d'enquête sur l'alcoolisme (broch. in-8).

Report on contracts given out by public authorities to associations of workmen (publié par le Board of Trade) (in-8).

OSCAR PYFFEROEN. — L'enseignement professionnel en Allemagne (in-8).

GIUSEPPE PRATO. — La teoria della pace perpetua (in-8).

GIOVANI VAILATI. — Sull' importanza delle ricerche relative alla storia delle scienze (broch. in-8).

Annali di statistica giudiziaria, 1896 (in-8).

HENRY CROSBY EMERY. — Stock and produce exchanges of the United States (in-8).

B. W. ARNOLD. — History of the tobacco industry in Virginia from 1860 to 1894 (in-8).

PVUL DUPROIX. — Kant et Fichte, et le problème de l'éducation (in-8).

A. LATERRADE. — Le mutualisme et la question sociale (broc. in-12).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Béaugency. Imp. J. Laffray.

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## Associations et Grèves des ouvriers papetiers en France

aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Le mot de grève, dans le sens de cessation de travail, vient, dit-on, de la place de Grève, à Paris, où les ouvriers de certains corps de métier stationnaient lorsqu'ils étaient sans ouvrage et où ceux qui pouvaient utiliser leurs services venaient les embaucher. Si cette étymologie est exacte, le mot de grève a changé de signification. Primitivement, il voulait dire : chômage forcé de l'ouvrier manquant de travail, mais désireux d'en trouver; actuellement, il veut dire : chômage volontaire de l'ouvrier qui pourrait avoir du travail, mais qui le refuse aux conditions qui lui sont offertes.

Les six premières éditions du Dictionnaire de l'Académie française ne contiennent pas le mot de grève, dans le sens où nous l'entendons ici; il ne figure que dans la dernière, celle de 1877. Après l'éclatant succès de la *Grève des Forgerons*, de Coppée, il ne pouvait en être autrement, mais c'est assez dire que ce mot est moderne et que la locution de *faire grève* ou *se mettre en grève* ne doit pas remonter au delà de la fin du siècle passé. En conclura-t-on que le refus de travailler aux conditions offertes par l'employeur soit un fait moderne?

Beaucoup d'hommes de notre génération paraissent le croire et sont disposés à admettre que cette maladie, dont souffre particulièrement notre époque, lui appartient en propre et était inconnue jadis. Ce serait là une erreur, car on pourrait citer bien des soulèvements, des révoltes, comme on disait autrefois, même des guerres de paysans qui, à leur point de départ, ne furent pas autre chose que des grèves. La différence principale de ces temps passés avec le nôtre, c'est que la liberté des grèves n'était nulle part reconnue et que l'autorité, en intervenant dans les conflits entre maîtres et ouvriers, considérait et punissait comme un délit toute coalition ou association tendant à forcer l'abaissement ou la hausse des salaires ou à modifier les conditions ordinaires d'une industrie.

Il nous a paru intéressant de retracer l'histoire des conflits entre patrons et ouvriers dans une seule industrie, celle de la papeterie, industrie qui, s'exerçant dans des conditions patriarcales exceptionnellement favorables, semblait devoir demeurer à l'abri de crises de ce genre. Nous nous limiterons même à la France, ce pays offrant un champ d'expériences bien assez vaste.

Cherchons à nous représenter ce qu'étaient les papeteries aux temps passés et jusqu'au commencement de ce siècle. Qu'on n'aille pas se les figurer semblables aux grandes usines modernes, à plusieurs étages, percées de nombreuses fenêtres et remplies d'une multitude d'ouvriers et d'ouvrières. Non, ces anciens moulins à papier, établis près d'un ruisseau, généralement à peu de distance de sa source, souvent dans un site très solitaire, avaient l'aspect des maisons ordinaires de la campagne, entourées d'un verger, d'une chenevière ou d'un champ. La plupart étaient à deux roues, quelquefois à une, plus rarement à trois ou quatre. Chaque roue de moulin actionnait un arbre qui avait pour principale fonction de battre les chiffons dans cinq ou six creux ou piles, au moyen de batteries, formées, ordinairement, de trois maillets chacune. A chaque tour de roue les chiffons recevaient donc quinze ou dix-huit coups de maillet, ce qui faisait pas mal de bruit.

Un battoir à deux roues fournissait assez de matière pour donner du travail continu à une cuve. Or la cuve occupait trois ouvriers et un apprenti, tandis que le triage des chiffons, et leur préparation, l'étendage du papier au séchoir, avant et après le collage, puis son apprêt et son emballage réclamaient le concours de quatre ou cinq femmes. Le maître-papetier et sa femme étaient habituellement occupés aux divers travaux de la fabrication du papier, ils n'avaient donc besoin que d'un personnel restreint : deux ouvriers, un garçon, et trois ou



quatre femmes ou filles, pour faire marcher le moulin. Souvent, tout ou partie de ce personnel était formé par des membres de la famille du chef et, en tous cas, ils mangeaient ensemble à la même table et demeuraient fréquemment sous le même toit. L'apprenti était nourri et entretenu dans la maison, comme les autres serviteurs, et son apprentissage était généralement court, de trois ans en moyenne.

La fabrication du papier était une des rares industries qui n'eussent pas été constituées en corps de métier. Ceux qui l'exerçaient étaient trop disséminés et trop peu nombreux dans chaque localité pour pouvoir se réunir; ils résidaient hors des villes populeuses, dans des vallées retirées et ignoraient les maîtrises. Les apprentis passaient compagnons et après avoir pratiqué les différentes phases de la fabrication, après avoir été leveurs, coucheurs, ouvriers et sallerans, ils étaient aptes à conduire un moulin à papier. Ceux d'entr'eux qui avaient été économes ou qui, par héritage ou par mariage, avaient un petit avoir, pouvaient s'établir et louer un battoir à papier, en attendant d'être assez aisés pour en acheter un pour leur propre compte.

Il semble qu'une organisation semblable devait assurer une bonne entente entre patrons et ouvriers. Certainement il en fut ainsi dans beaucoup de localités, mais ailleurs et particulièrement dans les principaux centres producteurs français, on voit, dès le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, se constituer de puissantes associations ouvrières, d'autant plus redoutables qu'elles étaient plus difficiles à saisir. Les patrons, les juges locaux, les inspecteurs des manufactures et jusqu'aux intendants de la province en ont peur, les ménagent et cherchent en vain à les dissoudre. Le pouvoir royal lui-même, pourtant si fort, n'en put venir à bout. Leur organisation survécut même à la Révolution et il fallut, pour la rompre, l'introduction de la machine à papier et la formation d'un personnel nouveau d'ouvriers.

L'existence de ce compagnonnage exclusivement ouvrier se constate de temps à autre par des rébellions, par des grèves, par des actes de natures diverses, en particulier par des punitions et des amendes prononcées arbitrairement tant contre les ouvriers que contre les patrons. Ces associations, car il ne semble pas qu'elles fussent unifiées (la difficulté des communications s'y opposait), existaient dans plusieurs provinces de France. Elles étaient organisées comme des sociétés secrètes; les ordres des chefs étaient transmis avec promptitude et fidélité, et la terreur en rendait l'exécution assurée. Elles étaient comme

les précurseurs de la célèbre Association internationale des travailleurs.

Il serait instructif de reconstituer l'histoire de ces associations d'ouvriers papetiers; malheureusement les documents nécessaires font défaut et l'on se trouve réduit à glaner, ici et là, quelques faits qui montrent leur action à certaines époques et dans certaines localités, sans pouvoir saisir les fils qui relient ces événements entre eux.

Les premières manifestations extérieures d'une association des ouvriers papetiers eurent lieu en Auvergne. Cette province était un des anciens centres de la fabrication du papier en France. L'abbé Gri-vel, dans ses *Chroniques du Livradois*, rapporte une tradition selon laquelle les premières fabriques à papier de l'Europe auraient été construites dans la vallée de Valeyre, tout près d'Ambert, par des Croisés auvergnats, rentrant dans leur pays après une longue captivité en Syrie où ils auraient appris la fabrication du papier à Damas, pays en souvenir duquel ils auraient donné les noms de Dama et d'Ascalon à leurs premiers moulins. Sans accepter cette tradition tout à fait légendaire, il est certain que l'industrie du papier était pratiquée aux environs de Thiers et d'Ambert à une date fort reculée. M. Jubié, inspecteur des manufactures, dans les renseignements qu'il était appelé à fournir sur les papeteries d'Auvergne, dit dans une première lettre datée de 1771 qu'on est « assuré par des monuments authentiques qu'il y en avait d'existens avant le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle ». Dans une lettre postérieure, de 1776, il dit qu'elles datent du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle; enfin en 1783 il écrit que « les fabricants prétendent que cet art (du papier) y a pris son origine en 1300 ». L'examen des filigranes de papiers usités en Auvergne, ne permet pas d'attribuer à ces établissements une antiquité aussi reculée, mais il en existait au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle; et, au <sup>xvi</sup><sup>e</sup>, cette industrie y avait pris un très grand essor. M. Guillemot, le persévérant investigateur de l'histoire de Thiers, a publié (1) quelques documents, allant de 1567 à 1582, relatifs à une réglementation, à Thiers, des industries de la papeterie et de la cou-tellerie, dont le premier, en date du 22 août 1567, donne les noms de vingt-sept maîtres papetiers établis à Thiers ou dans ses environs im-médiats. C'est là un témoignage irrécusable de l'importance de cette

---

(1) Documents inédits du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, pour servir à l'histoire des indus-tries thiernoises, dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont Ferrand*, 1877.

industrie qui, d'après le même document, écoulait ses produits, non seulement en France, à Paris, Rouen, Orléans et Lyon, mais aussi au royaume de Castille en Espagne.

Ambert était tout aussi favorisée, si ce n'est plus.

Lors de la prise de cette ville en 1577 par les protestants et des travaux faits pour la fortifier, on détruisit cinquante moulins à papier situés aux abords immédiats de la cité parce qu'ils auraient pu faciliter l'approche des troupes ennemies. Quelques années plus tard, en 1592, l'armée des ligueurs, sous la conduite du duc de Nemours, vint y mettre le siège qui dura six semaines et, à cette occasion on brûla tous les moulins « auquel lieu il y en avait grand nombre et à « pappier et jusques à environ quarante... et n'y a, à présent que « quatre mollins travaillans, les autres estant du tout ruynés et la « plus pard par terre » (1). Ces malheurs de la guerre qui s'étaient, hélas ! produits dans un grand nombre de provinces, à cette époque, avaient été réparés et, dans le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, tous les renseignements concordent pour reconnaître que l'industrie papetière, aussi bien à Ambert qu'à Thiers, était à l'apogée de sa prospérité. Les battoirs étaient nombreux et avaient de l'ouvrage assuré ; les ouvriers étaient bien nourris et bien payés. C'est probablement pendant cette période florissante que les associations d'ouvriers se constituèrent.

Des conflits isolés avaient sans doute déjà surgi entre patrons et ouvriers puisqu'un arrêt du Conseil du Roi du 21 juillet 1671 était venu régler leurs rapports et fixer les conditions dans lesquelles les mattres pouvaient congédier leurs ouvriers et ceux-ci quitter leur mattres. Mais il ne semble pas qu'il se fût rien produit de grave, lorsque tout à coup, en juin 1688, les compagnons-papetiers d'Ambert, au nombre de trois ou quatre cents, quittèrent leurs battoirs, s'attroupèrent et se livrèrent à des violences et à des voies de fait contre les mattres des moulins à papier. Ils ne consentirent à reprendre le travail que plus d'un mois après.

Le motif de cette grève, qu'on appelait alors une révolte des ouvriers, venait de la prétention des compagnons d'obtenir des patrons une rétribution, appelée droit d'apprentissage, sans que l'on sache au juste ce qu'ils entendaient par là, ni quelle était l'importance financière de ce droit. Il convient de rappeler qu'à cette époque, la liberté,

---

(1) Grivel, *Chroniques du Livradois*, p. 256 et 276.

aussi bien celle des ouvriers que celle des patrons, était singulièrement restreinte. Chacun se trouvait, comme dans une camisole de force, lié par des contrats et des règlements minutieux auxquels on ne pouvait se soustraire sans de fortes amendes. Qu'il nous suffise de rappeler, comme exemple, un contrat passé entre les fabricants de papier des environs de Marseille, en 1634, « sous le bon plaisir de nos seigneurs de la cour du Parlement de ce pays » pour fixer, dans le plus grand détail, le prix à payer aux « manouvriers, levadours et estudians » pour salaires et façons de la « manufacture des dits papiers », et cela « sans qu'il soit permis ny loisible à aulcungs des dits « maistres ny autres, de pouvoir donner ny payer d'advantage auxdits « manouvriers que ce qui est ci-dessus déclaré par aulcung prétexte « ny occasion que ce soit directement ny indirectement, et c'est sous « la peyne de 150 livres que lesdits maistres ont ordonné et stipulé « par cet acte, payables par celuy qui aura contrevenu à ce que dessus et payé pour ladite manufacture plus que de ce qu'il a esté cy-devant arrêté, etc. » (1).

Quoi qu'il en soit des motifs avoués ou cachés de la révolte de 1688, le fait de la grève et par conséquent de l'entente des ouvriers entre eux est patent. Un arrêt du Conseil du Roi, du 31 juillet 1688, attribua au seigneur de Vaulbourg, « conseiller du roy et commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté en Auvergne » (autrement dit : intendant de la province), l'instruction du procès des coupables en dernier ressort, avec tel présidial de la province qu'il voudrait choisir. Le jugement fut rendu au présidial de Clermont, le 22 octobre de la même année.

Le principal accusé, Aubin Garrigue, convaincu de s'être attroupé avec d'autres compagnons papetiers et d'avoir enlevé avec bris et fracture de portes, des rames de papiers, meubles et ustensiles, dans les moulins de Claude et Barthélemy Joubert, fut condamné à être réprimandé par devant la Chambre du Conseil et à servir pendant six ans dans les armées du roi. Les autres, à savoir : Audebert, Corchon, Poujade et Gerzation s'en tirèrent avec quelques mois de prison préventive et la répréhension par devant la Chambre du Conseil.

En outre, à la demande des maîtres papetiers qui craignaient le renouvellement des désordres de la part des ouvriers, « s'il n'intervenait pas un règlement par lequel ce qui doit être fait par lesdits

---

(1) Acte du notaire Martinet à Aubagne, en date du 4 février 1634.

« compagnons, ensemble par les aprantifs, soit si précisément et si  
 « exténuement déterminé, qu'à l'advenir, lesdits compagnons et apran-  
 « tifs ne puissent trouver un prétexte soit pour diminuer leur travail  
 « journalier, soit pour exiger des maîtres des droits et rétributions  
 « indeues », le seigneur de Vaulbourg fit, en date du 19 septembre 1688,  
 un règlement qui fut approuvé par le Conseil d'État du Roi à Versailles,  
 le 20 novembre de la même année, lu et publié au prône des paroisses  
 ayant des moulins à papier et transcrit au registre des communautés  
 d'Ambert, Marsac, Grandrif et Saint-Just-de-Baffié, ainsi que dans le  
 livre commun de la confrérie des ouvriers-papetiers de la paroisse  
 d'Ambert.

Ce règlement, en quinze articles, jette un certain jour sur les prétentions réciproques des patrons et des ouvriers; en voici un court résumé destiné à en faire comprendre l'esprit. Incontestablement on cherchait, par son moyen, à réformer d'anciens abus et à fixer définitivement un certain nombre de principes sur lesquels maîtres et compagnons n'étaient pas d'accord. Le règlement fixait donc les points suivants : quantité de travail à exécuter chaque jour ouvrable par chaque cuve; obligation pour les maîtres de nourrir leur personnel les dimanches et fêtes, aussi bien que les jours ouvrables; obligation d'un avertissement réciproque, six semaines à l'avance, pour que les ouvriers puissent quitter leurs patrons ou ceux-ci les renvoyer; défense aux maîtres, sous peine de trois cents livres d'amende, de recevoir un ouvrier venant d'un autre moulin, à moins que ce dernier ne soit muni d'un congé régulier de son ancien patron; liberté assurée aux maîtres de prendre des apprentis en nombre qui leur semblera bon; finance d'apprentissage, pour ceux qui ne sont pas fils d'ouvriers, fixée à trente livres, payables par les maîtres au bénéfice des ouvriers nécessiteux; durée de l'apprentissage fixée à trois ans au moins; l'apprenti, nourri par le maître, recevra au terme de l'apprentissage douze livres et pourra, avant ce terme, être employé comme ouvrier sous le bon plaisir du patron, lequel sera tenu, en ce cas, d'accorder à l'apprenti les mêmes gratifications qu'aux ouvriers; défense aux compagnons d'empêcher les ouvriers étrangers de venir travailler dans les moulins à papier de la région, ni d'exiger de ce chef aucune finance, soit droit de bienvenue; un ouvrier ne pourra passer maître qu'avec l'approbation de trois maîtres et de quatre anciens ouvriers, et qu'en payant une finance de cent livres; les fils de maîtres seront reçus gratis, pourvu qu'ils en soient jugés capables par les deux maîtres les plus anciens; enfin, l'ouvrier convaincu d'avoir gâté son ouvrage pour forcer son

maître à le congédier avant le terme de son engagement sera tenu, en outre des dommages-intérêts, à une amende de cent livres et à une punition corporelle.

Ce règlement et le jugement rendu contre les tapageurs semblent avoir rétabli l'ordre et ramené le calme; mais une vingtaine d'années s'étaient à peine écoulées qu'une nouvelle révolte éclatait à Thiers et que les ouvriers quittant les battoirs refusaient de reprendre le travail sans une augmentation de salaire. Les fabricants, par l'organe de deux d'entre eux, Antoine Delotz et Barthélemy de Riberolles, adressent une requête à l'intendant de la province, Turgot, le priant d'intervenir en leur faveur et, sans doute, de faire exécuter le règlement de 1688. Comment la grève finit-elle? c'est ce que les documents conservés ne disent pas.

Le 30 décembre 1727, parut un nouveau « règlement pour la fabrique des papiers dans la province d'Auvergne »; mais, hâtons-nous de le dire, son apparition ne fut pas due à des grèves, mais bien plutôt au désir des fabricants eux-mêmes de relever leur industrie. Celle-ci, en effet, par suite de causes diverses — droits de marque et de visite du papier, droits élevés de douanes intérieures, élévation du prix de la main-d'œuvre et de celui des matières premières, révocation de l'Édit de Nantes et expatriation de maîtres et d'ouvriers qui en fut la conséquence, développement des papeteries dans les pays étrangers, jusqu'alors tributaires de la France, etc., — était en réelle décadence. Un rapport sur l'état de la manufacture du papier à Thiers, évidemment inspiré par les fabricants, signale les causes auxquelles ceux-ci attribuaient l'arrêt de leur industrie. Bien que non daté, ce rapport paraît avoir été rédigé vers 1713.

La situation fâcheuse de l'industrie papetière en Auvergne, que ce rapport dénonce, est précisée par une statistique des moulins à papier de la province, dressée en 1717. On en signale 57 en activité, 42 chômeants et 20 détruits ou ruinés à Ambert. A Thiers, il y avait 12 moulins en activité sur 22. Pour sortir de ce marasme, il fallait un vigoureux effort de la part des fabricants et un appui correspondant de la part de l'autorité. L'effort des fabricants eut lieu, mais l'appui de l'État fut bien faible, à en juger, du moins, par le nouveau règlement, qui ne fit guère que resserrer les mailles du filet de formalités dans lequel l'administration tenait l'industrie en tutelle, sous prétexte de la surveiller et d'empêcher les fraudes ou les abus. C'était là, hélas! un des défauts du régime des intendants, gens, en général, pleins de bonne volonté, souvent intelligents, mais qui avaient une

confiance trop grande dans leurs propres lumières et qui se défiaient des fabricants, les jugeant trop facilement de mauvaise foi et disposés à abuser de la liberté qu'on pouvait leur laisser. Tous, pourtant, n'avaient pas cette opinion, témoin celui du Languedoc, qui écrit au contrôleur des finances, en 1728, « qu'il ne faut pas présumer que les fabricants de papier falsifient tous leurs ouvrages..., qu'il est de leur intérêt et de leur réputation de faire de la bonne marchandise..., qu'il est très nécessaire de faire des règlements, mais qu'on ne doit les faire que pour les papiers destinés aux pays étrangers qui nous sont connus, etc. »

Le nouveau règlement du 30 décembre 1727, en seize articles, entre dans d'assez grands détails sur les marques et filigranes distinctifs que devaient porter les divers papiers, les dimensions et poids de chaque sorte, le soin à apporter au triage des feuilles, la manière de collecter les chiffons; il institue des visiteurs-jurés des papiers pour Ambert, qui n'en avait point encore, le tout assaisonné de nombreuses amendes en cas de contraventions. Enfin, quatre articles traitent des droits et devoirs mutuels des patrons et des ouvriers; ce sont les seuls qui rentrent directement dans le cadre de cette étude, il convient donc d'en donner un compte-rendu. Défense était faite de commencer le travail, tant en hiver qu'en été, avant trois heures du matin, à peine de cinquante livres d'amende; les fabricants et ouvriers étaient reconnus personnellement exempts de la collecte des tailles, du logement des gens de guerre et de la milice; ils devaient être cotisés d'office pour la taille par l'intendant, sans que les dites cotes d'office pussent être augmentées par les collecteurs; les fabricants n'étaient autorisés à prendre des étrangers pour apprentis qu'à défaut des fils de compagnons; enfin la finance d'apprentissage de trente livres pour les étrangers devait être distribuée: deux tiers entre les compagnons du moulin et l'autre tiers affecté aux frais de la confrérie.

La défense de commencer, avant trois heures du matin, le travail dans les battoirs à papier, surprendra bon nombre de nos lecteurs. Ils seront étonnés de savoir que le travail y commençait souvent à une heure ou deux heures du matin, et cela afin que les ouvriers fussent libres de bonne heure l'après-midi. Ceux ci tenaient beaucoup à ce mode de faire, parce que, écrit M. de Merville, subdélégué de Thiers, à l'intendant, « ils voulaient avoir fait leur journée assez tôt pour aller aux offices de la congrégation des pénitents qui s'assemble à Ambert, d'où les moulins sont presque tous très éloignés ». Ces offices

étaient suivis de réunions familiales, les ouvriers buvaient, vagabondaient et faisaient souvent du tapage.

Les patrons avaient essayé de s'opposer à cet abus qui nuisait à la bonne marche du travail et même à la qualité du papier fabriqué; en vain avaient-ils demandé la suppression des droits perçus par les ouvriers, droits d'entrée, droits de buvette, droits de changement, qui ne servaient qu'à satisfaire leur goût de boisson, en vain avaient-ils demandé que le travail ne commençât pas avant trois heures; les ouvriers avaient tenu bon, et pas plus le règlement de 1727 que celui qui suivit, en 1732, ne vint à bout de leur opposition. Nous retrouverons plus tard une grève qui eut pour point de départ la prétention des maîtres papetiers de faire commencer le travail à une heure moins matinale.

Le règlement confirmait, en outre, des privilèges accordés dès longtemps, tant aux maîtres qu'aux ouvriers, dans le but incontestable de favoriser l'industrie papetière; savoir : celui d'être soustraits à la collecte des tailles, d'être exempts de loger les gens de guerre et de ne point tirer à la milice. On sait quel était le poids de ces différentes charges et on comprend combien patrons et ouvriers tenaient à des privilèges aussi importants. M. Rouchon, le savant archiviste du Puy-de-Dôme, dans un intéressant travail sur les *Grèves des ouvriers papetiers de Thiers* (1), auquel nous faisons quelques emprunts, en fournit un singulier exemple, tiré de la correspondance de M. Mignot, subdélégué, avec l'intendant, en 1768. Trois ouvriers qui travaillaient à la papeterie de Montargis furent obligés d'y tirer à la milice. De retour en Auvergne, ils furent employés dans les fabriques qui manquaient d'ouvriers et y furent occupés tranquillement tant qu'ils laissèrent ignorer qu'ils avaient subi une loi à laquelle ceux de Thiers ont prétendu qu'ils devaient se refuser en vertu des arrêts du Conseil. Ils eurent beau se défendre sur l'obéissance qu'ils devaient à l'autorité suprême et sur ce qu'ils n'ont subi la loi que parce qu'ils n'ont pas pu faire autrement, rien ne put leur épargner une condamnation à une amende pécuniaire de trente livres chacun. Deux de ces ouvriers payèrent cette somme; le troisième, ne pouvant le faire faute de moyens pécuniaires, fut obligé de quitter la fabrique où il était, sans espérer de pouvoir retrouver une place avant d'avoir payé l'amende à laquelle il avait été si injustement condamné par ses collègues.

---

(1) Publié dans la *Revue d'Auvergne*, 1885.



Le règlement mentionne encore les gardes-jurés-visiteurs des fabriques de papier et en institue trois pour Ambert, qui n'en avait, paraît-il, pas, bien que la création de ces offices remontât, dit-on, à 1633. C'était un des rouages que l'administration jugeait nécessaire, mais dont les titulaires n'étaient pas toujours sur un lit de roses. Chargés d'un rôle qui avait quelque rapport avec celui des espions, ils devaient contrôler les papiers, s'assurer qu'ils étaient faits conformément aux ordonnances, surveiller les fabriques, dresser procès-verbal pour toute contravention et en poursuivre le châtimement devant les juges des manufactures. Aussi étaient-ils mal vus des fabricants et des ouvriers et souvent mal reçus dans les battoirs à papier. Ainsi, dans le Languedoc, celui de Mazamet se plaint des menaces et du mauvais accueil qu'il a rencontré à Saint-Sauveur, à Mazamet et à La Capele. Il supplie de lui donner « main-forte lorsqu'il conviendra de faire » de nouvelles visites, à cause des menaces qui, dit-il, m'ont esté faites, m'estant revenu que les sieurs Loubié et Galiber (à Saint-Sauveur) avaient fait gloire de dire que je risque d'estre maltraité et de ne m'en retourner pas de la fabrique ». Un autre fabricant, dit-il, « Delages (à La Capele), me seroit venu joindre tout transporté de colère, en proférant contre moy tous les serments les plus exécrables et me menacer de me donner vingt coups de barre, en me disant de luy passer la porte, que je n'avais rien à faire chez lui », et il ajoute : « Je ne parle pas des autres fabricants, parce que le mauvais traitement que je reçus chez ce premier m'intimida si fort que je n'osai y aller, m'estant mesme revenu que je ne m'en retournerais pas content. » Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'on eût de la peine à trouver des fabricants disposés à accepter ces fonctions. En 1739, à Bédarieux, le sieur Seimandy ayant refusé de les accepter, prétextant de n'être pas assez au courant de son industrie pour pouvoir corriger les défauts de ses confrères, l'intendant écrit aux maires et consuls de Béziers : « La difficulté que fait le sieur Seimandy pour se dispenser d'être nommé juré-garde... ne me paraît pas recevable pour l'exempter de cette charge, ainsi vous pouvez le nommer. » Pour rendre leur tâche plus facile, l'intendant du Languedoc prit, en 1748, un arrêté ordonnant « que les fabricants de papier seraient tenus de se soumettre aux visites du commis, toutes fois et quantes ils trouveront à propos d'en faire ».

Enfin le règlement donne gain de cause, sur deux points, aux revendications des ouvriers ; d'un côté, en restreignant la liberté des patrons dans le choix des apprentis et, de l'autre, en répartissant entre les

ouvriers d'un moulin à papier vingt livres, sur les trente, payées par tout étranger, pour sa finance d'apprentissage dans ledit moulin.

Tel qu'il était, le règlement de 1727 soulevait des difficultés d'application; les ouvriers ne consentaient à renoncer à aucun de leurs usages et les patrons n'osaient pas les y contraindre dans la crainte de grèves totales ou partielles et de la mise en interdit de leurs usines. Rien ne montre mieux l'état de tension qui existait entre patrons et ouvriers et les griefs que les premiers avaient contre les seconds que le mémoire pour la police des ouvriers papetiers de la ville de Thiers, adressé par M. de Merville, subdélégué, à M. Orry, intendant d'Auvergne, que M. Rouchon a publié et dont nous extrayons les passages les plus saillants :

« La réforme d'une infinité d'abus que la licence et la débauche des  
« ouvriers ont introduits est presque le seul moyen de perfectionner  
« le travail de cette fabrique. Le plus considérable de tous ces abus  
« est la nécessité où sont les maîtres, pour ne pas exciter la révolte de  
« leurs ouvriers, de tolérer leurs débauches et de ne pas s'opposer à  
« l'usage presque journalier de certains droits que ces ouvriers exigent  
« contre eux dans différents cas.

« Un de ces droits est ce qu'ils appellent *lever la rente*; il se paye  
« lorsqu'un ouvrier quitte son moulin ou par mutinerie ou par liber-  
« tinage, ou parce qu'il en a été chassé. Cet ouvrier va dans un autre  
« moulin, aux ouvriers duquel il demande la rente; alors tout le tra-  
« vail du moulin cesse, on envoie chercher du vin, et tous les ouvriers  
« boivent : si l'ouvrier désœuvré n'est pas ivre à cette première visite,  
« il va demander sa rente dans un autre moulin; sinon il y va le len-  
« demain et suit ainsi toute la rivière avant de redemander du tra-  
« vail.

« Lorsqu'un apprenti entre dans un moulin, les ouvriers font payer  
« cinq livres. Quant il a fini son apprentissage, on lui fait payer trois  
« livres dix sols pour le droit de s'asseoir à table. Pour occuper la  
« première fois la place qui lui est destinée au travail, il paye encore  
« trois livres dix sols, et pour prendre le nom de compagnon, il luy  
« en coûte encore trente sols.

« Lorsqu'un ouvrier passe d'une place à une autre, par exemple si  
« celui qui lève la feuille est employé à la coucher, il paye quatre  
« livres. Si, de cette place, il passe à celle d'ouvrier, il luy en coûte  
« cinq livres et ainsi de tous les changements qui arrivent nécessai-  
« rement dans cette fabrique. Tout cet argent est employé en vin, en  
« sorte que tous ces différents droits sont autant d'occasions de diffé-

« rentes débauches pour les ouvriers et d'une perte considérable pour le maître.

« Un autre droit, plus intolérable que tous les autres, estant absolument odieux, est celui que ces ouvriers libertins osent appeler le droit de gueulage. Le nom seul en montre assez toute l'infamie. Celui des ouvriers qui ne peut garder la trop grande quantité de vin qu'il a bu, paye quarante sols; cet argent s'emploie sur le champ en vin; on recommence à boire et s'il arrive que d'autres tombent dans le même cas, la débauche ne cesse que lorsque elle est arrivée aux derniers excès.

« Ces désordres sont ruineux pour le maître pour deux raisons : La première parce que les ouvriers sont également nourris et payés de leurs gages quoy qu'ils ne fassent qu'une partie de l'ouvrage qu'ils doivent faire; la seconde raison est que l'usage immodéré du vin que font les ouvriers dans toutes ces occasions les rend incapables de travailler avec la justesse que demande cet art...

« Les droits que l'on exige des apprentis ont encore cet inconvénient particulier que les maîtres étant obligés d'en faire la dépense parce que d'ordinaire les apprentis et leurs parents sont trop pauvres pour la faire, les maîtres diffèrent autant qu'ils peuvent à prendre des apprentis et n'en prennent même que le plus petit nombre possible; d'où il arrive que les ouvriers sont plus rares, ce qui les rend plus insolents, parce que leur petit nombre les rend plus nécessaires.

« La facilité qu'ont les ouvriers séditieux de quitter leurs maîtres et de trouver place dans d'autres moulins à papier de la province est encore l'abus dont la réforme contribuerait infiniment à supprimer les autres abus, parce que la crainte qu'aurait l'ouvrier de ne pas trouver du travail et de s'exposer par là à la dernière misère, le rendrait apparemment plus docile.

« Pour remédier à tous ces désordres, il serait nécessaire... » suit l'exposé des dispositions conseillées par le subdélégué.

Dans quelle mesure l'intendant écouta-t-il ces doléances? C'est difficile à dire. Le fait est, qu'à la suite d'une émeute d'ouvriers papetiers à Ambert, en 1732, ordre fut transmis aux fabricants du Forez de ne recevoir aucun ouvrier qui ne serait pas muni du certificat de congé dûment légalisé par le juge du lieu et que, peu de temps après, le 1<sup>er</sup> septembre, une ordonnance fut rendue par M. Trudaine, supprimant les bailes (sorte de chefs) des confréries de papetiers de Thiers, défendant aux ouvriers ou compagnons papetiers de perce-

voir les droits de maîtrise, d'apprentissage, les droits de bienvenue et de s'asseoir à table, les droits de fiançailles, d'épousailles, d'accouchements, de parainages et autres, sous peine de cent livres d'amende. Le seul droit autorisé par l'intendant était celui de *frairie*, fixé au maximum de trente sols par tête (1).

La publication de cette ordonnance produisit une certaine effervescence; quelques mutins furent mis en prison; mais les ouvriers n'étant pas, sans doute, en mesure de faire opposition, jugèrent prudent de temporiser. Ils demandèrent que l'ordonnance fut rapportée ou du moins modifiée, puis, n'obtenant rien, ils décidèrent la grève. Le 27 juillet 1734, à dix heures du matin, tous les ouvriers quittèrent leur travail et leurs moulins, se réunirent au nombre d'une centaine et décidèrent de ne reprendre le travail que lorsque leurs bailes leur seraient rendus et que l'on aurait rétabli la messe de frérie que l'on disait à l'autel Sainte-Croix de l'église de Saint-Jean. Quelques ouvriers furent emprisonnés, entr'autres un nommé Caillot, quelques amendes furent prononcées, finalement les maîtres capitulèrent : ils décidèrent le rétablissement des messes à leurs propres frais.

Pendant que ces événements se passaient, un nouveau règlement pour la fabrique des papiers dans la province d'Auvergne, avait été promulgué, en date du 23 décembre 1732. Le but principal que poursuivait alors le législateur était d'unifier les formats dans chaque province, en attendant de les unifier dans tout le royaume. Ce travail d'unification avait commencé par l'Angoumois. Le 12 décembre 1730, un arrêt avait fixé les formats de papier de la généralité de Limoges sans arriver pourtant à fondre entièrement, en un tout homogène, les variétés que l'usage consacrait pour les dimensions des papiers de Limoges, de Tulle et d'Angoulême.

Le règlement pour l'Auvergne de 1722 fait un pas de plus en ne tolérant aucune différence entre les formats de Thiers et ceux d'Ambert ou de Chamalières; chaque nom, dans toute la province, ne devait plus indiquer qu'un seul et même format.

---

(1) Il n'est pas hors de propos de rappeler ici que les règlements faits sur certaines industries défendaient aux ouvriers de s'organiser en confrérie; tel était le cas, notamment pour les imprimeurs. Le règlement de François I<sup>er</sup>, du 28 décembre 1541 leur interdisait de faire aucune confrairie, ni célébrer messe aux despens communs desdits compagnons et apprentifs. Il leur était aussi défendu de faire aucun banquet d'entrée ou d'issue d'apprentissage.

Ce nouveau règlement porta un coup très grand à la prospérité des papeteries d'Auvergne; il était sévère pour les fabricants et redoublait d'exigences et de minuties pour les formats, le poids et les qualités du papier. Mais c'est là une face de la question étrangère à notre sujet. Pour la partie qui nous intéresse, il n'était innové que sur deux points : Le débauchage de compagnons chez leurs confrères était sévèrement interdit aux maîtres. Défense était faite, d'autre part, aux ouvriers de quitter leurs maîtres pour aller chez d'autres, qu'ils ne les aient avertis six semaines auparavant, en présence de deux témoins. Ces deux contraventions étaient punies de 300 livres d'amende pour le patron fautif et de 100 pour l'ouvrier. Ces deux articles avaient pour but de mettre un terme au déplacement trop facile des ouvriers et sont assez conformes à l'esprit de nos règlements de police actuels.

Ce passage constant, cette émigration d'un battoir dans un autre, était un des fléaux de l'industrie papetière. Les maîtres, surtout ceux qui, n'étant que locataires, ne pouvaient, que difficilement, se recruter un bon personnel, cédaient, avec une regrettable facilité, à la tentation de débaucher les ouvriers de leurs confrères, et les compagnons, de leur côté, ne se gênaient pas pour quitter leur patron sans motif plausible. Les plaintes, à ce sujet, abondent dans la correspondance des subdélégués avec les intendants. En général, en cas pareil, on saisissait l'ouvrier coupable, on le mettait quelques jours en prison et on faisait payer une amende au patron qui l'avait débauché; mais, parfois, les ouvriers prenaient parti pour leur nouveau camarade et l'autorité était embarrassée. Ainsi en 1756, un ordre d'emprisonnement fut lancé contre Damien Joubert que le sieur Cluzel, de Thiers, avait débauché à son collègue Vimal d'Ambert; mais Mignot, le subdélégué, n'osa pas le faire arrêter au milieu des autres ouvriers « ce qui, dit-il, « aurait certainement jeté une confusion générale dans ce corps républicain, qui, jaloux d'une prétendue indépendance chimérique, « saisit les occasions de la signaler ». L'affaire fut arrangée par la rentrée de Joubert chez son ancien maître.

Enfin parut l'arrêt du 27 janvier 1739, en 61 articles, complété par celui du 18 septembre 1741, donné, non plus pour une province, mais pour la France entière et constituant un véritable code de l'industrie papetière. Les sévérités redoublaient, l'ingérence de l'administration dans tous les détails de la fabrication était portée à son comble et des amendes énormes menaçaient les maîtres papetiers à la moindre infraction. Mais en ce qui touche au sujet spécial de cette étude, à savoir les rapports entre les ouvriers et les patrons, il n'était rien innové.

Pendant plus de trente ans, il n'est plus fait mention de grèves dans l'industrie papetière, ni en Auvergne, ni ailleurs; les temps étaient durs, il y avait une crise générale comme on dirait aujourd'hui. En 1738, le produit des papeteries d'Auvergne était encore de 811,600 livres tournois; en 1740, il tombait à 645,100 livres, à 601,250 livres en 1745, et à 554,300 en 1750, soit une diminution d'un tiers en douze ans. En 1748, à Ambert, trente-trois cuves sur soixante avaient cessé de fonctionner. Les débouchés que les papiers de France trouvaient à Hambourg et dans les pays du Nord, en Hollande, en Espagne, dans le Levant et ailleurs se restreignent ou se ferment les uns après les autres. Les fabricants sont soumis à des impositions qui vont croissant et dont ils se plaignent à bon droit. Ainsi, en 1739, Johannot et Montgolfier à Annonay demandent à l'intendant du Languedoc de modérer leur imposition; avant 1734, ils ne payaient que 25 livres 4 sols de capitation, celle-ci est actuellement de 80 livres, ils doivent, en outre payer celle de leurs ouvriers qui est, pour chacun, de 11 livres 8 sols. Vers la même époque, Gourbeyre, fabricant à Ambert, a vu ses impositions monter de 198 à 896 livres. De nouveaux droits sur les papiers furent en outre établis par les édits de 1745 et 1748, mais à force de réclamations, les fabricants, par un arrêt du Conseil du 4 février 1749, en obtinrent la suppression presque complète.

Les condamnations et les amendes ne manquaient pas non plus aux pauvres papetiers et leur rendaient la vie bien difficile. En voici quelques exemples, choisis parmi les cas nombreux qui ont passé sous nos yeux. En 1741, quatre fabricants sont condamnés chacun à cent livres d'amende et chacun de leurs salerans (sorte de contre-maitres) à dix livres, parce qu'on a trouvé de la graisse sur les tables des lissoirs. Cluzel, papetier de Thiers, se voit confisquer onze rames de papier et s'entend condamner à cent livres d'amende, parce que ce papier n'est pas du poids fixé par l'ordonnance. Quatre fabricants et un marchand de Thiers sont condamnés chacun à cent livres d'amende parce qu'on a trouvé chez ce dernier huit rames de papier dont les maculatures qui les couvrent ne se sont point trouvées marquées de la sorte, de la qualité et du poids dudit papier. En 1742, Jaques Vimal est condamné à trois cents livres d'amende parce qu'on a trouvé chez lui trois paires de formes qui ne sont pas marquées de 1742, ainsi que l'exigeait l'ordonnance de l'année précédente. Deux autres fabricants sont condamnés chacun à cent livres d'amende et à la confiscation du papier saisi qui n'était pas bien collé; Claude Forneton à onze cents livres d'amende pour insuffisance de collage, joint à ce que son papier marqué

fin ne peut pas même se comparer aux papiers moyens qui se fabriquent à Ambert. En 1745, le même Forneton, poursuivi pour des faits analogues, est condamné de rechef à onze cents livres d'amende, et comme il est en récidive, il est déchu pour toujours de la fabrication et du commerce du papier. La même année, trois fabricants sont condamnés chacun à cent livres d'amende, toujours avec confiscation, parce qu'on a trouvé, chez chacun d'eux, deux à trois rames de papier à chacune desquelles il s'est trouvé manquer de deux à cinq feuilles, (sur cinq cents).

Sans doute, et dans plusieurs cas, les fabricants qui recouraient en grâce, surtout s'ils avaient quelques protecteurs influents, obtenaient une réduction des amendes encourues, mais il faut reconnaître que les intendants avaient la main singulièrement lourde et que l'industrie papetière devait souffrir de règlements semblables pareillement appliqués.

Graduellement, les circonstances s'améliorèrent; en 1758, la production remonta à 687,450 livres et, avant 1770, elle atteignit un million. On peut dire qu'à partir de 1760 ou 1765, l'ancienne prospérité était revenue pour la papeterie, non seulement en Auvergne, mais dans la France en général. A mesure aussi, les rapports entre patrons et ouvriers se tendirent et l'association des compagnons se reconstitua plus solide et plus exigeante que jamais.

De nombreux documents provenant des fonds de l'intendance font preuve de l'état d'hostilité, tantôt latente, tantôt ouverte, qui existe entre les tenanciers des battoirs et leur personnel.

En 1772, André Coste, propriétaire des papeteries du Vieux-Salin et de Chanteserre, près de Thiers, se plaint d'avoir été maltraité par plusieurs de ses ouvriers qui l'ont contraint, par la violence, à délivrer un certificat de congé à Jacques Brunel parti, sans l'avoir prévenu de son départ dans les délais voulus. Peu de jours plus tard, c'est Sauvade, un marchand-papetier, établi à Saint-Étienne, qui se plaint d'avoir été maltraité par les compagnons du sieur Missonier, papetier de Marsac. Mais tout ceci n'est rien auprès de la grève qui éclata, le 4 mai de cette année, à Thiers et qui dura deux mois. Le prétexte en fut l'heure d'ouverture de la journée de travail que les patrons, contrairement aux règlements de 1727 et de 1739, voulaient reporter de trois heures du matin à quatre heures, afin d'économiser l'éclairage. Les ouvriers refusèrent d'obéir et aussitôt le travail cessa dans tous les battoirs. Les fabricants firent venir des ouvriers étrangers, mais, effrayés par les grévistes, ceux-ci n'osèrent pas se

mettre à l'ouvrage et se retirèrent. Les grévistes exigeaient que le travail commençât à trois heures, que les fabricants eux-mêmes les invitassent à reprendre l'ouvrage et leur payassent leur salaires pendant tout le temps qu'avait duré la grève. Ils maintinrent ces exigences en présence des fabricants et des gardes-jurés. Leur fermeté et leur union remportèrent la victoire. Le travail ne fut repris que le 2 juillet, lorsque les maîtres eurent capitulé.

La puissance et l'audace des ouvriers, accrues par ce succès, se manifestèrent dès lors par des prétentions nouvelles. Dès l'année suivante, ils refusent de laisser travailler dans les fabriques d'Ambert des fils de fabricants qui ont fait leur apprentissage chez leurs pères. Plus tard, ils refusent aux maîtres la possibilité que leur reconnaissent les règlements de prendre des apprentis et ouvriers comme bon leur semble et ne veulent plus laisser travailler que les fils de compagnons.

En 1776, la fabrique des Montgolfier, à Rives en Dauphiné, fut mise en interdit et ses chefs eurent beaucoup de peine à conserver et à recruter le personnel qui leur était nécessaire. Un de leurs ouvriers demeura fidèle, nommé Bession, fut condamné par ses collègues à une amende de trente livres pour avoir continué le travail. Il dut bientôt quitter la province pour éviter les persécutions et, muni d'un congé régulier, il vint s'établir à Thiers dans le battoir à papier de Pierre Faye, au Crêt du Faux. Mais dès qu'on connut le motif de son émigration, les ouvriers de Faye refusèrent de travailler avec leur nouveau collègue et se mirent en grève.

Les délégués de l'intendant étaient fort perplexes, en cas pareil. M. Mignot, l'un d'eux, écrivait déjà en 1772 « qu'il faudra, sans doute, « en venir à des exemples de rigueur, sans lesquels il ne paraît pas « possible de contenir une république d'ouvriers inférieurs, en habitude de faire la loi aux maîtres », mais nul n'osait agir, et M. Jubié, inspecteur des manufactures, déclarait en 1778 que les ouvriers « sont « trop nombreux et trop unis pour qu'une brigade de maréchaussée « puisse agir contre eux ».

Cependant, en dehors des centres industriels, il était possible d'agir et c'est ce qu'on fit dans une localité peu éloignée de Paris. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire presque intégralement l'arrêt du Conseil du 26 février 1777, qui expose les faits et prononce les condamnations : « Le Roy, ayant été informé que les ouvriers des manufactures de papier du royaume se sont liés par une association « générale, au moyen de laquelle ils arrêtent ou favorisent à leur gré



« l'exploitation des papeteries et, par là, se rendent maîtres des suc-  
 « cès ou de la ruine des entrepreneurs; que les désordres résultant de  
 « cette association viennent d'éclater récemment dans la fabrique éta-  
 « blie par le sieur Réveillon, marchand de papiers à Paris, situé au  
 « hameau de Courtalin, près Faremoutier, en Brie, élection de Coulom-  
 « miers. Sa Majesté a ... donné les ordres nécessaires pour que les faits  
 « imputés auxdits ouvriers fussent constatés. Il résulte d'une informa-  
 « tion sommaire ... que lesdits ouvriers se sont fait entr'eux des règle-  
 « ments, dont ils maintiennent l'observation par des amendes qu'ils  
 « prononcent, tant contre les maîtres qui ont des démêlés avec leurs  
 « ouvriers, que contre les ouvriers qui n'abandonnent pas les fabriques  
 « où ces démêlés ont eu lieu; que ces amendes sont toujours payées,  
 « et par les maîtres qui craignent une cessation de travail qui entrai-  
 « nerait leur ruine, et par les ouvriers, à qui l'entrée dans les autres  
 « manufactures est interdite jusqu'à ce qu'ils aient subi la peine pécu-  
 « niaire qui leur a été imposée; que l'effet de cette police séditieuse est  
 « qu'un seul ouvrier mutin et entreprenant, peut débaucher tous les  
 « ouvriers d'une papeterie, empêcher que d'autres ne viennent les  
 « remplacer, et procurer à tout autre établissement qu'il affectionne,  
 « les meilleurs ouvriers dans chaque genre de travail.

« Tous ces désordres se sont réunis pour détruire la manufacture de  
 « Courtalin. Le nommé Pierre Rosse y ayant travaillé en qualité de  
 « contre-maître, et ses services, ainsi que ceux de sa femme, ne con-  
 « venant pas à l'entrepreneur, il se retira; il fit ensuite d'inutiles  
 « efforts pour y rentrer, et enfin s'attacha à former au lieu de La  
 « Motte, près Verberie, l'établissement d'une nouvelle fabrique de pa-  
 « pier, appartenant au sieur Congniasse-Desjardins. De là, il écrivit  
 « aux ouvriers de Courtalin, leur envoya des émissaires... et ne  
 « négligea rien pour les attirer... Quelques-uns de ces ouvriers  
 « demandèrent en effet leur congé et allèrent le rejoindre; ils furent  
 « successivement suivis de quelques autres qui se rendirent à La  
 « Motte et furent admis à y travailler, quoiqu'ils n'eussent point de  
 « billet de congé, en sorte que les travaux de la manufacture de  
 « Courtalin se trouvèrent suspendus : Le petit nombre de ceux qui res-  
 « tèrent, et notamment le nommé Cavalier, se portèrent à de tels excès  
 « contre la veuve de la Garde, laquelle conduit cette entreprise avec  
 « ses deux fils que, sur la plainte juridique portée contre ledit Cavalier  
 « et l'information faite en conséquence, il fut décrété de prise de corps,  
 « arrêté dans la manufacture de La Motte et conduit dans les prisons  
 « du bailliage de Faremoutier. Malgré cet exemple, un autre ouvrier,

« nommé La Déroute, se porta aussi à des voies de fait contre un des  
 « fils de ladite veuve de la Garde et, après avoir été chassé, il ne tarda  
 « pas à trouver du travail dans la papetere de La Motte. La nouvelle  
 « de ce qui venait de se passer avait été portée d'avance par le nommé  
 « Roche, ouvrier de Courtalin, à ceux de La Motte; ces derniers sai-  
 « sirent cette occasion et, en punition de ce que les ouvriers qui res-  
 « taient à Courtalin n'avaient pas pris le parti dudit La Déroute, ils les  
 « condamnèrent à une amende de trente-six livres chacun et la veuve  
 « la Garde elle-même à une amende de trois cents livres. Le même  
 « Roche rapporta une lettre qui annonçait cette condamnation et la  
 « défense de travailler jusqu'à ce que les amendes eussent été payées;  
 « en conséquence, les ouvriers cessèrent en effet leur travail pour aller  
 « à la manufacture de La Motte, distante environ quatorze lieues, dans  
 « le dessein de faire modérer leur amende et ne revinrent à Courtalin  
 « que plusieurs jours après.

« Sa Majesté étant instruite que l'exercice de cette prétendue juri-  
 « diction subsiste dans toutes les papeteries du royaume, que des éta-  
 « blissements si utiles sont menacés d'une subversion totale, partout  
 « où les mattres refusent de céder aux caprices des ouvriers qui y sont  
 « employés et aux rapines qu'ils se permettent sous le nom d'*amendes*;  
 « que les ouvriers de certaines provinces exigent sous le nom de *bien-*  
 « *venue*, de ceux qui viennent d'ailleurs, des sommes arbitraires et  
 « toujours excessives; qu'ils empêchent les mattres des papeteries de  
 « former des apprentis à moins qu'ils ne leur paient une somme quel-  
 « conque, à laquelle il leur plaît de les taxer. A quoi voulant pour-  
 « voir :

« Vu l'information faite le 20 novembre dernier, à laquelle étaient  
 « joints trois billets et quittances de paiement d'amendes prononcées  
 « par des ouvriers papetiers, des 17 mai 1767, 15 juin et 11 sep-  
 « tembre 1776, datées à Plombière, à Challe, près le Mans, et à Troies  
 « en Champagne; une lettre du nommé Rosse, datée de La Motte, le  
 « 24 octobre 1775, adressée à un ouvrier de Courtalin, pour lui, sa  
 « femme et ses belles-sœurs; autre lettre du même, également datée  
 « de La Motte le 9 juin 1776, aussi adressée à un ouvrier de Courtalin,  
 « pour lui, sa femme et son fils; autre lettre du 13 novembre 1776,  
 « écrite par le nommé Jacques Rousselle, dit Deslauriers, ci-devant  
 « ouvrier à Courtalin et actuellement à La Motte, et adressée, au  
 « nom de tous les ouvriers de ladite papeterie à ceux de Courtalin,  
 « pour confirmer à ces derniers que chacun d'eux a été condamné à  
 « une amende de douze écus; ..... etc.

« Le Roy, étant en son conseil, a condamné et condamne, conformément à l'article 38 du règlement du 27 janvier 1739, ledit Congniasse-Desjardins, propriétaire de la fabrique de papiers de La Motte, près Verberie, à trois cents livres d'amende, payable par corps..... et en exécution de l'article 49 du même règlement condamne les nommés Rosse, Deslauriers et Roche, ci-devant ouvriers à Courtalin, en l'amende de cent livres chacun, payable également par corps..... Veut Sa Majesté que le règlement du 27 janvier 1739 soit bien et dûment exécuté dans tous les articles auxquels il n'a pas été dérogé et notamment ceux qui concernent la discipline et la police entre les maîtres et les ouvriers. Et en outre, fait défenses à tous ouvriers de former aucune association, d'exercer aucune espèce de police entr'eux, et à chacun desdits ouvriers, et à tous en général, de s'immiscer, directement ni indirectement, dans les discussions qui pourraient survenir entre les maîtres desdites manufactures et les ouvriers qui y sont attachés ; de s'assembler à cet effet, de détourner lesdits ouvriers, soit de vive voix, soit par écrit, du travail dont ils sont chargés ; de les condamner à des amendes ; le tout sous peine d'emprisonnement, même sous plus grande peine, s'il y échoit : Ordonne à tous maîtres de manufactures de papier qui auront connaissance d'associations entre leurs ouvriers et ceux de quelque autre manufacture, de complots formés pour faire cause commune, ou d'amendes prononcées par lesdits ouvriers, sous quelque prétexte que ce puisse être, d'en donner avis, sur-le-champ, aux officiers de maréchaussée les plus prochains des lieux, lesquels s'assureront des contrevenans et les conduiront en prison pour y demeurer jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné :

« Et enjoint aux sieurs Intendans et Commissaires départis, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera lu, publié partout où besoin sera, et affiché dans les différents ouvroirs de chaque papeterie, avec défenses aux ouvriers d'arracher lesdites affiches, sous peine de prison.

« Fait au Conseil d'État du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 26 février 1777.

« (Signé) AMELOT. »

Ce jugement n'était pas pour effrayer les compagnons-papetiers ; nous allons les revoir à l'œuvre, et prononcer la damnation ou mise en interdit de fabriques de papier pour les motifs les plus futiles, et

cela en Dauphiné, comme en Champagne, en Auvergne ou en Languedoc. Ce sont partout les mêmes conflits.

Voici un fragment de la lettre adressée par Montgolfier, de Rives, à l'intendant du Dauphiné, en date du 16 mars 1781 : « Le dimanche « 25 février, étant à Genève pour fait de mon commerce, mon épouse « étant à souper dans ma fabrique avec les gens les plus distingués « du lieu dans les deux sexes, et un de mes frères, propriétaire de la « fabrique de Voiron, ils furent interrompus par le tapage et l'insolence de deux ouvriers, l'un nommé Fougère dit l'Illomard, et l'autre « Nourrisson, dit Comtois, qui, étant arrivés après le souper de leurs « camarades, jetèrent, par bravade, les plats qu'on leur présenta, en « jurant et disant des impertinences; la compagnie troublée, voulut en vain leur faire des représentations sur l'indécence de leur « conduite; mais rien ne put apaiser leur fureur; alors mon frère fut « obligé de les mettre dehors pour avoir la paix. Le lendemain, ils « vinrent demander leur compte qui leur fut fait sur-le-champ et, de « là, ils allèrent porter leurs plaintes dans les autres fabriques qui « jugèrent en corps que les deux plaignants avaient tort de n'avoir « pas pris le repas des maîtres pour eux et chassé la compagnie; « condamnèrent mon épouse, sous ma garantie, à quatre cents livres « d'amende et le sieur Riban, fermier de mon frère à pareille somme, « et tous les ouvriers des deux fabriques à soixante livres d'amende, « pour n'avoir pas pris parti le lendemain et avoir osé travailler depuis le départ des plaignants, leur enjoignant d'évacuer les deux « fabriques jusqu'à paiement de l'amende, sous peine d'interdiction « et d'être chassés du métier. A mon arrivée j'ai trouvé tous mes « artifices arrêtés et, malgré le ridicule de la demande, mes ouvriers « ont tous préféré partir sans leur compte, ainsi que ceux de mon « frère, plutôt, disent-ils, que de se mettre dans l'embarras, et par « là, m'y ont réellement jeté moi-même, en m'exposant à perdre environ 3,000 livres de matière en fermentation qui a un besoin pressant « d'être ouvrée, aux risques d'une perte entière. »

(X. Roux. *Les papetiers du Dauphiné*.)

A Troyes, une lettre de l'intendant de Champagne, adressée au ministre des finances à Paris, en date du 25 février 1783, pour lui demander de prendre de nouvelles mesures contre les ouvriers papetiers, porte ce qui suit : « L'esprit d'association et de mutinerie, qui a toujours été particulier aux compagnons papetiers, est poussé aujourd'hui à un tel excès, que la sévérité du règlement publié sur la matière

sembler insuffisant pour brûler les désobéissants qui en sont la suite. Ils font des parties avec eux et continuent à fonctionner la fabrique qui leur a été livrée, en leur mettant en interdit tout ce qu'ils veulent essayer de faire pour venger ou pour honorer le sieur Debure à Troyes qui a manqué d'être assassiné en 1777 par ses propres ouvriers et qui n'a échappé aux suites de leur fureur qu'à la faveur d'un sacrifice en argent que sa femme a cru devoir faire à son mari. Trois compagnons étrangers ont mis le soulèvement dans l'air et tenu des propos séditieux contre le sieur Debure. L'instruction faite contre eux prouve qu'ils venaient de Barsur-Seine où ils avaient mis un Allemand à contribution, dans la papeterie du sieur Bouchard, sous le nom de bienvenue : un d'entr'eux, nommé Fricot, paraît être un des courriers du compagnonnage. »

L'instruction de cette affaire fut assez longue et le jugement ne fut rendu que le 15 juin de la même année. Les trois principaux auteurs de la révolte, Alexis Chasteaube, Jacques Jouant, dit Fricot et Louis Pron « docement atteints et convaincus de soulèvement et association et encore de vexation et sédition, tant contre le sieur Debure que envers les ouvriers dudit sieur Debure » furent condamnés à être bannis pour trois ans de la ville, faubourgs et banlieue de Troyes : Joseph Ratelle, « atteint et convaincu d'avoir, au mépris des règlements et de la soumission par lui faite, refusé de faire le temps de l'ordonnance et soulevé Louis Pron » en fut quitte pour quinze jours de prison : enfin Paul Declair et Jean Dupont « duement atteints et convaincus d'avoir exigé du nommé Pesché, dit la France, un droit de province et avoir, en conséquence, refusé de travailler, même d'avoir quitté le sieur Debure sans faire le temps de l'ordonnance, ni avoir pris les congés prescrits », furent seulement mandés à la Chambre et admonestés, avec injonction de se conformer à l'avenir aux règlements. Du même coup, Debure leur patron fut condamné à six livres d'amende pour avoir négligé de tenir le livre des ouvriers occupés dans son usine prescrit par les lettres patentes du 12 septembre 1781.

Quelques années plus tard, un incident sans rapport avec les faits qui précèdent, témoigne d'une singulière négligence dans l'administration de la justice vis-à-vis des ouvriers. Un Bâlois, Jean Greder, qui travaillait, depuis un an environ, chez Debure, le quitta sans congé et partit dans la direction du Nord. Debure constatant son absence, porta plainte contre lui ; on suivit ses traces et la maréchaussée finit par l'atteindre à Saint-Omer où il fut mis en prison. Il y resta six mois, jusqu'en février 1787, sans être interrogé et sans qu'on pensât même à lui. Sur ses instances, M. le duc de Guines finit

par s'intéresser à son sort, en informa le magistrat de Bâle qui réclama vivement la libération de son ressortissant lequel fut enfin transféré à Troyes pour être à même de se justifier. Le juge chargé d'instruire l'affaire, le trouva, il est vrai « coupable d'un délit trop fréquent de la part des ouvriers excités principalement par ceux de la nation suisse et allemande qui nous apportent les usages abusifs de leur pays et surtout une insubordination réfléchie et combinée d'un bout du royaume à l'autre contre les ordres du roy » ; mais le trouvant déjà trop puni par la longue détention qu'il avait subie, il le fit élargir à la condition qu'il retournerait travailler chez Debure, son ancien patron, ce qui fut fait, effectivement, le jour même.

Ailleurs, à Chamalières, près de Clermont-Ferrand, en 1785, le battoir de Genès Chelle fut mis en interdit pendant plus de quatre mois dans les circonstances suivantes : deux de ses ouvriers, Christophe Desors et Jean Benoît l'ayant quitté sans congé se fabriquèrent de faux certificats à l'aide desquels ils entrèrent dans la papeterie d'un nommé Faye à Thiers. Deux autres ouvriers, Claude Dumas et Jacques Têtenoire, quittèrent de même un autre maître de Chamalières pour aller travailler à Saint-Amant Tallende. Ces quatre ouvriers cabalèrent pour empêcher d'autres compagnons d'entrer chez Chelle lequel fut condamné par ses ouvriers à une amende de quarante-huit livres. Après enquête, Desors et Benoît furent condamnés par le juge chacun à cent livres d'amende. Ils firent opposition. Desors, mis en prison, fut promptement libéré ; Benoît y fut maintenu, un garçon papetier, Louis Mendon l'accusant d'avoir exigé de lui des droits prohibés par les règlements. Quant à Chelle, comme il se refusait à payer l'amende, son battoir fut mis en interdit et ses ouvriers le quittèrent. Il envoya au délégué deux quittances, que M. Rouchon reproduit dans le travail déjà cité, prouvant l'existence d'une association ouvrière contre lui et, fait curieux, dans l'enquête, Desors et Benoît ne nient pas l'existence de l'association, ils prétendent seulement n'avoir pas signé les deux pièces incriminées.

A Castres les désordres furent plus graves. Le 9 mai 1786, les ouvriers des papeteries de Castres et de Burlats quittèrent brusquement le travail tandis que les matières étaient prêtes à être employées et déclarèrent ne vouloir venir travailler qu'autant qu'on augmenterait leur salaire. En même temps ils décidèrent qu'une amende de soixante livres serait prononcée contre chacun des garçons ou ouvriers qui continueraient de travailler aux fabriques ; ils se vantaient même d'avoir écrit aux ouvriers des autres fabriques de la province et du dehors de

ne venir travailler que lorsqu'ils auraient obtenu l'augmentation de salaire qu'ils poursuivaient.

Le 7 juin suivant, les maîtres-papetiers de Castres demandent au subdélégué grâce pour leurs ouvriers ; il y a donc lieu de croire qu'un arrangement est intervenu.

Mais peu de temps après survenait une nouvelle agitation. Les ouvriers de la fabrique du sieur Brieu avaient condamné un de leurs collègues, Antoine Carrol, à une amende que celui-ci se refusait à payer faute de ressources et ils l'empêchèrent de travailler jusqu'à ce qu'il se fût exécuté. Brieu porta plainte au subdélégué, disant qu'on avait formé une cabale contre lui et qu'il avait été obligé, contre son gré, de congédier Carrol, qui est bon ouvrier et bon sujet, parce qu'aucun ouvrier n'a voulu travailler à sa fabrique tant que Carrol y serait employé ou n'aurait pas payé l'amende prononcée contre lui. Le subdélégué fit comparaître devant lui les principaux auteurs de cette grève, mais ils répondirent avec tant d'insolence qu'il en fit mettre quelques-uns en prison. Il espérait que cette leçon les ramènerait à leur devoir, mais à leur seconde comparution, ils furent tout aussi violents et impertinents, si bien que le pauvre subdélégué les relâcha provisoirement et donna avis à l'intendant. Celui-ci approuva sa prudence et lui écrivit que « dans les circonstances actuelles,... il faut agir avec la plus grande douceur. »

On laissa donc tomber l'affaire, mais les ouvriers enhardis devinrent de plus en plus difficiles à mener ; le 24 mars 1789, l'autorité dut procéder à l'arrestation de quelques-uns d'entr'eux, aussitôt une grève éclate et toutes les papeteries de Castres et des environs chômèrent. L'information judiciaire de ces faits, opérée du 7 au 10 avril semble réduire l'incident à une querelle entre maître et ouvriers. Il en ressort que deux ouvriers, Roché et Hector Durandeaup, « ont provoqué en « propos, le sieur Brieu, leur patron et l'ont forcé par là à leur dire « quelques duretés, qui ont donné lieu ensuite, auxdits Durandeaup « frères non seulement à manquer des égards que doivent les garçons « à un maître, surtout lorsqu'il est chez lui, mais encore à luy man- « quer grièvement de respect et à l'outrager, comme de luy dire qu'il « était un J... f... ; que cette scène, par sa vivacité et le bruit qu'elle « occasionna, ayant alarmé l'épouse du sieur Brieu, cette tendre « épouse est descendue de son appartement pour rétablir la paix dans « l'atelier..... a pris par le bras Hector Durandeaup.... pour l'engager « à sortir de l'atelier ; que le garçon pour se dégager, lui a donné « une poussade rude, sans doute, ce qui a alarmé à son tour le

« sieur Brieu sur le compte de sa femme, qui par la bonté de son caractère, par sa jeunesse et sa beauté (car, ajoute dans son rapport du 14 avril, le galant subdélégué, c'est sans contredit une des plus belles et des plus jolies femmes qu'il y ait au monde) est très intéressante et mérite bien toute la tendresse de son mari et a porté le sieur Brieu à enjoindre audit Hector Durandeau de la respecter en le menaçant.... d'un coup de fusil.... Ledit Durandeau.... l'a de plus fort provoqué en le menaçant de lui tirer un coup d'un pistolet que son frère avait dans sa poche, qu'il s'est fait remettre, dont il s'est armé en défiant de nouveau son maître par ces mots : f.... va le chercher, ce fusil, etc. »

Le 5 mai, l'intendant rendit un jugement condamnant les frères Durandeau à un mois de prison, à compter du jour où ils avaient été arrêtés et, après ledit temps, conduits, de brigade en brigade, dans la paroisse de Saint-Jean-de-Lappalu, diocèse d'Angoulême, lieu où habitent leurs parents. Il rappelait en outre, dans son factum, les anciens règlements sur la police des ouvriers dans des termes presque identiques à ceux employés dans l'arrêt du Conseil du 26 février 1777.

La publication de cette ordonnance provoqua un vif mécontentement. Les ouvriers envoyèrent une députation de dix ou douze d'entre eux au subdélégué, lui dire que l'ordonnance qu'il avait fait publier « les fâchait beaucoup, que les gens de leur métier n'étaient point faits pour être ainsi affichés à la place, qu'ils ne voulaient point se conformer au règlement », etc. Si bien qu'il fallut envoyer quérir la brigade de maréchaussée. Mais l'intendant était d'avis de temporiser et il écrit à Sers, le subdélégué, que « la fermentation qui règne dans les esprits exige qu'on agisse avec beaucoup de prudence ». Les ouvriers se sentant les plus forts continuèrent. Le 4 juin, l'intendant écrit à Necker que les ouvriers de Brissac ont condamné le sieur Gout, leur maître, à une amende de trois cents livres, modérée à cent livres par les ouvriers de Saint-Laurens (le Minier, près d'Alais), somme que ce fabricant avait payée dans la crainte de voir sa fabrique désertée, et que cet argent avait été employé par les deux fabriques à une espèce de fête. Sers aurait voulu qu'on agit avec vigueur, à son avis les désordres viennent de ce que les maîtres ne sont pas d'intelligence entre eux, tandis que les garçons le sont trop. Quant aux ouvriers papetiers, dit-il, « ils se croient d'une autre essence, d'une rente et plus distinguée » que celle des ouvriers d'autres industries. Mais, vu l'état des esprits, on n'osa pas sévir énergiquement, et les choses en restèrent là.



A Mazamet, en janvier 1788, une grève éclata dans les quatre papeteries de la localité. Les ouvriers exposèrent leurs griefs, disant que « les maîtres des papeteries de Mazamet nourrissaient à leur table « leurs garçons et leur donnaient pour salaire, outre leur nourriture, « aux uns sept livres, aux autres neuf livres par mois. Les maîtres ont « secoué cet usage et se sont mis sur le pied de ne plus nourrir leurs « garçons; ceux-ci contraints de céder à la force ont pris logement « dans la ville, dans des chambres dont le prix n'est pas modique... « A la place de la nourriture, il a plu aux maîtres de leur fixer douze « livres pour cet objet, sans cependant augmenter leur salaire. Ils « ont demandé trois livres d'augmentation par mois, ce qui est un « acte d'humanité dont la justice a déjà été reconnue par la popula- « tion de Saint-Laurens, où les garçons ont été augmenté de 5 livres « 19 sols par mois. Les maîtres de Mazamet sont si durs, qu'ils ont « osé écrire aux papeteries des environs de ne pas donner de travail « aux suppliants, afin de pouvoir les gêner et les forcer à travailler « chez eux aux conditions qu'ils veulent. »

La grève, cette fois, ne fut pas longue et un accord intervint entre les fabricants et leurs ouvriers.

Mentionnons encore une bagarre qui eut lieu à Thiers, en avril 1789, où un nommé Hamont était venu embaucher des ouvriers pour la manufacture de l'Anglée, près Montargis. A la suite de l'arrestation de ce personnage, opérée sur la plainte des maîtres papetiers, les compagnons qui tenaient son parti entrèrent de force chez le subdélégué, où ils menacèrent de mettre le feu et délivrèrent le sieur Hamont. Ce coup violent, dirigé contre le représentant de l'autorité, ne fut pas réprimé. L'intendant, M. de Chazerat, n'osa pas sévir, il en référa à l'autorité supérieure qui ne savait non plus que faire. « Dans des circonstances « autres que celles du moment, lui écrit-on, on aurait pu prendre des « partis de sévérité, surtout contre l'embaucheur, mais dans l'état « actuel des choses, il a paru plus prudent de ne pas compromettre « l'intendant. » On se borna donc à ouvrir une instruction judiciaire qui, probablement, n'aboutit à rien.

Il est certain que les temps étaient troublés, que le pouvoir royal était affaibli et que tout l'ancien ordre de choses allait s'effondrer. Mais que l'on ne croie pas que la Révolution française, en proclamant les droits de l'homme et en faisant disparaître les anciennes corporations, ait fait tomber du même coup l'association des ouvriers papetiers. De nombreux faits témoignent du contraire :

M. X. Roux, dans son ouvrage sur les *Papetiers du Dauphiné*, s'ex-

prime ainsi à propos de la papeterie de Rives (Isère) : « L'indiscipline  
« des ouvriers avait survécu à la Royauté, à la République, à l'Em-  
« pire ; les frères Blanchet (Augustin et Victor, propriétaires de l'éta-  
« blissement), disposés à mettre la main à l'œuvre de développement  
« de leur maison, s'aperçurent bientôt que là était le seul obstacle  
« sérieux à surmonter. Ils décidèrent un coup d'état, le renvoi en masse  
« des ouvriers mauvais. Toutes les précautions furent prises à l'avance,  
« des ouvriers nouveaux recrutés dans le pays même et l'autorité avisée  
« pour obtenir son assistance en cas de besoin (3 novembre 1813).

« La mesure réussit, et, sans s'inquiéter de la mise en interdit de  
« leur usine, ils allèrent de l'avant. Leur fermeté triompha de tous les  
« adversaires et la prospérité ne tarda pas à arriver. »

« A Annonay, dit M. Lacroix (*Historique de la papeterie d'Angoulême*,  
« Paris, 1863), la corporation resta constituée et puissante jusque  
« vers 1820. A cette date, M. Canson (à Annonay), en établissant chez  
« lui un nouveau règlement, souleva les rumeurs de ses ouvriers ;  
« mais, résolu d'en finir une bonne fois avec leur tyrannie, il n'hésita  
« pas à les congédier tous et prit des hommes étrangers au métier de  
« papetier qu'il forma lui-même à leur nouvelle profession. Cet acte  
« de fermeté fit une très grande sensation. »

Un autre auteur, Quénot (*Statistique du département de la Charente*,  
Paris, 1818, p. 469 et suiv.), à propos de l'Angoumois, écrit ce qui  
suit :

« Les ouvriers papetiers forment une corporation très distincte et  
« la plus opiniâtre, peut-être, qu'il y ait dans tout le royaume. Les  
« ouvriers de l'Angoumois sont très attachés à leurs villages, ceux du  
« Limousin ne les quittent jamais, ceux des environs de Paris sont  
« étrangers et mènent une vie ambulante. Cet amour du pays a pro-  
« duit l'esprit de corporation qui les dirige ; leur état est un bien  
« héréditaire. Malgré tout ce que les fabricants du département ont  
« pu faire pour former des élèves étrangers à ces familles, ils n'ont  
« jamais pu y réussir ; soit par mauvais traitements, soit en refusant  
« de leur enseigner les procédés, ces élèves furent obligés de quitter  
« les ateliers ; cette corporation a amené des abus sans nombre ; forts  
« de leur union, ils font la loi (les ouvriers) ; tel qui, en 1789, gagnait  
« pour 22 jours de travail par mois, 33 francs, en exige 48 et même  
« 55. Si la fabrique ne va pas faute d'eau ou de matière, il faut les  
« payer quoiqu'ils ne fassent rien et ils empêchent que leurs enfants  
« soient utilisés pour l'atelier des apprêts ou pour le collage, parce  
« que cette ignorance les soustrait au travail. Pour être reçu compa-

« gnon papetier, le postulant est obligé de régaler pendant deux  
 « jours les ouvriers de la cuve où il travaille; des amis sont toujours  
 « invités, ce repas lui coûte 200 à 250 francs, on lui délivre une quit-  
 « tance de perception, elle fait son titre. Il y a trois grades parmi  
 « eux: le leveur, le coucheur et l'ouvrier; à chaque montée en grade,  
 « il doit donner un repas, de même pour celui qui quitte l'un des  
 « grades que prend le nouvel occupant. Lorsqu'un ouvrier est sans  
 « travail, il visite ceux des autres cuves où l'on est tenu de l'accueillir,  
 « on le régale, on s'enivre avec lui et le désordre se met partout. Il  
 « faut cependant convenir que ce vagabondage a beaucoup diminué  
 « parmi les ouvriers domiciliés, mais il subsiste toujours à l'égard des  
 « étrangers... Voici un droit plus étrange que s'attribue encore la  
 « corporation: Si un propriétaire de fabrique déplaît à quelques-uns  
 « d'entre eux, ils se permettent d'interdire sa fabrique, ce qu'ils  
 « appellent damnation. Alors aucun d'eux n'y entre et l'établissement  
 « excommunié reste désert. Cet attentat à la propriété, frappé par  
 « quelques actes de rigueur du gouvernement, ne s'est pas renouvelé  
 « depuis quelques années... Quand un ouvrier transgresse les statuts  
 « de la corporation, il est condamné à une amende; il faut qu'il la  
 « paye, ou qu'il abandonne son état, ou qu'il sorte du pays. Tout cela  
 « s'opère clandestinement et sans qu'il soit possible de connaître les  
 « auteurs de cette vexation. Pour obtenir des augmentations de sa-  
 « laire, faire des changements dans l'ordre du travail, ils font circuler  
 « une lettre qui n'est jamais signée; un enfant la porte de cuve en  
 « cuve, le mouvement insurrectionnel se manifeste et il est impossible  
 « de l'arrêter ou d'en connaître les auteurs. Cependant ceux de l'An-  
 « goumois respectent le règlement qui les soumet à avertir le proprié-  
 « taire six semaines avant de sortir de la fabrique; cette obligation  
 « est réciproque, on s'avertit devant des témoins. »

Enfin, M. Lacroix (1), lui-même ancien fabricant de papiers d'An-  
 goulême, et connaissant très bien le sujet, après avoir retracé toutes  
 les difficultés que les ouvriers suscitaient aux patrons, les conflits, les  
 révoltes mêmes qui se manifestaient souvent, constate que la révolu-  
 tion de 1789, qui brisa les maîtrises et les jurandes, et supprima les  
 privilèges, fut impuissante à renverser les corporations et les usages  
 des ouvriers papetiers. « Avec les corporations, dit-il, les chambres  
 « syndicales se trouvaient dissoutes. Les ouvriers (Charentais) firent

---

(1) *Historique de la papeterie d'Angoulême*, Paris, 1863.

« leur profit de cette suppression car, débarrassés de la surveillance  
 « de leur chambre, ils eurent la facilité de reprendre leurs anciennes  
 « coutumes, au moyen desquelles ils renouèrent si étroitement leur  
 « association que, de 1789 à 1827, date où s'éteignit la vieille race  
 « des papetiers pour faire place à une génération imbue d'idées nou-  
 « velles, l'histoire de la papeterie de l'Angoumois se borne seulement  
 « à l'histoire des excès des ouvriers et des répressions stériles dont ils  
 « furent sans cesse l'objet. Alors reparurent les droits de bienvenue,  
 « les vins d'affutage et de réception, le chômage des fêtes, même de  
 « celles supprimées, les repas d'enterrement, c'est-à-dire la cessation  
 « des travaux pendant un jour dans les moulins d'une même rivière,  
 « à la mort d'un compagnon; puis les rentes, les rétributions forcées,  
 « les avantages, les suppléments de salaires, les amendes et les dam-  
 « nations. L'Empire, en enlevant les deux tiers des ouvriers aux fa-  
 « briques de l'Angoumois, rendit plus intolérables encore les exigences  
 « de ceux qui restèrent. Aucune ordonnance de police n'eut le pouvoir  
 « d'affaiblir le règlement qu'ils s'étaient fait, qu'ils exécutaient avec  
 « une merveilleuse entente, et que les maîtres furent contraints de  
 « subir, sous peine de voir leurs ateliers interdits... Cet état dura jus-  
 « qu'en 1827, où, à la suite d'une ordonnance rendue par le préfet, à  
 « la demande des fabricants eux-mêmes, une grève générale éclata,  
 « grève qui dura deux mois. Mais les chefs des usines tinrent bon et  
 « ce fut la fin. »

Evidemment, ce compagnonnage, cette sorte de syndicat ouvrier, n'avait réussi à se maintenir aussi longtemps que grâce à des circonstances exceptionnelles : isolement habituel des papeteries loin des lieux habités, insuffisance de ressources d'un grand nombre de patrons, ce qui les mettait hors d'état de soutenir une lutte même de peu de durée, difficulté de former des ouvriers experts en dehors des familles qui, de père en fils, exerçaient la profession, cohésion et entente du côté des compagnons, désaccord et rivalité entre les maîtres.

Le système de la fabrication mécanique du papier, qui s'acclimata peu à peu, à partir de 1820, transforma l'industrie papetière et acheva de faire disparaître les dernières traces de l'association ouvrière, dont nous venons d'ébaucher l'histoire et de montrer les excès.

C.-M. BAIQUET.

## Cristallisations économiques de notre époque.

Mon intention était, au début, de borner mes recherches à l'étude des syndicats (*Trusts*); mais tandis que je m'occupais de ce sujet, l'idée me vint de choisir le titre que j'ai placé en tête de ces lignes. En effet, les formations dont il s'agit ont une telle affinité avec les autres phénomènes et problèmes économiques qu'il m'a paru préférable d'élargir le cadre de mes observations.

Je m'efforcerai, en jetant un regard concis sur le passé, de mettre en lumière l'origine de cet ensemble de phénomènes récents; je m'appliquerai à en représenter la condition actuelle et, faisant une incursion rapide dans le domaine de demain, j'essaierai de prévoir les péripéties probables auxquelles ces phénomènes pourront être sujets.

L'origine de ces cristallisations semble pouvoir se retracer jusqu'au siècle dernier.

La Révolution française, on se le rappellera, abolissant le régime féodal, avait porté un premier coup aux entraves contre lesquelles se débattait le commerce et elle avait ébranlé en même temps l'ancienne institution des corporations.

Celles-ci se traînèrent encore péniblement jusqu'au jour où fut complètement établi le libre exercice des professions.

Cette innovation fut de la plus haute importance au point de vue des intérêts économiques.

Tan lis que dans la période précédente on décrétait et on réglementait sans fin, la vie industrielle devint accessible à tous, le jeu des forces libres commença et la devise du dogme nouveau fut : « Liberté dans la concurrence ». Tandis que jusqu'alors tout était placé sous le patronage de l'autorité supérieure, on inaugura le nouveau système du « laisser-passer » et du « laisser-faire ».

Cette période de concurrence libre, si courte quand on la compare à sa devancière, touche cependant déjà à sa fin. On ne s'en étonnera pas toutefois si l'on considère la marche naturelle des événements, qui devaient nécessairement et rapidement mener à une impasse. La concurrence dégénère en lutte et le contre-coup ne peut tarder à se produire.

Telle est la période que nous traversons actuellement, période de transition, de préparation à une ère nouvelle.

Il existe également d'autres facteurs importants de l'évolution à laquelle nous assistons.

Au temps des corporations — je songe ici à la période de coercition — l'exploitation sur une vaste échelle, la grande industrie étaient pour ainsi dire inconnues; le métier à la main, l'industrie à domicile suffisaient à la production des objets d'usage courant dans la simplicité de la vie d'autrefois.

Survint la découverte de la machine à vapeur avec ses applications nombreuses.

De cet instant date la grande industrie suivie aussitôt du commerce en grand.

Le travail à la main et l'industrie à domicile furent de plus en plus relégués au second plan. Le métier du tisserand dut céder la place au métier mécanique.

Et non seulement la vapeur, mais encore les grandes forces motrices, celles de l'eau, de l'électricité, sont mises au service de l'industrie et des moyens de communication, de telle sorte que le commerce agrandit chaque jour son domaine.

Une autre conséquence de cette évolution est que la grande exploitation industrielle évince non seulement la petite exploitation, mais finit même par produire plus que la consommation ne peut absorber, ce qui conduit inévitablement, après entente, à l'exploitation en commun.

Il en est de même pour le commerce; attendu que le jour où il aura atteint l'extrême limite des transactions, le commerce aussi se verra contraint de rechercher le salut dans une entente commune.

Les connaissances plus étendues que possèdent aujourd'hui les classes aisées, l'instruction perfectionnée des masses, l'assurance que donne le sentiment de la liberté individuelle, tous ces facteurs ont aidé la génération actuelle à comprendre plus aisément que la base de la concurrence a été déplacée par l'entrée en jeu de ces éléments nouveaux; on se rend compte aujourd'hui que l'exploitation individuelle est stérile, que la lutte de tous contre tous est sans issue et qu'il est urgent d'imposer à la concurrence le frein de la modération. A l'anarchie de la production doit succéder la réglementation; au travail désordonné, — l'organisation rationnelle.

C'est ainsi que la force des choses et le péril commun ont amené

l'entrepreneur individuel à se mettre en rapport avec son concurrent, démarche qui forme le point de départ d'une action commune.

On voit se fonder alors les compagnies par actions; des syndicats se forment, des associations de consommateurs et d'ouvriers se créent. Tandis que d'un côté s'unissent les patrons, d'un autre les ouvriers se groupent.

C'est dans ces dernières catégories que se classent les « *Trade Unions* » en Angleterre, les « *Knights of labour* » en Amérique, en Allemagne les « *Fachvereine* » (associations professionnelles), les « *Gewerkschaften* » (corps de métiers) et bien d'autres encore.

Les petits commerçants effrayés par les grands magasins établis dans les principales villes, commencent à s'unir, d'autres forment entre eux des sociétés par actions. L'artisan retirant de l'oubli les anciens statuts de ses corporations cherche de nouveau le salut dans les corps de métiers, alors qu'à mon avis son activité, limitée par la concurrence de la grande industrie, ne pourra s'exercer avec fruit que sous la forme coopérative, en utilisant les découvertes techniques modernes et en tenant compte des besoins individuels des consommateurs; des sociétés coopératives agricoles et autres surgissent, les particuliers se groupent en sociétés de consommateurs, bref, partout se déploie une grande activité.

C'est la nécessité qui a fait éclore toutes ces tentatives, qui sont les avant-coureurs de nouvelles formations économiques. La période de l'exploitation individuelle, du statut individuel, approche de sa fin.

Après ces considérations générales destinées à faciliter la compréhension de l'origine des syndicats, j'aborde le sujet propre de cette étude.

Deux circonstances empêchent de se former une opinion arrêtée sur les syndicats.

D'abord, ceux-ci sont encore dans l'enfance. Nous ne pouvons que présumer de quelle façon l'enfant se développera. En second lieu, nous ne connaissons qu'imparfaitement les voies qu'ils ont suivies jusqu'ici.

Je me suis guidé, dans mon travail, sur les intéressantes recherches opérées par le « *Verein für Social-Politik* », qui, bien que parfois incomplètes, offrent de précieux points de repère. Sur ce terrain ardu, seules les conclusions basées sur des faits positifs peuvent prétendre à quelque valeur; nous devons nous méfier des solutions hypothétiques.

Un grand nombre de syndicats se soustraient à l'examen du public,

sachant fort bien qu'ils sont vus d'un mauvais œil — notamment par les consommateurs — et craignant en même temps l'intervention des pouvoirs publics. Ils ne se croient d'ailleurs pas obligés de publier leurs opérations, qu'ils considèrent comme ayant un caractère privé.

Ceux qui poursuivent un but avouable et avoué — je veux désigner les syndicats rationnels — n'ont aucune raison de craindre le grand jour; tandis que les autres — ceux qui n'ont pas de but ou ne peuvent l'avouer — ceux-là sont obligés de cacher leur jeu. Sans but, point de droit à l'existence.

Je ne puis admettre cette théorie des syndicats donnant à leurs opérations un caractère privé, car il s'agit ici de graves intérêts publics.

Je laisse de côté la question des « *Rings-Corners* » — unions d'accapareurs. Ces formations ne constituent pas une cristallisation économique, ce sont plutôt des aberrations économiques. Ils ne poursuivent d'autre but que celui de la spéculation et de l'exploitation; ce sont des êtres éphémères qui apparaissent aujourd'hui pour disparaître demain, et, pendant leur courte existence, ils vivent aux dépens des classes laborieuses et des consommateurs; nous devons donc nous faire un devoir de les exterminer.

Les syndicats — *Pools*, *Trusts*, — poursuivent un but économique, et c'est de ceux-là que je veux m'occuper.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la surproduction, la baisse des prix, les crises, les frais d'exploitation trop élevés, ont provoqué la réunion des éléments qui jusqu'alors s'étaient combattus; le protectionnisme a sensiblement accéléré les cristallisations. Comme preuve, je citerai la poussée rapide de nombreux syndicats aux États-Unis, alors qu'en Angleterre nous n'assistons qu'à quelques timides essais.

Dans le cours de leur développement, les syndicats ont une tendance marquée à se transformer en monopoles, et ceux-ci trouvent dans les États protectionnistes un sol particulièrement propice à leur croissance. En général, le point de départ est fourni par des discussions sur les difficultés éprouvées en commun; de ces discussions naissent des rapports qui font que chacun des concurrents sacrifie un peu de ses prétentions. Peu à peu l'idée d'association apparaît sous un jour plutôt favorable, on reconnaît l'avantage, bientôt la nécessité d'opposer une commune défense au péril commun, et c'est ainsi que des négociations, ayant eu d'abord un caractère général, se transforment graduellement en conventions ayant pour but la création de



syndicats. Et sous cette appellation on désigne les créations des genres les plus divers.

Mais cela m'entraînerait trop loin d'examiner dans le détail chacune d'elles.

La série de ces formations commence par des conventions écrites et verbales, de nature tantôt générale, tantôt spéciale, s'étendant aux questions les plus diverses. Cette série se continue de telle manière que chaque nouvelle manifestation offre un aspect de cohésion plus parfaite, — effet naturel de la communauté et de l'identité des intérêts en jeu, — de telle sorte que les dernières formations ne diffèrent que très peu des sociétés par actions et des sociétés de monopole.

En me basant sur les expériences faites jusqu'à présent, j'estime qu'il y a tout lieu de croire que les formations peu compactes, existant actuellement, se condenseront et que ce procédé de cristallisation tendra à se généraliser.

Aujourd'hui nous le voyons opérer ses effets non seulement dans le domaine de la production et du commerce, mais aussi dans celui des moyens de communication et des assurances, et c'est ainsi que de jour en jour il aggrandira son champ d'action.

Les syndicats ont leur raison d'être au point de vue de l'établissement des prix, à condition toutefois qu'ils ne proposent pas des relèvements irrationnels — relèvements qui auraient pour effet de limiter la consommation, de porter son attention sur d'autres articles ou encore de provoquer l'éclosion d'établissements de production rivaux ; — à condition aussi qu'ils ne cherchent pas à exercer une pression sur les personnes qui ne font pas partie de ces coalitions, en faisant momentanément baisser les prix, ou en les forçant à adhérer aux syndicats ; à condition, enfin, qu'ils ne nuisent pas au marché national en favorisant le marché international.

Bien des circonstances plaident leur mise en pratique. Par de semblables institutions, les prix de vente se maintiennent plus uniformes et sont sujets à moins d'oscillations que sous le régime de la concurrence libre.

Même lorsque le syndicat cherche à augmenter ses profits — tentative qui, dans l'esprit du consommateur, nécessite une élévation des prix de vente, — cette augmentation n'est pas absolument nécessaire, ou bien elle ne se produira qu'à un degré modéré, attendu qu'une direction habile saura agir dans le sens contraire du renchérissement.

Ainsi s'abaissent les prix d'achat en gros des matières premières, des matériaux et du combustible ; de même par ce moyen on effectue

une économie de personnel et d'ouvriers, on tire un meilleur parti des machines et des instruments de travail. La qualité éprouvera plutôt une amélioration qu'un abaissement, et le travail deviendra méthodique. Il s'ensuivra que les crises industrielles seront plus rares ou qu'il sera plus facile de les apaiser. Le travail alors se fera plus stable et rendra possible une organisation durable du personnel et des ouvriers. Au point de vue social également, le syndicat aura une action efficace, à condition que les patrons augmentent les gages et les salaires en proportion du rendement, et qu'en cas de chômage temporaire ils fournissent à leurs employés les moyens de traverser les temps difficiles.

Nous posédons peu de renseignements sur l'effet que produisent les syndicats sur la fixation des prix des matières brutes et des salaires ; il serait donc de toute nécessité que les organes compétents instituassent une enquête dans ce sens.

La formation de syndicats industriels paraît devoir avoir pour conséquence nécessaire une organisation plus ferme de la production des matières premières, soit de l'agriculture, de la sylviculture et de l'industrie minière d'une part ; d'autre part, des conditions de travail des ouvriers, attendu que les coalitions seules sont en situation de s'opposer efficacement aux modifications qui se produisent dans ces différents domaines.

Je considère la liberté de coalition et d'association complète comme un des moyens les plus efficaces de résoudre le problème. Au point de vue de la protection des consommateurs, j'appellerai expressément l'attention sur les « *Cooperatives wholesale stores* », en Angleterre. Ces associations modèles embrassent les domaines de la production, de l'industrie, du transport et de la vente directe à leurs membres ; elles constituent un contrepoids suffisant à l'action des syndicats ; tandis que les sociétés de consommation allemandes, par leur morcellement et leur caractère restreint, ne peuvent atteindre le même but.

Si dans ce qui précède on croit voir que je suis partisan des syndicats, je rappellerai que je n'ai entendu parler que de syndicats à but avoué et raisonnable.

Je demanderai la permission de m'arrêter un moment à la question des syndicats américains — *Trusts* — et afin d'éviter toute confusion, je dirai avant tout que ceux-ci, pris dans la généralité, ne sont que la contrefaçon défectueuse de ce que doit être un syndicat.

De 1888 à 1889 ont surgi aux États-Unis environ 500 *Trusts* et autres grandes combinaisons ; on prétend que celles-ci ont provoqué, en

moyenne, dans les prix de la majorité des objets usuels, une hausse de 53 1/2 0/0.

Je considère cette assertion comme exagérée, mais il est certain qu'à leur suite se sont produits de grands relèvements de prix. Une grande partie des Trust-certificates et des actions de ces sociétés sont devenus sur les places de bourse américaines des valeurs de spéculation anormales.

Beaucoup de ces combinaisons ont majoré, dès l'origine, la valeur véritable du capital des Trusts dans la proportion de 100 à 500 0/0 et il arrive souvent que les rendements de ces compagnies sont dissimulés par des manipulations de toutes sortes.

Ces sociétés sont devenues des États dans l'État; peu leur importe le bien fondé des intérêts d'autrui, elles passent outre avec leur sang-gêne habituel. Ces sociétés corrompent les cercles populaires, achètent les consciences, les opinions et la voix de ceux qui, par leur situation, dirigent la législature du pays; elles dictent aux chemins de fer, aux canaux les tarifs qui leur conviennent et essaient d'influencer la législation douanière et le droit; mais n'ayant pas réussi, malgré tous leurs efforts, à faire fléchir le droit selon leurs désirs, elles passent par toutes les transformations possibles.

Tout d'abord se forment les Pools, puis les Trusts, ensuite les sociétés de Trusts proprement dites, et les gigantesques sociétés par actions. Les dernières formations se rapprochent déjà du véritable monopole. Le nom fait peu à la chose; ces sociétés ont été organisées de façon à éviter des conflits avec le droit écrit, mais le fond est resté le même. A savoir : « Exploitation de la masse à leur profit », avec ce mot d'ordre : « Ne pas se faire prendre. »

En Europe nous ne connaissons pas de pareils excès et il est à espérer que cette épreuve nous sera épargnée. Nous avons aussi, il est vrai, nos abus, mais nous savons y porter remède. Toutefois ce qui se passe aux États-Unis doit nous servir d'avertissement et nous rendre prudents.

Avant de terminer, je rappellerai encore les syndicats des mines de charbon projetés en Angleterre et dont l'idée fondamentale est la fusion des intérêts des ouvriers et des patrons sous l'arbitrage d'un agent du gouvernement chargé du contrôle. L'idée est bonne incontestablement, à la condition cependant que les intérêts des consommateurs soient également sauvegardés.

J'arrive à cette conclusion que les syndicats ou autres combinaisons

similaires proviennent du développement naturel des choses. Pour me servir d'un terme de comparaison, je dirai que les syndicats sont les rameaux de l'arbre de vie de la société à venir; pour que l'arbre fleurisse et porte des fruits, il lui faut de la lumière et des soins, il faut aussi le dégager à temps de la mauvaise herbe qui l'entoure.

Les plus graves intérêts se trouvant en jeu, il est tout d'abord nécessaire d'instituer des enquêtes coercitives, ainsi que le « Verein für Social-Politik » l'a, d'ailleurs, lui-même réclamé.

A la suite de l'enquête qui devra avoir lieu sans retard, on appréciera jusqu'à quel point de maturité est arrivée la question des syndicats.

A mon avis le contrôle de l'État sera sans doute nécessaire et aura probablement pour conséquence la création d'un droit syndical.

Lorsqu'on connaîtra les résultats de l'enquête, il sera plus aisé de juger s'il y a lieu d'ordonner l'enregistrement obligatoire ou de décider si un règlement administratif ou législatif devrait régir la matière — en Amérique et en Autriche nous avons vu avorter les tentatives législatives dans ce sens — ou bien si l'État devrait collaborer à la direction de ces entreprises.

Bien que je sois d'avis que l'État le plus fort est celui qui limite son action au minimum nécessaire, il n'en est pas moins vrai que ce minimum peut impliquer, dans certaines circonstances, son concours actif et son intervention.

Dans le premier cas, j'ai fait allusion à la coopération heureuse du représentant du gouvernement dans les affaires du syndicat allemand des potasses; dans le second cas, j'ai en vue la possibilité d'un droit d'expropriation.

Ce droit appartient déjà à l'État en ce qui concerne les biens fonciers; il pourrait lui être attribué, également, dans certains cas pour les affaires syndicales.

La question des conseils de prud'hommes et de tous autres tribunaux semblables d'arbitrage pour l'industrie se rattache étroitement au problème qui nous occupe. Déjà nécessaires pour aplanir les nombreuses difficultés qui surviennent entre patrons et ouvriers, et pour éviter les grèves, ces institutions deviendront indispensables au bon fonctionnement des syndicats. Mais je dirais, pour que les jugements de ces tribunaux soient efficaces, qu'ils devraient avoir un caractère obligatoire pour les deux partis.

Je termine en faisant le vœu que les syndicats s'efforcent de conqué-

rir les sympathies du gouvernement et de la nation par une conduite sage et réfléchie.

Ils peuvent atteindre ce but à la condition de ne pas considérer uniquement leurs intérêts, mais en sauvegardant également ceux du producteur, de l'ouvrier et du consommateur. Alors, ils rempliront leur devoir économique et civilisateur, ils seront à la hauteur de leur tâche sociale.

Je crois que l'avenir appartient aux collectivités, au travail organisé en commun et j'estime qu'une telle cristallisation, en permettant d'adoucir la lutte pour la vie, est une formation plus parfaite que l'individualisme.

ALBERT JAFFÉ.

## Le système du clan dans le pays de Galles.

Le nouvel ouvrage de Frédéric Seebohm, « *The tribal system in Wales* », constitue une contribution aussi essentielle à l'histoire de la vie non seulement économique, mais aussi sociale et politique du Moyen-Age, que son travail sur la commune rurale. Je dirai plus : ce nouvel ouvrage me satisfait dans une mesure beaucoup plus grande. Il est vrai que personne, avant ni après Seebohm, n'a jeté plus de lumière sur le système des champs ouverts et des allotissements entre paysans, en même temps que sur le lien qui existe entre ce système et le régime communiste des terres. Mais lorsque je lisais son ouvrage, je fus frappé des efforts artificiels faits par lui pour expliquer ce système par la coutume de labourer en commun et d'atteler les bœufs de plusieurs familles à une charrue commune. Il n'est point douteux que des coutumes pareilles ne fussent connues à l'époque des Plantagenets et même plus tôt, aux temps des premiers souverains normands. Mais peut-on en dire autant des Anglo-Saxons ? c'est douteux, déjà pour cette raison, que les enluminures des manuscrits anglo-saxons ne nous présentent pas la carruque normande avec l'attelage de huit bœufs, mais une simple charrue avec la seule paire de bœufs qu'on y attelait. Et quand l'auteur s'efforce de trouver presque dans toute

l'étendue de l'Europe, et même hors de ses limites, en Asie-Mineure, non seulement les mêmes lourdes charrues, mais encore le même lien génétique entre elles et le système de la possession communale du sol, le lecteur incline, malgré lui, à y voir un de ces emballlements trop fréquent chez les esprits vraiment créateurs et originaux, au nombre desquels chacun placera volontiers Frédéric Seebohm.

Heureusement, il n'y a plus de traces de pareils entraînements dans le nouvel ouvrage de l'économiste anglais qui, cette fois, nous explique aussi clairement l'époque de la vie et de la production tribales, que dans son ouvrage antérieur, l'époque de la vie et de la production féodale et communale. Disons-le en passant, par le fait même d'avoir découvert des coutumes, où l'unité économique n'est plus une famille, ni même toute une maisonnée, composée parfois de dizaines de couples apparentés, mais la tribu entière ou le clan, l'auteur met en doute la doctrine vieillotte qui prétend que l'unité économique primitive était formée par la maisonnée (Haus). M. Brentano s'est prononcé récemment en sa faveur et a déclaré absurdes les théories de ceux qui, en s'appuyant sur les recherches des ethnographes anglais et américains, se refusent à considérer la famille patriarcale comme la plus ancienne cellule sociale. Les railleries de cet auteur vis-à-vis des sociologues qui cherchent à découvrir les traces de la famille maternelle sous l'enveloppe des coutumes patriarcales postérieures, n'ont pu, naturellement, impressionner que des personnes peu familiarisées avec les méthodes de l'ethnographie comparée et de l'histoire du droit. Mais ceux-là mêmes qui, comme le professeur Bücher, ne partagent point la croyance béate à l'immutabilité des institutions familiales depuis les temps préhistoriques, ne saisissent point le vrai caractère de la production archaïque et voudraient l'attacher à la maisonnée isolée, qu'elle soit patriarcale ou matriarcale. Cela n'a, d'ailleurs, rien d'étonnant. Un économiste, même connaissant bien l'histoire des peuples anciens et nouveaux de l'Europe, — et le traducteur et commentateur du livre connu de Lavelaye sur la propriété primitive me paraît l'avoir suffisamment approfondie — a des difficultés à se rendre compte de la nature réelle du clan, car l'histoire écrite commence à l'époque de sa dissolution. Ceux-là seuls qui, comme Morgan, ont cherché le prototype des coutumes anciennes dans la vie des peuplades contemporaines arriérées, ont compris la portée de ce fait que le chef de la maisonnée n'est pas en même temps l'administrateur de ses biens. Au-dessus de lui, est l'autorité des anciens du clan et de l'ensemble des chefs de familles, faisant partie du même clan.

La terre qu'il cultive ne lui appartient pas, ni à lui ni aux siens ; elle est la propriété du clan tout entier ; les troupeaux eux-mêmes, qui sont devenus plus tôt propriété privée, sont encore obérés de certaines redevances en faveur du clan et de ses anciens, et la situation personnelle d'un chef de famille dans la hiérarchie du clan détermine aussi le plus ou moins d'étendue de ses droits économiques. Celui qui connaît la nature des institutions tribales ne s'étonnera pas que, par exemple, chez les Kabardins, la terre soit considérée comme propriété de tout le peuple, qui ne comprend d'ailleurs point les Tartares subjugués mais uniquement les membres des quatre tribus conquérantes. Chacune de ces tribus a son propre prince ou *pché*, dont le pouvoir consistait, entre autres, avant la domination russe, dans le droit de s'approprier des cavales, ou tel autre animal des troupeaux d'autrui. Les prélèvements de ce genre pourraient s'expliquer par l'arbitraire du plus fort, si, parallèlement, les familles soumises au prince n'avaient le droit de réclamer pour elles tel cheval, bœuf ou vache des troupeaux princiers. Cette coutume a gardé tant de sa force que l'administrateur des biens d'un prince kabardin, Atajoukhine, s'est plaint devant moi de l'impossibilité où il se trouvait d'améliorer la race des animaux, car cette amélioration ne pourrait que servir aux sujets du prince de prétexte pour le dépouiller. Il est évident que ce qui forme la base de ces coutumes, ce n'est pas l'arbitraire, mais la survivance d'idées et de sentiments se rattachant au système du clan.

Tous ces faits n'ont, naturellement, aucune valeur aux yeux de ceux qui refusent de se servir des données de l'ethnographie pour arriver à des conclusions sur les anciennes périodes de la civilisation des peuples aryens. La découverte de Seebohm, car je ne trouve pas d'autre terme pour désigner cette reproduction exacte et détaillée de l'ensemble des coutumes galles, est donc surtout importante pour eux. Mais ceux qui à l'aide de l'ethnographie complétaient le tableau des anciennes coutumes aryennes, qui ne nous sont que fragmentairement transmises par les monuments écrits, tels que les Védas, l'épopée hellénique, l'ancien droit romain, les témoignages de César et de Tacite sur les Germains, les anciennes chroniques et les recueils des lois barbares, ont trouvé simplement dans le travail de Seebohm une confirmation manifeste de leurs hypothèses.

Comme dans son premier ouvrage, Seebohm se sert de la méthode des naturalistes (il emploie lui-même ce terme), en allant du postérieur et du mieux établi au plus ancien, plus obscur et douteux. De même que, dans ses « Communes rurales de l'Angleterre », les

récentes pratiques de la petite localité de Hitchin ont servi de point de départ pour ses recherches, ainsi dans son nouvel ouvrage, les coutumes de la possession et de l'exploitation du sol, qui se conservaient dans l'île d'Anglesey à l'époque qui a suivi la conquête du pays de Galles par le gouvernement anglais, ouvrent la longue série de sources, qui sont mises à profit pour l'examen des plus anciennes coutumes de ce pays, éminemment celtique. En passant sur le continent, l'auteur étudie les inventaires de Damby, du temps d'Edouard III, et ayant ainsi trouvé la clef pour l'explication des anciennes lois galloises connues sous le nom de Goël le Bon, du Code de Dymétie et de Vénédotie, Seebohm entreprend l'analyse des dispositions qu'ils contiennent. Mais les conclusions données par cette double recherche sont encore tellement fragmentaires et incomplètes, que l'auteur croit, avec raison, nécessaire de recourir à l'analyse des privilèges octroyés aux églises et aux cloîtres, bien que ces privilèges soient suspects de contrefaçon, car il estime que ceux qui y ont pris part évitaient les anachronismes dans leur propre intérêt, et adaptaient leurs inventions aux conditions sociales et juridiques de l'époque. Comme résultat de tout ce travail si compliqué, nous avons un tableau complet des coutumes et institutions du clan, qui ne peut être fourni ni par l'histoire des Grecs ni par celle des Germains, et ne peut être trouvé que dans l'étude de la vie des peuples qui vivent jusqu'à nos jours par larges groupes des parents, que ce soient les Iroquois, étudiés par Morgan, ou les Ossètes, décrits par moi.

Je ne crois pouvoir attirer l'attention du lecteur que sur quelques-uns des côtés de cette vie, étudiée avec tant de soin par Seebohm, étant d'avance convaincu que personne de ceux qui s'occupent de l'histoire de l'ancien droit ou de l'économie antique, aussi bien qu'en général de l'histoire de la civilisation, ne se refusera à lire dans l'original cet ouvrage qui frappe non seulement par la richesse de ses conclusions, mais aussi par leur entraînement logique et par l'extraordinaire sagacité d'esprit de l'auteur, qui se traduit à chaque pas par des comparaisons et des rapprochements inattendus et heureux. Je suis d'ailleurs persuadé que dans un avenir prochain ce livre deviendra un manuel, et que personne ne songera à écrire sur les institutions familiales d'une nation quelconque, sans avoir préalablement consulté l'ouvrage de Seebohm.

Ce qui frappe d'abord, quand on étudie les institutions des Celtes du pays de Galles, c'est la distinction sévère établie chez eux entre les parents, ou membres de l'union familiale, et les étrangers. Toute la



population indigène, subjuguée par la tribu conquérante des Celtes, entre dans la catégorie de cette sorte de parias.

De temps en temps viennent s'y ajouter ceux qui sont exclus du clan pour des crimes contre les parents et privés pour toujours des avantages attachés à la qualité de membre d'un groupe de consanguins. Ce n'est que la neuvième génération qui peut espérer passer de la situation d'étranger à celle de membre de clan. Ce passage peut toutefois être accéléré par le mariage avec une femme appartenant au au groupe tribal. Ceux qui descendent de pareils mariages deviennent membres du clan dès la quatrième génération. La crainte des insurrections pousse le vainqueur à priver la population soumise du droit de porter les armes jusqu'à la troisième génération. Sans être serfs, ces indigènes pouvaient facilement passer pour des serfs ou *nativi* aux yeux des compilateurs d'inventaires anglais des <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles, tellement leur situation ressemble à celle où se trouvaient à la même époque les vilains de leur propre pays. Quiconque n'est pas d'origine gaëlle doit avoir pour patron une des personnes appartenant au nombre des préposés du clan de la tribu conquérante. Sans son consentement, aucun d'entre eux ne pouvait devenir ni clerc, ni forgeron, ni barde, car chacune de ces professions ouvrait le chemin de la liberté. Les crimes commis sur les indigènes n'étaient pas impunis, mais la rançon ou la composition allaient au patron. En jugement, le témoignage d'un indigène n'avait point de valeur, s'il était dirigé contre des membres de la tribu conquérante.

Un homme exclu du clan pouvait tomber absolument dans la même condition, sans que sa famille perdît pour cela les droits conférés par le fait d'appartenir à un clan gaël et cela également jusqu'à la neuvième génération. Ainsi, par exemple, le droit d'héritage ne pouvait être perdu qu'au cas où le réclamant ne serait parent du banni qu'au neuvième, dixième, onzième degré ou à un degré encore plus éloigné.

Seebohm réussit à établir ce fait que parmi les indigènes eux-mêmes existaient certaines différences de droits, consacrées par la coutume et la loi ; mais nous ne pouvons pas entrer dans ces détails et nous nous bornerons à remarquer qu'en général des différences du même genre étaient connues dans l'Écosse celtique, et qu'elles provenaient de ce que les immigrants postérieurs, d'état libre, mais cherchant à obtenir des terres et un patronage, nouaient de leur propre gré avec le chef du clan, des rapports analogues à ceux de la population subjuguée.

A l'opposé des indigènes privés de toute organisation tribale, les membres de la tribu conquérante s'établissent par groupes de parents,

en sorte que la commune rurale contient tantôt une, tantôt plusieurs familles. Les traces de ces coutumes se conservaient encore à l'époque d'Edouard III, lorsque, comme cela apparaît dans les inventaires du domaine de Damby, l'introduction du système des trois assolements formait à peine le vœu des émigrants anglais, et que la population indigène locale continuait à se procurer les moyens de vivre principalement par l'élevage des troupeaux sur les prairies et les pâturages indivis. L'organisation familiale des Celtes de Galles est construite sur la base de l'agnatisme. Le candidat à la dignité de chef ne peut pas invoquer comme preuve de ses droits la parenté maternelle. L'âge, et non l'élection, fait le chef du clan ; mais comme l'âge peut devenir un obstacle à la conduite active des entreprises guerrières, on mentionne à côté du chef du clan un « vengeur du clan », dont le devoir consiste à commander ses membres lors des entreprises, provoquées par l'obligation de « payer le sang par le sang ». A côté de ces deux personnages, nous rencontrons encore un « arbitre du clan », dont la fonction est élective. Prennent part à l'élection tous les chefs des maisons appartenant au clan. Le choix se porte sur un des plus sages, c'est-à-dire des plus expérimentés, et par conséquent, sur un des plus âgés. L'arbitre prend part aux conseils de guerre et à l'assemblée du clan.

Seuls les enfants légalement nés peuvent être membres du clan. Pour établir la légalité de la naissance d'un enfant, le serment de la mère est exigé ; il est entouré de certaines formalités, qui témoignent de l'importance conservée par le culte des ancêtres malgré la conversion au christianisme : comme lieu du serment on choisit l'église la plus proche du cimetière du clan. L'admission au nombre des membres du clan est prononcée par le père, et au cas de sa mort, par le chef du clan, assisté de six de ses membres. Jusqu'à l'âge de 14 ans, le fils reste soumis au pouvoir du père, il n'a aucune propriété personnelle, n'est pas responsable de ses actes et reste sujet à la correction de la part du père. A partir de l'âge de 14 ans, il devient homme *sui iuris*, mais n'a aucun droit à la fortune paternelle jusqu'à la mort du chef de la famille. Mais en revanche, il acquiert le droit de recevoir du bétail, et plus tard aussi de la terre, de la part du chef du clan, à qui il est présenté solennellement par le père. Il est évident que nous avons ici l'exemple de la dotation de chaque nouveau membre d'une part de la propriété tribale. Tout membre du clan a le droit aux moyens de vivre, de là l'octroi, par le chef du clan, de ce qu'on appelle « cyvarwys », dont la quantité est déterminée par les codes. L'héritage ne se

transmet qu'à la mort du chef de famille, et le cadet des fils est alors avantagé, parce qu'il est le plus longtemps resté au sein de la famille et a le plus contribué à l'acquisition de sa fortune. Les fils qui sont déjà séparés, ont eu le temps de se former leur foyer, mais le cadet n'en a pas, et c'est pourquoi la maison paternelle lui revient de droit. A l'exception de ce *præciput* du cadet qui, dans un grand nombre de localités, par exemple, dans les bourgs anglais (*borough english*), ou chez les populations paysannes du canton de Berne, en général partout où les intérêts économiques l'emportaient sur les intérêts guerriers, donna naissance à l'opposé du majorat des nobles, au minorat paysan, — l'héritage familial est partagé également entre tous les membres présents de la famille, naturellement du sexe masculin. Le partage a lieu *per capita*, non *per stirpes*; le droit de représentation par rapport à l'héritage est inconnu, — trait commun à toutes les anciens systèmes de droit, de sorte que les petits-fils obtiennent des parts égales à celles des oncles vivants. Quant aux filles, elles avaient une dot, dont le montant ne devait pas dépasser la moitié de la part de la fortune mobilière échue à chacun de leurs frères.

Le droit coutumier des Celtes qui, sous ce rapport encore, présente une analogie avec le droit des autres peuples aryens, établit une différence entre les trois plus proches degrés de parenté et les degrés plus éloignés; mais tandis que, par exemple aux Indes, cette différence se traduit dans l'ordre des sacrifices aux ancêtres (la différence entre *sapinda* et *samanadoka*), au pays de Galles, elle entraîne l'inégalité dans l'accomplissement d'une autre obligation du clan : la vengeance du sang. Le christianisme a, évidemment, rendu impossible la manifestation de l'union consanguine dans le domaine religieux; mais il n'a pas pu déraciner le système de la vengeance familiale et n'a fait que l'affaiblir, favorisant le développement du système des rançons ou compositions. Et c'est précisément dans cette sphère qu'a continué à se manifester la distinction entre les parents proches et éloignés. Seule la responsabilité du meurtre s'étendait jusqu'au septième degré. Cela ne veut pourtant pas dire que les deux degrés restants (le septième et le huitième) soient entièrement exempts de toute obligation. Mais leur entrée en jeu était accidentelle; elle ne s'imposait qu'au cas où l'auteur du crime était trop pauvre pour s'acquitter avec ses propres moyens de la part de l'amende qui lui incombait. Alors ces degrés plus éloignés lui venaient en aide en payant ce qu'on appelait le « denier de glaive ».

Nous devons encore nous arrêter au côté purement économique de

l'organisation du clan celtique, à ses rapports avec la terre. Ce côté est peu traité par les Codes ; si Seebohm a réussi à donner un tableau clair des coutumes agricoles de l'ancien pays de Galles, c'est uniquement parce qu'il a cru pouvoir se servir, pour élucider ces questions obscures, de documents laissés dans l'oubli par les chercheurs qui l'ont précédé, comme par exemple Walter ou H. Lewis : je parle des actes d'octroi de privilèges et des inventaires de domaines de provenance anglaise postérieure.

Si nous voulions définir d'un mot le caractère de la production que nous rencontrons au pays de Galles avant son annexion à l'Angleterre, nous devrions employer le terme : production tribale (du clan). La terre n'est la propriété ni du prince, c'est-à-dire du chef du clan, ni des chefs de familles, et encore moins des individus ; aucune classe de la société, sans excepter même les indigènes, c'est-à-dire les étrangers, n'est exclue de la possession du sol. Les familles appelées « wele », composées de parents, possèdent non des territoires déterminés ayant des limites définies, mais des lots des champs communs, des lots dans un ou plusieurs villages ; aussi la confiscation au profit du Trésor, même dans les temps postérieurs, n'atteint pas une surface déterminée du sol, mais le lot ou les lots appartenant aux groupes familiaux dans les limites d'un ou plusieurs villages. L'unité de la famille se continue jusqu'à la mort de son chef. Le partage ne consiste pas dans l'attribution aux individus des parcelles déterminées, mais dans la répartition entre eux des parcelles composant la fortune familiale, qui, à son tour, comme nous avons vu, représente simplement un seul lot dans un ou plusieurs villages. Les sources traduisent cet état de choses, en disant que le sol est en possession ou bien de *foyers* entiers (plus exactement : de « couches », puisque le terme *wele* se traduit en latin par *litum*, lit, et indique l'origine commune de tous les hommes d'un même lit), ou bien de subdivisions (*gavel*) d'une même famille.

Celui qui connaît les institutions agraires du Nord de la Russie aux <sup>xviii</sup> et <sup>xviii</sup> siècles, ne peut pas ne pas être frappé de l'analogie entre les coutumes qui viennent d'être décrites, et le tableau détaillé de la propriété familiale qu'a tracé M<sup>me</sup> Efimenko, dans ses curieuses études sur la vie du peuple russe (1). Il est évident qu'ici et

---

(1) Les conclusions de ce travail d'une haute valeur sont exposées dans la « Geschichte der Leibeigenschaft in Russland », par le professeur Engelmann, de Dorpat.

là, dans l'ancienne principauté celtique et chez les émigrants novgorodiens du Nord de la Russie, nous trouvons les survivances d'une même organisation et d'un même régime économique. Et si l'on prend en considération que les communautés familiales, que nous trouvons encore au XVIII<sup>e</sup> siècle dans le gouvernement d'Arkhangel sous le nom caractéristique de *foyer* (*ognistche*), sont connues aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles dans toute la Grande Russie sous le nom analogue de *petchtche*, que nos anciens documents juridiques placent dans la catégorie de personnages bénéficiant de compositions élevées, l'« ognichanine », terme qui provient évidemment du *foyer* et indique la qualité de membre, ou peut-être de chef de la famille indivise, — ne semble-t-il pas alors vraisemblable, que le régime agraire en Russie était aussi basé sur le même principe tribal et familial, également étranger à la propriété privée et au système des partages périodiques, dont il n'y a, on le sait, aucune trace dans nos anciens documents ?

Mais sans plus insister sur ces frappantes analogies, retournons à la caractéristique de la propriété agricole tribale chez les Celtes de Galles. Le fait, déjà mentionné par nous, que le garçon à sa majorité, c'est-à-dire à l'âge de 14 ans, est doté non par son père, mais par le chef du clan, et qu'il reçoit d'abord uniquement du bétail, nous montre la cause, pour laquelle les lots familiaux, *Wele* ou *lecta*, ont pu se conserver dans une plus grande pureté dans l'ancien pays de Galles, que dans nos provinces septentrionales, et nous donne aussi la possibilité de contester une des théories de Seeböhm, à savoir que la famille celtique était une famille individuelle et non une communauté familiale du type de la « zadrouga » slave ou de la « grande famille » russe (*patriarchal*, et non *joint family*). Pareille affirmation contredit tout ce que les données philologiques et les documents juridiques les plus anciens nous enseignent sur la structure de la famille chez les Hindous à l'époque du Rigvéda, chez les Germains des temps de César et de Tacite, et chez les Slaves aux époques de la Rousskaïa Pravda, du code de Stéphane Douchane et des statuts de Vinodol et de Politza, alors que la communauté familiale nous apparaît sous le terme de « *verv* » (1); mais sans même parler de cette contradiction, rien ne nous prouve que le majeur, une

---

(1) Voir : Schrader, « Sprachvergleichung und Urgeschichte », édition de 1890, pages 573 à 582. — Léontovitch : Droit Croato-dalmatique.

fois doté par le chef du clan, crût absolument nécessaire de prendre son propre foyer et ne continuât pas de vivre en commun avec son père. La part prépondérante du cadet peut s'expliquer sans cette supposition qu'il reste seul dans la maison paternelle à la mort du père. Cette mort survenue avant la majorité du fils cadet a empêché qu'il fût présenté par le père au chef du clan. La dotation en bétail, que ses frères ont reçue du chef du clan, le cadet la reçoit sous forme de bétail vivant attaché à la maison du défunt. Ce bétail constitue la seule partie sérieuse de son *préciput*. La description que donne Hérald de Barry des habitations galloises laisse facilement comprendre, combien étaient minimes les frais de leur construction. Ce n'étaient que des huttes en branchages entrelacés, n'ayant souvent qu'une pièce. Comme chez tous les peuples pasteurs, comme encore de nos jours chez la plupart des montagnards du Caucase, ces huttes étaient de deux genres : les unes, construites plus solidement, en vue de l'hiver, étaient situées dans les vallées ; les autres, faites à la hâte, étaient placées quelque part sur les versants des montagnes, à proximité des lieux où on conduisait les troupeaux pour paître. Qui ne reconnaîtra dans ces dernières l'image des « corbeilles » (*koche*), où le Tartare, le Souanète, l'Ossétien, le Chevsour ou le Tcherkesse montagnard passe souvent tout l'été, en surveillant les troupeaux qui paissent aux pieds du Dikhtau ou de l'Amantau, de l'Elborousse ou du Kasbek ?

Comme le sol est considéré comme étant propriété indivise de tout le peuple et le chef du clan ou prince comme son simple administrateur, il n'est pas étonnant que les indigènes soient admis par lui à son exploitation. Nous les trouvons établis tantôt sur les terres destinées à couvrir ses dépenses personnelles ou publiques, tantôt sur des parcelles séparées, chaque fois à la condition d'acquitter des redevances en nature et d'accomplir des services du même genre. Les familles appartenant au peuple conquérant sont exemptes des unes et des autres ; la seule obligation qui leur incombe est celle d'une large hospitalité envers le principal représentant de leur sang. Elle revêt la forme de l'entretien du chef et de sa suite lors de leurs pérégrinations habituelles dans le pays. Les codes barbares du pays de Galles y apportent seulement la détermination quantitative, qui manque chez les peuples qui n'ont pas conservé par écrit leurs anciennes coutumes. Comme la vie se passe la plus grande partie du jour au dehors, à la chasse ou dans les exercices guerriers, les anciennes lois du pays de Galles, pareillement aux codes des Brehons de l'Irlande ou aux lois barbares, comme par exemple celui des Ripuaires, mesurent par le

nombre des nuits l'espace du temps, pendant lequel une famille ou *sele* celtique est obligée de fournir la quantité de farine, de viande, de bière, etc., définie d'avance. L'habitation est assurée au prince grâce aux corvées des indigènes habitant le sol du clan; les hommes libres sont seulement obligés de lui fournir la nourriture et la boisson.

N'étant point propriétaire, même des terres qui constituent ses domaines, et qui s'arrondissent graduellement par les confiscations, le chef du clan ne peut pas en faire don sans l'assentiment des siens. Les donations aux églises et aux monastères parlent constamment de cet assentiment, — de même que les plus anciens actes des Allmans ou des Bavares, qui nous sont connues par les Monumenta Boica ou par le « Urkundenbuch der Abtei Saint-Gallen » : — nouvelle preuve à l'appui de ce que j'avance, savoir que l'existence au pays de Galles, — comme je suppose — des familles indivises analogues aux « Zadrougas » slaves, concorde plus avec les sources que l'identification, faite par Seebohm, de la famille celtique avec la famille patriarcale des anciens Romains qui elle-même, comme inclinent à le croire les investigateurs récents de l'ancienne Rome, par exemple Marquardsen, n'est pas un type primitif, mais dérivé.

Ainsi, toute l'organisation sociale et économique des anciens Gaëls est dominée par un seul principe, celui de la communauté de sang, — le même qui, comme nous ont démontré Maine et d'Arbois de Jubainville, se trouve à la base de l'ancien droit irlandais.

Dans un volume complémentaire, Seebohm nous promet de s'occuper de la recherche des traces laissées en Angleterre par cette organisation familiale, malgré les couches postérieures des institutions germaniques, scandinaves et franco-normandes. Il est impossible de ne pas trouver heureux le concours de circonstances, qui fait qu'au moment où l'auteur des « Communes rurales en Angleterre » est en train de découvrir les survivances du clan celtique sous la couche postérieure du communisme agraire — l'historien des paysans anglais au Moyen-Age, mon compatriote Vinogradow, se soit proposé de rechercher dans ces mêmes coutumes l'influence scandinave. Si nous ajoutons que le rôle du troisième élément dans la formation du système féodal est déjà plus ou moins élucidé non seulement par les travaux de Fustel de Coulanges, mais aussi par ceux de Momsen, Flach, Fabre, il nous est permis d'espérer que dans l'avenir le plus prochain, nous saurons avec plus ou moins de vraisemblance dans quelle mesure le féodalisme, — ce facteur central de la vie médiévale, — a été le produit

d'influences successives celtiques, romaines, germaniques et scandinaves, et surtout de l'accroissement progressif de la population et de la production nationale, qui a rendu nécessaire le remplacement de l'élevage du bétail par l'agriculture, et des dotations en bétail faites par les chefs de clan, par les dotations en terre faites par les chefs de peuples, les ducs — dotations toujours soumises à la condition du service public.

L'importance de recherches, pareilles à celles de Seeböhm, ne se réduit pas seulement à ce qu'elles élucident une époque obscure dans la vie de telle ou telle ou telle nation particulière; elles projettent encore une vive lumière sur la marche générale de l'évolution, car elles retrouvent le chaînon qui lui manque, et que l'état des sources ne nous permet pas de mettre à nu, du moins avec le même degré de clarté, dans la vie des autres nations.

MAXIME KOVALEWSKY.

---

## NOTES

### Le culte des morts en Chine.

Imprégnés de la morale de Kon-Phu-Cheu, dont les maximes de vertu et d'honneur sont basées sur l'immuable principe de la fraternité sociale hiérarchique, les Orientaux nous taxent d'immoraux lorsqu'ils lisent nos Codes qui leur semblent inciter à la curée des successibles réunis autour du cadavre encore chaud du *de cujus*, de même qu'ils nous qualifient de barbares quand ils nous entendent traiter de folles utopies l'idée d'une paix internationale dont la civilisation chinoise se glorifie d'avoir posé les premières bases en proclamant le mépris du métier des armes.

Il est de bon ton, à l'heure actuelle, de jeter à la Chine la pierre du progrès.

Notre vieille grand'mère — comme la nomment les Coréens, — notre tante, comme l'appellent les Annamites, — sourit à la gaminerie, lève



les épaules et continue à rapiécer ses vieilles traditions, sachant par l'expérience des siècles, ce qu'il faut penser des prétendues nouveautés d'Occident.

« — Vos innovations, pourrait-elle nous dire, sont des entreprises de jeune homme. Vous êtes nés d'hier et vous parlez sagesse. A part les sciences où je ne comprends rien, n'étant pas curieuse des choses naturelles, il y a bien trois mille ans que j'ai fait l'expérience des idées nouvelles que vous tentez vainement de me faire adopter. Croyez-moi, fortifiez en vous les principes de famille et vous vous en trouverez bien. Songez que je vais encore assez bien pour mon âge. Pourriez-vous me citer un empire contemporain de ma jeunesse qui osât comparer sa vitalité à la mienne? »

Le secret de cette longévité extraordinaire se trouve en vérité dans la cohésion de tous les membres de chaque famille réunis autour de leur chef, le Père; de tous les chefs groupés autour la famille représentative, la Commune; de toutes les communes serrées autour de la grande idée de famille qu'on dénomme chez nous la patrie et que les Chinois appellent d'un terme composé plus large et plus conforme à leur esprit : la terre et l'eau.

Les liens étroits qui rattachent fraternellement tous les Chinois les uns aux autres ne se dissolvent pas par la mort. Les familles se conjuguent toutes dans l'éternité et se résument dans le concept de Dieu, père de la terre et de l'eau.

C'est par l'application de ces principes de parenté générale, comprise dans sa plus vive et plus généreuse conception, que les Chinois ont imprimé à leur civilisation ce caractère de grandeur, de sagesse et d'immuabilité dont le dogme de l'Âme familiale, préexistante et immortelle, est un des exemples les plus frappants.

Conservant jalousement le dépôt sacré des mânes des ancêtres, chaque famille enterre ses morts sur son terrain, dans ses propriétés privées, j'allais dire dans sa patrie, tant cette idée semble personnifiée par la famille chinoise.

A travers les âges, les personnalités s'effacent, les familles se modifient, leur unité se détruit, les terres se morcellent et finissent par passer entre les mains d'étrangers qui ignorent complètement quel est le corps enterré dans le champ dont ils sont propriétaires. Jamais cependant, quelle que soit la pauvreté du possesseur, celui-ci n'oserait attenter au respect des morts, comme on le fait en Europe, et déterrer les ossements renfermés dans un tumulus sous le prétexte de fouilles et de désaffectation.

Chaque année au renouvellement de la première lune, après avoir restauré ses mausolées de famille, le Chinois va pieusement orner le tombeau de l'inconnu dont il a la garde en vertu de ses devoirs de propriétaire foncier. Il lui semble que dans l'au delà, le mort abandonné de tout être vivant le remercie et que sa terre est bénie.

Les peuples jaunes n'ignorent point notre désinvolture à l'égard des sépulcres : ils connaissent nos œuvres aux pyramides d'Egypte et leurs cœurs se soulèvent d'horreur à l'idée de nos fouilles scientifiques dans les terrains asiatiques.

Dans les pays jaunes, les autorités municipales elles-mêmes ne peuvent toucher à un cadavre sans autorisation supérieure. Si elles transportent un corps, fût-il celui d'un inconnu trouvé dans le sol, et l'enterrent, en enfreignant la prescription, elles encourent des peines corporelles graves. Ce sont 80 coups de bâton pour le transport et l'enterrement simple, 100 coups si le corps a subi un dommage, 60 coups et un an de prison si le cadavre a été détruit et jeté à l'eau.

Quant à ceux qui auront mis la main à cette œuvre sacrilège, ils seront envoyés en exil.

Les parents n'ont pas la faculté de supprimer la tombe d'un des leurs, sans s'exposer à être décapités.

Ceux qui, en fouillant la terre pour quelque motif que ce soit, découvrent des ossements et ne s'empressent pas de les recouvrir, en faisant un tumulus, sont punis de cent coups de bâton pour ce sacrilège. Que si un propriétaire terrien, pour enfumer les renards ou autres bêtes malfaisantes qui désolent ses propriétés, brûle ou endommage extérieurement un cercueil enfoui dans sa terre, il est passible de 80 coups de bâton et deux ans de prison, peine aggravée de 20 coups de bâton et un an de prison si les ossements ont été atteints.

Le fait de niveler des tumulus ou des tombes pour établir sur leur emplacement une culture quelconque est puni de 100 coups de bâton et les lieux doivent être remis en leur état primitif aux frais du coupable.

Si la suppression de la tombe ou tout autre motif a conduit son auteur à mettre volontairement à jour son cercueil, la pénalité s'élève à 100 coups de bâton et la relégation à 3,000 lis. Le cadavre étant apparu, la peine de mort par strangulation est prononcée.

Les tombes chinoises et annamites sont de trois sortes : Phan, Trung et Mo.

On apporte de la terre et on en fait un amas au milieu duquel on creuse ensuite une fosse pour le cercueil : c'est le PHAN.

On place le cercueil sur la terre et on le recouvre d'un amas de terre : c'est le Trung.

Enfin on creuse le sol pour y insérer la bière, comme en Europe, et c'est le Mo.

Le vol d'une pierre ou d'une brique sur un mausolée est puni de 60 coups de bâton.

Les individus qui frauduleusement enterrent un mort sur le terrain d'autrui sont punis de mort.

Mais le respect du cadavre est tel que le propriétaire du sol violé est obligé de prévenir l'autorité pour obtenir le déplacement du cercueil. S'il se permettait d'y toucher de sa propre volonté il encourrait un châtement de 80 coups de bâton; s'il jetait la bière, il irait en exil, et s'il mettait à nu les ossements ou le cadavre, il serait condamné à la strangulation.

Sachant fort bien que les autres races n'ont pas, comme la leur, le respect absolu de la mort, un fils du ciel ne s'aventurera jamais seul à l'étranger et ce qui explique les populeuses colonies chinoises qu'on voit groupées sur certains points du globe, c'est la volonté très arrêtée que possède le Chinois d'être rapporté sur la terre de Chine pour y être enseveli.

Il affecte un profond mépris pour l'institution de nos nécropoles, image caractéristique de ce que l'oriental appelle la dépravation de l'Européen. Il ne souffrirait pas que sa dépouille mortelle soit numérotée et cataloguée sur un plan municipal et il crierait à l'abomination, si on lui expliquait le système des locations temporaires de terrains, le roulement de ces contrats macabres qui, suivant le poids de l'or versé, assurent un asile plus ou moins durable aux ossements déposés dans cet hôtel garni qu'on nomme un cimetière.

A sa mort, le Chinois, s'il est riche, est embaumé et son corps gardé pendant trois ans dans la maison.

S'il est pauvre, il est enterré plus promptement, mais sa dépouille mortelle est toujours censée habiter le logis qu'elle a quitté et, pendant trois années, c'est toujours au nom du défunt, réputé vivant, que tous les actes civils, administratifs et religieux le concernant sont accomplis.

Pendant trois ans le *de cujus* se survit à lui-même. La loi défend expressément aux enfants et aux petits-enfants, sous peine de condamnations sévères, de se partager entr'eux les biens de la famille tant que dure la période du deuil.

Cette interdiction s'étend aux frères quand ils sont en deuil de leur père ou de leur mère.

Pour sceller d'une façon parfaite le bloc de la famille, la loi empêche les enfants et les petits-enfants de se séparer du foyer originaire pendant la vie de leurs grands-parents, de leur père ou de leur mère, sauf consentement exprès de leurs auteurs.

Tous les ans les membres de chaque famille se réunissent auprès de celui que les rites ont désigné pour remplir les fonctions de grand-prêtre. Les querelles intestines doivent être éteintes. L'union la plus parfaite règne à ce moment entre tous les parents.

Les mânes des ancêtres sont invoquées solennellement et priées d'assister au grand repas qui constitue la communion véritable des morts avec les vivants.

La famille au sens absolu du mot, la famille, entité impérissable, est le dogme primordial de la civilisation chinoise. Ses origines sont celles du monde et son principe s'identifie avec le Créateur de l'univers.

PAUL D'ENJOY.

---

## MOUVEMENT SOCIAL

ESPAGNE (1896)

### I

LES GUERRES. — LA GUERRE DE CUBA.

On ne peut pas dire que l'année 1896 ait été précisément notre *année terrible*, parce que les événements, malheureux pour l'Espagne, qui y eurent lieu, se réalisèrent dans des pays lointains et n'ont pas immédiatement produit ces effets désastreux et funestes de violente convulsion que détermine une grave commotion politique et sociale. Toutefois, si on ne peut appeler l'année 1896 une année terrible, étant donné que des malheurs pires nous sont peut-être réservés, on peut la marquer, dans notre histoire, d'un caillou noir, tant au point de vue politique

qu'au point de vue sociologique. En effet, l'Espagne a été durant toute l'année 1896 dans un état incessant de guerre; guerre coloniale sans doute, c'est-à-dire guerre lointaine, qui n'a pas provoqué, dans la péninsule, les spectacles pitoyables de la sanglante lutte humaine et la ruine matérielle et la désolation des peuples, mais guerre néanmoins que les circonstances poussées par un esprit d'extrême passion nous ont obligés de considérer comme une guerre nationale avec toutes les conséquences qu'entraîne, même en cas de succès, une pareille guerre.

Si l'on ne considère que les événements les plus saillants et les plus bruyants, qui du reste, dans l'espèce, sont les plus importants, on voit que toute l'histoire immédiate du mouvement social de l'Espagne reflète l'influence de la guerre de Cuba et de celle des Philippines; en d'autres termes, la préoccupation de l'Espagne pendant cette année a été la guerre. Et la guerre, en tant qu'elle a une valeur principalement et immédiatement politique; si elle est un phénomène d'importance générale, par ses manifestations et par les résultats qu'elle produit sur la conscience sociale, est aussi, malgré son caractère anti-social et inhumain, l'événement le plus sociologique qu'on puisse imaginer. En même temps qu'elle entraîne la négation radicale de l'ordre juridique, du principe fécond de la coopération qui est le germe de la vie humaine, la guerre émeut et agite l'organisme des sociétés qui en souffrent, jusque dans leurs bases.

On ne doit donc pas s'étonner que l'Espagne, pays qui, à cause de son état relativement arriéré, a une psychologie collective peu compliquée et tient au *monoidisme*, se soit passionnée avec la guerre et ait vécu durant toute l'année écoulée, dans la constante préoccupation de la lutte qui se poursuivait à Cuba et aux Philippines. Tout a contribué à faire de la guerre, sinon l'unique, du moins la principale préoccupation de la nation espagnole : d'une part, les conséquences possibles de la guerre, sans succès, peut-être mal définies dans leur valeur et leur juste portée, à cause de la passion sectaire et l'exaltation immodérée du sentiment patriotique entretenues par l'agitation de la presse; l'intervention importune pour l'amour-propre national de la part des États-Unis; le défaut d'une force directrice sociale intelligente; et enfin les effets douloureux, terribles, décourageants de la saignée donnée au peuple espagnol, résigné, patient, passif, depuis le commencement de l'insurrection cubaine.

Je ne puis ici étudier les causes de la guerre de Cuba; elles sont, comme je le disais dans ma chronique de 1895, très complexes;

il y avait l'opposition naturelle des races, par laquelle nous expions le péché d'avoir conservé l'esclavage sans limites, jusqu'à l'aveuglement des égoïsmes intéressés, accompagnée des vices d'une administration immorale et d'une politique impure, défiante et abusive. Néanmoins sans vouloir préciser ici les causes de la guerre de Cuba, ce qu'on peut indiquer, parce qu'il résulte maintenant, au commencement de 1897, d'une façon claire et certaine des faits, comme l'opinion publique commence à le reconnaître, c'est la maladresse avec laquelle a été conduite, dès l'origine, la politique de la guerre. Quelles responsabilités ont assumées les conducteurs de la politique officielle ! Quelles responsabilités plus terribles encore ont encourues ceux qui, par la presse, ont impunément obscurci le problème cubain, en s'attachant à exalter les sentiments belliqueux de la plèbe, et les classes dirigeantes qui n'ont su ou voulu résister au mouvement de la passion politique !

Dès le premier moment que la guerre de Cuba prit le caractère d'une lutte sérieuse, certaine et difficile à réprimer, deux tendances opposées, toutes deux patriotiques, se dessinèrent dans l'opinion des gens. L'une était la tendance de transaction et d'attraction : pour ses partisans, la guerre de Cuba devait être considérée comme une *guerre civile*, provoquée par des fautes communes, qu'on devait chercher à terminer par les moyens qui servent à résoudre les luttes entre frères, à savoir par une transaction ; il était nécessaire de reconnaître que les Cubains espagnols demandaient quelque chose qu'il était juste de leur accorder ; il était nécessaire d'admettre qu'on devait changer de système d'administration pour permettre à la colonie de Cuba de continuer dorénavant d'être unie à l'Espagne par les liens de l'affection et de la tendresse et non par droit de conquête et en vertu d'une soumission sans conditions. Bien que cela ne soit pas démontré, on peut affirmer que dans le camp des insurgés il y avait des éléments considérables qui sympathisaient avec cette tendance, et les Espagnols qui la préconisaient voulaient la développer immédiatement avec toute l'efficacité, de façon que la modification de la politique traditionnelle de l'Espagne à Cuba fût l'œuvre de la spontanéité nationale et résultât de l'accord de tous les fils d'Espagne et rien que d'eux. Les partisans de cette tendance partageaient la conviction que la lutte cesserait si l'on offrait à Cuba l'*autonomie*, sans mystifications et avec toutes les garanties possibles pour la souveraineté de l'Espagne. Cette politique était représentée, à Cuba, avec plus ou moins d'atténuations, par le général Martinez Campos. Elle fut défendue en Espagne par les républicains, par la voix de M. Sal-

meron et la plume de M. Pi y Margall. Elle était admise aussi par quelques-uns, très rares à l'origine, parmi les membres du parti libéral dynastique, comme, par exemple, M. Moret.

L'autre tendance était l'intransigeance absolue, sa formule était la guerre à tout prix. L'insurrection devait être considérée comme un crime et ses promoteurs comme des mauvais sujets de l'Espagne, indignes de considération. Le devoir de l'Espagne était plutôt de s'épuiser, de s'anéantir, que de céder en quoi que ce fût aux prétentions des insurgés. Quelle campagne fut menée dans ce pays pour stupéfier l'opinion publique et soulever le sentiment du patriotisme exalté jusque dans ses manifestations chauvinistes les plus extrêmes ! Le général Martinez Campos envoyé à Cuba, comme gouverneur et général en chef, fut accusé de faiblesse. On voulait du sang, beaucoup de sang, et l'on demandait que, pour l'honneur — qui du reste n'était pas en cause — l'Espagne se saignât et se détruisît.

La politique de l'intransigeance l'emporta dans l'opinion bruyante et dans les sphères officielles : Martinez Campos fut rappelé et remplacé conformément au désir de ceux qui demandaient la guerre à outrance, engageant ainsi entièrement l'Espagne dans la lutte la plus difficile, la plus coûteuse et peut-être aussi la plus stérile que l'on pût imaginer, ainsi que le reconnaît aujourd'hui tout le monde.

Ainsi, nous avons vécu toute cette année sous le coup de l'agitation fiévreuse que produit l'état de guerre, en souffrant de toutes les conséquences de cette agitation, depuis la suspension de la vie normale et tranquille jusqu'à l'aggravation du régime autoritaire que Spencer considère, avec raison, comme une conséquence naturelle de l'état de lutte.

Les partisans de la tendance de la transaction eurent à souffrir aussi de l'agitation belliqueuse. Comment, en effet, pouvaient-ils protester ? La moindre manifestation en faveur de la paix, obtenue en transigeant avec les Espagnols de Cuba, était considérée comme un crime de lèse-patrie ; autonomiste était presque synonyme de flibustier. Cette dépression de l'esprit, qui se produit chez ceux qui s'opposent à un courant fiévreux, devait se produire par moments chez ceux qui, par patriotisme, par humanité et pour le triomphe de la justice, croyaient plus sage de combattre en transigeant que ne pas combattre, et combattre aveuglément jusqu'à l'extermination de l'insurrection par les armes. L'influence de cette agitation belliqueuse fut telle que nous vîmes revivre parmi nous certaines pratiques du Moyen-Age : les mêmes causes produisent, lorsqu'elles rencontrent un terrain propice, les mêmes effets.

On sait qu'alors les évêques étaient des guerriers et combattaient; maintenant, nous ne sommes pas arrivés à ce point : les évêques ne se sont pas décidés à aller en personne à la guerre, mais ils y sont allés par la pensée, en se convertissant en agitateurs patriotiques, organisant des bataillons de volontaires. Indubitablement *les temps ne sont pas si proches*, comme le pense le grand Tolstoï.

Heureusement, il semble que la fièvre a passé. L'opinion publique, égarée par l'exaltation patriotique qui s'était produite sans calculer ni peser les conséquences de son entraînement, a pas mal changé dans ces derniers mois. Les agitateurs crient toujours : guerre! mais on ne les écoute plus. Les gens sensés demandent la paix. La politique d'intransigeance, de sang, de lutte, a échoué à Cuba et dans la conscience publique, qui commence à reconnaître qu'elle a été mal guidée par des passions irréfléchies. Ce n'est pas à dire qu'aujourd'hui tout le monde soit pour l'autonomie, mais nous affirmons que personne ne s'alarme lorsqu'on parle d'introduire à Cuba les réformes les plus radicales. Il y a toutefois encore, surtout parmi les éléments réactionnaires, des aspirations d'intransigeance, mais leurs prétentions s'agitent devant l'indifférence du peuple, fatigué et éprouvé par l'agitation fiévreuse à laquelle il a été condamné pendant si longtemps.

De plus il a été obligé, pendant deux ans, à faire un effort aussi douloureux qu'énorme. Depuis le mois de mars 1895, époque à laquelle commença l'insurrection cubaine, les expéditions, d'abord de 7,000 hommes, puis de 20,000, n'ont pas cessé. Du 30 août au 21 septembre 1896, c'est-à-dire dans l'espace de vingt-trois jours, l'Espagne envoya à Cuba 40,000 hommes, recrutés parmi la plus saine et la plus forte jeunesse. Le total des forces recrutées et envoyées à Cuba, depuis le 5 mars 1895 jusqu'au 26 décembre 1896, a été le suivant :

Infanterie. . . . .	159,419 soldats.
Cavalerie. . . . .	5,517 —
Artillerie . . . . .	3,143 —
Génie . . . . .	3,535 —
Marine. . . . .	2,590 —
<hr/>	
Total. . . . .	174,204 soldats.

Ces chiffres ne représentent pas la somme totale de l'effort fait par le pays en hommes, il y faut ajouter 4,500 hommes envoyés à Puerto-Rico et 24,540 envoyés en 1896 aux Philippines. Cela forme 203,244 hommes, et en ajoutant les 22,000 soldats qui étaient déjà aux colonies, on voit



que le peuple espagnol a fourni une armée coloniale de 225,244 hommes.

On ne sait pas encore au juste ce que cet effort d'hommes a coûté en argent, la liquidation n'ayant pas encore été terminée, mais on peut évaluer à un milliard de pesetas les dépenses faites par le Trésor pour l'expédition de Cuba.

Et quelle guerre, celle de Cuba ! Le plus dangereux des ennemis n'a pas été les hommes, mais le climat ; la fièvre a fait les plus grands ravages dans les rangs des péninsulaires. On évalue le nombre des malades de 12 à 14 mille.

Et maintenant, après que l'Espagne, poussée par les partisans de la guerre pour l'amour de la guerre, par les intransigeances des hommes politiques et des journalistes et par les enthousiasmes belliqueux des classes dirigeantes, a fait tout cela, après qu'elle s'est saignée et épuisée, les mêmes hommes, presque tous ceux qui l'ont conduite dans cette voie, sont d'accord pour reconnaître et pour proclamer qu'il convient d'unir et d'harmoniser l'action des armes avec une action politique d'apaisement et de concessions. Ce résultat donne raison aux républicains, accusés d'être de mauvais patriotes, lorsqu'ils voulaient éviter à temps tant de sacrifices à l'Espagne, et à Martinez Campos qui préconisait avant la guerre, avant que l'île de Cuba fût un amas de ruines, la solution qui s'impose aujourd'hui.

Et chose bizarre, surtout pour un pays qui, d'après le droit établi, est régi par des institutions représentatives et qui, en fait, jouit (ou souffre) du régime parlementaire : les mêmes hommes politiques qui, étant au pouvoir, ont officiellement soutenu la cause de l'intransigeance, de la guerre, et qui organisèrent une telle armée, en ruinant le pays, sont encore ceux qui, toujours au pouvoir, s'engagent aujourd'hui dans la voie des réformes. Il paraîtrait naturel que ces hommes politiques, ayant échoué dans leur plan primitif, dussent céder le pouvoir à ceux qui, dès l'origine, entrevirent la véritable solution du problème cubain : il n'en est rien ; l'opinion publique est tellement déprimée, elle a un tel désir de tranquillité, que M. Canovas, l'homme belliqueux de jadis, peut aujourd'hui proclamer, dans le *Journal officiel*, que l'autonomie doit être offerte aux insurgés pour arriver à la paix.

## II

## LA GUERRE AUX PHILIPPINES

La guerre des Philippines est une calamité de plus pour éprouver

la résistance du peuple espagnol. Les îles Philippines constituent le noyau le plus important des colonies espagnoles, après les Antilles : Cuba et Puerto-Rico. Le régime auquel se trouvent soumises les Philippines est un régime spécial et exceptionnel, il ne répond à aucune idée rationnelle d'assimilation nationale ou de préparation pour l'autonomie d'une façon franche et loyale. D'autre part, nos gouvernants, toujours si négligents, ne se sont point préoccupés de la tâche d'amener vers l'archipel des Philippines les grands courants d'émigration qui se dirigent, par exemple, vers les républiques américaines ; aussi arrive-t-il que l'élément péninsulaire n'a pas aux Philippines l'importance qu'il devrait y avoir. L'élément espagnol dans ces îles est représenté par l'occupation administrative et par les ordres religieux, principalement par les dominicains, les augustins, les jésuites, lesquels se répartissent et souvent se disputent le domaine réel et économique de ces terres. En revanche, les Philippines ont un commerce important avec d'autres nations, dont l'influence n'est pas toujours favorable à l'Espagne.

L'insurrection éclata vers la fin du mois d'août dernier. On ne comprit la portée et les caractères du mal, en Espagne, que beaucoup de temps après. Elle produisit un effet de grande douleur, parce qu'on trouvait que l'insurrection de Cuba était déjà suffisante. On crut tout d'abord qu'il s'agissait d'une insurrection de peu d'importance, mais bientôt on s'aperçut que c'était une insurrection sérieuse, dont la répression coûterait beaucoup d'efforts. Toutefois dans les premiers temps on ne saisit pas clairement ce qui s'y passait. La passion politique a tout obscurci. Les moines accusent de faiblesse le général Blanco, gouverneur des Philippines au moment de l'insurrection ; d'autres affirment que le général Blanco a agi avec toute la prudence et que, grâce à sa sagesse et à son sentiment humanitaire, il n'y a pas eu aux Philippines une véritable hécatombe d'Espagnols. Les moines auraient désiré une forte et immédiate répression. Le général Blanco n'avait pas les moyens d'agir ainsi et de plus il comprenait que la répression sanguinaire, inhumaine en elle-même, aurait pu, étant donné la situation, rester inefficace. Ainsi, les ordres religieux se placèrent en opposition avec le général Blanco. Ici encore, bien que ce ne fût pas avec la même détermination que dans la question cubaine, se présentèrent les deux tendances opposées : celle de la répression à outrance et celle des adoucissements, et la première l'emporta. Le général Blanco, de même que Martinez Campos, fut rappelé et remplacé par un général du goût des ordres religieux, et c'est celui-ci qui, pour le moment, réprime avec

toute la rigueur voulue, mais pas aussi promptement qu'on l'avait espéré, cette funeste insurrection (1).

Quelles ont pu être les causes de cette insurrection ? Comme pour l'insurrection de Cuba, ces causes sont très complexes et, de plus, très obscures. Les moines l'attribuent à la maçonnerie et pensent, en outre, que ces races doivent être traitées d'une manière spéciale, en les dominant par l'imposition du pouvoir et par la crainte religieuse. Mais comment obtenir ce résultat ? De quelle manière imposer un pouvoir social pour l'État à des conditions plus favorables pour être efficaces que celles que les ordres religieux ont condamnées. Ces ordres religieux sont tout-puissants aux Philippines depuis très longtemps. Et c'est pour cela qu'on a pu dire que la rébellion des Philippines est plutôt une rébellion contre les ordres que contre l'Espagne, et que la plus grande part de responsabilité de ce qui arrive pèse sur ceux qui ont pu agir comme bon leur semblait aux Iles Philippines. De plus, bien que la responsabilité immédiate de ce qui se passe aux Philippines pèse sur ceux qui, d'une façon quelconque — au temporel ou au spirituel — ont gouverné ces terres, le gros de la responsabilité incombe aux gouvernants espagnols, pour leur imprévision et leur ignorance sur ce que doit être un système colonial au XIX<sup>e</sup> siècle ; un enseignement ressort de l'insurrection des Philippines qui devrait nous profiter. Il nous démontre l'impérieuse nécessité de changer de méthode dans nos relations coloniales. Une colonisation ne peut être juste que si elle est exercée à titre de tutelle ; une tutelle ne peut être exercée qu'au profit de celui qui s'y trouve soumis ; une tutelle, lorsqu'il s'agit de peuples moins civilisés, plus arriérés, ne peut et ne doit impliquer une domination despotique, ni employer ces procédés d'éducation qui consistent à maintenir le mineur dans un état de perpétuelle ignorance, de superstition et de soumission complète pour mieux l'exploiter. Or, le système appliqué récemment aux Philippines ressemble bien peu à un système tutélaire ; il faut le changer si l'on veut maintenir à juste titre une position acquise, il faut le changer si l'on songe que ces peuples sont un peuple d'hommes et non des troupeaux de moutons qu'on peut dominer en temps de paix, ou des troupeaux de loups qu'on peut exterminer sans pudeur en cas de lutte, pour les corriger !

---

(1) Ce général (M. Polavieja) vient d'être à son tour relevé de ses fonctions (mars 1897).

Cela est terrible. Je ne parle pas spécialement de l'Espagne, mais de tous les peuples qui s'appellent des peuples civilisés ; ils se considèrent en droit de traiter sans aucune considération les peuples inférieurs. La mort d'un citoyen civilisé, dans une révolte ou dans une émeute, soulève, avec raison, le sentiment public, tandis que les tueries de peuples arriérés, opérées par les colonisateurs, sont considérées comme de grandes victoires de la civilisation. Quelle horreur !

### III

#### L'ANARCHIE

A part ces guerres, qui malheureusement n'ont pas encore été terminées et qui, ainsi que je l'ai déjà indiqué, ont été la préoccupation et presque l'obsession du peuple espagnol, il convient de mentionner un autre événement de caractère social, révélant un état malsain d'une partie, peu importante heureusement, du prolétariat, qui est la cause occasionnelle de phénomènes de crainte et de perturbation juridique très significatifs. Je veux parler de l'anarchie. L'anarchie théorique n'a eu et n'a encore aujourd'hui en Espagne que bien peu d'adeptes. Il en est qui voient dans l'anarchie, comme doctrine (1), une formule antisocialiste qui, purgée de ce qu'elle a d'inutile et de faux, peut avoir un certain avenir dans la philosophie du droit et de l'État ; mais l'anarchie éveille, aujourd'hui principalement, une répugnance justifiée, parce que les manifestations les plus saillantes qu'elle a eues en Espagne se réduisent à la propagande par le fait, avec, surtout, les terribles attentats de Barcelone. Dans cette dernière année, il y eut, dans cette grande ville espagnole, un de ces attentats qui surprit les gens et produisit un effet douloureux dans l'opinion publique. La répression, très énergique même, ne se fit pas attendre : les prisons destinées à cet effet regorgèrent de suspects dans l'espoir de trouver parmi eux, par procédés énergiques, le délinquant. Il est certain que

---

(1) Comme doctrine, elle discute l'efficacité positive de la loi comme loi, le caractère de nécessité de l'autorité dans la société politique, la valeur du pouvoir coactif pour mettre en mouvement la spontanéité qu'exige l'accomplissement du bien, etc., etc., doctrine qui, comme on le voit, n'a rien de commun avec l'anarchie criminelle, dont elle contient au contraire la condamnation la plus absolue.

tous les détenus n'étaient pas coupables, mais c'est ce qui arrive lorsque la police n'a pas l'organisation que réclame son but : les innocents payent la défectuosité de l'organisation policière. Non seulement la répression contre les suspects d'anarchie se manifesta implacable, mais le pouvoir législatif fit preuve de rigueur, en adoptant une loi de sévère répression contre l'anarchie, comme si les lois, pour dures qu'elles soient, étaient capables d'enrayer les maux provenant d'un état pathologique social. Cette loi a eu pour but de réformer celle de juillet 1894, qui était déjà très rigoureuse, mais qui n'avait pas abouti à la confusion dangereuse des principes juridiques à laquelle on a abouti dans la loi de 1896.

Voici les principales dispositions de cette loi :

Article 1<sup>er</sup>. — Celui qui attentera aux personnes ou endommagera les choses, en employant à cet effet des substances ou appareils explosifs ou des matières inflammables, sera puni : 1<sup>o</sup> de la peine de mort, si à la suite de l'explosion il y a eu mort de personne ; 2<sup>o</sup> de la peine de la chaîne à perpétuité ou de la peine de mort, si, à la suite de l'explosion, il y a eu des personnes blessées, ou si l'explosion a eu lieu dans un édifice public, dans un lieu habité où il y aurait eu danger pour les personnes, alors même qu'aucun dommage n'en est résulté pour les choses ; 3<sup>o</sup> du maximum de la peine de la chaîne à temps ou de la peine de mort si l'explosion a eu lieu dans un édifice public, dans un lieu habité où il y aurait eu danger pour les personnes, alors même qu'aucun dommage n'en est résulté pour les choses ; 4<sup>o</sup> de la peine de la chaîne à temps dans toutes autres hypothèses si l'explosion a eu lieu ; 5<sup>o</sup> du maximum de la peine du bagne majeur ou du minimum de la peine de la chaîne à temps si l'explosion n'a pas eu lieu.

L'article 2 attribue ces délits à la connaissance des tribunaux militaires ; on ne respecte pas ici la compétence de la juridiction ordinaire des tribunaux et juges criminels, alors que précisément la gravité même de ces faits anarchistes exige un examen plus sérieux et un calme tout particulier.

L'article 3 permet aux tribunaux qui connaissent de ces délits de proposer au gouvernement la réduction ou la commutation de la peine si, étant données les circonstances du fait ou du délinquant, celle-ci leur paraissait excessive.

La disposition la plus grave de cette loi, en tant qu'elle peut devenir une arme dangereuse entre les mains du gouvernement, est enregistrée dans l'article 4, ainsi conçu : « Le gouvernement pourra supprimer les publications et les réunions anarchistes et fermer les

établissements et endroits où les anarchistes se réunissent habituellement pour concerter leurs plans et exercer leur propagande. Il pourra aussi expulser ceux qui, par la parole ou par écrit, par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publicité, propagent les idées anarchistes ou font partie d'associations ayant pour but la perpétration d'attentats tombant sous le coup de la présente loi. » Tout cela suppose une définition préalable de la doctrine de l'anarchie, qui est laissée à l'arbitraire de l'autorité. « Si l'individu qui serait expulsé, conformément à la disposition précédente, revenait dans la Péninsule, il sera traduit devant les tribunaux et puni, pour avoir contrevenu à la mesure d'expulsion, de la peine de la relégation dans une colonie, pour une durée qui sera, dans chaque cas, fixée par les tribunaux, mais qui ne pourra être moindre de trois ans; l'individu condamné ainsi à la relégation sera soumis au régime disciplinaire qui, d'après la conduite qu'il suivra, paraîtra indispensable aux autorités militaires. Les décisions auxquelles se réfèrent les alinéas précédents seront prises en Conseil des Ministres, après avis préalable du conseil des autorités de la capitale de la province intéressée. »

D'après l'article 5, la loi pour la répression de l'anarchie ne s'appliquera qu'aux territoires que le gouvernement désignera par décret, pris en Conseil des Ministres.

L'article 6 limite la durée de la loi. Cette disposition avec celle qui précède mitigent quelque peu le caractère dangereux de cette loi, dont l'application peut donner lieu à des abus de la part du gouvernement. La loi restera en vigueur pendant trois ans. A l'expiration de ce délai, elle ne pourra être prorogée qu'en vertu d'un nouveau vote du pouvoir législatif. Si, à l'expiration du délai, les Cortès ne se trouvaient pas réunies, le gouvernement pourra proroger la durée de la loi pendant un an au plus, en rendre compte aux Cortès aussitôt leur réunion.

Cette loi porte la date du 2 septembre 1896 et a été promulguée le 4 suivant. Son article 4 n'a été jusqu'ici déclaré applicable qu'aux provinces de Madrid et de Barcelone.

#### IV

##### LE MOUVEMENT SOCIOLOGIQUE DOCTRINAL

Après avoir insisté sur ces tristes manifestations de la vie sociale, de l'examen desquelles se dégage une impression pessimiste, occupons-

nous maintenant d'autres manifestations de moindre importance dans leurs effets immédiats pour la masse de la société, et insistons sur certaines indications révélant, en Espagne, une certaine vitalité scientifique, spécialement en rapport avec la sociologie ou plus généralement avec les sciences sociales.

En 1896, on a inauguré, en Espagne, dans l'Athénée de Madrid, une *École de hautes études*, subventionnée d'une somme de 50,000 pesetas par l'État. Cette école est due à l'initiative féconde et au travail persistant de l'illustre publiciste M. Moret, président de l'Athénée de Madrid. Inaugurée le 22 octobre 1896, cette École a commencé à fonctionner régulièrement, et son succès a dépassé toute attente. Son but est de créer un centre de culture libre, désintéressée, émancipée des enseignements officiels, où les spécialistes pourront exposer aux studieux les résultats de leurs travaux et où tous les progrès pourront se vulgariser. On ne peut savoir jusqu'à quel point ces deux fonctions de l'école pourront marcher de pair, mais, quoi qu'il en soit, il est certain que la création et le fonctionnement régulier de l'École des hautes études doivent être considérés comme un événement digne de toutes les approbations.

Le programme des matières qui y sont enseignées est très vaste. Il comprend des cours de littérature et de sciences historiques, de philosophie, de sciences sociales et politiques, de médecine, de sciences exactes, physiques et naturelles, de sciences militaires, de beaux-arts. L'École ressemble ainsi beaucoup, soit à une Faculté de philosophie et des sciences, soit à une Faculté de philosophie du type allemand.

Parmi les cours annoncés, il y en a qui ont un caractère sociologique très marqué, et deux de sociologie pure. Parmi les premiers figure le *Droit coutumier*, de M. Costa, le cours d'*Éducation*, de M. Cossio, et celui de M. Piernas, sur la *Coopération internationale*. Les deux cours de sociologie sont celui de M. Azcarate, sur l'*Introduction à l'étude de la sociologie*, et celui de M. Santamaria, sur l'*Idée sociologique de l'État*.

Je voudrais dire quelques mots de ces deux cours.

Le cours de M. Azcarate, éminent sociologue espagnol et un des professeurs les plus illustres d'Espagne, se réduit, dans son programme, à l'exposition et la critique de deux livres de sociologie qui représentent deux tendances sociologiques bien distinctes : l'*Introduction de la sociologie* de M. H. Spencer et l'*Introduction à la philosophie sociale* de M. John S. Mackenzie.

Le but de M. Azcarate ne ressort pas complètement du programme que j'ai entre les mains ; on pourrait croire que sa tâche est purement

d'exposition ; il en est autrement. Je n'ai pu assister à aucune des leçons de M. Azcarate, mais j'ai causé avec lui et je sais que M. Azcarate expose, critique Spencer et Mackenzie et, de plus, il développe toute une série de solutions relatives à l'introduction de la sociologie. Je veux espérer que M. Azcarate publiera son cours.

Je suis moins bien renseigné sur le cours de M. Santamaria. Je ne suis pas certain que ce cours ait commencé ; mais d'après le programme, ce professeur se propose d'étudier *la notion de l'État chez les sociologues contemporains ; la place appartenant à l'État dans le domaine de la sociologie ; les fonctions sociales de l'État.*

En dehors de cette importante manifestation de la culture nationale, il convient de signaler, dans l'ordre de la culture sociologique, quelques publications qui témoignent de la propagation, en Espagne, de la valeur et de l'intérêt de la sociologie. L'Académie des sciences morales et politiques, corporation officielle, dans laquelle on rencontre les plus variées représentations conservatrices, mais qui reçoit parmi ses membres des penseurs libéraux, a célébré, le 24 mars 1896, l'anniversaire de sa fondation. Dans la séance solennelle tenue à cette occasion, M. Santamaria, professeur à l'Athénée et à l'Université centrale, a fait un discours dans lequel il a traité ce sujet éminemment sociologique : *la notion de l'organisme social.*

Le mémoire du distingué professeur doit être considéré comme un travail très soigné, d'une érudition très choisie et inspiré de la volonté d'examiner le problème dans toute son ampleur et dans toute sa gravité. Toutefois, je ne suis pas toujours d'accord avec M. Santamaria ; je pense qu'on pourrait beaucoup discuter son opinion sur l'organe et l'organisme, et il serait même facile de montrer que l'auteur ne s'est pas toujours rendu un compte exact de la valeur propre de certains termes, tels que *vie, être, propriété*, ce qui l'a empêché d'apprécier la légitimité avec laquelle on peut parler du caractère *d'être* et *d'être vivant* des personnes collectives ; mais malgré ces réserves et bien d'autres, le travail de M. Santamaria reste un travail très complet sur le sujet traité et démontre d'une façon certaine comme quoi, dans chaque esprit non cristallisé, s'éveille peu à peu l'intérêt et le goût des études sociologiques. M. Santamaria jouit d'une très grande estime, pour deux livres de science politique dont il est l'auteur et qui ont exercé et exercent encore une grande influence sur la jeunesse universitaire (1) ; mais

---

(1) *Curso de derecho politico* et *Curso de derecho administrativo.*



ces livres n'ont pas une grande valeur sociologique. Le *droit politique* surtout exige notamment certains remaniements pour atteindre la hauteur historique de *El concepto del organismo social* de M. Santamaria. Nous faisons des vœux pour que ce savant professeur, s'inspirant du souffle fécond de la nouvelle science, donne une nouvelle édition de ses leçons de droit politique et administratif, qui représentent, dans la littérature espagnole, ce que représente, par exemple, dans la littérature politique de l'Europe, le *Droit politique général*, de Bluntschli. Cette nouvelle édition aurait d'autant plus de prix que les idées de M. Santamaria, professeur à l'Université de Madrid, ont, au point de vue social, une très grande influence.

J'ai à signaler encore un autre livre. Ce n'est ni un livre de doctrine sociologique, ni un livre renfermant un problème éminemment sociologique, comme le livre précédent. C'est un ouvrage qui contient une étude du problème qui préoccupe tant les penseurs, du problème qu'on appelle *social*. Il s'intitule : *El individuo y la reforma social* et a pour auteur M. Sanz y Escartin, publiciste très distingué, qui a déjà publié deux autres livres très intéressants, l'un sur *La cuestion economica* et l'autre sur *El Estado y la reforma social*. Le dernier ouvrage de M. Sanz y Escartin renferme, sous un certain aspect, toutes les questions qu'entraîne la réforme nécessaire de l'ordre juridique, moral, économique, éducatif et même religieux de la société moderne; il insiste surtout sur ce qui concerne particulièrement l'individu. Ce livre, en dehors de son importance comme fait révélant l'intensité et l'extension du mouvement doctrinal des questions sociales en Espagne, est tout particulièrement intéressant par rapport aux tendances de son auteur, généralement considéré comme un écrivain catholique, à la manière dont l'exigent les éléments réactionnaires et ultramontains. M. Sanz y Escartin pouvait, en effet, dans ses écrits antérieurs, être considéré comme un esprit plus ou moins prévenu. Mais du ton général de son dernier livre et même des déclarations explicites de l'auteur, ne ressortent pas ces préoccupations et ces intransigeances qui empêchent le croyant d'examiner les problèmes de l'ordre métaphysique, moral et économique, avec toute la liberté d'esprit et avec toute l'indépendance et l'impartialité nécessaires. M. Sanz y Escartin, esprit sincèrement religieux, n'est pas un esprit réactionnaire; c'est un homme de son siècle et un homme de progrès. Et ce fait, qui n'aurait pas grande importance dans des pays plus riches en hommes cultivés, plus féconds en manifestations scientifiques, a, au contraire, en Espagne, une importance énorme, parce que l'Es-

pagne doit faire des efforts incessants pour rompre les liens par lesquels l'enlacent les puissantes chaînes des préjugés réactionnaires les plus endurecis.

ADOLFO POSADA.

---

## REVUE DES LIVRES

ALFRED FOUILLÉE. *Le mouvement idéaliste et la réaction contre la science positive. Le mouvement positiviste et la conception sociologique du monde.* Paris, 2 vol. in-8, 1896 (1).

Les deux volumes que M. Alfred Fouillée a publiés l'an dernier forment une œuvre considérable, d'environ huit cents pages dans son ensemble et qui est une revue et un examen des principales théories philosophiques contemporaines.

Dans une remarquable Introduction, l'auteur reprend le débat qui a été si bruyamment agité entre ceux qui croient à la science et ceux qui proclament sa « banqueroute ». Il se déclare partisan de la science positive et très désireux de voir se multiplier ses recherches, tout en réservant, à côté d'elle, une place distincte à la philosophie, qui n'est pas seulement, suivant lui, la synthèse des conclusions les plus générales des sciences, mais aussi et d'abord une critique des conditions psychologiques de leur constitution.

M. Fouillée est loin de s'en tenir, toutefois, au point de vue de Kant et des néo-kantiens. Au contraire, il réfute en détail — et c'est même là le principal objet de son *Mouvement idéaliste* — la théorie qui prétend introduire la contingence au cœur des choses. Discutant avec MM. Renouvier, Boutroux, Bergson, il repousse leurs idées fondamentales, sans méconnaître leur talent et les vérités partielles qu'ils ont mises en lumière. L'indétermination que la science avoue dans nombre de cas, vient seulement — pense-t-il — des limites de notre intelligence, et non de la réalité même. Que les choses et les lois échappent souvent à notre entendement limité, cela ne prouve pas qu'il y ait en fait, dans le monde, des phénomènes sans cause et des enchaînements sans loi.

---

(1) Dans ce compte-rendu sont appliqués les principes de la simplification de l'orthographe exposés dans le dernier numéro de la *Revue*.

Mais, après le procès de l'idéalisme subjectif, vient celui du positivisme objectif. M. Fouillée, qui est un critique ouvert et « compréhensif », donne à Auguste Comte sa juste part d'éloges. Seulement il garde, vis-à-vis de ses théories aussi, une entière indépendance. Il lui fait honneur d'avoir vu que les ordres de faits successifs — mécanique, physique, chimique, biologique, social — sont irréductibles les uns aux autres. Mais il montre que trop souvent des positivistes ont oublié ce principe et prétendu ramener tous les phénomènes, y compris les phénomènes sociaux, de proche en proche au mécanisme. Et c'est contre cette réduction qu'il proteste avec le plus d'énergie. Car pour lui c'est la marche inversée qui est la vraie : l'inférieur, loin d'expliquer le supérieur, ne peut se comprendre que par lui.

Notre auteur se livre alors à un examen détaillé de l'influence qu'a exercée le positivisme dans les différents domaines. Il en profite pour passer en revue les conceptions fondamentales introduites dans les sciences au cours du dernier demi-siècle. A vrai dire, il peut paraître contestable de rattacher toutes ces innovations au mouvement « positiviste ». Qu'est-ce, en effet, qu'ont vraiment dû à Auguste Comte la théorie de la géométrie non-euclidienne, le système biologique de Darwin et celui de Weissmann, les recherches de la psychologie physiologique et de l'esthétique, comme celles de l'histoire ou de l'ethnographie ? A peu près rien, à ce qu'il nous semble. Pour en désigner l'ensemble, c'est de « mouvement scientifique » et non de « mouvement positiviste » qu'il faudrait parler. Ne regrettons toutefois pas trop l'extension donnée à ce dernier terme par M. Fouillée. Elle nous a valu un livre des plus intéressants, qui résume les vues d'un esprit éminent sur quantité de problèmes actuels, et notamment sur quelques-uns des problèmes de la philosophie sociale, tels que la loi des trois états, le rôle du psychisme en sociologie et la valeur du socialisme.

La conclusion de l'auteur est que l'univers est un composé de consciences, qui s'agencent spontanément suivant les lois d'un ordre social. C'est là ce qu'il nomme « la conception sociologique du monde ». Nous ne serions pas très loin, pour notre part, d'y souscrire. Nous regrettons seulement que cette vue, bien qu'elle forme le fond du système de M. Fouillée, n'ait point été développée par lui dans une partie spéciale de son œuvre avec *preuves* à l'appui.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, le travail que nous venons d'analyser — trop brièvement — représente un ensemble de recherches et un effort critique des plus considérables. Sa lecture est éminemment instructive, ses conclusions nous semblent devoir être presque toujours adoptées. M. Alfred Fouillée était président de l'Institut International de Sociologie lorsque ces deux volumes ont paru : notre corps peut féliciter son chef d'avoir écrit cette vigoureuse apologie de la science.

RENÉ WORMS.

FR. H. GIDDINGS. *Principes de Sociologie*, édition française. Paris, un vol. in 8°, 1897.

Cette œuvre, dans sa forme première, n'est point inconnue des lecteurs de la *Revue de Sociologie*. Il en a paru, l'an dernier, une édition anglaise, dont notre collaborateur, M. Abrikossoff, a rendu un compte minutieux et des plus favorables. Point n'est superflu d'y revenir aujourd'hui qu'une traduction française, due à la plume de M. Combes de Lestrade et enrichie d'une préface de ce même sociologue, vient de paraître dans la Bibliothèque Sociologique Internationale. M. Combes de Lestrade tient avec élégance sur les fonts baptismaux le nouveau-né qu'il présente au public. Cette pauvre sociologie, si décriée par ceux-là surtout qui ne la connaissent point (ce qui est d'un triomphe facile), mérite qu'on prenne de temps à autre sa défense avec énergie, et, ce qui ne gâte rien, sur le mode spirituel. C'est ce qu'a parfaitement compris et exécuté notre préfacier. La société est un fait d'un caractère spécial, encore que lié à une multitude d'autres faits étudiés par ailleurs; tout fait est objet de science, il y a donc lieu de consacrer à l'étude de la société une science spéciale. D'illustres savants s'y adonnent corps et âme; il semble qu'on puisse leur accorder crédit et que les sarcasmes soient hors de saison. Mais pourquoi M. Combes de Lestrade montre-t-il quelque ironie pour la théorie biologique de la société? Elle se recommande cependant par de solides raisons et, si elle a parfois abouti dans le détail à des minuties un peu étranges, peut-être ne faudrait-il pas leur attribuer plus d'importance que ne l'ont fait les auteurs eux-mêmes. De grâce, n'interdisez pas aux sociologues « la littérature », leur science est suffisamment austère. Et puis, qui prémunira les sociologues contre les plaisanteries de la foule, s'ils emploient contre les leurs l'arme souvent meurtrière du ridicule? Un livre, aussi fouillé, aussi consciencieux que celui de M. Giddings, affirme bien haut que leurs efforts ne sont point stériles et vains et qu'ils savent faire œuvre sérieuse et vraiment scientifique.

On n'ignore point les théories de M. Durkheim et celles de M. Tarde. M. Giddings n'y souscrit point sans réserve. La société n'a point seulement une existence objective et le phénomène social ne consiste pas uniquement dans la soumission de l'esprit individuel « à des modes d'action, de pensée et de sentiment qui lui sont extérieurs ». Il n'est pas davantage l'imitation par beaucoup de la suggestion d'un seul. Le fait élémentaire et tout subjectif, c'est « la conscience de l'espèce ». La sociologie peut donc trouver place dans le groupe des sciences psychologiques. Cette conscience de l'espèce, qui anime l'individu vivant en société, étend, autant qu'il est possible, le cercle de ses sympathies; il

n'est borné que par l'inorganique. Mais, certains choix, plus restreints, s'imposent à nous, et, dans le cours ordinaire des choses, nous marquons à nos unions sociales des limites plus restreintes. De là, pour le sociologue, quelques questions essentielles à étudier. M. Giddings en indique trois : il s'agit tout d'abord de découvrir les conditions qui déterminent la simple agrégation ; il importera ensuite de dégager la loi qui gouverne les choix sociaux ; enfin, celle qui préside à la survivance de ces choix. Et remarquons ici, avec notre auteur, que si la sociologie est une science psychologique, elle est cependant davantage ; si la première, en effet, étudie les associations d'idées, la seconde porte sur l'étude des associations d'esprits. Et il ne faut voir, dans cet objet de la sociologie, autre chose que le résultat de l'évolution qui se poursuit à travers les êtres et a pour but leur propre conservation. Le fait de l'agrégation est sans doute fort ancien, sinon primitif, mais, au début, il n'était conditionné que par des circonstances tout extérieures et d'ordre physique. Il jaillissait spontanément chez l'individu, sans qu'il en eût conscience et par instinct. Peu à peu, le sentiment des avantages considérables qu'il en retirait, se manifesta à lui ; et, ce qui n'était d'abord que l'effet nécessaire de certaines contraintes, devint voulu. C'est ainsi qu'à la phase biologique apparaissaient seuls les besoins organiques, qui, satisfaits, firent place à des développements plus élevés et laissèrent apparaître les facultés psychologiques ; enfin, dans une évolution ultérieure, celles-ci acquirent la conscience de l'espèce.

Il s'agit donc pour notre auteur d'étudier les éléments de la société, sa structure, de montrer son évolution historique. Elle fut d'abord association zoogénique, puis anthropogénique, ethnogénique et enfin démogénique. Ce qui ressort très nettement de ces diverses études, c'est une conclusion commune à tous les sociologues et mise ici encore en évidence, je veux dire, la loi de la solidarité. Qu'on adopte ou non la théorie organique, et M. Giddings déclare que la société est plus qu'un organisme, « une organisation », un super-organisme, pourrait-on dire d'une façon plus précise avec l'auteur d'*Organisme et Société*, qu'on adopte ou non cette théorie, il se dégage des œuvres des sociologues les mêmes pensées fécondes et pacificatrices. « Être social, écrit M. Giddings, l'homme normal rend avec usure à la société les biens qu'il en a reçus et cette vérité sera la base de l'enseignement éthique des années futures. » Cet échange incessant, et dans lequel personne ne joue un rôle de dupe, mais qui est précieux à chacun, M. Giddings a montré qu'il est le dernier degré actuel de l'évolution ; il est scientifique et nécessaire, il enseigne une loi d'amour.

ALFRED LAMBERT.

---

ACHILLE LORIA. *Problèmes sociaux contemporains*, édition française. Paris, un vol. in 8°, 1897.

M. Achille Loria a conquis, sans doute, par deux ouvrages considérables sur la *Propriété capitaliste* et sur les *Bases économiques de la constitution sociale*, le droit de poser, de discuter et de résoudre en 174 pages tous les problèmes sociaux contemporains. Au surplus, ce ne sont pas les exposés les plus longs qui sont les plus probants. Par conséquent, à cet égard, le livre de M. Loria doit inspirer toute confiance.

Il est divisé en huit leçons, dont la condensation égale l'importance. Les sujets de chacune sont les suivants : la question sociale, — la liberté, — la propriété, — la population, — le socialisme, — le darwinisme social, — l'évolution, — la révolution. Ce simple catalogue témoigne irréfutablement l'intérêt des matières de l'ouvrage. — Et cet intérêt réside en outre, dans la doctrine même de M. Loria. Certes, cette doctrine n'est pas de tous points nouvelle ; elle ne prétend pas à l'être. M. Loria a voulu seulement traduire, pour le grand nombre des idées que beaucoup jusque là avaient émises et développées avec une aridité presque systématique. De la diversité infinie et souvent contradictoire des détails, il s'est dégagé à merveille, ne gardant le souci que d'exprimer les idées les plus générales et de les faire accessibles à tous. Aussi, ses leçons sont parfaitement claires. On pourrait dire qu'elles sont un peu trop claires. Effectivement, pour rester à la portée de l'auditoire qui l'écoutait, du public qui le lira, le savant M. Loria a écarté, trop délibérément peut-être, les difficultés et les controverses. Et, en vérité, à lire la donnée de ses *Problèmes sociaux*, on est tenté de juger que ce sont là des problèmes où il n'y a pas suffisamment d'inconnues.

D'autre part, M. Loria fait preuve de beaucoup de littérature. La lecture de son livre devient par là bien attrayante. Mais, parfois, la littérature pénètre de la forme au fond ; et les opinions sont agréablement paradoxales. Il y a, par exemple, une théorie sur les bâtards dont pourraient s'inquiéter ceux que les circonstances ont contraint de naître légitimes, s'il ne leur restait pas un peu plus d'intelligence que M. Loria ne leur en accorde. Il y a, encore, un jugement sur la révolution de 1848 assez singulier. Ce jugement est erroné, mais il est accompagné d'une citation de Tocqueville ; et si les citations de cet historien prouvent rarement quelque chose, elles font toujours plaisir.

Mais ce sont là des chicanes vaines ! Ce livre de M. Loria est tel que l'on doit souhaiter qu'il trouve un très nombreux public. La lecture en est instructive et facile, le ton chaleureux et vivant. C'est un ouvrage merveilleux de vulgarisation. Il est digne du grand talent de son auteur.

ERNEST CHARLES.

*American economic Association. Economics studies*, volume I<sup>er</sup>, n<sup>os</sup> 1 et 2 et supplément; avril 1895, avril et mai 1896, trois fascicules. New-York.

La Société d'économie politique américaine a été fondée il y a douze ans; elle a publié dix volumes de monographies parues chaque année et entrepris de faire paraître une série d'études économiques populaires, sans cesser pourtant de continuer ses travaux scientifiques proprement dits. C'est à cette œuvre de vulgarisation que nous devons celles dont nous allons présenter l'analyse.

La première est intitulée : *La théorie du progrès économique* et est due à la plume du Dr John Clarke, professeur à l'Université de Columbia. Elle proclame cette vérité que là, comme ailleurs, le progrès incessant est nécessaire; nul état ne peut être si excellent que la marque du progrès puisse lui nuire, ni si mauvais que le progrès ne puisse lui profiter. Un paradis statique serait intolérable, tandis qu'un purgatoire dynamique aurait son charme et serait meilleur que le premier. Telles sont les expressions pittoresques de l'auteur du mémoire, qui résume bien les observations nombreuses faites au cours de son travail. La pierre de touche d'un système économique est la quantité et la direction du mouvement qu'il imprime. L'association, l'échange, tous les faits économiques, sont d'ailleurs par essence des faits dynamiques; il en est de même de la concurrence; les inconvénients transitoires nés du progrès et de la complexité croissante finissent par disparaître. C'est ainsi que les machines, après avoir causé certains désordres économiques, finissent par être entièrement utiles, puisqu'elles rendent plus rapide la marche du progrès, et par le mouvement qu'elles impriment à la production l'empêchent de s'arrêter à un point statique dans son développement.

Le second mémoire est dû au Dr Francis Walker, président de l'Institut de technologie de l'État de Massachusetts, récemment décédé; il est intitulé : *De la relation entre les fluctuations de l'abondance du numéraire et la prospérité générale*. Il a le mérite de ne pas s'en tenir aux généralités économiques, mais d'étudier bien intrinsèquement cette question spéciale. La surabondance du numéraire a-t-elle pour effet de faire monter ou descendre le prix des marchandises et denrées? Le manque du numéraire a-t-il exactement l'effet inverse? Tels sont les problèmes que se pose l'auteur. Lors des découvertes des mines d'argent dans l'Amérique du Sud aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, tous les prix s'élevèrent. Le même fait se produisit en 1850, lors de la découverte des mines d'or de la Californie et de l'Australie. Ces faits sont bien connus et leur interprétation indéniable. Mais la contre-partie semble moins sûre; aussi, certains

auteurs se sont-ils élevés contre la théorie de la quantité du numéraire. En effet, quelquefois l'argent et l'or deviennent plus rares, et cependant le prix des marchandises ne s'abaisse pas. D'où vient cette anomalie ? L'auteur s'efforce de l'expliquer. C'est qu'il intervient alors d'autres facteurs dont on néglige de tenir compte; il y a interférence de lois; par exemple, il y a des mouvements dans la population qui augmente ou diminue en sens inverse. Ce n'est pas tout; il faut tenir compte aussi des effets transitoires. L'abondance du numéraire survenant tout à coup excite tout d'abord à de nouvelles entreprises, la surabondance se trouve ainsi tout d'abord absorbée et ne produit pas de suite la baisse des prix; il en est de même du cas inverse, les effets de la raréfaction ne se font pas toujours immédiatement sentir, ce qui peut retarder les conséquences normales définitives. Enfin, l'auteur du mémoire combat cette idée que le crédit peut détruire les effets de perturbation, que les fluctuations de la quantité du numéraire ont sur le marché.

Les trois mémoires suivants sont compris sous la rubrique générale : *de l'Adaptation des salaires à la production*, ils contiennent cette idée générale qu'il n'importe pas seulement d'encourager l'ouvrier en lui donnant une part des bénéfices, mais qu'il faut que cette part corresponde à une production plus rapide, plus économique ou meilleure dont il sera lui-même l'auteur. C'est un système nouveau qui commence à être en usage aux États-Unis et en Angleterre et bien distinct soit du salaire ordinaire à la journée ou à l'heure ou à la pièce, soit de la participation aux bénéfices. Dans cette dernière, l'ouvrier par son travail acquiert un droit aux revenus mêmes du capital; c'est dans une modeste mesure un travailleur doublé d'un capitaliste, mais on aperçoit bientôt que c'est ainsi un travailleur plus un capitaliste, et non pas, ce qu'il faudrait pourtant pour établir une union intime entre le capital et le travail, un capitaliste résultant d'un travailleur. En effet, par la participation aux bénéfices, il participe à tous les risques de l'entreprise, même à ceux indépendants de sa volonté, ou mieux, de son travail, tandis qu'il faudrait pour atteindre l'idéal théorique, et aussi l'utilité pratique consistant à augmenter le mérite des objets produits eux-mêmes en même temps que le salaire et à proportion de celui-ci, une union intime entre le travail et l'augmentation de revenus ou de capital par lui produit. Comment obtenir ce résultat vraiment scientifique ? La pratique inaugurée semble avoir donné cette solution, et c'est à l'expliquer que sont consacrés ces trois mémoires, l'un de Henry Towne sur le *gain-sharing*, l'autre de F. A. Halsey sur le *premium-plan*, l'autre de F. W. Taylor, intitulé : *A piece rate system*. L'espace nous manque pour entrer dans les détails. Indiquons l'essentiel du système.

Le partage ordinaire des bénéfices par lequel l'ouvrier, outre un



salaire fixe, soit d'après le temps employé, soit à la pièce, a droit à une fraction, déterminée d'avance par la bienveillance du patron, du bénéfice total de l'entreprise, a l'avantage incontestable de stimuler le zèle de l'ouvrier, de le relever économiquement à ses propres yeux et de lui inspirer une certaine reconnaissance pour le patron ; le mot reconnaissance est exact alors, puisqu'il participe même à ceux des bénéfices qu'il n'a pas contribué à créer. Mais on s'aperçoit vite que cet avantage est atténué par des inconvénients graves. Tout d'abord le système n'est pas scientifique. Pourquoi l'ouvrier dans une partie spéciale prend-il une part des bénéfices obtenus dans d'autres parties ? En réalité, il y a là une libéralité du patron, une sorte de charité déguisée ; on se trouve alors dans un courant contraire aux sentiments qui dominent aujourd'hui à ce sujet. La dignité de l'ouvrier ne se trouve plus réellement relevée. Enfin, le salaire n'est plus le résultat logique et mécanique de la plus-value créée par l'ouvrier. Tels sont les défauts théoriques ; ceux pratiques ne sont pas moindres. Voici l'ouvrier devenu actionnaire de la fabrique, et actionnaire favorisé, puisqu'il ne doit supporter aucune perte défectueuse, et que même en cas de perte, il garde son salaire fixe. Mais en cas de gain, il n'est qu'un associé incomplet ; il ne peut examiner lui-même l'état des affaires du patron, et doit se contenter du dividende que celui-ci lui annonce, de là une défiance continue. Le système du partage de gain (*gain-sharing*) est bien supérieur à celui du partage des bénéfices (*profit-sharing*) que nous venons de décrire. Son principe est mathématique.

Pour faire participer aux bénéfices, on considère non la prospérité générale de l'usine, mais seulement la plus-value de l'objet fabriqué par l'ouvrier. Cette plus-value peut être de diverse nature d'ailleurs ; elle peut consister en augmentation de la qualité, de la quantité, ou en diminution de la dépense. Le processus est simple. Le patron calcule, avant de commencer la mise en vigueur du système, ce que lui coûte tel produit fabriqué et ce qu'il lui rapporte, le gain qu'il réalise sur lui ; c'est le point de départ. L'année suivante, il calcule l'excédent de bénéfice que l'industrie de tel ouvrier lui a rapporté sur les objets similaires de l'une des trois manières ci-dessus indiquées. C'est la *plus-value*. Hé bien ! il donnera à cet ouvrier une quotité de cette plus-value, calculée seulement sur les objets que celui-ci aura lui-même produits, et non sur tous autres. Peu importe le résultat total de l'entreprise, qu'il ait perdu ou gagné dans d'autres branches, bien plus, peu importe que dans la production d'objets similaires confectionnés par un autre ouvrier il ait gagné ou perdu ; cela n'entre pas en ligne de compte. Quelle sera la quotité de cette plus-value produite par l'ouvrier qui lui reviendra ? Non la totalité, car le patron a la responsabilité de toute l'entreprise, et d'ailleurs ses bénéfices disparaîtraient, mais, en général, la moitié. Cette moitié se répar-

tirait, d'ailleurs, entre les ouvriers et les contre-maîtres; ceux-ci en toucheraient une plus forte part. Telle est l'idée générale. On peut l'appliquer aussi bien au travail à la pièce qu'au travail à l'heure. Afin d'encourager les ouvriers on n'attendrait pas la fin de l'exercice pour leur faire connaître la plus-value qu'ils auraient produite; on l'afficherait tous les mois, ce qui exciterait leur activité. Ce qui est particulièrement intéressant, ce sont les détails donnés dans ces mémoires sur le fonctionnement actuel de ces systèmes dans d'importantes usines des États-Unis.

Le troisième fascicule, sous le titre de : *Manuel de la Société américaine d'économie politique*, résume les communications faites à cette Société dans le courant de l'année et la discussion à laquelle chacune d'elles a donné lieu. Ces communications sont nombreuses et quelques-unes très intéressantes. Il faut citer : la question du simple ou du double étalon monétaire, celle de l'élasticité du numéraire, et les sujets suivants : le *census bureau*, la densité de la population des États-Unis en 1890, des lettres inédites de Ricardo, l'établissement des lois relatives à la théorie de l'utilité, les maisons de prêts sur gages à Cincinnati, la part de l'organisation volontaire dans les mouvements sociaux. En ce qui concerne l'étalon monétaire, l'auteur du mémoire donne la préférence au système du double étalon; il constate cependant qu'en 1872 l'étalon unique d'or n'était suivi que par 50 millions d'hommes, tandis qu'il l'est aujourd'hui par plus de 350 millions. Dans la discussion on fait vivement ressortir les nombreux inconvénients de la dépréciation relative de l'argent; le premier consiste dans la perturbation qui en résulte dans les relations internationales, le second dans le caractère partiellement fiduciaire que la monnaie d'argent tend à prendre dans certains pays, par exemple en France; le troisième consiste dans la baisse des prix depuis les vingt dernières années, baisse qui se fait vivement sentir aux États-Unis; en même temps que les prix baissent, les revenus s'y élèvent. Quels sont les remèdes à cet état? On en indique plusieurs, sans y attacher une grande confiance. Ce mémoire sur l'élasticité monétaire aboutit à ces conclusions que les besoins monétaires d'un pays varient de saison à saison et d'année à année, que les variations de la quantité de numéraire ne s'adaptent pas assez vite aux variations de ces besoins, ce qui est une source de maux, qu'on peut y remédier en créant par des moyens appropriés cette accommodation. L'étude sur la part de l'organisation volontaire dans les mouvements sociaux touche à la sociologie; elle indique le concours des sociétés volontaires et subjectives à la société forcée et objective, comment elles donnent à celle-ci une plus grande vitalité par un concours d'initiative, dans tous les domaines, éducation, grands travaux, et elle en cite de nombreux exemples; elle fait bien ressortir le caractère correctif de ces associations vis-à-vis de la société totale. Dans l'activité sociale, dit l'auteur, les organisations volon-

taires comblent les lacunes de celle sociale et diminuent les mécontentements produits par celle-ci. Tous les orateurs qui ont pris part à la discussion sont de cet avis, et vantent à bon droit leur pays pour l'extension des associations privées, et pour leur puissante contribution au bien public.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

*Salaires et durée du travail dans l'industrie française.* Tome III, publié par l'Office du Travail. Paris, 1895, in-8°.

C'est ici le troisième tome de l'enquête considérable accomplie par l'Office du Travail pour le plus grand profit des études et des réformes sociales.

Il est assurément superflu de réitérer l'expression des éloges dont est digne à tous points de vue cette œuvre, véritable encyclopédie où nul ne fait défaut des éléments divers de la condition des ouvriers en France.

Ebénisterie... métallurgie, construction mécanique... entreprises de travaux publics... etc., telles sont les industries principales à propos desquelles est fourni, dans ce volume, l'état détaillé par établissement des nombres d'ouvriers, salaires et heures de travail. C'est la première partie de l'ouvrage.

La seconde partie, moins développée, mais non pas moins importante, est consacrée à une revue de l'état détaillé par groupes d'industries. Alors la situation particulière de chacune de ces industries s'éclaire singulièrement par la comparaison. Les conditions générales du travail, la composition du personnel, la durée du travail, la variation de l'effectif, les chômages, les moyennes du salaire avec ses modes d'établissement : ne sont-ce point là des renseignements d'autant plus précis qu'ils sont groupés et coordonnés ?

Aussi bien, l'enquête industrielle, due à l'Office du Travail, n'a point le seul mérite d'être complète. Elle est méthodique et elle est claire.

C'est beaucoup et ce n'est pas encore tout. Elle peut, en effet, donner une aperception plus nette de l'état réel des industries, en faire comprendre mieux les besoins effectifs, hâter, par conséquent, l'accomplissement des améliorations nécessaires.

ERNEST CHARLES.

## REVUE DES PÉRIODIQUES

### *La Quinzaine coloniale. — Revue diplomatique et coloniale.*

Quand une idée est « dans l'air », il est fréquent qu'elle trouve sa réalisation de plusieurs côtés à la fois. C'est ainsi que, dans notre dernier numéro, nous annoncions la fondation simultanée, en Italie, de deux Revues de sociologie juridique. En France, où les questions d'outre-mer préoccupent vivement et à bon droit l'opinion publique, nous venons de voir naître presque en même temps deux Revues coloniales.

Depuis plusieurs années, l'*Union coloniale française*, société dont le siège est à Paris et dont le secrétaire général est M. J. Chailley-Bert, poursuivait la louable tâche de la mise en valeur de nos possessions lointaines, en favorisant l'envoi des travailleurs et des capitaux et en défendant les intérêts coloniaux dans la métropole. Elle publiait un *Bulletin*, qu'elle a, depuis le début de cette année, transformé en un organe à large diffusion. *La Quinzaine coloniale* paraît le 10 et le 25 de chaque mois, en un fascicule de 32 pages in-4°. Ses cinq numéros parus sont une mine de renseignements tout à fait précieux sur l'économie coloniale : questions démographiques, sanitaires, agricoles, industrielles, commerciales, y sont traitées avec une ampleur, et de plus avec une précision et une impartialité qui étaient jusqu'ici chose tout à fait rare en matière coloniale. Les articles de tête de M. Chailley-Bert, notamment sur l'Afrique française, nous ont paru remarquables. Les premiers fascicules de la *Quinzaine*, qu'il dirige avec le concours d'un distingué secrétaire de rédaction, M. Ch. Noufflard, font bien augurer de l'avenir de ce périodique, auquel nous souhaitons grand succès.

De son côté, M. Henri Pensa, membre du Comité Duplex et du Comité d'Égypte, lauréat de l'Académie Française pour d'intéressantes publications sur l'Afrique, vient de fonder la *Revue diplomatique et coloniale*. Nous n'en avons encore que le premier numéro, qui porte la date du 1<sup>er</sup> mars 1897. Ici les questions étrangères sont associées aux questions proprement coloniales, et c'est là une vue qui peut se justifier par de bonnes raisons, des difficultés diplomatiques étant sans cesse, comme on le sait, suscitées aujourd'hui par le développement des possessions d'outre-mer. La jeune Revue s'ouvre par un « programme », de M. Deluns-Montaud, député et ancien ministre ; elle contient de plus les articles suivants, dont les auteurs ont tous une notoriété : « Science et Propagande », par M. Marcel Dubois, professeur à la Sorbonne ; « le Livre Jaune et la question d'Orient », par le P. Charmetant, directeur général des écoles d'Orient ; une « Enquête sur le mouvement colonial »,

par M. Jean Hess, et une réponse à cette enquête, par M. Stanley; une étude sur « la navigabilité du Mékong », par M. J.-B. d'Attanoux. En outre, une revue de l'opinion en France et à l'étranger sur les questions extérieures, des renseignements économiques et une chronologie politique complètent cet intéressant fascicule, qui certainement sera suivi d'autres numéros non moins bien rédigés.

RENÉ WORMS.

---

## INFORMATIONS

L'ouvrage de M. Maurice Vignes : « *La Science Sociale d'après les principes de Le Play et de son école* » a paru, au début du mois de mars, à la librairie de la *Revue*. De la sorte, la *Bibliothèque Sociologique Internationale*, dont il fait partie, aura publié en l'espace d'une année ses dix premiers volumes.

Le mercredi 10 mars a eu lieu la séance mensuelle de la Société de Sociologie de Paris, présidée par M. Beaurin-Gressier. Elle a été consacrée à entendre et à discuter une très intéressante communication de M. Rafael Petrucci, professeur à la Nouvelle Université de Bruxelles, sur « les conditions sociologiques de la production scientifique et artistique ».

Du 21 au 23 avril prochain, siégera à Lisbonne le Congrès de l'Union Internationale de Droit Pénal. Notre collaborateur M. Tavares de Medeiros est vice-président du Comité d'organisation.

A la même date se tiendra à Paris, en Sorbonne, le Congrès annuel des Sociétés Savantes, lequel comporte une section des sciences économiques et sociales, où figureront divers travaux sociologiques.

Notre collaborateur M. Henri Hauser, docteur ès lettres, chargé d'un cours d'histoire à la Faculté des lettres de l'Université de Clermont-Ferrand, vient d'être nommé professeur d'histoire à cette Faculté.

Nous avons précédemment donné, d'après l'*American Journal of Sociology*, le programme des cours d'anthropologie et de sociologie organisés à l'Université de Chicago pour l'automne et l'hiver de l'année scolaire 1896-97. Voici le titre des cours organisés pour le printemps de la même année : archéologie préhistorique de l'Amérique ; anthropologie physique (avec travaux de laboratoire) ; psychologie

ethnique; ethnologie et psychologie des Slaves; hygiène générale; économie de la vie; hygiène (séminaire); bien-être social (séminaire); les cités modernes; le crime et les criminels; développement historique de la philanthropie; le champ d'étude de la sociologie; méthodologie; introduction à l'étude de la société; philosophie de l'État et du gouvernement; l'expérience américaine du contrôle par l'État de l'action sociale (séminaire); problèmes d'interprétation sociale.

## OUVRAGES RÉCENTS

### DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

MAURICE VIGNES. — La science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs (2 vol. in-8).

Dr A. VAZEILLE. — La question sociale est une question de méthode (in-8°).

Dr CH. BINET. — La méthode en anthropologie surnormale (broch. in-8°).

A.-A. BIGEON. — De la légitimation par acte du souverain (in-8°).

HECTOR LAMBRECHTS. — Le travail des couturières en chambre et sa réglementation (in-12).

OLIVIER VON GÖMÖRY. — Der Preis als selbständige Kategorie (broch. in-8°).

VITO LA MANTIA. — Consuetudini e leggi su protimisi (broch. in-8°).

VITO LA MANTIA. — Consuetudini della città di Catania (broch. in-8°).

HENRY C. ADAMS. — Economics and jurisprudence (in-12).

Handbook of the American Economic Association, 1897 (in-12).

Dr E. MAUREL. — De la dépopulation de la France (in-8°).

ANTONIO LABRIOLA. — Essais sur la conception matérialiste de l'histoire (in-12).

MAURICE WOLFF. — L'éducation nationale (in-12).

A.-D. BANCEL. — Le coopératisme devant les écoles sociales (in-12).

Statistica elettorale nell'anno 1895 (in-4°).

Statistica degli scioperi nell'anno 1895 (broch. in-4°).

N. LO SAVIO. — La economia sociale con riguardo ai dati della sociologia contemporanea (in-8°).

N. LO SAVIO. — Il concetto moderno del mondo e della vita (broch. in-4°).

EMILE GAUTIER. — L'année scientifique et industrielle 1896 (in-12).

LOUIS FOREST. — La naturalisation des juifs algériens et l'insurrection de 1871 (broch. in-8°).

RAOUL DE LA GRASSERIE. — L'État fédératif : législation comparée et sociologie (in-8°).

R. PETRUCCI. — Théorie du beau (broch. in-8°).

ARSÈNE DUMONT. — La dépopulation (broch. in-8°).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency. Imp. J. Laffray.

---

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## Le Commerce et la monnaie en Chine <sup>(1)</sup>.

### I. — LE COMMERCE.

Une grande partie de la population chinoise est dressée au commerce et s'y livre avec une ardeur et une absence de scrupules, qui ont souvent frappé les étrangers. « Il n'est rien de vil ou de malhonnête, écrit le capitaine Cook, en parlant des Célestes établis à Malacca, que l'appât du gain ne fasse entreprendre aux Chinois » (2). Leur besoin de gagner est toujours en éveil. Au moment même d'un incendie, des acquéreurs de terrain se présentent pour acheter l'emplacement des maisons en feu (3). Des soldats chinois, qui avaient longtemps séjourné à Lhassa avec leur résident, abandonnaient sans scrupule les femmes, qu'ils avaient épousées dans le pays, et aussi leurs enfants; car, disaient-ils, il aurait fallu avoir *la cervelle moisie*, pour

---

(1) Extrait d'un livre de M. Ch. Letourneau sur « *l'Évolution du Commerce* » qui paraît en ce moment chez les éditeurs Vigot frères (Paris, rue Monsieur-le-Prince, 10).

(2) Cook. *Hist. univ. voy.*, t. VII, 100.

(3) Huc. *Empire Chinois*, I, 236.

emmener dans la *Nation Centrale* « des femmes aux grands pieds et des petits barbares; ce qu'il fallait emporter, c'était de l'argent et des marchandises » (1).

Dans tout l'Empire et dans toutes les villes, une foule affairée, altérée de gain, s'agite et trafique (2). Un missionnaire du siècle dernier, l'abbé Grosier, affirme, que près d'une moitié de la population chinoise est toujours occupée à tromper l'autre (3).

Mais ce prodigieux commerce est surtout intérieur; il se fait d'une province à l'autre. Par les cours d'eau, par les canaux, le transport des marchandises est en effet facile et le portage par terre est peu coûteux. Dans les villes, avec quelques francs, une famille peut aisément acheter des menues denrées et ouvrir boutique (4); car la patente est inconnue. Ce petit commerce est d'autant plus développé en Chine que jamais les femmes n'entrent dans une boutique soit pour acheter, soit pour vendre; les marchands doivent donc courir dans les rues et vendre aux pauvres gens tout ce dont leur ménage peut avoir besoin (5).

Pourtant, aux yeux des philosophes chinois, le commerce est digne d'une médiocre estime et, dans l'opinion publique, la classe des marchands est la dernière. — Aux yeux des gouvernements et des économistes chinois, le commerce, pour être utile, du moins le commerce avec l'étranger, doit enlever seulement les choses superflues et, au contraire, procurer les nécessaires; aussi tenaient-ils pour nuisible le commerce de Canton, qui exportait la soie, le thé, la porcelaine, dont le prix s'élevait par suite dans le pays (6); seul, le commerce avec la Tartarie et la Russie était considéré comme avantageux à la nation, parce qu'il procurait des pelleteries nécessaires (7).

L'État chinois tient le luxe pour chose funeste: « Le commerce, dit un écrivain chinois, ne peut être utile à l'Empire qu'autant qu'en cédant des choses superflues on en acquiert de nécessaires et d'utiles... Le commerce des objets de faste, de délicatesse, de curiosité, soit qu'il se fasse par échanges ou achats, suppose le luxe. Or, le luxe,

(1) Huc. *Tartarie et Thibet*, II, 468.

(2) Huc. *Empire Chinois*, t. II, 168-169.

(3) Abbé Grosier. *Descrip. génér. de la Chine*, II, 340.

(4) *Ibid.*, 341.

(5) *Mém. concern. les Chinois*, t. IV, 327 (Intérêt de l'argent).

(6) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, II, 79. — *Mém. concern. les Chinois*, 324.

(7) Grosier. *Loc. cit.*, 81.



qui est l'abondance du superflu chez certains citoyens, suppose le manque de nécessaire chez beaucoup d'autres. Plus les riches mettent de chevaux à leurs chars, plus il y a de gens qui vont à pied... Ce que les hommes peuvent faire de mieux, c'est d'avoir tous le nécessaire et de procurer le commode à quelques-uns » (Paroles de Kouantché) (1).

Imbu de ces idées, le gouvernement chinois veut que l'industrie et le travail contrebalancent dans telle ou telle province la fertilité de telle ou telle autre. Pour cela, il charge d'impôts les provinces riches et favorise dans les autres les cultures appropriées. En Chine, les seules grandes manufactures sont celles de l'Empereur et elles travaillent non pour gagner, mais pour conserver et perfectionner les arts. Dans les provinces, le gouvernement encourage de préférence les fabriques, toujours de médiocre importance, là où le sol est le moins fertile (2). Son rôle, au moins théorique, est de planer au-dessus des intérêts particuliers et de les réfréner au besoin dans l'intérêt général. Pourtant il réprime mal certains négoce très archaïques, qui ont persisté à travers les âges, par exemple, la vente des enfants et celle des jeunes filles. La vente des enfants, survivance de l'ancien droit du père de famille, est encore tolérée en Chine ; on interdit seulement à l'acheteur de revendre sa marchandise vivante (3). Assez récemment encore, on achetait en Chine, par commission, des petites filles destinées à des familles créoles habitant les Philippines ; celles-ci en faisaient des servantes généralement intelligentes et fidèles (4). J'ai parlé ailleurs de la vente des esclaves en Chine et n'y reviendrai pas aujourd'hui. Je dois pourtant signaler un trafic particulier, celui qui, au siècle dernier, florissait surtout à Yang-Tchéou, où des négociants en chair humaine élevaient soigneusement un certain nombre de jeunes filles dans un but spécial. On leur enseignait à chanter, à peindre, à jouer des instruments de musique, etc. ; puis, leur éducation achevée, on les vendait fort cher à des grands seigneurs, qui en faisaient leurs concubines (5). Je cite en passant ce trait des mœurs chinoises, sans m'y arrêter.

(1) *Mém. concern. les Chinois*, IV.

(2) *Mém. concern. les Chinois*, 325.

(3) Sinibaldo de Mas. *Chine et puissances chrétiennes*, I, 133.

(4) *Ibid.*, I, 135.

(5) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, I, 41.

Le grand mouvement commercial de l'Empire, celui qui par son extrême activité a toujours étonné les Européens, est le trafic des denrées et des produits industriels. Il est immense et ne serait guère possible, si, depuis des siècles, le gouvernement n'avait fait construire, ordinairement au moyen des corvées locales, un magnifique réseau navigable par les fleuves et les canaux. Le grand Canal Impérial, dont la longueur est de 600 lieues, relie Canton à Pékin, le Midi au Nord, et un grand nombre de canaux secondaires s'embranchent sur lui et rattachent entre eux tous les points de l'Empire. Une particularité de ces canaux chinois est qu'on y corrige les différences de niveau non par des écluses savantes comme les nôtres, mais par de simples plans inclinés, sur lesquels on fait monter ou descendre les embarcations à l'aide de cabestans (1). Là encore on reconnaît cet esprit de simplification pratique, qui caractérise la Chine. Sur ce canal, la circulation des barques est énorme; c'est la grande artère commerciale du pays (2).

Mais si les Chinois sont d'actifs marins d'eau douce, la navigation maritime les attire beaucoup moins. Aujourd'hui ou du moins hier encore, le détroit de la Sonde était, pour les jonques chinoises, les colonnes d'Hercule de nos anciens navigateurs méditerranéens. Les plus hardies de ces embarcations ne dépassaient pas Malacca, Atchin, Batavia et le Japon (3). Leurs marins ne savaient pas déterminer en mer la position de leurs navires et l'aiguille qui montre le Sud, la boussole, connue depuis si longtemps en Chine, leur était d'un faible secours (4). On affirme cependant que la Chine s'est hermétiquement fermée aux étrangers seulement après la conquête mandchoue et qu'auparavant ses ports étaient ouverts aux Arabes, aux Persans, aux Indiens, qui même pouvaient librement parcourir les provinces de l'Empire (5). En même temps les navires chinois allaient alors en Cochinchine, même au Bengale. On va jusqu'à prétendre que, dans l'antiquité, ils ont poussé jusqu'en Égypte (6).

Mais la politique commerciale du gouvernement chinois semble

---

(1) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, I, 391.

(2) *Ibid.*, 87.

(3) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, II, 344.

(4) Jurien de la Gravière. *Voyage en Chine*, I, 321.

(5) Huc. *Empire Chinois*, I, 397.

(6) Huc. *Loc. cit.*, II, 147.

n'avoir jamais favorisé le développement du commerce extérieur, ni celui du luxe résultant des richesses que peuvent procurer d'heureuses entreprises commerciales. Du travail et du pain ; le nécessaire à tout le monde ; l'opulence à personne : tel est, aux yeux du gouvernement chinois, l'idéal économique. On ne veut pas qu'il y ait trop d'or et d'argent en circulation ; car ce sont là, croit-on, des richesses fictives, qui pourraient détourner les populations de la vraie source de richesse, de l'agriculture (1). Souvent des mines d'or, d'argent, même de pierres ont été fermées par ordre supérieur ; au contraire, on ouvrait volontiers celles de cuivre, de plomb, d'étain (2). L'empereur *Tching-tsou*, qui, au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, fit fermer une mine de pierres précieuses exploitée par un particulier, disait : « Les travaux inutiles produisent la stérilité. Une mine de pierres précieuses ne produit pas de grains » (3). Pourtant l'or, l'argent, le plomb, l'étain, le fer, le cuivre étaient connus en Chine, dès une haute antiquité, ainsi que l'art de tailler les pierres précieuses, puisqu'il en est fait mention dans d'anciennes odes du *Chi-King* (4).

En Chine, comme dans beaucoup d'autres contrées, l'or fut d'abord trouvé dans les sables des rivières. C'est ainsi que les Tartares s'en procurent encore et en fabriquent des vases et des statuettes religieuses. Les Chinois connurent sûrement ce précieux métal avant les Tartares ; or, au temps de la dynastie chinoise des Han, les Tartares orientaux, les *Si-Fan*, comme on les appelle dans le Céleste Empire, s'en servaient déjà pour fabriquer des vases de luxe. Un officier chinois leur ayant été envoyé, pour se plaindre de déprédations commises par eux en territoire chinois, ils lui offrirent, pour l'apaiser, de la vaisselle d'or ; mais, dit la légende, le vertueux fonctionnaire refusa, en disant que, pour lui, « le riz, servi dans des plats d'or, était un mets insipide » (5). C'est là une histoire datant évidemment d'un âge d'or moral, où l'on dédaignait profondément le vil métal. Les temps sont fort changés et il n'est pas hasardeux de rattacher, pour une bonne part, ce changement à la fièvre mercantile, dont les Célestes ont fini par être atteints. Mais en bien des points, les mœurs ont survécu à l'esprit des

---

(5) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, I, 436-437.

(6) *Ibid.*, II, 79.

(7) *Ibid.*, t. I, 386-387.

(8) Pauthier. *Chine moderne*, 6-21.

(1) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, I, 226.

vieux Âges, et il leur faut attribuer le caractère encore archaïque de la monnaie chinoise.

## II. — LA MONNAIE.

On a conservé, en Chine, la tradition d'un Âge primitif, où la monnaie en usage se composait de coquillages, sans doute l'équivalent des *cauris*, que nous avons trouvés en divers pays, peut-être ces *cauris* eux-mêmes. Au reste, les populations barbares ou sauvages, avec qui les Chinois étaient souvent en relation, les devaient ramener forcément aux pratiques du commerce primitif. Avec les *Miao-tsé* (province de *Koei-tchesu*), les Chinois trafiquaient encore par échange direct, au siècle dernier. Ces *Miao-tsé* livraient aux marchands chinois des arbres, que ceux-ci emportaient par le procédé du flottage en radeaux sur les rivières, après avoir laissé, à titre d'échange, du bétail, dont les indigènes employaient la peau pour se faire des cuirasses (1). Avec les insulaires d'Hainan (dépendance de la province de Canton), les Chinois en étaient encore au commerce par dépôts, mais un peu plus réglementé cependant que le commerce tout à fait primitif. Deux fois par an, les insulaires portaient en un endroit convenu, l'or qu'ils avaient pu recueillir, et des bois précieux. Puis un des leurs allait examiner les toiles et denrées offertes en échange par les marchands de la Chine. De leur côté, ceux-ci donnaient aux principaux des leurs mission de traiter avec les indigènes. Une fois l'accord établi, les Chinois livraient leurs marchandises et les sauvages leur remettaient fidèlement en retour l'or et les bois convenus. Mais, fidèle aux doctrines traditionnelles, un empereur chinois, *Kang-hi*, ayant appris que ce trafic d'échange faisait passer beaucoup d'or entre les mains des mandarins, interdit sous peine de mort de le continuer (2).

Ce commerce par simple troc a sûrement été, en Chine comme ailleurs, le premier de tous; puis on a imaginé la monnaie de coquillages, enfin la monnaie métallique; mais cette dernière est toujours restée, en Chine, à l'état rudimentaire. Aujourd'hui encore, la seule monnaie métallique frappée, ayant une forme et un poids fixes, est, en Chine, ce que les missionnaires appelait jadis *le denier*, ce que nous connaissons sous le nom de *sapèque*, une petite pièce de cuivre,

---

(1) *Ibid.*, I, 233.

(2) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, I, 120-121.

analogue aux nôtres, mais percée au centre d'un trou carré, qui permet de l'enfiler (1). Les mines, qui fournissent le métal nécessaire à la frappe des *tsien* ou sapèques, sont propriété impériale (2) et le gouvernement s'efforce de maintenir autant que possible à chaque sapèque une valeur marchande réelle, correspondant à sa valeur fiduciaire. En même temps, il est expressément interdit d'employer ou même de vendre les sapèques comme simple matière métallique. D'ailleurs le gouvernement veille à ce que le prix du cuivre ne soit ni assez haut pour qu'il y ait bénéfice à fondre la monnaie, ni assez bas pour que l'on songe à en faire de fausse. En outre, il s'efforce de maintenir l'équilibre entre la valeur proportionnelle de la monnaie de cuivre et celle de l'argent afin que personne n'hésite à échanger l'une contre l'autre. Pour cela, comme l'État est maître des mines, il a soin, suivant les variations du cours marchand, d'effectuer ses paiements tantôt en cuivre, tantôt en argent (3). La monnaie de billon de la Chine, *sapèque* des Européens, *dehos* des Tartares, *tsien* des Chinois, pèse seulement sept grammes. Elle aurait été inventée 2,600 années avant J.-C. Chaque pièce vaut environ un demi-centime de notre monnaie et une *ligature* de mille sapèques équivaut en moyenne à vingt cinq francs (4). En masse, la sapèque constitue une monnaie fort encombrante ; mais, dans la pratique et pour les très petits achats, elle est extrêmement commode. Pour une sapèque, on peut acheter une tranche de poire, une noix, une douzaine de fèves frites, un cornet de graines de citrouille ; on peut boire une tasse de thé, fumer une pipe de tabac, etc., : c'est la monnaie correspondant aux petits besoins d'un peuple, chez qui la richesse est chose rare.

En dehors de la sapèque, il n'existe plus en Chine que des monnaies-marchandises et des monnaies fiduciaires. Les monnaies-marchandises sont des lingots d'or ou d'argent, que l'on divise suivant les besoins du commerce. Pour cela, on les aplatit après les avoir mis au feu et on les coupe en morceaux plus ou moins gros, qu'il faut ensuite peser. Pour l'argent, l'unité de poids est le *taël*, c'est-à-dire l'once chinoise, pesant 37 grammes 796 milligrammes. Théoriquement l'once se subdivise, suivant le mode décimal, en *tsien*, *fen*, *li*, *ha*,

---

(1) *Ibid.*, II, 76-78.

(2) *Ibid.*, I, 439. — II, 76-78.

(3) Abbé Grosier. *Loc. cit.*, II, 77-79.

(4) E. Simon. *Cité chinoise*, 121.

*sée*, etc. L'once vaut dix *tsien* ; le *tsien* dix *jen*, etc. La dernière subdivision est le *sun* ; mais pratiquement on ne descend pas au-dessous de la cinquième, du *sée* (1).

L'or et l'argent sont achetés par les maisons de banque, qui les paient avec des sapèques, 17 à 1800 sapèques pour une once d'argent. L'or a cours de la même manière et circule en lingots, en poudre, en feuilles (2). Mais, en réalité, l'or et l'argent ne sont que des marchandises adoptées comme valeurs-types. Ces métaux précieux sont livrés au commerce par le gouvernement, propriétaire des mines, et ils doivent l'être dans un état de pureté absolue. S'ils contiennent un métal étranger, le surintendant des métaux, ses commis, l'essayeur sont responsables du déficit d'abord, puis en outre passibles de quarante coups de bambou (3). A titre de simples marchandises, les métaux précieux ont une valeur variable suivant la loi de l'offre et de la demande ; aussi le gouvernement a-t-il bien soin de maintenir autant que possible la fixité des cours en jetant sur le marché tantôt des sapèques, tantôt de l'argent, que fournit le Trésor Impérial (4).

Ce système ou plutôt cette absence de système monétaire en Chine est pratiquement assez incommode ; car sans cesse il faut recourir à la balance ; aussi a-t-on eu de très bonne heure l'idée du papier-monnaie. Il en existait dans l'Empire, un siècle avant l'ère chrétienne ; mais il n'arriva à la perfection qu'en l'année 605. La dynastie mongole en fit un grand usage (5). L'ambassadeur de Saint-Louis, Rubruquis (Rubrouk), en signale l'existence et la diffusion : « La monnaie ordinaire du Cathay est un papier de coton, sur lequel on imprime des lignes semblables à celle du sceau de *Maïgou-Khan* » (6). Plus explicitement, Marco Polo décrit un papier-monnaie fait avec l'écorce des mûriers. On en tire, dit-il, un papier noir, que l'on coupe en morceaux d'inégale grandeur, en proportion de leur valeur fiduciaire. Le plus petit morceau équivalait à environ quatre centimes ; le plus grand valait dix besants d'or, c'est-à-dire 75 francs (7). Tous ces papiers

(1) *Mém. concern. les Chinois*, t. IV, 308 (Intérêt de l'argent).

(2) Huc. *Tartarie et Thibet*, t. I, 175-176.

(3) *Code pénal de la Chine* (Traduction Staunton), t. I, 234.

(4) *Mém. concern. les Chinois*, t. IV, 308 (Intérêt de l'argent).

(5) Sinibaldo de Mas. *Loc. cit.*, I, 152-281.

(6) D'après le texte de L. de Backer.

(7) Récits de Marco Polo. *Loc. cit.*, 126-128.

portaient le sceau impérial et avaient cours forcé sous peine de mort. Avec eux, le souverain, conformément aux vues économiques des Empereurs chinois, achetait et même accaparait l'or, l'argent, les pierreries rapportées de l'Inde par les marchands chinois, et déposait le tout dans le Trésor Impérial, où les particuliers pouvaient s'en procurer à leur tour contre du papier-monnaie. Ces billets de banque étaient-ils usés? la monnaie, la *sèque* (*zecca*), comme dit Marco Polo, les remplaçait moyennant un droit de trois pour cent (1).

L'histoire économique de la Chine nous fait donc assister à une complète évolution de la Monnaie et du mode des échanges. Nous y trouvons d'abord le simple troc, même avec des procédés qui rappellent fort le commerce par dépôts, puis les coquillages-monnaie, la monnaie-marchandise, la monnaie-métallique frappée, enfin la monnaie de papier, les billets de banque.

CH. LETOURNEAU,  
Professeur à l'École d'Anthropologie,  
Membre de l'Institut International de Sociologie.

## La question de la langue internationale, et sa solution par l'Esperanto <sup>(2)</sup>.

### I. — *Langue universelle et langue internationale ; rôle du latin et du français dans le passé.*

Peu d'idées rencontrent un public plus incrédule que celle de la recherche d'une langue internationale. La plupart des gens se bornent à la condamner sans phrases, d'un seul mot : c'est une utopie.

(1) Marco Polo. *Loc. cit.*

(2) Puisque la *Revue internationale de Sociologie* a eu le courage de faire un premier pas vers la réforme de l'orthographe, je me hâte de profiter de la tolérance ainsi laissée à ses collaborateurs; je considère même come un devoir de le faire.

Je conçois qu'on ait limité l'expérience à deus petits détails : on aura voulu sonder les dispositions du public, sans trop lui demander du premier coup,

Et ceux qui consentent à la discuter, prennent argument de l'insuccès du Volapük, pour la déclarer impraticable.

Cette dernière objection est peu dangereuse, comme on le verra plus loin ; il est clair, en effet, que l'échec d'un système déterminé n'implique nullement celui d'une tentative mieux conçue, dont la supériorité doit s'imposer à qui prendra la peine de l'examiner. Ce qui est plus grave, c'est l'objection de principe, qui est aussi la plus fréquente.

Or, tandis que tant de personnes s'en tiennent à elle, le nombre des gens qui ne croient pas le problème insoluble, qui l'estiment même dès à présent résolu, va croissant assez vite. En dix ans, il a été proposé une trentaine de langues internationales, dont deux ont recruté un assez grand nombre de partisans, c'est-à-dire d'hommes suffisamment convaincus pour braver le surnom de visionnaires.

Au fond d'une contradiction aussi absolue, il y a généralement un simple malentendu : les interlocuteurs ont tout bonnement omis d'éclairer leur lanterne, c'est-à-dire de s'entendre au préalable sur la définition même de la chose dont ils disputent.

C'est là précisément ce qui a lieu à propos du sujet qui nous occupe ici. On est assez porté, quand on connaît imparfaitement ces matières, à confondre l'idée d'une langue *universelle*, c'est-à-dire devant être parlée par tous les hommes, avec celle d'une langue *internationale*, c'est-à-dire adoptée d'un commun accord pour servir aux relations,

et se faciliter la retraite au cas où la réforme serait mal accueillie. C'est, en somme, à la fois une indication et une consultation.

A ce dernier égard, il serait intéressant que les collaborateurs de la *Revue* voulussent bien faire connaître leur sentiment sur une question aussi importante. Pour moi, je tiens à déclarer que j'aurais voulu pouvoir aller plus loin, et appliquer au moins les idées contenues dans le rapport que fit M. Gréard à l'Académie française ; je ne saurais trop recommander à ce sujet de lire la brochure si prudente de M. Auguste Renard, *La nouvelle Orthographe* (Paris, Delagrave), et la spirituelle préface de M. Louis Havet qui la précède.

C'est dans cette orthographe simplifiée, encore provisoirement bannie du corps de la *Revue*, que j'ai écrit cette note ; puisse-je n'avoir pas trop blessé les yeux du lecteur. La question est assez grave pour qu'on veuille bien l'examiner avec sympathie, à la suite de tant de littérateurs et de philologues éminents qui s'y sont voués : il s'agit d'épargner à nos enfants un travail aussi stérile que long et rebutant, et d'écarter un des principaux empêchemens qui entravent la propagation de notre langue à l'étranger.



chaque jour plus fréquentes et plus nécessaires, entre hommes de pays différents. Ce sont pourtant deux notions bien opposées : une véritable utopie, et un besoin de jour en jour plus évident.

. . .

Deux faits dominent toute discussion à ce sujet. De tout temps, les hommes ont eu la sottise idée d'ajouter la diversité des langues aux circonstances de toute nature qui les empêchent de vivre unis ; et cette difficulté est à elle seule plus grande que toutes les autres, car la première condition pour s'entendre est, on en conviendra, de se comprendre.

De tout temps aussi, cette situation leur a semblé déplorable, jusqu'à leur apparaître comme le résultat d'une malédiction divine ; si bien, qu'à vouloir démontrer l'utilité d'un parler qui serait usité par l'humanité entière, on tomberait dans le lieu commun rebattu.

A certaines époques, on a pu croire qu'une langue, ayant pris un avantage marqué sur la plupart des autres, allait, de proche en proche, les supplanter toutes. Par deux fois, cette fortune a semblé sur le point d'échoir au latin, dans des circonstances bien différentes l'une de l'autre. Et pourtant, il suffit de jeter un coup d'œil sur cette évolution, pour reconnaître combien le latin était encore loin de la victoire, au moment même où il paraissait assuré d'y atteindre.

Au temps où Rome était maîtresse du monde civilisé, son parler s'infiltra fort vite jusque dans les couches profondes de la plupart des populations conquises. Bien entendu, ce ne fut pas sans subir deux déformations consécutives, d'abord dans la bouche des légionnaires et des colons, gens de culture médiocre, puis dans celle de leurs barbares disciples : le bourgeois de Cologne, le vétéran établi aux bouches du Danube, le riverain des Colonnes d'Hercule, parlaient des patois bien divers. Mais la langue lettrée était la même : au III<sup>e</sup> et au IV<sup>e</sup> siècles, il y a identité entre les écoles littéraires de la Gaule ou de la Province d'Afrique, et celle de Rome.

Si l'on ne craint pas de se lancer dans les hypothèses, on peut donc concevoir l'empire se consolidant au lieu de se décomposer, et ramenant enfin les parlers populaires à l'unité, grâce à la supériorité de la langue lettrée commune. C'est précisément ce qui tend à se produire de nos jours en Russie, sur une étendue non moins grande, comprenant les régions où le russe ne rencontre pas en face de lui, comme en Pologne, dans les provinces Baltiques et en Finlande,

des langues parfaitement développées et susceptibles de lui résister pendant des siècles.

Si les choses s'étaient passées de la sorte, le domaine du latin embrasserait aujourd'hui, non seulement les pays où des causes diverses ont assuré la survivance de ses dérivés, c'est-à-dire l'Italie, la Gaule, la Péninsule ibérique et la Dacie (l'ensemble des pays roumains actuels), mais encore toute l'Afrique septentrionale, de l'Atlantique à la Tripolitaine (car l'évolution de ces régions, commencée de même, se fût achevée comme celle des nations que l'on appelle actuellement latines, sans l'invasion arabe, qui les détacha de la civilisation européenne).

Par contre, dans la moitié orientale de l'empire, le latin s'était heurté à la résistance vigoureuse de l'hellénisme. Il avait affaire, ici, à des populations d'une culture plus ancienne et plus affinée que celle de leurs vainqueurs : et il est remarquable que le latin fit une multitude d'emprunts au grec, tandis que l'inverse ne se produisit pas. Peut-être l'Orient eût-il fini par être latinisé, avec le temps, et à supposer qu'il ne fût pas devenu autonome ; mais il est bien plutôt permis d'en douter. On voit par là combien, à l'époque même où l'expansion romaine était à son apogée, la langue officielle de l'empire était encore loin de s'imposer au monde civilisé, qui n'était lui-même qu'une bien faible partie du monde habité.

Quoi qu'il en soit, le latin, pendant toute la durée de la puissance romaine, *tendit* à devenir langue universelle (je ne dis pas langue *internationale*, mais bien *universelle*), et, en ce qui concerne la moitié occidentale de l'empire, il y parvint effectivement.

. . .

Plus tard, quand les pays d'Occident vécurent de leur vie propre, leurs peuples, désormais pour longtemps séparés les uns des autres, achevèrent de différencier leurs parlers. Mais le latin, ou du moins un bas-latin déjà bien différent de la langue classique, fut sauvé de l'oubli par l'Église : il resta la langue du clergé, c'est-à-dire du seul élément relativement instruit qui subsistât au sein de l'ignorance générale. Aussi, à la renaissance des études littéraires et scientifiques, se trouva-t-il tout porté pour répondre aux besoins de l'élite cultivée ; les hommes qui composaient cette dernière étaient unis par leurs besoins intellectuels à leurs pairs des autres pays, bien plutôt qu'à leurs compatriotes, au milieu desquels ils étaient isolés par toutes leurs aspirations. Le latin leur permit de communiquer entre

eus par dessus la foule anonyme des ignorants : de langue universelle, ou aspirant à l'être, il était devenu *langue internationale*.

Il joua ce rôle, tant qu'il fut indispensable pour fournir aux hautes spéculations de la pensée humaine un instrument qu'elles ne pouvaient encore trouver dans les langues populaires. Mais bientôt ces dernières s'imposèrent au monde savant, et la décadence du latin se prononça rapidement, de pays en pays.

C'est en France qu'elle débuta. Dès le Grand Siècle, nous voyons Pascal et Descartes employer indifféremment le français et le latin dans leurs écrits, et l'on ne saurait certes prétendre que l'auteur des *Pensées* ou celui du *Discours* aient considéré leur langue maternelle comme incapable ou indigne d'exprimer les idées les plus élevées, ou qu'ils aient voulu établir je ne sais quelle hiérarchie entre leurs œuvres, en présentant les unes à tout le monde savant, pour réserver les autres à leurs compatriotes. La vérité est que la langue française, seule formée à ce moment sur le continent, et présentant sur le latin d'incontestables supériorités, commençait à battre en brèche l'hégémonie de sa rivale, et semblait devoir devenir à son tour la langue internationale. Et en fait, elle exerça, pendant moins longtemps que le latin, une primauté analogue. Sur un point même, son succès fut plus grand, car elle ne servit pas seulement de moyen de communication entre savants de pays différents : elle réussit à supplanter, dans la conversation des gens de bonne compagnie, les langues nationales. Elle fut à la fois la *langue internationale des savants et des lettrés*, et la *langue universelle des salons*. e/

..

De ces exemples, on peut tirer deux enseignements.

Le premier est que, sans aucun doute, l'idée d'une langue universelle est une simple utopie.

Une langue parlée est un être vivant, dont la vie obéit aux lois qui régissent l'existence des autres organismes. A chaque instant, les mots y naissent, se développent, se reproduisent, se transforment, s'atrophient et meurent. Et cette évolution s'accomplit, dans chaque région, en suivant les lois propres à cette région. Telle déformation des mots latins qui, en Picardie, s'est produite très régulièrement d'après une loi déterminée, est remplacée en Provence ou au Portugal par une autre, également constante dans chacun de ces pays, mais toute différente d'elle.

Si donc c'est une utopie que de prétendre amener les hommes à parler une langue unique, il faut condamner également l'idée d'une langue *lettrée universelle*; les lettrés ont adopté maintenant dans chaque pays la langue nationale, et il est évident qu'il ne referont pas en sens inverse le chemin qu'ils ont parcouru depuis deux siècles.

Mais peut-on en dire autant du projet d'une langue *lettrée internationale*, c'est-à-dire d'un instrument de communication qui, sans empiéter sur le terrain si jalousement gardé de chaque langue nationale, serve simplement à faciliter les rapports entre gens de pays différents, et les dispense de savoir également les soixante ou quatre-vingts langues qui se partagent le mouvement intellectuel et commercial du monde civilisé?

Une telle conception n'a rien d'absurde en soi. Du moment que deux hommes de pays différents veulent communiquer entre eux, il faut bien que l'un d'eux emploie la langue de l'autre, ou que tous deux en emploient une troisième qui leur soit également connue : de toute façon, un de ces hommes, au moins, doit savoir une langue autre que celle qu'il a apprise au berceau et qu'il parle à ses compatriotes. Dès lors, quoi d'étonnant à ce que l'on songe à convenir qu'une seule et même langue sera usitée dans tous les rapports internationaux? N'est-il pas à prévoir, au contraire, que la chose ira de soi, du jour où l'on aura reconnu quel est l'instrument le plus propre à remplir cet office? Il en sera de la langue internationale comme des poids et mesures : la plus pratique, c'est-à-dire celle qui, répondant à tous les besoins, sera la plus facile à apprendre et à manier, s'imposera, comme achève de le faire le système métrique.

Cela n'empêchera pas les hommes de continuer à parler et à chérir chacun la langue de ses pères, ni même de s'offrir le luxe d'en apprendre certaines autres, pour le plaisir délicat de goûter de bons auteurs dans le texte original; mais ceus d'entre eux dont l'horizon s'étend au delà des murs de leur petite ville, posséderont un idiome grâce auquel ils ne seront nulle part des étrangers.

Ainsi, la possibilité de l'adoption d'une langue internationale — juxtaposée, et non substituée aux langues nationales, — sa vraisemblance même, sous l'empire d'un besoin rapidement croissant, ne sauraient faire aucun doute. Personne, d'ailleurs, ne semble disposé à contester que la possession d'un tel instrument soit chose

fort désirable : si tant de gens opposent encore la question préalable à toute proposition faite en ce sens, c'est qu'ils n'ont eu connaissance que de projets par trop défectueux, ou qu'ils se trompent sur les conditions de la résolution pratique du problème.

## II. — *Hypothèse du choix d'une langue vivante.*

Le principe d'une langue internationale étant admis — bien entendu sous réserve de sa possibilité pratique, — la première question qui se pose est de savoir de quelle nature sera cette langue : choisira-t-on une de celles qui sont actuellement parlées, ou une langue morte, ou enfin une langue nouvelle, à créer de toutes pièces ?

Une objection se présente aussitôt à l'esprit, quand on envisage la possibilité de l'adoption internationale d'une langue existante : c'est l'opposition forcenée que soulèvera un choix quelconque, de la part des amours-propres nationaux, qui se prétendront lésés. En règle générale, tout idiome que l'on voudra élever au rang de langue internationale, aura pour adversaires tous ceux dont il n'est pas la langue maternelle.

Cet exclusivisme est chose naturelle, Premièrement, bien peu de gens, parmi ceux qui sont polyglottes, sont réellement capables de penser dans une langue étrangère ; ils se bornent à traduire mentalement, avec une rapidité qui peut aller jusqu'à faire illusion, ce qu'ils ont pensé au préalable dans leur propre idiome. D'où il résulte un préjugé invincible sur la difficulté et le défaut de clarté des langues étrangères en général.

Et d'autre part, quelque sincère qu'on soit dans la recherche du progrès, tout homme est saisi au cœur par cet amour indéracinable de la langue natale, qui lui fait considérer comme une insulte l'idée de subordonner, même seulement en apparence, cette langue à une autre. Il y a là un véritable sentiment de pitié, contre lequel toute tentative est vaine. Quand on considère qu'il aura fallu plus d'un siècle aux Anglais, la nation pratique et industrielle par excellence, pour se décider à remplacer par le système métrique le ramassis de mesures le plus incohérent et le plus incommode qui soit, on comprend quelle est la force des usages traditionnels ; et la langue d'une nation est le plus puissant de tous.

Il existe un exemple frappant de cette tendance à l'individualisme linguistique. On sait que, dans le domaine international, les actes

diplomatiques sont un apanage exclusif du français. Ce dernier doit sa situation privilégiée surtout à sa clarté sans pareille : car il faut véritablement l'ignorer, ou rechercher volontairement l'obscurité, pour rédiger dans cette langue un texte qui laisse place au doute. A quoi il convient d'ajouter que cette vieille habitude ne gêne personne, tous les pays ayant coutume de recruter leur corps diplomatique au sein de classes aristocratiques parmi lesquelles la connaissance du français est tout à fait courante. Et pourtant, au lendemain des succès de l'Allemagne, la Chancellerie de l'empire émit, d'ailleurs en vain, la prétention de rédiger désormais tous ses actes internationaux en allemand.

Au reste, si l'on veut se rendre compte du degré de partialité qui peut être atteint dans cet ordre d'idées, il suffit de parcourir les *Discours à la nation allemande*, de Fichte, qui désarment vraiment toute critique pour leur candeur. Les Allemands, y est-il dit, sont la nation par excellence, l'Humanité même ; et l'une des principales causes de cette supériorité, c'est leur langue, *la seule vivante* qui existe. Les autres langues sont mortes, impropres à la pensée, à l'imagination : seul, l'heureux peuple qui parle la langue allemande est, grâce à elle, capable d'une vie intellectuelle !

Je me garderai d'imputer ces billevesées à l'esprit allemand en général, par un travers dans lequel Fichte serait tombé sans doute, si les rôles étaient intervertis ; je ne les ai mentionnées que parce qu'il ne m'est pas arrivé de rencontrer une expression plus outrancière de ce préjugé. Mais ce qui est certain, c'est que cet état d'âme est fort répandu : tous les pays ont leurs Fichte.

\*  
\*

Toutefois, si grave que soit la difficulté provenant des amours-propres nationaux, on ne saurait la tenir pour insurmontable.

Je causais un jour avec un savant sociologue russe de cet intéressant problème de la langue internationale. Il se montra sceptique à l'égard de cette idée. « La langue internationale, dit-il, mais il est inutile de la chercher : elle existe. C'est, et cela restera le français, à la condition toutefois que vous vous décidiez enfin à réformer votre absurde orthographe. » Et il est juste d'ajouter que, pour sa part, il prêche d'exemple : polyglotte émérite, il écrit tous ses ouvrages dans notre langue, avec une perfection que bien des Français peuvent lui envier.

A quelque temps de là, un autre sociologue, belge, m'écrivait :

« La seule solution est l'adoption d'une langue parlée déjà, la plus facile suivant moi. Je propose formellement l'anglais, qui est précisément une langue humaine plutôt que nationale, à raison de ses origines à la fois saxonne, germanique et latine. Il suffit de lui imposer une orthographe rationnelle, pour qu'elle constitue un vrai volapuk ou esperanto vivace. »

Voilà certes deux opinions que l'on peut qualifier d'objectives, puisque leurs auteurs plaident chacun pour une langue autre que la sienne !

Il n'est pas interdit de supposer que le développement de l'esprit international — c'est-à-dire, en réalité, des besoins internationaux — puisse généraliser un jour cet esprit de renoncement.

Mais on voit aussi par là quelles appréciations divergentes se produisent, dès qu'il s'agit d'accepter ou de rejeter en bloc une création naturelle, et par conséquent complexe et nullement systématique, comme est une langue vivante. L'un est attiré par l'élégance et la clarté du français; l'autre, recherchant avant tout la simplicité grammaticale, préfère l'anglais; tous deux font d'ailleurs des réserves et demandent qu'on améliore la langue de leur choix. Mais aucun des deux ne considère qu'une langue internationale doit, de toute nécessité, posséder *à la fois* l'élégance, la clarté et la simplicité grammaticale, plus encore les qualités qui peuvent faire défaut également au français et à l'anglais; et ces avantages ne peuvent se trouver réunis que dans une langue systématiquement construite, et par conséquent artificielle.

Précisément parce que les langues vivantes sont le produit de forces naturelles, agissant aveuglément pendant des siècles, elles sont hérissées de difficultés, — idiotismes, singularités grammaticales, exceptions, contradictions, métaphores détournées de leur signification primitive, articulations imprononçables pour les étrangers, — qui forment à chacune d'elles une individualité, un « génie », ordinairement incompatible avec la mentalité moyenne d'une autre nation. Il est assez difficile de parler ou d'écrire convenablement une langue étrangère quelconque, pour que cette supériorité soit destinée à rester l'apanage de ceux qui auront eu le loisir de se livrer à une telle étude, et surtout la capacité d'en profiter.

Certes, on est fondé à instruire le procès de notre orthographe ! On peut bien évaluer à deux ans, au total, le temps qu'elle nous fait perdre en études stériles; après quoi, au premier manuscrit qu'il nous arrive d'envoyer à l'imprimerie, MM. les protes se chargent de

nous révéler force particularités ignorées du plus ferré des bacheliers. De vraies niaiseries en sont venues à prendre une place prépondérante dans les examens qui ouvrent toutes les carrières. Quantité de gens en ont le jugement faussé, au point de considérer la connaissance des règles les plus puériles comme le fin du fin, la pierre de touche de la culture intellectuelle, pour ne pas dire de la bienséance. Et à tous ces méfaits, notre orthographe joint celui d'être un sérieux obstacle à la diffusion de la langue : il est bien permis à un étranger de se laisser rebuter par les caprices oiseux de nos grammairiens.

Mais la réforme si désirable qui ne peut manquer de se produire, et qui rétablira simplement l'évolution contrariée depuis un siècle par l'Académie, ne pourra porter de fruits que si elle est progressive et très sage au début. Le rapport, désormais historique, de M. Gréard marque certainement le maximum de ce qui peut être obtenu, et par conséquent de ce qui peut être désirable, de longtemps. Or, en supposant cette étape franchie, il subsistera dans notre langue assez de subtilités pour décourager quantité de bonnes volontés.

En outre, il ne suffit pas qu'une langue internationale soit aisément intelligible : il faut encore qu'elle soit également facile à parler et à écrire. Or, s'il est vrai que beaucoup d'étrangers arrivent à bien comprendre le français, voire même à le parler plus ou moins couramment, le nombre de ceus qui l'écrivent correctement a toujours été tout à fait négligeable ; bien entendu, je ne parle pas de ceus qui ne visent qu'à écrire des lettres privées ou commerciales, mais de ceus qui sont capables de rédiger un mémoire, un article, un livre. Le français, à partir du moment où l'on aborde la lettre moulée, tend à l'écrivain étranger les traquenards les plus insoupçonnés : qu'on lise seulement les écrits français d'Henri Heine ! Or, un des plus importants objets d'une langue internationale doit être de fournir à l'écrivain le moyen de faire connaître lui-même, directement, sa pensée à des lecteurs de tous pays.

En résumé, on peut dire que, grâce à ses qualités uniques et au prestige de sa littérature, le français est la *langue internationale de luxe* ; mais, à côté de lui, il y a place pour une *langue internationale de trafic et de vulgarisation*.

..

Recourra-t-on donc à l'anglais ? Cela me semble moins possible encore. Il est aisé de dire « qu'il suffit de lui imposer une ortho-



*ij* ~~graphie~~ rationnelle » ; et, tout récemment encore, le professeur Mahaffy a proposé de le faire au moyen d'un système d'accents qui déterminerait la syllabe tonique et le son des voyelles (1).

Mais que deviendra-t-il alors ? On peut certes reprocher au français de noter souvent un même son de manières très diverses, ou, inversement, d'avoir des prononciations différentes pour des écritures identiques. Mais, en anglais, ces anomalies déconcertantes sont la règle : aucune autre langue ne contient, par exemple, autant de monosyllabes homophones, ne se distinguant que par l'orthographe. Que cette dernière devienne fonétique, et l'on tombera dans la confusion.

D'autre part, les articulations anglaises, aus consonnes fréquemment escamotées, aus voyelles indécises et tournant à la diftongue, n'existent généralement pas dans les autres langues, et leur prononciation est donc fort difficile à apprendre. Et leur nombre très considérable exigera, si l'on veut les représenter rationnellement, un nombre inusité de caractères et de signes. Puis, si simple que soit la grammaire de cette langue, croit-on que ses verbes irréguliers soient d'une assimilation bien aisée ? Enfin, on ne saurait donner l'anglais pour un modèle de clarté : c'est parfois un travail assez épineux que de discerner, dans la phrase, le sujet des attributs et des régimes, précisément à cause de l'invariabilité de certains mots.

. .

S'il fallait absolument faire un choix entre les langues existantes, je proposerais, pour ma part, l'italien ou l'espagnol, avec une préférence marquée pour le second. Là seulement, on trouve à la fois une phrase régulière et claire, des sons familiers à tous les Européens, et une orthographe rigoureusement fonétique ; et l'espagnol présente sur son rival l'avantage d'une régularité plus grande encore, d'une sonorité plus précise, évitant l'encombrement des voyelles, enfin d'une diffusion déjà bien plus considérable.

Mais toujours, que d'arbitraire dans ces jugements essentiellement subjectifs ! La préférence que je donne à l'espagnol sur l'italien au point de vue de la sonorité, est évidemment une opinion toute personnelle. Le son de la *jota*, qui me semble fort aisé à prononcer et très utile pour varier l'articulation, et qui existe d'ailleurs dans la plupart des langues, déplaît à bien des gens. De même, je fais un mérite à

---

(1) *Nineteenth Century*, de novembre 1896.

l'espagnol d'éviter l'accumulation des voyelles sans tomber pour cela dans l'abus des consonnes; d'autres préféreront tout aussi légitimement les voyelles abondantes de l'italien, et trouveront *uomo* plus euphonique que *hombre*.

En somme, il n'est pas de langue qui ne puisse trouver de partisans. En faveur de l'allemand, on fera valoir sa flexibilité, sa malléabilité, sa richesse; en faveur du russe, une richesse au moins égale, les ressources précieuses de ses formes verbales. Et ainsi de suite.

Mais chacune sera combattue par un bien plus grand nombre de détracteurs. Et cela, non seulement pour des raisons de simple amour-propre, car, encore une fois, on peut supposer que cette considération finisse par être laissée de côté, sous la pression du besoin et de l'évidence. Mais, réellement, chaque langue a de graves défauts propres, sur la définition desquels il n'est même pas aisé de tomber d'accord (1). Et toutes ont en commun un vice fondamental: c'est qu'à moins d'être rendues méconnaissables, elles resteront bien trop difficiles pour que la masse des gens qui ont besoin d'une langue internationale puisse arriver à les manier assez parfaitement.

### III. — *Hypothèse du retour au latin.*

Faut-il donc revenir à l'usage international du latin, suivant la proposition que diverses personnes émettent encore de temps à autre?

Une brochure récemment écrite dans ce sens ne s'attarde pas aux difficultés de la route: elle s'adresse tout simplement à l'Etat, à l'éternel Etat-Providence. « Un simple décret suffirait: rendre obli-

---

(1) Autre exemple. Je viens de parler de la richesse tant vantée de l'allemand et du russe. Or, à nos yeux, à nous Français, cette richesse, ou du moins la façon dont le génie de ces deux langues conçoit la richesse, est un défaut. Et notre argument, assurément non sans valeur, est que l'on ne saurait vraiment citer aucune idée qui ne puisse être rendue avec une précision absolue par le français, dont le vocabulaire est bien plus restreint, et par conséquent plus facile à posséder. Fichte n'était pas de cet avis. Mais cela prouve simplement que Fichte ne savait pas assez le français.

Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur la véritable définition de la richesse d'une langue.

gatoire l'enseignement de la langue latine, en l'imposant à tous les programmes scolaires, depuis les écoles enfantines (*sic*) jusqu'au sommet de l'édifice ». Du même coup, on supprimerait l'enseignement des langues vivantes (!) et l'on réaliserait « une grande, une triple économie : de temps, de travail, de finances ! » Pareillement, un autre auteur propose d'ouvrir « une voie nouvelle à l'activité féminine », en faisant « enseigner le latin dès le premier âge » à tous les petits enfants, en même temps que leur langue maternelle, sinon avant.

Que les gouvernements puissent prendre un tel décret, d'accord. Ils en prennent bien d'autres, qui ne sont ni plus abusifs, ni plus inefficaces que ne serait celui-là. Mais le résultat ? Une fois cet enseignement organisé, c'est-à-dire une fois tous les maîtres et maitresses d'école du monde devenus des latinistes, quelques millions d'hommes sauront décliner *rosa*, la rose ; quelques centaines de milliers auront anonné le *De viris* ou un *Epitome* analogue ; et ce sera tout. Que l'on fasse, à notre époque d'instruction obligatoire, le compte des gens qui savent parler et écrire correctement leur propre langue, que l'on divise ce nombre infime par cent, et l'on sera bien loin du nombre de pseudo-latinistes que l'on pourra former, même à coups de décrets.

*A priori* déjà, l'on peut condamner l'idée du retour à une langue morte. Car enfin, si celle de ces langues qui connut la fortune la plus extraordinaire, si le latin est mort, en tant que langue parlée, il doit bien y avoir à ce fait quelques raisons naturelles. Et pas plus en linguistique qu'ailleurs, on ne peut remonter le cours d'une évolution accomplie.

L'existence du latin a pu être prolongée artificiellement au Moyen-Age, parce que les conditions de cette époque lui permirent de jouer le rôle de langue internationale, par-dessus les patois existants. Alors, en effet, les langues romanes étaient encore suffisamment près de lui pour rendre son étude assez aisée ; elles lui étaient inférieures de tous points, eu égard aux besoins des gens cultivés ; enfin, l'Église, toute-puissante, s'obstina longtemps à maintenir l'usage du sermon en latin.

Aujourd'hui, l'Église catholique ne règne plus que sur une partie des hommes, et encore a-t-elle dû accorder aux langues modernes l'accès de la chaire. Puis, les langues romanes ne sont plus seules à côté de la grecque : le monde civilisé emploie aussi des langues germaniques et slaves, aussi étrangères au latin que le français l'est au gothique et au slavon. Et même les langues romanes se

sont écartées du latin, autant que lui-même s'était éloigné du sanscrit. Enfin, tous les idiomes modernes sont devenus, ou sont en train de devenir à leur tour, supérieurs au latin pour exprimer les besoins des civilisations actuelles.

Aussi les sciences anciennement établies renoncent-elles l'une après l'autre à leur défroque démodée de noms latins : ceux des pharmaciens qui se croient encore obligés d'écrire sur leurs bocaux *aqua stillata* pour *eau distillée*, considèrent eux-mêmes cette habitude comme une survivance destinée à disparaître. Et quant aux sciences de création nouvelle, on se garde de les encombrer d'une nomenclature de termes fossiles : imaginerait-on un traité de téléphonie ou de radiographie rédigé en latin ?

Ce n'est point là un courant qu'on puisse remonter, même <sup>par voie</sup> à coups de décrets administratifs.

<sup>par voie administrative</sup>  
Surtout à coups de décrets, faut-il dire.

De grâce, en effet, qu'on veuille bien laisser les gouvernements, les lois et les décrets en dehors de la question : ils ne pourraient que tout gâter. Où donc est-il, de nos jours, le gouvernement assez puissant pour imposer une langue officielle à un peuple qui n'en veut pas ? Et ce résultat qu'on n'obtient nulle part en Europe en faveur de langues qui ont pour elles la possession d'état d'une conquête ancienne, et l'avantage d'être parlées par une population dominante, on prétendrait l'atteindre pour un idiome qui a mis quinze siècles à s'éteindre de sa belle mort, après avoir eu toutes les chances en sa faveur !

Si, comme nous sommes déjà beaucoup à le croire, la langue internationale est une nécessité impérieuse de la vie moderne, elle se fera, comme une telle chose peut se faire : *spontanément*. C'est-à-dire que l'instrument voulu se trouvera, s'il n'existe déjà, et que <sup>la nature</sup> les hommes qui en sentiront le besoin prendront d'eux-mêmes l'habitude de s'en servir. Ils n'auront besoin pour cela d'aucun ordre supérieur. Quant à ceux que rien ne pousse à communiquer avec des étrangers, croit-on qu'on pourra les obliger à apprendre une langue autre que la leur, que ce soit le latin ou une autre ? Qu'importe tout cela au paysan qui va vendre son veau au marché voisin ?

∴

A quel latin revenir, d'ailleurs ? A celui d'Ennius ou de Cicéron ?

Au bas-latin du Moyen-Age? Mais ils ne se ressemblent que par leur difficulté, qui est également grande. Et ce point met en évidence une autre erreur fondamentale des partisans du latin.

Ce n'est, en effet, ni l'une ni l'autre de ces langues, méritant toutes également le nom de latines, qu'on prétend remettre en vigueur. La brochure mentionnée plus haut a bien soin de nous le dire : « L'étude des subtilités de la langue classique, que peu comprennent et que personne ne sait plus écrire, est susceptible de simplifications, comme le prouvent les langues populaires qui en sont dérivées. »

Cette idée n'est pas nouvelle : elle date au moins d'un certain Labbe, qui vivait au *xvii<sup>e</sup>* siècle. Et, depuis lui, bien des personnes, reconnaissant l'impossibilité de galvaniser le cadavre du latin, ont proposé d'utiliser au moins le fond de cette langue, pour construire avec ces matériaux une sorte de *néo-latin*, plus régulier, et par conséquent plus facile à apprendre.

Fort bien. Mais alors ce n'est plus le latin qu'on emploiera ; ce sera, sous le nom fort injustement appliqué de latin, une création hybride qui, tout artificielle qu'elle soit, ne pourra pas avoir le mérite d'une langue franchement artificielle : car, pour autant qu'on « simplifie » le latin, sa grammaire et la formation de ses mots fourmilleront d'irrégularités, tant qu'il y subsistera quelque analogie avec le latin.

Et si on simplifie le latin jusqu'à faire disparaître ces irrégularités, on tombe dans un défaut non moins grave : ses mots se réduisent à leurs racines, et un grand nombre d'entre eux ne se distinguent plus les uns des autres. On en verra plus loin un exemple.

Une tentative de ce genre a encore reçu récemment l'hospitalité, peut-être non exempte d'ironie, de la revue *l'Étranger*. Elle montre si bien le néant de l'entreprise, que, comme elle est due à un lettré nourri de la moelle des classiques, elle évoque irrésistiblement l'idée d'une gageure. Quoi qu'il en soit, M. de Beaufront a cru devoir en donner une critique approfondie, que l'auteur a laissée sans réponse, et à laquelle il suffit de renvoyer (1).

Au reste, les essais de ce genre ont eu un précurseur qu'ils ne sauraient faire oublier, loin de là ! et auquel autant vaudrait s'en tenir, car il a eu le mérite de produire pour son coup d'essai un chef-d'œuvre inimitable, ... la cérémonie du *Malade imaginaire* !

---

(1) Voir *l'Étranger*, août et septembre 1895.

∴

On invoque souvent, pour gagner des sympathies à la résurrection du latin, l'intérêt supérieur qu'il y aurait à remettre en faveur la lecture des grands auteurs dans leur texte original. S'il s'agit du latin de la bonne époque, la cause est entendue : voilà déjà cent ans au moins que les humanistes de profession sont à peu près seuls à goûter cette jouissance, et cette situation ne fera que s'accroître — disons, si l'on y tient, qu'empirer.

Mais ce qui est étrange, c'est la contradiction dans laquelle tombent, en invoquant cet argument des études classiques, les partisans du néo-latin. S'il existe en effet des auteurs que la connaissance de ce jargon laisserait intelligibles dans leur texte original, ce sont assurément ceux qui ont écrit en vrai latin ; pour nourrir l'illusion contraire, il faut évidemment n'avoir jamais essayé d'apprendre le latin classique. C'est là un point sur lequel nous reviendrons à propos de la question des traductions en général.

∴

En somme, des deux objections que soulèverait l'adoption internationale d'une langue vivante, le choix du latin n'en détruirait qu'une, et précisément la moins importante : celle des susceptibilités nationales. Mais la seule décisive, celle qui résulte de l'impossibilité de rendre universelle une étude absolument difficile, celle-là subsiste en entier. Elle est même renforcée, car le latin est moins clair et répond évidemment moins bien aux besoins modernes qu'aucune langue moderne ; et, parmi celles-là même qui sont dérivées de lui, il n'en est aucune qui ne soit plus voisine de quelque autre langue existante que de lui. A cet égard, on se fait bien des illusions dans les pays dits latins, où se trouvent naturellement les partisans les plus nombreux de ce retour à l'antiquité. La vérité est que les collégiens allemands, à l'encontre des nôtres, jugent l'étude du latin plus malaisée que celle du grec ; et l'on peut bien supposer qu'il en est de même dans l'Europe orientale.

Mais, au fait, pourquoi donc ne pas remonter au grec ? En vérité, tous les arguments invoqués en faveur du latin s'appliquent aussi bien à lui, et quelques autres en plus. Et pourtant, personne n'oserait proposer son adoption.

Et le sanscrit, la « langue parfaite », car tel est le sens même de son nom, — ne leur est-il pas supérieur à tous deux ? Il aurait au moins

l'avantage de nous ramener au tronc vigoureux d'où sont issus les parlars de tous les peuples civilisés.

Il est inutile d'insister. On va voir, du reste, qu'au moment où les plus grands génies modernes employaient le latin comme langue internationale, ils aspiraient à s'en débarrasser. Comme il arrive souvent, le prétendu progrès qu'on nous propose ici n'est qu'une régression.

#### IV. — *Les langues artificielles ; le Volapuk.*

2

Ainsi, l'on est conduit à repousser l'emploi d'une langue morte, aussi bien que celui d'une langue existante. Il ne reste donc plus à examiner que l'hypothèse de la constitution d'une langue artificielle.

C'est là une idée faite pour surprendre bien des gens ; et, le plus souvent, ceus qui l'entendent énoncer pour la première fois la déclarent d'emblée impraticable. Sans perdre de vue que la citation de dis autorités ne vaut pas la présentation d'un seul fait probant, il est permis d'opposer aus négateurs *a priori* que cette idée a hanté quelques esprits qui comptent parmi les plus grands des temps modernes : Bacon, Pascal, Descartes, Leibnitz, de Brosses, Condillac, Voltaire, Diderot et les Encyclopédistes, Volney, Ampère, n'étaient pas des lunatiques, et tous ils se sont préoccupés du problème.

Ces noms suggèrent une remarque assez curieuse. A l'époque où vivaient les nombreux Français qui figurent sur cette liste, leur langue était familière à tout homme capable de lire leurs écrits, dont quelques-uns parurent néanmoins en latin ; Bacon, Anglais, écrivait en latin ; enfin, Leibnitz, Allemand, a publié une partie de ses œuvres en latin, et le reste en français. Or, tous ces hommes de génie, pratiquant les deux langues qui, à leur époque, étaient internationales, ont aspiré à la création d'une langue vraiment internationale, artificielle !

Et si l'on objecte que ce sont là des hommes du passé, qui ont pu envisager la question à un point de vue métaphysique dont la filologie moderne aurait eu raison, il suffit d'invoquer encore deus des fondateurs de cette science, Burnouf et Jacob Grimm, et, plus près encore de nous, un de ses maîtres incontestés, Max Muller. Avant même de connaître et d'approuver la solution victorieuse que le problème a reçue, l'illustre professeur d'Oxford enseignait qu'il était certainement possible d'instituer une langue internationale artificielle à côté des idiomes nationaux, et il ajoutait : « Ce n'est pas tout ; j'affirme que

cette langue artificielle peut être beaucoup plus régulière, plus parfaite, plus facile à apprendre que n'importe laquelle des langues naturelles de l'humanité. »

Quand une étude peut se réclamer de telles autorités, on n'est certainement pas fondé à la déclarer illusoire. Des savants de cet ordre ont pu, sans doute, échouer devant une question qui n'était pas mûre de leur temps; mais il est impossible que leurs efforts aient convergé vers un but imaginaire.

L'opposition rencontrée par cette idée est d'ailleurs plutôt instinctive que raisonnée. Chez beaucoup de gens, elle tient à la méfiance que provoque forcément la proposition d'apprendre une langue nouvelle : ne connaissant que des langues capricieuses, dont l'étude exige un effort considérable, ils ne peuvent imaginer qu'on leur présente autre chose qu'un casse-tête de plus.

Et puis, il faut bien le dire, les essais tentés jusqu'ici — et ils sont nombreux — étaient bien faits pour développer ce préjugé. Déjà les difficultés inhérentes au sujet suffisaient à provoquer l'éclosion de quantités de systèmes pratiquement inapplicables, si consciencieusement qu'ils aient été étudiés par leurs auteurs. Mais il fallait encore que le terrain fût déblayé de la foule des projets dépourvus de toute valeur, et dus à des gens de plus de bonne volonté que de savoir. La question devait forcément tenter bien des rêveurs; et parmi eux, combien s'en trouvait-il qui fussent préparés à son étude? Combien qui, dans leur ignorance, fussent capable de faire plus que de reprendre des idées depuis longtemps condamnées? Il en est ainsi pour tous les problèmes dont on sent que la solution aura des conséquences incalculables, mais dont les difficultés profondes échappent aux esprits un peu simplistes ou insuffisamment cultivés. Tous les jours il éclot d'in vraisemblables projets de ballons dirigeables : leur absurdité autorise-t-elle à condamner dès maintenant la navigation aérienne?

Il est certain que l'on peut difficilement se représenter la puérilité de certains des projets qui ont vu le jour. Il en est de vraiment prodigieux.

J'ai eu entre les mains, par exemple, une grosse brochure due à un ingénieur, et que je ne distingue ici des autres essais analogues, qu'en raison de l'accueil favorable qu'elle reçut dans divers journaux. Évidemment plus mathématicien que philologue, l'a-



teur avait remarqué que, dans toutes les langues, il se fait un véritable gaspillage de lettres, puisque tel mot en comporte une dizaine ou davantage, alors que quantités de combinaisons moins nombreuses restent inutilisées. Ainsi, pourquoi dire « anticonstitutionnellement », quand on pourrait employer bien plus simplement les sons *ab* ou *aba*, qui ne figurent pas dans le vocabulaire français? Avec une patience digne d'un objet plus sérieux, il avait donc aligné toutes les combinaisons qu'on peut faire en accouplant d'une façon prononçable les consonnes et voyelles, de manière à former tous les mots possibles de deux, trois, quatre et cinq lettres; après quoi, il avait affecté un sens à chacun de ces assemblages. Et il est de fait que, sans dépasser les cinq lettres, on obtient déjà un nombre de mots qui dépasse les besoins. Pour comble de perversité, l'auteur avait compliqué son système d'une écriture de son invention, composée de barres verticales et horizontales, de cercles et de demi-cercles. Il est certain que la plupart de ceux qui ont feuilleté la brochure dans laquelle cette chose sans nom était qualifiée de langue internationale, et même de « langue naturelle » (ou *Chabé*), comprenant que certainement son auteur même ne devait pas en savoir cinquante mots, ont pu penser qu'il s'était voué à la poursuite d'une chimère.

Plus ingénue encore est une petite brochure qui se vend assez couramment à Paris, et dont l'auteur se borne à inscrire, les uns au-dessus des autres, les mots usuels de la langue française, accompagnés chacun d'un numéro d'ordre; des livrets analogues sont établis pour les autres langues, avec les mêmes numéros en face des mêmes mots..., et voilà la communication établie: si l'on écrit à un étranger, il suffit de lui envoyer une série de numéros, qu'il n'aura qu'à chercher dans son répertoire pour avoir la phrase traduite dans sa propre langue. Sans insister sur ce fait que nous ne trouvons ici le moyen de correspondre que par écrit, et dans les conditions les plus incommodes — car l'impossibilité de retenir tous ces numéros oblige à chercher chaque mot dans le répertoire, — il est évident qu'on ne peut aboutir ainsi qu'à une série de coq-à-l'âne: il suffit de songer aux inévitables homonymies auxquelles conduisent, dans une langue quelconque, les diverses flexions des mots, aux sens différents que peut présenter chaque mot, aux idiotismes, aux différences de construction!

Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur les difficultés spéciales que

présente l'emploi du dictionnaire d'une langue étrangère. Remarquons seulement ici qu'il y a plus de deux siècles que ce système, prétendu nouveau, a été proposé par Johann Becher (1661).

Mais ce qui, dans les derniers temps, a nui le plus à l'idée de la langue internationale, en déroutant complètement le public, c'est le volapuk.

Cet effet déplorable est dû aux causes mêmes qui valurent une rapide notoriété à la création mort-née de l'abbé Schleyer. Ce dernier, au lieu de lancer prématurément, comme l'ont fait tant d'autres, une brochure pleine de promesses, mais aussi de lacunes que chacun suppose comblées à sa fantaisie, intervint avec un système tout achevé, prêt à être mis en usage. Une propagande active et habile fut entreprise. Enfin, une circonstance, futile en apparence, vint augmenter, sinon le nombre des volapukistes, du moins celui des gens qui connaissaient l'existence de cette langue : tandis que ses prédécesseurs n'avaient généralement pas songé à donner un nom propre au fruit de leurs méditations, M. Schleyer imagina pour sa langue une appellation si facile à retenir, qu'elle a survécu à l'effondrement du système. « Volapuk » est devenu aujourd'hui une sorte de mot commun, que beaucoup de gens emploient comme synonyme de « langue internationale », — chose vraiment désobligeante pour les systèmes mieux faits.

Cette grande notoriété oblige, si abandonné que soit aujourd'hui le volapuk, à indiquer brièvement quel en est le vice fondamental.

L'inventeur, loin de mériter d'être taxé d'ignorance comme tant de ses prédécesseurs, était certainement un polyglotte éprouvé. Mais polyglotte ne veut pas dire filologue; et, pour imaginer une langue viable, il fallait joindre, à la connaissance de plusieurs idiomes existants, ce sens de la critique et de la comparaison qui constitue la philosophie du langage. Faute de ces vues d'ensemble, M. Schleyer a édifié son système sur des idées arbitrairement préconçues; après quoi, il a plié tous les mots de sa langue à ce système, et il est arrivé ainsi à établir un vocabulaire barbare, parfaitement impossible à prononcer et à retenir, et qu'on ne saurait donc manier que le dictionnaire à la main. Et, par une contradiction inexplicable, tandis qu'il transformait capricieusement les radicaux les plus universellement connus, jusqu'à les rendre méconnaissables, il ne prenait pas la peine d'uniformiser rigoureusement leurs désinences, en sorte

qu'il est impossible, par exemple, de distinguer *a priori* un substantif d'un adverbe.

Considérons par exemple le mot Amérique. M. Schleyer commence par prendre au mot Europe sa finale *op*, qu'il charge de représenter l'idée de continent en général. Puis, il cherche dans le mot Amérique une syllabe qui le caractérise. La première est exclue, comme étant aussi l'initiale d'Afrique et d'Asie; il a donc recours à la seconde, *mer*. Seulement, comme il sait que les Chinois n'emploient pas le son *r*, il l'a condamné une fois pour toutes, et le remplace généralement par une *l*, de sorte que *mer* se change en *mel*. — Et voilà pourquoi, en volapuk, Amérique se dit *Melop*!

Pour des motifs aussi puissants, les autres continents sont appelés *Yulop*, *Silop*, *Fikop*, *Talop*.

Il est impossible de qualifier cette formation autrement que de puérile. La terminaison *op* constitue une première erreur de principe, car s'il est logique et même nécessaire de désigner uniformément certaines idées tout à fait générales, il est simplement absurde de créer une catégorie spéciale pour cinq objets seulement.

Quant au remplacement du son *r* par le son *l*, il ne se justifie même pas en principe. Ce sera déjà un bien joli résultat que de faire accepter une langue par tous les peuples blancs, sans compliquer la question en y mêlant les Chinois, qui ne semblent guère férus d'internationalisme!

Et voyez les inconséquences. On sacrifie aux Chinois un son indispensable à l'oreille des peuples aryens et sémitiques, et que tout Céleste qui veut s'en donner la peine arrive à articuler d'une manière bien suffisante; et l'on demande à ces mêmes Chinois de s'accommoder d'une langue à flexions, eux qui n'ont pu s'élever au-dessus du monosyllabisme primitif. Et, pendant qu'on prend un tel souci de leurs habitudes d'articulation, on fait usage de sons inconnus aux principaux peuples d'Europe, comme de l'*u* français, qui présente une difficulté presque insurmontable à tout gosier anglais ou italien!

Et tout cela, pour remplacer le mot *Amérique*, qui est universel dans toute la force du terme, par ce vocable étrange de *Melop*!

Or, le plus curieux de l'affaire, c'est qu'après avoir condamné en principe ce malheureux son *r*, M. Schleyer le rétablit dans des exceptions, d'ailleurs fort nombreuses, alors que la première qualité que doit présenter une langue internationale, c'est d'en pas présenter une seule exception. Explique donc qui voudra pourquoi, à côté de

ce *Melop*, de *Flent* (France) et de *Bodugän* (Portugal), on trouve par exemple *Germän* (Allemagne), *Algerän* (Algérie) et *Berberän* (Barbarie, avec deux *r*) ?

On voit ici, en outre, un singulier défaut de compréhension des besoins à satisfaire. Il existe des centaines, sinon des milliers de mots universels, qu'une langue internationale doit s'approprier tels quels, son rôle n'étant pas de remettre en question ce qui est résolu. Soient par exemple ces mots : « Le mathématicien grec ». M. Schleyer n'hésite pas à traduire : *Gletavel glikik* (1). Au lieu d'apprendre ces mots impossibles, ne préférera-t-on pas dire : *La matematikisto greka*, en retenant ces simples conventions : *o*, terminaison des substantifs, *a*, des adjectifs ; *ist* désigne la profession (comme, d'ailleurs, dans presque toutes les langues d'Europe) ? Et ne sera-t-on pas compris partout sans difficulté ?

Peut-être sera-t-on content de savoir encore / comment est fabriqué ce mot « *volapuk* », qui a intrigué tant de gens. C'est fort simple. *Vol* signifie univers, de l'anglais *world* ; d'où le génitif *vola*, de l'univers ; enfin *puk* signifie langage, de l'anglais *speak*, Total, *volapuk*, langue universelle ! — Caprice et mystère.

Ces détails suffisent à faire comprendre que la langue était condamnée d'avance. Si elle commença par recruter des adhérents, c'est, en outre des raisons particulières énoncées plus haut, parce que vraiment le besoin d'une langue internationale devient de plus en plus intense : faute d'un autre système achevé, on essaya du *volapuk*.

Mais, une fois qu'on eut gagné les plus ardents partisans du principe, ou du moins les plus faciles à contenter, le mouvement ne tarda pas à se ralentir, puis à s'arrêter. Et, dès l'entrée en ligne de la langue « *Esperanto* », ce fut une déroute. Le signal fut donné par Einstein, qui avait été en Allemagne un des principaux propagateurs du *volapuk*, et qui accentua sa conversion en publiant coup sur coup deux brochures, dont la première porte ce titre caractéristique : *La Lingvo Internacia, solution la plus parfaite du problème de la langue internationale* (1). A partir de ce moment, la débandade fut générale.

(1) *Glet*, de l'anglais *Great*, signifie grandeur ; *av*, d'origine inconnue, désigne les sciences ; *el*, de l'allemand *er* (!), la profession. *Glik*, Grèce, vient de l'anglais *Greek* (pourquoi de l'anglais ?) ; *ik* désigne l'adjectif.

(1) *La Lingvo Internacia als beste Lösung des internationalen Wells-*

C'est ainsi que le club volapukiste de Nuremberg, un centre très actif de propagande, passa en corps à l'esperanto, et que son président même fonda *La Esperantisto*, la première revue publiée en cette langue.

..

Dans tout cela, malheureusement, le public n'a vu jusqu'ici qu'un fait, l'échec du volapuk, c'est-à-dire d'un cas particulier, qu'il a identifié bien à tort avec celui d'un principe.

Bien peu de gens savent en effet que, loin d'être un phénomène isolé, le volapuk n'a été qu'un moment de transition dans une longue série de recherches.

Du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle à nos jours, il a été présenté en effet quelque cent cinquante systèmes de langues internationales, et, sur ce nombre, une trentaine sont postérieurs au volapuk, qui n'est vieux que de dis ans. Par ce dernier détail on peut juger, en passant, combien cette question s'impose de plus en plus à l'attention (2).

D'une façon générale, les systèmes antérieurs au volapuk n'ont été que des essais de *pasigrafie*, c'est-à-dire des méthodes tendant à permettre de communiquer par écrit, en représentant les idées d'une manière plus ou moins symbolique, indépendante de la langue parlée par l'un et l'autre correspondant.

Cette tendance, complètement abandonnée de nos jours, n'a plus qu'un intérêt historique. Il vaut néanmoins la peine de s'y arrêter un instant, en raison de l'attention que de grands génies lui ont accordée, et pour montrer les raisons qui frapperont de stérilité toute nouvelle tentative qui serait entreprise dans cette voie.

Il existe d'ailleurs un système pasigraphique dans lequel la méthode semble avoir dit son dernier mot, et qu'il suffit de nommer pour que les objections viennent d'elles-mêmes à l'esprit. C'est l'écri-

*prache-Problems. Lingvo internacia* signifie en esperanto « langue internationale », et c'est sous cette appellation que le docteur Zamenhof présenta d'abord son invention. *Esperanto* (celui qui espère) est le pseudonyme dont il signa sa première brochure, et que ses partisans ont unanimement donné pour nom à la langue. En rendant ainsi un hommage bien dû à la personnalité encore masquée de l'auteur, ils ont, comme il a été remarqué à propos du volapuk, servi à sa cause; car l'idée de la langue s'est trouvée en quelque sorte concrétisée au moyen d'un nom facile à retenir.

(2) Pour plus de détails, voir la note A, page 288.

ture chinoise. On sait en effet que les peuples si divers qui habitent la Chine, ainsi que les Japonais et les Indochinois, empêchés par la diversité de leurs langues de communiquer oralement, y parviennent le pinceau à la main, par le moyen de cette écriture : les idées y sont représentées par des signes, que chacun de ces peuples prononce à sa manière. Ce mode de notation est comparable à ceux de l'arithmétique, de l'algèbre et de la chimie : si j'écris à un Allemand  $2 \times 2 = 4$ , je pense « deus fois deus font quatre », et il lit « *Zwei Mal Zwei sind Vier.* »

Mais on sent combien insuffisant est un tel moyen de communication.

Avant tout, il a le tort d'exclure toute relation orale. D'autre part, ou bien on ne pourra l'appliquer qu'à un ordre d'idées très limité (même un mémoire d'arithmétique ou d'algèbre comporte forcément un texte en langage courant); ou bien on arrive au labyrinthe des 45,000 caractères chinois.

Et encore, cette multitude de signes, dont le maniement exige une mémoire et une virtuosité graphique également surprenantes, serait-elle incapable de suffire à la tâche. L'emploi de l'écriture chinoise par des centaines de millions d'hommes — peut-être le quart de l'humanité — n'infirme nullement cette opinion, car nos besoins, à ce point de vue, sont bien plus grands que les leurs. D'ailleurs chacun de ces hommes ne peut connaître qu'un nombre relativement faible de caractères, et peut donc à tout instant rester en panne devant une hiéroglyphe aussi mystérieuse pour lui que pour nous; et, pour arriver à un résultat aussi précaire, il lui a fallu consacrer de longues années à l'étude la plus fastidieuse!

Or, les objections que soulève le chinois s'appliquent au principe même des systèmes pasigraphiques.

Quant aux langues proprement dites, s'il en a été proposé déjà un assez grand nombre, il n'y a que deux auteurs qui aient poussé leur étude jusqu'au bout, de manière à offrir au public des systèmes complets et prêts à être mis en usage : ce sont l'abbé Schleyer, avec le volapuk, et le docteur Zamenhof, avec l'esperanto. On vient de voir combien la première solution était défectueuse; il nous reste à examiner la seconde.

#### V. — *L'Esperanto.*

Au point où nous en sommes, les conditions que doit remplir une langue internationale ressortent assez nettement des discussions qui

précédent ; et il sera bon de les résumer, pour faire ressortir avec quelle facilité l'esperanto leur satisfait.

I. Il va de soi que la langue doit se prêter avec une égale facilité à la conversation et à la correspondance écrite.

II. Son vocabulaire doit satisfaire à ces deux conditions contradictoires, de n'imposer à la mémoire qu'un effort insignifiant, et de permettre pourtant d'exprimer toutes les idées imaginables. Il doit pouvoir notamment s'enrichir de lui-même, à mesure que le progrès engendre des besoins nouveaux.

Dans ce but, il faut s'en tenir strictement au principe suivant, énoncé par Leibnitz : la richesse d'une langue a pour mesure, non le grand nombre de ses mots, mais le petit nombre de ses radicaux simples, et la facilité avec laquelle on en forme des combinaisons précises.

III. Ses mots ne doivent comporter que des sons familiers à toutes les nations d'Europe, et s'écrire avec une orthographe strictement phonétique.

IV. Sa grammaire doit être réduite à la plus simple expression. Elle se bornera à fixer nettement la dérivation et les flexions des mots, de telle sorte qu'aucune hésitation ne soit possible sur la nature de chacun d'eux, ni sur le rôle qu'il joue dans la phrase, quelle que soit la construction de cette dernière. Car il est à remarquer qu'il serait illusoire de vouloir habituer des gens de tous pays à une construction uniforme : on ne peut pas plus interdire les inversions à un Allemand que les imposer à un Français.

V. A ces obligations, enfin, il faut en joindre une, que le docteur Zamenhof est, à ma connaissance, le premier à s'être imposée, et qui, plus difficile à elle seule que toutes les autres réunies, a été remplie par lui de main de maître. Elle répond à cette objection, derrière laquelle bien des gens dissimulent leur nonchalance, qu'il est bien inutile d'apprendre une langue toute nouvelle, puisqu'on ne trouverait personne avec qui l'employer.

Donc, peu importe que la langue rencontre, ou non, dans le début, l'assentiment général. Car elle devra être telle, que ceux qui l'auront apprise puissent d'emblée se faire comprendre d'un étranger, lors même que ce dernier ne se serait même pas douté, auparavant, de l'existence de cette langue.

On conviendra que M. Zamenhof n'a pas cherché à esquiver les difficultés du problème !

\* .

Ce n'est naturellement pas un cours d'esperanto qu'il s'agit de faire ici. Non qu'un tel cours soit quelque chose de bien rébarbatif : toute la langue tient en 16 règles, qu'il est impossible de ne pas posséder au bout d'une demi-heure d'étude. Mais il existe des manuels d'esperanto, ainsi que des recueils d'exercices ; ils sont fort bien faits, et il est inutile de les refaire, d'autant plus qu'il faudrait y ajouter le vocabulaire, qui est en réalité tout le manuel. Je me propose seulement de montrer les traits caractéristiques de l'admirable invention du docteur Zamenhof et d'en faire ressortir l'étonnante simplicité, d'en exposer en quelque sorte la philosophie.

La difficulté la plus malaisée à surmonter était, comme on le pense bien, la question du vocabulaire.

Il est intéressant de remarquer qu'elle n'a pas été ~~résolue~~ <sup>trans</sup> par improvisation. Dès sa première enfance, M. Zamenhof, qui est né en Russie dans une ville de population très mêlée, était hanté par l'idée de donner aux hommes de tout langage qui l'entouraient un moyen de communiquer entre eux. Détail à noter, un de ses premiers essais concorde en principe avec un de ceux qui ont été mentionnés plus haut : le jeune collégien s'était naïvement borné à affecter un sens à chacune des combinaisons de lettres *a, ab, ac, ... ba, ca, da, ... e, eb, ec, ... aba, aca, ...* et ainsi de suite. Mais il comprit bientôt l'absurdité de ce procédé, et, avant de quitter le collège, en 1878, il avait enseigné à ses camarades une langue qui n'était pas sans analogie avec l'esperanto actuel, et qu'ils pratiquaient déjà au point de l'employer à perpétrer des vers ! Bafoué par les hommes mûrs, il continua son œuvre dans le plus grand secret, tout en poursuivant ses études de médecine. Une fois arrivé au but, il connut encore toutes les amertumes de l'inventeur qui ne trouve pas à se faire imprimer, et ne parvint qu'en 1887 à publier sa première brochure. Or, ce n'est que tout à fait à la fin de ses recherches qu'il imagina le plus précieux de ses artifices, celui qui répond victorieusement à la dernière des conditions énumérées plus haut.

FF. Les principes relatifs à la formation des mots sont les suivants :

I. — Les mots, fort nombreux, qui sont dès maintenant d'un usage universel, passent directement dans l'esperanto ; l'on se contente de les orthographier phonétiquement, et de leur appliquer les règles et les procédés généraux de dérivation de la langue. Exemple : Théâtre, *teatro* ; théâtral, *teatra* ; théâtralement, *teatre*. — Ce n'est



pas M. Zamenhof qui aurait imaginé de baptiser l'Amérique *Melopt*.

II. — Les autres mots sont formés de radicaux choisis avec le plus grand soin de manière à réduire au minimum l'effort nécessaire pour les apprendre. A cet effet, on a pris, autant que possible, les radicaux existant à la fois dans plusieurs langues européennes. Parfois, il arrive qu'un mot, par exemple « proche », ait dans ces diverses langues des équivalents différents, mais que la difficulté puisse se tourner ; ici, en effet, il a suffi, pour être clair, de recourir au radical *proksim*, emprunté au latin *proximus*, et qui se trouve, plus ou moins altéré, dans toutes les langues. Dans les autres cas enfin, les radicaux proviennent du latin, sauf les exceptions qu'il a fallu faire pour éviter les confusions, et qui ont conduit à en prendre quelques-uns dans les langues germaniques et slaves.

Ainsi, pour les mots « vouloir » et « voler » (entendu d'un oiseau), le latin aurait conduit également au radical *vol* ; ce dernier a été réservé à l'idée de volonté, celle du vol de l'oiseau étant rendue par l'allemand *flug* (voisin de l'anglais *fly*) ; et en outre, le mot « voler », dans le sens de dérober, a été pris également à l'allemand : il se dit *stehl* (prononcé *chtél*), et il est non moins voisin de l'anglais *steal*.

Ces exceptions indispensables montrent quelle erreur ce serait de se cantonner dans un jardin de racines latines. Le « latin simplifié » resterait un fouillis d'exceptions, ou bien il comprendrait une inextricable multitude d'homonymes.

III. — Les radicaux de toute provenance se combinent entre eux pour former des mots composés. Il s'y suivent comme dans toutes les langues qui admettent la création des mots à volonté, c'est-à-dire le radical fondamental à la fin. Exemple : *Vapor*, vapeur ; *ship* (anglais, allemand) bateau ; *o*, terminaison du substantif ; donc *vapor-shipo*, bateau à vapeur.

IV. — Une vingtaine de radicaux particuliers, employés comme préfixes ou comme suffixes, servent, soit à modifier d'une manière bien déterminée le sens formé par les autres syllabes du mot, soit à désigner certaines idées générales. Ils permettent de former d'emblée des catégories entières de mots, qui, dans les langues existantes, doivent être tous appris isolément, et ne peuvent même parfois y être rendus qu'au pris de périphrases.

Grâce au choix judicieux qui en a été fait, grâce aussi à leur nombre restreint et à leur étymologie souvent évidente qui permet de les apprendre en se jouant, ces radicaux forment une des particularités les plus heureuses de l'esperanto. Ils donnent, en effet, à

son vocabulaire une richesse extraordinaire, sans surcharger la mémoire ni encombrer le dictionnaire de mots inutiles, les termes nécessaires étant, avec la même facilité, forgés et compris par les deux interlocuteurs au moment du besoin.

Ainsi, le préfixe *mal* indique le contraire de l'idée qui suit. Donc, « bon » se disant *bona*, « mauvais » se dira *malbona*, comme le français « honnête » fait « malhonnête », sans qu'il soit besoin d'un mot spécial pour rendre cette idée. Et, en règle absolue, étant donné un mot *esperanto*, il n'existe pas de mot spécial pour exprimer l'idée opposée.

La simple négation ou privation se rend par les préfixes *ne* (non) ou *sen* (sans). Ainsi, *neutila* (prononcé *néoutila*), ou *senutila*, signifient inutile, tandis que *malutila* veut dire nuisible.

Un algébriste traduirait ces deux règles en disant que chaque mot peut exprimer à volonté que l'idée représentée par lui doit être prise en sens positif, en sens négatif, ou annulée. Et l'on verra plus loin que cette condition a été imposée par Leibnitz aux mots d'une langue idéale.

Le suffixe *in* marque le féminin : *patro*, père ; *patrino*, mère.

- Le radical *il* (final du mot français outil), signifie outil. Employé en composition comme suffixe, il indique l'instrument qui sert à faire une chose : *kudri* (prononcé *coudri*), coudre ; *kudrilo*, aiguille.
- Et ainsi de suite.

Ces suffixes peuvent, bien entendu, se combiner entre eux comme les autres radicaux. On arrive ainsi à exprimer d'un seul mot des idées fort complexes, en créant des expressions parfois très élégantes dans leur netteté concise. Par exemple, le suffixe *ar* indique une réunion d'objets ou de personnes ; *eg* est un augmentatif ; *et*, un diminutif. On peut donc former : de *arbo* (arbre), *arbaro*, forêt ; *arbarego*, forêt immense ; *arbareto*, petite forêt, bois ; *arbego*, très grand arbre ; *arbeto*, arbrisseau ; *arbegaro*, forêt de haute futaie ; *arbareto*, bouquet de grands arbres, et ainsi de suite. Naturellement, il faut savoir s'arrêter dans cette voie. C'est une question de goût et de mesure. Mais, dès qu'on a acquis une certaine pratique, on trouve un véritable plaisir à former ainsi des expressions à la demande de la pensée, en serrant cette dernière d'aussi près que possible.

Il est curieux de constater que ce remarquable procédé de dérivation a été critiqué d'une manière inconsidérée, notamment par les partisans d'un simple décalque des langues romanes existantes.

*A priori*, en effet, il paraît naturel de rendre, par exemple, *pro-*

*fesseur* par *professor*, qui sera certainement compris partout. Mais comment traduira-t-on alors *commerçant*, *bottier*, *boulangier*, *photographe*, *médecin*, *physicien*, *chimiste*? N'est-il pas plus simple, en réalité, d'avoir une terminaison unique pour exprimer l'idée de la profession (*ist*, en *esperanto*)?

De même, un des systèmes proposés veut conserver tels quels les centaines de mots romans terminés en *ion*. Ainsi pour *correction*, que l'on se contentera d'orthographier phonétiquement, par exemple *corecsion*. Mais quel sera le sens de ce mot? En *esperanto*, l'action de corriger sera *la korektigo*; la qualité d'être correct sera *la korekteco*; l'amélioration apportée au travail, *la korektajho*. En outre, le corrigé sera *la korektato*; celui qui corrige, *la korektanto*; celui qui fait le métier de corriger (le correcteur d'imprimerie), *la korektisto*; celui qui a le penchant de corriger les autres, *la korektemulo*; incorrigible se dira *nekorektebla*; incorrect, *malkorekta*; qui mérite d'être corrigé, *korektinda*, et ainsi de suite. Personne ne peut s'y tromper, moyennant le faible effort d'apprendre une vingtaine de syllabes, pour la plupart intuitives.

(prononce  
Korektajo; le  
simple se  
prononce comme  
en allemand,  
c'est à dire comme  
noté q).

..

Quant à la grammaire, elle est réduite à rien. Elle se borne à indiquer les terminaisons, bien distinctes les unes des autres, et parfaitement régulières, qui correspondent aux flexions indispensables. Ces terminaisons sont au nombre de dix-sept, et comme on le verra plus loin à propos du verbe, elles sont groupées de manière à pouvoir être retenues à première lecture.

Notons seulement que le substantif, le pronom, l'adjectif, le participe, et, dans certains cas même l'adverbe, comportent une flexion spéciale pour l'accusatif, caractérisé par la lettre *n*. Ce détail, tout superflu qu'il puisse sembler à des Français, facilite beaucoup la clarté du langage.

Tout écrivain français a, en effet, l'expérience des artifices auxquels il faut recourir pour éviter, dans notre langue, des amphibologies dans le genre de celle-ci : « Je l'aime mieux que son frère. » Cette phrase signifie-t-elle : je l'aime mieux que je n'aime son frère, ou : je l'aime mieux que son frère ne l'aime? On ne s'en tire en français qu'au pris de périphrases souvent lourdes. Avec l'accusatif, aucune difficulté. Ces deux sens se traduiront clairement en *esperanto* : *Mi amas lin pli ol sian fraton*, et : *mi amas lin pli ol sia frato*.

De même, l'accusatif sert utilement à désigner le but d'un mouvement. Ainsi, en français « le chat saute sur la table » signifie-t-il que le chat est en train de gambader sur la table, ou qu'il y bondit en partant de terre ?

Enfin, point très important, l'existence d'un cas-régime laisse une grande liberté à la construction de la phrase. Celle-ci peut commencer, suivant le caprice de la pensée, par l'idée qui se présente la première comme étant la plus importante, et néanmoins elle reste absolument claire. Et rien n'oblige ainsi à imposer à un peuple une forme de construction qu'un autre qualifie gratuitement de logique, par la seule raison qu'il y est habitué.

Au reste, le français lui-même a dû admettre pour certains pronoms des formes accusatives (le, la, les), datives (lui, leur), et même accusatives-datives (me; te, se); exemple : *il le lui a dit*.

\* .

Cela posé, on comprendra comment M. Zamenhof a résolu le problème, en apparence inextricable, qu'il s'était posé : nous donner le moyen de nous faire comprendre, en esperanto, d'un étranger qui ne connaîtrait même pas l'existence de cette langue.

La remarque fondamentale qui le conduisit au but, est qu'il est impossible à deux étrangers de communiquer par le seul moyen du dictionnaire de leurs langues, parce qu'on ne peut compulser avec fruit un dictionnaire que quand on en connaît déjà la langue dans une assez large mesure. Le dictionnaire le plus volumineux, en effet, ne saurait donner toutes les flexions de tous les mots : il se borne à indiquer leur forme primitive, en s'en reposant pour le reste sur les connaissances du lecteur. ~~Or~~, parmi les mots du discours, ce sont précisément les plus importants qui subissent des flexions, et qu'on est donc exposé à ne pas trouver dans le dictionnaire, tels qu'ils se présentent dans une phrase donnée (1).

Et,

---

(1) M. Zamenhof cite le curieux exemple que voici. La phrase allemande : *Ich weiss nicht, wo ich den Stock gelassen habe; haben sie ihn nicht gesehen ?* signifie : « Je ne sais où j'ai laissé la canne; l'avez-vous vue ? » Or, si l'on en cherche les mots dans le dictionnaire, voici ce que l'on obtiendra (en notant par un zéro les mots qu'on ne trouve pas du tout) : « Je, moi — blanc — non. pas — où — je, moi — (0) — étage canne — de sang-froid — fortune — avoir — elle, ils, vous — (0) — non — (0) ». Ainsi, sur un total de 14 mots les cinq moins importants (pronoms et mots invariables) sont trouvés, non

Or, toutes les langues internationales qu'on a proposées jusqu'ici partageaient avec les langues naturelles ce défaut de principe, que M. Zamenhof a su écarter au contraire par son ingénieux système de la « désarticulation » des mots.

Son dictionnaire se compose de tous les radicaux relatifs aux diverses idées, rangés par ordre alphabétique, et dépourvus de toute terminaison. Parmi eux se trouvent, à leur place alphabétique, les désinences grammaticales, qui sont absolument régulières, et caractéristiques chacune de la flexion correspondante. Ainsi, l'on ne trouvera pas les mots correspondants à parole, parler, oral, mais simplement, en regard du mot parler, le radical *parol*, et ailleurs les désinences *o* (substantif), *i* (verbe), *a* (adjectif), *j* (pluriel), etc.

D'autre part, on a établi, à l'usage de toutes les langues, un dictionnaire réduit, suffisant à tous les besoins courants. Comme on en a éliminé naturellement tous les mots universels (*teatro*, *matemático*, etc.), il comporte en tout seulement 900 radicaux, et se compose d'une simple feuille de papier (1).

Si l'on veut correspondre avec un étranger, sans savoir s'il connaît l'esperanto, il suffit de lui écrire en séparant, par de petits traits ou des apostrophes, les radicaux qui constituent chaque mot; et dans la lettre ainsi préparée, on insère la feuille-dictionnaire établie pour la langue du correspondant. Celui-ci trouve en tête de cette feuille, et dans sa langue à lui, la simple indication que voici : « Tout ce est écrit en langue internationale Esperanto peut se comprendre à l'aide de ce dictionnaire. Les mots qui forment ensemble une seule idée s'écrivent ensemble, mais se séparent les uns des autres par de petits traits. Ainsi, par exemple, le mot *frat/in/o*, qui n'exprime

sans incertitudes de détail; deux ont plusieurs sens, parmi lesquels il faut choisir au hasard; quatre sont des flexions grammaticales ayant par hasard des synonymes qui sont seuls dans le dictionnaire; trois, enfin, sont des flexions que ne mentionne aucun dictionnaire !

(1) Qu'on ne crie pas à la pauvreté devant ce nombre si réduit de 900 radicaux. D'abord, il convient de lui ajouter tous les mots universels, plus un certain nombre d'autres qui existent dans les dictionnaires plus détaillés. Et, d'autre part, en combinant de toutes façons 900 racines, deux à deux et trois à trois, on peut former près de 730 millions de vocables ! Naturellement la plupart d'entre eux ne présenteraient aucun sens; mais on voit qu'il reste de la marge pour former les quelques milliers de mots qui constituent le bagage intellectuel d'un homme très cultivé.

qu'une idée, est formé de trois mots et chacun d'eux se cherche à part. »

Par exemple, la phrase allemande citée plus haut devient : « *Mi ne sc/ias kie mi las/is la baston/o/n ; chu vi ghi/n ne vid/is ?* » Et le lecteur, cherchant séparément les racines séparés par des traits, trouvera sur sa feuille les indications suivantes :

<i>Mi</i>	je, moi.
<i>Ne</i>	non, ne..... pas.
{ <i>Sci</i>	savoir.
{ <i>As</i>	marque le présent d'un verbe.
<i>Kie</i>	où.
<i>Mi</i>	je, moi.
{ <i>Las</i>	laisser.
{ <i>Is</i>	marque le passé d'un verbe.
<i>La</i>	le, la.
{ <i>Baston</i>	bâton, canne.
{ <i>O</i>	marque le substantif.
{ <i>N</i>	marque l'accusatif.
<i>Chu</i>	est-ce-que? — Si ?
<i>Vi</i>	vous, toi.
{ <i>Ghi</i>	cela, il, elle (pour les animaux et les choses).
{ <i>N</i>	marque l'accusatif.
<i>Ne</i>	non, ne pas.
{ <i>Vid</i>	voir.
{ <i>Is</i>	marque le passé d'un verbe.

Aucun doute n'est possible sur le sens de la phrase.

En voyageant en pays étranger, le procédé est le même. On écrit la phrase, en « désarticulant » ainsi les mots, sur une feuille de papier ; et l'on remet cette dernière à son interlocuteur avec la feuille-dictionnaire, dont on lui montre du doigt l'explication préliminaire.

Il faut observer que, dans son application comme dans son principe, ce procédé est absolument propre à l'esperanto. Car la première condition nécessaire est qu'à chaque flexion grammaticale corresponde une syllabe caractéristique, et une seulement, en sorte qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur la signification d'une terminaison quelconque : tel n'est le cas d'aucune langue naturelle, non plus que de celle qu'on obtiendrait en cherchant à régulariser le latin sans le rendre méconnaissable. L'esperanto seul se prête à

cette opération, pour laquelle il a été combiné; il est, en somme, le type de la langue agglutinante.

Bien entendu, quand un texte est destiné à être lu par un esperantiste, les petits traits séparatifs deviennent inutiles et ne sont pas employés.

Pour achever de donner une idée de l'esprit dans lequel a été conçu l'esperanto, il faut mentionner encore une trouvaille qui contribue au plus haut point à donner à la langue un caractère véritablement international.

On sait quelle difficulté présente, dans l'étude ou l'emploi d'une langue étrangère quelconque, l'usage des prépositions. La plupart d'entre elles possèdent dans chaque idiome une foule d'acceptions différentes, qui sont loin de se recouvrir quand on passe d'une langue à une autre. Si nombreux que soient les exemples fournis par les dictionnaires, et quelque perte de temps qu'occasionne leur examen, ils sont toujours insuffisants; à chaque instant, on se trouve arrêté par la traduction d'une préposition, et bien souvent on la rend d'une façon inintelligible pour l'interlocuteur.

Pour ces cas douteux, M. Zamenhof a imaginé d'employer une préposition *je* (prononcer *yé*), qui n'a aucun sens propre, et qui joue en quelque sorte le rôle de passe-partout, en tenant la place de la préposition embarrassante. Par exemple dans la phrase : « Il rit de cela », on peut être embarrassé par la traduction du mot « de »; si l'on s'en avise, on la rendra bien par *pri*, qui lui correspond en effet. Mais si l'on a le moindre doute, on dira : « *Li ridas je tio* ». Le mot *je* remplit ici le rôle d'un avertissement, indiquant, entre le verbe *ridas* et son régime *tio*, le lien prépositionnel que comporte l'idée exprimée; le lecteur ou l'auditeur étranger y mettra de lui-même, par la pensée, le mot qui, dans sa langue, convient à cette place.

Il va de soi que, mieux on possède la langue, et moins souvent on a recours à ce mot *je*; mais son emploi n'est nullement, comme on pourrait le croire, une source d'obscurité. Et, au point de vue de la philosophie du langage, de la commodité réalisée, cet artifice, de même que celui de la désarticulation des mots, est tout simplement un trait de génie.

La richesse du vocabulaire esperanto dépasse l'imagination; ce n'est qu'à l'usage qu'on en apprécie toutes les ressources. Que l'on se représente que chaque racine peut recevoir tout aspect gramma-

tical susceptible de lui donner un sens, substantif, adjectif, verbe, adverbe; qu'elle est modifiable par l'adjonction de toute autre racine, et que le nouveau vocable ainsi obtenu peut à son tour prendre tous les aspects possibles; et l'on se rendra compte des moyens qui sont offerts à l'expression de la pensée.

Sous une apparente indigence, les formes verbales, par exemple, se prêtent à toutes les subtilités qu'on peut leur demander, et sont infiniment plus riches que celles du français. Voici, en effet, à quoi elles se réduisent :

	Indicatif.	Participe actif.	Participe passif.	Conditionnel.	Impératif.	Infinitif.
Présent :	<i>as</i>	<i>ant</i>	<i>at</i>	} <i>us</i>	} <i>u</i>	} <i>i</i>
Passé :	<i>is</i>	<i>int</i>	<i>it</i>			
Futur :	<i>os</i>	<i>ont</i>	<i>ot</i>			

Au total, douze terminaisons à retenir, qui se réduisent en réalité à neuf, en raison de la symétrie que présentent les temps. Toutes les formes sont invariables quant à la personne et au nombre, que le sujet définit clairement. Mais les participes peuvent être pris adjectivement (participes proprement dits), substantivement et adverbialement. Exemples : *esper/ant/a*, espérant, qui espère; la *esper/int/o/j*, ceux qui espéraient; *esper/ont/e*, en devant espérer.

De là, des formes comme celle-ci. Remarquons d'abord que la terminaison verbale simple, *i*, indique le fait d'être dans l'état ou de jouer le rôle désigné par la racine; la terminaison *ig/i* (prononcer *igui*) indique l'idée de faire..., de rendre...; *igh/i* (prononcer *idji*), celle de devenir..., se faire... Par exemple, *scii* signifie savoir; *sciigi*, instruire, renseigner; *sciighi*, apprendre, être informé. Cela étant, la phrase « Comme j'allais l'informer » pourra se rendre par : *Dum mi est/is sci/ig/ont/a li/n* (Comme j'étais allant informer lui), ou encore par : *est/int/e sci/ig/ont/a li/n* (ayant été celui qui informera lui), ou enfin par *sci/ig/ont/e li/n* (en allant l'informer).

..

Comme langue orale, l'esperanto est particulièrement harmonieux. Il tient le milieu entre l'italien et l'espagnol : plus sonore, plus nerveux que le premier, plus doux que le second.

Aussi, ce serait une grave erreur que de croire son champ d'action limité aux transactions commerciales, prétention que n'ont pas dépassée les autres essais de langue internationale. C'est, au con-



traire, dans toute la force du terme, une langue littéraire, se prêtant à toutes les nuances de la prose et de la poésie.

A cet égard, ses preuves sont faites. Il existe déjà toute une *Biblioteko esperanta*, comprenant les traductions d'œuvres les plus diverses, de la Bible à Tolstoï, en passant par Byron, Dickens, Goëthe, Heine, Hugo, Maupassant, Pouchkine et Shakspeare. Et un examen sommaire de cette bibliothèque permet de constater combien est juste, sous son apparence paradoxale, cette affirmation de M. de Beaufront :

« Grâce à l'esperanto, nous posséderons enfin les chefs-d'œuvre littéraires des différents peuples autrement que dans des traductions qui les affadissent, les faussent et les mutilent forcément. Ce sont les nationaux eux-mêmes, plus aptes que personne à en sentir, comme à en reproduire les finesses et les beautés, qui nous les donneront peu à peu, dans une langue souple au plus haut point, où la construction, et par suite la pensée, ne subit pas d'entraves, où le mot étranger ne manque jamais de correspondant, où le mot, enfin, n'est pas la peinture plus ou moins conventionnelle et approchée de l'idée, mais sa reproduction fidèle jusqu'aux moindres nuances et son expression rigoureusement logique.

« Mise en regard de l'extrême facilité de cette langue, cette considération doit, ce nous semble, être d'un grand poids auprès de tous ceux qu'intéressent les choses de l'esprit. »

En ce qui concerne la connaissance de la littérature latine, que font valoir les partisans d'un latin plus ou moins défiguré, il faut ajouter à cette appréciation que, si l'on s'entête aux subtilités du latin classique, le public persistera dans son abstention actuelle; et si l'on forge un néo-latin plus ou moins capricieux, ce jargon ne permettra pas plus de lire Cicéron ou Horace, que ne fait actuellement le patois auvergnat pour Pascal ou Racine.

Avec l'esperanto, au contraire, les auteurs anciens retrouveront une faveur aujourd'hui perdue; car il suffira d'un seul bon latiniste pour donner de chacun d'eux une version-type, intelligible aux hommes de tous pays et serrant le texte original de plus près que ne le permet aucune langue vivante.

Et puis, pourquoi ne parler jamais que de la littérature latine? Pourquoi dédaigner Homère, et le Mahabharata, et la Bible? Nous avons déjà, en esperanto, d'excellentes traductions, intégrales ou fragmentaires, du *Livre de Ruth*, de l'*Iliade*, d'*Hamlet*, d'*Othello*, de

*Faust*; veut-on nous imposer de lire Shakespeare, Goethe et Tolstoï dans une traduction latine ?

Sans doute, il est permis d'accueillir avec scepticisme nos affirmations. Qu'on les vérifie donc, en examinant ces traductions, ou tout au moins en parcourant un manuel de la langue. Et qu'on nous permette encore d'invoquer quelques garants dont l'autorité ne sera contestée par personne.

On a vu plus haut que Max Muller a toujours professé qu'il était possible de créer une langue artificielle « plus régulière, plus parfaite, plus facile à apprendre que n'importe laquelle des langues naturelles ». Quand il connut l'esperanto, il déclara : « Je dois certainement attribuer la première place à l'esperanto parmi ses concurrentes. »

M. Henry Phillips, secrétaire de la Société américaine de philosophie, a écrit de son côté :

« Ce me sera un grand plaisir que d'aider à la propagation de la langue créée par le docteur Zamenhof. Je vois en lui un honneur pour son pays déjà plein de grands hommes, un honneur aussi pour le xix<sup>e</sup> siècle. »

Quant au comte Tolstoï, après avoir admiré la simplicité de la langue, il écrivait :

« Les sacrifices que fera tout homme de notre monde européen, en consacrant quelque temps à son étude, sont tellement petits, et les résultats qui peuvent en découler, tellement immenses, si tous — au moins les Européens et les Américains, tous les chrétiens — apprennent cette langue, qu'on ne peut pas ne pas faire cet essai. »

Comme succès pratique, que peut-on demander de mieux que celui du docteur Ostrovski, de Jalta (Russie), qui atteste ne savoir d'autre langue que le russe et l'esperanto, et correspondre présentement avec des personnes de dis-sept nationalités différentes ?

Je puis citer aussi le fait remarquable qui suit : Un résumé du présent article a paru dans la *Revue des Revues* du 15 février. Entre autres nombreuses demandes de renseignements, j'en reçus une d'un avocat parisien, à qui je répondis par une lettre en esperanto, contenant la feuille-dictionnaire esperanto-française ; mais je ne pus lui envoyer de Manuel, n'en ayant à ce moment plus un seul exemplaire. Sans avoir vu, par suite, d'autres détails de grammaire que ceux de mon article, moins détaillé que celui-ci, il me répondit, au retour du

M. C. Adelsköld, Membre de l'Académie royale des sciences de Suède, en s'attachant aux observations de ces deux auteurs, fut à même à faire remarquer : « La simplicité admise dans l'usage de la langue à utiliser les mots déjà internationaux, la

courrier, par une lettre en esperanto, de plus d'une page, et ne contenant que trois fautes sans importance.

Enfin un témoignage de la nature la plus rare, c'est celui d'un concurrent qui baisse pavillon ! Au moment où l'esperanto se fit connaître, M. de Beaufront était voué depuis douze ans à la recherche d'une langue internationale, et touchait précisément au port. Le système qu'il achevait, reposait sur les mêmes bases que l'esperanto : mêmes principes pour le choix des mots, même caractère de langue agglutinante absolument régulière, grammaire réduite à 20 règles (au lieu de 16) ; jusqu'à une appellation presque identique : *Lingvo internaciona*, au lieu de *Lingvo internacia*. Or, tandis que l'apparition du volapuk n'avait fait que doubler l'ardeur des recherches de M. de Beaufront, ce dernier sacrifia son travail, dès qu'il connut l'invention du Dr Zamenhof, et se voua, avec un zèle infatigable, à la propagation de l'esperanto dans notre pays.

On s'étonnera de ce que, cette langue ayant été livrée à la publicité depuis neuf ans, elle n'ait pas encore des adhérents par millions. Elle en compte à la vérité quelques milliers, répartis dans tous les pays d'Europe, et surtout en Russie, où la variété de la population rend son utilité plus évidente. Mais, si les esperantistes ne sont pas plus nombreux encore, cette circonstance est tout à l'honneur du Dr Zamenhof.

Quand il eut en effet réalisé la partie la plus difficile de sa tâche, c'est-à-dire qu'il eut recruté en tous pays un premier noyau d'adhérents, il désira faire une sorte d'essai loyal de son invention, pour qu'on pût la perfectionner s'il en était besoin. Toute propagande fut donc interrompue pendant deux ans, afin de permettre aux observations de se produire, pendant qu'il en était temps encore, et qu'on ne risquait pas de troubler par un changement les habitudes d'un trop grand nombre de gens. L'esperanto sortit victorieux de l'épreuve que lui avait imposée la sincérité scientifique de son inventeur, et maintenant la propagande reprend activement.

Il est impossible d'ailleurs de faire plus modestement abnégation de soi-même que ne fait M. Zamenhof. Dans un article récent, il exprimait la satisfaction que lui cause ce fait, que le nombre croissant de ses adeptes lui permet aujourd'hui de se désintéresser de la rédaction de la revue *Lingvo internacia*. « Jusqu'ici, disait-il, on pouvait encore craindre que notre entreprise ne vécût pas plus

l'humanité pour son invention géniale. M. Adelsköld est  
l'auteur du projet et de la musique d'un hymne  
esperanto au drapeau de la Paix (Kanto al la flago de la paco).

longtemps que son initiateur ; mais maintenant elle est devenue *impersonnelle, indépendante* : son avenir est donc assuré. »

Tel est le vœu sincère de ceux qui ont pu en apprécier la valeur. Aux autres, nous ne pouvons que répéter le conseil de Tolstoï. Qu'ils fassent le faible effort d'essayer. La chose en vaut la peine.

GASTON MOCH,

Associé de l'Institut International de Sociologie.

NOTE A. — *Sur les principaux systèmes de langue internationale* (1).

Dans le cours des deux derniers siècles, on compte plus de 150 projets de langue internationale, dont 30 au moins depuis le volapuk. Leur plus grand nombre ne constitue que des essais de pasigraphie plus ou moins ingénieux et, il faut en convenir aussi, plus ou moins bizarres. Tels sont tous ceux de la première période.

Les tentatives plus récentes comprennent des essais de langues proprement dites, les unes *a priori*, les autres *a posteriori*. Mais il est important de ne pas perdre de vue qu'il n'y a en réalité que deux langues artificielles entièrement achevées et essayées pratiquement : le volapuk et l'esperanto.

On cite généralement Bacon comme le premier auteur qui se soit occupé de la recherche d'une langue internationale. Avant lui, pourtant, se placent les essais de pasigraphie tentés par Tartaglia, Candano et Buteo. Mais comme le remarque Moritz Cantor en parlant des précurseurs de Leibnitz (1), ce n'étaient guère là que de petites récréations mathématiques. Après Bacon, Pascal, dans son *Traité du triangle mathématique*, reprit encore à un point de vue plus élevé, l'ordre d'idées de ces trois précurseurs.

Puis vint Descartes, qui examine la question dans une lettre écrite le 20 novembre 1629. Après avoir parlé d'une classification qu'on peut considérer comme réalisée par l'esperanto, et d'une « langue universelle fort

---

(1) Les éléments de cette note sont dûs en grande partie à M. de Beaufront. Voir aussi la *Lingvo internacia* d'avril et de juin-juillet 1896, et Leibnitz et l'invention du calcul infinitésimal, par Em. Lame (Revue Nationale, 10 août 1861.)

(2) *Vorlesungen über Geschichte der Mathematik*, Leipzig, 1894.

aisée à apprendre, à prononcer et à écrire », il termine par ces mots formels : « Or, je tiens que cette langue est possible. » Ce sont, à deux siècles et demi de distance, les termes mêmes dont s'est servi Max Muller.

En 1644, l'évêque Wilkins, un des fondateurs de la Royal Society, publie à Londres un premier travail : *Mercury, or the secret and swift Messenger ; showing how a Man may with Privacy and Speed communicate his Thoughts to a Friend at a distance*. Et en 1668 il reprit la question dans son *Essay towards a real Character and a philosophical Language, with a alphabetical Dictionary*. Interprétant mal les paroles de Descartes, il y entreprenait de classer les idées, et présentait un système de signes qui, dans sa pensée, devait constituer une langue internationale à l'usage des savants. Comme specimen, il écrivait avec ces signes le *Pater* et le *Credo*.

Entre ces deux ouvrages, se place l'*Ars signorum, vulgo character universalis* de Dalgarno, paru également à Londres, en 1661. L'auteur se bornait à représenter par des lettres latines et grecques 17 idées fondamentales.

Dès 1663, Leibnitz, alors dans sa dis-huitième année, concevait l'idée de sa *Scientia generalis*, dans laquelle devait entrer une *Lingua rationalis*, destinée à servir de guide à la pensée, *flum meditandi*. A cette époque, le jeune étudiant ne connaissait pas encore les travaux de ses prédécesseurs. Mais il connaissait les systèmes de Wilkins et de Dalgarno, quand il publia sa célèbre *Dissertatio de arte combinatoria*, ou il les critiqua.

Ici, il parle nettement d'« une manière de langue ou d'écriture universelle », dans laquelle seraient représentées et enseignées à l'aide de signes ou symboles « toutes les vérités de raison ». Malheureusement, il ne donna jamais le détail de ce qu'il appelait la *Characteristica realis*. Il s'en est tenu aux principes généraux, dont quelques-uns sont des plus intéressants à rappeler ici (d'après Lamé).

Suivant lui, la langue ne doit comporter que deux éléments, la conjugaison et la déclinaison.

Il n'y a pas, en réalité, des parties du discours, mais seulement deux, le verbe et la particule.

Le verbe est la parole par excellence. Il a une âme, il est un être d'ordre supérieur, un dieu dont les gestes sont les voix, modes, temps, nombres et cas, qui dans l'éther produisent les espèces naturelles, et dans le cerveau les idées. Et réciproquement, un homme, un animal, un arbre, un atome, est un verbe agissant dans des limites si restreintes, que nous n'éprouvons pas le besoins de le conjuguer : si tu l'appelles Paul, tu es le verbe *pauliniser*, tu ne feras rien que tu ne *paulinises*, et ceux qui seront mis en rapport avec toi seront *paulinisés*. Cette métaphysique mène à des observations pratiques.

Ainsi le substantif est un verbe à l'infinitif; le qualificatif, un verbe au participe.

Les articles, pronoms, prépositions, verbes auxiliaires ne doivent être que des flexions du verbe. C'est ici le principe des langues anciennes : *amavi*, j'ai aimés; *τιμήθω*, que j'aie honoré. Il est incontestablement logique; mais il semble qu'il vaille mieux, dans une langue artificielle, ne pas s'écarter autant du génie des langues modernes, pour ne pas dérouter le public.

Notons encore ce principe déjà mentionné plus haut, et auquel satisfait si bien l'esperanto : La richesse d'une langue a pour mesure, non le grand nombre de ses mots, mais le petit nombre de ses radicaux simples, et la facilité avec laquelle on en forme des combinaisons précises.

Et enfin cet autre, auquel répond en esperanto l'emploi des préfixes *mal*, *ne* et *sen* : Il faut que, dans l'expression, le contraire d'une idée apparaisse non comme un néant, mais comme un changement de sens dans l'action : aimer, haïr, — unir, diviser, — placer, déplacer.

On trouve aussi dans Leibnitz la critique de l'essai d'un certain P. Labbe, qui, « moyennant quelques changements, voulait faire du latin une langue universelle ».

Max Muller a montré que, poussé par une sorte d'instinct, Wilkins avait finalement entrevu la solution dans une langue de mots, analogue à celles que nous parlons. Mais deux siècles devaient encore s'écouler avant qu'on renonçât aux systèmes purement pasigraphiques.

Déjà au temps de Wilkins, le docteur Johann Becher (1661) proposa de numérotter les mots du dictionnaire et d'employer leurs numéros d'ordre comme écriture ou langue internationale.

Anastasius Kirchner (1655), Peter Porele (1667), Johann Uppersdorf (1667), Andreas Müller qui proposa en 1681 une écriture fondée sur les caractères chinois, le jésuite Besnier (1684), Johann Caramuel von Lobkowitz (1687), David Solbrig (1725), présentèrent aussi des systèmes pasigraphiques.

En 1772, le Hongrois Kalmar de Taboltzafo ramena toutes les idées humaines à 500 fondamentales et générales, qu'il représentait par des signes empruntés à toutes les langues, mais principalement à celles du Malabar! Son système est naturellement d'une difficulté incroyable.

Chr. G. Berger (*Plan zu einer allgemeinen Rede- und Schriftsprache für alle Nationen*, Berlin, 1779), Condorcet (1794), Delormel (1796), Watter (Vienne, 1795), de Maimieux (Paris, 1797), Sicard (1797) et Budet et Chambry vers la même époque, suivirent aussi la fausse voie de la pasigraphie.

En 1797 encore, le linguiste Wolke, professeur de l'Université de Saint-Petersbourg, publia à Dessau une méthode qui est le développement logique du numérotage des mots proposé par Becher, mais en fait

ressortir toute l'impossibilité pratique. Chaque langue nécessitait un dictionnaire comprenant non-seulement les mots, mais toutes leurs flexions, déclinaisons et conjugaisons. Chaque mot de vait être numéroté, et, à côté de lui, on aurait inscrit les numéros des pages et les numéros d'ordre correspondant à ce mot dans tous les autres dictionnaires. En supposant qu'on ne s'occupe que de 19 langues, on a calculé que ce système eût exigé, à côté de chaque mot, 135 caractères typographiques ! Et encore ne tenait-il aucun compte de la question de la syntaxe, si variable d'une langue à l'autre.

Nommons encore les pasigrafes G. E. Busch, Grotenfeld à Göttingen, J. S. Vater (Leipzig, 1799), Näther (Gorlitz, 1805).

Friedrich Immanuel Niethammer (Nuremberg, 1806) s'élève avec raison contre cette tendance, et en vient à la conclusion, qu'avec le système des symboles employés comme signes de la pensée, on n'atteindra jamais le but. Pour lui, une langue à mots fonétiques, analogue à celles qui sont réellement parlées, peut seule résoudre le problème.

La méthode pasigrafique ne fut pourtant pas aussitôt abandonnée, tant était grand le besoin auquel répondaient ces recherches. En 1811, l'Académie des sciences de Copenhague vota encore une récompense pour le meilleur système de pasigraphie, au point de vue de la facilité et de la réalisation pratique.

Après cette date, nous trouvons encore le système de Bûrja (1818), celui de Stethy (1825), *Le polyglotte improvisé, ou l'art d'écrire les langues sans les apprendre*, de A. Renzi (Paris, 1840); le système pasigrafique de Sunderwall en Suède, le *New universal cipher language* d'un anonyme (Londres, 1874), le dictionnaire chiffré d'Agnus (Paris), ambitieusement nommé *Clef des langues, dite langue universelle par l'écriture*, enfin le système du baron de Glaberg.

Une mention spéciale doit être faite pour don Sinibaldo de Mas, qui faisait paraître son système à Londres, à Paris et à Leipzig au moment même où Jacob Grimm formulait avec une précision remarquable le programme d'une vraie langue internationale (1863). « L'idéographie, dit Sinibaldo de Mas, est l'art d'écrire avec des signes qui représentent des idées, et non avec des mots (sons) d'une langue quelconque. » Il montre qu'on a marché jusqu'à lui dans une voie qui ne peut mener au but. Puis, parlant de ce fait que les signes des nombres en arithmétique ne sont que des signes idéographiques, il prend argument, en faveur de l'adoption d'un système analogue, de l'énorme diffusion de l'écriture chinoise, pratiquée par un demi-milliard d'hommes de langues très diverses; mais il oublie que ces hommes passent la plus grande partie de leur vie à apprendre à lire, et que nous avons mieux à faire. Quoi qu'il en soit, de Mas emprunte ses signes à la musique. Le signe fondamental est une note noire, et, selon qu'il se place sur telle ou

telle ligne de la portée, il est adjectif, verbe, adverbe, etc. On sent combien ce système est compliqué dans la pratique.

Celui de Moses Paie, basé sur les chiffres, est simple en apparence; mais il surcharge la mémoire au point de devenir impossible en fait.

Le dernier partisan de la pasigraphie/Bachmayer, prend aussi les chiffres comme fondement, en raison de leur caractère universel; cela lui donne neuf signes généraux, auxquels il ajoute seulement six signes auxiliaires. Il forme ainsi des nombres qu'il pointe en dessus et en dessous, qu'il souligne ou qu'il coupe par un trait, pour marquer les degrés de comparaison ou les temps. Ce système ne devait rien donner de plus que les autres. Il présentait toujours ce défaut préjudiciel de ne pas se prêter aux communications orales et d'écraser la mémoire sous la multiplicité de toutes ses combinaisons de signes.

« Le plus étonnant, m'écrivait à ce propos M. de Beaufront, est que des gens sérieux ont mordu à son système (par exemple Mezzofanti), et qu'on devait tenir un congrès à Paris pour le faire réussir. Tant il est vrai que des inepties trouvent des gens d'esprit pour les appuyer, et que des œuvres de génie sont combattues par des savants! — On avait même entrepris d'adapter le système à 18 langues. »

C'est, croyons-nous, l'abbé Sotos Ochando qui ouvrit la série des langues artificielles proprement dites. Du moins, son œuvre semble-t-elle être la première sérieuse qu'on puisse citer dans cet ordre d'idées. Elle parut à Madrid en 1860 sous le titre de *Diccionario de lengua universal*. C'est un travail *a priori* qui n'est pas sans valeur; mais il est trop compliqué, et ce système serait plus difficile à apprendre qu'une des langues existantes.

Vers la même époque, il parut aussi sur la question une étude de C. L. A. Letellier.

Il faut arriver au volapuk de l'abbé Schleyer (1885), pour trouver une tentative sérieuse, au moins achevée. J'ai dit plus haut ce qu'il en faut penser.

L'esperanto vint aussitôt après lui (1887); il aurait d'ailleurs pu paraître avant, sans les difficultés matérielles contre lesquelles dut lutter le docteur Zamenhof.

En dehors de l'esperanto qui les dépasse tous, le volapuk est distancé de beaucoup par les divers systèmes parus depuis lui. Seulement, il ne semble pas qu'aucun d'eux ait été achevé. On a vu qu'aussitôt l'esperanto connu, M. de Beaufront n'hésita pas à abandonner la *Lingvo internaciona* qu'il étudiait depuis de longues années sur des principes identiques. Mais un grand nombre d'autres systèmes virent le jour, entre autres la *Pasilingua* de Steiner, la *Lingua* d'Henderson (Londres), le *Nov-Latin* du docteur Rosa, le *Néo-latin* de Cortonne (Nice), la *Lan-*



gue catholique du docteur Liptay, l'*Universala* de Heintzeler, la *Lingue universal* de Lott; le *Latin simplifié* de Gasté, et le projet de Raoul de la Grasserie, fondé sur l'emploi de radicaux grecs, tous systèmes *a posteriori*.

D'autres sont *a priori*, comme le *Spelin* de Bauer et le *Chabé* ou *Langue naturelle* (1) de l'ingénieur Eug. Ch. Maldant, dont il a été question plus haut, ou encore le *Do ré fa, Ré si la*, de Sudre; ce dernier prétend exprimer toutes les idées en combinant entre eux de toutes les manières possibles, les noms des sept notes !

Il est inutile. il serait même cruel, d'insister sur ses dernières propositions, qui aboutissent à des efforts de mémoires insurmontables et à une impossibilité pratique absolue. Mais, pour peu qu'on examine les autres, on constate que, supérieures au volapuk, elles sont toutes très inférieures à l'esperanto. Enfin, inachevées et par conséquent non essayées, elles n'ont pas, comme ce dernier, la sanction de l'expérience.

Il convient de s'arrêter un instant à la *Langue catholique* du Dr Liptay, non qu'on puisse y voir un concurrent sérieux à l'esperanto, mais parce qu'il a été fait récemment à Paris une campagne de presse assez active en sa faveur. Nous constaterons d'abord une infériorité de fait, dont l'importance est grande : la langue n'existe encore qu'à l'état de projet. Et quand on songe aux années qu'il faudrait pour en établir le vocabulaire et la forme définitive, il est permis de douter du résultat, et tout au moins de réserver son jugement. Mais, dès maintenant, la petite brochure répandue par l'auteur sous le titre *Une langue universelle est-elle possible?* permet de se rendre compte que M. Liptay est engagé dans une voie au bout de laquelle il ne peut rencontrer qu'un échec. Sa tentative consiste, en effet, à prendre tels quels les mots qui forment le fonds commun des langues romanes, et à les régulariser dans une certaine mesure. Mais ces derniers mots, « dans une certaine mesure », contiennent toute la critique du projet. Pour qu'une langue internationale ait un sens pratique quelconque, il faut, en effet, que la régularité y soit absolue (1).

Par exemple, l'auteur convient que le mot *hom* signifiera l'être humain en général; *homo*, l'être humain de sexe masculin; enfin, *homa*, celui du sexe féminin. Cette règle, si elle est absolument générale, est logique. Seulement, on remarquera qu'il en résulte déjà l'existence de trois terminaisons diffé-

---

(1) En prenant ainsi dans les langues romanes des mots tout faits, au lieu de simples radicaux, le Dr Liptay, comme tous ses rivaux énumérés plus haut, a tout sacrifié à une intelligibilité immédiate, qui n'est qu'apparente. Voir à ce sujet ce qui est dit plus haut, p. 278 et 279, à propos de la formation des mots en esperanto.

rentes pour les substantifs. En réalité, il y en a autant que de lettres, car professeur se dit *professor*, et parent est traduit par *parent*. Puis, *eo/am* (même terminaison que *hom*) signifie j'aime; *elo dorma* signifie elle dort, et nous trouvons ici le pronom féminin *elo* avec la terminaison masculine de *homo*, et le verbe *dorma* avec la terminaison du nom féminin *homa*; et ainsi de suite. C'est un désordre complet.

La brochure de M. Liptay contient pourtant quelques avis favorables, émis par des personnes parmi lesquelles il s'en trouve d'une compétence indiscutable. Mais il convient d'observer que ces avis portent sur la possibilité de créer une langue artificielle à base particulièrement romane, et sur quelques principes généraux relatifs à cette recherche, non sur la solution, qui n'est pas donnée. Tout ce qu'on peut dire, c'est que leurs auteurs auraient mieux fait d'attendre qu'on leur présentât le système achevé — ce qui, vraisemblablement, n'arrivera jamais; et encore faut-il ajouter qu'aucun d'eux, avant de se prononcer, n'avait eu connaissance de l'esperanto, dont le nom n'est pas prononcé dans la brochure.

Une chose résulte clairement de l'examen, auquel nous nous sommes livré.

Ou bien, l'auteur d'une nouvelle langue internationale adoptera les principes sur lesquels est fondé l'esperanto, — chois des mots en se guidant d'après leur internationalité acquise, sauf les précautions indispensables pour éviter les confusions; adoption de radicaux spéciaux, destinés à supprimer, par leur emploi agglutinatif, des catégories entières de mots; régularité absolue des désinences, dont chacune représentera une flexion grammaticale et une seule; enfin, désarticulation des mots, résultant du point précédent et permettant de communiquer avec n'importe quel étranger non initié, — bref, ou bien tout nouvel auteur appliquera les idées du Dr Zamenhof; ou bien, il n'arrivera à rien.

Et dans le premier cas, c'est-à-dire s'il a conservé tout ce qui constitue le génie de l'esperanto, pour convenir simplement que les substantifs seront désignés dorénavant par un *a* au lieu d'un *o*, et que l'adverbe se terminera, je suppose, en *ment*, il est bien évident que ce ne sera pas la peine de changer, et de renoncer à tous les résultats déjà obtenus.

#### NOTE B. — Livres relatifs à l'esperanto.

Si cette étude a pu donner à quelques personnes le désir de faire plus ample connaissance avec l'esperanto, il pourra leur être agréable de trouver ici les renseignements suivants :

Pour l'étude de la langue, prendre le *Manuel complet* de M. de Beaufront, comprenant le dictionnaire. Prix : 1 fr.; franco, 1 fr. 15.

Comme ouvrages de perfectionnement, il faut recommander l'*Ekzer-*

*caro* du Dr Zamenhof (Recueil d'exercices), prix : 75 cent., et sa *Traduction* par M. de Beaufront (prix : 50 cent. ; franco, 60 cent.).

Les *Feuilles-dictionnaires*, dont l'insertion dans une lettre permet de correspondre avec un étranger quelconque, coûtent, en chaque langue, 8 centimes.

La revue mensuelle *Lingvo internacia*, paraissant à Upsal, est une publication littéraire rédigée par des écrivains de tous pays, ce qui lui donne un intérêt tout particulier. Abonnement : 4 fr. 25 par an.

Le docteur Zamenhof (à Grodno, Russie) publie des listes des *esperantistes* de tous les pays, dont l'utilité est évidente.

On peut se procurer tous ces ouvrages, ainsi que les œuvres déjà nombreuses qui forment la *Biblioteko esperanta*, en s'adressant à M. de Beaufront, à Epernay (Marne). Mais il sera peut-être plus commode de s'adresser, pour renseignements et demandes de livres, au *Club esperantiste*, qui vient de se fonder à Louhans (Saône-et-Loire) pour la propagation de la langue (président, M. Gabriel Chavet; secrétaire, M. Dannenmuller). ←

De mon côté, je répondrai volontiers aux demandes de renseignements qui pourront m'être adressées, et je serai reconnaissant aux personnes qui, étant venues à l'esperanto à la suite du présent article, voudront bien se faire connaître à moi (49, rue Galilée, à Paris).

Le dépôt  
du *Manuel*  
complet est  
à la Librairie  
H. Le Soudier,  
174 Boulevard  
Saint-Germain,  
à Paris.

## Le Pressentiment social, à propos de la Révolution de 1848 en France.

Aux yeux d'un grand nombre de publicistes, et même de certains historiens, la Révolution de février a passé ou passe encore, non pour un grand événement, mais pour une surprise, un accident de l'histoire.

Dès 1848, lord Brougham n'y voyait « qu'un changement imprévu, sans préparation, sans prétexte, sans justification dans un abus quelconque. » Il n'en fallait chercher la cause que dans l'amour du changement et le penchant à la violence. C'était l'œuvre d'une demi-douzaine d'artisans rassemblés dans une imprimerie, d'une poignée de *coquins armés* conduits par un prêtre et un cordonnier.

Sous le coup des événements et par certains mobiles individuels, une pareille aberration s'explique : elle ne méritait guère une réponse

de Stuart Mill (1). Mais suivons l'ordre des temps. Sous le second Empire, en 1853, Augustin Thierry expose pourquoi il n'a pas conduit au delà de Louis XIV son *Essai sur l'histoire... du tiers-état* : « Le régime constitutionnel de 1814 et celui de 1830 sont venus renouer la chaîne des temps et des idées, reprendre sous de nouvelles formes la tentative de 1789, l'alliance de la tradition nationale et des principes de liberté. C'est à ce point de vue, qui m'était donné par le cours même des choses, que je me plaçai dans mon ouvrage, m'attachant à ce qui me semblait être la voie tracée vers l'avenir, et croyant avoir sous mes yeux la fin providentielle du travail des siècles écoulés depuis le xiii<sup>e</sup>.... J'abordais avec calme l'époque si controversée du xviii<sup>e</sup> siècle, quand vint éclater sur nous la catastrophe de février 1848. J'en ai ressenti le contre-coup de deux manières, comme citoyen d'abord, et aussi comme historien. Par cette nouvelle révolution,... l'histoire de France paraissait bouleversée autant que l'était la France elle-même. J'ai suspendu mon travail... » (2).

En 1859, dans un article intitulé *Philosophie de l'histoire contemporaine* (3), Ernest Renan, si porté par la nature de son esprit et si engagé par le sujet même qu'il traitait à la conception des grandes lois de l'évolution humaine, a laissé cependant échapper cette phrase : « Dix-sept ans après la fermeture du dernier des clubs sortis de la Révolution de juillet, un misérable enfantillage, un dîner qu'il aurait dû être permis de faire à la seule condition de ne pas gêner la voie publique, suffit pour anéantir le fruit de tant de nobles travaux et pour ouvrir un abîme dont nous sommes loin encore d'avoir entrevu la profondeur! » — En 1862, M. de Carné reproche à Daniel Stern et à Garnier-Pagès d'avoir osé « légitimer l'enfant de

(1) Cf. Stuart Mill, *La Révolution de 1848 et ses détracteurs..*, traduit par Sadi-Carnot, 2<sup>e</sup> éd., 1875, p. 7.

(2) Préface datée du 15 février 1853, p. ix.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, juillet 1859, p. 204. — Vers la même époque, le comte A. de Circourt écrivait : « Le gouvernement fondé en juillet 1830 s'écroula le 24 février 1848, à la stupeur de l'Europe et à la surprise infinie de la France, sous les coups d'une émeute de la populace de Paris. » (*Ma mission à Berlin, Revue de Paris* du 15 octobre 1896.) Cependant le *Times* (dès juillet 1847), le *National*, la *Réforme*, les *Débats* n'ont fait pendant sept à huit mois que parler, chacun dans son sens, de la future révolution comme possible, probable ou prochaine.

*la force et du hasard*, » en rattachant le 24 février à des causes intimes, profondes, que la France d'alors ne soupçonnait pas. — En 1875, M. Bocher s'exprimait ainsi à la tribune de la Chambre : « Il y avait un gouvernement qui, pendant dix-huit ans, avait présidé aux destinées de notre pays avec sagesse, avec honnêteté, avec humanité, et non sans gloire. Ce gouvernement n'avait commis aucun excès, il n'avait violé aucun droit, aucune loi. Eh bien ! le 24 février, sans raison, sans prétexte, *la sédition* l'a renversé, la République s'est installée sur ses ruines (1). » — Plus récemment, Maxime du Camp écrivait dans la préface de ses *Souvenirs de 1848* (2) : « Cette révolution m'a fort étonné et j'ai été surtout stupéfait de sa *bêtise* ; » et plus loin : « J'ai été sévère pour cette révolution qui fut *un coup de main et une surprise*. Vue à travers l'histoire, elle m'a fait pitié. Vue face à face, comme je l'ai regardée jadis, elle m'a fait rire, car je l'ai trouvée *grotesque*. » — Enfin, pour clore cette liste de citations qui pourrait s'allonger beaucoup, je noterai encore ce passage de M. Augustin Filon, qui écrivait tout récemment : « Paris avait fait une révolution. *Le fusil d'un conscrit*, de faction devant le ministère des affaires étrangères, était parti par mégarde et avait mis fin à *douze cents ans de monarchie* (3). »

Qu'importe à la science, qui ne se paye pas d'autorités, mais de preuves, toute cette énumération d'opinions qui s'expliquent celle-ci par la passion, celle-là par l'esprit de parti ; cette autre par un attachement de cœur ou d'intérêt au régime disparu ou même à un serviteur de ce régime, cette autre encore par l'habitude toute littéraire de l'antithèse entre la petite cause et le grand effet ; la plus considérable de toutes, enfin, par un découragement intellectuel et patriotique à la fois, qui a du moins le mérite de ne rien affirmer ? Voici pourquoi j'ai cru devoir y insister. Ce *consensus* d'esprits si différents, entre lesquels on ne saurait certes pas imaginer une sorte de mot d'ordre, pourrait imposer en vertu du principe, que la vérité est une. Mais le faisceau n'est pas solide, les éléments en sont hétérogènes. Plusieurs chemins, qui semblent aboutir à la même vérité, peuvent tout aussi bien converger vers la même erreur (4).

(1) Séance du 22 janvier 1875.

(2) P. 7 et 9.

(3) Feuilleton littéraire des *Débats*, 29 octobre 1895.

(4) Le comte de Falloux (*Mémoires d'un royaliste*, t. I<sup>er</sup>, p. 253) n'admet

Comment découvrir l'erreur, si erreur il y a ?

A ce qu'il semble au premier abord, il n'y aurait qu'à élargir la question autant qu'il a pu plaire à certains de la rétrécir : « L'état républicain démocratique proclamé le 24 février, dit en ce sens Daniel Stern (2), était la conséquence naturelle de cette double initiative du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui conquiert à la fois pour les classes lettrées la liberté de penser et pour les classes laborieuses la liberté d'agir. Il était le terme où devait aboutir, dans un temps plus ou moins proche, le mouvement philosophique, critique, rationnel, libéral ou révolutionnaire, comme on voudra le nommer, qui, parti des hauteurs de la société, avait ébranlé une à une toutes les croyances sur lesquelles s'appuyait l'autorité de droit divin dans l'état féodal catholique et monarchique. On le peut considérer en même temps comme la manifestation la plus complète jusqu'ici de ce mouvement instinctif qui, agitant confusément les masses populaires, s'efforce depuis 1789 de les faire entrer dans la vie politique, de procurer par l'association libre des citoyens un ordre égalitaire capable de suppléer l'ancienne hiérarchie féodale, de reconstituer au moyen du suffrage universel l'autorité sur la raison commune, de substituer au droit divin le droit humain, en un mot, d'organiser la démocratie. » En descendant à des causes plus prochaines, il est loisible de rappeler après tant d'autres : l'absence de principe logique dans l'institution de juillet, qui n'est ni une royauté de droit divin, ni une royauté consentie, qui ne se réclame elle-même que de l'utilité, du « juste-milieu » ; la

---

pas comme juste le mot souvent répété : « La Révolution de février a été un effet sans cause. » Il serait, d'après lui, plus conforme à la vérité de dire : « La Révolution de février a été un effet hors de proportion avec sa cause. » Pour ma part, je préférerais encore le premier jugement : il se donne pour ce qu'il est, pour une boutade. La seconde formule est tout aussi creuse, avec une allure plus modérée et plus réfléchie. V. Cousin, plus positivement, a cru pouvoir formuler ainsi les conditions auxquelles Louis-Philippe aurait évité la catastrophe de février : « Il ne fallait pas abdiquer le 24 février à midi. Mais il fallait prendre quelques jours auparavant M. Molé pour ministre, ou M. Thiers et M. Barrot le 23 février ou même le 24 au matin, en les laissant maîtres de gouverner à leur façon, au lieu de retenir encore le gouvernement. » (*Discours politiques*, 1851, préface, p. 62.) Mais à quoi donc pouvait penser le roi, sinon à retenir le gouvernement ?

(2) *Histoire de la Révolution de 1848*, édit. de 1878, t. I<sup>er</sup>, Introduction, p. xvii.

revision insuffisante, en 1830, de la Charte de 1814 contemporaine de l'invasion étrangère; le maintien d'une Chambre des pairs nommées à vie par le roi, sans la garantie de force et d'indépendance que confèrent ou l'élection, ou l'hérédité (1); une Chambre des députés nommée, dans 459 collèges extrêmement inégaux, par 240,000 électeurs censitaires (2) payant 200 francs de contribution directe, parmi les éligibles qui doivent en payer 500; une garde nationale qui, en tant que telle, n'a aucun privilège politique et qui est cependant considérée, au-dessus de l'armée active, comme le soutien du régime à l'intérieur; les progrès de la corruption politique qui finit par subordonner entièrement le ministère à la volonté du roi, les élections aux agissements du ministère et des fonctionnaires de tout ordre que multiplie la centralisation; une législation presque indifférente à l'équitable répartition des charges publiques, au paupérisme ouvrier, au progrès moral et matériel du peuple : comme contre-partie, la propagation des théories et des rêves socialistes; une politique extérieure trop prudente pour l'orgueil et pour le tempérament de la nation, et dont les quelques hardiesses sont suivies ou d'échecs, ou d'humiliantes reculades. A ces vices politiques ou sociaux, dont le développement a été continu depuis 1830, ajoutez le désarroi économique, financier et moral qui signale plus particulièrement la fin du règne depuis la mort du duc d'Orléans et surtout depuis la disette de 1846; le scandale des concussions, de l'agiotage, des trafics de places ou d'influences; le retentissement de la campagne des banquets dans toute la France; l'exécution parlementaire d'une minorité pourtant loyale et le refus de toute réforme; enfin, la négation solennelle du droit de réunion et de pétition publiques, l'interdiction du banquet du XII<sup>e</sup> arrondissement et le soulèvement parisien qui en fut la suite : voilà un ensemble de faits généraux et une série de faits particuliers (3) qui certainement ne permettent pas de consi-

---

(1) Sous le seul ministère Guizot, il fut signé plus de cent nominations de pairs.

(2) C'est le nombre atteint à la fin du règne.

(3) Dans ses *Souvenirs*, écrits en 1850 et publiés en 1893, A. de Tocqueville écrit avec justesse : « Les révolutions naissent spontanément d'une maladie des esprits amenée tout à coup à l'état de crise par une circonstance fortuite que personne n'a prévue.... La Révolution de février, comme tous les autres grands événements de ce genre, naquit de causes générales fécondées, si l'on

dérer comme un coup de tête une révolution qui peut invoquer d'aussi graves motifs.

Cependant, il reste des doutes. En premier lieu, lorsqu'une chose s'est produite, l'on a beau jeu pour montrer qu'elle ne pouvait pas ne pas se produire : tout s'explique toujours, après l'événement, bien ou mal ; au fond de toutes les explications, on aperçoit trop souvent le fatalisme historique, c'est-à-dire une doctrine *a priori*, habile à prendre le masque de la science positive. En second lieu, parmi les causes invoquées, est-il vrai qu'il y ait eu cette concordance vers le même but que crée si fréquemment l'imagination constructive ? N'y a-t-il là aucun artifice de composition historique ? Est-ce bien le même peuple qui réclamait en même temps, et l'organisation du travail, et la guerre contre les grands États du continent pour délivrer la Pologne et l'Italie ? Si ces deux passions hostiles au régime bourgeois ont vraiment coexisté, comment se sont-elles additionnées au lieu de s'annihiler réciproquement, ainsi que l'aurait voulu la logique ? — Autre difficulté. On sait avec quelle précision et quelle force Duvergier de Hauranne a décrit la corruption électorale et parlementaire du règne. Eh bien ! Louis Blanc, non sans ironie je le veux bien, mais avec justesse, déclare publiquement dans un banquet que sans « l'huile de la corruption », la machine politique se briserait : et telle était, à n'en pas douter, l'opinion comme la pratique des ministres dirigeants. Il est vrai que, par un accord singulier, Lamartine a « prophétisé » à Mâcon « la révolution du mépris », et qu'un an après, dans l'exil, Louis-Philippe déclarait avoir cédé, non à la force, mais « à une insurrection morale » (1). Mais ce prétexte de la moralité publique a toujours servi et servira toujours à déconsidérer et à miner tout gouvernement, quel qu'il soit. Je dis prétexte, car il n'y a pas de grand État qui répudie la guerre offensive, l'astuce diplomatique, l'espionnage au dehors et au dedans, etc. Ou bien il faut se résigner aux deux morales, ou si l'on n'en admet qu'une — pour un état donné de civilisation, bien entendu, — il est assez illogique de reprocher à un

---

peut parler ainsi, par des accidents ; et il serait aussi superficiel de la faire découler nécessairement des premières que de l'attribuer uniquement aux secondes » (p. 48-49).

(1) Il est évident qu'il faut comprendre : *de nature morale*, et que sur la moralité de son règne, le roi ne passait pas condamnation. Il avait d'ailleurs des qualités incontestables de cœur, d'intelligence et d'habileté politiques.



gouvernement d'avoir recours aux candidatures officielles, au favoritisme, à la captation des voix, etc., et de l'applaudir si par une heureuse violation de la paix, il sacrifie quelques milliers de vies et annexe une province.

Mais, au fond, c'est de moralité privée qu'il s'agissait. — De bonne foi, un gouvernement ne saurait être tenu pour responsable des concussions d'un ancien ministre qu'il fait poursuivre et condamner, ou du crime, peut-être même de l'accès de folie furieuse d'un pair de France qui se tue ensuite pour échapper à l'échafaud.

Mais ces 200 fonctionnaires députés, qui votaient à la Chambre pour les ministres dont ils dépendaient ? — Eh bien ! après le 24 février, le gouvernement provisoire permet à 1,200 fonctionnaires (quand il ne les y pousse pas) de poser leur candidature, parce qu'il serait contraire aux principes de restreindre la liberté souveraine du suffrage universel.

Quant à la politique extérieure, elle fut tout aussi pacifique, et beaucoup plus faible après la révolution qu'avant, et cela pour une raison bien évidente : c'est qu'un peuple qui renverse brusquement ses institutions politiques sans plan arrêté et applicable pour le lendemain, qui d'autre part n'est pas attaqué, qui voit enfin dans sa propre armée son adversaire de la veille, ne saurait avoir aucune force et aucune volonté sérieuse d'expansion conquérante ni même « libératrice. »

La misère et l'ignorance du prolétariat industriel, voilà certes une cause indéniable de la Révolution de février. Mais quoi ? Ce mal était-il particulier à la France ? Ceux qui revenaient de Londres s'étonnaient — à tort, je le veux bien — que l'ouvrier parisien pût se plaindre. En tout cas, il y avait bien là des éléments pour les émeutes (1) (et les premières années du règne en avaient vu d'autre-

---

(1) Le mal parisien, la séparation topographique des riches et des pauvres, était celui de toutes les capitales et de la plupart des grandes villes. Mais il ne faisait qu'empirer, et était rendu plus dangereux par l'institution de la garde nationale : « Le jour, écrit un administrateur, où nous aurons des quartiers aristocratiques et des quartiers prolétaires, des quartiers de financiers et des quartiers d'indigents et, par suite, des compagnies de garde nationale en gants jaunes et en bottes vernies et d'autres aux mains calleuses, nous aurons détruit la base essentielle de l'ordre public et préparé d'effroyables calamités à notre pays. » (Lanquetin, *Ville de Paris, Question*

ment formidables que les trois journées de février); il y avait lieu aussi à des institutions d'assistance, de prévoyance, etc., auxquelles il serait absolument faux de croire que tous les orléanistes fussent opposés ni tous les républicains favorables (1). La situation misérable d'une partie des classes laborieuses était bien plus une raison d'éviter une révolution, dans leur intérêt même, que de la désirer. La Commission du Luxembourg et les ateliers nationaux ne les ont-elles pas conduites tout droit aux horreurs de juin ?

Mais au moins il y a ceci : les hommes de février ont proclamé le droit de tous les citoyens au suffrage politique, droit dont l'exercice impliquait tous les progrès de la démocratie, et avant tout la forme républicaine. — Sans doute : mais d'une part les radicaux comme H. Carnot ne considéraient pas le suffrage universel, progressivement établi, comme incompatible avec la Charte, c'est-à-dire avec la royauté ; et d'autre part les hommes tant soit peu clairvoyants, dans tous les partis, admettaient bien le suffrage universel comme un idéal, mais non pas comme une solution immédiate : les progrès mêmes de l'état social, du bien-être, de l'instruction, du bon sens populaires devaient dans leur pensée en marquer les étapes. Le corps électoral de la Restauration, c'est-à-dire 90,000 censitaires à 300 fr., n'avait-il pas su, malgré la loi du double vote et la pression gouvernementale et cléricale, maintenir la Charte constitutionnelle et les

*du déplacement de la population ; état des études sur cette question.* Paris, 1842, in-4°, p. 23).

(1) On a trop répété à ce sujet le mot de Thiers sur Lamartine : « Voilà le parti social qui entre. » Les discussions parlementaires sur le livret ouvrier, sur la loi des prud'hommes, sur le travail des enfants dans les manufactures, les idées souvent exprimées par Billault, Gustave de Beaumont et en dernier lieu le comte de Falloux et M. de Morny, prouvent qu'un parti social monarchique était alors en voie de formation. Beaucoup de républicains, comme Ledru-Rollin, s'en moquaient. A leurs yeux le suffrage universel était seul digne et capable d'opérer des réformes sociales : « Nous parlons des droits politiques des citoyens, disait rudement *la Réforme*, et l'on nous répond *crèches*. » Ce point de vue, qui théoriquement pouvait paraître le plus large, était en réalité le plus étroit. Le parti légitimiste et cléricale, sans contester ici sa sincérité, se montrait beaucoup plus habile en multipliant les « œuvres » d'intérêt populaire, dont la plupart ont survécu au souvenir même de la plupart des utopies socialistes. — En 1848, E. Renan trouve ses confrères de la *Revue philosophique* plus républicains que lui, mais « moins favorables au remaniement de la constitution sociale. »

libertés publiques au prix même d'une révolution ? Que tous les citoyens aient par le vote une part à l'administration de leur commune, c'est tout naturel. Mais la conception des intérêts généraux ne saurait devenir subitement le fait de tout le monde, sauf dans le cas où l'indépendance nationale est menacée, et alors il ne s'agit plus de bulletins de vote. Que si le suffrage universel n'est pas une fonction impliquant la capacité, mais un droit absolu au même titre que l'égalité civile, pourquoi en exclure les femmes ? Dire que les intérêts généraux sont représentés par 200,000, ou 500,000, ou un million d'électeurs, ou dire que les intérêts féminins sont représentés par les votes masculins (1), n'est-ce pas faire le même raisonnement ? N'est-ce pas admettre tout simplement en politique, comme on l'admet dans les arts mécaniques, la division du travail ? D'ailleurs, qu'on l'admette ou non, elle s'impose : et quel que soit le régime électoral, il se forme toujours une classe et même des dynasties de politiciens.

Il est bon enfin de rappeler, d'une part, avec quelle assurance les républicains de la veille, surtout les socialistes, s'armèrent avant même le résultat des élections contre la « *fausse représentation nationale* » qu'ils préoyaient ; d'autre part avec quelle décision et quelle rapidité, malgré la journée du 15 mai et malgré les barricades de juin, le suffrage universel trompa les espérances et déjoua les plans des hommes mêmes qui, après l'avoir établi *en fait*, se refusaient à reconnaître dans ce fait *la source du droit*. Sans aller jusqu'au terme de l'évolution, jusqu'au 2 décembre 1851, prenons simplement le droit de réunion publique, au nom duquel, le 22 février, le peuple se révolta et la garde nationale appuya le peuple par sa neutralité préméditée ; et lisons, dans la loi du 9 juin 1848, dans celle du 2 août, ce que le suffrage universel, par l'organe de l'Assemblée nationale, a cru devoir faire de ce droit essentiel. La loi du 10 avril 1834 était fort libérale en comparaison !

Il faut donc l'avouer : l'argumentation logique, qui dans les conclusions est tenue de retrouver les prémisses, ne saurait rendre compte correctement de l'événement du 24 février. Les résultats ne s'expliquent point par les motifs, même les plus sincères et les plus plausibles. Dira-t-on qu'il en est souvent ainsi des actions humaines ?

---

(1) « Si dans ce temps les Françaises eussent eu le droit de voter, la République n'eût pas vécu un jour. » (Al. Weill, *Histoire véridique et vécue de la Révolution de 1848*. Paris, 1887, p. 97.)

Un habile capitaine prend les meilleures dispositions pour gagner une bataille ; et il la perd. Un peintre s'inspire des plus beaux modèles, et il manque son tableau, etc. Oui, mais dans ces échecs mêmes, il n'y a pas contradiction entre le résultat et l'effort. Le général ne s'est pas enfui au premier choc. Le peintre n'a pas commencé par crever sa toile. Dès lors, on comprend comment les esprits qui se piquent surtout de précision et de logique, — tel Maxime du Camp, — n'ont pas hésité à traiter d'absurde et de grotesque la Révolution de 1848.

Ceux qui ont conclu dans le sens opposé, ont mis dans leur balance, non les causes efficientes et les résultats directs de l'événement, mais les raisons subjectives et les résultats futurs, idéaux, comme on voudra les appeler. Aussi, en dépit des vues élevées, des profondes observations de détail dont la politique et le sociologue doivent faire leur profit, est-on obligé de signaler, dans l'ouvrage de Daniel Stern, par exemple, l'inévitable incohérence des explications purement logiques :

*Introduction*, p. xxi : « Les droits du travail, solennellement proclamés dans nos assemblées, le peuple déclaré souverain (1), ne permettaient plus de parler au prolétaire de résignation et d'humilité... Les temps étaient passés où le malheureux accablé sous l'injustice du sort en appelait silencieusement, le front dans la poussière, à la miséricorde divine et à la vie future... Il voulait sa part ici bas. »

*Chapitre I<sup>er</sup>*, p. 5 : « On s'étonnera qu'un peuple élevé par une religion et une philosophie éminemment spiritualistes ait accepté comme modèle des gouvernements un système dont le matérialisme se trahissait jusque dans le langage » (la *matière* électorale, le *jeu*, la *pondération*, les *rouages* de l'État considéré comme une *machine*).

Ainsi, c'est parce que le peuple est matérialiste, qu'il repousse comme un rêve décevant l'idéal religieux. C'est parce que le même peuple est spiritualiste, qu'épris d'un idéal politique, il méprise le vulgaire mécanisme des institutions de juillet. Hypothèses plausibles si on les isole, contradictoires si on les rapproche !

---

(1) Notons que la « souveraineté nationale » inscrite en tête de la charte revisée n'est nullement définie. Si l'on se rappelle les origines de la charte de 1814, ce principe peut être et fut interprété simplement par « indépendance nationale à l'égard de l'Europe. » Aussi les républicains emploient l'expression : « souveraineté du peuple. »

Pour sortir de l'impasse, il faut, sous les motifs, pénétrer les mobiles ; sous les arguments, mettre à nu les passions qu'ils n'ont pas produites, mais dont ils sont nés ; enfin il ne faut pas hésiter à faire une place, en sociologie comme en psychologie, à l'inconscient ou au sub conscient, qui autant que les idées et les raisonnements, déterminent le caractère et les actes. Il est rare que les individus aient fait sur eux-mêmes cet examen. En voici pourtant deux.

Tocqueville, le 27 janvier 1848, dénonçait à la tribune les abus du régime, et concluait, — il n'était pas le seul — que de profondes réformes étaient le seul moyen d'éviter une révolution. Ce discours parut, après février, une véritable prophétie. Cependant Tocqueville assure dans ses *Souvenirs* qu'il s'était montré plus effrayé qu'il ne l'était en réalité : « Je discerne sans peine que l'événement m'a plus promptement et plus complètement justifié que je ne le prévoyais (1). » Et plus haut : « Depuis plusieurs années, la majorité disait tous les jours que l'opposition mettait la société en péril, et l'opposition répétait sans cesse que les ministres perdaient la monarchie. » Les deux partis « avaient affirmé le fait tant de fois de part et d'autre sans y croire beaucoup qu'ils avaient fini par n'y plus croire du tout, au moment où l'événement allait leur donner raison à tous les deux. »

Autre confession non moins significative. Le 24 février, au moment décisif, Lamartine se prononce au Palais-Bourbon pour un gouvernement provisoire, — c'est-à-dire, en fait, pour la République, — *parce que* Barrot venait de soutenir la cause de la régence. Évidemment, il eut d'autres raisons : mais il avoue que l'antipathie et la défiance que lui inspirait le chef de la gauche ont été le mobile de sa volonté, un instant hésitante à la vue « de cette femme et de cet enfant » (la duchesse d'Orléans et le comte de Paris) (2).

Il ne faut pas s'étonner si les aveux de ce genre ne sont pas nombreux. Mais, qu'ils soient dus au scrupule scientifique ou à la cons-

(1) *Souvenirs* ; Paris, 1893, p. 21. — Cf. Lettre du même à W. Senior, 10 avril 1848 ; *Œuvres complètes*, t. VI, p. 155. Il convient de rappeler que les *Souvenirs* ont été écrits en 1850.

(2) Le même mobile l'aurait encore déterminé dans une autre journée importante, à défendre l'idée d'une *Commission exécutive* nommant les ministres, contre celle de la nomination directe des ministres dans l'urne, qu'il avait cependant prônée avant la révolution.

science chrétienne, ils nous éclairent sur la réalité. L'un marque la part de l'imitation, de la routine, jusque dans la prévision politique; l'autre, celle du mobile passionnel le plus ténu dans la détermination la plus grave.

Les idées, les principes, les raisonnements ont leur rôle dans la formation, dans la constitution, dans la discipline des partis. Mais c'est le tempérament et le caractère qui font les chefs des partis. La lutte ou même la simple rivalité les différencie de plus en plus; Thiers se fait plus pétulant, plus spirituel, plus agressif à mesure que Guizot devient plus imposant et plus solennel (1); le scepticisme et l'ironie d'Armand Marrastrépondent à la foi et à l'ardeur de Ledru-Rollin : et l'abîme que nous voyons entre les doctrines n'est dans bien des cas autre chose, que celui qui s'est creusé entre les individus.

En dernière analyse, les mouvements sociaux se ramènent aux passions individuelles, non pas simplement additionnées, mais agissant et réagissant les unes sur les autres jusqu'au maximum d'effet. Ceux qui pensent le plus clairement et qui sentent le plus vivement, à quelque camp qu'ils appartiennent, ne peuvent à la longue s'empêcher de s'apercevoir qu'ils sont comme entraînés par un courant, soit qu'il leur plaise de le descendre, soit qu'ils fassent tous leurs efforts pour le remonter. Ici, le courant a sa source dans les journées de juillet elles-mêmes (2). Le principe du droit divin — ou plus simplement de la royauté légitime et héréditaire — n'existe plus : la souveraineté nationale est censée s'être prononcée par la réélection des 221, et Paris n'a fait qu'exécuter sa sentence contre la branche aînée. Louis-Philippe est le roi-citoyen, le roi des barricades, « quoique Bourbon et non parce que Bourbon. » Les émeutes jusqu'en 1839, les attentats jusqu'en 1846, ne cessent de le lui rappeler cruellement. Une législation rigoureuse, une police de première force finissent par dissoudre les sociétés secrètes; les quelques sections

---

(1) Le comte de Falloux dit, à propos des conséquences de leur rivalité : « Les hommes qui sonnent le tocsin des révolutions le feraient vainement retentir s'ils n'avaient eu, préalablement, pour complices des hommes modérés qui ont surexcité les passions anarchiques, en faisant passer leurs ressentiments personnels avant leurs devoirs pour le pays. » (*Mémoires d'un royaliste*, t. I, p. 259.)

(2) Au banquet de Valenciennes, O. Barrot comparait cette révolution à une « maladie rentrée » (11 novembre 1847).

ou conciliabules qu'à bon escient on laisse subsister, n'ont plus rien de secret pour le gouvernement qui s'est mis à même de recueillir et jusqu'à un certain point de dominer leurs délibérations. Mais à cette accalmie de la rue ne répond aucunement celle des esprits. L'idée de Révolution se propage et s'infiltré partout. Dans le peuple et même au-dessus du peuple, elle prend des formes très simples qu'on ne saurait mieux exprimer que par les proverbes vulgaires : *Bien mal acquis ne profite jamais*. — *Ce qui vient de la flûte retourne au tambour*. Les légitimistes ne sont pas les seuls, soyons-en bien sûrs, à considérer Louis-Philippe comme le détenteur d'une couronne qui ne lui appartient pas (1). Le peuple, qui n'a pas examiné bien sérieusement la doctrine de sa propre souveraineté, professe exactement la même opinion : le roi est traité couramment de flou, d'escamoteur, de Robert-Macaire, etc. La Révolution est conçue comme une force immanente ou supérieure qui, tôt ou tard, fera justice. Elle aussi a ses titres, ses précédents, ses traditions. Les uns la craignent, les autres l'appellent de tous leurs vœux.

Cet état fataliste de l'opinion publique, que l'on pourrait comparer, au moins dans ses effets, au phénomène physiologique de l'inhibition, est pour le sociologue une donnée de première importance. L'expression en est très variée selon les individus et suivant les circonstances qui la provoquent. Mais tout rentre, en somme, dans deux formes essentielles : la forme mystique et la forme politique.

La forme mystique se ramène nettement à l'anthropomorphisme, au naturalisme religieux, ou au providentialisme. Exemple du premier cas : « Ce qu'il y a de certain pour moi, disait l'avocat Marie, c'est que la Révolution a mené le peuple de Paris, et n'a pas été menée par lui » (2). Tel, dans Homère, le dieu Phobos (la Terreur) conduit les Achéens à la victoire et jette la panique dans les rangs des Troyens.

(1) « L'exemple du droit méconnu, du respect oublié, de la violence soudainement érigée en principe, sont autant de portes ouvertes au désordre moral d'abord, et bientôt à l'anarchie. Ces portes-là, une fois ouvertes avec l'intention de les refermer, restent longtemps entrebâillées, et au moment où l'on a cessé d'y veiller, une surprise se présente et passe. » (De Falloux, *Mémoires*, p. 254.)

(2) A. Cherest, *La vie et les œuvres de Marie*, p. 100. (L'idée est développée pendant deux pages.)

Exemple du deuxième cas : « Les révolutions, dit L. Ménard (1), ainsi qu'on l'a souvent remarqué, ressemblent dans leur marche aux grands cataclysmes du monde physique. Cet universel sommeil de la nature, qui précède les orages, nous en retrouvons l'image dans la torpeur de l'opinion publique pendant les dernières années de la monarchie de juillet : torpeur que le parti bourgeois prenait ou feignait de prendre pour une inébranlable confiance de l'opinion, et que Lamartine caractérisait bien mieux en disant : « La France s'ennuie. » — Le naturalisme confine, d'ailleurs, au panthéisme : « De même que dans les mythologies de l'Inde, avant de créer un monde, l'Esprit s'incarne et se recueille pendant de longues années, pour évoquer, à force d'austérités, de méditations et de prières, le rêve divin, miroir du monde à venir ; ainsi, pendant le long sommeil de la Démocratie, les théories sociales apparurent au Peuple comme le rêve d'une société nouvelle. »

Enfin, le providentialisme, qui n'exclut point d'ailleurs le luxe des métaphores naturalistes, domine dans cette page d'Eugène Pelletan (2) :

« L'œuvre des révolutions n'appartient ni à l'homme ni aux hommes. Elles surprennent, elles étonnent presque toujours autant ceux qui les ont faites que ceux qui les ont subies. Elles se préparent on ne sait dans quelles profondeurs mystérieuses, elles éclatent on ne sait à quelle heure. Elles s'élaborent vaguement, sourdement, dans les esprits et dans les choses. Ce qui aujourd'hui n'est qu'une espérance indéterminée, sera demain une révolution. C'est une vaste conjuration tacite où une époque entière se trouve impliquée. Les premiers conspirateurs sont les rois eux-mêmes : poussés par une fatalité secrète, ils courent au devant du flot qui doit les emporter. — Les révolutions, Dieu merci, existent toujours au fond de limbes inconnus. Comme les tempêtes, elles flottent dans les airs ; il suffit d'un coup de vent pour les accumuler aux flancs de

(1) *Prologue d'une révolution*, p. 2 et 3.

(2) *Revue indépendante*, février 1842. — A cet ordre de prévision passive se rattache l'importance sinistre que le peuple ne manqua point d'attacher, en 1847-1848, aux aurores boréales et à la comète, — et les citations de Nostradamus, d'Olivarius et de M<sup>lle</sup> Lenormant que mentionne l'auteur d'un écrit bizarre, H. Lecouturier (*Paris incompatible avec République*, p. 9 à 11). La « prophétie » d'Isnard reparait également.



l'horizon. Les rois y sont toujours trompés. Les événements, les hommes, toute une fantasmagorie officielle, toutes les formes extérieures de la puissance, les glorifient de leur grandeur. Ils comptent leurs armées, leurs flottes; ils prennent l'opinion de ceux qui les entourent pour l'opinion de tous. Ils ont confiance dans le dévouement des tribunaux, dans la crainte des peines, dans l'égoïsme et la somnolence de certaines classes. Tout cela les couvre, mais, au jour dit, s'écarte brusquement, et laisse passer jusqu'à leur poitrine la main qui les frappe. » Ici, la Révolution a les traits du Dieu vengeur.

La forme politique de cet état d'opinion, c'est la prévision tantôt pure et simple, tantôt compliquée de rétrospection. Mais ce n'est pas la prévision agissante, qui prépare ou qui prévient l'attaque : c'est la prévision passive, qui attend l'événement, et que l'événement prend au dépourvu, *iliacos intra muros... et extra*. Je parle au point de vue social, cela va sans dire : car pour les individus, ils savent ou ils sentent tous que le moment viendra, où ils auront à « tirer leur épingle du jeu. » Dieu et le peuple feront le reste, se disent en général les démocrates de cette époque.

Le ton poétique, lyrique, prophétique, en un mot très personnel d'un Lamartine ou d'un Lamennais a singulièrement imposé à l'histoire. On s'est plu à relever leurs anathèmes, leurs sombres prédictions; on leur a presque accordé le don de seconde vue (1). Ce

(1) Emile Deschanel, *Lamartine*, t. I, p. 290. Au tome II, cet auteur relève dans la *Correspondance* de Lamartine les « prophéties » les plus caractéristiques. « Je persiste dans cette idée : une tempête ou rien ! » (p. 134). — « Dans cinq ans, nous aurons la France, » lettre du 10 février 1843 (p. 135). — M. Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, t. VII, p. 46, cite dans le même ordre d'idées plusieurs lettres de 1844, 1845, 1846. Mais ce qu'il faut y noter également, c'est la passivité : « Je n'ai rien à faire qu'à attendre... » (24 décembre 1846). — « Ce pays est mort. Rien ne peut le galvaniser qu'une crise. Comme honnête homme, je la redoute; comme philosophe, je la désire. » (7 juillet 1845). — Il croit avoir « une révolution dans la main », mais ouvrira-t-il la main ? (Ronchaud, *La politique de Lamartine*, t. I, p. LIX). — Quant à Lamennais, il attend le moment où la nation se réveillera « sous la pointe de l'épée étrangère » (Lettre à M. Marlon, 10 mars 1847). Il s'exprime ainsi sur le compte de la majorité ministérielle de 1846 : « J'aime qui va vite, et pour l'intérêt de la France je ne trouve rien de mieux à leur dire que ce que Jésus-Christ disait à Judas :

qui prête un corps à l'illusion, c'est que l'un et l'autre — ils ne sympathisent d'ailleurs aucunement — se disent et se croient des isolés, qu'ils le sont d'ailleurs réellement dans la partie spéciale de la société où ils avaient longtemps évolué. Mais, par le génie, par l'ambition, par la bonté, par l'ardeur d'une charité vengeresse, ils communient avec le peuple et condensent ses ressentiments et ses aspirations. C'est là ce qui fait leur sagacité : elle leur appartient si peu en propre, qu'elle n'a pas survécu, dans l'action, à l'événement qu'elle avait annoncé.

Lamennais, le prêtre révolté, compare les hommes politiques du parti conservateur à « une assemblée de médecins auprès du lit d'un agonisant ». Mais Denis Affre, l'humble et timide prélat, à qui le roi a dit au cours d'une discussion : « Archevêque, souvenez-vous bien que l'on a brisé plus d'une mître », répond très naturellement : « Cela est vrai, Sire ; mais que Dieu conserve la couronne du roi, car on a vu briser aussi bien des couronnes (1). »

Lamartine, après le succès des *Girondins*, ne se défend pas si quelqu'interlocuteur lui montre le peuple prêt à l'acclamer président de la République (2). Mais le comte Duchâtel, ce ministre qui n'a

*Quod facis, fac citius.* » Même esprit de résignation à la fois politique, chrétienne, fataliste. — Je suis forcé de borner les citations au strict nécessaire. Mais je prie le lecteur de s'assurer que je ne les choisis pas dans le sens de ma thèse : je n'ai eu, au contraire, que l'embarras du choix.

(1) L'anecdote est citée par Michaud, qui la tenait de l'archevêque lui-même, dans la *Biographie de Louis-Philippe d'Orléans*.

(2) Conversation de Lamartine avec Sainte-Beuve, citée par M. de Mazade (*Revue des Deux-Mondes*, 15 oct. 1870). Lamartine a déclaré, dès 1849 et depuis, dans ses *Mémoires politiques*, « s'être refusé aux banquets réformistes », parce qu'il les « considérait comme une agitation extrême qui poussait trop aux hasards, aux vertiges et aux convulsions » (L. Ronchaud, *La politique de Lamartine*, t. I, p. 17). Rien de plus inexact que cette interprétation de circonstance. Dans sa correspondance, Lamartine se moque de cette comédie politique qui consiste « à ne jamais combattre qu'au fleuret et un plastron sur la poitrine » (*Correspondance*, t. VI, p. 258). Il s'excuse, d'ailleurs, de ne pouvoir assister, entre autres, aux banquets purement réformistes de Saint-Quentin (*National* du 23 sept. 1847), de Lyon (*Compte-rendu*. Bibl. nat. Lb<sup>s</sup> 4376). Il adhère avec éclat aux banquets démocratiques, entre autres à celui de Chalon (*Bien public* du 19 déc. 1847), où le docteur Pascal loue la France de n'avoir pas confondu le discours de Mâcon « avec cette

pas eu son égal dans l'art de « brasser les élections », se plaint dès 1844 de faire « un métier de Sisyphe » et, malgré l'optimisme officiel que lui commande sa situation, avoue à L. Vitet, vers la fin de 1847, qu'il « voit les choses comme à travers ces verres de couleur qui montrent la campagne sombre et menacée d'orages (1). »

L'homme qui a porté presque tout le poids du règne finissant, Guizot, n'a jamais, à ma connaissance, antérieurement à février 1848, exprimé des craintes qui, même confidentielles, auraient pu jeter le découragement parmi les hommes dont il était obligé de se servir et dont il connaissait à fond et méprisait autant que personne la pusillanimité. Mais après la Révolution, il ne cache plus, dans ses lettres privées, ce qu'il en pensait ; et, dans ses *Mémoires*, il attribue à Louis-Philippe des paroles qui sans doute exprimaient aussi ses propres pressentiments : « Quelle confusion ! quel gâchis ! Une machine toujours près de se détraquer ! Dans quel triste temps nous avons été destinés à vivre ! » Le roi et le ministre se rassuraient l'un l'autre tour à tour, étant d'accord sur ce point : résister. Leurs illusions, s'ils en ont eu, tenaient à cette force d'inertie dans laquelle s'était réfugiée leur volonté. La reine Marie-Amélie, comme Lamartine, s'est mise dans la main de Dieu. Le duc de Nemours est déjà régent par l'attitude ; mais on sait quelle lettre désespérée lui écrivait le prince de Joinville, « funesté » (c'est son expression), par le suicide du comte Bresson (2). La tendresse maternelle éclairait la duchesse d'Orléans : nous en avons le témoignage dans une curieuse conversation de Despois et de Rigault, précepteur princier, dans laquelle le sac des Tuileries est envisagé d'avance (3).

Si, à tout prendre, la confiance l'a emporté auprès du roi sur tout

opposition caverneuse et stérile qui, depuis quinze ans, semblable à l'écho de Saint-Mandrier, tonne et s'éteint successivement. » Ainsi Lamartine ne blâmait pas *le trop*, mais *le trop peu*.

(1) L. Vitet : *Le comte Duchatel*, p. 178 et 246. — Le comte Molé, considéré comme le successeur le plus probable de Guizot à la présidence du Conseil, écrivait, le 18 août 1847, à M. de Barante : « Notre civilisation est bien malade et rien ne m'étonnerait moins qu'un *bon cataclysme* qui mettrait fin à tout cela. » (Lettre inédite, citée par M. Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de juillet*, t. VII. p. 97).

(2) Le 7 nov. 1847. *Revue rétrospective de 1848*, p. 481.

(3) De Marnay [Ch. Read], *Mémoires secrets*, appendice.

autre sentiment, c'est qu'il y a vraiment, comme le dit en se moquant Lamennais, « des grâces d'état. » L'habitude des alarmes, la monotonie des injures émoussent la sensibilité des souverains, des ministres, des Assemblées elles-mêmes. Le caractère pacifique s'allie-t-il avec le courage personnel, avec l'esprit de stricte légalité? Il en résulte une sorte de goût pour l'impopularité non moins malsain et bien plus dangereux que le goût contraire, bien que plus... distingué. De là surtout cette incapacité de discerner, dans le nombre des signes précurseurs du danger, ceux qui le précèdent immédiatement, qui déjà le constituent.

Dans l'étude de ces signes, les journaux sont une source abondante, mais impure : on peut toujours, je dirai même qu'on doit, en principe, les soupçonner de parti-pris. Notons, toutefois, que le *Journal des Débats*, le principal organe conservateur, n'est pas le dernier à prévoir la possibilité d'une révolution, afin sans doute de rallier ses troupes par la peur. Sans nous plonger dans tout ce fatras de la polémique, il est juste de faire une exception en faveur d'une chronique de M<sup>me</sup> de Girardin, parce qu'elle exprime des choses entendues (1) :

« Oh ! que c'est ennuyeux ! Encore des révolutions !

« Depuis quinze jours on n'entend que des gémissements politiques, des prédictions sinistres ; déjà les voix lugubres prononcent les mots fatals, les phrases d'usage, formules consacrées, présages des jours orageux :

- L'horizon s'obscurcit !
- Le danger est imminent !
- Une crise est inévitable !
- Une fête sur un volcan !
- Nous sommes à la veille de grands événements !
- Tout cela ne peut finir que par une révolution...

Les uns, précisant leur pensée, disent :

- Nous sommes en 1830 !

Les autres, renchérissant sur la prédiction, s'écrient :

- Que dites-vous ? bien plus ! Nous sommes en 1790.

« Et empruntant à l'histoire moderne son jargon agréable, ils ajoutent :

- Peut-être faudra-t-il un 31 mai pour renverser le 29 octobre.

---

(1) *La Presse*, 11 juillet 1847.

— Eh ! cela vaudrait mieux qu'un 10 août pour renverser le 9 août.

« Puis les philosophes reprennent : Les ultra-bourgeois perdront la royauté de juillet comme les ultra-gentilshommes ont perdu la royauté de la Restauration.

« Eh ! Messieurs, ce ne sont ni les bourgeois, ni les gentilshommes qui perdent les royautés : ce sont les rois eux-mêmes. Charles X est tombé parce qu'il tenait trop à M. de Polignac... Mais rassurez-vous : Louis-Philippe ne tient pas du tout à M. Guizot ; il ne fera pas de coup d'État pour le garder. »

La dernière phrase, que je n'ai pas voulu couper, rattache l'article à la politique du jour (*la Presse* voyait le salut dans un ministère centre-gauche). Mais tout le reste est à retenir pour nous et montre à merveille combien la préoccupation du passé, surexcitée par les ouvrages récents de Michelet, de Louis Blanc et de Lamartine, agissait sur les imaginations. Cette « rétrospection historique » a d'ailleurs survécu aux journées de février, après lesquelles les partis se sont classés ou ont cru se classer à la suite de Danton, de Vergniaud ou de Robespierre (1).

Un agent secret de Guizot rapporte, à la date du 20 janvier 1848, ces paroles échappées à Thiers dans la vivacité de la conversation :

« Le pays marche à pas de géant à une catastrophe qui éclatera ou avant la mort du roi, si ce prince avait une vieillesse longue, ou quelque temps après la mort du roi. Il y aura guerre civile, révision de la Charte, et peut-être changement de personnes en haut lieu. Le pays ne supportera pas une régence, à moins qu'on ne fasse quelque chose de grand pour relever la nation. Le roi Louis-Philippe n'a rien fondé. Il laisse à sa famille la tâche la plus ardue pour son maintien. Si Napoléon II vivait encore, il remplacerait sur le trône le roi actuel. Pour mon compte, je suis dégoûté de tout et ne veux rien. L'Europe trouvera encore cette nation sur son chemin. *Jusqu'à la mort du roi il n'y a rien à faire* » (2).

(1) Parmi les femmes, Daniel Stern (Madame d'Agout) et George Sand ont partagé les pressentiments de leurs contemporains, l'une dans son *Essai sur la liberté* (1847), signalé par la police, l'autre dans ses romans socialistes. G. Sand écrit vertement à Bakounine : « Nous sommes gouvernés par de la canaille et nous avons grand tort de nous laisser faire. »

(2) *Revue rétrospective de 1848*, p. 39. — Ce qui montre bien que Thiers pas plus que Lamennais ou Lamartine, ne fut prophète, c'est son entière

Thiers conclut comme Lamartine et comme tant d'autres : il faut attendre, il n'y a rien à faire.

La plupart, qu'ils aient ou non leur rôle à jouer sur la scène politique, ne concluent même pas, ils notent et observent. Les correspondances privées qui ont vu le jour depuis une trentaine d'années fourmillent en quelque sorte de pronostics. Dans une lettre intime, le duc d'Orléans exprime son « dégoût » pour les hommes « qui sont ou qui peuvent arriver aux affaires », et pour qui « la France n'est qu'une ferme ou une maison de commerce » (1). De Barante voit tout en noir et l'écrit à Guizot (8 septembre 1847).

A. de Tocqueville note, dès 1836 et surtout à partir de 1840, les signes progressifs de la désaffection nationale (2). Léon Faucher est un modéré, un financier, un économiste très sensible au progrès matériel, très opposé à tout désordre. Il écrit cependant :

« L'abaissement de toutes choses en France me navre le cœur. Que ce régime se prolonge, et nous irons droit à une révolution. » (*Lettre à M<sup>me</sup> H. Grote*, 29 juillet 1847.) — « Le présent et l'avenir sont également sombres. Le gouvernement ne voulait faire que de la corruption politique et il nous a jetés sur la pente de la corruption morale, celle qui répugne le plus à tous les instincts de ce pays. On se réveille bien près de l'abîme. Encore deux ans de ce régime et c'en est fait de l'ordre autant que de la liberté. Le communisme monte et s'étend dans les rangs inférieurs comme la faiblesse et

confiance, le 22 février, dans la répression facile d'une émeute populaire (Falloux, *ouv. cité*, t. I, p. 265). Avoir peur pour faire peur, affecter la confiance pour l'inspirer, ces deux instinctives tactiques, qui se répondent l'une à l'autre, sont l'une et l'autre fondées sur les lois de l'imitation. Elles impliquent bien moins de « machiavélisme » qu'on ne le suppose *après coup*.

(1) Cf. Deschanel, *ouv. cité*, p. 140.

(2) Il écrit en 1840, à l'époque des affaires d'Orient :

« Au-dessus et surtout au-dessous de la classe moyenne, se trouve une nation plus irritée qu'effrayée; irritée contre le prince qui la gouverne; se croyant, à tort ou à raison, profondément humiliée et déchuée du rang qu'elle doit tenir en Europe, et tout près de ces résolutions désespérées que de pareilles impressions font naître chez un peuple orgueilleux, inquiet et irritable comme le nôtre... Ce n'est pas la guerre qui est à craindre, c'est le renversement du gouvernement. Ce ne sont pas les seules passions anarchiques qui renversent les trônes : ce sont les mauvais sentiments s'appuyant sur de bons instincts. »

l'immoralité politique dans les rangs supérieurs. Les bons citoyens se sentent partagés entre les nécessités de l'ordre et le profond mépris que le gouvernement leur inspire. » (*Lettre à Henry Reece, esq.*, 29 juillet 1847.) — « Décidément l'année est néfaste. La société, somme une machine, se détraque. » (*Lettre à M<sup>me</sup> Léon Faucher*, 3 septembre 1847.) — « Les réformes sortiront chez nous de la décomposition. Le système que l'on suit depuis quinze ans nous arrête au fond d'un marais d'où il ne sort que pourriture. La nation française s'arrachera à cette atmosphère empestée. » (*Lettre à J. Bowring*, 22 août 1847.)

Béranger est le plus pacifique et le moins ambitieux des démocrates; la députation ne devait pas plus le séduire que l'Académie; il se confine et se calfeutre dans la vie privée. Cependant les « bastilles » placées aux abords de l'enceinte continuent le troubler; il ne craint pas que le pouvoir veuille jamais bombarder Paris, mais il est persuadé « qu'on veut le museler. » (*Lettre à M. Gilhard*, 7 novembre 1845.) Il conclut ainsi une lettre à Ch. Thomas, directeur du *National*, sur l'organisation des travailleurs : « La peur commence à me prendre. Je vois partout la démocratie en péril, par l'anarchie qui règne en haut et en bas. » Et s'apercevant de la date du jour : « Quatorze juillet! Voilà une date qui doit faire réfléchir les vrais démocrates, espèce plus rare qu'on ne pense après 58 ans de démocratie. » (*Lettre à M. Ch. Thomas*, 14 juillet 1847.)

Il serait aisé de multiplier les témoignages du même genre, précieux parce qu'ils n'ont rien d'apprêté, d'intéressé (1). Dans cet état d'insécurité générale, les hommes et les partis se font écho de tous les points de l'horizon. Mais prévoir ne suppose malheureusement ni préparer, ni prévenir... au contraire.

Au début de ce travail, nous étions en présence d'un *consensus* d'esprits fort différents, qui, après l'événement de 1848, se sont

---

(1) Doudan, écrivant à son élève le prince Albert de Broglie, prévoit... qu'on sera surpris : « des gens timides, qui ont des oreilles fines, disent... qu'un matin nous nous réveillerons en révolution. » (*Lettre du 27 juillet 1847*). — « On prendrait, dans les temps de superstition, tant de calamités privées... pour les sinistres avant-coureurs de quelque effroyable révolution. » (*Lettre du 9 novembre 1847*).

trouvés d'accord pour y voir une surprise et un accident. — Nous voici maintenant en présence d'un *consensus* d'esprits non moins différents, et non moins sincères, qui ont vu venir l'événement, qui l'ont ou désiré ou redouté, mais qui l'ont annoncé sur tous les tons (1). La cause, à ce qu'il me semble, est entendue. D'où vient la contradiction? De la vanité humaine. L'on trouve mieux son compte à dire : « J'ai été surpris, » que : « J'ai été battu, » ou : « Je n'ai rien su faire de la victoire » (2). Nul n'avait foi ni dans le gouvernement, ni dans les moyens de l'améliorer, ni dans ceux de le renverser et de le remplacer. Toute foi se reporta donc vers le peuple, vers l'inconnu : « Sauve-toi toi-même, gouverne-toi toi-même ! » C'est ainsi que naquit le suffrage universel direct, non pas seulement d'une théorie préconçue, mais plus encore de la négation de tout le reste, d'une situation de fait. C'est ce qui le justifie sociologiquement en France, et comme source du droit public, et comme contre-poids à la centralisation politique et administrative. Ignorant ou instruit, intègre ou tout ensemble corrompu et corrupteur, accessible aux flatteries ou aux vérités, propice à la liberté ou favorable au césarisme, le suffrage universel a surgi, non comme un dogme supérieur ni comme un droit absolu (3), mais par l'élimination successive de

---

(1) Notons bien que le premier *consensus* est surtout intellectuel, réfléchi, et le second, surtout instinctif et passionné. L'un renie l'acte, après les résultats; l'autre poussait à l'acte, quels qu'en fussent les résultats.

(2) Les hommes de février qui ont écrit sur la Révolution, Lamartine, Garnier-Pagès, Marie, et même Louis Blanc, reconnaissent tous l'avoir présente, mais se défendent de l'avoir *faite*. Sur ce dernier point, ils ont raison individuellement, ils ont tort collectivement. Tout ce qu'on peut leur accorder, c'est qu'il n'y a pas eu de conspiration dans le sens propre de ce mot. « Par mes opinions, dit Marie, par mes relations, par la situation que quelques services rendus m'avaient faite au sein des partis avancés, j'aurais connu les projets conçus, au moins par les confidences qui auraient dû me venir et qui me seraient venues de différents côtés, sans même que je les cherchasse... *Des désirs, des vœux, des espérances peut-être, rien de plus.* » Si l'on y ajoute les haines, les ambitions, les traditions révolutionnaires et les revendications sociales, toutes choses qu'il n'est guère possible de mettre en doute, n'a-t-on pas toutes les causes efficientes du mouvement de 1848? L'absence ou, si l'on aime mieux, le caractère individualiste et l'incohérence des projets conçus impliquaient l'échec de cette Révolution, mais sans la rendre en elle-même plus difficile à expliquer, bien au contraire.

(3) Le dogme, c'est la République, la *République de droit divin*, comme on



toutes les institutions politiques qui ont essayé d'entraver la démocratie en l'assujettissant à une dynastie ou à une classe. Si la Révolution de 1848 était un accident, le suffrage universel en serait un autre. Or il dure depuis un demi-siècle, et rien ne fait prévoir qu'il disparaîsse; car tous se réclament de lui, qu'ils le sollicitent ou qu'ils lui fassent entendre d'imméritées ou de justes leçons. Le suffrage universel est, en tout cas, un si grave « accident », qu'il a fait de la France un être politique tout nouveau, une République pondérée qui n'a que des ressemblances tout-à-fait superficielles et formelles avec la monarchie de 1830, et qui n'en a pour ainsi dire pas avec la République improvisée en 1848. L'évolution des idées a suivi celle des sentiments, des passions et des faits, bien plus qu'elle ne l'a dirigée.

Dans quelle mesure le pressentiment social dépend-il des idées métaphysiques ou rationalistes, ou encore de la somme des intérêts consciemment ou instinctivement engagés pour ou contre une révolution, c'est là un ordre de questions qui demanderait préalablement des solutions particulières à chaque époque de crise. La croyance en un Dieu personnel, vengeur et protecteur des faibles; en une justice immanente, impliquant entre les hommes, entre les classes, le progrès continu de l'égalité, ou encore (au point de vue de la rétrospection), le rétablissement de la prétendue égalité primitive; la notion d'un absolu social, produite elle-même, non par une sorte de révélation supérieure, mais par une évolution que la force politique existante, y compris la légalité, refoulent et contraignent, tels sont les éléments idéaux dont se compose l'état de pressentiment. Il a fallu aussi, en France, que le passage fût par avance considéré comme facile entre l'émeute et la révolution. Or c'est le cas de tout État très centralisé. S'emparer du pouvoir, c'est-à-dire d'un méca-

---

l'a spirituellement surnommée, placée par ses partisans (tant que cette forme de gouvernement ne l'eut pas emporté) au-dessus des erreurs et des lâchetés du suffrage universel. Le 6 juin 1848, E. Renan notait : « Il y a vingt ans, M. Jouffroy écrivait un admirable morceau : *Comment les dogmes finissent* ; il y en aurait un autre non moins de circonstance à écrire aujourd'hui : *Comment les dogmes se forment* » (*Lettres de 1848*, dans la *Revue de Paris* du 15 avril 1896, p. 677). L'esprit critique de Proudhon ne s'est pas trompé sur le vrai caractère du suffrage universel à ses débuts (V. son discours lu à la Constituante, 31 juillet 1848).

nisme, l'employer à la réalisation des idées nouvelles, à la satisfaction des intérêts et des ~~appétits~~ nouveaux, soit moraux, soit intellectuels, soit matériels, ~~n'est-ce pas~~ toute la formule révolutionnaire ? Or, pour que ce soit autre chose qu'une formule, il faut que le pouvoir central attaqué soit à la fois ~~très faible~~ et très fort : très faible par son principe, par son prestige, en ~~un mot~~ dans l'opinion ; très fort par ses fonctionnaires, par son armée, ~~par les habitudes~~ d'obéissance et d'imitation routinières que la centralisation ~~comporte~~ (1). Ces conditions existaient en 1848. L'illusion des ~~révolutionnaires~~ radicaux et socialistes a été de croire qu'en se servant du ~~mécanisme~~ monarchique, ils pouvaient accomplir, du jour au lendemain pour ainsi dire, une œuvre de justice, de réparation et de régénération sociales à laquelle l'organisme existant offrait une bien autre résistance, que celle qu'ils avaient rencontrée dans un trône fragile et dans une oligarchie égoïste, sceptique, peureuse et aveugle (2).

H. MONIN,

Docteur ès-lettres, associé de l'Institut International de Sociologie.

(1) Aussi Stuart Mill a-t-il pu écrire cette phrase qui étonne au premier abord : « La révolution de février 1848 est née révolution sociale ; elle est devenue révolution politique. » Accomplie aujourd'hui politiquement, nous la voyons et la verrons continuer socialement.

(2) Ce dernier paragraphe est une sorte de *post-scriptum* : j'ai voulu que mon travail portât la trace de la discussion à laquelle il a donné lieu dans la séance de la *Société de Sociologie de Paris* du 11 novembre 1896. Dans la suite que je compte donner à ces études, j'aurai certainement l'occasion de mettre encore à profit les idées et les critiques de MM. Tarde, René Worms, de Krauz, Kovalewsky, Coste, Limousin, Rapin et Fuster, qui ont pris part à cette discussion. Qu'ils me permettent de les remercier ici de l'attention qu'ils ont bien voulu m'accorder, et de leur bienveillant concours.

## NOTES

## Les Questions Sociales au Théâtre.

Il est peut-être un peu tard pour parler de la *Loi de l'homme*, jouée en février 1897 ; mais, outre que le succès de l'œuvre lui conserve toute actualité et commande l'attention, le problème qu'elle aborde est si intéressant, si profondément humain, que nous ne saurions commencer aujourd'hui ces notes sur le théâtre sans consacrer à la pièce de M. Paul Hervieux une rapide analyse. La constitution légale de la famille, dans notre droit moderne, au sens des critiques qui se dégagent du drame, livrerait la femme sans défense au caprice du mâle. Mais il nous semble qu'il y a également, dans la pièce de M. Paul Hervieux, l'expression des raisons intrinsèques de cette loi de l'homme qui, après tout, se justifierait par la faiblesse de la femme, par son instinctif besoin de se donner, par sa nature affective.

Si nous voyons M<sup>me</sup> de Raguais, cruellement trahie par son mari, s'insurger contre les dispositions légales qui la livrent, elle et sa fille, à la merci de son mari, on nous montre aussi dans l'attachement de M<sup>lle</sup> de Raguais pour le fils de la maîtresse de son père, combien peu pèsent dans le cœur de la femme des sentiments de tendresse filiale, le respect des convenances, quand une fois l'amour s'en est emparé. Et c'est en ce sens plus profond que la *Loi de l'homme* nous apparaît justifiée en ses fondements psychologiques quels que soient les inconvénients et les injustices qui à de certains moments résultent d'une législation qui a peut-être le tort d'être la trop fidèle expression de l'antique domination du mâle.

M<sup>me</sup> de Raguais, ne pouvant trouver dans cette législation le moyen de se rendre indépendante d'un mari que pourtant elle a aimé, qu'elle aime peut-être encore et dont la trahison lui est connue, mais ne saurait se prouver, accepte le parti que lui propose son mari. Il aura la fortune, mais elle gardera sa fille, sur qui se portera désormais toute son affection. Mais quand les circonstances auront fait naître dans le cœur de cette enfant un amour presque incestueux pour le fils de la maîtresse de son père, M<sup>me</sup> de Raguais aura beau révéler à sa fille

quelle est la mère de celui qu'elle veut épouser, rien ne saurait chasser et vaincre l'amour. Les convenances, qui constituent à chaque moment de l'évolution sociale la manifestation de la moralité spontanée en rapport avec la moyenne du degré de civilisation correspondant, obligent encore une fois de plus M<sup>me</sup> de Raguais à se soumettre bien malgré elle à cette loi supérieure, à cette loi suprême qui n'est pas la loi de l'homme, mais la loi sociale.

Il va sans dire que cette conclusion que nous voyons s'imposant comme l'aboutissant nécessaire de toute la série de scènes fréquentes où se heurtent violemment des sentiments si opposés, n'est formulée nulle part par l'auteur, mais il nous semble difficile de ne pas l'apercevoir telle que nous venons de la résumer. Elle résulte de l'action même qui se déroule rapidement et que l'on peut condenser en quelques mots, ainsi que nous l'avons fait, en la dégageant des développements épisodiques et accessoires. Mais c'est précisément parce que, loin de charger ses personnages de se livrer à des conférences savantes pour ou contre la *Loi de l'homme*, par la bouche de ces personnages M. Hervieux s'est contenté de faire parler des faits en les groupant habilement, que son œuvre a rencontré le succès que l'on sait. L'artiste doit procéder par images et non par raisonnements. C'est à cette condition qu'il conquiert le public qui se fatigue des dissertations où souvent il perd pied, mais est frappé par les représentations sensibles que son esprit saisit et perçoit facilement.

Les critiques uniquement préoccupés de la technique peuvent s'attarder à noter les défauts de l'œuvre, nous ne voulons en ces notes qu'envisager leur côté social. Aussi n'aurons-nous cure de chicaner M. Maurice Donnay sur l'intrigue de *Douloureuse*. Il nous suffira de remarquer combien elle soulève des idées passionnantes. Et bien que l'action existe à peine, ou plutôt par cela même qu'elle n'existe guère, il devient indispensable de la raconter un peu longuement, car cette comédie vaut surtout par le détail, tout à l'encontre de la *Loi de l'homme*.

Dans un de ces grands salons mondains tels que nous les ont décrits les Marcel Prévost ou les Henri Lavedan, dans un de ces hôtels cosmopolites des Champs-Élysées où se donne rendez-vous le tout Paris élégant, Hélène Ardant, femme d'un gros brasseur d'affaires plus ou moins véreuses, a connu un jeune sculpteur de talent, Philippe Lamberthier, qu'elle aime et à qui elle s'est donnée dans l'élan d'une passion ardente. La mort du mari d'Hélène qui, pour échapper à une arrestation — toujours imminente, semble-t-on vouloir dire, pour les

financiers, — se suicide en pleine fête, chez lui, n'est envisagée par les deux amants que comme un incident plutôt heureux. Désormais libres, ils pourront convoler en légitimes noces. Mais il convient de garder les convenances du monde et, pendant les premières semaines qui suivent la mort de son mari, Hélène Ardant et Philippe Lamberthier ne se rencontrent que dans la propriété que possède aux environs de Paris M<sup>me</sup> Folk, une amie d'enfance d'Hélène, presque deux sœurs.

M<sup>me</sup> Folk, négligée par son mari, ne tarde pas à être éprise du jeune sculpteur, que les entrevues avec Hélène rendent assidu chez elle. En vain Philippe Lamberthier résiste à l'entraînement d'une passion qu'il ne partage pas. La chair est faible et la tentation est grande. Il prend donc l'amie de sa maîtresse, l'amie de celle qui pourtant a son cœur. Mais, la faute commise, il la regrette aussitôt. Il reproche à M<sup>me</sup> Folk de l'avoir séduit, provoqué, d'avoir trompé et fait qu'il trompât la confiance de cette pauvre et digne Hélène. Allons donc, riposte M<sup>me</sup> Folk, Hélène ne me vaut pas; et, ne connaissant plus de mesure dans sa colère de femme outragée par le mépris de l'homme à qui elle s'est donnée, M<sup>me</sup> Folk révèle à Lamberthier le secret de son amie qu'elle est seule à connaître. M<sup>me</sup> Ardant a déjà eu un amant et son jeune fils Georges est le fruit de cet adultère. Le cœur brisé par ces révélations, Lamberthier fait à Hélène l'accueil que l'on devine. D'abord elle s'excuse et implore le pardon, mais devinant les raisons qui ont poussé son amie à trahir son secret, elle se redresse à son tour demandant des comptes à Lamberthier. La scène est très belle et conduite de main de maître.

Fini l'amour. Évanoui à jamais le bonheur rêvé. Cependant l'auteur a voulu, dans un quatrième acte qui rappelle certaines phrases d'*Amants*, nous montrer Philippe et Hélène se retrouvant sous le ciel bleu de je ne sais plus quelle plage et là, après s'être exposé mutuellement leurs griefs et leurs théories sur la façon d'élever les enfants des autres, ils se jettent à nouveau dans la vie passée.

Où est donc « la douloureuse » dans tout cela ? Mais elle est dans l'addition de la vie qu'il faut régler bon gré mal gré, comme un restaurant après un bon dîner quand arrive le moment pénible où il faut payer. L'intention sociale est ici dans la critique mordante et spirituelle des mensonges conventionnels de notre civilisation trop artificielle à laquelle manque la sincérité des fortes convictions, la franchise de ses désillusions. Cette impression ne se dégage pas tant de l'intrigue principale qui constitue la trame de la pièce que des scènes

épisodiques, des réflexions à côté que M. Donnay prodigue abondamment pendant ces quatre actes.

La légèreté de touche et l'habileté mises au service d'un esprit d'observation très aiguisé aboutissent à soulever les problèmes sociaux sans les remuer ; voilà la manière de M. Donnay ; voilà ce qui a surtout fait le succès mondain de ses comédies. Ce sont des œuvres ténues, qui ne forcent pas à la réflexion et se saisissent vite.

Plus ténue encore est *Carrière* de M. Abel Hermant, entièrement construite sur des pointes d'aiguilles comme la diplomatie des ambassadeurs qu'elle nous montre. L'auteur a cru — et peut-être a-t-il eu raison — que pour donner une impression exacte de ce monde très spécial, il était utile d'apporter dans le procédé littéraire cette légèreté, cette souplesse et même cette allure des sphères diplomatiques. Aussi l'action est-elle presque nulle. Qu'on en juge :

Le comte de Xaintrailles, secrétaire de l'ambassade française à Saint-Petersbourg, va épouser (ainsi qu'il sied à un jeune diplomate qui veut se pousser dans la *carrière*) une petite provinciale très riche. Nous assistons à la soirée du contrat où se coudoient les représentants de toutes les aristocraties. L'archiduc Paul, frère du tsar, lui-même daigne y paraître et est aussitôt frappé par l'éblouissante beauté d'Yvonne, la jeune fiancée. Xaintrailles explique à sa maîtresse, lady Huxley Stone, que son mariage n'est nullement une cause de rupture avec elle et qu'il saura trouver un prétexte à leurs rendez-vous. Se trouvant seul quelques minutes après avec sa future femme il lui insinue doucement que la provinciale qu'elle est ne saurait se dispenser de prendre un chaperon pour se guider à la cour impériale de Russie. Tenez, lui dit-il, vous deviez prendre lady Huxley Stone. Yvonne, qui n'y entend pas malice, a cette délicieuse réponse qui fait faire la grimace au comte : « C'est bien, mon ami, j'imiterai en tout lady Huxley Stone. »

Voilà la double intrigue nouée entre le grand-duc assidu auprès de Yvonne d'une part et le mari de celle-ci non moins assidu auprès de lady Huxley Stone, quoique avec beaucoup plus de succès. Naturellement Yvonne apprend bientôt la liaison de son mari avec cette coquette du grand monde, et Xaintrailles ne tarde pas à s'apercevoir de la cour que le grand-duc fait à sa femme. L'action se développe au travers des tableaux d'une ironie charmante qui déroulent devant nous la vie d'une ambassade française auprès d'une grande cour.

On y voit les potins grandis jusqu'aux proportions d'une information politique, les futilités les plus solennellement niées débitées avec emphase et les mille autres riens qui sont le fin du fin de la vieille école

diplomatique, celle qui est de carrière. Nous apprenons ainsi la liaison de l'ambassadeur avec M<sup>me</sup> Charly, la femme d'un de ses secrétaires, une ancienne actrice qui s'entend à merveille à faire payer ses notes de couturière par les chefs de mission dont elle agréé les hommages. Nous sommes informés que la comtesse d'Esbeimbach, qui a guidé les premiers pas de l'archiduc Paul dans le commerce amoureux, est devenue — employons un euphémisme suffisamment diplomatique — la messagère de son ancien élève auprès des femmes qu'il daigne honorer de sa préférence. Toutes les scènes seraient ainsi à citer, tant elles sont vraies, tant les traits finement décochés par M. Abel Hermant portent juste.

Yvonne, qui aime toujours son mari, essaye de faire naître la jalousie chez lui pour le pousser à demander un déplacement qui l'éloigne à jamais de lady Huxley Stone. Elle accepte donc un rendez-vous avec l'archiduc dans une propriété que possède au milieu des bois son entremetteuse titrée et attitrée, la comtesse d'Esbeimbach. Mais à ce rendez-vous que l'archiduc se flatte d'avoir obtenu, elle s'arrange de façon à exaspérer l'Altesse qu'elle quitte en lui jetant la dure épithète de sauvage. Est-ce pour la justifier que le grand-duc cherche dans l'ivresse une consolation à sa mésaventure amoureuse ?

Lorsque le rideau (qui devant les instances de la censure s'est baissé discrètement sur l'impériale intempérance) se relève, nous sommes en France dans la chambre qui fut il y a quelques mois la chambre nuptiale. Le comte de Xaintrailles, inquiet de la cour que l'archiduc fait à sa femme, a obtenu d'être envoyé avec un avancement à Londres ; mais avant de se rendre à son nouveau poste il a tenu à revenir avec sa femme dans ces lieux où ils avaient été heureux.

Les deux époux, brouillés depuis les scandales de Pétersbourg, ne tardent pas à se réconcilier. Le comte avoue qu'il a intrigué pour quitter la cour de Russie et rompre avec lady Huxley Stone, et Yvonne qui ne demande qu'à se jeter dans les bras de son mari, use d'un subterfuge pour voir si réellement un cœur se cache sous l'enveloppe froide du diplomate. Elle déclare que dans son rendez-vous avec l'archiduc elle a dû céder à la force et que sa vertu a succombé ; puis, devant la belle explosion de colère de celui qu'elle a toujours connu maître de lui, elle se sent véritablement aimée et embrasse follement son mari en poussant un suprême cri de joie.

Telle est la pièce de M. Abel Hermant, qui vaut surtout par le détail de l'observation. L'auteur a voulu prendre un milieu très spécial, où tout est par essence factice. Il a voulu montrer le vide et le néant

qui se cachent derrière les lourdes tentures brocart et or des ambassades, et en cela sa tentative est louable. C'est une étude de mœurs contemporaines intéressante, qui fourmille de mots d'esprit, de traits acérés. Parfois M. Abel Hermant, comme dans la *Meute*, s'élève à une perception profondément vraie de certains aspects navrants de cette société aristocratique, dont les premières victimes sont ceux-là même qui semblent tout d'abord n'en devoir cueillir que la fleur de plaisir :

C'est également une peinture d'un certain milieu et d'un milieu aristocratique que M. Guiches a tenté dans *Snob*. L'aristocratie des lettres qui coudoie ici l'autre, laquelle se pique souvent de littérature, ne sort pas grandie des mains de M. Guiches. Il semble que, pour l'auteur, le vice qui la ronge soit le snobisme. Mais est-ce bien ce travers que l'on nous montre dans le personnage principal, cet écrivain avide d'honneurs et de flatteries qui renonce aux plus pures joies de la pensée et du cœur, pour se donner tout entier aux plaisirs stériles du monde ? Est-ce un Snob ce Dangy qui, pour la gloriole d'être l'amant de la duchesse de Malmont, reste sourd aux supplications de sa femme qui l'aime et qui l'adjure de l'arracher aux assiduités du duc ? Peut-être, mais si c'est cela le snobisme, Dangy est un snob de surface, car il finit par entendre raison, et au dernier acte nous le voyons guéri à jamais de sa folie, vivant paisiblement à la campagne, réconcilié avec sa femme dont il avait douté dans une crise qui lui fut salutaire et qui fournit à M. Guiches et à ses interprètes la plus belle et peut-être la seule scène vraiment remarquable de la pièce.

Le snobisme nous apparaît pourtant sous un aspect plus vaste et plus dangereux, qui n'a rien à faire avec la futilité vaine de Dangy et l'hypocrisie des confrères et des gens du monde que nous voyons tourner autour de sa célébrité naissante. La « muflerie » des uns et des autres n'est pas le snobisme, qui est un vice de sincérité naïve plutôt que de raffinée duplicité. Le snob est un convaincu sans raison, jamais un « muflle » conscient ni une valeur intellectuelle de premier plan.

Le snobisme est particulier aux faux intellectuels, à ceux qui se figurent qu'ils pensent, parce qu'ils reflètent inconsciemment la pensée d'autrui, sans discernement, mais avec sincérité dans leur admiration de commande. C'est un vice de civilisation, un produit de la surchauffe intellectuelle de notre civilisation complexe, de notre vie hâtive, sur des cerveaux faibles. Le snob admire par crainte de dévoiler son incapacité d'abord, par genre ensuite, mais il arrive rapidement à la conviction aveugle.



Tout autre est le type que M. Richepin a superbement mis en scène dans le *Chemineau*. Ce rustre est un fort en qui reparaissent, puissants comme aux premiers jours de notre race, les instincts de la bête humaine. Le chemineau naît aux champs, là où la civilisation n'a pas encore entièrement pénétré. Fils de paysans chez qui l'affinement de la primitive nature est demeuré incomplet, il marque un retour atavique vers l'instinct du sauvage nomade, insoumis à toute contrainte, indocile à toute règle autre que les caprices du moment. Les avantages sociaux, qui suffiraient à séduire les plus ambitieux de sa condition, restent sans prise sur lui. C'est pour cela que le chemineau refuse les salaires pourtant alléchants que lui offre maître Pierre pour l'attacher à sa ferme, et l'amour d'une belle fille qu'il a séduite est impuissant à le retenir. Il suit l'impulsion du moment, insouciant des lendemains.

Vingt ans sont passés, lorsque les hasards de la course vagabonde le ramènent dans le même calme village de Bourgogne. La femme qu'il a séduite, Toinette, a épousé un brave homme de petit propriétaire, François, l'ancien valet de ferme de maître Pierre, devenu lui-même un des richards du pays. On pleure dans la petite ferme, car les beaux jours sont finis. François, atteint d'un coup de sang, est perclus dans une chaise depuis des mois. Le gars de Toinette s'est vu refuser la main de la fille de maître Pierre, qu'il aime et dont il est aimé. Car maître Pierre connaît le secret de Toinette, il sait que le père du gars n'est pas François, mais le chemineau, et il ne veut pas d'un bâtard pour gendre.

Mis au courant de l'histoire, notre sauvage sent son cœur s'éveiller à des sentiments nouveaux. Il sait quel ascendant il a auprès de maître Pierre. Ne possède-t-il pas le prestige de ses sortilèges pour guérir le bétail, et des maléfices dont on croit qu'il dispose pour faire périr les hommes et les bêtes? Moitié par persuasion, moitié par intimidation, beaucoup par la fascination de cette nature forte sur le rustre à demi-civilisé, il décide maître Pierre à accorder la main de sa fille à son Toinet. Puis, son œuvre accomplie, il repart, criant la loi inéluctable qui oblige le chemineau à toujours cheminer.

L'éclatante sonnerie des vers de M. Richepin prête encore à ce drame le merveilleux enchantement de leur musique. Et la noblesse même de cette langue enlève à l'action tout ce qu'elle aurait pu présenter de vulgaire. Par la magie du vers, ce tableau, d'une aberration contemporaine, prend un aspect d'antique naïveté qui en dissimule l'horreur jusqu'au point de nous rendre presque sympathique cet égoïste et ce sauvage qui est le chemineau.

Et dans ce fait des revivescences ataviques n'y a-t-il pas toute une catégorie de problèmes devant lesquels le sociologue demeure impuissant? Comment se peut-il qu'après tant de siècles employés à façonner l'homme, la bête se retrouve? Quelles sont les conditions qui favorisent, permettent et déterminent ce retour? Mais il suffit à l'artiste que la chose se produise, ce n'est pas à lui à la discuter. Il a rempli sa mission quand il nous en a donné le tableau dans toute sa saisissante vérité.

Dans les pièces de théâtre dont nous venons de parler nous n'avons pas encore rencontré une seule pièce à thèse, quoique toutes abordent à leur manière un problème social pour en faire la critique. Nous avons voulu laisser pour la fin les œuvres qui affectent au contraire de donner une solution et de prêcher une doctrine d'ailleurs négative ou positive. *Charité*, de M. Lucien Gleize, et la *Cloche engloutie*, de M. Gerhardt-Hauptmann, sont dans ces cas.

La première, qui a été jouée au cercle des Escholiers, est un réquisitoire contre la charité; thèse négative, mais thèse sociologique, d'ailleurs, assurément très juste. Il n'est que les économistes invétérés pour croire encore que la charité peut être à un titre quelconque la solution du problème social. Mais la faillite de la charité valait, certes, qu'on la mît en action. C'est ce qu'avait déjà tenté avec beaucoup de talent du reste M. Brieux dans *Bienfaiteurs*. M. Gleize aborde le problème plus résolument et le traite avec non moins de bonheur bien que par des procédés tout à fait différents. *Charité* est une œuvre forte et presque belle, œuvre d'un indépendant qui n'a sacrifié à aucune coterie socialiste ou autre.

Le sujet se peut résumer en quelques lignes : Un pauvre ouvrier, Guichard, vient d'avoir la main droite presque broyée dans un accident qui s'est produit à l'usine, et successivement tous refusent de lui venir en aide, le patron parce que l'accident s'est produit en dehors des heures de travail, le chef du syndicat ouvrier parce que le malheureux n'a jamais voulu communier dans sa petite chapelle, le curé parce qu'il ne lui semble pas assez imbu de bonne doctrine. C'est la faim et la misère pour lui, sa femme et ses deux enfants. Si bien que deux bébés ayant été retrouvés dans la Seine à quelque temps de là, ses voisins n'hésitent pas à les reconnaître pour les deux fillettes du malheureux ouvrier, dont on est sans nouvelles depuis plusieurs jours. Enquête du commissaire, souscription pour offrir une couronne par l'initiative d'un journaliste qui promet de publier les noms des dona-

teurs. La duchesse de X..., propriétaire de l'immeuble où se trouve la mansarde habitée par le malheureux, affolée par le bruit mené par la presse sur la mort tragique des petites, est venue supplier les journalistes de ne pas livrer son nom et s'inscrit pour deux cents francs.

Mais voici qu'au moment où voisin, camarades et concierges s'inscrivent à l'envi pour avoir leur nom imprimé dans les journaux, apparaît la femme de Guichard avec ses deux enfants. Elle a faim et les petites aussi, et en apprenant qu'une souscription était ouverte et avait rapporté quatre cents francs, elle se réjouit à l'idée de cette fortune inespérée. Illusion. Les donateurs, informés que les enfants n'étant pas morts, l'affaire n'est pas assez émouvante pour que la presse s'en occupe et que par conséquent leurs noms ne seront pas publiés, s'empressent de retirer les sommes qu'ils avaient souscrites. Une quête pour la famille éplorée rapporte *cent sous*.

Acculé à une effroyable misère, Guichard, que son infirmité empêche de travailler, demande à être arrêté, mais le commissaire ne peut le garder car il n'a commis aucun délit. Exaspéré, il se rend dans le parc de la duchesse de X., la propriétaire, un soir de réception et tire quelques coups de revolver à blanc. Conduit au poste, il voit ses enfants, dont le sort était indifférent à tous, adoptés par la duchesse de X. dans un but de réclame facile. Il a alors ce mot qui est la conclusion voulue par les auteurs : « Oh ! oui, je vois qu'il y a encore des gens capables de faire la charité. Le tout est de savoir demander ! »

Malgré ce que cette action renferme d'un peu outré il s'en dégage une dure leçon qu'il est bon de faire entendre. Son pessimisme naît évidemment de la conviction qu'une meilleure distribution de la justice sociale, et surtout une éducation qui enseigne aux riches qu'il est pour eux des devoirs envers la collectivité, nous épargnerait le spectacle des misères imméritées comme celle de Guichard. L'auteur, M. Gleize, est un jeune et il ne doit être indifférent à tout idéal d'avenir, encore que nous l'applaudissions de ne pas l'avoir fait intervenir dans sa pièce dont le mérite consiste à reproduire ce qui est dans la brutalité des faits de tous les jours.

C'est au contraire à prouver l'impuissance de l'homme à atteindre l'idéal et la perfection, que semble s'attacher le symbolisme féroce de M. Gerhardt-Hauptmann dans *Cloche engloutie*. L'auteur de *Tisserands*, de *l'Ennemi du peuple*, est un pessimiste irréductible. Il se plait à nous montrer l'homme luttant toujours, toujours vaincu par la fatalité brutale des forces de la nature, toujours déçu dans ses rêves. Henry, le fondeur de cloches que les hommes regardent comme un maître,

apprend de la fille de la nature qui s'éprend de lui combien son œuvre est chétive. Il abandonne femme et enfants pour suivre cette maîtresse qui lui a ouvert des horizons nouveaux ne regrettant plus que sa dernière production, sa dernière cloche qu'il avait cru le suprême effort de son art, se soit engloutie au fond du lac. Désormais, il en comprend toutes les imperfections et il pourra élever sur le sommet de la montagne la cloche impeccable à laquelle il va travailler au sein de la nature maîtresse des choses et des hommes. Mais il a trop présumé de ses forces, il n'aboutit pas et il meurt sans avoir accompli l'œuvre définitive et belle dont il rêva.

L'auteur lui-même a appelé conte dramatique cette production qui à la scène fatigue par des longueurs et des naïvetés, dont peut-être à la lecture on goûte le charme. Nous avouons que la pensée symbolique de la pièce, conte ou drame, peu importe, nous paraît peu neuve en elle-même et présentée d'une façon peu originale. N'est-ce pas la donnée même de *Salvus le constructeur* de Ibsen et le même symbole au fond ?

M. Gerhardt-Hauptmann, qui compte assurément parmi les jeunes littérateurs d'Allemagne pour un des esprits les plus doués, ne nous semble pas avoir donné sa mesure dans *Cloche engloutie*. Combien nous aimons mieux les *Tisserands* ou même *l'Ennemi du peuple* !

OSCAR D'ARAUJO,

Associé de l'Institut International de Sociologie.

---

## REVUE DES LIVRES

SIR JOHN LUBBOCK. *L'emploi de la vie*. Ouvrage traduit de l'anglais par E. Hovelague. Paris, 1897, in-12.

Ce livre n'est point un traité didactique de morale, mais un recueil de discours et d'études relatives à la direction de la vie. Ceux qui ont lu dans notre *Revue* (1893, n° 2) l'article de Sir John Lubbock sur le rôle social de l'enseignement populaire, ou qui ont entendu le magistral discours d'ouverture qu'il a prononcé au premier Congrès de l'Institut International de Sociologie (reproduit dans le tome I des *Annales* de cet

Institut), retrouveront dans le présent ouvrage la même inspiration élevée, les mêmes préoccupations pratiques, le même souci des faits authentiques et précis. Presque tous les problèmes moraux que soulève la vie journalière y sont abordés et résolus, et à leur solution l'auteur apporte naturellement « l'esprit anglais », mais à coup sûr ce qu'il y a de meilleur dans cet esprit. Il ne fait aucunement fi des plaisirs et des commodités de l'existence, mais il veut qu'on en use avec modération, et les satisfactions intellectuelles lui apparaissent comme les meilleures. Il professe un grand respect pour les textes de la Bible et de l'Évangile, mais c'est le respect d'un homme de science qui n'abandonne rien des droits de la raison. L'optimisme dont est empreint ce livre a paru exagéré à quelques critiques, mais comment ne pas le comprendre lorsqu'on sait combien a été noblement remplie l'existence de l'écrivain et à quelle hauteur ses œuvres si multiples — dans la vie pratique comme dans la vie intellectuelle — l'ont porté ? N'est-ce pas de lui vraiment qu'on peut dire, suivant une formule tirée de son livre, « qu'ayant vécu comme un sage, il peut regarder en arrière avec reconnaissance et en avant avec espoir » ?

RENÉ WORMS.

---

G. VACHER DE LAPOUGE. *Les sélections sociales*. Paris, 1896, in-8.

M. de Lapouge appartient à l'école sélectionniste, c'est-à-dire à celle qui ne se contente pas d'expliquer l'évolution sociale par les variations des individus et des peuples suivant les circonstances, mais qui voit surtout dans l'histoire humaine le combat de plusieurs races, de tendances et de facultés opposées, cherchant à s'éliminer l'une l'autre. Ce point de vue rappelle celui de M. Gimpłowicz, mais en diffère à plusieurs égards. M. de Lapouge s'appuie plus que le professeur autrichien sur l'anthropologie anatomique : ses races sont caractérisées surtout par la brachycéphalie ou la dolichocéphalie, par la couleur des yeux et par celle des cheveux, ou par la taille. De plus, pour lui, la lutte des races est souvent inconsciente : au sein de notre société française actuelle, si unifiée en apparence, se poursuit le combat des brachycéphales et des dolichocéphales, ceux-ci affluant surtout dans les villes, ceux-là, inférieurs pour tant, éliminant peu à peu les premiers au cours des siècles.

L'auteur trouve en présence, dans l'Europe primitive, trois types au moins de populations, qu'il dénomme respectivement *homo europæus*, *homo alpinus*, *homo contractus* ou *acrogonus*. Il montre l'évolution de ces types sous l'influence du climat, du régime, de l'éducation, des croisements. Il suit surtout avec grande curiosité tous les facteurs de sélection qui ont pu influer sur la disparition de certains individus : sélection

sexuelle, sélection militaire (qui est la sélection des plus faibles), sélection politique (la démocratie élimine les « eugéniques »), sélection religieuse (les cultes exclusifs suppriment leurs adversaires, et d'autre part le célibat ecclésiastique empêche la reproduction des esprits les plus religieux), sélection morale, sélection légale (par la pénalité), sélection économique (notamment par les migrations). Sa conclusion est affligeante : les meilleurs disparaissent, les médiocrités seules subsistent. Il est vrai, la science peut donner le moyen de pratiquer des sélections intelligentes et utiles, au rebours de celles qui se produisent actuellement ; mais cela n'empêche pas la race humaine, comme la terre et le système solaire lui-même, d'être condamnés à s'éteindre dans un avenir qui n'est pas des plus éloignés.

Que vaut cette théorie ? Nous en avons entendu critiquer très sévèrement les bases anthropologiques par des spécialistes en renom. Mais nous ne devons pas hésiter à dire que la lecture du livre de M. de Lapouge nous a paru pleine d'intérêt. Les suggestions fécondes y abondent. Presque à chaque page, un fait curieux, une idée originale mériterait d'y être relevée, et ce n'est pas un éloge banal pour un in-octavo de près de cinq cents pages. A supposer que l'auteur se trompe, sa façon de se tromper est celle d'un homme de science : il cherche en effet sans cesse à préciser sa pensée, à traduire par des mensurations ses vues sur les diverses races et leurs facultés. Est-il parvenu à une parfaite exactitude ? Nous ne prétendons point trancher la question. Il est bien difficile d'atteindre le but du premier coup dans une voie si peu frayée. Tout au moins il aura montré la route, et l'on peut prévoir qu'elle mène à des champs inexplorés et fertiles (1).

RENÉ WORMS.

---

J.-B.-MAURICE VIGNES, chargé du cours d'économie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Grenoble. *La science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs*. 2 vol in-8°. Paris, 1897.

Après avoir été oubliée ou dédaignée des économistes, la doctrine de Le Play jouit aujourd'hui d'une réputation étendue : ce retour à meilleure fortune se manifeste non seulement par le brillant développement de la

---

(1) Rappelons, comme l'auteur lui-même l'a fait dans sa préface, que la *Revue Internationale de Sociologie* avait, en 1893, 1894 et 1895, publié trois fragments importants des *Sélections sociales*, sous ces titres : *le Darwinisme dans la science sociale*, *Lois de la vie et de la mort des nations*, *Transmutation et sélection par éducation*.

Société d'Économie sociale, qui est la fidèle dépositaire des principes du maître, mais encore par les écrits et les livres qui sont consacrés à l'œuvre de Le Play. C'était justice, non pas que tout soit à retenir dans cette œuvre, mais on peut dire que la méthode d'observation, qui forme aujourd'hui la base des sciences modernes économiques ou autres, a été une des grandes vérités mises en lumière par Le Play et qu'il y a un titre suffisant à la reconnaissance des nouvelles générations d'économistes et de sociologues. M. Vignes, par ses deux beaux volumes, lui a payé largement et dignement cette dette. Son but a été de dégager, à la lumière des principes de Le Play et de son école, les transformations les plus notables des sociétés anciennes ou contemporaines : dans cette revue des divers âges traversés par l'humanité, la première difficulté était de classer méthodiquement ces époques successives. M. Vignes a envisagé trois périodes qu'il étudie tour à tour. En premier lieu, ses regards se tournent vers les âges primitifs, qu'il appelle l'âge des productions spontanées et des engins à bras : c'est l'époque des peuples chasseurs, pêcheurs et pasteurs. Puis vient l'âge des machines mues par les eaux, les vents et les animaux ; la civilisation commence alors à naître, puis se développe ; les sociétés communautaires, le lien de famille en forment les bases primitives soudées en quelque sorte par l'idée religieuse et par la notion de l'État : la fabrication s'étend et prend les formes diverses de l'esclavage, du salariat sous ses aspects variés ; en même temps les échanges et le transport revêtent des modes de plus en plus compliqués. Enfin la troisième période, c'est-à-dire l'âge de la houille, de la vapeur et de l'électricité, nous conduit à l'époque contemporaine, et nous fait assister à la transformation profonde de tous les phénomènes et de tous les organismes rencontrés au cours des périodes précédentes, en même temps qu'à l'éclosion d'organismes et de phénomènes nouveaux. Cette dernière partie de l'ouvrage de M. Vignes est un tableau vivant de la société agitée et complexe, au milieu de laquelle nous vivons. J'allais oublier de dire que l'ouvrage débute par un exposé de la méthode de Le Play : j'aurais eu tort, car si cette méthode constitue le titre de gloire le plus incontesté de Le Play, la façon dont M. Vignes a su la résumer et l'analyser est tout à son honneur et fait de ce chapitre un des plus beaux de son livre. Tel est dans ses grandes lignes cet ouvrage important : c'est un des plus attachants traités de sociologie historique et appliquée que je connaisse, et dont la lecture s'impose.

MAURICE DUFOURMANTELLE.

---

D<sup>r</sup> JULIEN PIOGER. — *Les revendications ouvrières en hygiène*.  
Paris, 1896, br. in-12.

M. le D<sup>r</sup> Pioger, s'inspirant des travaux du Congrès international scientifique d'hygiène ouvrière qui s'est réuni à Lyon, conseille aux syn-

dicats et congrès ouvriers de demander et de préparer par tous les moyens de propagande dont ils peuvent disposer : 1° la promulgation du droit sanitaire qui sera le droit ouvrier par excellence en face et en opposition au droit quiritaire ou capitaliste; 2° l'organisation de commissions sanitaires composées de spécialistes (médecins, architectes et ingénieurs sanitaires) et d'ouvriers en majorité; 3° le pouvoir pour ces commissions de juger en fait, et sans autre appel que des vérifications contradictoires, toutes les questions sanitaires intéressant directement la classe ouvrière; 4° l'autonomie de réglementation sanitaire accordée à chaque collectivité dans la limite du droit des individus et des autres collectivités.

E. TARBOURIECH.

---

## REVUE DES PÉRIODIQUES

### *Rivista di Sociologia* (1).

Fondée environ dix-huit mois après la *Revue Internationale de Sociologie*, son émule italienne a paru jusqu'à la fin de 1896 par fascicules mensuels de 64 pages chacun. Elle était dirigée d'abord par MM. Fiamingo, Vadale-Papale et Virgilii. Ce comité de direction s'est ensuite modifié et a été composé de MM. Fiamingo, Sergi, Tangorra et Virgilii. Les numéros comportent chacun trois articles environ, des notes critiques, une bibliographie des livres et périodiques, et parfois une revue des événements sociaux contemporains. Le meilleur moyen d'en donner une idée un peu précise nous paraît être de résumer quelques-uns des principaux articles parus dans la *Rivista di Sociologia* en 1896.

G. SERGI fait une critique très serrée des différentes théories actuelles sur l'émotion. Il examine en premier lieu celle de Lange, qui admet que les manifestations physiques de l'émotion consistent en modifications des fonctions vaso-motrices, différentes suivant les cas. Il y a donc lieu d'admettre à côté du centre vaso-moteur, situé dans la moelle allongée, un centre émotionnel qui peut être excité par les sensations et produire l'émotion. Pour James, au contraire, ce sont les phénomènes extérieurs qui

---

(1) Ce compte-rendu est imprimé avec les simplifications orthographiques indiquées dans le numéro de février 1897 de la *Revue*.



produisent les changements physiques, et leur connaissance constitue l'émotion. Baldwin, Worcester et Irons ont vivement critiqué cette dernière théorie et ont montré qu'elle était insuffisante à tout expliquer puisque la même perception cause des phénomènes différents suivant les cas.

En Amérique, les théories de Lange et de James sont abandonnées et, l'on tend de plus en plus à étudier les émotions, non par leur double aspect psychique et physiologique, mais seulement à l'aide des phénomènes extérieurs, pour arriver ainsi à en trouver l'explication. Sergi s'élève contre cette méthode qui néglige tout un côté de la question et ouvre le champ à des théories purement spéculatives.

V. TANGORRA, pour savoir si la méthode psychologique peut être appliquée à la sociologie, considère que l'association, chez l'homme, est un moyen, non une fin. Le prétendu esprit d'association n'existe pas en réalité : c'est une simple fiction créée par certains théoriciens pour servir de base à leurs conceptions aprioristiques. L'homme ne travaille que pour son propre bénéfice, afin de rendre ses plaisirs plus variés et plus grands. Son seul mobile est l'égoïsme. La société est un composé d'âmes égoïstes : elle ne possède pas d'âme collective, et une sociologie qui serait une étude des produits de tous les esprits qui forment la collectivité manquerait de base. La déduction psychologique ne peut donc servir à créer une science sociologique.

Le même auteur a recherché quels étaient les facteurs premiers des phénomènes sociaux. Il proteste tout d'abord contre l'opinion qui attribue le premier rôle aux phénomènes psychiques, et il se demande quelles sont les causes des causes psychiques. Il en admet quatre différentes, sans toutefois attacher une importance excessive à cette division. En premier lieu vient le facteur historique. L'histoire exerce en effet l'influence la plus considérable sur l'évolution des peuples : la politique, l'art militaire, la constitution, la structure de l'organisme social, la pensée philosophique et artistique sont soumis à la loi qui régit les rapports du présent et du passé. C'est ainsi qu'un peuple acquiert un patrimoine intellectuel qui lui est propre et le caractérise.

Vient ensuite le milieu physique, dont l'action s'exerce en modifiant les conditions physiologiques et anthropologiques, dont dépend le caractère psychologique du peuple. Le climat, le ciel, la nature de chaque pays font varier le sens artistique et philosophique des habitants et leur font sentir avec plus ou moins de vivacité et de force le beau et le laid, le mal et le bien, le plaisir et la douleur. Tout le monde idéologique, tous les concepts artistiques, sociaux et philosophiques sont dus à l'influence de la nature.

Le résultat de cette action est la création des caractères ethniques, qui constituent le troisième facteur des phénomènes sociaux : ce sont eux, en

effet, qui produisent des sentiments d'antipathie ou de sympathie entre les peuples, formant ainsi des groupements sociaux complexes, ou désagrégant des groupes anciens. Remarquons toutefois que ce n'est pas là en réalité un facteur premier, puisque les caractères ethniques d'un peuple sont en réalité un produit du milieu physique, ainsi que de ses précédents historiques.

Enfin le milieu psychique — ou, si l'on préfère, la conscience sociale — contribue aussi à créer les phénomènes sociaux par le courant d'influence réciproque qui s'établit entre l'âme sociale des divers peuples. Un grand principe régit cette tendance : c'est le principe d'*imitation*, qui pousse les peuples à s'assimiler les formes sociales et les idées qu'ils voient chez d'autres peuples. Il est toutefois limité dans son action par le *génie national* qui donne à chaque peuple son originalité.

FILIPPO VIRGILI s'est demandé comment on pourrait déterminer *la vie moyenne d'un peuple*. La question posée pour un groupe d'individus est fort simple et sa solution ne présente pas de grosses difficultés. Il en va autrement quand il s'agit d'un peuple qui n'a pas eu une durée de vie limitée. Toutefois, à l'aide du théorème de Bernouilli sur le calcul des probabilités, on peut arriver à trouver cette moyenne de vie en l'extrayant des tables de mortalité.

C. FERRARI a étudié *la vie et la mort des organismes sociaux*. Il nie tout d'abord que l'humanité soit un organisme, car le propre d'un organisme est de vivre et de mourir, ce que l'humanité ne peut faire. Lorsqu'on étudie la question d'un point de vue positif, on s'aperçoit qu'on se trouve en présence des phénomènes de la régénération sociale : les sociétés ne sont en effet pas immortelles, mais elles peuvent prolonger très longtemps leur existence. Les transformations qu'elles subissent n'ont qu'un but : la nécessité de maintenir la vie sociale : ce n'est plus un travail individuel, c'est une œuvre internationale : le besoin absolu de conserver les fruits de la symbiose humaine l'exige. L'auteur termine son étude en se demandant quel est l'avenir réservé à la vie sociale ? Que restera-t-il de tout ce que nous avons édifié avec tant d'amour ? Quoi qu'il en soit, les transformations porteront non plus sur l'organisation sociale proprement dite, mais sur le milieu ambiant. En agissant sur les idées et non sur les choses, on fera acte de bonne politique, car on rendra impossible tout artifice nuisible et on n'aura recours qu'à une action toute naturelle.

Tous ces articles, on le voit, soulèvent des problèmes intéressants et les discutent sous une forme assez souvent originale, mais malheureusement d'ordinaire d'une façon un peu écourtée. Le numéro de décembre 1906 contient encore des études de F. Virgilii sur *la nativité et le droit successoral*, de C. Ferrari sur *la philosophie du droit et la doctrine sociale*, enfin de V. Vitali sur *les punitions scolaires*. Avec ce numéro s'arrête

la collection que nous avons entre les mains. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1897, aucun nouveau fascicule de la *Rivista di Sociologia* ne nous est parvenu. Aurait-elle cessé sa publication ? Ce long silence autoriserait à le croire. Le fait, s'il était exact, serait regrettable : car il montrerait l'impossibilité pour une Revue sociologique d'intéresser d'une façon durable le public italien. Espérons donc que nous nous sommes trompés sur ce dernier point.

FRANTZ DE ZELTNER.

---

## INFORMATIONS

L'Institut International de Sociologie vient d'admettre comme membres : M. M.-A. Vaccaro, avocat, bibliothécaire du Ministère de la Justice italien, directeur de la *Rivista Scientifica del Diritto*, auteur de *La lutte pour l'existence et ses effets dans l'humanité* et des *Bases du Droit et de l'État* ; et M. Ludwig Stein, professeur ordinaire de philosophie à l'Université de Berne, directeur de l'*Archiv für Philosophie*, auteur de nombreux écrits philosophiques et d'un ouvrage sur la *Philosophie Sociale* dont un extrait a paru dans le numéro de janvier de notre Revue.

Le tome III des Annales de l'Institut, contenant les travaux de 1896, paraît dans quelques semaines à la librairie Giard et Brière.

Le troisième Congrès de l'Institut aura lieu à Paris, en juillet 1897.

..

La Société de Sociologie de Paris s'est réunie le mercredi 14 avril, à 8 heures 1/2 du soir, sous la présidence de M. Tarde. Elle a entendu une communication développée de M. L.-L. Vauthier, ancien représentant du peuple en 1848, sur « la réforme des procédés électoraux par le vote cumulatif ». La discussion très animée qui a suivi, entre MM. Tarde, R. Worms, Politis, Limousin, Coste, Rappin, de Krauz, Monin et Vauthier, n'a pris fin que vers minuit.

Au Congrès des Sociétés Savantes, ouvert le 21 avril à la Sorbonne, on a entendu, dans la section des sciences économiques et sociales, trois communications dues à des délégués de la même Société. M. Beaurin-Gressier a parlé de « la science et l'art en sociologie » : M. Bochard a présenté un travail sur « la théorie de la valeur d'après Karl Marx » ; et M. Limousin a indiqué « une solution automatique de la question sociale ».

Enfin, quatre des fondateurs de la Société de Sociologie de Paris,

MM. Beaurin-Gressier, Ad. Coste, Fernand Faure et René Worms, ont été nommés, par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, membres du Conseil Supérieur de Statistique, reconstitué tout récemment.

## OUVRAGES RÉCENTS

### DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

CH. LETOURNEAU. — L'évolution de l'esclavage dans les diverses races humaines (in-8).

G. TARDE. — L'opposition universelle : essai d'une théorie des contraires (in-8).

ADOLFO POSADA. — Tratado de derecho administrativo, t. I (in-8).

LESTER F. WARD. — Individual telesis (broch. in-8).

G. A. PUGLIESE. — Questioni sociali (broch. in-8).

EMMANUELE CARNEVALE. — Il naturalismo nel diritto criminale (in-12).

Third annual report on changes in wages and hours of labour in the United Kingdom (in-8).

C. E. CHADSEY. — The struggle between President Johnson and Congress over reconstruction (in-8).

CHARLES BENOIST. — La crise de l'Etat moderne : de l'organisation du suffrage universel (in-8).

JOAN RADOI — Chestiunea agrara in Romania (in-8).

Statistique des grèves et des recours à l'arbitrage en 1896 (in-8).

EUGÈNE DE MASQUARD. — Réponse d'un borgne cocasse à un aveugle classique (broch. in-8).

Statistica delle elezioni generali politiche, 21 e 28 marzo 1897 (gr. in-8).

AUGUSTO BOSCO. — L'omicidio negli Stati Uniti d'America (gr. in-8).

GINO DALLARI. — Dei nuovi fondamenti della filosofia del diritto (gr. in-8).

CARLO F. FERRARIS. — Gli infortuni sul lavoro e la legge (in-8).

CARLO F. FERRARIS. — Il materialismo storico e lo stato (in-12).

AHMED RIZA. — Tolérance musulmane (broch. in-8).

JOHN E. GEORGE. — The saloon question in Chicago (in-12).

Revue de l'art ancien et moderne, n° 1.

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency, imp. J. Laffrey.

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## Le travail des femmes aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles <sup>(1)</sup>

C'est une opinion assez généralement répandue que l'emploi des femmes dans l'industrie est une invention des temps modernes. On se figure volontiers que les siècles passés ont laissé exclusivement la femme à son rôle de mère et d'épouse; c'est, dit-on, le régime capitaliste, c'est la liberté du travail et la machine qui ont créé ces types nouveaux : l'ouvrière, la patronne, la jeune apprentie.

Une telle opinion a de quoi séduire à la fois les imaginations pieuses

---

(1) L'article qui suit est le développement d'une leçon faite à l'Université de Clermont. L'auteur n'a pas prétendu traiter tout le sujet, mais seulement en établir l'importance. Un travail de ce genre devrait, pour être définitif, s'appuyer sur un dépouillement méthodique et complet de *tous* les détails relatifs au travail féminin, dans *tous* les métiers, libres ou organisés, dans *toutes* les villes, jurées ou non jurées. Provisoirement, l'auteur n'a guère pu faire porter son étude que sur des métiers jurés, dans un petit nombre de villes. En dehors des fonds Y et AD XI des Archives Nationales et des Ms. Delamarre à la Bibliothèque nationale, il a surtout fait usage des publications ou travaux de MM. Lespinasse pour Paris, Quin-Lacroix pour Rouen, du Bourg pour Toulouse, Cauvin et Lochet pour le Mans, Pagart d'Hermansart pour Saint-Omer.

qui rêvent de restaurer le passé et les novateurs socialistes. Mais l'historien constate qu'elle n'est en accord ni avec les faits, ni avec les textes. Sous cette triple espèce d'apprentie, d'ouvrière et de patronne, la femme apparaît déjà dans l'industrie du <sup>xiii</sup>e siècle ; elle joue un rôle considérable dans l'industrie du <sup>xv</sup>e et du <sup>xvi</sup>e siècles.

# I

Il importe, à cet égard, de distinguer deux sortes de métiers : ceux qui, par nature ou par usage, sont exclusivement exercés par des femmes ; ceux qui, au contraire, sont communs aux deux sexes.

Dans la plus ancienne codification des statuts industriels, dans le *Livre des Métiers* (1), nous trouvons la preuve que, dès le temps de saint Louis, les métiers dont la matière première est la soie ou le fil d'or sont réservés aux femmes : fileresses à grands et à petits fuseaux, tisserandes de soie, tisserandes de couvrechefs de soie, faiseuses de chapeaux d'or, ces cinq corporations au moins ont un personnel exclusivement féminin. Leur organisation intérieure est calquée sur celle des métiers virils : elles se composent de maîtresses, d'ouvrières, d'apprenties ; les règlements d'apprentissage, les conditions exigées pour l'acquisition de la maîtrise, les règlements d'atelier, les heures de travail, etc., tout est établi par analogie avec ce qui se passe chez les hommes. Les communautés d'hommes ont à leur tête des prud'hommes jurés ; à la tête des communautés féminines se trouvent des *prudes-femmes*, probablement élues par les maîtresses comme les prud'hommes l'étaient par les maîtres. Les fileresses à petits fuseaux sont gouvernés par « deux prudes femmes du mestier » ; il n'est pas formellement question de prudes-femmes dans les statuts des fileresses à grands fuseaux, mais l'identité de ces statuts avec ceux des fileresses à petits fuseaux nous permet de conjecturer que l'institution dont nous constatons l'existence chez celles-ci se retrouvait chez celles-là. Il y a trois maîtresses-jurées chez les tisserandes de soie, trois chez les tisserandes de couvre-chefs de soie. Nous ignorons s'il y en avait également chez les faiseuses de chapeaux d'or.

Ces prudes-femmes avaient-elles des droits absolument analogues à

---

(1) Voy. l'édition donnée par MM. de Lespinasse et Bonnardot dans la collection de *l'Histoire de Paris*.

ceux des prudhommes? Non certes; le prévôt de saint Louis n'est aucunement un partisan de l'égalité civile des deux sexes. A côté des prudes-femmes, on place à la tête de la corporation des prud'hommes chargés de les surveiller et, pour ainsi dire, de remplir à leur égard le rôle de tuteurs; ces prud'hommes ne sont pas élus par les maîtresses du métier, mais désignés par l'autorité : « Au métier devant dit [il s'agit des fileresses à grands fuseaux] a deux prud'hommes-jurés et sermentés de par le Roi, lesquels le prévôt de Paris met et ôte à sa volonté. Trois prud'hommes — et une seule prude-femme, Eudeline des Prés — contre-signent en 1309 une modification aux statuts des tisserandes de soie. Pour les tisserandes de couvre-chefs, il n'est pas question de prud'hommes, et nous connaissons seulement les noms des trois maîtresses-jurées de ce métier pour 1296 : Johana la Pie, Hon-dée de Fosses et Elise de Meaux. Dans les rôles de 1292-1300, publiés par M. Fagniez, je trouve la mention d'une quinzaine de métiers féminins (1).

Au xv<sup>e</sup> siècle, le plus important parmi les métiers exclusivement réservés aux femmes est le métier des lingères. Nous en connaissons l'organisation par une pétition adressée au roi Charles VIII, en 1485, par les lingères de Paris. Ce métier avait à sa tête des prudes-femmes, car la requête est présentée au nom des « maistresses-jurées femmes et filles de la lingerie de Paris » (2); par contre nous ne voyons pas que ces prudes-femmes aient été assistées d'un conseil de jurés-hommes; car c'est directement qu'elles s'adressent au roi. Leur communauté est organisée sur le modèle de celles des hommes, et elle doit être, comme celles-ci, doublée d'une confrérie religieuse et charitable; car il est question, dans la pétition, des « assemblées et fêtes dudit métier ». Dans les assemblées, au moins une fois l'an, on doit lire les statuts. Il y a cependant un point sur lequel ce métier ne

(1) Fagniez. *Etudes sur l'industrie*, p. 7 à 19. Ce sont les métiers suivants : Aumônières, cerenceresses, chapelières de soie, bateresses d'étain, fileresses de soie, floreresses de coiffe, femmes qui font lacs de soie, qui œuvrent de laine; pigneresses, pigneresses de laine, de soie; femmes qui carient la soie, qui dévident la soie, qui font tissus de soie; fesseresses de tissus de soie. Le métier de lingerie, plus tard exclusivement féminin, est alors exercé concurremment par des lingers et des lingères (p. 16).

(2) Y 7, f<sup>o</sup> 283 v<sup>o</sup> à 284 v<sup>o</sup>. « Pour les lingères ». L'ordonnance, datée de Paris, 20 août 1485, fut enregistrée au Châtelet le 23 août.

paraît pas avoir été réglementé comme les autres : contrairement à l'usage courant, il ne semble pas avoir connu la limitation du nombre des apprenties. « C'est, nous dit-on en effet, un métier notable et auquel pour apprendre honnête maintien, l'œuvre de couture, état de marchandise et d'éviter oisiveté, les gens notables de justice, bourgeois, marchands et autres notables personnes de notre ville de Paris mettent leurs filles. » Si les gros bourgeois de Paris plaçaient leurs jeunes filles chez les maîtresses-lingères à seule fin de les préserver contre les périls de l'oisiveté et de les habituer à faire œuvre de leur dix doigts, c'est sans doute qu'il n'était pas interdit à ces maîtresses de recevoir plus de deux ou trois apprenties.

Cette organisation était ancienne. Il y a deux cents ans passés que « furent octroyées aux pauvres femmes et filles lingères de Paris, prédécesseurs desdites suppliantes (*sic*) les places aux Halles de Paris du côté du mur du cimetière de Saint-Innocent », c'est-à-dire à peu près l'emplacement occupé par la rue actuelle de la Lingerie. Leurs privilèges, confirmés, disent-elles, par les prédécesseurs de Charles VIII et par ce roi lui-même, étaient écrits sur des chartes qui ont été perdues. Comme cette formule : « plus de deux cents ans », nous reporte à peu près à la date de la promulgation du *Livre des Métiers*, on peut croire que les statuts des lingères formaient une partie ou une annexe perdue de ce livre.

Il est remarquable que, si les lingères s'adressent au roi, ce n'est pas pour faire confirmer des privilèges économiques ou des règlements industriels, mais tout uniment des prescriptions de moralité, pour maintenir la bonne renommée du métier et expulser de la communauté des éléments impurs. « Durant lequel temps, disent-elles, [c'est-à-dire depuis plus de deux cents ans] a été accoutumé que quand aucunes femmes ou filles se gouverneront mal et qu'il en était scandale, que par les maîtresses-jurées et autres notables femmes dudit métier, elles étaient mises hors de ladite halle et des fêtes et assemblées d'icelui métier. » Les maîtresses sentent que, dans un métier composé exclusivement de femmes — et qui sont perpétuellement en rapport avec le public — il est aussi difficile que nécessaire d'éviter jusqu'à l'apparence de l'immoralité; cela est d'autant plus nécessaire que les jeunes filles dont elles ont la charge sont placées chez elles pour faire, en même temps que leur instruction professionnelle, leur éducation morale; il faut donc « que les bonnes femmes et filles que l'on met et qui sont et seront au temps à venir audit métier de lingerie et de ladite halle n'aient mauvais exemple, et qu'elles soient bien et honnêtement ins-



truites selon les commandements de Notre Seigneur. » En conséquence le roi leur accorde les règlements que voici :

« Lesdites suppliantes ni leurs successeurs ne recevront dorénavant aucunes femmes ou filles blâmées ou scandalisées de leurs corps ou autrement, afin que par elles les bonnes femmes et filles et l'état dudit métier ne soit vitupéré ou scandalisé. »

Mais, quelque soin que l'on prenne d'empêcher l'entrée dans la bergerie des brebis galeuses, la maladie peut se déclarer subitement au milieu même du petit troupeau ; ce cas aussi est prévu : « si aucunes femmes ou filles dudit métier étant en ladite halle étaient mal renommées ou scandalisées, que lesdites maîtresses-jurées et autres femmes notables dudit métier les puissent avertir de non elles trouver en ladite halle ne es assemblées et fêtes du métier ». Ainsi donc les lingères de mauvaise vie seront frappées d'une double peine : 1° radiation des rôles des communautés et confréries ; 2° privation du droit d'avoir atelier et boutique dans la rue de la Lingerie. Si les contrevenantes refusent d'obéir, le roi va jusqu'à conférer aux maîtresses-jurées des droits de police, et ordonne à sa propre police, le cas échéant, de leur prêter main-forte :

« Et si après l'avertissement, icelles femmes et filles mal renommées et scandalisées s'efforçaient elles trouver en ladite halle, que lesdites maîtresses pourront mettre leur linge et marchandise hors d'icelle halle ; et outre si elles s'efforçaient venir et être aux fêtes et assemblées dudit métier, de les mettre ou faire mettre dehors d'icelle... Et s'il arrivait que par force il fût résisté, que lesdites maîtresses-jurées et aucunes notables femmes d'icelui métier puissent requérir et appeler des officiers de Châtelet, sergents et autres personnes pour ôter la force en telle manière que honnêteté soit gardée audit métier ».

Ce qui est assez curieux c'est que les peu discrètes personnes dont il est question dans l'ordonnance, si elles perdent leur place à la halle et leur droit de siéger aux assemblées corporatives, ne perdent nullement le droit d'exercer le métier. Faut-il croire que les lingères ont usé d'indulgence envers des camarades qui avaient mal tourné ? Ou bien ces irrégulières avaient-elles de puissants protecteurs parmi les jeunes seigneurs qui entouraient un jeune roi ? Charles VIII lui-même, le futur conquérant qui mènera si galamment la conquête de Naples, était-il intéressé à ce que les lingères parisiennes n'eussent pas toutes une vertu trop farouche ? Le fait est que l'ordonnance n'est sévère qu'en apparence et rend par ailleurs aux lingères mal vivantes ce qu'elle paraissait leur avoir ôté : « Par les articles dessusdits n'est pas entendu

que toutes celles qui sont dudit métier de lingerie et qui auront été apprentisses sous aucune qui aura la franchise d'icelui métier ne puisse besogner dudit métier de lingerie et de la marchandise d'icelui hors de ladite halle ». Ainsi donc, du moment que vous avez fait votre apprentissage, vous êtes et restez lingère, eussiez vous lancé votre bonnet un peu trop haut, à cette seule condition d'exercer vos divers métiers « hors de ladite halle ». Ah ! le bon billet qu'ont les lingères de la grande lingerie ! Elles sont préservées contre la contagion morale et le mauvais exemple ; elles ne sont nullement protégées contre la concurrence redoutable de celles qui ont autre chose que leur aiguille pour vivre. François I<sup>er</sup> en 1515 confirme l'ordonnance de Charles VIII (1), et toujours pour des raisons plutôt morales qu'économiques : « Parquoi est chose louable d'entretenir et faire vivre honnêtement les femmes et filles d'icelui métier ».

Hors de Paris nous trouvons également des métiers spéciaux aux femmes. A Rouen, les lingères en neuf obtiennent de nouveaux statuts en 1538 ; les lingères en vieux, dont les statuts dataient de 1410, les font renouveler en 1588. Les rubanières, dont les statuts sont confirmés en 1524, engagent en 1536 un procès contre une autre communauté également féminine, les Bonnetières-enjoliveuses, et se font donner de nouveaux statuts en 1553 et 1588. Les brodeuses, réglementées dès 1449, sont confirmées par Henri III et obtiennent en 1595 le privilège de fournir les parures de mariées (2).

Lorsque l'industrie de la soie prit en France un grand développement et de plus en plus le caractère d'une industrie mécanique, elle employa un grand nombre d'ouvriers hommes ; cependant certaines branches de cette industrie restèrent exclusivement dévolues aux femmes. Au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècles, comme de nos jours d'ailleurs, toute grande fabrique de soieries avait à la fois des équipes d'hommes et des équipes de femmes, celles-ci employées à des travaux spéciaux, tels que le dévidage et le doublage. On peut donc considérer les femmes occupées à ces travaux comme constituant un métier exclusivement féminin.

Lorsque Louis XI, en 1466, voulut implanter à Lyon le métier de

---

(1) Y 9 f<sup>o</sup> 9 v<sup>o</sup> « Lettres pour les Lingères ». Paris, mars 1515, enreg. au Châtelet en 1532.

(2) Ouin-Lacroix, p. 106 et suiv. A Paris, les métiers de rubaniers, bonnetiers et brodeurs étaient mixtes.

soierie, il espérait qu'à ce métier « se pourront occuper licitement hommes et femmes de tous estats, tant femmes de religion que autres (1) ». De même lorsque les capitouls de Toulouse (2), sur les conseils de l'Italien Alexandre Salvini, veulent établir dans leur ville une manufacture rivale de celles de Lyon et de Tours, c'est, entre autres raisons, parce que « plusieurs jeunes filles pauvres qui vaguent par les rues et plusieurs pauvres femmes vieilles, en dévidant et doublant les soies, qui est un travail léger, pourront aussi gagner une pièce d'argent pour vivre ». Les statuts de 1553, à côté des marchands de soie et des ouvriers hommes, citent : « Et tiercement les femmes qui dévident et doublent les soies, communément appelées maitresses (3). »

Quelle était, au point de vue corporatif, la situation de ces dévideuses et doubleuses ? Forment-elles des communautés indépendantes, ou bien ont-elles leur place dans les assemblées du métier, et cette place est-elle égale à celle des mouliniers, tisserands ou teinturiers ? Cela est assez difficile à démêler, car l'industrie de la soie paraît avoir eu de bonne heure une organisation capitaliste. A Toulouse, les capitouls signalent, dans ce métier, la coexistence de trois types industriels très différents, et dont les rapports réciproques sont déterminés par la loi municipale : 1° le marchand-capitaliste, qui fournit la matière première et se fait livrer, moyennant un prix de façon invariable, les produits fabriqués ; 2° l'entrepreneur — chef-d'atelier ; 3° l'ouvrier et l'ouvrière. Entre ces trois groupes il ne saurait exister un lien corporatif proprement dit. Ils ne paraissent pas non plus s'être réunis en une confrérie religieuse.

Il en est à peu près de même, à Saint-Omer et dans quelques autres villes, pour l'industrie des draps, dans laquelle les travaux accessoires sont également confiés à des femmes. Là aussi, les métiers de tisserands, foulons, tondeurs, fournissent le travail à un syndicat de capitalistes, celui des drapiers, et nous ne pouvons voir quelle est au juste la place réservée aux ouvrières dans cette organisation (4).

(1) Sée, *Louis XI et les villes*.

(2) Du Bourg, *Organis. du travail dans le Midi*, p. 124 : « Un essai de solution de la question ouvrière au XVI<sup>e</sup> siècle. — Manufacture d'étoffes de soie à Toulouse. »

(3) Le moulinage est alors exécuté par des hommes. Actuellement l'*Office du travail* signale à la fois, dans les ateliers, la présence de mouliniers et de moulinières.

(4) Pagart d'Hermansart, p. 522.

## II

Passons maintenant aux métiers mixtes, également accessibles aux deux sexes. On compte à Paris, en 1292-1300, environ quatre-vingts métiers de ce genre; c'est dire que, dès la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, presque toutes les professions étaient accessibles aux femmes; nous allons voir dans quelles conditions (1).

Tout d'abord les veuves de maître ont généralement le droit de continuer à tenir l'ouvroir de leur mari pendant le temps de leur veuvage. Parfois rien n'indique si la veuve exerce le métier avec de moindres prérogatives que le maître défunt; chez les serruriers de Toulouse, par exemple (2), ou les gainiers de Rouen (3). Dans d'autres cas, elle doit déposer un cautionnement, qui est de 25 l. t. chez les pâtissiers de Toulouse (4), ou bien elle doit demander l'autorisation des bayles (pâtissiers de la même ville), qui lui procureront, si elle n'en a, un valet capable. Les ceinturiers toulousains ne lui permettent pas d'avoir plus d'un ou deux ouvriers à gages; les boursiers de la même ville sont plus durs encore: elle ne travaillera, disent-ils, « que de ses mains tant seulement, sans qu'elle puisse tenir autres valets, ni apprenti ni apprentisse ». En général on l'autorise, si elle sait le métier ou si elle a un ouvrier capable, à garder les apprentis du mari, mais non à en prendre de nouveaux (cordonniers de Paris, 1574) (5): c'était l'obliger, lorsque ces apprentis auraient fini leur terme, à continuer le métier avec les seuls ouvriers payés, c'est-à-dire la mettre hors d'état de supporter la concurrence de ses confrères. Les savetiers de Toulouse ne l'autorisent à exercer que pendant un an après la mort du mari. Elle est déchue de ses droits si elle se conduit mal « avec ses compagnons ou autres » (Pâtissiers de Toulouse, boulangers du Mans) (6); c'est sans doute pour éviter des dangers du même genre qu'on lui interdit (chandeliers de Paris, 1465) « d'aller besogner du-

---

(1) Fagniez, *lieu cité*.

(2) Du Bourg, *Corporat. de Toulouse*, p. 85.

(3) Ouin-Lacroix, p. 624.

(4) Du Bourg, *Ibid.*

(5) Cette clause est à peu près générale.

(6) Cauvin, p. 365.

dit métier hors de son ouvroir, ains y pourra envoyer un ouvrier suffisant avec son apprenti si aucun elle en a » (1). Si elle se marie à un homme qui ne soit du métier, elle est, pendant la durée de ce mariage, privée de ses droits (2); mais si elle épouse un ouvrier, elle le dispense, comme ferait une fille de maître, d'une partie des conditions exigées pour la maîtrise (3).

Cette situation des veuves est toute spéciale; il s'agit là de femmes qui, bien souvent, n'ont été ni apprenties ni ouvrières, et c'est dans une pensée d'humanité que l'on fait d'elles des maîtresses. Ce n'est pas là encore le travail des femmes proprement dit. Nous trouvons, au contraire, la femme employée concurremment avec l'homme, dans le travail libre : lorsqu'une communauté fait pour la première fois homologuer ses statuts, elle se compose généralement, le jour où elle requiert sa mise en jurande, de « maîtres et maîtresses, ouvriers et ouvrières »; les noms de ces travailleurs des deux sexes sont même très souvent écrits tout au long dans l'ordonnance constitutive. Les nombreuses corporations organisées sous Louis XI (faiseurs d'esteufs, etc.) étaient toutes dans ce cas (4).

Cette dualité, qui apparaît ainsi dans le travail libre légal, persiste dans le travail libre clandestin. Les artilleurs de Paris, en 1577, se plaignent de la concurrence délictueuse qui leur est faite « par plusieurs compagnons chambrelans [c'est-à-dire : ouvriers en chambre], lesquels font toutes sortes d'ouvrages dudit métier », et qui non seulement les font vendre par leurs femmes, mais « prennent en outre femmes, enfants en apprentissage et serviteurs pour les aider à faire lesdits ouvrages ».

Dans les métiers organisés, l'égalité n'est pas toujours complète entre les hommes et les femmes. Chez les limiers de Paris, d'après le *Livre des Métiers*, les apprentis des deux sexes, les ouvriers et ouvrières, les maîtres et maîtresses semblent jouir des mêmes prérogatives et subir les mêmes conditions. En 1292, un statut unique est promulgué

---

(1) AD XI, 15.

(2) Cartiers de Paris, 1594.

(3) Cordonniers de Paris. On sait que les veuves d'imprimeurs continuaient généralement à exercer le métier de leur mari, avec les machines, les caractères et les marques et devises du défunt.

(4) Voy. *Louis XI et les communautés de métiers* (*Revue des cours et conf.* 1896-97, 2<sup>e</sup> série, p. 58).

« pour le commerce des brodeurs et broderesses » et signé par deux hommes et une femme. Mais à la même époque, chez les corroyers, si les femmes peuvent bien être apprenties, elles ne sauraient devenir maitresses, exception faite des femmes et veuves de maitres. Parfois l'apprentissage lui-même et, par voie de conséquence, la maitrise, sont réservées aux filles de maitres : chez les ceinturiers de Paris (1595) (1), « que nuls maitres ou maitresses ne pourront prendre en leurs maisons aucunes filles pour leur montrer à travailler, coudre ni enrichir aucunes ceintures, ni obliger (2), si ce ne sont des filles de maitres ». A défaut de ce monopole exclusif, elles ont des avantages analogues à ceux des fils de maitres : « Et quant aux filles desdits maitres, encore que leur père allât de vie à trépas, ne seront tennes de faire aucun apprentissage dudit métier, ains pourront travailler d'icelui (si bon leur semble), comme compagnonnes dudit métier (cartiers de Paris, 1594). »

Ce mot de « compagnonnes », substitué ici aux mots plus fréquemment usités de « chambrières, servantes, ouvrières », semble indiquer qu'il y a, entre les travailleurs des deux sexes, une assez complète parité. De même, les statuts rouennais placent sur le même pied drapiers et drapières (3). Déjà, en 1475, les statuts des tissutiers de Paris proclamaient le principe de l'égalité des sexes, — au point de vue économique, s'entend : « Que les femmes ouvrant et qui besognent dud. métier de présent en lad. ville de Paris seront maitresses aud. métier si être le veulent, en payant pour leur nouvelle maitrise et entrée 12 sols p. *comme dit est ci dessus des hommes*... Les apprentisses pourront être reçues maitresses en faisant chef-d'œuvre et payant en telle somme à appliquer en la manière *comme est dit ci dessus*. » Et pour bien établir que tissutiers et tissutières sont soumis à une législation uniforme, l'ordonnance ajoute cette disposition générale : « Et que en effet et substance tous les points et articles ci-dessus contenus seront communs et s'étendront et appliqueront *tant aux femmes que aux hommes*, soit qu'il touche la maitrise ou les ouvrages ou autre chose dud. métier » (4).

(1) AD XI, 49.

(2) Par un contrat d'apprentissage.

(3) Ouin, p. 616. Chez les foulons de Paris (Y 7, fo 27), on emploie des « varletz, chambrières, apprentiz et apprentisseries ».

(4) Y 7, fo — 150 v° 159. Ord. du prévôt « touchant le métier de tixus ».

Mais, même dans ce cas — probablement unique — d'une complète assimilation des femmes aux travailleurs de l'autre sexe, ce qui empêchait toujours les maitresses d'avoir une situation aussi stable que celles des maitres, c'est que ces femmes, célibataires ou veuves, pouvaient perdre leur autonomie par mariage. Dès lors, leur statut personnel peut être plus ou moins gravement modifié, en raison de l'union qu'elles ont contractée. Chez ces mêmes tissutiers, qui font de la maitresse un véritable maitre, la femme mariée peut être privée de ses droits pour cause d'immoralité du mari : « Et s'il advenait que telles femmes ou filles qui auraient été apprentisses et maitresses se mariassent à aucun homme qui ne fût de honnête état, vie et gouvernement, en ce cas lesd. femmes ne pourront tenir led. métier durant led. mariage avec leursd. maris ». Chez les gainiers de Rouen, le seul fait d'épouser un homme qui ne soit du métier entraîne la déchéance pour sa femme, et même pour sa veuve, s'il lui a laissé des enfants ; quant à la femme d'un simple ouvrier gainier, elle pourra, en principe, travailler dans l'hôtel du patron de son mari et non ailleurs, pas même dans son propre domicile ; pourtant, « au cas que les maris d'icelles femmes ouvreront en leurs maisons, elles pourront ouvrir avec eux » (1). Chez les passementiers de la même ville, la femme mariée hors du métier « sera privée de besogner comme maitresse dud. métier, mais elle pourra besogner en chambre de ce qu'elle saura ouvrir, sans tenir aucuns serveurs en besogne ». Cependant ces restrictions au droit des femmes ne se retrouvent pas dans tous les statuts ; on lit, en effet, dans ceux des brodeurs de Paris (1554) : « Que les femmes et filles seront reçues maitresses aud. métier en faisant apprentissage et chef d'œuvre, *tels que les hommes sont tenus faire*... Et pourront lesd. femmes qui seront reçues maitresses tenir ouvroir dud. état, encore qu'elles fussent mariées à autres non étant d'icelui état » (2).

(1) Ouin-Lacroix, p. 674.

(2) Les statuts de 1292 avaient été homologués pour « le commerce de broudeurs et des brouderesses ». En 1303, ont signé deux maitres et une maitresse. Mêmes statuts en 1316. Au contraire, il n'est question que des hommes en 1469, 1483, 1497 : du moins, si ces derniers parlent des veuves et de leurs « apprentisses », ils omettent de parler de véritables maitresses. L'ordonnance de 1551, qui établit (art. 25) d'une façon si nette le droit des femmes, fut peut-être en partie motivée par une tentative faite par les maitres-brodeurs, pendant la durée du xv<sup>e</sup> siècle, pour expulser tout doucement les femmes de la maitrise.

Les femmes occupées aux métiers mixtes avaient-elles des droits corporatifs égaux à ceux des hommes? Faisaient-elles, au même titre, partie des communautés et confréries? Pouvait-il y avoir, dans ces corps, des prudes-femmes, des baylesses? *A priori*, cela semble peu probable, puisque, même dans un certain nombre de métiers féminins, les femmes n'exercent leurs droits qu'avec l'assistance d'une sorte de conseil judiciaire composé d'hommes (1). Nous n'avons pas rencontré de textes signalant la présence des femmes à côté des hommes dans les jurandes. Chez les pâtisseries de Toulouse, nous voyons bien que la veuve est régulièrement convoquée, à l'égal des maîtres, pour la messe confraternelle; mais elle est considérée d'office comme absente, et frappée, à chaque convocation, d'une amende de 3 deniers tournois. Elle n'aurait pu, à la chapelle, remplir la place d'un maître, porter le cierge, tenir un coin du drap, et sa présence n'aurait guère été convenable dans la bruyante mangeaille qui suivait le service divin. Chez ces tissutiers de Paris qui font de la femme à peu près l'égal de l'homme, il nous est impossible de démêler si le rôle corporatif des maîtresses était ou non purement passif. Une jurande de quatre membres était élue par la communauté « pour visiter et rapporter les fautes dudit métier, *tant hommes que femmes* ». Mais, si elles figurent dans la communauté à titre d'administrées et de justiciables, y avaient-elles également une place à titre d'électrices et d'éligibles? Le silence des textes ne permet pas de donner une réponse positive à cette question. Tout au plus peut-on, de ce silence même, induire cette conjecture: le prévôt, qui indique si nettement que les droits des femmes sont égaux à ceux des hommes en tout le reste, n'aurait pas manqué, si les femmes avaient été les égales de l'homme même en cela, de signaler leur rôle dans le gouvernement de la communauté. D'une façon générale, il ne semble pas qu'il y ait eu, du moins, au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècle, des *jurées* à la tête des métiers mixtes, ni peut-être même que les *jurés* aient été élus par un collège composé de maîtres et de maîtresses.

### III

L'emploi des femmes comme ouvriers d'industrie eut-il, dans ces deux siècles, une répercussion sur les salaires? Y eut-il une ten-

---

(1) Voy., ci-dessus, les « fileresses » à petits fuseaux.



dance à payer les femmes moins cher que les hommes? Se servait-on de la main d'œuvre féminine — comme on faisait de la main d'œuvre apprentie (1) — pour peser indirectement sur le prix du travail masculin?

Si nous possédons pour cette époque un certain nombre de documents sur le prix des terres et des diverses marchandises, nous sommes plus pauvres en ce qui concerne le prix du travail, particulièrement du travail industriel urbain. En second lieu, quand même les contrats de travail, de même que les contrats de vente, de loyer et d'hypothèque, auraient été rédigés par devant notaire, nous ne pourrions — pour des raisons que j'ai déjà exposées ailleurs (2) — faire usage des données numériques de ces textes qu'avec la plus extrême précaution.

Notons cependant que, dans la question qui nous occupe, la difficulté n'est plus la même. Quelle que soit la valeur relative des salaires payés, en 1553, à un moulinier et à une dévideuse de Toulouse, nous pouvons entre ces deux chiffres établir un rapport, et c'est ce rapport seul qu'en ce moment il nous importe de connaître. C'est peut-être d'une façon très erronée, par exemple, que M. d'Avenel évalue à 3 fr. 60 le salaire moyen d'un manoeuvre, et à 2 fr. 30 environ celui d'une journalière rurale au temps de Saint Louis, tous deux exprimés en livres et deniers tournois ou parisis : il n'en reste pas moins que l'un est beaucoup plus payé que l'autre. Ainsi donc, sans accepter toujours les transcriptions en monnaies actuelles, données à peu près par M. d'Avenel, des salaires d'autrefois, on peut considérer comme valables les conclusions suivantes, qu'il en tire : à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, le rapport entre le salaire féminin et le salaire masculin, (qui est actuellement des  $\frac{3}{5}$ ) était des  $\frac{3}{4}$ ; au xv<sup>e</sup> siècle il est seulement d'un  $\frac{1}{2}$ ; au xvi<sup>e</sup> siècle il paraît baisser encore.

Mais il est essentiel de noter que ces rapports sont extraits par M. d'Avenel, à peu près exclusivement, de chiffres relatifs au travail rural. Il est très difficile de savoir si ce rapport était le même dans

---

(1) Voy. à ce sujet mes deux *Grèves d'ouvriers imprimeurs au xvi<sup>e</sup> siècle* (dans cette *Revue*, 1894 et 1895) et *l'Ouvrier français aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles*. (*Revue des cours et conf.*, 1896-97, p. 207.)

(2) *De la méthode en histoire sociale* (*Revue des cours*, 1891, p. 856). Voy. d'Avenel, *Histoire économique des prix*, et (dans la *Revue des Deux-Mondes*) *Paysans et ouvriers des trois derniers siècles*.

l'industrie. A Toulouse, pour les soieries, on nous donne bien des chiffres précis pour les salaires des ouvriers des deux sexes. Pouvons-nous tirer de ces chiffres un très grand parti ? D'abord, au lieu d'être, comme dans les publications de l'*Office du travail*, exprimés en fonction des heures de travail, les salaires toulousains sont des salaires à la tâche, et l'unité de salaire est le prix payé pour le traitement d'une livre de marchandises. Une femme a 6 sols 8 deniers tournois par livre de soie doublée ; un homme a 4 sols pour mouliner une livre, 3 sols pour la retordre. Dira-t-on qu'il est aisé de traduire ces salaires-poids en salaires-heures, ce qui permettrait de comparer entre eux le salaire-heure de l'homme et celui de la femme ? Oui, une pareille traduction est possible dans l'industrie moderne qui, par son mécanisme même, développe chez l'ouvrier et l'ouvrière une tendance à produire une quantité influent croissante de travail pendant l'unité de temps ; l'est-elle aussi pour l'industrie du *xvi<sup>e</sup>* siècle, beaucoup plus lente et beaucoup plus irrégulière en son activité ? Il est sûr qu'une Toulousaine du *xvi<sup>e</sup>* siècle, venue à l'atelier pour « gagner une pièce d'argent pour vivre » en se livrant à « un travail léger », n'a rien de comparable avec une ouvrière de nos jours, assise à la table où s'empilent les écheveaux, et qui, fiévreuse et hâtive, les dévide ou les refait si vite qu'à peine les voit-on passer entre ses doigts ; ou bien avec celle qui, debout devant les broches et les dévidoirs qui tournent d'une effrayante rapidité, passe une journée entière à rattacher des fils. Comment trouver une commune mesure entre le produit d'une heure de travail en 1553 et en 1897 ? A plus forte raison est-il impossible de savoir quel poids de soie un homme pouvait mouliner pendant qu'une femme en dévidait une livre.

Tout ce qu'on peut dire c'est que, si les choses se passaient à l'atelier à peu près comme aux champs, il est permis de supposer que le travail de la femme était généralement moins payé que celui de l'homme, et même que le rapport du premier salaire au second était plus faible que de nos jours. Par conséquent l'emploi des femmes dans l'industrie devait tendre à faire baisser le prix de la main d'œuvre. Pourtant on ne pourra rien affirmer absolument à cet égard, tant que l'on n'aura pas produit des textes prouvant que les ouvriers, de même qu'ils se plaignaient du nombre excessif des apprentis, se sont également plaints alors du nombre des femmes admises dans les ateliers.

Il est d'ailleurs très difficile de donner des conclusions générales à une étude de ce genre. Elle manque forcément d'unité, parce que le sujet lui-même est multiple. On a pu se convaincre, chemin faisant,

que, sur ce point du travail des femmes comme sur tout le reste, la législation industrielle des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles est prodigieusement variable suivant les lieux et suivant les industries; ajoutons qu'à côté des villes à métiers jurés subsistent — il ne faut pas l'oublier — les villes et villages à métiers libres, lesquels, au moins avant l'édit de 1581, sont en majorité dans notre pays.

H. HAUSER,

Professeur d'histoire à l'Université de Clermont.

---

## Le péril jaune <sup>(1)</sup>.

« Partout où l'ouvrier chinois ou même nègre est en concurrence avec l'ouvrier blanc, dit M. E. Faguet (2), celui-ci est vaincu ». Nous avons assez vu cela dans l'*Outre-Mer* de Bourget, où le terrible problème des races est si nettement posé! « L'ouvrier à cinq sous est naturellement vainqueur de l'ouvrier à cinq francs ».

Le « péril jaune » est signalé de toutes parts. Les Chinois sont quatre cents millions. Théoriquement ils peuvent mettre trente millions d'hommes sur pied de guerre. Un beau matin, ils devaient envahir l'Europe, massacrer ses habitants et mettre fin à la civilisation occidentale. Cela paraissait un dogme inattaquable. Mais on s'est aperçu dans ces derniers temps que les Chinois éprouvent une horreur insurmontable contre le service militaire. Depuis qu'ils se sont laissés battre par les Japonais, dix fois moins nombreux, les pessimistes ont fait volte face. Le « péril jaune » n'est plus à craindre sous forme d'invasion militaire, du moins pour une période qui peut entrer dans nos préoccupations, le « péril jaune » vient surtout de l'ouvrier chinois qui se contente de cinq sous.

---

(1) Cet article est imprimé avec les modifications orthographiques exposées dans le n° de février 1897 de la *Revue*.

(2) *Journal des Débats* du 25 juillet 1895, feuilleton intitulé le *Prochain Moyen-Age*.

« L'habileté de l'ouvrier oriental, sa sobriété extrême, ne font de doute pour personne, dit M. H. Normant (1). Entre deux ouvriers également habiles, celui qui est le plus sobre est déjà assuré de la supériorité; il en sera bien plus certain encore s'il se contente d'un salaire très inférieur à celui de son concurrent. Or c'est le cas de l'ouvrier jaune par rapport à l'ouvrier blanc. Celui-ci est vaincu d'avance. L'ouvrier jaune tient l'ouvrier blanc à sa merci ». Les Chinois, les Hindous, les nègres se contentant d'un faible salaire, fabriqueront bientôt tous les produits à meilleur marché que les blancs; alors personne ne voudra plus acheter les articles des blancs. N'ayant plus de travail, ceux-ci seront réduits à mourrir de faim. L'Europe deviendra une solitude et notre civilisation périra.

Il y a dans ces raisonnements une série d'erreurs qu'il est bon d'examiner une à une.

Où a-t-on pris d'abord que les races inférieures se contentent d'un petit salaire? Or tout l'édifice de l'argumentation pessimiste est basé sur cette affirmation. Le Chinois se contente de quelques sapèques et vit d'une poignée de riz. Il est sobre; donc ses produits seront moins chers que les nôtres, donc il nous écrasera.

L'affirmation que les races inférieures se contentent d'un bas salaire quand elles peuvent obtenir un salaire élevé ne supporte pas l'examen un seul instant.

Au Transvaal les ouvriers cafres ont des salaires de 75 francs par mois, plus la nourriture, qui revient à 85 francs. Cela leur fait donc 5 fr. 35 par jour. Les Chinois en Californie gagnent 5 francs par jour (2).

Nous le demandons, pourquoi, dans ces deux cas, les représentants de ces races inférieures ne se « contentent-ils » pas de 25 centimes? Cela vient de la plus élémentaire des raisons. Les Chinois, comme toutes les créatures vivantes, fuient la douleur et recherchent le plaisir. Il n'y a pas des lois biologiques différentes pour les Européens et pour les « vils » Chinois. Les lois de la nature et les lois sociales sont les mêmes pour toutes les races. Dès qu'un individu a la possibilité de gagner 5 francs, il ne se « contente » plus de gagner cinq sous. L'ouvrier chinois en Californie demande 5 francs par jour sans aucune

(1) Cité, par M. P. d'Estournelle de Constant, dans un article de la *Revue des Deux-Mondes*, du 1<sup>er</sup> avril 1896, p. 666.

(2) Pour le Transvaal, voir le *Journal des Débats* du 5 avril 1896; pour la Californie, le *Journal des Économistes* d'août 1893, p. 984.

hésitation et, s'il pouvait en obtenir dix, il les réclamerait immédiatement. Le taux des salaires dépend de facteurs économiques, non de facteurs biologiques. La couleur de la peau et l'angle facial n'ont rien à voir en cette affaire. Un noble Aryen peut avoir des salaires très bas (beaucoup d'ouvriers européens envieraient les salaires des Cafres du Transvaal), un « vil » Touranien des salaires très hauts. D'autre part il ne suffit pas d'être de même race pour avoir les mêmes salaires. Actuellement un charpentier, à Coolgardie, gagne 16 francs par jour et à Odessa seulement 4. Tous les deux sont des blancs cependant.

Si le Chinois se contente de quelques sapèques dans son pays, c'est qu'il ne peut pas faire autrement. Mais dans son pays, dès qu'il peut obtenir davantage, il ne s'en contente plus. Les bases fondamentales des sociétés hindoues et chinoises sont les mêmes que les nôtres. On y observe, comme chez nous, la plus grande variété des fortunes. En Chine, aux Indes, comme en Europe, il y a des millionnaires et des mendiants. En Chine, comme en Europe, les hommes travaillent jour et nuit pour acquérir des richesses. Quelques-uns réussissent et amassent de grandes fortunes, d'autres ne réussissent pas, restent dans la médiocrité ou même dans la misère. Mais la poussée de bas en haut, l'ascension perpétuelle de la pauvreté à l'opulence s'observe en Asie comme en Europe. C'est la trame journalière de la vie sociale. A chaque instant, en Chine comme chez nous, certains individus montent les échelons du bien-être, d'autres les descendent.

Eh bien, quand on affirme que notre race est condamnée à périr parce que les ouvriers chinois se contentent d'une poignée de riz, on méconnaît les phénomènes sociaux les plus universels. Dès qu'un Asiatique peut gagner de l'argent, il ne se contente plus d'une poignée de riz. Combien les pessimistes ne nous rebattent-ils pas les oreilles de la « sobriété » des Chinois, qui doit être l'écueil contre lequel se brisera notre civilisation ! Eh bien, ils tombent mal. Précisément le Chinois est l'homme le moins sobre de la terre. Nulle part la cuisine n'a reçu autant de raffinement que dans le Céleste Empire. Des repas de 140 plats y sont fréquents. Les Chinois dépensent des sommes considérables pour se procurer les mets les plus rares. Les pessimistes, un peu brouillés d'ailleurs avec la géographie, oublient que toute la Chine ne se trouve pas dans la zone chaude, où une nourriture très abondante est moins nécessaire. Les Hindous, vivant sous un ciel de feu, sont naturellement assez sobres. Mais on peut manger peu et bien. Chez les riches habitants de Calcutta et de Benarès, la table est servie

de mets forts variés. On se donne aussi dans l'Inde le plaisir de la bonne chère.

Si donc le plus grand danger de notre civilisation vient de ce que les Asiatiques se contenteront, soi-disant, toujours d'une poignée de riz, nous pouvons dormir tranquilles.

Ce qui a contribué à créer la légende de la sobriété chinoise, c'est que les émigrants de l'Empire du Milieu font de grandes économies dans le pays où ils vont travailler temporairement. C'est aussi le cas des Italiens. Mais si les Célestes se contentent d'une poignée de riz pendant quelques années, c'est pour mieux vivre, plus tard, quand ils seront rentrés dans leur pays.

Le Chinois ne peut faire que trois usages des bénéfices réalisés dans nos pays. D'abord il peut les consommer immédiatement. En ce cas, en ayant un salaire de 5 francs, il vivra sur un pied de 5 francs et non sur celui de 25 centimes. Il ne se contentera donc pas d'une poignée de riz. Il fera marcher le commerce. En second lieu le Chinois peut économiser et faire valoir ses capitaux. Alors lui ou d'autres personnes achèteront des instruments de travail, ensemenceront des champs restés en friche, bref accroîtront la prospérité du pays. Car faire valoir des capitaux signifie les appliquer à une production quelconque. Enfin le Chinois peut mettre ses économies dans un bas de laine, comme faisaient autrefois les paysans européens. Mais il viendra forcément un jour où son fils ou son petit-fils les retireront du bas, les uns pour augmenter leurs jouissances actuelles, les autres pour les faire valoir. Ces capitaux rentreront alors dans la circulation. Il n'y aura de perdues que les monnaies enfouies dans le sol et oubliées. Mais ce cas est bien rare; les chercheurs de trésors en sont généralement pour leur peine.

Peu importe l'endroit où le Chinois consomme ses économies; que ce soit l'Amérique ou le Céleste-Empire, ces capitaux rentrent dans la circulation universelle et produisent leur effet indirect dans le pays dont ils sont sortis.

Il ne faut pas oublier de plus que, si l'ouvrier hindou reçoit un salaire inférieur, il produit aussi un travail inférieur. « On estime qu'une même filature de 30,000 broches exigerait 750 ouvriers à Bombay et seulement 120 dans le Lancashire » (1). Quelques industriels anglais font venir des ouvriers américains. Ils les payent plus cher, mais,

---

(1) *Revue des Deux-Mondes* du 15 avril 1895, p. 120.

comme ils font de la meilleure besogne, les produits reviennent à meilleur marché. Ce fait est habituel dans l'industrie moderne. Aux Indes même, quand les ouvriers deviennent plus habiles, ils reçoivent des salaires supérieurs, allant jusqu'à 2 francs et 2 fr. 40. On le voit, c'est dix fois plus que les fameux cinq sous.

De nos jours, dans l'industrie, on essaie, dès que c'est possible, de substituer le travail à la tâche au travail à la journée. Cela étant, des Hindous et des Chinois peuvent gagner des journées supérieures à celle de l'Européen en travaillant avec plus d'application. Or, à partir du moment où les Asiatiques gagneront plus que les Européens, comment pourra-t-on affirmer que les jaunes écraseront les blancs par les bas salaires ?

Mais il y a une dernière considération supérieure à toutes les autres. Tous les jours le prix des produits dépend de plus en plus des perfectionnements de l'outillage et de moins en moins du taux des salaires.

Un exemple bien souvent cité. Avec un métier circulaire une ouvrière peut faire 480,000 mailles par minute. A la main, la plus habile n'en peut faire que 80. Supposons que l'ouvrière, maniant ce métier, reçoit 10 francs par jour (nous exagérons à dessein) et supposons que les autres frais de l'usine (force motrice, réparation des machines, frais d'administration, etc.) montent encore à 30 francs par ouvrière et par jour. Dans ces conditions, pour faire concurrence au métier, l'ouvrière, travaillant à la main, devrait se contenter d'un salaire inférieur à 7 dixièmes de centimes. Si extraordinairement sobre qu'on la suppose, il faut avouer que, même aux Indes, elle trouverait difficilement à se nourrir pour ce prix là.

Les machines fabriquant le papier de journal « marchent à la vitesse de 70 mètres par minute, dit M. le vicomte d'Avenel (1). Une heure suffit pour obtenir ces énormes rouleaux dont la longueur atteint jusqu'à 5,000 mètres que les presses rotatives de Marinoni se chargeront de noircir. L'opération s'accomplit toute seule. Un unique ouvrier y assiste, accoudé contre un bâti ; il se penche parfois sur un cylindre, examine le papier, serre un écrou, verse un peu d'huile, puis rentre dans son immobilité, type expressif du travail moderne ». Ainsi un seul ouvrier peut faire, dans une journée, une bande de cinquante kilomètres de papier, presque sans se donner aucune

---

(1) *Revue des Deux-Mondes*, du 1<sup>er</sup> décembre 1895, p. 548.

peine (1). C'est beau ! Et cependant on est allé encore plus loin ; on a supprimé même cet unique ouvrier. Un ingénieur américain, M. Charles S. Cooper, a perfectionné le métier à tisser d'une façon extrêmement remarquable. Laissons parler M. Daniel Bellet (2). « Dès qu'un fil de la chafne se casse, ou dès que le fil s'échappe de la navette, ou enfin qu'un dérangement quelconque se produit, qui ne pourrait être dans les métiers actuels constaté que grâce à l'attention de l'ouvrier, le métier s'arrête automatiquement... Cela permet au nouveau métier de travailler seul pendant un certain temps (l'unique danger que l'on court en agissant ainsi est qu'il s'arrête si quelque chose vient à se déranger). Aussi on laisse fonctionner le nouveau métier pendant le déjeuner, puis pendant toute la nuit. En rentrant le matin on trouve une sérieuse quantité de tissu fait. Cela augmente la production dans une proportion énorme. » Voilà bien ce qu'Aristote demandait pour supprimer l'esclavage : « les navettes marchant toutes seules ». Encore une fois, comment l'ouvrier hindou ou chinois, si sobre qu'on le suppose, pourra-t-il lutter contre cette machine ? Avec le métier Cooper un ouvrier fait 752 mètres de tissu par jour.

Il en est de toutes les industries comme de celles du papier et du tissage. Le bon marché du produit provient de la substitution de la machine au travail humain. Dans l'Inde et la Chine, où les ouvriers se paient si peu, on trouve avantage à établir de grandes filatures mécaniques ; donc, même dans les pays de salaires dérisoires, la machine bat l'homme.

Pour produire à meilleur compte que nous, les Asiatiques devraient avoir un outillage industriel plus perfectionné que le nôtre. Pour posséder des machines supérieures à celles de l'Occident, ils devraient inventer des procédés plus avancés. Ce n'est pas impossible, à coup sûr, mais cela demandera beaucoup de temps. Tout se tient dans la vie sociale. L'invention provient, dans une certaine mesure, du développement de l'esprit scientifique. Cet esprit scientifique, à son tour, est la résultante de milliers de facteurs fort complexes. Pour faire que la

---

(1) Le papier du *Figaro* coûte un centime et quart. S'il fallait le fabriquer à la main, par les procédés usités au Moyen-Age, il coûterait 2 fr. 10. Encore ici, en faisant le même calcul que pour la machine à tricoter, on voit que, pour lutter contre les nouveaux métiers, un ouvrier, travaillant par les procédés anciens, devrait se contenter d'un salaire de 2 millièmes de centime.

(2) *Journal des Économistes*, du 15 décembre 1895, p. 379.



société hindoue et chinoise arrive à l'état mental des Américains du Nord (état particulièrement propice à l'esprit d'invention), il faudra d'innombrables efforts pendant des siècles. Mais, dira-t-on, les Asiatiques nous achèteront notre outillage. Parfaitement; mais dans ce cas ils auront ce que nous avons et pas mieux, donc ils seront nos égaux et pas nos maîtres. Nous pourrons leur faire concurrence sur un pied d'égalité. Il faut que les pessimistes nous expliquent pourquoi ce seront eux qui devront nous écraser et pas nous qui les écraserons. Notez de plus que dans les perfectionnements de l'outillage, l'esprit d'invention est tout. Tant que nous serons plus inventifs, nous l'emporterons toujours sur nos rivaux asiatiques. Des machines plus parfaites et plus ingénieuses donneront constamment des produits moins chers que des machines démodées et archaïques.

Les Chinois et les Hindous pourraient arrêter nos manufactures le jour où ils seraient en état d'approvisionner non seulement leurs propres marchés mais encore les nôtres. Comme nous l'avons déjà montré ailleurs, (1) « l'industrie cotonnière anglaise emploie actuellement 53 millions de broches. Il faudrait que nos concurrents asiatiques possédassent un outillage au moins égal pour nous battre. Mais où prendront-ils les capitaux nécessaires pour l'établir? Justement, si les salaires sont si bas aux Indes et en Chine, c'est parce que l'esprit d'initiative et les capitaux manquent dans ces pays. En Chine les nouvelles entreprises sont rares. Le Céleste Empire possède les plus beaux gisements de charbon du monde; à peine en a-t-on commencé l'exploitation. Les Chinois n'ayant pas de nouvelles carrières encombrant les anciennes; l'offre du travail est plus abondante que la demande et les salaires sont bas. Imaginez les capitaux aussi abondants en Chine qu'en Europe (2). Ils auraient cherché des placements, ils auraient suscité des entreprises nouvelles. Mais tant que les Asiatiques manqueront de capitaux, ils n'auront pas la possibilité d'installer leur outillage industriel sur le même pied que le nôtre.

La plupart des grandes filatures établies aux Indes l'ont été par des Anglais. Le Japon seul a quelques filatures fondées par des capitalistes indigènes (et encore on dit qu'ils reçoivent des subsides du gou-

---

(1) Voir nos *Gaspillages des sociétés modernes*, Paris, Alcan, 1894, p. 78.

(2) Et il faut ajouter aussi mobiles. Les épargnes peuvent être considérables en Chine. Mais si elles s'enferment dans des cachettes sous forme de lingots d'argent, elles sont comme si elles n'étaient pas.

vernement). Aussi longtemps que l'Europe commanditera l'industrie asiatique, elle n'a rien à craindre de l'Asie, puisqu'en définitive une grande part des profits lui reviendra. Maintenant, quand toutes les entreprises appartiendront aux Asiatiques, c'est que les capitaux seront devenus abondants en Asie; alors les salaires y hausseront inévitablement.

Le globe entier est devenu un seul marché. Les prix des denrées tendent de plus en plus à s'égaliser dans tous les pays. La même tendance existe pour les salaires. Seulement, comme on ne transporte pas les hommes aussi facilement et à aussi bon compte que les marchandises, l'équilibre des salaires est encore loin d'être aussi avancé que celui des denrées. Mais nous nous y acheminons inévitablement par des chemins fort nombreux. D'abord les améliorations techniques. Tous les jours les bateaux à vapeur et les locomotives étant perfectionnés, les prix des voyages baissent. D'autre part l'instruction se répand; les hommes commencent à mieux connaître le globe. Les pays lointains effraient moins. Les préjugés diminuent et rendent les départs plus faciles. Un grand nombre d'Hindous croient encore perdre leur caste, en se rendant par mer en Angleterre. Aussi ils évitent de faire ce voyage. Quand moins d'Hindous auront ces préjugés absurdes, ils se déplaceront plus facilement. Les Chinois sont plongés aujourd'hui dans une profonde ignorance. Ils pullulent dans leur pays. Ils ne savent pas combien de terres incultes et désertes pourraient être fécondées par leur travail. Mais ils l'apprennent de plus en plus. Le temps n'est pas loin où l'émigration asiatique égalera et dépassera l'émigration européenne. Tout montre que la mobilité de l'homme ira en augmentant. Quand les entraves politiques seront supprimées, une différence de 20 à 30 pour 100 dans les taux des salaires produira des invasions de travailleurs, comme la même différence produit aujourd'hui une invasion de marchandises. Nous marchons vers l'équilibre économique. C'est inéluctable, parce que conforme aux lois de la nature. La différence, existant aujourd'hui entre les salaires de l'Asie et ceux de l'Europe, ne sera pas éternelle. Un jour viendra où l'Asiatique aura le même salaire que l'Européen. Par conséquent l'écrasement de l'Européen par les bas salaires de l'Asiatique deviendra alors impossible. Admettons cependant les données des pessimistes. Supposons que les salaires des Asiatiques seront toujours (1) plus bas que ceux des Européens;

---

(1) Le lecteur sent sans doute combien ce mot sonne faux. Il n'y a rien d'éternel dans la nature.

quel mal cela pourra-t-il faire à ces derniers? Les bas salaires produisent, en définitive, le même résultat que les machines plus perfectionnées. Une broche fait 10,000 tours à la minute : elle donne un kilo de fil à l'heure, par hypothèse : on invente une nouvelle disposition, grâce à laquelle la broche fait 20,000 tours et 2 kilos à l'heure, personne n'y voit de mal. Au contraire, on comprend que la félicité humaine est en raison directe de la productivité de machines. Or si un Chinois demande 5 fr. pour labourer un hectare, quand un Européen en demande 10, cela équivaut, au point de vue des phénomènes économiques, à la découverte d'une charrue à vapeur nouvelle, travaillant deux fois plus vite que l'ancienne. Le perfectionnement de l'outillage étant considéré comme un bien, parce qu'il produit le bon marché, pourquoi le bas salaire des Chinois, amenant le même résultat, peut-il être considéré comme un mal? Mais on dit que le Chinois évince l'ouvrier européen. La machine n'a-t-elle pas le même résultat? Or l'expérience des nations industrielles montre d'une façon irréfutable que leur prospérité est en raison directe du perfectionnement de l'outillage, donc le bon marché du salaire asiatique, ayant le même résultat, est aussi un bien et non un mal. En dernière analyse, le bon marché du salaire asiatique a pour résultat une diminution du prix des produits. Or tous les hommes, dans la pratique journalière, affirment à l'unisson que le bon marché est un bien et la cherté un mal. Les doctrinaires et les pessimistes seuls ne sont pas de cet avis.

J. Novicow,

Membre de l'Institut International de Sociologie.

---

## L'avenir de la démocratie.

L'ouvrage bien connu de M. Lecky *Democracy and Liberty*, publié l'année passée, a suggéré à M. le professeur Giddings, l'éminent sociologue américain, des considérations qui méritent, par leur importance,

---

(1) *Democracy and Liberty* by W. E. H. Lecky. London and New-York. Longmans, Green et Co, 2 vol. XXI-568, XIX-601.

d'être signalées à l'attention des lecteurs de la *Revue*. L'article de M. Giddings a paru dans l'avant dernier numéro du *Political Science Quarterly*, l'organe trimestriel de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université de Colombie. On sait que la thèse développée par M. Lecky n'est que la reproduction et l'amplification de ce vieux lieu commun qui date d'Aristote et qui consiste à identifier le régime démocratique avec la tyrannie brutale et imbécile du nombre. C'est donc un réquisitoire en règle dirigé contre la démocratie. Pour le publiciste anglais celle-ci ne représente en somme que l'exploitation de la minorité intelligente par la foule des ignorants et des incapables. Elle inaugure le règne des perroquets sur les aigles. Partout où le ferment morbide des idées démocratiques est parvenu à déterminer une transformation correspondante des institutions politiques, en Angleterre, aux États-Unis, dans l'Europe Latine, M. Lecky croit découvrir les traces d'une dégénérescence progressive autant qu'irréversible. La société contemporaine, rongée par ce virus funeste, marcherait donc aux pires désastres. Rien, dans ce tableau sombre, n'éclaircit la profondeur des ombres.

A part l'élégance de la forme et une certaine originalité d'images, d'antithèses et même de paradoxes, la diatribe de M. Lecky n'est autre chose qu'une insignifiante banalité. Et en vérité il ne vaudrait pas la peine de s'attarder à une discussion n'offrant rien d'intéressant si la réfutation de M. Giddings n'était de nature à nous permettre, par la richesse et la nouveauté de ses aperçus, d'envisager le problème de la démocratie à un point de vue tout à fait nouveau.

M. Giddings nous fait remarquer avant tout que, s'il est vrai que, par le suffrage universel, le pouvoir directif et décisif se trouve placé dans la majorité numérique; il ne s'ensuit pas que la démocratie doive consacrer le règne de l'ignorance. Une pareille conclusion serait admissible si, en réalité, chacun des ignorants et des médiocres composant la majorité votait suivant son opinion et d'après son propre jugement. Dans ce cas, le vote serait bien l'expression de la médiocrité dominante. Mais une pareille supposition est en contradiction avec les résultats les moins contestés des études récentes de psychologie collective. Traditions, coutumes, imitation — écrit M. Giddings — conditions économiques, multiples influences sociales, contribuent à faire du vote populaire l'expression de l'adhésion plus ou moins réfléchie de la majorité à des idées ou à des desseins suggérés, suivant les temps et les lieux, par des aventuriers de génie, par des apôtres ardents, par des démagogues audacieux, par d'habiles politiciens, me-

neurs en somme de toute espèce, ou bien « leaders » dans la signification la plus élevée de ce mot. Aussi le caractère du vote est-il déterminé par la qualité des individus qui mènent les foules votantes. En concevant celles-ci comme des agglomérations d'atomes impénétrables, M. Lecky méconnaît l'action d'une loi qui est aussi vraie, dans le domaine des faits psychologiques et sociaux, que la loi de la gravitation l'est dans le monde physique. C'est en vertu de cette loi que les individus et les classes inférieures sont destinés à subir l'influence des personnes et des classes jugées supérieures et, par là, à croire plutôt qu'à penser, à imiter des exemples plutôt qu'à fournir des modèles.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer aux lecteurs de la *Revue* que M. Giddings, dans son examen de l'ouvrage de M. Lecky, s'est placé au point de vue sociologique de M. Tarde. C'est bien la loi de l'imitation que ses objections présupposent, à tel point qu'on pourrait considérer son compte-rendu comme l'ébauche d'une application très heureuse des théories de M. Tarde au problème de la démocratie. C'est sur ce terrain qu'il conviendrait de suivre le professeur américain, car il n'a donné qu'une indication très sommaire des conséquences que comporte, dans le domaine des faits politiques, la théorie sociologique à laquelle se trouve lié le nom du maître français. On n'a peut-être pas encore saisi l'énorme portée politique des doctrines tardiennes. Il est certain qu'en nous montrant dans les « idées » ou « inventions » la cause première des transformations sociales, en nous révélant le caractère, en partie accidentel, des inventions, et l'ordre, en partie réversible, de leur apparition, et en donnant la prééminence aux causes logiques dans l'évolution sociale, M. Tarde aboutit forcément à une conception politique nettement démocratique, d'où toute idée de fatalisme ou de quiétisme est rigoureusement bannie. Une fois l'imitation conçue comme la force *plastique* de l'agrégat social, c'est-à-dire comme le mode typique de transmission des initiatives rénovatrices, le gouvernement idéal doit s'identifier avec celui qui non-seulement rende possible l'expansion illimitée et sans entraves de toutes les « idées » ou « inventions » qui se produisent dans le milieu social, mais qui permette encore de déterminer l'intensité de la force d'expansion de chacune, pour assurer à l'idée finalement dominante le pouvoir de direction qui lui est dû. A ce point de vue le suffrage universel nous paraît l'instrument le moins imparfait de vérification du rayonnement imitatif. Les bulletins électoraux nous indiquent, par leur

groupement parfois bizarre, les variations infinies du fleuve social de l'imitation.

Si l'on admet d'ailleurs la conception tardienne de l'évolution sociale, s'accomplissant par suite d'une descente des « idées » ou des « exemples » de haut en bas, sorte de cascade d'imitations successives, à travers une série historique de supériorités sociales, où résiderait le véritable pouvoir de transformation du milieu social, la démocratie, comme toute autre forme de l'organisation politique des sociétés humaines, ne peut être en elle-même une source de bien ou de mal. Elle n'est qu'un instrument, j'oserais dire un outil de sélection des idées destinées à devenir dominantes et à se concrétiser dans les différentes productions de l'activité sociale. C'est par rapport à ce but que les différentes formes politiques, depuis la théocratie jusqu'à la démocratie la plus large, peuvent être plus ou moins parfaites, suivant qu'elles favorisent ou entravent cette circulation des exemples qui est la condition première d'une vie sociale féconde et mouvementée. Mais, en dehors de ce rapport, il n'y en a pas d'autre qui puisse nous offrir une mesure d'évaluation des institutions politiques. La démocratie peut être un instrument de démolition ou un moyen de progrès suivant la qualité des influences qui agissent sur la foule votante. Supposez une république platonicienne, où la culture serait répandue dans les couches les plus profondes de la population, où, par une distribution plus juste de la richesse, se trouveraient réduites au minimum les influences perturbatrices qui aboutissent à la criminalité et à la dégénérescence sociale. Il est évident que dans une pareille société, trop éloignée de nous malheureusement, les institutions de la démocratie ne sauraient donner de fruits aussi verts que ceux qu'elles ont donnés en réalité partout où elles ont pu s'établir de notre temps.

Les détracteurs de la démocratie oublient trop souvent que l'extension du droit de vote aux masses, par le suffrage universel, s'est produite au milieu d'une société où demeuraient inaltérées, avec les bases capitalistes de l'organisation économique, les conditions séculaires d'infériorité et de dépendance de la plupart des hommes. L'origine historique de la démocratie moderne n'est, à vrai dire, qu'une concession des classes détentrices de la propriété, c'est-à-dire des classes capitalistes. Rien de plus naturel que les pires influences eussent prise sur les foules de salariés appelées à participer à l'organisation des pouvoirs publics. Des masses abruties par un servage séculaire ne pouvant obéir qu'à des mobiles d'une bien pauvre valeur intellectuelle et morale, devaient forcément représenter, dans l'état démocratique, un

élément perturbateur fait de grossièreté et d'ignorance. A ce point de vue, le suffrage universel a été, par la manière dont il a fonctionné au milieu de nos sociétés, l'instrument le plus propre à nous révéler les profondeurs d'ignorance et d'abjection où l'organisation présente de la société plonge la plupart des hommes. C'est donc à la qualité du milieu social, où l'échafaudage démocratique était installé, que sont dues les plaies qui souillent nos sociétés démocratiques, corruption, vénalité, esprit d'intrigue, de violence, d'envie. C'est bien là qu'il faut chercher les conditions de culture de ce microbe funeste du « politician », espèce infime et singulièrement répugnante du meneur de foules, au service de la féodalité ploutocratique. Ce type de condottière de mauvais aloi, que les Américains flétrissent du nom pittoresque de « boss », n'est pas le produit fatal des institutions démocratiques. Il répond à ce besoin de « leadership » ou de direction qui domine les foules moutonnières, et exprime, par sa propre bassesse, le degré d'abjection de la foule, dans la cité moderne. Modifions les conditions intérieures de la société, brisons ces liens d'airain qui enchaînent la plupart des hommes à une condition d'intolérable infériorité, et nous aurons par là modifié la qualité des influences qui agissent sur le peuple soi-disant souverain dans l'état démocratique. Alors, dans ce futur lointain, mais apercevable, le boss, comme s'exprime M. Giddings, « will sink into oblivion », et la direction de la démocratie appartiendra aux meilleurs, aux hommes qui résument dans leur esprit puissant les plus vives énergies de leur temps, aux « leaders » vraiment dignes de ce nom.

Nous n'avons vu, dans notre siècle, que la première phase du mouvement démocratique. Il est impossible d'en déterminer la direction finale. Il est certain toutefois que la diffusion croissante de l'instruction, que l'élévation progressive et inévitable du niveau humain, intellectuel et moral, devra à la longue déterminer la formation d'un milieu tout autrement favorable à la démocratie que celui où elle a été appelée à s'organiser à ses débuts. Les destinées de la démocratie seront donc déterminées par la qualité des influences qui finiront par prévaloir sur les foules, ou, comme dit M. Giddings, « par le caractère « de l'aristocratie qui guidera l'état derrière la constitution » (behind the constitution). C'est donc avant tout un problème d'éducation, un problème moral, que l'éminent sociologue américain nous présente, à propos de la démocratie. On voit combien ses conclusions dépassent, en profondeur et en valeur explicative, les anathèmes sommaires de M. Lecky.

Je me plais à espérer qu'une plume plus autorisée que la mienne

travaillera à donner aux idées de M. Giddings les riches développements qu'elles comportent. Car je crois, en réalité, que le savant professeur de New-York nous a présenté le problème de la démocratie sous un jour tout à fait nouveau. Il faudrait le suivre résolument dans le chemin qu'il nous montre, et qui nous permet d'envisager un des aspects les plus bizarres et les moins connus de cette merveilleuse théorie tardienne qui demeure, après tout, la contribution la plus géniale de la pensée contemporaine à l'explication du mystère social.

GUSTAVE TOSTI.

---

## NOTES

### Quelques phases de l'évolution de la propriété.

L'œuvre de l'*extension* de l'Université libre de Bruxelles nous a valu, cette année, une série de conférences dont les thèmes résumés dans le titre ci-dessus nous paraissent de nature à intéresser les lecteurs de la *Revue*. Ces conférences ont été données avec un grand talent d'exposition, une réelle élégance de forme par M. Paul Errera, chargé de cours à la Faculté de droit. Un public nombreux et très attentif s'est pressé régulièrement aux leçons du jeune professeur.

La première séance a été consacrée à l'exposé d'un certain nombre d'idées directrices et primordiales. L'auteur signale l'importance sans cesse grandissante des données économiques dans l'interprétation des phénomènes sociologiques. Les événements militaires et politiques passent au rang des causes occasionnelles ou accidentelles; les faits économiques occupent chaque jour le premier plan; la chose se vérifie surtout en ce qui concerne la propriété.

La propriété est une des manifestations de l'activité humaine; elle en dérive directement, se transformant et se modifiant avec elle; elle doit s'étudier sous cet angle, selon cette formule à l'aide, d'une part, de ce que nous savons de la nature des hommes et, d'autre part, de ce que



les civilisations contemporaines des diverses formes de la propriété nous ont laissé de vestiges, d'indications de tous genres.

La propriété n'est pas une manifestation exclusive aux sociétés humaines; les animaux témoignent soit individuellement, soit collectivement d'un instinct de propriété. C'est que la propriété dérive de tendances à la fois communes aux animaux et à l'homme : la satisfaction des besoins; et l'ancienneté de la notion de propriété est tout aussi réelle en ce qui concerne la propriété collective qu'en ce qui concerne la propriété individuelle; les deux formes de la propriété se rencontrent tout aussi bien dans les groupements animaux que chez les peuplades primitives.

L'histoire de la propriété nous la montre amplifiant, selon une formule uniforme, le nombre et la nature de ses éléments; elle est d'abord limitée aux choses les plus indispensables à l'existence, la nourriture, les instruments de travail, les armes; puis elle comprend successivement tout ce qui, dans l'entourage de l'individu, concourt à assurer, améliorer son existence. L'idée de la propriété foncière n'apparaît que tardivement. Elle n'existe tout d'abord que sous la forme transitoire caractérisée par la jouissance du sol; et encore cette jouissance comporte des termes, des échéances. L'idée de propriété naît plutôt au profit de la collectivité qui seule dispose du sol. Et ce régime double de la jouissance individuelle ou plutôt familiale d'une partie du sol, et de la propriété collective ou sociale semble s'être réalisé d'une manière à peu près générale et avoir duré longtemps.

Les deux plus intéressants types de co-propriétés foncières encore existants en Europe sont les *allmenden* en Suisse et le *mir* en Russie. Ce sont des variantes de l'antique *marke* indo-germanique, qui se retrouve dans le passé de toute l'humanité occidentale, et qui a ses analogues chez les autres races et dans les autres continents.

A l'intérieur de la famille le chef finit par devenir le maître exclusif du patrimoine; il n'en était que le gérant durant la co-propriété familiale, dont le Moyen-Age germanique est encore tout imprégné.

En même temps qu'elle s'émancipait de ces entraves, la jouissance du sol se consolidait par le travail, par le capital investi par la possession continue.

Ainsi s'établit le caractère absolu de la propriété immobilière, et cela bien antérieurement aux lois dont la proclamation ne fut guère qu'une tardive reconnaissance, une définitive consécration.

La seconde leçon est intitulée : *le collectivisme idéal*. L'Age d'or des

poètes est le souvenir idéalisé des époques rappelées dans la conférence précédente; de tous temps des penseurs au cœur sensible et charitable ont rêvé de voir ces époques d'une égalité et d'un bonheur présumé réapparaître et substituer leur grand calme aux agitations de civilisations plus ou moins enflévrées. Et l'auteur procède à une revue de ces sociologues idéalistes. Il analyse la *République* et les *Lois* de Platon, il rappelle à leur propos les critiques d'Aristophane et d'Aristote, ainsi que les attaques après des siècles de Saint-Thomas d'Aquin dans la *Somme* et de Bodin dans sa *République*. Il résume l'utopie de Thomas **Mores**, signale les descriptions de Rabelais dans l'*Abbaye de Thélème*, descriptions qu'on retrouve développées dans la *Cité du Soleil* de Campanella. Il signale en passant quelques-unes des fictions sociologiques dont Fénelon a émaillé son *Télémaque*. Puis il montre les hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle, jusques et y compris Voltaire, à l'occasion du testament du curé Meslier hantés par les aspirations de retours au fameux « état de nature ». Et l'auteur surtout établit la large part prise par Rousseau dans la campagne qui s'organisait sous l'influence de ces doctrines « contre le premier qui, ayant enclos un terrain, avait dit : ceci est à moi ». Il rapporte toutefois à Morelly et à Mably l'idée première des systèmes collectivistes modernes. Enfin il arrive aux doctrines connues de Saint-Simon, Owen, Fourier. Il termine cet exposé par un résumé du livre de Bellamy.

La troisième leçon traite des *Lois agraires*. Dans les premiers siècles de l'ère romaine, la propriété foncière était organisée d'après le type indo-germanique primitif. Le chef de famille est maître de sa demeure et de l'enclos y attenant, le reste du sol est collectif et la jouissance en est partagée entre les citoyens patriciens; les plébéiens furent constamment exclus de cette propriété collective, même après qu'ils eurent obtenu un domaine privé; les lois agraires furent destinées à régir l'*ager publicus*; elles contribuèrent à l'égalité civile de la plèbe, mais furent impuissantes à niveler les fortunes ainsi qu'à établir l'égalité des conditions sociales; leur plus haute expression se trouve dans les dispositions liciniennes qui limitèrent le droit de possession individuelle de l'*ager publicus* et étendirent ce droit aux plébéiens. Elles n'empêchèrent que pour un temps l'accaparement de l'*ager* par les publicains; les tentatives de reconstitution des Gracques ne marquèrent qu'un temps d'arrêt; les lots furent bientôt déclarés aliénables, ce qui aboutit progressivement à la reconstitution pure et simple des grands domaines; l'ordonnance de l'empereur Honorius, ici encore, ne faisait que sanctionner un état de choses

déjà invétéré quand elle déclara que l'*ager publicus* était la pleine propriété de ses détenteurs.

L'auteur termine en rappelant deux faits de notre histoire quasi-contemporaine qui constituent comme des rappels de l'ère romaine. L'un a trait aux tendances qui se firent jour sous la première Révolution française en vue de provoquer une redistribution générale du sol ; tendances que la Convention condamna en menaçant de la peine de mort quiconque oserait les proposer. L'autre fait est relatif à la loi adoptée par le Parlement britannique le 22 août 1881 et réglementant le taux des fermages en Irlande et aux lois qui s'en suivirent.

La quatrième leçon est intitulée *Souveraineté et propriété*. L'auteur rappelle d'abord le morcellement de la terre et l'importance de la propriété foncière au Moyen-Age ; cette propriété a pris les caractères d'une constitution politique. Les complications et les iniquités qui résultèrent de ce nouveau système de la propriété furent l'un des griefs principaux exprimés dans « les cahiers de doléances » du Tiers-Etat qui proposent les États généraux de France en 1789. La séance de nuit du 4 août vit l'Assemblée voter l'abolition pure et simple pour tout ce qui touche à la servitude personnelle, et le rachat des autres droits. Toutefois ce ne fut qu'après des temps d'arrêt et des vicissitudes parfois graves que furent définitivement abolis tous les droits ayant un caractère seigneurial ; les rentes perpétuelles dues pour prix de concession d'une terre furent seulement déclarées rachetables ; enfin pour l'avenir toute rente fut déclarée remboursable. Ces données fondamentales constituent le système du Code napoléonien dont le résultat économique fut la mobilisation du sol et sa division. La terre fut dès lors absolument assimilée à un capital quelconque et se partagea comme lui dans les successions.

Les effets de ces lois issues de la Révolution se généralisèrent ; ils réduisirent progressivement l'influence politique de la grande propriété foncière et ils aboutirent à la consécration en principe de la propriété individuelle comme « droit naturel et imprescriptible de l'homme ».

La conception moderne du droit de propriété s'inspire donc de la conception du droit romain ; mais les horizons nouveaux qui s'ouvrent devant la société actuelle nous permettent d'espérer pour nos institutions un avenir différent des destinées de l'empire romain. Une notion d'intérêt collectif s'est introduite dans nos tendances ; elle orientera dans des voies plus larges le courant de notre vie sociale ; elle réclamera et obtiendra de l'intérêt privé les sacrifices nécessaires à l'évolution de notre civilisation.

La leçon suivante est consacrée *aux Physiocrates*. La caractéristique de toute école sociologique est d'ordonner, de rapporter les phénomènes sociaux à quelque grande cause considérée comme essentielle et dominante. L'école physiocratique ne fait pas exception ; elle confirme, au contraire, admirablement la règle par une sorte d'absolutisme doctrinal caractéristique : l'école physiocratique, en effet, rapporte les phénomènes économiques à la terre et à ses fonctions productives, considérées comme seule richesse primordiale.

Les physiocrates, dit l'auteur, ne discutent pas l'appropriation individuelle du sol, envisagée comme un fait primitif, dans l'ordre naturel et divin : c'est un dogme pour eux, mais ils s'efforcent d'en tirer le meilleur parti possible pour la société.

Ils proclamèrent entre autres principes économiques :

1° Ce sont les lois physiques de la production des substances qui doivent gouverner les hommes, comme ce sont elles qui le nourrissent.

2° Est *produit net* tout ce qui, dans la production des richesses, excède les avances et les frais de culture. Cet excédent reçu en pur don de la terre, constitue la rente économique, ou rente foncière ; elle revient au propriétaire.

3° La classe agricole seule est productrice de richesses ; toutes les autres sont stériles.

4° L'impôt doit être unique et foncier ; c'est un prélèvement sur le produit net fait par l'État ; il peut atteindre le tiers au maximum. Cette participation à la rente économique ne constitue une moins-value pour le propriétaire, qui se trouve avoir l'État comme copropriétaire forcé.

Telle est « la constitution domaniale à portion de revenu. » D'une manière générale, les tendances des physiocrates sont libérales en économie, et autoritaires en politique. L'auteur passe en revue les œuvres de quelques-uns des plus autorisés parmi les physiocrates : Quesnay, le fondateur de l'École, Mirabeau le père, l'auteur de *L'Ami de l'homme*, Mercier de la Rivière, Mably, Gournay. Puis il analyse les travaux de Turgot, de Dupont de Nemours, qu'il signale comme le précurseur d'Adam Smith dans la réhabilitation du travail.

Parmi les grands économistes de ce siècle, l'auteur rattache aux physiocrates Malthus et surtout Ricardo.

Et il ajoute : Depuis peu la terre a repris sa place primordiale non seulement dans la théorie de la production, mais aussi dans celle de la répartition des richesses, place qu'Adam Smith lui avait fait perdre,

ce qui avait conduit les économistes orthodoxes à n'envisager la terre que comme une marchandise quelconque, presque comme un produit.

Il termine cette leçon en signalant la réaction de la nouvelle école qui préconise « la nationalisation du sol », c'est-à-dire le collectivisme foncier, et dont les représentants les plus connus sont Wallace et Henry George.

La dernière conférence de l'auteur porte en triple titre : *Travail, capital, propriété*. Elle débute par un exposé de la lutte économique de 1848, la plus âpre de celles qu'eut jamais à soutenir la propriété, dit l'auteur ; et il recherche les origines de cette ardente mêlée, véritable assaut donné par les opinions démocratiques à la vieille forteresse bourgeoise. Il rappelle les causes politiques, la disette, la misère sévissant rageusement ; la spéculation excitant la jalousie, faisant main basse pour ainsi dire sur la fortune publique et poussant à l'avènement des grands capitalistes de l'industrie et du commerce. Il retrace la part prise à cette agitation des esprits d'un côté par le Saint-Simonisme diffusé dans Paris, et de l'autre par la réunion dans la capitale française des chefs allemands du socialisme international. Il définit la doctrine et l'esprit des revendications de ce groupe socialiste et notamment leur conception du rôle de l'État désormais le grand régularisateur de la vie économique tout entière.

Puis il arrive à l'action de Proudhon, à ses théories, à ses écrits ; il analyse les premières tendances de l'auteur dont la critique mordante et subversive des notions régulièrement admises confinait à l'anarchie ; il signale l'évolution progressive de cet esprit à la forme si brillante, au fond si contradictoire ; il arrive à nous montrer un Proudhon assagi, revenu des écarts de ses premiers écrits, et réconcilié avec les données classiques qu'il s'efforce d'élargir en introduisant le maximum de liberté.

Dans une curieuse opposition dont l'idée ne manque point de piquant, au portrait de Proudhon fait suite, dans cette revue qui est une sorte de galerie, l'esquisse de Thiers sur le rôle nécessaire, indispensable, de la propriété foncière dans la subsistance des sociétés et des civilisations.

Vient ensuite l'exposé des doctrines de Louis Blanc concernant le droit au travail. L'auteur définit ainsi le rôle et l'influence des idées de Louis Blanc :

« En dernière analyse, le droit au travail est un acheminement vers l'association des travailleurs, mais son résultat immédiat est de donner aux ouvriers une créance sur l'État, analogue au droit à l'assistance. »

L'analyse très nette quoique succincte de la théorie de Marx complète et termine cette dernière conférence.

Les quelques points essentiels du programme marxiste, lutte des classes, influence prépondérante des faits économiques, caractère transitoire des institutions sociales et notamment de la famille, de la patrie et de la propriété, socialisation des moyens de production, abolition du salariat, concentration et disparition des forces capitalistes, sont exposés avec une grande clarté.

Tout aussi claires et concises se trouvent indiquées les bases, les fondements de la théorie de Marx, ainsi que les critiques dont cette théorie a été l'objet.

L'auteur termine et résume ses convictions en rappelant ce jugement porté sur Marx par des penseurs de premier ordre : « Plus on examine de près la doctrine marxiste, plus on y découvre d'idéologie hégélienne. »

Nous tenons à signaler une excellente innovation adoptée dès le principe par les conférenciers de nos extensions universitaires ; chaque auditeur reçoit en entrant — au début de la leçon — un syllabus contenant le résumé de cette leçon ainsi qu'une courte bibliographie ; les syllabus de M. Errera (1) sont rédigés avec une grande clarté ; ils suffisent même aux non initiés pour suivre sans lacune ni hésitation les développements de la pensée de l'auteur ; c'est à ce titre que nous croyons utile de les renseigner à ceux que la chose concerne plus spécialement.

J. DALLEMAGNE,

Professeur à l'Université de Bruxelles,  
Membre de l'Institut International de Sociologie

---

(1) P. Errera. *Quelques phases de l'Évolution de la propriété, syllabus* 24 pages, Lamartin, éditeur, Bruxelles.

---

# MOUVEMENT SOCIAL

## PORTUGAL.

(1895 à 1897).

Nous allons encore une fois aborder l'étude du mouvement social en Portugal. Nous le prendrons au point où nous l'avons laissé, à la fin de 1894, pour le conduire jusqu'au commencement de 1897. Nous resterons fidèle à la marche que nous avons adoptée précédemment pour l'appréciation des faits prépondérants de la vie sociale du Portugal, les seuls qui méritent de fixer l'attention de nos lecteurs.

La période d'environ deux années que nous embrassons n'est guère assez étendue pour qu'en général de grandes modifications se puissent accuser dans l'organisation sociale d'un peuple, à moins que ne surviennent de graves événements inattendus dépendant de causes extraordinaires qui en seraient les facteurs immédiats. A ne considérer même que les grandes périodes, les faits sociaux sont d'une facile prévision, étant très souvent la conséquence logique et nécessaire de leurs précédents historiques. Il serait impossible autrement de comprendre qu'ils puissent admettre une explication quelconque. L'histoire n'aurait plus aucune signification scientifique si elle ne pouvait établir entre les événements successifs un lien de dépendance mutuelle et les laissât voir imprévus et fortuits. Ainsi donc, il n'y a rien d'étonnant que, dans la courte période de temps où nous nous restreignons, nous n'ayons à noter que la continuation de l'état social que nous connaissons déjà. Cet état évolue du reste vers un terme qui arrivera fatalement à s'imposer sans surprises ni illusions, avec cette inflexibilité implacable qui domine la transformation de tous les organismes : *Dura lex sed lex*.

Point n'est besoin de répéter ici ce que nous avons déjà dit plus d'une fois au sujet des conditions spéciales du Portugal et de celles qui peuvent être regardées comme lui étant communes avec d'autres pays. Il nous suffira de montrer, chemin faisant, les faits qui les confirment et les manifestations qui en déterminent plus clairement l'importance.

. . .

Ceux qui voudraient se faire une idée de la marche administrative du gouvernement et de la situation politique de ce pays ne trouveraient point les éléments d'une appréciation sûre dans la presse, qui devrait cependant exprimer l'opinion publique, en étant l'organe le plus adéquat. Les journaux de l'opposition, aussi bien les monarchiques que les républicains, ne cessent de déclarer fausses et mensongères un grand nombre d'affirmations du gouvernement. Ils blâment le silence que celui-ci garde sur des faits dont il devrait donner connaissance au public, attendu que ce n'est pas uniquement aux parlements qu'il appartient, dans les pays civilisés, d'établir des responsabilités des gouvernants, encore même que ces parlements puissent toujours être l'expression fidèle de la représentation nationale. Il est évident, en effet, que pendant l'inter règne de la vie parlementaire, les citoyens n'abdiquent point leur droit d'inspection et de discussion en ce qui regarde les affaires publiques. La connaissance ou la non connaissance des procédés administratifs et politiques, appliqués alors souvent aux questions de la plus haute importance sociale, ne saurait leur être indifférente.

Il n'est pas rare d'entendre accuser à chaque pas le gouvernement d'avoir foulé aux pieds les lois organiques et fondamentales de la nation, compromis les institutions elles-mêmes, sous prétexte de les soutenir et défendre, transformant ainsi un système constitutionnel et représentatif dans un gouvernement personnel absolu. On le rend responsable tous les jours du peu de prestige dont jouit le Portugal devant les gouvernements étrangers, soit qu'il soit accusé d'avoir soulevé des conflits qu'il aurait pu éviter, ou bien blâmé de les avoir résolus avec un amoindrissement évident de notre dignité, faisant plier la nation sous les impositions violentes, de qui déguise à peine ses convoitises sur nos colonies. L'administration intérieure est envisagée comme entièrement ruineuse par suite de l'augmentation des impôts devenus supérieurs aux forces du pays et par l'extraordinaire accroissement des dépenses superflues et préjudiciables, bien souvent ordonnées avec infraction aux dispositions des lois qui règlent la comptabilité publique, pour subvenir aux frais des missions grassement rétribuées, accordées aux fonctionnaires en outre-mer et à l'étranger, pour faire face à la multiplicité des emplois créés sans autres titres ni raisons que la scandaleuse protection des ministres à leurs créatures, et finalement pour l'entretien d'une police d'apparat



qui sert beaucoup plus à restreindre et gêner la liberté des citoyens qu'à garantir d'une façon efficace l'ordre et la sûreté publique. Comme synthèse totale de cet état de choses, on voit quelques ministres compétents et probes livrés à la merci de hautes influences politiques et financières qui cherchent à monopoliser à leur profit les maigres sources de recette de l'État. Personne ne saurait échapper à l'atmosphère de suspicion, de honteuses complicités, de petites intrigues et vilénies, qui fait que beaucoup pensent que la forme actuelle du gouvernement est impuissante à surmonter ces vices. De là, avouent quelques journaux monarchiques, l'étonnant développement de l'idée républicaine, qui compte de nombreux et puissants noyaux d'active propagande politique dans presque toutes les contrées de quelque importance, dans tout le pays. Et ce développement s'étale aux yeux de tous, car les républicains ne cherchent nullement à le dissimuler, et au contraire, en tirent plutôt vanité en proclamant hautement qu'il est le résultat des mesures répressives que le gouvernement a employées contre eux.

Les journaux ministériels ne manquent pas une occasion de chanter les louanges de qui sait si bien diriger les destinées du pays. Ils trouvent à chaque pas, dans les actes administratifs et politiques des ministres, des merveilles et des prodiges d'intelligence, d'honnêteté, de dévouement civique. Ils s'extasient sur leur prudence, leur tact gouvernemental, et le signalent comme un enseignement, un exemple digne d'être suivi par les nations les plus avancées du monde. Par contre, ces mêmes journaux mettent tous leurs soins à cacher les moindres échecs. Leur zèle sur ce chapitre égale celui qu'ils déploient à crier bien haut les éloges immodérés dès que se produit un événement d'où il peut résulter quelque mérite pour les ministres. Et si les fautes commises sont graves et ne sauraient être dissimulées, si les erreurs sont évidentes et les responsabilités flagrantes et ne peuvent être cachées, ces mêmes journaux ont encore la ressource de dénoncer le manque de patriotisme de leurs adversaires et leur reprochent d'être les principaux fauteurs du discrédit du pays.

La critique juste et sans passion est obligée de corriger beaucoup de ce que ces appréciations ont d'exagéré, en tenant compte du dépit des partis et de l'ardeur de la lutte, car l'expérience montre que les procédés sont les mêmes, quels que soient les hommes au pouvoir. Il en résulte chez tout le monde, même chez les esprits les plus cultivés, une grande indifférence politique qui trouve son expression dans cette

affirmation : tous les partis se valent. Mais cette proposition elle-même est entachée d'une certaine exagération.

Tout en tenant compte des défalcatons à introduire dans les critiques, il reste encore abondamment de quoi définir la situation créée par le dernier ministère qui a duré plus de deux ans entraînant comme conséquence une vie de crises terribles qui acheminèrent le pays dans une marche de régression croissante.

Le ministère qui a succédé au ministère Dias Ferreira au commencement de 1893 est resté le même dans ses éléments fondamentaux pendant ses deux années, malgré les remaniements multiples qu'il subit plus d'une fois par la complaisance du roi et qui amenèrent le remplacement des titulaires des portefeuilles de la marine, des travaux publics, de la guerre et des affaires étrangères. Il y a deux ans, nous avons dit dans notre chronique, que la situation du Portugal sous ce ministère était caractérisée par un régime d'arbitraire où la loi constitutionnelle était suspendue à chaque pas à propos des moindres incidents, à la merci des circonstances, régime qui s'écartait dès lors fort peu d'une lamentable rétrogradation du pouvoir absolu ; depuis, bien que en apparence les choses aient changé d'aspect par un supposé rétablissement du régime parlementaire, la réalité continua d'être la même fiction et imposture.

L'année 1895 a donné la mesure de tout ce que pouvait produire l'imagination d'un gouvernement halluciné par l'idée d'une remise en vigueur d'institutions qui semblaient s'écrouler à chaque instant. Du même coup on put se rendre compte du tempérament flegmatique d'un peuple habitué à souffrir patiemment et avec résignation les plus grands abus gouvernementaux, si bien, qu'il semble tranquillement absorbé par les exigences de l'industrie et du travail de chaque jour, ainsi qu'il convient à qui ne saurait se fier qu'à soi-même, puisqu'aussi bien les protestations des hommes politiques valent ce que valent les discours des meetings publics et ne sont que des paroles, que le vent emporte dans le désert où elles se perdent sans que nulle oreille attentive ne les recueille. Le gouvernement voyait de l'anarchie et de l'indiscipline dans toutes les classes de la société et des vices énormes dans la représentation nationale en raison des influences électorales et des administrations locales. Et il ne songeait qu'à une thérapeutique pour apporter un remède à ces maux : la reconstitution d'un pouvoir fort par le renforcement du principe d'autorité, l'épuration des forces vives de la nation pour les procédés législatifs, la centralisation des services locaux et la répression de tous les dérèglements

au moyen d'une police toujours prête à sévir et très armée, sans oublier la censure pour la presse et une pénalité écrasante pour la répression de ses délits. La *salus populi* et le *morbis* collectif l'exigeaient ainsi. Et le pays allait entrer dans une période de bien entendue modération de mœurs, dans une nouvelle phase de prospérité et de dignité, ayant à sa tête des catons d'une origine non douteuse et aussi autorisés par leur science que par leur expérience. A chacun d'apporter sa pierre pour le grandiose édifice qu'il s'agissait d'élever et de rendre un respectueux hommage au mérite des savants architectes qui, pour qu'ils ne leur manquât rien, ont trouvé un appui inconditionnel de la part de ceux qui auparavant ne leur accordaient qu'une ironique admiration, les tenant pour foncièrement stupides ou crapuleux. Avec une si loyale coopération et une aide si profitable il fallait s'attendre à une œuvre solide et durable.

Dans le but de réaliser le programme que nous venons d'indiquer trois décrets dictatoriaux furent rendus : ceux des 2 et 28 mars 1895 et du 25 septembre de la même année. Le premier qui fut appelé code administratifs occupa de la réforme de l'administration locale qui d'ailleurs avait déjà été réformée peu de temps avant par les décrets du 26 septembre 1891, du 21 avril, 6 août, 13 et 30 décembre 1892. L'autre décret, celui du 28 mars 1895, réformait la loi électorale et l'organisation de la Chambre des députés. Le troisième réformait quelques dispositions de la charte constitutionnelle de l'acte additionnel de 1883, et réorganisait la chambre haute. Ces trois décrets sont aujourd'hui convertis respectivement dans les lois du 4 et 21 mai et 5 avril 1896, avec les quelques modifications que le parlement y introduisit.

Le premier de ces décrets modifia profondément les différents organes de l'administration locale, aussi bien pour ce qui est de sa constitution intime que pour ce qui est de son fonctionnement et son existence propre. Les « juntas » générales des districts restèrent supprimées, excepté dans les districts insulaires. Elles furent remplacées par les commissions des districts, composées du gouverneur civil, président, d'un magistrat appelé auditeur nommé par le gouvernement et de trois « vogaes » élus indirectement par le municipale. Mais néanmoins cette partie élective des commissions restait sujette à la dissolution par décret du gouvernement sur avis du procureur général de la couronne si des motifs puissants d'ordre public le commandent. Les attributions de ces commissions furent réduites à quelques services de l'intérêt général de l'État, à émettre un avis sur les matières sur lesquelles le gouvernement les consulterait, et à la surveillance de quelques

services de l'administration municipale. On établit deux catégories de municipalités suivant leur importance; l'élection des conseillers municipaux est directe par le peuple, mais le président dans quelques cas est nommé par le gouvernement, leurs délibérations ne peuvent pas recevoir d'exécution pour certains services plus importants de l'administration qu'après avoir été approuvées par un décret du gouvernement, qui paraît au Journal Officiel ou bien soumises au contrôle de la commission du district. En d'autres termes, dans certains cas la tutelle est toujours exercée par le gouvernement quelle qu'en soit l'importance, dans d'autres cas elle est exercée tantôt par le gouvernement tantôt par les commissions des districts, suivant le rang du municiple. L'administration paroissiale demeure subordonnée à la tutelle du gouvernement et à celle des gouverneurs civils, selon l'importance des actes dont il est question. Une partie des attributions du contentieux administratif qui auparavant étaient à la charge des tribunaux collectifs sont passées en partie aux commissions de district qui les exercent conjointement avec les auditeurs. Sont compris dans cette catégorie l'examen des comptes des corporations administratives, etc.. Une partie des attributions du contentieux appartient aux auditeurs exclusivement, celle qui comprend les réclamations contre les délibérations administratives; une autre partie encore du contentieux appartient aux juges ordinaires du premier ressort, en ce qui regarde les questions de recrutement des armées de terre et de mer et les contributions ou impôts généraux, municipaux ou paroissiaux.

Le second décret ayant trait aux élections et à l'organisation de la Chambre des députés a introduit peu de changements dans l'étendue du droit de vote tel qu'il avait été établi antérieurement, mais il réforme les comités électoraux, réduit le nombre des députés de 170 à 120, établit le scrutin de liste, supprime la représentation des minorités et les députés par accumulation de voix, et augmente les incompatibilités de plusieurs fonctions avec le mandat législatif. La loi du 21 mai 1896 a rétabli le système ancien d'élection par cercles nommant chacun un député, les cercles de Lisbonne et Porto étant les seuls qui nomment plusieurs députés, 7 pour le premier et 3 pour le second.

Les incompatibilités principales créées par ce décret sont absolues ou relatives. Dans la première catégorie sont comprises : les personnes qui, au moment des élections, rempliraient des fonctions administratives ou fiscales dans les sociétés industrielles ou commerciales constituées en vertu d'une convention ou concession spéciale du gouvernement ou celles qui en auront obtenu des privilèges, des subventions ou n'im-

porte quelle espèce de garantie; les personnes qui seraient concessionnaires, entrepreneurs ou régisseurs de travaux publics; les employés de la maison du roi en service effectif pendant l'élection; les employés des départements des finances, des districts et conseils, les directeurs des douanes et les chefs de délégation d'octroi; les auditeurs administratifs et les secrétaires généraux des gouverneurs civils; les employés des provinces d'outre-mer, du corps diplomatique et consulaire, et ceux des Chambres législatives. Le gouvernement justifia ces incompatibilités en invoquant la nature spéciale des emplois et la convenance supérieure d'écarter pour toujours du Parlement tous ceux qui se trouvent associés à des entreprises dont les intérêts sous le contrôle du gouvernement puissent être en opposition avec les intérêts de l'État. Les exclusions conditionnelles comprennent : les magistrats administratifs et judiciaires et les membres du parquet, les autorités militaires, les employés de l'administration nommés par le gouvernement, les gouverneurs civils, les membres des corps administratifs, les fonctionnaires fiscaux de police ou de justice et les employés du service technique du ministère des travaux publics qui ne sont point éligibles dans les circonscriptions où ils exercent ces fonctions, car, disait le gouvernement, il serait à craindre autrement que les services publics n'eussent à souffrir de l'influence des passions politiques et que les fonctionnaires ne fussent tentés de mettre au service de leurs intérêts électoraux leur position privilégiée et ne se livrassent à un de ces actes que la législation pénale leur a défendus, tels que solliciter des voix, distribuer des professions de foi ou manifestes, ou influencer les électeurs même sans violence.

Le nombre de députés élus parmi les fonctionnaires civils et militaires, et tous autres dont les fonctions ne sont point incompatibles avec le mandat législatif ne pourra dépasser quarante, et de même les médecins et avocats ne peuvent pas être plus de vingt au Parlement.

Le décret du 21 septembre 1895 réorganise la Chambre des pairs et modifie quelques-unes des dispositions fondamentales de la Charte constitutionnelle. La Chambre des pairs se composait de 100 membres inamovibles nommés par le roi qui les choisit dans certaines catégories de citoyens et de cinquante pairs élus pris parmi les mêmes catégories, outre les pairs dit pairs de droit : prince royal, infants, évêques et archevêques du royaume, aux termes des lois de 1878 et 1885. Actuellement, elle est composée de 90 membres inamovibles nommés par le roi qui les choisit librement, sans autre restriction que l'obligation de prendre des individus ayant plus de quarante années et

ne tombant dans aucun des cas d'inéligibilité absolue prévus par la loi d'organisation de la Chambre. Bien entendu, ne sont pas compris dans ce nombre les pairs de droit et ceux qui jouissent de la pairie héréditairement, ainsi que leurs successeurs. L'exercice de la fonction législative est suspendu pour les pairs toutes les fois qu'ils se trouvent dans les mêmes cas, que la loi électorale déclare incompatibles avec la députation : acceptation d'une place dans les conseils d'administration, la gérance, ou la fiscalisation d'entreprises, ou sociétés industrielles ou mercantiles constituées en vertu d'un traité ou concession du gouvernement, ou en ayant obtenu un privilège, sauf seulement le cas où le pair aurait auprès de ladite société une délégation du gouvernement pour la défense des intérêts de l'État; acceptation d'une concession, régie ou entreprise de travaux publics, et ce tant que l'on ne prouvera pas que le motif de l'une quelconque de ces incompatibilités pour la fonction législative n'a cessé. Le même décret a permis que les ministres nomment, parmi les fonctionnaires supérieurs de l'administration de l'État, des délégués spéciaux qui prendront part dans la discussion de certains projets de loi devant les Chambres législatives. De plus, toujours par ce même décret, les prérogatives royales se sont trouvées augmentées. Il accorde, en effet, au roi la faculté de résoudre, après avoir pris avis du Conseil d'État, les conflits qui pourront survenir entre les deux Chambres, au cas où les membres de la commission mixte, à qui il appartient de les trancher, ne puissent pas se mettre d'accord; mais cette faculté a passé par la loi du 3 avril 1896 aux Cortès générales, toutes les fois que sa convocation sera demandée par l'une ou l'autre Chambre. Le même décret avait déterminé encore que toutes les fois que les Chambres n'auront pas voté le budget des recettes et des dépenses jusqu'à la fin de l'année économique, les dépenses avec les forces de terre et mer, et les contingents de la force publique se feront d'après les dernières dispositions législatives; mais, d'après la loi de 1896, si les Chambres étaient en vacances, elles seront convoquées et devront se réunir dans le délai de trois mois pour délibérer exclusivement sur ce sujet et, si elles étaient ouvertes, la clôture de la session législative ne pourra être prononcée avant que les Chambres n'aient résolu ce point, sauf dans le cas de dissolution, mais alors elles devront être convoquées dans ledit délai de trois mois.

Cet ensemble de mesures extraordinaires modifiant sensiblement le droit public portugais a soulevé comme il fallait s'y attendre de graves protestations de la part de la presse politique de l'opposition. Mais

le gouvernement poursuit l'exécution de son plan qu'il a maintenu jusqu'au bout, sans que l'opinion nationale se manifestât d'une façon plus significative. L'indifférence des classes sociales ou l'impossibilité qu'il y a pour elles de prendre tout autre attitude, ne nous permet pas de savoir d'une façon positive ce que le pays et ses institutions ont gagné ou perdu avec ces procédés d'administrations et cette politique. Si ce n'est quelques rares optimistes de tous les temps, personne n'a confiance dans une situation qui s'aggrave de plus en plus dans l'opinion de tous ceux qui ne sont pas inféodés au gouvernement. Avant que ces mesures n'eussent été mises en exécution on a pu espérer qu'elles donneraient quelque résultat. Et l'on était disposé à oublier le vice dictatorial originel dont elles étaient entachées, si en effet, ces mesures avaient pu moraliser le parlement et l'administration et sortir ces deux rouages importants de la vie politique de la basse situation où ils sont tombés. Car, en vérité, il y avait bien peu à espérer des pouvoirs parlementaires et c'est avec raison que l'on ne blâmait pas entièrement les réformes du gouvernement et que l'on ne montrait à l'endroit de ses intentions plus de méfiance qu'il ne convenait, étant donné que la situation exigeait réellement un remède énergique. Il est vrai que la dictature exigeait des dictateurs d'une mâle envergure, d'une fermeté de principes bien définis et d'un caractère moral supérieur à toutes les suspicions de l'intérêt individuel ou de parti. Ce sont là des conditions si difficiles à réunir que dans d'autres circonstances que les nôtres elles eussent justifié toutes les résistances. Mais par malheur nous étions dans la position de ces malades qui désespérant des ressources de la médecine se livrent aux mains du guérisseur ou invoquent le miracle, encore qu'à la fin ils comptent une désillusion de plus.

La réforme administrative a prétendu éviter certains abus des corporations locales en en supprimant plusieurs en dépit d'une vieille tradition historique et en étouffant la liberté d'un certain nombre d'autres, grâce à une centralisation exagérée, en plongeant dans l'anarchie, finalement, le contentieux administratif qu'elle ne sut ni laisser aux compétences spéciales ni rendre à la juridiction ordinaire.

La réforme électorale et l'organisation de la Chambre des députés, en raison de la simplicité des opérations électorales, dont bon nombre de fraudes se sont trouvées ainsi supprimées, et aussi en raison de l'incompatibilité des fonctionnaires et de certains entrepreneurs, industriels et commerçants pour les fonctions législatives, mériterait d'être acceptée si elle n'avait pas paru avoir surtout été imaginée pour

assurer le triomphe complet du gouvernement et l'écrasement des partis de l'opposition qu'elle éloigna du suffrage et exclut de la représentation nationale, car elle rendit la lutte électorale impossible. Le gouvernement, en effet, est resté toujours le grand électeur et les incompatibilités sont devenues surtout remarquables par leur côté ridicule: car tandis que l'on laisse entrer au parlement quarante fonctionnaires publics, en général, instruments obéissants du ministère, on n'admet que vingt médecins et avocats qui, sans doute, sont les deux professions sociales qui comptent les représentants les plus instruits et indépendants.

La réforme de la Charte constitutionnelle à l'encontre de tous ses principes fondamentaux a indigné tellement la majorité de la Chambre des pairs que celle-ci pour ne pas sanctionner par sa présence l'arbitraire de la dictature s'est abstenue pendant la session de 1895 à 1896 de prendre part aux fonctions législatives. Le ministère disposait donc d'une Chambre des députés sans opposition et d'une Chambre des pairs où ne se trouvaient plus que 19 législateurs, chiffre minimum pour qu'elle puisse délibérer, et qui exprime en même temps le maximum de tolérance pour le gouvernement, et, malgré tout, les décrets dictatoriaux du gouvernement ont subi dans les deux chambres d'importantes modifications avec l'assentiment du gouvernement lui-même, comme par exemple la transformation du scrutin de liste en scrutin uninominal, ce qui laisse supposer que ces réformes ne correspondaient point aux besoins sociaux et ne furent point dictées de bonne foi, mais bien dans l'intérêt exclusif d'une politique mesquine et égoïste, dans le seul but de débarrasser le ministère des difficultés qu'il ne pouvait vaincre par la discussion et de lui garantir au cas où il viendrait à tomber du pouvoir les moyens d'opposition dont ils privaient leurs adversaires. Ce fut dans ces conditions de la complète abstention de la vie parlementaire de l'opposition monarchique et républicaine, sous le régime d'une dictature mal déguisée que les ministres régénérateurs ont donné libre cours à leurs caprices, telle est du moins l'opinion générale. On leur reprochait en effet d'avoir satisfait largement les ambitions de leurs amis politiques sans épargner les représailles contre tous ceux qui leur étaient désagréables ou essayaient d'empêcher leurs libéralités, d'avoir créé des emplois et des commissions sans autorisation légale, d'avoir ordonné des dépenses contraires à ce que la loi avait établi, d'avoir augmenté les impôts sans tenter le moindre effort dans le sens des économies, d'avoir soulevé des conflits avec les puissances étran-



gères et de les avoir résolus à la légère au prix de l'humiliation nationale, de s'être enfin attiré des critiques où l'honneur et la dignité personnels sont restés sérieusement compromis. De telle façon que la politique du gouvernement n'a pas réussi à surmonter l'hostilité de la presse et a fait grandir le nombre des désillusionnés et des mécontents. Ainsi se trouva justifiée pleinement la préoccupation de ceux qui tout en admettant le besoin de réformes sérieuses, n'avaient point confiance cependant dans les dictateurs, et ne jugeaient pas les médecins compétents pour soigner la maladie nationale. C'étaient des guérisseurs qui n'ont montré que l'audace de charlatans, vivant de la tolérance du public et de l'impunité.

Il n'est donc pas étonnant que les institutions politiques qui produisent ces fruits, quoiqu'elles eussent pu en produire d'autres si le traitement avait été différent, aient perdu presque tout leur ancien prestige. Une expérience malheureuse est là pour attirer l'attention de tous, sur l'exemple d'autres nations, où les plus intéressés dans la conservation des autres régimes ont appris qu'ils ne sont point indispensables et bien au contraire se peuvent remplacer avec une facilité qui rend ridicule la vanité et l'obsession de qui peut croire le contraire. Quand même il n'y aurait pas d'autres arguments à opposer à la force des simples traditions et de la succession historique, à mettre en face de cette cristallisation à laquelle les forces sociales semblent soumises, beaucoup plus par l'ineptie des masses que par suite de leur cohésion, il suffirait de quelques faits récents pour montrer que ces énergies incarnées dans un seul homme, dans une seule armée, ou dans une nation, sont incapables de résister à la sollicitation d'autres forces, quand leur mouvement est autre ; aujourd'hui que la diffusion des idées se fait comme la diffusion de la lumière, les faits de cet ordre dominant plus facilement l'esprit public qu'autrefois, et envahissent toutes les couches sociales. Nous ne sommes plus au temps où les systèmes scientifiques avaient besoin d'une action de propagande, d'autant plus intime et longue que la culture et les conditions dont pouvait disposer la conscience et la volonté sociales étaient moindres. L'outillage social a transformé les conditions de la nation dans les cinquante dernières années de ce siècle, comme il aurait été impossible de le faire avec les moyens d'autrefois en cinq siècles. Cette progression est si rapide, les matériaux qui, chaque jour, entrent comme facteurs de l'évolution sociale sont si nombreux qu'il devient extrêmement hasardeux de prévoir ce qu'il aura produit dans les dix premières années seulement du siècle qui va bientôt commencer.

A quoi bon nier alors? Le mouvement républicain a fait des progrès prodigieux en Portugal dans ces derniers temps, c'est-à-dire exactement dans le même temps où l'ingénuité de quelques politiciens prétend le contrarier sans savoir s'opposer à ses causes intimes et au discrédit des institutions par l'observance sévère de la légalité et de l'honnêteté, ce qui, en vérité, est ce dont nous avons le plus besoin pour combattre l'ignoble et effrénée exploitation qui a pesé sur la nation. Au lieu de cela, on s'est contenté de vouloir supprimer les effets de la propagande républicaine et de mettre un baillon à l'opinion comme si ces soupapes de sûreté pouvaient suffir à éviter l'explosion. Tout le monde reconnaît les progrès du mouvement républicain et les journaux monarchiques eux-mêmes ne le cachent pas et s'en servent plutôt comme un argument contre les gouvernements. Il y a quelques années quelqu'un parlait de cela à un de nos plus remarquables hommes d'Etat, mort depuis. Cet homme d'Etat, conservateur convaincu, ne voulait croire qu'il y eut des républicains en Portugal, mais comme on lui fit entendre que l'on comptait sur lui pour la présidence de la future république, il s'écria : comment, le pays exigerait encore de moi ce sacrifice? Si les événements précipitaient le moment où un sacrifice de cette nature deviendrait nécessaire, nous sommes certain que bien peu s'y refuseraient, si tant est qu'ils ne fussent nombreux ceux qui disputeraient l'honneur de l'avoir rendu indispensable. On raconte qu'un autre homme d'Etat également mort aujourd'hui et un de ceux qui chercha le plus à opérer la concentration des forces monarchiques par la sévère répression des idées démocratiques, s'écria un beau jour, au milieu de ses amis : pourquoi ne la ferions-nous pas la République, nous? Ces notes que nous consignons ici sans la moindre prétention à dévoiler l'avenir sont cependant assez significatives. Elles montrent bien quelle est la fermeté de principes de la plupart de ceux qui se disent les piliers des institutions. Souvenons-nous aussi qu'il en est encore un grand nombre qui attendent toujours les événements pour se prononcer pour les faits accomplis.

Il y a loin de là à conclure que le mouvement républicain soit produit exclusivement par les erreurs et les vices de l'administration intérieure et qu'il en doive résulter dans une époque donnée, l'avènement de la République, abstraction faite des circonstances extérieures et à leur seule faveur. Cela nous paraît particulièrement hasardeux à cette heure pleine de doutes et d'incertitudes.

. . .

Parmi les graves difficultés que le pays a eu à vaincre dans ces dernières années, il ne faut pas oublier celles qui ont surgi dans notre vaste empire colonial d'Afrique et d'Asie. Ces difficultés nous ont obligés à assumer des charges extraordinaires et extrêmement lourdes pour organiser les expéditions nécessaires pour pacifier la rébellion des indigènes et affirmer encore une fois l'antique souveraineté portugaise dans ses conquêtes d'outre-mer. Mais *felix culpa* ! Les victoires de nos armes dans les campagnes de Marracuene, Manjacaze, Coolela, Magul et Chaïmite sont venu démontrer que l'ère des épopées et des héros n'était pas close pour notre glorieuse race de navigateurs. Et c'est exactement quand le scepticisme et le manque de foi en soi-même semblaient avoir envahi l'esprit public portugais que l'âme nationale se montra fortement rajeunie et fortifiée dans ces expansions intenses du plus pur patriotisme. On peut encore répéter partout avec joie et orgueil pour le nom portugais les vers du Camões :

*« As armas e os barões assignalados  
Que da occidental praia lusitana  
Por mares nunca d'antes navegados  
Passaram ainda além da Taprobana »* (1).

*Les Lusiades*, chant I, est. I.

Nos vaillants soldats ont su honorer les glorieuses traditions du nom portugais. Ils ne se sont épargné aucun effort, aucun sacrifice. Ils n'ont même pas mesuré les dangers que l'inclémence du climat et les embûches de l'ennemi allaient leur réserver après un pénible voyage, parce que l'intégrité de la patrie les appelait au devoir sacré de venger le drapeau, et l'on peut dire d'eux aussi :

*Vereis amor da patria não movido  
De premio vil, mas alto e quasi eterno* (2).

*Lusiade*, chant I, est. X.

(1) Les armes et les guerriers insignes

Qui partis de la plage occidentale de Lusitanie

Au travers des mers que nul n'avait auparavant parcourues

Passèrent bien au-delà de Taprobane (1).

(2) Vous verrez cet amour de la patrie qui ne naît point du désir d'un vil prix, mais seulement de celui d'une récompense haute et presque éternelle.

(1) Ancien nom de l'île de Ceylan.

Ils ont vaincu donc en braves et ils ont fait respecter le drapeau national. Ils se sont aussi imposés à l'admiration de ceux qui, se fiant à notre affaiblissement supposé, à l'apathie d'une large vie de paix, à la vilénie de l'intrigue de voisins pleins de convoitise et au sort variable de leurs armes, croyaient à la réussite de nouvelles agressions qui seraient la démonstration pratique d'une justice *sui generis* honteuse et barbare. Dans les annales de l'histoire portugaise brillent quelques nouvelles pages de valeur et d'héroïsme. Il s'en détache des récits d'agrandissement comme ceux des victoires de Diu, de Montclaros et du Bussaco. Aux noms de nos plus grands capitaines, il faut joindre ceux des Galhardos, des Machados, des Albuquerque, des Mirandas et plusieurs autres, qui demeureront gravés dans la mémoire de tous les Portugais d'une façon non moins durable que dans le bronze ou le marbre, parce que le sentiment national, manifestation la plus noble de l'âme populaire, ne périt point avec chaque génération qui disparaît, et, bien au contraire, organise l'évolution historique dont elle est le facteur essentiel, se dévoilant d'elle-même, sans le secours d'autres témoignages quelque éloquentes et indissolubles que l'on puisse les imaginer.

Mûs par la sainte religion de la patrie, qui resserre d'autant plus les liens de la famille et de la nationalité que la distance qui nous sépare des foyers domestiques est plus grande, capitaines et soldats s'en sont allés sacrifier sur de lointains autels, dans la brousse épineuse, dans les forêts épaisses et les déserts marécageux, les vies d'intrépides camarades de qui jamais le souvenir ne sera oublié, et sceller aussi de leur propre sang l'emprisonnement et la sujétion de puissants régules. A leur retour cette même religion, qui les avait guidés dans les batailles et les rendait à la patrie chargés de trophées, les reçut en citoyens qui avaient bien mérité, aux acclamations unanimes des foules, comme si, pour leur signifier la reconnaissance du pays, chacun avait tenu à donner sa note sur la grande harpe du sentiment et de l'harmonie nationale sous la même voûte commune du ciel portugais.

Jamais on n'avait vu une pareille identification d'affections, et jamais la confiance dans les destinées du pays n'avait été si grande, attendu que ce dernier apparaissait servi par qui, « point pour un vil prix », sait encore contribuer avec valeur à exalter la patrie et châtier l'ennemi où qu'il soit, déguisé ou non, au Portugal ou seulement dans les déserts de l'Afrique. Il est heureux que cette confiance existe et faisons des vœux pour qu'elle augmente, comme tous le voudraient.

. . .

Dans les budgets et propositions de loi que le dernier ministère régénérateur a présenté aux Cortès, il n'a manqué de parler de la croissante prospérité économique et financière du pays. Si l'on devait admettre que l'augmentation des impôts répond en fait à l'augmentation de la richesse publique, on pourrait croire que le gouvernement disait vrai. Malheureusement ses affirmations paraissent devoir être contrariées par un très grand nombre de circonstances. Les dépenses ont augmenté, en effet, dans une proportion que l'on ne saurait justifier. Elles accusent un gaspillage ou une déperdition qui non seulement est actuellement préjudiciable, mais a encore le grave inconvénient de faire douter de toute réorganisation économique. Quand on a réduit les charges de la dette publique de plus de 70 0/0, les dépenses étaient de 44,000 contos et aujourd'hui elles s'élèvent à 55,000. De telle façon que l'énorme sacrifice des créanciers de l'État, et celui de la nation elle-même, dont le crédit est resté ébranlé, n'ont servi qu'à permettre la continuation du système de largesses et de libéralités qui nous rapproche de plus en plus d'une situation que l'on ne saurait définir.

On a bien présenté, dans ces deux dernières années, deux budgets qui se soldaient par un excédant de recettes. Mais on n'a pas de peine à comprendre que c'est là une pure fantaisie dans le but de tromper le public et de justifier les aggravations d'impôts. Les budgets des recettes sont depuis longtemps établis sur des données qui ne sauraient inspirer que peu ou pas de confiance du tout, et les dépenses prévues sont en général dépassées, suivant les circonstances. La comptabilité publique, en ce qui regarde l'administration de l'État, n'est soumise ni à une fiscalisation convenable, ni à l'indispensable sanction pénale au point de vue des responsabilités ministérielles. Ainsi, quoique nous ne voulions pas soulever une suspicion sans fondement sur le dernier ministère, ni blâmer à la légère ses actes, nous ne pouvons pas nous empêcher de remarquer que la dette flottante a augmenté constamment au gré des besoins gouvernementaux. Il est impossible de l'étendre, si ce n'est au moyen de nouvelles opérations de crédit, qui ne font que modifier sa nature. Autrefois, quand les emprunts étaient faciles et constituaient pour ainsi dire la source la plus abondante des recettes, les conversions de la dette flottante en dette consolidée se succédaient d'année en année; on augmentait les charges du Trésor et pour les payer on avait recours à de nouveaux emprunts. Aujourd'hui

le recours au crédit étranger est sensiblement difficile, comme tout dernièrement l'ont démontré les conditions très onéreuses d'un emprunt insignifiant de 3,000 contos pour l'achat de bateaux de guerre. On a recours aux contrats avec la Banque de Portugal qui, de temps en temps, augmente le nombre de ses billets en circulation, sans toutefois augmenter proportionnellement la salubre garantie de sa réserve métallique. Il en résulte que sa faculté d'émission n'est réglée que par les besoins éventuels du gouvernement. Personne ne se laisse plus tromper à cette illusion financière qui nous mène à un avenir bien peu sûr. Cependant il faut avouer que ce procédé est le seul que permette la précaire existence d'expédients dilatoires, auxquels malheureusement nous nous trouvons réduits.

On attribue à la dépréciation de valeur de nos moyens de circulation, qui résulte de ce système, la baisse du change avec les places étrangères, que les circonstances spéciales du Brésil aggravent particulièrement. Nous maintenons avec ce pays des relations commerciales importantes et il nous fournit un excédent d'importation sur notre exportation. De plus, le gouvernement ayant besoin d'acheter de l'or dans le pays pour satisfaire ses engagements à l'étranger, pèse sur le marché. Tout cela a fait baisser nos valeurs de plus de 40 0/0 et nuit à l'industrie. Le consommateur, pour qui la vie est déjà très chère, ne peut pas supporter toutes les différences, quoiqu'il en réponde, car il en est la première victime.

Il faut signaler ici une exception en faveur des banques qui, en ces temps de grande calamité, offrent cependant des bénéfices énormes, exactement comme les maisons de prêts sur nantissements gagnent davantage dans les époques de crise violente. Mais cette exception s'explique par l'abstention de la Banque d'émission, ce qui est évidemment abusif, car cette Banque, en raison de ses privilèges, devrait être tenue de corriger les exagérations des autres Banques. La situation économique et financière du pays continue donc à être grave. Elle reconnaît d'ailleurs des causes si complexes qu'il serait téméraire de vouloir l'expliquer sans crainte de nous tromper.

Les ouvriers se plaignent en général du manque de travail. Dans les provinces, ils sont aux prises avec la misère. Ce sont là des témoignages insuspects de la triste et inéluctable réalité. Ils réclament du travail ou du pain, car si on ne leur procure ni l'un ni l'autre, il ne leur restera plus que la ressource de voler. C'est ainsi que se pose pour eux le problème social.

Nous avons entendu souvent conseiller aux gouvernants de *changer de vie*. On les tiendrait quitte des responsabilités du passé qui sont terribles, pourvu qu'ils adoptassent de nouvelles règles d'économie, de justice et de moralité dans l'avenir. On espère que de notre état de générale décomposition pourra alors sortir le phénix sauveur. Dans ce sens, il en est qui avouent leurs fautes et se montrent entièrement contrits et repentis, tout prêts à pardonner pour être pardonnés à leur tour. D'autres ont un programme plus élevé et essaient d'employer des procédés de réhabilitation morale contre la tolérance de nos mœurs qui au fond n'est que l'absence du moindre scrupule, soit qu'elle se traduise par la transgression directe de nos lois, soit qu'elle mène à tolérer et laisser sans répression les transgressions des autres, ce qui est surtout le résultat du défaut de sentiment religieux que l'on remarque dans l'éducation sociale.

Les questions politiques tout comme les questions économiques et financières ne peuvent pas être résolues subitement, surtout si elles sont posées depuis longtemps, car alors elles prennent l'envergure d'une question plus générale que la question sociale. Il ne suffit nullement pour les résoudre de simples déclamations, de protestations de repentir même faites de bonne foi. Nous faut-il les envisager sous un esprit unique et comme reconnaissant une seule cause alors qu'elles sont par leur nature fort diverses et résultant de différents facteurs? Les phénomènes politiques, les phénomènes économiques et les phénomènes juridiques ont tous leurs lois spéciales que l'on ne saurait confondre et sont le résultat d'organes sociaux dont les fonctions doivent être parfaitement distinctes. Il est évident que l'éducation morale ne leur est pas indifférente. Au contraire, elle a une influence certaine dans toutes les relations sociologiques. Mais il est d'autres éléments que l'on ne saurait négliger même au point de vue du critérium d'une éducation qui ne doit pas être seulement religieuse. La partie puissante ou dirigeante de la société peut bien résoudre les problèmes sociaux par la connaissance de ses lois organiques et fonctionnelles, abstraction faite des idées religieuses, parce que l'État n'a pas rigoureusement de religion propre. Mais la partie dirigée, celle qui se laisse gouverner, n'est pas responsable des folles équipées des gouvernants en embrassant la religion qui s'impose à la conscience individuelle, à moins que pouvant apprécier les actes de ces gouvernants, elle oublie les devoirs qu'elle a envers la patrie.

Il n'entre pas dans notre intention d'aborder ici de hautes questions sociologiques à propos de quelques faits relatifs à notre pays quelle

que soit leur valeur symptomatique; notre but se borne à montrer comment ces faits doivent être appréciés et comment on en peut dégager la signification évolutive.

Ceci posé, nous ajouterons que pour beaucoup de personnes qui prennent au sérieux les crises qui se répètent et grossissent depuis quelque temps, il ne suffit pas d'un repentir vrai et de quelques déclamations hypocrites alors que par une longue série d'erreurs commises on a fourni la preuve d'une trop grande incapacité ou l'on a cherché à exploiter la politique comme une industrie de rapport en honneurs et profits accumulés sans effort équivalent. On a beau créer une nouvelle vie; cela ne changera pas tout au moins, au point de vue politique, les vieilles habitudes et le tempérament acquis qui se sont développés et maintenus grâce à la fameuse douceur de nos mœurs que l'on condamne aujourd'hui. Elle ne serait donc, cette *nouvelle vie*, que le prolongement de quelques privilèges que l'on ne saurait se résoudre à abandonner sans amertume bien qu'ils soient menacés, et la décomposition continuerait de fournir un champ propice à la vermine sociale.

Nous dirons aussi que les sentiments religieux et l'éducation, qui, en vérité, contribuent puissamment à la formation du caractère individuel et à la moralisation sociale, semblent en effet s'affaiblir au milieu de tant de perversion et de tant de licence, surtout chez les classes que l'on suppose les plus élevées, qu'il ne serait pas hors de propos de songer à une réforme qui a pour but principal d'éviter la suggestion de ces classes, car on ne saurait douter que les couches inférieures qui vivent de leur travail et celles qui se préoccupent le moins de politique sont encore les moins dégénérées. Leur principal défaut vient de ce qu'elles se laissent corrompre par ceux qui peuvent leur dispenser des faveurs. La corruption suppose, en effet, toujours deux partenaires, mais le corrupteur est incontestablement celui dont la responsabilité est la plus grave.

Mais comment réaliser une pareille réforme? En rendant l'éducation ecclésiastique ou bien en soumettant les écoles à l'Église? En ressuscitant l'Inquisition et le fanatisme? En organisant des processions et des pratiques spirituelles de pénitence? En rouvrant les couvents pour les deux sexes?

Voilà une question dont la discussion est toujours stérile entre les représentants des principes opposés et dont il ne résulte jamais que des froissements pour ceux qui adoptent comme critérium exclusif leurs propres croyances. Il est incontestable que dans la vieille Europe la question religieuse ne saurait se poser aujourd'hui comme autrefois.



C'est précisément par ce qu'elle a été posée sur un tout autre terrain que nous avons vu se développer l'esprit de liberté et de tolérance, et même cet affaiblissement du sentiment religieux qui semble rendre désormais impossibles les grandes luttes en cette matière. L'idée d'un parti catholique, dont nous avons déjà eu l'occasion de nous entretenir, ayant pour but de rallumer ces luttes et reconquérir les esprits, même au moyen de procédés modernes, aurait ce grand inconvénient d'amener une plus grande division, en suscitant les haines religieuses qui sont toujours les plus implacables.

On ne saurait nier à l'Église le droit à la propagande. Le respect et tolérance de l'État en matière de liberté religieuse doit être tel qu'il garantisse également toutes les croyances, sans offenser aucune; mais ce serait une grave erreur que d'amener l'État à abdiquer de ses droits pour confier les écoles et l'éducation politique à l'Église et aux curés, car si ces derniers font de la politique comme ils en ont le droit en tant que citoyens, ils ont néanmoins contre eux le reproche de s'attacher aux affaires mondaines au préjudice de l'Évangile, et s'ils ne pensent qu'au bonheur de la vie future, toute spirituelle, ils sont par cela même des agents très insuffisants de la société politique. Nous n'allons pas jusqu'au point de les regarder comme inutiles à ceux qui en ont besoin, car ce serait nier l'influence du sentiment religieux dans l'ordre social. Il nous semble même qu'ils pourraient être bien plus utiles s'ils comprenaient mieux leurs devoirs. Mais nous les considérons comme dangereux quand, au mépris de ces devoirs, ils se font les instruments de la corruption, étant les premiers corrompus.

L'Inquisition n'est aujourd'hui qu'un souvenir historique, mais on pourrait craindre sa rénovation si nous retournions au fanatisme d'autrefois, et nous ne sommes pas éloignés de croire que de nos jours on trouverait encore quelqu'un pour briguer l'honneur d'être inquisiteur ou officier du Saint-Office. Mais les mêmes raisons qui nous empêchent d'admettre la possibilité du retour des grandes luttes religieuses font que nous n'espérons pas voir survenir ce fanatisme et ne craignons point ses conséquences. Quand même on amènerait l'humanité à une période de plus ardente ferveur religieuse, rien ne nous autorise à supposer qu'elle impliquerait une égale brutalité et sauvagerie.

Les processions et autres pratiques religieuses n'ont pas actuellement pour le public l'importance qu'on leur attachait autrefois. Elles ne sauraient ramener la foi, ni ne font des prosélytes. Si l'on veut éviter de compromettre tout à fait la croyance, on fera bien de lui épargner le ridicule de ces exhibitions à grand spectacle, trop bur-

lesques dans les rues et places publiques, qui offensent le sens commun. On se rappelle la procession moitié païenne, moitié catholique, qui a défilé dans les rues de Lisbonne à l'occasion du dernier centenaire de saint Antoine. Cette manifestation a été un essai des purs du parti catholique dans l'intention de donner le branle aux esprits, en éveillant les sentiments et les croyances presque éteintes. Il faut avouer que, si d'aventure on avait eu l'intention de conduire ces sentiments et ces croyances à une faillite, on n'aurait assurément pas trouvé occasion plus propice, ni des moyens plus efficaces pour atteindre un tel résultat. On a réuni un congrès d'évêques et de la plus fine fleur des catholiques portugais où, de tous les esprits laborieux, les thèses les plus réactionnaires furent soutenues. Quelques-unes même de ces thèses attaquaient directement le droit public portugais et international, attendu que non seulement elles étaient contraires à nos institutions, mais encore elles proclamaient la souveraineté du pape-roi, se plaçant ainsi tout à fait en dehors des limites où doivent s'enfermer les discussions purement théoriques et les déclarations des assemblées où siègent des représentants d'un État ami. On y a soutenu les ordres religieux qui n'ont plus d'existence légale en Portugal, en vertu d'un décret de 1834, lesquels ordres religieux avaient été alors les plus intraitables adversaires de l'établissement du régime constitutionnel dans notre pays. Et pour couronner l'œuvre du congrès, on a promené en public la fameuse procession. Sans compter beaucoup d'autres tableaux, dans le genre des antiques bachanales, on y vit le spectacle de moines qui n'étaient que des soldats et de bonnes sœurs qui n'étaient que des filles publiques. Et, cependant, cette mascarade, qui en réalité devait passer plutôt pour une offense à la religion et aux ordres religieux, et que personne ayant le souci de ces intérêts n'aurait jamais dû consentir, a été prise pour un défi aux idées libérales, ce qui a provoqué plusieurs bagarres. A plusieurs reprises, la procession a été arrêtée et l'ordre public troublé. Bon nombre de personnes qui prenaient part à cette manifestation furent contraintes de se sauver, y compris quelques prêtres revêtus de leurs habits sacerdotaux. Voilà le résultat auquel on a abouti sans profit pour personne et au détriment de tous. Ce n'est donc pas encore par ce moyen que l'on redonnera une nouvelle impulsion au sentiment et à l'éducation religieuse.

La question des ordres religieux mérite que nous nous y arrêtions un instant pour rappeler quelques faits. C'est en vertu de raisons politiques que les ordres furent abolis et déclarés supprimés, en 1834 ; déjà au siècle dernier la Compagnie de Jésus avait expérimenté le

même sort pour d'autres raisons. Ces mesures n'allèrent pas comme bien l'on pense sans soulever des protestations. Encore à l'heure qu'il est d'aucuns soutiennent leur nécessité et leur utilité, prétendant même qu'elles ne pouvaient pas être dissoutes par le pouvoir temporel et que par conséquent elles ne l'ont pas été en droit. Leur rétablissement est donc l'idéal de quelques catholiques qui ne manquent jamais une occasion de se livrer à des démonstrations dans ce sens. C'est à cela que visent leurs plus grands efforts, grâce à la tolérance, sinon à l'encouragement direct de quelques gouvernements.

On ne saurait nier que les ordres religieux n'ont rien d'incompatible avec les institutions politiques les plus libérales. Elles existent en fait et en droit dans beaucoup de nations où le gouvernement démocratique a atteint son plus grand essor. Néanmoins, il est aussi incontestable que non seulement l'État peut défendre les vœux religieux temporaires ou perpétuels, car il lui appartient de déterminer la manière dont il convient de régler le développement de sa population, mais il peut encore nier l'existence juridique aux congrégations qu'il ne reconnaît pas et empêcher même la vie en commun de leurs membres comme étant contraire à ses intérêts sociaux et politiques.

Certes ceux qui, divorcés du monde par mille contrariétés et désillusions, incapables de soutenir la lutte pour la vie, trouvaient dans le refuge des couvents une retraite, ceux-là dans la paix du sanctuaire pouvaient se consacrer dans le dernier quartier de l'existence aux œuvres de charité et se préparer à la destinée finale d'au-delà de tombeau. Dans d'autres temps ces retraites religieuses n'étaient point incompatibles avec les progrès des sciences et des arts. C'était même plutôt là que sciences et arts brillaient d'un plus vif éclat. Des hommes illustres entièrement détachés des luttes et des passions mondaines les y cultivaient en silence.

Mais était-ce cela seulement les couvents? On peut en douter. La vérité est que dans le bilan de leurs vices et vertus, ces dernières présentaient souvent un solde négatif. Au grand préjudice de la morale publique scandalisée, les couvents étaient en général un foyer de débauche, de vie oisive et plantureuse. Cela se faisait aux dépens de ceux qui travaillaient pour les entretenir avec leurs aumônes quand les couvents ne possédaient pas des richesses abondantes. Et des ordres riches devaient souvent leur fortune à une ignoble exploitation des sentiments de piété.

On oppose à ce tableau les réformes auxquelles on aurait pu soumettre les couvents sans les supprimer entièrement. Mais ici, comme

dans beaucoup d'autres questions, il faut tenir compte des progrès sociaux et des conditions spéciales à chaque pays. Certains retours ne sont point possibles ni ne conviennent à tous les temps et lieux. *Altri tempi, altri pensieri.*

L'État qui, de nos jours, confierait le développement économique et la direction de l'instruction scientifique et artistique ou professionnelle aux procédés monastiques ou qui seulement se laisserait inspirer par eux, manquerait évidemment à sa mission sociale et permettrait une inversion de fonctions que l'on ne saurait plus admettre sans contrarier la nature des institutions religieuses elles-mêmes. Si dans d'autres époques ces institutions ont eu leur expansion civilisatrice au sein des sociétés barbares en s'emparant, comme il était naturel, des moyens indispensables à son action, cette expansion est née de circonstances exceptionnelles qui ont disparu et qui ne se présentent point en ce moment.

Il n'y a que dans quelques-unes de nos colonies dont l'on peut considérer la situation comme semblable à celle où les couvents défrichaient des terrains incultes et dirigeaient l'éducation et l'instruction de la jeunesse du voisinage. C'est dans cette direction que le courant des idées monastiques a pu se frayer un chemin avec l'assentiment et l'aide du gouvernement et sous ce prétexte on a établi dans la Métropole même des collèges ou maisons de préparation qui n'ont pas une grande différence avec les couvents que défend la loi.

Le gouvernement soutient dans l'Afrique occidentale vingt-quatre missions religieuses outre les missions, dites du Saint-Esprit, de la province d'Angola, qui sont constituées pour la plupart avec des missionnaires étrangers qui ne sont même pas sous l'obéissance des autorités ecclésiastiques portugaises. Ces missions et autres frais des cultes de la province d'Angola coûtent au Trésor une somme supérieure à 100 contos, c'est-à-dire, beaucoup plus que ce que l'on dépense pour l'instruction primaire de tout le territoire continental ou il n'y a pas encore le tiers des écoles nécessaires, et plus d'un cinquième de la dépense que l'on fait pour toute l'instruction élémentaire et supérieure du pays.

Si donc c'était en Afrique que les congrégations religieuses moins dangereuses pouvaient paraître utiles, leur large dotation montre bien quelle est la mesure de leur influence et de la protection du gouvernement sans que toutefois on voie les grands services qu'elles ont pu rendre. Au contraire il en est quelques-unes qui se sont trouvées compromises dans des affaires de mœurs avec les indigènes.

Bien que l'Afrique pût attirer l'attention des catholiques sur les

services que les ordres religieux pouvaient y rendre, il n'est pas moins certain que les procédés de colonisation et les moyens de répandre la civilisation parmi les indigènes ne peuvent pas être ceux du Moyen-Age dans la vieille Europe. C'est d'ailleurs une grave erreur que de se fier aux futurs citoyens noirs. On devrait plutôt préparer les conditions d'une rapide adaptation et fixation des Européens, dirigeant de ce côté toute l'émigration énorme qui cherche divers points de l'Amérique.

∴

La situation politique a été sensiblement modifiée tout dernièrement par la démission du ministre régénérateur et l'arrivée au pouvoir du parti progressiste. Les premiers actes du nouveau cabinet furent la dissolution de la Chambre des députés et une amnistie générale pour les délits de presse.

Une nouvelle période est donc ouverte dans l'histoire politique du pays. Le gouvernement qui arrive aux affaires, dans l'exposé de motifs du décret de dissolution de la Chambre, a indiqué pour ainsi dire son programme; voici ce document :

« Les circonstances politiques où le ministère actuel a été constitué, m'obligent à soumettre à la sanction royale le projet de décret qui accompagne ce rapport, décret dont le gouvernement croit devoir justifier l'adoption, dans les termes qui suivent.

« Le dernier cabinet ayant cru devoir assumer des pouvoirs extraordinaires a convoqué encore dans l'usage de ces moyens une Chambre qui non seulement sanctionna les mesures dictatoriales, mais approuvait encore d'autres mesures qui furent soumises à sa délibération. Le gouvernement actuel représentant au pouvoir un parti qui non seulement n'a pris aucune part de responsabilité dans ces actes, mais a encore protesté publiquement contre ces actes dans les limites de la légalité, pourrait bien suivant les précédents établis proposer à Votre Majesté de rapporter purement et simplement tous les diplômes illégalement promulgués. En agissant ainsi il pourrait justifier cette mesure en alléguant que son intention était de rétablir la légalité antérieure.

« Cependant, considérant que, si d'un côté il eût été facile de purger la législation de tous ces actes, il n'était pas possible de rendre inefficaces les droits et obligations que leur exécution avait établis, et, considérant d'autre part que pour mener à bien cette œuvre même si elle était entièrement possible, il faudrait assumer des attributions législatives qui ne lui appartient point, le gouvernement a jugé qu'il

était de son devoir d'accepter les faits accomplis tout en réservant, mais pas moins expressément, la faculté de proposer aux Cortès la révocation de quelques-unes de ces mesures.

« Reconnaissant que les chambres actuelles ne peuvent pas coopérer à cette œuvre de rétablissement de la légalité, parce que, en dehors d'autres raisons, étant solidaires avec le dernier ministère elles seraient pour le faire obligées de se déjuger, dans ces conditions le gouvernement n'hésite pas à proposer à Votre Majesté, comme il le fait, que dans l'exercice d'une faculté constitutionnelle Votre Majesté daigne dissoudre la Chambre des députés.

« Le gouvernement pense que dans les circonstances actuelles, il ne suffit pas de justifier la dissolution, qu'il vient proposer à Votre Majesté, mais qu'il faut exposer rapidement le plan, que cette mesure étant prise, il croit devoir suivre.

« Le gouvernement convoquera et réunira les Cortès en temps utile pour le vote des impôts et des lois qui les établiront pour la prochaine année économique. Le gouvernement proposera immédiatement à ces Cortès la révocation des diplômes actuellement en vigueur qui ont porté préjudice à l'inviolabilité des droits civils et politiques des citoyens et parmi eux ceux qui ont restreint les garanties individuelles, la liberté de la presse et la liberté de réunion, de façon que les facultés les plus solidement garanties par la constitution soient rétablies, sans préjudice des respectives responsabilités.

« En même temps le ministère déposera à la Chambre des députés une proposition de révision de la Constitution, dans le but principal d'éviter que le pouvoir exécutif puisse jamais en suspendre l'exécution, et accordant pour cela aux Cortès, au pouvoir judiciaire et aux citoyens eux-mêmes, les moyens de rendre à l'avenir impossible toute tentative dans ce sens, car la répétition de ces faits a été la cause principale de l'abatement du pouvoir législatif et de la dépression du système représentatif.

« A côté de cette indispensable œuvre politique, le gouvernement n'oubliera pas de présenter aux Cortès les projets de loi qui lui paraissent actuellement les plus urgents.

« Parmi ces projets, il faut citer ceux destinés à rétablir, autant que possible, l'équilibre économique et à dégager la situation financière, introduisant dans les dépenses les économies compatibles avec les services publics indispensables, rendant effectives et sous la plus sévère responsabilité, la fiscalisation de l'emploi des fonds publics, encourageant le développement de la production nationale, cherchant

à lui ouvrir des marchés, améliorant l'économie publique et rétablissant le crédit du pays. Citons aussi les projets de loi tendant à perfectionner les conditions de l'armée et de la marine auxquels la nation doit tant, à mieux utiliser notre vaste domaine d'outre mer, à réformer l'administration publique sur la base d'une convenable et libérale décentralisation, à tenir compte des justes réclamations du peuple en ce qui concerne la circonscription territoriale et finalement ceux qui serviront à introduire dans la législation industrielle des mesures qui, évitant le conflit entre le capital et la main-d'œuvre, accordent au premier la garantie nécessaire et à la seconde une juste protection.

« Cependant, et jusqu'au moment où les Cortès auront pu adopter ce qui sera plus juste, le gouvernement fera, tout en se tenant scrupuleusement dans les limites des attributions du pouvoir exécutif, les actes indispensables à l'administration de l'État, suivant les principes de la justice et de l'économie. Dans ce but, en plus d'autres mesures provisoires, le gouvernement fera procéder sans retard à un rigoureux inventaire de l'actif et du passif du trésor dans la présente occasion, non seulement pour pouvoir connaître à fond la situation des finances publiques, mais aussi pour déterminer ses engagements dans l'avenir. Cela fait, et ayant, comme il convient, le souci de la scrupuleuse application des deniers publics, le gouvernement fera cesser toutes les dépenses qui dans les circonstances actuelles ne nous paraîtront pas justifiées, pour les borner à la sévère et rigoureuse exécution des autorisations légales.

« Reconnaisant, comme il reconnaît, que notre État ne comporte pas une organisation des services publics aussi développée que celle qui existe, le gouvernement évitera autant que possible les nouvelles nominations d'employés et tiendra compte dans celles qu'il sera amené à faire des intérêts de l'État, des droits acquis, ne choisissant, quand la loi ne l'exige pas, aucune personne étrangère aux cadres de l'administration. Finalement le gouvernement mettra tout son soin à faire dans le fonctionnement des diverses sources publiques, que tout le monde observe et que tout le monde obtienne la plus scrupuleuse justice.

« Le gouvernement espère que pour la réalisation de ce plan qui se résume finalement dans le rétablissement légal du système représentatif, dans la sévère observance de la loi et dans le successif développement économique du pays, tous les bons citoyens et les divers partis se montreront disposés à y contribuer les uns par une coopération décidée, les autres avec leur critique impartiale, tous avec le même

patriotisme. Dans le but de faciliter pour sa part ce concours de dévouements le ministère adoptera une politique de tolérance qui permettra au plus grand nombre de se concerter dans une œuvre commune à tous les Portugais sans abdiquer de leurs principes. Le gouvernement s'estimera heureux s'il réussit à montrer, comme il espère, que dans les institutions et par la scrupuleuse observance du pacte constitutionnel il est possible de concilier l'exercice de la liberté avec le progrès du pays. »

Dans ces conditions il faut attendre, tout en faisant des vœux pour que le gouvernement puisse remplir ses promesses sans augmenter le nombre des désillusions, qui est déjà immense et qui ne nous permet pas d'avoir trop confiance et nous engage à faire des réserves. Tous ceux qui contribueront à faciliter la mission du gouvernement dans le rétablissement du crédit et du prestige national au moyen d'une administration sensée, accompliront un devoir patriotique.

J.-J. TAVARES DE MEDEIROS,

Avocat, membre de l'Académie des Sciences de Lisbonne  
et de l'Institut International de Sociologie.

---

## REVUE DES LIVRES

GABRIEL DEVILLE. *Principes socialistes*. 1 vol. in-12, Paris, 1896.

L'auteur s'est proposé de donner un résumé de la doctrine marxiste, et il a dans ce but réuni, sans les fondre en un exposé continu, une série de conférences qu'il avait antérieurement données. L'un des principaux défauts du marxisme étant son obscurité, il y a intérêt à en voir présenter les principes sous une forme très claire, comme ce livre a réussi à le faire. Il est vrai qu'il a dû pour cela éliminer l'appareil dialectique du « *Capital* », et peut-être son livre représente-t-il moins le système de Karl Marx lui-même que celui des marxistes français, plus réduit et moins rigoureux. M. Deville, qui est député de Paris et l'un des *leaders* du collectivisme à la Chambre, a d'ailleurs toute compétence pour parler au nom de ce groupe. On trouvera dans l'étude par laquelle s'ouvre son ouvrage des explications intéressantes sur ce que son école entend par le matérialisme économique, les classes sociales, la force de travail et le



sur-travail, la tendance moderne à la concentration de l'industrie, la socialisation progressive des moyens de production, la révolution sociale et l'internationalisme. Puis viennent des conférences intitulées « salaire et profit », « l'État et le socialisme », où l'auteur explique comment l'État actuel, n'existant qu'au profit d'une classe, disparaîtra dans la la société future, où il démontre l'importance pour son parti de l'action électorale, très supérieure à la grève générale, « le salaire et la rémunération future », etc.

M. Deville traite avec beaucoup de sévérité certaines fractions du socialisme. L'école de Benoît Malon, notamment, est criblée par lui de sarcasmes. Au reste, M. Georges Renard, directeur de la *Revue socialiste*, lui a répondu à cet égard dans une brochure qui, bien que plus modérée de ton, accentue la divergence de vues et de méthodes existant entre le « socialisme intégral » des successeurs de Malon et le collectivisme marxiste. On pouvait déjà se douter, par l'attitude des partis parlementaires et les polémiques de la presse quotidienne, que l'entente était loin d'être parfaite entre les socialistes français. On en a, aujourd'hui, la démonstration complète dans ces écrits dogmatiques.

Quant aux économistes classiques, M. Deville a pour eux les épithètes les moins flatteuses. Il est vrai qu'il prétend n'user ici que de réciprocité. Nous regrettons néanmoins pour son livre ces violences de langage, qui n'ajoutent rien, très certainement, à l'intérêt indéniable des théories qu'il expose.

Reconnaître cet intérêt, ce n'est pas, bien entendu, adopter le système de l'auteur. A notre sens, presque toutes les bases de la doctrine marxiste sont erronées, ou au moins fort contestables. Nous ne saurions songer à le démontrer dans les limites d'un compte-rendu. Nous dirons du moins que la clarté même du livre de M. Deville permet plus aisément de saisir les défauts du marxisme, quelque peu dissimulés, dans les traités de Marx lui-même, par l'abstraction et l'obscurité de la forme. Pour n'en citer qu'un exemple, le fameux sur-travail, sur lequel reposent tant de protestations contre « l'exploitation capitaliste », apparaît très nettement, dans le livre que nous analysons, comme un principe posé par le collectivisme, mais nullement prouvé et à l'appui duquel on n'apporte même pas un commencement de démonstration.

Disons enfin que cet ouvrage est le tome premier d'une *Bibliothèque Socialiste Internationale*, consacrée à la diffusion du marxisme et publiée dans le format in-12, chez les éditeurs Giard et Brière. Deux autres volumes ont déjà paru dans cette collection, et la *Revue* se propose de les analyser par la suite.

RENÉ WORMS.

---

LÉON SAY. — *Les finances*. Paris, 1896, in-12.

RENÉ STOURM. — *Le budget*, 3<sup>e</sup> édition. Paris, 1896, in-8.

MAX BOUCARD et GASTON JÈZE. — *Éléments de la législation française des finances et de la science financière*. — Paris, 1896, in-8.

Les questions de finances sont à coup sûr des questions sociales, car elles mettent en jeu les intérêts économiques et politiques les plus graves, et l'on sait qu'une école a même vu dans une meilleure organisation de l'impôt le moyen d'établir l'égalité des conditions et de réaliser « la justice sociale ». On ne s'étonnera donc pas que dans une Revue de Sociologie nous signalions, brièvement d'ailleurs, trois ouvrages relatifs aux matières financières. Tous trois sont, au reste, écrits dans un esprit fort éloigné de celui de l'école que nous venons de rappeler; tous trois émanent d'écrivains plutôt satisfaits du régime économique actuel et en tous cas plus préoccupés de le faire connaître que de le décrier.

L'un est l'écrit posthume de M. Léon Say. Malgré son titre très général, il ne traite guère que de l'organisation du ministère des finances. La première partie est un résumé de l'expérience personnelle de M. Léon Say, acquise dans ses multiples passages à ce ministère : elle est très vivante et pleine d'idées ingénieuses, comme beaucoup de pages du même auteur. C'est plutôt, on peut le croire, à ses collaborateurs qu'est due la seconde partie du livre, consacrée à l'exposé technique, d'ailleurs fidèle, de l'organisation et du fonctionnement des divers services, centraux et extérieurs, de ce département.

Successeur de M. Léon Say à l'Institut de France, son successeur aussi dans l'enseignement des finances à l'Ecole des Sciences Politiques, M. Stourm a donné, il y a quelques années, une excellente étude sur le budget, qui a très vite fait autorité. Deux éditions s'étant rapidement épuisées, une troisième vient de paraître. Il n'est guère utile de revenir sur un livre aussi favorablement connu, si ce n'est pour dire que son auteur l'a tenu fort au courant des faits et des chiffres actuels, qu'il y a donné une large place à l'étude des législations étrangères, tout en sachant en rendre la lecture attrayante, par un style aisé, alerte et incisif.

Les deux ouvrages dont nous venons de parler ont surtout un caractère économique. C'est plutôt une étude d'ordre juridique et administratif qu'ont entendu faire les auteurs du troisième. M. Boucard, maître des requêtes au Conseil d'État, et M. Jèze, docteur en droit, ont condensé en un volume in-octavo l'ensemble de la législation française relative au budget, aux dépenses et aux recettes de l'État, en l'éclairant d'ailleurs par des discussions doctrinales. Très documenté et généralement très sûr, leur livre peut être recommandé, non seulement aux étudiants en droit, pour qui surtout il a été écrit, mais aussi à tous ceux qui souhai-

tent prendre un aperçu complet de nos lois, si nombreuses et parfois si confuses, sur ces délicates questions de finances publiques.

RENÉ WORMS.

---

A. LATERRADE, sénateur. — *Le mutualisme et la question sociale*, Paris, 1897, broch. in-8°.

Cette brochure de 61 pages est l'effort sincère d'un esprit généreux dans la recherche du mieux pour la société actuelle et de la détente, voire de la fusion entre les classes. Pour l'auteur, ces classes reviennent à celle des ouvriers et à celle un peu vague des *Messieurs*, où il loge, sans doute, en usant ainsi d'une terminologie qui n'est cependant pas bien pacificatrice, tous ceux qui ne travaillent pas de leurs mains ou qui possèdent quelque chose. La réconciliation se ferait dans le *mutualisme*, dont le but serait d'assurer à chacun la plus grande somme de bien-être matériel et moral possible, en exigeant de lui le moins de travail possible, et, pour atteindre ce but, il faudrait — nous citons — « réduire au minimum le nombre de ceux qui ne travaillent pas manuellement, réduire progressivement, sinon supprimer brusquement, les domestiques et le reste, derniers vestiges de l'esclavage antique, rétribuer et honorer le travail manuel à l'égal du travail intellectuel, tâcher que tout le monde travaille manuellement pendant plus ou moins de temps, arriver à ce que l'égalité et la fraternité ne soient plus de vains mots et, à cet effet, tendre à la fusion des classes et non à leur haine, ce qui, d'ailleurs, serait presque aussi dangereux que le révolutionnarisme, faciliter à tout le monde, mais surtout aux ouvriers, l'acquisition et l'extension de la propriété particulière intégrale ».

Mais ce qui donne à la conception de M. Laterrade son cachet propre, c'est qu'à la différence de certains novateurs ne reculant pas devant la force et la violence, il entend « que les modifications qu'il est nécessaire d'apporter à l'état social actuel soient légales, progressives et *volontaires*, c'est-à-dire que chacun soit libre d'entrer ou non dans la société nouvelle ». C'est, en somme, une expérience libre qu'il veut instituer, et dont la réussite travaillerait mieux que la contrainte à l'application universelle du système. Tel est l'état d'esprit assurément recommandable du nouveau sénateur, qui se dit *évolutionniste*, c'est-à-dire de ceux qui acceptent l'application progressive de leurs idées par opposition aux *révolutionnistes* (expression nouvelle), qui en veulent l'application immédiate et intégrale, sans toutefois employer non plus que des moyens légaux, et aux *révolutionnaires*, qui ne répudient pas les moyens violents, du moins-ils aller jusqu'au renversement du gouvernement de leur pays.

On ne saurait trop louer assurément notre écrivain, de ne demander

les solutions de l'avenir, les transformations désirables qu'à la force persuasive de l'exemple, qu'à la liberté, du sein de laquelle le progrès se dégage toujours nécessairement dans les conditions les meilleures d'ampleur et de durée. Mais comme une liberté délivrée du plus d'entraves possibles est le terrain de prédilection où se placent les économistes, et où l'évolutionnisme peut donc le mieux se livrer carrière, ou ne s'explique pas bien les dédains de l'opuscule à leur endroit, à moins que M. Laterrade n'aperçoive leur école à travers les préjugés et les passions d'un monde parlementaire économiquement anti-libéral, on ne soit pas encore suffisamment familiarisé avec leurs doctrines les plus certaines. C'est même cette dernière supposition qui prend corps quand on le voit, lui, l'avocat zélé des douanes auxquelles il demande beaucoup pour le fonctionnement de son plan, attribuer aux économistes une vive tendresse pour les octrois, dont, à juste titre d'ailleurs, il se déclare lui-même l'adversaire. Comment a-t-il pu verser dans une si singulière méprise, alors qu'il parle cependant entre autres de M. Yves Guyot, assez connu pour sa campagne acharnée contre les barrières intérieures?

Quoiqu'il en soit, le lecteur ne se désintéressera pas de la pensée maîtresse de ce travail, qui est de greffer des sociétés mutualistes sur l'organisation existante, destinée à rester debout. Peut-être, toutefois, cette coexistence le rendra-t-il quelque peu rêveur, car si, grâce aux suggestions de la liberté, nous assistons à une floraison de sociétés innombrables, constituant comme une superstructure pour le tuf social, ces sociétés, ou civiles ou commerciales, ne poursuivent jamais qu'une fin très restreinte, tandis que les mutualités, telles qu'elles sont comprises par l'auteur, envahissent pour ainsi dire la vie toute entière, avec les principales activités et préoccupations qu'elle peut comporter, si bien que la conciliation de cette double qualité de membre d'une mutualité et membre de la commune, du département, de l'Etat, semble poser des problèmes quelque peu déconcertants.

Étant donnée néanmoins l'orientation de M. Laterrade, on le suivra avec curiosité dans les divers chapitres qu'il consacre successivement aux réformes politiques, à l'instruction publique, aux réformes fiscales, aux réformes industrielles, aux réformes agricoles, aux réformes militaires, aux réformes coloniales, aux réformes administratives, aux réformes pénitentiaires, aux institutions charitables, aux questions religieuses et morales, avide qu'il est de nous montrer dans toutes ces directions la facilité ou la possibilité de la mise en œuvre des mutualités. Sans être très convaincu de la fortune réservée à ces mutualités, qui paraissent pêcher par excès ou par insuffisance, qui vont trop loin ou pas assez loin, sachons rendre justice au sentiment libéral et humanitaire qui a mis sur leur trace, et souhaitons de voir tous nos législateurs ré-

véler, fût-ce par d'autres procédés, le même souci que M. Laterrade, pour le bonheur de leurs concitoyens.

E. DE FRISANGE.

V. PREJEVALSKI. *Le professeur Franz Liszt et ses idées fondamentales sur la criminalité*. Saint-Petersbourg, broch. in-8°, 1895.

Cette étude de 58 pages est remplie d'appréciations et de discussions très intéressantes; malheureusement, elle est écrite en langue russe, et par cela même peu accessible au public savant des autres pays. Franz Liszt est un criminaliste allemand bien connu et dont les nombreux ouvrages ont beaucoup contribué à l'avancement de la science du droit pénal; la liste en est donnée, d'ailleurs, par son biographe et son critique et n'en comprend pas moins de vingt-neuf. En outre, comme l'on sait, c'est ce jurisconsulte qui a entrepris de doter la science d'un ouvrage aujourd'hui en cours de publication sur la législation pénale comparée. Il n'est donc pas étonnant qu'un de ses disciples russes ait cherché à résumer ses doctrines et à les présenter au public. D'autres, d'ailleurs, l'avaient fait avant lui, Sliasberg, Gurvitch, rappelés par l'auteur du mémoire. La brochure comprend les chapitres suivants : I. De la place, parmi les criminalistes contemporains, du caractère et des productions de Liszt; II. De ses idées : 1° sur le droit criminel, sur la politique pénale et sur la sociologie pénale; 2° sur la nature juridique de l'infraction et de la pénalité; 3° sur les infractions et les peines au point de vue socio-politique, les facteurs du crime et les moyens de le combattre, et la classification des infractions; l'évolution des peines, le fondement du droit de punir; le but des peines et les conditions de leur emploi; les principaux principes de la politique pénale contemporaine; 4° de la caractéristique générale de l'enseignement de Liszt et de sa discipline sociologique. Nous ne pouvons mentionner ici que les idées les plus essentielles de cette brochure.

Voici comment l'auteur résume la doctrine de Liszt; il y relève les caractères suivants : 1° reconnaissance de l'insuffisance de l'étude de la criminalité et de la pénalité au point de vue exclusivement de garantie ou historico-juridique, mais au contraire nécessité de les étudier comme phénomènes sociaux; 2° étude du monde du crime et des criminels dans son histoire, ses facteurs et son état actuel; 3° supériorité, parmi les facteurs du crime, de ses facteurs sociaux; 4° nécessité et indépendance du droit criminel, à côté de la politique, de l'anthropologie et de la sociologie criminelles; 5° la pénalité n'est que l'un des moyens de protection de la société contre le crime et ce n'est pas le plus actif; les mesures préventives le sont davantage; 6° le seul fondement du droit de punir

c'est sa nécessité pour le maintien de l'ordre public, et en conséquence il faut employer le châtement avec économie; 7° le déterminisme et la conscience de la faute morale doivent servir de critère pour la responsabilité pénale; 8° c'est la situation subjective du criminel qu'on doit prendre en considération pour la fixation de la peine; 9° la classification des criminels est indispensable pour l'individualisation du châtement; 10° il faut diviser les criminels en deux grandes classes, celle des occasionnels et celle des habituels; on peut avoir une grande indulgence pour les premiers, mais seulement de la sévérité contre les seconds. Telle est, du reste, la tendance de l'école criminaliste moderne, avec des nuances cependant. Le professeur Liszt se tiendrait entre Van Hamel à sa gauche, plus près de l'école anthropologique positive et purement déterministe, et Prins à sa droite, plus rapproché de l'école classique et admettant un certain libre-arbitre. Suivant l'auteur du mémoire, la doctrine de Liszt serait donc éclectique; elle pencherait cependant davantage du côté du déterminisme et de la mesure subjective de la criminalité. En ce qui concerne l'évolution de la pénalité, elle suivrait de près les idées d'Ihering; à côté de la punition exercée par l'individu lui-même et dont on retrouve des traces, aurait toujours existé celle exercée par la société, représentée dans l'état le plus ancien par la famille. La classification des criminels est très importante parmi les idées exprimées par Liszt, mais il ne faut pas confondre le criminel habituel ou plutôt de caractère et d'instinct avec le récidiviste proprement dit : il peut exister, quoiqu'il n'ait commis encore qu'une seule infraction. C'est celui qui ne l'est pas devenu par l'action ou le défaut de la société, mais par son organisation à lui propre. Il nous est impossible de mentionner ici tous les sujets touchés par le mémoire de M. Prejevalski, mais nous avons voulu les indiquer pour en montrer l'intérêt; il les a habilement groupés autour de l'œuvre de Liszt, ce qui leur donne plus de cohésion et de vie, en les personnifiant pour ainsi dire dans la discussion.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

LÉOPOLD LACOUR. *Humanisme intégral*. Paris, un vol. in-12, 1896.

Livre d'un apôtre ardent et convaincu du féminisme, livre surtout d'un psycho-sociologue. Il se trouvera certainement des personnes — même éclairées — qui n'admettront guère les idées de M. Lacour, mais il leur serait impossible de nier leur originalité. D'ailleurs, les droits de l'idée ne restent-ils pas intangibles? L'idée, selon l'expression récente de M. Gréard, ne passe-t-elle pas au-dessus de tout? L'homme ne serait pas l'homme s'il ne parlait librement.

M. Lacour nous parle dans son ouvrage du *Duel des sexes* dans la vie

sensuelle, la vie du cœur, la vie de l'esprit, la vie sociale; il nous montre « l'homme et la femme se meurtrissant l'un l'autre avec toutes les armes » (p. 5); il démontre que « nous devons au duel persistant des sexes tous les grands maux sociaux dont nous sommes travaillés, depuis la lutte économique jusqu'au militarisme européen » (p. 19); il nous parle ensuite du droit humain, de l'amour, de la femme, de l'enfant, de la coéducation, etc.; il nous présente, enfin, un tableau attirant de la *Cité future* dont « le but est l'harmonie par l'amour fraternel de l'homme et de la femme réconciliés, égaux devant leur conscience, émules généreux au grand travail d'universel progrès humain » (p. 39). La *Cité future*, c'est l'avènement du couple-citoyen conscient, libre, sincère, tendre, c'est « l'association — dans toute œuvre humaine — de l'âme féminine et de la masculine, de l'esprit masculin et du féminin » (p. 256).

Il y a comme deux parties dans l'ouvrage de M. Lacour, une partie psychologique, l'autre sociologique, reliées toutes deux et non indépendantes l'une de l'autre, puisqu'elles s'entrecroisent, s'influencent réciproquement et sont difficilement séparables; mais elles abondent en remarques précieuses et l'idée générale qui s'en dégage est nette et précise.

M. Lacour a bien observé le monde qu'il décrit, surtout les femmes. Il y a, selon moi, trois catégories de femmes. Les deux premières sont : celles qui vivent pour aimer et celles qui aiment pour vivre; pour les premières le but de la vie, c'est l'amour, pour les secondes le but de l'amour, c'est la vie. La troisième catégorie — catégorie naissante — présente la femme cérébrale, la femme-homme, celle que certains savants désignent encore sous le nom de *femme-monstre*. Or, je ne crois pas que tous les types de ces catégories soient connus à M. Lacour. Il faut, cependant, avouer que l'auteur connaît bien ceux qu'il a étudiés, — il connaît bien leurs idées, leurs sentiments, il a étudié tous les éléments de leur *moi* et ceux de leur âme collective, il a observé tous les phénomènes de leur psychologie intime, même les phénomènes inconscients — et l'on sait que la vie consciente de l'individu ne présente qu'une bien faible part auprès de sa vie inconsciente. Mais le monde de M. Lacour, je le répète, est trop restreint. L'auteur connaît la femme française (pas tous les types principaux, cependant), il connaît encore la femme américaine ou plutôt anglaise, mais il ignore absolument la femme du Nord, notamment la femme russe et norvégienne. Il y a un abîme entre les femmes de ces pays. Les revendications des femmes françaises, par exemple, ne portent que sur l'*égalité sociale*, elles ne s'évertuent que contre le code civil. Mais le code civil régit la situation des femmes qui possèdent et qui sont propriétaires. Et celles qui ne le sont pas? Et celles qui vivent sous la dépendance du mari et du maître? Et puis, l'indépendance économique de l'épouse, comme le dit justement M. Lacour, ne lui « rendrait pas la disposition de son être moral et physique » (p. 188). Il

ne faut pas encore oublier que l'esclavage moral est plus dangereux pour la société que l'esclavage économique. La femme russe, elle, demande *l'égalité humaine*. Et cela s'accorde avec les idées de M. Lacour. Car ni l'homme ne peut être libre, si la femme est esclave, ni la femme ne peut être libre, si l'homme est esclave, — et l'homme l'est encore, ils le sont tout les deux, homme et femme, esclaves de leurs sentiments, formés par les inepties des siècles, esclaves de leurs préjugés, esclaves des conditions sociales, esclaves de la société, esclaves de l'État, esclaves tous les deux, partout et toujours ! Il faut donc déplacer la question. Il ne s'agit plus de l'affranchissement de la femme, il s'agit de l'affranchissement de l'être humain *sans distinction des sexes*, il s'agit de la transformation de la société actuelle, il s'agit de la suppression des vieilles institutions qui n'ont plus de raison d'être et qui sont les bases de tous les maux dont souffre l'humanité tout entière, — *mariage, armée, etc.*, je ne dis pas — *famille*. Car la transformation des bases actuelles du mariage ne supprime pas la famille. Au contraire. Un penseur délicat, M. Édouard Rod, se révolte à la pensée que l'union libre, c'est-à-dire le mariage fondé sur la liberté morale des sentiments, amènerait l'abandon des enfants à l'État. Loin de là. Comment voulez-vous que nous abandonnions nos enfants à l'État, nous qui marchons vers l'abolition de l'État ? ! Dans l'union libre la mère et l'enfant ne seront pas du tout obligés de se quitter. Certes, je ne crois pas assez dans les hommes pour admettre l'union libre — dans la société actuelle — comme règle générale, mais puisqu'il s'agit de la *Cité future* !

Par quels moyens arriverons-nous à construire cette cité ? Par la révolution ? Non. On fait une révolution sociale, économique, mais on ne fait pas de révolution morale et intellectuelle, *on la prépare*, mais elle doit se faire, elle doit venir d'elle-même, autrement elle n'aboutit à rien, ou presque à rien. L'esprit s'approprie un fond de pensées nouvelles, qui restent souvent à l'état de notion, mais qui ne passe pas dans *le sang*. Est-ce que la Révolution de 89 a détruit tous les égarements moraux du Moyen-Age, tous les préjugés, tous les instincts que l'homme porte *en lui* ? Un changement d'État ne change pas les conditions *biologiques* de l'individu, et il s'agit, *avant tout*, de changer, de transformer, d'affranchir l'individu qui ne peut être affranchi — moralement — que par des efforts évolutifs sur lui-même. Quiconque veut être libre doit s'affranchir lui-même, par sa propre volonté, le contraire prouve ou qu'il ne porte pas dans son âme la notion de la liberté ou qu'il n'a pas assez de volonté pour atteindre cette liberté. Et la liberté ne se donne pas : elle se conçoit ; on ne peut pas la réclamer : on doit la prendre. Mais cela ne peut pas être appliqué aux enfants dont la volonté est encore à former. Nos efforts doivent être donc portés 1° vers nous-mêmes et 2° vers ceux qui composeront la Cité future — vers les



enfants. Ici se pose la question de l'éducation ou plutôt de la coéducation, base essentielle de la Cité. M. Lacour consacre dans son livre de bien belles pages à cette question. Je regrette qu'il n'y parle pas de l'instruction, cette plaie désastreuse de la société moderne. Plusieurs penseurs, Herbert Spencer entre autres, n'ont pas eu de peine à démontrer que l'instruction ne rend l'homme ni plus heureux, ni plus moral, — surtout l'instruction mal dirigée, comme l'est la nôtre. Je citerai ici un anti-féministe, un conservateur — mécontent, — mais un très fin psychologue, M. Gustave Le Bon. « Les peuples latins, dit-il (et l'on peut dire la même chose des peuples slaves) — les peuples latins ont basé leurs systèmes d'instruction sur des principes très erronnés et, malgré les observations des esprits éminents, ils persistent dans leurs lamentables erreurs » (1). M. Le Bon parle ensuite de l'instruction professionnelle que les esprits éclairés réclament depuis longtemps et que les peuples qui dominent aujourd'hui le monde par leur volonté, leur initiative, leur esprit d'énergie ont su utiliser.

Ah! combien désastreuse est l'instruction actuelle! Au lieu d'apprendre aux jeunes gens comment leurs ancêtres se massacraient les uns les autres, il faudrait leur apprendre à vivre, à travailler, à lutter, il faudrait apprendre à la jeune fille à penser, à sentir librement, à agir selon sa conscience et sous sa propre responsabilité; il faudrait apprendre à voir dans la jeune fille non pas un objet de plaisir, non pas un objet d'utilité, non pas même un enfant à gâter, mais un être majeur conscient, responsable, ayant les mêmes droits que lui et possédant un trésor d'affection qu'elle ne demande qu'à lui donner.

Et alors, l'homme et la femme seraient affranchis, et la société serait libre, et l'humanité serait vraiment intégrale! Là doit être le but de tous nos efforts, de toutes nos luttes, et le *féminisme* ne doit être considéré que comme un des moyens capables de nous mener à sa réalisation.

Voilà pourquoi je considère, avec M. Lacour, le mouvement féministe actuel comme un symbole des temps nouveaux, comme un élan généreux vers la justice universelle, vers l'universel amour...

OSSIP-LOURIÉ.

---

GEORGES RAUX. *La République et le Concordat de 1801.*

Paris, 1896, un vol. in-12.

La séparation de l'Église et de l'État est un lieu commun assez généralement cher aux hommes politiques. Mais peu d'entre eux connaissent en réalité toute la portée de cette revendication faute d'avoir suffisamment étudié cette question d'une actualité si incontestable.

---

(1) *Psychologie des Foules*, p. 80.

La France se trouve, à son insu, dans une situation qui n'est encore qu'inquiétante mais qui ne tardera pas à devenir grave. Le parti religieux, contre lequel on a essayé de sévir, loin de se trouver diminué par la persécution, est sorti de cette épreuve plus fort que jamais. Il s'est recueilli, a perfectionné son organisation, a compté ses adhérents, étendu ses moyens d'action, cherché à s'infiltrer dans la masse du peuple : ses agissements, pour n'être pas apparents, n'en sont pas moins réels. Il a, pour s'adapter au nouveau courant d'esprit, créé le néo christianisme et le socialisme chrétien dont le succès est certain dans une société aussi troublée et aussi désorganisée que celle où nous vivons, et où abondent les esprits faibles, les névrosés, les esclaves-nés toujours à la recherche d'une croyance qui puisse satisfaire leurs vagues aspirations mystiques et leur besoin impérieux d'obéissance passive. Leur nombre s'accroît tous les jours, dans l'état d'anarchie morale et politique où agonise notre société et constitue un danger réel. Savamment utilisés par l'Eglise, mère de toute psychologie, ils feront d'excellents soldats, car on ne demandera à chacun d'eux que ce qu'il peut donner. En face de cette discipline, de cette homogénéité du parti religieux, il n'existe actuellement aucun parti capable d'affronter la lutte quand elle arrivera à la période aiguë. Tout permet donc de croire que le parti religieux peut envisager l'avenir avec confiance et escompter les succès qu'il ne peut manquer de remporter.

Il y a donc des mesures à prendre, et il semble qu'elles doivent être de deux natures : d'abord des mesures législatives, telles que le maintien du Concordat de 1801 et une application rigoureuse des articles du Code pénal visant les ministres du culte; en second lieu, des mesures en quelque sorte morales, aboutissant à la laïcisation de l'esprit public, entreprise sur de nouvelles et plus psychologiques bases, et dont le résultat sera la suppression du Concordat.

Il serait trop long de donner les arguments qu'on peut faire valoir pour et contre la séparation de l'Eglise et de l'Etat : renvoyons plutôt à l'ouvrage de M. G. R., où cette question est traitée avec le développement qu'elle mérite. Elle y est précédée d'un historique et d'un examen analytique très précis du Concordat.

La conclusion de l'auteur, à laquelle on peut souscrire, est que l'heure de sa suppression n'est pas encore sonnée et qu'elle ne pourra venir que lorsque l'esprit national aura compris le danger qu'il y a à « *traiter magnifiquement et à loger superbement sa plus cruelle ennemie* ».

FRANTZ DE ZELTNER.

---

C. GOMEL. *Histoire financière de l'Assemblée constituante*. Tome I : 1789. Paris, 1896, 1 vol. in-8.

Cet ouvrage fait suite au livre du même auteur sur les *Causes financières de la Révolution française* (Ministères Turgot et Necker et derniers contrôleurs généraux).

C'est un exposé très clair et très complet des événements politiques de l'année 1789, de la situation financière qui en résulta et des mesures prises pour y porter remède.

L'état critique des finances d'un pays n'est-il pas en grande partie la conséquence d'un état économique, social et politique mauvais? Les mesures prises pour remédier à cette situation, ne proviennent-elles pas de l'impression qu'elle produit sur les membres du Gouvernement et de l'Assemblée en raison de leur état d'esprit particulier au même moment?

C'est là ce qui semble ressortir de l'ouvrage de M. Gomel, malgré tout le soin qu'il met à rechercher les responsabilités dans chaque cas déterminé.

Quels sont d'abord les faits qui ont pu exercer une influence sur l'état d'esprit de l'Assemblée?

Le Gouvernement ne peut, faute de crédit, recourir à un nouvel emprunt; les parlements s'opposent à la création de tout nouvel impôt. C'est dans ces conditions que Louis XVI, acculé par le besoin d'argent, convoque les États-Généraux. Dans les quatre premiers chapitres, M. Gomel s'occupe de l'élection des représentants des trois ordres, des réclamations contenues dans les cahiers des bailliages : vote d'une constitution, suppression de tous abus et privilèges, réformes de tous genres, politiques et financières, toute l'œuvre de la Constituante s'y trouve en germe. Le Gouvernement connaît tous ces projets et la vive agitation des esprits, il reste néanmoins dans l'inaction sans adopter aucun plan de réformes, ni une politique quelconque.

Dès la réunion des États, le mépris hautain du pouvoir pour le Tiers provoque un conflit qui s'aggrave de jour en jour.

Les Ministres et la Cour sont en désaccord, le roi reste indécis; sous l'impulsion des événements on prend tour à tour des mesures contradictoires qui montrent la faiblesse du Gouvernement. Le mécontentement croît dans l'Assemblée, l'agitation augmente dans le pays. On soupçonne le roi et son entourage.

Ainsi, le 23 juin, après avoir gardé pendant plus d'un mois le silence sur les réformes demandées, le roi, à la suite de la proclamation de l'Assemblée Nationale, annonce une série de projets qui auraient satisfait l'opinion s'ils avaient été proposés dès le début. Mais il interdit le vote par tête. Une émeute éclate, et, le 26, le roi ordonne aux privilégiés de se réunir au Tiers.

La Cour cherche à se débarrasser de l'Assemblée par un coup de force. Le roi ne se résoud qu'à renvoyer Necker, et, après les événements des 13 et 14 juillet, il le rappelle.

De là, la suppression presque complète de l'autorité gouvernementale et la prépondérance croissante de l'Assemblée; de là aussi, la défiance réciproque entre deux pouvoirs dont la coopération était nécessaire pour entreprendre la transformation de la vieille société.

Le roi se tint dans une réserve systématique pour bien montrer qu'il n'était pas responsable des désordres et conserver intacts les privilèges de la couronne, espérant que l'anarchie même rétablirait la soumission du peuple.

Pour éviter de faire disparaître un état de choses qui paralysait l'autorité royale, l'Assemblée ne prit aucune mesure rigoureuse contre les perturbateurs, elle se contenta de lancer des proclamations exhortant les populations au calme et à l'obéissance.

La Constituante allait donc procéder seule aux réformes. « C'était une œuvre au-dessus de ses forces, car si l'Assemblée comptait dans son sein beaucoup d'hommes éclairés et bien intentionnés, elle manquait totalement d'expérience... Comme les constituants n'avaient jamais pris part à l'administration du royaume et que, dès lors, ils en ignoraient les difficultés, que leurs lectures et les tendances de l'époque les portaient à tout trouver mauvais dans l'organisation en vigueur, qu'enfin ils étaient aussi entiers dans leurs idées qu'insouciants des détails d'application, leur œuvre législative fut trop souvent précipitée, mal ordonnée, d'un caractère utopique, et grosse de résultats devant lesquels ils auraient reculé s'ils les avaient soupçonnés. »

L'agitation politique, surtout quant le siège du Gouvernement fut transféré à Paris, exerça elle aussi une influence importante sur les délibérations de l'Assemblée. Les clubs et la presse enflammaient les esprits, et, du haut des tribunes, le peuple manifestait toujours en faveur des propositions extrêmes. De là, d'inévitables entraînements. D'ailleurs, l'Assemblée ne prit aucune mesure pour garantir la maturité de ses votes. Par crainte d'une dissolution possible, elle entreprit hâtivement la discussion d'un grand nombre de projets différents. Les comités entre lesquels le travail était réparti différaient d'opinions. Il était interdit au Gouvernement de prendre part à la discussion des projets de loi qu'il présentait. L'Assemblée les transformait sans qu'il put les défendre.

Ce sont là autant de faits qui ont agi sur l'œuvre de la Constituante, notamment en matière financière.

Quelle était alors la situation du pays?

D'après l'ouvrage de M. Gomel, c'est l'anarchie générale. Par suite de la disparition de tout pouvoir central, toute l'administration était en désarroi. On ne pouvait compter sur l'armée, acquise en partie aux idées

nouvelles. Les premières séditions non réprimées en provoquèrent d'autres. L'inquiétude était générale. Des soupçons, des craintes folles se répandirent dans toute la France. On s'arma pour se défendre contre des brigands imaginaires. Puis, vinrent les promesses de la nuit du 4 août et les décrets d'après lesquels : « Article 1<sup>er</sup>. — L'Assemblée nationale détruit entièrement le régime féodal. » Les paysans ne virent que le principe, sans s'occuper des restrictions apportées dans la suite. De là, la guerre aux châteaux, la poursuite contre les nobles, etc.

Conséquence : des municipalités indépendantes se créent sur tout le territoire ; les bandes armées se transforment en gardes nationales à leur service. En raison de l'insécurité générale, les riches émigrent, le numéraire disparaît, les ateliers se ferment, le commerce cesse. Aussi, les impôts ne rentrent plus et le déficit augmente dans des proportions considérables.

La situation financière est des plus critiques. Comment l'Assemblée va-t-elle y remédier ? Les députés ne cherchent pas immédiatement à diminuer le déficit. « Sa persistance plaçait le Gouvernement sous leur dépendance et toute tentative de dissolution de l'Assemblée ne serait pas à craindre tant que les revenus du trône resteraient fort au-dessous de ses besoins. » Ce raisonnement explique, en partie, leur hostilité contre les mesures provisoires réclamées par le Gouvernement.

D'ailleurs, d'après leur mandat, ne doivent-ils pas, avant tout, supprimer les abus de l'ancien régime fiscal ? Aussi, dès le 20 juin, tous les impôts sont déclarés illégaux et prorogés seulement pendant la durée de l'Assemblée. En même temps, pour rassurer les capitalistes favorables à la Révolution, on proclame le caractère inviolable et sacré de la dette publique. Mais les dîmes, le droit de franc-fief, la gabelle, les droits sur les cuirs, amidons, etc., sont supprimés en quelques mois. La réduction des pensions est insuffisante pour combler le vide ainsi produit.

Cependant, le déficit augmente, il faut y parer provisoirement. Un emprunt de 80 millions à 5 0/0 échoue en partie. Le 24 septembre, Necker évalue à 160 millions le déficit pour 1789 et 1790. Il propose et obtient le vote d'une contribution patriotique égale au quart du revenu déclaré par chaque contribuable, mais en repoussant toute recherche vexatoire. La mesure est encore insuffisante, le délai fixé pour la déclaration trop long, le recouvrement incertain.

C'est alors que, le 2 novembre, sur la proposition de Talleyrand, après une discussion très serrée et très intéressante reproduite par M. Gomel, l'Assemblée décide que « tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la Nation. »

Enfin, en décembre 1789, on en vint à créer du papier-monnaie. Necker, pressé par un besoin immédiat de 170 millions, propose de transformer en Banque nationale la Caisse d'Escompte déjà créancière de l'État de

70 millions. Elle avancerait la somme nécessaire, augmenterait son capital social et émettrait pour 240 millions de billets nationaux garantis spécialement par la contribution patriotique et la vente d'une certaine quantité de biens nationaux.

La commission, sans examiner ce projet, soumit à l'Assemblée un plan tout différent. La presse se mit en campagne contre la Caisse d'Escompte et ne négligea rien pour affaiblir son crédit. L'opinion s'émut, l'Assemblée discuta longuement et finit par voter, le 19 décembre, un décret bien différent du projet Necker. La Caisse d'Escompte devait fournir à l'État 170 millions de billets, mais sans garantie ni privilège; elle était tenue de doubler son capital et de reprendre, le 1<sup>er</sup> juillet 1890, le paiement de ses billets en argent. Autant de clauses qui devaient nuire à son crédit et diminuer la valeur de son papier.

En même temps, pour rembourser l'arriéré et la dette, l'Assemblée ordonnait la vente en quatre ans de 400 millions de biens ecclésiastiques, et, pour faciliter les paiements, créait des assignats. « Toutes ces mesures étaient grosses de conséquences désastreuses, car ayant une fois commencé le remboursement de la dette, l'Assemblée devait être logiquement conduite à le poursuivre; elle vendrait pour cela au-dessous de leur valeur les biens qu'elle avait pris au clergé, elle ne s'en tiendrait pas aux 400 millions d'assignats qu'elle commençait par créer, elle serait tentée d'abuser de cette ressource facile, perdrait ainsi de vue la nécessité d'équilibrer les recettes et les dépenses normales, et, par un fatal entraînement, multiplierait le papier-monnaie à mesure qu'il s'avilirait davantage. »

Dans un but politique, pour se concilier les créanciers de l'État, on sacrifierait l'avenir aux besoins du présent.

Mais ce n'étaient là que des mesures provisoires. L'Assemblée avait encore à élaborer un nouveau système de contributions. En 1789, elle ne fait qu'en poser les grands principes dans la déclaration des droits : impôt égal pour tous, proportionnel et voté chaque année par les représentants du peuple.

M. Gomel expose à grands traits et critique dans son introduction les réformes financières de la Constituante qui sont la mise en pratique de ces principes; elles datent de 1790. Ce sera l'objet du 2<sup>e</sup> volume. Nous souhaitons vivement sa prochaine publication.

PAUL NIVARD.

---

JEAN ROLLAND. *Sous les Galons*. — 1896, Paris, un vol. in-8°.

*Sous les Galons* vient s'ajouter à la série des romans militaires : le Cavalier Miserey, Sous-Offs, la Grande Famille, et autres. Tous ces romans intéressent la sociologie par leurs peintures d'un milieu spécial, leurs explorations à travers une partie de la société : et ils l'intéressent d'autant plus que cette partie est celle à laquelle incombe la charge de défendre le reste et de s'y préparer, charge souvent périlleuse, toujours pénible, toujours accompagnée de sacrifices. Or le reste, ne lui ménage pas ses acclamations sincères, les jours où un défilé, une revue viennent provoquer des sentiments un peu complexes, et dans lesquels au sentiment collectif qui se symbolise aux plis du drapeau, se joint pour beaucoup le sentiment moins noble et plus égoïste d'une tranquillité dont la sauvegarde prend la forme de ces hommes armés et équipés, s'exprime par la discipline de ce pas lourdement rythmé, de tous ces corps raidis en une attitude uniformément irréprochable. Mais en revanche, peut-être en vertu de ce même sentiment un peu égoïste, en tout cas par une inconséquence bizarre, la société ménage aux peines et aux souffrances particulières à cette classe, l'attention qu'elle prodigue à d'autres, ne se préoccupe pas assez des adoucissements possibles, des améliorations, dont d'autre part se désintéressent beaucoup, qui, par suite de la situation particulière du soldat, de son abstention de la vie publique, n'ont pas à chercher dans l'expression de ses desiderata une inutile popularité. Voilà pourquoi il est heureux que quelques livres viennent attirer l'attention du public, réserve faite de la façon dont ils comprennent leur rôle.

Ce que nous autres, nous avons à y chercher, ce que nous avons à déterminer dans un livre comme celui-ci, ce sont les documents apportés à notre observation, la matière et les faits, dont notre réflexion pourra tirer la représentation exacte du monde militaire... Plusieurs des livres, qui ont précédé *Sous les Galons*, nous avaient surtout dit les souffrances du soldat, la dépression des caractères, la servitude militaire ; au contraire ce dernier nous dit surtout la grandeur de l'esprit militaire quand il se traduit par dévouement, par renoncement et par abnégation ; et ainsi chacun nous offre une des deux faces de la vie militaire, un des deux extrêmes qui s'étaient réunis sous le pinceau de Vigny pour faire l'immortel tableau *Grandeur et Servitude militaires*, le livre initiateur de ces sortes d'études.

Du reste, ne cherchons pas dans *Sous les Galons* une description complète du monde militaire, mais seulement, ou à peu près, du milieu des officiers, plus élégant et plus brillant, plus propre à servir de cadre à la page d'amour qui nous y est contée, l'idylle de Jean Meyrac et de Suzanne Beauchamp ; dont la délicatesse de touche suffirait à nous faire

reconnaître une personnalité féminine cachée sous le nom masculin de Jean Rolland; et dont la fraîcheur se serait mal accommodée de l'air de la chambrée. S'il est, en effet, comme le dit si bien l'auteur, des sentiments de luxe à l'usage des millionnaires, il en est aussi qui fleuriraient difficilement l'existence réglementaire du troupier. Restreint à ce milieu l'auteur nous y présente toute une galerie d'officiers, toute une série de types, sans longues dissertations et sans anatomie morale, mais en traits rapides et précis, qui campent leur homme bien vivant dans ses attitudes familières, dans ses occupations de tous les jours, et sont sous une forme concrète autant de traits nouveaux à l'image du militaire professionnel.

Parmi ces types en des tableaux d'une vigueur toute masculine, l'auteur a particulièrement bien arrêté celui de l'officier pauvre : il est jeune et ardent comme Jean Meyrac, mûri par les efforts vers une situation péniblement gagnée, il souffre surtout dans sa générosité, de ce qu'il y a « des sentiments de luxe, comme des objets de luxe, le tout à l'usage des millionnaires » — ou bien il est découragé et vieilli, comme le commandant Trémoin, dans cette lutte irritante contre la misère, dans cette « existence étriquée », « une petite maison reléguée un peu loin du centre, dans ces rues en création qui se groupent, aux abords des quartiers, l'ordonnance appliqué aux besognes multiples du pansage et de l'astiquage, passant de l'écurie à la cuisine et du poulailler à l'appartement, marmiton et bonne d'enfant en dehors de l'heure de la soupe, suppléant la ménagère, le teint allumé de la chaleur du fourneau. » C'est cette pauvreté que l'auteur nous montre souvent *Sous les Galons*, sous cette façade dorée; il y a là des pages très vivantes sur la précarité de la solde, qui, disparue, laisse au lendemain d'une mort la misère au foyer; il y a là un sentiment très réel des souffrances inhérentes à toute position de fortune médiocre au milieu « de nos sociétés modernes submergées comme d'une marée montante de luxe et de bien-être », et particulièrement pénibles dans une existence sur laquelle l'uniforme jette son ironie dorée, avec le contact de collègues riches, particulièrement à redouter avec la progression des frais somptuaires. Il y a là en un mot une étude très intéressante des effets produits dans ce milieu spécial par cet état trop fréquent dans notre société, et qui, toujours signifie souffrance : « trop de besoins et pas de ressources »; ou bien par ces catastrophes non moins fréquentes qu'entraînent nos grands mouvements de bourse, « que signale à peine à l'attention des foules quelque entrefflet relégué dans le coin d'une chronique financière, et qui, pourtant ont des violences de trombe et des lendemains meurtriers. »

C'est assez dire que *Sous les Galons* n'est pas seulement un agréable roman pour les heures de loisir, mais encore, un livre qui fournit bien matière à nos réflexions.

J. PAUL-BONCOUR.



*Répartition des salaires du personnel ouvrier dans les manufactures de l'État et les compagnies de chemins de fer.* — Paris, 1896, in-8°.

L'enquête sur les conditions du travail, poursuivie, par l'Office du Travail, avec une persévérance si scrupuleuse, s'est appliquée cette fois à un objet très spécial. En effet, il s'agit exclusivement, dans cet ouvrage, de la situation des ouvriers de tous ordres dans les manufactures de l'État (tabacs et allumettes) et dans les compagnies de chemins de fer.

Il était particulièrement délicat d'accomplir cette enquête et de donner ainsi une idée bien précise de la répartition des salaires parmi ces ouvriers. Et, d'une part, les compagnies de chemins de fer n'ont fourni que des indications partielles ; d'autre part, l'estimation exacte de la durée du travail était rendue assez difficile par l'irrégularité des services de jour et de nuit ; en outre, l'estimation du taux des salaires était gênée par l'existence de primes allouées à certaines catégories d'agents, chauffeurs, mécaniciens, ouvriers des ateliers aux pièces... Des difficultés analogues ont surgi en ce qui concerne les manufactures de l'État.

Néanmoins, la méthode d'investigation employée par l'Office du Travail est assez sûre pour que nous possédions, grâce à lui, un aperçu à peu près fidèle de la situation relative des divers ouvriers et agents, soit au point de vue du travail, soit au point de vue du salaire.

Cet ouvrage est d'autant plus précieux qu'il permet une comparaison entre le personnel ouvrier de l'État ou des grandes compagnies et celui des manufactures particulières.

Il parfait l'enquête sociale que l'Office du Travail a entreprise.

ERNEST CHARLES.

---

## REVUE DES PÉRIODIQUES

*Revue d'Économie politique.*

Avec le mois de janvier 1897, la *Revue d'économie politique* est entrée dans sa onzième année. Nous lui rendons volontiers ce témoignage qu'elle a, depuis sa fondation, déjà puissamment servi les intérêts de la science sociale en notre pays. Alors que bien d'autres recueils se consacraient chacun à l'exposé des vues d'une école, elle a libéralement accueilli les partisans de toutes les doctrines. Sa rédaction, composée surtout de professeurs de nos Facultés de droit, a fait appel au concours de nombreuses notabilités des Universités étrangères, et le nom du Dr E. Schwiedland, de Vienne, figure sur la liste de son comité de direction à côté de

ceux de nos compatriotes, MM. Cauwès, Gide et Villey. Enfin, elle a fait une place dans ses fascicules à quelques études proprement sociologiques, et notre *Revue* est heureuse de saluer ainsi, en elle, sa devancière.

Les quatre premiers fascicules mensuels, publiés en 1897 par la *Revue d'économie politique*, contiennent des articles de sujets fort variés. Voici d'abord des questions de méthode : M. Pierre du Maroussem publie une de ses leçons d'ouverture du Collège libre des sciences sociales sur les instruments monographiques d'observation ; M. G. de Lapouge traite des corrélations financières de l'indice céphalique, en appliquant à ce curieux sujet les principes que nous avons trouvés dans son livre des *Sélections sociales* : il conclut que les dolichocéphales versent au Trésor bien plus d'impôts que les brachycéphales ; puisqu'ils ont sur ceux-ci, pour notre auteur, toutes les « supériorités », n'est-il pas juste qu'ils paient en conséquence ! Plusieurs écrivains traitent, dans la *Revue*, des problèmes monétaires : M. Marcel Mongin donne une intéressante étude sur la monnaie et la mesure des valeurs ; la loi de Gresham et ses rapports avec le bimétallisme fait l'objet d'un article de M. Mac Leod, traduit (à ce qu'il nous semble) d'une de ses brochures anglaises ; un Hollandais, M. Rochussen, signale le curieux développement de la frappe clandestine, amené par la suspension du monnayage de l'argent. Mais ce sont surtout les questions industrielles et ouvrières qui alimentent les fascicules présents : M. Anton Bertram nous parle du mouvement ouvrier en Australie ; M. Mahaim résume l'histoire du trade-unionisme anglais, d'après le récent et remarquable ouvrage de M. et M<sup>me</sup> Webb ; M. Dechesne montre les résultats de l'inspection de l'industrie en Autriche, et traite ailleurs de la conciliation entre patrons et ouvriers en Belgique ; M<sup>lle</sup> A. S. Levetus nous décrit quelques fabriques modèles de la Grande-Bretagne ; M. Ernest Dubois dépouille l'enquête belge de 1895 sur le travail du dimanche, et un article historique de M. Charles Rist s'efforce de déterminer la durée ordinaire de la journée de travail en France, de 1820 à 1870. Il y a là une série d'études fort documentées, généralement des plus judicieuses et qu'on lit, malgré leur caractère technique, sans trop d'effort.

Deux des directeurs de la *Revue*, MM. Gide et Villey, y insèrent périodiquement des chroniques du plus grand intérêt, l'un sur les principaux événements économiques internationaux, le second sur les travaux du Parlement français. Les comptes-rendus d'ouvrages économiques, dus à divers collaborateurs, restent, comme par le passé, consciencieux et instructifs. Enfin la *Revue* nous paraît avoir fait d'heureux choix en désignant, comme secrétaires de la rédaction, MM. Jay et Souchon, en remplacement du regretté professeur Henri Saint-Marc.

RENÉ WORMS.

## INFORMATIONS

Le tome III des Annales de l'Institut International de Sociologie paraît en ce moment à la librairie de la *Revue*. Il contient des travaux écrits en 1896, sur toutes les branches de la science sociale, par MM. Paul de Lilienfeld, Maxime Kovalewsky, G. Tarde, René Worms, G. Combes de Lestrade, R. Garofalo, Adolphe Posada, Manuel Sales y Ferré, R. de la Grasserie, C. de Krauz, Ch. Limousin et F. Puglia.

Le prochain Congrès de l'Institut se tiendra à Paris, en Sorbonne, à partir du 21 juillet 1897. Dès maintenant, il peut compter sur le concours de hautes notabilités sociologiques de divers pays.

Le mercredi 12 mai a eu lieu, sous la présidence de M. Beaurin-Gressier, la séance mensuelle de la Société de Sociologie de Paris. Un membre de la Société, M. Paul Boell, qui a voyagé dans tout l'Extrême-Orient, a traité de « l'avenir de la Chine » et a répondu fort complètement aux questions très variées qui lui ont été posées, sur les sociétés orientales, par MM. Monin, Coste, Emile et René Worms, Bochard, Rappin, de Krauz et Favre. La séance a pris, de ce chef, un caractère tout particulier d'animation et d'actualité.

A côté du prochain Congrès sociologique, signalons quelques autres réunions plus ou moins analogues. Le Congrès de l'Union Internationale de Droit pénal, organisé à Lisbonne par notre collaborateur M. Tavares de Medeiros, au mois d'avril, a été couronné d'un plein succès : les principales questions pénales et pénitentiaires d'actualité y ont été agitées. Le 19 mai s'ouvrait à Paris, sous la présidence de M. A. Desjardins, le Congrès annuel de la Société d'Economie Sociale et des Unions de la Paix Sociale. Le 25 et le 26 juillet commenceront, à Bruxelles, les séances de deux congrès internationaux, l'un pour les accidents du travail, l'autre pour les habitations ouvrières. Enfin, le Dr Samenhof, l'initiateur du mouvement *esperantiste* que M. Gaston Moch a étudié dans le numéro d'avril de notre *Revue*, doit convoquer ses adhérents en un prochain congrès.

Dans le dernier fascicule de la *Revue*, M. Frantz de Zeltner indiquait qu'il n'avait plus vu paraître la *Rivista di Sociologia* depuis le début de cette année. L'un des co-directeurs de ce périodique, M. Filippo Vir-

gilli, nous écrit qu'il a, en effet, supendu sa publication en 1897, mais qu'il compte renaître en janvier 1898.

---

## OUVRAGES RÉCENTS

### DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

- Annuaire statistique de la France, 1895-96 (in-4°).  
 LOUIS LEGRAND. — L'idée de patrie (in-8).  
 CAMILLE LÉGER. — La liberté intégrale : esquisse d'une théorie républicaine des lois (in-12).  
 EMILE VANDERVELDE. — La question agraire en Belgique (broch. in-12).  
 GEORGES RENARD. — Critique de combat : troisième série (in-12).  
 SCIPIO SIGHELE. — La delinquenza settaria (in-12).  
 N. CHMERKINE. — Les conséquences de l'antisémitisme en Russie (in-12).  
 ANATOLE LEROY-BEAULIEU. — L'antisémitisme (in-12).  
 MAURICE BLOCH. — L'économie politique enseignée par les fables de La Fontaine (broch. in-8).  
 G. DE PAWLOWSKI. — Une définition de l'Etat (broch. in-12).  
 G.-M. BOISSEvain. — La situation monétaire en 1897 (in-8).  
 EDMOND SANDOZ. — De la protection du point d'honneur devant les tribunaux (in-8).  
 FERDINAND DREYFUS. — La décentralisation (broch. in-8).  
 EDMOND DEMOLINS. — A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons (in-12).  
 L. MARIUPOLSKY. — Zur Geschichte des Entwicklungsbegriffs (in-8).  
 FREDERIC SPEIRS. — The street railway system of Philadelphia (in-8).  
 JOHN DE WITT WARNER. — Practical bank currency (broch. in-8).  
 W. DODSWORTH. — Our legal tender system (broch. in-8).  
 The world's experience of government money paper (broch. in-8).  
 Supplément au Nouveau Dictionnaire d'Economie Politique de LÉON SAY (in-4°).  
 RENÉ GHIL. — L'ordre altruiste, volume III (in-12).  
 ERNEST SEILLIÈRE. — Etudes sur Ferdinand Lassalle (in-8).  
 L. JAUBERT. — Étude médicale et anthropologique de la Corse (in-8).  
 YVES GUYOT. — L'œuvre de M. Jules Cambon : la politique radicale-socialiste en Algérie (in-12).  
 La Revue Philanthropique, dirigée par PAUL STRAUSS, n° 1 (in-8).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

---

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## La Science et l'Art en Sociologie

### I. — THÈME DE LA DISCUSSION.

La Science et l'Art ont-ils en Sociologie des domaines distincts, nettement circonscrits, nettement différenciés? Quelles sont, dans ce cas, les limites respectives de ces domaines? Tel est le thème de discussions qui, depuis quelques dizaines d'années, ont pris une certaine acuité. Les économistes Rossi et Courcelle-Seneuil ont consacré à ce thème quelques développements dans leurs ouvrages. Herbert Spencer et John Stuart-Mill, parmi les philosophes, l'ont traité avec une certaine ampleur. Dans ces derniers temps, M. Fernand Faure en a fait l'objet d'un pénétrant article dans le nouveau dictionnaire d'Economie politique. Enfin, M. René Worms a récemment publié sur ce thème un petit volume intitulé « La Science et l'Art en Economie politique », reproduction d'une thèse qui lui a valu le titre de docteur ès-sciences politiques et économiques.

Le cadre de la présente étude ne comporte pas une analyse détaillée des travaux auxquels je viens de faire allusion. Qu'il me suffise de dire que je n'y ai pas trouvé les éléments de concepts dont la net-

teté m'ait complètement satisfait. J'ai voulu chercher à mon tour à élucider le concept de la distinction proposée. J'ai remué l'idée et sans être arrivé encore à des formules que je puisse considérer comme définitives, il m'a paru intéressant d'apporter ici une nouvelle ébauche qui pourra, peut-être, servir plus tard à l'édification d'une œuvre plus achevée.

Trois termes entrent comme composants principaux dans le thème proposé : la Sociologie, la Science, l'Art. Chacun d'eux appelle une définition et quelques justifications à l'appui, quand ce ne serait que pour préciser la place qu'ils occupent dans les études sociologiques.

## II. — LA SOCIOLOGIE

La Sociologie est une branche d'étude portant sur les fins communes et sur les intérêts communs qui peuvent motiver des groupements d'individus de même espèce. Elle limite généralement ses investigations aux individus appartenant à l'espèce humaine.

Par fin, on entend le terme final d'une élaboration, ce qui fait qu'elle est réalisée, intégrée. Quand une fin est entrée dans la conscience d'un être humain, elle devient pour lui un but, il a intérêt à sa réalisation. Quand le but est commun, il donne naissance à des intérêts communs. — C'est la communauté de fins, de buts, d'intérêts qui définit le concept de « Société ».

Une Société n'est pas, comme on est communément disposé à le croire, un groupement quelconque d'unités similaires, mais une collectivité justifiée par des fins communes, des intérêts communs aux individus qui y participent, dont, à des degrés variables, ils ont la notion.

Pour faire saisir la portée du concept de société, nous dirons que des individus parqués dans une enceinte n'éveillent pas plus l'idée de société que ne le feraient des cailloux en tas dans un chantier. L'idée de société implique une cohésion empruntée aux intérêts communs qui relient les unités entre elles. Il faut, de plus, que les individus qui poursuivent le but commun soient doués d'un certain degré de conscience, aient à un certain degré conscience du but commun poursuivi. Les fins communes peuvent, en effet, dépendre d'une im-

pulsion extérieure aux unités groupées. Les cailloux réunis dans le chantier peuvent être destinés par un architecte à la construction d'un édifice. De même, des soldats groupés en régiment ou en armée peuvent être destinés à servir les visées d'un conquérant. L'impulsion qui dirige des unités groupées vers un même but leur est alors extérieure. La tendance est dans l'esprit de l'architecte ou du conquérant et l'on ne saurait dire que les cailloux ou les soldats ont un intérêt commun ; ils ont une destination commune, ce qui est très différent. L'impulsion est au contraire inhérente à un ou plusieurs individus quand elle résulte d'une tendance émanant directement d'eux-mêmes et les entraînant vers la réalisation d'une fin qui est en même temps conforme à la nature propre de chacun d'eux.

La nature d'un individu organique et doué de conscience, pris isolément, sera caractérisée par sa tendance à la conservation et au développement de ses facultés en même temps que des organes qui leur servent de supports : — conservation et développement de ses facultés ont manifestement le caractère d'une fin propre à l'individu ; cette fin est une de celles qui concourent à caractériser sa nature. Elle se transforme en but quand elle est entrée dans la conscience de l'individu. Il a intérêt à sa réalisation ; elle se rattache à sa raison d'être. On ne dit plus d'un individu de cette sorte qu'il a une destination, mais qu'il a une destinée à la réalisation de laquelle il est intéressé.

La raison d'être des hommes, — puisque nous nous occupons spécialement de l'espèce humaine, — n'est pas seulement individuelle ; ce n'est même là qu'une partie secondaire de sa raison d'être. Tous les hommes sont soumis à des tendances plus ou moins conscientes qui les portent à poursuivre en même temps que les leurs, la conservation et le développement d'êtres qui leur sont proches, et auxquels ils sont unis par une communauté de fins et de tendances. Cette communauté donne lieu à des groupements désignés sous les noms génériques de famille, de tribu, de race, d'espèce. A ces groupements correspond l'idée de société.

La sociologie étudie les sociétés ainsi entendues, les intérêts communs aux hommes et aux groupes élémentaires ou plus complexes qui y participent et qui concourent à leur existence. Elle étudie les fins dont la communauté résulte pour eux de leur nature. Elle cherche à préciser ce que sont ces fins, comment elles s'échelonnent et se hiérarchisent, quelles sont les conditions, quels sont les moyens auxquels est subordonnée la réalisation de ces fins, la satisfaction

des intérêts communs correspondants. Tel au moins nous paraît être l'objet de la sociologie. — Essayons maintenant de préciser la place réservée dans cette étude aux idées de science et d'art.

### III. — LA SCIENCE.

Dans la terminologie courante, le concept de « Science » apparaît sous deux aspects différents.

Sous le premier aspect, le mot « Science » exprime l'état d'un sujet qui a coordonné les impressions produites sur lui par des phénomènes internes ou externes. Il se rattache alors à l'idée de connaissance, mais de connaissance parvenue à un certain degré d'élaboration.

Sous le second aspect, le même mot exprime l'objet de la connaissance élaborée. Dans ce cas, c'est un terme abstrait et général qui n'acquiert de signification précise qu'autant qu'il est accompagné d'un complément déterminant la classe de phénomènes à laquelle il s'applique.

En somme, sous les deux aspects, la science est un mode de la connaissance. Or l'idée de connaissance implique forcément deux termes : un sujet capable de connaître, un objet connaissable. La connaissance est un rapport. Pas de connaissance si l'un des termes du rapport fait défaut !

Par « sujet », nous entendons tout être conscient à un degré quelconque de son existence, des modifications qu'il subit, des fins vers lesquelles il tend, des moyens qu'il emploie ; — un être doué de facultés, c'est-à-dire d'un pouvoir causal distinct qui lui permet d'entrer dans la détermination des phénomènes qui s'accomplissent à sa portée, de participer à leur événement.

Par opposition au sujet, on considère comme « objet » tout ce à quoi le sujet peut appliquer ses facultés. Impressions perçues, causes extérieures, conditions de leur manifestation, pouvoir causal émanant du sujet lui-même, ses modalités, les fins qu'il poursuit, les moyens employés à la réalisation de ses fins ; — tels sont les objets opposables au sujet dans la distinction que nous avons essayé d'établir.

Le seul sujet dont nous ayons à nous occuper ici est l'être humain.



L'être humain est un sujet caractérisé par la subordination de ses facultés à un organisme à l'aide duquel il entre passivement et activement en communication avec le monde extérieur. Le pouvoir dont il dispose n'est donc pas indépendant ; il ne lui permet pas de créer, de faire sortir quelque chose du néant, mais uniquement de *coordonner* les forces des milieux extérieurs, ses propres facultés et de les assujettir à la réalisation de ses propres fins.

Il est *passif* en ce sens que son existence est placée sous le déterminisme de forces extérieures et distinctes de son propre pouvoir causal. Il est *actif* en ce sens qu'il participe par voie de *coordination* à la détermination des phénomènes s'accomplissant à sa portée.

Le pouvoir coordinateur du sujet humain s'exerce sur les impressions reçues par l'intelligence des causes et des rapports qu'elles ont avec leurs effets. Il s'exerce sur les fins vers lesquelles il tend, par l'intelligence de ces fins et par les facultés qu'il peut appliquer à leur réalisation.

Les qualités actives et passives sont chez le sujet humain, unifiées par la *conscience*, point commun nécessaire de l'intelligence qui s'exerce activement sur les *faits* qu'elle embrasse et de la volonté qui dirige les facultés vers des buts que le sujet a discernés et visés. La sensibilité intelligente et l'activité volontaire permettent respectivement au sujet de faire entrer dans le domaine de sa conscience les faits qu'il observe et les réalisations auxquelles il aspire. Si elles sont des manifestations distinctes de l'existence du sujet, la sensibilité et l'activité ne sont jamais isolées chez lui et il n'est pas loisible à l'observateur de les séparer par une abstraction définitive.

Nous avons déjà indiqué qu'un sujet humain n'est pas un être indéterminé, que le pouvoir causal qui le caractérise n'est pas son origine à lui-même, qu'à l'instar de toutes les causes discernables il est déterminé par un pouvoir extérieur qui le dépasse et l'englobe. Le sujet humain fait partie d'un ensemble de forces dans lequel il a un rôle à jouer, une fonction à remplir, comme un rouage dans un mécanisme, un organe dans un corps vivant. Il est un des éléments composants d'une œuvre complexe et étagée dans laquelle les sociétés humaines apparaissent comme une étape supérieure.

*Objet spécial de la Science.* — Dans les objets de la connaissance, nous avons fait rentrer tout ce sur quoi le sujet humain peut exercer ses facultés. La science se distingue de la connaissance en général,

dont elle est un mode et un degré, par la spécialité des objets auxquels elle s'applique. Dans les phénomènes qu'il envisage, le sujet s'efforce de discerner les circonstances déterminantes, les conditions auxquelles est soumis leur événement. Il constate que tout est ordonné dans l'Univers et que les phénomènes, quels qu'ils soient, sont nécessairement soumis à certaines conditions de leur événement. Parmi ces conditions, il s'efforce de dégager un élément simple et général, ayant un pouvoir déterminant, agissant comme cause et que désigne le mot « force ». Le mot « force » est alors pris comme équivalent de cause spéciale. L'observateur ne peut jamais, au surplus, remonter à un élément tellement général qu'il ait le caractère d'une force originelle ou cause originelle, inconditionnée. Les éléments les plus généraux qu'il discerne et auxquels il applique le nom de force, sont tous conditionnés, comme l'est le pouvoir causal même du sujet humain.

Les conditions à l'intervention desquelles sont subordonnées la manifestation d'une force, l'apparition des phénomènes qui s'y rattachent, sont désignées sous l'appellation de « lois ». On donne le nom de « loi » à ce qu'il y a de nécessaire, dans le temps et dans l'espace, à la manifestation d'une force.

Les lois des forces et des phénomènes constituent l'objet de ce mode et de ce degré spécial de la connaissance que l'on désigne sous le nom de « science ». Ce qui caractérise la science, c'est la connaissance des causes, des forces, des conditions nécessaires de leur manifestation, de l'événement des phénomènes. Bacon a excellemment défini le caractère de la science par ces trois mots : « per causas scire ».

On ne saurait trop, selon nous, se défendre de la confusion qui fait entrer dans le domaine de la science la masse des impressions éprouvées par un sujet sans que celui-ci les ait coordonnées en les rattachant à leurs causes médiate. Ces impressions demeurent dans le ressort de la connaissance vulgaire.

*Sciences distinguées d'après leur objet spécial.* — En tant que les forces, causes déterminantes des phénomènes, se distinguent les unes des autres, elles donnent naissance à des sciences distinctes; elles en deviennent l'objet spécial. Il importe de préciser, autant que cela est possible, les caractères distinctifs des forces. Essayons de le faire, de soumettre les forces à une sorte de classification. La tâche n'est pas aisée à raison de l'infinie complexité des phénomènes qui se prêtent à l'observation.

Chaque degré de complexité paraît avoir ses lois propres et donner lieu à l'intervention d'une force distincte. Les forces se trouvent ainsi hiérarchisées en quelque sorte d'après le degré de complexité des phénomènes dans lesquels elles se manifestent. Soumettons donc les forces discernables à une revue rapide et tentons d'en montrer l'échelonnement progressif d'après le degré de complexité, en partant des faits les plus simples, affectés du moindre degré de complexité.

*Physique.* — L'élément de force le plus général que puisse discerner l'intelligence humaine dans les phénomènes les plus simples, les moins complexes, est la *gravité* ou pouvoir qu'ont tous les corps de s'attirer les uns les autres, pouvoir croissant avec leur masse. La *gravité*, suivant son degré d'intensité et les combinaisons qu'elle provoque, engendre des manifestations multiples : pesanteur, résistance, élasticité, chaleur, lumière, sonorité, etc. La gravité, sous ses diverses modalités, devient l'objet d'une science spéciale : Science des forces physiques et des lois ou conditions de leur manifestation, — ou *Physique*.

*Chimie.* — Subordonnée à l'existence des éléments graves, apparaît une force distincte, agissant à son tour comme cause pour provoquer entre ces éléments de nouvelles combinaisons affectées d'un degré supérieur de complexité. Cette force se manifeste sous l'apparence d'une qualité désignée sous le nom d'« affinité chimique ». Les combinaisons s'entrecroisent en nombre incommensurable et caractérisent tout un nouvel ordre de phénomènes ayant leurs lois ou conditions propres et qui devient l'objet d'une science spéciale : Science des forces ou affinités chimiques, — ou *Chimie*.

*Minéralogie.* — Subordonnée à l'existence des éléments complexes entrant dans les combinaisons chimiques, apparaît une force distincte, agissant à son tour pour provoquer des faits plus complexes encore, des faits d'organisation dans la composition desquels les composants chimiques sont, quant à leur situation respective, soumis à un ordre régulier. Cette force se manifeste sous l'apparence de qualités spéciales que l'on découvre dans les minéraux. Elle donne naissance à une nouvelle classe de phénomènes ayant leurs lois et qui devient l'objet d'une science spéciale : Science des forces qui déterminent la composition des minéraux ; — ou *Minéralogie*.

*Physiologie végétale.* — Subordonnée à l'existence des minéraux qu'elle va mettre en œuvre, apparaît une force distincte, agissant

pour provoquer des phénomènes plus complexes que ceux de la classe précédente, phénomènes d'organisation, dans la composition desquels interviennent des éléments non plus inertes, mais déjà organisés eux-mêmes, des *cellules*. Ces cellules agrégées entre elles tendent à constituer des ensembles distincts les uns des autres, des plantes. Elles sont douées du pouvoir d'élaborer les minéraux placés à leur portée, de se multiplier et de favoriser ainsi la conservation et la croissance de l'ensemble à l'existence duquel elles concourent. L'ensemble apparaît comme un tout distinct synthétisant le pouvoir des cellules composantes et doué, dès lors, d'un premier attribut caractéristique : le pouvoir de *nutrition*. Un second pouvoir se manifeste en lui, celui de fournir des germes aptes à devenir le point de départ de phénomènes d'organisation semblable : le pouvoir de *reproduction*.

Les cellules s'associent, si l'on peut dire, pour concourir à la conservation et à la reproduction de l'ensemble provisoire dont elles font partie et dans lequel elles ont un rôle à jouer. La finalité, bien qu'encore confuse, apparaît dans ces organisations; elle se manifeste par la distribution des cellules en organes spéciaux de l'œuvre d'ensemble, caractérisée par le mot « végétation ». La force dont il s'agit reçoit le nom de « vie végétative » et donne naissance à une nouvelle classe de phénomènes ayant leurs lois et qui devient l'objet d'une science spéciale : science des forces qui déterminent les phénomènes de la vie des végétaux. Cette science est l'objet des investigations de la *Physiologie végétale*.

*Physiologie animale*. — Subordonnée à l'existence des cellules végétales qu'à son tour elle va mettre en œuvre, apparaît une force distincte agissant pour provoquer des faits d'organisation supérieurs à ceux de la classe précédente et dans la composition desquels interviennent des éléments plus complexes et plus avancés en organisation que les cellules végétales : des cellules animales. En plus des caractères spécifiques discernés chez les cellules végétales (nutrition et reproduction), les cellules animales sont douées de nouveaux attributs (sensibilité et activité) qu'elles concourent à assurer à l'organisme total, l'animal. Le nouvel ensemble est ainsi individualisé et devient un être distinct. La finalité aperçue d'une façon confuse dans les végétaux est plus nettement caractérisée chez les animaux. Chacun des organes spéciaux de l'individu laisse apparaître des fonctions mieux tranchées. Les fonctions se rattachent pertinemment aux facultés de sensibilité et d'activité qu'elles ont pour destination

de servir et de développer. La force qui détermine l'intégration de l'individu organique reçoit le nom de « vie animale » et donne naissance à une nouvelle classe de phénomènes ayant leurs lois et qui devient l'objet d'une science spéciale : science des forces qui déterminent les phénomènes de la vie organique des animaux. — Cette science est l'objet des recherches de la *Physiologie animale*.

*Psychologie.* — La vie animale va se compliquer encore par l'intervention de nouveaux organes ayant pour fonctions de tendre à la réalisation de facultés nouvelles, plus nombreuses, plus intenses et que l'on peut rattacher aux deux attributs caractéristiques des êtres animés : la sensibilité et l'activité. De là un échelonnement d'êtres organiques classés d'après le développement de ces mêmes attributs. L'apparition de chaque classe nouvelle semble subordonnée à l'existence préalable d'êtres appartenant à des classes de degrés inférieurs.

Par leur développement et leur *unification* chez l'homme, la sensibilité et l'activité devenues intelligence et volonté donnent naissance à un attribut supérieur : la *conscience* ou pouvoir pour l'être humain de coordonner les impressions reçues et les mouvements imprimés par lui.

L'homme doué de la conscience qui synthétise les facultés fonctionnelles de toutes les cellules, de tous les organes associés entrant dans sa composition, devient le centre et le foyer d'une force nouvelle : *l'esprit* ou pouvoir coordinateur. Ce pouvoir s'exerce sur les facultés d'intelligence et de volonté de l'individu et sur leurs manifestations directes, les idées. L'esprit apparaît alors comme une force, origine d'une classe de phénomènes ayant leurs lois et qui devient l'objet d'une science spéciale : science des forces qui déterminent les phénomènes de la pensée. Cette science est l'objet des investigations de la *psychologie*.

*Téléologie.* — La finalité qui était déjà apparue dans les combinaisons phénoménales aboutissant aux forces précédentes, s'est accentuée dans les manifestations de l'esprit de l'homme devenu sujet d'une action coordinatrice. La fin s'est manifestée comme cause et le sujet, au lieu d'être dirigé dans son œuvre d'élaboration par des ressorts placés en dehors de lui, devenu lui-même le point de départ, l'origine de l'impulsion, tend vers ses fins et cherche à les discerner. Sans doute, comme être organique, il reste placé sous le déterminisme des éléments qui entrent dans sa composition et qui ont été réunis par le jeu des forces physiologiques. Ces forces continuent à

se manifester par les ressorts désignés sous le nom de *besoins* et qui tendent à la conservation et au développement de l'individu. Comme sujet, il est devenu le foyer d'un pouvoir coordinateur. Or, coordination implique expressément l'idée de fin. Des éléments originels, le déterminisme chez le sujet, est passé aux fins. Ces fins envisagées comme forces ou causes déterminantes sont l'origine d'une classe de phénomènes dits d'intégration, soumis à des conditions, à des lois et qui deviennent l'objet d'une science spéciale : science des forces ou causes finales qui déterminent les phénomènes d'intégration. Cette science est l'objet des investigations de la *Téléologie*.

*Sociologie.* — La sociologie n'est qu'une circonscription de la téléologie ; elle en marque une étape. Comme nous l'avons noté à diverses reprises, les fins des êtres organiques vivants et notamment des hommes ne sont pas purement individuelles. De même que cellules et organes sont caractérisés par la fonction qu'ils ont à remplir à l'égard de l'intégration de l'individu, de même, tout être humain envisagé comme sujet, a un rôle, une fonction à remplir dans une série d'ensembles successifs de complexité croissante et à la réalisation desquels il doit apporter des éléments de coordination. L'intervention de ces éléments de coordination a le caractère de condition ou, si l'on veut, de moyen de la réalisation qui leur est subordonnée. — Le sujet humain apparaît comme moyen partiel de la réalisation d'œuvres de coordination supérieure considérées comme fins.

Il ne peut coopérer utilement à ces œuvres qu'autant qu'elles ont pénétré dans sa conscience. Elles n'y entrent que successivement. Alors, le sujet tend vers elles ; ces œuvres de coordination d'ensemble deviennent, pour ceux des sujets qui les comprennent en même temps, des buts communs. Leurs tendances communes reçoivent le nom d'*intérêts communs*.

Les buts communs s'échelonnent par degrés en se conditionnant les uns les autres. Nous avons déjà constaté que l'observateur humain ne peut jamais remonter à un élément simple tellement général qu'il ait le caractère de cause originelle, inconditionnée, c'est-à-dire absolue. Entravé par la relativité de ses facultés, le même observateur ne peut davantage s'élever jusqu'à une œuvre de coordination d'ensemble dont l'intégration ait le caractère de cause finale, absolue et définitive. Il ne peut discerner et viser que des œuvres d'ensemble de degré intermédiaire, se conditionnant les unes les

autres, devenant progressivement fins communes et donnant naissance à des tendances communes, à des intérêts communs. Les fins communes agissent comme force et déterminent des phénomènes d'intégration soumis à des conditions nécessaires, à des lois. Elles deviennent l'objet d'une série de sciences spéciales correspondant aux conditions multiples de leur réalisation : Morale, Droit, Politique, Économie politique. Ces sciences sont l'objet des investigations de la *Sociologie*.

*Résumé.* — En résumé la science est un mode et un degré de la connaissance. Comme la connaissance, elle exprime un rapport, elle implique deux termes : un sujet connaissant et un objet connu. Le sujet dont il est question est l'être humain.

Ce sujet, être relatif, ne peut aborder l'absolu, l'unité parfaite.

Les objets spéciaux de la science ne peuvent être que les causes intermédiaires qui déterminent les phénomènes et les conditions nécessaires de leur événement, c'est-à-dire leurs lois.

Tout phénomène complexe est subordonné dans son événement à l'événement préalable de phénomènes plus simples entrant dans sa composition. Les phénomènes sont classés d'après leur degré de complexité en partant des plus simples. De là, l'échelonnement des classes dans un ordre nécessaire établi suivant le degré de complexité des phénomènes qu'elles embrassent et se conditionnant progressivement.

A chaque degré de l'échelle correspond une force nouvelle subordonnée à des conditions nécessaires qui sont sa loi.

A un certain degré de l'échelle, la force qui détermine les phénomènes paraît changer de position. De l'origine du phénomène, elle passe à sa réalisation, à sa fin. Elle ne pousse plus, elle attire. La cause n'est plus originelle, elle est finale. — C'est ainsi que le sujet humain, pris objectivement, est caractérisé par un pouvoir causal intermédiaire déterminé surtout lui-même par ses fins. Les causes finales agissant comme forces sont d'ailleurs, comme les forces originelles, échelonnées suivant le degré de complexité des résultats auxquels elles correspondent.

Cet échelonnement des forces ou causes intermédiaires est la base de la classification des sciences.

En définitive, la science, prise objectivement, est caractérisée par la connaissance des causes intermédiaires et par celle des lois ou conditions nécessaires à l'événement des phénomènes que ces causes déterminent.

## IV. — L'ART.

La mise en lumière des caractères propres aux causes ou forces distinctes et aux conditions nécessaires auxquelles est subordonné l'événement des phénomènes classés suivant leur degré de complexité, semble bien être le principal objet des investigations de tout sujet cherchant à se rendre compte de l'ordre de l'Univers. Elle n'en est pas le seul objet.

Quand le sujet transporte son attention sur lui-même, sur son propre pouvoir causal, il y trouve un nouveau champ d'analyse et d'observation. Le pouvoir causal humain se distingue par des caractères propres des autres causes intermédiaires que l'observateur peut discerner.

*Premier caractère.* — Ce pouvoir est, si l'on peut dire, un point de convergence et d'équilibre instable des causes originelles et des causes finales. Il synthétise ces forces causales de directions inverses et en devient le foyer commun.

*Second caractère.* — Le pouvoir causal de l'homme a comme second caractère, — conséquence, semble-t-il, du premier, — d'être indéterminé dans une certaine mesure. Indéterminés également et dans la même mesure sont les buts qu'il est apte à poursuivre. La réalisation des buts poursuivis n'en demeure pas moins soumise à toutes les conditions de leur événement.

Toutes les fois que le sujet exerce son pouvoir coordinateur, il est en action, il agit. Il dépend du sujet lui-même de coordonner ses actes. Quand l'action coordonnatrice est conforme à un but spécial visé par le sujet, elle est efficace, sinon elle n'aboutit pas ; le phénomène visé comme but n'est pas réalisé.

Les investigations de l'esprit humain sont appelées dès lors sur les conditions suivant lesquelles un sujet ou un groupe de sujets en action peuvent efficacement réaliser la conformité de leurs actes aux buts poursuivis. — Ces conditions spéciales reçoivent le nom générique de « moyens ».

Les moyens sont de deux ordres distincts :

Les uns se rattachent aux forces extérieures que le sujet met en œuvre, forces parmi lesquelles nous rangeons celles qui sont inhérentes à son organisme, sur lesquelles il étend son pouvoir coordi-



nateur, qu'il s'asservit en quelque sorte ou plutôt qu'il asservit aux fins qu'il a discernées, voulues et dont il poursuit la réalisation.

Les autres se rattachent au mode d'action des facultés du sujet. Les facultés mises en jeu par lui doivent être adaptées, c'est-à-dire rendues conformes au but poursuivi et aux conditions de sa réalisation. Le mode d'adaptation des facultés et des organes à l'aide desquels elles s'exercent, reçoit le nom de « procédé ». Les procédés doivent eux-mêmes être adaptés les uns aux autres. Le mode d'adaptation des procédés entre eux, quand il est le résultat du pouvoir coordinateur, de l'action du sujet, reçoit le nom de « règle ». Les règles doivent enfin être coordonnées entre elles pour obtenir le résultat médiateur que poursuit le sujet; cette coordination générale reçoit le nom de « méthode ».

Le second ordre de moyens tirés des modes d'action du sujet, donne lieu à un concept spécial désigné sous le nom d'« Art ».

Nous ne serons pas en désaccord avec l'idée qu'on se fait généralement de l'art en le définissant : « l'ensemble des procédés et des règles, la méthode à l'aide desquels un sujet peut arriver à la réalisation d'un but ou d'une série de buts successifs se conditionnant les uns les autres ».

Comme la science, l'art peut être envisagé à deux points de vue. Sous le premier, il exprime l'état d'un sujet qui a adapté ses organes et ses facultés à une œuvre donnée et qui est devenu l'*artisan* de cette œuvre.

Sous le second point de vue, le plus usuel, l'art est considéré comme objet de l'action et, comme tel, vise les procédés, les règles accommodés à un but spécial.

Sous ce second point de vue encore, comme le mot *science*, le mot « art » n'acquiert de signification précise qu'autant qu'il est accompagné d'un complément déterminant la classe et le genre de buts auxquels il s'applique.

La caractéristique de l'art est l'idée de but. — On pourrait donc dire justement que le nombre des arts est aussi illimité que le nombre de buts que peut poursuivre un sujet humain quelconque.

Pour permettre de donner au mot « art » une signification saisissable, il faut donc rattacher chaque ensemble de règles et de procédés à une classe de buts distincts qui les caractérisent. Pour définir les arts particuliers, il faut définir les buts correspondants et les classer.

Une semblable classification nous entraînerait bien loin et nous ne croyons pas devoir l'entreprendre ici (1).

Nous nous bornerons, pour le moment, à rappeler que le premier élément de classification des buts est tiré de leur caractère individuel ou commun. Les seuls arts qui rentrent dans le champ d'investigation de la sociologie sont ceux qui se rattachent à la réalisation de buts communs, à la satisfaction d'intérêts communs. Cette branche d'étude s'occupe des procédés et des règles que les sujets humains peuvent adopter de concert pour la réalisation de ces buts. Ces règles sont formulées au mode impératif et peuvent être présentées sous formes de préceptes et de conseils, ou de commandements appelant des sanctions. Comme les conditions nécessaires des phénomènes, elles reçoivent, dans ce second cas, le nom de « lois ». Les conditions de la réalisation de buts contingents n'ont cependant pas le caractère de nécessité que présentent les lois qui font l'objet de la science. Il est dès lors regrettable que l'on ait adopté un même mot pour exprimer deux ordres d'idées distincts.

L'art, en définitive, est un mode de l'action. Il synthétise un certain ensemble de conditions à l'intervention desquelles est subordonné l'événement de phénomènes pris comme but de l'action coordinatrice humaine. Ces conditions ont, il est vrai, quelque analogie avec celles qui sont liées à l'ordre de l'univers. Elles en diffèrent néanmoins en ce que dépendant d'une cause indéterminée, — le sujet humain, — elles ne sont pas affectées du caractère de nécessité que l'on découvre dans les premières.

Les conditions que vise la science sont *nécessaires*.

Les procédés, les règles de l'action sont *contingents*.

#### V. — CARACTÈRES DISTINCTIFS DE LA SCIENCE ET DE L'ART.

Essayons maintenant de mettre en relief ce qu'il y a de commun dans les concepts d'« art » et de « science » et surtout ce qui les distingue, — leurs caractères distinctifs.

Ces deux concepts ont de commun que tous deux impliquent la

---

(1) Nous ne renonçons pas à en faire plus tard l'objet d'une étude spéciale.

coexistence d'un sujet et d'un objet et l'adaptation de l'un à l'autre. Ils expriment tous deux l'idée d'un rapport à deux facteurs.

Dans les deux concepts, le premier facteur du rapport, le numérateur, est emprunté à l'homme envisagé au point de vue psychique, comme « sujet » coordinateur.

La différenciation apparaît dans le second facteur, celui qui joue le rôle de dénominateur.

Dans le rapport exprimé par le concept de science, le dénominateur s'applique aux objets de ce mode de connaissance. — Dans le concept d'art, le dénominateur s'applique aux objets de l'action.

La science, mode et degré de la connaissance, vise spécialement les forces agissant comme causes et les conditions nécessaires de leurs manifestations, c'est-à-dire leurs lois. Les conditions que relève la science dérivent de l'ordre de l'Univers, c'est par là qu'elles ont le caractère de nécessité. Les lois qui les synthétisent sont dites « nécessaires ». La formule qui leur est donnée peut être erronée, mais la loi n'en existe pas moins avec son caractère de nécessité.

L'art vise les modalités suivant lesquelles s'exercent les facultés humaines, le pouvoir causal des sujets humains, pour réaliser les buts qu'ils poursuivent. Ces modalités, ce sont : les procédés adaptés au but, — les règles ou accommodations des procédés entre eux, — la méthode ou coordination des règles entre elles. Les buts poursuivis par les sujets humains n'ont pas le caractère de nécessité que l'on découvre dans les fins agissant comme cause ; ils sont contingents. Les règles adaptées à ces buts sont elles-mêmes « contingentes. »

Les concepts d'art et de science visent donc deux points de vue différents, bien que les deux ordres de conditions visées puissent tous deux devenir objet de connaissance.

Aux conclusions principales qui viennent d'être posées à l'état de théorème, il n'est pas sans intérêt d'ajouter quelques conclusions corollaires.

a) Il est éminemment regrettable que, dans la terminologie courante, on ait adopté, pour exprimer l'idée de « règle juridique », c'est-à-dire de conditions contingentes de la réalisation d'un but, le mot « loi ». Il eut été préférable de réserver ce mot à l'idée de condition *nécessaire*. Dans l'état actuel de la terminologie, il importe de ne jamais employer le mot « loi » sans l'accompagner d'un des qualificatifs : « nécessaire » ou « contingente. »

b) On oppose souvent l'art à la science, comme s'il existait une sorte de parallélisme entre les sciences particulières et les arts particuliers. L'idée de ce parallélisme résulte d'une confusion fréquente qu'il importe de ne pas laisser accréditer. Chaque science particulière vise une force distincte et les lois de sa manifestation dans la classe des phénomènes qui s'y rattachent. Chaque art vise une classe distincte de buts dont la réalisation est subordonnée au mode d'action des sujets. On ne saurait dire, par exemple, qu'il y ait des arts correspondants à la physique, à la chimie, à la physiologie. Ce qu'il y a de vrai, c'est que l'art met en œuvre, et cela simultanément, les forces physiques, chimiques, etc.

c) On a cru également pouvoir rattacher la science à la sensibilité et à l'intelligence, l'art à l'activité et à la volonté. — C'est là encore une conception erronée, puisque la science et l'art impliquent tous deux l'intervention de toutes les facultés caractéristiques du sujet.

Ajoutons, en terminant, que la sociologie, comme branche spéciale d'étude, se place aux deux points de vue de la science et de l'art. Elle étudie les lois *nécessaires* qui président à la réalisation des fins communes aux hommes. Elle étudie aussi les lois ou règles contingentes qui commandent la réalisation de buts eux-mêmes contingents.

L. BEAURIN-GRESSIER,

Vice-Président de la Société de Sociologie de Paris.

---

## La vie et la socialité <sup>(1)</sup>.

L'explication vitaliste des phénomènes moraux élargit, sans nécessité et contre toute prudence, le champ, fort vaste déjà, de l'exploration sociologique. Cette théorie transpose les frontières de la morale jusqu'aux confins du monde inorganique.

En revanche, elle ouvre une large brèche dans le vieux mur des

---

(1) Extrait d'un volume qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Alcan sous le titre : *le Psychisme social*, et résumé d'une communication faite à la Société de Sociologie de Paris.

préjugés anthropomorphes et spiritualistes, elle secoue nos inerties ataviques, elle épuise une foule d'hypothèses qui, tantôt fausses, tantôt renfermant des germes de vérité, sollicitent l'examen et contribuent aux progrès de la nouvelle science.

A ces titres divers, les théories vitalistes méritent une discussion approfondie.

La morale, entend-on dire de toutes parts, est la science de la conduite, de l'activité humaine. J'accepte l'équation en faisant mes réserves; mais je me demande pourquoi on ne définit pas la biologie comme la science de l'action vitale, la chimie comme la science de l'action chimique, et ainsi de suite? La sociologie ou morale se présenterait dès lors comme la science de l'action hyperorganique, l'étude d'une manifestation très complexe et très particulière de l'énergie universelle.

Renouvelant l'ancien sensationnalisme, l'école moderne semble vouloir faire de l'éthique une science des effets seuls, détachés de leurs causes qui, en tant que primordiales, rentreraient dans le domaine du savoir biologique où elles se résumeraient par cette généralisation : la vie. Oui, nul esprit sérieux ne conteste aujourd'hui la plausibilité de l'hypothèse selon laquelle l'hyperorganique prend racine dans l'organique, comme personne ne conteste la stricte dépendance de la biologie à l'égard de la chimie et de celle-ci à l'égard de la physique. Mais une telle certitude n'empêche pas ces diverses disciplines de former des corps de science séparés, ni surtout de reconnaître et d'étudier, chacune sur son terrain propre, une causalité spéciale, une connexité d'événements qui tous rentrent dans la même classe. Les sciences exactes échappent de la sorte au danger des aventures métaphysiques, à quoi s'exposent sans cesse les théoriciens de la morale dite positive. Ceux-là font de la philosophie, soit matérialiste, soit sensualiste, et laissent le savoir spécial embourbé dans les vieilles méthodes empiriques.

Seule, la fraction idéaliste de l'école positive, qui tous les jours croît en nombre et en importance, semble vouloir se cantonner dans la sphère idéologique. Mais les idéalistes s'attirent un autre reproche. Presque tous refusent d'admettre, même à titre d'hypothèse provisoire, le psychisme collectif comme cause générale des phénomènes étudiés par le moraliste qui les systématise sous le nom de *conduite*, ou par le psychologue qui considère nos idées, nos émotions, etc., comme autant d'éléments constitutifs de ce qu'on nomme le *caractère*.

La force suit, dans son expansion, la ligne de la moindre résistance ; et la vie sensible cherche, dans l'enchaînement des causes et des effets, la ligne de la moindre souffrance, du *minimum* de peine ou, ce qui revient au même, du *maximum* de plaisir. Tel est le fond de la doctrine courante des hédonistes, et leur formule favorite, que les utilitaires adoptent pour la modifier d'une façon purement verbale. Ce principe sert d'explication scientifique à toute conduite et, partant, à toute morale humaine.

Théorie simple et engageante, mais qui pêche par sa base. Le principe mécanique y atteint brusquement un degré fort élevé de complexité ; mais la sensation et son double contenu de plaisir et de peine y demeurent des faits biologiques et n'y deviennent pas des faits moraux.

Pour que le mouvement, déjà transformé en phénomène vital, pût se manifester sous une forme hyperorganique, il eût fallu que l'énergie sensible se compliquât de façon à nous faire dépasser les bornes de la biologie. Or, ce qui sépare les phénomènes biologiques plus généraux et plus simples des phénomènes moraux plus particuliers et plus complexes, ce sont, à première vue, les faits de *conscience* et de *finalité*. Et ce sont encore, comme résultat d'un examen approfondi, un ensemble de conditions qui s'additionnent sous le vocable de *socialité*, de *psychisme collectif* et qui paraissent être l'ultime raison déterminante aussi bien de l'épanouissement de la conscience que du triomphe de la finalité, — cette interversion, dans les replis de l'âme les plus intimes, de l'ordre naturel de séquence entre les effets et leurs causes.

Toutes les sciences éprouvent le besoin d'un concept directeur unique, d'un symbole central. Aucune ne saurait se passer de la maxime tutélaire : qui entre ici, doit se spécialiser, se limiter, s'arrêter à un point fixe dans la chaîne de la causalité infinie. Et cette nécessité mentale, également ressentie par le biologiste, le chimiste, le physicien et le mathématicien, impose au premier le concept suprême de la *vie*, au second, celui d'*affinité*, au troisième les idées de *masse* et de *mouvement*, et enfin au quatrième l'idée de *quantité*.

Toutefois, admettons un instant que la cause efficiente de l'action et, par suite, de la conduite des hommes, soit la vie, la vie intense. Même dans ce cas, la vie ne servirait pas de fin dernière à la conduite. Car on a beau prétendre que les fins sont des causes motrices habituelles parvenues à la conscience de soi, et on a beau affirmer que le problème du but, cible constante de l'action, se peut ramener

au problème des origines de l'action, — il n'en demeure pas moins sûr que les motifs ou mobiles de la conduite humaine résultent toujours de causes déterminées. Parce qu'il se les représente avec force, qu'il les attend ou les désire, notre esprit transforme ces résultats en autant de conditions productrices d'une longue suite d'autres effets. Dans le domaine moral les fins sont des idées, des ensembles de rapports psychiques, des effets lointains de cette cause : la vie. Mais en vertu de la nature téléologique de notre intelligence, ces effets nous apparaissent nécessairement comme des germes, des sources de vie. Dans la réalité, nous sacrifions la vie à ses propres conséquences, à nos désirs, à nos ambitions, à nos rêves, à nos illusions.

Les vitalistes placent l'objet de la morale dans le domaine intermédiaire entre « le fond inconscient de l'être » et « la sphère de la conscience ». Le savoir moral, disent-ils « cherche le lieu de rencontre où viennent se toucher et se transformer sans cesse l'une dans l'autre les deux grandes forces de l'être, l'instinct et la raison ».

Les théoriciens du psychisme collectif ne sauraient accepter cette vue. Nous faisons coïncider le discernement moral avec l'extériorisation ou l'altruisation de tous les pouvoirs de l'intellect. Pour nous, le social, venant à agir sur le vital, le complique et le particularise comme la vie complique et particularise les rapports analysés par les sciences du monde inorganique. Et nous voyons dans les instincts moraux autant de phénomènes dérivés de faits élémentaires de conscience et de raison collectives. Souvent répétés, ceux-ci deviennent le principe d'habitudes sociales invincibles. Mais les faits primordiaux de cette classe ne se transforment pas tous en phénomènes d'automatisme. Sous l'action infiniment variée des lois psychophysiologiques, ces faits donnent naissance à de longues théories de produits concrets, de formations psychosociales : idées, sentiments, volitions complexes, toutes choses que nous distinguons de leurs germes, de leurs rudiments ou prototypes sociaux et biologiques, pour les étudier sous les deux angles de vue qui correspondent à leur double causalité, vitale d'une part, sociale de l'autre.

Au lieu de se poser comme une question de degré, le problème des limites qui séparent la vitalité de la socialité s'est souvent offert à la raison humaine comme une contradiction, une antinomie. Thèse aujourd'hui insoutenable. La vie est la source première de toute socia-

lité, comme la chimicité est la base profonde de la vie, comme le mouvement et les propriétés physiques sont la cause déterminante des énergies chimiques. Ces propositions, qui éclairent les origines lointaines des choses, paraissent désormais acquises au savoir exact aussi bien qu'à la philosophie. Mais leur utilité dans la science spéciale décroît en raison inverse du degré de perfection atteint par celle-ci. Les sciences neuves ou commençantes ne sauraient prétendre à la possession des généralités ultimes du savoir qui dépendent d'une foule d'inductions partielles aboutissant à un nombre toujours considérable de lois intermédiaires.

L'histoire des sciences illumine fortement ce point. Toutes les branches du savoir ont vu fleurir le monisme hypothétique. Et partout ce fut une immense déception. D'ailleurs, moins on comptait de sciences constituées, et plus l'unité finale de leurs résultats paraissait insaisissable et problématique. Il semble certes plus facile de ramener aujourd'hui la socialité à la vitalité, et celle-ci à la chimicité, qu'il ne l'était autrefois de réduire la chaleur au mouvement.

Quoi qu'il en soit, au reste, toutes les écoles éthiques pressentirent et exprimèrent partiellement cette vérité : le phénomène moral est, par essence, inséparable de la vie. Mais tandis que les hédonistes purs ne dépassaient guère le simple constat du fait différentiel qui produit le plaisir et la douleur, les utilitaires interprétaient la même distinction dans un sens téléologique. Ils en faisaient sortir ce double devoir : poursuivre le bien, éviter le mal.

Or, le bien et le mal, le devoir de réaliser l'un, d'écarter l'autre, que signifient ces choses ? Les matérialistes et les sensualistes, nous l'avons dit, généralisent le plaisir et la douleur qu'ils projettent du passé et du présent dans l'avenir. Et les spiritualistes expliquent le même fait d'une façon exclusivement humaine. Ils commettent l'erreur qui consiste à prendre, dans une induction, le cas fréquent pour le cas unique ou universel.

Voilà, en effet, mis à nu, le schéma de l'argumentation habituelle aux théoriciens du devoir. En raison de l'extraordinaire complexité à la fois cérébrale et sociale qui caractérise l'effort humain, une partie de nos actions s'offrent à notre conscience comme accompagnées d'un plaisir, bientôt suivi ou détruit par une peine. Mais tout esprit averti par une longue expérience de tels cas complexes, évitera de les ranger sous la rubrique de l'agréable. Et les actes correspondants finiront par exciter en nous non plus le désir, mais la répulsion. On arrive ainsi à définir le mal : un plaisir immédiat et passager



doublé d'une peine médiate et durable. L'ignorance, les courtes vues, les préjugés et jusqu'aux aberrations d'un ordre général, philosophique, nous conduisent même souvent à identifier le mal avec le plaisir (ascétisme). Par contre, la complication cérébrale et sociale en vertu de laquelle une peine passagère et immédiate (un sacrifice, une contrainte) fait éclore un plaisir permanent, permet de définir le bien : une peine initiale et momentanée doublée d'un plaisir médiate et durable. L'ignorance et les illusions d'une philosophie enfantine (l'agnosticisme, par exemple) peuvent, à leur tour, défigurer cette vérité et conduire à l'identification du bien avec la souffrance (pessimisme).

Le phénomène moral se réduit de la sorte à une double opération logique ou quantitative : une soustraction qui laisse un reliquat anthropomorphe, une quintessence spécifiquement humaine de plaisir ou de douleur. Il est évident, en outre, que, pour se produire avec quelque éclat, cette conception du bien et du mal exige un degré de complexité intellectuelle et émotive qui ne se rencontre ni chez les tribus sauvages, ni, à plus forte raison, chez les animaux.

En somme, dans cette vue, comme dans l'opinion des hédonistes, la moralité se ramène à la sensation, au *quid proprium* de la vie. Qui dit *sentir*, dit séparer les causes extrinsèques, les conditions habituelles de nos sensations, ou les phénomènes, en deux grandes classes : les choses agréables et les choses pénibles, subdivisées plus tard par la réflexion, les unes aussi bien que les autres, en utiles (reliquat humain ou téléologique de l'agréable) et en nuisibles (reliquat téléologique du pénible).

Or, la sensation fait surgir et développe la perception, l'idéation, le savoir, c'est-à-dire des états de conscience déjà classifiés, déjà rapportés à d'autres états, pareils ou dissemblables, d'où, remarquons-le en passant, cette définition succincte de l'idée : un rapport entre des états de conscience, et cette définition du savoir : une classification ultérieure de tels rapports.

On pourrait donc dire, avec le moraliste Alfred Barratt, que tout savoir a originellement pour objet différents plaisirs et différentes peines ; mais que notre intelligence, absorbée par l'examen des rapports des choses, finit par négliger, par oublier les choses elles-mêmes. Ainsi se vérifierait l'observation vulgaire habituée à prétendre que malgré l'identité essentielle de leur nature, la sensation et l'idéation s'excluent. D'ailleurs, les sciences n'ont affaire à l'agréable et au pénible, au bien et au mal que vers leurs débuts,

quand elles méritent à peine le nom de sciences. Plus tard, accrues et florissantes, elles ne reconnaissent guère que le vrai et le faux, ou la différenciation, non pas du contenu immédiat de la conscience, mais de sa forme, pour parler le langage de l'école, des rapports entre nos états consciencieux.

Mais ce qui arriva au savoir inorganique et organique, arrivera sûrement au savoir surorganique. A l'esprit imbu des préjugés de la foule, ce savoir paraîtra, à son tour, immoral ou amoral. De fait, il représentera la moralité pure, la socialité abstraite. Et aux idées avoisinant la sensation brute, aux produits de l'idéation chaotique et grossière des premiers âges, tels les concepts de plaisir et de peine, d'utile et de nuisible, de bien et de mal, il substituera, comme règle ou loi supérieure des actions humaines, les idées de vérité et d'erreur morales.

La sensation et l'action forment les deux aspects, le concave et le convexe, ou l'interne et l'externe, d'une série unique de phénomènes. Mais l'action sociale n'est, en définitive, qu'une espèce du genre action. Elle suit la loi générale. La sensibilité ayant atteint la complication particulière à laquelle nous proposons d'appliquer le terme de psychisme collectif, l'action sociale se révèle à nos yeux ainsi que la face externe, l'en-dehors de cette nouvelle propriété, dernier et suprême avatar de l'énergie mondiale. Elle est toujours, positivement ou négativement, une manifestation altruiste. Quand elle est positive, nous l'appelons morale ou bonne, et quand elle est négative, immorale ou mauvaise.

La sensation, propriété essentielle du tissu organique, protège et perpétue l'énergie complexe de la vie. Elle manifeste, elle exprime la grande loi de la conservation de la force.

L'idéation qui, dans les cerveaux individuels, jaillit du heurt constant entre leur sensibilité propre et les sensibilités de cerveaux analogues, l'idéation, nécessairement altruiste, forme, à son tour, la propriété fondamentale des *sociétés d'esprits* (plutôt que sociétés d'êtres vivants).

Cette floraison suprême de la vie comme les actes qui servent à la manifester, développent, prolongent la sensation et les actes purement organiques. Donc on pourrait conclure que le psychisme collectif est la sensation transformée : 1° en perception déjà consciente, mais rudimentaire et sourde, qui, selon toute probabilité, appartient aux degrés les plus infimes de la vie animale; et 2° en idéation à la fois complexe et nette ou claire, qui apparaît comme

la résultante, le fruit le plus mûr du milieu social, distingué aussi bien du milieu physique que du milieu organique.

Quant à l'acte social proprement dit, c'est l'idéation qui s'extériorise, qui poursuit un plaisir conscient et complexe et fuit une douleur de la même espèce. En vérité, sous l'influence directe de ce fait, l'association des esprits, et de cet autre fait, la formation de groupes d'idées qui deviennent des mobiles — tels que nous les offrent la science, la philosophie, la religion, la littérature, l'art, l'industrie, la politique, — l'idéation qui s'extériorise en acte social, poursuit une sorte de plaisir idéalisé, généralisé, projeté du passé dans l'avenir et finalement interprété comme le bien, le plaisir d'autrui, le devoir moral; et elle évite une sorte de souffrance également idéalisée, généralisée, projetée du passé dans l'avenir et interprétée comme le mal, la douleur d'autrui, la chute morale.

Cette double tendance constitue la caractéristique essentielle du psychisme collectif qui se dévoile par là ainsi qu'une dernière et très subtile expression de l'universelle loi de persistance dans l'être. La socialité protège, conserve et perpétue les formes les plus hautes de l'énergie mondiale, savoir, l'idéation due au jeu naturel des forces psychiques élémentaires, et la conscience éveillée, affinée et clarifiée par l'association de plus en plus étroite ou le groupement de plus en plus régulier de ces mêmes forces.

Résumons brièvement la matière des pages précédentes.

La vie est organique, physiologique, ou hyperorganique, sociale.

La vie organique se décompose abstraitement en irritabilité ou sensibilité, et en contractilité ou motilité, activité nervo-musculaire simple.

A son échelon supérieur, elle s'épanouit en vie cérébrale ou psychophysique.

Dès lors, et si certaines conditions très particulières se réalisent, une lente évolution commence qui ouvre les dernières écluses du fleuve de la vie, qui transmue les énergies vitales accumulées et latentes en autant de forces actuelles et productives, qui du fond intime de l'existence sensible tire les premiers germes de la vie hyperorganique ou sociale.

La vie cérébrale commence au point précis où l'irritabilité et la contractilité deviennent sensation, représentation simple, élémentaire, et action dite consciente ou réfléchie.

La vie surorganique ou sociale débute par l'idéation de plus en plus complexe, de plus en plus liée au milieu idéologique environ-

nant, ou aux *idées d'autrui*; et par l'action consciente et réfléchie de plus en plus complexe, de plus en plus dominée et façonnée par le milieu actif environnant, ou par les *actes d'autrui*.

Cette nouvelle forme de l'énergie cosmique constitue ce que nous appelons le *psychisme collectif* ou l'*existence morale*. L'enchevêtrement et l'interdépendance des causes et des effets atteint ici son point culminant.

Ces processus si multiples se déroulent dans un ordre merveilleusement régulier. L'œil le plus attentif ne saurait découvrir en cette longue chaîne de facteurs et de produits le moindre hiatus, la plus petite solution de continuité.

Les événements de la vie psychophysique et les faits de la vie morale se succèdent sur le même théâtre. L'organisme vivant et, plus particulièrement, le cerveau, attirent, pour ainsi parler, et concentrent en dernière instance l'énergie éparse dans l'univers; et ce phénomène donne lieu à l'illusion aussi caractéristique qu'indéracinable du *moi*. La force afflue et s'emmagasine dans les tissus vivants, mystérieux et profond réservoir où, si les circonstances sont favorables, une partie de la force inaugure un rythme nouveau et revêt l'aspect extrêmement subtil, la forme quintessenciée du phénomène surorganique. Pourquoi ne pas admettre, par hypothèse, qu'après avoir pénétré dans l'organisme vivant et s'y être transformé en sensation, le même courant de force se partage en deux branches, dont l'une se manifestera comme action physiologique et retournera presque immédiatement à sa source première et l'autre, devenue idéation, tendra, avec une intensité croissante du règne animal au règne humain, à s'exprimer comme action idéologique ou sociale?

En tant que faits concrets, les processus sociologiques ne se laissent point isoler des processus vitaux. Avec ceux-ci ils forment des combinaisons quaternaires où l'analyse abstraite aperçoit les éléments suivants : 1<sup>o</sup> une sensation; 2<sup>o</sup> une action vitale bornée au *moi* physiologique; 3<sup>o</sup> une idéation; et 4<sup>o</sup> une action vitale s'étendant à autrui, développant le *moi* ou l'*individu* social, et devenant par là action surorganique, d'essence ou d'origine *collective*. Décomposer ces agglomérats quaternaires concrets, dégager de l'ensemble totale la combinaison binaire idéologique, pour l'examiner à part, tel est le seul, tel est le véritable office de la science sociale abstraite.

C'est dans la combinaison binaire étudiée par le sociologue qu'ap-

paraissent et se font une large place les *concepts* de *motif*, de *fin*, de *moyen*, de *libre arbitre*, de *responsabilité* : — autant de notions d'une sagesse supérieure et d'une haute utilité si on les interprète sans dépasser les frontières conventionnelles de la science spéciale, et autant d'erreurs, d'idées fausses, si on leur permet de franchir ces limites.

Un phénomène mental des plus curieux, le renversement des termes du rapport ordinaire qui lie la cause à l'effet, donne naissance à l'illusion téléologique. Nous disons volontiers que les moyens conduisent à la fin, tandis qu'en réalité, c'est la fin qui suscite ou produit les moyens. Cette allure logique nous pousse à concevoir le monde comme adapté à des fins particulières. La téléologie, cependant, n'existe peut-être que dans les mots et leur sens équivoque. Nous appelons fin ou motif tout ce qui, de loin ou de haut, nous incite à l'action, et moyen tout ce qui, de plus près, sert à réaliser l'acte. Les buts sont donc, en vérité, les causes primaires ou éloignées, et les moyens les causes secondaires ou proches, des actes considérés comme leurs résultats communs. L'illusion consiste à ne pas se rendre compte des nécessités mentales qui nous obligent à intervertir l'ordre, l'enchaînement réel des phénomènes concrets, pour y substituer un ordre idéal ou purement logique, et, par suite, à ne pas voir que, dans la causalité sociale, tout se passe, tout commence et se termine exactement comme dans la causalité organique ou inorganique.

Sur l'illusion téléologique vient se greffer celle, plus imposante encore, du libre arbitre. Les causes secondaires, toujours nombreuses, les idées-moyens, et leurs diverses combinaisons, nous paraissent entrer en conflit. Le raisonnement, l'ordre nécessaire où ces idées se suivent, se transforme à nos yeux en une sorte de tumultueux désordre que nous appelons doute, incertitude, délibération, et qui, une fois calmé, apaisé, porte le nom de *choix*. La multiplicité des causes obstrue ainsi la vue claire de la nature rigoureusement déterminée de leur résultante, qui est l'action. Une illusion semblable agite et confond l'esprit auquel échappe, dans le monde des phénomènes organiques ou inorganiques, le lien interne qui rattache les causes aux effets. C'est alors au *hasard*, espèce de libre arbitre de la nature inerte, que nous attribuons le choix du résultat ; à moins que nous n'aimions mieux transformer le hasard lui-même en une façon de volonté infiniment supérieure à la nôtre.

Enfin, l'idée de responsabilité traduit d'une manière exacte, dans

le domaine des faits moraux ou sociaux, l'idée de *réaction* ou de *réactivité* dans les sciences dites naturelles. Ajoutons que la réactivité idéologique est, par définition, consciente et raisonnée. Elle exprime le caractère général, la quantité et la qualité des idées-forces qui sont les causes immédiates de nos actions (causes que nous qualifions de moyens). D'ailleurs les réactions morales s'accomplissent dans des conditions tantôt régulières et tantôt exceptionnelles, déterminées, à leur tour, par des causes d'origine physiologique (l'hérédité et la maladie par exemple) ou de nature hyperorganique (le fanatisme, l'exaltation patriotique, les passions qui troublent la raison, etc.). La réactivité anormale s'appelle, d'habitude, irresponsabilité.

En somme, les diverses tentatives faites en vue de ramener l'aspect social des phénomènes moraux à leur aspect biologique, l'hédonisme, l'utilitarisme, le sensationnalisme idéaliste, du type kantien, ou matérialiste, du type comtiste, se montrèrent impuissantes à fonder, à constituer l'éthique. Ces efforts n'aboutirent qu'à l'érection d'hypothèses ayant une portée franchement métaphysique.

A cette méprise vint s'ajouter l'erreur grave qui consiste à dénier à la morale tout caractère théorique, pour l'envisager comme une science d'application. Telle est notoirement l'opinion patronnée par la plupart des grandes écoles anglaises définissant l'éthique : la science qui nous apprend à évaluer les méthodes de vie, ou à déterminer en quoi certains modes de conduite sont préférables à d'autres.

Évaluer des méthodes de vie (rarement on ajoute collective, car rarement on s'élève à la conception qui voit déjà un phénomène social dans l'acte le plus strictement individuel, en apparence, d'un être associé à des êtres semblables), cela est très bien ; mais encore faut-il faire reposer cette évaluation pratique sur un savoir quelconque, encore faut-il faire précéder cette hygiène par une physiologie ! Mais non ; après avoir jeté en tout hâte les bases imaginaires de la philosophie d'une science qui n'existe que de nom, on s'empresse de construire la technologie de la morale, de codifier les règles de notre conduite, de nous prescrire, en ses plus minutieux détails, ce que nous devons faire ou ne pas faire ! Jamais l'empirisme, remplaçant la science absente, ne se montra aussi aveugle et aussi prétentieux.

Les mêmes écoles, avec Spencer en tête, n'ont ni repos ni cesse qu'elles n'aient donné la biologie pour fondement ultime à la morale appliquée. Elles enseignent que la valeur de nos actions, en

égard à leur compatibilité ou à leur incompatibilité avec une existence heureuse, se doit déduire des lois de la vie, ou encore, d'une façon générale, des conditions du milieu. Dans cette vue, la biologie donne naissance à l'hygiène, à l'évaluation des méthodes de vie qui préservent la santé; et ensuite, ou par-dessus le marché, à la morale, à l'évaluation des méthodes de vie qui conduisent à cette chose indéterminée et presque fantastique, le bonheur. Le bonheur ne serait-il qu'un synonyme de la santé? Soit; admettons cette thèse facile et disons que le bonheur est une sorte de santé morale issue de l'intégrité corporelle. Il s'ensuit que la santé du corps et la santé de l'âme découlent de l'observation stricte des lois biologiques. Rien de plus naïvement vrai; mais pourquoi s'arrêter à mi-chemin, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout, pourquoi ne pas conclure que la santé morale dépend aussi bien de l'observation rigoureuse des lois chimiques et physiques, ou, en général, de l'observation des lois de la nature?

Encore un dernier mot. L'idée transfigure la sensation qui, elle-même, transfigure ce qu'on appelle la matière. Réunies en une synthèse partielle, la matière et la sensibilité constituent le *réel*, la réalité; tandis que la synthèse universelle comprend, en outre, l'idée et constitue l'*être*, l'existence. Il s'ensuit que, pour atteindre l'idéologique ou le moral, il faut, nécessairement, partir du sensible; et que, pour créer l'idéal, il faut, comme on dit, partir du réel.

Nous sommes à la fois des êtres matériels ou corporels, vivants ou sentants, et des êtres pensants ou raisonnants. La *réalité morale* contient simultanément notre matérialité et notre sensibilité. Mais l'*abstraction morale* — l'effort qui fonde et crée le savoir éthique — ne comprend que l'idéologie, la pensée. Voilà pourquoi, érigeant la morale en science appliquée, on commet une faute énorme quand on demande soit à la vie seule (école vitaliste), soit à la vie ramenée aux propriétés physico-chimiques (école matérialiste), le principe directeur de la conduite. Il faut, pour atteindre ce but si important, s'adresser à la pensée, à la raison; mais à la pensée, à la raison envisagées comme la transfiguration suprême de la vie et de la matière, et intrinsèquement liées à ces deux grands facteurs de l'être. Et nullement à la pensée ou à la raison envisagées soit comme le principe antagoniste de la matière (dualisme qui conduit à l'impasse agnostique), soit comme la seule réalité vraie et durable (monisme transcendant qui aboutit au même résultat).

La moralité est la socialité; mais la socialité est en quelque sorte

la rationalisation progressive de la vie, du grand domaine organique et, par là, de l'univers entier.

E. DE ROBERTY

Professeur à la Nouvelle Université de Bruxelles,  
Membre de l'Institut International de Sociologie.

### Méthode pour la recherche des institutions préhistoriques, à propos d'un ouvrage du professeur Kohler.

C'est après quelques hésitations que je me suis décidé à m'engager dans la discussion sur la question de méthode élevée par le professeur Kohler, dans son journal *Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft*, dans quelques articles qui ont été publiés en un volume séparé, intitulé : *Zur Urgeschichte der Ehe*. J'estime qu'un écrivain devrait se faire une règle de ne pas répliquer à des critiques : rien de bon, en effet, ne sort en général des polémiques et des contre-polémiques. Et si dans ce cas je me suis départi de la règle, c'est seulement parce que la question elle-même est d'une importance capitale, et non certainement par suite de considérations personnelles.

En parlant de mon *Histoire du Mariage humain*, le professeur Kohler dit : « C'est par la méthode que le véritable savant se distingue des dilettanti érudits. Ce n'est pas la compilation soignée des documents qui fait le savant ; et tout assemblage agréable n'est pas pour nous instruire : ce qu'il faut seulement, c'est un travail méthodique. Or, à ce point de vue, Westermarck pêche d'un bout à l'autre de son travail, et son œuvre n'est importante que considérée comme recueil de matériaux. »

Je dois avouer que cette critique n'a pas été sans me causer une certaine surprise : car, avant tout, j'ai voulu m'attacher à donner la plus grande part de mon attention à la méthode. Il y a quelques années, quand je me mis à étudier l'évolution du mariage, j'étais



étonné de rencontrer des divergences d'opinion extraordinaires en ce qui concerne les institutions préhistoriques; j'étais encore plus stupéfait de voir la confiance avec laquelle certains écrivains proposaient les hypothèses les plus incroyables. Je trouvais étrange que la survivance d'une coutume ou d'une institution chez quelques peuplades sauvages pût conduire si facilement à conclure que cette coutume ou cette institution fût un reste d'un état de développement par lequel toute la race humaine avait passé. Et je remarquais chez bien des anthropologues une disposition singulière à interpréter comme des symboles ou comme des survivances presque toutes les coutumes dont ils pouvaient tirer par de tels moyens quelque développement à l'appui d'une théorie favorite. Puisqu'il en était ainsi, je me posais moi-même la question de savoir comment, en partant de faits ethnologiques, nous pouvons acquérir une information concernant l'histoire primitive des institutions humaines. Et je me répondais que nous devons tout d'abord rechercher les causes des phénomènes sociaux; puis inférer l'existence des phénomènes eux-mêmes, si ces phénomènes pouvaient être considérés comme ayant eu lieu, sans avoir été empêchés par d'autres causes. Je faisais aussi quelques allusions à l'application de cette méthode. Étant absolument conscient de l'extrême difficulté qu'il y a à découvrir les causes de bien des phénomènes sociaux, j'exprimais l'espérance de voir les résultats qui pourraient sortir des recherches qu'on baserait et qu'on poursuivrait sur la méthode de statistique récemment mise en avant par le professeur Tylor. J'accordais une importance particulière aux causes psychiques qui avaient souvent été négligées d'une façon déplorable ou qui n'avaient été qu'imparfaitement effleurées. Je remarquais en outre que pour être à même de se faire une idée des stades primitifs du développement humain, il était nécessaire d'avoir quelque connaissance préalable de l'antiquité de l'humanité : car autrement, bien entendu, nous ignorions absolument si les causes en question ont agi ou non dans le passé. J'acceptais comme établies d'une façon assez satisfaisante par la science moderne les doctrines suivantes concernant l'homme : qu'il ne fut d'abord qu'un simple sauvage, et que le cours de l'histoire a été en somme un progrès vers la civilisation, malgré l'état stationnaire ou même rétrograde de quelques races; que toutefois toutes les nations sauvages actuellement existantes sont extrêmement supérieures aux hommes primitifs; et que les premiers êtres dignes du nom d'hommes étaient vraisemblablement les descendants, ayant passé par des trans-

formations graduelles, de quelque ancêtre anthropoïde. Je pensais aussi qu'on pouvait admettre comme définitivement établi que les qualités physiques et psychiques que les hommes, en l'état actuel, ont de commun avec leurs plus proches parents parmi les animaux inférieurs s'étaient présentées aux stades primitifs de la civilisation humaine. En dernier lieu, pour ce qui concerne les survivances sociales, je reconnaissais leur grande importance pour la sociologie; mais, en même temps, je disais qu'il fallait avoir un souci extrême de ne pas considérer comme des survivances des coutumes qui peuvent s'expliquer autrement d'une façon satisfaisante. Tels étaient les principes de méthode que je formulais dans l'introduction de mon livre, et qui ont toujours été présents à mon esprit pendant toute la durée de mes recherches. J'avais comme première règle de décrire un phénomène social et de déterminer l'étendue de son influence aussi exactement que possible par les moyens de la preuve directe ou de survivances indiscutables et ne pouvant donner lieu à aucune fausse interprétation : puis je tâchais à faire ressortir les causes de ce phénomène; en dernier lieu, je recherchais si la cause ou les causes que j'avais trouvée ou trouvées pouvait ou pouvaient passer pour avoir agi dans la vie antérieure de l'humanité d'une façon générale, sinon universelle. Ainsi, par exemple, en m'en tenant strictement à ces principes, je trouvai qu'il était des plus probables que le mariage, défini comme une association plus ou moins durable entre mâle et femelle durant au delà de l'acte pur et simple de la propagation jusqu'après la naissance de la progéniture, a toujours existé dans la race humaine, le père étant d'une façon générale le protecteur de sa famille. Aussi loin que nous puissions nous appuyer sur des constatations dignes de confiance, la famille consistant en père, mère et progéniture, et séparée distinctement des autres unités sociales plus compréhensives, telles que le clan ou la tribu, est une institution universelle dans l'humanité, qu'elle soit fondée sur le mariage monogame, polygame ou polyandre; et aucune des coutumes interprétées par divers écrivains comme des survivances d'une ancienne promiscuité ou du mariage collectif ne peut avec aucune probabilité être montrée réellement ce qu'on a prétendu en faire. De faits différents, il semble fortement probable, que le mariage, en tant que besoin nécessaire à l'existence de certaines espèces, est lié à quelques particularités de leur organisme et plus particulièrement parmi les grands singes au petit nombre de leurs petits et à la longue période de leur enfance. Et comme des causes absolument identiques

ont, sans aucun doute, agi aussi chez les hommes primitifs, nous pouvons en conclure que parmi eux, de même, les sexes sont — suivant toute probabilité — restés unis jusques après la naissance des enfants. On pourrait à la vérité objecter que les enfants étaient également bien ou même mieux soignés encore, si tous les mâles de la tribu indistinctement — et non seulement les pères — s'en constituaient les gardiens. Mais cette objection présuppose évidemment l'existence d'une tribu, et j'ai, en suivant la même méthode, essayé de montrer que parmi nos ancêtres humains les plus reculés la famille formait probablement, sinon la société elle-même, du moins le noyau de la société. En outre, j'ai remarqué que le mariage collectif deviendrait en général impossible par suite de la jalousie qui a une influence universelle à la fois dans la race humaine d'aujourd'hui et parmi d'autres mammifères. Par une stricte application de la même méthode, j'ai recherché la prohibition du mariage entre parents, le mariage par rapt, le mariage par achat, les formes du mariage humain, la durée du mariage, etc.

Eu égard à la grande attention que j'ai donnée à la méthode, le professeur Kohler ne peut pas avoir voulu dire que je n'ai pas de méthode. Je comprends seulement qu'il considère ma méthode comme une mauvaise méthode. Il nous faut donc examiner la sienne. Or, M. Kohler dit : « Pour pénétrer l'époque plus ou moins tardive d'une institution juridique et pour suivre le développement d'un état juridique à un autre, la critique méthodique ne doit s'appuyer que sur les principes suivants :

1. Si dans la vie des peuples nous pouvons prouver que l'institution *a* a passé à l'institution *b*, et si nulle part un développement opposé n'est démontrable (ou seulement cependant quand il y a des rapports tout à fait extraordinaires), la conclusion admissible au point de vue critique est que l'institution *a* est l'institution antérieure.

2. Cette conclusion peut encore être corroborée, si les éléments qui ont provoqué le développement, peuvent être déterminés, et si on peut prouver que ces éléments se retrouvent chez les peuples les plus différents; si surtout on peut montrer d'après la nature humaine ou le caractère humain du développement de la civilisation matérielle ou idéale que l'effort des peuples va plutôt à l'état *b* qu'à l'état *a*.

3. Mais après cela il n'est pas encore démontré que quand nous trouvons l'état *b* il est développé de l'état *a*; car on pourrait penser

qu'un peuple ait commencé par l'état *b* ou que celui-ci soit issu d'un autre état.

Ici seulement quelque chose de différent peut nous aider à sortir de l'incertitude et à nous fournir un terrain solide ; ainsi l'analogie, le souvenir historique et avant tout les formes cristallisées, qui se montrent comme survivances d'une forme primitive déterminée.

4. L'observation de ces formes cristallisées sera donc d'une signification particulière. Ici le principe suivant vaudra : quand nous trouverons chez un peuple des formes cristallisées, et que chez un autre l'état est pleinement florissant, il faut avant tout prendre le dernier peuple en considération, pour nous initier dans le caractère de l'état et la nature de l'organisation primitive.

5. La question de savoir quelle forme doit être considérée comme cristallisée sera surtout éclairée par l'observation des peuples, chez lesquels la mort de l'état transformé en une simple formalité peut être l'objet d'une démonstration historique. Une pluralité de formes semblables qui semble porter en soi le caractère de formes cristallisées confirmera la conjecture ; l'impossibilité ou l'in vraisemblance de ramener la forme à d'autres éléments de formation, et surtout aussi le retour régulier de signes déterminés et extraordinaires seront la confirmation essentielle de l'hypothèse.

6. En dernier lieu, un point important est la réunion de deux états. Où nous percevons cette réunion d'une façon constante, notamment avec la différence ancienne des rapports de développement, la conclusion d'une connexion intime est de toute évidence, et cette conclusion sera pour nous des plus dignes d'estime, car il nous est alors possible où nous trouvons un état seul de conclure avec vraisemblance à l'existence actuelle ou antérieure de l'autre. Cette conclusion devient sûre, s'il nous est possible de démontrer la connexion psychologique et sociologique des deux états, de sorte que la conclusion instinctive de vraisemblance est confirmée par la connaissance intime des faits.

Tels sont les principes de méthode posés par le professeur Kohler. Pour exclure toute possibilité de fausse interprétation, je les ai traduits le plus précisément et le plus exactement possible. Qu'avons-nous à dire à leur sujet ?

Le premier paragraphe est insignifiant. Si « l'état *a* a passé à l'état *b* » il est absolument inutile de dire que l'état *a* est antérieur. Comment en pourrait-il être autrement ? Le développement de *a* à *b* implique nécessairement la préexistence de *a* à *b*. Je suppose que le

professeur Kohler a voulu dire que *a*, s'il se développe en *b*, peut être considéré comme le représentant d'un stade plus ancien du développement général, que ne l'est *b*. Mais une telle conclusion serait certainement entièrement inadmissible, comme le professeur Kohler le fait ressortir avec raison dans le paragraphe 3, où il dit que l'existence de *b* chez un peuple n'est pas une garantie nécessaire de l'existence préalable de *a*. Si par exemple le matriarcat s'est chez certains peuples — comme on l'a trouvé — développé en patriarcat, il ne s'en suit pas que partout le patriarcat a été précédé par le matriarcat. Certaines circonstances sont requises « pour nous fournir une base solide ». A ces circonstances appartiennent, suivant le professeur Kohler, l'analogie, les faits rapportés par l'histoire, et avant tout les formes cristallisées ou survivances. A ces circonstances appartient aussi ce qui est dit dans le paragraphe 2, qui, autant que je puisse voir doit être lu dans cette suite d'idées. Pour ce qui est de l'analogie, toutefois, elle ne donne, à l'état pur et simple, nulle garantie ; elle n'a de valeur qu'autant que le phénomène analogue peut être considéré comme dû à des causes similaires. Quant au paragraphe 2, il contient essentiellement mon premier principe. « Les éléments — du professeur Kohler — qui ont provoqué le développement » correspondent à ce que j'ai appelé « les causes des phénomènes sociaux ». Et ce que le professeur Kohler dit au paragraphe 3 des « formes cristallisées » correspond à ce que j'ai exprimé en disant que les survivances sociales sont d'une grande importance pour la sociologie. Ainsi sur ces points les plus essentiels nos opinions coïncident.

La substance des paragraphes 4 et 5 me semble très correcte. Ces paragraphes contiennent de bonnes allusions à l'étude des survivances, et qui sont absolument d'accord avec l'expression plus générale dont je me servais en disant qu'il faut bien prendre garde de ne pas regarder comme survivances des coutumes pouvant s'expliquer autrement d'une façon plus satisfaisante. J'ai à plusieurs reprises eu recours aux mêmes règles que celles posées dans ces paragraphes, par exemple en montrant que la coutume du rapt avait été transformée en symbole, après que l'achat fut introduit comme la forme ordinairement employée pour contracter mariage ; que la coutume de l'achat survécut à son tour en tant que cérémonie après avoir cessé d'être une forme réelle ; que la dot est en partie une survivance du prix de l'épouse, etc. J'espère que le professeur Kohler ne niera pas la rectitude de ces conclusions.

Le paragraphe 6 aussi est très bon. Le professeur Kohler y parle de la méthode statistique du professeur Tylor, que j'ai aussi considérée comme un grand bienfait pour la science. Je voudrais attirer spécialement l'attention sur la dernière phrase, où il insiste vivement sur ce fait que le chercheur devrait tâcher de trouver les liens psychologiques et sociologiques entre les institutions coexistantes « de sorte que la conclusion instinctive de vraisemblance soit confirmée par la connaissance intime des faits. » Ici à nouveau le professeur Kohler renvoie à mon grand principe, le principe de causalité. Il admet que si l'on a trouvé deux institutions coexistant constamment on n'en peut conclure avec une certitude absolue que partout où l'on rencontre l'une, l'autre aussi doit exister ou avoir existé; il est nécessaire d'essayer de distinguer s'il y a connexion causale entre les deux institutions, et de discerner le genre possible d'une telle connexion causale. J'illustrerai cette question par un exemple dont je me suis servi dans mon livre. Le professeur Tylor a trouvé par sa méthode des concordances, par l'exogamie et le système de classification de la parenté coexistent dans un nombre de cas remarquablement considérable. « En calculant d'après le bilan actuel, dit-il, le nombre de peuples qui usent des noms de parenté correspondant plus ou moins aux systèmes de classification considérés ici, on en trouve cinquante-trois, et le nombre de ceux qui pourrait coïncider accidentellement avec l'exogamie, à supposer qu'il n'y eût pas de connexion entre eux, serait estimé à douze environ. Mais en fait le nombre des peuples qui usent à la fois de l'exogamie et de la classification est de trente-trois. » Nous pouvons conclure donc qu'une connexion existe entre ces institutions. Mais de quelle espèce est cette connexion? Est-ce le système de classification qui est une cause de l'exogamie, ou est-ce l'exogamie qui est une cause du système de classification? Ou le système de classification de l'exogamie sont-ils les effets de la même cause? A ces questions les tableaux de statistique ne peuvent donner aucune réponse. Pour mon compte j'ai trouvé une raison de croire que le système de classification des origines de la parenté provient en grande partie de la vie en commun d'un nombre considérable de parents. J'ai aussi d'après des observations psychologiques et des recherches ethnologiques trouvé qu'il est très probable que l'exogamie est, en tout premier lieu, due à l'aversion instinctive pour l'entre-mariage de personnes qui vivent en rapports intimes les unes avec les autres. Le système de classifi-

cation et l'exogamie ont alors une cause identique, la vie commune et cela expliquerait leur coexistence.

Je profiterai de l'occasion pour ajouter une remarque concernant la méthode statistique, quoique cela ait peu à faire avec le travail du professeur Kohler. Quand on trouve deux institutions coexistant dans un nombre de cas plus grand qu'il ne serait de mise suivant la loi des probabilités, il ne faut pas nécessairement en inférer qu'il y a une connexion entre les deux institutions. Et la coexistence peut être due à la transmission venant d'une souche commune de parenté, et dépend donc en grande partie de ce que les peuples sont comptés comme unités. Supposé que deux institutions qui n'ont aucun rapport de cause quelconque coexistent dans une tribu ou chez un peuple qui est divisé par dispersion en tribus ou peuples séparés. Supposé encore que les institutions en question continuent à exister parmi tous les peuples ou du moins chez quelques-uns d'entre eux et que chacun de ces peuples soit compté comme un seul par le savant statisticien. La conséquence en serait évidemment que les deux institutions seraient trouvées en coexistence dans un nombre de cas relativement grand, quoiqu'il n'y eût aucun rapport de cause entre eux. Si, par exemple, toutes les différentes tribus australiennes sont traitées comme des peuples séparés, il est très probable que le résultat du calcul sera erroné; mais d'autre part, ils ne peuvent tous ensemble être comptés comme un peuple unique, car ils diffèrent considérablement l'un de l'autre en ce qui concerne plusieurs de leurs institutions. On doit donc apporter un soin extrême aux choix des unités. Je veux appeler l'attention sur ce point parce qu'il a été négligé par le docteur Steinmetz dans son ouvrage en général très consciencieux et intitulé : *Ethnologische Studien zur ersten Entwicklung der Strafe*.

D'après les remarques que j'ai faites sur les principes de méthode du professeur Kohler, on voit ce que je pense de ces principes. Chose étrange! Le professeur Kohler m'accuse d'avoir une mauvaise méthode, ou de ne pas en avoir du tout, et je trouve que sa méthode, telle qu'elle est posée théoriquement, est acceptable à peu près de tout point — parce que je trouve qu'elle est essentiellement la même que la mienne. Et bien entendu je ne parle pas ainsi pour réclamer follement la priorité. Je crois que nul de nous n'a raison d'être très fier de sa méthode, car ce n'est rien d'autre que du vulgaire bon sens. Le pis est que les conclusions qu'elle nous permet de tirer sont ordinairement plus ou moins hypothétiques; mais à coup sûr ce n'est

pas la méthode qu'il faut blâmer pour le faible degré de certitude qu'il peut y avoir au sujet des institutions préhistoriques.

Je me sens d'autant plus heureux de cet appui donné à ma méthode, qu'elle a été dernièrement l'objet des critiques de M. Durkheim dans la *Revue philosophique*. M. Durkheim s'oppose à l'importance que j'ai attachée à l'ethnographie et à la psychologie comme sources d'information concernant les institutions sociales. « C'est seulement en rapprochant les faits ethnographiques des faits historiques, dit-il, qu'on peut dépouiller les premiers de leur ambiguïté. De ce que l'on constate une pratique dans un certain nombre de tribus arriérées ou qui passent pour telles, on n'a pas le droit de conclure qu'elle est primitive. Mais il n'en est plus de même si on la retrouve à la base des pratiques similaires qui se sont successivement constituées au cours de l'histoire. On est vraiment assuré qu'elle est la première en date si l'on peut montrer que tout ce qui a suivi en est dérivé. » Ceci est très vrai, il faut l'avouer. Mais la question est de savoir comment nous pouvons acquérir une information dans les cas où l'histoire se tait, et dans ce cas c'est non seulement l'ethnographie, mais c'est encore la biologie et la psychologie qui doivent venir à notre aide. Autrement nous courons constamment le risque de commettre des erreurs semblables à celle que M. Durkheim a faite en affirmant « que la généralité du levirat est une des preuves de la polyandrie entre frères ». M. Durkheim me reproche aussi d'avoir basé mes recherches sur une hypothèse non prouvée : « Faire reposer la sociologie sur le darwinisme, fait-il remarquer, c'est asseoir la science sur une hypothèse ; ce qui est contraire à toute bonne méthode ». Cette objection doit résonner étrangement aux oreilles de quiconque est un peu au courant des immenses progrès que la biologie a faits sur la base du darwinisme. Et je dois avouer qu'il m'est difficile d'entrer en controverse avec un auteur qui considère comme « contraire à toute bonne méthode » l'hypothèse qui fait descendre l'homme d'une espèce animale inférieure ou — ce qui est tout de même — le rejet de la naïve théorie qui fait de l'apparition de l'homme le résultat d'une création spéciale. S'il n'est pas admissible de rejeter cette théorie, il nous faut admettre la possibilité d'un état paradisiaque originel et alors il vaudrait mieux — à mon avis — abandonner absolument l'étude des institutions préhistoriques.

Mais retournons au professeur Kohler. Autre chose est de poser des principes de méthode, autre chose est de les mettre en œuvre ;



et à ce dernier point de vue je trouve le livre du professeur Kohler des plus défectueux. L'importance excessive qu'il accorde dans la méthode à l'analogie a certainement été la source de faux raisonnements ; par exemple, il conclut que le matriarcat a précédé universellement le patriarcat, parce qu'il en a été ainsi chez certains peuples ; mais les causes les plus générales de conclusions irréfutables trouvent leur origine dans le mauvais usage qu'il fait des principes des « concordances » et des « survivances » et en même temps dans son manque absolu d'observation psychologique. Sa thèse principale est que le mariage-groupe a été le point de départ universel de la civilisation humaine ; et il regarde cela non seulement comme une hypothèse probable, mais comme un « résultat scientifique suffisamment assuré ». Il est, au point de vue de la méthode, d'un intérêt particulier de montrer par quelle voie il est arrivé à cette conclusion.

« Le totémisme, dit-il, conduit directement au mariage-groupe. « Un animal épouse l'autre, un totem épouse l'autre ; d'où il suit « naturellement que les hommes épousent leurs femmes mutuellement et vice-versa. Où nous trouvons toujours les réminiscences « du totémisme, nous sommes fondés à supposer un ancien mariage-groupe ; et nous pouvons donc accepter comme vraisemblable que dans ce cas le mariage-groupe a dominé. Cette vraisemblance pourra être amenée par des arguments plus éloignés. « Si nous remarquons combien le totémisme si proche de nous chez « toutes les races de l'humanité se montre dans les institutions, les « légendes, les formes d'expression comme une institution séculaire et abandonnée plus tard, on ne pourra rejeter la conclusion de la primitivité du mariage-groupe chez les peuples de la « terre ».

A mon avis, c'est là une spéculation *dans le bleu idéal*. Que le mariage-groupe soit une conséquence nécessaire du totémisme, c'est là une affirmation que le professeur Kohler n'a pas même essayé de prouver. Cela peut subsister en tant que son opinion personnelle ; mais c'est alors une faute impardonnable qu'il n'est permis à aucun homme de science de commettre, que d'appeler une conclusion basée sur une affirmation de ce genre : « un résultat scientifique suffisamment appuyé ».

Les « arguments plus éloignés », dont parle le professeur Kohler, ont leur source dans les institutions de certaines races seulement, à savoir les Indiens de l'Amérique du Nord, les Australiens et les

Dravidiens, et ne peut en aucun cas justifier l'assertion que le mariage-groupe a universellement prévalu dans l'humanité. Examinons toutefois ces « arguments plus éloignés » de plus près.

Le professeur Kohler considère comme un fait ne pouvant laisser place à aucun doute que les « systèmes de classification de parenté » sur lesquels M. Morgan a été le premier à appeler l'attention, sont des survivances d'un mariage-groupe préalable. Il se trouve que cela est prouvé à la fois par les tableaux de M. Morgan lui-même et par « les rapports-de-groupes existant réellement encore aujourd'hui, par les rapports-de-groupes en puissance se présentant de temps à autre et par les rapports-de-groupes analogues au mariage-groupe parmi les peuples qui ont le système de classification. » Voilà des conclusions que je ne puis adopter. Dans mon ouvrage, j'ai exprimé l'opinion que les termes de classification pour la parenté sont, à l'origine, des termes adoptés non pas pour exprimer les liens du sang, mais de simples termes d'appels, les noms étant donnés principalement par rapport au sexe et à l'âge, aussi bien que par rapport à la parenté externe ou sociale, celle où celui qui parle est près de la personne à qui il s'adresse. Et après une nouvelle revue des documents, je n'ai trouvé aucune raison pour changer d'opinion. Je ne nie pas que si le mariage-groupe existait actuellement, ou que si des traces indubitables en étaient découvertes parmi les différents peuples ayant le système de classification, il n'y eût beaucoup de probabilité pour faire de ce système originellement un système de liens du sang. Mais ce n'est pas du tout le cas.

Le professeur Kohler dit : « Le mariage-groupe existe encore actuellement chez les Omahites et ceci est attesté par un observateur comme Dorsey, dont l'exactitude est absolument hors de doute. » Le professeur Kohler a, avec assez d'à-propos, cité *in-extenso* le compte-rendu de Dorsey, d'après lequel le lecteur peut penser qu'il y a une certaine espèce de polygamie et que le levirat, mais non le mariage-groupe, domine chez les Omahites. Quand un homme veut prendre une seconde femme, nous dit-on, il consulte toujours sa première femme, raisonnant ainsi avec elle : « Je voudrais que tu eusses moins de travail à faire. Aussi, pensé-je à prendre ta sœur, ta tante, ou la fille de ton frère pour ma femme. » Et encore, quand un homme meurt, son frère épouse sa veuve pour devenir le beau-père des enfants de son frère. Voilà ce que dit M. Dorsey. Mais le mariage-groupe est assurément fort différent de la polygamie, malgré que les épouses soient les sœurs les unes des autres, et qu'après la mort de

leur mari elles passent à son frère. Je me refuse donc à voir que le « mariage-groupe soit attesté comme existant encore chez les Omahites », et que nous n'ayons « non seulement une preuve excellente pour les Omahites, mais surtout une excellente preuve que la désignation de parenté dépend du mariage-groupe. » Dans toute l'ethnographie américaine, il n'y a pas, que je sache, un seul exemple de mariage-groupe existant actuellement, et si quelques compilateurs, comme par exemple le professeur Bernhöft, dans son livre : *Verwandtschaftsnamen und Eheformen der nordamerikanischen Volksstämme*, ont constaté le contraire et même affirmé que les mariages-groupes ont une extension énorme, c'est qu'ils ont été fourvoyés par les systèmes de nomenclature. Quant aux prétendus mariages-groupes des Australiens, l'hypothèse de M. Morgan a donné naissance à une altération de faits analogues. Le soi-disant « mariage-groupe » des Kamilaroi n'est rien autre chose qu'une construction théorique établie sur la nomenclature et si parmi les Gippslandais « il y a une raison de croire que la coutume sanctionnait la cohabitation d'un célibataire avec la femme de son frère, et aussi d'un homme marié avec la sœur de sa femme, » cela n'implique pas que les frères d'une famille fussent mariés avec les sœurs d'une autre famille — outre que cette constatation est trop incertaine et trop vague pour permettre des conclusions d'une portée quelconque. La seule partie du monde où l'existence du mariage-groupe est actuellement prouvée, c'est l'Inde. Et là il se présente sous des conditions qui réclament spécialement notre attention. Il est pratiqué côte à côte avec la polyandrie pure et simple. « Parmi les Todas, dit le docteur Shortt, s'il y a quatre ou cinq frères, et si l'un d'eux, étant assez vieux, se marie, sa femme réclame tous les autres frères comme maris, et à mesure qu'ils atteignent successivement l'âge viril, elle s'unit à eux ; ou, si la femme a une ou plusieurs sœurs plus jeunes qu'elle, chacune d'elles, au moment où elle atteint l'âge du mariage, devient la femme du mari ou des maris de ses sœurs... Eu égard, cependant, à la grande rareté de femmes dans cette tribu, il arrive plus fréquemment qu'une femme soit la femme de plusieurs maris, quelquefois de six par exemple. » Or, le professeur Kohler prétend que cette polyandrie s'est développée du « mariage-groupe » et non réciproquement ; mais c'est expliquer le plus facile par le plus difficile. La cause de la polyandrie est évidemment la rareté des femmes. Dans les familles polyandres, un mari, d'ordinaire le premier, est le mari principal, et il est légitime de conclure que quand les frères

plus jeunes ont obtenu une part de la femme du frère aîné, ils n'ont agi ainsi que parce que autrement, à cause de la rareté des femmes, ils seraient restés sans se marier. Si, en outre, des femmes nouvelles étaient ensuite acquises, elles seraient naturellement considérées comme la propriété commune de tous les frères. C'est là — autant que j'en puis juger — une explication acceptable de l'origine du mariage-groupe, tandis que pour un mariage-groupe originel qui se serait ensuite transformé en polyandrie, on ne pourrait donner aucune raison satisfaisante.

Pourquoi les hommes auraient-ils leurs femmes en commun, s'ils pouvaient avoir des femmes pour eux-mêmes ! Leur jalousie répugnerait à cette espèce de communisme, pour lequel il n'y avait aucune fin raisonnable, sauf dans les cas où la polyandrie était une nécessité à cause de la rareté des femmes.

Quant aux « rapports de groupe en puissance se présentant de temps en temps et aux rapports de groupes analogues au mariage-groupe » représentés par le professeur Kohler comme des survivances de l'ancien mariage-groupe, il me suffira d'en toucher quelques mots. Qu'à la mort d'un époux le frère et la sœur en prenne la place ; qu'un laisser-aller orgiaque dans les rapports sexuels soit en usage dans certaines cérémonies et dans certaines fêtes de consécration ; que la femme soit livrée au prêtre, qui la déflore ou s'accouple avec elle ; que, avant le mariage, un commerce libre de la tribu ait lieu — ce sont là des coutumes, comme j'ai essayé de le montrer dans mon *Histoire du mariage humain*, qui peuvent s'expliquer d'une façon plus satisfaisante que celle qui consiste à voir en eux des restes de l'ancien mariage-groupe. Le professeur Kohler donne une importance toute particulière au levirat et au mariage des sœurs. Mais alors même qu'ils se présentent unis chez un peuple ayant le système de classification, comme c'est le cas chez les Omahites, nous ne sommes pas autorisés à supposer que ce sont des survivances. Ces coutumes présupposent une forte cohérence entre les membres d'une famille et tout de même le système de classification des parentés, mais cette forte cohérence ne suppose pas nécessairement le mariage-groupe. Bien entendu je ne dis pas que le mariage-groupe ne puisse pas avoir dominé chez divers peuples, parmi lesquels il ne domine plus. Je dis seulement qu'il n'y a pas de preuve authentique permettant d'affirmer qu'il a été en usage chez tous les peuples qui ont le système de classification ou le levirat ou toute autre coutume regardée par le professeur

Kohler comme une survivance de mariage-groupe, et permettant moins encore, bien entendu, de démontrer qu'il a formé un stade général dans l'histoire sociale de l'humanité. Aussi longtemps qu'il y aura des auteurs pour faire prendre des hypothèses aussi peu fondées pour des vérités démontrées, on pourra et on devra dire que la sociologie est encore dans son enfance.

EDOUARD WESTERMARCK,

Chargé de cours à l'Université de Helsingfors,  
Membre de l'Institut International de Sociologie.

---

## MOUVEMENT SOCIAL

### FRANCE

SOMMAIRE : 1. *Expansion coloniale.* — 2. *L'agitation socialiste au Parlement.* — 3. *Propagande socialiste et propagande libérale dans le pays.* — 4. *La verrerie ouvrière d'Albi.* — 5. *Les grèves et la conciliation.* — 6. *Le mouvement syndical.* — 7. *Le crédit populaire.* — 8. *Les habitations à bon marché.* — 9. *Mouvement législatif.*

Des faits d'ordre politique, dont nous ne nous occupons pas ici en principe, il en est deux pourtant que nous devons retenir parce qu'ils ont tous deux une importance considérable, l'un en ce qui concerne la transformation progressive probable d'une société humaine, l'autre en ce qui concerne le reflet de l'agitation sociale dans le Parlement.

1. — Le premier de ces faits consiste dans l'annexion de l'île de Madagascar au territoire colonial de la République : on avait songé au début de la campagne à placer ce pays sous le régime du protectorat, et tel avait été en effet le sens du premier traité signé avec la reine des Hovas ; mais le point de vue politique ayant changé avec le gouvernement, lors de l'arrivée au pouvoir du cabinet Bourgeois, à ce premier traité succéda une seconde convention reconnaissant

la prise de possession de l'île par la France. Le ministère Méline, qui succède en avril 1896 au cabinet Bourgeois, dût, malgré ses préférences pour le système du protectorat, accepter l'état de prise de possession consacré en fait et déposer un projet de loi, qui fut adopté par les Chambres, déclarant Madagascar colonie française. Cette qualité nouvelle de terre française attribuée à l'île devait avoir pour conséquence immédiate de lui appliquer les principes fondamentaux de notre droit public, et notamment l'abolition de l'esclavage. L'esclavage fut en effet déclaré aboli. C'était là une mesure de nature à jeter par sa brusque adoption un trouble profond dans l'organisation économique de la société malgache, tant en ce qui concerne les conditions de la propriété qu'en ce qui touche celles du travail; là où se trouvaient nos soldats pour maintenir l'ordre, l'affranchissement des esclaves se fit sans difficultés; mais en dehors de notre rayon d'influence militaire des faits d'insoumission se produisirent, se compliquant d'une campagne de brigandage opérée par les Fahavalos; des mesures énergiques prises par le gouverneur général, telles que la déportation du premier ministre hova, l'organisation de colonnes expéditionnaires volantes, la déposition de la reine et sa rélegation à l'île de la Réunion, ramenèrent la tranquillité dans le pays; et l'on peut espérer aujourd'hui que la civilisation française pourra produire ses fruits dans la grande île africaine.

2. — A l'intérieur le ministère Méline suivait une politique de modération et de concorde, qui, si elle semblait bien répondre aux vœux généraux du pays, n'avait pas la faveur du parti radical ni des socialistes. Ces deux groupes souvent unis dans la lutte commune n'épargnèrent pas les interpellations au cabinet, dont la politique pondérée pouvait se résumer dans ces mots « ni collectivisme, ni réaction »; en vain accusa-t-on le gouvernement de pactiser avec la droite et le cléricalisme : à la suite d'un débat sur sa politique générale, le ministère expliqua par la voix de M. Méline avec la plus grande loyauté et une parfaite largeur d'idées sa politique de travail et de concorde, qui reçut l'approbation de la majorité de la Chambre dans sa séance du 29 mai 1897.

Cette tendance à la fois modérée et progressiste de la majorité de la représentation nationale s'est manifestée non seulement dans le domaine de la politique générale, mais aussi sur le terrain de la politique sociale, ce qui nous intéresse ici particulièrement. A l'occasion des débats sur le travail des enfants et des femmes et sur la journée de huit heures, la Chambre a entendu d'importantes disser-

tations pour ou contre le socialisme (juin 1896) : M. Jules Guesde en effet a fait le procès de l'organisation sociale actuelle et a défendu la doctrine collectiviste, tandis que M. Deschanel en dénonçait les dangers ; comme sanction à ces discussions de la tribune, la Chambre a par des majorités successives de 392 voix contre 152, 430 voix contre 96, et 430 voix contre 64 repoussé les divers amendements proposés par les socialistes en faveur de la journée de huit heures. On peut dire qu'à l'occasion de cette question spéciale, le Parlement a nettement manifesté ses tendances anti-collectivistes.

3. — Cette manifestation d'opinion, loin de décourager les socialistes, les engagea au contraire à poursuivre plus ardemment encore leur plan de propagande. On les voit multiplier leurs conférences à Paris et en province, s'immiscer dans certaines grèves retentissantes, et tâcher enfin de gagner à leur cause les populations des campagnes en leur adressant un manifeste et un questionnaire, qu'il nous paraît intéressant de reproduire :

#### « AUX CULTIVATEURS.

« Citoyens,

« Pendant que se succèdent les gouvernements opportunistes et réactionnaires, vos souffrances s'aggravent : et il apparaît de plus en plus que les dirigeants ne peuvent pas ou ne veulent pas vous aider.

« M. Méline, qui vous a si longtemps leurrés de vaines promesses, ne peut aujourd'hui que constater votre détresse croissante : il ne peut ni trouver ni même chercher un remède. Pris entre les grands banquiers et spéculateurs du centre, et les grands propriétaires de droite, il ménage, par d'évasives paroles, les égoïsmes contradictoires de sa majorité, et il est incapable de sauver la production agricole, incapable de défendre la démocratie paysanne.

« L'heure est venue pour les travailleurs de la terre, pour les petits fermiers, les petits propriétaires, les métayers, les journaliers, les valets de ferme, de se sauver enfin eux-mêmes en formulant leur programme, en dressant le programme de leurs revendications.

« A coup sûr, travailleurs du sol, tant que le régime social ne sera pas transformé, tant que le travail ne sera pas souverain, tant que les deux tiers du sol appartiendront à la grande propriété oisive et à la finance comme presque toute la production industrielle est monopolisée par le grand capital, il ne sera pas possible de guérir

entièrement vos souffrances : il sera possible seulement de les soulager.

« Le parti socialiste vous convie donc à une œuvre double. Il vous invite d'abord à préparer avec lui une société nouvelle où ceux qui travaillent pourront jouir enfin des fruits de leur travail, au lieu d'être spoliés tous les jours par la rente du sol, par l'usure, par l'hypothèque, par l'agiotage, par l'impôt.

« Il vous invite aussi à préparer avec lui les réformes immédiates qui allégeraient un peu votre fardeau en attendant la complète délivrance.

« C'est dans ce but que les élus socialistes ont décidé d'ouvrir à la Chambre, aussitôt après le vote du budget, un débat d'ensemble sur la crise agricole. Nous voulons signaler le mal, ses causes profondes, ses remèdes. Nous voulons obliger le gouvernement responsable ou à apporter enfin des solutions décisives, ou à avouer sa misérable impuissance.

« Pour que ce débat ait toute sa portée et toute sa force, nous prions les paysans de France d'y prendre part avec nous ; nous les prions de nous envoyer tous les renseignements, tous les documents qui peuvent rendre notre discussion plus solide et nos conclusions plus certaines. Nous précisons dans le questionnaire qui suit cet appel les points principaux sur lesquels il nous serait utile de recevoir des informations exactes.

« Que partout donc les militants socialistes fassent comprendre à la démocratie paysanne l'importance du débat qui se prépare et que les travailleurs du sol répondent à notre appel. Que la France paysanne, si longtemps dupée, se réveille enfin et que la force de sa revendication brise l'égoïsme des dirigeants.

« Vive la France paysanne ! Vive la République sociale ! »

#### « Questionnaire :

« 1° Quelle est, dans votre région, la marche de la production ? Y a-t-il eu, depuis dix ans, progrès de la production à l'hectare ? Quelle a été la marche des prix depuis dix ans pour les divers produits ?

« 2° Le machinisme agricole s'est-il développé récemment ? Quelles sont les principales machines agricoles employées dans votre région ? Quel est le nombre de bras rendu inutile par chaque machine ?

« 3° Quel est le mouvement d'émigration vers les villes ?



« 4° Quelle est la proportion de la grande et de la petite propriété? Y a-t-il progrès de la grande propriété aux dépens de la petite, ou de la petite aux dépens de la grande? Y a-t-il des entreprises agricoles par actions?

« 5° La petite propriété est-elle endettée et hypothéquée?

« 6° Quelle a été la marche suivie depuis vingt-cinq ans par les fermages?

« 7° Quel est le salaire des ouvriers agricoles? Quels sont leurs chômages? Y a-t-il eu hausse ou baisse des salaires depuis dix ans? Et quelle en est la cause?

« 8° Y a-t-il des syndicats agricoles? A quelles opérations d'achat, de vente ou de production se livrent-ils? Comment sont-ils constitués? Sont-ils des syndicats de propriétaires ou des syndicats d'ouvriers agricoles?

« 9° Y a-t-il des coopératives agricoles et comment fonctionnent-elles?

« 10° Quels sont les rapports des cultivateurs avec les industries qui consomment leurs produits? (betteraviers et fabricants de sucre, vigneron et fabricants de champagne, etc., etc.).

« 11° La propagande socialiste a-t-elle commencé à s'exercer dans votre région? Quels fruits y a-t-elle portés? A quelles objections se heurte-t-elle?

« Ce questionnaire n'est qu'un cadre très général et il dépendra de chacun d'y introduire d'autres questions suggérées par les faits locaux. »

Malgré son habileté, il ne semble pas que cet appel aux paysans ait donné de grands résultats, si l'on en juge soit par les élections qui ont eu lieu dans certaines circonscriptions rurales, soit par les vœux émis par les conseils généraux. Il semble, au contraire, que les populations des campagnes ont peu de goût pour les transformations radicales de l'organisation économique et sociale, et qu'elles attendent l'amélioration de leur condition, surtout des progrès à réaliser dans le régime actuel maintenu.

Quoi qu'il en soit, la propagande socialiste ne trouvait d'ailleurs pas le terrain abandonné à ses tentatives. Depuis un an, les républicains modérés ont fait preuve d'une grande activité en multipliant les conférences sur tous les points du pays, soit dans les villes, soit dans les campagnes, soit même dans les centres, qui semblaient le plus inféodés aux doctrines socialistes. La tâche des républicains

modérés était d'autant plus difficile, qu'ils avaient à combattre à la fois la propagande socialiste et la propagande radicale, qui, si elle se proclamait en principe opposée aux utopies collectivistes, n'en laissait pas moins subsister parfois une équivoque dangereuse. A côté de cette campagne de résistance entreprise par les chefs du parti modéré, l'initiative privée extra-parlementaire ne s'endormait pas. Le comité de défense et de progrès social continuait ses conférences, le plus souvent tumultueuses à Paris, mieux écoutées et plus efficaces en province; il cherchait en outre à pénétrer les masses par la diffusion de petites brochures familières répandues en grand nombre. Enfin l'étude des questions sociales s'est poursuivie tant sous la forme des enquêtes faites en France et à l'étranger par l'Office du travail et par le Musée social, que sous la forme de l'enseignement donné par le Collège libre des sciences sociales (1).

Des considérations générales qui précèdent, il résulte que durant l'année 1896-1897 les questions sociales ont suscité en France une activité considérable, dont les socialistes ont tort de prétendre avoir le monopole, car ces questions consistent bien plutôt dans la recherche libérale et pacifique du progrès social, que dans l'agitation doctrinaire du collectivisme. A ce point de vue, les défenseurs de l'ordre économique basé sur le principe de la liberté se sont répandus au Parlement comme en dehors des Chambres en efforts d'autant plus méritoires, qu'on les en avait longtemps crus incapables; à la propagande socialiste, ils ont opposé la propagande de la solidarité sociale fondée sur la liberté, l'initiative privée et le respect de la propriété. Tel a été dans son ensemble et dans ses manifestations générales le mouvement social de l'année : cet exposé nous permet d'examiner maintenant les principaux faits économiques, qui se sont produits dans un sens ou dans l'autre.

4. — Dans notre précédente chronique (*Rev. int. de Sociologie*, 1896, p. 470), nous avons indiqué dans quelles conditions avait été créée, à Albi, la « Verrerie ouvrière ». L'inauguration en a eu lieu en octobre 1896 : à cette époque, il restait encore 120,000 francs à verser sur le capital souscrit de 500,000 francs; on évaluait à environ 50,000 francs la somme nécessaire pour l'achèvement de l'usine,

---

(1) L'enseignement du Collège libre des sciences sociales a doublé durant l'année scolaire 1896-1897, et a été fourni par vingt-quatre cours portant sur des matières diverses d'ordre économique et social.

ce qui laissait un fonds de roulement de 70,000 francs. Rappelons que le capital social avait été fourni pour 100,000 francs par le don de M<sup>me</sup> Dembourg et, pour le surplus, avait été versé par la vente de tickets à 0 fr. 20 aux sociétés coopératives et autres associations ouvrières. L'usine devait être dirigée par un conseil d'administration de neuf membres, dont six choisis parmi les verriers et trois dans le comité d'action siégeant à Paris; les six premiers administrateurs devaient continuer à exercer leur métier de verrier, sauf l'administrateur délégué : les délibérations se feraient à la fin de la journée, après le travail; un chef de fabrication était chargé d'assurer l'exécution des ordres, et un agent commercial était préposé aux ventes et aux achats. La première bouteille a été fabriquée le 31 décembre 1896.

Cette entreprise industrielle, qui avait été saluée par le parti socialiste comme une œuvre par laquelle le salariat affirmait son indépendance en même temps que la fraternité ouvrière, a été troublée presque à ses débuts par les attaques émanant de certains groupes du parti et même par certaines dissensions intérieures. Les Carmausiens, en effet, n'avaient pu pardonner à Albi son succès dans la question de la possession de l'usine; des placards de protestation étaient affichés le jour de l'inauguration, et la délégation d'ouvriers verriers conduite à Carmaux par MM. Jaurès, Rochefort et autres chefs du parti à un meeting annoncé dans cette ville, y était reçue par des huées et des sifflets. Mais ce qui était plus grave, au mois de janvier 1897, le conseil d'administration de la Verrerie albigeoise renvoyait quatre ouvriers, auxquels on reprochait d'avoir demandé des comptes et d'avoir critiqué certaines constructions comme ayant coûté trop cher. L'affaire fit grand bruit dans la région et dans le monde socialiste. Non seulement les ouvriers renvoyés introduisirent contre la Verrerie un procès (qu'ils gagnèrent) en dommages-intérêts pour renvoi injustifié, mais encore certaines feuilles socialistes reprochaient amèrement à la Verrerie ouvrière d'avoir dans cette circonstance agi « comme les patrons et les capitalistes, et non comme de véritables socialistes », en refusant d'arranger le conflit à l'amiable. Cet incident prête à réflexion, car il montre que l'organisation industrielle actuelle avec sa hiérarchie et sa discipline s'impose à toute entreprise, quels que soient les auspices sous lesquels elle est fondée, et il est vraiment regrettable d'entendre tant crier contre le prétendu despotisme patronal, si la rigueur de la direction est chose nécessaire, et si ces déclamations ne sont qu'un moyen d'agi-

tation auprès des ouvriers que la réalité doit laisser désabusés.

Quant à la situation de l'usine et des ouvriers qui y travaillent, elle ne paraît pas des plus brillantes d'après une enquête d'apparence impartiale, à laquelle vient de se livrer le journal le *Temps* (1). Les ouvriers verriers sont au nombre de 260. Normalement, la journée de travail devrait être de huit heures; mais certaines catégories de travailleurs, tels que les souffleurs, dont le nombre dépasse les moyens de la production actuelle, n'ont pas une journée de travail de plus de quatre heures : au contraire, les manœuvres occupés aux terrassements et à la manutention des marchandises travaillent dix heures par jour; enfin les employés de bureau et de la direction travaillent douze heures par jour. Sous l'empire des nécessités pratiques, le fameux principe des trois-huit a donc dû fléchir. Les salaires sont fixés non d'après le temps de travail, mais d'après les fatigues physiques de l'emploi : on arrive ainsi à payer le maximum, cinq francs, aux ouvriers qui ont la journée de travail la plus courte, les souffleurs, et le minimum, 4 fr. 50, aux employés de l'administration qui ont la journée de travail la plus longue. Ici encore, on est loin du principe de la répartition équitable des salaires proportionnellement à l'ensemble de l'effort et de la peine de chacun, car il est permis de douter que quatre heures de soufflage soient supérieures à douze heures d'administration d'une entreprise, dont les débuts sont en somme assez épineux.

5. — De ce que certaines régions, comme le Tarn, ont souvent donné l'exemple d'une vive agitation socialiste, il ne faudrait pas conclure en généralisant à l'excès la portée de ces mouvements en définitive assez isolés, malgré le retentissement de plusieurs d'entre eux. On en peut juger par le nombre des grèves, qui en sont en quelque sorte la manifestation extérieure. Or, durant l'année 1896, le nombre des ouvriers agricoles, qui se sont mis en grève, ne dépasse pas 0,12 0/0 de la population ouvrière totale employée à l'agriculture; ce n'est pas dans ce milieu que se manifeste avec intensité le conflit social. Dans le monde industriel, les grèves ont été, il est vrai, plus fréquentes, mais le nombre des grévistes n'a pourtant pas dépassé la moyenne de 1,24 0/0 du total des ouvriers employés dans l'industrie; même dans les industries métallurgiques, où les grèves sont le plus fréquentes, où le machinisme si attaqué est le plus dé-

---

(1) *Le Temps* des 9 juin 1897 et jours suivants.

veloppé, la proportion des grévistes n'a été que de 0,69 0/0 : ici encore la paix de l'atelier a été assez généralement respectée, et le travail et le capital ont pu vivre en bonne harmonie, d'où l'on peut conclure que l'organisation sociale actuelle ne mérite peut-être pas entièrement les reproches, que lui adressent les agitateurs révolutionnaires. Cette organisation a d'ailleurs un avantage considérable ; c'est son extrême souplesse, qui permet les améliorations pacifiques et contractuelles des relations sociales entre patrons et ouvriers. Le recours à la conciliation et à l'arbitrage en suite ou en cours des grèves en est la preuve manifeste. En effet, sur les 476 grèves ayant éclaté en 1896, il a été fait usage de ce recours dans 104 cas, soit pour 21,86 0/0 des conflits collectifs ; ces résultats sont dus à la loi du 27 décembre 1892. Il est vrai que ces tentatives de conciliation ou d'arbitrage n'ont pas toutes abouti ; mais on peut espérer que l'usage de cette procédure se développera de plus en plus, si l'on en juge par les progrès réalisés sur les années antérieures.

Les grèves sont également intéressantes à étudier pour en connaître les causes, car cela met en relief les caractères fondamentaux des revendications ouvrières. Ces causes sont assez variées ; mais les plus fréquentes ont trait à des questions de salaires, soit que les ouvriers en réclament de plus élevés, soit qu'ils protestent contre leur réduction ; puis viennent les demandes de renvoi d'ouvriers, de contre-maîtres ou de directeurs, et enfin les demandes de réduction des heures de travail : la question du mode de paiement des salaires, celle du mode de travail aux pièces ou à l'heure, celles des machines des règlements d'ateliers, de la concurrence du travail féminin n'occupent que le second plan dans l'ensemble des revendications ouvrières (1).

6. — Ces revendications ouvrières puisent leur force et leur chance de succès avant tout dans l'organisation des syndicats professionnels ; ceux-ci ont été les instigateurs ou les soutiens de bon nombre de grèves ; 103 syndicats ouvriers ont même créé des caisses dites de résistance ou de grève. On est souvent porté à ne voir dans ces syndicats que des instruments de lutte, et l'on oppose le rôle militant des syndicats ouvriers au rôle pacifique des syndicats agri-

---

(1) Voir pour plus de détails sur le mouvement gréviste, la conciliation et l'arbitrage, les renseignements fournis par le *Bulletin de l'Office du travail*, année 1896, pp. 236, 290 et 422, et année 1897, pp. 237 et 308.

coles; il y a du vrai dans cette comparaison, mais ici encore il faut se garder des exagérations. Même en matière de conflits les syndicats ouvriers se sont interposés efficacement pour terminer des grèves, ou pour régler des différends sans interruption de travail : en tout et partout les institutions sont ce que les hommes les font être. A côté d'ailleurs du mouvement gréviste, les syndicats ont une activité considérable en ce qui touche les caisses de secours mutuels, les bureaux de placement pour leurs membres, l'organisation de bibliothèques, de cours professionnels, la création de sociétés coopératives de consommation ou de production, etc... Au 1<sup>er</sup> juillet 1896, il existait ainsi 2,823 institutions diverses créées par les syndicats patronaux ou ouvriers, industriels et agricoles : plus de la moitié de ces fondations étaient dues à l'initiative des syndicats ouvriers. Ces rapides considérations montrent que les syndicats ne sont pas exclusivement préoccupés d'organiser des grèves; une bonne part de leur énergie est consacrée à des œuvres essentiellement pacifiques, qui ont pour but l'amélioration sociale ou professionnelle des travailleurs, et rien dans l'ensemble du mouvement syndical ne justifie, malgré quelques excès condamnables, les appréhensions de certains devant le développement continu de l'organisation syndicale (1).

7. — Tandis que les socialistes attisent le feu et prêchent la révolution sociale, des hommes de cœur multiplient leurs efforts pour ramener la paix entre les classes de la société et pour améliorer la condition des humbles par des institutions d'initiative privée et de liberté. Ces œuvres sont modestes, peu tapageuses; mais elles travaillent, en silence, avec fruit. Nous voudrions avant de terminer, nous arrêter quelques instants sur deux d'entre elles, qui ont une portée particulièrement large, c'est-à-dire le crédit populaire et les habitations à bon marché.

Le crédit populaire fondé sur la coopération et la mutualité est d'origine très récente en France; les premiers essais ne remontent guère à plus de vingt ans. Auparavant les tentatives de crédit popu-

---

(1) Au 1<sup>er</sup> juillet 1896, il existait :

1731 syndicats patronaux avec . . .	141.877 membres.
2243 syndicats ouvriers avec . . .	422.777 —
170 syndicats mixtes avec . . .	30.333 —
1275 syndicats agricoles avec . . .	423.492 —
5419 syndicats avec . . .	1.018.479 —

laire non coopératif avaient toutes échoué, parce que la spéculation ou la politique avaient vicié l'institution dans son principe. De ces échecs il était resté chez nous une certaine méfiance à l'égard du crédit populaire, qui faisait pourtant merveille en Italie et en Allemagne depuis le milieu du siècle. L'idée a été reprise, dégagée de toute dépendance politique, religieuse ou financière, par un groupe d'hommes éclairés, qui, en 1889, formèrent une association de propagande portant aujourd'hui le nom de Centre fédératif du Crédit populaire : des brochures furent publiées, des conférences furent faites, les congrès annuels furent tenus dans différentes villes de France. Les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> congrès eurent lieu à Caen en avril 1896 et à Lille en mai 1897 (1). Cette propagande, véritable apostolat, eut pour effet de faire connaître et apprécier les vrais principes de la coopération de crédit ; les fondations suivirent, et l'idée et l'exemple se propagèrent si bien de proche en proche qu'aujourd'hui on compte environ 25 banques populaires urbaines et près de 600 sociétés coopératives de crédit agricole, alors qu'en 1889 le nombre total de ces institutions ne s'élevait sans doute pas à plus de 17.

Il est à l'évidence besoin de faire ressortir la haute portée sociale de ces œuvres pour le concours de l'épargne à la prestation du crédit, les coopérations de crédit contribuent à rapprocher ces deux éléments qui se posent si souvent l'un à l'autre, le capital et le travail : rien ne montre davantage la nécessité de leur concours dans la production, et la possibilité de leur rapprochement harmonieux et fécond, quoique venant de sources différentes. Grâce au principe de l'association et de la mutualité, ces institutions sont de grandes écoles de solidarité sociale, d'initiative et de probité. Enfin, au lieu de poursuivre le bouleversement de la société, elles en assurent le maintien par l'amélioration de la condition des humbles : la classe moyenne, en effet, gagne de subsister avec son indépendance, au lieu de tomber dans le salariat ; les salariés y gagnent le moyen de sortir de leur condition subordonnée pour entrer dans la catégorie des petits commerçants ou des petits industriels indépendants. Il y a là un relèvement social des humbles, qui est compatible avec la liberté et qui assure pacifiquement le progrès : parmi les œuvres qu'engendre le mouvement social actuel, c'est à coup sûr une des plus dignes de remarque.

---

(1) Le 10<sup>e</sup> Congrès doit avoir lieu à Angoulême en 1898.

8. — Les institutions ayant pour objet la construction de logements hygiéniques à bon marché n'ont pas une moindre importance dans le domaine social : on a dit avec raison que le meilleur moyen de reconstituer la famille était de lui assurer un foyer aimable avant tout, et stable, en outre, dans la mesure du possible ; de là résulte sans contredit une moralisation générale des individus, qui porte ses fruits dans les conditions sociales de la vie. Aujourd'hui 44 sociétés de constructions ouvrières poursuivent en France la réalisation de ce but élevé ; leur objet ne s'applique pas d'ailleurs uniquement à la classe ouvrière, comme pourrait le faire croire leur nom souvent à tort exclusif ; elles visent le relèvement des humbles et des travailleurs, qu'ils appartiennent ou non à la catégorie des ouvriers. La forme généralement adoptée par ces sociétés est la forme anonyme : pourtant depuis sept ou huit ans, quelques sociétés se sont fondées sous l'excellent principe de la coopération. Les constructions ainsi élevées consistent soit en maisons individuelles ou collectives destinées à être données en location, soit en maisons individuelles destinées à être louées avec promesse de vente. Il a été construit 390 maisons individuelles louées de 120 francs à 572 francs par an ; 169 maisons collectives, où les logements varient en location annuelle de 96 francs à 351 francs ; en outre 477 maisons individuelles, représentant une valeur de 2,082,071 francs, ont été vendues ; et 329 maisons d'une valeur totale de 1,677,918 francs sont en cours de vente. Les classes travailleuses ont donc grâce à ces efforts de l'initiative privée profité du confort, de l'hygiène et du bon marché de 1,365 maisons. Ces résultats, encore modestes, se marqueraient par des chiffres plus élevés, si l'on pouvait y ajouter toutes les habitations ouvrières dues à l'initiative patronale dans certaines industries ; tout porte à croire d'ailleurs que les progrès se réaliseront assez rapides en cette matière non seulement grâce à l'activité des sociétés, qui poursuivent un but social et non financier comme le prouve l'intérêt de 3 0/0 ou de 4 0/0 dont elles se contentent d'ordinaire, mais aussi grâce au concours que la loi du 20 juillet 1895 permet aux caisses d'épargne de prêter au développement de ces œuvres.

9. — L'année 1896 et le début de l'année 1897 ont été assez pauvres en ce qui concerne le mouvement législatif dans le domaine des questions sociales et ouvrières. Nous devons mentionner néanmoins les lois ou les décrets suivants :

Loi du 16 juillet 1896 ayant pour objet de modifier l'art. 11 de la



loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ;

Loi du 13 juin 1896 sur l'Exposition universelle de 1900 et réglant dans son art. 10 les conditions humaines du travail ouvrier ;

Décret du 20 septembre 1896 portant règlement d'administration publique et relatif au contrôle des opérations des caisses d'épargne.

MAURICE DUFOURMANTELLE,

Avocat à la Cour d'appel de Paris,

Docteur en Droit.

## REVUE DES LIVRES

LÉON WALRAS. — *Études d'Économie sociale* (théorie de la Répartition de la richesse sociale). Paris, 1896, 1 vol. in-8.

M. Walras, le célèbre professeur de Lausanne, a élaboré dans ce livre remarquable et d'une grande originalité de pensées une doctrine économique-sociale qui a d'abord fait l'objet de ses cours à l'Université. Ce qui est surtout à noter dans cette doctrine, c'est que d'un côté l'auteur s'efforce d'introduire une méthode précise et algébrique dans des questions dont la solution a l'inconvénient d'être non précisément utopique, mais trop élastique et vague, et que d'autre part il s'y déclare indépendant et cherche à résoudre le problème social d'une manière qui ne se subordonne point à l'école économique, classique et individualiste, ni non plus à l'école collectiviste proprement dite, mais vise la vérité objective en dehors des préoccupations subjectives et d'un mot d'ordre. C'est un double mérite dont il faut savoir beaucoup de gré à l'auteur, quand même il n'aurait point réussi à trouver la vérité définitive. Dans la seconde de ses tâches, il fait preuve d'un véritable libéralisme, toujours possible, quelque soit le point d'où partent les opinions et celui où on désire arriver.

C'est, en ce qui concerne l'emploi des procédés mathématiques, avec une grande sincérité et une haute raison qu'il le justifie dans sa préface ; il avoue que sur les questions les plus capitales de l'ordre économique : monnaie, valeur et propriété des terres, etc., la science n'est pas faite ; c'est pour y mettre la lumière dans son propre esprit, qu'il a eu recours

à la forme mathématique; ce procédé a été aussi un moyen de condensation; il a pu ainsi rendre visible, par exemple, la théorie de la monnaie fiduciaire et de la monnaie métallique, enfin, ce qui est plus important, déduire celle du rachat des terres par l'État, ce qui serait la clef de la question sociale; c'est avec une loyauté qu'on ne rencontre pas toujours, que, ailleurs, le distingué professeur reconnaît à un économiste peu connu, Henri Gossen, la priorité des idées principales par lui émises en ce qui concerne la théorie de la valeur et du travail et leur formule mathématique.

Le livre que nous analysons est divisé en quatre parties : 1<sup>o</sup> recherche de l'idéal social; 2<sup>o</sup> propriété; 3<sup>o</sup> réalisation de l'idéal social; 4<sup>o</sup> impôt.

Dans la première, se plaçant dans les idées générales, il étudie l'état actuel de l'économie politique et de la science sociale, l'intervention des doctrines philosophiques, notamment du spiritualisme et du matérialisme dans ces matières, et la concurrence du principe de l'intérêt et de celui de la justice, enfin la lutte entre l'individu et l'État; il en fait l'examen critique, puis en essaie la conciliation. Suivant lui l'intérêt et la justice, discordant pendant une longue période de l'évolution, doivent devenir concordants; de même le matérialisme et le spiritualisme s'accorderont à l'avènement d'une nouvelle période humanitaire, ils n'existent séparés que par l'exclusion artificielle soit des sens, soit du sens intime de l'homme, l'économie politique les a modifiés tous les deux et rapprochés. De même s'opérera la synthèse du socialisme et du libéralisme, de l'utilitarisme et du moralisme, de l'individualisme et du communisme : l'auteur indique par quelle évolution.

Dans la seconde partie, il s'agit de la théorie de la propriété. Parmi les vérités, auxquelles ce livre donne le nom de théorèmes, il faut remarquer les suivantes : 1<sup>o</sup> les facultés personnelles sont, de droit naturel, la propriété de l'individu (l'idée de propriété se trouve ainsi élargie), ce qui le rend propriétaire de son travail, de son salaire, du produit de son travail; 2<sup>o</sup> les terres sont, de droit naturel, la propriété de l'État, ce qui lui donne droit aux rentes et aux fermages, moyen de parvenir à la suppression de l'impôt; cependant l'auteur combat à ce propos plusieurs des idées marxistes, il examine en même temps celles de M. Charles Secrétan sur la question sociale.

Dans la troisième et plus importante partie : réalisation de l'idéal social, M. Walras, se fondant sur la théorie de Gossen dont il rejette cependant quelques parties, recherche les moyens de réaliser l'appropriation collective au profit de l'État sans léser aucun des droits acquis. Il rejette le procédé de spoliation sans indemnité, mais aussi celui d'expropriation pour cause d'utilité publique, moyennant le paiement de la valeur vénale; on pourrait sans grever le trésor à ce point et sans commettre d'injustice

socialiser le sol. Il suffit de reconnaître cette vérité que la valeur du sol ne représente pas seulement le travail accumulé mais aussi une valeur qui n'a jamais été particularisée, la terre elle-même avec sa plus-value croissant seulement sous l'influence sociale; c'est cette plus-value qui appartient bien à la Société, puisqu'elle seule la crée tous les jours. Jusqu'à ce point, l'auteur ne s'écarte pas de la théorie socialiste qui se fonde précisément sur ce caractère de la rente. Mais tandis que les socialistes, dans leur système le plus équitable, accordent seulement que le propriétaire sera indemnisé jusqu'à concurrence seulement du travail accumulé, la rente proprement dite étant la propriété de la société, comprenant d'ailleurs toute la plus-value présente et passée, ne devant pas entrer en ligne de compte pour cette indemnité, l'auteur veut ne tenir compte contre le propriétaire que de la plus-value future. Cette plus-value permettrait à l'État d'acheter de gré à gré, à un prix rémunérateur pour eux, de tous les propriétaires leurs terres et d'amortir le prix d'achat avec la plus-value future; Gossen trouve cette possibilité dans ces circonstances résumées que l'État emprunte à meilleur marché, que durant toujours il peut attendre la plus-value, et que, pour la même raison, il peut conclure des baux plus longs et plus chers. Cette idée est adoptée par M. Walras qui pense cependant que pour une application pratique il faudrait acheter un peu au-dessus du cours. Cette théorie est étayée sur des calculs algébriques nombreux qui tendent à donner à l'économie politique, l'aspect et même la nature d'une science positive. En cela consiste la grande originalité de ce livre.

Dans une quatrième partie l'auteur s'occupe de l'impôt, de sa nature actuelle dans les divers pays et de son assiette. Il étudie ensuite le système fiscal, c'est-à-dire la réforme de l'impôt; il examine successivement l'impôt multiple, et celui unique, proportionnel ou progressif; il les critique tous, comme fait normal et définitif. Suivant lui, la nécessité de l'impôt doit disparaître devant la nationalisation du sol qui fournira à l'État les ressources nécessaires.

Quelle que soit l'opinion qu'on se forme sur les diverses questions discutées, on ne saurait trop louer M. Walras d'avoir, avec une grande objectivité dans les théories qu'il discute ou qu'il adopte, cherché à utiliser pour la démonstration les procédés mathématiques; ils rendent d'abord les théories plus impersonnelles, partant plus impartiales; sans doute, les chiffres ne donnent pas, en réalité, toujours ce qu'ils promettent; s'ils proclament des vérités absolues, ils peuvent aussi, maniés avec adresse, devenir un élément d'erreur, dans le monde social qui n'est pas le leur propre; mais ils ont aussi pour la précision de grands mérites que le savant auteur a su faire valoir.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

A. ASTURARO. *La sociologia, i suoi metodi e le sue scoperte*. Gênes, 1897, un vol. in-8.

Le distingué professeur à l'Université de Gênes, bien connu dans le monde scientifique de la sociologie, vient de publier un ouvrage où il aborde les questions difficiles de la définition et de la classification tant externe qu'interne, d'une science, et accessoirement des sciences en général, ainsi que celle des diverses méthodes qui leur servent d'instrument. Nous n'avons d'ailleurs encore entre les mains qu'une section de la première partie, c'est-à-dire de l'introduction. Cette première partie est consacrée aux méthodes des sciences morales et politiques ou de la sociologie générale et des sciences sociales particulières; la seconde devra exposer systématiquement les résultats de la sociologie générale, au moins ceux qui présentent un certain degré de certitude scientifique. Quant à la section qui vient de paraître, elle traite seulement des méthodes générales, réservant celles des sciences sociales particulières pour la seconde. On voit combien vaste est le programme que l'auteur s'est proposé de remplir.

Dans le livre que nous analysons, M. A. Asturaro étudie successivement 1° les méthodes générales et leur intégration, 2° les systèmes de Comte et de Spencer au sujet de la classification des sciences, 3° les méthodes générales de la biologie, 4° le double usage de la déduction dans la biologie et dans les autres sciences fondamentales, 5° la méthode générale de la psychologie, 6° la sociologie et ses méthodes générales, comme quoi elle est actuellement une science dérivée et si elle peut devenir une science fondamentale, 7° le procédé analogique et son insuffisance, 8° la méthode déductive-inductive en sociologie, 9° la doctrine déductive inverse de Stuart Mill, les phénomènes sociaux fondamentaux, 10° la psychologie sociale et la sociologie, 11° la classification de la sociologie humaine et la série des phénomènes sociaux. Les idées émises en cet ouvrage sont trop nombreuses et trop profondes pour que nous puissions les développer; nous nous contenterons de signaler les plus importantes.

L'éminent sociologue italien cherche à établir une classification des sciences qui les distinguerait en fondamentales et dérivées; en sciences théoriques et sciences pratiques ou appliquées, les premières tendant à la connaissance pure, les autres en appliquant les résultats aux divers buts humains; cette distinction d'ailleurs resta longtemps inaperçue, la chimie confondue, par exemple, avec la pharmacie, les sciences biologiques avec la médecine, la sociologie avec la politique. C'est la première branche, celle des sciences théoriques, qui est considérée par l'auteur, et dans laquelle s'établit la subdivision en dérivées et fondamentales;

ces sciences, observe-t-il avec beaucoup de sagacité, grâce à l'évolution du savoir et à la division du travail, ont *transformé leur moyen en but*, ayant acquis une *finalité propre* qui est l'explication de la nature ; mais la nature n'est qu'une masse énorme de phénomènes réels et concrets, et son explication consiste à les réduire en lois, en les simplifiant et en les généralisant ; cette simplification a pour but final et idéal d'arriver à une *loi unique* qui renfermerait toutes les autres, mais ce résultat dernier n'est pas atteint actuellement, il reste un certain nombre de lois irréductibles qui interfèrent entre elles dans les phénomènes concrets ; le processus de la science théorique consiste à monter et redescendre du concret à l'abstrait et de l'abstrait au concret. Or certaines sciences ont pour but de remonter aux lois, ce sont les sciences fondamentales : la mathématique, la physique, la chimie, la mécanique ; les autres redescendent au monde concret : l'astronomie, la géologie, la minéralogie. Cette classification, nouvelle dans les termes, semble se confondre avec celle bien connue en sciences abstraites et en sciences concrètes.

Pendant l'auteur combat comme inexacte cette dernière terminologie. En effet les sciences, dites abstraites, pourraient à aussi juste titre s'appeler des sciences inductives, mais en joignant ces deux adjectifs, on n'aurait pas encore une appellation exacte, car les sciences fondamentales redescendent ensuite de l'analyse à la synthèse et seraient mieux appelées abstraites-concrètes. On monte par l'induction, on redescend par la déduction ; les sciences fondamentales sont donc inductives-déductives. Il y a d'ailleurs une variation entre elles ; les plus avancées, celles parvenues aux lois les plus simples, ont fini par perdre, étant arrivées entièrement constituées, leurs *habitudes inductives* et sont arrivées à être presque exclusivement déductives, par exemple les mathématiques, mais elles ont eu à l'origine un dosage d'inductif plus considérable. Les sciences dérivées sont celles qui redescendent de l'abstrait au concret en recomposant la synthèse, leur but est la connaissance des objets particuliers, ou plus exactement des groupes naturels de ces objets ; la méthode en est déductive ; l'astronomie solaire déduit de la physique l'attraction, de la mécanique les lois du mouvement et de la combinaison des forces ; la géologie déduit de la mécanique, de la mathématique, de la chimie ; le terme de concrètes ne leur convient pas cependant, puisqu'on ne se contente pas de redescendre des lois, mais qu'aussi on y remonte, et le terme véritable serait plutôt celui de concrètes-abstraites ou *déductives-inductives*, de même que les sciences fondamentales sont à l'inverse *abstraites-concrètes*, ou *inductives-déductives*. Ainsi se trouverait rectifiée et modifiée la classification devenue presque classique en sciences abstraites et sciences concrètes, et justifiée celle en sciences fondamentales et sciences dérivées, laquelle d'ailleurs

supprimerait la classe mixte créée par Spencer des sciences abstraites-concrètes. Cette distinction nette n'a du reste été possible qu'à un certain degré de l'évolution scientifique, toutes d'abord étaient confondues; il faut qu'il se soit formé un certain noyau de lois générales et de vérités abstraites pour que les sciences dérivées puissent se former comme telles; lorsque la biologie et la chimie étaient encore dans leurs langages, la botanique et la zoologie ne pouvaient s'appeler des noms de sciences dérivées; au temps de Képler l'astronomie stellaire ne pouvait encore employer la voie déductive par ce motif que la physique ne lui avait pas encore fourni le principe de la gravitation. En somme, la base de toute science, soit abstraite, soit concrète, est l'observation, qui prend dans les sciences dérivées la forme complexe de la description, mais elle existe aussi bien dans les sciences abstraites, contre le préjugé ordinaire; les deux classes de sciences emploient l'abstraction et la concrétion, l'analyse et la synthèse, l'induction et la déduction, mais cependant une de ces méthodes est prédominante dans chaque classe. Lorsque les sciences fondamentales sont peu développées, les dérivées tendent à faire dominer le procédé d'induction sur celui de déduction, ce qui constitue ce que Mill appelle *l'inversion* de la méthode; par contre, chaque science fondamentale arrivée à une grande perfection, arrive aussi, par une inversion en sens contraire, à la méthode-type des sciences dérivées, c'est-à-dire déduit, mais cette déduction ne se confond pas avec l'autre, elle n'est jamais concrète, elle déduit seulement de *loi à loi*, cependant elle devient ainsi un trait d'union entre les sciences fondamentales et celles dérivées et facilite la tâche de ces dernières. Malgré ces rapprochements, les deux classes de sciences restent bien distinctes; aussi quoique le procédé de la déduction leur soit souvent commun, dans les sciences fondamentales la déduction est *interne*, elle descend de *loi à loi*; dans les sciences dérivées, elle est *externe*, elle descend des lois fournies par les sciences dérivées. L'auteur examine ensuite à ce propos les systèmes de Comte et de Spencer, il cherche à démontrer chez ce dernier l'inexactitude de sa définition de l'abstrait, et combat aussi celle donnée par de Roberty.

Il s'agit de classer la sociologie dans l'une de ces grandes classes. Préalablement, l'auteur classe la biologie, puis la psychologie. La biologie est une science fondamentale; nous savons pourtant que Spencer la place parmi les sciences abstraites; il en est de même de la psychologie. La biologie d'abord est fondamentale, c'est à-dire inductive-déductive et elle le sera tant que la chimie et la physique n'auront pas complètement expliqué les propriétés de la cellule; si, par erreur, on la comprend généralement dans les sciences concrètes, c'est que l'on considère à tort que la caractéristique de celles-ci est l'étude et la description des agrégats individuels, tandis que le critère véritable consiste à savoir

si une science tire ses principes et ses lois d'une autre, ce qui est affaire d'évolution scientifique. C'est pour le même motif que la psychologie reste aussi science fondamentale; quant à la sociologie, dans son état actuel, l'auteur y arrive (page 84), s'excusant du long chemin parcouru, et citant l'exemple d'un vieux professeur napolitain de géométrie, qui affirmait avec complaisance qu'il mettait une demie-heure à exposer le problème, ce qui lui permettait de n'employer que cinq minutes à sa solution. Elle est, dans son état actuel, une science dérivée; et elle suit la méthode *déductive-inductive*, et même quand elle deviendrait dans l'avenir une science fondamentale, elle ne pourrait et ne devrait pas se départir de la méthode déductive-inductive pour constater sur le champ social les effets réunis des propriétés les plus simples; elle pourra devenir cette science fondamentale, mais elle est encore éloignée de ce moment, elle n'a pas épuisé l'application à son domaine des principes fournis par les autres sciences de cette nature, et on devrait, à ce point de vue, faire de la sociologie l'inventaire que, de son temps, Kant faisait de la science; Comte avait cru trouver l'irréductible de la sociologie dans les phénomènes d'ensemble, mais c'était une erreur, ces phénomènes sont toujours dérivés de ceux des éléments. De longtemps donc, la sociologie reste une science dérivée et non fondamentale.

L'auteur étudie ensuite successivement les méthodes déductive-inductive et inductive-déductive, c'est-à-dire inverse en sociologie, méthodes dont il présente des applications très intéressantes, mais où nous ne pouvons le suivre dans le détail; ce qui est le plus intéressant concerne la méthode déductive inverse de Mill, les inductions les plus générales, les lois de l'histoire, les opérations de description et de classification, les lois statistiques; puis l'auteur passe à l'identité de la psychologie sociale et de la sociologie. Comment cette identité existe-t-elle? Il prend pour point de départ cette vérité mise en lumière par de Roberty, qu'il y a certains faits psychologiques sur lesquels la sociologie n'influe pas, par exemple ceux qui se produisent chez les animaux vivant à l'état d'isolement, ou peu, comme chez les hommes préhistoriques ou les animaux sociaux, mais la plus grande part du domaine de la psychologie est indivisible de la sociologie, toute celle qui se manifeste par la parole, l'écriture, les arts, la tradition, les lettres, le gouvernement. C'est cette partie importante de la psychologie, la psychologie sociale en réalité, qui se confond avec la sociologie elle-même et, comme elle, est dérivée, tandis que la psychologie pure est une science fondamentale; la psychologie sociale se compose des faits psychologiques supérieurs; ils manquent d'ailleurs dans les animaux et sont spéciaux à l'homme. Quant à cette sociologie humaine, elle comprend les sciences sociales et la sociologie générale. Il faut classer dans les premières toutes celles relatives à divers phénomènes sociaux, l'économique, la défense sociale, la politique

externe et interne, la religion, l'art, la science, les phénomènes juridiques et politiques, les phénomènes moraux, les phénomènes sociaux, à savoir : ceux économiques, juridiques, politiques, politico-juridiques, religieux ; au-dessus apparaît la sociologie générale, qui ne se distingue pas essentiellement des autres, non pas qu'elle soit le lien entre elles, lien qui ne serait plus nécessaire si la vue de toutes pouvait être complètement synoptique et si toutes pouvaient historiquement se développer à la fois, mais parce qu'elle distribue entre elles le travail, reste directrice et est, comme dit Vanni, non la fille, mais la mère des sciences sociales ; elle n'en est donc ni l'unification, ni la synthèse, ce dernier rôle appartient à la démologie ou science de l'histoire. Dans cette dernière science, qui renferme les plus grands concrétismes, spécification et complexité, il s'agit d'appliquer toutes les lois sociologiques, générales et particulières, aux faits particuliers de chaque époque et de chaque peuple. Parmi les tâches nombreuses de la démologie se trouve celle d'étudier dans leur réalisation effective la réaction des phénomènes supérieurs sur ceux inférieurs chez un seul peuple et en un moment unique donné.

A la science sociologique, avec son couronnement démologique, se rapportent ce que l'auteur appelle les sciences servant d'instruments (*strumentali*), l'histoire, la statistique, la sociologie descriptive ; on ne peut pas plus les détacher de la sociologie que séparer de la chimie la description des minéraux, de l'astronomie, les observations astronomiques ; les observations et les descriptions sont des éléments préliminaires essentiels, mais ne peuvent constituer ni une science ni un chapitre d'une science.

Telles sont les idées les plus essentielles contenues en ce livre suggestif, nous n'avons pu que les indiquer à grands traits, mais elles sont exposées par l'auteur avec une grande richesse de détails et une véritable profondeur de pensée.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

HENRI MAZEL. *La synergie sociale*. — Paris, 1896, un vol. in-12 (1).

S'il y a une « mêlée sociale », il y a aussi une mêlée sociologique de doctrines opposées qui se combattent dans la laborieuse gestation de la science nouvelle des sociétés. On y peut distinguer deux grandes sortes d'oppositions doctrinales, inséparables l'une de l'autre : d'une part, le conflit du naturalisme et de l'idéalisme historique, ce dernier travaillant

---

(1) Cette étude critique, sous le titre de *Sympathie et synthèse*, a aussi paru dans la *Revue française d'Édimbourg*.



et parvenant de plus en plus à se préciser, à se formuler en idées positives, à se dégager de l'étreinte de son adversaire; d'autre part, le combat entre les doctrines qui font de la lutte sous toutes ses formes, guerre, concurrence, discussion, l'agent principal de l'évolution humaine, et les doctrines ou la doctrine qui tendent et, ce me semble, arrivent peu à peu à faire prévaloir, comme source cachée mais véritable et vraiment majeure du progrès, la sympathie et la synthèse, l'amour et le génie, ce que j'appelle, du nom de leurs effets, l'imitation et l'invention. Occupons-nous seulement ici de cette seconde sorte d'opposition. A première vue, on peut dire, superficiellement, que cette lutte entre le principe de la lutte et le principe de la sympathie, — ou de la *synergie*, pour emprunter à M. Henri Mazel son néologisme expressif, — est elle-même la preuve, par son importance, de la fécondité des combats et de leur nécessité supérieure. Mais, si l'on remonte à l'origine du principe de la lutte, on sera d'un avis précisément contraire. Celui qui l'a formulé dans notre siècle avec la force magistrale que l'on connaît, celui qui, après l'avoir appliqué au domaine entier des organismes, a suscité de toutes parts son application au monde des sociétés, comment l'a-t-il conçu et forgé avant de s'en servir comme d'un merveilleux outil, d'un talisman, propre en apparence à ouvrir les arcanes de la vie? Est-ce en bataillant, en discutant beaucoup avec ses collègues, en suivant assidûment les congrès et en multipliant les polémiques dans les journaux ou dans les revues, que Darwin a systématisé la concurrence vitale et la sélection naturelle, la bataille pour la vie et la supériorité de ses vainqueurs? Non, c'est dans la plus profonde et la plus silencieuse paix, c'est dans sa cabine à bord du *Beagle*, à travers les îles de corail du Pacifique, dans une longue vie de recueillement et de désintéressement, d'amour passionné de la vérité et de la nature, qu'il a élaboré sa militaire et utilitaire conception de la vie universelle, expliquée par le choc des égoïsmes concurrents. Tous les services — auxiliaires et subsidiaires, je crois, mais en somme incontestables — que pouvait rendre cette notion, grâce à lui, elle les a rendus à la science contemporaine; et s'il n'avait pas été un des types les plus parfaits de l'harmonie intérieure, de la convergence amoureuse et patiente des efforts dans toute sa vie mentale et morale, jamais sa thèse n'eût pu prendre forme, jamais elle n'eût triomphé, même maintenant. Il est donc clair que le principe de la lutte, par sa naissance même, par la manière dont il s'est formé, dont il a grandi, dont il a lutté et contribué en luttant au progrès de la science, s'est lui-même démenti, du moins en tant qu'il s'est pris pour la révélation essentielle, et profonde, de l'évolution vitale ou sociale. Nous le voyons naître et grandir contrairement à lui-même; et, si nous passions en revue toutes les grandes idées qui ont agité le monde, toutes les innovations qui l'ont transformé, nous verrions que toutes sont nées et ont

grandi de même, non de la lutte mais pour la lutte, et par une association, par une collaboration intime, non par un conflit, d'énergies individuelles.

Le grand ancêtre grec de la sociologie, c'est Aristote, qu'on n'accusera pas, je pense, de pécher par excès de sentimentalisme. Son triste passage sur l'esclavage témoigne assez de son positivisme utilitaire. Mais sa largeur d'esprit, ça et là, lui a ouvert le cœur et permis d'apercevoir des vérités aussi simples que capitales. Il est deux pensées de lui qui mériteraient d'être inscrites sur le fronton de la science sociale. Quiconque, dit-il, a fait de grands voyages a pu voir combien l'homme est partout à l'homme un être sympathique et ami. » Et ailleurs : « Quand les hommes s'aiment entre eux, il n'est plus besoin de justice. Mais ils ont beau être justes, ils ont encore besoin de l'amitié. » Belle parole que les darwinistes sociaux oublient trop.

Quand ils ne l'oublient pas, ils la combinent étrangement avec des maximes opposées. Spencer a dit que l'une des singularités de notre état social actuel était de juxtaposer la religion de la haine et la religion de l'amour. On pourrait dire de même qu'une des bizarreries de notre sociologie contemporaine est de mêler, d'entrelacer le principe de la lutte et le principe de l'alliance, au lieu de les localiser chacun dans leur domaine et de subordonner, comme il convient, le premier au second. Spencer semble avoir eu une assez claire conscience de cette opposition et s'être efforcé de la résoudre, mais il l'exprime mal, à mon avis, par son antithèse des deux voies, industrielle et militaire, entre lesquelles les sociétés, suivant lui, ont eu à opter dans le sombre carrefour de leur histoire. S'il hait la haine, s'il guerrole vaillamment contre la guerre, il a tort de nier sa contribution accessoire mais nécessaire au progrès, et il lui fait en même temps, sous la forme mitigée de la concurrence — si chère aux économistes, contempteurs de la guerre comme lui — une part exagérée dans les développements de l'industrialisme. La sociologie en cela, sous l'influence de l'esprit darwinien, a rétrogradé depuis Auguste Comte, qui avait marqué en traits ineffaçables le rôle majeur de l'enchaînement et de l'accumulation des connaissances, filles de la méditation et non du combat, de l'amour et non de la lutte, dans la marche ascendante de la civilisation.

On peut, à ce point de vue, comparer utilement les sociologues contemporains. Les uns, comme Gumplowicz, outranciers du militarisme, fondent tout le progrès sur la « lutte des races » et l'extermination ou l'asservissement des races vaincues; les autres, tels que Durkheim et Novicow (1), logiques en sens contraire, n'admettent que des agents

---

(1) Puisque je viens de parler de mon ami M. Novicow, je profite de cette occasion pour m'excuser envers lui de lui avoir prêté récemment, dans mon

essentiellement pacifiques de l'évolution. Ce sont là des exceptions. La plupart des penseurs embrassent plus qu'ils ne concilient les deux extrêmes, et il en est, par exemple M. Kidd, qui, s'inspirant à la fois de ces deux esprits opposés, les poussent à bout parallèlement avec l'illusion de les lier ainsi l'un à l'autre. Rien de plus curieux et de plus caractéristique de notre état psychologique européen, que les efforts de ce sociologue profond et original. Il est religieux, il sent profondément la vertu du sacrifice et d'amoureuse immolation de soi qui est inhérente aux religions et qui est à la base de toute construction sociale; mais il est darwiniste, et telle est sa foi au *struggle for life* que c'est, non surtout aux religions, mais à la lutte pour la vie, au déchaînement des égoïsmes en conflit, qu'il attribue expressément la naissance et la croissance même du désintéressement, de la charité, de l'abnégation. (V. p. 205 de la traduction française de son ouvrage.) Et, réciproquement, tous les progrès dus au développement de la bienfaisance, du sentiment désintéressé de la justice, de la bonté, consisteraient, d'après lui, à « avoir permis au peuple, jusque-là tenu à l'écart du combat, de prendre part à la lutte pour la vie ». Ainsi, c'est la bataille qui aurait attendri les cœurs, et l'attendrissement des cœurs aurait agrandi le champ de bataille! Il y a, d'ailleurs, je m'empresse de le dire, de belles et fortes pages dans le livre de Kidd, et il dit très bien, hélas! que, par suite du développement de l'individualisme, le progrès moderne a changé la base de la lutte pour l'existence : « de moins en moins cette lutte a lieu entre des sociétés, de plus en plus elle s'engage entre les individus qui les composent ». Ce que la guerre a perdu, la concurrence l'a gagné. Mais, certes, si l'évolution devait s'arrêter là, je ne vois pas trop qu'il fallût la bénir : le conflit des égoïsmes collectifs, qui sont souvent des héroïsmes, a sa splendeur; le conflit des égoïsmes individuels, qui le multiplient en l'atténuant, peut avoir son utilité, mais au prix de quelle laideur et de quelle platitude!

Par bonheur, le darwinisme social est en déclin, et la nouvelle génération philosophique qui s'élève, en France notamment, s'en détourne pour s'orienter vers d'autres idées. Je n'en veux pour preuve que ce titre significatif donné par M. Henri Mazel, à son dernier écrit : *La synergie sociale*. Synergie, c'est-à-dire sympathie forte, convergence énergique des désirs, des efforts, des amours. Voilà l'âme véritable du progrès. Car dire

---

*Opposition universelle* (p. 391), une opinion qui n'est pas la sienne, au sujet de la guerre. Il n'est pas vrai que le célèbre sociologue ait jamais admis la nécessité de la guerre, même pendant les premiers stades du progrès humain. Toujours, avec l'éloquence et la verdeur d'esprit que l'on sait, il a poursuivi de ses attaques le militarisme, et, pas plus à l'âge paléolithique qu'à présent, il n'a cru à son utilité.

comme M. Gaston Richard, par exemple (1) — encore un jeune, et un jeune de talent — que l'agent principal du progrès est le *régime de la discussion*, de la lutte mitigée, du militarisme verbal et verbeux, autant dire que les agents principaux du progrès des sciences ce sont les congrès et non les laboratoires. Cette « *Synergie sociale* » est un des livres les plus touffus et les plus intéressants qui se puissent lire, et je n'entreprendrai pas de le faire connaître, ni même de le résumer. Il y a là beaucoup de verve enthousiaste et juvénile, un fourmillement d'idées. Je ne m'attacherai qu'à deux points.

D'abord, entraîné par son adoration de l'amour, l'auteur, en certains passages, rabaisse vraiment trop l'intelligence. Je lui accorde volontiers qu'« il n'y a pas de société sans amour, comme il n'y a pas d'organisme sans sensibilité ; sans faculté d'aimer, le génie lui-même serait vain, car les plus hautes découvertes ne pourraient rayonner de l'inventeur à l'humanité » ; et complétant à cet égard mes propres idées, ce n'est pas sans raison qu'il ajoute : « En ce sens, on peut dire que les hautes civilisations sont l'œuvre non seulement de l'élite, mais encore de la masse, puisque les conducteurs d'âmes seraient réduits à l'impuissance si ces âmes se révoltaient contre eux par envie ou par haine. » Mais est-ce une raison suffisante d'adopter la hiérarchie suivante : « Après lui (après l'amour), c'est la volonté qui vient par rang d'importance sociale ; à celle-ci l'intelligence est inférieure : de deux nations, l'une énergique, l'autre cérébrale, ce sera la dernière qui mourra... » Ce sera la dernière qui mourra, c'est bien possible, mais c'est d'elle qu'aura vécu et se sera nourrie la survivante, simple vulgarisatrice et *applicatrice* des découvertes de la première. En réalité, M. Mazel se contredit ici, puisque, un peu partout dans son ouvrage, il fait tout procéder, en histoire, des cerveaux supérieurs. Au fond, le génie aussi est amour, il est synthèse, et la synthèse est la forme intellectuelle de la sympathie. L'idée géniale consiste à voir la conciliation logique ou finale de choses qui jusque-là se heurtaient ou se coudoyaient stérilement.

En second lieu, ne sacrifie-t-il pas lui-même, inconsciemment, au culte de la guerre ou du moins de la lutte ? Il préconise l'amour, la bonté, la sympathie ; mais il est aussi de ceux, et ils sont nombreux en France au moment, qui se font les apologistes de ce qu'ils appellent le « caractère ». Retremper le caractère, aguerrir le caractère, infuser du caractère au peuple français, qui, paraît-il, en est dépourvu, c'est là, suivant certains, la formule magique de notre prochaine régénération. Et il est des écoles dont tout l'enseignement se borne à paraphraser ces banalités,

---

(1) *Le socialisme et la science sociale*. Paris, 1 vol. in-12, 1897.

sans en préciser le sens. Il faut pourtant choisir entre les diverses significations dont ce terme ambigu, le caractère, est susceptible ; et le malheur est que, lorsqu'on cherche à combiner les acceptions multiples où il est entendu, on ne parvient, en général, qu'à cette notion toute négative : avoir du caractère, c'est, avant tout, n'avoir pas de cœur, ou, si l'on veut, l'avoir plus ou moins sec, dur, insensible. Le caractère, c'est le déploiement de la volonté *militante* encore plus que laborieuse. Aussi M. Barrès a-t-il pu voir en Napoléon un grand « professeur d'énergie », un grand fabricant de caractères. Et, de fait, quelle nation, plus que la France, en son quart de siècle d'épopée impériale ou d'élaboration révolutionnaire, a fait preuve d'admirable vigueur et de discipline du vouloir ? Si donc M. Mazel veut avoir le droit d'admirer si fort l'énergie, et non pas seulement la synergie, ce qui n'est pas du tout la même chose, il doit se montrer moins sévère pour la Révolution française. Cependant, les pages qu'il lui consacre sont des plus fortes de son livre. Mais il s'est quelque peu démenti en les écrivant.

Je ne veux pas insister sur ces critiques et quelques autres réserves que j'aurais à faire. J'aime mieux finir en invitant le lecteur à contrôler par lui-même l'exactitude de mes observations ; il n'aura pas à s'en repentir.

G. TARDE.

---

*Salaires et durée du travail dans l'industrie française. Tome II.*  
Paris, 1895, in-8°.

Cet ouvrage, dû à l'Office du Travail, offre, au point de vue des études sociales, une importance égale, sinon supérieure, à l'importance de certaines publications qui l'ont précédé. L'objet même de l'enquête présente un intérêt propre. La question des salaires, la question de la durée du travail sont à l'origine de toutes les revendications sociales ; pour les masses ouvrières elles sont presque le tout de la question sociale. Il était nécessaire de porter sur pareil objet une investigation méthodique ; mais il était malaisé de mener à bien cette investigation. L'Office du Travail a compris la nécessité : c'est un grand mérite. Il a vaincu les difficultés : c'est un très grand mérite.

Aussi bien, l'enquête est générale. Dans un premier volume l'état des industries à Paris avait été noté ; dans un second, celui-ci, l'enquête porte sur les départements.

A cette enquête aucune industrie n'échappe, ou, plus exactement, aucune catégorie d'industries. D'abord ce sont les industries extractives, groupées par mines de combustible, mines métalliques et carrières ; — puis les industries alimentaires, et les chimiques, et les industries concer-

nant la fabrication du papier, du carton, du caoutchouc..., et les industries du livre, et celles des cuirs et peaux, enfin les industries textiles dans leur infinie diversité. En vérité, cette enquête industrielle est vaste; elle est minutieuse quant à son objet.

Aussi générale, non moins minutieuse elle apparaît en ce qui concerne le relevé de la situation de toutes les catégories de travailleurs. L'Office du Travail a suivi toute la hiérarchie ouvrière, et dans chaque manufacture s'est informé du taux des salaires et de la durée du travail des contre-maitres et surveillants, jusqu'aux aides et jusqu'aux manœuvres. Dès lors, son enquête fournit non seulement un aperçu général des conditions du travail comparatives dans chaque industrie; mais elle permet une comparaison semblable pour les groupements d'ouvriers.

Si, d'une part, cette enquête est utile parce que sa conception ne fut pas restrictive; d'autre part, elle est sûre et décisive parce que la méthode employée est tout à fait rigoureuse. Au point de vue statistique, il importait surtout de pouvoir se rendre compte des hausses et des baisses adventices des salaires. Aussi, l'enquête n'indique-t-elle pas simplement le salaire moyen par année, mais, par journée de travail le salaire maximum et minimum, et le salaire moyen par journée et par 10 heures. Elle indique encore, pour toutes industries, la durée normale du travail journalier. Elle donne ainsi une vue d'ensemble qui est une vue précise. — Apparemment l'ordre géographique employé se justifie moins de lui-même. Peut-être, si l'on était sévère, trouverait-on un peu arbitraire et puéril le classement des départements « suivant les réseaux des grandes compagnies de chemins de fer. » Mais il eût été fort difficile, assurément, de classer les départements d'après l'importance proportionnelle de chaque industrie dans chacun d'eux; et, sans doute, le mode adopté, étant uniforme, est pratique.

Quoiqu'il en soit, à cette enquête industrielle, aucune des garanties exigibles d'exactitude ne manque. Elle est donc très profitable; et, c'est pourquoi, on désirerait qu'une enquête toute pareille fut opérée pour l'agriculture. L'enquête agricole ne serait-elle pas, au reste, le naturel complément de l'enquête industrielle? Celle-ci, au regard de celle-là, aurait toute sa valeur, et, si je puis dire, toute son efficacité.

En somme, l'Office du Travail fournit des documents indispensables à toute étude sociale. Et même, par la netteté de ses renseignements, comme par leur exposition bien ordonnée, il force l'esprit, le plus amateur de clarté et le plus épris de rigueur, à parler favorablement de la statistique.

ERNEST CHARLES.

*Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1894*, ouvrage publié par l'Office du Travail. Paris, 1895, in-8°.

Dire que ce volume, publié par l'Office du Travail, présente un intérêt social, c'est exprimer une idée si juste qu'elle en est presque banale. Mais on peut ajouter sans paradoxe que l'intérêt qui s'attache à sa lecture est à la fois psychologique et moral. L'Office du Travail ne s'est point, à la vérité, départi de ses procédés exclusivement statistiques. Mais la lecture de ces documents, très nets et pareillement complets, inspire des réflexions nécessaires; et de cette lecture aussi des leçons se dégagent.

En effet, la première partie tout entière est remplie par un tableau statistique des grèves survenues en 1894. De chaque grève, il nous apprend les lieux, les dates, la durée, les causes et les résultats. Et trois fois ce tableau se répète, faisant voir les grèves sous un jour différent. C'est d'abord l'état détaillé des grèves, classées d'après les professions des grévistes : et l'on peut constater que les grèves qui ont surgi dans les industries textiles sont les plus considérables et les plus nombreuses. — C'est ensuite l'état détaillé des grèves, classées suivant la nature de leurs causes. La plupart ont pour origine des contestations relatives, soit au taux des salaires, soit à la durée du travail; quelques-unes même se réfèrent à la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. — C'est enfin l'état détaillé des grèves d'après leur importance et leurs résultats. Et vraiment il ne peut échapper à personne que, pour juger et comparer les grèves, il est indispensable de les considérer à ce triple point de vue. Par là, l'œuvre de l'Office du Travail peut être fertile en enseignements.

Savoir le nombre et l'importance des grèves : c'est bien; en connaître les conclusions diverses : c'est mieux. A cet égard, la seconde partie du présent ouvrage est des plus justifiées, qui a trait aux applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage. Loi récente, mal connue encore et encore peu comprise. Toutefois ses effets sont sensibles. Elle a été plus invoquée et en même temps plus efficace que pendant la première année de son application. On compte, en 1894, 101 tentatives de conciliation et d'arbitrage sur 391 grèves. En outre, 65 comités de conciliation ont été constitués et ont mis fin presque aussitôt à 32 différends. Ajoutons que, pour 21 autres conflits, les pourparlers qui ont suivi les recours formés par l'une ou l'autre des parties ont amené une entente rapide. Et, qui plus est, 6 grèves ont pu être évitées grâce à l'action des comités de conciliation, formés dès le début de la contestation avant toute cessation de travail. Ce sont là de beaux résultats; on aime à les connaître. Il est donc excellent de les avoir énumérés.

Est-ce tout? A ces deux parties, une annexe est jointe. Annexe : le titre est modeste, mais le sujet ne manque pas d'importance. Cette annexe contient, en effet, l'historique des grèves les plus caractérisées et les plus considérables. Le récit se développe avec une exactitude, une simplicité qu'on pourrait qualifier de dramatique. Certes, rien peut-être n'est plus tristement captivant que la lecture des péripéties de grèves comme celles de Rive de Gier, de Trignac, de Graissessac et de Roanne. Haines déchaînées, proclamations agressives, menaces violentes : c'est de quoi est faite leur histoire commune. Et cette histoire est assez pénible pour qu'on souhaite qu'elle ne se renouvelle pas tous les jours.

En définitive, dans les trois parties de sa publication statistique et historique, l'Office du Travail nous initie — avec quelle méthode? nul ne l'ignore, — aux incidents aigus suscités par les difficultés sociales. De tels incidents, il faut les éviter. C'est la morale de cette histoire.

ERNEST CHARLES.

---

MAURICE BOURGUIN. *La mesure de la valeur et la monnaie*. Un volume grand in-8° de 276 pages, avec planches hors texte. Paris, 1896.

M. Bourguin, professeur à l'Université de Lille, a réuni dans ce volume l'étude de deux questions économiques distinctes, quoique intimement liées : celle de la mesure de la valeur et celle de la monnaie. Son livre se divise en trois parties. La première cherche quel est le genre de mesure compatible avec la nature de la valeur. L'auteur compare cette mesure à celles des diverses autres grandeurs connues, et fait voir à quelles difficultés particulières on se heurte pour apprécier les valeurs. Il montre l'erreur de Karl Marx, qui a cherché la source de la valeur des choses dans le travail qui les a produites, et la mesure de cette valeur dans la durée de ce travail. Il établit l'impossibilité de calculer d'une façon intrinsèque ce que vaut en soi une chose déterminée, et conclut que la valeur est une notion toute relative, un ordre de préférences entre nos désirs.

Mais ces préférences ne se marquent-elles pas tout naturellement par l'étendue des sacrifices que nous sommes amenés à consentir pour nous procurer les choses désirées? Et, en pratique, par le prix que nous acceptons de les payer? M. Bourguin est amené par là à l'étude de la monnaie, qui forme la seconde partie de son traité. Il reprend, avec grande ingéniosité, la théorie de l'étalon monétaire, et distingue très complètement les divers types de bimétallisme et de monométallisme existant à l'heure présente. Il suit les effets économiques de l'énorme dépréciation que subit actuellement le métal argent, et montre, entre autres, son action sur le cours du change, ainsi que la réaction de celui-ci sur les



importations et exportations. Au malaise qui résulte de ces fluctuations, il cherche des remèdes, et notamment examine celui qu'on a proposé sous le nom de bimétallisme international.

Enfin, avec la troisième partie, l'auteur revient à la valeur proprement dite. Il envisage ses rapports avec le coût de production, et apporte quelque lumière au problème difficile et capital de l'influence qu'exercent réciproquement l'un sur l'autre le prix de vente et le prix de revient.

Les solutions de M. Bourguin ne s'écartent pas sensiblement, d'ordinaire, de celles qui prévalent dans l'enseignement économique français, et qu'a résumées notamment le manuel de M. Charles Gide. Mais ce qui fuit la principale originalité de son étude, c'est le caractère tout abstrait de sa méthode. L'esprit géométrique y règne en maître. Si l'ouvrage y perd en agrément, il y gagne sans doute en solidité. Les esprits réfléchis, qui tiennent à ne point s'arrêter à la surface et à rechercher les raisons profondes des phénomènes économiques, ne regretteront point le travail que nécessite la lecture d'un livre composé de cette façon.

RENÉ WORMS.

MAURICE SCHWOB. *Le Danger allemand*. 1 vol. in-12. 1896.

Le livre aurait pu être intitulé : « Manuel pratique à l'usage des nations candidates à l'hégémonie industrielle et commerciale. C'est l'œuvre d'un patriote, qui a vu le danger que courait que la France par suite des progrès de l'Allemagne dans la voie économique. Il s'est fait économiste et psychologue pour jeter son cri d'alarme, et pour nous faire comprendre toute l'étendue du péril, il l'a longuement et minutieusement analysé. Il démonte, en quelque sorte pièce par pièce, le formidable engin industriel et commercial de l'Allemagne.

Nous voyons défiler devant nos yeux les causes de sa prospérité et cette revue atteint une intensité de vie formidable : c'est le perfectionnement incessant des voies fluviales et des ports, l'entente entre les compagnies de chemins de fer et les producteurs, aboutissant à l'abaissement du prix des transports : c'est l'accord absolu qui existe entre le gouvernement et les particuliers pour tout ce qui touche au développement économique du pays, c'est l'absence de querelles politiques, irritantes et stériles, l'union des partis pour le bien de la patrie, c'est le système douanier allemand, si simple et si ingénieux dans son élasticité : c'est la méthode commerciale allemande, admirable technique aussi bien conçue qu'exécutée, l'assimilation des procédés étrangers, le *labor improbus*, la lutte de tous les instants, la ténacité froide et l'esprit de suite qui caractérisent l'Allemand : c'est par dessus tout l'esprit de solidarité qui s'étend de plus en plus et qui produit des merveilles,

Les industriels d'une région ou d'une spécialité se groupent en puissantes associations, qui ont des musées commerciaux comprenant non seulement les produits nationaux, mais les articles étrangers à imiter, des expositions flottantes qui vont faire connaître les premiers dans le monde entier, des agents-voyageurs qui s'insinuent partout, ne négligent aucune affaire, même minime, et finissent par devancer leurs concurrents grâce à leur activité, leur connaissance approfondie de la fabrication de leurs articles, et des nécessités du pays où ils opèrent.

Et ce ne sont pas là des faits isolés; cette méthode s'applique partout et réussit toujours: M. S. nous donne à cet égard les chiffres les plus concluants et les plus intéressants. Retenons la conclusion de son ouvrage, car, si elle est difficilement réalisable en pratique, elle n'en constitue pas moins une indication précieuse, un programme complet d'évolution économique. Il faut développer le commerce par un sage régime douanier, par l'extension de la marine marchande, l'amélioration des voies de communication, le perfectionnement de l'éducation commerciale. Il est surtout nécessaire de créer des syndicats qui défendront les intérêts français et organiseront fortement l'exportation.

Enfin il faut réagir contre le fonctionnarisme et la centralisation et développer l'initiative privée. Nous souscrirons bien volontiers à ce vœu, Mais sa réalisation nous paraît au moins lointaine.

L'esprit français est à refondre entièrement et il serait à désirer que que cette évolution fut terminée au moment où la lutte arrivera au point aigu. Or il est permis de se demander si les événements n'iront pas plus vite que cette réforme sociale.

FRANZ DE ZELTNER.

RAOUL DE LA GRASSERIE. *L'État fédératif*, Paris, 1897, in-8°.

M. Raoul de la Grasserie, qui est un juriste consommé, en même temps qu'un sociologue érudit, envisage dans ce livre la question du fédéralisme à un double point de vue théorique et pratique. Il se place tour à tour sur le terrain des faits et du droit positif, et sur celui des hypothèses de l'avenir. Nous n'entrerons pas dans le détail des constitutions fédérales, qui existent à l'heure actuelle. Qu'il nous suffise de dire que M. de la Grasserie présente au lecteur une analyse très minutieuse et très précise de la constitution des États-Unis, du Mexique, de la Confédération argentine, du Vénézuéla, du Brésil, du Dominion, de la République dominicaine, aussi bien que de la Confédération suisse, de l'Empire allemand et de l'Autriche.

Puis notre auteur compare les trois formes d'État existantes, l'État fédératif, l'État isolé, l'État unitaire. Il signale en traits vigoureux les

avantages et les défauts de chacune de ces conceptions politiques, la faiblesse de l'État isolé, la centralisation excessive de l'État unitaire, et réserve toutes ses sympathies à l'État fédératif. Tandis que, dans le premier, le sang afflue à la tête, qui est la capitale, au détriment de l'ensemble du corps social, qu'à côté d'une richesse exubérante de vie au centre, les extrémités souffrent de nécrose, l'État fédératif assure une bonne répartition dans toutes les parties, fait participer à une vie active les extrémités mêmes. Et ce n'est pas tout : la prospérité économique ne résulte pas seule de la déconcentration ; la richesse intellectuelle en est l'immédiate conséquence. On ne se trouve plus alors en présence de programmes unifiés, d'un enseignement servilement astreint à une impulsion officielle. Des foyers nouveaux et indépendants brillent sur les divers points du territoire ; les universités de province ne reçoivent plus de la métropole une lumière uniformément tamisée ; ils projettent une lueur propre pour le bien général.

En vain objecterait-on que le fédéralisme nuit au patriotisme ou à l'intrépidité guerrière ; le citoyen, ne quittant plus sa province, dépend des choses et des êtres qui le touchent de plus près. Aussi bien le fédéralisme conduit-il progressivement à la suppression de la guerre, par les difficultés mêmes dont ce régime entoure la déclaration. Chaque province désormais s'administre elle-même ; elle a ses fonctionnaires qu'elle connaît et qu'elle peut choisir à bon escient ; la justice décentralisée est mise plus facilement à la portée de tous. Au surplus il n'y a point là de séparatisme coupable ; la solution de certaines questions d'intérêt général appartient toujours à l'État.

Cette thèse n'a rien d'immodéré ou de paradoxal. C'est aujourd'hui une sorte de lieu commun d'affirmer qu'on ne rendra la vitalité à nos provinces, qui se meurent d'anémie, que par la décentralisation. Dans ce système, le centre est l'État : dans la conception fédérative, le centre est la province. Si la première solution est la vraie — et personne désormais n'en doute plus — la seconde qui n'en est que l'affirmation plus nette et le développement logique, ne saurait donc être critiquée. Sans doute, les réformes ne peuvent s'improviser, il faut procéder avec une sage lenteur et sans précipitation. Du moins, M. de la Grasserie a-t-il très heureusement marqué la voie de l'avenir, de cet avenir qui verra succéder à la fédération des provinces d'un même État, la fédération des peuples pour la garantie définitive de la paix et la progression indéfinie des lumières et de l'altruisme. L'œuvre de M. de la Grasserie est donc de celles qui marquent chez leurs auteurs de hautes préoccupations humanitaires.

ALFRED LAMBERT.

Dr A. VAZEILLE. *La question sociale est une question de méthode.*  
Paris, 1897, in-8°.

La brochure, dont nous rendons compte présentement, est extraite d'une étude que l'auteur se propose de consacrer à la question sociale. Le titre même en est original et suggestif. Ajoutons qu'il est profondément philosophique, puisque l'objet propre de la philosophie est de ramener les lois des choses aux lois de la pensée. On a déjà soutenu que la question sociale est une question morale; mais le fondement de la morale est discuté et discutable. Asseoir l'étude des problèmes sociaux sur la logique, c'est leur donner une base indestructible.

Hâtons-nous d'ajouter que la brochure du Dr Vazeille n'est point purement théorique, qu'elle vient à l'appui des revendications positives d'un parti, et que, par là, elle prête le flanc à des discussions d'ordre politique qu'il ne convient point d'engager ici. Mais, à nous en tenir à la région pure des idées, voici ce qu'en bref remarque le Dr Vazeille : une loi domine la science ou plus exactement la nature des choses, la loi d'analyse et de synthèse. Les éléments, dissociés par un effort de l'intelligence, se réunissent dans l'harmonie de l'ensemble. Dans le domaine social, l'analyse s'appelle la division du travail. Aussi bien apparaît-elle partout dans l'univers; la physiologie la constate et la psychologie la démontre. Mais la spécialisation des tâches et des fonctions, réduite à elle-même, est stérile : bien mieux, elle est contradictoire dans les termes. Elle ne s'explique que par la synthèse collective des tâches individuelles. Faut-il voir avec M. Vazeille, dans cette loi universelle, la démonstration péremptoire et définitive de la doctrine collectiviste? L'homme ne se suffit point à lui-même; il est partie d'un tout et ce tout ne se doit point diviser. A cet égard, nous aurions à formuler des réserves. Le plus grave reproche que l'on puisse adresser au collectivisme — et ce reproche suffit sans doute à le condamner — c'est qu'il tue l'initiative individuelle en brisant le ressort de l'intérêt personnel, le seul qui fasse agir d'ordinaire l'humanité.

Mais du moins, cette loi d'analyse et de synthèse sociales, présentée avec agrément par M. Vazeille, affirme une fois de plus l'intime solidarité des hommes, les liens indestructibles qui les unissent les uns aux autres, et proclame bien haut la folie de l'égoïsme, du dédain et des classifications fondées sur je ne sais quelles fictives supériorités.

Et si l'on ne souscrit point à toutes les conclusions que l'auteur dégage du principe qu'il pose, si l'on se plaît à en tirer d'autres, on n'en reste pas moins pleinement convaincu de la haute moralité, et (tranchons le mot, puisqu'au fond il est synonyme), de l'irréfutable utilitarisme de ce principe.

ALFRED LAMBERT.

J. DE JEKELFALUSSY. — *L'État Hongrois millénaire et son peuple*.  
1 vol. in-8° de 668 p. Budapest, 1896.

« La nation hongroise se présente au monde, civilisée dans le rayonnement de mille années de gloire. Qu'a-t-elle fait au cours des siècles envolés, quelle est la mission qu'elle a remplie dans la famille des peuples européens, quelle est la civilisation intellectuelle et matérielle en possession de laquelle elle entre dans le second millénaire, en un mot, quel est son passé et quel est son présent : voilà ce que cet ouvrage se propose d'esquisser à grandes lignes par les traits les plus caractéristiques..... Aux enfants de la patrie il donne un résumé du développement millénaire afin de fortifier en eux la piété pour les idéaux du passé et de tenir leur enthousiasme en éveil pour ceux du présent. Aux étrangers qui témoignent de l'intérêt envers la Hongrie, il veut faciliter l'étude de l'activité millénaire de la nation hongroise, de son grand rôle politique et civilisateur dont la connaissance ne peut que resserrer les liens de sympathie et de bienveillance réciproque. » L'expression d'avant-propos est trop modeste pour cet éclatant chant de triomphe que j'ai cité, car il indique le caractère de la très intéressante publication officielle dont les divers chapitres, dûs aux meilleurs écrivains de la Hongrie, nous initient d'abord à son aspect géographique, à son histoire, à la vie intellectuelle, à la langue et à la musique magyares, aux beaux-arts et aux arts industriels. Nous nous intéresserons surtout à la constitution politique de la Hongrie, à ses rapports avec l'Autriche ainsi qu'à son organisation intérieure, administration, justice, instruction publique. Le sociologue lira les chapitres sur la population, l'ethnographie et les nationalités de ce beau pays. Mais il devra ne les utiliser qu'avec prudence en se rappelant combien sont terribles les luttes de race dans l'empire des Habsbourg. Les Slaves s'entendent mal avec les Magyars et ils protesteront probablement contre les conclusions de M. de Jekelfalussy et ses pronostics d'avenir. Les chapitres consacrés à la situation économique et financier de la Hongrie qui terminent le volume fournissent également de précieux renseignements sur l'état d'un peuple qui de producteur de matières premières tend à devenir industriel, où les affaires et le crédit se développent de la façon la plus rassurante et qui paraît arrivé à la maturité politique et économique.

E. TARBOURIECH.

## REVUE DES PÉRIODIQUES

*The American Journal of Sociology*, dirigé par Albion W. Small,  
vol. I et II. Chicago, juillet 1895-mai 1897.

Voilà les deux premiers volumes, contenant chacun six numéros, paraissant bimensuellement, de la première revue américaine consacrée uniquement à la sociologie. La conception de la sociologie, qui paraît avoir été adoptée par la direction, est toutefois si large que le champ embrassé par la Revue est à peine limité; il ne l'est guère plus que s'il était consacré exclusivement à tout. Les numéros que nous avons sous les yeux contiennent des articles sur les sujets les plus divers : sur la politique municipale, sur le socialisme, sur la législation économique, sur la philanthropie ecclésiastique, sur l'économie politique, sur les enseignements sociaux du Christ, sur la statistique, sur l'assurance, sur la morale, etc. La direction ne pense évidemment pas avec Kant que la destruction des frontières nettement établies entre les sciences et que la centralisation de divisions, qui formaient auparavant autant de provinces séparées, constitue un retour en arrière et non un progrès scientifique. Il y a de nombreux articles qui n'appartiennent par aucun côté au domaine sociologique.

Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, cette critique ne doit rien enlever à la valeur des travaux individuels.

M. Lester Ward — un des plus éminents sociologues de l'Amérique sans conteste — a donné un article dans chacun des fascicules publiés jusqu'ici. La majorité de ses articles a pour objet la discussion du rang que la sociologie doit tenir parmi les sciences, et ses rapports avec la cosmologie, la biologie, l'anthropologie et la psychologie.

Quoiqu'ils ne contiennent guère de choses nouvelles ou originales, du moins dans les six premiers numéros, ils offrent une introduction très claire et très succincte à l'étude de la sociologie, et une introduction qui a beaucoup plus de valeur et qui rend beaucoup plus de services qu'un manuel servant d'introduction à la science de la société, surchargé qu'il est d'habitude d'une masse de choses superflues, et n'offrant que rarement un bon spécimen de logique rigoureuse.

L'article de M. Ward paru dans le n° de septembre 1895 contenait quelques remarques intéressantes sur l'optimisme et le pessimisme, considérés comme philosophies sociales, ou du moins comme états d'esprit. Ce sont tous deux des états impuissants, l'optimisme comme le pessimisme, et ils donnent à l'univers le caractère d'un système actif en face de l'homme.

L'attitude que nous adopterions est l'attitude inverse; nous reconnaitrions que l'univers est passif et que l'homme doit être considéré comme la force active. Dans cette conviction, nous nous efforcerions de mouler la nature pour ainsi dire à notre ressemblance. Pour l'intellect développé, la nature, quoiqu'elle soit le domaine de la loi rigide, est ce que l'homme la fait; et, bien que lui-même soit le produit de cette loi, il est en état de la comprendre et de la diriger. M. Ward prêche ainsi ce qu'il appelle le *méliorisme*, le désir de progresser — une attitude aussi opposée au pessimisme qu'à l'optimisme, également opposée à la condamnation passive ou à l'approbation passive des choses telles qu'elles sont.

Le même fascicule contient aussi une traduction de l'excellent article de M. René Worms sur la sociologie et l'économie politique. Dans un travail intitulé : *Sociologie statique et dynamique*, le professeur Small voudrait ajouter à ces divisions habituelles de la sociologie une section qu'il intitule : *Sociologie descriptive*, ne s'occupant que de la simple collection des faits. Il ajoute, avec raison, cependant, que c'est là une division méthodique ou une distinction de procédés et non une division de sujets.

Dans le numéro de janvier 1896, M. Ward n'accepte pas l'idée d'Aristote, à savoir que l'homme est un animal social, et la doctrine de Comte, qu'il est par sa nature un être social. Bien d'autres animaux, dit M. Ward en insistant, sont bien plus sociables. Tous les animaux doivent, bien entendu, s'associer pour les besoins de la reproduction. Mais les animaux que les zoologistes placent le plus près de l'homme ne sont pas parmi les plus sociables; il semble cependant, dit M. Ward, que, à travers toute sa carrière purement animale, l'homme a possédé l'habitude de l'association autant seulement qu'il était nécessaire pour maintenir la race. La preuve que l'auteur apporte pour défendre cette idée est excessivement faible. En mettant en relief les qualités anti-sociales de la nature humaine il est amené à quelques faits qui malheureusement ont besoin d'être signalés de nos jours. Mais, même dans ce cas, M. Ward dépasse de beaucoup les bornes. En voici un exemple : Il affirme que la société humaine est le simple produit de la raison; le savant écrivain prétend qu'il y a une opposition totale entre l'instinct et l'intelligence. Sa conception du gouvernement aussi, je la considère comme erronée et elle devrait comprendre aussi bien la vie sociale des animaux. Quand (page 432 vol. 1<sup>er</sup>) l'auteur dit : « le gouvernement humain est un art possible uniquement à un être raisonnable, aucun animal ne possède de gouvernement dans un tel sens », ces phrases montrent seulement que les animaux ne sont pas des êtres humains et qu'ils ne peuvent, par conséquent, avoir de gouvernement humain; si l'écrivain a voulu dire que le gouvernement n'est qu'un produit de la raison, que les animaux

n'ont pas de raison, et que, par conséquent, ils ne peuvent avoir de gouvernement, l'idée n'est alors que bien pauvrement exprimée, et en outre la majeure du syllogisme est fausse.

Le professeur Shailer Mathews publie une série d'études sur l'enseignement social du Christ; et si l'on avait intitulé ces études de la sorte on aurait mieux fait que de les avoir désignées sous le nom de « Sociologie chrétienne ».

Dans le n° 3 (novembre 1895), M. John A. Hobson critique avec énergie l'histoire défigurée et les arguments impossibles dont fourmille le livre de M. Kidd sur l'évolution sociale. Un très intéressant article est celui de M. Carroll D. Wright (n° 3) sur les travaux fournis par le gouvernement des États-Unis à la sociologie. L'auteur donne un compte-rendu très exact et très complet des publications du gouvernement portant sur les matières concernant la sociologie. La liste est longue parce que le gouvernement fédéral des États-Unis a réuni une collection de faits de la plus grande valeur.

Les articles les plus importants de beaucoup dans le volume II, sont les articles du professeur E.-A. Ross et ceux de M. Ward. Une analyse sérieuse demanderait cependant tant de place qu'il nous faut, pour le moment du moins, nous résigner à ne pas tenter cet effort.

C. - W. - A. V E D I T Z ,  
Docteur en philosophie.

---

*La Revue Philanthropique.*

M. Paul Strauss, qui s'est acquis une fort légitime notoriété dans l'étude théorique et pratique des questions d'assistance, vient d'avoir l'heureuse et féconde pensée d'y consacrer un organe périodique. Nous rendions compte ici même, il y a quelques mois, de l'œuvre éloquente et émue où cet estimable philanthrope étudiait la situation de l'enfance malheureuse et abandonnée, et les efficaces remèdes qu'elle comporte, et nous avions alors occasion de souligner la compétence toute particulière de l'auteur sur ces problèmes qui intéressent le plus directement l'avenir de la société. C'est dire que nul, mieux que lui, n'était qualifié pour se placer à la tête d'une revue qui porterait ses efforts sur l'application la plus large du principe rayonnant de la solidarité sociale. Aussi bien la Revue Philanthropique est-elle favorisée, à sa naissance, d'un brillant parrainage : les hommes les plus éminents dans les lettres, la science ou la politique, à qui ces problèmes sont familiers, ont tenu à honneur de la patronner. Une remarquable collaboration, qui a déjà en partie donné sa mesure dans les deux premiers numéros que nous avons sous



les yeux, assurera le succès de l'entreprise nouvelle. Une instructive variété préside à la composition de chacun des fascicules et bannit ce que pourrait présenter de fatalement monotone la continuité des théories ou l'uniformité des sujets. Le programme est vaste, mais il ne dépasse point la puissance d'une activité généreuse et éclairée. Sans entrer ici dans les détails, bornons-nous à dire qu'il a pour objet l'altruisme, envisagé sur toutes ses faces et jusque dans ses dernières ramifications, et l'étude de la poursuite du bonheur humain dans la mesure où il dépend de la collectivité. Le noble vers de Tércence peut être gravé au frontispice de la Revue Philanthropique : elle fait œuvre d'amour et de paix sociale. Créée avec de tels desseins, elle peut fonder sur son avenir les plus hautes espérances : c'est à souhaiter sincèrement leur réalisation que tendaient ces quelques lignes.

ALFRED LAMBERT.

---

## INFORMATIONS

Le mercredi 21 juillet, à 3 heures après-midi, s'ouvrira, à Paris, en Sorbonne, le 3<sup>e</sup> congrès de l'Institut International de Sociologie. Il sera présidé par M. Paul de Lilienfeld, sénateur russe. Ses séances auront lieu dans l'amphithéâtre de chimie de la Faculté des Sciences. Elles commenceront à partir du 22 juillet, le matin, à 9 heures, et l'après-midi, à 2 heures. Sont, dès maintenant, inscrites à son ordre du jour les questions suivantes, rangées dans l'ordre alphabétique des auteurs :

DALLEMAGNE (J.) : thérapeutique de la dégénérescence.

DE GREEF (G.) : l'évolution sociologique de la monnaie.

DORADO (P.) : la suppression de la justice criminelle dans l'avenir.

GAROFALO (R.) : le cerveau social et le cerveau individuel.

GINER DE LOS RIOS (Fr.) : la science comme fonction sociale.

GRASSERIE (R. de la) : l'évolution de l'idée de monarchie.

KOVALEWSKY (M.) : la révolte des paysans anglais au xiv<sup>e</sup> siècle.

LAMBERT (A.) : l'obligation sociale de l'assistance.

LETOURNEAU (Ch.) : l'évolution de l'éducation.

LILIENFELD (Paul de) : la méthode graphique en sociologie.

LIMOUSIN (Ch.) : l'origine religieuse du langage et de l'écriture.

LORIA (A.) : l'importance sociologique des études économiques sur les colonies.

NOVICOW (J.), TARDE (G.) et KRAUZ (C. de) : la théorie organique des sociétés.

STARCKE (C.-N.) : les lois de l'évolution politique.

STEIN (L.) : la méthode historique et comparative en sociologie.

STEINMETZ (S.-R.) : les sélections indirectes.

WARD (Lester) : l'économie de la douleur et l'économie du plaisir.

WORMS (René) : l'expérimentation en sociologie.

Les personnes qui souhaiteront être admises à assister aux séances du congrès pourront obtenir des cartes d'entrée individuelles, délivrées par le secrétaire général, M. René Worms (35, rue Quincampoix, Paris).

. . .

Le mercredi soir, 9 juin, la Société de Sociologie de Paris a tenu sa séance mensuelle, sous la présidence de M. G. Tarde. Elle a entendu une communication de M. E. de Roberty, sur « la vie et la socialité », qui est résumée en un article que contient le présent numéro de la *Revue*. Une intéressante discussion a suivi, sur ce sujet, entre MM. Tarde, Limousin, Rappin et de Roberty.

En vertu de son règlement, la Société reprendra ses séances le 2<sup>e</sup> mercredi soir de novembre 1897.

. . .

L'Académie des Sciences morales et politiques a élu membre libre, le 29 mai dernier, M. Gabriel Monod, maître de conférences à l'École normale supérieure, président de la section des sciences historiques et philologiques à l'École des Hautes-Études, directeur de la *Revue historique*. M. G. Monod est l'un des hommes qui ont le plus efficacement collaboré au développement contemporain des études de science historique en France. Notre *Revue* ne saurait oublier que M. Monod lui a permis, dès ses débuts, de l'inscrire sur la liste de ses collaborateurs, et elle est heureuse d'enregistrer la haute distinction scientifique qui vient de lui échoir si justement.

. . .

Pendant le *quarter* d'été 1897, le département de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Chicago donnera les enseignements suivants : 1<sup>o</sup> bases de la société moderne; quelques problèmes pendants de sociologie (M. A. Small); — 2<sup>o</sup> sociologie dynamique; méca-

nique sociale (M. Lester Ward); — 3° psychologie ethnique; introduction à l'étude de la société (M. Thomas); — 4° bibliographie de la sociologie (M. Hastings); — 5° anthropologie et ethnologie générales; le Mexique (M. Starr).

..

Le vendredi 18 juin, notre distingué collaborateur, M. Charles Andler, agrégé d'allemand et maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure, a soutenu brillamment, en Sorbonne, une thèse française intitulée : *les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*. La Faculté des Lettres a conféré à M. Andler le grade de docteur avec mention très honorable.



## ŒUVRAGES RÉCENTS

### DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Annales de l'Institut International de Sociologie, tome III (in-8).

LUDWIG GUMLOWICZ. — Allgemeines Staatsrecht, 2° éd. (in-8).

LUDWIG STEIN. — Die sociale Frage im Lichte der Philosophie : Vorlesungen über Socialphilosophie (gr. in-8).

LESTER F. WARD. — The psychic factors of civilization (gr. in-8).

LESTER F. WARD. — Collective telesis (broch. in 8).

SCIPIO SIGHELE. — La coppia criminale, 2° éd. (gr. in-8).

C. COLSON. — Notice sur la vie et les travaux d'Armand Rousseau (broch. in-8).

Cour de cassation de Belgique : arrêt annoté en matière d'immunité diplomatique (broch. in-8).

ALESSANDRO GROPPALI. — A proposito di una recente pubblicazione sul materialismo storico (broch. in-8).

MAURICE BLOCK. — Les progrès de l'économie politique depuis Adam Smith; révision des doctrines économiques, 2° éd. (2 vol. gr. in-8).

HECTOR DENIS. — Histoire des systèmes économiques et socialistes, tome I (in-8).

J.-J. TAVARES DE MEDEIROS. — Des contraventions : rapport présenté au Congrès de droit pénal de Lisbonne (broch. in-8).

J.-J. TAVARES DE MEDEIROS. — Droit pénal portugais, lois récentes (broch. in-8).

LOUIS FAVRE. — Observations préliminaires sur la réforme de l'orthographe française (broch. in-8).

LOUIS FAVRE. — Conseils aux avocats et aux professeurs sur la diction (broch. in-8).

JUAN ENRIQUE LAGARRIGUE. — Lettre à M. Émile Faguet (broch. in-12).

JULES DALLEMAGNE. — Biologie et sociologie (broch. in-8).

JULES DALLEMAGNE. — Dégénérescence individuelle et dégénérescence collective (broch. in-8).

RAMON SANCHEZ DE OCANA. Contribuciones e impuestos en Leon y Castilla durante la Edad Media (gr. in-8).

COMTE DE CEDILLO. — Contribuciones e impuestos en Leon y Castilla durante la Edad Media (gr. in-8).

PEDRO ARMENGOL Y CORNET. — La participacion de beneficios (gr. in-8).

RENÉ HOCQUET. — Emploi des fonds dans la participation des bénéfices (in-8).

E. FLORIA ET G. CAVAGLIERI. — I vagabondi (gr. in-8).

Statistica delle societa cooperative di consumo al 31 dicembre 1895 (gr. in-8).

ROSCIUS. — Il nuovo patriotismo (broch. in-12).

GEORGES GOTAU. — Autour du catholicisme social (in-12).

RAGNARD REDBEARD. — The survival of the fittest or the philosophy of power (in-8).

Annuaire statistique de la ville de Paris pour 1894 (gr. in-8).

Bulletin de la Société Neuchateloise de Géographie, tome VIII (in-8).

Revue de la Législation ouvrière et sociale, dirigée par GEORGES PAULET, n° 1 (in-4).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency. Imp. J. Lefray.

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## **Des origines, de l'évolution et de l'avenir du jury.**

Nous nous proposons d'étudier ici très brièvement et en substance, l'institution du jury, non pas au point de vue juridique, mais à celui de la psychologie et de la sociologie, recherchant sa raison d'être, ses principes essentiels, ses causes historiques mécaniques, ses avantages en ce qui concerne l'administration d'une bonne justice, et aussi les défauts graves qui le défigurent, la restitution qu'on pourrait faire de son type rationnel et pur, nous dirons comment de cette institution contestée, et contestable en son état actuel, on pourrait faire un admirable instrument de précision, autant que de bonne foi, pour le bien jugé.

Il n'est pas de critiques qu'on n'élève de nos jours contre le jury, pas de sarcasmes même qu'on ne se permette contre lui ; pour tout dire en un mot, c'est dans l'esprit du grand public une chose démodée ; cette sorte de disqualification ne date pas d'hier, elle a été faite d'abord par le corps judiciaire concurrent, issu d'autres principes, pénétré d'autres idées, auquel il semble peu naturel que précisément les questions les plus graves lui aient été retirées pour être confiées à ceux qui ne sont, au moins relativement à lui, que des ignorants, des ignorants peut-être d'une manière absolue, mais en tout cas, pour des fonctions dont ils n'ont pas l'habitude. On se plaisait à dire que les

intérêts de la société et de la répression se trouvaient compromis par impéritie ou sacrifiés de parti pris; on invoquait des verdicts incohérents; et pour appliquer soi-même un remède dans les limites ou même au-delà des limites où la législation le permettait, on faisait descendre tel crime au rang de délit, pour le faire passer de la compétence du jury dans celle des tribunaux, par voie de correctionnalisation. Puis, des hommes spéciaux, ce dédain passa au grand public lui-même; des affaires retentissantes et où la perspicacité des jurés s'était trouvée gravement en défaut, où leur faiblesse avait été apparente, où ils avaient semblé obéir à des préoccupations politiques, frappèrent vivement; on se demanda si les garanties que cette institution présente pour l'accusé n'étaient pas payées trop cher, si l'incompétence du jury n'était pas de fait et fondamentale et s'il ne valait pas mieux être frappé, quelquefois sévèrement, mais avec discernement véritable, par des magistrats professionnels. L'idée ne vint pas que peut-être il n'y avait besoin que de chercher à rectifier des déviations qui s'étaient produites, à laisser évoluer, en adaptant aux modifications du milieu social. De même qu'on avait admis le jury d'enthousiasme, on était bien près de le répudier par simple désaffection.

Cependant, s'il s'agissait de l'abolir, nous pensons qu'il se produirait un mouvement très vif en sens contraire. Le jury, lorsqu'il fut introduit en France ou qu'il reçut des extensions successives, telles qu'il fut près de passer du domaine criminel au domaine correctionnel et même au domaine civil, fut salué comme une des meilleures garanties de liberté et de justice indépendante. Dans tous les pays où, à l'exemple de la France, on l'a naturalisé, il a été reçu de la même manière, et toutes les fois que son exercice est suspendu, par exemple, en Autriche-Hongrie, son rétablissement est aussitôt violemment réclamé. En France, la mode souveraine étend sa domination sur tout, même sur les choses juridiques ou politiques; elle mène les idées, les lois, les affaiblit, mais arrive rarement à leur destruction totale, car les modes plus anciennes reviennent facilement à temps pour les consolider à nouveau, nous brûlons ce que nous avons adoré, nous adorons ce que nous avons brûlé, mais ce qui est plus curieux, nous adorons et nous brûlons en même temps. Nous n'avons pas assez de critiques et d'attaques pour des institutions que pour rien au monde nous ne voudrions voir entièrement détruites; nous voulons seulement les amoindrir par une sorte de jalousie objective; nous n'avons plus l'admiration naïve de ceux qui nous ont précédés, mais nous nous vantons d'une raison plus mûre qui nous permet, tout en profitant des

progrès modernes, de les dénigrer et de nous affranchir de leur esprit.

Tel est, croyons-nous, l'état actuel exact de l'opinion en France sur le jury. Il est de bon ton de l'attaquer; il deviendra, par conséquent, bientôt, grâce à un nouveau tour de mode, de bon goût de le défendre, mais il ne s'agit pour personne sérieusement de l'abolir; il s'agit, encore moins, de le discuter à fond et de tenter de l'améliorer, c'est cette dernière tâche que nous entreprenons.

Les discussions actuelles du Parlement sur la réforme du code d'instruction criminelle mettent, du reste, indirectement cette question à l'ordre du jour, puisque toutes les garanties de la défense se tiennent et se complètent et que d'ailleurs, c'est dans l'organisation judiciaire que sont contenus, non les principes, et les promesses, mais les réalisations de la liberté de l'individu.

# I

Pour bien comprendre le jury, il faut en connaître les origines et en suivre rapidement l'évolution jusqu'à nos jours. Ce n'est point cependant son historique que nous voulons faire, mais son développement, la réalisation successive de son idée, que nous voulons observer. Son idée! Ce terme est inexact, car, au moins, en apparence, il a eu plusieurs idées primordiales absolument différentes. Il faut distinguer sous ce rapport : 1<sup>o</sup> le jury romain, 2<sup>o</sup> le jury féodal, 3<sup>o</sup> le jury anglais. Quant au jury français, il n'est pas marqué d'une idée particulière; il n'est autre que le jury anglais importé, et qui depuis son importation a seulement subi des réfractions, des déviations, dans un milieu nouveau.

Le jury romain, à la différence de ce qui a lieu chez nous, ne s'appliquait pas au criminel, mais, au contraire, au civil. Le magistrat jugeait les questions de droit, organisait les procès, prononçait la sentence définitive exécutoire; quelquefois même il se permettait de légiférer, cette usurpation plus ou moins légale a été une des causes les plus actives du perfectionnement de ce droit; c'était donc un magistrat omnipotent; d'autre part, il était d'abord élu, mais sous l'Empire, il fut nommé par le pouvoir. Hé bien! ce magistrat si puissant, le préteur, s'arrêtait devant un droit qu'il considérait comme sortant de l'orbite social, comme resté absolument individuel, celui de se faire juger, non en ce qui concerne l'application de la loi au fait reconnu,

mais en ce qui se rapporte à la reconnaissance ou à l'estimation du fait; il lui semblait que les citoyens devaient se juger eux-mêmes les uns les autres, que lors de chaque litige, chaque partie devait se *choisir librement son juge*; d'où l'idée de l'*arbitrage*; cette idée si ancienne est aujourd'hui pour ceux, qui discutent l'organisation judiciaire, la plus avancée, comme l'on dit; c'est celle qui fut proposée en 1893, et cette coïncidence ou ce retour ne manque pas d'être curieux.

Il se formule ainsi : c'est à chacun de se choisir soi-même son juge. Seulement deux conditions sont nécessaires : il faut, même en supposant que chaque plaideur ait le sien, que ce juge, même celui du premier, soit acceptable par l'adversaire, soit capable et non indigne : il faut, en outre, que si les parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix et après un certain nombre de récusations, celui qui refuse sans motif soit considéré comme faisant défaut ou qu'on procède à un tirage au sort, car autrement il y aurait une impasse. C'est à ces solutions qu'arrive le droit romain. Chaque année était dressé l'album sur lequel étaient inscrits les citoyens, experts généraux, que les parties pouvaient choisir, mais elles pouvaient le faire en dehors de cette liste. On voit avec quel soin jaloux, le droit individualiste des citoyens était respecté en matière judiciaire; pour ces profondeurs de la conscience, la société osait à peine intervenir, elle ne le faisait que par le préteur qui se contentait de poser des questions aux juges ainsi choisis, comme on en pose actuellement au jury, et par la confection de listes auxquelles les plaideurs n'étaient même pas tenus de limiter leur choix.

Le juge-juré revêtait d'ailleurs plus ou moins le caractère d'expert. d'expert général, car il ne s'agissait point de spécialistes; cependant, il est probable que des spécialistes étaient portés sur l'album et se trouvaient ainsi désignés pour des jurys spéciaux.

Ces juges-jurés ne décidaient que le fait, ils étaient enfermés dans les questions qui leur étaient posées, ils ne pouvaient en tirer les conséquences juridiques. Dès qu'il s'agissait de cet autre travail, le domaine social proprement dit se rouvrait; c'est à la société de faire la loi; c'est à elle de l'appliquer au fait, dès que celui-ci, qui est du domaine individuel, a été fixé par les autorités autonomiques de ce domaine.

Ce qui paraît étrange, c'est qu'un tel système, appliqué au civil pour lequel l'application du jury n'est même pas aujourd'hui proposée, ne l'était pas au criminel. L'explication en est simple et mécanique. Le criminel fut longtemps enfermé dans le civil; les peines étaient civiles



et au profit de la partie lésée; ce n'est que lentement qu'il s'en détacha et à une époque où le jury n'existait plus.

En effet, le juge, le juré civil romain, finit par disparaître, et on ne le trouve plus sous le bas-empire, il est remplacé par le magistrat, il y a désormais confusion des pouvoirs; le prêteur, ou celui qui le remplace alors, dit à la fois le droit et le fait, tout est rentré dans le domaine social, l'individuel s'est effacé. Au lieu de la juridiction vivante et fluide, se renouvelant sans cesse, volontaire, souple autant qu'indépendante et impersonnelle, on n'a plus qu'une juridiction cristallisée, rigide, professionnelle. C'est toujours dans ce sens qu'a lieu l'évolution du droit, à moins qu'une civilisation ne se prolonge de manière à amener à un nouveau stade, mais c'est en cet état que la civilisation romaine vint à périr.

Le jury féodal est tout à fait distinct du jury romain, il régna au Moyen-Age sur tous les pays civilisés, nous ne l'observerons qu'en France. Son idée essentielle, c'est que le jugement par les supérieurs hiérarchiques est trop dangereux; ceux-ci y renoncent d'eux-mêmes; ils sentent qu'autrement il n'y aurait plus de justice, même apparente, et d'ailleurs, ils sont dominés inconsciemment par cette croyance qu'il existe là un domaine, une sorte de for relativement intérieur, que la société avec ses représentants ne peut franchir, que la décision du fait n'est pas de droit social, mais de droit individuel, et qu'il faut que le juge soit, au moins indirectement, consenti. Seulement cette idée prend une nuance particulière. La justice devient *égalitaire, mutuelle*. Cependant, le seigneur ne perd pas tous ses droits, il préside, mais ne délibère point. Soit qu'il s'agisse de justice seigneuriale proprement dite, soit qu'il s'agisse de justice féodale (il ne peut s'agir de justice royale, car lorsqu'elle se développe, le jury a disparu), le seigneur préside sa cour de justice ou la fait présider par son prévot ou son bailli. S'il s'agit d'un vassal, il est jugé par des vassaux du même seigneur, qui non seulement décident, mais rédigent le jugement; il en était ainsi, chose curieuse dans ce temps, si le seigneur lui-même était demandeur; s'il ne se trouvait pas assez d'hommes pour juger, on en empruntait à une seigneurie voisine. Que s'il s'agissait d'un roturier, le juge devait consulter, avant de prononcer, les hommes notables et sages de l'assistance, mais dans certaines coutumes, le roturier avait le droit d'être jugé par d'autres roturiers. Sans doute, en pratique, ces garanties étaient beaucoup moins sérieuses qu'en théorie, mais ici nous ne recherchons que les idées qui s'en dégagent. La cour féodale était, au Moyen-Age, une sorte de cour d'assises.

Mais il y eut bientôt disparition de cet élément. Au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Beaumanoir distingue les cours où l'on juge par hommes et celles où l'on juge par bailli. Lors de la réception du droit romain, les hommes ne peuvent plus appliquer cette législation compliquée; ils désertent d'eux-mêmes la cour, ils ne remplissent plus le devoir de justice qui faisait partie de leurs corvées féodales; au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, l'institution a disparu. Il faut remarquer qu'il n'y a point dans le jury féodal distinction du fait et du droit. Les hommes, comme on les appelait, jugent le procès dans son entier, ce qui les différencie nettement du juge romain.

Voici donc de nouveau la juridiction solidifiée; au lieu de celle du pair, de l'égal des plaideurs, les jugeant aujourd'hui, puis rentrant dans la foule et à son tour pouvant être jugé par eux, se retrem pant dans la vie commune, juridiction fluide et à tout moment renaissante, voici celle cristallisée, rigide, du seigneur ou du roi, jugeant tantôt seuls, tantôt avec l'adjonction de conseillers, experts en droit, qui bientôt les remplaceront. Ce qu'il faut noter, c'est que l'institution et même l'idée du jury de la cour féodale étaient entièrement perdues en France lorsque le jury actuel y est revenu par voie d'importation étrangère.

Toute trace du jugement par les pairs a-t-elle disparu? Dans notre organisation des conseils de guerre, une disposition le rappelle; c'est celle des articles 3 et suivants de la loi du 9 juin 1857 et de celle du 21 avril 1892, qui font varier la composition de ce conseil suivant le grade du militaire accusé; il se compose toujours, pour un tiers, de militaires d'un grade égal, pour les deux tiers, de grades supérieurs.

Le jury féodal avait existé en Angleterre, comme en France, il avait d'ailleurs été emprunté à notre pays par l'intermédiaire de la Normandie, mais il périt de très bonne heure, l'organisation de l'aristocratie anglaise ayant eu une évolution particulière, très différente de celle de France. Mais à côté se leva un *jury nouveau* qu'on pourrait qualifier d'autochtone, et dont l'origine fut vraiment originale. On sait combien le droit anglais est curieux à plus d'un titre; il ne relève que de lui-même, il n'a jamais, comme les autres, admis les importations du droit romain, il n'imité jamais ce dernier, et cependant il lui est parallèle, il tire tout de son propre fond par une évolution naturelle, étant traditionnaliste et coutumier au plus haut point. D'autre part, il est essentiellement individualiste; les autonomies s'y développent librement.

Mais le jury dont il s'agit maintenant et qui n'a rien de commun avec

ceux qui l'ont précédé eut une formation toute mécanique. D'abord, ce n'est pas du tout un jury ; ses membres ne jugeaient pas, même le fait, ils auraient été bien étonnés si on les eût qualifiés de juges et auraient réclamé contre une grossière erreur. Il ne s'agit ni de distinction du fait et du droit, ni de choix, par les parties, ni de jugement par les pairs, ni de justice mutuelle, impersonnelle, indépendante. Que signifierait tout cela, puisque ce ne sont pas des juges ? Ce sont simplement *des témoins*, témoins primitifs, rudimentaires, à une époque où le témoignage direct, ordinaire, est impossible. Une accusation est portée ; comment va pouvoir se décider le juge ? Il siège à distance, il ne lui est pas loisible de faire les enquêtes approfondies, personnelles de nos jours, il ignore quels ont été les témoins du fait. Il va convoquer en bloc ceux qui habitent dans la paroisse où le crime a été commis, où l'objet litigieux est situé, où habitent les plaideurs, en un mot, les voisins. Ces voisins, témoins directs ou indirects, parce qu'ils ont vu ou qu'ils ont entendu dire, le renseigneront mieux que personne ; il suivra leurs dires, il ne s'en départira bientôt plus. C'est l'*enquête par le pays*, le meilleur alors des moyens de preuve, mais ce n'est que cela. Le jury n'est pas un mode de juridiction, mais un mode de preuve ; on prouve par écrit ou par jury. D'ailleurs, il est applicable en toute matière : au civil, au criminel, des voisins on étend l'appel aux personnes compétentes ; c'est la première évolution, le juré n'est pas seulement témoin, il est aussi expert, mais il n'est pas encore juge. Puis, son caractère se modifie encore. Le juge véritable suit toujours l'avis du jury, au moins, quant à la constatation du fait ; dès lors, à quoi bon la double décision ; la seconde est inutile. Sans doute, le magistrat conservera l'appréciation dudroit, l'application de la loi ; mais quant au fait, il est plus simple que le témoin-expert décide lui-même ; dès lors, le témoin-juré devient un juge-juré, c'est lui qui forme le jury définitif, et s'il y a besoin de témoins directs dans telle ou telle affaire, on en appelle directement, et ceux qui n'étaient témoins que d'une manière générale et comme voisins forment définitivement le jury anglais, le jury nouveau, appelé à durer et à envahir l'Europe par la voie de l'imitation, cette conquête pacifique internationale des institutions.

Nous ne pouvons expliquer ici en détail cette évolution si intéressante ; deux traits essentiels sont à noter. Le jury anglais est universel ; il ne se borne pas comme celui Romain aux affaires civiles, comme celui des cours féodales aux seules juridictions seigneuriales, comme notre jury français actuel aux affaires criminelles seules quant

au jugement définitif, il embrasse toutes les natures de juridiction. Il s'étend à la fois au civil et au criminel, et pour ce dernier, il se dédouble même, à côté du jury de jugement ou petit jury se trouve le jury d'accusation ou grand jury, c'est-à-dire que pour l'esprit anglais il ne suffit pas qu'un citoyen ne puisse être condamné comme coupable par d'autres que par ses concitoyens choisis par lui ou tirés au sort, vivant de la même vie, ses égaux, entièrement indépendants, mais il ne souffre pas même qu'il puisse être simplement accusé, il lui semble que malgré l'acquiescement ultérieur, il reste de ce fait une flétrissure qu'on ne doit tolérer que si elle est infligée de la même manière et avec la même garantie.

Le second trait caractéristique, c'est que même par ses concitoyens, un citoyen accusé ne peut être condamné qu'à l'unanimité, la majorité ne suffit pas. Cela peut nous paraître étrange, car il nous semble par une discipline à laquelle nous sommes habitués, que la majorité doit être partout souveraine. Et ce n'est pas pour la condamnation que l'unanimité est exigée; l'accusé devant être acquitté faute de cette unanimité, la part de celui-ci serait trop belle et la répression deviendrait impossible; ce n'est point d'ailleurs à son profit que cette règle s'est formée; il faut l'unanimité aussi bien pour l'acquiescement que pour la condamnation. Comment alors sortir de cette impasse? Par deux moyens qui ont été alternativement employés. Tantôt on augmente successivement le nombre des jurés, jusqu'à ce qu'on obtienne un nombre unanime de douze, équivalent au nombre primitif des délibérants, dans un sens ou dans l'autre, tantôt, c'était le moyen primitif, on enfermait le jury, ou le juge l'emmenait avec lui dans ses assises jusqu'à ce que l'unanimité fut obtenue; aujourd'hui on renvoie à une autre session et à un autre jury: il semble que la peine ne puisse être appliquée, tant qu'il y a des dissidences qui rendent la culpabilité incertaine. C'est du moins le motif qui apparaît *a priori*.

Telle est l'origine du jury anglais et son évolution. Il nous resterait à décrire celle du jury français et des jurys étrangers qui l'ont suivi. Mais il n'y a pas là d'évolution proprement dite, puisque le jury n'est chez nous qu'une plante d'importation. Cependant la plante importée évolue aussi sur le sol nouveau.

Le jury fut importé d'Angleterre en France au criminel par le décret du 30 avril 1790, ainsi conçu: l'assemblée nationale décrète: 1° qu'il y aura des jurés en matière criminelle, 2° qu'il n'en sera point établi en matière civile; ce n'était donc qu'une admission partielle; l'organisation eut lieu chez nous par celui du 16 septembre 1891; elle a été sou-

vent remaniée depuis. A l'origine, elle se rapprochait étroitement de l'institution anglaise sur les deux points importants que nous avons signalés; 1<sup>o</sup> à côté du jury de jugement on instituait le jury d'accusation qui a été supprimé depuis; 2<sup>o</sup> le jury, comme en Angleterre, devait juger à l'unanimité, seulement le moyen de sortir de l'impasse était différent; si le dissentiment durait plus de 24 heures, le désaccord valait acquittement; l'hésitation indéfinie répugnait au caractère français. Depuis, les modifications ont été nombreuses, la simple majorité a suffi, après la prescription intermittente d'une majorité plus forte que moitié pour condamner. D'autre part le jury a été admis dans une certaine mesure à participer à l'application indirecte de la peine par la déclaration de circonstances atténuantes.

Enfin, on l'a admis en 1836 et 1841 dans une matière spéciale de droit civil; l'expropriation pour cause d'utilité publique. Mais malgré les propositions faites, on l'a toujours écarté des affaires correctionnelles, et d'autre part, on a considérablement diminué son domaine en correctionnalisant d'une manière arbitraire beaucoup de crimes; enfin la jurisprudence a admis que l'accusé acquitté en cour d'assises pouvait être poursuivi devant les tribunaux correctionnels pour le même fait qualifié autrement. Tels sont à grands traits dans leur ensemble les conditions du jury français, de celui du jugement, car celui d'accusation a disparu.

Il s'est modifié beaucoup aussi dans la procédure suivie et dans des détails importants que nous allons mettre sous les yeux.

Le jury a donc eu des origines différentes qui se ramènent à trois : le romain, le féodal, et l'anglais, lequel, se modifiant, est devenu le jury français. Le but visé directement par l'un ne l'était pas par l'autre, et la production mécanique différait aussi. Ici c'était le choix volontaire, là l'idée du jugement par les pairs, là bas, celle du jugement par les voisins et experts en fait, qui dominait. Cela n'empêchait pas chacun de ces juges d'avoir eu des qualités communes, différentes de celles de la magistrature professionnelle.

Ils l'emportaient sur celle-ci par une indépendance plus complète, la magistrature, même inamovible, étant reliée aux pouvoirs publics par la nomination et l'avancement, tandis que rien ne peut agir sur le jury, si ce n'est la corruption voulue et directe, difficile d'ailleurs en raison du nombre des jurés; ils étaient aussi préférables par une impersonnalité entière, chaque juré n'ayant qu'un quotient de décision, n'ayant pas la direction des débats, et rentrant dans le rang, une fois le verdict prononcé; en outre, cette fonction était mutuelle, le juge d'au-

jourd'hui pouvait devenir le plaideur de demain et réciproquement ; enfin, et ce n'est pas le moindre de ses avantages, le juré, à la différence du magistrat, ne vit point d'une vie à part, le tenant en dehors des conditions moyennes et actives de la vie ; il ne prend pas d'habitudes judiciaires, de préjugés involontaires, il n'a pas de tendance à voir partout le coupable, et un de ses grands mérites, c'est de n'être jamais un professionnel. Par contre, il est bien quelquefois un peu naïf ; pour trop protéger l'innocent, laisse échapper le coupable et se perd dans un formalisme qu'il ne peut comprendre. Mais il rachète par une grande bonne foi et une bonne volonté absolue ce qui lui manque en science et en savoir faire.

Tels sont ses caractères pratiques, mais au-delà et au-dessus, il se distingue, en principe même, du magistrat professionnel. Tandis que celui-ci représente la société et ses droits, le juré représente l'individu et les siens. C'est, contre l'omnipotence *sociale*, le plus actif organe de la résistance *individuelle*. L'individu, enveloppé de toutes parts dans le réseau politique et qui se laisse faire lorsqu'il s'agit des intérêts collectifs, ne le veut plus lorsqu'il s'agit de ses intérêts tout à fait particuliers, de son autonomie même. Alors il exige que la décision soit prise par des juges de son choix actuel, ou qu'à défaut de choix commun le sort décide. Nos sociétés modernes croient avoir tout fait dans le sens de la liberté lorsqu'elles introduisent l'élément électif, lorsque dans l'élection elles admettent le principe de la représentation des minorités ; les sociétés antiques pensaient autrement et avec raison. A Athènes, l'élection directe était considérée encore comme aristocratique, l'homme du peuple est éligible en droit, il ne l'est guère en fait, mais il le sera effectivement au moyen d'un tirage au sort, procédé qui nivelle réellement tout. Dans certains pays, même pour les décisions des assemblées, l'unanimité était exigée. Le tirage au sort, l'unanimité sont les cachets authentiques du droit individualiste survivant au triomphe du droit collectif et persistant sur certains points comme ressort antagoniste utile. C'est ce qui explique comment l'unanimité des jurés est encore exigée en Angleterre, comment elle le fut d'abord lors de l'introduction du jury en France : une idée, en apparence aussi singulière, pour avoir persisté, doit avoir de profondes racines ; elle les a dans le droit individuel où le jury a tout entier son domaine, l'individu n'y peut obéir qu'à lui-même quand plaideur il choisit le juge, de même que quand juge il décide : la minorité ne peut se courber devant la majorité ; l'individu est irréductible. Lorsque, enfin la Société l'emporte, il reste à l'individu quelques retraites inviolables ;

une de ces retraites, est le jury, et si le magistrat est de droit social, le juré de droit individuel coexiste. Ce sont deux juridictions contraires, antagonistes, complémentaires l'une de l'autre.

### III

Après cette genèse décrite nous devons étudier le fonctionnement du jury anglais qui a été le modèle du nôtre, et ce dernier qui est une imitation du premier. C'est le jury anglais qui sert de type, l'imitation était d'abord exacte, mais elle a considérablement dévié.

En Angleterre, tout d'abord, le jury n'est pas cantonné au criminel, c'est une institution universelle; cependant, au civil il tend à se restreindre et la cristallisation que nous avons signalée pour le jury romain, pour celui féodal, commence à se faire, mais au répressif la fluidité parfaite est conservée. Il en résulte qu'il n'y a point là une institution extraordinaire exceptionnelle, à laquelle on s'accoutume mal, mais le droit commun lui-même. A la différence de ce qui a lieu en France, le public connaît beaucoup mieux le juré que le magistrat. La base est plus solide; le juré qui fonctionne plus souvent fonctionne mieux.

La formation du jury dans les deux pays n'est pas essentiellement différente. Sans doute, en théorie tout le monde peut et doit être juré, sous la seule condition que son nom sorte au tirage au sort et qu'il ne soit dans aucun cas d'indignité. Mais, dans les deux, c'est une fiction plutôt qu'une vérité. La loi anglaise exige des conditions de cens, moins fortes depuis 1870, mais toujours maintenues; par contre, il n'est plus nécessaire d'être de nationalité anglaise, ce sont les marguilliers et les inspecteurs des pauvres de chaque paroisse qui dressent les listes, en faisant un triage de ceux qu'ils considèrent comme plus capables. Ces listes sont mal faites; c'est sur elles que dans chaque affaire, le jury se forme par tirage au sort accompagné de récusations motivées et d'autres péremptoires; les motifs sont jugés par les deux premiers jurés non récusés tirés au sort. L'accusé a le droit de récuser la liste entière. Le jury criminel reste définitivement composé de douze membres. En France, en 1848 et en 1870 tous les citoyens devaient être portés sur la liste générale, mais maintenant et à toute autre époque, cette liste est fournie pour une sélection faite à plusieurs degrés par l'autorité judiciaire et l'autorité administrative, et ce n'est qu'après ce triage préalable contre lequel personne n'a le droit de

recourir qu'on procède au tirage au sort et aux récusations. Dans les deux pays le tirage au sort n'est donc qu'une illusion d'optique, puisqu'on ne tire au sort que sur les noms qui ont été triés d'abord par les pouvoirs publics. Mais en Angleterre le droit de récusation est plus large et les réclamations sont admises contre la confection des listes.

En Angleterre, l'instruction est faite ou révisée par un jury, le jury d'accusation ; il se compose de vingt deux membres, et l'unanimité n'est plus nécessaire. Il n'y a ni avocat, ni greffier, ni avoué, les témoins à charge sont entendus ; du reste, depuis le commencement, la procédure a été publique et contradictoire, le prévenu et son défenseur y ont assisté. Si le jury d'accusation estime qu'il n'y a pas de preuves suffisantes, il relâche, par une décision qui équivaut à notre ordonnance de non lieu ; l'accusé n'aura pas subi l'affront de la comparution en cour d'assises. En France, au contraire, l'instruction entière est faite par un seul magistrat et la décision qui la termine et renvoie l'accusé devant la cour d'assises est rendue par d'autres magistrats supérieurs au premier. Le jury n'intervient qu'à la fin et pour juger définitivement. C'est là une déviation qu'a subie en France l'institution, car la loi de 1891 admettait le jury d'accusation. Cette différence est fondamentale, elle opère chez nous en matière criminelle une véritable scission entre la magistrature et le jury, un conflit latent, deux décisions successives interférentes qui émanent chacune de chacune d'elles. De ces deux jurys symétriques, celui d'accusation et celui de jugement, on a détruit l'un, et l'institution totale et complète se trouve démantelée ; une des deux tours de la justice criminelle, restée seule debout, appelle la résurrection de celle qui est en ruine, et qui formait le préliminaire logique.

Le petit jury anglais correspond à notre jury français, c'est celui de jugement. En Angleterre, la procédure qui a lieu devant lui est très simple. Le débat s'agite directement entre l'accusation et la défense, et presque toujours l'accusation est soutenue, non par un magistrat, membre du ministère public, mais par une personne privée ; aussi accusation et défense sont sur le même pied, le siège de l'une n'est pas plus haut que celui de l'autre. Les questions sont faites directement aux témoins à charge ou à décharge par les intéressés. Il y a deux parties à la barre, comme au civil. Quand au président, il n'a aucun rôle actif ; il n'interroge pas les témoins, il n'interroge pas l'accusé, il dirige seulement matériellement les débats, son seul rôle actif et distinct est de résoudre les questions de droit, les questions préalables, lorsqu'il s'en présente ; il ne possède aucun pouvoir discrétion-



naire. C'est le poursuivant qui expose les faits, l'accusé y peut contredire; les témoins répondent aux questions posées par l'un ou par l'autre, mais aucune ne peut être posée à l'accusé par personne. L'avocat n'a pas surtout pour rôle de plaider, mais d'interroger. A la fin le président résume l'affaire, mais comme il n'a pris jusque là aucun rôle actif, aucun amour-propre ne l'invite à sortir de son rôle neutre, ses observations sont parfois favorables à l'accusé dont il demande l'acquittement.

Ce mode de débats est le contre-pied de celui qui est suivi en France. Chez nous, c'est le président des assises qui conduit tout; après la lecture de l'acte d'accusation, il procède à l'interrogation de l'accusé; il le fait avec insistance, tâchant de mettre celui-ci en contradiction avec lui-même, de le troubler; puis, il passe à l'audition des témoins. Cette audition a lieu en pratique par voie d'interrogation, on ne saurait d'ailleurs procéder autrement d'une manière utile. Le président confronte les témoins et l'accusé, tâche d'amener ce dernier à des aveux. Il a le droit, en vertu de son pouvoir descriptif, d'appeler de nouveaux témoins, même ceux que rigoureusement la loi défend de citer. Pendant tout ce temps, le ministère public, l'accusé, la partie civile, les avocats, les jurés se taisent; sans doute le silence ne leur est pas légalement imposé, mais en fait, s'ils peuvent parler, c'est lorsque le président a bien fini, et encore leurs questions doivent-elles passer par son organe. D'ailleurs, les jurés osent peu prendre la parole, ils sont inexpérimentés et pourraient à leur insu manifester leur opinion, ce qui serait une cause de cassation du verdict. Enfin, le président cède la parole aux parties en cause; le ministère public n'a plus quelquefois qu'à compléter ce qu'il a dit. Les jurés se sont trouvés pendant tout ce temps sous l'obsession de l'accusation. Ce n'est pas tout; avant la loi du 19 juin 1884, le président prenait de nouveau la parole le dernier, et résumait l'affaire; or il était de pratique constante que ce résumé n'était qu'un nouveau réquisitoire contre l'accusé. Sous ces coups répétés la conscience des jurés devait fléchir. Il est vrai que l'excès d'un mal se résout quelquefois de lui-même. Les jurés, de par leur conscience individuelle, résistaient à cette trop forte pression sociale, d'autant plus que la pression augmentait et les mettait en défiance, mais alors c'était la dignité de la justice qui était atteinte.

En Angleterre, le président n'ayant aucun rôle actif, n'a pas besoin d'être assisté d'assesseurs. Il siège seul, ayant la responsabilité entière de ses décisions. Il en résulte une économie de frais. Mais c'est là le moindre avantage. Son attention est continuellement excitée, il tient

à montrer la plus grande impartialité. En France, au contraire, à côté du jury et du président, organes essentiels, il y a une magistrature composée, avec ce président, de deux assesseurs. Leur rôle est nul, en ce qui concerne l'étude du fait et l'intervention aux débats, leur attention ne s'éveille que lorsqu'il s'agit d'une question de droit ou de la fixation de la peine. Cette fixation ne pourrait-elle être faite aussi bien par une seule personne, comme en Angleterre? C'est une question que nous réservons.

Lorsque l'accusé avoue le crime, on le juge en Angleterre sans assistance de jurés, comme on le fait en France en cas de contumace. A quoi bon la décision du jury sur l'existence du fait, si ce fait est reconnu, puisque c'est toujours le magistrat qui prononce la peine? Voilà une grande simplification. Elle est possible dans un pays où l'accusé n'est jamais sollicité de faire des aveux; ceux-ci tout à fait spontanés rendent toute autre procédure inutile. L'accusé y gagne l'économie des tourments de la cour d'assises; d'ailleurs il n'est pas à craindre qu'il avoue fausement, il a déjà subi l'examen du grand jury. En France, au contraire, l'accusé comparait toujours devant la cour d'assises et encombre les sessions, car il y a beaucoup d'accusés qui avouent, ils ne peuvent s'épargner la cour d'assises, il faut que la procédure solennelle, inutile, ait son cours régulier, formaliste, inéluctable.

Après la clôture des débats, le jury doit statuer, mais il le fait en Angleterre et en France d'une manière bien différente, soit quant à la forme, soit quant au fond. En Angleterre, les jurés n'ont même pas besoin de se retirer dans la salle de leurs délibérations. Il n'y a pas nécessairement de vote écrit, tout se passe sans formalités, pourvu que la délibération reste secrète. Mais, ce qui est le plus important, c'est qu'on ne pose point de questions au jurés, on leur demande seulement si l'accusé est coupable, et c'est tout. Par conséquent, la réponse est libre, commode et nullement gênée par un cadre étroit avec ses compartiments multiples. Si le jury pense que le fait a été mal qualifié, qu'on a accusé d'un crime lorsque c'est un autre qui a été commis, il peut changer la qualification, ce qui entraîne des abaissements de peines; il peut diviser aussi l'accusation; il se meut librement. Au contraire, en France le formalisme est excessif.

Le jury doit toujours se renfermer dans la salle spéciale où il délibère, et il emporte avec lui une longue liste de questions posées par le président, discutées par la défense, les unes puisées dans l'acte d'accusation primitif, les autres résultant des débats, quelquefois

300 questions. On a, pour aider leur intelligence, analysé avec soin, divisé et subdivisé tous les faits, distingué chaque circonstance constitutive, chaque aggravante, posé des questions subsidiaires, et cela entraîne fort loin, car, dans notre code pénal, quelquefois un article accumule plusieurs circonstances atténuantes et plusieurs constitutives pour la même infraction, on doit d'ailleurs en présenter la définition complexe que la loi en donne. Voilà le jury fort embarrassé, il reste enfermé des heures pour une affaire très simple qu'on a comme à plaisir compliquée et que sans cela il aurait résolue tout de suite. A diviser ainsi son examen, il éprouve des doutes, des scrupules, qu'il ne peut vaincre, on lui impose une gymnastique violente de l'esprit à laquelle il n'est pas habitué. Tout son examen se perd dans ces compartiments; il ne voit plus le principal et l'essentiel. Puis, il faudra écrire le verdict, opération longue, hérissée de nullités. Mentionnera-t-il qu'il y a majorité? Peut-être nullité dans un cas ou dans l'autre! Il n'en sait rien. C'est la partie de sa mission qui lui cause le plus grand embarras.

Quelquefois, ne sachant que faire, il s'en tire par l'acquiescement. Le jury anglais, dans une procédure non formaliste, ne peut éprouver toutes ces anxiétés. Ce qui est très curieux, c'est qu'en France, après ce luxe embarrassant de questions portant sur les plus petits détails, le législateur en devient tout à coup avare, lorsqu'il s'agit des circonstances les plus importantes; par exemple, lorsqu'il résulte des débats que l'accusé n'est pas sain d'esprit, on ne pose pas de question relative à l'aliénation mentale.

En Angleterre, la distinction entre le droit et le fait n'est pas bien nette, ou tout au moins, elle n'existe que pour les questions préalables, mais non pour les qualifications. En France, l'existence d'un vol est une question de droit, le jury peut seulement décider qu'on a soustrait volontairement la chose d'autrui. En Angleterre, la qualification est considérée comme une question de fait pour une raison bien simple, c'est que le jury répond seulement : *coupable* ou *non coupable* (*guilty* ou *not guilty*). Cependant, le jury peut toujours dépouiller le fait complètement du droit; par exemple, le code américain de New-York qui en est dérivé, admet deux sortes de verdict : celui général sous cette forme, et un autre dans lequel le jury se borne à établir les faits résultant des preuves, et laisse au magistrat le soin de décider si ces faits peuvent constituer tel délit ou tel crime, et après ce verdict spécial, les parties peuvent plaider devant le magistrat sur la qualification légale. En France, au contraire, la distinction entre le fait et le droit

est maintenue, ou du moins, on essaie de la maintenir, autant que possible, et pour cela on a recours à des distinctions subtiles, en ce qui touche la qualification. En effet, certains crimes ou délits sont définis par la loi, tandis que d'autres ne le sont pas; par exemple, le code français définit le vol, l'escroquerie, etc., par une équation; vol = soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. Il est défendu de demander au jury et à celui-ci de répondre si telle personne a volé tel objet à telle autre, ce serait une question de droit! Mais on devra lui demander, en employant le second terme de l'équation, si elle lui a soustrait frauduleusement, c'est là une question de fait. Mais souvent le code incrimine un délit sans le définir, il ne fait plus d'équation; dans ce cas, ne pouvant faire autrement, le jury pourra résoudre une question de qualification, c'est-à-dire de droit. On voit combien ténu est le fil de la distinction, mais c'est bien le système. De là un formalisme nouveau. Si le jury qualifie légitimement quelquefois, pourquoi ne peut-il pas le faire toujours?

Un des plus graves défauts qui puissent se rencontrer dans les principes ou les institutions du droit, c'est de diviser l'indivisible, de faire des distinctions qui ne reposent point sur la nature vraie et qui sont gênantes dans la pratique. C'est ainsi qu'on comprend bien le classement des infractions en contraventions et en délits, les unes n'indiquant qu'une faute matérielle, les autres impliquant une intention de nuire. On comprend beaucoup moins celui en délits et en crimes, la cloison entre les deux est très mince; ce qui est plus grave, la démonstration reste vague. Une circonstance peu importante transforme souvent le délit en crime. Le législateur anglais l'a bien compris; aussi soumet-il, sans différence, crimes et délits à son jury qui devient le juge universel et de droit commun de toutes les infractions intentionnelles, il les suit dans toutes leurs dégénérescences.

Il n'en est pas de même en France. Les crimes seuls sont de la compétence du jury; les délits sont jugés par des magistrats. Comment, ce qui est bon dans un cas ne l'est-il plus dans l'autre, étant observé que la distinction est très faible, souvent nulle et purement arbitraire? Aussi a-t-on proposé avec beaucoup de logique, chez nous, l'admission du jury correctionnel. Deux défauts graves résultent de cet état. Le correctionnel appelle le criminel à lui; tout ce qui peut, sans une violation trop évidente de la loi, être correctionnalisé, l'est par le ministère public et les tribunaux. Bien plus, lorsque le jury a acquitté, la juridiction correctionnelle reprend l'accusation en sous-

œuvre et au mépris de l'autorité de la chose jugée et brise en fait la décision du jury.

Une autre différence entre le jury anglais et le jury français, que nous ne relevons ici que pour ordre, consiste dans la majorité simple exigée chez nous pour condamner, tandis qu'en Angleterre et en Amérique, il faut l'unanimité pour prendre une décision dans un sens ou dans l'autre. Nous n'insistons pas, parce qu'il y a là plutôt une curiosité juridique, la condition d'unanimité n'ayant plus maintenant de raison d'être.

De même, le jury anglais est peut-être sur un point inférieur au jury français. Il n'est point appelé, en général, à participer à l'application de la peine à un degré quelconque; cependant, il y a des exceptions dans certains des États-Unis d'Amérique où le jury statue sur la peine et dans d'autres où la cour et le jury la fixent d'accord. Le jury français y participe, au contraire, d'une manière indirecte, par l'admission des circonstances atténuantes, mais nous verrons combien cette participation oblique est dangereuse et à quels malentendus elle conduit.

Enfin, d'une manière générale, les débats devant la cour qui se font devant le jury et auxquels celui-ci prend part, sont dépourvus, en Angleterre, d'un formalisme excessif; le jury n'est point gêné là-bas par des formes irritantes, ni par des questions embarrassantes; il se meut à l'aise; nulle autorité supérieure ne l'effraie; il lui semble qu'il statue comme un arbitre entre deux plaideurs qui ont confiance en lui; il n'a point à se défier d'un réquisitoire trop vif de l'accusation, ni d'une plaidoirie d'avocat retors; on ne lui interdit point d'envisager la peine applicable à l'accusé, il ose adresser souvent des questions. En France, au contraire, le formalisme a définitivement triomphé; les affaires criminelles ont une procédure hérissée de difficultés. Par exemple, un juré a exprimé un moment son opinion, ce n'est que l'opinion de cet instant et il peut la changer; en quoi la défense sera-t-elle alors empêchée? Peu importe. Toute la procédure tombera! Un simple défaut de signature, de mention, ou, au contraire, le défaut de cette mention auront le même effet. L'accusé sera renvoyé à une autre session, subira une longue détention, puis nouvelle procédure que la cour de cassation annule à son tour; nouveau renvoi et débats. Le juré se représente tout cet avenir d'incertitude cruelle dont il peut être la cause, cela le trouble profondément, et il ne marche qu'en osant à peine appuyer les pieds sur ce terrain mouvant et inconnu où il avance peut-être pour la première fois.

Telles sont les différences essentielles entre ces deux jurys; celui des États-Unis est presque identique à celui de l'Angleterre; au contraire, celui de France est suivi par toutes les législations qui, après elle, ont admis le jury et qui sont presque toutes celles des nations européennes. Ce sont donc, aujourd'hui, les deux jurys types. Leur différence éclate aux yeux et éclaire profondément cette institution.

Dans une prochaine étude, à la lumière de ces données historiques et géographiques, nous observerons le caractère psychologique du jury français, ses vices nombreux et essentiels, et nous chercherons les principes qui pourraient le réorganiser et le revivifier, et faire de ce rameau desséché du jury anglais une branche vivace ayant sa sève propre et un grand avenir.

(A suivre.)

RAOUL DE LA GRASSERIE,  
Associé de l'Institut International de Sociologie.

---

## La question pénale au point de vue éthique <sup>(1)</sup>

### I

Quand un homme en offense un autre, quand par exemple un individu vigoureux et fort frappe quelqu'un de faible, le témoin de cette offense, s'il se place au point de vue moral, éprouve une sensation, qui le pousse à agir doublement. En premier lieu, il veut défendre l'offensé, en second lieu, ramener l'offenseur à la raison. Ces deux besoins dérivent d'une même source morale : le respect de la vie et de la dignité d'autrui qui, psychologiquement, repose sur le sentiment de pitié ou de compassion. J'ai pitié de l'être humain soumis à une souffrance psychique et physique; la souffrance psychique, plus ou moins consciente, consiste en ce que, en sa personne, une atteinte a été portée à la dignité humaine. Mais la violation extérieure de la dignité humaine dans la personne de l'offensé se trouve

---

(1) Ce travail est extrait d'un volume de philosophie morale et politique publié en russe par l'auteur.

infailliblement liée à la chute intérieure de cette même dignité dans l'offenseur : et l'une et l'autre exigent une réhabilitation. Comme le sentiment psychologique, relatif à l'offensé, diffère essentiellement de par sa nature du sentiment que l'offenseur éveille en nous — le premier étant la vraie pitié, tandis que dans le second l'indignation morale prédomine — il est de rigueur, afin que cette indignation garde son caractère moral, qu'elle demeure en tout et toujours équitable vis-à-vis de l'offenseur, et qu'elle ne perde jamais de vue les droits de celui-ci, si opposés que soient ces deux droits respectifs. L'un a droit à notre protection, l'autre demande à être éclairé, ramené à la raison. Mais le fond moral de ces deux relations (en tant qu'il s'agit d'êtres doués de raison) est le même, à savoir : l'importance absolue, la dignité de la personne humaine, que nous reconnaissons en autrui, aussi bien qu'en nous-mêmes. Toute violation de cette dignité provoque une réaction morale en nous, et la nature de cette réaction est la même dans les deux circonstances, malgré la différence, voire même l'opposition de leur manifestation psychologique. Dans les cas où l'offense est directement ou indirectement cause de souffrance physique, la victime éveille assurément un sentiment plus fort de compassion, mais, absolument parlant, l'offenseur, ayant perdu intérieurement sa dignité morale, est pour cela même à plaindre au plus haut degré. Quoiqu'il en soit, le principe moral exige que nous reconnaissons le droit que tous les deux ont à notre assistance pour rétablir la justice, violée tant dans la personne de l'offenseur que dans celle de l'offensé.

Cependant ce principe, qui nous impose (en cas de crime, c'est-à-dire d'offense d'homme à homme) des rapports moraux avec les deux intéressés, est encore loin d'être généralement reconnu, et nous sommes obligés de le défendre contre deux sortes d'adversaires. Les uns (leur opinion prédomine encore jusqu'à présent) reconnaissent seuls les droits de l'offensé à la défense, à la vengeance, tandis que l'offenseur (sa culpabilité établie) est considéré (au moins en fait) comme un être sans droits, objet passif de représailles, voué à une extermination plus ou moins complète. « Inutile d'avoir pitié du scélérat; telle vie, telle mort! » Voilà la sincère expression populaire de ce point de vue. Sa contradiction directe avec le principe moral et son incompatibilité avec un sentiment humain tant soit peu développé (exprimé entre autre chez le peuple, au moins chez le peuple russe, par la dénomination d'infortunés, donnée aux criminels) expliquent et justifient psychologiquement l'opinion contraire qui,

de nos jours, commence à se répandre. D'après cette opinion le criminel doit être éclairé, ramené à la raison verbalement; nulle violence n'est permise vis-à-vis de lui, ce qui, pratiquement, se réduit à la suppression même du droit de défense de la victime, soit individu, soit société, leur sécurité étant ainsi subordonnée à la réussite de quelque chose de problématique, en dehors de tout pouvoir et de toute responsabilité.

Examinons attentivement ces deux doctrines opposées que, pour plus de brièveté, nous voulons appeler la doctrine de la vengeance et la doctrine de la conversion morale par voie de persuasion.

## II

La doctrine de la vengeance a pour elle une explication réelle, mais des preuves fictives, — en l'analysant, il importe de ne pas les confondre. La bête fauve, sur laquelle une autre de son espèce se rue pour la dévorer, est poussée par l'instinct de la conservation à se défendre au moyen de ses dents, de ses griffes, si elle les a assez fortes, sinon, à se dérober par la fuite. Personne ne cherchera ici des motifs moraux, de même que dans la défense physique de l'homme, chez qui les moyens naturels sont complétés ou suppléés par des instruments artificiels. Mais, l'être humain, le sauvage même, ne vit ordinairement pas isolé, il appartient à quelque groupe social — famille, clan, tribu. C'est pourquoi, dans sa rencontre avec l'ennemi, le résultat final n'est jamais un combat singulier. Le meurtre, de même que toute autre offense, faite à un des membres du groupe, émeut le groupe entier et éveille le sentiment naturel de vengeance. S'il y entre de la pitié pour la victime, nous y reconnaissons un élément moral, mais l'importance dominante appartient, certes, à l'instinct collectif de la conservation, comme chez les abeilles ou autres animaux sociables : en défendant un des siens, famille, horde ou clan se défend lui-même; en vengeant un des siens, il se venge lui-même. Le même motif pousse aussi la famille, comme la tribu de l'offenseur à le défendre. Ainsi des rencontres singulières dégénèrent en guerres à mort entre des sociétés entières. La poésie homérique nous a conservé le souvenir immortel de ce stade de développement social, en chantant la guerre de Troie, qui eut pour cause une offense privée, faite par Paris à Ménélas. L'histoire des Arabes, jusqu'à l'apparition de Mahomet, est remplie de



guerres semblables. L'idée de crime et de châtiment n'existent point ici, rigoureusement parlant : l'offenseur est un ennemi dont on se venge, mais nullement un criminel qu'on châtie. La vengeance du sang, obligatoire et généralement reconnue, tient la place de la justice pénale. Il s'agit ici, bien entendu, d'offense entre membres de familles ou de tribus différentes. On peut dire, en général, qu'à ce degré du développement social, il n'existe guère d'autres espèces d'offenses. La solidarité des membres du groupe familial est trop forte et l'autorité du pouvoir patriarcal trop bien établie pour que l'individu isolé se décide à la révolte : ce serait presque aussi inconcevable que la révolte d'une abeille contre la ruche. Cependant, même sous le régime patriarcal, l'homme n'est pas dépourvu de la faculté du vouloir individuel, car, dans des cas uniques et rares, on l'a vue apparaître, mais ces manifestations exceptionnelles ont été étouffées exclusivement par l'action du pouvoir patriarcal, sans que jamais on ait eu besoin d'avoir recours à des mesures générales. La situation change, quand l'état se forme, c'est-à-dire quand, poussées par l'avantage, ou contraintes par la force, plusieurs familles et tribus se réunissent d'une manière permanente autour d'un chef commun qui, en organisant le pouvoir, supprime l'indépendance des tribus isolées, et abolit la vengeance privée.

Il est étonnant que les philosophes et les juristes des temps les plus reculés et presque jusqu'à nos jours, aient construit, *à priori*, des théories sur l'origine de l'État, comme si tous les États existants eussent été formés dans des périodes antediluviennes. Cela s'explique certes par l'imperfection des sciences historiques. Mais ce qui était encore permis à Hobbes, voire à Rousseau même, ne l'est plus aux savants d'aujourd'hui. Le régime patriarcal, par lequel, de manière ou d'autre, toutes les nations ont passé, ne présente rien d'énigmatique : la famille patriarcale, une extension de la famille primitive, est la manifestation directe des liens naturels du sang. Il s'agit de savoir de quelle manière le régime patriarcal s'est modifié, comment les familles, gens, tribus, qui vivaient indépendantes et isolées se sont fondues pour former un corps social plus vaste, plus puissant, un Etat enfin, ce qui, peut parfaitement être l'objet de recherches scientifiques. Il suffit de rappeler la transformation, accomplie dans les temps historiques, des familles, gens et tribus morcelées et disparates de l'Arabie septentrionale en un puissant Etat musulman. Son caractère théocratique ne présente point une exception ; ce caractère se retrouve dans la plupart des Etats de l'antiquité. En

général la formation d'un Etat s'effectue de la manière suivante. Quelque individu supérieur, chef militaire ou religieux, le plus souvent l'un et l'autre, guidé par la conscience de sa mission historique, autant que par l'ambition rassemble autour de sa personne des hommes de différentes familles ou tribus, et forme avec eux un noyau, en quelque sorte interfamilial, autour duquel, plus tard, volontairement ou contraintes par la force, des peuplades entières se groupent, recevant du pouvoir suprême constitué lois et administration et, perdant ainsi plus ou moins leur indépendance. Lorsque, dans quelque groupe social, nous trouvons un gouvernement hiérarchiquement organisé, avec un pouvoir suprême central constitué, une armée permanente, des finances fondées sur des impôts et, enfin des lois, munies de sanction pénale, nous reconnaissons à cette association humaine le vrai caractère d'Etat. Tout cela se trouvait effectivement dans la communauté musulmane pendant les dernières années de la vie de Mahomet. Il est curieux de noter que l'histoire primitive de cet Etat confirme en quelque sorte la théorie des contrats politiques : les mesures prises par Mahomet étant signalées par des conventions formelles, à commencer par le *serment des femmes*, pour finir par les dernières conditions, qu'il dictait à la Mecque après sa victoire définitive sur les coraïchistes et leurs alliés. Remarquons de même que le point fondamental de tous les pactes, c'est l'abolition de la vengeance de sang entre les familles et tribus, qui entrent dans la jeune confédération politique.

Avec la nouvelle organisation sociale apparaît une distinction qui antérieurement n'existait pas, entre le droit public et le droit privé : dans les lois qui avaient trait à la vengeance privée, comme dans d'autres relations importantes, les intérêts du groupe collectif et de l'individu étaient immédiatement solidaires, d'autant plus que dans les petits corps sociaux, familles, tribus, la plupart des membres, sinon tous, se connaissaient personnellement, de sorte que chacun pour tous, et tous pour chacun, représentaient, généralement parlant, une grandeur réelle. Mais les relations personnelles et positives entre les parties et le tout deviennent impossibles quand, transformée en Etat, l'association humaine embrasse des milliers, voire des millions d'hommes ; alors se manifeste une distinction nette entre les intérêts généraux et les intérêts privés, de même qu'entre les domaines correspondants du droit. Et contrairement à nos idées juridiques actuelles, le vol, les mutilations graves et le meurtre sont, à ce stade de culture sociale, du ressort du droit privé. Autrefois,

sous le régime patriarcal, on estimait que de semblables délits portaient directement atteinte aux intérêts généraux, et la tribu entière en tirait vengeance sur le coupable et ses parents. Avec la formation d'une association politique plus large, le droit comme le pouvoir corrélatif de vendetta, enlevé à la famille, ne passa pas à l'Etat, au moins pas dans les proportions et le sens antérieur. Le nouveau pouvoir public, qui promulgue les lois et administre la société, ne peut, de prime abord, entrer dans tous les intérêts de ses nouveaux sujets pour les défendre comme siens ; le chef de l'Etat ne peut sentir et agir comme l'aîné de la famille. Ainsi nous voyons que l'Etat, au début, en défendant la personne et la propriété, se restreint à un minimum : on s'acquitte, moyennant une amende pécuniaire assez modérée, payée à la famille de la victime, non seulement des mutilations ou autres voies de fait graves, mais même du meurtre d'un homme libre. L'énumération de semblables amendes distinctes pour le sexe, les personnes et les différentes conditions, remplit les anciens codes ou recueils de lois, comme par exemple, les lois des Francs saliques et notre droit russe, qui sont des monuments précieux d'un Etat en voie de formation. Ce passage immédiat et rapide de l'impitoyable vengeance de sang, si souvent accompagnée de longues guerres destructives, à la simple indemnité pécuniaire est remarquable, mais au point de vue signalé, elle est parfaitement compréhensible.

A ce stade du développement de l'Etat, les crimes politiques (1) seuls portent le caractère pénal, les autres, y compris l'assassinat, ne sont pas considérés comme crimes, mais réputés querelles privées.

Cependant une opposition aussi élémentaire entre le droit public et le droit privé ne peut durer longtemps. L'amende pécuniaire acquittant toute offense faite à la personne privée, ne satisfait pas le côté lésé (la famille de la victime), et n'empêche pas le délinquant, surtout s'il est riche, de commettre de nouveaux crimes. Dans de telles conditions, la vengeance privée, abolie par l'Etat, comme con-

---

(1) Cette notion s'élargit et se rétrécit conformément aux conditions historiques. Au Moyen-Age, lorsque le caractère pénal du simple assassinat n'était pas encore évident à la conscience juridique, la falsification de la monnaie entraînait avec elle le dernier supplice le plus cruel, comme un crime, portant préjudice à la société entière, enfreignant le privilège du pouvoir suprême et, dans ce sens, politique.

traire à son essence même, recommence par le fait et menace la raison d'être de l'État et son existence; car, si chacun est obligé de venger lui-même les offenses faites à sa personne, pourquoi porter le poids imposé par le nouvel ordre politique? Afin de justifier les prétentions qu'il a sur ses sujets, l'État doit prendre leurs intérêts sous sa défense effective; afin de supprimer pour toujours le droit de vengeance privée, il faut que l'État le convertisse en droit public et qu'il le mette lui-même à exécution. A cette phase supérieure de l'association sociale, la solidarité entre le pouvoir suprême et les individus, qui lui sont subordonnés, se manifeste de manière plus évidente et, quoique la distinction entre les crimes de lèse pouvoir suprême (crimes politiques) et les crimes ordinaires, dont seuls les intérêts privés souffrent, se maintienne encore, ce n'est plus en substance, mais seulement d'après le degré de leur importance. Tout homme libre devient citoyen, c'est-à-dire membre de l'État, qui se charge de garantir sa sûreté; chaque violation de cette sûreté est considérée, par le pouvoir, comme une atteinte portée à ses propres droits, comme un acte hostile au corps social entier. Les mesures agressives contre l'individu ou la propriété ne sont plus réputées offenses personnelles, mais considérées comme des infractions aux lois de l'État et, à l'égal des crimes politiques, passibles de la vengeance de l'État lui-même.

### III

La doctrine pénale de la vengeance a donc, comme nous venons de le voir, un fondement historique en ce sens que les punitions pénales actuellement usitées présentent une transformation du principe primordial de la vengeance du sang. Autrefois, une association sociale plus étroite, famille, gens, tribu, vengeait l'offensé; plus tard une association plus vaste, plus compliquée, appelée État, se chargeait de la vengeance. Autrefois, l'offenseur perdait ses droits d'homme aux yeux de la tribu offensée; à présent, lésé de tout droit, il devient l'objet du châtiment de l'État, qui se venge sur lui de toute transgression de ses lois. La différence consiste principalement en ce que, sous le régime patriarcal, l'acte de vengeance se consomme simplement — on tue l'offenseur comme un chien — mais les conséquences se compliquent souvent sous forme de guerres interminables; tandis que, sous le régime de l'État, l'acte vengeur assumé par le pouvoir

public s'opère lentement et avec diverses cérémonies, mais sans complications subséquentes, car le condamné n'a plus de vengeur assez fort — il est sans défense vis-à-vis de l'État omnipotent.

Mais de ce fait indubitable que le supplice pénal ne présente qu'une modification historique de la vengeance primitive, faut-il conclure en faveur de ce supplice et en faveur du principe même de la vengeance ? Faut-il que l'idée de vengeance en vertu de ce fondement historique détermine définitivement nos rapports avec le criminel ? La logique ne permet pas, à ce que je sache, de tirer de semblables conclusions de la connexion originelle de deux phénomènes. Aucun darwiniste, en adoptant la théorie de la descendance de l'homme de bêtes infimes, n'en a encore tiré la conclusion que l'homme fût une brute. De ce que la cité romaine fut primordialement créée par une bande de brigands, nul historien n'a encore tiré la conclusion que l'essence même du Saint-Empire romain fût le brigandage. En ce qui concerne l'objet de notre étude : la transformation de la vengeance du sang, où sont les données pour conclure que cette transformation soit déjà arrivée au terme de son évolution ? Nous savons que les relations entre la société, gardienne des lois, d'un côté, et le criminel de l'autre, ont subi d'importantes modifications ; l'impitoyable vengeance familiale s'est transformée en amende pécuniaire, et l'amende pécuniaire a cédé la place aux supplices, au début cruels à l'excès, mais s'adoucissant de plus en plus depuis un siècle. Il n'y a pas ombre de fondement raisonnable pour soutenir que le terme de l'adoucissement des peines soit déjà atteint et que la potence, la guillotine, les travaux forcés à perpétuité et la détention cellulaire doivent demeurer éternellement dans les législations pénales des nations civilisées.

Mais, à mesure que le progrès historique tend manifestement à limiter le principe de vengeance, le talion, dans nos relations pénales avec le criminel, quantité de philosophes, de jurisconsultes (1) continuaient et continuent encore à exposer des théories en sa faveur. Par l'incompétence extrême de leurs auteurs, ces raisonnements abstraits deviendront certes un sujet d'étonnement et de raillerie pour la postérité, de même que les arguments d'Aristote en faveur de l'esclavage et ceux de quelques écrivains ecclésiastiques en faveur de la figure plate de la terre nous font sourire aujourd'hui. En eux-

---

(1) Les premiers surtout en Allemagne, les seconds en France.

mêmes les arguments fictifs dont se sert la théorie de la vengeance ne méritent guère d'analyse, mais comme on les répète encore souvent, et que l'objet même est d'une importance vitale, nous sommes obligés de répéter leur réfutation.

« Tout crime est une violation du droit; le droit doit être rétabli; le châtiment, c'est-à-dire une violation correspondante du droit, en la personne du criminel, consommée en vertu d'une loi promulguée par le pouvoir public (distinct de la vengeance privée) couvre la première violation et ainsi se rétablit le droit violé. » Ce prétendu raisonnement tourne autour du terme « droit ». Mais le droit réel est toujours le droit de quelqu'un (il faut un objet du droit). Du droit de qui est-il question ici? Evidemment du droit de la personne lésée. Remplaçons maintenant ce contenu concret par le terme abstrait. Abel, le pacifique berger, a certes le droit d'exister et de jouir de toutes les joies de la vie; mais le méchant Cain arrive et le prive, *in facto*, en le tuant, de ce droit. Il faut rétablir le droit violé; à cette intention, le pouvoir public intervient et envoie, en dépit de l'avertissement formel de l'Écriture Sainte (Genèse, iv, 15), le meurtrier au gibet. Cet acte rétablit-il le droit d'Abel à la vie, ou non? Comme personne, si ce n'est quelque habitant de Bedlam, ne peut soutenir, que le supplice du criminel ressuscite la victime, nous sommes ici forcés d'entendre par droit, non le droit de la victime, mais bien celui de quelqu'un encore. Cet autre objet du droit, violé par le crime, peut être la société ou bien l'État (1). L'État garantit tous les droits privés (droit à la vie, droit de propriété); il répond de leur inviolabilité en les plaçant sous la sauvegarde de ses lois. La loi, qui interdit à la personne privée de tuer à son gré un de ses semblables, est promulguée par l'État et, en la violant (par le meurtre), on viole le droit de l'État; l'exécution du meurtrier ne rétablit donc pas le droit de la victime, mais bien le droit de l'État et la portée de la loi. Ce qu'il y a de légitime dans ce raisonnement n'est point relatif au fait. Si tant est qu'on admette l'existence des lois, il est indubitable que leur violation ne peut demeurer sans conséquences, et que l'État doit veiller sur elles. Mais il ne s'agit pas du principe général de la punition du criminel, en tant qu'il viole la loi, car, sous ce rapport, tous les crimes sont égaux. Si la loi, émanant de

---

(1) En ce qui concerne l'objet de cette étude, les deux termes peuvent être employés indifféremment.

l'État, est sacrée en elle-même, toutes les lois le sont à un degré égal, toutes expriment également le droit de l'État et leur violation est, sans distinction, une violation de ce droit suprême. Les différences matérielles des crimes ne touchent que les intérêts qu'ils violent; du côté de la forme, par rapport au tout, c'est-à-dire à l'État, à son pouvoir suprême et à ses lois, chaque crime (réputé tel) présuppose une volonté, qui n'est pas en accord avec la loi et qui la renie, c'est-à-dire une volonté criminelle, et, à ce point de vue, la logique exige des représailles équivalentes pour tous les crimes. Mais la diversité des punitions, relativement aux différents délits, qui effectivement existe dans toutes les législations, suppose évidemment, outre le principe général de représailles, encore quelque chose de spécifique, un lien déterminé entre tel délit et telle punition. La doctrine de la vengeance reconnaît un semblable lien dans le fait que le droit, violé par un délit quelconque, doit être rétabli par un acte conforme ou proportionnel, par exemple : celui qui tue doit être tué. Et, pourtant, quelle équivalence ou conformité ici ? Les partisans signalés de la doctrine raisonnent comme il suit : le droit est quelque chose de positif, disons + (plus), sa violation, quelque chose de négatif — (moins); si à présent, il y a eu négation, sous forme de crime (par exemple le meurtre d'un homme), cette négation en appelle une autre, sous forme de châtiment (le meurtre du meurtrier), et alors cette double négation, ou la négation de la négation produit l'état positif, c'est-à-dire rétablit le droit : moins, multiplié par moins, donne plus. Il est difficile de garder son sérieux en face d'un semblable « jeu d'esprit » ; remarquons néanmoins que l'idée de la négation de la négation exprime logiquement la relation intérieure directe entre deux actes opposés, si, par exemple, le mouvement du mauvais vouloir dans l'homme est « une négation », à savoir, la négation de la règle morale, l'acte opposé du vouloir, étouffant ce mouvement, sera effectivement « la négation de la négation », et le résultat obtenu, la confirmation de l'homme dans son état normal, est positif; de même si le crime, l'expression active du mauvais vouloir, est une négation, le repentir actif du coupable sera la négation de la négation (non pas le fait, mais les causes cachées qui l'ont produit), et le résultat — sa régénération morale — sera de nouveau positif. Mais le supplice du criminel n'a évidemment pas cette portée; ici la négation est dirigée (comme en cas de crime) vers quelque chose de positif — la vie d'un homme. Il est, en effet, impossible de reconnaître que, dans le supplice du

criminel, l'objet de la négation soit son crime même, puisque ce crime est un fait consommé, et suivant les paroles des Pères de l'Église, Dieu lui-même ne peut rien contre l'acte accompli; aussi, ce que l'on nie ici, ce n'est pas le mauvais vouloir du criminel, car, de deux choses l'une : ou bien, il s'est repenti de son forfait et, dans ce cas, il n'y a plus de mauvais vouloir, ou bien, il persiste jusqu'à la fin, ce qui revient à dire que sa volonté n'a cédé à aucune action et, qu'en tout cas, nulle force, venant du dehors, ne peut modifier l'état intime de son âme. Or, si dans le supplice du criminel, on ne nie pas la mauvaise volonté, mais les biens positifs de la vie, il n'y a ici qu'une simple négation, et non pas une « double » ou une négation de la négation. De la succession de deux négations simples, rien de positif ne peut résulter. L'abus de la formule algébrique donne à l'argumentation un caractère comique. Afin que deux moins, c'est-à-dire deux grandeurs négatives aient pour résultat un plus, grandeur positive, il ne suffit pas de les placer l'une après l'autre, il est de rigueur de les multiplier; et que signifie le crime, multiplié par le châtement?

#### IV

L'absurdité intime de la doctrine de la vengeance ou « de la justice vindicative » se manifeste encore davantage si l'on considère, qu'à l'exception de quelques cas spéciaux, elle n'a aucun rapport avec les lois pénales existantes. Rigoureusement parlant, il n'y a qu'une conjoncture, où elle semble s'appliquer : la peine de mort pour le meurtre. Aussi les arguments pseudo-philosophiques, — mentionnés plus haut, — en faveur de la doctrine, se rapportent-ils uniquement à ce seul cas, — mauvais symptôme pour un principe qui a des prétentions à une portée universelle. Chez nous, en Russie, où la peine de mort ne subsiste que dans quelques cas exceptionnels de crimes politiques, ce semblant de corrélation n'existe même pas; car, en effet, quelle rémunération proportionnée, ne fût-elle qu'apparente, entre le parricide et les travaux forcés à perpétuité, ou bien entre le simple meurtre par cupidité et la déportation? Une des meilleures réfutations de la doctrine est à chercher dans le fait, qu'on ne la voit guère appliquée que dans les législations des peuplades mi-sauvages, et dans les codes des temps barbares, où, par exemple, l'auteur de certaines mutilations était condamné à



subir une mutilation correspondante, où l'on arrachait la langue pour une parole insolente, etc. Un principe, dont l'application est incompatible avec un certain degré de culture, est, par là même, un principe condamné.

Dans les temps modernes, si je ne me trompe, la doctrine du rétablissement du droit, par un châtiment correspondant à l'offense, a trouvé plus de défenseurs parmi les philosophes abstraits, que, parmi les juristes de profession. Ces derniers n'admettent de punitions proportionnées aux crimes, que dans le sens relatif à la quantité (mesure de punition). Ils exigent l'application de punitions plus graves pour des délits comparativement plus graves, de manière qu'il y ait une échelle (scala) de punitions correspondant à l'échelle des délits. Mais avec cela, la base (et par conséquent le sommet) de l'échelle pénale elle-même demeure indéfinie, et par suite, le caractère des punitions est arbitraire — tantôt inhumainement cruel, tantôt, au contraire, doux à l'excès. Cette échelle de peines existait déjà dans ces législations, où tous, ou presque tous les délits simples étaient soumis à la peine pécuniaire : la gravité de la mutilation augmentait l'amende : on y payait quelques deniers de plus pour le meurtre d'un homme que pour celui d'une femme, etc. D'un autre côté, dans les législations, qui punissaient le vol de pendaison, les délits plus graves étaient toujours suivis de la peine capitale renforcée par différents degrés de torture. C'est, bien entendu, la cruauté et non pas la progression des châtiments qui est ici immorale.

Ce qui importe, pour nous, c'est la tendance manifeste du droit pénal à maintenir, dans la mesure du possible, les punitions les plus cruelles. Ne rencontrant pas de fondement assez solide dans le principe pseudo-rationnel « du rétablissement du droit », cette tendance cherche un appui empirique dans le principe de « l'intimidation ». Au fond, ce motif a toujours été joint au principe de « la vengeance ». L'aphorisme populaire : « Telle vie, telle mort », ne fait qu'un avec cet autre : « Pour faire des exemples ». Or, même au point de vue de l'empirisme utilitaire, ce principe ne peut prétendre à être absolument juste. La peur est certes un mobile important de la nature humaine, cependant elle ne la domine pas sans partage. Le nombre grandissant des suicides démontre que, pour bien des hommes, la mort même n'a rien d'effrayant. La réclusion cellulaire prolongée et les travaux forcés sont en eux-mêmes, peut-être, plus redoutables, mais ils ne produisent pas, de prime abord,

le même effet intimidant. Je ne m'arrêterai pas à toutes les objections courantes, si bien connues, contre la théorie de l'intimidation (comme par exemple l'espoir, qui n'abandonne jamais le délinquant, de se soustraire à la justice, d'échapper au châtement, de même que le fait, que l'immense majorité des crimes se commettent sous l'empire de quelque passion, étouffant la voix de la raison). La vertu relative de ces considérations est discutable. Ce n'est que sur le terrain moral que la théorie de l'intimidation peut être définitivement réfutée : premièrement, en principe — par sa contradiction directe avec les règles fondamentales de la morale, et, deuxièmement, dans le fait — par la circonstance, que cette contradiction pousse les partisans de l'intimidation à l'inconséquence, les forçant, en vertu de motifs moraux, à renoncer aux exigences les plus claires et les plus effectives de la théorie. Il va sans dire qu'il s'agit ici de l'intimidation, dans le sens de principe fondamental de la justice pénale, et pas seulement, dans le sens de conjoncture psychologique accompagnant naturellement tout mode de réaction contre le crime. Ainsi, même si on n'avait en vue que la correction du délinquant par voie de suggestion éclairée, la perspective d'une semblable tutelle, fût-elle même douce et rationnelle, pourrait produire un effet d'intimidation sur des personnes volontaires et ambitieuses, et les empêcher de commettre d'autres crimes. Or, ceci ne se rapporte évidemment pas à la théorie, qui ne considère pas les conséquences indirectes de l'intimidation, mais l'essence, le problème réel du châtement.

La loi morale commande de respecter la dignité humaine dans chaque homme et, par conséquent, nulle créature ne peut servir d'instrument, ou de moyen, au profit d'une autre. Néanmoins la théorie de l'intimidation ne voit dans le délinquant à châtier qu'un moyen d'épouvante et un maintien de la sûreté générale. Certes, le bien propre du criminel entre aussi pour quelque chose dans les intentions de la loi pénale : par la crainte du châtement, il faut l'empêcher de commettre le crime ; mais, le crime une fois commis, ce motif tombe, et le délinquant à châtier ne demeure, à ce point de vue, qu'un moyen pour intimider autrui, c'est-à-dire il sert à atteindre un but, qui lui est étranger, ce qui est directement contraire à la règle morale absolue. De ce côté là, la peine, sous forme d'intimidation, ne serait permise que comme une menace ; or, la menace, qui jamais ne s'exécute, perd sa force. Et ainsi, le principe de l'intimidation pénale ne peut être moral qu'à la condition de son inu-

tilité et, il ne peut être matériellement utile, qu'à la condition d'une application immorale.

Par le fait, la théorie de l'intimidation s'est émoussée depuis que la torture et la peine capitale accompagnées de supplices ont été abolies dans les pays civilisés et mi-civilisés. Si l'intimidation du criminel et de ceux qui seraient tentés de suivre son exemple embrassait tout le problème du châtiment, il est évident que précisément ces moyens-là seraient les plus efficaces, les plus rationnels. Pourquoi donc les partisans de l'intimidation renoncent-ils aux seuls moyens sûrs pour atteindre leur but ? Il faut admettre qu'eux aussi, ils trouvent ces moyens immoraux et contraires aux sentiments de pitié et de charité humaine. Or, dans ce cas, l'intimidation ne peut plus être le principe définitif du châtiment. De deux choses l'une : ou bien, l'intimidation constitue l'essence même du châtiment et alors, il est de rigueur d'admettre la torture et les supplices cruels, comme étant, par excellence, des moyens d'intimidation ; ou bien, le châtiment est, de par sa nature, assujéti au principe moral et, dans ce cas, il faut entièrement renoncer à l'intimidation comme un moyen immoral dans son essence même (1).

V

Le fait que dans les législations pénales contemporaines les formes les plus efficaces de représailles et d'intimidation ont disparu, — on a vu disparaître précisément ce qui du premier de ces points de vue devrait être reconnu comme le plus logique et, du second, comme le plus utile, — ce fait seul démontre qu'un autre point de vue moral a pénétré dans le domaine du droit et qu'il y a fait des conquêtes importantes. Néanmoins, il reste encore dans tous nos systèmes pénitentiaires européens bien des cruautés et des tourments inutiles ;

---

(1) A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, au plus fort du mouvement contre les cruautés du droit pénal, quelques écrivains cherchaient à démontrer que la torture était non seulement inhumaine, mais aussi inutile, même dans le sens d'intimidation, car elle n'arrête personne dans la voie du crime. Si cette opinion était démontrée, la théorie de l'intimidation perdrait toute sa valeur. Il est évident que, si les supplices cruels mêmes sont insuffisants pour intimider les criminels, les peines plus douces produisent encore bien moins cet effet.

qui ne s'expliquent que comme une survivance du principe suranné de vengeance et d'intimidation. Tels : la peine de mort qui, tout en ayant perdu du terrain s'obstine à demeurer, la porte indéfinie de la liberté, les travaux forcés et la déportation dans des contrées lointaines, où les conditions de la vie sont impossibles.

Cette cruauté systématique révolte la conscience morale et modifie le sentiment originel à l'égard du criminel. Si la pitié pour l'offensé, (la victime) et l'impulsion irrésistible à le défendre nous arment contre l'offenseur (le criminel), celui-ci, de son côté, n'en éveille pas moins l'intérêt, voire même la compassion, quand toute la société incommensurablement plus puissante que l'individu isolé et désarmé l'accable de sa haine inéluctable, en le rendant l'objet de tourments de longue durée. La conscience juridique, de même que la pratique, a péremptoirement renoncé non pas à l'idée du principe de la vengeance, mais à son exécution logique. Les systèmes pénitentiaires en vigueur dans les pays civilisés ne présentent qu'une transaction entre ces mêmes principes d'un côté, et de l'autre, quelques réclamations de justice et d'humanité. Au fond, nous n'y rencontrons que des restes plus ou moins adoucis de l'antique férocité et nulle idée dominatrice, nul principe dirigeant. Le criminel, perd-il, ou non, par le fait du crime ses droits humains ? Cette question fondamentale de la conscience morale ne peut être résolue sur le terrain d'une semblable transaction. S'il ne les perd pas, comment peut-on le priver de la première condition de tout droit — l'existence, comme on le fait, en le condamnant à mort ? Si le fait du crime prive le criminel de ses droits naturels, à quoi bon toutes ces cérémonies juridiques vis-à-vis d'un être sans droits aucuns. Empiriquement, on écarte ce dilemme en faisant des distinctions entre divers crimes, les uns privant le délinquant de tous ses droits humains, tandis que d'autres ne font que les restreindre plus ou moins. Et non seulement le principe et la mesure de ces restrictions demeurent vagues, mais la distinction même entre divers crimes est arbitraire et varie eu égard au temps et au pays. Il semblerait toutefois que ce fait capital d'exercer sur l'homme une action qui le rend passif dût relever de quelque cause objective, de quelque principe défini, toujours et partout le même ; mais en réalité, nous voyons que, dans un pays, un simple meurtre suffit pour priver le criminel de son existence, que dans un autre, il faut pour cela que le meurtre soit accompagné de circonstances accablantes, que dans un troisième, c'est un crime politique et ainsi de suite.

L'état peu satisfaisant de ce fait grave et l'insouciance révoltante par rapport à la vie et à la destinée des humains provoquent une réaction naturelle du sentiment moral qui, comme il arrive, passe à l'excès opposé, en portant quelques moralistes à nier l'idée même du châtiment dans son sens large de réaction positive contre le crime. Conformément à cette nouvelle doctrine, il n'est permis ni de contraindre, ni d'employer la violence contre qui que ce soit; il faut exclusivement agir sur le criminel par voie de persuasion. Le mérite de cette doctrine gît dans la pureté morale de ses desseins, son défaut, dans l'impossibilité de réaliser ses desseins à la manière dont elle les conçoit. Le principe de rapport passif avec le criminel, niant, absolument parlant, toute contrainte, exclut non seulement les mesures de vengeance et d'intimidation (en quoi il a raison), mais encore les mesures préventives et l'action éducatrice sur le coupable. L'État, à ce point de vue, n'a pas le droit de garder au secret, ne fût-ce que temporairement, le meurtrier le plus féroce, quoique les conjonctures du procès démontrent clairement qu'il persévère dans le mal; ainsi, il n'a pas non plus, même dans l'intérêt propre du coupable, le droit de le placer dans un milieu plus moral. De même, on ne reconnaît pas à la personne privée le droit d'user de violence pour arrêter le malfaiteur en train de se ruer sur sa victime; vis-à-vis de lui la persuasion est seule permise. Dans l'analyse de la doctrine, je m'arrêterai sur un cas très simple et fondamental de réaction particulière contre le crime.

Sur des hommes corrompus les paroles de persuasion n'agissent qu'en de rares exceptions. Il y aurait de la présomption à attribuer un succès si exclusif à l'action de la parole, mais il serait inhumain de se borner à la parole, si l'on doute de son action, alors qu'il y va de la vie et de la mort du prochain. L'offensé a droit à toute notre aide, et non seulement à une intervention verbale, qui, si souvent en fait, devient comique; mais, exactement de même, l'offenseur a droit à toute notre aide pour l'empêcher d'accomplir une action qui le rendrait bien plus infortuné que ne l'est sa victime; ayant empêché le crime, nous pouvons, dans la paix de notre conscience, nous servir de la parole pour ramener le malfaiteur à la raison. Si, en voyant le bras de l'assassin levé sur la victime, je le saisis, sera-ce là un acte de violence immorale? Il est indubitable que c'est un acte de violence, mais il n'y a rien d'immoral dans cette violence, elle est au contraire, en conscience, obligatoire et découle directement des exigences du principe même de la morale. Car, en arrêtant un

homme dans l'accomplissement d'un meurtre, je respecte et soutiens activement en lui la dignité humaine, menacée d'une déchéance complète par la réalisation de son dessein. Il serait bizarre de présumer que le fait même de cette violence, c'est-à-dire le contact des muscles de ma main avec les muscles de la main de l'assassin, et ses suites inévitables, fût en lui-même immoral. Serait-il donc de même immoral de retirer de l'eau un naufragé, puisque cet acte ne peut s'accomplir sans un grand déploiement d'efforts musculaires et sans quelques souffrances physiques pour celui qu'on tire du péril. S'il est permis et moralement obligatoire de sauver celui qui va se noyer, malgré sa résistance, ne l'est-il pas encore plus d'empêcher le malfaiteur d'attaquer sa victime, fût-ce au prix même de quelques meurtrissures ou autres lésions (1).

De deux choses l'une : ou bien le criminel, que j'arrête, n'a point encore perdu tout sentiment humain, et alors il va sans dire qu'il sera reconnaissant, non moins reconnaissant que le naufragé retiré de l'eau, d'avoir été à temps soustrait au crime ; ce qui revient à dire que la violence encourue s'est accomplie avec son consentement tacite, sans que ses droits aient été lésés, de même qu'à proprement parler, il n'y avait pas de violence ici, car *volenti non fit injuria*. Ou bien, le criminel a déjà perdu le sentiment humain, parce qu'il demeure mécontent de ce qu'on l'empêche d'en finir avec sa victime, et vouloir ramener à la raison un être dans cet état serait le comble de l'absurde — comme si, au lieu d'inonder d'eau froide un homme ivre, on raisonnait avec lui sur l'utilité de la tempérance.

Si la violence physique, c'est-à-dire l'application de force musculaire était en elle-même un mal, quelque chose d'immoral, il va de soi que l'emploi de ce moyen, fût-ce même dans le meilleur des buts, ne saurait être permis, ce serait reconnaître la règle du but sanctifiant les moyens — règle absolument condamnée par la vraie morale. Réagir contre le mal par le mal est illicite et vain ; haïr le coupable pour ses crimes et en tirer vengeance est de l'enfantillage moral. Mais si, sans haine, en vue de son intérêt, je le détourne du crime,

---

(1) Mais que faire, si dans la lutte pour arrêter le meurtrier, je lui cause involontairement des blessures graves, voire même la mort ? Ce sera pour moi un grand malheur, qui m'affligera comme mes péchés involontaires, mais, en tout cas, c'est un moindre crime de tuer inopinément un malfaiteur que de souffrir l'assassinat prémédité d'un innocent.

où est le mal? Comme l'effort musculaire n'est pas un mal en soi, le caractère moral de son application dépend entièrement des intentions de la personne et de la nature de l'acte; se servir intelligemment de sa force musculaire pour le bien effectif, moral ou matériel de son prochain, n'est point défendu, mais, au contraire, directement prescrit par la loi morale. Il existe une ligne de démarcation, subtile peut-être, mais précise et évidente, entre l'emploi moral et immoral de la violence physique. Il importe de savoir quel est, en réagissant contre le mal, mon sentiment pour le malfaiteur? Dois-je demeurer encore avec lui dans des relations humaines et morales? Est-ce son bien que j'ai en vue? Si cela est, une violence forcée n'aura rien d'immoral, ni la vengeance, ni la cruauté n'y sont pour rien; et alors cette violence ne sera qu'une condition inéluctable, la substance même du secours que je lui prête, ainsi que l'opération chirurgicale ou bien l'incarcération d'un fou furieux.

Le principe moral interdit de faire de l'homme un moyen pour le bien d'autrui (c'est-à-dire un but qui ne comprend pas son propre bien); si donc, en réagissant contre le mal, je ne vois dans le coupable qu'un moyen de défense ou de réparation d'une offense faite à l'individu, à la société, je commets un acte immoral, même si j'agissais poussé par une pitié désintéressée pour la victime et par le souci sincère de la sécurité publique. Au point de vue éthique, ce n'est pas assez, il faut de la compassion pour les deux, l'offensé et l'offenseur, et si effectivement j'ai en vue leur bien commun, la raison et la conscience me suggéreront sous quelle forme, dans quelle mesure, il est ici de rigueur de se servir de la force physique.

Toute question morale trouve sa solution définitive dans la conscience, et je propose hardiment à chacun de s'adresser à son expérience intérieure; dans lequel des deux cas la conscience nous fait-elle plus de reproches, est-ce dans celui où, pouvant empêcher la consommation d'un crime, nous passons indifférents à côté, nous bornant à quelques vaines paroles, ou bien dans celui où, effectivement, même au prix de quelques lésions physiques, nous l'empêchons? Chacun comprend que dans une société parfaite, il n'y a pas de place pour la violence, mais il faut parvenir à ce degré de perfectionnement, et il est évident qu'on n'atteint pas la réalisation de la société parfaite en laissant aux insensés, aux méchants, pleine liberté pour exterminer les hommes de bien. Ce qui est à désirer ici, ce n'est pas la liberté du mal, mais l'organisation du bien. « Or, disent les sophistes d'aujourd'hui, la société a souvent accueilli

comme un mal ce qui, plus tard, a été démontré être un bien, elle a persécuté comme malfaiteurs des hommes innocents ; donc, le droit pénal ne vaut rien, il faut renoncer à tout acte forcé ». Cet argument n'est pas de mon invention, je l'ai bien des fois entendu et lu. Suivant une telle logique, le système astronomique erroné de Ptolémée constitue une cause suffisante pour renoncer à l'astronomie, et des erreurs de l'alchimie, on conclut à l'inutilité de la chimie.

Il semblerait presque incompréhensible que, à part les sophistes, des hommes d'un autre esprit, d'une autre trempe, pussent défendre une doctrine aussi inepte. Mais le fait est, autant que j'en puis juger, que cette doctrine est plutôt d'origine mystique que d'origine éthique. Elle est toute pénétrée de l'idée : « que ce qui nous semble un mal peut ne point l'être ; la divinité, la Providence connaît mieux que nous la vraie connexion des choses et fait éclore le bien véritable de ce qui nous paraît un mal ; nous ne connaissons et apprécions que nos états intérieurs, tandis que la portée objective et les conséquences de nos actions comme de celles d'autrui nous échappent ». Il faut avouer que pour un esprit croyant, cette manière de voir est extrêmement séduisante, néanmoins elle est illusoire. On juge de la vérité d'une opinion si, en en tirant logiquement les dernières conséquences, on ne tombe pas dans la contradiction et dans l'absurde. L'opinion signalée ne soutient pas une semblable vérification. Si mon ignorance des conséquences objectives de mes actions et de celles d'autrui est une cause suffisante pour demeurer dans l'inaction, pourquoi résister à mes passions et mauvaises inclinations ? Qui sait quelles conséquences admirables une Providence toute clémentement peut tirer de la débauche, de l'ivrognerie et de l'animosité contre nos semblables !

Prenons un exemple : par abstinence, un individu quelconque n'entre pas au cabaret, tandis que s'il n'eût pas résisté à son penchant pour la boisson, et s'il y était entré, il aurait peut-être, en retournant, trouvé sur son chemin quelque petit chien à moitié gelé, et dans son état d'ivresse, enclin à la sensiblerie, il l'aurait recueilli et réchauffé. En grandissant, ce chien, à son tour, sauverait, en la retirant de l'eau, une petite fille, qui deviendrait dans la suite la mère d'un grand homme ; tandis que par suite de l'abstinence déplacée, troublant les projets de la Providence, le petit chien agelé, la petite s'est noyée et le grand homme a été condamné à ne jamais voir le jour. Un autre individu, porté à la colère, réfléchit et se retient au moment où il veut souffleter son interlocuteur ; cependant, s'il ne s'était pas retenu, l'offensé,



ému dans son âme, aurait peut-être profité de l'occasion pour lui tendre l'autre joue, ce qui eût été le comble du triomphe de la vertu, tandis que présentement leur entretien est vide de conséquences. Une doctrine qui récuse absolument toute réaction violente contre le mal, s'appuie au fond sur des raisonnements semblables. Quelqu'un sauve de force la vie d'un homme, en désarmant l'assassin ; or, il en résulte que la créature sauvée devient le plus redoutable des scélérats ; il eût donc mieux valu ne pas le sauver. Mais un même désappointement aurait pu s'ensuivre, si un loup enragé eût menacé l'homme en question. — Eh quoi ? Il ne faut donc pas défendre ses semblables contre les bêtes féroces. Mieux encore : si, pendant un incendie ou une inondation, je sauve certaines personnes, il peut de même arriver que, dans la suite, ces êtres deviennent profondément malheureux, ou bien qu'ils se montrent des vauriens, en sorte qu'il eût mieux valu pour eux être dévorés par les flammes et couler à fond, — donc, il ne faut en général secourir personne dans l'infortune. Mais, aider son prochain est une des exigences fondamentales de la loi morale et, si nous rejetons la charité, parce que les actes qu'elle suggère peuvent avoir des conséquences inconnues, funestes, pourquoi ne pas rejeter l'abstinence et autres devoirs, dont nous ne pouvons ni prévoir ni calculer les conséquences néfastes, comme dans les cas cités ? Or, si le mal découle de ce qui nous paraît bon, le contraire arrive aussi : de ce qui nous semble un mal, le bien peut éclore. Ne faut-il donc pas tout directement faire le mal pour en faire découler le bien ? Par bonheur ce point de vue s'annihile lui-même, car la série des conséquences inconnues mène plus loin que nous ne nous le figurons. Ainsi, dans mon premier exemple, quand, en surmontant son penchant pour la boisson, M. X... empêche indirectement la naissance du futur grand homme, — comment savons-nous, si un jour ou l'autre, ce grand homme n'eût pas causé de grandes infortunes à l'humanité, et dans ce cas, quelle chance qu'il n'ait pas vu pas le jour ! M. X... fit donc bien en se contraignant à rester à la maison. Pareillement, nous ne connaissons pas les conséquences ultérieures du triomphe de la vertu par le soufflet si généreusement essuyé ; il est possible qu'il eût engendré plus tard l'orgueil spirituel, le pire des péchés, et perdu l'âme de cet homme ; ainsi, M. X... fit bien, en étouffant sa colère et en empêchant la manifestation de grandeur d'âme de son interlocuteur. En général, nous avons, à défaut de certitude, le droit de faire des suppositions sur les possibilités, tant d'un côté que de l'autre. Mais, de ce que nous ignorons les con-

séquences de nos actes, il ne s'ensuit pas qu'il faille s'abstenir d'agir; une telle conclusion serait juste si, au contraire, nous étions sûrs que les conséquences dussent être mauvaises; or, comme elles peuvent être indifféremment bonnes ou mauvaises, nous avons ici autant de motifs (ou plus exactement — absence de motifs) pour agir que pour persévérer dans l'inaction, c'est-à-dire, à ce point de vue, nous ne pouvons savoir ce qui vaut mieux : l'action ou l'inaction; et, par conséquent, toutes les considérations sur les résultats indirects de nos actes n'ont pour nous aucune portée pratique. Pour en faire le *Credo* de notre vie, il nous faudrait connaître, non seulement les plus proches chaînons dans la série des conséquences, mais, comme après ces plus proches, nous sommes en droit d'en supposer d'ultérieurs, de caractère opposé, ruinant nos conclusions, il nous faudrait pourtant connaître la longue série des conséquences jusqu'à la fin et au delà du monde, ce qu'il ne nous est même pas donné d'espérer. !

Ainsi, ni nos actes, ni notre abstention d'agir ne doivent être déterminés par des considérations sur les conséquences indirectes possibles, toujours ignorées, mais par des motifs qui découlent directement du principe moral. Et ici il y a accord entre le point de vue éthique et le point de vue mystique. Si tout émane de la Providence, ce ne peut être à l'insu de la Providence que l'homme a reçu en don la raison et la conscience, qui lui suggèrent ce qu'il faut faire dans le sens du vrai bien, sans avoir égard aux conséquences indirectes. Et, si j'ai foi en la Providence, j'ai aussi foi en ce qu'elle ne souffre pas que des actions en accord avec la conscience et la raison aient des conséquences absolument mauvaises. Reconnaisant qu'il est immoral et contraire à la dignité humaine de s'avilir par des bassesses fortes, la conscience ne me permet pas d'espérer que, dans l'état d'ivresse, je pourrais faire quelque chose qui, plus tard, aurait de bonnes conséquences. De même, si par des motifs tout moraux, sans colère et sans haine, j'empêche le meurtrier d'en finir avec sa victime, l'idée ne me vient pas même de songer que quelque chose de mal pourrait en découler et qu'il eût peut-être mieux valu laisser s'accomplir le meurtre.

Comme je sais fermement, grâce à la raison et à la conscience, que les passions charnelles — l'ivrognerie et la débauche — sont en elles-mêmes un mal et, qu'il faut s'en abstenir, je sais de même inébranlablement, en m'appuyant sur cette même conscience, cette même raison, que la charité effective est ou elle-même un bien, et

qu'il faut s'y consacrer, en secourant réellement son prochain, en le défendant contre les éléments, les bêtes fauves, les malfaiteurs et les insensés. Aussi, si quelqu'un, par de purs motifs d'humanité, arrache le poignard des mains de l'assassin, le délivre du péché et la victime de mort violente, ou encore, empêche un fou furieux de courir librement les rues, le témoignage secret de son âme l'approuvera toujours, et il aura conscience d'avoir, *in facto*, réalisé la loi morale : aidez-vous les uns les autres.

De nos péchés mêmes la Providence tire de bonnes conséquences, mais combien plus de bien ne retire-t-elle pas de nos bonnes actions et, ce qui importe, c'est que ce bien est un peu à nous, nous y avons pris une part active, tandis que le bien, qui peut découler de nos mauvaises actions, ne nous concerne, ne nous appartient pas. Mieux vaut collaborer à l'œuvre d'une Providence toute clémentine que de n'en être que la matière inerte.

## VI

Le châtement, sous sa forme de représailles intimidantes (dont l'aspect typique est la peine de mort) ne se justifie pas au point de vue éthique, en tant qu'il renie l'homme dans la personne du coupable, le prive de l'existence, de la possibilité d'une régénération morale, droit inhérent à chaque créature humaine, et le transforme en un instrument passif pour la sûreté d'autrui. Mais de même, les relations passives, qui ne combattent pas le crime, ne se justifient pas au point de vue éthique, car, ici, on ne prend pas en considération le droit de l'offensé à la défense, ni celui de la société à une existence assurée; tout est abandonné à l'arbitraire des pires membres de la société. Le principe moral exige une réaction effective contre le crime et définit cette réaction (ce châtement dans le sens large du mot), comme un moyen légitime de la charité active qui, légalement et par force, restreint les manifestations de la mauvaise volonté, non seulement eu égard à la société et à ses membres pacifiques, mais aussi dans l'intérêt même du coupable. De la sorte, le châtement, dans sa vraie conception, est quelque chose de complexe, mais ses différentes faces sont toutes également soumises au principe moral de charité, embrassant l'offensé comme l'offenseur. Celui qui souffre de par le crime a droit à la défense et, dans la mesure du possible, à la compensation; la société a droit à

la sécurité; le coupable a droit à des éclaircissements, à l'expiation, à la pénitence. Conformément au principe moral, la réaction contre le crime doit réaliser ou, en tout cas, ne jamais perdre de vue la réalisation de ces trois droits.

La sauvegarde de la personne, la sûreté de la société et le bien ultérieur du coupable même exigent avant tout que le fauteur du crime soit privé de sa liberté. Si, dans ses intérêts, comme dans ceux de ses proches, le dissipateur est, en toute justice, privé de la liberté et de la gestion de sa fortune, combien plus urgent et équitable n'est-il pas d'en agir de même avec le corrupteur, l'assassin dans la sphère de leur activité? Pour le criminel, la perte de la liberté est d'une importance majeure, car elle arrête le développement de la mauvaise volonté et lui donne la possibilité de se reconnaître, de se repentir.

Actuellement le sort du coupable est définitivement arrêté par le tribunal qui, non seulement décide de la culpabilité, mais encore conclut au châtiment. En éliminant réellement du code pénal les motifs de vengeance et d'intimidation, l'idée du châtiment, comme d'une mesure fatale, arrêtée d'avance et, au fond arbitraire, doit disparaître. Les conséquences du crime doivent intimement et naturellement répondre à l'état d'âme du criminel. Le fait de la culpabilité établi, le tribunal doit préciser le degré de responsabilité du criminel, et le péril ultérieur qu'il présente pour la société, c'est-à-dire, qu'il doit faire le diagnostic et le pronostic de la maladie morale, mais il est contraire à la raison de prescrire la durée et le mode infailible du traitement. La marche et les procédés du traitement doivent varier conformément à la marche de la maladie, et le tribunal doit remettre l'affaire aux institutions pénitenciaires, dans le ressort desquelles le criminel entre. Cette idée, qui encore naguère eût paru d'une bizarrerie inouïe, s'est déjà, à un certain degré, réalisée dans quelques pays (par exemple en Irlande, en Belgique), où les arrêts conditionnels sont admis. Dans certains cas, le coupable, condamné à une peine définie, ne la subit effectivement pas, si le crime ne se répète pas; s'il ne tombe pas dans la récidive, il reste libre, le premier crime étant considéré comme fortuit. Dans d'autres circonstances, les conditions de l'arrêt se rapportent au terme de l'incarcération, que l'on abrège, conformément à la conduite ultérieure du coupable. Les arrêts conditionnels constituent, dans la législation pénale, un pas en avant d'une importance majeure et fondamentale.

## VII

Il fut un temps où les aliénés étaient traités comme des bêtes féroces à dompter : on les mettait à la chaîne, on les assommait de coups. Un siècle à peine s'est écoulé depuis qu'on estimait que c'était là l'ordre des choses et à présent on n'y peut songer sans effroi. Si tant est que le mouvement historique va s'accélégrant de plus en plus, j'espère encore voir poindre le jour, où l'on jugera nos prisons, nos bagnes, comme aujourd'hui nous jugeons les anciennes institutions psychiatriques avec leurs cages de fer à l'usage des malades. Le système pénitentiaire actuel, malgré ses progrès indubitables (1), n'en demeure pas moins encore en connexion étroite avec l'antique notion du châtement, comme d'un supplice à dessein imposé au criminel, conformément au principe : « Il en paye bien la folle enchère ».

Le problème positif du châtement dans son vrai sens, en ce qui a trait au coupable, n'est pas le supplice physique, mais la correction, la guérison morale. Cette idée, admise il y a longtemps déjà par différents écrivains, de préférence par des théologiens, des philosophes, mais seulement par un petit nombre de juristes, provoque deux objections péremptoires de nature double : l'une vient des juristes, l'autre des anthropologistes d'une certaine école. Du côté des juristes, on affirme que la correction du délinquant n'est pas possible, à moins d'une violence faite à son être intime, violence que ni la société, ni l'état n'ont le droit de faire. Mais il y a ici deux malentendus. D'abord le problème de la correction du criminel n'est, dans le rapport analysé, qu'un des cas de l'action positive et obligatoire de la société ou de l'Etat, sur ses membres irresponsables. Niant en principe cette action, comme une violence faite à l'être intime, il faudra aller plus loin et nier de même l'instruction publique des enfants, le traitement des aliénés dans les hopitaux organisés, etc.

Et où est ici la violence faite à l'être intime? En commettant le crime, le coupable n'a-t-il pas dévoilé, mis effectivement à nu son

---

(1) En Russie bien des améliorations ont été faites dans le département des prisons, surtout pendant l'administration de K. K. Grot et de M. N. Galkine-Vrosskii.

être intime? Une opération contraire est de rigueur pour le faire rentrer dans son état normal. Ce qu'il y a de particulièrement étrange dans cette objection, c'est, qu'en reconnaissant à la société le droit de placer l'homme dans des conditions dépravautes (comme les prisons, les travaux forcés) au dire des juristes eux-mêmes, elle lui enlève le droit, qui n'est qu'un devoir, de le placer dans des conditions moralisatrices.

Le second malentendu gît dans la compréhension erronée de la correction, comme de quelque chose d'extérieur, en forme de règle morale absolue. Mais pourquoi prendre pour règle ce qui n'est que de l'ignorance? Il va de soi que la correction ne peut être efficace qu'en tant qu'elle est intime et émane du criminel lui-même. Le concours extérieur doit se réduire à placer l'homme dans des conditions favorables, à lui venir en aide, à le soutenir dans ce travail intérieur.

Le second argument vient des anthropologistes qui, en soutenant l'innéité, concluent à l'incorrigibilité des penchants criminels. Il est certain qu'il y a des hommes ayant des tendances criminelles innées et il est difficile de nier qu'il n'y en ait d'incorrigibles dans le nombre; mais, d'un autre côté, affirmer que tous les criminels sont incorrigibles, est arbitraire et ne mérite pas de critique sérieuse. Si nous sommes en demeure d'admettre que quelques criminels seuls soient incorrigibles, il est difficile, voire impossible, de certifier d'avance que le criminel donné entre dans cette catégorie; il est donc de toute nécessité de placer tous ces infortunés dans les conditions les plus favorables à leur correction éventuelle. La première et la plus importante de ces conditions est certes d'avoir à la tête des institutions pénitentiaires des hommes à la hauteur de cette mission élevée et délicate, — les meilleurs des juristes, des psychologues et des hommes inspirés par des idées religieuses.

Une tutelle publique, composée d'hommes compétents à l'effet de corriger les coupables, — voilà la seule idée « du châtimement » ou de représailles positives que le principe éthique puisse admettre. Fondé sur ce principe, un système pénitentiaire, plus équitable et plus humain que le système actuel, sera indubitablement aussi plus efficace.

WLADIMIR SOLOVIEFF.

(Traduit du russe par Mali Krogius).

---

## NOTES

### La cohésion familiale chinoise.

Les dispositions légales, qui, dans les législations européennes, règlent les rapports sociaux des parents entre eux sont empreintes d'un tel cachet d'individualisme, nos législateurs ont réduit les obligations de famille à de telles limites que nos codes soulèvent chez tous les peuples mongoliques une unanime réprobation.

L'article 371 de notre code civil édicte à la vérité que : « l'enfant à tout âge doit honneur et respect à ses père et mère ; » mais cette sage maxime est dépourvue de sanction.

Sans doute nos lois obligent les mineurs de 18 ans à demeurer dans la maison paternelle. Sans doute l'enfant contre lequel le père a de graves sujets de mécontentements, peut être, par la volonté paternelle, soumis pendant un certain temps, au régime cellulaire de jour et de nuit dans un quartier séparé de maison d'arrêt.

Sans doute aussi, notre loi du 13 mai 1863 et les articles 312 et suivants de notre code pénal se montrent particulièrement durs au regard de l'enfant qui ose porter une main sacrilège sur ses ascendants ; tandis que la loi du 24 juillet 1889 est justement sévère à l'endroit des parents coupables. Mais combien est plus prévoyante la législation chinoise ! Saisissant au premier geste d'indiscipline le parent rebelle, elle cherche à faire avorter le germe même de la désagrégation familiale.

C'est de la police préventive au premier chef.

Quelques exemples en donneront l'idée.

La loi chinoise punit de la bastonnade et de trois années de prison tout descendant qui dénonce à la justice la faute de son père, de son aïeul ou de son aïeule, et si l'accusation portée par le descendant est calomnieuse, le délinquant est condamné à la strangulation.

Si au contraire ce sont les descendants qui sont dénoncés par leurs auteurs, ils obtiennent, ipso facto, remise de la peine encourue, et le fait ne peut être jugé que sur les plaintes d'étrangers.

Les outrages par parole qui, commis entre particuliers, sont seulement punis de 10 coups de fouet, sont réprimés par de plus graves

pénalités lorsqu'ils atteignent les ancêtres. La plus grande injure qu'on puisse proférer envers un Chinois, un Annamite ou un Japonais est une malédiction sur ses aïeux.

L'outrage fait par un descendant à ses aïeux ou à son père et à sa mère est puni de la peine capitale.

Si le parent injurié retire sa plainte, la peine est suspendue jusqu'après la décision souveraine du chef de l'État qui en sa qualité de père de toutes les familles est seul arbitre de l'opportunité du pardon.

A la première récidive la peine est exécutée nonobstant retrait de la plainte.

Les outrages proférés envers les collatéraux du rang supérieur, comme les tantes et les oncles par exemple et envers tous les frères et sœurs plus âgés que l'insulteur, sont punis de peines variant entre 50 coups de fouet et 60 coups de bâton, suivant le degré occupé par l'insulté dans la hiérarchie familiale.

Les épouses qui commettent des fautes de même nature envers la famille de leur mari sont assimilées à leur époux pour la fixation des peines encourues.

Le veuvage et les secondes noces même, ne les libèrent pas de tout respect, et c'est ainsi qu'en souvenir des devoirs dus à leur beau-père et belle-mère du vivant de leur premier mari, — les veuves fussent-elles remariées — qui outragent le père ou la mère de leur premier époux sont punis de la peine de la strangulation au même titre qu'une bru outrageant ses beaux-parents.

Les mêmes devoirs existent entre époux dans le mariage chinois qui comme on sait comprend à la fois la femme réellement légitime, surnommée épouse de premier rang et les maîtresses reconnues, élevées par la loi au titre d'épouses du deuxième rang.

Il n'y a pas de devoir pour l'Européen, dit-on communément en Orient.

Cette opinion est si répandue que lors de la conquête de la Cochinchine par les Français, l'amiral Bonnard, pour calmer les esprits surexcités, dut faire publier partout, avec le plus grand éclat et comme un engagement d'honneur, l'affirmation solennelle que les Français avaient le culte de la famille en aussi grand respect que les peuples d'Orient eux-mêmes.

L'appréciation des jaunes sur notre mépris des lois fondamentales de la famille est très exagérée sans doute, mais au lieu de multiplier sans cesse nos droits personnels, il ne nous serait peut-être pas inutile



de compulser un peu le chapitre des obligations pour y inscrire, comme dans le code chinois, l'idée de la solidarité familiale.

PAUL D'ENJOY.

## Les questions sociales au théâtre

La *Vassale* de M. Jules Case par laquelle l'auteur débute au théâtre, a soulevé, comme il fallait s'y attendre, des discussions très vives dans les milieux dits littéraires. Déjà le jour de la première, le public habituel de ces représentations avait donné libre cours dans les conversations de couloir, à des critiques, peut-être excessives que quelques amis de l'auteur s'efforçaient de combattre.

Bien que jouée d'une façon irréprochable, comme l'on joue au Théâtre Français presque toujours, *Vassale* laisse une impression plutôt pénible. M. Jules Case nous montra la femme révoltée contre un mari trop soucieux de sa propre dignité, trop persuadé de ses droits, sans souci de la délicatesse de sa compagne qu'il froisse dès la première heure en paroles, en gestes et jusque dans l'allure de ses épanchements les plus intimes. Il avait déjà traité ce sujet dans un roman qui est une de ses meilleures œuvres : *Un jeune ménage*. Au théâtre il a cru devoir éviter ce qui pouvait paraître plus scabreux dans cette antipathie sexuelle, cause profonde du mal entendu qui s'établit entre les deux époux au lendemain du mariage, et va grandissant entre eux. Et c'est parce que cette raison première de toute l'action manque dans la pièce que nous sommes surpris, déconcertés et péniblement affectés, au lieu d'être émus et attendris par les souffrances de ces deux êtres.

Louise s'était mariée par amour, elle avait choisi un mari suivant son goût. Trouvant que la réalité ne répondait pas à l'idéal qu'elle s'en était fait sa déception est d'autant plus grande. Elle s'éloigne ainsi chaque jour davantage de son mari. Celui-ci, dans son orgueil de mâle ne fait rien pour la ramener.

Il a des droits. Il entend les imposer. Tout naturellement il se console de ses malheurs conjugaux avec une maîtresse. Des gens intéressés à le faire savoir à Louise, le lui apprennent. Et Louise par dépit, par rage impuissante se donne au premier venu. Pourtant la faute com-

mise elle se repent. Elle en fait l'aveu à son mari et lui propose de recommencer leur vie. Mais elle ne veut pas de pardon. Lui aussi à une maîtresse. Elle n'accepte que l'oubli des torts réciproques, sans l'humiliation d'un pardon que suivant elle son mari a perdu le droit de lui imposer. Il va sans dire que ce pacte est repoussé. C'est fini; la rupture est faite. Ils se séparent.

M. Jules Case, on le voit, semble conclure à la faillite du mariage dans notre société moderne, même quand les conventions et les conventions n'en empoisonnent pas la source première. Les aspirations, les revendications de la femme moderne établissent entre les époux un mal entendu insurmontable. La femme ne veut plus être la vassale, elle se déclare l'égale de l'homme. Il est certain que si les prétentions des féministes pouvaient prévaloir elles détruiraient la famille qui repose comme toute société sur le principe de la séparation des fonctions. En remplaçant le concours par la lutte, le féminisme établit l'état de guerre civile au sein de la famille. Mais est-ce bien ce que l'auteur a voulu nous montrer dans *Vassale*? Nous ne saurions le dire et la thèse que l'on semble vouloir soutenir demeure obscure.

En dépit des qualités de style et de tenue générale ce drame manque évidemment de netteté et dans les situations et dans le développement de la pensée qui l'inspire et que l'on aimerait voir se dégager plus clairement.

OSCAR D'ARAÚJO.

---

## MOUVEMENT SOCIAL

### FINLANDE

Le directeur de cette *Revue* m'a demandé un aperçu succinct sur mon pays natal, sa géographie, son ethnographie, son histoire, son état actuel, ses institutions politiques et juridiques, son économie nationale et sa vie intellectuelle. Avant le plaisir que je ressentirai à faire ce travail, j'ai été embarrassé par une difficulté toute particulière : je ne sais rien de ce que le lecteur peut connaître par

avance de la Finlande. En mentionnant à l'étranger ce nom de « Finlande » j'ai vu plus d'une fois des personnes — même douées d'une certaine instruction — recourir à l'atlas; et j'ai aussi remarqué que les voyageurs qui arrivent chez nous ont en général l'air surpris de trouver ici une civilisation qui, dans toutes ses parties essentielles, ressemble à celle de l'Europe occidentale. En égard à tout cela, j'ai pensé qu'il convenait de n'omettre aucun fait important, et je n'ai pas craint de paraître trop élémentaire aux spécialistes (1).

La Finlande n'est pas un pays de petite étendue. Elle occupe une surface de 373,604 kilomètres carrés, non compris la partie finlandaise de la mer et du Ladoga. Cette surface correspond à peu près aux superficies réunies de l'Angleterre, de l'Ecosse, de l'Irlande, de la Hollande et de la Belgique. Mais il n'y a qu'une maigre portion, soit environ les huit centièmes de cette vaste étendue, qui soit livrée à la culture, le reste étant couvert dans le Sud de lacs et de forêts, dans le Nord, surtout dans le Lapon, de landes et d'étendues désertes. Les frontières de la Finlande sont en grande majorité des frontières naturelles : c'est à l'Ouest le golfe de Bothnie, au Sud-Ouest la mer Baltique, au Sud le golfe de Finlande, au Sud-Est le lac Ladoga. Toutefois elle n'est séparée au Nord, de la Suède et de la Nowège, à l'Est de la Russie, que par des fleuves ou des limites purement conventionnelles.

La côte finlandaise s'élève comme un rempart de granit protégé par une double ceinture d'ouvrages extérieurs. C'est d'abord loin dans la mer une ligne de rochers nus, à l'intérieur de laquelle des îles et des îlots boisés, tantôt isolés tantôt en groupes, forment un vaste archipel. Enfin vient la côte qui dans le golfe de Finlande se dé-

---

(1) Pour plus amples détails, le lecteur pourra consulter le grand travail « La Finlande au XIX<sup>e</sup> siècle décrite et illustrée par une réunion d'écrivains et d'artistes finlandais (1894), » édité par le sénateur L. Mechelin. Ce travail, base essentielle du présent article, a paru non seulement dans les langues nationales de la Finlande, le suédois et le finnois, mais encore en russe, en français, en anglais et en allemand. Le professeur O. M. Reuter a donné une description plus courte de la Finlande et de ses habitants dans son livre « La Finlande et les Finlandais » (1889). L'état politique de la Finlande est traité dans le « Précis du droit public du grand duché de Finlande » (1886), par L. Mechelin et dans l'union de la Finlande et de l'empire russe (1891), par le professeur J. R. Danielson.

coupe en baies longues et étroites mais qui, le long du golfe de Bothnie, est plus régulière et plus ouverte. L'intérieur du pays peut recevoir le nom de plateau : les différents sommets sont de hauteurs légèrement variables et les parties basses forment d'innombrables lacs. Il n'est presque pas de vallée, de dépression du sol qui ne soit ou n'ait été un lac. On ne peut comparer pour la richesse en eau à ce « pays des mille lacs » que les archipels et les deltas. On a calculé que la Finlande a, proportionnellement à sa grandeur, trois fois et demie plus d'eau que la Suisse, dix fois plus que l'Ecosse, environ quarante fois plus que la France. Entre les lacs et les rivières le pays est montagneux. Les plus grandes hauteurs relatives sont dans le Nord-Est ; puis le terrain s'abaisse peu à peu vers le Sud et l'Ouest jusqu'à 300, 200 et 100 mètres, pour disparaître enfin sous la mer.

La moyenne de la température annuelle en Finlande est de  $+2^{\circ}$ , 5. Mais le climat dans un pays aussi étendu que la Finlande doit naturellement varier considérablement dans les différentes régions. La température la plus élevée ne dépasse guère  $+30^{\circ}$ . La plus basse constatée d'une façon certaine est de  $-48^{\circ}$ , température très rarement atteinte dans le Nord de la Finlande. Dans le Sud la neige recouvre le sol jusqu'en avril ; dans le Nord elle ne disparaît que vers la fin de mai. De décembre en avril les côtes du Midi sont en général bloquées par les glaces ; mais maintenant qu'il y a un puissant vapeur-bélier capable de briser des murailles de glace, le port de Hangö reste accessible durant les hivers ordinaires. Le commencement du printemps, quand la glace se brise, est le signal d'une résurrection de vie telle que les pays plus méridionaux n'en offrent pas d'exemple. Le sentiment indescriptible de l'activité vitale qui s'éveille est encore augmenté par l'impression d'un jour sans nuit.

Le total de la population de la Finlande est d'environ deux millions et demi d'habitants : dix pour cent seulement sont fixés dans les villes. La densité de la population atteint son maximum dans le Sud et dans le Sud-Ouest ; — mais là même cette population ne dépasse pas 25 à 30 personnes par kilomètre carré ; dans la Laponie septentrionale elle n'atteint pas une personne par kilomètre. Mais si la population de la Finlande est peu nombreuse, elle est en revanche féconde. L'augmentation annuelle a été en moyenne dans les derniers temps de  $1/4$  pour cent. L'immigration n'entre à peu près pour rien dans ce chiffre ; l'émigration au contraire est fort considérable. Des habitants de la Finlande, un peu plus de 85 0/0 ont pour langue maternelle le finnois et environ 14 0/0 le suédois. Les Suédois

habitent surtout les îles Åland et les étendues considérables des côtes méridionales et occidentales : en outre le suédois est la langue maternelle d'une grande portion des classes élevées. Les habitants de la Finlande qui parlent russe ne sont qu'au nombre de 5,000 personnes environ, non compris les garnisons russes ; — les Lapons vivant dans l'extrême Nord sont environ un millier et les autres nationalités ont environ 3,000 représentants.

Les Finnois (en finnois *Suomalaiset*) appartiennent à la grande famille des peuples Finno-Ougriens, dont les restes sont actuellement disséminés sur un vaste espace, depuis l'Obi et l'Oural à l'Est jusqu'aux rives du Danube, où ils ont un poste avancé, les Magyars. Les parents les plus rapprochés des Finnois sont leurs voisins des bords de la Baltique, les Caréliens, les Vepses, les Votes, les Estes et les Livons. Les Lapons ne paraissent pas au point de vue anthropologique être des Finno-Ougriens, mais ils ont adopté un idiome finno-ougrien.

« Les Finnois de Finlande, dit M. Topelius, doivent à leur milieu et aux circonstances de leur histoire une communauté de type qui, bien qu'offrant des différences d'une contrée à l'autre, est facilement reconnaissable pour l'étranger. Les traits généraux du caractère finnois sont : une certaine force et une certaine dureté, mais une force patiente, passive ; la résignation, la persévérance et son excès l'obstination ; un esprit lent, réfléchi, peu expansif. Le Finnois est lent à se mettre en colère ; mais une fois irrité, il ne connaît plus rien qui l'arrête. Calme dans les périls, l'expérience du danger le rend prudent ; il est généralement taciturne et mélancolique, mais il a parfois des accès de loquacité ; il est porté à attendre, à différer, à vivre au jour le jour avec parfois des moments de hâte intempestive ; attaché aux choses qu'il connaît depuis longtemps, il n'aime pas les nouveautés ; il a à un haut degré le sentiment du devoir, de l'obéissance à la loi, il aime la liberté, il est hospitalier et probe ; très porté à la méditation religieuse, sa piété est sincère, mais attachée à la lettre. On reconnaît le Finnois à son attitude réservée, renfermée, peu accessible. Il met du temps à se dégeler, à se familiariser, mais il devient alors un ami fidèle ; il manque d'à-propos, arrive souvent trop tard, est souvent importun sans s'en apercevoir, salue un ami qu'il rencontre quand celui-ci est déjà passé, se tait souvent quand il faudrait parler, mais parle quelquefois quand il vaudrait mieux se taire ».

La population finnoise de la Finlande se divise en deux familles :

celle des Tavastiens ou Hämäläis et celle des Caréliens ou Karjalaiset. Le Tavastien qui habite dans le Sud-Ouest un triangle confinant au Sud et à l'Ouest aux populations suédoises des côtes est le meilleur représentant du type finnois : il offre tous les traits les plus caractéristiques de ce type. Il est grossièrement charpenté, quelquefois de grande taille ; il a le corps musculeux ; il est large des épaules. Il a la face large, le nez retroussé, les yeux gris, petits, le regard est parfois quelque peu louche, la bouche assez grande, la charnure ferme, le teint clair, souvent un peu grisâtre et pouvant aller jusqu'à l'olivâtre, les cheveux bruns ou blond de lin. Souvent le travail et les privations le vieillissent de bonne heure. Il est de tous ses congénères le plus endurant, le plus laborieux, le plus humble d'aspect et le plus facile à satisfaire, mais aussi le plus conservateur, le plus lent d'esprit et le plus opiniâtre. Comparé au Tavastien, le Carélien — qui occupe le Nord et l'Est de la Finlande — est plus élancé, plus délié, plus vif, plus sensible, plus versatile. Il a les membres plus grêles, le visage moins large, le nez long, droit, pointu, les yeux gris-foncé, bien ouverts et très rarement louches, la bouche bien dessinée, les cheveux foncés. Tout son extérieur révèle une nature plus ouverte et plus accessible. Tout en ayant plus d'initiative que le Tavastien il a moins de persévérance et de ténacité. Il aime la bonne chère et partage volontiers quand il le peut faire ; mais il n'a pas de prévoyance, et vit au jour le jour. Il est né poète et commerçant. C'est lui qui a conservé jusqu'à nos jours les vieux mythes finnois et il y ajoute sans cesse de nouvelles compositions lyriques. La langue est le dialecte finnois-oriental, doux, riche en diphtongues, et mêlé de mots russes sur les rives du Ladoga. Congénère des Permians, célèbres au Moyen-Age, le Carélien a hérité d'eux l'amour des voyages et du commerce. Il fait souvent de longues tournées dans son pays et dans la Russie, où Saint-Petersbourg est son marché principal.

Les peuples finno-ougriens se distinguent par leur goût pour le chant, pour la poésie, et pour la musique : et par dessus tous les autres ce sont les Finnois qui ont ce sens le plus développé. Le chant populaire finnois est bien sorti du cœur du peuple. La note dominante est la mélancolie, et la résignation en forme l'accord final. Ça et là à vrai dire percent des tons plus gais : une humeur de bon aloi rompt de temps en temps le sérieux ordinaire. Les chansons de date relativement récente sont assez variées de forme et de rythme. Les vers rimés n'y sont pas rares. Les anciens chants popu-

lares, au contraire, ne connaissent pas la rime : c'est l'allitération qui la remplace. Un grand nombre de ces chansons, de dates diverses, ont été recueillies et publiées sous le titre de *Kanteletar* « la fille du Kantele » (1).

Toutefois les plus précieux trésors poétiques de Finnois sont leurs chants épiques, réunis maintenant en une grande épopée nationale, le *Kalevala*. Ces chants qui datent de l'époque païenne — sans doute des siècles précédant immédiatement le christianisme — furent recueillis par Elias Lönnrot. Elias parcourut avec un zèle et une activité infatigables les contrées de la Carélie finnoise et russe où l'on chantait encore ces vieilles poésies. Il reconnut avec étonnement que ces *runes* étaient des parties d'un tout : elles se rapportaient aux mêmes événements et chantaient les mêmes héros. Il en reconstitua l'ensemble ; et en 1835 on vit paraître une première édition (fort augmentée depuis par la découverte de nouveaux chants) de ce merveilleux cycle épique finnois le *Kalevala* qui occupe une place distinguée à côté des véritables épopées nationales de la littérature universelle. Si l'on compare le poème aux chants homériques on trouve que le récit des événements paraît souvent maigre et pauvre : les caractères des personnages sont souvent fort bien présentés, et l'on y trouve des parties d'un sentiment très vif. Les héros finnois accomplissent leurs exploits moins avec l'épée qu'avec le chant ou la parole : selon l'ancienne idée populaire, la parole est seule toute-puissante, la force n'est qu'une émanation de la sagesse, et celui-là seul est sage qui connaît le mot créateur, le mot originaire, sans lequel toute incantation est impuissante. En général les descriptions les plus belles du *Kalevala* sont celles qui ont trait au foyer domestique et à la nature : celle-ci y est peinte avec un éclat, une fidélité, un sentiment tels qu'un peuple vivant en pleine nature et doué d'une puissante imagination pouvait seul le faire. Le *Kalevala* se compose de 50 chants ou runes comprenant 22,800 vers. Leur mètre est de huit syllabes formant quatre trochées. L'allitération et le parallélisme sont les principaux moyens employés pour donner au vers de la sonorité et de la variété.

---

(1) Le Kantele est un instrument d'origine toute finnoise avec lequel l'ancien finnois s'accompagnait en chantant. C'est une sorte de cithare à cinq cordes, longue de deux pieds au plus. On n'en trouve plus guère que dans la Finlande orientale, et encore tend-elle à devenir là une antiquité.

Le Kalevala nous offre une image et des idées religieuses ou autres des anciens Finnois et de leur vie extérieure et intime. Leurs principales occupations étaient la chasse, la pêche et l'élevage des troupeaux. Ils défrichaient — en incendiant divers quartiers de forêt — l'étendue de terres dont ils avaient besoin (mode d'agriculture propre aux nomades). Ils connaissaient le fer, le cuivre, l'argent et l'or, savaient forger et tisser. Le sentiment de la famille était très développé. Il y avait entre eux — ou du moins entre quelques-uns parmi eux — un lien d'association plus large que celui de la famille. On trouve aussi quelques indices prouvant l'existence d'assemblées du peuple : mais, somme toute, la famille patriarcale était le noyau de l'organisme social.

On ne saurait préciser avec certitude l'époque où les Finnois sont entrés dans le pays qu'ils occupent actuellement : c'est à la suite très probablement d'une longue série d'invasions s'étendant sur plusieurs siècles que les Finnois sont devenus les maîtres de ce territoire. Des bords des lacs de Ladoga et d'Ilmen, où ils avaient été longtemps établis, les Finnois se répandirent peu à peu dans la Finlande actuelle, d'abord dans l'Est et le Sud, puis le long des cours d'eau dans les contrées boisées du centre, en refoulant vers le nord les Lapons aborigènes. Il est très probable qu'à peu près à la même époque une population suédoise se fixa dans les îles Åland et sur la côte sud-ouest de la Finlande. Ces deux races (Finnois et Suédois) sont donc aussi indigènes l'une que l'autre en Finlande. Leur réunion forme la nation finlandaise.

La population suédoise diffère sensiblement de la population finnoise quant au type, quant aux coutumes, et quant au caractère. La forme de ses traits trahit au premier coup d'œil son origine caucasienne et particulièrement scandinave. Le Suédois est plus vif que le Finnois, moins patient, plus versatile, plus prompt à la décision et à l'action ; il n'a pas l'esprit méditatif de son compatriote finnois. On ne trouve pas dans ses légendes et dans ses chansons, un sentiment aussi vif, mais on y trouve souvent en revanche une humeur plaisante et enjouée ; souvent les paroles sont insignifiantes ; mais c'est la mélodie qui fait surtout le charme. Le Suédois est propre sur lui et chez lui. Il a le sentiment d'une certaine élégance. Il est très susceptible, entiché de sa dignité, et son besoin de liberté et d'indépendance est un trait caractéristique.

La population suédoise et la population finnoise, — bien que se côtoyant sans se mêler beaucoup — ne sont jamais entrées en lutte ;



loin de là. Elles ont toujours combattu côte à côte sous le même drapeau, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. La loi a toujours eu pour fondement l'égalité des droits. Après avoir conquis la Finlande en trois croisades (1157, 1249, 1293) la Suède la mit en 1362 au rang de ses anciennes provinces. Les Suédois firent pénétrer leur religion, leur gouvernement, leurs lois et leur civilisation : tout cela fut accepté sans opposition dans un pays sans lois et sans organisation sociale. Un trait essentiel de leur état social c'était la grande liberté dont jouissait le peuple, liberté à laquelle les Finlandais participèrent au même degré. Le servage, auquel leurs voisins des provinces baltiques étaient soumis devant la domination allemande, resta donc inconnu en Finlande.

Ce pays allait alors de pair avec la Suède comme une des deux moitiés du royaume et pendant près de six cents ans les deux pays subirent la même destinée. La Finlande reçut de la Suède sa civilisation et lui donna en échange le sang de ses fils dans les nombreuses guerres où elle la défendit contre les incursions de l'Est. Dès la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle la Finlande devint la source de luttes continues entre la Russie et la Suède. Jusqu'à Pierre-le-Grand la Suède résista victorieusement aux efforts d'agrandissement de l'empire russe de ce côté. Mais la grande guerre du Nord se termina par la défaite des armées suédoises : la paix de Nystad en 1721 consacrait pour la Russie la cession de la partie sud-est de la Finlande. En 1743 par le traité d'Abo la Suède dut consentir au retrait de sa frontière jusqu'au fleuve Kymmene. Et au commencement de ce siècle éclata la guerre qui devait à jamais séparer la Finlande de la Suède. A la paix de Tilsitt, Alexandre I<sup>er</sup> avait promis à Napoléon de contraindre la Suède à adhérer au blocus continental. Gustave IV ayant refusé, l'empereur Alexandre fit entrer ses troupes en Finlande, le 21 février 1808, sans déclaration de guerre et l'année n'était pas finie que les troupes suédoises et finlandaises étaient forcées d'évacuer le pays et franchissaient la rivière de Tornea pour rentrer en Suède.

Dès le mois de juin 1808, Alexandre I<sup>er</sup> avait ordonné que les quatre états de Finlande enverraient à Saint-Petersbourg des députés pour délibérer avec lui sur les affaires du pays. En Finlande, les avis étaient partagés au sujet de cet envoi, et on ne procéda à l'élection qu'après une déclaration expresse du commandant en chef des troupes russes, le comte Buxhoevden, assurant que la députation ne serait pas considérée comme une diète décidant au nom de la nation et qu'elle n'aurait d'autre mission que de proposer à l'empereur les

mesures nécessaires dans la situation exceptionnelle où se trouvait le pays. La députation se borna à émettre le vœu que l'empereur convoquât la diète sans retard, Alexandre se rendit à ce désir et décréta la réunion de la diète à Borga pour le 22 mars 1809. Arrivé à Borga dès l'ouverture de la diète l'empereur reçut l'hommage des états et leur donna sa promesse de souverain signée le 27 mars et conçue en ces termes :

« A tous les habitants de la Finlande, Nous, Alexandre I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu Empereur et Autocrate de toutes les Russies, etc., etc., etc. Grand-Duc de Finlande, etc., etc. Savoir faisons :

« Ayant, par les décrets de la Providence, pris possession du Grand-Duché de Finlande, nous avons voulu, par le présent acte, confirmer et ratifier la religion et les lois fondamentales du pays, ainsi que les privilèges et les droits dont chacun des ordres du Grand-Duché en particulier et tous ses habitants en général ont joui jusqu'ici en vertu de sa constitution. Nous promettons de maintenir tous ces privilèges et toutes ces lois fermes et stables dans toute leur force. »

Alexandre n'avait pas voulu user du droit de conquête pour abolir les lois de la Finlande et anéantir sa constitution, en l'incorporant à l'État russe. La Finlande devait être indissolublement unie à la Russie, mais par des liens plus puissants que ceux de la crainte, les liens de l'affection. Soumise au même monarque et formant vis-à-vis des puissances étrangères partie intégrante de l'empire russe, la Finlande devait être autonome dans son gouvernement intérieur et conserver son ancienne constitution. Dans divers actes officiels l'empereur Alexandre a établi ce fait et insisté sur ce fait que le Grand-Duché est devenu un Etat, que le peuple finlandais est « placé dorénavant au rang des nations », que l'existence politique du pays est garantie, que le pays serait gouverné selon sa constitution. Il avait réclamé le concours de la diète pour organiser l'union avec la Russie en se basant sur le maintien de ce que la Finlande avait acquis de plus précieux dans son union avec la Suède : sa culture intellectuelle, ses institutions libres et sa forte organisation judiciaire. L'acte essentiel sur lequel repose cette union est l'acte de confirmation déjà cité, promulgué par l'empereur le 27 mars (nouv. st.), 1809, ratifiant et confirmant les lois fondamentales du pays ; ces lois fondamentales dont l'empereur avait pris connaissance, avaient jusqu'à formé une constitution commune à la Suède et à la Finlande : elles restaient dorénavant en vigueur pour la Finlande séparément.

Cette confirmation empêche de craindre que la Finlande ne puisse devenir qu'une simple province de l'empire, car ces lois ont essentiellement le caractère des lois constitutionnelles d'un État, et ne sauraient être appliquées à une simple province.

Ajoutons à cela que cet acte, par lequel l'empereur confirmait solennellement des promesses antérieures, n'était pas seulement une grâce acceptée passivement par un peuple vaincu, et qui pouvait un jour être révoquée. En premier lieu en effet les lois fondamentales ainsi confirmées ne peuvent — suivant des stipulations expresses — être modifiées ou abolies qu'avec le consentement des États. En second lieu la confirmation de ces lois était la condition du serment de fidélité prêté par les États au nom du peuple finlandais, serment qui engageait aussi le maintien de la constitution.

Les lois fondamentales posent en termes exprès le principe qui forme la pierre angulaire du système constitutionnel : le gouvernement doit être exercé conformément aux lois soit fondamentales, soit autres et une loi ne peut être faite, modifiée, ni abrogée sans la participation des États. La législation proprement dite qui se fait par le concours du monarque et de la diète comprend les lois fondamentales, les privilèges de classes, les lois civiles et pénales, les codes maritime et ecclésiastique, la loi monétaire, les principes de l'organisation de l'armée, toutes les questions d'impôt, sauf la fixation des tarifs douaniers, réservée au souverain. Outre les prérogatives ordinaires du souverain, les lois fondamentales reconnaissent au monarque le droit exclusif de décider des questions relatives aux affaires étrangères. Pour garantir les droits du peuple on trouve entre autres choses que seuls des citoyens finlandais pourront être nommés aux emplois publics, sauf certaines exceptions prévues par la loi.

L'Empereur et Grand-Duc est aidé dans le gouvernement du pays par le Sénat impérial de Finlande, siégeant à Helsingfors, dès 1812, capitale du Grand-Duché. Toutes les affaires concernant la justice et l'économie générale ressortissent au Sénat, sauf celles que les lois réservent à l'examen direct du pouvoir suprême. Le département de la justice fonctionne comme tribunal de cassation et veille en général à l'administration de la justice. Le département administratif traite des affaires touchant à l'économie générale et à l'administration. Il comprend actuellement neuf sections chargées de surveiller et de diriger les autorités et les institutions relevant de chacune d'elles et de prendre l'initiative des mesures de législation et de gouvernement.

Elles correspondent donc à peu près aux ministères des autres pays. La présidence du Sénat appartient au gouverneur général ; nommé par l'empereur, il est le chef de l'administration civile et en même temps commandant en chef des troupes finlandaises : toutefois il assiste rarement aux séances. Le Sénat est assisté d'un procureur général qui veille à la bonne exécution des lois par les tribunaux et les autorités. Un ministre secrétaire d'État nommé par l'Empereur et siégeant à Saint-Petersbourg, mais qui doit être citoyen finlandais, fait à l'empereur un rapport sur toutes les affaires ayant trait à la Finlande.

Les États du Grand-Duché de Finlande qui, réunis en diète, représentent la nation se composent de quatre ordres : la noblesse, le clergé, la bourgeoisie et les paysans. Dans l'ordre de la noblesse le droit de représentation à la diète appartient à toutes les familles inscrites dans les rôles de la « Maison de la noblesse ». Ce droit est exercé soit par le chef de la famille, soit, en cas d'abstention, par un autre membre de la famille, soit encore par un chargé de pouvoirs appartenant à une autre famille noble. L'ordre du clergé comprend l'archevêque, les évêques, 28 représentants ecclésiastiques qu'élisent par diocèse les pasteurs de l'église luthérienne, un ou deux députés de l'Université et trois à six députés élus par les professeurs de l'enseignement secondaire. Dans l'ordre de la bourgeoisie est électeur et éligible tout membre d'une commune urbaine payant l'impôt et qui n'appartient ni à la noblesse ni au clergé ; sont exceptés encore les marins, les soldats, les domestiques et les journaliers. Le nombre des députés de la bourgeoisie est proportionnel à la population des villes, et variable par conséquent. Les membres de l'ordre des paysans sont désignés par une élection à deux degrés, à raison d'un député pour chacune des soixante-deux juridictions rurales. Le droit d'élection appartient aux propriétaires de biens ruraux, aux tenanciers des fermes de la couronne et aux fermiers de terres domaniales, pourvu qu'ils ne soient pas d'un autre ordre et qu'ils ne soient pas au service de l'État.

Les quatre ordres siègent séparément : ils peuvent aussi délibérer en commun ; mais ce moyen n'ayant pas été trouvé très pratique, on y a rarement eu recours. L'accord des quatre ordres est nécessaire pour toutes les décisions qui concernent les lois fondamentales ou le vote des subsides. Dans toutes les autres questions, l'accord de trois ordres suffit. Si les ordres sont deux contre deux dans une question dont la décision est urgente, celle-ci est remise à une grande

commission composée de 60 délégués des quatre ordres, — chacun des ordres ayant un nombre égal de délégués; ils votent par tête et non par ordre. D'après le règlement de la diète, les États de Finlande représentent la nation; les quatre ordres n'ont donc pas le droit, comme on l'admettait avec les idées anciennes, de se considérer comme les représentants des intérêts propres à une classe ou à une corporation. Ils doivent travailler au bien de la nation toute entière; et tant que la diète finlandaise remplira cette mission patriotique, il n'y aura guère d'inconvénients à la voir conserver ses formes un peu vieilles.

On pourrait croire que les distinctions de classe sont fortement marquées dans un pays qui est presque le seul en Europe à avoir maintenu la division de la représentation nationale en quatre ordres. Toutefois il n'en est rien. Les privilèges de la noblesse ont été abolis à l'exception d'un seul, le droit de représentation à la diète. Le nombre des grandes fortunes est aussi relativement faible et « la question sociale » n'a pas pris en Finlande un caractère menaçant. C'est une conséquence naturelle de ce fait qu'environ 77 0/0 des habitants se vouent à l'agriculture ou aux industries qui en dépendent, tandis que 10 0/0 seulement représentent le contingent de l'industrie, du commerce et des communications.

Le service militaire est obligatoire en Finlande. L'effectif des troupes en temps de paix est fixé par une loi qui doit être consentie par la diète. Cet effectif est actuellement de 5,600 hommes. Outre cette active il y a une réserve dont le but principal est de compléter l'active en cas de guerre, et la landwehr, composée de tous ceux qui sont sortis de la réserve; elle ne peut être mise en activité que pour la défense du pays en cas d'invasion. L'armée finlandaise a pour mission de défendre le trône et la patrie et de contribuer ainsi à la défense de l'Empire. Cependant cette défense exige la présence en Finlande de troupes trop nombreuses pour pouvoir être fournies par ce pays seul : et ce sont des troupes russes tenant garnison en Finlande qui complètent le nombre nécessaire.

Il y a encore quelques mots à ajouter sur les intérêts matériels, moraux et intellectuels de ce pays. Il exporte beaucoup de grains — du seigle comme semence en Russie et en Suède, de l'avoine en Angleterre — mais l'importation, principalement sous forme de farine en Russie, dépasse de beaucoup l'exportation. Les produits du lait et en particulier le beurre ont été de tout temps pour la Finlande un des principaux articles d'exportation. Ce qui a encore

plus d'importance à ce point de vue ce sont les bois et les divers produits forestiers. On compte que les bois couvrent environ 640/0 de la superficie totale de la Finlande.

En 1860 une ordonnance impériale donna à la Finlande sa monnaie propre le « marc », valant un quart du rouble d'argent et divisé en 100 penni. La Finlande adoptait ainsi en réalité la même unité monétaire que celle de la France. D'après une loi de 1877, le seul instrument légal d'échange est la monnaie métallique basée sur l'or, et l'argent ne sert plus que de monnaie d'appoint.

Depuis Gustave I<sup>er</sup> (1523-1560), la doctrine luthérienne est religion d'État en Finlande. Toutefois les chrétiens de toute confession jouissent de droits civils égaux depuis 1889. En cette année une loi abrogea une ancienne stipulation de la loi fondamentale et déclara admissible aux emplois de l'État, tout citoyen finlandais appartenant à une autre confession chrétienne que le luthérianisme. Les non-chrétiens au contraire ne peuvent acquérir le droit de cité en Finlande.

Depuis 1809, le suédois était, comme auparavant, la langue officielle et l'organe de la société bien élevée. Cet état de choses fut sans soulever d'abord aucun mécontentement dans les couches profondes de la population. A la diète de 1809, l'ordre des paysans avait précisément présenté dans une de ses pétitions la demande de « maintenir à l'avenir dans tous les actes publics, suppliques et documents légaux, même dans ceux adressés au pouvoir, la langue suédoise en usage jusque là ». Mais au fur et à mesure du développement de la littérature finnoise, de l'instruction populaire, et du sentiment national, on commença à ressentir l'exclusion du finnois en tant que langue officielle comme une injustice qu'il faudrait réparer tôt ou tard. En 1863, l'Empereur Alexandre II promulgue une ordonnance qui stipulait que « bien que le suédois continue à être la langue officielle du pays, la langue finnoise est déclarée jouir des mêmes droits en tout ce qui concerne immédiatement la population finnoise ». Dès lors, la question de l'égalité des deux langues nationales, au point de vue des relations officielles, a été résolue par des ordonnances administratives qui ont donné satisfaction aux réclamations émises dans l'intérêt de la langue finnoise. A présent donc, la Finlande a deux langues officielles : le suédois et le finnois.

Quand la Finlande et la Suède se trouvèrent séparées, le suédois demeura non seulement la langue officielle du pays, mais ce fut aussi lui qui fut employé par le grand monde. C'est dans cette langue

que le sentiment national à son réveil trouva son expression suprême dans les poèmes de Johan Ludwig Runeberg, et dans les écrits en prose de Johan Wilhelm Snellmann, philosophe et publiciste éminent. A côté de la littérature suédoise de la Finlande, on a vu se développer dans le cours de ce siècle une littérature en langue finnoise qui, durant ces trente dernières années, a pris une importance et une extension correspondant au développement de la nation dans d'autres départements de la vie. Ces deux littératures de caractères différents sont les expressions du même esprit national et doivent leur vitalité à la conscience que cet esprit national a prise de lui-même.

Les progrès réalisés à tant de points de vue différents par la Finlande au XIX<sup>e</sup> siècle se sont aussi étendus à l'instruction publique. Grâce au zèle et au dévouement patriotique de son organisateur, Uno Cygnaeus, l'instruction primaire repose sur des bases qui lui assurent pour l'avenir un large développement. D'après une loi de 1866 l'école primaire est absolument indépendante de l'Église. L'instruction à l'école n'est pas obligatoire, mais les enfants entre 7 et 16 ans qui ne reçoivent pas d'instruction sont extrêmement peu nombreux. Et de fait on sait généralement lire depuis la réforme.

Un trait caractéristique de l'école en Finlande, c'est l'esprit démocratique dont elle est pénétrée. Les écoles secondaires sont ouvertes à tous, quelle que soit leur condition sociale, et pour que les plus humbles même puissent profiter des cours, les frais d'études ont été fixés à un prix extrêmement peu élevé. On rencontre sur les bancs les fils et les filles des petits fermiers et des ouvriers assis à côté des enfants des grands propriétaires, des capitalistes et des hauts fonctionnaires. Il faut faire une mention toute spéciale, parmi les écoles secondaires, d'un certain nombre d'écoles où les élèves des deux sexes reçoivent l'enseignement préparatoire aux études universitaires côte à côte dans toutes les classes.

L'Université de Finlande a été depuis sa création le foyer où s'est concentrée et d'où s'est répandue toute la vie intellectuelle. Fondée à Abo — l'ancienne capitale de la Finlande — en 1640 et transférée à Helsingfors en 1828, elle a eu sur tout le développement de la civilisation en Finlande une influence qu'on ne peut trop exalter et qui lui a valu à bon droit le titre de : cœur du pays. Il faut se rappeler qu'il n'y avait pas d'autre centre de culture qui pût donner le ton ; non plus de cour, d'aristocratie puissante et riche, pour pouvoir prétendre à régenter opinions et mœurs. L'Université de Finlande

fut organisée dès l'origine sur le modèle de celle d'Upsal, c'est-à-dire qu'elle jouissait d'une grande autonomie. Quand vint la séparation de la Finlande et de la Suède, les traits essentiels de son organisation intérieure furent maintenus. Les mêmes principes d'autonomie, de liberté dans l'enseignement et dans les études continuèrent à régner, et en même temps ses ressources matérielles furent considérablement augmentées. L'Université comprend quatre facultés : théologie, droit, médecine et philosophie, celle-ci divisée en deux sections : histoire et philologie, et la quatrième est la faculté des sciences mathématiques et physiques. Les cours se font en suédois ou en finnois et sont pour la plupart publics et gratuits. Le nombre des étudiants inscrits cette année est de 2,062. Ce chiffre comprend aussi les étudiants du sexe féminin. C'est à 1870 que remonte la première immatriculation de jeune fille sur les registres de l'Université. Depuis, le nombre des élèves du sexe féminin a augmenté de telle sorte qu'on en compte cette année 215. Les étudiants forment un corps qui possède une maison contenant entre autres locaux une bibliothèque et des salles de lecture. Ils se groupent en outre d'après leur province d'origine en six sections, chargées d'une autorité disciplinaire sur leurs membres.

En ce qui touche l'avenir de sa nation le Finlandais a bon espoir. Depuis 1863, époque où la constitution a été rétablie par Alexandre II et où les États de Finlande ont été convoqués à une diète générale pour la première fois depuis 1809, l'ère de la vie publique a été une période de réformes multiples et fructueuses. Et il n'y a rien pour faire présumer que cette ère touche bientôt à sa fin. La position de la Finlande a été depuis 80 ans au point de vue de droit public l'objet d'assauts constants de la part de la presse russe. Tantôt on réclamait l'abrogation de la constitution et l'on voulait supprimer l'indépendance intérieure, toutes choses garanties à la Finlande par Alexandre I<sup>er</sup> : tantôt on cherchait à prouver que cette garantie n'existait pas et que tout ce qu'Alexandre I<sup>er</sup> avait voulu accorder au pays conquis, c'était une certaine autonomie administrative, mais que par des intrigues hardies, les Finlandais s'étaient arrogé des privilèges beaucoup plus étendus. Mais ces absurdes accusations politiques et ces allégations inexactes au point de vue du droit public, qui ont été complètement désapprouvées par MM. Mechelin, Danielson et autres écrivains finlandais, n'ont pas atteint le but qu'on se proposait. Bien que, pendant environ quinze ans, elles aient été répétées à satiété en Russie dans les journaux, dans les revues et dans les livres — et



cela pour créer un courant d'opinion hostile à la Finlande — elles n'ont guère eu d'influence sur le gouvernement. Loyal comme l'est le peuple de Finlande, on peut avoir confiance dans l'avenir et présumer sans craindre de se tromper que ses puissants monarques respecteront toujours la liberté de ses institutions et agiront d'après l'article 71 du règlement de la diète : « Une loi fondamentale ne peut être faite, modifiée, développée ou abrogée que sur la proposition de l'Empereur et Grand Duc et avec l'assentiment de tous les ordres. »

EDOUARD WESTERMARK,

Chargé de cours à l'Université d'Helsingfors,  
Membre de l'Institut International de Sociologie.

---

## REVUE DES LIVRES

*Annales de l'Institut international de sociologie*, publiées sous la direction de René Worms, secrétaire-général. Tome III, contenant les travaux de l'année 1896. Un volume in-8°, de 464 pages, avec planches, Paris, 1897.

Nous avons rendu compte, dans le numéro de janvier dernier de cette *Revue*, du tome II des *Annales de l'Institut international de sociologie*. Celui-ci renfermait les mémoires et les discussions du second Congrès de l'Institut, tenu à Paris en 1895, de même que le tome I<sup>er</sup> avait reproduit les travaux du premier Congrès, datant, lui, de 1894. Ne voulant pas multiplier à l'excès ses sessions, l'Institut International ne s'est point réuni durant l'année 1896. Mais ses membres et associés n'ont pas, pour cela, ralenti leur labeur individuel. Ils ont, au contraire, pendant cette année, composé de nombreux et importants mémoires, et l'Institut a eu l'heureuse idée de les réunir en un ouvrage de dimensions au moins égales à celles des précédents, et qui forme le troisième volume de ses *Annales*.

Après des indications générales sur la composition et les progrès de l'Institut, vient une étude considérable du président actuel, M. Paul de Lilienfeld. Elle est consacrée à « la méthode graphique en sociologie ». L'auteur s'appuie sur la théorie organique pour montrer comment la composition d'une société pourrait être représentée par des figures sché-

matiques. Il entre à ce sujet dans des détails très précis et très complets. Son travail dépasse cent pages, et il est accompagné — innovation remarquable — de seize figures hors texte. On trouvera sans doute intérêt à rapprocher le mémoire de M. Paul de Lilienfeld d'une étude sur le même sujet, due à M. Jacques Novicow, qu'a publiée en 1895 la *Revue Internationale de Sociologie*, et on constatera que les deux savants écrivains russes, tout en partant de bases philosophiques très analogues suivent, pour la représentation des phénomènes sociaux, des voies assez notablement divergentes.

Vient ensuite dans le livre que nous analysons, un essai historique de M. Maxime Kovalewsky, qui nous fait connaître par le menu la vie et les écrits de deux Italiens du xvi<sup>e</sup> siècle, de deux précurseurs, l'un de la sociologie, Botero — l'autre du socialisme, Campanella. Il y a là quantité de faits curieux et intéressants à suivre.

Les fragments suivants ont un caractère plus dogmatique. M. G. Tarde indique brièvement les rapports de la biologie et de la sociologie, et croit la seconde plus utile à la première que celle-ci ne peut l'être à l'autre. M. René Worms traite de « la sociologie et la morale » : il montre que, si en apparence l'esprit sociologique exerce une influence dissolvante sur la morale traditionnelle, en réalité les recherches sociologiques peuvent seules permettre de fonder un jour une morale vraiment humaine et vraiment solide. A son tour, M. Combes de Lestrade indique l'importance de la sociologie pour la constitution d'une science et d'un art politiques.

Sur ce terrain brûlant des théories politiques, M. Garofalo s'en prend au système qui cherche à assurer par le parlementarisme la fidèle représentation de la nation. Ce qu'il faut, dit-il, — non sans raison — ce sont des représentants qui vaillent, non pas la moyenne de leurs concitoyens, mais beaucoup mieux que cette moyenne. Choisir une élite pour en former le Parlement, tel devrait être le souci constant des électeurs.

Deux professeurs espagnols bien connus insèrent dans ce volume de remarquables études de sociologie historique, que nous ne pouvons malheureusement signaler, dans un compte-rendu forcément assez bref, que par leurs titres : M. Sales y Ferré décrit « la genèse de la nation » ; M. Ad. Posada indique ce qu'on peut tirer de la connaissance des sociétés animales pour l'étude des sociétés humaines primitives.

Le tome II contenait un mémoire de M. Raoul de la Grasserie sur « l'évolution de l'idée d'aristocratie ». L'auteur lui a donné un pendant en traitant, dans le tome III, de « l'évolution de l'idée de démocratie ».

Un sociologue polonais, mort jeune, Stanislas Kruzinski, avait émis des vues intéressantes sur la théorie organique des sociétés, jugée par lui du point de vue marxiste. Elles sont synthétisées dans un mémoire d'un de ses compatriotes, M. Casimir de Krauz.

Enfin M. Ch. Limousin fait comparaître l'économie politique et le socialisme devant la sociologie, pour les corriger l'une par l'autre ; et le livre se termine par quelques réflexions de M. F. Puglia sur la causalité en sociologie.

A coup sûr, les travaux qui composent ce volume sont de valeurs, comme d'étendues, inégales. Mais il n'en est pas un seul qui ne présente des points intéressants, qui n'émette des vues nouvelles ou ne place en lumière des faits ignorés. Certaines parties de cet ensemble sont même, à coup sûr, des plus remarquables. L'ouvrage, en somme, fait honneur à l'activité de l'Institut International de Sociologie, et ceux qui l'ont lu n'en attendent qu'avec une plus grande impatience la prochaine ouverture de son troisième Congrès, sur lequel il est permis, après d'aussi heureux précédents, de fonder de grandes espérances (1).

HENRI RAPPIN.

---

KARL MARX. *Misère de la philosophie*. Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon. Bibliothèque Socialiste Internationale. Paris, V. Giard et Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot, 1896.

Il faut féliciter les éditeurs d'avoir réimprimé cette œuvre de Karl Marx qui, dans son temps, a eu une certaine célébrité. Elle nous aide à mieux comprendre les théories qui ont donné naissance au *Capital* et les divergences de vues du célèbre socialiste allemand avec Proudhon. La base de tout le système économique de Karl Marx, c'est sa théorie de la valeur et, pour en comprendre la genèse, il faut remonter à Ricardo et même à Adam Smith. Celui-ci déclare, en effet, que, théoriquement, le travail ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises. Ricardo adopte la théorie de Smith, mais il lui reproche de prendre pour mesure de la valeur, tantôt le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise, tantôt la valeur du travail (salaire).

Mais ne pouvant lui-même sortir du cercle vicieux dans lequel l'enferme sa théorie de la valeur, il ne parvient pas à comprendre pourquoi la marchandise, qui a une valeur mesurée par le travail, ne peut pas être rachetée par le salaire qu'elle a coûté. Proudhon tranche la question en se plaçant au point de vue, non de ce qui est, mais de ce qui *devrait être* et, reprenant dans ses *contradictions économiques ou philosophie de la misère*, les idées d'Adam Smith et de Ricardo, il veut en faire la base de la justice dans les échanges.

Pour lui, ce qu'il faut entendre par mesure de la valeur, c'est la loi

---

(1) Ce congrès s'est tenu pendant que ce compte-rendu était à l'impression. Voir à la rubrique « Informations ».

(Note de la Direction).

suivant laquelle les produits se proportionnent dans la richesse sociale. Ce principe de proportionnalité, c'est la *valeur du travail* et Proudhon pense que les produits devraient s'échanger au prix des salaires et des frais qu'ils coûtent, calculés *en moyenne* pour une certaine période. Dans la *misère de la philosophie*, Karl Marx critique les idées de Proudhon et il montre la confusion que fait ce dernier entre la mesure de la valeur par le *temps de travail* et celle par la *valeur du travail* (salaire) qui, selon lui, « ne saurait pas plus servir de mesure à la valeur que la valeur de toute autre marchandise » (p. 71). Tout en montrant l'innité des systèmes comme ceux de Bray et de Gray qui avaient pour but de remplacer la monnaie par des bons de travail il est toujours dominé lui-même par cette idée de Ricardo que le travail est la source et la mesure de la valeur et il arrive à conclure que « l'échange de quantités égales d'heures de travail n'est possible qu'à la condition qu'on soit convenu d'avance du nombre d'heures qu'il faudra employer à la production matérielle. Mais une telle convention nie l'échange individuel » (p. 104). On voit poindre, dès 1847, les théories que Karl Marx développera plus tard dans sa *Critique de l'économie politique*, publié en 1859, puis dans le *Capital*, en prenant pour base et pour mesure de la valeur le *temps de travail social*. C'est le temps de travail social qui, dans la société bourgeoise, sert de mesure à la valeur du travail. Mais comment s'opère cette métamorphose et comment expliquer ce qui arrête Ricardo et Proudhon ? D'une façon bien simple. Ce qui s'achète sur le marché du travail, c'est la *force de travail*, mesurée par le temps et non le produit ou la valeur nouvelle donnée au produit. Voilà le véritable tour de force fait par Karl Marx dans son argumentation syllogistique. Mais cette substitution de mots correspond-elle à la réalité des faits ? Achète-t-on actuellement la force de travail et n'a-t-on jamais égard au produit ? Il est au moins permis d'en douter et le grand poseur d'énigmes semble ici brouiller l'histoire et mêler les dates et les civilisations. Comment ne voit-il pas que le travail n'est pas un effort mesurable au dynamomètre ? Comment le courage, le zèle, l'ardeur au travail, l'élément moral en un mot, peut-il être compris dans sa transaction hypothétique ?

En résumé Karl Marx, après Ricardo et avec Proudhon, s'est trompé sur la théorie de la valeur et quand on y touche par ce point faible, tout son échaffaudage syllogistique, si péniblement élevé, s'écroule. Les économistes reconnaissent aujourd'hui à peu près universellement que le fondement de la valeur ne doit pas être cherché dans les frais de production et que cet élément fait simplement l'office de régulateur. En d'autres termes, la valeur n'est pas objective mais subjective. Elle a sa source dans un élément psychologique toujours inassouvi, le désir ou plutôt, si l'on pousse l'analyse à ses dernières limites, dans la croyance. C'est par la lutte des croyances et par l'influence des croyances les plus

fortes, bases de nos jugements, que s'établit la valeur sociale. C'est peut-être parce que les théoriciens de *l'utilité finale* n'ont pas vu cette influence contagieuse des croyances les plus fortes, si bien mise en lumière par M. Tarde, qu'on a pu leur reprocher de donner une formule plus approchée de la valeur courante, mais de ne pas indiquer la source de cette valeur.

Dès lors, toute tentative pour trouver une mesure *absolue* de la valeur, soit qu'on la cherche objectivement, soit qu'on essaie de l'établir sur des données psychologiques, est une utopie. En ce qui concerne la valeur du travail sur laquelle Proudhon et Karl Marx ont tant ergoté, il faut placer en première ligne, parmi les causes qui agissent sur elle, l'infinie variété des désirs des hommes et des suggestions sociales — c'est-à-dire des croyances — qui les implantent dans les âmes.

A. BOCHARD.

---

MAURICE WOLF. — *L'Éducation nationale*. Paris, 1897, 1 vol. in-12.

L'Éducation nationale : le titre est vaste. L'auteur a voulu faire grand. Il a presque réussi, n'ayant écrit que peu de pages. Au surplus, nul ne se plaindra que ce livre s'adjoigne aux multiples ouvrages que l'enseignement inspira déjà à des réformateurs plus doux ou plus violents, car ce livre résume, non sans grâce, tous ses prédécesseurs. Comme il est bref, on aura raison de le lire préférablement. On aura raison pour d'autres motifs aussi. Et si notre système d'éducation n'en est pas plus tôt réformé, on n'ignorera pas, du moins, à quel point il est nécessaire de l'améliorer ou de le rajeunir.

Donc M. Wolf critique l'organisation de l'enseignement, et en ces matières on ne peut vraiment que critiquer. Ce n'est pas qu'il pénètre jusqu'au fond des choses et s'efforce à faire apercevoir comment notre conception de l'éducation, si différente de la conception anglaise par exemple, nous fait nous Français, si dissemblables des Anglo-Saxons, et comment l'éducation se répercute sur la conduite de notre vie et affecte le développement même de notre patrie ou de notre race. M. Wolf applique son effort sur un objet plus modique et attaque plus particulièrement la méthode extérieure de notre enseignement, méthode qui se reflète en l'ampleur et la surcharge des programmes. Et cet objet, pour être limité, n'est, toutefois, pas médiocre.

Reprenant la tradition des grands éducateurs, il rapproche Fénelon et Rousseau, auxquels il veut du bien, esprits très différents, qui l'ignore? mais qui exprimèrent des idées analogues, on ne le sait pas assez. Il étudie précisément la Révolution qui, ayant eu des idées sur tout, ne négligera pas d'en avoir sur l'éducation, et d'en avoir de bonnes. Et, suivant la tradition nationale jusqu'à nos jours, M. Wolf montre agréa-

blement qu'elle aurait pu nous inspirer une éducation mieux comprise et plus largement que la nôtre, et surtout des procédés d'enseignement plus sympathiques et plus efficaces que les procédés que nous subissons. M. Wolf désire et ne s'en cache pas, qu'on prenne l'enfance et la jeunesse par le sentiment. Son désir est louable.

Ce désir s'exprime aux détours de chaque chapitre, et on voit fort bien, de la sorte, que l'auteur aspire à la rénovation de notre enseignement par une généreuse méthode sentimentale. Il pense donc pareillement à un grand nombre de philosophes et d'éducateurs contemporains. En les résumant, il les vulgarise. Il cite même leurs noms, et, à cet égard, on s'étonne un peu de voir apparaître le nom de Léon Bourgeois. Léon Bourgeois n'est pas un penseur, mais un politicien; et si ce n'est ni mieux ni pis, c'est différent, oh! très différent.

On reprochera, sans doute, à l'auteur ses véhémences un peu surannées contre l'engence tenace des vieux pédagogues. Mais ces traits, dont il les assaille et compte les accabler, prouvent que M. Wolf pense avec ardeur; et cela me plaît fort. En outre, son livre est écrit de façon très oratoire, sans effort de style, avec d'aimables négligences et des répétitions charmantes. Il mérite d'être lu, d'être lu jusqu'aux appendices où paraît une « méthode pour l'enseignement des sciences morales. » On le voit, le livre est aussi agréable qu'utile. Et s'il est lu autant qu'il est digne de l'être, je puis dire qu'il sera lu beaucoup.

ERNEST CHARLES.

OSCAR PYFFEROEN. *L'enseignement professionnel en Allemagne.*

1 vol. in-8° de 354 pages. Bruxelles, 1897.

L'opinion publique commence à comprendre, chaque jour davantage, l'utilité, l'impérieuse nécessité de l'enseignement professionnel. L'exemple de l'Angleterre aura sans doute ouvert les yeux à beaucoup. Mais avant que ce mouvement énergique eût pris naissance dans la Grande-Bretagne, l'Allemagne avait tourné son attention vers les établissements d'enseignement professionnel. M. Pyfferoen nous apprend que les Allemands ont tout d'abord cherché, dans l'instruction professionnelle, le moyen de soutenir la petite industrie contre la grande, de la préserver d'un écrasement complet et de la relever du triste état où elle végétait. En même temps, ils tournaient leur attention vers une autre partie du problème de l'instruction technique: les progrès scientifiques de l'industrie. Les écoles techniques l'ont élevée, en un petit nombre d'années, à un rang qui est presque l'hégémonie. L'histoire économique et industrielle de l'Allemagne prouve à l'évidence la force qu'une nation peut tirer de son instruction technique. La principale raison qui doit nous décider

à développer l'enseignement technique est la disparition de l'ancienne forme de l'apprentissage, c'est-à-dire l'éducation professionnelle complète d'un apprenti par un patron. Ce ne sont pas seulement les vieux usages qui s'en vont : le traitement familial du jeune homme chez un petit industriel qui s'occupait de lui apprendre, comme à son propre fils, tous les détails du métier, qui exerçait sur lui l'autorité paternelle, qui veillait à son éducation morale autant qu'à son instruction matérielle. Le fond même de l'ancien mode d'apprentissage a disparu. L'opposition des classes est venue algrir les relations entre les patrons et les apprentis ; ceux-ci préfèrent la liberté et l'indépendance morale. Deux autres causes ont achevé de ruiner l'apprentissage d'autrefois : la spécialisation et la division du travail, d'une part, l'introduction des machines, de l'autre. Un ouvrier ne fait plus un meuble : sa fabrication est partagée entre le dessinateur, le menuisier, le sculpteur sur bois, le polisseur, etc. Un serrurier ne sait plus faire une serrure : on ne lui apprendra qu'à scier des plaques ou à faire une autre partie du travail d'ensemble. Si l'école ne vient pas compléter son apprentissage, jamais cet ouvrier ne connaîtra tout son métier. De même l'introduction des machines est venue réduire la part intellectuelle de l'ouvrier dans son travail, et par conséquent aussi son besoin de connaissances professionnelles. Mais en même temps cette évolution économique nécessite la création d'un enseignement nouveau. Une fois l'enseignement professionnel mis partout en honneur, ce vieux préjugé qui refuse au travail manuel la considération à laquelle il a droit, s'éteindra peut-être. On verra, comme en Allemagne, non seulement des fils d'ouvriers, mais aussi des fils de bourgeois embrasser la profession manuelle à laquelle l'apprentissage à l'école et à l'atelier les aura dignement préparés. Les carrières d'employés et de commis seront moins encombrées et l'on ne dédaignera plus de vivre du travail de ses mains plutôt que du travail de bureau.

OSSIF-LOURIÉ.

---

YVES GUYOT. *L'Économie de l'effort*. Un vol. in-12 de 320 pages.  
Paris, 1896.

Le Collège Libre des sciences sociales, fondé dans les derniers jours de 1895, avait pris une initiative hardie : faire enseigner côte à côte, dans le même établissement, les doctrines sociales les plus opposées par leurs représentants respectifs. M. Gustave Rouanet devait y développer le socialisme théorique ; M. Yves Guyot se chargeait de l'économie politique. C'est son premier et unique cours, donné en 1896, que celui-ci vient de publier ; ses dix leçons sont devenues autant de chapitres du nouvel ouvrage.

Le livre s'intitule « L'Économie de l'effort ». C'est une rubrique à première vue quelque peu énigmatique. A la réflexion, on comprend pourtant qu'elle synthétise assez bien la pensée maîtresse du travail. Que souhaite M. Yves Guyot ? Que préconise-t-il comme la marque du progrès social ? C'est la disparition de toutes les entraves qui, actuellement encore, gênent la production et la circulation des richesses. Ces entraves multiplient artificiellement et en pure perte l'effort des travailleurs. Économiser cet effort, doit donc être la règle du législateur et le conseil incessant du publiciste.

M. Yves Guyot trouve devant lui deux sortes d'adversaires : les protectionnistes qui gênent la circulation par des droits de douanes et les socialistes qui s'en prennent à la liberté du producteur. Il est inutile de résumer ici les arguments que notre auteur leur oppose : ce sont ceux de l'école économique classique et tous nos lecteurs en connaissent la substance. Mais du moins ils ont le mérite de n'être pas ici présentés sous l'aspect dogmatique ordinaire. M. Guyot raisonne moins en professeur qu'en homme d'État, ce qui est bien naturel de la part d'un ancien ministre ; et il y a quelque plaisir à voir dans son livre les démonstrations classiques habillées à une mode un peu nouvelle, illustrées par des chiffres, agrémentées par des citations souvent piquantes, éclairées par les souvenirs personnels de l'auteur. Si le fond de cet exposé était déjà connu (encore faut-il mettre à l'actif de M. Guyot une ingénieuse solution du célèbre problème de Proudhon sur la valeur), la forme du moins en est originale, mérite peu commun en économie politique.

Peut-être devra-t-on regretter que, dans ses préoccupations de polémiste, l'auteur ait été amené à publier son livre un peu vite, sans toujours le revoir de très près. Un détail sans grande portée, mais caractéristique : le premier mot de l'ouvrage, un nom propre, est très inexactement orthographié. Est-il bien vrai aussi que Rome n'ait point eu le moindre sentiment de l'échange (p. 40), elle qui a créé toute notre théorie juridique des contrats ? Comment peut-on affirmer, aussi rapidement que le fait M. Guyot (p. 64), qu'il n'y avait pas de débiteurs à Athènes ? Et n'est-ce pas une concession bien singulière de sa part et bien contestable, que cette phrase : « le sol (de l'Égypte) est une véritable création du gouvernement » (p. 59) ? A vrai dire, du reste, il n'y a là que des griefs de détail, et ce sont des scories qu'une seconde édition pourra faire aisément disparaître.

Mais ce qu'on regrettera sans doute davantage, c'est que le cours de M. Yves Guyot n'ait pas été continué. Il y avait là une expérience intéressante, propre à nous éclairer sur cette question délicate : est-il possible, dans l'état présent des esprits, de faire réussir dans l'enseignement une doctrine économique fondée uniquement sur le principe de la



liberté, sans aucune concession aux doctrines adverses et, au contraire, en conflit incessant avec elles? En 1897, M. Yves Guyot était inscrit comme devant faire au Collège Libre des sciences sociales un cours de science financière. Nous avons ouï dire que, en fait, il ne l'avait pas professé. On attendait une compensation en 1898. Vain espoir. L'affiche des cours pour l'an prochain vient de paraître, et le nom de M. Yves Guyot n'y figure même plus. Nous le regrettons pour le Collège Libre, dont ce cours était l'une des plus originales créations.

RENÉ WORMS.

---

PIERRE DE COUBERTIN. — *L'Évolution française sous la 3<sup>e</sup> République*.  
Paris, 1896, in-8°.

Bien des gens pourront trouver téméraire et prématurée cette tentative de jugement portée sur une époque que nous vivons encore et dont nous ne pouvons nous faire une idée juste, ni même complète, faute de pouvoir l'étudier avec le calme et l'impartialité que réclame l'histoire.

Nous ne partagerons pas cette opinion, car, si l'on ne peut demander à un auteur une analyse indifférente des événements auxquels il a peut-être été mêlé, on peut du moins posséder, grâce à lui, un document du plus haut intérêt, à l'aide duquel la postérité pourra connaître non pas les faits dont nous avons été témoins — chose impossible —, mais la façon dont nous les avons appréciés. Ainsi se constituera un ensemble de témoignages précieux que l'on rangera sous le titre « *matériaux pour servir à l'histoire psychologique de la France* ». Le livre de M. de C. figurera certainement en bonne place dans cette collection : c'est l'œuvre d'un observateur sagace qui a su juger les hommes et les institutions avec une tranquille indépendance d'esprit. Nous lui reprochons peut-être son optimisme trop constant; mais il n'a rien d'explicable; c'est la conclusion naturelle d'un esprit indulgent pour qui les imperfections qu'il relève sont, non pas des vices, mais de simples défauts. Malheureusement l'étude de l'évolution de la France dans ses manifestations lui donne de fréquents démentis; il n'est pas toujours possible, en effet, de regarder avec l'optimisme voulu de M. de C. les événements politiques de la période qui nous occupe, et qui, dans son livre, prennent un aspect débonnaire qu'ils sont loin d'avoir en réalité. Il nous sera permis, par exemple, de faire les réserves les plus expresses sur le patriotisme actuel, et les éloges hyperboliques que lui décerne notre auteur. Signalons au contraire, dans le chapitre « les idées et les mœurs », un historique fort net de la littérature actuelle et une appréciation toujours un peu optimiste, mais, à tout prendre, exacte du mouvement qui se crée actuellement, et qui, sous l'impulsion d'hommes comme MM. Lavis et

Desjardins, tend à émulsionner d'idéal la fange consuetudinaire de la vie actuelle. Bien traité également le sujet — toujours à l'ordre du jour — de la dépopulation : les quelques pages qui lui sont consacrées contiennent un exposé suffisant de ce problème vital, pour lequel l'auteur n'a indiqué aucune solution. C'est là le défaut capital de son livre.

M. de C. était pourtant bien placé pour parler des deux remèdes qui peuvent être appliqués à cet état de chose : l'expansion coloniale et le développement de l'éducation physique. Très au courant des questions coloniales, il a été l'un des protagonistes du mouvement d'opinion qui a mis les exercices physiques en honneur : déjà d'appréciables résultats en ont été obtenus ; l'idée est presque entrée dans nos mœurs, et si rien n'y met obstacle, la race française aura évolué et se trouvera transformée et améliorée. Il va sans dire qu'une évolution psychologique devra s'effectuer parallèlement, de manière à ne rien laisser subsister du vieil homme. Voilà ce que M. de C. aurait pu dire, avec une autorité toute particulière. Toutefois cette lacune, encore que regrettable, n'enlève que peu à l'intérêt très réel de cet ouvrage documenté et fouillé, où tous pourront puiser avec fruit.

FRANZ DE ZELTNER.

---

ÉMILE GAUTIER. — *L'année scientifique et industrielle*. Quarantième année (1896). Paris, 1897, un fort vol. in-12.

Tout le monde en France connaît la publication de vulgarisation scientifique, inaugurée jadis et poursuivie si longtemps par Louis Figuier ; et si quelqu'un peut consoler de la disparition de cet écrivain, qui s'est entendu à satisfaire pendant tant d'années la curiosité de ses contemporains dans le domaine des découvertes et du progrès, c'est le continuateur que la maison Hachette a su donner à son œuvre populaire dans la personne d'Émile Gautier. Bien avant que celui-ci fut chargé d'engranger dans des volumes successifs la moisson de connaissances et de pratiques nouvelles, que chaque année fait lever dans les champs variés du savoir et de ses applications, il avait dans les journaux et les périodiques les plus accrédités mis sa plume alerte, son style coloré, sa verve étincelante au service de la divulgation des solutions que des chercheurs heureux étaient parvenus à donner successivement aux problèmes, dont dépend l'agrément et la sécurité de la vie. Grâce à ses analyses, au tour de sa pensée et de sa phrase, les résultats, obtenus par les inventeurs, tombaient véritablement dans le domaine public, entraient comme un acquêt définitif dans la conscience universelle et auraient pu justifier l'obtention d'un second brevet pris par le publiciste lui-même. Les hommes spéciaux, dont M. Gautier possède la technique et pénètre les

secrets, le tiennent pour un des leurs, pour un professionnel, pour un maître, malgré la diversité déconcertante des aptitudes qu'implique la variété de ses explorations ; mais la clef de la lucidité, de la transparence, de l'accessibilité de ses exposés au grand public n'est donnée qu'à ceux qui savent, — et ils sont bien peu nombreux — que les premières études, les premiers exercices, auxquels il se soit livré, étaient purement juridiques, c'est-à-dire capables de s'adapter à tout, de telle sorte que le goût de la science positive s'étant ensuite déclaré chez lui, ses communications, ses développements ont bénéficié d'une forme pittoresque, sans apprêt et mondaine, à laquelle ses lecteurs, si peu cultivés qu'ils puissent être, doivent de devenir autant d'initiés. Ces mérites se retrouvent naturellement dans le volume, nous allions dire le monument, consacré à l'année 1896, qui dans la sphère de la cosmologie aussi bien que de la physique, de la chimie, de la géologie, de la paléontologie, de la botanique, de la zoologie, de la physiologie, de la médecine, de l'hygiène, de l'agriculture, des arts industriels, des travaux publics, de la marine, de la géographie, n'a laissé, comme ses aînés, en dehors de ses constatations familières et lumineuses, aucun des faits ayant pu, au cours de cette année, enrichir le fonds et accroître les espérances de l'humanité. A tant de notions qui éclairent la route de l'avenir, le gracieux in-douze de la maison Hachette a joint des variétés piquantes sur des questions comme celle des serpentins, des vêtements insubmersibles, du feu central, de la classification décimale, du distributeur automatique à gaz, de l'art photographique, de l'influence de la vélocipédie sur la vision, ainsi que des articles nécrologiques, accompagnés d'autant de gravures, en l'honneur de savants, tels que Reiset, Hovelacque, Germain Sée, Pajot, Tisserand, Declat, Nobel, du Bois-Reymond et tant d'autres que la même année aussi meurtrière que féconde et caractérisée surtout par l'avènement de M. Roentgen a enlevés à leurs précieux travaux.

Aucun des lecteurs de cette Revue ne saurait s'étonner d'ailleurs de l'intérêt que nous prenons à des livres du genre de l'*Année scientifique et industrielle*. Car dans de pareils livres peut être surprise et saisie l'évolution de notre savoir et de nos procédés, ce que M. Emile Gautier a appelé au fronton d'un autre de ses ouvrages : *les Étapes de la science*. Or qui pourrait contester le contre-coup exercé par ces étapes successives sur les façons de vivre entre eux des hommes réunis en sociétés ? Qui pourrait mettre en doute l'influence décisive, que la réalisation de découvertes importantes dans la direction par exemple de la mécanique ou de l'agriculture serait susceptible de faire subir aux institutions, voire aux utopies humaines ? Au besoin nous emprunterions la démonstration à une brochure, que le même auteur, M. Gautier, intitulait : « une révolution agricole » et qui a paru sous ce titre : *Comme quoi la France pourrait nourrir cent millions d'habitants*. Surviennne une pareille transfor-

mation en France et en Europe et que resterait-il de la question sociale? Et quelle répercussion n'aurait-elle pas sur toute notre organisation, sur toute notre manière d'être actuelle?

Mais si la sociologie peut trouver un aliment substantiel dans les phénomènes enregistrés à chaque fois par l'*Année scientifique et industrielle*, on comprendrait à l'inverse, que cette sorte de périodique, qui fait sa réapparition et opère son rajeunissement ou plutôt sa mise au point tous les ans, ne se désintéressât pas complètement des recherches, auxquelles s'adonnent les modernes sociologues. On le comprendrait d'autant mieux que les sciences biologiques tiennent une place considérable dans le recueil, dont nous ayons essayé de faire ressortir la valeur. Et cela étant, quelle meilleure occasion peut dès lors s'offrir à M. Gautier de signaler, pour le plus grand honneur des sciences biologiques elle-mêmes, l'appui qu'y cherche et qu'y trouve, entre autres, la grande école sociologique des organicistes, à laquelle appartiennent les Lillienfeld, les Schæffle, les Spencer, les Novicow, les René Worms, comme aussi de mettre en lumière les services, dont la biologie ne laisse pas que d'être à son tour redevable à la science d'Auguste Comte? Cependant nous devons dire que le volume que nous avons sous les yeux est resté encore muet sur des rapports de ce genre, dont la fécondité saute aux yeux, et qui défrayent en ce moment même, depuis l'apparition de volumes, comme *Bau und Leben des sozialen Körpers*, *Organisme et Société*, *la Pathologie sociale*, *Conscience et volonté sociales*, les controverses les plus ardentes et les plus instructives. Si nous nous appesantissons sur cette lacune, si regrettable au point de vue du fond des choses et aussi de l'actualité, ce n'est pas assurément pour diminuer le mérite exceptionnel de l'entreprise, à laquelle après Figuière, M. Emile Gautier vient d'attacher son nom, mais parce que nous sommes convaincu que notre indication ne sera pas perdue pour ce dernier qui saura à la prochaine occasion, par des additions opportunes, répondre à toutes les préoccupations légitimes de notre époque.

E. DE FRISANGE.

---

CELSE FERRARI. *La Sociologia e il diritto internazionale*.  
Bergame, 1896.

C'est, dit l'auteur, au moment où les conceptions d'un empire européen universel eurent échoué que les règles de droit international apparurent; cet empire se fondait sur les idées théocratiques; la Réforme, au contraire, favorisa par une réaction bien reçue et développa les nationalités indépendantes. En effet, la raison humaine et sociale développée rechercha dans l'indépendance respectueuse de chaque peuple à s'appuyer

plutôt sur la justice réelle que sur la légalité formelle et la contrainte. C'est une socialité supérieure qui fonda le droit international, lequel, par conséquent, est sociologique par excellence. Dans ce domaine la sociologie continuera d'exercer son influence à travers les guerres et les luttes de toutes sortes. Telle est l'idée que Ferrari développe dans cette brochure.

Nous ne l'y suivrons pas et nous indiquerons seulement quelques-unes des idées exprimées. Notons tout d'abord la classification des sciences tentée par lui et la place que le droit international y occupe; il y devient une branche de la sociologie. L'auteur divise l'ensemble des sciences humaines de la manière suivante: 1° la mathématique, comprenant l'arithmétique, la géométrie et la mécanique; 2° l'astronomie; 3° la géodésie; 4° la physique; 5° la chimie; 6° l'histologie végétale et animale; 7° la psychologie physiologique; 8° enfin, la sociologie. Celle-ci comprend à son tour: 1° celle des phénomènes de la vie nutritive ou l'économie politique; 2° celle des phénomènes de la vie affective, l'hérétique, l'esthétique, l'éthique, et 3° celle des phénomènes de la vie représentative, le droit, qui se divise en national et international, et la politique. Sans discuter cette classification, il est intéressant d'en prendre note et de la comparer à toutes celles déjà tentées.

L'autre idée à retenir c'est la formation du droit international dans le monde sociologique. Ce sont les coutumes, les idées morales qui donnent peu à peu naissance au droit privé, celui-ci au droit public national, ce dernier enfin au droit public international, qui n'est que l'extension dernière et finale de l'idée de société.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

CELSE FERRARI. *Il diritto internazionale in rapporto alle costituzioni*. Bologne, 1896.

Dans cet ouvrage, l'auteur indique l'effet que le droit public interne peut exercer sur le droit public externe ou international. Non seulement, comme il l'a établi dans une autre brochure, l'un dérive de l'autre, mais la perfection du droit constitutionnel peut seule amener celle du droit international, parce qu'il rend possible l'adaptation des nations les unes aux autres. Telle est l'idée ingénieuse et vraie à la fois que développe Celso Ferrari.

Supposons deux nations dont la constitution politique est tout à fait différente et même contraire; sans doute des intérêts communs peuvent créer entre elles des liens momentanés, mais ces liens cesseront avec les circonstances qui les ont noués. Pour que les rapports internationaux soit plus faciles, il faut qu'il existe entre nations une faculté

de s'adapter l'une à l'autre ; or, cette adoption ne trouvera plus de résistance, s'il y a une plus grande ressemblance entre leurs constitutions.

Elle sera plus grande enfin, si en dehors de toutes conditions de ressemblances leurs constitutions sont devenues plus parfaites en elles-mêmes. L'État absolu et autocratique est à ce point de vue *moins* favorable aux rapports internationaux ; il tend à isoler la nation, à lui faire entreprendre des guerres. La démocratie, au contraire, si elle pénètre les gouvernements de différents peuples, aura une tendance à les rapprocher ; en ce sens c'est la démocratie qui est précisément conservatrice, car extérieurement elle vise au maintien du *statu quo*. Les monarchies ne cherchent qu'à s'étendre, c'est là leur conduite historique ; les démocraties n'empiètent pas et sont pacifiques.

L'auteur pense que le socialisme n'agit pas, à ce point de vue, dans le même sens que la démocratie. Au contraire, il tend à pénétrer chez les autres peuples, au-delà de la sphère nationale, et veut substituer à un droit véritablement international, un droit constitutionnel externe et général ; de là de nouvelles luttes.

En résumé, c'est suivant l'auteur par la perfection de l'individu et de la constitution intérieure d'une nation qu'il faut commencer, et c'est de l'excellence du droit constitutionnel que devra découler celle du droit international.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

CELSE FERRARI. — *La nazionalità e la vita sociale*. Palerme, 1896.

L'intention de cet ouvrage est toute sociologique. Il a pour but de nous décrire les différentes parties constituées d'une nation ou d'une société et de nous faire assister aux manifestations de sa vie. Dans son introduction, il émet une idée qui nous a frappé, l'identité des deux idées : le *moral* et le *social*, car la morale consiste précisément à donner un caractère social à la conduite individuelle.

Il se divise en deux parties : la nation et la nationalité. La nation comprend à son tour le territoire, la race, les produits de la vie sociale, à savoir : les langues, les religions, l'art, la science et enfin la famille et l'État. La nation a un double élément essentiel : le *territoire* et la *race* : tantôt l'un, tantôt l'autre prédomine, mais les deux en font parties intégrantes ; du reste, le mot *race* a une valeur relative, et il ne s'agit pas de celle purement anthropologique ; les différences ethnologiques se combinent d'ailleurs peu à peu par l'émigration et l'immigration qui sont un bienfait. L'auteur examine avec soin les diverses manifestations de la vie de la nation. En ce qui concerne les langues, nous lui ferons

la critique d'avoir conclu tantôt d'une manière aprioristique, tantôt de seconde main sur certains faits; suivant lui, la religion n'est pas innée à l'homme, mais est un produit du milieu social, elle doit donc suivre ce milieu, c'est précisément ce manque d'adaptation qui nuit au christianisme; l'art serait plus vrai que la religion, parce que l'un et l'autre ne sont que des manifestations du sentiment esthétique, et que cette manifestation est plus directe dans l'art; du reste, l'art comme la religion doivent s'adapter au milieu; de là les diverses écoles : la classique, la romantique, la naturaliste; les arts du dessin, la poésie s'effacent devant le roman et la musique; la science est appelée à jouer un rôle supérieur.

La famille et l'État composent l'organisation sociale. En ce qui concerne la première, l'auteur fait de nombreux rapprochements avec le monde biologique; il insiste sur l'immortalité résultant de l'hérédité, parcourt les transformations du mariage dans le cours de l'évolution, à partir du matriarcat, la crise actuelle du divorce, et enfin les tendances féministes contemporaines, concluant à une certaine émancipation de la femme. A propos de l'État, l'auteur examine la théorie de Spencer et le rôle purement négatif que celui-ci veut faire jouer à cette institution et s'efforce de la réfuter.

La seconde partie de l'ouvrage met en parallélisme la nationalité et la volonté individuelle, la nationalité et le droit public. Elle analyse les phénomènes de la vie psychique individuelle, ceux sensitifs, ceux intellectuels, ceux volontaires. En ce qui concerne ces derniers, se soulève la question du déterminisme. L'auteur essaie de la résoudre par éclectisme. Mais la volonté est d'essence sociale, elle crée le lien social. La nationalité, une fois née, essaie de s'adapter aux milieux. Cette adaptation est difficile, les diverses nations se trouvant en contact et luttant pour la vie entre elles d'une manière anormale, c'est-à-dire par la guerre. En ce qui concerne le droit public, Ferrari combat vivement la théorie du contrat social. Au point de vue politique, le collectivisme, dit-il, ne doit pas se désintéresser du principe des nationalités.

Voilà quelles sont, sur ce très vaste champ sociologique, les idées exprimées par l'auteur qui touche successivement plusieurs de ses points les plus importants.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

ENRICO SELETTI. — *Le socialisme a-t-il des fondements scientifiques?*  
Parme.

L'auteur de cet ouvrage est socialiste et la réponse à la question qu'il se pose est affirmative; mais il n'est pas collectiviste, il le déclare for-

mellement, il revendique même l'indépendance du socialisme à l'égard du collectivisme exclusif.

Il examine successivement les droits de la liberté et par conséquent de l'individualisme, les doctrines d'Herbert Spencer à ce sujet, celles du socialisme d'État, les rapports du socialisme avec le darwinisme, puis il s'attaque directement aux théories de cette doctrine, et discute le problème du socialisme en soi, celui du salariat au double point de vue économique et juridique, la propriété agraire, l'hérédité, la loi d'évolution, l'égalité, la population. On conçoit que nous ne pouvons le suivre sur des sujets aussi variés. Indiquons seulement les idées qui se dégagent le mieux; elles sont très modérées et indiquent le désir de concilier l'individualisme et le collectivisme. Le fondement scientifique du socialisme est d'ailleurs montré sur plusieurs points, en particulier dans la question agraire. Il semble démontré à l'auteur que la terre, n'étant pas le résultat du travail humain, ne doit pas être appropriée; l'hérédité, dont l'établissement est naturel, quand il s'agit des descendants, pourrait être restreinte, car au delà, son fondement scientifique n'existe plus. L'auteur n'approuve pas les grèves, à cause des maux et des pertes qu'elles font subir, mais il reconnaît, au sujet des salaires, que le reproche qu'on fait au prolétariat de son imprévoyance n'est pas fondé; dès que celui-ci jouit d'un bien-être relatif, l'excès de la production sur la population se restreint de lui-même et mécaniquement. L'auteur examine de bonne foi et modération toutes ces questions, et, tout en mesurant les conséquences, déclare que le socialisme a ses racines certaines dans la science.

RAJUL DE LA GRASSERIE.

---

## REVUE DES PÉRIODIQUES

*Revue mensuelle de l'École d'Anthropologie de Paris* (7<sup>e</sup> année, 1897)

Les numéros du premier semestre de 1897 contiennent des études très intéressantes tant d'anthropologie que de sociologie; ce sont surtout ces dernières qui doivent attirer notre attention. Il y a lieu d'indiquer particulièrement les articles suivants :

Arsène Dumont : *La dépopulation*. — L'auteur, dans un cours dont il publie le commencement, recherche la situation démographique de la France vis-à-vis des autres pays; il l'établit surtout par l'équilibre entre les naissances et les décès, de préférence au chiffre absolu de la popula-



tion pendant différentes années, et à la fécondité par mariage; il signale ce fait significatif que dans l'arrondissement d'Argentan il n'y a eu, en 1894, que 630 naissances pour 1,000 décès; il constate une fois de plus la dépopulation plus grande dans les régions plus riches. La France, loin d'exporter des colons, en importe chez elle; nous avons une colonie de 1,130,000 étrangers; l'Empire romain était dans un état analogue lors de sa décadence. Dans les départements de natalité moindre, l'état de ceux qui restent n'en est pas amélioré, ce qui prouve la nocuité du « moral restraint ». Ce savant démographe se propose de rechercher ensuite l'étiologie du mal et son remède.

Ch. Letourneau : *L'Éducation dans le règne animal*. — L'auteur, après avoir défini avec soin le sens propre du mot *éducation*, l'étudie d'abord dans les animaux sauvages, puis chez les animaux domestiques, d'abord dans ses manifestations mutuelles et en action, puis dans le langage. Il compare le langage des animaux au langage humain. Cet article est rempli d'observations intéressantes; on y cite un grand nombre de faits éducatifs; l'auteur rapproche de l'éducation actuelle celle passée et ancestrale qui se transmet par l'hérédité et qui est souvent l'explication de l'instinct. Quant au langage, rien ne différencie essentiellement celui des animaux et celui de l'homme; et même les animaux d'espèces différentes s'entendraient entre eux.

Schrader : *Des conditions d'arrêt ou d'avortement des groupes humains*. — Ce sujet est mixte entre la sociologie et l'anthropologie. L'auteur établit que tous les groupes humains ne parviennent pas à une évolution avancée, beaucoup disparaissent en chemin, et ce'a ne provient pas toujours de conditions intrinsèques, ni même de la lutte pour la vie, mais de conditions défavorables du milieu. Que la production du vin cesse à Bordeaux par suite d'une nouvelle maladie des vignes, et peu à peu la ville perdra son importance et descendra à un rang inférieur. L'infériorité des Australiens tient à leur sol; ils ne peuvent devenir ni agriculteurs, ni pêcheurs, ni pasteurs, parce qu'ils n'ont ni terre ferme, ni fleuves, ni prairies. Mais il n'y a pas en soi de races privilégiées; toutes peuvent devenir excellentes si elles sont dans des conditions favorables, et nous avons tort de trop nous vanter de notre civilisation. M. Schrader s'élève avec raison sous ce rapport contre l'orgueil des Anglais qui les conduit à une cruauté injustifiable envers les races inférieures.

L. Capitan : *Les maladies par ralentissement de la nutrition*. — *L'Arthritisme* (Cours d'anthropologie pathologique). — L'auteur distingue d'abord cette dernière science de la médecine; elle se caractérise en ce qu'elle considère non seulement le moment présent, mais l'évolution de la maladie à la fois dans l'individu, dans ses ancêtres et dans sa race. Il indique ensuite et synthétise toutes les maladies qui font partie

du groupe de l'arthritisme, et en indique la cause chimique, qui est un excédent d'acides non absorbés par des bases.

Zaborowski : *Ethnologie des colonies françaises. Origine et caractères des Hovas*. — Tout le monde sait que l'île de Madagascar est habitée par deux populations bien différentes : les Sakalaves et les Hovas, ces derniers conquérants et derniers venus dans l'île. Il est démontré par l'étude de leur langue que celle-ci appartient à la famille Malayo-Polynésienne, ce qui rend probable leur origine Océanienne. L'auteur confirme par des exemples ces affinités linguistiques, et il y ajoute des observations ethnologiques dans le même sens. Il indique aussi les éléments de civilisation apportés par les Hovas.

G. Hervé. — *Les Germains* (Cours d'ethnologie). — C'est au point de vue anthropologique surtout que l'auteur veut caractériser les Germains, cette race dolichocéphale, à la peau blanche, aux cheveux blonds, aux yeux bleus; il indique l'étendue de son aire géographique, et constate qu'elle occupait une partie de la Gaule; il y rattache les Galathes, c'est-à-dire une partie des Gaulois qui en formeraient une branche, mais n'appartiendraient pas à une souche différente. Il constate par ailleurs, au point de vue de l'histoire, qu'il n'y a pas eu de choc violent, du moins pendant longtemps, entre les Germains barbares et la civilisation romaine, mais qu'au contraire il y avait eu sur beaucoup de points fusion entre eux.

A. Lefèvre : *Mars du printemps, de l'orge et de la fécondité. Le Dieu Janus*. — Dans deux études différentes, M. Lefèvre, bien connu déjà pour son livre sur la linguistique générale, s'adonne à des recherches étymologiques et mythologiques des plus intéressantes. Janus serait un succédané de Jupiter; ils se rattachent tous les deux à l'idée de lumière et de soleil; il en décrit le culte antique, indique les dégénérescences de son idée primitive. Il en rapproche Janus, qui ne serait que la féminisation à la fois de Jupiter et de Juon. Les recherches sur Mars ne sont pas moins intéressantes. Il en retrouve la signification première; c'est celle, non pas de la guerre, mais, au contraire, du printemps et de la fécondité, il est le chef des dieux terrestres. Comment cette idée est-elle arrivée à celle diamétralement contraire, c'est ce qu'il est intéressant d'apprendre dans cette monographie.

André Samson : *Chabins et léporides*. — Il s'agit des questions d'hybridation et de métissage dans le règne animal. L'auteur l'élucide relativement aux chabins, issus du bouc et de la brebis, et aux léporides, issus du lièvre et de la lapine.

Les autres sujets traités dans la *Revue* ont trait à la paléontologie historique et préhistorique. Il faut lire : — De Mortillet : *Evolution quaternaire de la pierre*. — Zaborowski : *Aux caves d'Esy*; il s'agit plutôt d'un état sociologique actuel reproduisant un état préhistorique,

et d'autant plus intéressant. — Dr Metour : *La station magdaléenne de la Roche-Plate d Saint-Mihiel (Meuse)*. — Mehylanski : *Étude sur les ossements humains de la grotte sépulcrale de Livry-sur-Meuse (Marne)*.

Sous le titre de *Varia*, plusieurs des numéros contiennent, en outre, des études anthropologiques ou ethnologiques fort intéressantes.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

## INFORMATIONS

Au moment où ces lignes s'impriment, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Institut International de Sociologie vient de s'achever à la Sorbonne. Nous ne pouvons aujourd'hui que constater qu'il a obtenu le plus grand succès, tant par le nombre, l'étendue et l'importance des mémoires présentés, que par l'ampleur des discussions auxquelles ils ont donné lieu, et par l'assiduité du public instruit à ces séances. Le prochain numéro de la *Revue* contiendra un compte-rendu complet de ce Congrès, qui marque une date pour notre science.

On se souvient peut-être que notre *Revue* a préconisé, dès 1895, la transformation du Collège de France en une Faculté des Sciences Sociales. Elle est donc heureuse d'une mesure récente, qui pourrait être un premier pas dans cette voie. Les Chambres françaises viennent, en effet, de voter les fonds nécessaires pour la création, au Collège de France, d'une chaire de Philosophie Sociale. Cet enseignement nouveau doit y être donné dès la prochaine rentrée du Collège en décembre 1897.

---

## OUVRAGES RÉCENTS

## DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

E. DE ROBERTY. — L'Éthique, tome II : le psychisme social (in-12).

LÉON BOURGEOIS. — L'éducation de la démocratie française : discours prononcés de 1890 à 1896 (in-12).

FRANKLIN H. GIDDINGS. — The theory of socialization (broch. in-8).

RENÉ STOURM. — Notice sur la vie et les travaux de M. Léon Say (broch. in-4°).

FRANÇOIS MOREL. — Les juridictions commerciales au Moyen Age (in-8).

RAOUL DE LA GRASSERIE. — De la classification et du rôle de la statistique parmi les sciences sociales (broch. in-4).

HENRI JOLY. — La répression pénale et les intérêts populaires (broch. in-12).

PAUL BARTH. — Die Geschichtsphilosophie als Sociologie, tome I (in-8).

SAVERIO MERLINO. — Pro e contra il socialismo (in-8).

CARL C. PLEHN. — The general property tax in California (in-8).

GEORGES BLONDEL. — Etude sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire (gr. in-8).

JEAN SCHÉRER. — Philosophia : pensées, réflexions, maximes (in-8).

GUSTAV THIRRING. — Annuaire statistique de Budapest pour 1894 (gr. in-8).

E. J. REED. — Le Dr Cornelius Herz et la République française (broch. in-8).

JULES DELASSUS. — Les incubes et les succubes (in-12).

FRANCIS R. STARK. — The abolition of privateering and the declaration of Paris (in-8).

WILLIAM C. WEBSTER. — Recent centralizing tendencies in state educational administration (in-8).

J. MAKAREWICZ. — Klassizismus und Positivismus in der Strafrechtswissenschaft (in-8).

HENRY LAGRÉSILLE. — Quel est le point de vue le plus complet du monde? (in-12).

A. REGNARD. — Le calendrier révolutionnaire (in-8).

Rivista italiana di sociologia, dirigée par Sergi, Cognetti de Martiis, Bosco, Cavaglieri, Tangorra, Tedeschi, n° 1, juillet 1897 (gr. in-8).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency. Imp. J. Laffray.

---

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## Les bases psychologiques de la sociologie

(Principes du phénomène social).

### I

En abordant la définition du phénomène social, ce qui avant tout frappe les yeux de l'observateur, c'est la faculté générale qu'a un tel phénomène de se prêter à une double méthode : *scientifique* et *créatrice*. La vie sociale présente la matière par excellence, qui se soumet aussi bien à l'observation scientifique qu'à l'action téléologique, et constitue l'objet des études, aussi bien que de la politique. En apparence, cette bifacialité pourrait paraître contradictoire, et ses deux faces exclusives l'une de l'autre. Car, la science doit avoir à faire avec une matière accessible à notre expérience, avec les phénomènes de la vie, avec les faits, qui universellement et sans exception sont soumis à l'inflexible loi de la *causalité*, et dès lors, chaque fait vital, individuel comme social, la naissance d'un nouveau courant historique aussi bien que le dégagement de la chaleur, doit être considéré comme résultat nécessaire et inévitable de certains faits préexistants, de certaines conditions données, résultat envers lequel

tout « doit-être » et tout effort conscient de la volonté humaine est tout aussi bien superflu et dénué d'un sens quelconque, qu'envers n'importe quels processus naturels.

Car, si nous envisageons la vie comme objet d'une étude scientifique, il nous est impossible d'y apercevoir autre chose qu'une série continue de phénomènes, se développant dans les rapports du temps et de l'espace, qui, reliés ensemble par des liens inébranlables de causalité, se déterminent réciproquement dans leur qualité, dans leur succession et coexistence. Par conséquent, chaque phénomène donné, considéré comme terme de cette série, alors même qu'il appartient encore tout à fait au domaine de l'avenir, et n'existe que comme possibilité d'un fait lointain, porte néanmoins l'empreinte ineffaçable d'un *conditionné*, et c'est dans ce caractère seulement qu'il peut être pensé. Or, *conditionné* signifie, que son existence ne commence pas d'une manière spontanée et indépendante, au moment même de l'apparition du phénomène dans sa forme individuelle et explicite, mais qu'elle est déjà impliquée *in potentia* dans certains faits qui ont précédé ce moment d'apparition manifeste, qu'elle est *entièrement* déterminée par la totalité de ses conditions, déterminée aussi bien dans sa qualité que dans le temps, et par conséquent *nécessaire*. — Les faits futurs, devant arriver, prévus, quand on les considère scientifiquement, c'est-à-dire, comme effets de certaines conditions *données*, diffèrent de la réalité par cela seulement, que leur individualité ne s'est pas encore manifestée dans une existence distincte, mais qu'elle repose latente au sein de ses conditions, s'identifiant avec elles; néanmoins elle possède une réalité aussi déterminée et naturelle, aussi indifférente à tous les élans de la volonté humaine, que les conditions mêmes. — Par conséquent, partout où apparaît le *conditionné* (et tout l'est au point de vue de la science), il n'y a plus de place pour l'inconditionnel moral (éthique), pour la contingence découvrant le champ devant la finalité créatrice des efforts volontaires; il n'y peut s'agir que de ce qui *est*, *fut*, ou *sera*, mais nullement de ce qui *doit être*, sans que le sens propre de cette catégorie soit anéanti. La certitude d'un certain fait prévu, la possibilité plus ou moins grande de son apparition, ne dépend que du degré de la connaissance que nous avons des conditions de ce fait, croissant à mesure que cette connaissance s'approche de la totalité de ces conditions; mais n'a rien de commun avec l'essence même de la chose, la possibilité *objective*, indépen-

dante de notre connaissance, du fait; car, objectivement, tout fait est nécessaire, ou bien tout à fait impossible.

Et de même que la méthode scientifique, prise dans les cadres de la causalité, exclut tout élément créateur, au sens strict du mot, élément de création arbitraire de quelque chose qui pourrait être, mais pourrait aussi ne pas être, de même, la *création*, aussi bien dans la morale et les beaux-arts, que dans la politique, contredit la méthode scientifique, se pose au-dessus de l'expérience, et cherchant son objet hors de l'expérience, agit tout comme s'il n'y avait point de causalité. — Mon action, déterminée par des conditions certaines, n'est plus une création, mais seulement un phénomène d'un caractère spécial, entraîné dans une série de causes, et alors, elle perd sa signification morale, sa dignité de devoir; et son objet, des hauteurs de l'idéal, étrangères à toute expérience, descend au grade d'*effet* ordinaire, de résultat d'une nécessité spontanée et indépendante de nous. — Or, le concept « création » implique celui de *contingence*. Mon action, au lieu d'être un terme déterminé dans la grande série des phénomènes, se manifeste ici avec le caractère d'une cause finale, spontanée et décisive, comme un « fiat » définitif absolument inconditionné, et nécessaire pour que l'idéal prévu puisse se réaliser. Sans mon effort créateur, ce qui pourrait arriver n'arrivera point; mais l'effort créateur de ma volonté se conditionne lui-même, peut être ou ne pas être. C'est le principe de la contingence. — Conformément à ce principe, l'objet de mon effort créateur, la *fin*, ayant sa source dans l'arbre inconditionné de la volonté, et par conséquent, délivré de la causalité naturelle, comme n'étant point nécessairement déterminé par des conditions existantes quelconques, et par là même, ne pouvant résulter d'une série antécédente de phénomènes, — cet objet ne peut pas être lui-même un phénomène (puisque chaque phénomène est soumis à la causalité); il ne fait pas partie du monde embrassé par notre expérience, mais constitue un *idéal*, c'est-à-dire, une possibilité phénoménale telle, qu'elle peut entrer dans un rapport causal uniquement avec un acte libre de la volonté *consciente*, et que, quand elle se réalise et entre dans le monde des phénomènes, ce n'est que comme effet d'une *cause finale*, comme but librement atteint, mais n'est jamais déterminée comme une *nécessité* dans une série de phénomènes se développant naturellement.

Ce principe de la contingence et cette supra-phénoménalité de l'objet, se manifeste de la manière la plus expressive et la plus claire dans la création artistique, donc là où la méthode scientifique,

basée sur la causalité, ne trouve aucune place. — Cependant, nous la retrouvons aussi à côté de la méthode scientifique, dans la politique et la morale. — L'éthique, malgré qu'elle a à faire avec l'objet d'une science stricte — la vie psychique de l'homme, est néanmoins une *création*, une adaptation de notre vie intérieure à un *critérium*, un idéal obligatoire. Dans l'éthique, quoique nous affirmions qu'il n'y a pas d'actions sans motifs et de motifs sans processus psychiques qui les conditionnent, quoique nous nous rendions clairement compte, que dans la vie mentale de l'homme, aussi bien que dans la vie physique, tout ce qui est devait être, tout est justifié par ses causes, comme une nécessité, les phénomènes psychiques aussi bien que physiques, uniques éléments de toute vie, pouvant se développer seulement dans la catégorie de la causalité, nous parlons néanmoins du bien et du mal, de ce qui doit être et ce qui ne doit pas être en vue d'un idéal obligatoire. Et malgré tout le déterminisme psychique, malgré l'inflexibilité des lois dans lesquelles apparaît la causalité de la vie intérieure, nous croyons avoir pleinement le droit de poser un critérium moral pour cette vie, un certain idéal, que ce soit la vertu pour elle-même, la perfection — comme dans l'éthique intuitive, ou bien le bonheur personnel ou universel — comme dans l'éthique hédoniste ou utilitariste. Or, le caractère essentiel de l'idéal, quel que soit le contenu de la notion que l'on s'en forme, reste toujours le même, il consiste en ce qu'*il est complètement libre de toute causalité phénoménale*.

Si, envisageant ma conduite, je vois que je tâche d'être bon envers mon ami, *parce que* je l'aime, ce ne sera que le côté psychologique de ma conduite. Ma bonté résulte *nécessairement* du sentiment donné, et est tout aussi justifiée dans son existence, que les actions mauvaises, étant donné le sentiment de la haine. Elle existe ou non, suivant les phénomènes qui la déterminent, et qui, à leur tour, doivent être déterminés. Il n'y a de place ici pour aucun critérium moral; l'inflexible et constante causalité sanctionne également tout ce qui est devenu un fait réel; et tout ce qui devient réel, devait s'accomplir, étant *uniquement* possible. — Si au contraire, je pose une directive pour ma conduite, c'est-à-dire, si je l'envisage au point de vue éthique, alors, au lieu de constater mes états physiques existants et d'en prévoir les résultats, je considère ce qui *doit être* d'après le critérium moral posé, que les résultats déduits des qualités données de mon caractère soient d'accord ou non avec les exigences de ce critère. — Donc, le critérium moral ne peut conserver



sa valeur de norme pour notre vie, que tant qu'il n'est pas lui-même déterminé comme phénomène. Car, entrant dans une série quelconque de causes, il se démocratise, perd instantanément tous ses attributs spécifiques, et devient tout aussi nécessaire pour la totalité de cette série que tous ses autres termes.

Dans la politique, l'élément créateur conserve tous les mêmes caractères contradictoires avec les lois de la phénoménalité. Un certain idéal politique, si nous le considérons au point de vue de la méthode scientifique, se présentera à nous comme un résultat prévu de toute une évolution sociale qui s'est écoulée jusqu'à présent. Ce résultat, de même que chaque fait enchaîné dans la causalité des phénomènes, ne peut être que ou bien nécessaire, ou bien tout à fait impossible. Si donc, l'époque présente de l'évolution historique détermine l'avenir, elle le détermine totalement. Le côté moral de la vie sociale, de même que son côté économique, apparaît comme conséquence de certaines causes historiques, se prolonge dans l'interminable série des phénomènes antécédents qui rendent absolument nécessaire l'apparition des faits donnés. — Cependant, cette même matière s'impose d'une manière intuitive à la pratique humaine, constitue l'objet tout à fait légitime de la politique, le but des tendances conscientes, qui, sous différents aspects, se posent pour problème de créer et d'améliorer l'histoire. — L'exemple classique de cet élément créateur existant parfaitement d'accord avec le déterminisme scientifique, nous le trouvons dans le socialisme moderne. Au point de vue scientifique, le capitalisme porte dans son sein non seulement le germe des éléments économiques de l'organisation sociale future (comme l'énorme puissance des forces productives, le travail *socialisé*, les grands organismes industriels, le plan conscient de la production qui commence à se montrer sous la forme des cartels, la propriété *impersonnelle* des syndicats et des sociétés par actions), mais il prépare aussi cette force incubatrice de la conscience humaine, qui doit mettre au jour les formes d'une vie nouvelle qui y sommeillent. Détruisant la petite industrie et les petits propriétaires, il organise en même temps la grande armée du prolétariat ; entraînant l'homme sous le joug de l'exploitation, démollissant son foyer familial, il éveille en même temps en lui de nouvelles tendances et de nouveaux désirs, le dirige vers des idées jusque-là inconnues ; de cette manière, le capitalisme prépare non seulement le matériel de construction, mais aussi le constructeur lui-même, c'est-à-dire, tout ce qui est nécessaire pour la naissance

de l'avenir. C'est le principe du socialisme *scientifique* : le déterminisme évolutionniste. L'idéal de l'avenir social, considéré ici au point de vue de la causalité-phénoménale, cesse d'être idéal, au sens strict du mot, et devient le résultat nécessaire du développement historique. — Malgré cela, le socialisme moderne ne se contente pas de la *nécessité* de ce résultat, mais contemplant son idéal propre, comme indépendant de toute causalité, accomplit son rôle créateur comme *parti politique*. Les philosophes, dit Marx, expliquaient seulement le monde, d'une manière ou d'une autre, mais la vraie tâche est de le *transformer*. — Cet élément créateur constitue même le trait caractéristique du socialisme, distinctif des théories sociales du « libéralisme ». Celles-ci tracent un cercle bien restreint pour l'activité humaine, considèrent les rapports sociaux comme des lois de la nature, devant lesquelles l'homme peut seulement prendre l'attitude du « laissez-faire », avouer sa complète impuissance, se soumettre avec résignation et se taire. Aussi aucun autre parti ne se pose comme but la création d'une société nouvelle, et tout au plus, sous la pression du socialisme, il formule quelques projets d'avenir, auxquels du reste, il ne croit pas lui-même. Le naturalisme comprime en eux l'action politique propre, en ramenant cette action à la réaction contre les idées révolutionnaires qui se répandent dans les masses. Le socialisme au contraire se considère comme une force, qui, quoique émanée de l'histoire, doit cependant gouverner l'histoire, et à laquelle, malgré tout le déterminisme évolutionniste, appartient le dernier mot qui décidera du développement ultérieur de l'humanité. — La contradiction se révèle d'une manière bien expressive. L'histoire, le développement naturel des rapports sociaux, détermine tout l'avenir ; la conscience du prolétariat, la lutte des classes, les courants idéaux et les revendications révolutionnaires, en un mot tout le côté moral de la vie sociale, aussi bien que le capital et la grande industrie, que les lois et les institutions politiques, apparaît en vertu de certaines causes historiques, est relié avec toute la série des phénomènes, qui en rendent nécessaire l'accomplissement. Cependant le socialisme, comme parti politique, tient pour indispensable de conquérir les nouvelles formes de la vie, quoique ces formes se déterminent spontanément ; tient pour nécessaire, dans le but d'atteindre l'idéal, de mener une action finale, de propager des idées, d'organiser, de lutter, en un mot, de pousser en avant tout le développement historique, et il le fait avec cette forte conviction, que sans ce travail

créateur et final, l'idéal ne sera pas acquis, quoique *scientifiquement* il soit déterminé comme résultat de toute l'évolution passée, et que comme tel, en tout cas, il doive nécessairement venir. — L'idéal reste donc, dans ce cas également, libre de la causalité phénoménale, conserve la pureté de sa nature, et c'est seulement un acte de la volonté consciente, l'acte de la *révolution*, qui peut le réaliser.

La contradiction de ces deux méthodes, scientifique et créatrice, se manifeste donc d'une manière bien expressive. L'une a pour base la *causalité*, déterminisme évolutionniste, et considère chaque fait historique, économique aussi bien que moral, conscient ou inconscient, comme nécessaire, comme conditionné par toute une série de phénomènes antécédents; l'autre admet pour base la *contingence*, considère les faits historiques comme pouvant arriver ou ne pas arriver, suivant l'action d'une volonté consciente, qui se conditionne elle-même. L'une envisage l'avenir social comme le *résultat* indispensable de toute l'évolution passée, résultat déterminé dans les phénomènes et naissant spontanément du présent; l'autre le considère comme un *idéal* délivré de toute causalité, n'étant conditionné par aucun phénomène et qui peut être seulement déterminé par l'acte de la volonté consciente, par une cause finale. L'une ne connaît point de catégories éthiques, ne parle que de ce qui *est* ou *doit arriver*, absolument étrangère et inaccessible à une moralité quelconque ou à l'action politique; l'autre au contraire pose des normes obligatoires, parle de ce qui *doit être*, aussi bien dans le domaine de la morale individuelle, que dans la politique.

On a cherché d'habitude la solution de cette antinomie méthodique dans la violation de la pureté de la méthode évolutionniste. Pour justifier la nécessité de l'existence d'une *politique* créatrice de l'histoire, devant la spontanéité du développement social, on avait par exemple recours à une division étrange des phénomènes en deux catégories : ceux qui sont soumis au déterminisme évolutif, et ceux qui ne le sont pas : les rapports « des choses », économiques, appartiendraient exclusivement au développement spontané, à l'évolution historique; tandis que tout le domaine de la conscience humaine, et spécialement le domaine des idées sociales, l'idéologie, constituerait le terrain de la création propre, et comme s'il était délivré du déterminisme historique, justifierait l'existence du parti et de l'action politique. Il est cependant facile de voir tout ce qu'il y a d'arbitraire et de superficiel dans une telle division, puisque chaque phénomène, économique aussi bien que moral, physique comme

psychique, peut être pris pour objet de la science, et alors, son classement dans la catégorie de la causalité, la recherche des causes qui conditionnent son existence, l'observation des phénomènes par le prisme de la continuité des faits, s'impose forcément à la pensée humaine, en raison de cet axiome, impliqué *a priori* dans notre conscience et ne connaissant aucune exception dans le monde des phénomènes, que tout ce qui devient, devient par quelque chose, est l'effet des autres phénomènes qui le déterminent. L'idéologie peut donc être aussi bien considérée comme un produit historique, que les rapports économiques mêmes, d'autant plus, que les recherches des sciences sociales démontrent sa dépendance étroite des processus économiques, son union intime et profonde avec le développement des forces *productrices* de la société, ses influences et ses actions mutuelles avec tout le côté matériel de la vie sociale, si bien enchevêtrées entre elles, qu'il est impossible d'apercevoir la continuité d'une évolution *purement économique*, libre de ces termes idéologiques qui s'interposent dans les séries des phénomènes économiques, comme leurs causes ou effets. — Il n'y a donc aucun principe qui permette de délivrer l'idéologie, les phénomènes de la conscience sociale, artificiellement éliminés, du joug du déterminisme historique, et d'en faire le champ exclusif et libre de la création politique.

Ce serait une échappatoire non moins maladroite de la pensée, qui voudrait se débarrasser de cette antinomie méthodique, que d'affirmer — comme on le fait cependant souvent — que l'action finale de la politique, quoiqu'elle ne puisse en rien changer l'évolution sociale même, l'*accélère* néanmoins : l'avenir sortirait du sein du présent le même avec notre action finale que sans elle ; il sortirait tel qu'il est déterminé par le développement historique, dont nous-mêmes, avec notre idéal et notre travail créateur, ne sommes qu'un terme spécifique ; l'action politique pourrait — dit-on — seulement accélérer cette naissance de l'avenir, n'ajoutant cependant rien de nouveau à la qualité de son contenu. L'accomplissement d'un certain problème historique, s'il doit arriver, arriverait nécessairement, comme étant déterminé par une causalité historique, aveugle, implacable, et ne connaissant aucune hésitation ; nous-mêmes nous ne pourrions que *raccourcir* son évolution spontanée, à l'aide des efforts conscients de notre volonté, à l'aide d'une action politique, de la propagande des idées. De cette manière, la contradiction serait résolue par la division du domaine de l'évolution et de la création — entre le côté qualitatif et quantitatif de la vie. Du côté qualitatif

règne exclusivement l'évolution : les types des organisations sociales, le contenu de l'histoire, se déterminent par les processus spontanés ; du côté quantitatif, entendu comme *durée* du temps nécessaire pour un développement historique donné, règne la création, et ce n'est qu'ici qu'elle trouve pour elle le terrain libre. Le temps est ici considéré comme une certaine abstraction réelle, existant indépendamment des phénomènes, et avec laquelle on peut opérer sans toucher à son contenu, comme avec quelque chose de tout à fait vide, dépourvu de tout contenu phénoménal, planant au-dessus de la vie, et pourtant réel. — L'absurdité philosophique d'une telle conception saute aux yeux. Le temps, qui n'est que la forme de notre entendement des phénomènes, ne peut exister comme une certaine réalité indépendante des phénomènes et dépourvue de leur contenu qualitatif ; à la notion abstraite du « temps » ne correspond objectivement rien d'autre, qu'une certaine *série* de phénomènes, de changements successifs. *Accélérer* l'avènement d'un certain fait veut donc dire seulement — éliminer une certaine série de phénomènes, qui sépare une cause présente de son effet attendu, par conséquent, rompre la chaîne de la causalité, en anéantissant certains chaînons. La création, agissant sur le *temps* d'un devenir, agirait donc nécessairement sur le *contenu* phénoménal même de la vie, contenu qui est déterminé par l'évolution. — Donc, la contradiction ne parvient pas à être résolue, et elle reste impossible à résoudre, tant que nous nous bornerons au domaine des phénomènes.

La solution de la contradiction doit être recherchée ailleurs. Comme c'est la contradiction des deux méthodes qui s'excluent réciproquement, et dont chacune ne peut régner dans le domaine de son objet autrement que d'une manière exclusive, par conséquent, la solution doit être recherchée sur un terrain absolument neutre pour toutes les deux, où aucune d'elles encore n'exerce son pouvoir ; car, du moment que nous entrons dans le domaine de la causalité ou de la création, nous devons nous soumettre sans condition aucune au règne absolu d'une méthode ou de l'autre, et l'une ou l'autre devra être complètement exclue ; l'idéal n'admettra point d'évolutionnisme, l'évolution point d'idéal. La solution ne peut être trouvée qu'à ce point unique, qui, inaccessible à toutes les deux, les conditionne néanmoins et les rend possibles l'une et l'autre.

Or, ce point où la contradiction envisagée disparaît, où la bi-facialité méthodique se confond dans sa source unique et commune, ce point doit être *ce qui, tout en conditionnant indispensablement le*

*phénomène, n'est pas le phénomène lui-même*, ce donc, qui contient, en soi *implicitement* les deux principes : évolutionniste aussi bien que créateur. — Ce que c'est, cela nous est indiqué par la nature même des objets, dans lesquels apparaît la coexistence des deux méthodes. Cette coexistence n'est possible que là, où on n'a pas à faire aux phénomènes seuls, mais aussi au sujet pensant. — La méthode créatrice, caractérisée par la contingence et par la catégorie éthique, exprimée dans la formule « doit être », ne trouve, par exemple, aucune place dans les sciences naturelles, elle est tout à fait étrangère à leur esprit. Les propositions : « que l'oxygène *doit* s'unir à l'hydrogène », ou bien « que la chaleur *doit* se transformer en travail mécanique », sont dépourvues de sens. La constatation seule du fait : que l'oxygène *se combine*, ou que la chaleur *se transforme*, épuise tout le contenu du sujet donné. Il n'y a pas ici de place pour l'éthique ; pas plus que pour la contingence, bannie totalement par le déterminisme de la causalité, se manifestant dans des lois constantes et invariables. — Nous retrouvons la même chose dans les phénomènes psychiques, lorsque nous les envisageons dans leurs processus inconscients, qui se déroulent sans intervention de notre aperception, de l'effort conscient de la volonté : les représentations associées par la contiguité dans l'espace s'évoquent naturellement ; la notion générale du « chien » contient en soi les notions de tous les chiens concrets ; mais non : *doivent* s'évoquer, ou *doit* contenir ; une morale des impressions, qui *exigerait* qu'à une telle excitation réponde une telle impression, serait aussi comique et dépourvue de tout fondement, qu'une morale des combinaisons chimiques. — Donc, tous les phénomènes, physiques comme psychiques, apparaissent tout à fait réfractaires à la méthode créatrice, ne pouvant point s'adapter à la forme de la contingence éthique, quand on les considère dans leurs rapports avec eux-mêmes, dans leurs actions naturelles et spontanées ; le domaine du phénomène pur reste sous le règne exclusif de la causalité. — Au contraire, les phénomènes physiques et psychiques peuvent parfaitement entrer dans la forme de la contingence éthique, lorsqu'ils sont envisagés dans leur rapport au sujet, à l'être pensant : la chaleur *doit* être transformée en travail mécanique en vue des fins productives de l'homme ; les marchandises, produits du travail, *doivent* correspondre aux besoins humains ; la pensée *doit* être logique ; les bons sentiments *doivent* gouverner notre conduite. Ici donc, la méthode créatrice a son application tout à fait légitime, elle est même exigée par notre intuition,

quoique, dans le travail productif, dans les actions de notre volonté, aussi bien que dans le cours de nos pensées, nous ne retrouvions que des phénomènes mêmes, physiques ou psychiques, formant tout le *contenu* des faits donnés ; mais la succession de ces phénomènes, leurs rapports mutuels, sont ici envisagés par rapport à notre volonté consciente, par rapport à l'homme comme être pensant, et c'est pourquoi leur contenu, bien qu'il soit purement phénoménal, est cependant tout à fait accessible à la méthode créatrice, aux catégories de la finalité et du devoir, tout en restant néanmoins — étant phénoménal — soumis au principe de la causalité, à la méthode scientifique. Donc, la coexistence des deux méthodes n'est possible que là, où intervient l'homme en tant qu'*être pensant*, où les séries des phénomènes sont envisagées par rapport au *sujet*. — Comment cela se justifie-t-il ? Quel est le point mystérieux qui existe dans l'homme, et qui, non seulement permet la coexistence des deux méthodes qui s'excluent réciproquement, mais exige même cette coexistence ; qui, n'affaiblissant en rien le déterminisme phénoménal, lui impose néanmoins des normes obligatoires et lui laisse entrevoir les hauteurs sublimes de l'idéal ?

## II

Pour le comprendre, nous sommes obligés de nous adresser à la théorie pure de la connaissance, et de rechercher la solution du mystère dans le principe même du *phénomène*. — Le *phénomène* — c'est tout ce avec quoi nous pouvons entrer dans un rapport quelconque, tout ce qui est ou peut être accessible à notre expérience extérieure ou intérieure, qui se dresse devant nous comme quelque chose de *donné*. Puisque cela seul existe pour nous *positivement*, qui entre de n'importe quelle manière dans le domaine de notre expérience, dans notre vie, en qualité de choses réelles ou possibles, physiques ou mentales, — par conséquent, toute existence ayant une valeur positive — la seule dont nous pouvons savoir quelque chose — est un phénomène. Les objets du monde extérieur, les faits de la vie, de même que tous les états psychiques, l'actualité réelle, aussi bien que la possibilité, en un mot tout le contenu de l'âme et de l'espace, constitue la *phénoménalité*. — Or, si, indépendamment de toute école métaphysique, indépendamment de la manière dont nous envisa-

geons le contenu de notre expérience — que ce soit comme ayant la valeur d'une réalité apparente seulement, ou bien d'une chose en soi, — si nous voulons ramener à une seule abstraction toute cette hétérogénéité du contenu de notre expérience, tout le contenu de la vie en général, si nous voulons embrasser toutes les existences accessibles à notre expérience dans une seule propriété commune à elles toutes sans exception, — alors nous verrons, que cette unique propriété qui embrasse tout, cette dernière et plus haute abstraction, qui ne peut plus être élevée à un degré plus haut de généralisation, consiste uniquement en ce que les existences de toute sorte sont l'*objet de notre pensée*. — Tout ce qui *est*, non pas au sens métaphysique mais positif, c'est-à-dire, ce qui *est* comme une chose qui peut entrer dans le domaine de notre expérience, externe ou interne, n'est qu'en raison de cela seulement, que cette chose constitue l'objet de notre pensée, ou bien peut le devenir. Une chose qui ne pourrait être perçue par nous à aucune condition, ni dans son actualité vivante, ni dans ses résultats, pas plus comme un objet extérieur, que comme une représentation, un concept ou une sensation, — une chose qui, en un mot, dans aucune forme ne pourrait constituer l'objet de notre pensée, si même cette chose existait en soi-même, dans l'inaccessible domaine des mystères, — néanmoins pour nous elle n'existerait absolument pas, elle ne posséderait aucune valeur positive de l'existence, elle serait un *rien* absolu dans tout le domaine de notre vie. — Lorsque un fait quelconque s'accomplit, et nous fait entrer dans une action réciproque avec lui, il s'accomplit en raison de ce que nous l'avons perçu comme une réalité présente, ou bien, que nous l'avons perçu dans ses résultats, ou comme une possibilité prévue. Lorsque, par exemple, la pluie tombe, c'est un fait réel d'actualité, si nous le percevons pendant sa durée ; il n'est pas cependant moins un fait réel lorsque personne ne l'aperçoit, parce qu'il se manifeste alors dans ses conséquences, comme un fait qui fut ; mais, alors même, que ni pendant sa durée, ni dans ses résultats il n'est pas perçu par nous, il peut néanmoins avoir l'existence d'un fait réel, en tant que pure possibilité qui se présenterait à notre pensée pour n'importe quelle raison, en tant que fait en général, qui pourrait être ou ne pas être dans un temps donné. Donc, seule, notre forme, notre manière de percevoir change ici ; mais la perception même, la naissance de la pensée, reste toujours comme un critère inséparable pour l'existence du fait. — Nous pouvons parfaitement supposer l'existence de beaucoup de choses



inaperçues, voilées aujourd'hui devant nous, ou même voilées pour toujours, un monde infini de *possibilités*, monde des rapports inconnus d'action, des formes jamais observées, des états du sentiment jamais éprouvés ; mais la seule *supposition* de ces choses possibles, leur donne une certaine valeur positive de l'existence, comme d'une chose *représentée*, pressentie, et par conséquent, objet de notre pensée ; seulement, cet objet est ici d'une nature purement psychique. — De même, les faits les plus réels, le moins soumis à la critique et aux suppositions, comme la *douleur*, par exemple, puisent toute leur force d'existence dans la propriété qu'ils ont d'être un objet de notre pensée ; une douleur qui ne serait aucunement perçue, qu'on ne pourrait nulle part localiser, ni même en penser d'une manière générale qu'elle est, n'existerait point en tant que phénomène psychique, en tant que notre sensation ; la lumière solaire serait tout à fait anéantie, disparaissant dans la région négative de l'inconnaissable, si elle ne pouvait être perçue comme impression réelle, ni représentée comme un phénomène qui fut ou qui peut advenir, ni conclue comme une cause ou un effet, nécessaire ou possible, des faits observés, c'est-à-dire, si sous aucun aspect elle ne devenait le générateur de notre pensée.

L'attribut de « l'existence » est donc équivalent à la possibilité de devenir l'objet de la pensée. Quelque chose est positivement — comme fait de la vie en général — c'est-à-dire qu'elle est une possibilité de la pensée. Ce sont deux notions tout à fait adéquates, se substituant entièrement l'une à l'autre, dont le contenu est identique. — Si nous admettons les existences métaphysiques, les choses en soi, existant indépendamment de notre pensée (comme la matière, ou les Idées de Platon) ; alors nous pouvons dire, qu'entre nous et tout être existant en dehors de nous s'interpose toujours la pensée, l'unique pont qui nous réunit à la chose en soi ; et que, par conséquent, tout être ne peut se manifester à nous *comme tel* que quand il devient l'objet de la pensée, c'est-à-dire, que dans la possibilité de la pensée est impliquée sa valeur positive, la valeur du fait qui peut entrer dans notre expérience, devenir un moment de la vie, une particule de notre monde. — La possibilité de la pensée c'est donc le *principe du phénomène*. — Ce principe ne préjuge d'aucune théorie métaphysique, et conserve son universelle valeur aussi bien envers le matérialisme, qu'envers l'idéalisme ; car, il n'est que l'expérience exprimée *in abstracto*, la propriété inséparable de tous les faits concrets sans exception. Si même nous supposons que les atomes

chimiques sont le substratum de toutes choses, l'attribut de la possibilité de la pensée reste toujours la condition indispensable, pour que le groupe, la combinaison, la synthèse de ces atomes devienne une existence positive, une existence appartenant au domaine de notre expérience.

Ce n'est cependant qu'un côté du principe — exprimé *explicitement*, qui implique nécessairement l'autre côté — inexprimé, de même que la direction « à droite » n'est possible qu'en face de son contraire : direction à gauche. — Le principe du phénomène, comme objet de la pensée, contient *implicitement* la notion du sujet pensant. — L'objet de la pensée est impossible sans son opposé — le sujet pensant, de même que le sujet pensant sans l'objet de la pensée, pourvu que nous restions dans le domaine des existences positives, des existences qui entrent dans notre expérience, dans la vie en général, sans nous aventurer dans la région mystérieuse de « pensée en soi », des idées existant en dehors de notre conscience, c'est-à-dire, des notions ne pouvant être pensées, dépourvues de tout contenu intuitif (1). — Donc, en face de la valeur positive du phénomène, comme d'une chose *aperçue*, doit surgir sa valeur négative — *ce qui aperçoit*. En face de son caractère objectif, de la chose qui s'impose spontanément, surgit son caractère subjectif — la négation de toute chose, conditionnant nécessairement l'objectivité. — Tout phénomène présente donc, métaphoriquement, deux faces : objective et subjective. — Seule la première, étant objet de la pensée, est connaissable ; l'autre, étant ce qui *conditionne* l'objet de la pensée, ne peut pas l'être lui-même, est inconnaissable. La première est exclusivement chargée de tout l'appareil de la pensée, exige des preuves, des raisons ; l'autre, étant inaccessible à la connaissance, nie toute logique, est libre de toute loi obligatoire pour l'objectivité connaissable ; elle ne subit pas de formes de la connaissance, parce que c'est elle-même qui connaît ; elle n'a pas besoin de raisons, parce qu'elle est la raison même. C'est comme un œil « qui, voyant tout, ne peut pas se voir lui-même » ; la lumière, qui, puisqu'elle éclaire tout, n'a pas besoin de s'éclairer elle-même. Donc, toutes les lois et

---

(1) « En dehors de son rapport au sujet, l'objet cesse d'être objet, et si on lui enlève ce rapport ou si l'on en fait abstraction, on supprime du même coup toute existence objective. » (A. Schopenhauer, *Quadruple racine du principe de la raison suffisante*, trad. franç., p. 46).

formes, dans lesquelles nous apparaît le monde entier de la vie, et ses catégories essentielles, le temps, l'espace et la causalité, auxquelles est soumis tout ce qui est, constituant un ensemble compact et logique, appartiennent exclusivement au côté positif du phénomène, au phénomène comme objet de la pensée, et sont tout à fait étrangères à son autre côté — le côté négatif. Lui, comme conditionnant l'objet, doit être une négation complète de tous ses attributs. — C'est cette face négative des phénomènes qui est le *sujet pensant*, lequel s'oppose aux phénomènes mêmes, aux choses et aux états psychiques, à l'objet en général; ou bien, s'exprimant d'une façon plus simple, constitue ce que chacun perçoit comme son « moi » propre, étant pour chacun la réalité la plus sûre et la mieux connue (1).

L'intuition propre s'accorde de la manière la plus complète avec le caractère négatif du sujet. — Notre « moi » n'est basé sur rien, n'a aucune raison d'être, aucun critérium de certitude, *constitue pour soi-même une raison suffisante*, son unique principe légitime. Pour tout nous exigeons un certain critère logique, une certaine règle nous préservant des erreurs; tout peut être douteux et illusoire, en raison des milliers de différentes fautes et déviations qui se blottissent sans cesse dans notre pensée et dans nos sens, en faussant la justesse de la connaissance; notre « moi » seul est élevé pour nous au-dessus de tout doute, est un axiome qui dédaigne les preuves, de sorte que la question du critère — « comment je sais que c'est bien moi ? » — nous apparaît tout à fait superflue et dénuée de sens. — Notre « moi » est complètement *inconnaissable*, nous ne pouvons le développer dans aucune définition, découvrir en lui aucun attribut, en rien dire, si ce n'est *que c'est moi*; et pourtant, il n'y a rien de plus clair pour nous que notre « moi », rien de plus immédiat et libre de toute faute, rien de plus réel. Il est inaccessible à la définition, parce qu'il n'y a rien de plus certain que lui, et que rien donc ne peut servir pour le définir. — *Il s'oppose à tous les phénomènes* : je ne suis,

---

(1) « On peut, dit Schopenhauer, faire abstraction de toute connaissance *spéciale* et arriver ainsi à la proposition : « je connais », qui est la dernière abstraction dont nous soyons capables; mais cette proposition est identique avec celle-ci : « il existe des objets pour moi », et cette dernière est identifiée avec cette autre : « je suis sujet », laquelle ne renferme autre chose que le simple *moi* ». (*Quadruple racine*, etc., p. 217.)

moi, aucun objet extérieur que je vois dans le moment donné, parce que je le vois comme objet ; je ne suis pas mon organisme, parce que j'aperçois et j'examine cet organisme comme objet ; je ne suis aucune représentation, ni sentiment, ni concept qui remplit ma conscience dans un moment donné, parce que je les aperçois comme étant mes états psychiques, quoique dans ma conscience il n'y ait rien d'autre que la série de ces états, se développant dans une course indéterminable ; je ne suis ni la douleur, ni la volupté, ni le désir ; j'accompagne tout, mais je ne suis rien, que ce « moi » seulement, pour qui je n'ai besoin d'aucune explication, car il m'est connu et clair au-dessus de toute définition. — S'opposant à tous les phénomènes, il est par cela même *insaisissable* pour la pensée, fuyant sans cesse devant toutes ses formes, ne se laissant captiver dans aucune notion. Quand j'y pense, ce n'est plus le « moi » propre qui constitue l'objet de ma pensée, mais seulement un certain *concept* philosophique ; le « moi » propre, lorsque nous voulons le saisir par la pensée, se transporte aussitôt sur le pôle négatif du phénomène, occupe le côté actif et aperçoit lui-même son fantôme conceptuel, ainsi qu'un œil qui ne peut voir que son image réfléchie dans un miroir, mais jamais soi-même. — Accompagnant des changements continuels, notre « moi », lui-même, conserve son *invariable continuité*, car, étant la négation de toutes les qualités, il ne peut point éprouver de changements, étant négation de tout, il reste toujours le même, un *rien* phénoménal. Depuis le commencement jusqu'à la fin de la vie tout change : le caractère, les idées, les impressions, le milieu ambiant, l'organisme, les forces, les désirs ; depuis l'enfance jusqu'à la mort, je passe par toute une série de personnalités, physiquement et psychiquement différentes ; néanmoins, malgré tout cela, je reste toujours *moi-même* ; sous le masque des plus grands changements de la vie, la continuité de notre « moi » reste inaltérée, unit toutes ces personnalités les plus contradictoires, ce qui fait que dans l'enfant et dans le vieillard, dans la santé et la maladie, dans la riche impressionnabilité de la jeunesse et dans l'hébètement ultérieur, je retrouve toujours moi-même ; au milieu des plus extrêmes contrastes de la vie, mentaux et corporels, nous ressentons toujours l'identité, notre « moi » propre.

Ce côté négatif de la conscience, notre « moi », le sujet pensant de l'homme, c'est donc *ce qui, conditionnant nécessairement tout phénomène, n'est pas phénomène lui-même*. C'est en lui, par conséquent, que se trouve la solution de cette contradiction méthodique,

qui apparaît partout où intervient l'homme *en tant qu'être pensant*. La causalité et la liberté se réconcilient ici complètement, se commandent même mutuellement, comme si c'étaient les parties d'une unique synthèse (1). — La causalité, en tant que forme de notre entendement, est la propriété exclusive du phénomène même, du phénomène comme objet de la pensée ; elle ne peut cependant pas se rapporter à son côté négatif, inconnaissable — le sujet pensant, lequel, étant la négation de tous les attributs, de toutes les formes de notre intuition, est aussi la négation de la causalité, constitue un domaine inaccessible pour elle. Le phénomène, qui envers les autres phénomènes, qui le précèdent ou le suivent, doit donc être toujours l'effet ou la cause, et par conséquent soumis à un déterminisme rigoureux, par rapport au sujet, qui ne peut point connaître d'entraves de la causalité, doit revêtir le caractère d'une liberté complète, donc, ne plus paraître un résultat nécessaire, mais un but ou un idéal, qui peut devenir ou ne pas devenir. Le rapport du phénomène au sujet devient donc celui d'une contingence finale, que nous appelons acte de volonté consciente. Il ne se laisse pas éliminer de la causalité, car il est impossible de concevoir un sujet pensant sans l'objet de la pensée.

Par conséquent, le principe du phénomène, étant en même temps celui de l'être pensant, exige également le déterminisme et la contingence. — Autour du pôle *positif* du phénomène, là où s'étend le monde entier, physique et mental, règne le déterminisme, la causalité naturelle, une atmosphère absolument inaccessible à toute norme éthique, dans laquelle les mots « du bien » et « du mal » deviennent des sons vides, et tout est également justifié, comme nécessaire, implacable, aveugle. — Par contre, autour du pôle *négatif* du phénomène, là où siège seulement le « moi » humain, inconnaissable car tout connaissant, négation du monde, là règnent la contin-

---

(1) Kant dit : « La nécessité naturelle sera inhérente à toute combinaison de causes et d'effets dans le monde sensible, mais la liberté sera accordée à celle des causes qui n'est pas elle-même un phénomène (bien qu'elle serve de fondement au phénomène). Par conséquent, la nécessité (littéralement, la nature) et la liberté peuvent être attribuées sans contradiction au même objet, suivant qu'on le considère sous un aspect différent, soit comme phénomène, soit comme chose en soi. » (*Prolégomènes à toute métaphysique*, § 53).

gence, les causes finales, l'idéal ; les simples chaînons des séries des causes, les faits, acquièrent ici un caractère éthique, sont soumis aux normes obligatoires. — Et quoique ces deux régions soient essentiellement contradictoires, elles se conditionnent mutuellement toutes les deux, forment un tout unique et indivisible. Le pôle positif est impossible à concevoir sans le pôle négatif, et inversement ; car les deux constituent seulement l'unique *principe du phénomène*, étant en même temps le principe du sujet pensant. Par conséquent, la contradiction méthodique se résout entièrement. Or, en admettant ce principe, nous nous plaçons sur un terrain purement *humain*, prenant pour point de départ la *donnée* primaire la plus immédiate — l'homme comme être pensant. Car, en envisageant les phénomènes comme objets de notre pensée, conditionnés nécessairement par leur négation — le sujet pensant, le « moi » humain, — nous affirmons en même temps d'une manière tacite, qu'en dehors de nous, dans la région hypothétique des êtres sur-humains, se trouve seulement le grand vide *philosophique*, avec lequel ni notre science, ni notre activité ne peut rien avoir de commun.

### III

Passons maintenant à la nature de l'*objet* même de la sociologie, qui semble unir si parfaitement dans ses profondeurs l'essentielle contradiction du déterminisme et de la contingence. Avant tout surgit cette question, si ce même principe, qui nous apparaît comme indispensable pour résoudre la contradiction méthodique, conserve sa valeur envers l'objet de la sociologie, c'est-à-dire, envers le phénomène social, d'accord avec cette règle universellement exigée, que « la méthode et la doctrine doivent se présenter ensemble, inséparablement unis comme la matière et la forme » (Schopenhauer). Car, on pourrait supposer, que cette duplicité de la méthode est ici artificiellement imposée, qu'elle consiste en une illusion universelle des esprits, dont une critique plus précise de la nature des phénomènes sociaux peut nous délivrer. — L'existence d'une *politique* créatrice de l'histoire apparaîtrait alors comme un grand préjugé de l'époque, résultant d'une fausse conception de la vie sociale, analogue à celui du Moyen-Age, qui à l'aide des prières et de la magie voulait transformer les processus physiques de la nature. Car, dans

la région des phénomènes sociaux, qui seraient étrangers par leur nature même à notre être pensant, et ne pourraient être considérés dans un rapport causal avec lui, malgré toute leur variabilité évolutive, il n'y aurait pas plus de place pour une action politique finale, qu'il ne peut y avoir de *parti* combattant des astronomes prévoyant une certaine révolution planétaire et néanmoins obligés d'exercer leur action dans cette direction. Où il n'y a pas d'homme, là s'étend dans toute sa force la devise du naturalisme bourgeois : « soumets-toi, garde le silence et observe », car tout ce qui n'est pas nous, est dans son essence même inconnaissable pour nous et inaccessible pour l'action de notre volonté. Il s'en suit que toute conception métaphysique de la vie sociale, qu'elle recherche la source de cette vie dans la Providence, dans le milieu géographique, dans les rapports des choses, ou dans le mystique sang de la race, désigne toujours à l'homme le même rôle d'une résignation passive devant les lois fatales de cette force mystérieuse et inaccessible pour nous qui gouverne l'humanité; de même que nous trouvant en face de la nature des phénomènes physiques qui nous est tout à fait étrangère, en face du mystère des forces moléculaires et des éléments chimiques, menés par la pure intuition, sans même tenter aucun essai, nous renonçons d'avance à tout « doit être », à toute part créatrice dans cette région mystérieuse, nous bornant au simple rôle d'observateurs.

Quelle que soit cependant l'origine métaphysique que nous admettions pour les phénomènes sociaux, quelle que soit l'abstraction, spirituelle ou matérielle, dont nous imprimions le sceau à leur essence, nous devons, avant tout et sans aucune restriction, leur attribuer cette propriété, qu'ils existent pour notre expérience, qu'ils entrent dans le domaine de notre observation, comme certaines valeurs positives, comme faits, avec lesquels notre pensée peut opérer. C'est leur propriété immédiate, et en même temps la plus universelle et générale, la propriété *de se manifester dans la pensée*, commune à tous les phénomènes, équivalente à toute existence. Le phénomène social, avant que nous puissions dire quelque chose de ses caractères et de son contenu, est avant tout un *phénomène*, c'est-à-dire l'objet de notre pensée, quelque chose qui s'impose à notre perception, qui se dresse devant nous comme un *donné* certain, générateur de notre pensée, sous l'aspect des différents faits, et s'introduit dans le domaine de notre vie. C'est la première définition du phénomène social, définition dont ni lui ni rien au monde ne peut se délivrer au-

trement qu'en perdant du même coup toute la valeur positive, pour passer totalement dans le domaine inconnaissable, supra-vital de la négation. Sous l'objet de notre pensée cependant, se cachent seulement ou les choses physiques, ou bien les états psychiques. Passons tout le domaine de notre expérience, tout ce qui est réel ou possible, et nous ne trouverons rien qui ne soit enregistrable dans l'une ou l'autre de ces catégories. Entre ces deux régions, dont l'une, étant sous la domination exclusive du temps, transforme tout en état intérieur de notre conscience, et l'autre, soumise également au temps et à l'espace, ramène tout au mouvement et à la matière, se divise et s'épuise totalement toute notre intuition, tout le contenu du monde avec lequel nous avons à faire. Il n'existe point de tel fait, ni de tel moment de notre vie, qui ne possède une forme psychique ou physique, qui ne puisse être envisagé comme un corps à dimensions, un mouvement dans l'espace, ou bien comme une idée, conception ou sentiment. Même quand nous avons à faire à quelque chose de ce qu'il y a de plus métaphysique, avec des « substances » comme l'esprit, la matière ou la force, nous ne pouvons jamais les délivrer de ces deux formes uniques — psychique ou physique — dont notre intuition dispose alternativement, où elle fait entrer et classe tout ce qu'elle peut prendre en possession, de sorte qu'une troisième catégorie de phénomènes, qui ne seraient ni psychiques ni physiques, ni un état de notre conscience, ni aucun mouvement matériel, est tout aussi bien impossible à se représenter qu'une quatrième dimension, ou bien le temps arrêté dans sa course.

Nous devons donc admettre d'avance, sans avoir recours aux expériences spéciales et à l'analyse ultérieure, que les phénomènes sociaux, par cela même qu'ils sont des phénomènes, qu'ils entrent dans le domaine de notre perception et de notre vie, doivent être soumis à ces deux formes principales de notre intuition, se diviser totalement entre elles, sans constituer une catégorie troisième, qui s'en distinguerait. L'expérience d'ailleurs, l'observation des faits concrets, s'accorde entièrement avec cette déduction. Considérons n'importe quel phénomène social, ce ne sera que : ou bien une chose de caractère physique comme la terre, les marchandises, le travail musculaire, ou bien les idées et les sentiments, se manifestant sous l'aspect des lois, des mœurs, des tendances collectives. Dans tout le domaine de la vie sociale, nous ne trouverons rien qui soit *social* sans être en même temps un phénomène matériel ou mental. Le « social » ne possède jamais une forme spéciale dans notre intuition, ne s'oppose pas



aux choses de l'espace et aux états de la conscience, mais se retrouve en eux, coexiste avec leurs formes, et nous apparaît dans ces formes uniques. La marchandise, phénomène par excellence social, est en même temps un ordinaire objet matériel, qui peut parfaitement être envisagé au point de vue de la physique, de la mécanique ou de la chimie, et en dehors de cette forme intuitive, ne peut être ni conçu, ni accessible à notre expérience. De même toutes les idées qui gouvernent la vie de la collectivité humaine, malgré leur nature spécifique sociale, ne possèdent pas, néanmoins, d'autre forme d'existence que la forme psychique, celle des états de notre conscience, et quoiqu'elles constituent l'objet d'une science distincte, sociologique, peuvent cependant subir une analyse psychologique, tout comme les phénomènes de la vie de la conscience individuelle. L'idée de Dieu, de la liberté politique, de la propriété, etc., essentiellement imbibées du caractère social, de la vie collective des hommes, ne pourraient être rétrécies à la conscience individuelle de l'homme, et pourtant toute leur essence sociale ne se manifeste pas ailleurs que dans des milliers d'états psychiques, dispersés entre les cerveaux individuels des hommes, et c'est en vain que nous en chercherions une manifestation pure et distincte.

Si cependant tous les phénomènes sociaux se divisent totalement entre ces deux catégories uniques et essentielles de notre intuition, sans rien laisser qui ne soit ni physique ni psychique, néanmoins ils possèdent tous un attribut spécifique, qui les distingue des uns et des autres, de sorte que, même d'une manière intuitive, nous nous gardons d'identifier les phénomènes sociaux avec les phénomènes physiques et psychiques. Les phénomènes physiques ne deviennent sociaux que lorsque nous les *spiritualisons*, lorsqu'ils deviennent porteurs du travail ou des besoins humains, lorsque, sans perdre leur caractère matériel, physique, ils sont en même temps des symboles de l'intelligence, de la pensée. Tout objet de l'industrie ou de la nature peut être envisagé uniquement en tant qu'un phénomène physique, jusqu'à ce qu'il soit élevé à la dignité d'un *produit* du travail humain final, ou bien qu'il se transforme en valeur d'utilité, c'est-à-dire en incarnation de certains désirs humains; alors il se socialise. L'or, considéré comme une chose, un métal, un groupement de molécules ayant certaines propriétés chimiques, ne présente aucun caractère social; il l'acquiert en même temps que le caractère de symbole du travail et des besoins humains, devenant l'équivalent

des marchandises qui cristallisent en elles les efforts constants de notre création. De là vient aussi la variabilité historique de ses destinées : dépourvu de toute influence sur la vie collective dans les anciennes communes des tribus barbares, ayant une sphère d'activité très restreinte sur le terrain de l'économie naturelle du féodalisme, il devient une force vitale toute-puissante dans la société capitaliste, lorsque le travail humain, dépassant la sphère du foyer du producteur, la sphère de ses besoins personnels, transforme l'or en l'incarnation de son caractère abstrait, en symbole de tous les besoins possibles et de tous les efforts productifs de l'homme. A mesure donc que son caractère psychique devient plus riche, d'une valeur d'utilité spécifique passant à la valeur de l'utilité en général, à l'abstraite valeur d'échange, à la signification d'un équivalent universel, dans lequel se retrouvent tous les besoins individuels concrets, actuels et futurs, réels et possibles, se renforce en même temps le caractère social de l'or, d'une chose simplement matérielle se transformant en un être presque mystique, en une divinité gouvernant le monde des âmes humaines, qui existe et agit alors même qu'elle n'est pas présente sous forme de métal, par la raison seule d'une transmission occulte de son pouvoir à toutes sortes de papiers d'escompte, billets de banque et actions. Nous retrouvons de même le caractère psychique dans tout le domaine des faits matériels, *comme condition indispensable et unique de leur socialisation*. Non seulement les objets matériels, mais aussi les forces de la nature, pouvant être toujours ramenées au mouvement des molécules de la matière, par conséquent, apparaissant devant notre conscience avec le caractère des choses, les forces les plus étrangères pour nous, dépourvues de toute « humanité », comme la pesanteur, l'affinité chimique, la chaleur, l'électricité, deviennent cependant phénomènes sociaux, lorsqu'elles sont adaptées aux besoins humains, en vue d'une fin, lorsque, emprisonnées dans la technique productive, elles représentent le symbole de l'intelligence des générations vivantes et passées conjurée dans la matière. En un mot, le phénomène physique devient social quand il se spiritualise, lorsque, ne cessant pas d'être une chose, c'est-à-dire quelque chose d'extérieur et spatial, s'opposant à notre conscience, il acquiert en même temps un caractère *psychique*.

De l'autre côté, un phénomène psychique devient social, quand ne cessant pas d'être un état intérieur de notre conscience et d'être aperçu comme tel, il acquiert néanmoins un caractère *objectif*, s'émancipe

de l'action immédiate de notre volonté et s'impose à nous de l'extérieur, comme s'il était une certaine chose, — un désir, — élevé à la dignité du fait social. Par quoi diffère-t-il d'un état individuel de ma conscience, par quel signe est-ce que je reconnais son caractère social ? Dans son contenu, dans ses éléments constitutifs, dans sa manière de réagir à l'extérieur, dans les associations qui se groupent autour de lui, nous ne trouverons aucune différence ; dans les deux cas, l'état psychique donné est soumis à la même analyse psychologique, à la même description ; pour l'un et pour l'autre on peut toujours tracer le même processus et poser la même diagnose. La psychologie de ma faim, dans ses traits constants et principaux, est en même temps la psychologie de la famine en général, de la faim sociale, répétée d'une manière multiple dans les différents cerveaux humains. Les mêmes idées et intérêts, qui se groupent autour de la propriété, du mariage, de la famille, dans l'âme d'un individu, retrouvent leur expression fidèle dans les lois qui règlent les rapports de propriété, ceux de la famille et du mariage, de sorte que, motivant psychologiquement une certaine loi existante, nous faisons tout simplement l'analyse du côté correspondant de l'âme d'un certain type d'homme. Propageant socialement une certaine idée, sur le terrain d'un sentiment collectif donné, nous cherchons des indications dans la psychologie individuelle, et les idées que nous pouvons inculquer aux individus, en prenant pour base un sentiment donné, nous les retrouvons aussi socialement associées entre elles. L'idée du communisme par exemple, se liant aux intérêts de la vie des individus, est en même temps, en tant que phénomène social, liée aux intérêts économiques de toute une classe. Les différences individuelles qui marquent chaque phénomène psychique par opposition à son caractère social *constant*, n'affaiblissent en rien cette affirmation, que ce n'est pas dans une différence de contenu psychologique qu'il faut chercher la raison de la *socialisation* d'un état mental. Car, je puis parfaitement adapter mon esprit à une conception sociale donnée, à ce modèle constant qui se retrouve dans les formules juridiques, les programmes, les dogmes des religions, et malgré cela, je pourrais toujours discerner la même idée, en tant qu'individuelle à moi, et en tant que sociale, quoique dans leur contenu et leur forme, ces deux aspects de cette idée soient totalement adéquates. En tant qu'*individuelle*, elle est soumise à l'action de ma volonté intérieure, elle peut être transformée à l'aide de mon raisonnement, s'affaiblit et se fortifie sous l'influence des sentiments

qui m'animent; en plus, son existence même, la force et l'importance qu'elle exerce sur le courant de la vie, dépendent entièrement de toute cette systématisation psychique qui constitue mon âme, mon intelligence, de ma manière de penser et de sentir, de mes penchants individuels, de la quantité et de la qualité du savoir que je possède; chaque concept moral, comme phénomène psychique, est soumis à une telle variabilité dans la conscience de chaque homme, il acquiert ou bien il perd sa force vitale, il disparaît ou se renforce, change son contenu et sa couleur émotionnelle, suivant la société des autres concepts et sentiments qu'il trouve dans notre conscience; en un mot, *il s'accommode continuellement à la totalité de notre âme*, à ses inclinations les plus intimes, et nous ne pouvons apercevoir son influence sur le cours de notre vie, que lorsqu'il est adapté aux autres éléments de notre âme, uni à notre savoir et à nos sentiments, lorsque nous reconnaissons devant nous-mêmes sa valeur. En tant que *sociale* par contre, elle se moque complètement de nos raisonnements et sentiments, et avec l'indifférence d'une chose s'oppose à nos désirs et négations. Les idées de Dieu, d'un amour légitime, d'un pouvoir d'État, malgré mon athéisme et libéralisme philosophique, et quoiqu'elles aient déjà perdu toute valeur pour mes convictions et sentiments, pour mes motifs intérieurs, et que comme phénomène *psychique* elles ne puissent plus jouer aucun rôle dans ma vie, néanmoins, comme sociales, contenues dans les lois, dans les institutions, dans l'opinion publique, ne cessent pas d'exercer sur moi leur pression objective, de s'imposer à ma conscience avec la brutalité d'une chose, d'objets extérieurs, et ceci avec une force d'autant plus grande, que je les nie plus en tant que phénomène psychique, en tant que ma propre conviction, de même que les ténèbres de la nuit ou l'espace qui nous sépare du but écoutent nos malédictions avec une indifférence complète, et s'opposent à notre volonté d'autant plus, que cette volonté désire les anéantir davantage.

Ce caractère *objectif* des phénomènes psychiques socialisés se manifeste nettement, lorsque nous comparons les différentes phases évolutives d'un même phénomène. Aussi longtemps qu'une idée reste propriété individuelle de la conscience humaine, un ordinaire état psychique, elle est soumise à toutes les actions de notre volonté, elle est variable, facilement périssable, car elle puise les sucs de sa force vitale dans nos sentiments et pensées, obligée continuellement de s'adapter à eux, de se soucier de notre agrément, de notre appro-

bation, comme de l'unique base de son être; le moindre détour dans notre manière de penser peut l'anéantir et la faire dégénérer totalement. Elle est alors d'une nature essentiellement subjective, suspendue continuellement au cordon ombilical de notre volonté intérieure. Or, à mesure que, se formulant dans les mots et passant dans une quantité plus grande de cerveaux, elle se socialise, elle acquiert un caractère de plus en plus objectif, se délivre de plus en plus de ces liens psychiques au milieu desquels elle reste dans les consciences individuelles, passe d'une continuelle variabilité à une forme constante; le cordon ombilical de la volonté individuelle, qui jusqu'à présent lui transmettait l'unique souffle de l'existence, se rompt, et l'idée commence la vie indépendante de phénomène social, purifiée des variabilités de ses existences privées, consolidée, affermie, cristallisée dans un certain mot d'ordre de lutte sociale, dans une loi, usage, parti politique ou institution. Moins elle est socialisée, et moins elle exerce de pression objective sur les individus, et plus elle se soucie de leurs égards, de l'adaptation à leur vie intérieure, au contenu de leur âme; c'est dans cette phase que se trouvent aujourd'hui les idées esthétiques, qui, de tous les phénomènes psychiques socialisés, manifestent d'une manière peut-être la plus faible leur caractère objectif, coercitif, de choses qui s'imposent malgré la volonté, d'accord avec le degré de leur socialisation, car, ni dans l'opinion publique, ni dans les codes de lois ou dans les courants collectifs, elles ne trouvent pour elles de place bien précise. Dans la même phase se trouvait le christianisme primitif des apôtres, aussi bien que chaque idée révolutionnaire à ses débuts, jusqu'à ce qu'elle s'organise dans une Eglise ou parti et embrasse de grandes foules; le phénomène psychique simple et le phénomène socialisé ne sont pas encore discernés l'un de l'autre d'une manière assez précise; l'individualité des adeptes a encore une grande importance pour la vie de l'idée. Par contre, au plus haut degré de la socialisation, le caractère coercitif de l'idée est tellement puissant, qu'elle peut avec une force élémentaire, opprimer les individus qui n'en admettent pas l'existence dans leur *for intérieur*, qu'elle peut s'opposer à la liberté individuelle de l'homme, comme si c'était une autre nature *morale*, qui l'entourerait de tous côtés d'une pression fatale de coercivité; c'est ce qui a lieu, par exemple, pour certaines idées morales, celles-là particulièrement, qui se rapportent à la propriété, à la famille, et aux rapports sexuels, et qui sont parvenues à se socialiser sous beaucoup de formes, dans la religion, les codes juridiques, les

mœurs et les doctrines scientifiques. Ici, il est bien facile de voir, que la nature sociale d'un certain concept, c'est son caractère objectif, s'imposant extérieurement, son existence indépendante de l'approbation subjective de sa raison d'être, de l'adaptation à nos sentiments, besoins et pensées. Sans ce stigmate objectif, tout état mental, le plus lié à la vie sociale, ne possèdera que le caractère d'un phénomène psychique ordinaire, d'un état de notre conscience, auquel nous pourrions tout au plus accorder une origine sociale, mais rien de plus.

Un attribut spécifique des phénomènes sociaux, qui sans les séparer des phénomènes physiques et psychiques en une troisième catégorie, les distingue néanmoins d'eux, c'est donc comme une synthèse de ces deux caractères : les phénomènes physiques se *spiritualisent* en devenant sociaux, les psychiques *s'objectivent*; les uns et les autres deviennent *choses psychiques*. — Dans cette combinaison il n'y a rien d'artificiel; elle ne surgit pas comme résultat d'un travail de la pensée, mais s'impose spontanément à notre intuition. Si dans la vie quotidienne, nous pouvons parfaitement, sans l'aide d'une analyse scientifique, distinguer une « marchandise » d'un objet physique ordinaire, l'argent du métal, mon concept — de la loi, ou mon sentiment — d'un devoir religieux, c'est que, dans le premier cas, les choses brutes nous tiennent le langage des *besoins* humains, dans le second cas, les états de conscience perçus dans notre intérieur exercent sur nous une pression extérieure, s'opposent comme indépendants de nous, *avant que nous puissions nous rendre compte de ces différences*. Car, ce double caractère des phénomènes sociaux se présente à l'esprit humain par la voie tout aussi purement intuitive, même lorsque nous ne nous en rendons point compte, que nous ressentons par l'intuition, sans l'aide d'aucun raisonnement, le caractère spatial des phénomènes physiques. C'est le seul indice, qui nous est donné par la nature même des faits sociaux, indépendamment de notre manière de juger et des théories scientifiques dont nous sommes partisans, d'après lequel nous les reconnaissons toujours comme sociaux.

#### IV

En raison de ce caractère *psychico-objectif* des phénomènes sociaux, il s'est formé l'hypothèse d'une *conscience supra-individuelle*

*collective*, d'une conscience qui ferait comme embrasser la nôtre, étant, par rapport à la nôtre, ce que la nôtre est aux « sensations inconscientes » hypothétiques. Pour l'exprimer dans les termes de Lazarus, on pourrait dire que l'individu humain est un peuple ; aussi bien que le peuple, il est une collectivité composée ; « une idée est à l'âme individuelle ce que l'âme individuelle est à l'âme sociale ». D'une manière plus précise, cependant, le concept de « l'âme sociale » pourrait être comparé aux « sensations élémentaires inconscientes » qui sont admises dans la psychologie contemporaine, à ces « infinitésimales psychiques », dont se composent, comme les corps des atomes, tous les états de notre âme. Car, ces sensations, quoique tout à fait inaccessibles à notre conscience, entièrement homogènes et simples dans son essence, correspondant aux simples chocs nerveux, aux « infinitésimales physiques », sont néanmoins des *sensations*, pour soi-même, elles apparaissent à elles-mêmes comme un phénomène psychique, elles puisent la raison de leur existence dans leur propre conscience, élémentaire, distincte de la nôtre. La synthèse de ces consciences élémentaires, c'est *notre* conscience ; d'elles, comme les corps des éléments chimiques, se composent nos idées, représentations et sentiments, et ce que nous apercevons en nous, comme des états psychiques simples et homogènes, ce sont, en réalité, des agglomérations d'une quantité infinie d'éléments hétérogènes, d'atomes sensitifs imperceptibles pour nous. Donc, l'unité de notre conscience est une unité apparente, unité de caractère synthétique, comme l'unité de l'organisme, et, sous elle, des milliers de petits êtres cachent leur existence, bouillonnent d'une vie psychique indépendante, tout comme dans l'ensemble vivant de l'organisme, se cache une grande quantité de cellules micro-organismes qui, quoiqu'elles entrent dans les processus biologiques de l'ensemble, possèdent néanmoins leur vie propre et distincte, leur force de génération et d'assimilation. Dans le même rapport se trouve notre conscience individuelle, à la conscience *sociale*. Chacun de nous sent et pense séparément des autres, à sa propre manière ; autant qu'il y a d'individus humains, autant de sphères fermées de la conscience, impénétrables mutuellement les unes aux autres ; mais, ne pouvant réagir les uns sur les autres directement, elles se synthétisent dans une conscience plus élevée, sociale, pareillement aux monades de Leibniz, qui coopèrent entre elles par l'intermédiaire de Dieu, ou bien aux sensations élémentaires qui le font par l'intermédiaire de notre conscience. C'est donc cette conscience collective, plus élevée,

provenant de la synthèse des nôtres, et distincte de celles-ci, quoique les contenant en soi, comme le produit des éléments chimiques devient un corps différent de ces composantes, ayant des propriétés nouvelles, c'est cette conscience qui serait le terrain propre des phénomènes sociaux, la source d'où ils puisent la possibilité de leur existence, puisque le phénomène social, quoique d'une nature psychique, s'oppose néanmoins à nos états individuels, est indépendant de nous, possède une résistance objective envers notre conscience. D'où provient que notre vie individuelle intérieure n'est jamais entièrement adéquate à la vie sociale; l'individu juge et sent d'une autre manière que la société. La politique ne correspond pas à la morale des individus; les individus d'une certaine nation manifestent d'autres propriétés morales que toute la nation agissant collectivement; les lois et les mœurs dominantes ne sont pas toujours d'accord avec les idées individuelles, même de la majorité des hommes; les besoins et les capacités sociales, contenues dans les marchandises et les outils, présentent souvent une discordance complète avec les capacités productives et le *standart of life* des individus.

Pendant, ces deux hypothèses, celle des « sensations élémentaires » se synthétisant en notre conscience, et celle de la « conscience sociale » étant une synthèse des nôtres, qui présentent une analogie si profonde entre elles, sont l'une et l'autre, dès leur naissance, entachées d'un mortel péché philosophique : celui qui consiste à rechercher quelque chose, qui, étant tout à fait étranger et inaccessible à notre conscience, puisse néanmoins servir à expliquer les faits de notre expérience, par conséquent, à expliquer quelque chose qui ne possède de valeur positive de l'existence que comme objet de notre pensée. Toutes les deux semblent oublier cette vérité, que la conscience humaine, par laquelle tout, avec quoi nous avons affaire, manifeste son être, ne peut plus elle-même être traduite en rien; que, ne pouvant pas connaître des existences libérées de notre pensée, c'est en vain que nous chercherions des explications hors de la pensée humaine, s'efforçant de ramener les phénomènes à l'ultra-phénoménalité. Toutes les deux s'éloignent de l'unique réalité expérimentale, comprise dans la sphère de *notre* conscience, et vont se perdre dans la métaphysique des « consciences » infinitésimales ou supra-humaines, où tout le contenu des concepts, se trouvant relégué hors de l'intuition, et par conséquent ne pouvant correspondre



à notre intuition, doit s'anéantir complètement, ne laissant qu'un vide abstrait des mots.

Ainsi l'hypothèse des « infinitésimales psychiques », des sensations inconscientes, dépouille cette conscience *élémentaire* de tous les attributs de la conscience. La sensation qui nous est inaccessible, est une sensation *en soi-même*, elle apparaît à elle-même, constitue quelque chose de psychique par rapport à soi-même. Etant toutefois en même temps l'élément infinitésimal de tous les états mentaux, un atome psychique, simple et homogène, comme la monade de Leibniz, elle exclut toute complexité et hétérogénéité, ce qui fait qu'elle ne peut pas se transformer, qu'elle est *invariable*; elle ne peut pas se sentir comme *sujet*, car elle est incapable d'opposer à l'hétérogénéité une unité qui la relierait (ce qui sent, se confond ici tout à fait avec la sensation même); elle ne peut pas s'apercevoir comme *objet*, car l'absence d'hétérogénéité rend impossible l'existence de toute pensée, qui ne peut apparaître que comme une synthèse des éléments hétérogènes. Donc, cette conscience élémentaire, le « sujet-sensation » inabordable pour nous, est d'une espèce bien étrange; c'est une conscience qui, n'étant pas soumise aux changements, ne constituant ni un sujet ni un objet, ne peut rien savoir ni ressentir; qui, ne pouvant pas se concevoir elle-même, n'est rien de réel pour elle-même. En conséquence, dans le concept de la « conscience élémentaire », apparaît un vide complet pour notre intuition; nul contenu provenant de notre expérience, ne peut trouver de place là d'où a été bannie la pensée humaine, cet unique instrument de notre connaissance. C'est pourquoi aussi cette conception, introduite en psychologie, n'explique rien, n'écarte aucune des difficultés existantes; on pourrait aussi bien admettre pour composants de nos représentations — des simples chocs nerveux, des vibrations de la matière, les infinitésimales physiques, dépourvues de toute garniture spirituelle; car elles sont tout aussi étrangères à la nature de notre conscience, tout aussi éloignées de ce que nous apercevons en nous comme *psychique*, que les phénomènes matériels, et toute la parenté de ces « éléments » avec l'âme humaine se réduit tout simplement à la seule dénomination « conscience ». En plus, ce concept, entrant dans l'analyse des phénomènes avec son vide énigmatique, projette sur la totalité de notre vie psychique une ombre de mysticisme extravagant, qui ne peut être justifié par aucune nécessité. L'unité de notre conscience, fait le plus immédiatement connu par nous, intuitivement certain, il la transforme en unité d'une nature apparente,

synthétique; quand je sens quelque chose, alors dans ce fait, en apparence simple, se recèlent les sensations hétérogènes et entièrement différentes de la mienne, de milliers de petits êtres, en lesquels se décompose en réalité tout état de ma conscience. Dans les profondeurs de ma pensée se dissimule, imperceptible pour moi, la vie d'une grande agglomération de ces êtres élémentaires, et ce que je crois apercevoir comme étant ma représentation, mon propre état psychique, n'est pas ce que j'aperçois réellement, ce qui constitue le vrai contenu du moment donné de l'âme, pas encore transformé synthétiquement pour notre usage; tout comme les couleurs ou les sons ne sont en réalité que des vibrations de l'éther ou de l'air avec certaines propriétés quantitatives, comme les combinaisons organiques de qualités hétérogènes ne sont que des systèmes quantitativement différents de quelques atomes, comme les acides et les sels, en apparence homogènes, constituent néanmoins une complexité d'éléments de nature différente. En sorte que, le monde des faits psychiques, le monde de notre expérience intérieure, devient un monde d'illusions, non seulement par rapport à l'inconnaissable « chose en soi », mais aussi, par rapport à cette réalité phénoménale élémentaire qui, se dissimulant tout à fait à notre pensée et sensation, dans des êtres infiniment petits, couverte d'un mystère impénétrable d'une conscience spécifique, propre à eux seuls, constitue néanmoins le contenu essentiel de notre vie spirituelle. Notre expérience intérieure ne concerne donc point les phénomènes vrais, mais leur apparence synthétique; le phénomène, loin d'être un objet, un générateur de notre pensée, une existence conçue dans notre conscience, est un être mystique, inaccessible à notre observation immédiate, étranger à notre intuition; en sorte que finalement s'efface toute limite entre la réalité expérimentale et la métaphysique de teinte mystique.

Les mêmes erreurs de critique philosophique se retrouvent dans l'hypothèse de la « conscience sociale »; là, on a cherché la compréhension des faits vitaux dans les consciences infinitésimales, ici par contre, dans la conscience supra-humaine. La conception même de la « conscience sociale » est de naissance illégitime. Nous la formons à l'aide d'une analogie empruntée à notre conscience individuelle, se basant sur ce fait que les phénomènes sociaux; quoique d'une nature psychique, et pouvant s'exprimer seulement dans les termes psychologiques, s'opposent néanmoins aux états de notre âme; on ne peut, par conséquent, les considérer comme produits individuels, ni

comme une simple somme d'individualités, mais comme les phénomènes d'une conscience spécifique, surhumaine, étant une synthèse des consciences individuelles, et par cela même qualitativement différente d'elles. L'analogie rencontre ici un obstacle spécial. Ce que nous appelons *conscience*, ne possède dans notre intuition aucun contenu compréhensible, puisque ce n'est que le côté purement négatif de tous les phénomènes, l'élément continu et constant qui s'oppose à l'infinie variabilité des objets. C'est un terme qui, muet sur le contenu de l'objet aperçu, parle de cela seul qu'il *est aperçu*, donc, de son côté négatif ; qui atteste cette chose seule, que le phénomène donné est un phénomène, un objet de la pensée pour le sujet, que nous connaissons immédiatement comme étant notre « moi ». Observant notre conscience, nous n'apercevons que les *phénomènes* intérieurs, les sentiments, les idées, les impressions, et c'est cela seul qui constitue le contenu de notre intuition ; par contre, nous ne pouvons jamais y apercevoir le côté subjectif de ces phénomènes, pour lequel ils existent comme phénomènes, ce sujet pensant qui, sous peine d'anéantissement de la *pensée*, ne peut jamais être saisi par elle. En d'autres termes, pour employer les expressions de Kant, si la conscience même (et non pas les phénomènes qu'elle conditionne universellement) pouvait constituer l'objet de la pensée, cet objet serait le sujet déterminant, et non pas le sujet déterminable, nous aurions la connaissance de la chose en soi, du *noumène*. La conception de la « conscience » ne peut donc signifier que la *négarion* de tout ce qui existe pour nous comme phénomène, comme objet de la pensée ; et comme le phénomène embrasse le monde entier des existences qui nous sont accessibles, par conséquent, le concept de la « conscience » est un concept-limite, extrême (*Grenzbegriff*), où la pensée humaine s'épuise complètement et ne peut rien en dégager de plus, et dès lors, dans aucun cas, il ne peut servir à la construction d'une nouvelle conception. Dans l'intuition de ce concept, nous ne retrouvons que le sentiment de notre propre « moi », s'opposant à tout ce que nous percevons, ne pouvant être traduit en rien, ce qui fait que ce concept, placé en dehors de nous, perd tout terrain d'appui réel. Mais, même en supposant qu'il conserve encore alors un certain sens déduit de l'analogie, il nous amène cependant des difficultés impossibles à résoudre. Nous pouvons envisager cette conscience surhumaine, sociale, de deux manières seulement : ou bien comme existant tout à fait indépendamment de la nôtre, et alors elle dégénère en conception d'un « dieu », ou comme *synthèse* des consciences

individuelles, comme c'est admis par beaucoup de sociologues contemporains. Mais, lorsque nous disons : *synthèse*, il n'est pas permis d'oublier que l'essence de toute chose composée doit se retrouver dans ses éléments ; car les composantes ne peuvent pas différer essentiellement de leur produit, et « le caractère de tout composé est déterminé par le caractère de ses parties composantes » (Spencer), en sorte que l'unité de certains phénomènes doit avoir *implicitement* les mêmes attributs qui se manifestent *explicitement* dans leur combinaison, et cela en raison de cette loi logique, que les choses *absolument différentes* ne peuvent provenir les unes des autres. Une synthèse n'est que le côté formel de quelque chose d'essentiel, est le développement d'une certaine *possibilité* impliquée dans les composantes, et ne peut créer rien d'absolument nouveau. Ainsi, par exemple, les forces attractives latentes dans les molécules se manifestent dans un corps chimique, comme sa dureté ou ses formes cristallines ; la vie latente dans les granulations du protoplasme, se développe dans les fonctions de l'organisme ; et, dans les atomes du charbon, de l'oxygène, de l'azote et de l'hydrogène, qui apparaissent dans de certaines conditions comme éléments constitutifs du protoplasme, doit être impliquée — comme une des propriétés essentielle de leur être — la *possibilité* de cette synthèse spécifique qui porte la vie dans son sein ; il nous serait également difficile d'imaginer que ces éléments mêmes, dans leur essence, soient tout à fait étrangers au caractère *vital* de la synthèse, que de supposer qu'une *juxtaposition* seule de n'importe quels éléments, une combinaison, par exemple, des atomes du fer et du chlore, pourrait manifester une vie. Donc, d'après cette règle générale, la conscience sociale, considérée comme une synthèse des consciences individuelles, quoique d'une nature distincte et plus élevée que ses composantes, devrait cependant appartenir essentiellement à leur être, devrait être impliquée dans la conscience individuelle, dans notre « moi » propre, pour pouvoir se développer, se manifester, dans les faits sociaux (1).

---

(1) Nous trouvons chez M. Tarde une pensée analogue : « Rien de plus banal, dit-il, que cette idée qu'une combinaison diffère ou peut différer entièrement de ses éléments, et que du simple rapprochement de ceux-ci peut jaillir une réalité entièrement nouvelle, nullement préexistante sous d'autres formes. La chimie et la biologie ont accrédité ce préjugé... Ici, en sociologie, nous avons, par un privilège singulier, la connaissance intime de l'élément,

Mais que veut dire : « être impliqué dans notre *moi* », si l'on considère que ce « moi » ne peut pas constituer un objet de la pensée, une conception ? Cela signifierait : être dans notre intuition immédiate du « moi » propre, dans ce sentiment le plus intime que nous avons, et qui ne nous dit rien, hormis ceci uniquement — que c'est moi —, et disant si peu, le dit néanmoins d'une manière si claire et précise, que nous ne sentons jamais le besoin de demander « ce que signifie le *moi* », ni de douter « si c'est réellement *moi* » ; sentant donc *nous-mêmes*, nous sentirions en même temps la conscience sociale, une sorte du second « moi », plus élevé et dominant le mien comme un tout domine la partie, nous ressentirions dans notre « moi » quelque chose, qui étant essentiellement relié avec lui, conserverait cependant sa manifeste distinction de *quelque chose d'autre*, d'autant plus manifeste, qu'elle ne serait pas perçue dans le phénomène, mais ressentie dans l'être percevant lui-même, dans le sujet. Pour nous exprimer dans les termes de Kant, cela pourrait se formuler logiquement : non pas « je pense comme sujet », mais « je pense comme prédicat du sujet », ce qui serait contraire à la nature du *sujet*, qui, étant inconnaissable, étant la négation de toute chose, étant la « chose en soi » s'opposant à toute phénoménalité, ne peut contenir ni des parties, ni des composantes hétérogènes, ni aucun rapport.

La faute cardinale que commet l'hypothèse de la « conscience

---

qui est notre conscience individuelle, aussi bien que du composé, qui est l'assemblée des consciences... Je dis que c'est un privilège singulier, car partout ailleurs nous ignorons complètement ce qu'il y a au *for intérieur* de l'élément. Qu'y a-t-il au fin fond de la molécule chimique, de la cellule vivante ? Nous ne le savons pas. Comment donc, l'ignorant, pouvons-nous affirmer que, lorsque ces êtres mystérieux se rencontrent d'une certaine façon, elle-même inconnue, et font apparaître à nos yeux des phénomènes nouveaux, un organisme, un cerveau, une conscience, il y a eu, à chaque degré franchi de cette mystique échelle, brusque apparition, création *ex nihilo* de ce qui naguère n'était pas, même en germe ? N'est-il pas probable que, si nous connaissions dans leur intimité ces cellules, ces molécules, ces atomes, ces *inconnues* du grand problème, si souvent prises pour des *données*, nous trouverions toute simple la mise en dehors des phénomènes créés en apparence par leur mise en rapport, et qui, à présent, nous émerveillent ? » (*Sociologie élémentaire, Annales de l'Institut International de Sociologie*, 1895, pp. 221-3).

sociale, » utilisant notre conscience pour la construction d'un nouveau concept, l'oblige donc à transformer la *conscience*, cette langue universelle qui ne peut être exprimée par rien, parce qu'elle seule exprime tout, à la transformer en quelque chose de tout à fait différent, en un certain objet de la pensée, en une chose connaissable, accessible à l'analyse, pourvue du caractère de phénomène. La nouvelle conception produite de cette manière, est d'avance condamnée à une complète incapacité d'élucider les faits. — Comment, en effet, réconcilier cette conscience, distincte de la nôtre, d'une nature synthétique, dans laquelle naissent et par laquelle existent les phénomènes sociaux, avec le principal attribut de ces phénomènes : *leur manifestation intellectuelle*, leur existence pour nous ? Comment les phénomènes sociaux étrangers à notre conscience, comme ayant leur siège dans une conscience plus élevée, synthétique, sont-ils néanmoins accessibles à notre intuition et connaissance, et entrent-ils d'une manière si intime dans notre vie, se soumettant à notre action et réagissant sur nous, alors que, selon la critique philosophique, tout ce qui demeure hors de *notre* conscience, dans la région métaphysique, ne peut avoir aucune valeur positive d'existence ? — Voilà la question insoluble, analogue à celles qui tourmentaient les scolastiques et les théologiens, discutant les « substances » de la matière, de l'âme et de Dieu, et à laquelle cependant l'hypothèse de la « conscience sociale » doit nécessairement conduire. — Le monde social, si réellement, comme l'exige l'hypothèse discutée, une autre substance, plus élevée, constituait son substrat, si une conscience surhumaine, provenant de la synthèse des nôtres, et non pas la nôtre, était la raison suffisante de son existence, le monde social, par cela même, devrait demeurer tout à fait inaccessible pour nous, comme transporté dans la sphère métaphysique des êtres délivrés de notre pensée, et ne serait donc pas le même, que nous apercevons dans notre vie comme étant *social*, ne serait pas ce monde social auquel nous heurtant dans notre expérience de tous les jours, nous nous sentons comme chez nous ; entre nous et lui s'étendrait le même abîme, qui nous sépare de la « chose en soi », se dissimulant derrière les phénomènes. — Quand nous nous permettons donc de créer un tel monde ultra phénoménal, nous manquons en même temps le but même, pour lequel ce luxe de notre imagination a été accompli, but, qui est l'explication des faits réels d'une certaine catégorie, des faits de notre propre vie, rentrant dans notre expérience. L'hypothèse discutée manque ce but entièrement. Enlevant l'objet de l'étude hors de

la sphère accessible pour nous, le transportant dans une conscience plus élevée, elle n'explique pas le caractère social de ces faits de notre conscience, que nous apercevons comme étant sociaux ; à côté des « phénomènes » métaphysiques supposés (pour nous exprimer rigoureusement d'après l'esprit de l'hypothèse présente), restent intacts, retranchés hors de son domaine, les phénomènes sociaux propres, les données de notre expérience. Ayant imaginé de la manière la plus complète un certain monde hypothétique, existant hors de notre pensée, nous ne nous approcherons point cependant pour cela d'un seul pas de la compréhension de ce qui ne s'impose à notre intuition, ne s'implante dans notre vie, qu'en raison de sa manifestation dans la pensée (1).

(*La fin prochainement*).

ÉDOUARD ABRAMOWSKI.

(1) On pourrait considérer « la conscience sociale » comme une nouvelle édition de l'*absolu* de Schelling, qui, coagissant indissolublement avec les « volontés individuelles » produit l'histoire de l'humanité, unit la liberté subjective avec la nécessité objective. Cet absolu, c'est « le principe supérieur à la fois au sujet et à l'objet, qui ne peut être ni l'un ni l'autre et qui cependant constitue leur unité ». C'est « la substance inaccessible dont les intelligences ne sont que des puissances ou des fonctions ». — « L'histoire, dit Schelling, est l'évolution de ce principe, l'absolu, qui s'exprime plus ou moins dans toutes les actions, et par là établit entre elles un enchaînement et une harmonie, leur donne la régularité et la loi, et compose avec elles, sans qu'elles cessent d'être libres, un poème ou un drame magnifique... Tout en se manifestant dans toute l'étendue et à travers toute la durée, l'absolu ne peut, ni dans aucun lieu ni dans aucun temps, s'exprimer et se réaliser entièrement. S'il le faisait, rien n'existerait que lui ; les individus, la liberté cesseraient d'être. Néanmoins il ne se révèle qu'à travers le libre jeu des volontés individuelles ; si ces volontés n'étaient pas libres, il ne pourrait exister ; elles sont donc, en quelque façon, ses collaboratrices. Et ainsi la conséquence de l'action de l'absolu par l'intermédiaire des êtres intelligents, c'est que les actes de ceux-ci, qui constituent l'histoire, ne sont ni exclusivement libres ni exclusivement nécessaires, mais à la fois nécessaires et libres. »

## Des origines, de l'évolution et de l'avenir du jury (suite) <sup>(1)</sup>.

### III (2)

Nous avons fait le parallèle des deux types principaux de jury, le jury anglais et le jury français, et nous en avons signalé les nombreuses différences, si nombreuses que le jury français, qui était un emprunt fait à l'autre, a fini par se situer au pôle opposé. Comment cette divergence profonde s'est-elle accomplie? Si nous le découvrons, nous obtiendrons par là même la *caractéristique* du jury français.

Les facteurs de cette divergence sont le milieu, c'est-à-dire les institutions autres qui ont entouré le jury pendant la période de son développement, et aussi le caractère juridique de notre nation. Ils ont ébranlé, en y pénétrant, le mécanisme et l'essence même du jury.

Tout d'abord, et c'est là le point essentiel qui domine tout le reste, tandis que l'Angleterre, et tous les pays Anglo-Normands, Anglo-Américains, Scandinaves, sont des pays d'*individualisme*, où l'on ne met dans la société que la portion indispensable de soi, où tout le reste demeure le domaine irréductible et inviolable de l'individu; en France, au contraire, et dans les pays romans, et aussi dans les pays germaniques proprement dits, mais en France surtout, la Société absorbe l'individu, quelle que soit d'ailleurs la direction de la Société ou monarchique, ou aristocratique, ou démocratique; elle est, et reste toujours autoritaire. C'est une vérité indéniable et sur laquelle nous n'insistons pas, parce qu'elle est généralement reconnue, sans que cependant on la mette en vedette, autant qu'elle devrait l'être. C'est l'explication de beaucoup de phénomènes sociaux inexpliqués, et nous résistons diffi-

---

(1) Voir la *Revue* de juillet 1897.

(2) Quelques passages du numéro précédent semblent indiquer que le jury criminel n'existait pas à Rome. Nous avons voulu dire seulement que c'est plutôt son jury civil que le législateur français avait envisagé avec des formules savantes.



cilement à la tentation d'en apporter la preuve, mais ce serait un hors d'œuvre ici. Cette preuve d'ailleurs est assez éclatante en ce qui concerne le jury; elle résulte surtout de ce fait que, tandis que le jury anglais reste dans l'ordre d'idées du droit criminel, le jury français a vite passé dans celui du droit politique. Il s'est relié au droit électoral, au droit civique. Il a cessé de graviter autour de l'un, et changeant d'excentrique, il gravite autour de l'autre. Le jury, l'électorat, la garde nationale ont été à une certaine époque les trois formes d'une même idée, et depuis que les milices ont disparu, les deux autres sont restées avec le même caractère. C'est le fait des nations non individualistes d'introduire la politique en tout, tandis que les individualistes l'éliminent autant que possible. Par là même, on y investit le jury de fonctions vraiment politiques, procès de presse, etc., au lieu de le cantonner dans le droit commun criminel, et on lui soumet de simples délits, quand ils ont cette nature. Ce n'est pas tout; sous l'influence de cette opinion publique, les jurés jugent souvent politiquement, s'attribuant le droit et se faisant un devoir de résister par leurs verdicts à des mesures qu'ils estiment oppressives, et s'investissant volontiers d'un rôle qui précisément est contradictoire à leur mission, si on les considère, ce qu'ils étaient à l'origine, comme de simples témoins devenus juges pour abrégé.

À cette différence essentielle de caractère il faut joindre plus spécialement l'effet des institutions qui étaient dérivées déjà de l'autoritarisme français et dont l'ambiance a métamorphosé le jury.

Tout d'abord il faut noter l'autoritarisme du magistrat, et sa collégialité. Tandis qu'en Angleterre, c'est le jury qui domine, et que le magistrat n'en est que l'accessoire, ne dirigeant les débats eux-mêmes que dans leur forme, et quant au nombre, étant un seul contre douze, en France la magistrature est compacte et *collégiale*, inférieure, il est vrai, au jury quant au nombre, mais déjà d'un certain poids numérique. Ce n'est pas tout; le président anglais est déjà habitué, au civil, à compter avec un jury; là déjà il ne décide que les questions de droit, et il est unique; il n'a pris nulle part la prépondérance qu'il conserverait en cour d'assises. Au contraire, en France, le président au civil ne coexiste pas avec un jury, il a, il est vrai, des assesseurs juges, mais il les domine de par la hiérarchie, dirige seul les débats, rédige seul les jugements, statue seul sur les mesures provisoires, a pris en quelque sorte l'habitude de commander. Va-t-il la perdre tout à coup lorsqu'il devient président de cour d'assises? Se réduira-t-il devant les jurés qui sont précisément des gens ignorants, novices, ayant besoin

de ses lumières qu'il ne leur ménagera pas ? Est-ce que, lorsqu'on a l'habitude de conduire des égaux, on se laissera guider par des inférieurs ? Le penser, serait méconnaître la nature humaine. D'ailleurs, il est appuyé, suivant son habitude au civil, toujours par des assesseurs. Au lieu de se fondre, pour ainsi dire, avec le jury, comme le président anglais, il va se tenir à l'écart, puissance contre puissance, essayant d'agir par une induction perpétuelle sur des personnes faciles à suggestionner, excité d'ailleurs dans ce sens par une suggestion contraire que veut exercer le défenseur. Aussi tandis que le magistrat anglais fait un résumé qui n'a rien de dangereux pour la défense, on sait que ce résumé était devenu entre les mains du président français un second réquisitoire. En outre, la loi française a armé le président d'assises d'un pouvoir discrétionnaire qu'il n'a même pas au correctionnel et qui le rend le véritable maître de la situation. Il peut entrer dans la salle des délibérations du jury pour donner des consultations, hors la présence de l'accusé et de son conseil, pouvoir exorbitant et dangereux, non dans ce sens que le président en abuse d'habitude, mais dans celui qu'il devient ainsi suspect, en est embarrassé, et perd par là de son autorité vraie. La pente est tellement irrésistible qui le fait monter à ce plein pouvoir que l'interrogatoire qui n'est même pas prévu dans la loi devient quelquefois la pièce maîtresse de la procédure, qu'il est dirigé de manière à obtenir, sinon des aveux, au moins des contradictions et des preuves en dehors des témoignages. Le tribunal civil ou correctionnel se trouve transporté tout entier au criminel, il n'y a plus qu'adjonction de jurés sur un banc inférieur.

Une autre institution voisine et plus ancienne a agi aussi par influence pour décomposer, pour ainsi dire, le caractère initial du jury, c'est celle du ministère public. Il n'existe pas en Angleterre, il en résulte que l'accusation (accusation privée) et la défense sont bien sur le même pied. Quels que soient les coups qu'elles se portent, ce sont des coups d'égal à égal dont les jurés jugent en spectateurs d'un pugilat intellectuel. En France, au contraire, c'est d'en haut que le ministère public, qui est une magistrature, parente de celle du président qui siège au centre, et située au même étage, porte ses coups à la défense placée au-dessous. Souvent le juré peu versé dans les choses judiciaires confond le président et l'avocat général, pour lui c'est la société qui parle en double, il ne sait pas trop pourquoi, tandis que la défense parle en simple. En un mot, l'égalité n'existe plus en fait entre l'accusation et la défense. L'accusation est autoritaire, publique

au lieu d'être privée. Par là même, la défense devient passionnée, oratoire, politique lorsque c'est possible, pour compenser ces avantages ; elle invoque la sorte d'oppression latente qui résulte de la différence de niveau entre les sièges, et cet argument optique n'est pas un des moins puissants qui opèrent sur le jury.

L'organisation judiciaire tout entière a d'ailleurs influé sur le jury anglais devenu français et contribué à sa métamorphose. Elle a fait disparaître un des organes les plus importants, le jury d'accusation, et l'a remplacé par des magistratures, d'abord la chambre du conseil jointe à la chambre des mises en accusation, puis cette dernière seule. Si condamner un criminel est un acte grave pour lequel il a semblé qu'il fallait la garantie de l'autonomie individuelle évoquée parmi les engrenages habituels de la société, accuser un criminel, le faire comparaître en public sur le banc des assassins est grave déjà et il avait semblé qu'il fallait pour cela une garantie du même genre : le jury d'accusation, et les deux se tenaient dans un tout logique et indivisible. C'est cette indivisibilité qui s'est rompue ; un des membres a été atrophié et a disparu. Ce fut le résultat de la forte organisation judiciaire du Premier Empire, faite de toutes pièces et où le jury d'accusation aurait formé une brèche trop profonde. Dès lors, l'instruction toute entière échappa au jury ; il n'en conserva que le jugement définitif. Dès lors le jury de jugement se trouva en face d'une procédure et d'une preuve préétablies, d'une présomption de culpabilité préalablement déclarée par une autorité de nature différente, et au lieu d'être le chaînon d'une chaîne étendue il ne fut qu'un tronçon. Cependant les organes nouveaux n'ont pas fait preuve d'une grande vitalité. La chambre du conseil fut supprimée, comme n'étant en réalité qu'une chambre d'enregistrement, et tout le monde sait combien le rôle de la chambre des mises en accusation est peu actif, elle s'occupe surtout des questions de forme, de qualification et de procédure, et arrête rarement la comparution en cour d'assises.

Sans quitter tout à fait cet ordre d'idées, on peut remarquer qu'en Angleterre, c'est l'universalité du jury qui en fait précisément la force ; non seulement il existe au correctionnel comme au criminel, mais aussi au civil. Au contraire, en France, il est borné de toutes parts. Il forme un flot dans le monde judiciaire ; la magistrature est la terre ferme, solide, habituelle. Le jury apparaît comme un singulier, non archaïque, il est vrai, mais, au contraire, moderniste. Ce n'est pas un moyen d'améliorer une institution, ni même de lui conserver sa vertu, que de l'isoler. Elle tend alors à perdre et l'institution antagoniste

tend à gagner. C'est ce qui est arrivé ici. Il s'est surtout établi une lutte entre le tribunal correctionnel et le jury criminel, et dans cette lutte sournoise, le jury a été vaincu. Le moyen employé fut la correctionnalisation. C'est en effet la magistrature qui établit elle-même le départ entre ce qui appartient au jury et ce qui lui revient à elle-même. Quoi d'étonnant à ce qu'elle se fasse la part plus large ; c'est le contraire qui eut surpris. Aussi la moitié des crimes deviennent des délits, et comme tels, échappent à la cour d'assises. C'est le résultat mécanique de l'antagonisme que l'organisation judiciaire a créé ; l'institution la plus limitée perd de plus en plus ; son terrain s'échappe et va grossir l'autre rive par une alluvion insensible, mais persistante, qui fera disparaître l'île tout entière. En Angleterre, au contraire, un jury corroborait l'autre jury ; celui civil, quoiqu'affaibli, soutenait l'autre. Il en était de même à Rome où le jury existait à la fois au civil et au criminel et était sans doute le même dans les deux cas. Ce n'est pas tout : lorsqu'au criminel, il survient un acquittement, le pouvoir antagoniste ose recueillir les débris de l'accusation, les rassemble, les fait servir à une prévention nouvelle, et cela non sans succès ; il suffit de qualifier le fait autrement, et l'acquittement en cour d'assises est suivi d'une condamnation au correctionnel. Il y a là deux envahissements remarquables sur le domaine, sur l'îlot où vit réfugié le jury.

La législation française et surtout la procédure française est formaliste ; c'est au civil que ce caractère se révèle, mais il a passé de là au criminel. Le droit anglais est formaliste aussi, il le fut même à l'origine plus que le nôtre, mais ce formalisme disparut au contact de l'institution du jury universalisée, ou du moins s'il fut conservé quant au fond du droit, il diminua grâce à la procédure. Lorsqu'on a en face l'un de l'autre un magistrat unique, rompu à la pratique judiciaire, n'ayant au-dessus de lui aucun tribunal d'appel, ou seulement une juridiction de cassation vague, et un jury composé d'illettrés en droit, les formes s'abrègent vite, on ne retient que les essentielles : elles s'abrègent aussi au civil sous la même influence. En France, au contraire, la juridiction civile se compose de magistrats uniquement ; ces magistrats sont hiérarchisés ; au-dessus l'appel, au dessus une cassation nettement organisée, relevant les moindre vices de formes ; aussi le formalisme s'exalte. Comment disparaîtrait-il au criminel où se retrouve la magistrature collégiale en face du jury ? De là ces nombreuses et scrupuleuses questions soumises à celui-ci. De là ces causes de cassation qui affluent. C'est sur un terrain hérissé de nullités que chacun s'avance, et la cour de cassation, mue par le désir inconscient de faire œuvre de

vitalité, annule malgré les inconvénients pratiques qui en résultent, souvent pour le triomphe de l'art juridique. C'est ce formalisme qui a gêné le fonctionnement du jury, qui lui donne cette allure guindée et hésitante que ne connaissait point le jury anglais.

Tandis que l'Angleterre a secoué le joug du droit romain et s'est créé un droit propre, la France est toujours restée sous l'influence profonde de ce droit en son dernier état. Aussi, lorsque l'importation du jury anglais lui parvint, ses regards se tournèrent du côté du juré romain, du *judex*, surtout de celui civil mieux connu, mais aussi du juré romain au criminel, et alors apparut dans son esprit la distinction du juge du droit et du juge du fait. Ce n'était point l'idée anglaise qui était tout autre; mais cela devint l'idée française. On greffa le romain sur l'anglais, et quelque chose de faux en résulta. L'effort creusa une distinction de plus en plus profonde entre la magistrature et le jury, ils ne collaborèrent plus; ils travaillèrent séparément en face l'un de l'autre. Puis on établit entre leurs attributions respectives des distinctions de plus en plus subtiles, il suffit de celle relative à la traduction en langage concret des diverses incriminations. Aussi ce que l'on critique beaucoup aujourd'hui et à bon droit, c'est cette distribution du droit et du fait trop entière, mal comprise, et qui divise souvent l'indivisible.

Autrefois la France avait connu un jury féodal, disparu sans laisser de trace, et qui avait pour principe le jugement par les pairs. C'était par une singulière anomalie, dans une société aristocratique, un principe nettement démocratique. Après l'importation du jury anglais, il n'est pas étonnant que les regards se soient tournés vers le jury national disparu; on aurait voulu même relia le lien interrompu, si cela eût été possible. Cette rétrospection n'en marqua pas moins notre concept du jury; on y vit un instrument d'égalité, par conséquent, de démocratie; le droit anglais n'y avait cherché rien de tel; dès lors, on s'efforça de choisir les jurés parmi les classes inférieures de la société, tout au moins, de les délivrer des conditions de cens qui pesaient sur les autres droits civiques. Cependant on n'alla point jusqu'à appeler ceux qui vivent du travail de leurs mains, parce qu'il eût fallu leur payer une indemnité. Comme toujours, l'idée démocratique en France s'arrêta ici devant l'économie. Mais il est certain que les personnes plus élevées furent rejetées du choix au profit des personnes moyennes. On parvint ainsi, dans un certain sens, à l'abaissement du jury; les jurés devinrent, et ce fut là encore une fausse application de l'idée démocratique, des gens d'une instruction faible, d'une fortune médiocre,

pris presque uniquement parmi les petits commerçants. Dès lors, ce jury, démocratique par simple approximation, distrait un moment d'occupations matérielles pour une fonction intellectuelle pénible, dut émettre ces verdicts contradictoires, faibles, inintelligents, que souvent on lui reproche. De là cette déviation nouvelle, profonde, du jury, née d'un besoin de popularité, et qui, précisément, par une juste punition peut-être, lui a fait perdre la popularité qui lui était naturelle. Pour remédier à cette incapacité, l'intervention du président est devenue de plus en plus fréquente, et le jury a été la proie à la merci tour à tour d'un ministère public habile ou d'un avocat éloquent.

A tous ces facteurs qui viennent des institutions ambiantes, il faut ajouter le goût particulier, mais très vif, des Français, pour les luttes oratoires, et cette simple circonstance, toute de fait, eût suffi pour causer une évolution rapide. Chez l'Anglais, le débat se fait sans ostentation; chacun ne dit que ce qu'il est utile de dire pour son but; le Français ne saurait s'en contenter. Chez lui, l'élément subjectif domine. L'avocat n'a pas seulement à défendre son client, il a à se défendre lui-même, sa propre réputation, son talent; il collige les acquittements qu'il obtient; le ministère public se fait des condamnations des trophées qui lui serviront pour continuer sa route. Le président lui-même tient à honneur de ne pas rester le dernier, étant le premier; l'accusé enfin pose à son tour, si sa cause est politique; il pose encore, même accusé des crimes les plus odieux, par la pompe de son cynisme. C'est une pose générale; seul, l'humble juré, retiré sur son banc, envie l'ostentation des autres, pendant qu'il se débat contre les obscurités dont on l'entoure à plaisir, et qui enveloppent son esprit et sa conscience.

Tels sont les facteurs nombreux, mais convergents, de la transformation qui s'est produite; il était utile de les établir, car il faut connaître l'étiologie avant de chercher les remèdes. Mais y a-t-il lieu à remèdes? A la suite de la transformation opérée, le jury n'est-il pas devenu définitivement mauvais, et ne faut-il pas le supprimer sans aller plus loin dans nos recherches, car cette suppression rendrait nos autres investigations inutiles?

#### IV

Tout d'abord, il semble que le jury français doit être supprimé, et cela résulte des critiques suivantes, auxquelles il est justement en

en butte. Ces critiques se résument en ce parallélisme : magistrature capable, jury incapable. Alors, pourquoi le jury ? Le jury anglais avait des côtés excellents. Mais, sur le sol français, il a mal évolué. Il ne peut être ramené à son origine primitive, à son état au moment de l'emprunt. L'expérience prouve que l'importation était impossible, et une fois de plus que ce qui convient à un pays ne convient pas à un autre. Il ne reste que la suppression.

D'abord magistrature capable. L'expérience le prouve. Elle laisse rarement échapper les coupables. Il y a beaucoup d'acquittements en cour d'assises, il n'y en a guère en correctionnelle, et même ceux qui sont acquittés par la première, s'ils peuvent être ressaisis par la seconde, en vertu d'une incrimination nouvelle, n'échappent plus cette fois. Cette capacité ne doit pas étonner ; il s'agit de *professionnels*, ayant l'*habitude* de juger, et par conséquent le faisant mieux, en vertu du principe du quotidien ; cette expérience pourrait même remplacer la capacité individuelle. Mais, d'ailleurs, les magistrats sont pourvus de certains grades, ce qui établit la présomption de celle-ci. Bien plus, ils ont presque tous été membres du ministère public, quelques-uns juges instructeurs, et par conséquent, ont fait du droit criminel une étude spéciale. Ils ont parcouru les diverses étapes de la carrière. Il en résulte plus ou moins directement une véritable sélection. De plus, ils ont l'indépendance, puisqu'ils sont inamovibles. Enfin, ce ne sont pas eux qui seraient pris aux pièges de la défense. Dans leur apprentissage civil, ils ont appris à se mettre en garde, ils ont pu analyser savamment et réfuter les arguments spécieux ; une affaire sensationnelle ne pourra pas les mettre en déroute. L'opinion publique, remuée par quelque crime célèbre, n'aura point non plus d'influence sur eux ; ils ne dépendront pas plus en bas qu'en haut de ce qui les entoure. D'autre part, s'ils venaient à se tromper, ils se rectifieraient eux-mêmes par la force de leur institution. N'ont-ils pas, contre leurs propres défaillances, l'appel ? Le juge correctionnel peut se tromper de bonne foi. Mais alors il sera réformé par la cour correctionnelle. Cet appel est ouvert sans exception. L'accusé, condamné à tort à la suite du verdict du jury, l'est bien définitivement ; au moins ne peut-il pas se faire restituer contre l'erreur de fait. Au contraire, celui qui l'a été par le tribunal correctionnel, c'est-à-dire par la magistrature, peut intenter l'appel, sans préjudice de la cassation. C'est donc la magistrature qui aurait le moins besoin de garantie, et qui en accumule de plus grandes. Dès lors, pourquoi chercher une institution en dehors, puisqu'il en a été trouvé une parfaite ou presque parfaite ? L'antipa-

thie de la magistrature pour le jury se comprend parfaitement, non en raison du principe de concurrence, mais par le sentiment intime de pouvoir mieux juger. L'impunité rendue possible et même facile pour le coupable paraît révoltante. C'est le cri de la conscience, ce n'est pas celui de l'intérêt! D'ailleurs, plus de séparation du fait et du droit, cette séparation gênante, qui vient entraver à chaque instant la marche de l'affaire, pour je ne sais quelle raison théorique; c'est le même qui jugera tout, sans complication, sans dualité, dans sa conscience et dans son savoir indivisibles.

Vis-à-vis, incapacité du jury, incompetence profonde! Le résultat en est palpable. Il laisse une foule de criminels impunis; en vain le magistrat aura employé toute son habileté, toute son expérience dans l'instruction. Tout vient se briser dans un moment suprême, unique, souvent devant un hasard. Le juré souvent ne possède pas même l'instruction secondaire, ni même l'instruction primaire complète, il ignore les règles de droit les plus simples. Il n'a jamais comparu en justice et l'appareil judiciaire l'agite profondément. Il s'assied mal à l'aise, au si embarrassé que l'avocat d'office ou que le coupable. Aussi tout le trouble: l'autorité du président, la vivacité du ministère public, les attaques de l'avocat; il est de l'avis de celui qui vient de parler le dernier, et ce qu'il souhaiterait le plus vivement à la fin des débats, ce serait de ne pas décider; c'est, dans toute l'acception du mot, un juge *forcé*. Ce qui achève sa déroute mentale, c'est le formalisme. Il n'y comprend plus rien et, comme celui qui ne revêt que le dimanche l'habit du dimanche, il porte mal son rôle insolite. S'il s'habitue à ses fonctions par quelque usage! Mais non, il ne redeviendra peut-être jamais juré. C'est pour la première et la dernière fois! Il sort de la salle d'audience, mais son tourment redouble. Son esprit est étranglé par la multiplicité des questions qu'on lui pose. Il faut un violent effort pour les distinguer. On lui a répété d'ailleurs que le doute profite à l'accusé, or, il doute toujours, et c'est toujours que l'acquittement devrait avoir lieu. Rien n'est pire que l'indécision dans toutes les circonstances de la vie, et c'est précisément l'indécision qui le caractérise. Les expertises viennent encore accroître ce doute. Cependant le voilà juge souverain et en dernier ressort, pas d'appel; le jugement de l'ignorant est sacré, tandis que celui du savant ne l'était pas! Ce manque de recours l'effraie encore; il voudrait qu'on put se pourvoir contre sa décision; la dernière planche de salut lui est soudain retirée! Quel sera d'ailleurs le résultat matériel de son verdict? Il n'en sait rien, on le lui cache. S'il admet les circonstances



atténuantes, c'était son dernier échappatoire, on condamne aux travaux forcés à perpétuité ou à cinq ans ou à deux ans de réclusion. Quel intervalle ! On lui promet tout à coup pour le cas de condamnation l'indulgence ou même le minimum, mais on le trompe, on lui a d'ailleurs promis sans droit ; on l'avait fait dans d'autres affaires ! Trouble nouveau. Et tous ces troubles agissent sur des personnes qui ne sont ni tirées au sort, ni séligées, qui sont choisies beaucoup au hasard, qui n'ont pas des conditions établies de valeur individuelle. Tel est le jury français.

Ajoutez à cela qu'en pratique on peut citer de lui une foule de verdicts non-seulement erronnés au fond, mais illogiques, contradictoires, incohérents, que son éducation ne semble pas se faire, mais qu'au contraire, ces monstruosité, ces scandales deviennent de plus en plus fréquents. Aussi sa popularité qui a été grande va-t-elle diminuant. Le jury est répudié par presque tous les juristes et les sociologues ; de plus, il est devenu impopulaire, et ceux qui devraient le soutenir sont les premiers à le combattre.

Entre les deux, semble-t-il, entre ce magistrat et ce jury, le choix doit être tout fait, c'est l'option entre le jour et la nuit.

Ilé bien ! c'est tout le contraire. Ce que venons de décrire est ce qu'on voit. Il est bon maintenant de raconter ce qu'on ne voit pas.

C'est d'abord l'inaptitude de la magistrature, relativement aux fonctions répressives. En ce qui concerne la capacité proprement dite, elle connaît bien peut-être les dispositions de la loi pénale, elle a l'expérience de l'instruction, mais c'est tout. Elle ne sait ni le régime pénitentiaire dans son détail, ni la psychologie et la sociologie du criminel ; aussi, si elle ne laisse guère échapper les coupables en appliquant des règles empiriques, elle peut, aisément et sans s'en douter, condamner l'innocent en vertu des règles uniformes. Elle s'habitue au cas le plus fréquent, celui de la culpabilité ; son esprit s'y façonne ; une longue coutume l'empêche de voir les exceptions. Or, s'il est grave de laisser impuni un crime, il est plus grave encore de condamner l'innocent. On devient sourd aux arguments sérieux de la défense, quand on se tient trop en garde contre ses pièges. D'ailleurs, les magistrats qui ont presque tous passé par le ministère public en ont retenu un pli ineffaçable ; en décidant, ils se prennent à poursuivre encore par une distraction mentale bien naturelle. On a beau pouvoir changer de rôle, celui longtemps tenu ne disparaît pas tout à coup de la mémoire. Toutes les habitudes professionnelles, convergeant dans le même sens, deviennent dangereuses. D'ailleurs, le magistrat ne sait pas plus que le juré l'effet exact des condamnations qu'il va pronon-

cer; il s'agit pour eux de peines abstraites, la peine X ou la peine Z.

Le magistrat est-il, au moins, réellement séligé, ce qui ferait contraste au hasard qui préside aux choix des jurés? Il ne l'est qu'en apparence. Sans doute, il est licencié en droit, mais ce diplôme est devenu vulgaire, d'ailleurs, il se fonde sur une science purement théorique inégalement répartie, toute d'exégèse et ne donnant pas la science véritable et élevée du droit. Il entre dans la carrière par le seul effet de la faveur. C'est par la faveur aussi qu'il s'élève, car son avancement n'est soumis à aucune règle objective.

Est-il indépendant? Oui, en apparence, car il est inamovible. Non, en réalité, car il ne peut avancer que s'il plaît. Il n'a donc qu'une demi-indépendance, c'est la vérité vraie. Il peut la compléter par son caractère individuel et nul doute qu'il ne le fasse souvent. Mais nous ne devons compter ici que ce qui résulte des institutions et non des personnes. Or à ce point de vue, il dépend essentiellement, en partie de ses chefs, en partie des hommes politiques, tantôt ceux du lieu, tantôt ceux du Parlement, quelquefois des deux. Tout le monde sait qu'un magistrat, pour le moindre avancement, doit se mettre sous cette double protection. Dès lors, que devient son indépendance réelle? Dans la plupart des autres administrations, non dans toutes, l'avancement a lieu à l'ancienneté d'après des règles à peu près fixes; le magistrat ne peut en invoquer aucune.

Il a son siège principal dans la justice civile; il en vient, il y retourne par goût; la justice criminelle lui répugne; c'est encore une cause de moins bon fonctionnement. On fait moins bien ce qu'on fait sans goût, ce qu'on fait en passant. Les deux aptitudes sont d'ailleurs tout à fait différentes. C'est pour ce motif que parmi les magistrats les criminalistes sont rares, tandis que les civilistes, sans être fréquents, le sont davantage. S'il s'en rencontre, ils viennent précisément du ministère public, et nous savons quels inconvénients s'attachent à cette provenance.

Aucune supériorité véritable ne milite donc en faveur du juge professionnel et ses avantages sont de beaucoup compensés. Il ne reste guère en sa faveur que l'habitude de juger, mais précisément cette habitude outrée engendre de l'apathie, ferme l'esprit aux circonstances exceptionnelles qui conduisent à la déclaration d'innocence. Mais il existe un vice plus essentiel qui s'attaque à la fois à cette déclaration et à la fixation de la peine. Les magistrats vivent forcément d'une vie à part, ils ne se mêlent pas au courant de la Société, et leur état forme comme une demi-prétrise, presque nécessaire, car il y au-

rait un grand inconvénient à mêler un magistrat à la politique militante, aux luttes des partis et des coteries. Mais il en résulte qu'il se fige dans une espèce d'immobilité, ce qui le rend peu apte à apprécier les circonstances courantes de la vie. On a souvent invoqué au profit du jury et avec raison ce fait que le juré ne se détache pas de la foule de ses concitoyens, qu'il vit de leur vie, qu'il les juge plus sainement, plus humainement aussi, du dedans que du dehors. Pour le magistrat c'est tout le contraire, il n'a plus cette conscience neuve, vierge, du juré qui rend son verdict pour la première fois, il est suggestionné par toutes les affaires antérieures, il y a puisé des préjugés, quelquefois justes, mais qui ont le tort d'être préétablis, il peut avoir raison, mais précisément trop raison, ce qui rend sa décision trop entière, plus que ne le comportent les choses humaines. C'est ce qui fait son infériorité, quand même sa supériorité par ailleurs serait démontrée.

De même, le jury, qui ne paraissait avoir que des vices, va apparaître sous une analyse au labour plus profond, posséder des qualités supérieures inestimables. Tout d'abord, il a celle qui manque, comme nous venons de le voir, à la magistrature, la conscience neuve, la connaissance quotidienne de la vie ordinaire, de ses conditions naturelles, il vient non de haut, mais latéralement à l'accusé, commerçant, employé, industriel, petit propriétaire, pas plus riche que l'inculpé moyen, pas beaucoup mieux né que lui et n'ayant pas été mis à part dès l'adolescence; il a cette vertu moyenne qui juge le mieux le crime moyen, le mobile ordinaire; il répudie le calcul criminel, comprend la passion et a peut-être plus juste la mesure, qu'il trouve en lui-même. Il ne s'est point accoutumé à l'abstrait, mais a toujours demeuré dans le concret. Il ne voit pas des infractions partout, mais seulement où il y en a d'après la conscience moyenne. C'est la qualité essentielle.

De celle-là dérivent plusieurs autres. L'accusé se trouve ainsi jugé par ses pairs, ce qui est un grand avantage, non pas peut-être par ses pairs au point de vue de la condition sociale, car presque toujours le juré sera d'une classe supérieure à celle de l'accusé, cette dernière se composant en majorité d'indigents, mais parce qu'ils n'est pas éloigné, quant aux idées courantes, de son milieu. Ainsi se réalise dans une certaine mesure le jugement par les pairs, qui, ainsi compris, n'est pas une fiction. Sans doute, il serait plus réel, si le juré se rapprochait davantage par sa condition sociale, et c'est vers ce point que tend l'évolution, mais il existe déjà une certaine réalisation de cette idée.

Un avantage du juré c'est d'être un juge *voulu*, non imposé. En toute matière, l'idéal de la constitution de juge serait qu'il fut choisi pour

chaque cause par les parties elles-mêmes; *l'arbitrage est le sommet idéal de l'organisation judiciaire*. Mais sa réalisation n'est pas toujours possible; il exige l'accord des parties, et il faut, en outre, qu'il y ait une liste de gens capables parmi lesquels on puisse choisir, car autrement les plaideurs seraient la proie de tous les hommes d'affaires. Ces conditions manquent souvent, et on ne peut qu'obtenir une approximation. Elle existe dans le jury par le tirage au sort qui vient seul ou après triage préalable, et par le droit de récusation péremptoire. Il est flatteur d'être jugé par son juge choisi, même s'il vous condamne. Le juge imposé froisse, au contraire, même quand, par hasard, il vous absout. En tous cas le juré est accepté. D'ailleurs, il statue sans appel, la situation ne reste pas longtemps incertaine. Aussi, à ce point de vue, le juré est-il populaire par une popularité qui va diminuant, mais qui a des regains.

Mais ce qui fait surtout l'avantage éclatant du jury, c'est son indépendance, quelquefois excessive, mais qui n'en est qu'une garantie d'autant plus forte. La magistrature est un rouage social *concentrique* aux autres; le jury, au contraire, est un rouage *excentrique*. Rien ne peut l'arrêter que directement. Si un juré déplaît dans une affaire, on le récusé dans les autres. Tant mieux pour lui, il sera libre du reste de son temps pendant la session; s'il déplaît davantage, les commissions des années suivantes ne le porteront pas sur la liste! Tant mieux pour lui! le voilà pour toujours libéré d'une charge lourde. Quelquefois des jurés ont employé ce stratagème de faire connaître d'avance leurs règles de décision pour acquérir une récusation perpétuelle. On ne peut les punir que par une récompense. Les voilà donc bien libres. Comment vont-ils user et abuser de cette liberté extrême?

D'abord, ils se mettront au-dessus de l'influence gouvernementale, voire même de celle judiciaire, et dans toutes les affaires où le gouvernement, quel qu'il soit, sera en jeu, où il s'agira de politique, ils seront enclins à acquitter. C'est ce qu'ils font pour les crimes purement politiques, et ce qu'ils étendent, par connexité, aux délits de presse. Ils protestent, à tort et à travers, mais ils protestent, au nom du droit individuel! On crie au scandale! C'est une erreur, il n'y a qu'un excès, un excès d'indépendance. Ils sont saisis au nom de la politique, ils absolvent au nom contraire.

Ils vont plus loin et se mettent, en vertu de la même indépendance, en dehors de la loi, et statuent d'une manière extra-légale, lorsqu'ils estiment que subjectivement l'accusé n'a pas la criminalité que la loi lui attribue objectivement. C'est ce qui a lieu en matière d'infanticide.

par exemple : le juré, lorsqu'il acquitte, ne veut pas dire qu'il proclame en thèse que l'infanticide n'est pas une infraction ; cela signifie seulement que dans tel cas donné l'infraction a disparu, quoiqu'elle existe matériellement. La loi l'a placé sur la pente, en lui interdisant de motiver ses verdicts, il s'y laisse glisser, il ira jusqu'au bout en vertu de la vitesse *accélérée de la logique*.

Dans cette classe il faut ranger les crimes, dits passionnels ; autrefois, ils ne se distinguaient pas nettement des autres ; en fait, on leur appliquait des peines amoindries, la loi ne les acquittait pas, même le meurtre par l'époux sur sa femme en cas de flagrant délit. Aujourd'hui ils forment, même dans l'esprit des juristes, une classe à part. Ce progrès est l'œuvre du jury qui l'a longuement élaboré.

Il apprécie l'élément subjectif et avec lui les mobiles. Le mobile peut être tellement puissant qu'ils justifie l'acte.

Il aboutit, enfin, à se mettre au-dessus de la loi et à la briser, s'arrogeant la souveraineté suprême. On a beau lui prouver et il a beau reconnaître que tel crime a été commis, il déclare que ce n'est pas un crime, lorsqu'il estime que ce crime est puni par la loi d'une peine trop forte qu'il ne peut pas diminuer. Alors, se faisant une conscience spéciale, il se croit autorisé à mentir et à déclarer que l'infraction n'existe pas et il acquitte. Il acquitte malgré les aveux du prévenu ; et l'on crie au scandale, à la violation formelle de la loi ! C'est ce qui a lieu en matière d'infanticide aussi ; l'accusée étant convaincue, le jury estime qu'elle ne mérite que quelques années de prison, au lieu de la peine légale qui est la mort et de celle judiciaire qui est les travaux forcés. Il déclare que l'accusée n'est pas coupable et son aveu est rendu à celle-ci.

Une autre et dernière cause d'acquittement tient encore à la peine jugée excessive, mais se manifeste d'une manière un peu différente. Si le jury pouvait fixer la peine elle-même, il condamnerait, mais il ne le peut, c'est la Cour qui doit la fixer. Comment faire ? Il s'établit souvent une sorte de compromis entre la Cour et le jury. La Cour promet, autant que cela est possible, d'user d'indulgence, elle ne tient pas toujours sa promesse, et dans d'autres affaires le jury garde rancune et acquitte. Nous reviendrons sur ce point.

Sans doute, il existe d'autres causes d'acquittement, des acquittements vraiment scandaleux. Mais il faut en déduire ceux ci-dessus, où il n'y a pas de scandale du tout, mais seulement des actes d'omnipotence, des actes d'indépendance complète, vis-à-vis non seulement des pouvoirs publics, mais aussi de la loi.

Comment les apprécier? Faut-il les blâmer d'une manière absolue? Nous ne le pensons pas. D'abord, l'indépendance est si belle et si rare que ses excès mêmes sont excusables. Puis, au point de vue de l'évolution du droit, le juré y a puissamment contribué ainsi. Jamais la magistrature n'aurait pu parvenir à cette vivacité de jurisprudence; elle se confine dans la lettre morte, n'ose dépasser un texte, en cas de conviction contraire donne seulement le minimum de la peine, mais ne va pas au-delà, si ce n'est dans les cas où la législation nouvelle lui permet les condamnations conditionnelles. C'est le jury avec sa hardiesse, son indépendance excessive, qui a pu hâter l'évolution criminaliste, que d'autres ont suivie ensuite. Il faut donc lui en faire un titre.

Telles sont les qualités précieuses et indélébiles du jury que rien ne peut remplacer. Il ne faut donc pas le supprimer. Il ne reste plus que deux partis à prendre : le rétablir dans l'état primitif, l'état anglais, en le débarrassant des impuretés qui le recouvrent comme le métal du minerai qui s'est accumulé autour, ou au contraire, laissant de côté son origine, le faire progresser davantage et en tirer un instrument judiciaire de toute précision.

Ce premier parti n'est guère praticable, on ne remonte pas le cours de l'évolution. Le jury français s'est trop différencié pour être ramené à son origine. Il doit poursuivre son développement propre. Il s'agit plutôt de le perfectionner, de conserver ses qualités essentielles, mais de faire disparaître les vices nombreux et trop réels qui le défigurent. C'est ce que nous allons essayer. Cependant sur plusieurs points on pourra recourir à son origine primitive, pour y reprendre quelques-uns des excellents éléments qu'il a perdus en chemin.

## V

Dans cette monographie rapide, et pour ne pas nous répéter, nous observerons chacun des défauts essentiels du jury français actuel, et au fur et à mesure nous rechercherons les rectifications topiques.

1° C'est le recrutement du jury que nous rencontrons en première ligne. Il se fait d'une manière singulière, et s'il faut tout dire, peu franchement. L'idée qui domine à ce sujet dans l'esprit des personnes qui ne connaissent pas les textes de loi, c'est que le jury apporte en même temps deux qualités; d'abord celle que tout le monde a le droit

d'être juré, aussi bien que d'être électeur, de sorte que l'institution est profondément démocratique et égalitaire, puis, celle que sur cet ensemble, c'est le tirage au sort qui opère le choix. On ne se demande pas comment alors on ne rencontre jamais d'ouvriers parmi les jurés, on s'en tient à l'idée, qui d'ailleurs est inscrite au frontispice de la loi; bien plus, aucune exclusion n'est encore aujourd'hui prononcée par elle. Mais ce n'est qu'une pure apparence. De la liste du jury sont exclus, sous forme de dispense, il est vrai, mais dispense équivalant à une exclusion, grâce à l'absence d'indemnité et au triage par les commissions, tous ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel de journalier; en outre, sont exclus les domestiques, et, cette fois avec raison ceux qui ne savent pas lire et écrire en français. Voilà donc tout un contingent qui n'est pas porté sur la liste, contingent considérable, et qui d'un mot renferme une classe sociale tout entière. Le jury n'est plus démocratique; il est vrai qu'il n'est pas aristocratique, il est devenu exclusivement bourgeois, quoique non censitaire. Ce n'est pas tout; même confiné à une classe, il n'a pas cet avantage d'en renfermer au moins tous les membres, quelles que soient leurs professions, leurs opinions, ce qui serait une égalité dans l'inégalité. Non, cette qualité relative va être enlevée à la liste par le travail des commissions. Celles-ci sont appelées à y opérer un triage, et comme si un ne suffisait pas, deux triages successifs. La première se compose de tous les maires du canton sous la présidence du juge de paix, la seconde de tous les juges de paix de l'arrondissement et des conseillers généraux sous la présidence du président du tribunal. La première choisit un nombre double du contingent fixé, la seconde réduit ce nombre au contingent et peut choisir des personnes non portées sur la première liste. Elle indique enfin celles qui seront les jurés suppléants. Telle est l'opération du *triage*. Suit l'opération du *tirage sur le triage*. Le président du chef-lieu du département tire au sort en audience publique, dix jours avant l'ouverture des assises, sur la liste annuelle les noms de trente-six jurés. Puis lors, de chaque affaire, on tire au sort les noms de douze jurés; pendant ce tirage les parties peuvent exercer des récusations péremptoires. On voit que les opérations sont complexes : 1° *confection des listes restreintes*; 2° *deux triages*, 3° *deux tirages au sort*. Ce qui frappe l'esprit du public, ce sont les dernières opérations : les tirages; il ne voit pas les premières, les triages, et reste sous l'empire d'une illusion. Le juré définitif est tiré au sort sur les personnes choisies par les juges de paix, organes judiciaires amovibles. Les jurés ne sont donc en somme ni élus, ni sélégés, ni tirés au sort, mais

en réalité nommés, mais par une nomination cachée. Le tirage au sort ultérieur vient, il est vrai, corriger un peu cette nomination, mais non en effacer le vice originel. Il est vrai que les juges de paix choisissent parmi un plus grand nombre déjà choisi par les maires; mais alors l'inconvénient est aussi grand, quoique d'une autre nature. Le maire est presque partout un homme politique, il préférera ses coreligionnaires, et alors voilà la politique, qui devrait être soigneusement exclue de ce choix, faisant invasion dans le jury dès le premier jour. Un autre inconvénient pratique est à noter, quoique d'un genre tout différent. En vertu de la routine et de l'inertie, les choix se portent presque toujours sur les mêmes personnes qui deviennent les jurés habituels; il est vrai qu'on ne peut les inscrire sur la liste définitive tous les ans; aussi on les fait alterner, mais ils reparaissent aussitôt que la loi le permet; en réalité, il y a des listes fixes de jurés, comme il y a des listes fixes d'experts, ce sont de demi-magistrats.

Le principe démocratique du jury est donc faussé, de même celui du tirage au sort; le jury ne se compose que de la classe moyenne, et sur cette classe on fait un choix, non point électif, mais de nomination. c'est-à-dire d'en haut, ce qui est contraire à sa définition. Le tirage au sort qui devrait être primaire devient secondaire. Le jugement par les pairs n'est qu'une vaine formule. Car la plupart des accusés appartiennent à la classe populaire et ils sont jugés par la classe moyenne ou bourgeoise. La composition des conseils de guerre est sur ce point plus libérale. On obtient ainsi une demi-magistrature qui en acquiert les défauts, sans en prendre les qualités.

Pour revenir au principe véritable, beaucoup plus simpliste, il faudrait : 1° composer la liste annuelle du jury de tous les électeurs; 2° tirer au sort sur ces jurés, ceux de la session, sur lesquels à leur tour on tirerait au sort dans chaque affaire ceux de cette affaire. C'est en effet, ce système qui a été plusieurs fois proposé.

Il ne pourrait, au point de vue tant théorique que pratique, être admis sans inconvénient. D'abord il en résulterait souvent un jury définitif qui ne serait pas assez éclairé. Le sort est aveugle, il pourrait amener un jury composé uniquement d'ignorants. Ce jury suffirait peut-être dans certaines causes, dans celles simplistes, faciles à comprendre et où le bon sens joue le principal rôle chez le juge; mais dès que des complications sociales ou d'affaires surgiraient, ce jury deviendrait d'une incompétence radicale; il jugerait mal et serait lui-même embarrassé de sa mission; il reproduirait, en les aggravant, tous les dangers du jury actuel. Ce n'est pas tout : de par ce résultat aveugle,



on pourrait obtenir un jury composé d'une seule classe et précisément de celle contraire de celle à l'accusé, et le dernier, loin d'être jugé par ses pairs, pourrait l'être par les pairs de celui qui le poursuit, par ceux de la partie plaignante. Il faut donc laisser cette idée de l'assimilation du juré à l'électeur; elle est de droit social, tandis que celles qui doivent guider quant au jury sont des idées de droit individualiste ayant pour but d'écarter tout ce qui est politique, social, et de laisser l'individu juger l'individu.

Mais alors quel moyen doit-on employer dans ce but?

Il faut un jury qui soit éclairé, au moins de quelque côté, s'il ne peut l'être de tous, un jury où l'accusé puisse trouver quelques-uns de ses pairs, s'il ne peut les trouver tous. Il ne serait pas juste, d'ailleurs, qu'ils fussent tous ses pairs, car la victime a le droit aussi d'y trouver les siens, et ils peuvent ne pas appartenir tous les deux à la même condition.

Sans doute, il n'est pas bon de créer des classes sociales, pas bon même d'accentuer leur séparation, et l'effort doit tendre plutôt à l'effacer. Mais il est impossible de faire abstraction de ce qui est; or, cette séparation existe, elle se prononce chaque jour davantage et il se forme, de classe à classe, de violents préjugés. Pourquoi ne pas en tenir compte? D'autant qu'on peut arriver ainsi, dans la question qui nous occupe, à l'extrême justice. Il y d'ailleurs des précédents, le jury criminel à Rome était recruté par classes.

Il existe, en réalité, dans la société trois classes bien distinctes : 1<sup>o</sup> l'aristocratie, non point celle de noblesse qui par son petit nombre et son abstention des affaires publiques s'est détruite elle-même, mais celle d'intelligence qui tend de plus en plus à s'être créé un domaine propre; 2<sup>o</sup> la bourgeoisie, ou classe moyenne, composée de propriétaires ou de commerçants et à laquelle se rattachent les débris de l'aristocratie nobiliaire par un lien commun, l'argent; 3<sup>o</sup> le prolétariat qui a pour caractéristique le travail et l'absence de capital. Quoiqu'on fasse, cette distribution subsistera encore longtemps, et d'ailleurs nous n'avons à tenir compte ici que de ce qui existe maintenant. Ces trois classes sont antipathiques l'une à l'autre, elles ont des intérêts contraires. Dès lors, n'est-il pas juste que l'accusé, s'il appartient à l'une, ne soit pas jugé entièrement par ceux qui appartiennent à l'autre, peut-être à celle de la victime? N'est-il pas juste aussi qu'il soit jugé en partie par la classe adverse, car il ne doit pas être faussement innocenté? D'ailleurs, chacune de ces classes n'a-t-elle pas des qualités spéciales qui rendent son concours

précieux? Les personnes instruites apportent leur lumière, c'est leur bien, elles auront la provision de connaissances de droit ou de logique, utiles; celles du peuple fourniront, au contraire, leur bon sens, leur désir de justice absolue, leur éloignement de toutes intrigues et de toutes conventions; celles de la classe moyenne donneront à leur tour, leur expérience de la vie et des affaires que l'on n'acquiert bien que dans une existence à la fois travailleuse et large, et de ces communs apports résultera une sorte d'association puissante pour la justice.

On devrait donc, suivant nous, dresser non pas une liste unique, mais trois listes distinctes du jury, listes dont l'ensemble comprendrait tous les électeurs, sans exception. La première se composerait de tous ceux ayant acquis le grade de l'instruction secondaire; ce serait parmi elle que se recruteraient ceux des jurés qui seraient destinés à éclairer les autres dans le délibéré par des connaissances générales, et en particulier, par des connaissances juridiques. Ici l'on peut nous faire une objection. Les bacheliers n'ont aucune connaissance du droit, lequel est banni de l'instruction secondaire. Cela est vrai et prouve que les institutions sociales sont solidaires, et qu'on ne peut guère toucher à l'une, pour une réforme nécessaire, sans atteindre l'autre. On devrait donc introduire dans l'enseignement secondaire la connaissance du droit qui est nécessaire à tous les citoyens, comme celle de l'hygiène et comme celle élémentaire de la médecine. Sans doute, ceux qui voudront une connaissance plus approfondie devront passer ensuite par l'école de droit, mais il est incroyable que l'homme le plus lettré soit d'une ignorance crasse en ce qui concerne ses intérêts quotidiens; c'est pourtant un cas fréquent. On a introduit dans l'enseignement secondaire des lettres, tantôt à côté, tantôt à la place des langues mortes, les langues vivantes, et l'on a bien fait. On eût mieux fait encore si on y avait fait pénétrer les sciences les plus pratiques et pour ainsi dire, de défense individuelle, entre autres, celles du droit existant. Par cette addition, celui qui aura reçu l'instruction secondaire, non vaine et vague, mais précise et utile, formera une véritable aristocratie d'intelligence; c'est dans ces conditions que nous en composerions la première liste générale.

La seconde liste comprendrait la classe de la bourgeoisie. Comment la reconnaîtra-t-on? Elle n'a qu'un seul signe sensible, l'impôt: soit celui foncier, soit celui des patentes. Allons-nous donc revenir pour elle au régime censitaire? Oui, car si ce système est injuste quand il s'agit d'exclure une classe par l'autre, il devient juste quand il s'agit de caractériser une classe et de la délimiter. De cette manière, la

seconde liste sera formée des propriétaires, petits ou grands, des commerçants des fermiers et des grands industriels, de ce qui compose actuellement exclusivement le jury.

La troisième liste comprendra ceux qui vivent de leur travail, en d'autres termes, du peuple. Contiendra-t-elle les noms de tous ceux qui sont électeurs? Sans doute. Et pourquoi pas? ~~Les indignes seront, bien entendu, exclus de cette classe, comme des autres,~~ et faire d'autres ~~exclusions n'aurait pas~~ de raison d'être. Mais le tirage au sort ultérieur et absolu peut faire tomber le choix sur des ivrognes, des incapables. Il faut répondre que dans les autres classes, il peut tomber aussi sur des gens peu intelligents ou peu vertueux. Ils se laisseront guider par les autres; n'est-ce pas ce qui arrive dans toutes les réunions un peu nombreuses? D'ailleurs, il y a là une expérience à faire. Si le sort rebelle amenant beaucoup de ces mauvais choix, on pourrait demander que les membres de la troisième liste soient délégués par les conseils corporatifs de chaque corps de métiers, et alors la liste se trouverait épuré. D'ailleurs, le juré devrait, non seulement, comme aujourd'hui, savoir lire et écrire (ce minimum d'instruction est insuffisant), mais être pourvu du certificat d'études primaires.

Pour que l'admission de cette troisième liste fut possible, il faudrait que le juré ne reçut pas, comme aujourd'hui, une simple indemnité de déplacement, mais un salaire quotidien, ce qui d'ailleurs serait juste, même pour les jurés des autres listes. Les fonctions publiques, même électives, ne sont démocratiques que si elles sont accompagnées d'un traitement, non point annuel, mais mesuré aux dérangements nécessaires. D'ailleurs, combien le service du jury sans rémunération n'est-il pas lourd pour les personnes de conditions moyennes? On entend tous les jours des plaintes s'élever à ce sujet; le jury est un honneur qu'on fuit, car il nous est infligé à nos propres dépens. Le notaire, le fonctionnaire, le petit commerçant arrachés à leurs occupations, sont réellement lésés. Il y aurait donc, dans la concession d'une rétribution au juré, une innovation bien venue de tous, et qui ne serait qu'un acte de simple justice. Le témoin a droit au salaire, le juge au traitement, l'expert aux honoraires, pourquoi cette exception contre le juré?

Par contre, et ceci est une simple observation, on devrait bien dispenser de la charge du jury les fonctionnaires publics, non seulement en raison du tort qu'on leur fait, en leur imposant cette obligation gratuite engendrant pour eux de nouvelles dépenses qui dépassent le chiffre de leur maigre pitance, mais parce qu'on désorganise un ser-

vice pour en organiser un autre. En outre, des personnes habituées à une sorte d'obéissance passive et hiérarchique, auront difficilement l'indépendance nécessaire.

Voilà donc les trois listes générales coexistantes. Il n'y a aucune addition, aucun retranchement à y faire. C'est désormais le sort seul qui aura la parole : puis, s'il se trompe et pour le rectifier, les parties en cause parleront à leur tour pour exercer les récusations péremptoires. Mais le tirage au sort aura-t-il lieu sur l'ensemble des trois listes ? Nullement, car leur confection serait alors inutile. On tirera au sort sur chaque liste le tiers des jurés devant former la liste de la session. On aura ainsi trois nouvelles listes. Enfin, lors de chaque affaire, on tirera au sort sur chacune des listes de session, le tiers des jurés qui devront constituer le jury définitif ; les récusations s'exerceront, comme aujourd'hui, en même temps. Le jury se trouvera ainsi composé en nombre égal de membres des trois classes qui constituent la Société ; l'accusé y trouvera donc toujours ses pairs, et ce qui est juste aussi, la personne lésée, toujours les siens.

Le nombre des membres du jury de jugement est considérable : c'est d'ailleurs un nombre, pour ainsi dire, consacré : *douze* ; c'est celui du jury anglais depuis les anciens temps, personne ne le met en discussion. Si on le conserve, quatre des jurés seront pris dans chaque classe. Mais il nous semble excessif ; le conserver aurait l'inconvénient pratique de déranger un trop grand nombre de citoyens pour le service de justice. Mais il y a pour le réduire un motif beaucoup plus important. On délibère mieux et plus effectivement, lorsque les personnes qui le font sont moins nombreuses. Avec le chiffre douze, très élevé, il y a bien des chances pour que la moitié des membres, au moins, deviennent non-actifs, soit par infériorité, soit par indolence, et se rangent à l'avis du plus actif, sans examen personnel. Comment d'ailleurs recevoir successivement l'avis motivé de douze personnes ? Dans les tribunaux qui ne sont composés que de trois membres, chacun écarte chacun avec une certaine impatience et veut faire prévaloir vivement son opinion. Dans les collèges plus nombreux, cinq et sept, chacun peut à peine opiner. Dans les réunions de douze, beaucoup se contenteront de voter. Plus le personnel se réduit, plus la délibération est intense, et s'il pouvait se réduire à une seule personne, l'examen de l'affaire serait bien plus attentif, la décision plus scrupuleuse, et lorsque le juge est bon, la décision serait meilleure. Nous pensons donc que le nombre des jurés pourrait être réduit de moitié, et qu'il serait suffisant d'en avoir six, peut-être sept, si l'on compte

le chef du jury dont il sera question tout à l'heure. Dans ce cas, deux jurés seraient issus de chacune des classes sociales.

Mais ce jury nouveau attend son couronnement, c'est-à-dire son chef. Quel doit être ce chef?

Actuellement c'est celui dont le nom est sorti le premier de l'urne lors du tirage au sort. Il en résulte que l'égalité avec les jurés est bien conservée, mais que le sort peut se porter sur le moins capable de remplir les formalités matérielles de cette présidence. Souvent les jurés savent écrire difficilement et lentement, et s'il y avait choix, c'est celui qui écrit le plus couramment, qui a le plus d'habitude des affaires, qui a été déjà juré, qu'on choisirait. C'est précisément peut-être le moins habitué que le sort désigne. Aussi a-t-on proposé de faire nommer par les jurés leur chef; ce serait une amélioration, mais sans grande portée. D'ailleurs ils se connaissent à peine, comment choisiraient-ils? Le danger de la situation est bien profond. Le jury actuel n'est pas instruit du droit, il est souvent embarrassé pour le fait, il lui faudrait un chef qui put réellement l'éclairer, le guider, un vrai chef, un président véritable. La loi a pressenti cette situation, et elle permet au jury d'appeler dans la salle de ses délibérations le président des assises hors la présence de l'accusé pour lui demander des renseignements sur la procédure qu'il doit suivre. Tous les jurisconsultes ont signalé ce qu'il y a d'anormal dans cette disposition, et quel péril en résulte pour la défense. Il est vrai, les magistrats n'abusent pas de cette situation, ce qu'ils pourraient faire facilement, ils en sont plutôt embarrassés, sentant bien que ce qu'ils vont dire peut être tenu pour suspect. Mais c'est une intervention, digne d'un autre âge, et qui doit disparaître de notre Code. Les palliatifs seraient insuffisants; on a proposé d'appeler l'accusé ou son défenseur; le danger disparaîtrait, mais les débats recommenceraient, ce seraient des débats à huis clos, la cour entière suivrait bientôt, la consultation deviendrait habituelle. Si, au contraire, un chef du jury, plus instruit que ses collègues, était à même de les éclairer, il le ferait d'une manière continue, sans incident préalable, et sans que ni magistrature, ni jury fussent troublés par une intervention trop délicate; le jury ne resterait plus en détresse, délibérant pendant des heures sur quelque difficulté, pour lui insoluble. Cela est si vrai que des publicistes éminents ont cherché pour le jury le chef le plus capable, le plus expérimenté... le président des assises lui-même. Nous examinerons plus loin cette théorie de l'échevinage, mais qu'il nous suffise de noter ici combien un tel système serait dangereux pour l'indépendance des jurés;

si l'on donnait à ce président une voix délibérative, dans bien des cas si en même temps le nombre des jurés était pair, il ferait pencher à lui seul la balance, mais ce qui serait plus fréquent, il dominerait, quand même il n'aurait que voix consultative, le jury, de tout l'**ascendant venant de sa science** du droit, de sa haute position, de son expérience. Les jurés, **souvent ignorants, peu expérimentés**, n'auraient pas l'outrecuidance de faire prévaloir leur **opinion personnelle, ou s'ils le faisaient encore sur le fond de l'affaire, des circonstances ambiantes** pourraient faire varier leur verdict. Ce serait leur donner un roi; ce qu'il leur faut, c'est un président constitutionnel. D'ailleurs, le président des assises est, par habitude, presque par vocation, un adversaire de la défense; il serait injuste de l'établir juge, même pour une partie fractionnaire, ou alors il serait gêné d'avance par un scrupule honorable dans sa présidence à l'audience. S'il fallait choisir entre les deux, il vaudrait mieux un président plutôt favorable à la défense.

Quel sera donc ce président assez éclairé, assez expérimenté dans les choses judiciaires pour indiquer au jury la marche à suivre au milieu de toutes les formalités, pour écrire le verdict, pour mettre aux voix, pour renseigner sur les conséquences légales et en particulier sur la peine, pour indiquer le sens de chaque question, pour clore les débats, toutes choses simples, mais qui embarrassent tant le jury et lui font perdre de vue l'essentiel? Il faut qu'il le soit par profession, car autrement le choix qui en serait fait choquerait les autres jurés, il faut qu'il se trouve dans la composition déjà faite du jury, car on ne peut choisir parmi ce qui n'est pas; il faut qu'il habite au chef-lieu judiciaire, car il faudra sans doute souvent le déranger. Hé bien! toutes ces conditions se trouvent dans le barreau, lequel sera toujours assez nombreux puisqu'on est au chef-lieu d'un département. Un avocat (non pas stagiaire) fera partie de chaque jury en dehors de la liste et du tirage; il pourra, cela va de soi, être récusé comme les autres jurés et sera remplacé alors par un confrère; il sera choisi pour chaque session ou pour plusieurs jours d'une session par le conseil de l'ordre. Il pourra être pris aussi dans le barreau des autres villes du département ayant des avocats. Enfin, à défaut d'avocats, on pourra par la désignation du barreau choisir des licenciés en droit, ou des avoués ayant un certain temps d'exercice. Un tel chef aura l'avantage incontestable d'être éclairé sûrement, de n'avoir aucun lien avec l'accusation, et de relier fortement les éléments, souvent peu cohérents, du jury. Mais ne sera-t-il pas trop favorable à la défense par cela même qu'il défend d'habitude, de même que le magistrat est favorable

à l'accusation par le motif contraire? Nullement. Il est de notoriété que l'avocat, lorsqu'il est appelé à juger, est plus sévère que les juges; cela se conçoit, il connaît toutes les ruses de la défense, il saura les dévoiler au jury. Craint-on quelque connivence inconsciente d'un avocat à l'autre, celui qui juge aujourd'hui devant défendre demain? Ce serait bien peu connaître les rivalités, lesquelles agissent dans le sens contraire, et le caractère indépendant des membres du barreau. En Angleterre, on applique une idée, non identique, mais analogue; c'est parmi les avocats qu'on choisit temporairement le juge d'instruction qui reprend ensuite sa clientèle.

Voilà ce que serait le jury nouveau; on voit combien il différerait de celui actuel; il serait plus organique que le jury anglais et plus démocratique; on y obtiendrait le véritable jugement par les pairs; enfin, ce qui est essentiel, il serait éclairé; toutes ces qualités se joindraient à l'indépendance qu'il possède actuellement.

Mais dans des cas spéciaux il manquerait peut-être de cette qualité de jugement des pairs qui est si précieuse; dans d'autres il ne serait pas encore suffisamment éclairé.

Nous avons fractionné le jury par classes, pour que chaque accusé put trouver parmi ses juges au moins quelques personnes de sa condition sociale, parce que l'esprit de classe ou de corps existe, et qu'il ne sert à rien de fermer les yeux pour ne pas le voir; c'est le jugement par les pairs dans sa réalité. Mais la société ne se groupe pas seulement par classes, elle se groupe aussi par sexes; il y a l'esprit de sexe, comme il y a l'esprit de corps. Dans certaines questions, il est injuste qu'une femme soit jugée par un homme, de même qu'il serait injuste qu'un homme fut jugé par une femme; il s'agit des infractions non pas précisément sexuelles, mais passionnelles. Dans les premières, en effet, l'intervention d'une femme comme juré, loin d'être utile, pourrait être choquante, et d'ailleurs il est des crimes odieux que tous les sexes condamnent également. Mais il en est autrement, quand il s'agit de passions ou de crimes qui ont pour cause proche ou éloignée une passion, un mobile sexuel. Par exemple, voici un crime par vengeance privée d'une femme contre un homme, pour cause de séduction, d'abandon, ou, en cas de mariage, pour infidélité. Est-il bien équitable que la femme soit jugée par des hommes seuls? Sans doute l'homme, de par sa volonté d'être juste, fera abstraction de ses préjugés habituels, mais n'en restera-t-il pas quelque vestige? Il en est de même pour le crime d'infanticide, dont la cause éloignée remonte à l'homme. Y a-t-il alors vraiment jugement par les pairs? Si

non, il faut rétablir dans ce jugement l'égalité complète, cette première et irréductible justice. On le pourra en introduisant, pour ces affaires, des femmes dans la composition du jury. Invoquera-t-on, en sens contraire, des raisons de fausse pudeur? Dans ces affaires, il n'y a pas de faits révoltants ou alarmants qu'une femme ne puisse entendre; il ne s'agit pas de crimes ou de délits contre la pudeur, mais bien de crimes ou de délits que la passion, que la pudeur même a causés et quelquefois justifie. Ici nous ne soulevons pas la question féministe, intéressante, plus générale et plus grave de savoir si dans tous les jurys les femmes ne devraient pas avoir leur part; c'est un thème plutôt de l'avenir que du présent, et en tout cas il nous entraînerait trop loin. Il s'agit non du jury général, mais d'un jury spécial.

Il y aura donc des juges spéciaux. Nous allons en établir un second, aussi nécessaire que le premier. Qui n'a remarqué, en suivant les affaires d'une session d'assises, que pour certains crimes le jury était tout à fait incompetent? C'est à peine si la Cour serait compétente, ayant à juger elle-même. C'est que la matière est tellement spéciale qu'à vrai dire, ce sont des experts qui devraient juger eux-mêmes. Ils sont consultés, cela est vrai, mais il faut aussi des hommes spéciaux pour comprendre leur consultation. Cette situation se produit dans les accusations de faux en écriture, dans celles d'abus de confiance par les notaires, d'escroquerie par les banquiers et autres financiers. Toutes les fois que les chiffres se lèvent, c'est un comptable qui seul peut véritablement apprécier; d'autant plus que le droit est quelquefois incertain, ou se base sur des distinctions subtiles. Le notaire qui reçoit des fonds d'un client et les dissipe est innocent au point de vue pénal, mais il devient coupable d'un crime grave s'il a inscrit sur la quittance qu'il a reçu pour opérer le placement. Mais ces difficultés ne sont rien auprès de celles qui résultent de la comptabilité elle-même. Le jury est étourdi par les chiffres qu'accusateur et accusé font courir et sonner devant lui. Son chef même, que nous avons choisi intelligent et expérimenté, éprouvera le même embarras. Il faut ici un jury spécial, d'hommes particulièrement compétents, et tiré au sort parmi ceux qui ont les connaissances techniques nécessaires.

2<sup>o</sup> Le jury constitué, il faut constituer la magistrature, qui partagera avec lui les attributions d'assises. Une réforme s'impose tout d'abord, c'est de retrancher ce qui est absolument inutile. La Cour se compose de trois juges ou conseillers, dont l'un est président. Quel est le rôle des deux assesseurs? Il est, tant que le verdict n'est pas pro-



noncé, en pratique, à peu près nul. Il est vrai que c'est la Cour entière qui statue sur les questions de droit qui peuvent être soulevées, mais elles le sont rarement. Après le verdict, les assesseurs délibèrent et votent pour la fixation de la peine. Quant à la culpabilité même, ils n'ont pas à s'en préoccuper. Dans la pratique, les assesseurs remplissent un rôle pénible par l'ennui qui l'accompagne; l'attention qu'ils donnent aux débats l'est à peu près en pure perte. Ce sont des stagiaires qui apprennent à présider à leur tour; c'est à peu près à cela que leur rôle se réduit. Ce rôle pourrait être concentré dans celui du président, lequel prend une part active aux débats, a lu d'avance le dossier, et auquel ils ajoutent peu. Sans doute, on pourra trouver excessif que le président prononce seul la peine, sans s'appuyer sur l'assentiment de collègues, surtout s'il s'agit de la peine capitale. Mais, dans ce dernier cas, cette peine est contenue virtuellement dans le verdict, et dans les autres, elle est guidée, quant au maximum et au minimum, par ce verdict lui-même. D'ailleurs, on verra que ce ne sera plus désormais la Cour qui prononcera la peine, mais le jury. Dès lors, les assesseurs auront perdu leur dernière utilité, ils disparaîtront comme un rouage inerte. Cette réforme ramènerait d'ailleurs le jury à son point initial; en Angleterre, le président siège seul, sans assesseurs; seulement d'après le langage cérémoniel anglais, on l'appelle pompeusement la Cour.

Donc, un jury composé de six ou sept membres seulement; vis-à-vis, la Cour, composée d'un seul membre, le président des assises. Mais comment ce président sera-t-il choisi? On a critiqué le choix actuel. Il est désigné par le ministère de la justice, mais presque toujours sur l'indication du parquet. Il en résulte qu'il se trouve sous une domination politique, ou tout au moins administrative, ce qu'il faut éviter; s'il n'a pas renoncé à l'avancement, ses présidences comptent, et les condamnations sont vues plus favorablement que les acquittements. Aussi a-t-on proposé, pour augmenter son indépendance, de le faire choisir par la cour elle-même parmi ses membres. Le procédé serait relativement bon, mais n'aurait pas une grande portée, au point de vue de la capacité et de l'expérience requises pour une si haute fonction.

Ce qu'il faudrait dans une organisation rationnelle, ce serait une *séparation complète de la justice criminelle et de la justice civile*. Elles ne demandent point les mêmes aptitudes ni le même caractère. Tel magistrat, excellent pour l'une, aura peu de capacité et de goût pour l'autre. D'ailleurs, il préfère généralement la justice civile, et regarde

l'autre comme inférieure, par conséquent, la néglige. En outre, les règles de l'une sont antipathiques aux règles de l'autre. Le civil est tenu par des conditions étroites, des points de repère nombreux, une réglementation minutieuse; le criminel doit être plus large, tenir compte, d'après les nouvelles doctrines, de l'élément subjectif. Enfin, par ses études préalables de droit, le magistrat s'est initié au droit civil, le droit criminel est resté dans l'ombre. Il pense que ce droit est très facile, parce qu'il ne voit pas où en gît la difficulté, plutôt dans l'appréciation des circonstances, des mobiles, dans une psychologie et une sociologie judiciaires, dont l'étude n'est pas encore créée. Pour lui, le criminel n'est qu'une tente provisoire; il se hâte d'arriver au civil. Cet état est mauvais au point de vue de la promotion de la science criminaliste, et plus encore à celui d'une justice expérimentée. Ce qu'il faudrait au magistrat, juge au criminel, ce ne serait pas tant d'avoir compulsé les textes des codes que de connaître l'humanité, surtout l'humanité coupable. Son stage devrait se passer dans les prisons, où sa présence serait d'ailleurs utile pour contrôler le fonctionnement pénitentiaire, dans les asiles d'aliénés, où il étudierait les rapports incontestables qui existent entre la folie et le crime, dans tous les établissements de patronage et autres, ayant pour but le relèvement; il devrait connaître l'application de la peine avant de la prononcer; le système judiciaire et le système pénitentiaire se trouveraient ainsi étroitement unis et non plus peu naturellement séparés. Ce n'est pas tout; dans son stage, le magistrat pénal devrait aussi se relier avec la police, il observerait le délit à sa naissance, à sa première constatation; il est vrai que ce dernier stage s'accomplit pour celui qui passe par les fonctions du ministère public.

Il y aurait donc désormais la magistrature civile et la magistrature pénale. L'avantage de cette division, l'avantage pratique, n'en serait pas seulement pour le juge pénal; il serait très sensible aussi pour le juge civil, dont l'avancement régulier dans la carrière est arrêté par l'invasion du ministère public; celui-ci profite indûment d'un chemin abrégé; il peut l'abrégé encore par sa conduite personnelle, de sorte que le magistrat reste longtemps sur le même siège, ne pouvant, par le mérite de délibérés secrets, lutter contre les succès oratoires ou autres du ministère public. Est-il besoin de dire que le rôle de ce dernier au civil est complètement inutile, même quelquefois nuisible? Lorsqu'après les plaidoiries, le procureur ou le substitut ou l'avocat général prennent la parole, ils détruisent l'égalité entre les deux parties et font pencher sans droit la balance, d'autant plus qu'il est dé-

fendu de répliquer. Sans doute le tribunal n'est pas lié par ses conclusions, mais il a pour elles une grande déférence. C'est, au civil, ce que le réquisitoire du président était au criminel. Il est vrai que, quand il s'agit de mineurs ou autres incapables, le législateur semble avoir eu raison en leur donnant un supplément de défense. Mais ces mineurs sont représentés par un tuteur, et, ainsi assistés, doivent être assimilés à des majeurs, ou, à quoi bon la tutelle? La présence du ministère public aux audiences civiles doit donc être purement et simplement supprimée.

Dès lors, la séparation sera radicale. Nous n'avons à nous occuper que de la branche de la magistrature pénale. Le magistrat y sera à plusieurs degrés. A la base, le ministère public proprement dit; au-dessus, le juge d'instruction; au-dessus, le président correctionnel; au-dessus, le président d'assises. Le juge d'instruction est actuellement mixte entre la magistrature et le ministère public; comme le second, il est amovible pour ses fonctions d'instruction; comme le premier, il est inamovible quant à son titre de simple juge. Au fond, il fait partie du ministère public; seulement il n'agit pas sur ordre de chefs; d'ailleurs, l'idée d'inamovibilité n'a rien d'incompatible avec celle de ministère public; en Allemagne, celui-ci est inamovible. Nous n'avons pas à nous occuper ici du mode de sélection de la magistrature. Qu'il nous suffise de dire qu'on ne passera jamais du criminel au civil ni du civil au criminel, mais qu'on sera promu du ministère public à l'instruction, de celle-ci à la présidence correctionnelle, de cette dernière à la présidence d'assises, d'après des règles fixes, basées sur l'ancienneté, ce qui assurera une complète indépendance.

3<sup>e</sup> Voilà le double personnel constitué. Comment va-t-il fonctionner, et à partir de quelle époque?

La loi anglaise a bien compris que ce n'est pas au dernier moment, par une sorte d'irruption juridique, que le jury doit intervenir, mais aussitôt que l'affaire aura été instruite, et qu'il devra dire si elle doit être suivie ou laissée, en d'autres termes, si l'accusé doit être renvoyé devant la cour d'assises. Il s'agit alors, non du jury de jugement, mais du jury d'accusation. Pour nous, c'est le rouage essentiel de la procédure criminelle, et si on le supprime, comme on l'a fait en France, tout le reste est faussé. Nous avons vu que la Chambre du conseil autrefois, que la Chambre des mises en accusation aujourd'hui, sont des rouages qui fonctionnent sans utilité; elles ne sont que de simple contrôle et de contrôle hiérarchique; leur seul rôle effectif est le classement de l'incrimination; elles ne déchargent pas le juge d'instruction

de sa responsabilité redoutable; ce que faisait le jury d'accusation. Voici un inculpé qui a agi sous l'influence de la folie. Le juge d'instruction osera-t-il le déclarer? Pas toujours. C'est qu'en effet il pourrait être soupçonné de complaisance. A-t-il la conviction de l'innocence de l'inculpé, mais reste-t-il cependant contre celui-ci des apparences graves, il ne rendra pas d'ordonnance de non-lieu, mais il renverra devant le tribunal ou la cour d'assises pour purger l'accusation. Dans tous ces cas, celui qui sera presque sûrement acquitté devra subir la honte d'une telle comparution, et cette honte rejaillira sur sa famille. Un non-lieu intervenu à temps aurait empêché ce désastre. Par contre, le juge d'instruction aura toujours une grande tendance à correctionnaliser, ce qui est illégal. Le jury d'accusation remédiera à tout cela; il pourra statuer plus hardiment, éviter la comparution devant la cour d'assises; il entendra la partie civile, l'accusé et son conseil, et siègera à huis clos. Il se composera de trois membres, pris sur les personnes portées sur la liste ordinaire, mais habitant le chef-lieu de département. Il sera présidé par le juge d'instruction, qui n'aura que voix consultative. Il n'y aura pas échevinage proprement dit, puisque ce juge ne votera pas; d'ailleurs, il ne s'agit que d'une décision provisoire, en cas d'accusation prononcée; enfin, le juge d'instruction éclairera mieux le jury que tout autre, et surtout mieux que la lecture des pièces. C'est le jury d'accusation qui sert de sauvegarde à l'honneur des citoyens, si c'est celui de jugement qui sert de garantie à leur vie et à leur liberté.

Ce jury aura encore un immense avantage, il enlèvera à celui de jugement plus de la moitié des affaires, même celles pour lesquelles il prononcera la mise en accusation. On se souvient du processus anglais, lorsqu'il y a un aveu : le coupable ne comparait pas alors devant le jury, mais devant le magistrat seul qui prononce la peine. Pourquoi, en effet, venir prouver devant le jury ce qui est avoué, se faire déclarer par lui ce que l'accusé déclare déjà? En France, on a moins de confiance en l'aveu, et on exige, cela est devenu un principe de droit pénal, qu'il soit corroboré par des preuves. Ce singulier principe est faux, le bon sens l'indique, et s'il a pu prévaloir, c'est en vertu du soupçon, sinon de l'extorsion, au moins, de la suggestion de l'aveu. Celui fait devant le juge d'instruction semble ne pas suffire, et s'il a lieu devant la cour d'assises, les débats sont commencés, les témoins appelés : à quoi bon les renvoyer? Mais si l'aveu était passé ou renouvelé devant un jury d'accusation, il en serait tout autrement. Les témoins ne sont pas encore là, le débat solennel n'est pas ouvert, le public

est absent, le coupable est complètement libre, il veut abréger ; c'est pour lui une économie de honte, pour l'État c'en est une de frais, pour tout le monde c'en est une de temps. Combien n'y a-t-il pas de coupables qui avouent ! Ils le feraient beaucoup plus souvent dans ce cas ; ils sentiraient bien que le jury d'accusation serait plus indulgent pour eux. Ce serait lui, en effet, qui prononcerait alors la peine, en pleine connaissance de cause, en vertu d'un principe général que nous exposerons plus tard et qui concède toujours l'application de la peine au jury. Il y aurait là une grande simplification. Le droit français actuel a une disposition un peu analogue ; en cas de contumace, la cour juge sans adjonction de jury. Le rôle attribué au jury d'accusation serait ainsi de la plus haute importance ; il en aurait d'autres très utiles ; c'est lui qui qualifierait les infractions et qui déciderait de la correctionnalisation.

Il serait éclairé sur ce point comme sur les autres par le juge d'instruction. Quant aux questions de droit, c'est ce dernier qui les déciderait seul, comme magistrat, en vertu de la distinction entre le droit et le fait.

4<sup>e</sup> Nous voici maintenant devant la juridiction de jugement. Les assises sont ouvertes. Comment se feront les débats ?

C'est ici, croyons-nous, qu'il faut retourner à l'institution primitive, au jury anglais, dans sa fraîcheur, sa simplicité, presque sa naïveté. Sans doute, l'accusateur public restera substitué à l'accusateur privé. Mais il sera mis sur le même plan que la défense. On commencera par la lecture de l'acte d'accusation. Il n'y aura point d'interrogatoire. Ce n'est plus le moment de chercher des aveux ; c'est devant le jury d'accusation qu'ils se seraient produits. L'essentiel, c'est maintenant les témoignages. Les témoins seront interrogés non par le président, mais par l'accusation et la défense tour à tour, le président pourra faire seulement des questions additionnelles. Il conservera son pouvoir discrétionnaire pour ordonner les mesures utiles. Ce qu'il importe de diminuer, ce sont les formalités minutieuses et excessives dont la prétérition donne actuellement lieu à cassation ; d'abord une nullité ne pourrait jamais avoir cet effet, même si elle était une violation du droit de la défense, que si elle était invoquée au cours des débats par l'accusé et son défenseur ; puis il faudrait que l'omission constituât une véritable violation de son droit. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, on annule souvent le verdict, parce qu'au cours des débats, un juré a manifesté publiquement son opinion. En réalité, cette déclaration est insignifiante ; elle n'est faite qu'en l'état du moment et ne lie pas

le juré, il pourra opiner tout autrement dans la salle des délibérations. Combien de verdicts et d'arrêts sont cassés ainsi pour le pur triomphe de la forme ! Tous les témoignages pourront être entendus, sans aucune restriction. Les experts seront présents et s'expliqueront ; du reste, leur expertise aura été contradictoire avec l'accusé, et s'il y a désaccord entre eux, ils auront dû appeler un tiers-expert. La préparation aura été complète. Les débats sont clos par la position des questions. C'est un point très important, et le système anglais et le français diffèrent essentiellement ici ; le premier n'admet pas de questions ; le second les admet à l'infini, mais rejette les essentielles.

Le système français est le suivant : chaque fait différent est l'objet d'une question distincte. En supposant que le coupable ait commis cent vols déferés à la Cour d'assises, il y aura cent questions. Puis une question est posée pour chaque circonstance aggravante. En supposant que ces cent vols aient été avec escalade ou par plusieurs personnes, on posera encore cent autres questions ; s'il a été commis à la fois la nuit et à main armée, encore cent autres questions, total : trois cents. Si, au contraire, la circonstance n'est pas aggravante, mais constitutive, il ne devra pas être posé de question distincte. Mais quand une circonstance est-elle aggravante, et quand est-elle constitutive ? Ni la doctrine, ni la jurisprudence ne sont d'accord à cet égard. La Cour de cassation considère que dans le parricide la qualité d'ascendant chez la victime est constitutive, tandis que beaucoup d'auteurs la considèrent comme simplement aggravante. Bien plus, si privé de ses circonstances, le crime descend au rang de simple délit, ces circonstances n'en restent pas moins simplement aggravantes, d'où des questions beaucoup plus nombreuses. Celles-ci doivent porter, en outre, sur les excuses légales, sur le discernement s'il s'agit d'un mineur. Puis, si, au cours des débats, le crime a dégénéré en un autre crime ou en un délit, une question devra être posée sur cet autre crime ou sur ce délit ; c'est la question subsidiaire. Enfin, si le crime a été commis par plusieurs co-auteurs, chacune des questions doit être posée pour chacun d'eux. On voit à quel chiffre formidable elles peuvent atteindre, combien elles sont le résultat d'une analyse subtile, et quelle perspicacité il faut au jury pour ne pas s'y perdre.

Par contre, il y a des points essentiels sur lesquels aucune question n'est posée. D'abord sur les circonstances atténuantes. C'est au jury à les déclarer de lui-même. Ce n'est pas tout, l'accusé est peut-être dans un état d'insanité d'esprit de nature à détruire ou à diminuer sa culpabilité ; les débats l'ont révélé, le défenseur l'a plaidé. Il semble

bien qu'on devra interroger le jury sur ce point, il n'en est rien. C'est à lui à y penser, il devra comprendre ce point de vue dans l'examen de la culpabilité totale, et alors il ne pourra pas dire : l'accusé est bien l'auteur du fait, mais il n'en est pas responsable, il devra répondre globalement qu'il n'est pas coupable. De même, l'accusé a commis un meurtre, mais il l'a fait en état de légitime défense. Posera-t-on sur ce point une question spéciale ? Nullement. Bien plus, il sera interdit au jury de dire tout cela distinctement et expressément. Il ne pourra déclarer que l'accusé est l'auteur et qu'il se défendait, il devra dire globalement que l'accusé n'est pas coupable et lui qui était tenu à tant de distinctions sur d'autres points de vue gardera sur ceux-ci un laconisme extrême. On l'interroge sur l'excuse légale ; on ne le fait pas sur le fait justificatif. En vertu de quelle logique ? Cependant deux réponses seraient bien nécessaires, surtout dans le cas d'irresponsabilité pour démence, où en cas d'acquiescement des mesures préventives sont très utiles, et, faute de réponse divisée, on ne peut les prendre.

Dans le droit antérieur, la division des questions avait été beaucoup plus grande. D'après la loi de 1791, chaque chef d'accusation ouvrait quatre questions : 1° tel fait est-il constant ; 2° l'accusé en est-il l'auteur ; 3° a-t-il agi volontairement ; 4° a-t-il agi avec intention. D'après le code d'instruction criminelle, au contraire, il n'était posé pour chaque fait qu'une seule question de culpabilité, y compris les circonstances aggravantes ; enfin la loi de 1836 qui nous régit a établi le système ci-dessus décrit qui dégage les circonstances aggravantes et les excuses.

Tout cela s'écarte du système anglais, dans lequel on ne pose aucune question au jury. C'est lui qui décide et se pose les questions à lui-même. Comment a-t-on passé de l'un à l'autre ?

En droit français, après avoir admis le droit anglais par emprunt volontaire, on s'est tourné au droit romain par habitude ; on y a rencontré le prêteur et le *judex* ; le premier établit une formule, c'est-à-dire pose des questions nettes auxquels le *judex* n'a plus qu'à répondre. et cela aussi bien au criminel qu'au civil et dans chacune de *questions* instituées. C'est là que le droit français a puisé l'idée du questionnaire, comme il y avait puisé la distinction entre le droit et le fait dans un autre ordre d'idées.

Lequel de ces deux systèmes est préférable ? Nous pensons qu'il faut remonter aux origines du jury, et conformément à sa nature lui laisser poser les questions en même temps que les résoudre. Au lieu

de répondre d'une manière plébiscitaire par *oui* et par *non*, il dira si l'accusé est l'auteur du fait, en quoi consiste ce fait, si l'accusé en est responsable, comme non sain d'esprit, ou ayant été sous l'empire de l'ivresse involontaire, ou en cas de légitime défense, il ajoutera les circonstances aggravantes ou les cas d'excuse légale. S'il y a plusieurs faits, il pourra dire d'une manière générale que l'accusé est coupable de tous les faits portés en l'acte d'accusation. Cet acte pourra porter à la fin l'énonciation de toutes les questions; mais le jury ne sera pas tenu d'y répondre *in terminis*. Ainsi son verdict sera moins gêné. S'il n'y a qu'un seul fait, il pourra répondre simplement que l'accusé est coupable du délit prévu par tel article, ce qui sera plus simple. Mais il devra toujours statuer sur la légitime défense, l'insanité, les excuses légales, lorsque la défense l'aura expressément requis. Il faut noter que notre jury nouveau sera plus capable que celui actuel et qu'il aura pour chef une personne versée dans la connaissance du droit.

Tels sont les débats; comment et par qui la décision sera-t-elle prise?

5° Il s'agit d'abord de répartir les attributions du jugement entre la Cour représentée par le président seul et le jury.

Il y a en présence le système de répartition anglais et le système français.

En Angleterre, le jury, issu du témoignage, par là même et mécaniquement n'a pour mission que de rechercher et de déclarer le fait: le reste ne le concerne plus, non en raison de la distinction entre le fait et le droit, mais à cause de cette seule circonstance, c'est pour ce motif qu'il ne peut appliquer la peine, parce que cela dépasserait la déclaration du fait. Quant à la distinction théorique entre le droit et le fait, le législateur ne s'en est jamais préoccupé. S'il l'avait établie, peut-être aurait-il pensé que l'application de la peine dans la limite légale est plutôt de fait que de droit et revient au jury.

En France, on a greffé sur ce système de jury anglais celui du jury civil et criminel romain, et établi la distinction nette entre le droit et le fait. Le magistrat est juge du droit, le juré est juge du fait. On a conservé, en outre, la théorie anglaise, d'après laquelle tout ce qui dépasse la déclaration du fait revient à la Cour; c'est à ce titre que l'application de la peine appartient à celle-ci. Mais la distinction entre le droit et le fait est hétérogène, simplement greffée, et par conséquent difficile à maintenir, voici dans quelles conditions elle s'effectue.

Les questions de droit consistent d'abord à régler les questions préalables, soit de forme, soit de fond qui peuvent surgir; par exemple,



il fallait remplir telle formalité qui ne l'a pas été, ou il faut permettre telle mesure ou la défendre à l'avenir, ou l'action publique se trouve prescrite. Alors sans conteste, c'est la Cour qui est compétente. Telle est la première catégorie des questions de droit. La seconde consiste à résoudre les questions préjudicielles, quand elles ne doivent pas être renvoyées au tribunal civil ; par exemple, à propos d'un vol, si l'objet n'appartenait pas à l'auteur de la soustraction ; en matière de bigamie, si l'un des mariages est valable ; en matière de parricide, si l'auteur est l'enfant légitime ; dans ce cas, au contraire, la jurisprudence abandonne au jury la question de droit. Enfin la troisième catégorie consiste dans la qualification légale du fait ; d'après la jurisprudence, on ne doit pas demander au jury si un tel est coupable d'un vol, mais s'il l'est d'une soustraction frauduleuse, la première question était de droit, la seconde de fait ; cette solution est critiquée par beaucoup d'auteurs, et avec raison. N'est-ce pas une puérilité de poser devant le jury la définition légale au lieu de la qualification légale adéquate ? Le code définit « le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ». Si l'on demande au jury si l'accusé a soustrait frauduleusement la chose d'autrui, c'est valable ; si on lui demande si un tel a volé, cela serait nul. Le jury comprend le mot : *soustraction frauduleuse*, et ne comprend pas le mot : *vol*, c'est l'inverse qui est la réalité. De même de l'abus de confiance. Il suffit au juré d'ouvrir le Code pour se renseigner ; et d'ailleurs le second terme de l'équation, étant plus long et plus complexe, le gêne davantage. C'est à cette subtilité que l'exemple du prêteur romain a conduit.

Suivant nous, le Président d'assises doit rester seul chargé des questions de droit de la première catégorie, car il est, en effet, juge du droit ; il doit aussi se charger de celles de la seconde si elles sont soulevées préjudiciellement ; par exemple, si l'on prétend au cours des débats que le père qui a été tué n'est pas celui du meurtrier, ou que le premier mariage du bigame n'est pas valable ; mais les débats terminés, et quand il ne s'agit que de qualifier le crime, c'est le jury qui doit rester maître de cette incrimination, car le fait et le droit sont inséparables ici, les diviser c'est troubler profondément l'harmonie, et invoquer un vain formalisme, revenir du jury à la Cour et de la Cour au jury. Pendant la durée du débat, tous les points de droit soulevés, autres que la question de qualification, doivent être jugés par la Cour ; ce délai passé, le juré juge dans un verdict complet et indivisible.

Mais faut-il, en reconnaissant que le jury doit rester cantonné au

fait, scinder ce fait et en attribuer une partie à la Cour et une partie au jury, dire que le jury prononce la *culpabilité* et la Cour, la *peine*, ou pour définir plus exactement, en *traduisant* bien, que le jury dira la *culpabilité* et la Cour le *degré de culpabilité*, car la peine n'est que l'indice visible de ce degré ? Il en est ainsi d'une manière absolue en Angleterre, en Belgique, en Autriche, et autrefois en France, avec l'admission des circonstances atténuantes. Depuis, on a senti combien cette séparation tranchante était moralement impossible, et des inconvénients, des scandales pratiques ont attiré sur elle l'attention. D'après ce système absolu, on demande nécessairement au jury si tel individu est *coupable*, et ensuite à la Cour, en cas d'affirmative, s'il l'est peu ou beaucoup, et jusqu'à quel point précis. Combien cette division n'est point naturelle ! Je déciderais *in abstracto* qu'un tel est coupable, sans ajouter combien, lorsqu'il existe dans la culpabilité tant de degrés ; je pense, par hypothèse, que l'individu est coupable, mais qu'il l'est *légèrement*, mais je ne puis dire que : *coupable* ; alors vient la Cour qui déclare qu'il est *coupable gravement*. Aussi, je me ravise et dans une autre cause, j'acquitte, trouvant l'accusé coupable, mais *légèrement*, de peur qu'il ne soit déclaré coupable gravement en exécution de mon verdict incomplet. De là, l'introduction des circonstances atténuantes, ce qui revient à permettre au juré de dire que l'accusé est coupable *légèrement*, il écartera ainsi la peine de mort, il la fera descendre aux travaux forcés à perpétuité, et si la cour s'associe, aux travaux forcés à temps. Le voilà donc participant davantage à la fixation de la peine. Dans des projets on est allé plus loin encore ; le jury pourrait déclarer qu'il y a des circonstances *très atténuantes*, en d'autres termes, que la *culpabilité* est *très légère*, et le résultat serait que la cour devrait faire descendre la peine, non plus facultativement, mais obligatoirement, de deux degrés. Mais à chaque degré la Cour conserverait toujours la fixation entre le maximum et le minimum. Ce système est plus juste, mais n'est pas logique. Pourquoi le jury qui peut déclarer *coupable*, qui peut même déclarer *gravement*, *légèrement*, ou *très légèrement coupable*, ne peut-il pas dire : *coupable exactement à tel degré* ? Ce partage ne peut se soutenir en raison. Il a d'ailleurs conservé tous les inconvénients pratiques qu'on voulait écarter. La Cour qui craint un acquittement (estimant d'ailleurs que l'accusé est bien coupable, mais craignant une erreur du jury) dit aux jurés, soit expressément, soit virtuellement et par son attitude : « déclarez la culpabilité, avec circonstances atténuantes et je serai indulgente, je me tiendrai aux alentours du minimum » puis le verdict obtenu, la cour (croyant toujours être juste) inflige une peine

sévère. Aussi dans d'autres affaires le jury acquitte, même ceux qu'il croit coupables, mais peu coupables. Il fallait refuser aux jurés le droit d'accorder les circonstances atténuantes, ou leur donner l'application de la peine ; *tout moyen terme est illogique et dangereux.*

Cependant ce pouvoir donné au jury d'appliquer la peine a toujours effrayé, quoiqu'on en ait senti la logique, et qu'il soit le résultat de la séparation rigoureuse du droit et du fait. On a craint l'indulgence du jury, quand c'était, au contraire, un moyen de l'empêcher. On a estimé aussi que c'était un attribut de la puissance publique et qu'il était impossible de le laisser à d'autres qu'à des magistrats. Ce sont des arguments de sentiment, non de raison. Il est si naturel que celui qui déclare coupable dise en même temps jusqu'à quel point on l'est de manière à ne pas séparer l'indivisible. Cette vérité évidente a fini par frapper, mais on s'est arrêté devant l'incapacité du jury, comme s'il fallait vraiment une grande capacité pour choisir entre cinq ans et vingt ans de réclusion en passant par tous les intermédiaires, et comme si les magistrats eux-mêmes entre ces deux marges si distinctes ne devaient pas fixer un peu au hasard, sans même pouvoir se faire à eux-mêmes de jurisprudence. Aussi, dans ce but et dans celui d'éclairer le jury dans ses délibérations, a-t-on proposé un système nouveau pour nous, usité dans certains pays, l'échevinage.

L'échevinage existe en Allemagne, mais seulement dans les tribunaux de simple police, d'ailleurs de compétence élargie. C'est le bailli qui décide avec deux échevins jurés ; il a une partie des attributions de nos tribunaux correctionnels. Ce système a été introduit aussi au grand criminel dans le canton de Genève par la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1890 ; mais le président n'a que voix consultative pour la déclaration de culpabilité ; pour l'application de la peine, il s'adjoint de nouveaux jurés, jurés et magistrats statuent ensemble. En France il y a une sorte d'échevinage établi par la loi de 1836, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique vicinale. Le petit jury délibère alors seul, mais en présence du magistrat directeur, et s'il y a partage, ce magistrat intervient et acquiert voix délibérative. Y aurait-il lieu d'étendre cette institution et ici de fondre ensemble le magistrat président et le jury ; les deux réunis décideraient à la fois les questions de droit et celles de fait, y compris l'application de la peine ; on pourrait aussi réserver les questions de droit au président seul et laisser tout le reste en commun. Ce système est séduisant ; ses avantages apparaissent tout de suite. Il n'y aurait point ce *parallelisme* difficile, ce désaccord fréquent entre les éléments judiciaires ; ils se complète-

raient. Il ne serait plus nécessaire que le président se rendit dans la chambre des délibérations pour renseigner les jurés, il y serait avec eux, il écrirait les verdicts, il présiderait au vote, il apporterait la lumière, comme les jurés donneraient la fraîcheur de leur conscience et de leur bon vouloir.

Mais on oublie un danger grave, essentiel, qui est évident. Le jury, précisément parce qu'il est inférieur en connaissances et en expérience, subira totalement l'ascendant du magistrat, le laissera décider. Comment d'ailleurs celui-ci, qui se croit en possession de la vérité, pourra-t-il ne pas insister, ne pas faire dominer sa conviction? Le jury n'existera plus que nominale. Sans doute, cette fusion de la magistrature et du jury serait très heureuse si elle ne devait conduire fatalement à ce résultat. Le juré y perdra son indépendance entière, ce qui est la plus belle de ses qualités. Peut-être au bout d'un long temps le jury prendra-t-il plus d'autonomie; mais combien d'années se seront écoulées jusque là? Puis, si ce changement se produit, c'est le résultat contraire qui est à craindre; le juré ne voudra plus rien entendre du magistrat, croyant son indépendance blessée, et la même injustice réapparaîtra, comme cela arrive fréquemment, en sens contraire.

Il faut donc rejeter l'échevinage en coup d'assises, peut-être en matière correctionnelle pourrait-il être essayé; c'est une question un peu différente. D'ailleurs nous avons constitué au jury un chef qui l'éclairera et le guidera, et une partie de son personnel, en outre, se recrute parmi des personnes instruites, ce qui rend inutiles même les avantages que l'échevinage eût procurés.

Décision du droit au président-magistrat, qui, en outre, dirige les débats; décision de tout le fait, y compris la peine, au jury, tel est la démarcation exacte qu'il faut établir. Il est bien entendu que c'est le président qui indiquera aux jurés quel article il faut appliquer en cas de culpabilité reconnue et de qualification fixée.

Lorsque des faits nouveaux se révèlent lors des débats, ils devront faire l'objet d'un renvoi à une autre session si l'accusé le demande. L'incrimination peut changer aussi pendant cette période. Il en naîtra une question subsidiaire que le président indiquera et que les jurés se poseront à eux-mêmes. Si le fait devient un simple délit, il n'en sera pas moins jugé par le jury, c'est du reste, ce qui existe aujourd'hui. Le jury aura la *plénitude de la juridiction*.

Les rapports entre le jury et la magistrature changeront ainsi de *centre de gravité*. Ce centre est actuellement dans la magistrature, il sera dans le jury. Celui-ci n'était qu'un expert en fait aidant le ma-

gistrat, juge définitif, dans son œuvre. Ce sera le magistrat qui ne sera qu'un expert en droit, aidant le jury par ses consultations ou ses décisions juridiques. La procédure criminelle aura changé de gravitation.

6° Le verdict est rendu, il déclare la culpabilité ou l'innocence avec toutes ses annexes, circonstances aggravantes, constitutives, causes d'excuse, absence ou existence de discernement, légitime défense, insanité d'esprit, etc., puis il déclare le degré exact de cette culpabilité en fixant la peine; le chef du jury lit le verdict, devenu un arrêt de plein droit exécutoire. Quel sera le sort de ce verdict?

Aujourd'hui l'effet en est, en principe, absolu; s'il renferme quelque vice de forme, le Président peut bien le signaler, et renvoyer le jury dans la salle de ses délibérations pour le réparer, mais c'est tout. Contre le verdict, point d'appel. Seulement recours en cassation, mais uniquement pour violation de la loi ou des formes. Puis, recours en grâce devant le Président de la République. En outre, en cas de condamnation, si la Cour est convaincue que le jury s'est trompé, elle peut renvoyer devant un second jury qui statue définitivement. En fait, le recours en cassation est très fréquent, le condamné y cherche une dernière branche de salut, et ne fait que rendre sa position plus longtemps incertaine. Ces cassations ne sont pas rares, parce que la procédure en cour d'assises est hérissée de nullités; lorsque la défense le réclame, les manques de formes les plus cérémonieuses sont un motif suffisant pour casser l'arrêt. De là, le renvoi devant une autre cour d'assises, aussi solennelle que la première, et cette solennité est précisément une occasion de nullités nouvelles qui peuvent faire casser le second arrêt et renvoyer devant une troisième Cour. Ces renvois ont deux inconvénients graves; pendant tout ce temps, le sort du condamné reste incertain, ce qui peut devenir trop pénible pour lui s'il s'agit de la mort ou d'une peine perpétuelle, d'autant plus qu'il y a ensuite le recours en grâce qui prolonge l'attente; d'autre part, le second jury, ou certainement le troisième, touché de pitié, accordera les circonstances atténuantes, peut-être acquittera; au moins, la grâce interviendra en raison de la longue attente, ce qui fera dévier l'œuvre de justice absolue.

Cet effet actuel du verdict appelle les plus vives critiques, et il est cause, en partie, des mauvais résultats de l'institution du jury. Tout d'abord, nous venons de voir ceux de la cassation. Sans doute, on ne peut supprimer cette voie de recours, car les formes protectrices ou la loi elle-même pourraient être impunément violées. Mais on devrait

la resserrer indirectement dans les plus justes limites ; on le pourrait en supprimant une partie des nullités, sanction excessive que la loi pénale prononce trop facilement. La simplification des débats et de l'organisation de la cour d'assises nouvelle en serait déjà un moyen. Quant aux formalités restantes, le Code pourrait fixer celles essentielles et devait, en cas d'omission, donner ouverture à cassation, et cette nullité devrait être invoquée par la défense au cours des débats, si elle en avait connaissance, le ministère public ne pourrait jamais le faire. Que si la cassation portait sur une violation de la loi, le verdict du jury devrait être maintenu, s'il n'était pas incompatible avec l'application de cette loi, ou si, en supposant cette application, la peine devant se trouver plus sévère, puisqu'alors l'accusé gagne à cette erreur. Celui-ci reste maître de se pourvoir en cassation sans motif sérieux, mais la décision devrait intervenir très vite, de manière à ne pas tenir la situation en suspens. Nous allons voir tout à l'heure que le pourvoi ne pourra avoir lieu qu'après appel.

Le second moyen actuel de rectifier le verdict est l'invitation faite par le Président au jury de réparer les manques de formes du verdict. Ce moyen très simple et pratique devrait être étendu. Si le verdict est contradictoire, s'il a oublié de statuer sur un point, s'il s'est mis en opposition avec une loi dans une incrimination d'une manière évidente, le président pourra le signaler, les deux parties seront entendues, et le jury rapportera ensuite un verdict inattaquable. Il faudrait même renforcer cette idée. Voilà au cours de débats une nullité qui se commet, cependant elle est réparable, soit en faisant l'acte omis, soit en recommençant les débats. Aujourd'hui la nullité est acquise à l'accusé, le défenseur en demande acte, et plus tard il en fera, s'il le juge utile, un motif de cassation. Voilà les débats qui continuent, mais désormais sans vertu, atteints d'un vice mortel. Est-ce bien raisonnable ? Pourquoi le président ne mettrait-il pas le défenseur en demeure de renoncer à la cause de nullité ? Si celui-ci persiste à s'en prévaloir, il pourra réparer l'omission, ou recommencer tous les débats. S'il ne s'agit pas d'une forme absolument substantielle, le défenseur renoncera, et alors voilà bien des causes de cassation enlevées pour le grand profit de tous.

Le troisième moyen actuel de rectification est très singulier. Ni le ministère public, ni le condamné, n'ont le droit d'appel, mais la cour le possède d'office dans un cas, c'est lorsque l'accusé a été déclaré coupable par un verdict ; alors la Cour convaincue d'une erreur a le droit de renvoyer à un autre jury. Nous ne blâmons pas ce droit en principe, regrettant seulement que la Cour n'en use pas plus souvent. Mais pour-

quoi n'a-t-on pas conféré le même droit en cas d'acquittement ? On se plaint souvent d'acquittements scandaleux de coupables avérés ou même ayant avoué, et ce sont eux qu'on fait valoir contre l'institution du jury. Il y avait pourtant un moyen bien simple de le faire disparaître, c'était de donner à la Cour le même droit en cas d'acquittement qu'en cas de déclaration de culpabilité. Le scandale eût été immédiatement couvert, il n'en eût même pas été question, il ne serait resté debout que le verdict du second jury. D'où vient que le législateur a hésité à étendre le droit de la cour, ce qui eût été si utile ? Cela provient d'une différence de principe, de faux principe, admise entre l'accusation et la défense, celle-ci devant être favorisée. On se plaint à répéter que le droit de défense est sacré. Sans doute, mais celui d'accusation ne l'est-il pas aussi ? L'individu a ses droits, la Société n'a-t-elle pas les siens, et ceux-ci ne sont-ils pas égaux aux premiers ? Ici l'esprit hésite, la Société n'est qu'une collection, une abstraction, l'individu une réalité. Mais si l'on creuse davantage, on trouve dans le débat criminel, bien plutôt encore que société contre individu, individu contre individu, victime contre coupable, et il est difficile de voir en quoi le coupable est plus intéressant que la victime. Celle-ci a subrogé la société dans son action, mais elle n'en reste pas moins vivante et saignante au fond du procès pénal.

Nous conserverions donc ce droit de la Cour de renvoyer l'affaire à une autre session et nous l'étendrions au cas d'acquittement si nous ne voulions fonder un droit plus large, celui d'appel. Dans notre législation, l'appel est admis contre les décisions des magistrats, contre presque toutes en matière civile, contre toutes en matière correctionnelle ; on suppose que le magistrat peut toujours se tromper, et s'il existe quelques exceptions à l'appel, c'est seulement en raison de la modicité de l'intérêt engagé. Hé bien ! On suppose que le juré, beaucoup moins instruit et expérimenté, ne peut pas se tromper et sa décision est sans appel ! D'où vient cette anomalie ? Elle provient de causes indirectes. Le jury, dans les diverses phases de son évolution, a toujours statué sans appel : les jurés étaient des témoins et l'on n'appelle pas d'un témoignage. Dans la magistrature, on appelle d'un magistrat inférieur à un magistrat supérieur, présumé plus capable ; or, il n'y a pas de jury supérieur à un autre jury. Les verdicts ne sont pas motivés, et c'est par les motifs que la juridiction d'appel a prise sur le premier jugement. Mais aucune raison directe et intrinsèque n'est invoquée et les autres sont inexacts. Le jury peut juger souverainement vis-à-vis d'un autre jury. L'évolution se continue, et après

avoir été sans appel, le verdict peut y devenir soumis. Sans doute, un jury n'est pas supérieur à un autre, et il n'y a pas entre eux de hiérarchie, mais le nouveau jury sera mieux éclairé et plus attentif en raison même de l'appel. Quand à l'absence de motifs, elle n'est pas une fin de non-recevoir; le nouveau jury verra à nouveau se dérouler la procédure, il aura ses motifs propres, cela suffit; les motifs ne sont nécessaires que lorsqu'on juge en appel sans nouvelle instruction. On se plaint de verdicts incohérents, contradictoires, évidemment erronés. N'en serait-il pas de même au correctionnel et au civil, si l'appel n'existait pas? On exige du juré une infailibilité qu'on ne demande pas au juge. Le grand nombre des jugements réformés en apporte la preuve. Y aurait-il un plus grand nombre de verdicts réformés? L'expérience manque pour répondre; on peut penser que non. En tout cas, la situation faite par la loi aux deux natures de juridiction n'est pas semblable, et nous pensons que, si les jugements résistent mieux à l'examen de l'opinion publique que les verdicts, c'est parce qu'ils n'apparaissent que ratifiés par les parties ou réformés par l'appel.

Une seule objection pratique, mais grave, peut être faite. Le condamné qui n'a rien à perdre, appellera toujours; il faudra donc dans la même affaire deux procédures en cour d'assises. Quelle perte de temps, et quels frais! Cette procédure coûte très cher au Trésor public. D'ailleurs, le sort de l'accusé restera trop longtemps incertain, d'autant plus que sur l'appel la cassation continuera à se greffer.

Cet inconvénient pratique est incontestable. Il y aurait une réponse péremptoire à y faire. Elle consisterait à accorder à la Cour seule, ou à son président, le droit d'interjeter appel, tant en cas d'acquittallement qu'en cas de condamnation; ce serait un grand progrès auquel il serait permis de s'arrêter.

Nous pensons qu'il faut aller plus loin, et donner tant au ministère public qu'à l'accusé condamné le droit d'appeler. On va se récrier: l'acquittallement doit être acquis à l'accusé; le droit du ministère public serait cruel. Pourquoi? On part toujours de cette fausse idée que la victime est inférieure à l'accusé, qu'elle est moins sacrée que celui-ci. C'est de la pitié à rebours, et si l'on veut ne considérer que la justice, il y a une véritable équation entre l'accusé et l'accusateur, entre le coupable et la victime quant aux preuves, entre l'innocent même et la victime. Lorsqu'un acquittallement est injuste, pourquoi le maintenir et ne pas épuiser les rectifications légales? Au correctionnel, la condamnation même à quelques jours de prison n'est pas moins infamante



qu'au criminel ; cependant l'appel, même celui *a minima*, est toujours accordé au ministère public. Pourquoi n'en serait-il pas de même ici ? Le principe est identique.

Ce droit d'appel se conçoit encore plus sensiblement, quand il est conféré au condamné. Comment ! dans le moindre procès d'intérêt pécuniaire, au correctionnel lorsqu'il ne s'agit que de quelques jours de prison, la partie condamnée peut appeler, et l'appel est considéré comme une des garanties nécessaires, et il ne le pourra s'il est condamné à mort ; il ne lui restera que la ressource précaire du recours en grâce. Cela est absurde, ou alors il faut abolir partout l'appel. Au civil aussi, on doit recommencer, les débats, les plaidoiries, accumuler les frais ; on ne craint pas de le faire ; au criminel on ne le fait pas en invoquant tout cela ; c'est profondément illogique. Le condamné appellera toujours sans motifs ! C'est ce qu'il fait souvent au correctionnel, et cela n'empêche pas d'admettre cet appel.

Nous l'admettrons donc ici, mais avec des précautions qui empêcheraient de multiplier les débats. L'abus de la part du ministère public n'est pas à craindre, il n'y en aurait que de la part du condamné. Nul ne pourrait appeler, en ce qui concerne la fixation de la peine, à moins que celle prononcée n'ait été peine la de mort ou une peine perpétuelle ; l'accusé appelant ne pourrait que plaider : *non coupable* et l'acquiescement, il pourrait être acquitté, mais s'il était condamné de nouveau, sauf dans les deux cas ci-dessus, la peine serait maintenue. L'accusé le sachant recourrait moins souvent à l'appel. On pourrait aussi créer une sorte d'amende de fol appel, non pécuniaire, car le condamné est le plus souvent insolvable, mais en augmentation préfixe de peine ; si le condamné l'était une seconde fois par le second jury, sa peine non perpétuelle serait de plein droit augmentée d'un quart ; cela couperait court à l'appel irrédéléchi. Au correctionnel, la pratique judiciaire use d'un moyen analogue, lorsque le ministère public intente un appel reconventionnelle *a minima*. Le condamné serait averti. Il aurait d'ailleurs le moyen concurrent de la cassation ne l'exposant pas à tous ces périls, et il choisirait probablement ce dernier, à moins qu'il ne fut convaincu de la possibilité d'administrer des preuves. Le verdict du second jury serait définitif ; il ne pourrait plus, s'il était conforme au premier, être cassé pour aucun motif, même pour vices de forme ; la conformité des deux verdicts prouverait que ces vices de forme n'ont pas influé sur la décision. Ainsi l'appel serait peu fréquent, peu tentant, même pour le prévenu véritablement coupable, mais il subsisterait et serait employé pour des raisons graves, ce

qui nous semble absolument juste. Il n'aurait, sauf dans les deux cas de mort ou de peine perpétuelle, jamais effet pour la fixation de la peine; le ministère public ne pourrait jamais non plus appeler à *minima*, mais sur le fait de la culpabilité seulement. Quant aux frais des nouveaux débats, ils ne consisteraient guère en définitive que dans les taxes des témoins, car ceux-ci devraient être entendus de nouveau.

Si les deux verdicts étaient conformes, on aurait une vérité judiciaire absolue, une vérité de fait presque certaine. Si, au contraire, ils étaient contraires, l'esprit élèverait certaines questions. Pourquoi l'un des verdicts serait-il plus certain que l'autre? Le condamné est ensuite acquitté. Est-on bien sûr alors qu'il soit innocent? L'acquitté est ensuite condamné. Est-on bien sûr qu'il soit coupable? On pourrait faire la même objection à l'appel civil, avec cette nuance cependant que l'appel est jugé par un magistrat hiérarchiquement supérieur. Si le condamné était ensuite acquitté, l'acquiescement devrait prévaloir, car il y avait plus que doute, vue véritable incertitude et le doute profite déjà à l'accusé; d'ailleurs le second jury a été mieux éclairé. Si, au contraire, l'accusé, d'abord acquitté a été condamné, il pourrait réclamer un troisième verdict. On se récriera contre ces involutions de procédure! Mais on oublie que l'appel remplace la cassation, et que la cassation, telle qu'elle est actuellement pratiquée, peut renvoyer devant trois ou quatre jurys.

Ce n'est pas tout; ce recours en supprime un autre, suivant nous souverainement injuste : le *recours en grâce*. Conçoit-on la faveur venant succéder à la justice et l'effaçant? On construit péniblement et avec d'extrêmes précautions le jugement définitif, puis celui-ci est soumis à tous les contrôles, il est reconnu bon, il échappe à la cassation, et tout à coup avant son exécution ou au milieu de cette exécution, le voilà brisé, et brisé sans motif, non comme injuste, car sa justice n'est pas contestée, mais par un caprice souverain, au moins, par un acte de pitié; et cette pitié a lieu au détriment de la victime qui, ne pouvant même être pécuniairement dédommée, n'a même pas la satisfaction de sa vengeance! Tous les efforts n'ont pu aboutir qu'à cela. Sans doute, la grâce n'est souvent qu'une commutation de peine, mais alors elle ne cesse pas d'être injuste. Elle est dirigée, dit-on, surtout contre la peine capitale! Mais alors pourquoi ne pas abolir franchement cette peine. On ajoute : la grâce est quelquefois une *réformation discrète* d'un verdict injuste. C'est possible, mais le recours direct, normal, est préférable, et c'est une raison de plus pour instituer

l'appel. Tels seraient les recours, contre le verdict, telle serait son autorité définitive. Elle serait bien supérieure à celle actuelle.

Elle devrait l'être encore dans un autre sens. Aujourd'hui lorsque le jury acquitte d'une incrimination relative à un fait, le même fait, autrement incriminé, peut être porté par le ministère public devant le tribunal correctionnel. C'est une manière oblique de casser les verdicts; elle est fréquemment employée. Par exemple, la femme acquittée pour infanticide est poursuivie ensuite pour homicide par imprudence ou suppression d'enfant. Ce résultat qui est irrespectueux d'une juridiction établie par la loi ne devra plus se produire, pas plus que la correctionnalisation extralégale, dont elle est le pendant. Le fait sous tous ses aspects sera purgé par la décision du jury; celui-ci devra examiner si ce fait n'est pas un délit aussi bien qu'un crime, et s'il néglige de le faire, il faut couper court à ce procédé blâmable, le fait tout entier n'en restera pas moins purgé.

7° L'action civile, dans le droit actuel, est jugée par la cour d'assises, sans aucune participation du jury; ses pouvoirs sont très étendus. Elle peut, en cas d'acquittalment, accorder des dommages-intérêts à l'accusé contre la partie civile ou le dénonciateur; en cas de condamnation et même d'acquittalment, elle peut en accorder à la partie civile contre l'accusé. Cette attribution se comprend dès qu'on donne aussi à la cour le droit de prononcer la peine, et qu'on cantonne le jury dans la déclaration de culpabilité. Il n'en est plus de même si le jury devient le pivot principal de la juridiction criminelle, si la magistrature n'a que des attributions spéciales, celles de conduite des débats et d'expertise en droit. C'est alors le jury qui doit prononcer les dommages-intérêts, comme il fixe la peine, par son verdict.

8° Parmi les verdicts du jury nouveau, un des plus importants sera celui de déclaration d'insanité d'esprit. On sait qu'il ne rendra plus seulement des verdicts d'acquittalment et de déclaration de culpabilité, mais aussi ceux d'excuse légale, de légitime défense, qui ne seront plus englobés dans celui pur et simple et général d'acquittalment. Le verdict ci-dessus sera l'un de ces verdicts spéciaux. Il comblera un grand vide qui existe maintenant dans notre procédure criminelle. En cas d'aliénation mentale absolue on doit toujours acquitter, en cas de demi-aliénation on acquitte presque toujours en fait. Cet acquittalment pur et simple a les plus grands inconvénients. Le demi-aliéné ou l'aliéné alcoolique remis en liberté recommencent bientôt leurs crimes. La Cour d'assises ne peut, après un verdict d'acquittalment, sous peine de se mettre en contradiction avec ce verdict,

ordonner aucune mesure, par exemple, un internement plus ou moins long. Il lui est même défendu de poser une question spéciale au jury sur la santé d'esprit. Désormais cette question sera indiquée, ou si elle résulte des débats, le jury se le posera à lui-même ; il la résoudra dans son verdict, et s'il estime que l'accusé n'est pas responsable, mais que son maintien en liberté est dangereux, il ordonnera son internement pour un temps qu'il fixera lui-même.

Tel serait le nouveau jury criminel, soit d'accusation, soit de jugement. Il différerait autant du jury français actuel, que celui-ci diffère du jury anglais, mais ce ne serait point pour s'assimiler à ce dernier ; l'évolution ne doit jamais retourner en arrière ; elle ne peut, si elle veut sortir d'un état transitoire et mauvais, que marcher en avant, développer ses principes, leur faire sortir des effets nouveaux et logiques, en un mot, se perfectionner hardiment.

Y aurait-il lieu d'introduire le jury, ainsi corrigé, dans la juridiction correctionnelle ? Nous le pensons. Il est illogique d'admettre au sommet ce qui est exclu à la base ; d'ailleurs la cloison entre le criminel et le correctionnel est très mince, elle est même factice. Il n'y aurait lieu qu'à quelques modifications. Le nombre des jurés serait moins élevé, il ne serait que de trois, par exemple. Mais tous les principes seraient maintenus ; le juge-magistrat serait unique et remplacerait le tribunal collégial. Une seule modification importante devrait être admise. On pourrait constituer ce que l'on a appelé l'échevinage, c'est-à-dire la fusion de la magistrature et du jury. Le président et les jurés délibéreraient ensemble ; le premier n'aurait pas voix prépondérante ; on pourrait même, ce qui serait préférable, ne lui donner que voix consultative, mais il déciderait seul les questions de droit. Sans doute, l'échevinage garderait quelque peu l'inconvénient que nous avons indiqué, la trop grande influence morale du magistrat, mais cet inconvénient s'atténuerait peu à peu, serait compensé par la plus grande lumière apportée aux délibérations, et la décision par vote appartiendrait au jury seul. Toute autre solution serait peu pratique, car on ne peut, pour une justice quotidienne, mettre en mouvement un appareil trop compliqué.

Ce jury devrait-il devenir un rouage de la juridiction de simple police ? La procédure est dans ce sens pour le tribunal de bailliage allemand. Mais ce tribunal a des attributions bien plus étendues. Le jury sera donc absent des justices de paix, tant que les attributions de celles-ci resteront restreintes. Au contraire, il s'y étendrait si elles

venaient à être investies d'une partie de celles du tribunal correctionnel.

Et maintenant, faut-il s'avancer davantage dans cette direction et instituer en France, comme autrefois à Rome, comme aujourd'hui en Angleterre, le jury civil qui dans ces deux droits accompagnait et complétait le jury criminel ? C'est une question très distincte et qui doit être traitée dans une nouvelle étude.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

## NOTES

### **Le troisième congrès de l'Institut International de Sociologie.**

Ayant tenu à Paris ses deux premiers congrès, en 1894 et 1895, l'Institut International de Sociologie avait décidé de n'en pas réunir un nouveau en 1896, pour ne pas décourager les bonnes volontés en leur demandant de trop fréquents efforts, et pour mieux assurer, par suite, le succès du congrès qu'il projetait d'avoir en 1897. On peut dire que l'événement lui a donné raison, car la réunion qui vient de s'achever a produit les plus heureux résultats.

Dès avant son ouverture, le congrès avait remporté une victoire. Il avait obtenu de se tenir à la Sorbonne. Avec les bienveillantes autorisations des chefs éminents de l'Université, un amphithéâtre de la Faculté des Sciences avait été mis à notre disposition, et nous avions l'honneur de siéger dans un local consacré par les plus glorieuses traditions de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur.

Le président de l'Institut International de Sociologie pour 1897, M. Paul de Lilienfeld, sénateur de l'Empire russe, était venu de Saint-Pétersbourg pour diriger les débats du congrès. Il a ouvert la session le mercredi 21 juillet, à 3 heures après-midi. Auprès de lui avaient pris place au bureau M. A. Espinas, vice-président de l'Institut International, MM. J. Novicow et G. Tarde, anciens vice-pré-

sidents, et le secrétaire-général. Vingt-et-un membres ou associés de l'Institut étaient présents. C'étaient, outre les précédents, MM. R. Garofalo, N. Karéief, Achille Loria, L. Manouvrier, C. N. Starcke, L. Stein, S. R. Steinmetz et Emile Worms, membres; et MM. O. d'Araujo, A. Bonnet, Ad. Coste, H. Decugis, C. de Krauz, Alfred Lambert, Ch. Limousin et H. Monin, associés. En outre, MM. Fr. Giner de los Rios, vice-président, P. Dorado et Lester Ward, membres, F. Puglia et R. de la Grasserie, associés de l'Institut, avaient envoyé des travaux écrits. Environ cent cinquante personnes, dont beaucoup de membres de diverses sociétés savantes et un certain nombre d'étudiants, garnissaient les gradins de l'amphithéâtre.

Cette première séance comporta d'abord, suivant l'usage de nos congrès, un discours d'ouverture du président et une réponse du secrétaire-général. Puis M. Ludwig Stein, professeur de philosophie à l'Université de Berne, lut quelques pages traitant de la définition de la sociologie. Enfin M. le baron R. Garofalo, chef du département législatif au ministère de la justice italien, donna connaissance de son étude intitulée « le cerveau individuel et le cerveau social », à propos de laquelle une vive discussion s'engagea entre MM. Limousin, de Krauz, Monin, Tarde, Novicow et l'auteur du travail.

Le lendemain matin, jeudi 22 juillet, à 9 heures, furent lus deux mémoires étendus. L'un, présenté au nom de M. Lester Ward, de l'Université de Colombie à Washington, se dénommait « l'économie de la douleur et l'économie du plaisir ». Il appela les remarques de MM. Novicow et Espinas. L'autre, relatif à « l'importance sociologique des études économiques sur les colonies », émanait de M. Achille Loria, professeur d'économie politique à l'Université de Padoue. Des observations furent faites à son sujet par MM. René Worms, Monin, Steinmetz, et M. Loria leur répondit.

L'après-midi du même jour, à 2 heures, s'ouvrit un débat, qui devait devenir le centre du congrès, sur la théorie organique des sociétés. Un fait est digne de remarque : c'est spontanément que cette question prit une ampleur imprévue. A notre premier congrès, chaque orateur avait eu la liberté de choisir sa question. Au second, on avait fixé à l'avance cinq sujets principaux de discussion. Pour le troisième, on était revenu à la liberté du premier; mais il se trouva que le jeu naturel des choses amena les débats à rouler autour d'un point central. Dès le premier jour, les discours et les mémoires appelaient l'examen de l'organicisme. Il commença officiellement le jeudi soir M. Jacques Novicow, d'Odessa, lit d'abord un rapport favorable à cette

théorie. Puis est communiquée au congrès une étude du président, M. de Lilienfeld, qui appuie sur les mêmes principes un système de représentation graphique des phénomènes sociaux. M. G. Tarde entre alors en lice, et combat les conclusions de ses deux collègues en opposant à la théorie organique une théorie psychologique de la vie sociale. Ces divers orateurs ayant tenu l'auditoire fort attentif pendant les quatre heures de la séance, la suite de la discussion est renvoyée au lendemain après-midi. — Le vendredi, 23 juillet, elle reprend donc à deux heures. M. le baron Casimir de Krauz attaque l'organicisme en soutenant contre lui le matérialisme économique. M. L. Stein s'associe à ses critiques, en développant les principes de la méthode historique et psychogénétique. Nous nous efforçons nous-même, au contraire, de montrer ce qu'il y a d'exact et d'utile dans le rapprochement des organismes et des sociétés. M. S. R. Steinmetz, privat-docent à l'Université d'Utrecht, s'élève très vivement contre ce rapprochement. M. C. N. Starcke, privat-docent à l'Université de Copenhague, M. le baron Garofalo, M. Ch. Limousin font à leur tour diverses réserves sur la théorie organique. M. N. Karéiev, professeur à l'Université de Saint-Pétersbourg, indique qu'elle partage, avec le darwinisme social, le matérialisme économique et le psychisme social, le sort de toutes les théories exclusives. M. le professeur Espinas, de la Sorbonne, propose, pour résoudre la question, une distinction entre les organismes en général et les blastodèmes, êtres vivants qui possèdent entre leurs parties des communications vasculaires : les sociétés ne sont pas des blastodèmes, mais il faut maintenir qu'elles constituent des organismes si l'on ne veut abandonner l'idée de vie sociale et de lois sociales. Après MM. Tarde, de Krauz et Stein, M. Novicow reprend la parole pour conclure que les arguments de ses adversaires n'ont pas ébranlé sa conviction organiciste. Et ce débat mémorable est enfin clos, après avoir occupé deux après-midis, où l'ardeur très vive des champions des diverses doctrines a été sans cesse soutenue par la rare attention d'un public remarquablement instruit et sérieux. On est en droit de dire que les opinions les plus opposées ont pu librement s'y produire et y ont été exprimées, en effet, par leurs représentants autorisés. Sans doute, il n'a pas pu s'en dégager une solution qui ralliât tous les esprits. Mais du moins l'ensemble des idées qui y furent émises forme la discussion la plus complète qui existe de la question ; et lorsque désormais quelqu'un voudra voir le problème traité à fond sous ses différentes faces, il n'aura qu'à se reporter au volume où paraîtront tous ces travaux.

Pour ne pas interrompre le résumé de cette grande controverse, nous avons dû momentanément laisser de côté une séance qui s'intercalait entre ses deux parties, nous voulons dire celle du vendredi matin 23 juillet. Trois mémoires techniques y furent lus : l'un de M. Starcke, sur les lois de l'évolution politique ; le second de M. Steinmetz, sur les sélections corollaires ; le dernier, de M. Raoul de la Grasserie, sur l'évolution de l'idée de monarchie.

Le samedi 24 juillet devait être le dernier jour du congrès. Ses deux séances, d'ailleurs, furent largement remplies. Le matin, on écouta un rapport de M. Pedro Dorado, professeur de droit pénal à l'Université de Salamanque, concernant « la mission de la justice criminelle dans l'avenir ». Des remarques furent faites à cet égard au nom de M. F. Puglia, privat-docent à l'Université de Messine, et par MM. René Worms, de Krauz, Novicow, de Lilienfeld, d'Araujo et Espinas. Ensuite eut lieu une communication de M. Alfred Lambert sur « l'obligation sociale de l'assistance », qui motiva les observations de MM. Emile Worms, Limousin, Stein et une réplique de l'orateur.

L'après-midi, nous présentâmes une étude sur « l'expérimentation en sociologie ». MM. Novicow, de Krauz, Limousin, Monin, nous firent l'honneur de la discuter. Un travail de M. Fr. Giner de los Rios, professeur à l'Université de Madrid, sur « la science comme fonction sociale » fut résumé devant le congrès. M. Charles Limousin donna connaissance de son étude sur « l'origine religieuse du langage et de l'écriture ». Quelques paroles furent encore dites par M. Stein, pour tirer des grands débats sur l'organicisme cette conclusion consolante que, si les sociologues suivent des voies différentes, ils savent néanmoins se comprendre et s'entr'aider. Puis après une courte réplique du secrétaire-général, le président, M. Paul de Lilienfeld, déclara la session close, en exprimant le vœu que ceux qui avaient fraternisé pendant quelques heures et allaient se séparer, pussent se retrouver un jour au quatrième congrès de l'Institut International de Sociologie.

Les séances publiques étaient terminées. Il fut encore tenu par les congressistes une séance privée, consacrée au règlement des affaires de l'Institut. On décida qu'un congrès aurait lieu à Paris en 1900, et que ~~le Bureau~~ le Bureau pourrait en convoquer un autre, dans une ville ~~différente~~, si les circonstances s'y prêtaient. Les Bureaux successifs de l'Institut furent élus pour les années à venir. A l'ordre du jour du prochain congrès furent inscrites, d'avance, deux questions sur lesquelles on voulait attirer la particulière attention des hommes compétents, la question du « clan » et celle du « matérialisme économique ». Une ré-



vision des statuts fut faite, en vue de préciser nombre de points pour lesquels l'expérience avait montré la nécessité d'une réglementation. Et l'on chargea le Bureau de statuer, après conclusions de rapporteurs spéciaux, sur diverses candidatures qui s'étaient produites pour le titre d'associé de l'Institut.

Tel fut donc, en bref, ce troisième congrès. Un éminent sociologue russe, qui y a assisté aussi bien qu'aux deux précédents, M. Novicow, nous disait que, à son avis, celui-ci avait été le plus animé et le plus brillant des trois. Il ne nous appartient pas de prononcer sur ce point. C'est au public qui les a suivis et qui a pu lire leurs travaux, d'en décider. Ici nous avons dû, dans ce compte-rendu impersonnel, ne mentionner guère que les noms des orateurs et les sujets de leurs communications. Qu'il nous soit permis cependant, en le terminant, de remercier tous les congressistes de leur venue à nos séances et de leur participation si utile à nos travaux ; nos collègues du Bureau, de leur zèle si constant ; les autorités universitaires, la presse et notre nombreux public, de leur accueil si bienveillant et si précieux. Dans quelques mois, avec l'aide de nos dévoués éditeurs MM. Giard et Brière, nous comptons faire paraître le quatrième volume des Annales de l'Institut International de Sociologie, qui contiendra intégralement les mémoires lus au congrès et les discussions auxquelles ils y ont donné lieu. Nous espérons que, grâce à cette publication, ceux mêmes qui n'ont pas assisté à ce congrès pourront se convaincre du sérieux intérêt que ses travaux ont présenté pour la constitution et l'avancement de la science.

RENÉ WORMS.

---

## REVUE DES LIVRES

ALBERT SCHÆFFLE. — *Les impôts*. Leipzig, 1896-97. 2 vol. in-8.

Ce n'est pas dans notre pays, littéralement travaillé par une crise fiscale, qu'il est besoin d'insister sur l'intérêt que peut présenter une publication sur les impôts. La notoriété acquise par les écrivains français qui, tels que MM. Paul Leroy-Beaulieu, René Stourm et Emile Worms, ont cultivé la science et la législation financière, indique assez à quels

besoins impérieux de l'opinion publique répondent leurs études. Ces besoins, toujours inassouvis, vont trouver un nouvel aliment dans les deux volumes formidables que vient de publier en langue allemande, à l'intention de toutes les classes de la société, des savants comme des curieux et des contribuables, l'ancien ministre de l'empire d'Autriche. Le nom du Dr Albert Schaeffle est loin, d'ailleurs, d'être inconnu chez nous, surtout depuis que l'Institut International de Sociologie l'a placé à sa tête pour l'année 1895, et depuis les controverses ardentes sur les questions sociales auxquelles sa personnalité puissante n'a cessé d'être mêlée. Il faut même reconnaître que personne plus que M. Schaeffle n'était qualifié pour s'adonner à la sociologie, cette synthèse de toutes les autres sciences, après les explorations fructueuses qu'il a toujours poursuivies dans tant de domaines des sciences morales et politiques. M. Schaeffle n'est devenu le sociologue autorisé qu'il est aujourd'hui, que parce qu'il avait assis depuis longtemps sur des travaux de premier ordre sa réputation d'économiste et de caméraliste. Il est vrai que dans ses œuvres économiques ou autres, toutes aussi spéciales en apparence, on le voit toujours attiré vers le point de vue culminant ou général, sans oublier jamais le vaste théâtre humain où il recueille et d'où il envisage ses observations, si bien, que les fanatiques du point de vue collectif, nous ne disons pas collectiviste, que sont les lecteurs de cette *Revue*, feront encore de la sociologie, en suivant le maître, même dans un ouvrage à étiquette purement financière, comme celui que nous allons brièvement analyser.

L'ouvrage, consacré à la matière des impôts, comporte, avons-nous dit, deux volumes, dont chacun peut, d'ailleurs, s'acheter isolément en librairie.

Le premier s'est imposé la tâche d'aborder la *théorie générale de l'impôt*, et par là d'offrir une base solide aux développements spéciaux à venir; le second, intitulé *Partie spéciale*, par opposition à la *Partie générale*, qui fait l'objet du premier volume, se réfère aux impôts directs et indirects et aux redevances.

Des trois livres en lesquels se décompose le volume théorique, le premier s'attache à dégager et établir la science financière, le second s'occupe de l'assiette de celle-ci, en dissertant méthodiquement sur les impôts d'État, les impôts économiques, les impôts financiers, et le dernier est tourné vers les questions fondamentales, tant de la théorie fiscale (autorité fiscale, obligation fiscale, puissance fiscale, charge fiscale, système fiscal), que de l'administration des impôts et du développement des impôts, lequel développement nécessite une incursion dans l'histoire et la pratique des impôts. L'auteur semble préoccupé de se mettre en garde contre tout point de vue exclusif et de tenir dans son exposé la balance égale entre le traitement de la matière par les voies systématiques ou

dans l'ordre de l'évolution. Tout le monde connaît d'ailleurs, pour les louer ou les censurer selon le tempérament de chacun, sa mesure, sa prudence, son désir de conciliation, qui l'ont conduit ici à des résultats pouvant être de grande valeur pour la politique financière.

Le second volume, comme s'il tendait à affranchir l'amateur de l'acquisition obligatoire du premier, contient, dans une introduction étendue, le résumé et même l'éclaircissement plus poussé des données, se dégageant de la doctrine précédemment présentée. Lui aussi, après ce préambule imposant, se sectionne en trois livres, dont le premier est absorbé par les *impôts directs*. Une fois qu'il s'est expliqué sur la nature, les modes, les fonctions et facteurs, l'organisation et la procédure de la taxation directe, M. Schæffle entame la question de l'imposition générale (telle que celle portant sur le revenu ou sur la fortune), traite de la possibilité de l'application exclusive de l'impôt général sur le revenu à la taxation directe, et donne une vue d'ensemble de l'imposition générale dans le droit positif. Suit un exposé des divers impôts sur le rendement (fourni par le sol, les constructions, l'industrie, les rentes, le salaire) et de cette imposition morcelée dans la législation moderne. Ce premier livre se termine par une critique des impôts sur les revenus.

Le livre qui fait suite à celui-ci a pour objectif la *taxation indirecte*. Ici aussi, la nature de celle-ci, ses variétés, ses fonctions et facteurs sont tout d'abord envisagés, fournissant au maître-écrivain l'occasion, notamment, d'étudier le rapport quantitatif des impôts directs et indirects, le rapport fonctionnel des catégories d'impôts indirects les unes vis-à-vis des autres, le choix judicieux des objets à atteindre par l'imposition indirecte, les exonérations et les ménagements, l'incidence de l'impôt, etc. Les divers domaines de la taxation indirecte sont ensuite parcourus en détail. La division vouée à la taxation de consommation, qui débute par des généralités sur l'essence, les modes et objets, ainsi que sur le développement moderne des impôts mis sur les dépenses, analyse d'abord successivement les multiples applications des impôts de consommation proprement dits (*Verbrauchssteuern*), alimentées par le pain, la viande, le sel, le sucre de betteraves, les boissons : vins, vins artificiels, cidres, bières, eaux-de-vie, le tabac, etc. Après quoi, notre auteur s'appesantit sur l'importance et la justification fiscale-systématique, en même temps que sur les objets et variétés de l'imposition d'usage (*Gebrauchsbesteuerung*), en faisant ressortir la possibilité d'une taxation pénétrante du luxe. A la suite des impôts à l'intérieur, il considère ceux qui fonctionnent aux frontières (régime douanier) et il exerce finalement sa critique au sujet des impôts défrayés par la dépense. A ce propos, il fait ressortir les graves déformations que l'abus du but et la recherche de satisfactions latérales ont, aux époques les plus récentes précisément, in-

troduites dans le régime douanier et fiscal, et que révèlent entre autres les taxations du sucre et de l'eau-de-vie. Cependant il n'est pas déterminé par là à assigner aux impôts directs une supériorité relativement aux impôts indirects. Tous deux rentreraient dans le système fiscal comme des organes, ayant chacun son caractère et sa valeur propre; chacun d'eux aurait besoin de l'autre et le supposerait. L'un et l'autre seraient insusceptibles de remplacement dans leur fonction principale de couverture et de systématique fiscale, comme aussi l'un et l'autre seraient aptes à se compléter respectivement dans la fonction secondaire.

Une autre division, qui concerne les impôts d'enrichissement (de relation) et qu'inaugurent des développements au sujet de l'imposition d'enrichissement, de la matière des redevances (Gebührenwesen), s'étend sur les diverses redevances, les impôts de redevances, les impôts d'affaires juridiques, l'imposition que motivent la défense armée et l'ouverture de successions. L'ouvrage se prononce contre la taxation militaire (Wehrsteuer), qu'il dénonce comme exemplairement révélatrice de quelques défauts fondamentaux de l'imposition indirecte. Par contre, il prend très chaleureusement fait et cause pour l'impôt successoral qui, au regard du *de cuius*, constituerait une charge complémentaire après coup, et individualisatrice, revêtant la forme de l'imposition de fortune, et au regard de l'héritier une charge grevant des revenus exceptionnels.

Dans le premier comme dans le second livre l'auteur, cheminant à travers les divers impôts, profite des occasions offertes pour évoquer les législations correspondantes qui peuvent se rencontrer chez les principaux États civilisés, et il y rattache généralement une série de considérations dictées par l'esprit de contrôle.

Le troisième livre du second volume vague, dans une première partie, à l'historique du régime fiscal; sa seconde partie, appuyée sur les projets budgétaires et les pièces comptables les plus rapprochées de nous, fournit statistiquement une vue d'ensemble du produit des impôts dans les nations respectives; enfin on trouve agités, dans la troisième partie, les problèmes de politique fiscale que soulève le temps présent. Nous autres Français, payés pour être attentifs à ce qui se passe de l'autre côté du Rhin, et trop enclins peut-être, même depuis quelque temps, à des emprunts serviles, nous ne refuserons pas notre intérêt à l'énonciation commentée des principales tâches de la politique fiscale de l'Allemagne et à la réforme des impôts d'Empire. C'est ainsi qu'à s'en rapporter à M. Schaeffle, le système fiscal, prévalant dans la plupart des États allemands, réclamerait un perfectionnement et une transformation dont puissent bénéficier sa suffisance, sa souplesse et son élasticité. Il trouve aussi beaucoup à reprendre relativement au choix judicieux des objets, quant à la propriété absolue ou relative qu'ils présenteraient

d'être imposés. Les impôts sur les revenus revendiqueraient une situation qui ne leur appartiendrait pas. Les impôts généraux directs n'appréhenderaient même pas complètement, ni à plus forte raison proportionnellement, les objets tombant sous leur coupe : spécialement le capital utilisable circulant se soustrairait à l'imposition de la fortune dans une mesure considérable. La taxation indirecte donnerait lieu à la constatation de lacunes plus graves encore. Le luxe d'usage (*Gebrauchsluxus*) échapperait pour ainsi dire complètement à l'action du fisc. La taxation de consommation n'atteindrait qu'insuffisamment les articles, tels que le vin, le tabac, etc..., qui sont le plus indiqués pour être recherchés par le Trésor, et n'affranchirait que peu d'articles imposables, (comme le blé étranger, le pétrole, etc.), d'une charge injustifiable. L'impôt successoral serait loin encore d'avoir pris l'importance, à lui assignée, du seul point de vue de la politique fiscale. La combinaison exacte des impôts directs et indirects comporterait aussi des desiderata. Il en serait de même de la répartition du droit d'imposition générale entre les diverses puissances fiscales (municipalités, États individuels, Empire). L'auteur *subordonne* toute réforme de la fiscalité impériale à l'abandon préalable du pataugeage des délégations (*Ueberweisungen*) et des contributions matriculaires, sur lesquelles un de nos écrivains nationaux, M. Emile Worms, s'est expliqué jadis dans la *Revue du droit public et de la science financière* (avril 1894), à propos d'un livre du professeur Von Mayr sur les finances de l'Empire. Quant à la réforme même, M. Schæffle ne la considère comme possible qu'autant qu'elle serait accompagnée simultanément d'allègements et de réformes poursuivis dans le régime fiscal, tant territorial que communal, de chacun des États confédérés. Pour le détail des changements à entreprendre, nous croyons pouvoir renvoyer à l'ouvrage lui-même.

Le deuxième volume se termine, à part des vues sur la politique fiscale internationale, par des considérations intéressantes, relatives aux fonctions latérales perturbatrices de la taxation. Le célèbre publiciste fait allusion aux exigences qui ont été élevées dans l'intérêt de la protection agrarienne et de la politique sociale, et il invite la politique fiscale à demeurer fidèle au principe qui la préserve de toute attribution latérale étrangère, tant que le but non financier peut être obtenu sans la mise en œuvre de la machine fiscale. Cette pureté de doctrine, encore que mitigée, mérite d'être remarquée chez un écrivain, qui a pris une part importante à la discussion des questions sociales de notre temps, qui y a déployé une certaine ardeur, et en qui des utopistes, que rien n'arrêtait personnellement dans la réalisation de leurs rêves, ont voulu voir et célébrer, un peu à tort, selon nous, un de leurs chefs les plus résolus.

Pour se rendre compte de la conscience avec laquelle M. Albert

Schaeffle a vaqué à ce nouveau travail, il suffit de se reporter aux indications bibliographiques accumulées à la fin du deuxième volume, et qui constituent, indépendamment de sa vaste érudition et expérience propre, l'immense arsenal où il a puisé, avec discernement et autorité, les renseignements et enseignements dont ce travail fourmille. La France est loin d'avoir été oubliée dans la nomenclature de la littérature financière. A côté des spécialistes déjà cités et de MM. Léon Say, Maurice Block, le comte de Luçay, Albert Delatour, Clamageran, etc. bien d'autres auteurs y retrouveraient sous des rubriques, conseillées par un classement méthodique des matières, jusqu'à la mention des modestes monographies ou articles publiés par eux dans certaines *Revue*s, telles que notre *Revue parlementaire et politique* et notre *Revue d'économie politique*. M. Schaeffle a voulu tout savoir, avant de tout enregistrer et de tout contrôler. Dans de pareilles conditions, on juge si le lecteur peut lui accorder quelque confiance. Le lecteur français sera charmé, en mettant à l'étude cette œuvre nouvelle, d'y retrouver à chaque pas son propre pays. Mais ce qui accroîtra infiniment l'intérêt qu'il éprouvera à être replacé en face de faits et de polémiques assez bien connues de lui comme s'étant produits sous ses yeux, c'est de les voir enchâssés dans des exposés généraux qui leur assignent leur place et leur valeur relatives dans les manifestations de la vie et de la pensée universelles.

D. A.

---

PAUL DUPROIX. — *Kant et Fichte et le Problème de l'Education*.  
260 p. in-8. Paris, 1897.

L'homme, dit l'auteur, diffère de l'animal en ce que, capable d'un développement continu et d'un progrès indéfini, il peut appliquer ses facultés à la conquête successive des fins auxquelles la nature l'a destiné, mais qu'elle n'a pas immédiatement réalisées en lui.

C'est par éducation que se franchit dans l'homme même le long intervalle qui sépare l'animalité de l'humanité véritable. Cette éducation est tout d'abord collective et réceptive. Ce sont, avant tout, les circonstances extérieures dont nous subissons inconsciemment l'influence. C'est la civilisation qui nous entoure, ce sont aussi les influences héréditaires, particulières ou collectives. Mais, à côté de cette éducation inconsciente, il y a une éducation consciente et personnelle, qui doit être comme une réponse à l'action extérieure; elle a pour effet non seulement de mettre l'individu au niveau de l'humanité elle-même et de lui donner pour point de départ ce qui a été pour la génération précédente le point d'arrivée, mais encore de le rendre capable d'ajouter à cet héritage et de l'améliorer. Ainsi l'éducation n'a pas seulement pour objet de diriger le déve-

loppement de l'individu, elle doit encore assurer le progrès régulier de la société, le perfectionnement de l'espèce tout entière. *Individu* et *collectivité*, tels sont les deux facteurs du problème de l'éducation. L'instruction proprement dite ne suffit pas pour former l'homme et pour guérir le mal social, parce qu'elle ne saurait avoir par elle-même aucune action sur le cœur et la conscience, parce qu'elle ne saurait régler les sentiments et la volonté; il faut avant tout se préoccuper de l'éducation morale.

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, on avait trop souvent oublié que l'homme est un être moral, et qu'il ne peut être sacrifié à la toute-puissance d'une autorité humaine. Rousseau a proclamé la liberté morale de l'homme; ce principe est la transition à la philosophie de Kant et de Fichte dont il sera le fondement. Mais, tandis que Kant se place spécialement au point de vue de l'individu, Fichte se met surtout à celui de la collectivité, de telle sorte que celui-ci complétant celui-là, en conciliant leurs deux systèmes, M. Duproix en dégage comme une synthèse des deux facteurs essentiels du problème de l'éducation.

La pédagogie de Kant, comme sa morale, est essentiellement individuelle. En morale, il s'occupe de déterminer une loi et des principes valables pour un être raisonnable en général. C'est seulement plus tard qu'il arrive à la morale sociale et à la politique. En pédagogie, il donne pour fin suprême à l'éducation la perfection individuelle.

Fichte se sépare de son maître, ou plutôt il le complète. Il ne s'agit pas seulement pour lui, comme le voulait Kant, de réaliser dans l'individu un idéal de pureté et de moralité. Il faut placer l'homme dans la société civile et dans l'État auquel il appartient : il faut lui proposer un idéal de perfection et de justice sociale, et son premier devoir sera d'y travailler de toutes ses forces. La morale de Fichte est, pour le fond, celle de Kant, mais elle est chez lui formulée en d'autres termes, établie sur d'autres déductions. L'homme *est une fin en soi*, avait dit Kant, mais il en est aussi une pour les autres, ajoute Fichte, et c'est là précisément ce qui fait la dignité de l'individu : la vertu est l'oubli de soi dans l'intérêt de la totalité des êtres intelligents; chacun doit, selon la mesure de ses forces et la place qui lui a été assignée, travailler à l'œuvre de la moralisation universelle. Pour Fichte, l'homme n'est pas un être solitaire qu'on puisse songer à élever uniquement pour lui-même en vue d'un idéal absolu. Il a des relations contingentes avec un monde réel dans lequel il est appelé à vivre. La mission de l'éducation n'est donc pas seulement de former et de cultiver des esprits et des consciences à l'état individuel isolé, mais de former aussi et de cultiver des hommes destinés à vivre en société. En un mot, Kant insiste sur le premier facteur du problème de l'éducation : l'individu; et Fichte sur le second : la collectivité.

Mais l'un et l'autre ne se contentent pas de nous proposer un idéal, ils recherchent les moyens propres à conduire les générations nouvelles vers une réalisation supérieure de l'existence, en subordonnant les sentiments inférieurs de notre être à des principes supérieurs, en un mot, en faisant du vrai et du bien les seuls régulateurs de la vie individuelle et sociale. L'éducation est pour eux un constant effort, une ascension volontaire, une évolution progressive vers cet idéal qui doit devenir toujours plus conscient et plus élevé. Pour Fichte, comme pour Kant, le but que nous devons nous proposer, c'est le développement le plus puissant et le plus haut de notre activité, c'est une création perpétuelle de nouveaux résultats, une série de progrès toujours accrus par l'effort libre de notre personnalité. Agir et faire agir, voilà pour eux le secret et en même temps le signe de l'étude féconde, le grand précepte de l'enseignement. Le vrai nom de la vie, conclut M. Duproix, c'est l'aptitude à l'effort. L'éducation de la volonté, qui a été si longtemps négligée, est actuellement la question qui s'impose le plus impérieusement aux pédagogues et aux éducateurs. Enseigner aux enfants et aux jeunes gens à vouloir, assurer à leur intelligence une souveraine maîtrise sur tous leurs actes, faire qu'ils soient les auteurs conscients de leur destinée, et non point les jouets inertes des circonstances où le hasard les a jetés : n'est-ce pas là l'indispensable de l'éducation ?

OSSIP LOURIE.

---

ERNEST SEILLIÈRE. — *Etudes sur Ferdinand Lassalle*. Plon, 1897.

M. Ernest Seillière a voulu tracer particulièrement le portrait moral de Ferdinand Lassalle. L'entreprise était complexe : et le mérite de l'auteur est remarquable d'y avoir réussi.

M. Seillière nous montre Lassalle tel qu'il était, dans toute l'ampleur de ses vanités et de ses médiocrités, incapable de se déterminer un but précis parce que son désir constant du succès le détournait des longs efforts silencieux. Lassalle manifeste son sentiment vaniteux à travers les instants de son existence fort diverse ; tour à tour avocat, juriste, philosophe, auteur dramatique, critique littéraire, publiciste, et finalement agitateur politique, il acquit par là cette réputation qu'il avait souhaitée toujours avec tant d'ardeur. Mais on parvient mal à discerner ce qui peut constituer l'originalité de Ferdinand Lassalle.

Certes, il parut concevoir une loi sociale qu'il dénomma « la loi d'airain » voulant marquer sans doute par l'incertitude de cette métaphore l'imprécision de son idée. Et, en tous cas, cette loi est abandonnée par les doctrinaires du socialisme contemporain. D'autre part, Las-



salle pensa soulever l'Allemagne par l'éloquence de sa parole : il ne convainquit personne, il ne souleva que peu de monde.

Pourquoi donc le nom de Lassalle a-t-il pu acquérir une telle importance dans l'histoire du socialisme allemand ? Peut-être parce que celui qui le portait était un bel homme, parce qu'il avait des succès dans les salons et qu'il séduisait les femmes : là est bien la réelle caractéristique de cet agitateur, de ce démagogue, qui, dans la vie quotidienne, ne dédaignait pas de se manifester bourgeois et même aristocrate. — Ensuite Lassalle était un orateur : et à cet égard sa gloire lui parvint, si je ne me trompe, de ce que s'adressant le plus souvent à des populations du Nord, il leur parlait avec un tempérament méridional. Par là, il sembla exceptionnel, et l'on crut apercevoir le miroitement d'idées grandioses parmi les mots éblouissants. — Enfin et surtout, la singularité de la mort de Lassalle rejaillit sur sa vie tout entière et perpétua le souvenir de son nom. Il mourut en duel, — ce qui était déjà bien, — en duel pour une femme — ce qui parut très bien. De cette façon, Lassalle avait conquis une originalité que nul socialiste ne pourrait jamais lui disputer. Alors ses moindres conceptions, le plus souvent prétentieuses et plates, exposées en de vagues brochures, devinrent des conceptions importantes et leur auteur se transforma en une manière de grand homme.

Tout cela se distingue à travers les pages fort intéressantes du volume de M. Ernest Seillière. M. Seillière n'impose pas à ses lecteurs une conception personnelle de son héros. Il est d'une impartialité sereine, et laisse agir la pensée de chacun. Mais dans les proportions mêmes qui sont attribuées à chaque partie du livre apparaît l'insignifiance de l'homme. L'ouvrage a 400 pages : quarante-trois seulement sont consacrées à la carrière politique de Lassalle, et deux cents au roman d'amour et d'épée qui la termine. De tels chiffres sont démonstratifs.

Aussi bien le livre de M. Seillière est écrit avec une impeccable méthode, une incessante précision documentaire. Ce sera, sur Ferdinand Lassalle, le livre décisif.

ERNEST CHARLES.

---

J. BOUVÉRY. — *Le spiritisme et l'anarchie devant la science et la philosophie*. Paris, 1897.

Le titre de cet ouvrage est, à la vérité, plus clair qu'on n'est tenté de croire au premier abord. Il signifie la diversité incontestable des sujets dont il est parlé.

Effectivement, l'auteur y traite, tour à tour ou bien tout à la fois, de spiritisme, d'anarchie, de science et de philosophie. Mais je ne donne là

qu'une énumération extrêmement sommaire de la multiplicité des questions ingénieuses parmi lesquelles M. Bouvéry se complait. Et même, il faudrait être aveugle ou injuste pour ne pas reconnaître que, dans ce livre, un très petit nombre seulement demeure indiscuté des problèmes importants auxquels les grands esprits de toutes les époques se sont préoccupés de chercher une solution, — sans que, du reste, ils soient parvenus à la trouver.

Mais si la solution importe grandement, il est également intéressant de savoir par quelle méthode on espère y parvenir. A cet égard, je ne pense pas que M. Bouvéry ait des conceptions d'une netteté suffisante. Quelle que soit l'opinion qu'il soutienne, et quel que soit l'argument sur lequel il se préoccupe de l'appuyer (de telles préoccupations sont rares chez lui) — M. Bouvéry a très grand soin de fournir les témoignages les plus nombreux, renversant ainsi un principe fort ancien et qui passe pour juste, c'est à savoir : qu'il faut peser plutôt que compter les témoignages. Par suite, le lecteur, ahuri, en vient à constater que M. Bouvéry considère M. Henry Bauer comme un philosophe, et M. Chiucholo comme un psychologue.

Toutefois, si le lecteur ne trouve pas dans cet ouvrage un exposé très cohérent, il ne manquera pas de s'amuser à l'imprévu des citations ou à l'inattendu des souvenirs historiques. Une lecture même rapide du livre lui rappellera les noms de tous les journalistes et de quelques esprits éclairés de notre temps. Au surplus, il y a, de ci, de là, sur tous les sujets et sur quelques autres, des anecdotes vraiment divertissantes.

ERNEST CHARLES.

---

*La petite industrie (Salaires et durée du travail). — Tome II. Le vêtement à Paris. Paris, 1896.*

Le volume nouveau, dû à l'activité de l'Office du travail, fournit les renseignements les plus complets sur l'industrie du vêtement. Il donne ces renseignements de la façon la plus systématique.

Vraisemblablement, les indications multiples que nous y trouvons sont d'une exactitude absolue. La méthode de recherche statistique employée offre, par elle-même, toutes les garanties qui se peuvent désirer.

Les auteurs de cette enquête sur l'industrie du vêtement ont eu le souci persistant que rien n'échappât à leurs investigations. Aussi bien, le plan qu'ils ont adopté facilite au lecteur les recherches et l'aide à ne pas se perdre parmi les formes infiniment variées que prend tout à tour la fabrication des vêtements à Paris. Une grande division paraissait s'imposer : celle qui consiste à étudier séparément les vêtements de l'homme et les vêtements de la femme. De là deux parties essentielles

dans l'ouvrage. Chacune de ces parties se subdivise elle-même le plus logiquement du monde. D'abord nous est indiqué le tableau d'ensemble du métier, puis la grande division du métier en section de la mesure et section de la confection, enfin la classification des entreprises. Il est inutile d'insister sur la précision rigoureuse avec laquelle les enquêteurs ont accompli leurs travaux.

Mais l'intérêt particulier de ce volume provient de l'enquête monographique qui a été faite. Nous sommes introduits successivement dans les ateliers patronaux et dans les ateliers en chambre. Dans les uns nous voyons se mouvoir et agir les trois ordres de collaborateurs qui entourent le patron : le personnel commercial, le personnel manoeuvre, le personnel industriel. Dans les autres le spectacle change suivant qu'il s'agit des apiéceurs ou couseurs de grandes pièces, des giletiers... et des façonniers de toutes catégories.

L'enquête monographique a l'avantage de rendre très clairement saisissable la condition de l'ouvrier et de l'ouvrière du vêtement. L'intérêt est d'autant plus réel que, dans l'industrie du vêtement, la « mesure » et la « confection » se font une rude concurrence. Il est donc très instructif, au point de vue social, de découvrir quelles répercussions produit cette concurrence sur le sort des ouvriers.

Tous les éléments d'appréciation se trouvent renfermés dans la considérable enquête dont les résultats sont résumés dans ce livre. Il suffit de savoir que cette enquête a été opérée sous la direction de M. du Maroussem pour que tout esprit, curieux d'étudier scientifiquement la condition sociale des ouvriers du vêtement, ait pleinement confiance en l'instrument de travail qui lui est procuré.

ERNEST CHARLES.

---

HECTOR LAMBRECHTS. — *Le travail des couturières en chambre et sa réglementation*. Bruxelles, 1897, in-8°.

La législation industrielle des différents pays a surtout réglementé le travail dans les ateliers ; des améliorations considérables ont été ainsi réalisées au point de vue de la salubrité, de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Mais il est une catégorie, et non la moins intéressante, d'ouvriers dont le législateur ne s'occupe que peu ou point, je veux dire, les ouvriers en chambre. Et cependant il en est — les couturières en chambre notamment — auxquels une protection éclairée de la loi ne serait point inutile. En général — et les faits abondent — les ouvrières travaillent dans des chambres notoirement insalubres ; des salaires dérisoires, à peine suffisants pour entretenir leur misérable existence, les obligent à se livrer aux excès de travail les plus nuisibles et à accomplir des jour-

nées de plus de 18 heures. Au prix même des plus dures privations et d'un labeur acharné, le très modeste budget du ménage ne s'équilibre point : la prostitution devra fourrir l'excédent indispensable.

La législation ne peut-elle intervenir ? En France et en Belgique n'est réglementé que le travail dans les ateliers. Certaines législations imposent à l'employeur l'obligation de tenir une liste des personnes auxquelles il confie du travail à domicile et de la communiquer aux inspecteurs du travail ; d'autres interdisent de fabriquer dans les chambres servant à l'habitation certains objets d'habillement, engagent la responsabilité pénale de l'employeur en cas d'insalubrité des locaux dans lesquels travaillent les ouvriers auxquels il confie des objets à domicile, etc.

Toutefois, à raison de la multiplicité des ouvrières travaillant en chambre, ces mesures sont d'une application difficile. On a eu recours à des remèdes simplistes : les couturières de Berlin se mirent en grève au mois de février 1896 et décidèrent la création d'ateliers professionnels, c'est à-dire la suppression pure et simple du travail à domicile. Mais si l'on songe que la place de la femme est essentiellement au foyer domestique, qu'il faut espérer une époque où la distribution à domicile de la force motrice permettra à tous les membres d'une même famille de travailler ensemble et sans sortir de chez eux, cette solution, pour radicale qu'elle soit, semble peu acceptable.

Mieux vaut prescrire l'assainissement des logements insalubres, l'interdiction d'employer le local du travail pour cuisiner ou coucher, parvenir à la création de logements d'un loyer modeste par la constitution multipliée des sociétés d'habitation à bon marché, améliorer les salaires afin de diminuer la longueur excessive de la journée de travail, arriver à la suppression progressive des intermédiaires onéreux. Enfin, la coopération des ouvrières elles-mêmes peut ici, comme partout, produire d'utiles effets.

L'interventionnisme se justifie donc une fois de plus. Sans adopter aveuglément la doctrine de l'État-Providence, dont les dangers n'échappent à personne, il ne faudrait pas admettre davantage la théorie de l'État indifférent, assistant impassible et muet aux revendications légitimes de la classe laborieuse. La protection des faibles, telle doit demeurer la tâche la plus noble des États modernes.

Des brochures, comme celle de M. Lambrechts, en projetant une vive lumière sur des souffrances généralement ignorées, tracent leur devoir aux pouvoirs publics.

ALFRED LAMBERT.

---

ÉMILE WAXWEILER. — I. *La réglementation du travail du dimanche en Suisse*; rapport à M. le ministre de l'Industrie et du Travail sur une mission d'études faite en août 1895. Bruxelles, 1896.

II. *Notes de Suisse. — Les lois protectrices du travail*, par le même. Bruxelles, 1896.

On sait que la Suisse est un des pays où la réglementation du travail a été faite de la manière la plus complète, puisqu'elle porte même sur la fixation des heures de travail, mais l'auteur du livre que nous analysons n'a pris pour tâche que d'observer ce qui concerne le repos dominical, repos qui tend dans maintes législations à devenir obligatoire, et qui, chez nous, commence à intéresser l'opinion publique. C'est en Suisse autour de la loi fédérale du 23 mars 1877 que la question s'agite, l'expérience est déjà assez longue pour apprécier les résultats, et, d'ailleurs de nombreux arrêtés du Conseil fédéral qui s'échelonnent de 1886 à 1893 sont venus interpréter et appliquer la loi précitée. M. Waxweiler avait donc à sa disposition une mine précieuse de renseignements où il a puisé avec beaucoup de sagacité et de succès.

Il expose d'abord l'étape antérieure à la loi fédérale, puis étudie celle-ci dans ses détails et dans son esprit, passant en revue son application, d'abord aux ouvrières, puis aux enfants, enfin, aux ouvriers adultes ; il indique les exceptions sur le repos obligatoire, celles de continuité, celle d'absolue nécessité, et dans un autre sens les extensions de l'obligation, par exemple, au samedi et à la veille des jours fériés. Enfin, se plaçant à l'époque actuelle, il indique quels ont été les résultats pratiques de la loi, quelles sont ses lacunes, ce que l'opinion publique réclame de plus, l'action de l'initiative privée s'ajoutant à celle de l'État. Dans un appendice, il s'occupe de la réglementation du travail du dimanche dans le commerce et dans les entreprises de transport. En outre, des annexes fournissent le texte même des lois et règlements sur cet important sujet. Un ouvrage aussi substantiel est tout entier à lire ; il est, en outre, rédigé avec une grande clarté, les matières y sont classées avec un ordre logique et l'auteur a su les relier dans une synthèse intéressante, et les accompagner de critiques pénétrantes.

La loi fédérale a réussi à régler le repos dominical dans la grande industrie, mais malgré tous les efforts la petite industrie y a échappé. Son système ne s'est pas d'ailleurs formé sans tâtonnements, les principes de la loi elle-même étaient trop généraux et présentaient des lacunes ; les arrêtés de 1893 et de 1894 lui ont donné un caractère plus pratique ; les ouvriers et les établissements industriels sont venus eux-mêmes au secours de la loi, en ne se contentant pas de la subir, comme cela a lieu dans divers pays, aussi ont-ils été fréquemment consultés ; ainsi aujour-

d'hui il n'existe plus de réclamations sérieuses, la loi est arrivée à la période si désirable de la stabilité. D'ailleurs des rectifications utiles ont été faites : la loi primitive n'exemptait de l'obligation du repos que les fabrications qui ne souffrent pas d'interruption, et elle exigeait une autorisation spéciale pour chaque établissement ; plus tard, l'exemption est devenue plus large et il faut qu'elle soit spécifiée dans la loi même. Les industries n'ont pas souffert de dommages de la loi fédérale. L'opinion publique s'est formée de plus en plus dans le sens du repos du dimanche. Suivant l'auteur, c'est la Suisse qui a été l'instigatrice de ce mouvement dans toute l'Europe. Cependant celui de la réglementation de la petite industrie n'a pas réussi et a été rejeté par le referendum, en 1894, mais la question du repos du samedi soir se pose maintenant et il semble le complément nécessaire de celui du dimanche. Les législations cantonales sont venues à leur tour continuer l'œuvre fédéralement commencée, et l'auteur en fait l'énumération. Elles se sont beaucoup occupées du repos dominical dans le commerce et en particulier pour les débits de boisson. Les compagnies de chemins de fer ont résisté quelque temps à la loi fédérale et semblaient avoir triomphé, lorsqu'intervint la loi spéciale de 1890 qui désormais les astreignit rigoureusement.

Tels sont les faits législatifs et statistiques nombreux que M. Waxweiler a relatés et discutés dans sa monographie.

Dans une autre moins étendue, intitulée *Notes de Suisse*, le même auteur, après avoir fait remarquer la puissance industrielle de ce petit pays où se pose par conséquent d'une manière avantageuse la question économique, observe que c'est dans un canton de gouvernement direct, celui de Glaris, qu'a eu lieu en Europe pour la première fois la limitation de la durée de travail de tous les ouvriers, même adultes ; pour que l'industrie locale n'en souffrit pas, ce canton chercha à entraîner les autres dans son mouvement et ne pouvant y réussir, n'en édicta pas moins la limitation des heures de travail ; l'industrie n'en souffrit pas, si bien que lors du vote de la loi fédérale de 1875, l'exemple de ce canton fut invoqué comme argument décisif ; cette anecdote est très curieuse et fait bien comprendre le mode d'évolution de la législation suisse. L'auteur examine, à côté de cette loi fédérale, les lois cantonales qui sont venues à leur tour réglementer les restrictions du temps de travail. Nous ne pouvons le suivre ici dans ces détails, quoique nous l'ayons lu avec un vif intérêt.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

VILHELM BOYE. — *L'âge du bronze en Danemark*. Un grand vol. in-4°.

On connaît les riches découvertes archéologiques qui ont été effectuées en Danemark : elles ont fait faire à l'histoire des temps préhistoriques d'immenses progrès. Grâce à elles nous sommes documentés d'une façon très suffisante sur ce qu'était la vie à l'époque du bronze. L'habitude qu'avaient les générations de cette époque d'enterrer leurs morts avec leurs objets usuels dans des cercueils creusés dans un seul tronc de chêne a permis à tous les produits de leurs industries d'arriver jusqu'à nous. Non seulement nous possédons leurs armes et leurs outils de bronze, mais encore les tissus dont ils se couvraient, les peaux qu'ils apprêtaient, leurs menus ustensiles de corne, d'os ou de bois et leur dépouille mortelle elle-même, souvent dans un état de conservation surprenant.

M. V. B. a eu l'excellente pensée de grouper en un bel ouvrage l'histoire et l'étude de chacune des fouilles qui ont amené au jour les trésors archéologiques dont l'ensemble fait du musée de Kopenhague le plus riche du monde. Bien qu'il soit hasardeux de se prononcer sur l'époque à laquelle ces cercueils ont été mis en terre, on peut approximativement la fixer à environ 3,000 ans avant Jésus-Christ. La race qui élevait les tumulus pour honorer ses morts et les préserver de toute profanation était parvenue à un certain degré de culture : elle savait préparer les peaux, tisser la laine mélangée de poils de cerf : elle avait domestiqué le chien et travaillait avec habileté et goût le bronze et l'or. Il est de même intéressant de constater que les motifs d'ornementation encore en usage à l'heure actuelle dans les pays scandinaves existaient déjà : ils se rapprochaient sensiblement des types gréco-scythes. Il est à regretter que M. V. B. ne nous ait pas donné une idée générale de l'origine probable de cette race et de ses affinités avec celles existant à la même époque. Remercions-le néanmoins de nous avoir fait connaître l'âge du bronze d'une façon aussi complète et aussi claire, grâce à ses nombreuses planches, — et souhaitons qu'il nous initie de même à l'âge du fer en Danemark.

FR. DE ZELTNER.

---

D<sup>r</sup> MAUREL. — *De la dépopulation de la France*, étude sur la natalité, Paris, 1896.

La diminution de la natalité en France, phénomène incontestable, a depuis 1870 surtout attiré vivement l'attention, et de nombreuses monographies ont été écrites à ce sujet ; il n'est pas besoin de faire ressortir

l'importance de ce fait, surtout au point de vue militaire, mais il est difficile d'en trouver l'étiologie certaine et d'en indiquer les remèdes; du reste, ceux-ci dépendent de la première, comme la thérapeutique de la pathologie. Le docteur Maurel est venu apporter sa contribution très utile à cette recherche; en effet, tandis que la plupart des auteurs qui se sont occupés de la question sont des juristes, des économistes ou des statisticiens, il a pu se placer au point de vue de la biologie et de la physiologie et même sur le terrain pathologique; c'est ce qu'il nous semble avoir fait avec succès.

La cause la plus connue et pour ainsi dire classique de la diminution de la natalité, c'est le *moral restraint*, ou en termes plus familiers, la volonté de ne pas avoir d'enfants pour des raisons économiques. Tant que le décroissement de la population dérive de la diminution de la nuptialité, ou même dans le mariage, du peu de fécondité relative, c'est-à-dire, s'il s'agit des ménages qui n'ont que deux ou trois enfants, ce motif semble plausible, et peut tout expliquer; mais son importance diminue s'il existe beaucoup de ménages n'ayant pas d'enfants du tout, ou n'en possédant qu'un seul, car tout le monde devrait avoir au moins un enfant ou même deux pour le cas de mort prématurée du premier; dans ce cas il faut bien qu'une autre cause concoure avec le *moral restraint*.

La fréquence de ces ménages a frappé l'auteur; aussi s'efforce-t-il d'abord de la constater exactement, puis d'en trouver la cause qui ne peut être que physiologique ou pathologique. Il remarque que la proportion des ménages absolument inféconds en France, est en moyenne de dix pour cent; en 1886, la proportion s'élevait même à un cinquième, mais elle doit être réduite parce qu'on a compris les ménages n'ayant pas encore trois ans d'existence; d'autre part, cette infécondité totale croît d'année en année.

La cause d'une infécondité qui ne peut s'expliquer par aucun motif économique ou juridique, doit être pathologique, et si elle existe, il est probable que la même cause influe sur l'affaiblissement de la natalité en général, sur les familles ayant un plus grand nombre d'enfants. Le docteur Maurel l'attribue à l'arthritisme, lequel n'est pas une maladie spéciale, mais la dénomination générique de tout un groupe de maladies se rattachant à une diathèse commune, la goutte, le rhumatisme, la gravelle, les calculs, les désordres cardiaques, le diabète, et qui a pour point de départ la pléthore. Ce ne serait pas à son début, mais par sa transmission héréditaire que l'arthritisme aurait un résultat stérilisant, c'est à-dire lorsqu'il devient l'hérédo-arthritisme.

Ce qui est plus curieux, c'est la cause de l'arthritisme lui-même, car elle est aussi celle médiate de l'infécondité; cette cause est, suivant l'auteur du livre que nous analysons, la suralimentation. En effet, ce ne sont pas les populations ou les classes pauvres dont le nombre des



enfants est très restreint ou nul, mais les populations ou les classes riches ou aisées; ce n'est pas le défaut d'alimentation qui est le plus nuisible dans ce sens, mais son excès; l'auteur en accumule un certain nombre de preuves indirectes; c'est, en effet, cette suralimentation qui serait l'origine des maladies arthritiques directement extinctives de la fécondité. Cette étiologie se trouvait masquée, parce que ce sont précisément les personnes suralimentées qui pratiquent le plus le *moral restraint*, mais elle a bien son existence concurrente qui est révélée dans les mariages absolument inféconds! Il en résulte que par une coïncidence harmonique, une cause physique et une cause morale concourent pour amener dans la même classe et chez le même peuple le résultat observé.

Telle est la partie originale et très intéressante de l'ouvrage du docteur Maurel; elle mérite d'attirer l'attention et la discussion.

RAJUL DE LA GRASSERIE.

LOUIS FOREST. — *La naturalisation des juifs algériens et l'insurrection de 1871*. Paris, broch. in-8, 1897.

L'aveuglement ou la mauvaise foi des partis travestissent souvent l'histoire à l'aide de sophismes grossiers. Conclure d'un rapport de succession à un rapport de causalité est un procédé fort commun aux esprits qu'animent des préjugés inconscients ou malfaisants.

En faisant remonter à la naturalisation des juifs algériens la responsabilité et l'origine de la formidable insurrection de 1871, on ne respectait sans doute pas les droits de l'impartiale histoire, mais on donnait des aliments nouveaux au foyer toujours ardent des passions religieuses. Mais les théories les moins vraisemblables trouvent crédit et ce n'est pas faire œuvre vaine que de les combattre. Sans doute serait-ce folie d'espérer convaincre des adversaires irréductibles, mais, à leur suite, ils entraînent des indécis, et ceux-là ne ferment point toujours les yeux aux lumières de la raison et de la vérité. M. Louis Forest a donc entrepris une tâche utile : dans un style simple et net, sans rhétorique bruyante, à l'aide de documents irréfutables, il étudie le problème de l'insurrection algérienne de 1871. Le caractère impersonnel de son œuvre en atteste suffisamment l'impartialité; il démontre tout d'abord et d'une façon fort concluante, que le décret de naturalisation ne fut point dû à une sorte de génération spontanée, qu'il puisait des racines profondes dans les vœux maintes fois exprimés par les publicistes, les fonctionnaires et les assemblées délibérantes de l'Algérie, que le gouvernement impérial avait nettement manifesté sa résolution de naturaliser les juifs algériens, que Crémieux enfin ne faisait qu'exécuter un projet tout préparé.

Quelques mois après se produit l'insurrection. Elle avait été précédée de révoltes nombreuses et redoutables. Mais il suffit d'interroger le témoignage des faits et des hommes pour dégager la cause de l'événement qui nous occupe.

L'insurrection éclate et se propage dans une région où il n'y a point de juifs, cinq mois après le décret de naturalisation; plus tard, une enquête a lieu sur la question de l'insurrection. Les fonctionnaires d'Algérie sont interrogés, les uns pensent que le décret est une des causes, mais non la cause unique de l'insurrection, d'autres n'osent se prononcer en faveur de cette hypothèse, d'autres enfin, des plus considérables et des mieux placés pour juger sagement et impartialement les choses, adoptent sans hésiter la négative.

Quand aux Arabes, la naturalisation des juifs les a laissés indifférents. Les causes de la révolte furent sans doute la substitution du régime civil au régime militaire, les désastres de la France et les suggestions toujours agissantes du fanatisme. Et M. Forest conclut et l'on ne peut manquer de souscrire à sa conclusion : « Si les juifs algériens n'avaient pas été naturalisés le 24 octobre 1870, l'insurrection ne s'en serait pas moins produite dans le même temps, dans les mêmes lieux, avec la même force et la même intensité. »

Cette étude, dont on doit féliciter M. Forest, inspire au sociologue une réflexion mélancolique. Pourquoi faut-il que la passion vienne encore ajouter à l'obscurité des problèmes sociaux et ne pourrait-on point se résoudre à les étudier sans haine et sans complaisance?

ALFRED LAMBERT.

ERNEST CHARLES. — *Les chemins de fer en France pendant le règne de Louis-Philippe*. Paris, 1896, un vol. in-8°.

Cet ouvrage pétri d'histoire parlementaire est assaisonné d'une pointe d'économie politique et relevé d'une assez forte dose de philosophie. L'auteur, dans sa préface, répudie bien haut l'intention d'écrire une histoire intégrale des chemins de fer pendant la monarchie de Juillet; il annonce qu'il limitera son travail à l'étude des discussions parlementaires qui eurent lieu de 1830 à 1848.

Tout en développant son plan et sa méthode, l'auteur égratigne légèrement ses prédécesseurs dans la matière, n'exceptant guère de ses critiques que l'ouvrage de M. Alfred Picard. C'est déjà un mérite que de ne pas tout reprouver et d'avoir aussi bon goût.

La première partie de l'ouvrage intitulé : « Conception du rôle des chemins de fer; de leur place et de leur mode d'exécution » n'est guère qu'une anthologie, mais une anthologie assez heureuse des discussions qui

eurent lieu au Parlement sur la question des chemins de fer, de 1830 à 1848.

L'industrie des transports par rails est encore au berceau. M. E. Charles nous montre les pouvoirs publics discutant l'avenir du nouveau-né et s'ingéniant à tirer son horoscope. Amènera-t-il une révolution industrielle, sociale? Doit-on le confier aux mains de l'État ou de compagnies indépendantes?

Époque fertile en discussions que la monarchie de Juillet, mais aussi en résolutions. C'est, en effet, de la fin de cette période que datent les lois et ordonnances qui après plus d'un demi-siècle et après la construction de 40,000 kilomètres de voies ferrées régissent encore aujourd'hui la grande industrie des transports par chemins de fer.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à une étude, historique plutôt que juridique, de la loi du 11 juin 1842 qui a déjà fait l'objet de si nombreux et de si consciencieux travaux.

Dans la troisième partie, l'auteur s'efforce de dégager l'influence de cette loi sur l'exécution du réseau des voies ferrées. Il constate qu'elle donna à l'entreprise de la construction des chemins de fer un essor considérable, mais qui devait aboutir, par le défaut d'ordre et de méthode dans les concessions, l'agiotage sur les valeurs émises par les compagnies, et la coïncidence fâcheuse d'un renchérissement de main-d'œuvre et de mauvaises récoltes, à la crise de 1846.

L'auteur arrête à cette date l'histoire des chemins de fer sous la monarchie de Juillet pour se livrer, dans une quatrième partie de l'ouvrage, à des considérations sur l'état d'âme du Parlement pendant les discussions sur le régime des chemins de fer. Il paraît qu'il y avait déjà à cette époque des états d'âme même pour le Parlement, quoique cette expression sublime n'eût pas encore été découverte. Le Parlement donc, à cette époque de notre histoire, était dans un état d'incohérence que l'opinion publique, souverain remède et correctif souverain, vint heureusement guérir et rectifier.

Dans une cinquième et dernière partie, intitulée : « La question des chemins de fer en dehors du Parlement », l'auteur s'efforce d'analyser les sentiments de la nation à l'égard du nouveau mode de transport. Il constate qu'au milieu de sentiments divers et un peu confus, prédominait l'idée que la nouvelle industrie des voies ferrées serait l'élément le plus considérable d'une prochaine révolution politique, économique et sociale.

L'auteur apporte à son étude cette conclusion, d'ailleurs très exacte, que les éléments de la question des chemins de fer ont été tous ou presque tous posés et discutés sous la monarchie de Juillet.

C'est pourquoi l'ouvrage de M. E. Charles, écrit dans un style clair et

nerveux parfois jusqu'à l'excès, ne saurait manquer d'utilité pour ceux qu'intéresse la question des chemins de fer en France.

GEORGES GUILLAUMOT.

---

G. BLONDEL. — *Etude sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*, avec la collaboration de Ch. Brouilhet, E. Julhiet, L. de Sainte-Croix, L. Quesnel. — 1 vol. in-8°, Paris, 1897.

En 1895, le Musée social et son fondateur M. le comte de Chambrun chargeaient une mission dirigée par M. G. Blondel et composée de MM. Ch. Brouilhet, Ed. Julhiet, L. de Sainte-Croix et L. Quesnel, d'étudier les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire. L'entreprise était vaste et difficile, mais la connaissance de l'Allemagne, dont M. Blondel avait donné la preuve dans ses travaux antérieurs, était une garantie du succès de cette enquête. Le volume que nous présentons à nos lecteurs est le rapport rédigé à la suite de cette mission.

La première partie de l'ouvrage contient la description des diverses et principales contrées de l'Allemagne agricole. Elle nous fait connaître la relation de proportion existant entre la grande et petite propriété rurale, les modes de culture employés selon les pays, la variété des productions, les mœurs des agriculteurs, leur condition économique, sociale et morale : pour nous faire pénétrer plus avant dans la connaissance des régions, les auteurs ne craignent pas (et ils ont eu raison) de nous conduire chez l'habitant, dans sa famille décrite en plusieurs monographies, dans sa maison souvent dépeinte avec un art attachant, par exemple en ce qui concerne l'habitation de la région saxonne. Cette étude d'ensemble édifiée sur une somme considérable de renseignements, de détails condensés et coordonnés, de types choisis, donne un tableau très intéressant du paysan allemand dans sa vie générale et intime telle qu'elle résulte des mœurs traditionnelles, du milieu physique, des coutumes et des lois.

L'Allemagne agricole ainsi décrite dans ses manifestations prises sur le vif, il s'agissait de synthétiser ces observations et d'étudier les divers courants, qui agissent sur la vie des classes rurales, soit pour maintenir, soit pour transformer leur condition actuelle : tel est l'objet de la seconde partie du rapport de M. Blondel. Le régime successoral si curieux de l'*Anerbenrecht* des pays saxons, les différentes formes d'associations coopératives ou autres, l'organisation du crédit rural, foncier ou personnel, l'action du gouvernement intervenant dans l'organisation des chambres d'agriculture, de l'enseignement agricole, dans la protection du commerce et de la production nationale, dans l'extension de la colonisa-

tion intérieure, telles sont les différentes questions qui sont successivement envisagées.

Cette enquête importante demandait une conclusion en ce qui concerne la crise agraire. Celle-ci a ses causes principales dans la surproduction et la concurrence des produits étrangers, dans la dépréciation du métal argent, dans les abus de la spéculation et enfin dans l'endettement de la propriété foncière. Le dernier chapitre du rapport de M. Blondel passe en revue ces différents points et indique les remèdes proposés au mal.

Nous ne nous dissimulons pas combien un simple compte-rendu est insuffisant pour donner une analyse complète d'un ouvrage aussi étendu et aussi riche en renseignements; nous voudrions du moins par ces quelques mots avoir mis en relief le très haut intérêt de ce livre, qui fait le plus grand honneur à ses auteurs et à la science française.

MAURICE DUFOURMANTELLE.

---

*La consolidation de l'Autriche-Hongrie et son rôle dans la question orientale.* Paris, 1896, in-12.

Ce livre, que l'auteur n'a pas signé et auquel les derniers événements d'Orient semblent donner un certain caractère d'actualité, est une étude très sérieuse de politique internationale. Dans une série de chapitres dont le style ne laisse d'ailleurs rien à désirer, l'auteur nous fait voir, par les faits mêmes, la consolidation de l'Autriche-Hongrie, qui a commencé — dit-il dans sa préface — au lendemain des guerres austro-prussienne et franco-allemande et qui peut être aujourd'hui considérée comme achevée et définitive. Il est naturellement amené à étudier le slavisme comme force dissolvante et la transformation de l'idée panslaviste. A ceux qui voient un point noir dans la divergence des intérêts économiques de l'Autriche et de la Hongrie, l'auteur répond que l'Autriche a besoin des matières premières de la Hongrie et que celle-ci ne sait se passer des articles industriels de celle-là.

Les intérêts économiques des deux nations sont indissolublement liés et la séparation à ce point de vue serait un anachronisme.

Dans le chapitre intitulé : « Le régime provincial et l'unité de l'Etat », nous voyons avec plaisir que la sociologie n'est pas étrangère aux études diplomatiques. « La sociologie envisage les relations sociales; la statistique met en lumière la situation du présent et permet en même temps de juger le passé et d'entrevoir l'avenir; ses données précises sur le mouvement de la population et sur les professions servent à la sociologie comme à la démographie. Cette dernière couronne l'ensemble des sciences positives, c'est elle qui, avec le concours de la sociologie et de la statistique, donne un aperçu du panorama de l'avenir, des transforma-

nerveux parfois jusqu'à l'excès, ne saurait manquer d'utilité pour ceux qu'intéresse la question des chemins de fer en France.

GEORGES GUILLAUMOT.

G. BLONDEL. — *Etude sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*, avec la collaboration de Ch. Brouilhet, E. Julhiet, L. de Sainte-Croix, L. Quesnel. — 1 vol. in-8°, Paris, 1897.

En 1895, le Musée social et son fondateur M. le comte de Chambrun chargeaient une mission dirigée par M. G. Blondel et composée de MM. Ch. Brouilhet, Ed. Julhiet, L. de Sainte-Croix et L. Quesnel, d'étudier les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire. L'entreprise était vaste et difficile, mais la connaissance de l'Allemagne, dont M. Blondel avait donné la preuve dans ses travaux antérieurs, était une garantie du succès de cette enquête. Le volume que nous présentons à nos lecteurs est le rapport rédigé à la suite de cette mission.

La première partie de l'ouvrage contient la description des diverses et principales contrées de l'Allemagne agricole. Elle nous fait connaître la relation de proportion existant entre la grande et petite propriété rurale, les modes de culture employés selon les pays, la variété des productions, les mœurs des agriculteurs, leur condition économique, sociale et morale : pour nous faire pénétrer plus avant dans la connaissance des régions, les auteurs ne craignent pas (et ils ont eu raison) de nous conduire chez l'habitant, dans sa famille décrite en plusieurs monographies, dans sa maison souvent dépeinte avec un art attachant, par exemple en ce qui concerne l'habitation de la région saxonne. Cette étude d'ensemble édifiée sur une somme considérable de renseignements, de détails condensés et coordonnés, de types choisis, donne un tableau très intéressant du paysan allemand dans sa vie générale et intime telle qu'elle résulte des mœurs traditionnelles, du milieu physique, des coutumes et des lois.

L'Allemagne agricole ainsi décrite dans ses manifestations prises sur le vif, il s'agissait de synthétiser ces observations et d'étudier les divers courants, qui agissent sur la vie des classes rurales, soit pour maintenir, soit pour transformer leur condition actuelle : tel est l'objet de la seconde partie du rapport de M. Blondel. Le régime successoral si curieux de l'*Anerbenrecht* des pays saxons, les différentes formes d'associations coopératives ou autres, l'organisation du crédit rural, foncier ou personnel, l'action du gouvernement intervenant dans l'organisation des chambres d'agriculture, de l'enseignement agricole, dans la protection du commerce et de la production nationale, dans l'extension de la colonisa-

tion intérieure, telles sont les différentes questions qui sont successivement envisagées.

Cette enquête importante demandait une conclusion en ce qui concerne la crise agraire. Celle-ci a ses causes principales dans la surproduction et la concurrence des produits étrangers, dans la dépréciation du métal argent, dans les abus de la spéculation et enfin dans l'endettement de la propriété foncière. Le dernier chapitre du rapport de M. Blondel passe en revue ces différents points et indique les remèdes proposés au mal.

Nous ne nous dissimulons pas combien un simple compte-rendu est insuffisant pour donner une analyse complète d'un ouvrage aussi étendu et aussi riche en renseignements; nous voudrions du moins par ces quelques mots avoir mis en relief le très haut intérêt de ce livre, qui fait le plus grand honneur à ses auteurs et à la science française.

MAURICE DUFOURMANTELLE.

---

*La consolidation de l'Autriche-Hongrie et son rôle dans la question orientale.* Paris, 1896, in-12.

Ce livre, que l'auteur n'a pas signé et auquel les derniers événements d'Orient semblent donner un certain caractère d'actualité, est une étude très sérieuse de politique internationale. Dans une série de chapitres dont le style ne laisse d'ailleurs rien à désirer, l'auteur nous fait voir, par les faits mêmes, la consolidation de l'Autriche-Hongrie, qui a commencé — dit-il dans sa préface — au lendemain des guerres austro-prussienne et franco-allemande et qui peut être aujourd'hui considérée comme achevée et définitive. Il est naturellement amené à étudier le slavisme comme force dissolvante et la transformation de l'idée panslaviste. A ceux qui voient un point noir dans la divergence des intérêts économiques de l'Autriche et de la Hongrie, l'auteur répond que l'Autriche a besoin des matières premières de la Hongrie et que celle-ci ne sait se passer des articles industriels de celle-là.

Les intérêts économiques des deux nations sont indissolublement liés et la séparation à ce point de vue serait un anachronisme.

Dans le chapitre intitulé : « Le régime provincial et l'unité de l'Etat », nous voyons avec plaisir que la sociologie n'est pas étrangère aux études diplomatiques. « La sociologie envisage les relations sociales; la statistique met en lumière la situation du présent et permet en même temps de juger le passé et d'entrevoir l'avenir; ses données précises sur le mouvement de la population et sur les professions servent à la sociologie comme à la démographie. Cette dernière couronne l'ensemble des sciences positives, c'est elle qui, avec le concours de la sociologie et de la statistique, donne un aperçu du panorama de l'avenir, des transforma-

tions prochaines des Etats et des peuples » (p. 179). Il y aurait peut-être quelques réserves à faire sur la conception que l'auteur se fait de la sociologie, mais on voit du moins qu'il a traité son sujet d'une façon scientifique. Le chapitre suivant intitulé : « Evolution future », dans lequel l'auteur, se basant sur des calculs de démographie et de statistique, prévoit un développement exceptionnel de la race magyare, nous paraît hardi et original.

En somme, il y a là une étude documentée de l'Autriche-Hongrie et de son rôle dans la question orientale, et, à ce titre, elle mérite l'attention non seulement de ceux qui s'occupent de cette question, mais encore de tous ceux que préoccupe l'évolution progressive des peuples.

A. BOCHARD.

C. W. A. VEDITZ. — *Die Thünen'sche Werthlehre*. Halle, 1896, in-8.

Cette thèse pour le doctorat en philosophie ne contient que les premiers chapitres d'une histoire du dogme économique de la valeur que l'auteur nous promet de publier plus tard. M. Veditz insiste sur ce que Thünen, l'auteur de l'ouvrage « *Der isolirte Staat in Beziehung auf Landwirthschaft und Nationalökonomie* » dont la première partie fut publiée en 1826, est le vrai fondateur de la nouvelle théorie de la valeur d'après laquelle celle-ci est mesurée par le moindre degré d'utilité, — théorie qu'adoptèrent, depuis lors, MM. Jevons, Menger et Walras et qui a renouvelé l'économie politique contemporaine en Autriche, en Angleterre et en Amérique.

Thünen, d'ailleurs assez connu comme ayant perfectionné et mieux précisé la doctrine Ricardienne de la rente foncière, a souvent et savamment parlé de la valeur et de sa mesure dans les 1,200 pages de son œuvre magistrale. Mais personne, malheureusement, n'a voulu prendre la peine de parcourir consciencieusement ces pages pleines de preuves et d'illustrations purement mathématiques. C'est ce que M. Veditz a fait, et il a synthétisé d'une façon claire et brève les idées de Thünen sur la valeur économique.

Notons finalement que M. Ch. Andler, dans son remarquable livre sur les « Origines du socialisme d'Etat en Allemagne » accepte intégralement les résultats de M. Veditz en ce qui concerne l'idée du moindre degré de l'utilité, et constate nettement qu'il convient désormais de l'appeler le principe de Thünen.

D. A.



## REVUE DES PÉRIODIQUES

*The Review of Reviews* (1<sup>er</sup> semestre de 1897.)

Dans un appendice très joliment illustré M. W. Stead donne l'histoire de la *Rev. of Rev.* et de ses développements. En sept ans elle parvenue à un tirage de 200,000 exemplaires environ, et a créé la bibliothèque des auteurs à deux sous, comprenant depuis les œuvres de Macaulay jusqu'à « Cinq semaines en ballon » de Jules Verne qui a eu un succès extraordinaire. Dorénavant aux anciennes rubriques spéciales de la *Review* on ajoutera « The topic of the Day » et « The Progress of the World ». Le clou de cette série du 1<sup>er</sup> semestre de 1897 est une série d'articles très complets sur la reine Victoria. Le 1<sup>er</sup> article est une explication jingoïstement enthousiaste de la popularité de la reine : tout concourt pour notre auteur à augmenter sa popularité : la reine en amazone qui passe la revue des troupes à Cobham en 1847; la reine en criminelle qui tend la main à Napoléon III; le célèbre tableau de Thomas Jones Barker où la reine présente la bible à un sauvage agenouillé devant elle, etc., etc. Le 2<sup>e</sup> article (précédé d'une jolie représentation de la reine Élisabeth d'après l'original de Zuccherò) est consacré à l'étude de la force coloniale et continentale de l'Angleterre et à l'extension de ce pays de 1837 à 1897. L'article suivant nous montre la reine elle-même qui agit avec ses ministres et ne se contente pas de régner, mais gouverne et dirige tout grâce à l'influence de son prestige, de l'occasion et de l'expérience. Le 4<sup>e</sup> article s'occupe exclusivement de la reine considérée comme gouverneur suprême de l'Eglise anglicane. Enfin (article 5<sup>e</sup>) la vie privée de la reine nous est présentée comme le modèle — bien entendu — de toute vie privée. La conclusion (article 6<sup>e</sup>) montre la grandeur matérielle, morale, intellectuelle, artistique de l'Angleterre en 1837 et en 1897. L'ensemble fera un beau volume intéressant à lire où beaucoup de souvenirs personnels, d'anecdotes authentiques égayent un sujet déjà fort intéressant par lui-même et traité avec beaucoup de goût — mais dame! avec aussi peu de partialité qu'on peut en demander à un Anglais parlant de sa vieille Queen.

A citer encore parmi les articles intéressants : « Le Message de Browning par Dean Farrar », « La vie et les exploits de Lord Roberts », « La Grèce et la Crète », « Pour célébrer le Jubilé », « La réhabilitation de la Turquie. »

Les caricatures prennent de plus en plus d'importance : comme elles

sont toujours fort bien choisies, nous ne pouvons qu'engager la Revue à persévérer dans cette voie.

L. BRANDIN.

*Rivista Italiana di Sociologia. — Rassegna di Sociologia e Scienze Affini.*

Les études sociologiques ont toujours rencontré en Italie le plus sympathique intérêt. Non seulement les Revues économiques et juridiques leur ouvraient leurs colonnes, mais une Revue spéciale, la *Rivista di Sociologia*, s'était fondée à leur intention. Elle a vécu de mai 1894 à décembre 1896, sous la direction d'un comité composé, en dernier lieu, de MM. Fiamingo, Sergi, Tangorra et Virgili. Nous avons précédemment annoncé qu'elle avait été amenée à suspendre (provisoirement, tout au moins) sa publication. Mais une partie de ses collaborateurs a voulu reprendre la même tâche sous une autre forme. Voilà comment, le 15 juillet dernier, paraissait le premier numéro de la nouvelle *Rivista Italiana di Sociologia*. Celle-ci diffère du recueil antérieur par divers caractères. Ses fascicules compteront, non pas (comme ceux de sa devancière) 64 pages in-8° simple, mais bien 120 à 140 pages grand in-8°. En revanche, elle ne paraîtra pas (comme la précédente) chaque mois, mais seulement tous les deux mois. Son comité de direction se compose de MM. Bosco, Cavaglieri, Cognetti de Martiis, Sergi, Tangorra et Tedeschi.

Le premier numéro, le seul que nous ayons jusqu'à présent, contient d'abord le programme, très large, de la direction. Vient ensuite un article de M. Achille Loria, sur « la vieille et la nouvelle phase de la théorie de la population », qui reproduit à peu de choses près le chapitre « Population », écrit par l'éminent économiste de Padoue pour la traduction française de ses « Problèmes sociaux contemporains ». Le fascicule comprend encore :

1° Une étude de M. E. Durkheim, sur « le suicide considéré sous l'aspect sociologique », extraite d'un livre que l'auteur vient de faire paraître en français ;

2° Des vues de M. C. Puini, sur « les idées politiques et économiques de la Chine antique » ;

3° Un travail de M. J. Novicow sur « les invasions barbares et la désagrégation de l'empire romain », dont on retrouve les éléments dans « l'Avenir de la Race Blanche », ouvrage publié il y a quelques semaines à Paris, par notre collaborateur ;

4° « La place de la sociologie parmi les sciences sociales », leçon d'ouverture d'un cours de sociologie fait par M. Vilfredo Pareto, à l'Université de Lausanne ;

5° « Les origines de la société humaine », du professeur Louis Gumplowicz, article tiré de son récent « Allgemeines Staatsrecht »;

6 « L'avenir de la démocratie », de M. G. Tosti, qu'on a pu lire dans le numéro de mai dernier de la *Revue internationale de Sociologie*.

Comme on le voit, la nouvelle *Rivista* s'efforce de donner une vue des travaux actuels de nombre d'éminents sociologues. Mais on ne peut s'empêcher de regretter qu'elle n'ait pas obtenu d'eux des articles spécialement écrits à son intention. Il faut espérer que, par la suite, elle atteindra ce résultat si désirable. On ne doit pas trop demander à un périodique qui débute. Il est juste de lui faire crédit quelque temps, et de ne juger à fond son œuvre que lorsqu'il aura pu la produire plus complètement. Nous souhaitons, pour notre part, très cordialement la réussite de notre nouveau confrère.

Et dès maintenant nous nous plaisons à relever, à son actif, une innovation intéressante. Dans l'analyse des publications récentes qui termine son premier numéro, il a essayé de donner une classification rationnelle de ces publications et d'en ranger les comptes-rendus suivant un ordre logique. C'est là, on le conçoit, une entreprise éminemment difficile, pour une Revue qui embrasse tout le champ, si vaste et si embroussaillé, des sciences sociales. Nous n'oserions pas dire qu'elle l'a dès maintenant réussie. Ici encore, faisons des vœux pour que l'avenir lui soit propice. Nous ne manquerons pas de tenir nos lecteurs au courant de ses fascicules ultérieurs.

Voici encore, en Italie, une autre manifestation de l'accroissement incessant de l'activité sociologique. Une Revue importante, la « *Pensiero Italiano* », s'est adjoint une « *Rassegna di Sociologia e Scienze Affini* », qui donne le compte-rendu des plus récents travaux qui touchent à notre science. Ce sont surtout, naturellement, les livres italiens qui y sont analysés, mais les œuvres étrangères notables y sont aussi signalées. Ces études critiques sont assez souvent approfondies et se lisent toujours avec intérêt. La « *Rassegna* », bien que jointe au « *Pensiero* », paraît aussi à part, tous les deux mois, en fascicules in-8°. Elle a pour directeur M. Alessandro Groppali, de Crémone, qui est un jeune sociologue de beaucoup d'érudition et d'initiative. Ses trois premiers numéros donnent bon espoir pour l'avenir.

RENÉ WORMS.

---

## INFORMATIONS

Le dernier numéro de la *Revue* annonçait le vote, par le Parlement français, du crédit nécessaire pour la fondation d'une chaire de philosophie sociale au Collège de France. Deux décrets viennent de paraître, l'un créant cette chaire, l'autre en nommant titulaire M. Jean Izoulet. Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégé de philosophie, docteur ès lettres, M. Izoulet a donné au Lycée Condorcet, à Paris, un enseignement philosophique remarqué. Il a publié, il y a deux ou trois ans, un livre sur « la Cité Moderne », dont la *Revue* a rendu compte à sa date. Il fait partie de la Société de Sociologie de Paris presque depuis sa fondation.

« The London School of Economics and Political science », dont nous avons jadis annoncé la fondation, rouvre ses cours le 1<sup>er</sup> octobre. Elle comprend une section économique et une section politique, chacune avec des cours élémentaires, des cours supérieurs et des groupes de recherches. Parmi les professeurs, nommons MM. Hewins (directeur), Edwin Cannan, H. S. Foxwell et Sidney Webb.

La Bibliothèque Sociologique Internationale, qui a, pendant sa première année, fait paraître dix volumes, compte vers les mois de novembre et décembre prochains publier trois autres ouvrages : *Sociologie et politique*, de M. Louis Gumplowicz ; *les Bases sociologiques du droit et de l'État*, de M. M.-A. Vaccaro ; *Études de psychologie sociale*, de M. G. Tarde.

---

## OUVRAGES RÉCENTS

### DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

GUILLAUME DE GREEF. — Essais sur la monnaie, le crédit et les banques (3 broch. in-8).

MAGALHAES LIMA. — L'œuvre internationale (in-8).

LUCIEN LE FOYER. — Le minimum de salaire en Belgique (in-12).

ETIENNE BARAT. — Rappel d'une proposition sociologique (broch. in-12.)

E. MASE-DARI. — La teoria darwiniana e spenceriana e l'economia politica (in-8).

Annuario statistico italiano 1897 (in-4).

M. SALES Y FERRÉ. — Tratado de sociologia, t. III : la nacion (in-8).

SIDNEY ET BEATRICE WEBB. — Histoire du trade-unionisme, trad. franç. (gr. in-8.)

K. DYNOWSKI. — Les tâches de l'éducation classique et son importance pour le droit civil (en russe, broch. in-8).

L. SAMENHOF. — Choix d'une langue internationale (broch. in-8).

S. RUBIN. — Die Erkenntnisstheorie Maimons (broch. in-8).

B. W. ARNOLD. — History of the tobacco industry in Virginia (in-8).

MAURICE HEINS. — La Belgique et ses grandes villes au xv<sup>e</sup> siècle (in-12).

Le concours de la participation aux bénéfices au Musée social (in-4).

P. NZILL. — Daniel Raymond, an american economist (in-8).

J. NOVICOW. — L'avenir de la race blanche : critique du pessimisme contemporain (in-12).

L. TILLIER. — Le mariage, sa genèse, son évolution (in-8).

EDM. NICOLAI. — Salaires et budgets ouvriers en 1853 et 1891 (broch. in-4).

Cause di morte, 1895-96 (in-4).

MILO ROY MALTBIE. — English local government of to-day (in-8).

WILHELM BAUER. — Der ältere Pythagoreismus (in-8).

MILTON REIZENSTEIN. — The economic history of the Baltimore and Ohio railroad (in-8).

PIETRO CHIMIENTI. — La vita politica e la pratica del regime parlamentare (in-8).

CICERON PROTOPOPESCU. — Idealismul contemporan (broch. in-8).

LUIS LAGARRIGUE. — Lettre à M. Joseph Bertrand (broch. in-8).

JUAN ENRIQUE LAGARRIGUE. — Lettre à M. Léon Tolstoï (broch. in-8).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaunegey. — Imp. J. Lafray.

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## Les bases psychologiques de la Sociologie

(Principe du phénomène social)

(Suite et fin) (1).

### V

Avant donc que nous essayions d'élucider la nature des phénomènes sociaux et ce caractère objectif et psychique qui les distingue de tous les autres et fait supposer en même temps, qu'il récéle quelque chose d'autre que des phénomènes ordinaires psychiques ou matériels, nous devons avant tout faire cette réserve, que *c'est notre conscience individuelle seule, qui peut être considérée comme raison suffisante de leur existence*, comme l'unique source où les phénomènes sociaux puisent leur être; que ce n'est pas hors de l'homme, dans un abstrait esprit collectif, mais dans l'homme réel et vivant, dans les cerveaux humains concrets, que se déroule toute la vie sociale, et qu'elle ne dépasse pas leurs limites. C'est le principe du *phénoménalisme social* : l'existence des phénomènes sociaux recon-

---

(1) Voir la *Revue* d'août-septembre 1897.

nue équivalente de leur manifestation dans notre pensée; l'unique principe qui exclut définitivement tous les « dieux » du domaine de la vie sociale, qu'ils s'appellent : Providence théologique, ou se dissimulent sous le terme scientifique d'un esprit de race ou d'une raison d'État. Malgré cela cependant, tout en reconnaissant dans les phénomènes sociaux une pure réalité expérimentale, conçue dans notre conscience seule, il est impossible, comme nous l'avons démontré plus haut, de les identifier aux phénomènes psychiques, de considérer les faits sociaux comme rien d'autre qu'une répétition multiple de nos idées ou sentiments individuels, et de traiter la vie sociale comme une branche seulement de la psychologie. Car, beaucoup de nos besoins et états mentaux, comme le besoin de l'air, de la lumière, du mouvement, comme les sentiments esthétiques, les états de l'âme précédant la pensée, quoique se répétant chez tout le monde, ne sont pas cependant devenus des phénomènes sociaux. L'histoire d'ailleurs ne pourra jamais être ramenée à une action réciproque des âmes humaines; derrière les individus qu'elle emploie comme une trame vivante pour broder ses images, se font toujours apercevoir comme de certaines forces naturelles, dans lesquelles l'âme humaine est fatalement entrelacée, ne leur servant souvent que d'instrument et d'expression; et tout essai de traiter la vie sociale comme une question de nos convictions et tendances individuelles, se brise toujours à cet obstacle, que ces mêmes convictions et tendances ont nécessairement leur source dans la vie sociale, et qu'elles ne pourraient se produire sans elle. Le seul fait de la coexistence chez les autres de mon état intérieur ne change encore en rien sa propre nature de fait psychique individuel, jusqu'à ce que cette coexistence acquière un caractère objectif, se dégageant du fin fond des âmes individuelles; car autrement, nous retrouverions dans la vie sociale tout ce qui se répand dans les profondeurs de notre âme, tous ces courants anonymes, ces émotions indéfinies et ces ondes cénesthésiques, qui passent continuellement sous le seuil de notre pensée; par contre, la vie sociale elle-même serait une vie essentiellement subjective. C'est pourquoi le phénomène social ne peut être jamais identifié avec la *somme* des phénomènes psychiques; individuel (étant psychique lui-même), il s'oppose néanmoins toujours à notre vie intérieure par sa vie autonome, par sa pression objective, par son indépendance entière de notre volonté intérieure.

Mais ce même caractère objectif du phénomène social, par lequel il s'oppose aussi bien à un état particulier de mon âme, qu'à sa



multiple répétition dans le *total* des âmes humaines, est conditionné en même temps nécessairement par cette multiple répétition d'un état subjectif dans la masse des cerveaux individuels. D'un côté donc, le phénomène social, quoiqu'il ne s'identifie pas avec l'état psychique individuel, possède néanmoins toujours son *équivalent* psychologique individuel, en raison duquel, malgré son objectivité, il s'unit intimement à la vie de l'individu; le besoin social par exemple, incorporé dans une certaine marchandise, est en même temps mon besoin propre, réel ou possible, qui peut se comprendre, et qui pourrait exister alors même qu'il n'y aurait personne excepté moi; dans les lois nous retrouvons les idées et les intérêts, qui, si même elles n'ont pas pour nous une valeur vitale, comme les nôtres propres, ont néanmoins dans chaque cas, toujours une valeur psychologique, sont compréhensibles, et d'une manière ou d'une autre s'accrochent aux motifs intérieurs de notre conduite. D'un autre côté, le phénomène social, *n'existant que dans la conscience individuelle de chaque homme*, comme l'exige le principe du phénoménalisme, est cependant conditionné nécessairement par une répétition multiple de son équivalent psycho-individuel dans les autres cerveaux humains, sans quoi il perd son caractère *objectif*, s'identifiant avec un état psychique ordinaire. Le phénomène social est ce qu'il est (c'est-à-dire un certain *objet psychique*) pour ma conscience, grâce à cela seul, qu'il est — psychologiquement — la même chose pour les consciences des autres; que ce même besoin ou idée que j'aperçois en moi-même, comme contenu d'un fait social donné, je puis l'apercevoir aussi chez beaucoup d'autres individus. Car, il est clair, que si un fait quelconque, ressemblant par sa nature aux faits sociaux, un certain objet d'utilité, ou bien une certaine idée, se réfléchissait seulement dans mon âme, m'était utile ou compréhensible à moi seul, et par contre, privé de contenu et inappréciable en tant que besoin ou concept pour tous les autres, qu'un tel fait resterait essentiellement individuel et ne pourrait entrer dans la vie sociale. On pourrait donc dire, que le phénomène social possède comme deux faces : par *l'une* il s'adresse aux masses humaines, comme une abstraction qui résume en elle et fige dans une forme constante la variabilité individuelle des états psychiques, le type de l'espèce, dans lequel se réconcilient et se retrouvent mutuellement les besoins, sentiments et concepts individuels des différents hommes; par *l'autre*, il communique d'une manière intime avec l'âme de l'individu, il atteint les profondeurs individuelles de chaque homme, ne

réfléchissant que son propre besoin, sentiment ou concept personnel. C'est par exemple, la valeur d'échange d'une marchandise, s'opposant par sa forme constante et abstraite de *prix*, à l'utilité variable que présente la marchandise comme objet de consommation; c'est la loi formulée dans le code et agissant par l'intermédiaire d'une organisation d'État, ou le mot d'ordre d'une lutte sociale arboré sur l'étendard d'un parti, en opposition à ces intérêts personnels, idées et sentiments, ressentis particulièrement par chaque homme, avec la variété qui lui est propre, et qui cependant ont leur expression commune dans cette forme cristallisée, abstraite et publique, se retrouvent tous dans cette *loi* ou ce *mot d'ordre*. L'une constitue le caractère *objectif* du phénomène social, est comme un foyer, qui, centralisant en lui les ressemblances des âmes humaines, s'oppose à chacune séparément et en même temps à toutes, comme objet indépendant, pourvu d'une vie autonome. L'autre, constitue son caractère *psychologique*, est la liaison qui unit intimement cette abstraction objective à la vie des individus, la fragmentant en des milliers de réflexions subjectives; elle est ce que je retrouve dans la marchandise comme étant mon propre besoin, dans une loi, comme mon propre intérêt, dans l'idée sociale, comme ma propre conception; elle est cette réalité immédiatement ressentie dans les profondeurs de l'âme de chaque homme, sans laquelle le phénomène social ne posséderait aucun contenu et planerait comme une abstraction vide au-dessus de la vie humaine. Les deux côtés du phénomène social se complètent donc réciproquement et indispensablement: sans le premier, il passe totalement dans le domaine de la psychologie individuelle; sans le second, dans la métaphysique ultra-phénoménale. Exclure l'un ou l'autre serait impossible, car cela équivaldrait à vider la nature même du fait, à méconnaître celles de ses propriétés, qui s'imposent universellement à notre expérience.

Cependant, dans la sociologie contemporaine existent deux courants, qui paraissent tendre à diviser entre eux cette duplicité des faces du phénomène social, et à légitimer théoriquement un seul de ces deux caractères qui se complètent mutuellement en elle. Nous parlons des méthodes que représentent MM. Durkheim et Tarde. M. Durkheim, contemplant la face *objective* du phénomène social, son caractère abstrait et collectif, s'imposant d'une manière coercitive aux consciences individuelles comme quelque chose de spontané et d'entièrement indépendant d'elles, s'efforce de bannir toute psychologie du domaine social. M. Tarde, par contre, ne voit que le

caractère *psychologique* du phénomène social, le côté de son individualisation dans les cerveaux humains, et considérant « l'objectivité » sociale de Durkheim comme une « illusion ontologique, traite la sociologie comme une sorte de ramification de la psychologie, tenant totalement dans ses chapitres sur l'invention et l'imitation. Le caractère artificiel de la distinction, ce daltonisme étrange qui ne permet à aucun de ces savants de voir qu'une seule face du phénomène social, conduit très logiquement aux résultats tout à fait contradictoires, aux méthodes qui s'excluent réciproquement, mais dont aucune cependant, d'après nous, n'a de chance de prévaloir sur l'autre, car la nature réelle des faits exige leur *complément* mutuel, protestant vigoureusement contre cette défiguration qu'on leur impose, contre cette demi-nature psychologique ou objective qui leur est arbitrairement imputée par les savants sociologues français. D'où provient aussi, que les définitions sociologiques de Durkheim et de Tarde, mises en regard les unes des autres, font l'effet comme d'une antinomie philosophique, entre les termes contradictoires de laquelle l'esprit humain doit osciller continuellement, sans aucune solution, forcé logiquement de les admettre tous les deux. Ces deux théories se combattent mutuellement d'une manière acharnée; et cependant, à travers chacune d'elles se laisse entrevoir une face de la réalité, qui demande instamment à être complétée par l'adversaire; c'est un malentendu entre les deux côtés d'une médaille, dont chacune prétendrait à constituer le tout. Si donc M. Durkheim affirme que le phénomène social se reconnaît d'après ce qu'il existe *indépendamment* de ses expressions individuelles, et qu'il possède un pouvoir de coercition extérieur qu'il exerce sur les individus; s'il soutient que chaque fait social n'existe que dans un groupe pris *collectivement* et ne peut jamais être identifié avec les formes sous lesquelles il se réfracte dans les cerveaux individuels, il a pleinement raison, il est d'accord avec l'intuition de la vie même, car c'est seulement d'après ces propriétés *objectives* que nous pouvons discerner nos états psychiques individuels des phénomènes sociaux. Mais M. Tarde a de même complètement raison, lorsqu'il oppose à « l'ontologie » objective de Durkheim ces affirmations : que, de même qu'un groupe social se compose seulement d'individus, de même un fait social se compose des faits individuels, qui en constituent les uniques et vrais éléments; que c'est seulement de la variabilité individuelle psychique que peut se dégager une « objectivité » sociale d'un caractère constant. Et de même que le fait

d'avoir méconnu le côté psychologique des phénomènes sociaux doit conduire M. Durkheim aux erreurs d'une « ontologie scolastique » (pour répéter l'expression de Tarde), à considérer les faits de la vie collective comme choses métaphysiques, existant d'une manière tout à fait indépendante de toutes les consciences individuelles, on ne sait pourquoi et pour qui, de même le fait d'avoir méconnu le côté objectif des phénomènes sociaux restreint la méthode d'analyse de M. Tarde à la psychologie de l'imitation et de l'invention (qui, rigoureusement, n'est que de la psychologie individuelle, puisqu'il ne peut y en avoir d'autre), lui permet de chercher dans les faits individuels la cause déterminante des faits sociaux, ce qui suffit pour retirer toute base à la sociologie proprement dite. Ainsi par exemple, l'apparition dans l'histoire sociale des chemins de fer, possède d'après Tarde sa source dans les cerveaux de Papin, de Watt, de Stephenson (voir « Sociologie élémentaire » *loc. cit.*), quoique, considérée de ce côté-ci, elle ne puisse être un objet d'étude que pour un psychologue, tandis que la sociologie doit étudier un tel fait au point de vue de l'époque historique de son apparition, rechercher ses causes dans les capacités et besoins *sociaux*, si elle ne veut pas abdiquer complètement au profit de la psychologie propre, si elle tient à apprécier les faits donnés précisément de ce côté-là, qui par sa nature propre échappe nécessairement à la méthode psychologique.

## VI

En affirmant ce fait, qui nous est donné instinctivement, à savoir, que chaque phénomène social emprunte tout son contenu à la coexistence des états psychiques individuels, s'opposant en même temps à eux comme abstraction de leurs ressemblances — abstraction d'un caractère objectif, nous devons par cela même reconnaître qu'entre ces états individuels des différents cerveaux humains et le phénomène social, dans lequel ils peuvent se retrouver mutuellement tous, il existe un rapport comme *d'éléments à synthèse*. — Car, il suffirait que ces états individuels coexistants fussent d'une nature incommunicable, inaccessibles réciproquement les uns aux autres, comme par exemple tous les états précédant la pensée, ou bien essentiellement différents, comme ceux des animaux et des

hommes, pour que le phénomène social ne pût naître de cette coexistence. Chaque individu retrouve en lui son propre état psychique, et c'est par là seulement que le phénomène social possède un certain contenu et une certaine valeur dans la vie humaine; le total cependant de ces états individuels, ayant leur siège dans les différents cerveaux, ne constitue pas le phénomène social; celui-ci s'oppose à eux tous comme quelque chose d'absolument distinct, ne possédant néanmoins d'autre contenu qu'eux-mêmes seuls. Les consciences individuelles coopèrent entre elles, constituent quelque chose de nouveau, se retrouvant cependant toutes dans ce produit. Un tel rapport c'est le rapport des éléments à leur synthèse. — Nous arrivons donc à des résultats en apparence contradictoires, quoique nous n'ayons considéré que ce qui peut être aperçu dans le phénomène social d'une manière intuitive, sans l'aide d'aucun raisonnement : son caractère psycho-objectif, et sa bifacialité — faces concrètes des âmes humaines cachées sous le masque d'une abstraction. — D'un côté, le phénomène social se distingue des états psychiques et se présente comme la *synthèse* des différentes consciences individuelles. De l'autre — d'après le principe du phénoménalisme sociologique — il n'existe que dans notre conscience, et par cela même il exclut de soi toute conscience étrangère à la nôtre, parce que la nôtre, qui lui donne l'existence, n'admet aucun élément différent, est par excellence simple, comme négation de toute phénoménalité et de tous les *rapports*, propres seulement au phénomène lui-même. — Ces deux affirmations se nient tout à fait mutuellement; mais c'est précisément dans cette contradiction, apparaissant d'une manière si voyante, qu'est impliquée en même temps la solution du problème : — qu'est-ce que le phénomène social? — et que se manifeste avec tout l'éclat de la vérité la définition de son être.

Car, si le phénomène social est la synthèse des consciences individuelles et exclue en même temps de son sein toute « conscience » étrangère à la nôtre, c'est seulement parce que cette « conscience sociale » n'est rien d'autre que notre conscience individuelle, que notre « moi » et le « moi » de chaque homme n'est qu'une seule et même chose dans son essence. Par conséquent, les consciences humaines, n'étant pas envers elles-mêmes des entités distinctes et séparées, ne peuvent ni s'additionner, ni se combiner entre elles. La synthèse des phénomènes individuels, produisant un phénomène nouveau — social, ne peut cependant pas créer une nouvelle *conscience*, parce ce que celle-ci, étant chez tous les individus le même

— la négation du phénomène, n'est soumise à aucune synthèse, comme en général, à aucun rapport ni changement. — C'est pourquoi aussi, le phénomène social étant la synthèse des phénomènes individuels psychiques, n'existe cependant que dans la conscience individuelle humaine. Par la même raison aussi, ne cessant pas d'être *social*, c'est-à-dire, une objectivation de la conscience des autres hommes, il est en même temps l'objectivation de la nôtre propre, et pour cela parfaitement accessible et familier pour nous. Il est cet objet dans lequel les consciences des différents individus manifestent leur *identité*, dans lequel le « moi » pensant de chaque homme *se retrouve lui-même*. Et c'est ce qui constitue l'attribut le plus essentiel du phénomène social. Partout ailleurs — dans le monde objectif — nous ressentons quelque chose d'absolument étranger et impénétrable, impossible à connaître, l'obstacle de l'inaccessible « chose en soi » ; ici, par contre, cette « chose en soi », voilée dans l'objet, c'est notre « moi » propre, et c'est pourquoi nous pouvons entrer dans des rapports aussi intimes avec le phénomène social, nous sentir comme chez nous dans tout le domaine de la vie collective, tandis que l'être obscur des phénomènes physiques, du monde ambiant de la nature, reste toujours énigmatique et absolument étranger pour notre intuition, quelle que soit la précision à laquelle nous pouvons parvenir dans la connaissance de ce monde. Ce que nous retrouvons au fond de chaque phénomène social, c'est donc l'être pensant de l'homme, cette unique réalité d'un caractère métaphysique, qui n'étant pas phénomène, est néanmoins la plus accessible et la plus proche à notre sentiment.

La révélation de ce noyau essentiel des phénomènes sociaux, de cette vraie substance du monde humain, sera pour nous plus évidente, si nous remarquons, que c'est l'aperception seule qui socialise les phénomènes. — Les sociologues sont proches de cette conception, lorsqu'ils disent, que « la société est un système organisé finalement, un tout et non la somme [de ses composants] ». Dans une forme primitive, nous retrouvons déjà chez Kant la manière téléologique de considérer l'histoire (dans son traité : *Idee zu einer allgemeinen Geschichte*). — Le développement le plus complet du principe de la finalité, comme étant la clef de toutes les sciences sociales, fut accompli de nos jours par Ihering. Néanmoins, son exposé du principe est basé sur des fausses conceptions psychologiques. Pour Ihering, le cercle de la finalité est aussi large que celui de l'activité psychologique. Le principe de finalité, « pas d'action sans but ».

est aussi général pour le monde psychique, que le principe de causalité, « pas de fait sans cause », pour le monde des phénomènes physiques. Le mouvement d'une éponge qui s'imbibe d'eau est déterminé par une cause; mais le mouvement d'un animal qui boit est suscité par une fin. Depuis les actions les plus simples jusqu'aux plus compliquées, la vie consiste en l'adaptation du monde extérieur aux besoins intérieurs. (Ihering, *Zweck im Recht*, I, 3-33; Bouglé, *Sciences sociales en Allemagne*, p. 104). La conception de la finalité comme étant un caractère du phénomène psychique en général, était peut-être la cause qui empêchait Ihering de voir l'essence propre des phénomènes sociaux, leur origine *aperceptive*. — Pour comprendre cela, il nous faut entrer quelque peu dans le domaine de la pure psychologie.

Conformément aux deux pôles : positif et négatif, l'objet aperçu et le sujet apercevant, deux côtés sans la coexistence desquels le phénomène est impossible, nous devons, dans la vie de notre conscience, dans les séries des phénomènes qui se déroulent devant nous, distinguer deux caractères de la conscience qui se complètent mutuellement : les caractères intuitif et aperceptif. Le caractère *intuitif* de la conscience se manifeste lorsque nous l'envisageons dans le rapport à l'acte même de la pensée. Considérée à ce point de vue, elle se présente à nous de son côté purement phénoménal, objectif, comme l'ensemble des *données* de l'expérience intérieure, existant indépendamment de l'effort de notre attention volontaire, et par conséquent, pouvant s'opposer à lui comme une certaine passivité objective, une certaine matière pour l'opération intellectuelle. Par contre, le caractère *aperceptif* de la conscience se manifeste, lorsque nous l'envisageons par rapport à tout ce que nous observons comme *données* dans notre expérience interne, et que nous nous tournons de cette manière vers son côté subjectif, qui ne donne aucune prise à la pensée, n'étant accessible pour notre connaissance que comme *négarion* de tous les phénomènes, sans aucune valeur positive d'existence. C'est la négation de tout ce qui peut donner lieu au développement de la pensée, excluant de soi toute passivité et objectivité, ayant par conséquent la signification de l'activité intérieure même de notre « moi » pensant, à laquelle, partout et toujours s'opposent les *données* qui servent aux opérations mentales, l'objectivité quelle qu'elle soit, et qui précisément *par cette opposition* manifeste son être réel et sa valeur logique. — L'intuition constitue donc tout le côté *positif* de notre vie psychique; l'aperception,

son côté *négatif*. L'intuition nous unit à cet « inconscient » qui nous entoure, comme un « mare tenebrarum » amorphe et anonyme; elle n'est qu'un reflet chaotique de ces impressions extérieures et sensations organiques, qui affluent continuellement au cerveau par milliers d'ondes, se fusionnant toutes dans une seule nébuleuse émotionnelle. L'aperception, par contre, c'est l'action de notre attention volontaire, de volonté consciente, c'est ce qui aperçoit et s'oppose en même temps à cet afflux d'intuition. Envers notre intuition elle joue le rôle d'un *appareil ordonnateur*, en transformant cet afflux du sentiment indéterminé, embrouillé et anonyme, qui s'éveille en nous par le contact avec l'être de l'inconscient, en représentations, conceptions et pensées, en phénomènes déterminés et désignés; elle accomplit le rôle d'une force créatrice, qui donne les formes à une matière brute, qui, du chaos d'une nébuleuse sensitive, construit tout un monde de choses et de rapports. Chacune de nos pensées commence donc et se produit par un acte d'aperception. Chaque concept ou notion est marqué par l'action de l'attention volontaire, exercée sur un état d'intuition conçu de l'inconscient. « Pas de concept sans un acte d'attention volontaire » — peut être considéré comme une loi psychologique. En un mot, tout ce que apercevons d'une manière précise, avec quoi notre pensée opère, à quoi nous pouvons donner une désignation, indiquer une certaine place dans l'ordre du monde, la position d'une chose, d'une propriété ou d'un rapport dans notre connaissance, tout ceci a déjà été soumis à l'action de notre volonté intérieure, déterminé par l'aperception, a passé par un acte de la pensée, accompli avec un certain effort de l'attention. Par contre, les états vierges d'intuition, ceux qui n'ont pas été touchés par l'aperception, ceux qui viennent de sortir du sein de l'inconscient, frisent seulement le seuil de la pensée, comme une masse informe du sentiment, qui est appelée seulement à donner naissance au monde de nos représentations, monde conçu dans la pensée et existant par la pensée, masse du sentiment, qui, ressentie par nous d'une manière si vive dans les profondeurs célesthesiques, dans les émotions anonymes, dans les rêveries ne pouvant être déterminées, ne peut néanmoins jamais, dans sa pureté virginale, être accessible à notre analyse intellectuelle, car, aussitôt que nous fixons notre attention sur elle, aussitôt que nous la saisissons dans les pièges de l'aperception active, du même coup elle est déjà soumise à une certaine détermination, à une synthèse de la pensée, elle devient un concept ou notion réservée dans un mot, un



élément des propositions, l'esclave du raisonnement. Donc, l'âme humaine se compose comme de deux courants simultanés et s'enchevêtrant continuellement; l'un, purement intuitif, puisant son contenu de l'inconscient, se développe par un mouvement spontané des associations dans une infinie chaîne de changements sensitifs d'un caractère aveugle, constituant le profond, l'obscur fond de la vie psychique; l'autre, aperceptif, c'est l'action de notre volonté intérieure, de notre sujet pensant, s'exerçant consciemment et en vue d'une fin sur ces états sentimentaux de la pure intuition, et la transformant en un monde tel qu'il est l'objet de notre connaissance, le monde des choses, des propriétés et des rapports. L'un procède de l'inconsciente « chose en soi », de l'être mystique du milieu ambiant, qui, par des milliers d'excitations, agit sur notre système nerveux; c'est un courant caché, jamais exprimé, d'une nature émotionnelle et parfaitement intime de la vie psychique. L'autre provient de notre sujet pensant, est la révélation de notre volonté, et présente le côté raisonnant de l'âme, la conscience de soi-même explicite et formellement exprimée dans les jugements et leurs combinaisons à l'aide de la langue articulée. C'est ainsi que se présente le côté psychologique du problème.

Revenons maintenant au rôle social de l'aperception. Socialiser un phénomène psychique, cela veut dire l'objectiver; socialiser un phénomène physique, c'est le spiritualiser. Or, aucun état psychique ne peut être objectivé sans devenir une notion, sans avoir acquis une certaine dénomination symbolique, ce qui n'advient que lorsqu'il est soumis à l'action aperceptive, à la détermination par notre volonté consciente. Et de même, ceux des phénomènes physiques seuls se spiritualisent, passant dans le domaine de la vie sociale, sur lesquels l'être pensant de l'homme a apposé son sceau du travail final. Les états anonymes du sentiment, précédant la pensée, la nébuleuse intuitive, dont notre pensée retire les différents aspects des représentations, restent la propriété exclusive de mon individualité; par contre, déterminés aperceptivement en notions, ils se socialisent sous forme du *langage*. La cénesthésie n'est jamais que la propriété inviolable de l'individu; tandis que chaque *notion* ou *concept*, cristallisé dans un mot, est la propriété de tous, et peut toujours devenir un phénomène social, retrouver une place dans les lois, les préjugés, les idées publiques. Un besoin que l'on satisfait sans effort conscient de la volonté, comme par exemple la respiration, appartient exclusivement à la sphère

close, individuelle. Tout besoin par contre, dont la satisfaction exige un effort conscient, de la pensée, du travail final, se socialise. La nutrition devient production; la reproduction prend les formes sociales des mœurs sexuelles, du mariage. Les matériaux qui nous sont fournis par la nature ne sont que des corps physiques, aussi longtemps qu'ils constituent seulement l'objet de notre sensation ou de notre contemplation; mais devenus l'objet de notre travail final, ils acquièrent le caractère de marchandises. Un processus chimique est un phénomène purement naturel, mais ce même processus utilisé dans la production industrielle, travaillé par la pensée humaine, devient un phénomène social. Donc, la condition indispensable de la socialisation du phénomène, c'est qu'il soit pénétré de notre aperception, de l'action du sujet pensant; que l'aperception, en observant le phénomène, se retrouve elle-même en lui. — Par conséquent, l'être pensant de l'homme doit se retrouver au fond du phénomène social, étant un agent *génétiquement* indispensable de son application. *La socialisation du phénomène est équivalente à une sorte d'incarnation dans l'objet de la pensée, du sujet pensant lui-même.* Dans les états précédant la pensée, la douleur, la cécité, de même que dans le monde de la nature ambiante, dans l'action des forces élémentaires aveugles, on ne retrouve pas *soi-même*, on y voit quelque chose d'absolument étranger, quelque chose qui ne nous est accessible que d'une manière superficielle, mais dans son essence reste toujours énigmatique, non seulement pour notre connaissance, mais aussi pour notre faculté de ressentir; d'où provient, que ces états intuitifs qui nous affluent de l'inconscient, ne se socialisent jamais, constituent la sphère close de l'*individualité* même. Par contre, dans les concepts et notions, dans la pensée, dans les produits du travail, c'est-à-dire, partout où agit l'aperception, on retrouve son « moi » pensant, on a à faire avec soi-même, et cela constitue en même temps la sphère sociale de notre expérience, avec laquelle nous pouvons entrer dans les rapports les plus intimes, sentant que, sous le voile des apparences phénoménales se dissimule non pas le mystérieux être de l'« inconscient », mais l'homme lui-même. Chaque mouvement de notre aperception, chaque acte de volonté consciente, crée donc une certaine particule du monde social, révélant l'essentielle *identité* des êtres humains, dissimulée seulement sous les apparences de la différenciation phénoménale. L'individualisation, propre seulement aux phénomènes, comme basée sur le rapport de la causalité, sur les

variations dans le temps et dans l'espace, ne peut plus concerner le *sujet pensant*, qui, en tant que négation des phénomènes, reste toujours le même, la substance du monde humain, identique pour les individus; pareillement à l'eau, qui, enfermée dans des vases ramifiés et des formes différentes, mais communiquant entre eux, quoiqu'elle prenne les diverses formes de ces vases et soit séparée par leurs parois, reste néanmoins une masse uniforme et se comporte comme telle dans tous ses mouvements, dans les niveaux de son équilibre; si cependant elle était douée d'une conscience, alors, en raison seulement de la différence de ses vases, elle se différencierait en individus distincts, elle se sentirait être, dans chaque vase, une individualité différente, et apercevant à travers les parois du vase ses ramifications, l'eau dans les autres vases, elle aurait l'illusion d'apercevoir quelque chose absolument distinct; par contre, en regardant dans son intérieur, en observant, comme chaque mouvement de sa masse se répercute sur les niveaux de tous les autres vases, elle reconnaîtrait son identité. Donc, l'action sociale de l'aperception provient de ce qu'elle, c'est-à-dire le sujet pensant de l'homme, est elle-même la substance du monde social, et chaque fois qu'elle se manifeste à elle-même, crée en même temps le noyau du phénomène social. De même cependant que dans la vie intérieure, notre « moi » pensant ne peut être saisi que sous l'aspect d'un phénomène, comme objet de la pensée, de même ici — dans le domaine social — l'*identité pensante* des hommes s'objective dans des formes phénoménales, soumises aux lois de l'espace, du temps et de la causalité; nous ne sommes pas ici en contact avec l'être pensant pur, métaphysique, mais avec sa manifestation spécifique, avec les phénomènes du caractère psycho-objectif.

La nature sociale de l'aperception, qui fait que tout ce qui passe par l'appareil intellectuel, se socialise en même temps, devient la forme phénoménale universelle pour la communication des sujets pensants, pour la manifestation de leur identité essentielle, cette nature sociale de l'aperception est la raison, pour laquelle nous pouvons considérer tout l'intellect humain comme étant de *nature sociale*, et l'individu humain isolé des influences sociales, essentiellement *individuel*, comme une abstraction, à laquelle ne correspond aucune réalité, conformément aux opinions de Lazarus et d'autres sociologues contemporains, que « l'âme de l'individu est l'œuvre de la société ». Elle apparaît en effet telle, lorsque nous ne considérons que son côté formel, intellectuel, cristallisé dans les concepts, ren-

fermé dans la langue. Là, dans tout le domaine de l'aperception, tout est social, parce que tout ce qui est déterminé aperceptivement, est le point d'une objectivation sociale possible, le point par lequel le milieu humain agit sur l'individu, transmettant sur lui les acquisitions culturelles des générations. Ce sont, dans le sens strict du terme, les points *nodaux* pour les mondes des consciences individuelles, où ces mondes, si hermétiquement fermés en apparence les uns pour les autres, se fusionnent en un monde objectif, monde des phénomènes sociaux, grâce à l'essentielle identité des sujets pensants. Chaque notion ou concept, chaque produit du travail, laisse la porte toute grande ouverte pour la coopération entre l'individu et son milieu humain. Dès les premiers jours de la vie nous sommes entourés par une atmosphère épaisse de pensée humaine, accumulée symboliquement dans la langue et les objets du travail, atmosphère qui forme et développe tout le côté raisonnant de notre âme, et profite de chaque mouvement de notre être pensant, pour lui imposer son contenu et ses formes. Ces points nodaux — les conceptions et les pensées se produisant aperceptivement — ce ne sont cependant pas nos âmes *individuelles*. C'est, pour nous servir d'une expression courante des sociologues, — « l'âme sociale » de notre conscience. L'*individualité* se cache derrière eux, dans les profondeurs humaines, s'oppose à eux comme *données* originelles de l'aperception, conçues dans l'inconscient, comme intuition vierge, anonyme, que la parole ne peut atteindre, — masse informe du sentiment, qui est continuellement blottie sur le seuil de notre pensée, et que l'action aperceptive, l'appareil de la pensée, transforme seulement en quelque chose de manifeste et d'explicite, en monde organisé de nos conceptions. L'individualité, c'est l'âme *pré-pensée*, la nébuleuse intacte par la pensée d'intuition sensitive, qui s'enroule, pour ainsi dire, autour du sujet pensant, par l'effet de son contact avec l'« inconscient » de la nature, et qui, portant dans son sein le *principium individuationis* — du temps, de l'espace et de la causalité, lui donne l'illusion d'une nature distincte, close en elle-même et s'opposant à d'autres sujets. Sans ce voile intuitif, que nous ressentons comme notre cénesthésie, comme base de nature individuelle sur laquelle notre pensée opère continuellement, produisant les représentations et les concepts, — sans ce voile, tissé spécialement pour la vie par l'inconscient, — avec la seule action de l'aperception (si c'était possible), les individus s'évanouiraient, le « moi » et la société ne seraient plus en opposition.

Donc, tous les états prépensifs, les courants cénesthésiques, les sensations propres, chaotiques, qui ne sont pas encore organisées en notions et saisies dans les symboles de la langue, les moments anonymes de l'âme sur lesquels agit l'aperception, les transformant en représentations, développant de ces moments des jugements analytiques, en un mot, tout le côté de l'intuition vierge, intacte encore par la pensée, est la partie *individuelle* de l'âme, l'individu propre. Par contre, tous les produits de la pensée, les conceptions et les jugements, le côté aperceptif de l'âme, exprimé dans la langue et raisonnant, est *sociál*. La manière de ressentir est différente pour chacun et ne supporte aucune règle; c'est la propriété intime et inviolable de l'individu. La logique, par contre, le domaine du sujet pensant, est commune et la même pour tout le monde, et pour cette raison obligatoire. Si donc nous cherchons la conscience sociale dans les parties communes des consciences individuelles, comme le fait Lazarus, dans ce qu'il y a d'universel pour les esprits particuliers, de constant pour les esprits passagers, alors nous verrons, que ce commun, universel et constant, c'est seulement notre aperception déterminant la phénoménalité qui nous est intuitivement donnée. Dans chaque concept, comme dans chaque action et chaque produit du travail, il se trouve une partie individuelle, inaccessible pour les autres, purement intuitive, ce que nous *ressentons* dans un concept donné, et la partie sociale, pour tous la même, le côté formel, de nature aperceptive, ce que nous *définissons* et *exprimons*. La manière dont je ressens une certaine impression n'est accessible à personne; tandis que sa définition conceptuelle est commune pour tout le monde. Ce qui est exclusivement individuel, c'est mon rapport *sensitif* à un certain produit du travail, le degré de mon désir, le goût, le genre d'utilité; tandis que le but du produit, et le travail qui l'a pour symbole, est *sociál*. De cette manière se résout le rapport de l'individu à la société, se ramenant au côté intuitif (prépensif) et aperceptif de notre conscience. Par conséquent, tout ce qui agit immédiatement sur notre intuition, comme les propriétés physiologiques de la race, le milieu ambiant de la nature, appartient exclusivement à la sphère individuelle, forme l'individu propre, influence l'excitabilité du système nerveux, le fin fond, purement sensitif, de l'âme humaine. L'histoire, par contre, ne peut être influencée par ces agents, qu'après leur passage par la pensée consciente de l'homme, après qu'ils ont revêtu l'aspect du travail, des conceptions, des mœurs formulés, par conséquent, lorsqu'ils ont perdu leur caractère

originale, élémentairement naturel, vierge de sujet pensant, de consciente volonté humaine (1). Ainsi donc, s'écroule la base de toutes les théories, qui, à l'aide des propriétés physiologiques de la race ou de la nature du milieu géographique tentent, en vain d'ailleurs, d'expliquer l'histoire des sociétés. Imitant le naïf naturalisme de Herder, ces théories « du sang de la race » et du « darwinisme social » qui cherchent dans le cours des fleuves, dans la conformation des montagnes et des plaines, dans l'anthropologie de la race, l'explication de l'histoire sociale, et dans la posture droite et la différenciation des membres, le point de départ pour la vie sociale, malgré toute la richesse des observations accumulées, en retirent cependant des abstractions tellement stériles et tellement incapables de fournir une explication de l'histoire, qu'à chaque tentative elles sont menacées par l'irruption de l'idée d'une « prédestination » des peuples et d'une providence historique. Sachant donc distinguer la sphère individuelle de la sphère sociale, nous devons en même temps assigner au milieu naturel une place convenable dans l'histoire des peuples, en affirmant que, s'il influence la vie sociale, c'est seulement en tant que le travail final de l'homme s'y adapte, en tant qu'il devient le contenu des idées et provoque des désirs conscients; mais il ne s'unit pas aucun lien mystique et immédiat à l'histoire.

Ce caractère social de l'aperception, qui nous révèle l'essentielle *identité* des sujets pensants des hommes, nous explique en même temps, pourquoi dans la vie sociale, l'individu semble se perdre

---

(1) Analogue est aussi, mais atteinte par d'autres voies, la conclusion de Lazarus et Ihering. Lazarus considère, que l'action des choses sur la psychologie des peuples n'est pas immédiate et directe. La nature ne forme pas les peuples par une sorte d'opération mystique; les peuples se forment eux-mêmes, en profitant consciemment ou inconsciemment, avec plus ou moins d'adresse ou de bonheur, des données de la nature. Les choses extérieures agissent donc sur l'histoire, mais en passant par l'esprit. Ainsi l'anthropologie ne saurait remplacer la psychologie des peuples. Ihering pense de même, que le milieu naturel, la conformation géographique du sol, quoique elle possède, selon lui, une grande influence sur l'histoire, n'agit cependant jamais sur elle d'une manière mécanique et immédiate. Pour qu'ils puissent évoquer une réaction de notre côté, il est nécessaire pour cela qu'ils passent à travers notre esprit, qu'ils se transforment en motifs. La causalité ne peut agir sur notre volonté qu'en prenant la forme de la finalité. (D'après Bouglé, *Sciences soc. en Allemagne*, p. 54, 105).

entièrement, descend au rôle tout à fait subordonné, d'après l'expression de Simmel, « d'un point d'intersection des différents cercles sociaux », à la valeur futile des chapeaux variables dans la série des associations et des processus historiques. Car, ce qui constitue le lien, la base de ces cercles associatifs, classes, nations, sociétés, la communauté des éléments qui les composent, est cela même qui constitue notre « moi » pensant : l'aperception, sans laquelle l'objection et la fusion des états psychiques individuels, dans un intérêt, un but, une idée collective, c'est-à-dire, dans ce qui constitue « l'âme » d'une association donnée, ne pourrait s'accomplir. L'homme par conséquent, manifestant dans un groupe social son essentielle *identité* avec les autres individus humains, se délivre, pour ainsi dire, dans cette objectivation sociale, des liens de son apparente limitation individuelle, sans pour cela cesser d'être soi-même, sans perdre son « moi » propre ; car le groupe social qui a absorbé en soi l'individu, ne constitue nullement quelque chose de distinct et de supérieur à l'être d'un homme particulier, mais doit son existence précisément et uniquement à ce fait, que cet être pensant, ce « moi » de chaque homme, par la voie d'aperception, sur le terrain des intérêts, des pensées et des désirs communs, s'est retrouvé lui-même dans d'autres cerveaux humains. Dans toute la vie sociale se manifeste parfaitement cette *unité des sujets*, unité de l'être pensant, qui n'est différenciée et fractionnée en individus qu'en apparence, dans les phénomènes ; elle se manifeste aussi bien dans la vie simultanée des hommes, unis dans les collectivités différentes, où l'individu descend presque au degré d'un point mathématique, que dans la vie des générations successives, dans le cours des phases historiques. Tandis que les individus périssent et changent, ne pouvant ni communiquer, ni transmettre à personne leur illusoire « individualité » comprise dans les sensations, le « moi » pensant des individus, objectivé dans les phénomènes sociaux, dans les inventions techniques, dans les lois, dans les idées collectives, s'avance toujours dans son développement, comme l'être immortel de l'humanité, de sorte que l'évolution de la culture sociale ne se renouvelle pas avec chaque génération, n'interrompt pas sa trame séculaire, mais reste unique et continue. L'intelligence objectivée des génies morts, des générations passées, vit et continue de se développer, quoiqu'elle ne puisse puiser la vie dans les choses mêmes où elle s'est cristallisée par l'action de leur volonté créatrice, et ne se retrouve que dans la conscience des hommes nouveaux. « Une déduction commence dans

la tête d'un individu pour s'achever dans celle d'un autre. Nous posons les prémisses dont nos fils tirent des conclusions » (Bouglé). La pensée, le raisonnement, dépassent l'individu; les besoins et les idées développées dans une génération, deviennent l'action, la révolution, dans la suivante. L'histoire ne connaît pas de sauts, comme la nature ne connaît pas de vide ni de création *ex nihilo*; ici, ce qui l'empêche c'est l'unité de la matière et de l'énergie, qui se manifeste seulement dans une infinie variabilité des formes; là, c'est l'unité de l'être pensant, dissimulée sous une multitude différenciée de cerveaux.

L'omission de cette vérité, que c'est l'*aperception* seule qui socialise les phénomènes, et que cette nature *sociale* de l'*aperception* est en même temps la révélation de l'identité des sujets pensants humains, a égaré les sociologues de toutes les écoles et nuances, sur les fausses voies d'une métaphysique sociale, les a contraints à créer la conception mystique d'une « conscience sociale » étant la synthèse des nôtres et différente d'elles par sa nature, à faire entrer dans la scène de l'histoire des « esprits » des nations et des classes, comme base essentielle servant à l'explication de la vie sociale, et de là, les a amenés aux théories ayant des conséquences pratiques, comme par exemple celle des Lazarus, que l'esprit de la nation est différencié en esprits des classes, qui forment en même temps une synthèse harmonique, et qui, entrant dans un antagonisme trop grand entre eux, provoquent la décadence de l'ensemble. De cette manière, la philosophie sociale s'engage dans un cercle vicieux, car, en admettant comme base et comme source des phénomènes sociaux, les consciences « synthétiques » des collectivités, les esprits des classes et des nations, elle se pose en même temps des questions insolubles, à savoir : comment ces collectivités pourraient se produire sans les phénomènes sociaux, et de quelle manière les âmes des individus, étant le produit social, se synthétisent néanmoins en ce qui constituerait la source primitive et la base de la vie sociale; toute collectivité, en effet, exige des agents sociaux déjà existants, pour qu'elle puisse se produire, à moins que nous n'admettions l'intervention créatrice d'une providence; par conséquent, elle ne peut expliquer l'existence des phénomènes sociaux; et les éléments de cette collectivité — les âmes individuelles — ne peuvent pas être en même temps ses produits. Ces difficultés disparaissent, si nous admettons comme thèse, que le principe conditionnant les phénomènes sociaux, c'est notre propre « moi » pensant, l'unique



pour tous, que par conséquent, nulle conscience plus élevée ne se produit de la synthèse des nôtres, puisque la synthèse est ici tout à fait égale aux éléments. L'agent social existe dans la conscience individuelle, est cette conscience même. Par contre, les nations et les classes, loin de constituer un être métaphysique, conditionnant la vie sociale, en qualité de son *prius* *κατ'ἐξέχην*, ne sont au contraire que l'effet de cette vie sociale, le produit de la phénoménalité, et soumises, comme elle, aux changements et à la destruction. Les classes et les organisations sociales peuvent être ou ne pas être, suivant la phase dans laquelle entre l'histoire. Le phénomène social précède l'avènement de ces groupements humains, il ne peut donc pas être conditionné par eux. Toute collectivité, tout lien social — un intérêt, une idée, — exige l'admission d'un substrat social déjà existant, ainsi que la recherche de sa source phénoménale, de sa cause déterminante; l'aperception seule, le sujet pensant s'opposant à toute phénoménalité, ne permet pas de rechercher sa cause et seule se suffit à elle-même comme *substance sociale*.

Cette propriété essentielle des phénomènes sociaux, qu'ils objectivent en eux l'être pensant de l'homme, est en même temps la raison, pour laquelle la catégorie *éthique*, exprimée dans la forme d'un « doit être » leur peut universellement s'appliquer. On peut même dire que partout où peut être appliquée la catégorie éthique, nous avons à faire avec les phénomènes sociaux ou pouvant se socialiser. Cela résulte, comme nous l'avons vu, de ce que c'est seulement dans l'être pensant de l'homme que se résout la contradiction du déterminisme et de la liberté (voir nos premiers paragraphes). La catégorie éthique s'applique à la vie psychique dans les cas seuls où agit l'aperception; pour les rêves, les associations, les instincts, nous ne connaissons pas de normes obligatoires; par contre, elles existent pour les concepts, les jugements et le raisonnement; elles ne trouvent pas d'application pour les actions impulsives, mais seulement pour les actions finales. De même, les processus physiques, par eux-mêmes absolument étrangers à la catégorie éthique, lui sont soumis, lorsqu'ils sont liés avec la pensée humaine, adaptés à un travail conscient. En un mot, tout ce qui est imbibé de l'aperception, de l'action de la volonté consciente de l'homme, présente un terrain ouvert pour les normes éthiques, pour la liberté de l'idéal. L'aperception *moralise* les phénomènes. On pourrait donc dire, que la catégorie éthique est le réactif le plus sensible, d'après lequel on reconnaît la *socialité* des phénomènes, et partout où elle apparaît

commence l'objectivation de l'être pensant, le monde social. L'application à ce monde de la double méthode créatrice et scientifique, s'impose donc d'elle-même; car, partout où l'homme se retrouve lui-même, là, à côté de la causalité, apparaît toujours la finalité, le devoir, l'idéal, le domaine de la *contingence* propre au sujet. Arrivés à ces résultats par la voie d'une pure déduction, nous voyons cependant en même temps, que cette intime union de la catégorie éthique avec le phénomène social, est notre connaissance *intuitive*; nous la possédons indépendamment de toute théorie, et elle est à un tel point enracinée dans notre intuition, qu'alors même, que nous serions les adeptes d'un pur fatalisme mécanique dans la vie sociale, nous ne pourrions cependant pas nous délivrer de cette nécessité mentale d'appliquer à cette vie la catégorie morale, faisant subir à chaque région de ces phénomènes, le *critérium* de ce qui « doit être ». Ainsi, l'analyse que nous avons accomplie, s'accordant avec l'intuition universelle, met d'autant plus en évidence la vérité du principe du phénomène social, *comme étant l'objectivation de l'être pensant de l'homme.*

ÉDOUARD ABRAMOWSKI.

---

## De l'origine, de l'évolution et de l'avenir du jury

TROISIÈME ET DERNIER ARTICLE (1).

### VI

Nous avons étudié le jury répressif à ses deux degrés : le criminel et le correctionnel, réformant le premier ou plutôt le reconstituant, instituant le second, en faisant subir quelques modifications au premier pour y introduire la simplification nécessaire et y admettre

---

(1) Voir la *Revue* de juillet et d'août-septembre 1897.

l'échevinage tempéré dans lequel le magistrat décide le droit, préside, mais n'a pas voix délibérative quant au fait. Est-ce là tout le domaine naturel et nécessaire du jury? Doit-il y avoir un jury civil? A cette question, quelles sont les réponses faites par l'histoire du droit, par sa géographie, par la science sociologique et le bon sens?

Si l'on ne consulte que ce dernier, il semble qu'aucun doute n'est permis, et que c'est une idée absurde, après ce qu'est devenu chez nous le jury criminel qu'il faut étayer de toutes parts et que les plus experts ont condamné, même de se demander si le jury doit être introduit au civil. Qui le réclame d'ailleurs? Sauf dans les pays où le principe du jury est intense, il ne s'est point étendu jusque-là. Au criminel, le droit est simple, dans la plupart des affaires il n'est pas même en question; au civil, au contraire, il se rencontre fréquemment et il est hérissé de difficultés; les jurisconsultes eux-mêmes s'y trompent et sont enveloppés dans chaque affaire par les subtilités qu'ils ont créées en thèse. D'autre part, le droit ne se distingue plus ici nettement du fait, mais s'y trouve de plus en plus enchevêtré. Ainsi tous les inconvénients que le jury présentait déjà vont se trouver décuplés. Pour décider de la culpabilité, le bon sens suffit parfois; mais pour les affaires de propriété, de créance, de relations internationales, c'est de la science qu'il faut surtout, et c'est ce qui manque le plus au jury, c'est précisément ce que la magistrature a ou doit avoir. L'incompétence du juré devient donc de fait et naturelle; ses qualités propres ne sont plus d'aucun usage. Pourquoi lui donner une compétence toute de convention, si ce n'est pour flatter l'élément populaire qui est en lui, et cela au détriment de la saine justice?

Tels sont les arguments qui se pressent dans l'esprit avec une certaine violence, lorsqu'il s'agit du jury civil; ils sont spécieux, presque évidents, et tellement forts que ce jury semble une utopie qui n'a même pas l'excuse ordinaire des utopies, à savoir qu'elles sont situées toutes dans l'avenir, qu'on n'a connu l'essai de rien de similaire, qu'elles sont vierges de toute expérience, tandis qu'ici l'expérimentation faite dans le domaine répressif est tout à fait décourageante. Cependant ils ne nous émeuvent point. Nous concluons nettement à l'admission, tout au moins dans une mesure facile à fixer, du jury dans la justice civile. Nous croyons avoir démontré que c'est un élément excellent déjà au répressif, qu'il suffit de le rectifier pour en faire un instrument parfait; nous ne devons donc plus craindre d'étendre son domaine, et quant aux difficultés spéciales que le nouveau terrain doit lui susciter, c'est dans le détail seulement que nous pouvons éta-

blir que ces difficultés s'aplanissent d'elles-mêmes par une accommodation réciproque des diverses institutions judiciaires, non point faite au hasard ou empiriquement, mais en observant l'interférence des lois de la société.

Mais est-ce seulement au civil que l'introduction du jury peut se concevoir utilement? N'en est-il pas de même au commercial, dans les juridictions industrielles? N'en est-il pas de même aussi dans la justice administrative? Enfin, à côté des jurys généraux, ne doit-il pas exister des jurys spéciaux, d'une extrême compétence, confinant à l'expertise, aboutissant à une expertise où les juges seraient des experts eux-mêmes? C'est ce que nous allons rechercher.

Nous nous occuperons d'abord pour un motif spécial du jury administratif, puis du jury civil proprement dit, ensuite des autres jurys généraux, enfin des jurys spéciaux.

Il est rare qu'une institution n'ait pas en tous pays soit quelque vestige, soit quelque amorce, suivant que l'évolution à ce sujet est en reflux ou en flux. Dans certains d'entre eux nous assistons à sa pleine efflorescence, nous pouvons l'étudier dans sa synthèse complète, et cependant l'étude de ses fossiles dans les pays où elle disparaît, présente un grand intérêt aussi, et nous suivons d'autre part avec toute la curiosité de la science sa germination dans ceux où elle a pour elle l'avenir. Il en est ainsi pour l'idée du jury civil. A Rome autrefois, en Angleterre encore aujourd'hui, elle est en pleine vigueur; en France, lors de l'importation du jury criminel, elle fut rejetée. N'a-t-elle pas cependant dans notre droit quelque amorce?

Oui, au moins en apparence. De même que le jury correctionnel situé encore dans les possibilités de l'avenir s'est réalisé partiellement par l'admission du jury criminel pour certaines matières correctionnelles, les procès de presse, de même le jury civil existe, mais limité à l'expropriation pour cause d'utilité publique, et à la fixation de l'indemnité. Deux lois, celles de 1836 et de 1841, l'ont introduit, longtemps après le jury criminel, malgré une expérimentation assez fâcheuse de celui-ci, et une certaine dépopularisation de l'idée même du jury. Sous l'empire de quelle impression? C'est ce qu'il est très utile d'observer. Il s'agissait de porter, de la part de la collectivité, une atteinte au droit de propriété, un des droits fondamentaux considérés comme inviolables, et cette atteinte venait de la Société elle-même, c'était l'individu qui se trouvait directement attaqué. Jusqu'alors les grands travaux d'utilité publique étaient rares, la construction des chemins de fer allait rendre l'expropriation fréquentée, mais dès auparavant

la simple vicinalité avait pris une grande extension. Les questions de propriété sont du ressort du tribunal civil et étaient réglées par lui, même lorsqu'elles s'élevaient à la plus haute valeur; ce n'est donc ni la nature de question de propriété, ni la valeur des immeubles expropriés qui allaient nécessiter une juridiction spéciale, mais bien cette circonstance que l'atteinte à la propriété privée venait de l'Etat ou d'un concessionnaire de l'Etat, que la collectivité allait battre en brèche la propriété individuelle. Tout d'abord, ce fut la juridiction administrative qui devait décider, mais elle se trouvait juge et partie, ce qui sembla injuste; puis ce fut l'autorité judiciaire, mais elle ne semblait pas tout à fait indépendante, elle ne fut retenue que pour contrôler l'accomplissement des formalités et prononcer l'expropriation. L'autonomie de la propriété individuelle était attaquée, il n'appartient qu'à des individus et non à des magistrats sociaux de fixer les indemnités dues. C'est bien là le caractère essentiel du jury en matière d'expropriation.

Ce fut la loi de 1836 qui commença. On comprit qu'on ne pouvait mettre en mouvement pour l'établissement ou l'agrandissement d'un chemin vicinal tout l'appareil compliqué d'un jury d'assises. On en constitua un sur une plus petite échelle. D'après l'article 16, on créa un petit jury de quatre membres sous la présidence d'un juge du tribunal ou du juge de paix ayant voix délibérative seulement en cas de partage, c'était un essai d'échevinage. Ces jurés se recrutent d'une manière un peu différente, ils sont, non pas tirés au sort, mais choisis par le tribunal sur une liste dressée par le Conseil général; chacune des parties peut exercer une récusation. Seules les occupations temporaires ou les extractions de matériaux restent en dehors de ce jury, et sont réglées par le Conseil de préfecture. Ce jury nouveau est curieux dans son organisation à plus d'un titre; outre qu'il introduit l'échevinage et offre ainsi un exemple législatif qui n'a pas été suivi, il montre que la réduction du nombre des jurés est possible et même avantageuse; d'autre part, le mode de recrutement est bien différent; au lieu d'un triage compliqué, à plusieurs degrés et par conséquent faussé, il établit la base de l'élection à deux degrés, puisqu'elle est faite par un Conseil, élu lui-même. Aussi l'institution a-t-elle donné d'excellents fruits; les jurés moins nombreux s'entendent mieux; ils ont toujours présente dans toutes les difficultés juridiques la consultation du magistrat, mais il subsiste un grand danger que nous allons signaler tout à l'heure dans le grand jury d'expropriation.

En effet, lorsque les grands travaux publics eurent lieu, surtout les

constructions de chemins de fer, on étendit l'institution, mais comme il s'agissait de valeurs supérieures, on ne se contenta plus d'un petit jury; il en fallut un grand, le grand jury criminel. Il fut organisé par la loi de 1844; on revint alors au nombre consacré de douze, les nullités se multiplient autour du verdict, l'échevinage est écarté, on reprend une partie des inconvénients du jury criminel lui-même; seulement à la Cour on substitue un magistrat directeur unique, ce qui est un progrès. C'est le Conseil général, indépendant du gouvernement, qui compose la première liste (article 29), mais, par contre, c'est le tribunal civil qui procède au second triage, et la composition définitive se fait en retranchant les derniers noms portés sur la liste. Telles sont les règles essentielles. Aucun appel n'est admis, et en cas de cassation on renvoie à un autre jury. Les questions de droit ne sont pas tranchées par le magistrat directeur, mais réservées. Si le droit à une indemnité est contesté, c'est le tribunal compétent qui statue encore. On voit que le grand jury d'expropriation est en grande partie le calque du jury criminel.

Il a rendu de véritables services et il n'a pas été contesté par l'opinion publique, comme le jury criminel n'a cessé de l'être. En effet, les jurés sont ici plus compétents. On ne les choisit que parmi les propriétaires, et il s'agit de l'estimation de propriétés! Ici l'intérêt, même indirect, même éventuel, même de simple analogie, tient lieu de toutes les lumières. Un propriétaire foncier vénère tellement la propriété, même celle d'autrui, qu'il ne l'évaluera jamais au-dessous de sa valeur; en outre, il ne cédera à aucune pression, il ne se laissera tromper par aucun artifice de plaidoirie; c'est avec ses propres yeux qu'il juge. Il se transporte sur les lieux, se figure être lui-même le propriétaire en cause, s'insurge contre une dépossession à bas prix; ce n'est plus de la justice sur pièces ou sur plaidoiries, mais de la justice vivante, jugeant par les yeux. Les plus indifférents ne résistent point à cet entraînement, et si le juré au criminel est réfractaire et perplexe, il n'en est point ainsi du juré expropriateur; il a de l'initiative, la délibération prompte, la décision point indécise. Par la force de l'habitude, ce sont des propriétaires qui sont presque exclusivement portés sur les listes; ils sont vraiment compétents, compétents de fait. Ils ont souvent acheté, ils ont vendu, ils sont experts. Mais à cette qualité adhère un danger. Ils ont l'intérêt de corps, de caste, des propriétaires aussi; chargés d'arbitrer entre l'exproprié et l'expropriant, c'est le premier qui a toutes leurs sympathies, ils ne cherchent pas à faire pencher la balance en sa faveur, c'est la balance qui penche d'elle-même de ce

côté par une loi naturelle. L'expropriant n'est point jugé par ses pairs, mais par les pairs et amis de ses adversaires, de bonne foi, d'ailleurs, et croyant faire loyale justice en se mettant du côté de ces nouveaux opprimés.

Le jury d'expropriation n'étant point la réalisation du jugement par les pairs, puisqu'il n'y figure que les pairs d'une des parties, ce qui le caractérise essentiellement, comme tous les jurys, c'est d'être une institution de droit individualiste, en opposition avec les institutions de droit collectif. On aurait pu s'entourer de toutes garanties, confier l'affaire à des juges séligés, inamovibles, même peut-être à des juges sans avancement, et en aurait obtenu une justice indépendante et parfaite, sans sortir du droit commun. Mais il s'agissait d'une nature spéciale d'affaires, de l'intérêt des individus en conflit avec celui de la Société; il fallait chercher des garanties de plus, et des garanties topiques, consistant en l'institution de juges, non seulement indépendants, mais individualistes; dans le conflit direct entre la Société et l'individu se disputant la propriété, il fallait autre chose qu'un juge social, le plus élevé et le plus intègre qu'il pût être, il fallait des individus restant individus, n'entrant dans aucune hiérarchie, semblables à celui exproprié par la société. C'est le même principe que nous avons déjà observé au criminel, celui que nous avons retrouvé en matière de presse lorsqu'il s'agit de délits politiques: la protection de l'individu contre la société dans toutes les matières individuelles au moyen de la justice individuelle organisée, traversant et dépassant la justice sociale.

Cependant le jury d'expropriation n'est nullement une amorce de l'idée du jury civil; on le croit après un examen superficiel, mais c'est une erreur. Quand il s'agit des questions de propriété, les plus importantes, on n'a nullement songé, d'ordinaire, à les soumettre au jury; au contraire, on lui réserve les expropriations de la moindre parcelle cadastrale. D'où vient alors cette recrudescence dans le respect de la propriété? Est-ce parce que l'aliénation se fait contre la volonté du propriétaire? Mais en cas de saisie suivie de vente forcée, point de jury. Il est vrai qu'alors la libre concurrence suffit à fixer le prix. Mais dans d'autres cas il faut que le juge fixe la valeur, par exemple dans celui de l'indemnité de sinistre après assurance: Cependant aucun appel n'est fait au jury. Pourquoi cette différence? C'est que dans tous les cas il s'agit d'un litige entre particuliers, ce qui ressortit au droit civil, tandis qu'ici le litige est entre la collectivité expropriante et l'individu exproprié, ce qui ressortit au droit adminis-

tratif; ce qui le prouve, c'est que l'indemnité en cas d'occupation temporaire, et de fouille de terrain est encore aujourd'hui fixée par le Conseil de préfecture.

La juridiction administrative est de deux sortes; dans l'une on statue entre deux particuliers pour la répartition entre eux d'une charge sociale, par exemple, lorsqu'il s'agit de dégrèvement en matière d'impôts; sans doute, une partie seule comparait, mais l'autre se cache, comme l'électricité au sol, c'est l'ensemble des contribuables; l'État n'est pas en conflit. Dans l'autre l'État, la commune, une collectivité est partie, mais on a pensé qu'une compétence de science et de pratique était nécessaire et qu'elle n'existait que chez certains fonctionnaires administratifs; nous n'avons pas à discuter cette idée, elle implique cependant que l'État, par ses représentants, peut se trouver juge et partie. Dans beaucoup d'affaires, la juridiction administrative est donc admise malgré cette objection grave. Mais pour les plus importantes, celles de propriété immobilière, par exemple, on a pensé que cet excès de socialité devait être combattu par une résistance individualiste organisée par la loi elle-même, de même que dans les affaires correctionnelles on avait pris celles de presse pour les transporter du tribunal au jury criminel. De là l'idée des jurys d'expropriation. Il était exorbitant de faire juger par l'administration qui exproprie quelle somme elle devait payer; aussi on a taillé au jury une part dans ce qui devait revenir aux juridictions administratives. Le jury d'expropriation n'est donc point une amorce du jury civil, mais une amorce de jury administratif.

Devrait-on l'étendre, et y aurait-il lieu de soumettre à des jurys tous les litiges de compétence administrative actuelle, au moins quant au fait, réservant à des magistrats administratifs les questions de droit? Ici on doit faire une distinction. Les attributions du Conseil de préfecture sont de deux sortes: s'il s'agit de justice distributive entre les particuliers dans laquelle l'administration n'est pas directement intéressée, il n'y a pas lieu d'introduire le jury, car il est besoin de connaissances spéciales que possède le tribunal administratif, il faut maintenir l'état actuel, à moins qu'on n'attribue compétence au tribunal civil en vertu du principe de l'unité de juridiction. Si, au contraire, il s'agit des affaires dans lesquelles l'administration est juge et partie, on doit attribuer compétence à un jury; un exemple frappant est celui de l'indemnité due pour occupation temporaire de terrains; il est profondément illogique de faire fixer l'indemnité par l'administration, quelle que soit la valeur, tandis que l'indemnité due pour



quelques ares de terre ne peut l'être que par un jury. Là est, croyons-nous, le véritable critère.

Quelle serait la composition de ce jury administratif? Elle serait celle du jury d'expropriation. Mais duquel? Du grand ou du petit? Nous pensons que le petit jury peut servir de modèle; il a les dimensions voulues; quatre jurés délibèrent mieux que douze; moins d'attirail, plus de besogne réelle. D'ailleurs, moins de causes de nullité. Il ressemblerait à notre jury correctionnel futur. Le président unique aurait voix consultative sur le fait, déciderait seul la question de droit. Mais ce jury, surtout en matière d'expropriation, ne devrait pas se composer uniquement de propriétaires, comme il l'est aujourd'hui. C'est une injustice en sens contraire. Les jurés d'expropriation accordent presque toujours des indemnités très élevées, nous n'allons pas jusqu'à prétendre qu'ils ont l'arrière-pensée de leur propriété personnelle, mais ils en subissent la suggestion inconsciente; en outre, le principe du jugement par les pairs se trouve ainsi détruit. Le jury devrait se composer à la fois de personnes de la classe de l'expropriant, et d'autres de celle de l'exproprié; c'est ainsi qu'on aurait une justice, non seulement objectivement, mais aussi subjectivement impartiale, la justice solide aspectée de tous côtés.

## VII

Le jury civil proprement dit serait tout autre chose, et il n'en existe pas d'amorce, en France du moins. Dans le jury administratif, il s'agissait encore d'une garantie de l'individu contre la Société totale en conflit. Ici il ne s'agit plus que d'une querelle d'intérêt privé entre deux citoyens; dès lors, l'idée d'individualisme qui est la base même du jury semble disparaître. Il semble aussi que la justice sociale, que rien n'entrave plus, doit rester souveraine. Dès lors on comprend que beaucoup de pays qui ont admis le jury au répressif, même à l'administratif, l'aient repoussé au civil. Ce rejet a d'ailleurs été tantôt conscient, tantôt inconscient.

Il a été conscient lors de l'introduction du jury criminel et du jury d'accusation en France. On discuta la question de savoir si l'on n'importerait pas d'Angleterre le jury civil avec l'autre, on faisait une imitation; c'est avec la raison qu'on décida jusqu'où on devait imiter. La grande époque d'initiative passée, on ne s'en occupa plus; les rouages

étaient montés pour un siècle, ils fonctionnent encore devant nous, à peine modifiés.

Il a été inconscient lors de l'introduction du jury dans les autres pays d'Europe. C'était alors la France qu'on imitait; elle n'avait que le jury criminel, on ne pouvait lui prendre que celui-là; c'était une imitation d'imitation.

Mais dans les pays où le jury a été le produit d'une évolution naturelle, en Angleterre où il n'a pas été institué par imitation, à Rome, il en a été tout autrement. Le jury civil et le jury criminel y ont toujours formé un ensemble cohérent; les deux sont aussi anciens l'un que l'autre, tantôt l'un, tantôt l'autre a semblé fondamental; souvent les mêmes jurés ont fonctionnés au civil et au criminel, et dans l'esprit de la nation, aucun départ essentiel ne s'est fait entre eux; les deux jurys ont disparu presque ensemble, quoique le jury civil ait eu une tendance à fléchir plus tôt.

Cependant un principe essentiel du jury criminel manque au jury civil, ou semble lui manquer, c'est celui de l'individualisme, il ne s'agit plus de résister à la pression sociale, de défendre l'individu en général contre la société en général; les intérêts privés sont seuls en jeu.

Mais ces intérêts privés sont toujours en opposition avec la force sociale sur un point, celui de l'organisation judiciaire elle-même, qui est essentiellement sociale quand elle est exercée par des magistrats. Ceux-ci non seulement représentent la Société supérieure, mais ils sont sous l'action directe et incessante de cette Société à tous les points de vue, y compris le point de vue politique. Voici le préteur romain; sa magistrature est annale; il dépend du peuple par son élection, et plus tard le magistrat nommé dépend de l'empereur. Le préteur est donc un magistrat politique, il fait la loi, il l'interprète, il la tourne, il est bien puissant, et sa puissance ne dure qu'une année. Va-t-il aussi juger le fait? L'individu serait en péril, car le préteur possède à la fois trop de puissance et une puissance trop fragile. Sans doute, il statuerait entre particuliers, mais un de ces particuliers peut être fort, plus fort que le préteur; et agira socialement sur lui, si moi je ne suis qu'un simple individu, je demande une protection. Le préteur est, il est vrai, élu par le peuple, mais mon adversaire peut être populaire, et alors le peuple va presser implicitement sur le préteur, et celui-ci m'opprime. Voilà comment, même au civil, le juré peut protéger l'individualisme contre la collectivité sous tous les gouvernements, car le préteur peut changer de nom et devenir un magistrat

amovible ou inamovible, mais avec avancement. Il y a toujours une fissure sociale par où la faveur, même inconsciente, peut passer ; il n'y en a pas dans l'élément irréductible de l'individualisme.

D'ailleurs, le jury, même devenu civil, conserve ses autres avantages et ses autres caractères que nous avons décrits : 1° la mutualité et le jugement par les pairs, 2° l'absence de professionnalité, 3° la division du travail par la séparation du fait et du droit.

Le premier de ces caractères, la mutualité et le jugement par les pairs, n'a été réalisé parfaitement ni en droit civil, ni non plus, ainsi que nous l'avons observé déjà, en droit criminel ; le tirage au sort n'y est, en effet, que subsidiaire et se trouve précédé d'un triage, fait, en pratique, exclusivement parmi les personnes d'une certaine classe ; le *judez* romain lui-même était pris d'abord parmi les patriciens, puis parmi les chevaliers ; seul le jury féodal présentait quelquefois, mais non toujours, cette qualité parfaite, lorsque le vassal était jugé par d'autres vassaux. Mais dans tous les cas, le jugement par les pairs est approximatif et il se réalise davantage au civil qu'au criminel. Au civil, les procès existent surtout entre des propriétaires pour leur propriété ; les jurés civils étant pris dans cette classe, le jugement strict par les pairs y devient la règle ; au criminel, au contraire, les accusés sont presque tous des indigents et les jurés presque tous des propriétaires. La réalisation du jugement par les pairs est donc plus effective au civil.

Le second caractère, l'absence de professionnalité, est moins nécessaire au civil qu'au criminel, et même, au premier abord, ce manque de professionnalité semble nuisible, car il implique le défaut de science. Cependant cette qualité conserve beaucoup de ses avantages ; elle empêche le parti-pris de telle ou telle théorie, de telle ou telle pratique. Le fil de la routine se trouve à chaque instant rompu. D'ailleurs, la science a trait aux questions de droit, et non à celles de fait, et l'on sait que le droit et le fait vont se trouver entièrement séparés ; cette séparation n'apparaît pas ici pour la première fois, elle est la base de l'organisation de la Cour de cassation. Il reste la moins grande habitude de juger, et cette habitude semble plus nécessaire au civil, même pour les questions de fait, et les arguments spéciaux des avocats ont plus de prise sur le juré que sur le juge. Cette objection serait affaiblie si le droit était devenu plus simple, parce qu'il projette ses subtilités jusque sur le fait ; elle le serait encore plus si le formalisme diminuait, surtout avec les sanctions de nullité qui l'accompagnent. Elle est en tout cas moins grande qu'au criminel, au lieu de l'être davan-

tage, car le juré ne serait plus troublé ici par des scrupules de conscience aussi vifs, il n'aurait plus la crainte de condamner un innocent; pourvu de plus de sang-froid, il déciderait mieux. D'ailleurs, il a une connaissance plus directe de la vie que le juge toujours un peu cloîtré, il est versé dans les affaires, en en faisant lui-même s'il est commerçant, industriel, pourvu d'une profession libérale. Ses idées ne sont point stagnantes, sa conscience est en éveil par le mouvement même de ses fonctions; s'il a les inconvénients d'un novice, il en a les ferveurs et l'attention soutenue.

Le troisième caractère, la division du travail par la distinction du fait et du droit, qui est considéré comme essentiel et constitutif de l'idée de jury, n'est, comme nous l'établirons, qu'un caractère dérivé plutôt de la nécessité contingente, tandis qu'on lui attribue une valeur intrinsèque et continue, mais cependant il se rattache au grand principe économique de la division du travail, se traduisant en politique par celle des pouvoirs et des fonctions. Chacun, dans cette répartition, apporte ses qualités; le magistrat donne sa science du droit, son habileté de direction des débats, l'observation des formes, la facilité de rédaction, la coordination dernière; le juré prête sa connaissance de la vie pratique, la fraîcheur de ses impressions, la force du bon sens; aucun des deux séparé ne pourrait fournir les qualités de l'autre. Sans doute, la distinction du fait et du droit est un peu plus difficile à faire au civil qu'au criminel, car le fait ne s'amalgame pas seulement avec le droit, quelquefois il se combine avec lui, et il faut un grand effort pour les dissocier, mais cet effort savant peut parfaitement réussir; la procédure formulaire du droit romain en est la preuve.

Tous les caractères essentiels et utiles du jury criminel se retrouvent donc dans le jury civil.

Aussi, tous les pays où l'institution du jury a été autochtone, où elle n'est point venue du dehors, ont possédé parallèlement les deux jurys. Ces jurys sont : le jury romain, le jury féodal et le jury anglais.

A Rome, le juré criminel et le juré civil, les deux *judices* fonctionnent à côté l'un de l'autre. On ignore s'ils sont pris sur la même liste; en tout cas, ils sont presque identiques. Dès l'origine, le juré criminel déclare la culpabilité, il succède au peuple entier, jugeant dans ses comices, aussi bien qu'il légifère. Le jugement direct fait partie du gouvernement direct. Bientôt on juge par délégation, comme on gouverne par délégation. Cette transformation logique devait con-

duire au juge élu, il n'en fut rien ; c'était le magistrat qu'on élisait, le juré criminel, au contraire, était fourni par le sort sur une liste annuelle ; c'est qu'en matière judiciaire l'individualisme a dominé et que l'élection est un instrument social. Les diverses *questiones* criminelles se sont instituées peu à peu ; à l'origine, le droit criminel dormait en grande partie dans le droit civil, car les actions civiles pénales étaient nombreuses, mais à mesure qu'il prit une existence propre et sociale par la création des *questiones*, on renvoya le jugement à des jurés criminels. Il en fut de même au civil, où le *judex* a autant d'importance que le *præteur* ; le jury civil romain a même frappé davantage l'attention en raison de son analyse savante d'un litige et de sa rigoureuse distinction du fait et du droit. Tout le monde connaît l'ingénieux système formulaire, et il est inutile de l'exposer ici. Les questions que le *præteur* pose au *judex* sont le résultat de la logique la plus profonde ; c'est là surtout que s'est élaborée la science du droit, et le droit romain est redevable de ce qu'il fut à son système formulaire. Pour bien résoudre une question, il suffit souvent de la diviser, de l'analyser en ses éléments ; ce fut là le fruit d'une longue pratique du jury civil. Si, à Rome, le magistrat eût tout décidé, le droit romain serait resté dans l'ombre, n'ayant pas pleine conscience de lui-même, plus exactement ne s'étant pas formé plus que d'autres droits. C'est par cette rude discipline logique, consistant à séparer partout le fait du droit, qu'il a dominé juridiquement le monde, de même qu'il l'a dominé militairement par sa discipline armée. Quel que soit l'avenir de cette idée de la distinction absolue du fait et du droit, elle a été féconde dans le passé. D'ailleurs, plus que partout, elle était ici nécessaire, car elle l'est d'autant plus que le droit est plus compliqué et plus subtil. Le juré civil, le *judex*, pas plus que le juré criminel, ne pouvait décider le droit, il était incompetent en fait de par son ignorance ; non seulement il fallait mettre le droit à part, mais il fallait aussi lui diviser le fait, lui poser des questions nombreuses, sans même lui en laisser voir toujours les conséquences. Non seulement le *præteur* décidait le droit, mais il appliquait le droit au fait, ce qui était les deux tiers de la tâche ; les *judices* étaient, pour ainsi dire, des experts en fait, non des experts spéciaux, il est vrai, mais des *experts généraux*, si ces deux mots peuvent être réunis, appréciant le fait en toute connaissance des faits de la vie. Ils prononçaient après la déclaration du *judex*, comme le magistrat de nos jours prononce après le rapport de l'expert, avec cette différence cependant que ce rapport était pour lui obligatoire. La distinction entre le fait et le droit était rendue encore plus nécessaire

par cette autre circonstance que le droit était non seulement à déclarer, mais aussi à créer ou à détruire; or le prêteur était investi de toutes ces fonctions, la législation proprement dite ne fournissant souvent que des points de repère; il était impossible de le confier au *judex*, car pour créer la loi, même par voie interprétative, il faut d'abord bien connaître celle qui existe, puis c'est une fonction sociale qui ne peut être confiée qu'à un fonctionnaire social et non à un simple individu. C'est ainsi que la division entre le fait et le droit s'imposait, non pas en vertu d'un principe abstrait, mais en raison de circonstances contingentes. Cependant, au fond inconscient, au tréfond, régnait la distinction profonde entre la Société et l'individu, ce dernier conservant certains pouvoirs irréductibles; il n'y avait point entre eux répartition voulue, mais une nécessaire, et point de répartition égale. C'était la part sociale qui dominait; la part individualiste était un *minimum*, une survivance de l'individu, survivance, il est vrai, qui n'était point un résidu destiné à disparaître, mais un élément permanent ayant toujours sa raison d'être.

Telle était, dans son ensemble, l'institution du jury civil romain. C'est celui qui a servi de type, dans nos temps modernes, chez les nations qui ont emprunté leur jury au jury anglais, en France, en Allemagne, etc. Elles ont transporté cette distribution savante entre le fait et le droit jusque dans leur jury criminel, en l'absence chez eux d'un jury civil. De là ces questions nombreuses posées chez nous au jury d'assises, tandis qu'en Angleterre on n'en pose aucune, alors qu'on n'avait conservé les formules nettes des questions posées au jury criminel de Rome; c'est le jury civil romain qui a servi de modèle par l'influence de l'enseignement classique de ce droit.

L'idée du jugement par les pairs n'est qu'indirecte dans ce jury; ce n'est qu'une conséquence, ce n'est pas un point de départ et une cause, du moins, si on considère la distinction entre les classes. Mais l'idée apparaît complète si, par la parité, on entend le jugement d'un individu par un autre individu dépourvu du caractère social. Quant à l'idée de la non-professionnalité, elle était restée latente dans l'institution, car le prêteur n'était pas un professionnel proprement dit.

Ce qui est remarquable, c'est que dès l'origine le jury civil et le jury criminel ont coexisté, que même le jury civil a eu le rôle le plus éclatant, qu'il a servi à faire progresser le droit romain tout entier, dont la décadence est concomitante à sa disparition. Le droit romain est un droit profondément logique, et tous ses enseignements sont à retenir.

Le jury féodal a pour nous moins d'importance, parce que les jurys contemporains n'en sont pas issus et ne s'en sont pas inspirés, nous y relevons seulement la coexistence du civil et du criminel, ce qui prouve que cette coexistence est logique. C'est le jury anglais dont nos jurys criminels sont issus; nous devons observer le jury civil de ce pays aussi bien que son jury criminel. Les deux n'ont cessé d'être concomitants. Il est vrai que les plaideurs peuvent rejeter la juridiction du jury civil, ou qu'au moins il faut dans l'état actuel que dans certains cas l'un d'eux le demande, mais l'accusé au criminel peut aussi par son aveu se soustraire à cette juridiction. Elle n'en est pas moins la règle, si ce n'est pour les juridictions tout à fait supérieures. Cette persistance du jury civil anglais est la réponse la plus logique qu'on puisse faire à ceux qui repoussent l'idée du jury civil en se retranchant derrière son absence générale. L'Angleterre, les États-Unis sont des pays assez importants dans leur originalité, d'abord insulaire, pour contrebalancer le principe continental d'exclusion du jury au civil.

Le jury civil anglais et américain réalise de nouveau la séparation complète du fait et du droit; en cela, il coïncide avec le jury romain, sans lui avoir fait d'emprunt, parce que les mêmes causes produisent les mêmes effets. En effet, on relève dans la législation anglaise le même formalisme qu'autrefois à Rome, les mêmes subtilités du droit; il est impossible à un juré de déclarer le droit et ensuite de l'appliquer au fait, il est réduit à la déclaration du fait par cette seule circonstance que le droit est trop compliqué. Il ne restait donc d'autre parti à prendre que de confier le jugement du droit et du fait au magistrat ou de bien différencier le fait et de le confier seul au juré. Le premier de ces partis semble plus simple, mais une circonstance l'écarte mécaniquement. Le magistrat semble incompetent pour le fait ou du moins il ne peut le décider que de seconde main; en premier ressort ce sont les témoins qui le déclarent, or, comme on le sait, les premiers jurés d'Angleterre, au civil comme au criminel, sont des témoins, mais des témoins spéciaux qui rendent compte non seulement de ce qu'ils ont vu, mais de ce qu'ils ont entendu dire et de leur opinion personnelle; enfin le témoin du fait devient juge du fait. Le fait se trouve donc retiré au magistrat, et il ne reste plus que le second moyen, la séparation entière du fait et du droit.

Ce jury présente tous les caractères théoriques du jury, et d'abord, plus qu'ailleurs, celui de l'individualisme. Le jury civil le revêt, aussi bien que le jury criminel. La justice individualiste consiste à choisir

son juge, à vouloir d'avance le jugement, c'est l'arbitrage précédé du compromis. Or, ce compromis, on l'obtient par l'exercice du droit de récusation, et cela aussi bien quand il s'agit d'intérêts privés. Le jugement émane, d'ailleurs, de pairs des parties et par conséquent possède les avantages du mutualisme. Enfin le juré n'est pas un professionnel, il a toutes les qualités qui s'attachent au juge d'un jour, avec son absence d'idées préconçues et de pratiques adoptées. C'est ce qui fait que le jury anglais a fini par acquérir droit de cité partout au criminel, et qu'il est resté inexpugnable chez lui au civil. Cependant il a une moins grande force que le jury criminel, parce qu'il ne sert plus de rempart à l'individu contre la collectivité. Il serait utile de décrire ici en détail le jury civil anglais, moins connu que le jury civil romain, mais il serait impossible de le faire sans présenter l'ensemble de la législation si curieuse des Anglo-Américains.

Parmi les avantages contestables de ces trois jurys civils, il faut placer la séparation complète du fait et du droit. Sans doute, ce système est très savant, et il est une application du principe de la division du travail. Partout où les fonctions sont spécialisées, elles sont mieux remplies, mais aussi leur spécialisation a cet inconvénient de faire perdre de vue l'ensemble, et d'ailleurs un principe qui interfère est celui de l'indivisibilité. Voici un jury qui décide le fait seul, auquel il est interdit d'entrevoir les conséquences juridiques; il se trouve par là même dans une demi-obscurité; son esprit n'aboutit pas, de là une sorte de gêne intellectuelle, il en est de même du magistrat qui souffre de son œuvre tronquée. Si le juge pouvait réunir les qualités de juge magistrat et de juré, son travail serait meilleur. Mais cela est impossible, il faut que le droit et le fait restent séparés. Pourquoi? Est-ce parce que cette séparation est de principe et à toujours? Nullement. Bien plus, elle est peu naturelle. Si le juré est instruit de la science du droit, s'il a l'habitude de juger, rien ne s'oppose en soi à ce qu'il juge le droit. Mais il est ignorant de cette science, et l'ignorance est l'incompétence, il faut bien qu'il ait recours à un expert en droit, au magistrat. La séparation du fait et du droit n'est donc que transitoire, c'est non un édifice, mais un échafaudage savant, elle ne doit pas faire l'orgueil, mais plutôt l'humilité de l'institution du jury. Si le juré était parfait, il n'aurait pas besoin du magistrat, et celui-ci à demi dépouillé de ses fonctions, n'ayant conservé que la faculté de dire le droit, aura, à longue échéance, son collègue le juré, pour successeur.

En effet, consultez un homme de bon sens, et à intelligence éclairée,



mais non initié à la procédure; il trouvera cette distinction entre le fait et le droit inconcevable, ce sera pour lui une subtilité pure; s'il est partisan du jury, il lui donnera toutes les attributions, se contentant de demander aux jurés une certaine instruction; s'il est ennemi de l'idée du jury, il se servira de cette circonstance pour déclarer que le jury n'est pas viable, puisqu'il ne peut vivre que dans ces conditions si peu naturelles. Il est vrai qu'il ne peut s'imaginer combien le droit est complexe, obscur, plein de distinctions casuistiques, souvent elliptique et inaccessible aux profanes. S'il le savait, il répondrait que cet état doit cesser au plus vite, qu'il est dangereux et plein de pièges, qu'après sa simplification obtenue, on pourra et on devra confier au juge du fait le jugement du droit rendu possible. Il n'admira point cette machine, héritée des Romains, et que les juristes contemplent avec complaisance. Il a bien raison. Mais il a tort provisoirement. Tant que le droit est aussi subtil, il faut qu'il ait des interprètes attitrés, des experts en droit, consacrant leur vie à déchiffrer l'énigme, à en imaginer de nouvelles lorsque les premières ont été lues enfin. C'est l'ordre dans le désordre logique, ce qui est préférable au désordre absolu. La division entre le droit et le fait doit donc être maintenue, au civil surtout, tant que la législation n'aura pas été simplifiée, mais seulement en raison de cette circonstance, et non, comme on le pense, pour une belle symétrie idéale et permanente. Du reste, dans notre droit, cette séparation existe à d'autres points de vue. C'est ainsi qu'une juridiction, la Cour de cassation, a pour mission de ne résoudre que des questions de droit, celles de fait ne dépassent pas la Cour d'appel. Ici encore on peut s'étonner de cette séparation du fait et du droit; la Cour d'appel ayant déjà statué sur le droit dans beaucoup d'affaires, la Cour de cassation forme, en réalité, un troisième degré de juridiction, et s'il n'y a que deux degrés de juridiction sur le fait, pourquoi y en a-t-il trois sur le droit? On n'en donne qu'un seul motif, mais qui est plausible, c'est le but de maintenir en France l'unité de jurisprudence; autrement, chaque cour d'appel pourrait avoir à maintenir sa jurisprudence particulière sur chaque question. Nous verrons un peu plus loin, si cet inconvénient ne pourrait pas être autrement empêché.

Tel est le domaine du jury civil dans l'histoire et la géographie du droit; on voit qu'il est aussi étendu que celui du jury criminel; telle est sa justification rationnelle, théorique et pratique; telles sont ses qualités. Par là même, nous avons répondu à la question de savoir s'il y aurait lieu de l'introduire en France. Cette introduction nous

semble indispensable; c'est le complément nécessaire de la liberté d'un peuple au point de vue social, et c'est la mise debout du droit individuel que le droit social ne doit jamais étouffer, sous peine, en se privant d'un ressort antagoniste naturel, d'amener sa propre perte.

Mais comment devrait-on l'organiser pour qu'il fût tout de suite viable et pratique?

On peut le faire de trois manières; ou dans un état intégral et définitif, le juré étant juge du fait et du droit, possédant préalablement des aptitudes nécessaires pour cette réunion, ou dans un état transitoire se rapprochant du premier, où le fait et le droit demeureraient séparés en raison des difficultés de l'interprétation législative, ou enfin dans un état plus transitoire encore, dans lequel certaines affaires pour lesquelles le jury est particulièrement compétent lui seraient seules soumises.

Nous n'envisagerons pas le premier mode, car il se confond avec le second et ne s'en distingue que par le fait de la réunion en la personne du juré des qualités du juré et du magistrat, celui-ci étant d'ailleurs toujours conservé pour l'instruction, la direction des débats, la rédaction des verdicts, et collaborant à la décision des questions de droit. Le second mode, au contraire, celui où la compétence du jury serait universelle, mais où le droit et le fait seraient séparés, et le premier confié au magistrat, est le mode moyen, et celui auquel on s'arrêterait pendant longtemps. Nous examinerons ensuite le stade futur tout à fait transitoire, où certaines affaires seulement seraient de la compétence du jury civil.

Le jury civil à organiser ne serait point institué près de la juridiction cantonale des justices de paix; il importe pour la prompte expédition des petites affaires qu'un magistrat statue seul, mais en appel de cette juridiction, l'affaire serait soumise au jury d'arrondissement ou de département. Par contre, un jury civil serait établi près de la Cour de cassation non pour juger le droit, ce qui appartient aux magistrats seuls, mais pour apprécier certains faits dont il va être bientôt question. La justice au point de vue du territoire doit être communale, départementale et nationale (justice de paix, tribunal civil, et cour de cassation); on y ajoute maintenant celle régionale (cour d'appel); chacune devra avoir sa magistrature et son jury, sauf la justice de paix qui n'aura son petit jury (échevins) qu'au répressif.

Au civil en première instance le jury ne doit point par sa composition être identique au jury criminel, quoiqu'il lui soit analogue; il doit ressembler davantage au jury correctionnel. Le juré civil doit

être plus instruit que le juré criminel; d'autre part le principe du jugement par les pairs appliqué à des affaires pécuniaires tend à laisser prédominer la classe moyenne; enfin le nombre des jurés doit être restreint. Ces trois règles domineront l'organisation.

La plupart des affaires civiles relatives à la propriété, aux créances, s'agissent entre personnes de la classe moyenne, ainsi qu'une partie de celles ayant trait à l'état de famille. Les autres moins nombreuses se jugent entre prolétaires, elles sont distinguées par le sceau de l'assistance judiciaire et consistent presque exclusivement en séparations de corps, divorces et pensions alimentaires. Enfin, une autre catégorie comprend les litiges entre personnes de classes différentes, ce sont ceux d'indemnité pour accidents et de louage de travail. Des jurés, des classes dites dirigeantes, peuvent, sans l'inconvénient de querelles de classes, juger la première et la seconde catégorie d'affaires; ils ne deviendraient suspects que pour la troisième. Mais dans ce dernier cas on pourrait adjoindre d'autres jurés extraits de la classe ouvrière et dont l'adjonction aurait pour résultat d'assurer l'impartialité.

La liste du jury civil serait distincte de celle du jury criminel; elle se composerait pour moitié de membres de l'aristocratie intellectuelle, dont la capacité serait attestée par des diplômes d'instruction supérieure et pour l'autre moitié de membres de la bourgeoisie dont la situation serait établie par un certain cens, mais desquels un diplôme d'instruction secondaire serait exigé. Ils jugeraient d'une manière éclairée les procès entre personnes de leur classe et ceux entre prolétaires; quand il s'agirait de procès entre propriétaires et prolétaires, on leur adjoindrait un nombre égal d'ouvriers ou paysans pris sur la liste qui serait dressée par le choix des corporations respectives de ceux-ci; la plus grande indépendance, la plus entière impartialité seraient ainsi assurées.

Sauf le cas de cette adjonction, le jury de jugement se composerait de quatre membres qui seraient tirés au sort sur la liste annuelle pour toute la session. On devrait appeler deux membres de plus pour l'exercice des récusations. Les jurés seraient dispensés du serment, comme d'une formalité inutile. Un magistrat civil unique présiderait les débats, jugerait les questions de droit, à mesure qu'elles se présenteraient, assisterait au délibéré des jurés, leur donnerait les renseignements demandés, mais n'aurait pas voix, même consultative; il rédigerait le jugement d'après les indications du jury; mais la décision aurait lieu au scrutin secret sur les questions qui se dégageraient de la discussion. Les décisions sur le droit seraient rendues distinctement par le ma-

gistrat directeur. Les verdicts seraient motivés; si un verdict par oui et par non existe au criminel, il ne peut se concevoir au civil. D'ailleurs nous organisons l'appel, et celui-ci suppose qu'on a dans les motifs du jugement de première instance les instruments nécessaires pour l'analyser.

Le plus grand inconvénient pratique qui peut se présenter, c'est celui des renvois fréquents et successifs d'une affaire civile. Mais ces renvois sont presque toujours abusifs et il y a lieu de les supprimer; ce ne sera pas le moindre avantage de l'introduction du jury civil que de parvenir à cette suppression. Les seuls renvois utiles sont ceux qui suivent les plaidoiries de l'affaire pour obtenir de nouveaux renseignements, mais ces renvois sont abusifs aussi par leur fréquence, et l'institution du jury y coupera court.

Les sentences du magistrat sur le droit seront insérées dans le verdict, en s'y détachant du reste, de sorte qu'en cas de recours on pourra le faire porter sur le fait ou sur le droit. Le verdict lui-même devra se composer de réponses motivées à des questions qui seraient posées par le magistrat, avec les motifs ayant déterminé le jury. Ce serait le magistrat qui rédigerait ce verdict; il l'insérerait ensuite dans le jugement, ainsi que ses propres sentences sur le droit, puis il en ferait sortir les conséquences dans la décision totale de l'affaire. On obtiendrait ainsi une décision qui serait analogue à celle du préteur romain.

Le jugement civil resterait-il soumis à l'appel, quoique le verdict du juré soit devenu une de ses composantes? Pourrait-on appeler sur la question de droit, sur celle du fait, sur l'ensemble du jugement? Il semble que ce soit un axiôme que partout où un jury décide, tout appel soit exclu; l'appel sur le droit reste seul ouvert contre la sentence du magistrat, et cela seulement sous forme de cassation. Nous avons combattu ce prétendu axiôme et montré son manque de fondement au criminel; il en est de même à plus forte raison au civil. Sans doute, un jury n'est pas supérieur à un autre jury, mais combien peu, si l'on ne se contente pas des apparences, un tribunal appelé Cour l'est à un autre tribunal! On peut critiquer l'existence même de l'appel, mais dès qu'on l'admet, on ne voit pas bien la raison logique qui le refuse contre les décisions du seul jury. Cette règle ne peut avoir qu'une explication historique. Il est enfin tout à fait irrationnel que sur les questions de droit, la présence du jury, sa présence latérale, influe en ce sens que la décision du magistrat ne pourra pas être attaquée par la voie d'appel, mais seulement par celle de la cassation.

L'appel sera donc ouvert contre le verdict du jury civil ; il le sera contre la sentence du magistrat sur le droit, toutes les fois qu'il l'est actuellement. Il sera nécessairement porté devant un autre jury quand il s'agira du verdict. Ce nouveau jury siégera au chef-lieu de la Cour d'appel, il sera formé d'autres jurés et un autre magistrat le présidera. On pourra appeler aussi de la sentence du magistrat sur le droit ; cet appel sera porté devant le magistrat qui présidera le nouveau jury et qui sera nécessairement un conseiller ; celui-ci pourra pour la décision demander l'adjonction de deux autres conseillers, lesquels, d'ailleurs, n'assisteront pas aux nouveaux débats.

Si l'appel ne porte que sur le droit et que la réformation ne soit pas contradictoire avec le verdict, le magistrat d'appel réformera le jugement, mais suivra ce verdict, sans pouvoir le modifier. Si, au contraire, la réformation du point de droit nécessite, par voie de conséquence, un nouveau verdict, le magistrat d'appel convoquera d'office le jury d'appel. Le point de droit restera acquis, sauf ce que nous dirons ci-après.

L'appel a, dans son organisation actuelle, un inconvénient grave que nous avons déjà signalé. Lorsqu'une affaire est jugée deux fois et en sens contraire, comment faire raisonnablement prévaloir la seconde décision sur la première ? Si tous les juges ont été éclairés, ce qu'on doit supposer, il subsiste un doute très fort qui législativement peut être tranché au profit de la seconde sentence, mais qui ne l'est dans l'esprit de personne. Il en sera ainsi à plus forte raison quand il s'agira de deux jurys qui ne sont point hiérarchiquement superposés, mais cela était vrai déjà lorsqu'il s'agissait de magistrats, il n'y a pas entre eux de différence intrinsèque suffisante. Si les deux jugements concordent, il semble bien qu'on ait acquis une vérité judiciaire presque absolue ; dans le cas contraire, on se défie. Il y aurait un moyen de faire sortir de cette incertitude. Ce serait de confier la décision définitive à un troisième juge. C'est ce qui arrive quelquefois lorsqu'il s'agit de questions de droit au moyen de la cassation. Quand deux experts sont en désaccord, on a recours à un tiers expert ; quand deux tribunaux sont en dissidence, on devrait recourir à un tiers juge ; cette fois on obtiendrait la vérité relative qu'auraient proclamée deux jugements conformes l'un à l'autre. Ce serait le *contre-appel*, bien différent de la Cassation. Voici quelle serait l'application de ce système.

Lorsque deux jurys, celui de première instance et celui d'appel auraient décidé différemment la question de fait, celui qui aurait perdu en deuxième instance aurait le droit de saisir un troisième jury dont

la décision serait définitive, qu'elle fut conforme à celle du premier ou à celle du second jury. Ce jury serait national et formerait une annexe de la Cour de cassation.

Lorsque deux magistrats, l'un de première instance, l'autre d'appel, auraient statué différemment sur une question de droit, la partie, condamnée par le second jugement, aurait le droit d'appeler sur la question de droit à la Cour de cassation ; celle-ci n'agirait pas alors comme juridiction de cassation, mais comme juridiction de troisième instance.

Il n'y aurait que deux degrés de juridiction lorsque les deux décisions seraient identiques, il y en aurait trois lorsqu'elles seraient contraires l'une à l'autre.

Ce qu'on peut critiquer d'autre part, dans l'organisation actuelle de la Cour de cassation, c'est que précisément en matière de droit il y ait toujours trois degrés de juridiction, même quand le tribunal et la Cour d'appel ont jugé la question de la même manière. N'y a-t-il pas alors une preuve suffisante de vérité juridique ? Il est vrai qu'on invoque la nécessité d'une jurisprudence uniforme pour tout le pays. Mais, outre que cette raison est bien affaiblie par ce fait que la loi avant la décision définitive permet une lutte de quelque durée entre la Cour suprême et les Cours d'appel, il serait possible de concilier les deux principes. Lorsque la question de droit serait décidée de la même manière par le magistrat de première instance et par la Cour d'appel, tout recours ultérieur serait interdit ; en cas de dissidence entre le tribunal et la Cour, la Cour de cassation statuerait.

Mais sa décision dans ce dernier cas serait tout de suite définitive ; on ne renverrait pas, comme maintenant, sur le point de droit, à une autre Cour d'appel. Ce n'est pas tout ; la décision de cassation aurait force d'une loi interprétative qui serait insérée à l'*Officiel* ; elle lierait désormais les Cours et Tribunaux et la Cour de cassation elle-même ; les questions de droit s'épureraient ainsi peu à peu, il y aurait plus de sécurité dans les relations, et il ne pourrait y avoir désormais de décisions contraires à un texte formel.

D'autre part, si avant que la Cour de cassation eût décidé un point de droit, ce point l'avait été différemment dans des affaires différentes par deux Cours d'appel, la Cour de cassation serait saisie d'office et rendrait pour l'avenir une décision interprétative ayant force de loi.

Dans ce procédé, les difficultés disparaîtraient, les recours en cassation seraient moins fréquents, et on ne verrait plus cette iniquité

de l'appel, qui consiste à donner gain de cause à la juridiction ayant parlé la dernière contre celle qui avait d'abord statué, sans autre motif que la postériorité.

Telle serait l'organisation du jury civil dans les lignes essentielles en conservant le régime de la séparation du droit et du fait. Nous faisons à celui en vigueur dans les divers pays qui l'ont possédé cette dérogation importante, qui seule peut le rendre viable, d'exiger des verdicts motivés et de les soumettre à l'appel, sans préjudice de la cassation sur les questions de droit ou pour violation des formes. Nous voulons dans sa composition une véritable sélection née d'une instruction largement suffisante, en rappelant que l'étude élémentaire du droit devra faire partie de l'instruction secondaire ; nous rétablissons la communication entre le magistrat et le juré qu'on a malencontreusement coupée au criminel. Dans ces conditions nous croyons que le juré serait supérieur au juge élu aussi bien qu'au juge nommé, et qu'il incarnerait exactement la justice qui doit être individualiste, autant que possible, pour avoir le degré le plus haut d'impartialité et d'indépendance.

Mais il est peut-être difficile d'obtenir immédiatement un tel changement dans nos lois, non préparé par une modification dans nos mœurs ; aussi nous devons proposer un état transitoire du jury civil.

## VIII

Ce sont les amorces existant dans notre droit qui doivent ici nous conduire ; nous avons déjà signalé le double jury d'expropriation, le petit et le grand. En quelle matière, ce jury, quasi civil sur certains points, a-t-il été institué ?

En matière de fixation d'indemnité, d'estimation. C'est pourtant l'œuvre ordinaire des experts. Si le tribunal avait eu à statuer lui-même, il se serait éclairé d'abord par le rapport de ceux-ci. Les jurés agissent, au contraire, estiment eux-mêmes, ils possèdent une compétence de fait, les questions de droit se trouvant d'ailleurs écartées. D'autre part, des collectivités, des personnes puissantes, sociales, sont en jeu, il faut pour les tenir en respect une volonté individualiste, d'une indépendance complète. Ces deux motifs expliquent l'intervention extraordinaire du jury ; il faudra l'étendre à tous les cas où les raisons sont les mêmes.

On devra y assimiler d'abord les fixations d'indemnités, pour cause d'accidents divers, dues soit par les particuliers, soit par les compagnies d'assurances. On retrouve exactement les mêmes motifs : simple question d'estimation et d'estimation facile, non technique ; d'ailleurs, si la technicité vient à se produire, les jurés pourront, comme le font les magistrats, s'éclairer par une expertise, d'autre part, nécessité de protéger la partie plus faible contre une partie puissante, une collectivité. Cela est vrai surtout en cas de responsabilité. Mais dans ce dernier cas, l'appréciation du jury ne se bornerait pas au quantum, mais s'étendrait à la déclaration de l'existence même de cette responsabilité ; ce serait alors le second motif qui serait en jeu.

Il en serait de même de la fixation des pensions alimentaires ; il s'agit alors de nouveau d'une question d'appréciation un peu arbitraire et de situation de fait.

Une autre source naturelle de compétence se trouve dans les questions qui étaient de droit criminel, et qui ne sont devenues civiles que parce qu'on a choisi le tribunal civil de préférence à un tribunal répressif ; ce choix ne change pas la nature du droit. Le jury civil serait donc compétent au civil pour toutes les causes dont il aurait connu en correctionnel, c'est-à-dire les actions civiles nées des délits.

Une troisième source de compétence existe dans toutes les affaires civiles analogues aux affaires criminelles et qui demandent le même mode d'appréciation. Qui n'a souvent remarqué que celles de séparation de corps et de divorce produisent pour ceux qui les entendent plaider le même genre d'impression. Les faits qui causent les demandes y sont souvent presque délictuels. Il en est de même de toutes les questions d'état, en particulier, celles de recherche de paternité et de maternité, les interdictions, les impugnations de testament pour cause d'insanité d'esprit ou de captation. Toutes ces situations souvent dramatiques sont de nature à intéresser les jurés, comme des causes criminelles, elles renferment peu de questions de droit, elles sont appropriées aux aptitudes d'un jury qui, précisément par sa connaissance active de la vie, les résoudra mieux peut-être que la magistrature.

Tel serait le domaine limité où l'on pourrait d'abord étendre la compétence du jury ; il s'y trouverait sur son propre terrain, car cette partie du droit civil est presque le prolongement du droit criminel. Il y aurait là, d'ailleurs, une expérimentation utile, avant d'universaliser le jury. L'expérience a déjà commencé par le jury d'expropriation ; elle serait continuée ainsi sans brusquer l'évolution.



## IX

Nous venons de constituer le jury administratif et le jury civil, après le jury criminel et le jury correctionnel. Faudrait-il l'universaliser davantage, et par exemple, créer un jury commercial, un jury industriel ? Ils seraient moins utiles, car l'élection des juges consulaires s'en rapproche déjà beaucoup, et le Conseil des prud'hommes se compose moitié d'ouvriers et moitié de patrons et réalise bien le jugement par les pairs. Cependant, nous pensons qu'en ce qui concerne la juridiction commerciale, un jury commercial serait appelé avantageusement à remplacer le tribunal, car le juge élu n'est pas plus notre idéal que le juge nommé.

Mais ce qui doit surtout appeler notre attention, c'est la création de jurys spéciaux dans lesquels le juré se rapproche de l'expert jusqu'à se confondre avec lui. Certains adversaires du jury général qu'ils déclarent radicalement incompetent admettent le juré-expert, c'est-à-dire le juré spécial ; en effet, l'ignorance, qui est l'objection grave faite au jury, disparaît ici tout à coup comme par enchantement. Dans l'état actuel, le magistrat décide lui-même toutes les questions générales, celles de droit d'abord pour lesquelles il est expert naturel, puis celles de fait que tout le monde peut apprécier, mais s'il surgit une question technique, il faut bien qu'il s'en dessaisisse, au moins, un moment. Il désigne des experts qui font leur rapport, les parties appelées, bien plus, les témoins entendus sans serment, car le juge lui délègue ses pouvoirs jusques-là ; il y a même à signaler un fait curieux, c'est que le serment exigé devant le magistrat ne l'est pas devant l'expert, ce qui n'empêche pas d'y ajouter la même foi. Souvent, il est vrai, les parties contestent cette expertise qui n'a pas force de chose jugée et le magistrat peut l'écarter d'office. Mais alors le juge se trouve perplexe ; s'il rejette l'expertise, il ne peut qu'en ordonner une seconde, voire une troisième. Quant aux experts, ils se reposent sur ces débats successifs, ils sentent qu'ils ne décident pas, leur attention se relâche ; d'ailleurs, ils sont enfermés dans un cercle très étroit. Les expertises s'accumulent sur les expertises, le procès devient sans fin. Le juge doit adopter les conclusions d'une des expertises, s'il essaie d'opérer un triage, il fait œuvre d'incompetent. Ne serait-il pas plus simple de convertir ces experts en juges, plus exactement en jurés, sur

la question technique? On ferait ainsi une conversion qui, historiquement s'est plusieurs fois opérée. C'est ainsi qu'en Angleterre les témoins sont devenus des jurés, qu'en France les conseillers qui ne donnaient que des conseils ont fini par rendre des arrêts; mais la conversion serait ici plus utile, car la technicité est plus grande.

Les jurys spéciaux s'appliqueraient tant au civil qu'au criminel. Dans ce dernier ordre de juridiction nous les avons déjà indiqués. Combien de fois le jury de la Cour d'Assises s'est trouvé perplexe en présence d'expertises contradictoires faites par des personnes désignées d'office par le magistrat en dehors de l'accusé! Il en serait tout autrement si ces experts avaient été eux-mêmes des jurés. Bien plus, il n'y aurait pas toujours alors deux jurys, l'un *général*, l'autre *spécial*; quelquefois le jury spécial déciderait toute l'affaire, par exemple, lorsqu'il s'agit de comptabilité ou de vérification d'écritures. Voici les cas principaux où un jury spécial serait utile au criminel : 1° toutes les questions de comptabilité (abus de confiance, faux par les notaires, les banquiers, etc.); 2° celles de vérification d'écriture; 3° celles d'empoisonnement ou médecine légale; 4° celles d'accidents, etc.; 5° celles d'avortement et d'infanticide. Au civil, l'expert-juré déciderait par son verdict les questions suivantes : 1° celles d'aliénation mentale; 2° celles de compte; 3° celles de constructions; 4° celles de mitoyenneté, de bornage; 5° toutes les autres questions techniques que le tribunal renvoie actuellement à l'avis préalable de l'expert. Ce serait une simplification importante. Ces jurés-experts se transporteraient sur les lieux et décideraient ce qu'ils sont seuls compétents pour décider. On n'aurait plus ce spectacle étrange de voir des incompetents juger l'avis des compétents. Ce serait la fusion du juré et de l'expert. Il en serait de même de la fixation de l'indemnité des expropriations pour cause d'utilité publique; sa fixation par un jury général ne peut être qu'un état transitoire; faite par un jury spécial d'experts d'estimation, elle aurait le double avantage de l'être par des gens compétents et par des personnes n'ayant pas l'intérêt de corps des propriétaires contre l'expropriant.

Tels seraient les jurys spéciaux. Il faut y ajouter celui qui déciderait de l'internement en cas d'insanité d'esprit; il tiendrait d'ailleurs le milieu entre le jury civil et le jury répressif. Ces jurys corrigeraient les derniers inconvénients du jury général, le débarrasseraient des cas d'incompétence de fait, ils rétabliraient en fait le principe reconnu seulement en droit, que c'est à celui qui peut le mieux juger une affaire de la juger; ils enlèveraient à la magistrature elle-même l'embarras

de décider entre des experts dissidents des questions qu'ils ne peuvent connaître eux-mêmes. Les jurys spéciaux d'experts auront une large et légitime part dans la procédure de l'avenir.

Si ces idées sont un jour admises, nous verrons rétablie la synthèse brisée aujourd'hui d'institutions judiciaires concordantes ; le jury et la magistrature formeront partout les deux parties symétriques d'un organisme véritablement scientifique et pratique, multipliant leurs qualités les unes par les autres, au lieu de se neutraliser réciproquement ; mais il est nécessaire dans ce but que le jury, sous peine de périr ou de se fausser entièrement, hâte son évolution suivant les lignes logiques que nous avons essayé de tracer.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

### La genèse de la pitié.

A quel degré de netteté est parvenue aujourd'hui, dans une élite, la notion du moi ? Notre science incertaine l'ignore : c'est à peine si elle commence à entrevoir les divers moments de l'auto-conscience parmi les humains ou à mesurer la valeur de ses gradations les plus apparentes au-dessous de l'humanité. Mais la question complexe se dessine et quelques-unes de ses données se dégagent enfin du chaos des observations.

Les plus étudiés des animaux, les mammifères domestiques, ont une très informe connaissance d'eux-mêmes. Il est probable qu'ils n'apprécient seulement pas leur qualité dominante, leur force musculaire. N'auraient-ils pas secoué le joug de l'homme, s'ils mesuraient leur pouvoir sur lui ? Nous supposons et notre vanité exagère à peine un fait réel, une sorte de consentement dans l'obéissance de ces bêtes, une lueur d'affection particulièrement évidente chez le chien. Or, le plus zélé des serviteurs quadrupèdes, le meilleur ami de l'homme, est incapable de s'attacher à un autre qu'à son maître. Tel chien de charretier, roué de coups, sale et mal nourri est invendable ; le nouveau propriétaire qui essaierait de lui faire une vie très douce ne pourrait l'empêcher de retourner à sa geôle.

Nous regardons ces actes du dehors et, discernant les avantages respectifs des deux situations offertes, nous faisons un mérite au chien de cette extrême fidélité : en réalité, elle prouve l'automatisme de ses instincts, l'extrême imperfection de sa conscience.

Du reste, il est banal d'affirmer que le chien, quelques autres mammifères et beaucoup d'oiseaux savent se dévouer à leurs pareils, à l'homme ou même à des êtres plus faibles qu'eux. Ces impulsions généreuses marquent d'abord la base physiologique de tous les sentiments ; elles prouvent aussi, chez tous les animaux qui en sont susceptibles, une notion quelconque de leur identité. — « La pitié, dit à peu près La Rochefoucault, est une compassion que nous avons de nous-mêmes dans les maux d'autrui ». Certes : et l'individu absolument incapable de penser son moi ne pourrait éprouver le choc par retour du mal des autres.

Les invertébrés supérieurs nous offrent une démonstration extrêmement curieuse de cette vérité.

Il est hors de doute que l'abeille ou la fourmi raisonnent : mais les merveilles de leur vie témoignent d'une ignorance, peut-être complète, de leur individu jointe, dans leur raison sûre comme l'instinct, à une claire notion de leur communauté : ce sont les cellules pensantes d'un super-organisme.

La ruche — on en pourrait dire autant de la fourmilière — est aménagée au point de vue strict de la conservation de l'espèce. Aucune modification ne s'y présente sous la forme d'une inspiration individuelle, due à un caprice de sentiment. Tout y est raisonnable : l'abeille mère dépose un œuf par cellule, et ces cellules inégales sont exactement calculées de façon à former quelques individus reproducteurs et une légion de neutres. L'activité sociale de ces neutres est infatigable : chargées de la conservation de la famille, elles n'hésitent pas à se suicider pour blesser à mort un envahisseur, tellement elles sont peu capables de penser leur moi, de séparer la notion de leur vie individuelle de la notion de la vie de l'ensemble.

Mais la preuve la plus frappante de leur inconscience est leur invariable cruauté. L'abeille n'est pas plus prêteuse que la fourmi. Elle a un dédain aussi grand des bouches inutiles, une haine aussi féroce des intrus. C'est que l'intelligence de l'insecte est unilatérale : si raisonnable qu'il soit, il n'a pas la notion de l'individu, il ne sait pas opposer son moi à celui d'un autre puisqu'il ne voit pas, comme dans un miroir, sa propre souffrance dans la souffrance d'autrui.

Si le vertébré seul peut se connaître, c'est grâce à l'unification

plus grande de son système nerveux. Le sentiment, à ses divers degrés, nous apparaît ainsi comme la mesure de cette unification, il s'élève quand elle se perfectionne et la pitié nettement consciente est le couronnement de la notion du moi, l'expression enfin complète de l'égoïsme.

Combien cette expression est rare encore dans notre misérable humanité ! Sans doute, les élans généreux pullulent : mais c'est trop souvent le hasard des impulsions extérieures qui jette dans la bonne direction des instincts presque irréfléchis et d'autant plus dociles aux influences ambiantes.

Nous avons tort, d'ailleurs, de distinguer des catégories sentimentales : d'une façon absolue, les sentiments mauvais n'existent pas ; ceux qui nous paraissent tels dénotent une atrophie ou une difformité de l'auto-conscience.

Les organismes déséquilibrés réagissent trop ou trop peu contre les chocs extérieurs ; ils peuvent être agréablement chatouillés par des sensations intenses qui produiraient en nous un spasme insupportable. Il leur manque la mesure exacte du moi, et, par conséquent, celle de la douleur. La pitié, chez eux, est presque nulle ou maladivement exagérée, selon que leur notion d'eux-mêmes est seulement restreinte ou inégale et imprécise.

L'être humain dont l'auto-conscience serait parfaitement déterminée n'aurait pas seulement une connaissance vague des liens qui nous rattachent à l'humanité entière ; il saurait la valeur des dissemblances et des ressemblances entre les autres et lui, et ses sentiments s'adaptent à l'échelle de ces rapports psychiques.

Cet homme supérieurement organisé se dévouerait sans hésiter pour un de ses pareils, parce que la douleur et la mort de cet autre lui-même diminueraient considérablement sa propre existence. Il mettrait une portion moins considérable de son énergie, de sa pensée, de son moi, enfin, au service des êtres autrement civilisés que lui. Il donnerait un minimum d'attention à des gens d'une race inférieure à la sienne. Et il serait incapable de braver un danger réel pour sauver une bête égarée, s'il n'avait pas à ce sauvetage un intérêt direct. La pitié, dans un cas pareil, n'est plus du tout l'expression d'un égoïsme intelligent et conscient : elle dénote un *altruiste*, un dégénéré, un fou.

Ainsi, la bonté réelle suppose une intelligence à la fois très diverse et très unifiée, capable de percevoir les deux pôles de la vie,

l'individu et l'espèce, et ceux de la volonté humaine, la logique et le sentiment.

Or, ce dédoublement de l'énergie intellectuelle est encore imparfait chez nous, de sorte que notre auto-conscience est encore imprécise. Nous nous entrevoyons, nous ne nous connaissons pas tout à fait. Mais nous commençons à comprendre les grandes tendances psychiques dues à l'hérédité, au rang social, à l'âge, au tempérament. Et déjà se dégage pour nous l'influence essentielle du sexe sur tous les actes de la pensée.

Les deux courants qui forment la volonté consciente coexistent toujours, sans doute, croisés, enchevêtrés de mille façons changeantes en tout individu humain, mais, selon son sexe, il y a prédominance de l'un ou de l'autre : le sentiment, chez l'homme, est trop raisonnable, la raison, chez la femme, trop sentimentale.

Cette vérité délicate est difficile à préciser : le monde a eu ses Sophie Germain, ses Sophie Kowalewska ; d'autres que Saint Vincent de Paul ont incarné, du côté des hommes, les plus exquises manifestations du sentiment. Et pourtant, il est vrai de dire que nos intelligences sont sexuelles, comme nos corps.

Peut-être la note la plus caractéristique de cette différence nous est-elle donnée par le fait de la plus grande loyauté de l'homme. La femme peut tendre à la loyauté, la mettre dans tous ses raisonnements, l'aimer dans tout ce qui l'entoure, mais elle ne saurait en faire un besoin constant de sa vie, un instinct. L'homme supérieur est, pour ainsi dire, constitutionnellement sincère : sa parole, son geste, son regard, l'acte machinal et inconscient de sa vie quotidienne respirent la loyauté. C'est qu'il a ajouté à une tendance naturelle une habitude précieuse, celle de l'étude, et science et véracité sont des termes synonymes. Nul ne peut atteindre à la connaissance rationnelle s'il ne sait se soumettre avec une impartialité rigoureuse au contrôle des expériences.

D'autre part, cette sincérité qui marque la force du jugement correspond à une énergie moindre du courant sentimental. Le penseur, isolé dans ses méditations intenses, ignore ce qu'il doit aux dévouements obscurs qui facilitent sa tâche et concourent à son œuvre ; sa raison perd de vue la souffrance ambiante à mesure qu'elle s'élève vers les idées générales : c'est une conséquence fatale de sa grandeur, la rançon de sa solidité. Et en planant au-dessus des hommes elle jette, du haut de sa sérénité, la douceur reposante des pensées

généreuses, comme le chêne, grandi aux dépens de mille vies minuscules, nous jette l'ombre de son feuillage.

Les savants modernes ont, fort judicieusement, considéré la dissimulation féminine comme le résultat d'une moindre vigueur physique et comme l'indice d'une moindre capacité pour le raisonnement logique, mais ils en ont tort de conclure de là à l'infériorité physiologique et psychique de la femme. En réalité, la délicatesse n'est pas la faiblesse; il n'y a qu'une transposition d'énergie entre l'harmonie fragile et la brutalité puissante, et si le mensonge illogique est le suicide de la raison, le mensonge n'est pas ignoble en soi, parce que la raison raisonnante n'est pas toute la raison.

Une femme intelligente est incapable d'une tromperie grossière, mais son esprit souple, moins fort et moins sûr que l'esprit viril, perçoit plus rapidement des vérités contradictoires. En outre, la femme connaît trop bien la douleur, et parce que son organisation la prépare à tous les raffinements de l'auto-conscience, l'intellectuelle peut mentir encore, de tout son être et par tous les moyens de sa pensée : du sourire, du regard, du geste, des inflexions de la voix. Elle ment au vieillard, au découragé, au malade, au malheureux qui vit d'une illusion, à l'abandonnée qui espère, à toutes les souffrances, à tous les désespoirs; elle ment pour atténuer le rude contact du réel au faible cerveau de l'enfant, pour biaiser avec l'étroite logique masculine et la plier aux sacrifices qu'impose la famille. La pitié et l'amour sont pétris de mensonges.

Psychologues et féministes semblent ignorer ces considérations; l'un des camps s'obstine à revendiquer pour la femme tous les droits possibles et l'autre à la juger d'après un point de vue essentiellement masculin.

Un ingénieur me disait un jour : « Les hommes se torturent pour inventer de nouvelles machines, et ils en ont de reste : seulement, ils ne savent pas s'en servir. Nos instruments modernes dépassent la portée de nos muscles et celle de notre énergie cérébrale, ils sont plus forts que nous. »

Le cerveau de la femme est pareil à un de ces outils, trop délicatement montés pour notre gaucherie barbare. L'humanité, — l'humanité féminine aussi et surtout — ne sait encore ni l'apprécier ni le mettre en valeur.

Il nous semble entrevoir dans l'histoire la preuve de ce que nous avançons.

Après la disparition du matriarcat primitif, à l'aube même du

régne si long de la force brutale, on aperçoit l'élaboration lente des notions élémentaires du droit et des sciences, de cette vérité mathématique que Pascal oppose à la vérité de sentiment. L'homme était si naturellement propre aux déductions logiques que, dès l'antiquité, les lois du raisonnement lui ont été connues dans leurs lignes générales. L'autre moitié de la vérité est apparue beaucoup plus tard, parmi des gens moins grossiers, d'une auto-conscience moins informée et probablement d'abord dans de délicats cerveaux de femmes. Mais ce furent des hommes qui, les premiers, répandirent dans le monde l'idée de l'amour et l'idée du devoir, parce que l'homme seul avait le droit de parler, de penser et d'agir dans les antiques sociétés patriarcales.

Et parce que l'homme est, organiquement, moins susceptible que la femme de pressentir les causes égoïstes de la pitié, les premiers moralistes lui assignèrent une cause métaphysique et ils introduisirent la logique, l'impitoyable logique virile, dans les choses du sentiment. Cette erreur essentielle a fourvoyé les intelligences pendant des siècles. Elle a produit le spiritualisme dogmatique et toutes les cruelles, toutes les ignobles manifestations de l'intolérance religieuse. Que de souffrances eussent été épargnées au monde si les premières sociétés avaient compris et apprécié le génie féminin !

Le jour est encore loin, sans doute, où la foule comprendra les causes naturelles de tous nos sentiments et de toute notre raison, où, rejetant les flambeaux de la foi, elle consentira à suivre la route illuminée par le soleil de la science, mais déjà, au bout de cette route, se dessine la synthèse annoncée par la philosophie grecque, l'harmonieuse union de la logique et de la morale humaines, le Beau qui est la splendeur du Vrai.

EUGÈNE LAURENT.

---



# MOUVEMENT SOCIAL

## BELGIQUE

Une chronique annuelle du mouvement social d'un pays présente-t-elle bien de l'utilité dans un temps où la presse quotidienne, et mise à la portée de tous, lue par tous, tient si fidèlement et si promptement le public au courant des événements du jour? Il n'est pas un changement de constitution ou de loi importante, voire même pas une modification ministérielle, il n'est pas une grève ou une innovation sociale que le journal n'apprenne aussitôt aux profanes comme aux savants.

Néanmoins une revue périodique des faits de l'année a son opportunité; elle peut avoir de plus une haute portée scientifique, surtout au point de vue sociologique.

Pour l'homme d'Etat, mêlé de près à la lutte de tous les instants, dont on peut dire qu'il fait l'histoire sans s'en douter, une sorte d'examen de conscience pourra lui inspirer souvent une vision plus nette de la conduite à tenir par la suite. Pour le sociologue, il n'est rien de plus intéressant que de constater sur le vif l'évolution des idées et des théories, des faits et des choses. En embrassant ainsi une période d'une certaine étendue, il peut en déduire des conclusions qui seraient moins certaines, si l'on n'observait les faits qu'aujourd'hui. En portant son attention sur les événements des derniers mois ou des dernières années, il peut étudier une matière plus connue de science personnelle, tandis que les faits plus éloignés ne parviennent à notre connaissance que par les témoignages d'autrui ou par des documents de plus en plus difficiles à retrouver.

En ce qui nous concerne, nous chercherons moins à énumérer une série de faits qu'à dégager l'impression d'ensemble qui nous paraît résulter pour le sociologue des événements survenus depuis notre dernière chronique (1).

---

(1) Voir la *Revue*, 1896, octobre.

## I. — QUESTIONS POLITIQUES.

L'évolution politique de ces dernières années en Belgique avait été extrêmement rapide, et nous avait mené au suffrage universel plus ou moins tempéré.

Comme il arrive presque toujours, tant pour les Etats que pour les hommes, après avoir accompli quelque œuvre extraordinaire, il se produit une période d'accalmie. L'extension considérable du droit électoral en matière législative et communale semble avoir satisfait les aspirations progressives actuelles de l'opinion publique. Déjà le revirement contre une trop grande généralisation du droit de suffrage s'est manifestée à propos de l'électorat communal. De même, pour l'électorat provincial, on s'est borné à prendre le corps électoral sénatorial, un peu plus restreint que celui des électeurs de la Chambre basse (l'âge requis des électeurs est de trente ans au lieu de vingt-cinq). Depuis lors une loi électorale provinciale définitive aurait dû remplacer cette loi provisoire. La difficulté de reculer, le désir de ne pas aller plus loin dans la voie du suffrage universel ont fait hésiter, et finalement ajourner la réforme d'abord projetée. Ainsi, comme dans tout Etat bien organisé, après une époque de grandes réformes, l'esprit conservateur reprend ses droits, comme le calme après la tempête.

Le même phénomène s'est produit aussi dans l'évolution de l'opinion publique à l'égard des partis. La première consultation du corps électoral nouveau a donné aux parties extrêmes, aux socialistes une force inattendue. Le scrutin suivant, distant à peine de deux années, vint réduire leur nombre, et l'on peut s'attendre à les voir aux élections prochaines, celles de 1898, reculer encore.

Leurs pertes seraient tout profit pour les conservateurs, si ceux-ci n'étaient menacés, comme ils le sont actuellement, d'un germe de division dangereux : ce sont les démocrates chrétiens. Par ce nom, on désigne souvent des choses bien différentes. Dans telles circonscriptions électorales, les forces ouvrières catholiques, organisées par des chefs de valeur, surent s'imposer à l'organisation conservatrice préexistante et lui imposer une alliance fructueuse. Ailleurs, au contraire, cet accord ne put s'établir et les dissensions devinrent bientôt des luttes ouvertes et plus impitoyables entre coreligionnaires qu'elles n'auraient pus l'être entre deux partis adversaires

d'ancienne date. Il en fut surtout ainsi à Alost et à Liège où les conservateurs intransigeants rencontrèrent des démocrates plus intransigeants encore. Ces démocrates s'affublèrent d'autant plus aisément de l'épithète de chrétiens qu'ils avaient comme chefs des abbés. En ce moment la réconciliation n'est pas faite partout. Au contraire, à ce dernier groupe, dont nous ne voulons nullement suspecter la bonne foi, vinrent bientôt se joindre les déclassés de la politique, les mécontents de tous les partis, les aventuriers et les groupes d'opposition impuissante. Voilà une coalition qui pourrait être pleine de menaces dans certaines régions du pays. Nous apprenons à l'instant que la fraction la plus exagérée du groupe néo-démocratique vient d'être solennellement exclue du parti conservateur-antisocialiste, c'est-à-dire du parti catholique dont il s'affirmait à certains égards.

Le revirement qui se produit actuellement contre les excès de la politique démocratique d'il y a quelques années s'est aussi manifestée dans une autre sphère. L'épiscopat semblait autrefois couvrir le mouvement de sa puissante protection. Il paraît avoir compris maintenant la nécessité d'une ligne de conduite plus modérée, et l'on a cessé de prendre l'Encyclique comme arme de guerre contre la bourgeoisie et les riches.

Bien plus, la bourgeoisie, tenue si longtemps au dernier rang de l'échelle sociale, dédaignée, méprisée au point que l'épithète de bourgeois était devenue une injure dans certaines bouches, acquiert un regain de vitalité et attire de plus en plus l'attention des hommes politiques. Pendant un assez longtemps, la mode n'était qu'aux réformes ouvrières; on ne connaissait guère d'autre « questions sociales ». Aujourd'hui les classes moyennes, liguées en associations nombreuses revendiquent leurs droits. La situation de la petite bourgeoisie n'est d'ailleurs rien moins que brillante. Ecrasée sous le poids des charges de toute nature, elle voit en outre son commerce, sa seule ressource, ruiné par les puissantes coopératives, avec la complicité du législateur. Elle réclame donc des pouvoirs publics qu'ils veuillent bien consacrer à ses intérêts à elle, une part de l'attention qu'ils accordent presque exclusivement à l'ouvrier industriel. Il semble que ceux-ci soient disposés à reconnaître la justesse de ces revendications. L'administration communale de Gand vient d'instituer une commission d'enquête à l'effet de rechercher les moyens de porter remède à la crise de la petite bourgeoisie. Au parlement de nombreux orateurs ont défendu la cause du petit commerce, et le Gou-

vernement s'est montré disposé à généraliser l'enquête entreprise par la ville de Gand.

Enfin, dernier symptôme d'un revirement contre la politique des réformes trop radicales, le vieux parti libéral, que son doctrinarisme trop réactionnaire avait fait condamner, cherche à se ressaisir. Peut-être se fait-il illusion. Mais il espère de la concentration des forces anticléricales, d'une « Alliance » fondée récemment, le succès au prochain scrutin électoral. Il prendra comme plate-forme, semble-t-il, la question militaire; il suit sur ce point une politique dynastique conforme à un récent discours public du roi. Les socialistes, au contraire, font de l'antimilitarisme un des principaux points de leur programme. Les uns et les autres manquent, au surplus, d'idées précises, et se trouveraient dans l'impossibilité d'appliquer ce qu'ils feignent de mettre sur leur programme.

Il y a bien longtemps que la question militaire divise l'opinion publique et tous les partis. Le gouvernement actuel se trouve même sur ce point en désaccord avec sa majorité. Il veut, avec le roi, le service personnel et, sans doute, aussi plus général, c'est-à-dire la suppression de la faculté pour les conscrits de se faire remplacer par des volontaires agréés par le gouvernement, et l'augmentation du contingent militaire annuel. Les Chambres, expression fidèle de la volonté du pays, s'opposent à toute aggravation des charges militaires. Transactionnellement le Parlement a voté une loi réorganisant la garde civique. A côté de l'armée encasernée, la Belgique a eu de tout temps une garde nationale. Celle-ci, héritière des traditions de nos anciennes milices bourgeoises, n'a pas été comme en France, un instrument de révolutions. Dans toutes les circonstances difficiles, en 1848, en 1870, en cas de grèves et d'émeutes, elle a été le meilleur des agents d'ordre, un excellent instrument pour la défense des personnes et des propriétés. Toutefois sa valeur pouvait être rendue plus grande, si l'on renforçait la discipline, si l'on multipliait un peu les exercices, si l'on excluait les éléments trop âgés, et si l'on organisait un meilleur recrutement du corps des officiers. C'est ce qui vient d'être fait par la loi sur la garde civique, votée à la fin de la dernière session législative.

## II. — LA QUESTION DES LANGUES.

Au fur et à mesure que satisfaction a été donnée aux griefs de la partie flamande du pays, la question flamande a perdu beaucoup

de son acuité. Les réformes qui ont commencé dans cette voie ont déjà consacré l'égalité des langues flamande et française dans l'administration générale, provinciale et communale, dans la justice, dans l'enseignement moyen et primaire. Tout récemment il vient d'être décidé par une loi que les commandements des exercices de la garde civique se feraient en flamand dans les communes flamandes. Aux universités plusieurs cours se donnent exclusivement en flamand, notamment dans la faculté de philosophie; dans la faculté de droit une série de cours ont été dédoublés, et se donnent dans l'une et dans l'autre langue; il en est ainsi pour le cours de droit pénal, un cours de droit civil, des exercices pratiques de notariat. Un manifeste récemment publié par des chefs du parti flamand réclame la création d'une université flamande complète.

Deux autres réformes sont prêtes à entrer dans la voie de réalisation. L'une, sur laquelle il n'y a pas discussion, même de la part des Wallons, concerne l'emploi des langues devant certains tribunaux d'exception, spécialement le conseil de guerre. On voit encore tous les jours des malheureux, traduits devant ces juridictions extraordinaires, assister à l'instruction, aux plaidoiries et à la lecture du jugement de leur cause, sans y rien comprendre, parce que toute la procédure se fait en une langue qui leur est étrangère. Les juges eux-mêmes ne comprennent pas toujours les prévenus et les témoins. Il est vrai que ce dernier cas est de plus en plus rare depuis que la loi exige de tous les nouveaux officiers la connaissance des deux langues nationales. Il n'en reste pas moins vrai que devant ces juridictions où l'accusé a déjà si peu les moyens nécessaires à sa défense, il y a de graves inconvénients à ce qu'en outre il soit mis hors d'état de suivre la procédure.

Un projet de loi a été déposé pour apporter remède à cette situation.

Il aurait déjà été voté si les uns n'avaient tenu à ajourner la réforme jusqu'à la révision complète du Code de procédure pénale militaire, ce qui équivalait à un renvoi aux calendes grecques, et si les autres, les « flamingants » eux-mêmes, n'avaient réclamé en tout premier lieu et par priorité une autre réforme, capitale à leurs yeux.

Il s'agit de donner au flamand le même rang qu'au français dans les textes officiels des lois, arrêtés et autres actes de l'autorité publique. Jusqu'à présent, les lois et arrêtés royaux étaient promulgués en français; ils étaient accompagnés ou suivis au *Moniteur* de la

publication d'une traduction flamande. Mais le texte français était seul officiel, pouvait seul être invoqué et cité, fût-ce, par exemple, dans un jugement flamand. Quant aux arrêtés d'administration locale, les conseils provinciaux et communaux étaient libres d'employer le français ou le flamand, et de décréter le texte officiel obligatoire dans l'une de ces langues ou dans toutes deux. Pour ces derniers, il n'y aura rien de changé à l'avenir; le principe de l'autonomie locale doit être respecté, conformément au texte et à l'esprit de la Constitution. Mais d'après le projet de loi de Vriendt-Coremans, désormais toutes les lois seraient votées, sanctionnées, promulguées et publiées dans les deux langues, avec un caractère officiel, une valeur absolument égale pour les deux textes. La Chambre a admis le projet de loi à une grande majorité. Au Sénat il a été amendé dans ce sens qu'en cas de conflit, d'antimonie entre le texte flamand et le texte français, celui-ci serait seul applicable. C'était remettre le premier de ces textes au rang d'une simple traduction. Aussi la Chambre des Représentants refuse-t-elle de se rallier à l'avis du Sénat. Une solution transactionnelle interviendra sous peu, il faut l'espérer. Elle aurait, suivant un projet nouveau, surtout pour objet de mieux régler le mode d'élaboration et les travaux parlementaires des lois bilingues.

Quant à décréter obligatoire le texte flamand en pays flamand, le texte français en pays wallon, on n'en veut de part et d'autre point entendre parler. On craint que ce ne soit un pas de fait dans la voie de la séparation administrative des deux parties du pays, et qu'une semblable politique ne soit un danger pour l'intégrité future du pays. Au contraire, en donnant satisfaction aux vœux des Flamands, nos hommes d'État cherchent uniquement à consolider la nationalité par le rapprochement de ses divers éléments.

### III. — RÉFORMES MORALES ET ÉCONOMIQUES.

L'enseignement continue à être un des principaux soucis du gouvernement et des divers ministères.

Au département de l'intérieur et de l'instruction publique, on a complètement réorganisé le programme de l'enseignement moyen; on l'a rendu plus pratique et mieux adapté aux besoins du commerce et de l'industrie. Il est certain que les programmes élaborés par nos pédagogues étaient trop théoriques. Sous prétexte de littérature

et de sciences, on bourre la tête de nos pauvres jeunes gens au point de les surmener; et malgré cela ils sont le plus souvent préparés insuffisamment aux affaires qui devront plus tard les faire vivre. Désormais nous aurons des écoles moyennes professionnelles c'est-à-dire commerciales, industrielles, agricoles selon les besoins de la région où elles sont établies.

Le même département, d'accord avec celui des affaires étrangères et celui de l'industrie et du travail, a réorganisé l'enseignement des sciences commerciales du degré supérieur. Des diplômes de licencié et docteur en sciences commerciales ont été créés dans les universités. A l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, le même enseignement, quoique moins approfondi et moins scientifique, est institué. Ces diplômes seront à l'avenir nécessaires pour ceux qui veulent être nommés consuls de carrière (par opposition aux consuls marchands).

L'enseignement des sciences consulaires a été rattaché dans les Universités de Gand et de Liège à celui des sciences politiques, administratives et sociales, déjà organisé depuis 1893. Au sein de la faculté de droit des chaires spécialement affectées à ces dernières sciences ont été créées, de façon à donner à ceux chargés depuis plusieurs années de cet enseignement, le rang et le titre de professeur. Il importe enfin de signaler l'institution d'un cours de sociologie dans chacune de ces deux Universités.

D'autre part l'instruction technique reçoit actuellement en Belgique un essor extrêmement considérable. L'éminent ministre de l'industrie et du travail y consacre une attention des plus suivies. Non seulement il veut s'informer et éclairer le pays par les enquêtes à l'étranger (1), mais il agit énergiquement pour développer par tout le pays l'enseignement industriel et professionnel. Chaque année un crédit plus considérable est affecté à cet objet dans le budget de l'État. A l'Exposition de Bruxelles de cette année on a pu juger du grand nombre de ces écoles, de leur importance et de l'excellence de leurs programmes et de leurs méthodes.

Et puisque nous parlons de l'Exposition de Bruxelles, signalons

---

(1) Nous avons eu l'honneur d'être chargé de deux de ces enquêtes dont le gouvernement a publié les résultats : *Rapport sur l'Enseignement Professionnel en Angleterre*, Bruxelles, 1896, Schepens, *id. en Allemagne*, 2 vol. de 325 à 350 pages.

en passant l'immense succès qu'elle a obtenu. De l'avis unanime, jamais exposition belge n'avait eu autant d'importance ni attiré une aussi grande foule de visiteurs. Le grand effort fait en vue de cette exposition n'aura pas que des résultats passagers. Outre l'impulsion efficace qu'en recevront le commerce et l'industrie, d'utiles institutions lui survivront, sous la forme de collections actuellement exposées et destinées à devenir le noyau de collections permanentes : entr'autres un musée d'appareils pour la protection des ouvriers, un musée colonial, probablement un musée d'enseignement industriel et professionnel.

L'Exposition a été l'occasion d'innombrables Congrès internationaux, de tout genre et d'importance diverse. Parmi les principaux, nous signalerons les Congrès des accidents du travail, des habitations à bon marché, de législation ouvrière, du repos du dimanche, puis ceux de législation coloniale, d'enseignement industriel et professionnel, de médecine légale, de moralité publique, contre l'abus des boissons alcooliques. Il y eut aussi une série de Congrès professionnels, notamment ceux des avocats, des architectes, des ingénieurs, des voyageurs de commerce, sans compter les Congrès périodiques de divers groupes politiques ou de syndicats d'un même métier, tels que les employés, les cordonniers, les métallurgistes, les typographes, les carriers, les petits commerçants, les ouvriers boulangers, les ouvriers maçons et plafonneurs, les petits commerçants, etc., qui se tinrent les uns à Bruxelles, les autres dans des villes différentes du pays.

Des réformes économiques de nature à exercer en même temps une influence morale sont entrées en vigueur depuis une année. Ce sont l'élévation des droits sur les alcools, et la transformation des accises sur les tabacs. Il serait difficile d'affirmer déjà que l'alcoolisme et l'usage du tabac aient diminué par suite de cette législation. En sens inverse, un dégrèvement, une diminution des droits sur les sucres vient d'être votée ; mais elle n'opérera ses pleins effets que dans une couple d'années..

#### IV. — INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Les questions ouvrières se résument surtout dans l'intervention du législateur pour la rédaction du contrat de travail et dans la substitution des ressources de l'État à celles que l'on peut se procurer par l'épargne privée et libre.



Plus l'épargne libre s'étendra et plus l'esprit de prévoyance se généralisera dans la classe ouvrière, moins les théories interventionnistes, recourant à l'État-Providence, auront de succès. Si l'on admet que cette loi a quelque fondement de vérité, le rapport annuel de la Caisse d'épargne et de retraite instituée par l'État est un document de haute valeur pour la sociologie.

Fondée en 1865, la Caisse d'épargne nationale est toujours en prospérité croissante. Le nombre actuel des déposants est d'environ 1,300,000, et le total des sommes inscrites sur les livrets dépasse un demi-milliard.

La plus grande partie des déposants représentent la petite épargne, celle des ouvriers et des classes inférieures; les deux tiers des livrets ne portent pas plus de cent francs inscrits au total comme avoir du déposant.

Les progrès sont dûs à la propagande énergique de l'administration de notre Caisse d'épargne et au concours que les particuliers et les diverses autorités lui prêtent. La part des versements effectués par des intermédiaires est considérable. Des établissements industriels, des ateliers, des patrons, entr'autres, versent pour les ouvriers des sommes plus ou moins élevées à la Caisse d'épargne, et cette initiative produit les plus heureux effets. Des sociétés mutualistes versent au nom de leurs membres et constituent pour la cause de l'épargne de précieuses collaboratrices. Mais c'est principalement dans les établissements d'instruction et d'apprentissage que la propagande en faveur de l'épargne a obtenu des résultats remarquables. L'année dernière il a été fait 770,358 versements scolaires dont le total a atteint la somme de 2,270,197 francs à la Caisse nationale. On peut espérer beaucoup de l'avenir si la jeunesse ouvrière s'initie de la sorte à la pratique de la prévoyance.

L'argent reçu par la caisse d'épargne de la province, au lieu d'être centralisé, retombe entier comme une pluie bienfaisante sur le pays. Jouissant de l'autonomie la plus large et la plus intelligente, la caisse d'épargne a pu à la fois rechercher les placements les plus fructueux, et réaliser les combinaisons les plus conformes à l'intérêt général. D'une part, elle place ses capitaux en fonds d'État, de provinces ou de villes, et s'intéresse en même temps aux sociétés industrielles, favorise le commerce en faisant des opérations d'escompte et de prêts sur nantissement, consent des prêts hypothécaires et agricoles. D'autre part, c'est grâce à elle que le crédit agricole et l'œuvre des habitations ouvrières ont pu être organisés dans notre pays. Au

31 décembre 1896, il existait déjà 77 sociétés coopératives de crédit agricole; elles avaient soit des comptes-courants, soit des ouvertures de crédit à la caisse d'épargne; celle-ci avait en outre prêté trois millions à des comptoirs agricoles. Quant aux sociétés de construction de maisons à bon marché, elles avaient déjà reçu à la fin de l'année dernière plus de 15 millions de la caisse d'épargne, et notamment 13,828,829 francs au taux extraordinairement avantageux de 2 1/2 0/0.

La caisse d'épargne est aussi une caisse de retraite, et depuis les dernières années, ce second rouage a pris un développement non moins digne d'attention que le premier. Les progrès sont même plus marquants. En 1896, il a été pris environ onze mille nouveaux livrets de retraite.

Toutes les combinaisons possibles de retraites sont réalisées par la caisse. On peut s'y assurer une pension en faisant des versements périodiques ou un versement unique; on peut stipuler une rente annuelle en renonçant à son capital ou en stipulant la restitution de ce capital à l'époque convenue; la rente peut commencer à courir de suite ou être différée jusqu'à la date choisie; on peut prendre son livret de retraite à tout âge. On peut enfin s'assurer pour faire payer à son décès une somme déterminée à sa famille ou à quelque autre bénéficiaire.

Dans toutes ces opérations de retraites et d'assurances, la caisse offre deux grands avantages sur les compagnies privées. Elle présente la plus absolue sécurité, puisqu'elle est placée sous la garantie de l'Etat et qu'elle est d'ailleurs administrée par des hommes d'une probité et d'une compétence reconnues. Elle ne veut pas réaliser de bénéfices; ses actuaires calculent le plus exactement possible, le plus mathématiquement la valeur en rentes, ou en annuités du capital engagé. Mais la caisse de retraite fonctionne sans aucun subside du gouvernement.

Dans les divers projets de pension à l'ordre du jour aucun ne propose d'allouer des subsides à cette caisse. La voie dans laquelle on semble marcher est celle des subsides aux sociétés privées qui affilient leurs membres à la caisse nationale d'épargne et de retraite, ou établissent des institutions de prévoyance indépendantes, mais gérées suivant des règles précises et sûres. L'Etat, les provinces et les communes octroient des subsides de plus en plus élevés aux sociétés mutualistes. Il est fort probable que l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, lorsqu'elle sera organisée en Belgique, le

sera non d'après le système général et obligatoire en vigueur en Allemagne, mais suivant le système déjà partiellement appliqué de l'assurance libre privilégiée par l'intervention de l'Etat.

Quant à l'assurance contre les accidents, elle est près d'être réalisée. Le gouvernement a promis de déposer un projet de loi au cours de la prochaine session. La question paraît plus mûre et plus favorablement accueillie par l'opinion publique que toutes les autres catégories d'assurances.

Le progrès de l'initiative privée en matière d'assurances est d'ailleurs de plus en plus manifeste. Les sociétés mutualistes assurent leurs membres presque sans frais contre la maladie, l'invalidité, les accidents et d'autres risques. En 1885, il y avait sur 10,000 habitants, 53 personnes affiliées aux sociétés mutualistes reconnues; aujourd'hui la proportion est de 152. Il existe actuellement, sans compter un nombre peut-être supérieur de sociétés non reconnues, plus de mille sociétés reconnues, c'est-à-dire jouissant de la personification civile en vertu de la loi. Les cotisations des membres de ces sociétés se sont élevées en 1895 à plus d'un million de francs. De 1885 à 1895, elles ont payé à leurs membres près de cinq millions d'indemnités et supporté 1,800,000 fr. de frais de médecins et de pharmaciens. Elles ont déposé quatre millions de francs à la caisse d'épargne.

Une institution officielle, mais qui doit vivre surtout des ressources obtenues par l'initiative privée ou le concours libre des communes et des provinces, la Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail, rend aussi de sérieux services. Cette année, elle a pour la première fois bénéficié du subside annuel de 110,000 francs voté par les Chambres pour subvenir à l'insuffisance manifeste de ses ressources.

D'autre part la Caisse a supporté une diminution de revenu de 12,000 francs par la conversion en rente de 3 0/0 des titres de la dette belge à 3 1/2 0/0. Les secours qu'elle accorde sont minimes. Au cours de l'exercice 1894-1895, on lui a signalé 6,630 accidents; elle est intervenue dans 5,606 de ces cas, donnant en moyenne un secours de 31 fr. 46.

Les données statistiques fournies pour la période 1890 à 1895 par le premier rapport quinquennal de cette Caisse offriront d'utiles renseignements à ceux qui voudront étudier les chiffres des accidents industriels, avec leurs causes et leurs conséquences.

## V. — CONTRAT DE TRAVAIL.

La politique interventionniste s'est manifestée dans les rapports de patrons à ouvriers déjà à plusieurs reprises par des actes importants, telles que la loi stipulant le mode, la date et le lieu de paiement des salaires ouvriers, et la loi ordonnant la promulgation de règlements d'ateliers suivant une procédure des plus rigoureuses. Cette dernière loi, la plus récente en date, avait pour but, comme toutes les mesures législatives en matière de réformes ouvrières, de protéger surtout l'une des parties contractantes, le travailleur contre l'employeur. On espérait arriver ainsi au rétablissement et au raffermissement de la paix sociale. L'expérience a prouvé que le moyen était défectueux ; car la première conséquence de cette loi qui devait prévenir les conflits, a été d'en soulever un d'une gravité extrême. Dans les charbonnages, l'affichage obligatoire des règlements d'atelier, qui ne contenaient pourtant que les clauses d'usage suivies antérieurement, a déterminé une grève de plus de 20,000 mineurs, par laquelle ceux-ci voulaient imposer de force la modification de certains articles.

Aussi devient-on de plus en plus prudent dans notre pays sur le chapitre des réformes dites démocratiques. C'est au point que pour obtenir la généralisation du repos dominical, qui est dans les vœux de tous les partis et de toutes les classes de la population, la majorité de l'opinion publique préfère s'en référer à l'action de l'initiative privée plutôt que de recourir à la contrainte légale. La loi sur le repos dominical sera probablement discutée dans la prochaine session des Chambres, et conçue dans cet esprit libéral.

La Belgique est un champ d'expérience pour une autre des réformes ouvrières : le minimum de salaire. Les ouvriers, depuis l'obtention du droit de suffrage politique et administratif, cherchent par tous les moyens à faire hausser le taux des salaires. Comme les grèves, les syndicats et les autres moyens de pression n'y réussissent pas, lorsque la situation du marché et les lois économiques s'y opposent, ils ont recours à l'Etat, c'est-à-dire aux pouvoirs publics. Ce qu'ils ne peuvent obtenir en une fois, ils cherchent à l'imposer par parties ; le sociologue, qui sait que peu à peu s'opèrent les transformations les plus radicales, doit donc attacher grande importance à l'observation de ces faits. Les travailleurs se sont dit : si nous ne pouvons encore imposer le minimum de salaire à tous, particuliers et autres, tâchons au moins de l'imposer, grâce à l'influence politique

dont nous disposons, aux pouvoirs publics : gouvernement, provinces, communes et autres administrations. Or, les travaux exécutés par ces différents corps constituent une part considérable de l'activité sollicitant les bras ouvriers et la main d'œuvre. De plus, on s'est efforcé d'exiger le paiement d'un tarif minimum de salaires, non seulement pour les travaux que font directement les pouvoirs publics, mais pour tous ceux qu'ils font faire, ou qu'ils contribuent à faire par leurs subsides ou une intervention quelconque. Comme il arrive que des ateliers, par exemple d'imprimerie, travaillent simultanément pour une administration publique et les particuliers, l'inscription de la clause du minimum de salaires dans les cahiers des charges a indirectement imposé au patron le même tarif élevé de salaires pour tous les ouvriers de son atelier.

Une cinquantaine de communes comptant près d'un million d'habitants, et huit provinces sur neuf ont adopté la clause du minimum. La Chambre des représentants a émis un vœu dans le même sens, mais le Sénat s'est opposé à la réalisation de ce vœu, exprimé d'ailleurs d'une façon peu constitutionnelle. Le gouvernement a néanmoins promis d'essayer le système dans les prochaines adjudications. Les résultats déjà obtenus ont été exposés, de façon fort complète et documentée, dans une brochure récente par M. Le Foyer, plutôt favorable au principe du minimum (1).

Des tentatives ont eu lieu pour imposer le minimum de salaire même à l'industrie privée. Dans les rares branches industrielles où l'on a pu réussir partiellement dans ce sens, ce n'a pas toujours été au profit de la production nationale. A Gand, entr'autres, les typographes ont bien pu arriver à se faire payer sur la base d'un tarif minimum très élevé, établi par le syndicat. Cela n'a guère amélioré leur situation dans son ensemble, car malgré la limitation très rigoureuse du nombre des apprentis en vue de provoquer artificiellement la rareté de la main d'œuvre, le nombre des chômeurs dans cette profession s'accroît sans cesse.

Enfin, dans toutes les questions qui concernent les rapports du capital et du travail, le ministère de l'industrie et du travail continue à suivre une ligne de conduite à la fois énergique et prudente, conciliatrice et stricte observatrice des lois.

OSCAR PYFFEROEN,  
Professeur à l'Université de Gand.

---

(1) *Le minimum de salaire en Belgique*, par Lucien Le Foyer, avocat à la cour d'appel de Paris. Paris, Giard et Brière, in-12, 1897.

## REVUE DES LIVRES

HECTOR DENIS. — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*.  
Tome I, Bruxelles, s. d., 1 vol. in-8 de 275 pages.

Professeur d'économie politique à l'Université de Bruxelles, ancien recteur, député, membre de l'Académie de Belgique, M. Hector Denis occupe depuis longtemps, par ses écrits, son enseignement et sa vie publique, une place considérable dans le mouvement social et scientifique de sa patrie. Il a été l'un des premiers professeurs qui, dans les pays de langue française, renouvèrent les théories du libéralisme économique sous l'inspiration de l'esprit proprement démocratique : son livre sur l'*Impôt*, notamment, est tout à fait digne d'attention à ce point de vue. Il entreprend aujourd'hui de nous donner une histoire des systèmes économiques et socialistes. Déjà l'on avait sur cette matière d'excellents livres, ceux de MM. Ingram, Cossa, Cohn, Espinas, entre autres. Mais tout en se rattachant à eux, le travail de M. Hector Denis s'en distingue par quelques caractères nouveaux.

Extérieurement, tout d'abord, il limite le champ de son investigation aux temps modernes, presque contemporains. Il ne commence guère qu'à l'école physiocratique, c'est-à-dire au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Et l'on prévoit bien que le XIX<sup>e</sup> siècle formera de beaucoup la plus considérable partie de l'ouvrage. Mais cette limitation même permet, inversement, à notre auteur de s'étendre sur des doctrines trop souvent négligées par les autres historiens de l'économie politique. C'est ainsi qu'il annonce qu'il fera une large place aux doctrines socialistes, tandis que M. Ingram, par exemple, les laisse totalement de côté. Et sur ce point M. Hector Denis nous paraît avoir complètement raison. Car, que l'on critique ou que l'on approuve les systèmes socialistes, il faut évidemment reconnaître que ce sont surtout des problèmes économiques que leurs auteurs ont prétendu résoudre, et par conséquent il convient d'analyser ces systèmes dans une histoire complète des idées admises en matière économique.

Au fond, maintenant, M. H. D. a le grand mérite d'avoir apporté dans son exposé une conception tout à fait philosophique et sociologique de son sujet. Ce n'est pas que sur ce point il rompe avec ses devanciers. L'esprit philosophique se retrouve chez eux tous. Nous avons toujours été frappé, en livrant leurs divers ouvrages, de la grande analogie qu'ils présentent, par leur méthode et leurs procédés d'exposition, avec les traités d'histoire de la philosophie. Dans leurs tableaux, les doctrines économiques apparaissent comme s'étant formées et ayant évolué de la même

façon et suivant les mêmes principes que les doctrines philosophiques. C'est même, peut-être, la meilleure preuve qu'on puisse donner de la liaison fondamentale de ces deux ordres de recherches et d'études. — Une réserve pourtant nous paraît devoir être faite. Les systèmes philosophiques sont le produit de la réflexion abstraite; les doctrines économiques sont inspirées plus immédiatement par les faits concrets de la vie matérielle. A la rigueur, on conçoit un philosophe s'isolant du monde pour édifier sa théorie : ce ne serait certes pas la meilleure méthode, mais force nous est de reconnaître que c'a été celle de plusieurs penseurs éminents. Au contraire, un économiste qui fermerait les yeux au mouvement de l'existence journalière, au travail du producteur, aux affaires des co-échangistes, aux besoins des consommateurs, serait vraiment inconcevable. Il résulte de là que les doctrines philosophiques ont une histoire surtout interne, que pour en comprendre la genèse il suffit presque de connaître la tournure d'esprit propre à leur auteur et les systèmes antécédents dont il s'inspire en vue de les adopter ou les combattre. Au contraire, pour s'expliquer la formation d'une théorie économique, il faut posséder, outre les précédentes données, la connaissance complète de l'état économique, et plus généralement de l'état social, au milieu duquel vivait le théoricien. Car il n'a pas pu n'être pas surtout influencé par les phénomènes de production, de circulation, de répartition et de consommation des richesses qu'il avait sous les yeux. L'histoire des conceptions économiques doit donc tenir compte d'abord de ces facteurs externes. — Ainsi, pour saisir la genèse de ces systèmes, il faut se pénétrer de ce qu'étaient la vie économique, l'état intellectuel et moral, la structure juridique et politique de la nation où ils furent constitués, sans oublier bien entendu les circonstances particulières de l'existence et de l'organisation mentale de l'économiste et les doctrines ayant cours de son temps et qui ont pu exercer sur lui une action. Voilà comment s'écrit *sociologiquement* une histoire des doctrines économiques. Or, nous avons eu la bonne fortune de voir ces principes de composition suivis, ou tout au moins reconnus, par les auteurs distingués qui ont précédemment traité de cette histoire, notamment par MM. Ingram et Espinas. Le livre de M. Hector Denis ne s'éloigne pas de cette voie. Nous avons plaisir à le proclamer et à constater qu'ainsi c'est de plus en plus l'esprit de la sociologie qui anime les études portant sur les sciences sociales particulières et même sur l'histoire de ces sciences.

Nous signalerons comme spécialement dignes d'intérêt, dans l'ouvrage de M. H. D., les cinquante pages de l'introduction, où il retrace l'enchaînement des principaux systèmes économiques depuis 150 ans et, dans leur développement, la succession des points de vue statique et dynamique, le passage d'une époque organique à une époque critique, les préludes actuels d'une nouvelle époque organique. Le reste du vo-

lume est consacré à un résumé très fidèle et complet des principales doctrines du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous remarquerons notamment qu'il met bien en lumière la conception du droit naturel qui domine toute l'œuvre des physiocrates; qu'il donne à Turgot, à Condillac, à David Hume, la large place qui leur est due (bien qu'on les oublie trop souvent) dans l'histoire de la pensée économique; qu'en traitant d'Adam Smith il explique fort justement comment ce grand esprit a su allier l'induction à la déduction. Son premier tome s'arrête avec Smith : l'on est autorisé à penser que, si toutes les parties du plan esquissé dans l'introduction peuvent être traitées avec la même ampleur que la première, l'ouvrage complet comptera encore deux ou trois volumes, dont nous souhaitons voir la prochaine apparition.

Pour illustrer ses démonstrations, M. H. D. a recouru plus d'une fois à des graphiques. C'est un procédé dont il avait déjà usé dans ses précédentes publications, et qu'ont préconisé pour toutes les études sociologiques MM. de Lilienfeld et Novicow. En ce qui nous concerne, nous en sommes aussi, en principe, partisan. Mais nous ne pouvons nous empêcher de trouver que les applications qu'en a faites cette fois M. H. D. n'étaient pas de celles qui s'imposaient. Par exemple, son schéma de la circulation des richesses d'après les physiocrates, comparé au schéma de la circulation du sang, ne nous a pas semblé ajouter de la clarté au texte qu'il résumait. Or ce n'est qu'à la condition de présenter ce genre d'avantages que la méthode nouvelle peut acquérir droit de cité. — Cette imperfection est d'ailleurs d'ordre secondaire, et nous ne songeons pas un instant à la mettre en balance avec les grands mérites que nous reconnaissons à l'ouvrage lui-même, qui, dans son ensemble, nous paraît vraiment remarquable et très digne d'être non seulement lu, mais médité.

RENÉ WORMS.

---

BENOIT MALON. *La Morale sociale*. Paris, 1895, 1 vol. in-8°.

Dans cet ouvrage, Malon délaisse les problèmes de l'économie sociale pour ceux de la morale : il se demande et cherche quel est l'idéal moral qui doit nous inspirer. Cette préoccupation tient, d'ailleurs, une grande place chez Malon, et dans son œuvre et dans sa vie, qui, pour un sincère et un actif comme lui, ne peuvent être séparées l'une de l'autre. Les éléments moraux sont une partie importante de sa synthèse sociale : un chapitre du tome I du « Socialisme Intégral » était déjà consacré à leur évolution; et partout dans ses livres, dans ses actes, dans ses articles, c'est dans un effort incessant pour tremper de justice et de bonté la rigueur du socialisme scientifique que réside son originalité, ainsi que l'a dit



M. Georges Renard. Toujours se traduit chez lui le désir de concilier, d'intégrer dans son socialisme, l'idéalisme moral des premiers socialistes avec le déterminisme et la critique réaliste du marxisme. M. Jaurès s'efforce de montrer que celui-ci est lui-même une morale, et veut concilier à son tour Marx et Malon, dans sa préface de la « Morale Sociale » ; cette préface, d'une dialectique serrée et d'une très belle forme, est d'ailleurs un exemple admirable de la force que prennent des raisonnements abstraits, à l'usage des seuls spécialistes, quand l'éloquence s'en empare, pour en faire de par son souffle créateur l'exposé vivant, que nous pourrions sentir et comprendre. Mais Malon ne jugeait pas ainsi, et il estimait la conception du socialisme scientifique et économique « incomplète théoriquement, en ce qu'elle néglige totalement les forces morales ». C'est ce qu'il répète à la fin de ce livre, dont l'intérêt, dans l'ensemble de l'œuvre de Malon, résulte justement de la place tenue par les forces morales dans sa doctrine. Cet intérêt est d'autant plus général, que ce n'est pas là l'exposé d'un système socialiste, mais seulement d'un système éthique, d'une opinion sur des questions dont personne ne peut se désintéresser, et que chacun peut partager, quelles que soient ses idées en matière politique. Si, dans la pensée de Malon, ce livre touche au socialisme, ce n'est que de cette manière qu'exprimait un socialiste anglais en disant : Faire d'abord des altruistes, pour en faire ensuite des socialistes.

Malon commence par décrire le désarroi moral où se trouve l'homme moderne dans la ruine des vieilles religions et des vieilles morales, pénétré par le doute, qui survit seul à ces écroulements successifs. Combien de réponses différentes à ces questions : qu'est-ce que la Morale ? qu'est-ce que le Bien ? Les passant en revue, l'auteur en constate l'insuffisance et la contradiction. C'est que, dit-il, la méthode est mauvaise : ces questions, nous ne pouvons y répondre ; nous devons changer de méthode, ne pas dissenter sur l'essence de la Morale et le noumène, qui nous sont inaccessibles, mais seulement sur les phénomènes moraux ; nous devons en laisser le pourquoi pour en chercher le comment.

Où donc trouver la manifestation de ces sentiments moraux, qu'il s'agit d'étudier ? Malon se défie de ce que peut nous révéler le simple interrogatoire de la conscience. Idéaliste, il veut d'un idéal, plongeant des racines solides dans la réalité des faits et l'observation scientifique. C'est pourquoi, répudiant cette manifestation première et spontanée de l'idéal moral, il repousse le γυναι σκατον socratique pour appliquer le précepte plus ancien : connais la nature et tu te connaîtras toi-même, du vieux Démocrite ; c'est-à-dire qu'il veut déterminer l'idéal moral, correspondant à ce que nous apprend sur l'univers et l'homme la synthèse scientifique, possible actuellement.

Et tout d'abord, nous pouvons faire une première affirmation « sans

que nous ayons à prouver l'élément métaphysique de son existence, nous constatons que le sentiment de la justice et des droits d'autrui existe » ; nous pouvons le faire, parce qu'il est vérifié objectivement, ce sentiment ; « il existe puisqu'il agit, puisque l'histoire est remplie de ses triomphes et de ses défaites, de ses défaites surtout ». Nous le voyons naître avec la vie sociale, se développer, évoluer et progresser avec elle. Les sociétés de reproduction, nées du simple instinct sexuel, ont été les points de départ des sociétés de relation, nécessaires « pour la conservation et l'amélioration de la vie », et ces dernières, supposant des relations continues entre les individus, ne sont possibles qu'à la condition de dompter l'égoïsme personnel, ou, du moins, de le contraindre « dans les limites de l'égoïsme, également restreint, d'autrui ». Par là elles sont génératrices du fait moral ; la morale est un phénomène de la vie sociale ; où nous trouvons société, nous trouverons moralité. C'est ainsi que nous la trouvons déjà dans les sociétés animales, comme l'ont montré Agassiz, M. Espinas, etc. Dans l'évolution sociale humaine, nous constatons le développement de la morale, chez les sauvages, dans la primitive humanité et dans les degrés successifs de la civilisation.

Enfin, dépassant la période où la pratique précédant la théorie peut seule nous donner des renseignements sur la morale, période longue, mais où « la distance ne peut être remplie que par des hypothèses », Malon en arrive aux premières formules morales que nous rencontrons : les morales religieuses, et ici commence la revue des diverses morales. Elle tient une grande partie du livre, mais n'étant elle-même qu'un résumé, nous devons nous contenter d'en donner le sommaire.

Ce sont d'abord les morales religieuses, les premières en date : Védisme, Brahmanisme, Bouddhisme, Hermétisme, Mazdéisme, Confucianisme, Magisme, Baalisme, Druidisme, Wahalisme, Odinisme, le Polythéisme Gréco-Romain évoluant à travers Hésiode et les Orphiques, vers l'humanisme des poètes et des philosophes ; l'Islamisme, le Judaïsme, enfin le Christianisme dans la primitive Eglise, chez les Pères, au Moyen-Age et dans la Réforme. — Ce sont ensuite les morales philosophiques qui se dégagent peu à peu des dogmes religieux : morales spiritualistes avec Pythagore, Socrate, Platon, les Cyniques, Aristote, les Stoïciens ; et dans les temps modernes avec Descartes, Malebranche, Leibnitz, Kant, « le plus grand des moralistes de l'école idéaliste » et ses disciples Fichte, M. Renouvier ; morales spiritualistes encore avec M. Janet et quelques écrivains qu'étudie aussi Malon : Pascal et le Jansénisme, Fénelon, La Bruyère, Vauvenargues ; — morales matérialistes, dans l'Antiquité, avec Leucippe, Démocrite, Epicure, Lucrèce ; les prédécesseurs du matérialisme moderne, Gassendi, Vanini, Hobbes, Locke, Mandeville, La Rochefoucauld ; l'école matérialiste du XVIII<sup>e</sup> siècle, La Mettrie, Diderot, d'Alembert, Helvétius, d'Hol-

bach, Saint-Lambert, Volney, Marmontel, Condorcet, Diderot; l'utilitarisme anglais, Bentham, J.-S. Mill, enfin MM. Spencer, Bain, Y. Guyot, M<sup>me</sup> Clémence Royer. — Au panthéisme religieux se rattachent les premières morales; au panthéisme philosophique se rattachent les morales d'Héraclite, d'Empédocle, de Xénophane, d'Anaxagore, de Protagoras, des sophistes et de Pyrrhon, de Giordano Bruno, de Bacon, de Spinoza et de Hegel.

Pour terminer, Malon étudie les morales qui restent en dehors de cette classification, d'ailleurs parfois arbitraire : Schopenhauer et le pessimisme, inspiré du bouddhisme exotérique, Guyau, M. Fouillée et quelques autres qu'il ne fait que citer.

Cette revue des morales, Malon la fait d'abord à l'aide des livres qui les ont formulées, mais aussi à l'aide des archives et des œuvres littéraires qu'elles ont inspirées. Avec raison, pensons-nous, car, pour les actions, il est logique en pareille matière de joindre l'étude de la pratique à celle de la théorie, et de juger l'arbre d'après ses fruits; et quant aux œuvres littéraires, par leur représentation concrète et vivante des actions et des sentiments qui font agir, elles nous semblent souvent mieux renseigner sur une conception de vie, sur un idéal moral, que ne le ferait leur formule aride dans un traité de morale. Souvent l'histoire des grandes œuvres littéraires de l'humanité remplace avantageusement la classique histoire des systèmes philosophiques; pour ne prendre qu'un exemple, croit-on que Malon ne donne pas plus de vérité sur l'idéal moral du christianisme médiéval, quand il étudie les épopées où se reconnaît, encore palpitante de vie, l'âme de l'époque : la *Chanson de Roland*, la *Divine Comédie*, qu'il n'en avait trouvé en analysant les Pères ou la Somme. Sans compter que la simple formule d'un idéal moral, ainsi déplacée dans le temps et dans l'espace, peut nous égarer sur sa véritable signification. Toute théorie, dit Goethe, n'est que poussière et c'est un arbre verdoyant qui porte les fruits de la vie.

Les moyens d'information employés par Malon ne nous semblent donc nullement critiquables. On pourrait seulement lui reprocher d'avoir quelquefois l'information trop rapide; ou encore d'avoir généralisé trop hâtivement en énonçant certaines lois, surtout sous une forme aussi absolue que celle où il les exprime : ainsi quand il dit : « on peut donc affirmer que le développement de la morale croît en raison directe du carré de la distance parcourue ». Mais on ne doit pas oublier que Malon ne nous donne ce livre que comme une « excursion rapide et forcément incomplète à travers les morales religieuses ou philosophiques ».

Malon, dit M. Jaurès, rend justice, au cours de cette revue, « à toutes les solutions sauf peut-être à la solution chrétienne ». Quant à ses idées personnelles, ses conclusions éthiques, il les exprime également au cours de la revue, par son interprétation des systèmes et ses appréciations; il

les précise dans la dernière partie du livre, et en voici le résumé : La morale doit être sociale, et le principe moral, cherché en dehors de tout système métaphysique ou religieux, dans l'humanité seule, mais en vue de l'humanité tout entière ; cause de la morale, elle en est aussi la fin. Déjà, dans la traduction de la *Quintessence du socialisme*, de Schœffle, Malon disait : L'humanité future ne se passera pas de religion, l'humanisme remplacera les autres. Quel sera donc le principe moral sans lequel une génération ne peut vivre dignement ? « L'histoire nous répondra que de la longue évolution morale, de l'adoucissement des mœurs, de la diffusion du savoir, de la réflexion des meilleurs de l'humanité, un idéal nouveau se forme péniblement, qui a nom justice et bonté, et qu'à lui nous devons nous attacher pour diminuer le mal moral et matériel, c'est-à-dire l'iniquité et la souffrance dans le monde ».

L'humanité est partie de la loi zoologique de la lutte pour la vie et de la brutalité égoïstique. Puis naît l'association pour la lutte, et l'altruisme fait son entrée dans le groupe organisé. Plus tard naît la solidarité entre les divers groupes. Plus tard, enfin, une conception supérieure nous montre l'humanité répartissant d'une main équitable les devoirs et les droits, le travail et le bien-être, diminuant la souffrance universelle, « et enseignant, selon la profonde parole de Tolstoï, que l'homme n'a qu'une mission sur sa planète : l'amour et les bonnes œuvres ». Et c'est à la réalisation de cet avenir que nous devons travailler, car l'intervention humaine est efficace, nul effort n'est jamais perdu. Quant au formulaire moral que propose Malon : c'est Comte avec le « vivre pour autrui », Schopenhauer avec la « sympathie (ou complaisance) universelle » qui nous l'ont légué, et il se résume en trois règles : Dans les relations sociales, la justice et la solidarité ; — Dans les relations humaines, la sincérité et la bonté ; — Dans les relations avec tous les êtres, la modération et la pitié. — Ce sont les mêmes idées, et presque les mêmes termes que Malon exprimait dans un chapitre du tome I du *Socialisme intégral*. Resterait, dit-il, à esquisser une sorte de catéchisme altruiste.

Que si l'on faisait à ces idées le reproche souvent adressé à Malon et son école, d'y faire entrer des éléments contraires, de fondre en un même formulaire des préceptes empruntés à Comte et à Tolstoï, à Kant et à Schopenhauer, on doit prendre soin de remarquer quel est le but et l'esprit du livre. Il ne semble pas destiné à ceux qui cherchent seulement dans une œuvre l'habile et logique construction de l'esprit à l'usage des dilettantes de l'intellect, mais plutôt à ceux qui sont en quête d'un idéal moral ; c'est un livre d'art moral, plus que de science morale, et la pensée ne semble pas s'y proposer d'autre but que d'être la guide de l'action ; son complément était un catéchisme altruiste. Or, la logique de l'action ne diffère-t-elle pas sensiblement de celle de l'intellect ; et que

faisons-nous pour agir quand nous voulons faire précéder l'acte de la pensée réfléchie, sinon recueillie, dans les divers systèmes, même contraires, imparfaites constructions de notre esprit en quête de vérité totale, aboutissant à une vérité fragmentaire, les conclusions susceptibles de former la synthèse, d'où pourra sortir un idéal suffisamment large, pour répondre aux multiples besoins de l'action. Et, encore une fois, tel nous semble bien être le but de Malon quand il a soumis les aspirations généreuses du sentiment à la réflexion scientifique.

Aussi, loin de blâmer ces éléments divers, serions-nous plutôt tentés de reprocher à Malon de n'avoir pas fait à tous une place suffisante. A la page 358, après une citation de M. Fouillée, Malon résume : « D'après cette théorie, la morale serait une esthétique, ou, pour mieux dire, une harmonie de la nature idéalisée, adoptée et rectifiée par l'homme. » Et c'est tout sur cette idée féconde des rapports de la morale et de l'esthétique et de la beauté, élément moral. Il eut fallu les développer, montrer les diverses propositions de cette théorie, notamment celles dont l'œuvre de Guyan nous offre le lumineux exposé : Notre personnalité trouvant dans le dévouement pour autrui la plus haute satisfaction, parce qu'elle y trouve sa plus large-expansion, tout comme dans l'émotion esthétique. Néanmoins, explication du sacrifice, apparente et sublime contradiction à cette théorie de l'acte moral, etc. Il eût fallu indiquer que ce fut une des formes en lesquelles s'exalta vers une croyance le scepticisme de Renan. Il eut fallu en rapprocher les intéressantes théories de quelques esthéticiens anglais : Ruskin et la religion de la Beauté, W. Morris, dont les idées sociales furent la conséquence directe d'un culte exclusif de la Beauté. Et comme Malon, nous l'avons vu, étudie aussi les morales dans les actions et les œuvres littéraires qu'elles ont inspirées, quels éloquentes interprètes il eut trouvé en tous ceux, orateurs ou poètes, qui chantèrent avec la beauté de la forme la beauté de l'idée humanitaire, de la pitié, du dévouement social ; et quels pratiquants de cette morale que tant de nobles âmes de politiques ou de héros qui s'essayèrent à faire passer dans l'action le rêve des poètes, à mettre dans les institutions de l'humanité un peu de toute la beauté que concurent ses penseurs ; car tous ils furent poussés par un impérieux besoin d'efforts vers cette beauté, les uns le traduisant en un impératif métaphysique ou religieux, mais d'autres, dans le déclin des croyances, dans le choc des philosophies n'ayant de certitude que la jouissance suprême trouvée dans l'accomplissement de cet effort lui-même, dans la collaboration consciente avec toute l'évolution humaine en marche vers son eurythmie. N'est-ce pas, du reste, l'idéal de beauté incarné en la justice sociale, qui inspire à Malon lui-même ces pages où l'économiste social prend le ton du poète célébrant son rêve ? N'est-ce pas lui qui inspire sa vie, telle que la racontent au début du livre les

pages lapidaires de Léon Cladel? C'est lui qui surgit un jour par delà les syllabes d'une formule philosophique épelée par le petit paysan, et qui, décidant de sa vie, le fit partir, bouclant sa ceinture et le bâton de voyage à la main, à la conquête de la vision radieuse, dont son cerveau inculte fut illuminé, avec toute la foi, tout l'enthousiasme de l'artiste pour l'œuvre conçue. Et c'est sans doute ce rêve de beauté sociale, un jour révélée et toujours poursuivie qui jette, ainsi qu'on l'a remarqué, sur la vie de ce militant politique, mort d'hier, comme des lointains de légende.

J. PAUL-BORCOUR.

---

*Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1895 et pendant l'année 1896.*  
2 vol. in-8°, publiés par l'Office du Travail. Paris, 1896 et 1897.

Les publications de l'Office du Travail ne sont pas seulement intéressantes par leur conception absolument scientifique; elles saisissent et retiennent l'attention de tout lecteur éclairé parce qu'elles permettent de faire des observations instructives et claires sur les faits sociaux qui se produisent chaque année, et sur le mouvement des esprits que ces faits sociaux manifestent.

Cela est vrai surtout en ce qui concerne la question capitale des grèves: et c'est pourquoi il est particulièrement curieux de faire une lecture comparative du volume que l'*Office du Travail* publia sur les grèves de 1895 et du volume qu'il publia sur les grèves de 1896.

Cette publication contient les renseignements les plus complets, relatifs aux causes, incidents, aux caractères, à l'étendue et aux résultats des grèves qui se sont produites en France durant l'année 1896.

Les grèves en 1896 ont été plus nombreuses qu'en 1895 (476 au lieu de 405). Et cette augmentation provient de la multiplicité des grèves qui ont affligé le département du Nord.

La plupart des grèves sont motivées par des différends qui portent sur le taux des salaires; les autres par des questions de personnes, ou bien par des demandes de diminution de la durée du travail.

— Du moins, la loi de 1892 sur les conciliations et l'arbitrage a-t-elle eu des effets heureux? Les circonstances prouvent que cette loi est le plus souvent mal interprétée, parce que ses dispositions ne sont pas d'une clarté parfaite. Et, dès lors, un petit nombre de grèves seulement sont terminées grâce à cette loi. Et si, grâce à elle, des grèves ont pu être prévenues, ce n'est que d'une façon toute exceptionnelle. Ces faits donnent des enseignements que les législateurs devraient ne pas omettre.

On voit par là quelle est l'importance de la statistique dressée par l'Office du Travail. Ce n'est pas un recueil stérile d'observations, un catalogue dont l'intérêt ne résiderait que dans la précision des indications fournies. C'est bien un précieux élément de travail pour tout parlementaire, soucieux de constater d'une part le mouvement des idées sociales et des faits sociaux à travers l'étendue des pays, et d'étudier d'autre part la répercussion des lois qu'il vote sur ces idées et sur ces faits.

Et je n'ai pas besoin d'ajouter que la méthode sûre avec laquelle sont faites les recherches de l'Office du Travail communiquent à chacune de ses publications — à celle-ci autant qu'aux autres — le caractère d'une œuvre véritablement scientifique.

ERNEST CHARLES.

---

LOUIS LEGRAND. — *L'Idée de patrie*. Paris, 1897, 1 vol. in-8.

Voici un livre qui attirera l'attention de beaucoup de Français, portés vers lui par leurs sentiments les plus intimes, et, quand ils l'auront ouvert, nous sommes certains qu'ils ne le déposeront qu'après l'avoir lu jusqu'à la dernière page. C'est qu'il leur parle, ainsi que d'ailleurs aux étrangers eux-mêmes, de ce que les hommes, à peu d'exceptions près, n'ont cessé de chérir et qu'il en parle avec un tact, un bon sens, une dialectique qui flattent d'autant plus nos impulsions naturelles, qu'ils leur apportent le renfort de raisons persuasives. L'auteur entre ainsi nécessairement en lutte avec les humanitaires, les anarchistes, les socialistes, les suggestions partielles de la religion elle-même, et il combat les multiples adversaires que l'idée de patrie a rencontrés ou rencontre encore au profit d'une base d'opérations plus large, en usant vis-à-vis d'eux de la courtoisie et aussi de la souplesse de langage, auxquelles une pratique prolongée de la carrière diplomatique l'a rompu.

Ce qui caractérise son œuvre, ce qui la recommande particulièrement au lecteur moderne, c'est l'absence de toute déclamation, malgré les sollicitations d'un pareil sujet, c'est la revue et la discussion sérieuse, quoiqu'alerte, des faces et difficultés d'une thèse délicate. Cette thèse revient en somme à dire que les patries restreintes dont nous nous accommodons aujourd'hui sont le dernier mot de l'évolution des sociétés; que c'est sur ce terrain circonscrit que doit se faire le règlement de certains conflits, dès lors virtuellement au moins inévitables, de devoirs; qu'il n'y a pour l'avenir à prévoir ni la rétrogradation à la commune, ni l'absorption des patries distinctes par un État universel ou une fédération de peuples, ni le règne de la paix universelle; que les diverses agglomérations, auxquelles va de préférence notre tendresse, sont par elles-

mêmes, par l'originalité de leurs conditions ethnographiques et historiques, par le stimulant qu'y puisent des populations détachées et que peut accroître encore une forte éducation civique. L'instrument le plus précieux d'un progrès fait essentiellement de solidarité nationale et même internationale, et qu'une pensée judicieuse ne saurait aller au-delà du maintien des patries respectives, complété d'ailleurs par des ententes internationales et par l'arbitrage.

On voit par là que la sociologie n'est nullement désintéressée dans une étude qui pose forcément, en face de prétentions religieuses, humanitaires, politiques et économiques en apparence utopiques et sectaires, la question de transformation ou plutôt de dissolution éventuelle, de circonscriptions sociales, dont la persistance peut seule faire vivre et durer l'idée de patrie.

Le passé n'est pas sans pouvoir inspirer quelques inquiétudes aux amoureux de patrie, en faisant défiler devant nous, dans l'ordre des temps, des hordes, des familles, des tribus, des cités, des nations et en semblant dès lors laisser entrevoir par la suite des groupements de plus en plus imposants, s'évasant jusqu'à enfermer l'humanité tout entière.

N'y a-t-il pas dans cet élargissement graduel de l'unité sociale la manifestation d'une véritable loi, et l'illusion des patriotes, s'il y en a de leur part, ne vient-elle pas de ce que la date de leur naissance, bien que leur permettant d'envisager déjà un certain nombre d'étapes fort instructives, ne les fait pas assister à l'étape dernière? Sans doute des agglomérations monstrueuses de nationalités, entreprises et consommées autrefois par des conquérants de génie, n'ont guère survécu à leurs auteurs; les empires immenses des Cyrus, des Alexandre, des César, des Napoléon sont tombés en poussière ou plutôt se sont résolus de nouveau en leurs éléments composants et plus simples et cette histoire des peuples semble aussi significative que celle de cette grenouille qui, d'après le fabuliste, est venue à crever pour avoir voulu s'enfler jusqu'à être un bœuf. Mais qui pourrait soutenir avec autorité que tous les rassemblements ultérieurs de races humaines, si considérables qu'ils puissent être, seront nécessairement factices et voués à la désagrégation? Que des soudures faites dans des conditions meilleures qu'autrefois et où les exigences de temps, de préparation, de culture et d'aspirations similaires auraient été mieux respectées, n'auraient pas donné des résultats plus définitifs et que de nouvelles expériences bien conduites ne pourraient pas mieux réussir?

Cependant, malgré les objections qu'on peut tirer contre la foi de M. Legrand de la marche de certains événements et de l'interprétation de certains autres, peut-être la cause qu'il soutient avec tant d'âme et de conviction, en devant s'appuyer surtout sur l'intérêt, sur l'avancement plus sûr de la civilisation, n'est-elle pas aussi malade et aussi compromise



que pourraient l'imaginer ses détracteurs. Peut-être — s'il nous est permis de risquer une conjecture personnelle — la pérennité des patries trouve-t-elle des racines profondes et à vrai dire indestructibles dans la nature même de l'homme. Jamais on ne parviendra à arracher du cœur de l'homme son individualité, ce qui constitue son moi propre. Cette individualité peut certainement se laisser voiler beaucoup, faire infiniment de concessions à ce qu'elle juge probablement plus avantageux pour elle-même; mais il y a des limites à ses complaisances, il y a un degré d'effacement contre lequel elle se cabre, et si la vie en commun s'épanouissait à l'excès, en tentant nécessairement de malaxer les éléments les plus complexes et les plus divers, au point de rendre l'individu méconnaissable à ses propres yeux, celui-ci rejeterait des profits plus ou moins enviables pour éviter la perte d'un bien fondamental qui est l'intégralité morale, au moins approximative, de sa personne.

Le plus sage est de ne rien construire et de ne fonder aucune espérance durable sur la compression des ressorts, sans le jeu desquels les hommes perdraient leur physionomie dans l'ensemble de la création. La liberté est un de ces ressorts, dont l'addition alimente l'individualité ou personnalité que nous venons de juger devoir être hostile, au moins en pratique, à un cadre invisible, en ce qu'il serait trop éloigné et où la combativité serait frustrée de l'aiguillon qui lui est indispensable. La liberté, elle non plus, ne perd jamais ses droits; elle peut avoir subi des éclipses, avoir passé par les dures épreuves de la servitude, du servage, de mille charges ou entraves accablantes, l'heure de resplendir viendra toujours et quand elle a sonné, comme cela a été son cas dans la sphère économique, les prophètes qui annoncent la mort du régime dit à tort capitaliste, forme et sanction la plus haute de la liberté, et son remplacement par le régime collectiviste, doivent se tromper tout aussi bien que ceux qui célèbrent par avance la fusion ou plutôt la confusion des peuples. Car si la liberté endommagée ou perdue exhale des plaintes et exerce des revendications incessantes, en cherchant, ne fût-ce que par saccades, à remonter à la surface, la liberté reconquise n'a pas en général, même chez ceux qu'elle meurtrit quelque peu, cette nostalgie des époques de captivité, et encore qu'elle ne se refuse certainement pas elle-même à toutes les transformations que ses multiples, combinaisons tiennent en réserve, il y a une évolution qui doit la trouver intraitable, c'est celle qui serait, avec le socialisme par exemple, une négation absolue ou trop grande de la liberté. De même il se pourrait que le passage des nombreux États, entre lesquels se divisent aujourd'hui les humains, à des Unions de vaste envergure ou à un État unique, dont les frontières ne s'arrêteraient qu'aux confins du monde, ne constituât pas, en atrophiant en nous le sens de la lutte, de l'amour et de l'amour-propre, une évolution dans le sens sociologique du mot, évolution profitable notamment au progrès et à la paix.

Nous avons, sous ce dernier rapport, plus de confiance dans le sentiment patriotique, combiné d'ailleurs, sous l'incitation du raisonnement de l'expérience, avec le sentiment de la solidarité humaine. « Ces deux esprits, observe judicieusement notre auteur lui-même, auquel nous cédon's bien volontiers la parole, sont faits non pour se combattre et essayer de s'entre détruire, mais pour se concilier. Aussi faut-il se féliciter des développements parallèles de l'un et de l'autre. On s'inquiète parfois de l'âpre surexcitation qui est venue depuis cent ans aiguï'ser le patriotisme rival des divers peuples. Cette surexcitation n'est pas niable; bien qu'elle ait stimulé utilement la vie nationale, il n'est pas niable non plus qu'elle n'ait tendu les rapports internationaux et qu'elle ne puisse amener des chocs terribles. Partout les ambitions sont éveillées; partout les États se surveillent les uns les autres d'un œil inquiet et menaçant. Heureusement le remède existe dans le grossissement simultané si remarquable du courant pacifique et humanitaire. Les deux courants se font contre poids; tous les deux, ils sont excellents, à la condition de se corriger ou plutôt de se compléter réciproquement. Si le sentiment de l'humanité grandit démesurément, il prête à la critique, parce qu'il se perd dans le vague et épuise des forces précieuses. Si le sentiment du patriotisme s'exagère, il tombe dans l'égoïsme, dans la dureté, il peut alors encourir justement les reproches qu'on lui adresse. Au contraire, contenu par l'instinct de la société universelle, il ne pourrait être trop encouragé, car il conserve et vivifie des foyers originaux et féconds et, en faisant avancer toutes les nations, il favorise du même coup l'épanouissement intégral de l'humanité ».

Que ce passage choisi entre plusieurs soit aussi bien écrit que bien déduit, il ne faut pas s'en étonner chez un écrivain, nanti à la fois des plus hauts grades en droit et dans les lettres, sans rien en faire savoir d'ailleurs sur la couverture de son volume, pas plus que de plusieurs autres de ses titres et services publics !

Mais si une patrie, limitée dans l'espace, semble devoir être de tout temps offerte à l'adoration de ses fervents et si, pour cette prévision, on trouve en M. Louis Legrand un guide sûr et entraînant, nous fournit-il le meilleur des fils conducteurs, lorsque l'idée de patrie — éternelle ou non — momentanément admise au cours de son ouvrage, il prend pour tâche de nous faire parcourir les rapports, que cette patrie doit engendrer ?

Force lui était, avec ses légitimes préoccupations scientifiques, de se mettre à la recherche d'un principe supérieur, d'un point de repère à l'aide duquel il pût, avec une sécurité imperturbable, définir la nature des liens unissant les particuliers au tout et dérouler la chaîne des droits et des devoirs. Il n'a pas non plus failli à cette tâche et son esprit investigateur s'est promené sur les conceptions même les plus récentes qui

pouvaient venir en aide à la construction qu'il méditait. C'est ainsi que pour savoir au juste ce qu'était une société, il s'est demandé s'il ne convenait pas de l'assimiler à un organisme humain, ou tout au moins de reconnaître en elle un supra-organisme.

Rien n'eut été curieux et instructif comme de voir un écrivain de la valeur de M. Legrand reprendre, ne fût-ce qu'au service de ses visées propres, cette théorie en sous-œuvre et la soumettre au creuset de sa critique pour pouvoir la rejeter définitivement ou se prononcer en sa faveur. Mais, après y avoir fait allusion, en montrant ainsi tout au moins l'intérêt qu'il porte aux explorations sociologiques, il n'a pas pris expressément parti, laissant ainsi à d'autres, à des juristes, à des économistes, à des moralistes le soin d'extraire, s'il y a lieu, de cette donnée capitale, quoique certainement encore litigieuse, tout ce qu'on peut en tirer au point de vue de leurs disciplines respectives. Aussi bien, sur ce point le siège de notre auteur semblait fait et s'il ne s'est montré ni organiciste ni anti-organiciste farouche, c'est qu'il a préféré, en vue de ses déductions, se réfugier dans une comparaison plus familière, bien que peut-être non moins hasardeuse : celle qui voit dans les relations de patrie à citoyens des relations de mère à enfants.

Que vaut pour des raisonnements rigoureux à instituer cette comparaison touchante que des poètes enthousiastes ont fait valoir et qui rappelle le gouvernement paternel de certaines contrées ? Ne se dissipe-t-elle pas comme fumée sous l'œil scrutateur de l'analyste ? Lorsque la législation de tant de pays autorise la mise à mort de ceux de leurs habitants qui n'ont pas su résister à des impulsions criminelles, on ne reconnaît guère, dans cet emploi des grands remèdes, la tendresse maternelle toujours encline au pardon et à la miséricorde. Ah ! sans doute, quand on considère que l'homme pris individuellement serait impuissant à parfaire ses destinées en dehors d'un milieu social, qui, s'il ne donne pas la vie au sens physique du mot la donne pour ainsi dire figurément, en la conservant, en la rendant passible, on peut bien encore revenir un instant, en faveur de ce milieu, à l'idée de maternité et de génératrice. Mais en admettant volontiers que l'individu ne puisse pour son développement et son existence même se passer de la sociabilité, la société à son tour, pure abstraction, création de la pensée, pourrait-elle exister sans les individus qui la composent et qui est donc leur œuvre, tout comme ils sont à certains égards la sienne ? Les voilà donc fils et mère ou père les uns des autres, unis par des rapports génésiques réciproques, assez complexes, et qui sait si le point de vue ainsi élargi, en détendant des liens de subordination, jugés peut-être plus serrés qu'il ne sont en réalité, ne pourrait pas avoir son contre coup dans la façon d'envisager et de trancher les conflits de devoirs !

Toutefois ce n'est pas dans un simple compte-rendu, nécessairement rapide, qu'il est possible d'insister sur une pareille remarque et d'en fixer la portée. Il suffit de l'avoir faite pour faire comprendre à quel point le travail de M. Legrand, encore qu'il ne soit pas entré dans cette voie, est suggestif. Ce travail pourra donc en provoquer d'autres. Seulement en supposant qu'aidés des progrès journaliers de la science, les successeurs de M. Legrand sachent fournir une démonstration de l'idée de patrie plus rationnelle encore que celle entreprise par lui, nous serions surpris que par la grâce du style, le talent de composition et d'exposition, l'étendue des connaissances, la chaleur communicative des sentiments, la hauteur des pensées ils parvinssent à écrire un livre aussi digne que le sien d'être considéré comme un véritable monument, élevé — avec toute la condescendance voulue pour la fibre patriotique des étrangers — à la gloire littéraire, à la célébration et à l'exaltation de la patrie française.

EMILE WORMS.

---

## REVUE DES PÉRIODIQUES

*La Science Sociale*, 1897, 1<sup>er</sup> semestre.

M. Demolins donne dans la 1<sup>re</sup> livraison un curieux article sur « l'Illusion de la solidarité. » C'est la critique du système politique préconisé par M. Léon Bourgeois, qui, suivant M. Demolins « vient nous proposer, comme une découverte, de revenir purement et simplement, à la théorie sociale la plus vieille, la plus usée, la plus décevante et la plus oppressive ! » M. Demolins continue à nous donner les résultats de ses travaux sur la « Géographie sociale de la France » et publie la préface de la seconde édition de : *A quoi tient toute la supériorité des Anglo-Saxons*. Enfin je signalerai du même auteur une lettre à M. Francisque Sarcey très courte, mais substantielle où l'auteur déplore — non sans raison — le développement excessif des examens et du fonctionnarisme en France.

M. V. Muller dans « La réforme scolaire en Belgique » nous donne un chapitre intéressant de l'histoire de la campagne contre le régime classique en Belgique.

M. d'Azambuja examine à un point de vue très personnel, mais bien étroit, la question des grands hommes et donne un travail bien documenté

et fort intéressant sur les rapports de la magie et de la philosophie : « Une incursion des magiciens dans la philosophie. » A citer encore du même auteur : « La réaction contre la licence des mœurs à propos d'une interpellation récente » et « Les idées sociales de Descartes d'après le discours de la méthode. »

Enfin de nombreux articles sont encore à lire, tels que :

L'Avenir de la plaine castraise, par M. L. de Lacger.

L'Or et l'Argent dans l'antiquité, par M. E. Babelon — dernière partie d'un travail fort important dont j'ai déjà dit quelques mots dans un de nos derniers comptes-rendus.

L'Évolution des études juridiques vers l'observation sociale, par M. P. Isambert.

La première partie d'un travail de M. Henri de Tourville sur la formation particulariste, le lieu où elle a eu lieu et les éléments qui en ont décidé.

La Décentralisation administrative, de M. D. Touraud.

De M. Paul de Rousiers une étude sur une « série de monographies d'ouvriers anglais », publiées par M. Booth.

De M. Furne, deux articles concernant le Boulonnais.

De M. Champault, les Patriarches Bibliques, singulier article où à côté de choses fort justes on sent un partis pris violent de prendre à la lettre et comme authentiques les parties les plus contestées de la Bible.

De M. Léon Gérin, la Loi naturelle du développement de l'instruction populaire.

LOUIS BRANDIN.

## INFORMATIONS

Nous venons de recevoir le programme, pour 1897-98, des cours de l'Université Nouvelle de Bruxelles, « école libre et internationale d'enseignement supérieur ». Nous y relevons les cours suivants, que doivent faire quatre membres de l'Institut International de Sociologie :

Sociologie générale élémentaire, et cours approfondi de sociologie :  
M. Guillaume De Greef;

L'Éthique; constitution de la morale : M. Eugène de Roberty;

Évolution du régime économique : M. Maxime Kovalevsky;

Sociologie criminelle : M. Enrico Ferri.

Outre les ouvrages indiqués dans le précédent numéro de la *Revue*, la Bibliothèque Sociologique Internationale commence en ce moment l'impression d'un nouveau livre : *la Psychologie des Sectes*, de M. le pro-

fesseur Scipio Sighele, traduit en français sur l'original italien (*la Delinquenza Settaria*) par M. Louis Brandin.

C'est le mercredi soir 10 novembre, que la Société de Sociologie de Paris reprendra ses séances mensuelles à l'Hôtel des Sociétés Savantes.

## OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

CYRILLE VAN OVERBERGH. — Les caractères généraux du socialisme scientifique d'après le manifeste communiste (in-8°).

C. N. STARCKE. — Samvittighedslivet en fremstilling af principerne for menneskeligt samfundsliv. III : Familien (in-8°).

ANTONIO BELLEPIANE. — El metodo historico en las ciencias juridicas (broch. in-8°).

E. HEITZ. — Neue Grundsätze der Volkswirtschaftslehre (in-8°).

AMO. — Le Congrès de l'humanité, article groupés et annotés par MARIUS DEGRESPE (in-8°).

Almanach de la paix pour 1898 (in-12).

Fourth annual report on changes in wages and hours of labour in the United Kingdom, 1896 (in-8°).

R. LIEFMANN. — Die Unternehmerverbände (in-8°).

PIETRO RAGNISCO. — La milizia della nostra vita (in-8°).

WALTER F. WILLCOX. — Area and population of the United States at the eleventh census (in-8°).

FRANCK R. RUTTER. — South American trade of Baltimore (in-8°).

R. DALLA VOLTA. — Un nuovo libro sui governi ed i partiti dell'Europa continentale (in-8°).

Statistica giudiziaria civile e commerciale, 1895 (gr. in-8).

Anuario de la Universidad de las Andes, 1896-97 (in-4°).

EMILE DURKHEIM. — Le suicide (in-8°).

CHARLES ANDLER. — Les origines du socialisme d'État en Allemagne (in-8°).

ALBERT MÉTIN. — Le socialisme en Angleterre (in-12).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency. Imp. J. Lafray.

---

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## **L'histoire politique de l'Europe contemporaine.**

M. Ch. Seignobos, maître de conférences à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, vient de publier un livre considérable, intitulé : « *Histoire politique de l'Europe contemporaine ; évolution des partis et des formes politiques de 1814 à 1896.* »

On se demande, après avoir lu cet ouvrage, ce qu'il y a de plus surprenant. Est-ce la témérité de l'entreprise, ou le bonheur de l'exécution ? Est-ce l'abondance écrasante des documents, l'impossibilité de les critiquer à loisir, à plus forte raison de les résumer en 800 pages, — ou la rigueur de la méthode, la clarté de l'exposition, la discrète profusion des détails ? Pour le décider, il faudrait savoir exactement ce qui est impossible à M. Seignobos, et dans quelle mesure la tâche qu'il s'est donnée était réalisable. Malheureusement, M. Seignobos peut seul répondre à ces deux questions. Sa modestie et son impartialité sont trop connues, pour qu'on se permette de trancher sans son aveu une cause où lui-même est à la fois juge et partie.

Mais on rencontre dans ce livre quelque chose de plus étonnant que la difficulté du travail et le mérite de l'avoir vaincue, une chose que personne n'attendait sous la plume de M. Seignobos, pas même lui, peut-être surtout lui : c'est la conclusion. M. Seignobos est

grand chercheur de faits, il n'est pas inventeur de systèmes. Il se passionne pour le document ; les théories le laissent assez froid. Et ce n'est assurément pas lui faire injure, que de le représenter comme un savant impassible, à qui l'étude et la connaissance des hommes ont inspiré le plus tranquille, mais aussi le plus absolu dédain pour les rêveries philosophiques.

C'est donc apparemment par insouciance, qu'il a couronné son œuvre par ce jugement étrange : « Une tendance naturelle à attribuer de grands effets à de grandes causes, dit-il, nous porte à expliquer l'évolution politique, comme l'évolution géologique, par des forces profondes et continues, plus larges que les actions individuelles. L'histoire du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle s'accorde mal avec cette conception. » — Il ajoute alors que, si l'on excepte l'Angleterre, la Norvège et la Suisse, tout le reste de l'Europe, de 1814 à 1870, a subi « des crises brusques, amenées par des événements soudains. » Ces crises sont la Révolution de 1830, la Révolution de 1848, la guerre de 1870. « A ces trois faits imprévus, conclut M. Seignobos, on n'aperçoit aucune cause générale, dans l'état intellectuel, politique, ou économique du continent européen. Ce sont trois accidents, qui ont déterminé l'évolution politique de l'Europe contemporaine ! »

..

[ S'il est vrai, comme le veut M. Seignobos, que la Révolution de 1830 fut l'œuvre d'un groupe de républicains obscurs servis par l'inexpérience de Charles X ; que la Révolution de 1848 fut l'œuvre de quelques agitateurs démocrates et socialistes, aidés par le découragement subit de Louis-Philippe ; et que la guerre de 1870 fut tout entière l'œuvre personnelle de Bismarck, préparée par la politique personnelle de Napoléon III ; qu'en un mot, l'évolution de notre siècle fut le résultat du hasard et du caprice, on se demande à quel propos les générations de 1830, de 1848, de 1870, ont pris la peine de s'instruire, de travailler, de se faire tuer, à quel propos nous-mêmes nous essayons de prendre part au mouvement de notre siècle.

Dire que la Révolution de 1830 n'a été qu'un accident, c'est reconnaître que personne ne l'a préparée ; que l'opposition systématique du parti libéral n'aurait servi de rien, et que la maladresse persévérante du parti monarchique n'aurait pas eu de conséquence, si Charles X n'avait eu l'idée de violer la Charte, par hasard. Ainsi ni l'éloquence de Royer-Collard, du duc de Broglie, du général Foy, ni les sarcasmes de Manuel, ni les malices de Courrier et de Béranger.



ni l'imagination de Montlisier, ni la critique savante ou légère de Guizot, Mignet, Carrel, Cousin, ni même l'activité de Thiers, ou l'impassibilité de Lafayette, ou la morgue de Châteaubriand, n'ont eu d'empire sur les destinées de la France; et sans doute la surprise du prince de Talleyrand serait extrême, s'il s'entendait dire aujourd'hui, qu'après avoir contribué de tout son pouvoir à fonder la monarchie de 1815, il n'a pas fallu toute son influence pour aider à la renverser. Assurément ces grands hommes ne seraient pas flattés de se voir réduits au rôle de marionnettes, et rien n'indique que M. de Polignac lui-même serait bien satisfait, s'il apprenait que les ordonnances ne furent qu'un accident, et non pas une ingénieuse combinaison de son loyalisme éclairé.

Examinez ensuite la monarchie de juillet; et puisque la Révolution de 1848 n'a encore été qu'un accident, avouez que la bourgeoisie fut bien ridicule, de se donner autant de mal pour aboutir à sa défaite, et que les démocrates n'avaient pas besoin de s'agiter autant, puisque le hasard se chargeait de leur succès. Voyez-vous Casimir-Périer l'irascible, Guizot le dédaigneux, Thiers le fanfaron et tous ces ministres impertinents qui se prennent au sérieux, comme si la monarchie ne tombera pas sans eux? Considérez à leurs côtés l'armée des publicistes, Lammenais, Cormenin, Cavaignac, Sûe, Leroux, qui passent bravement au fil de leur plume les abus, les misères, les hontes du régime; puis les députés et les pairs, Barrot, Montalembert, Lamartine, Berryer, Dupin, Duvergier de Hauranne, assez vains pour rappeler à la tribune les droits du peuple en France, et de la France en Europe, pour croire ensuite que leur parole y fera quelque chose; et les professeurs Quinet, Michelet, et les réformateurs Arago, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Proudhon, qui s'avisent naïvement de travailler au triomphe de leurs idées, au lieu de s'en remettre à la fortune. N'est-ce pas un plaisant spectacle, que ces petits bourgeois s'agitant comme des ombres devant la façade parlementaire, tandis que par derrière le vieux roi Louis-Philippe fait mouvoir les ressorts cachés de ses fonds secrets et de sa diplomatie, et que tous, prince et bourgeois, ont l'illusion de soutenir par leurs efforts, lui sa dynastie, eux leur influence, sans rien attendre du hasard?

Mais que dites-vous surtout du troisième accident, l'accident de 1870 qui fut, nous dit-on, l'œuvre personnelle de Bismarck et de Napoléon III? N'admirez-vous pas qu'il ait dépendu de ces deux hommes de mettre aux prises deux grands peuples pour les faire égorger, de

couvrir l'Europe de sentinelles et de canons, et d'imposer à leurs successeurs cette politique malsaine et débilitante de la paix armée, dont le chef-d'œuvre est d'entretenir des massacres en Orient, afin d'éviter les hécatombes en Occident? Comprenez-vous les nationaux, les vieux libéraux du Nordbund, qui chantaient avec conviction le Rhin Allemand, et s'évertuaient à *mettre l'Allemagne en selle*, comme si le prince de Bismarck n'avait pas eu d'assez bonnes épaules; et chez nous les libéraux du corps législatif, qui se ralliaient à Napoléon sous prétexte de le conseiller, et d'éclairer Sa Majesté sur les plus grandes pensées de son règne? De bonne foi, si l'empereur et le chancelier étaient maîtres de faire cette guerre ou de l'éviter, ne plaignez-vous pas nos généraux, Mac-Mahon, Frossard, Ducrot, Michel, Canrobert, Galliffet, Wimpffen, Bourbaki, Chanzy, qui croyaient remplir un devoir en se dévouant aux capitulations et aux désastres, et ne vous semble-t-il pas que le plus sage de tous ces braves fut encore le maréchal Bazaine, d'avoir compris à temps l'inutilité de la résistance, devant la conjuration d'un carbonaro couronné, et d'un faussaire diplomatique?

En résumé, si l'évolution des sociétés est à la merci du hasard, et quelquefois du premier homme venu, il est superflu, il est chimérique de vouloir y participer. Puisqu'il suffit d'un accident imprévu, d'un caprice individuel, pour déjouer les combinaisons de la politique, pour anéantir l'œuvre lente et continue des générations, pour ruiner les justes espérances des peuples, et pour suppléer en un clin d'œil aux efforts des partis et des hommes, — il ne sert à rien d'enseigner l'histoire aux jeunes gens; la diplomatie est un art inutile; le gouvernement n'est plus une responsabilité, mais un enjeu; enfin la persévérance, le dévouement, la sincérité, le désintéressement, ne sont plus des vertus, mais des faiblesses, résultat de la naïveté populaire. On s'en doutait un peu depuis Machiavel, mais il appartenait à l'histoire contemporaine de le démontrer sans réplique.

Voilà ce qu'il faut apprendre sans retard à la jeunesse pour la rendre digne de son siècle. Que vient-on nous dire, que la jeunesse est déjà trop sceptique, qu'elle est déjà trop indifférente aux grandes questions dont se compose le problème social? Et qu'est-ce que le problème social, sinon le jeu du hasard? Et qu'est-ce que les grandes questions, sinon les pièces de ce jeu? Renoncez à ces chimères, et croyez-en « l'histoire de l'Europe contemporaine » : la jeunesse est encore trop enthousiaste, trop simple, elle n'est pas encore assez indifférente et sceptique! Il est grand temps, pour les jeunes gens,

de rompre avec le passé; d'abandonner cette ridicule prévention des grands hommes leurs ancêtres; de ne plus aspirer à la conduite du monde; et de ne plus bourdonner comme les mouches du coche aux oreilles de l'humanité, sous prétexte de la faire avancer. Il faut leur persuader que nous sommes les jouets d'une fatalité capricieuse, et que notre liberté consiste tout au plus à conserver des illusions; que si nous aspirons à faire le bien autour de nous, le hasard demain détruira notre ouvrage; que pour être philosophes, orateurs, ou poètes, nous n'en sommes pas moins incapables de prévoir et de conjurer les caprices du destin, et que nos discours, nos vers et nos pamphlets, illustreront peut-être la bibliothèque de nos fils, mais n'auront pas la moindre influence sur leur avenir. Poursuivez : Allez trouver tous ceux qui souffrent, qui gagnent péniblement leur vie, et qui croient améliorer leur sort par des grèves pacifiques; démontrez-leur que le hasard se rit de leur patience; prouvez-leur, par l'exemple de Bismarck, que leur situation dépend d'un homme ou deux; et vous serez si bien compris qu'ils s'en iront assassiner leur patron, à moins qu'ils ne s'en prennent au chef de l'État. Enfin parcourez le monde; et si vous rencontrez, par aventure, quelques hommes désintéressés, des hommes qui n'aient en vue que la satisfaction de leur conscience, qui prêchent aux pauvres la résignation, aux riches la charité, qui s'emploient à conjurer la guerre soit entre les classes, soit entre les peuples, dites-leur qu'ils sont des illuminés, que tous les honnêtes gens de la terre n'empêcheront pas l'étincelle de jaillir sous leurs yeux, si le hasard s'en mêle, et qu'ils feront sagement de jouir au plus tôt de leurs derniers loisirs, en attendant le combat, la misère ou la mort.

Voilà, semble-t-il, où peuvent conduire les conclusions de M. Seignobos, lorsqu'on les pousse à bout, et qu'on déduit leurs conséquences avec une logique inflexible. Bien entendu, il n'est pas question d'imputer à l'honorable professeur des théories subversives ou même immorales. Sa réputation et son livre lui-même, protestent contre une pareille allégation. Mais peut-être n'a-t-il pas réfléchi que des esprits prévenus pourraient interpréter dans ce mauvais sens les dernières lignes de son ouvrage, car s'il y avait songé, il aurait entouré sa pensée des précautions, des restrictions nécessaires.

Si l'on voulait se donner un triomphe facile, on pourrait discuter, sur le terrain philosophique, le caractère progressif des sociétés, et l'existence des lois historiques. On pourrait montrer, par les données

de la statistique, que toute action est la résultante de deux groupes de causes : d'une part les influences particulières à l'individu, son organisation, sa parenté, ses inclinations; d'autre part, les circonstances générales, les influences morales qui agissent sur la population entière, et constituent ce qu'on appelle *l'état de civilisation*. On pourrait expliquer, qu'il en est des sociétés comme des individus; car elles obéissent aussi à des influences particulières, qui sont les grands hommes et les gouvernements, et à des influences générales, qui sont leurs traditions, leur intérêt continu, et ce je ne sais quoi, dont se compose l'âme des peuples. Au sujet des grands hommes, on reprendrait l'opinion de Stuart Mill; on prouverait qu'ils ne sont pas des initiateurs dans le sens absolu de ce mot, mais qu'ils ne sont pas non plus des représentants d'une époque ou d'une nation, expression ou reflet concentré de leur milieu; que s'ils ont une influence déterminante sur les générations à venir, les générations passées ont eu sur eux une influence égale; et qu'en somme, la prépondérance croissante de l'action collective sur les actions individuelles, tend constamment à pousser l'évolution des peuples dans un sens déterminé, suivant des lois générales dont la cause nous échappe, mais dont l'existence est indiscutable. On pourrait, alors, condamner les conclusions de M. Seignobos, au nom de la philosophie.

Mais il vaut mieux demeurer sur le terrain historique. L'honorable professeur n'aurait pas commis la distraction que nous avons citée, s'il s'était renfermé moins exactement dans les bornes de son sujet, et s'il eût envisagé l'histoire contemporaine dans ses rapports avec l'histoire moderne. Alors, il n'aurait pas manqué de signaler les liens intimes, qui unissent les deux phases de notre évolution. Sans doute, il a jugé, que l'intérêt n'était pas assez vif, de montrer dans un tableau d'ensemble, le progrès continu de notre civilisation; il ne saurait trouver mauvais que l'on accomplisse, à sa place, ce qu'il a dédaigné.

. . .

Si l'empire de Théodose s'était écroulé tout d'un coup, et que sa chute, au lieu d'être progressive, n'eût été qu'un accident, il est à croire que la civilisation romaine aurait disparu tout entière, engloutie par les barbares. Mais la dissolution fut lente et sensible: les Césars et les populations en eurent ensemble le pressentiment, et s'y préparèrent d'instinct dans le sens de leurs intérêts respectifs :

les empereurs, dans le dessein de ranimer les provinces, essayèrent de les organiser en confédération, pour donner un aliment aux énergies locales; et de leur côté les municipalités, prévoyant la catastrophe prochaine, se renfermèrent dans l'enceinte de leurs cités, et travaillèrent à fortifier leurs institutions, pour se passer à l'occasion du pouvoir central, et de son insuffisante protection.

Aussi, quand le flot des barbares eut inondé l'Europe, et que le calme reparut, les cités se retrouvèrent debout. Leur petitesse avait fait leur salut. De l'ancien ordre de choses, il ne restait que les institutions chrétiennes et le droit romain; ce fut la mission des villes, de recueillir et de conserver ces précieux débris, et de leur prêter, comme un gage de durée, la force de l'organisation municipale.

Alors, commença l'évolution des classes inférieures et des populations urbaines. Tandis que la race conquérante, émigrant vers les campagnes, inclinait de plus en plus vers les mœurs turbulentes et brutales de la barbarie, les villes, dans l'impossibilité de cultiver les arts et l'industrie, en furent réduites, pour leur consolation, à développer dans leur sein les restes de la civilisation impériale.

Bientôt on vit se former sur les fiefs de puissantes agglomérations. Les habitants de ces colonies, par l'influence de leur richesse croissante, par une certaine habileté à se rendre nécessaires, arrachèrent successivement aux seigneurs des concessions et des privilèges, qui, sans leur donner une existence politique, garantissaient le développement de leur prospérité et de leur importance sociale. Et quelque temps après, des villages obtinrent à main armée des chartes et des franchises, se firent ériger en communes, et se constituèrent en petites républiques.

Ces villes privilégiées, ces communes, ces cités, n'obéirent pas d'abord aux mêmes tendances; l'esprit aristocratique dominait au midi; l'esprit démocratique dominait au nord; le plus souvent, les deux éléments se rencontraient et se combattaient dans le même centre. Il était à craindre que la population urbaine, encouragée par la tolérance ou la protection des seigneurs, ne s'endormit dans une confiance présomptueuse, et ne compromît sa puissance dans des luttes intestines. On le vit bien en Italie. Là, chaque ville devint un champ clos, où l'aristocratie des fonctionnaires et la démocratie plébienne se dévorèrent mutuellement. Mais les communes françaises furent sauvées de ce danger par un péril d'une autre sorte: elles comprirent que l'aristocratie féodale était pour elles une menace perpétuelle, et s'évertuèrent à la tenir en respect. Cet antago-

nisme incessant, et la disposition naturelle à se distinguer de ceux que l'on combat, firent prévaloir dans la roture l'esprit démocratique. Par une vieille habitude de l'Empire, on soumettait toujours à l'élection le choix du défenseur et de l'évêque; les pouvoirs étaient centralisés, comme ils conviennent à des sociétés militantes; la justice était rigoureuse, en souvenir du droit romain. En résumé, les nécessités du présent et les habitudes du passé inclinaient les habitants des villes vers les principes d'égalité, d'unité, d'ordre, que leurs successeurs devaient faire triompher.

Désormais, le Tiers-État et la bourgeoisie française étaient éclos. C'était déjà beaucoup d'avoir pris corps. Mais il fallait maintenant grandir; et comme l'enfant ne saurait se développer s'il n'est libre de ses mouvements, le Tiers-État n'aurait fait aucun progrès, s'il n'avait acquis rapidement une certaine indépendance.

. . .

Pour y parvenir, il déploya d'instinct cette tactique qui est l'arme des faibles : il se fit petit. Il manifesta, dès cette époque, cet esprit qui lui est particulier; esprit tranquille, ennemi des ambitions et des entreprises bruyantes, timide même et n'abordant guère la perspective d'une résistance violente, — mais honnête, ordonné, persévérant, et par dessus tout amoureux de ses droits. Il eut l'air de renoncer à ses franchises, il se laissa quelque temps comprimer par l'administration royale, il souffrit les empiètements des officiers de la couronne, et attendit patiemment la réaction qui paraissait inévitable. Les rois, en effet, qui considéraient les bourgeois comme des sujets sans conséquence, n'en avaient jamais pris ombrage. Mais ils connaissaient bien l'humeur envahissante des vassaux et des nobles. Ils se dirent que ceux-ci, à force d'accroître leur puissance aux dépens des municipalités, finiraient par devenir dangereux, et prirent des mesures pour surveiller et contenir le zèle intéressé de ces lieutenants. Ils ne se bornèrent pas à ce bienfait. Un de leurs premiers actes, en attirant sous leur tutelle les habitants des villes, fut d'en appeler un grand nombre dans les cours de justice. Les légistes eurent bientôt fait, par leur savoir et leur souplesse, de prendre la tête du Parlement. Et comme les contestations entre bourgeois et prévôts étaient portées devant la cour de Paris, on pense bien que ces conseillers, sortis du peuple, accueillirent avec bienveillance les revendications de leur ordre, et qu'ils influèrent sur la jurisprudence en faveur des libertés municipales.

Le Tiers-État était satisfait. Sans être indépendant, il n'était plus asservi. Au lieu de compromettre ce résultat par des exigences immodérées, il se mit en devoir d'en profiter, et comme il en était redevable à la royauté, c'est en la soutenant qu'il prépara ses progrès à venir.

A considérer l'action des juristes pendant les <sup>xiii</sup>e et <sup>xiv</sup>e siècles, on dirait qu'à leurs yeux, en vertu de je ne sais quel axiome de droit public, rien n'était légitime dans la société d'alors, hormis la royauté et la bourgeoisie. Poussés par l'instinct de leur profession, par cet esprit de logique intrépide qui poursuit de conséquence en conséquence l'application d'un principe, ils entreprirent la tâche immense que devaient continuer Richelieu, Colbert, Napoléon : réunir dans une seule main la souveraineté morcelée, abaisser vers les classes bourgeoises ce qui était au-dessus d'elles, élever à leur niveau ce qui était au-dessous. Sous Louis IX, leur esprit novateur fut contenu dans les bornes de l'équité ; mais sous Philippe-le-Bel, ils l'exercèrent avec une telle impétuosité, que jamais, peut-être, crise sociale ne fut plus pénible. Il n'est pas de spoliations et de supplices, de tracasseries et d'extorsions, que les légistes n'aient inventées dans ce temps-là pour asseoir l'autorité royale aux dépens de la féodalité.

Avec la guerre de Cent-Ans s'ouvrit une phase nouvelle, pendant laquelle les officiers de justice rentrèrent dans l'ombre, pour abandonner la direction active aux États-Généraux. Mais l'esprit de la bourgeoisie ne changea pas avec ses interprètes. Assurée dorénavant d'une influence raisonnable, qui suffisait à son ambition, elle voulut introduire dans le gouvernement les mêmes ressorts qui avaient fait la force des communes : l'économie, l'invariabilité des formes judiciaires, et par dessus tout la règle et l'ordre. Aux États de 1355, elle réclama l'abolition des monopoles et la création d'une milice nationale ; en 1356, la réforme de l'ordre judiciaire. Un instant, elle s'oublia sous Étienne-Marcel, elle affirma la souveraineté populaire en face de la royauté, elle adopta de nouvelles couleurs en signe de rénovation. Mais par une de ces réactions dont elle a toujours été la victime, en faisant une émeute, elle entraîna la populace à tenter une révolution, et succomba finalement aux excès dont elle était cause. Mais ce fut une crise passagère. Le Tiers-État croissait chaque jour en influence et en richesse ; toujours attentif à l'œuvre de centralisation qu'il poursuivait, il obtint, en 1413, la refonte de l'administration royale, en sorte qu'à la fin de la guerre de Cent-Ans,

à la mort de Charles VII, il pouvait se vanter d'avoir, en moins d'un siècle, réformé toutes les branches du pouvoir : les finances, la justice, l'administration, l'armée, et d'avoir, non pas autorisé, mais préparé l'avènement de la monarchie absolue.

Telle était la sincérité, la conviction avec laquelle les bourgeois faisaient le jeu de la couronne, qu'ils étaient insensibles aux avertissements les plus désintéressés. On vit aux États-Généraux de 1484 un spectacle étrange. L'orateur de la noblesse de Bourgogne, étonné de la modération du tiers, crut ingénieux, pour le stimuler, d'improviser une théorie de la souveraineté nationale. « La royauté n'est pas un héritage, dit-il, mais un office ; c'est du peuple souverain que les rois tiennent leur autorité ; l'État est la chose du peuple ; un fait ne prend force de loi que par la sanction des États. » Le tiers accueillit ces paroles par un silence désespérant ; il laissa passer ces principes, qui, trois siècles après, devaient lui servir à renverser son vieil ami, le pouvoir royal.

Cependant, il ne perdait aucune occasion de se rapprocher de la noblesse, et d'augmenter son crédit. Le règne de Louis XII vit s'accomplir la transformation des Parlements. Les conseillers, ces vieux ennemis de tous les désordres, ces adversaires instinctifs de toute ingérence populaire, acquirent en se consolidant sur leurs sièges une indépendance plus absolue, se posèrent comme des médiateurs entre le trône et la nation, et firent pressentir qu'ils sauraient au besoin concilier leurs devoirs judiciaires, avec des obligations d'un autre ordre.

Puis vinrent les guerres d'Italie. Au contact des riches républiques de la Péninsule, les bourgeois apprirent la puissance du crédit et la vertu du commerce, et se mirent à accumuler des capitaux, pour leur profit et le service des autres ; le système des fermes générales, récemment importé d'Italie, les opérations de crédit auxquelles s'essayèrent les Valois, consacrèrent dans le Tiers-État l'influence de ces financiers, qui, héritiers de Jacques-Cœur, précurseurs de Samuel Bernard, de Necker, de Laffitte, devaient peser d'un si grand poids dans nos destinées, suivant des alternatives de gains énormes et de cruelles avanies.

Une autre conséquence des guerres d'Italie, fut d'introduire en France le culte des arts antiques, de la littérature en particulier. Cet événement coïncidait avec la découverte de l'imprimerie ; aussitôt il s'établit une active communication d'idées entre tous les hommes d'élite. Ainsi se prépara l'avènement d'une opinion pu-



blique entretenue par toutes les nouveautés de la science et de l'intelligence. Il était naturel que la bourgeoisie, plus ambitieuse, plus laborieuse et plus nombreuse, prit d'assez bonne heure la direction de cette puissance nouvelle.

Il n'était que temps. Le Tiers-Etat avait besoin de toutes ses forces, de toute son intelligence. La Réforme commençait à bouleverser l'Europe et préparait à la France l'une des crises les plus pénibles de son histoire. Nul ne peut imaginer ce qui serait advenu du royaume si, par le concours des circonstances, la classe moyenne n'avait alors tenu les fils essentiels de la politique : l'argent, l'opinion, la justice.

Pendant toutes les guerres de religion, tandis que les partis extrêmes, huguenots et catholiques, exaltés jusqu'au fanatisme, décharnaient résolument la guerre civile, il y avait une opinion modérée, qui repoussait également la persécution contre les réformés, et l'insurrection en leur faveur, et qui cherchait, par des mesures tolérantes et des transactions, à maintenir dans le royaume l'unité religieuse, complément et soutien de l'unité politique. Ce parti du bon sens national, ami de la liberté de conscience, mais ennemi du schisme, avait ses principales racines dans la bourgeoisie. S'il ne réussit qu'imparfaitement, dans la personne du chancelier de l'Hôpital, à faire prévaloir les conseils de la raison, il convient d'observer, comme la marque d'une persévérance inaltérable que, même dans cette conjoncture, le rêve du Tiers-Etat fut toujours de concilier ses deux aspirations les plus chères : la liberté de l'esprit, sous l'unité du gouvernement.

Mais ce fut surtout pendant la Ligue, que la bourgeoisie rendit service à la maison de France. Il ne s'agissait plus, cette fois, de consolider le trône, mais de le sauver ; ce n'était même plus une question dynastique, c'était une question nationale.

Déjà, aux Etats-Généraux de 1303, le Tiers-Etat avait supplié le roi « que de son temporel, il ne reconnût souverain en terre, fors que Dieu ». C'avait été la première apparition, hors du cercle étroit des intérêts municipaux, du patriotisme bourgeois. On allait en voir un témoignage plus éclatant.

Le 28 mai 1593, quand l'ambassadeur de Philippe II vint offrir aux Etats généraux de la Ligue les armées et l'or de l'Espagne, à condition que l'infante Isabelle serait reine de France, le procureur général du Parlement, Edouard Nolé, se leva, se couvrit et sortit avec la délégation de la Grand-Chambre, en déclarant « qu'il était

vrai Français, qu'il mourrait Français, et perdrait la vie et les biens, devant que d'être jamais autre ». Au moment où l'on pouvait croire que tout était perdu, il y avait un groupe d'honnêtes gens qui travaillaient, en silence, à sauver la patrie. Depuis un mois la sollicitude des âmes françaises avait pour centre et confident le Parlement de Paris. C'est là que venait se réchauffer, au contact de l'indépendance parlementaire, le vieil esprit national, avec son horreur de l'étranger et son respect des lois fondamentales. Quand on apprit aux magistrats que les Etats de la Ligue inclinaient à céder, ils résolurent de laisser éclater leur indignation. Toutes les Chambres du Parlement furent rassemblées. La séance s'ouvrit au milieu du silence et de l'inquiétude. Les premiers qui opinèrent étaient hésitants ; enfin le conseiller du Vair prit la parole ; il requit l'application de la loi salique, il en fit l'apologie : « C'est elle, dit-il, qui depuis 1200 ans, a conservé ce royaume en entier, et l'a mené de mâle en mâle, toujours en même race, jusqu'aux princes sous lesquels nous sommes nés. — C'est elle qui nous a garantis de la tyrannie des Anglais et les a extirpés des entrailles de la France, où les discordes civiles les avaient fourrés. Bref, c'est elle qui maintient toutes les autres, qui est l'appui de nos fortunes, la sûreté de notre repos, l'ornement et la grandeur de l'Etat ». — Quand on songe que ces paroles eurent un plein succès, on s'explique le dépit que devaient ressentir, sous Louis XIV, les descendants de ces magistrats, et l'on doute si l'ingratitude était bien du côté du Parlement, comme prétendait le petits-fils d'Henri IV.

A cette époque, le Tiers-Etat perdit son grand moyen d'action, les Etats-Généraux. Alors les Parlements, ces « Etats-Généraux au petit pied », achevèrent de revêtir un caractère politique, et s'efforcèrent de suppléer aux assemblées des trois ordres. — Mais déjà, la fortune de la bourgeoisie paraissait hésitante. — Le 22 mai 1615, le Parlement, ayant fait des remontrances pour dénoncer à la couronne les désordres de l'administration, eut la douleur d'essuyer un refus de la cour, et de provoquer un soulèvement de la noblesse. Une fois encore, il lui fut donné d'afficher son patriotisme et de manifester son indignation et son dégoût, quand on lui proposa d'appeler l'étranger au secours de la cause populaire. Contraint de choisir entre une opposition inflexible et le devoir civique, il n'hésita pas : il fit sa paix avec la cour, au lieu de pactiser avec l'Espagne.

Enfin, il était réservé au Tiers-Etat de fournir à la royauté le dernier de ses grands ministres. Ce fut Jean-Baptiste Colbert, qui donna

l'inspiration créatrice au gouvernement de Louis XIV. Son puissant génie, s'appliquant à la fois aux finances, à la justice, au commerce, à l'industrie, à la marine, à l'administration, mit la dernière main au grand œuvre de la centralisation monarchique, et fonda définitivement la royauté qu'avaient rêvée les premiers légistes.

Il est juste d'ajouter qu'il anticipait dans ses plans toute une Révolution à venir, le règne de l'industrie et du commerce, l'abolition des privilèges en matière d'impôt, une juste proportion dans les charges publiques, la diffusion des capitaux par l'abaissement de l'intérêt, plus de richesse et plus d'honneur pour le travail, enfin, une large assistance pour la pauvreté. Il fut à la fois un fauteur de l'ancien régime, et un précurseur de la Révolution.

\*  
\* \*

En effet, c'est ici que se nouent l'évolution de l'histoire moderne, et l'évolution de l'histoire contemporaine. C'est ici que le Tiers-Etat entre dans une seconde phase de son existence, et que l'œuvre à laquelle il s'est consacré pendant la première phase, produit à l'extérieur des conséquences profondes, encore sensibles aujourd'hui. Etudions d'abord son rôle à l'intérieur, et nous examinerons ensuite son action dans la politique européenne. Ceux qui jugeraient cette théorie trop artificielle, voudront bien réfléchir qu'elle repose sur les faits. Quand une série d'événements ont l'air de s'enchaîner, il est raisonnable et légitime de les expliquer par un dessein continu ; beaucoup plus raisonnable et plus légitime que d'imaginer je ne sais quelle fatalité, pour alléguer qu'ils n'ont aucun lien.

On a vu que le fait dominant de notre histoire fut le progrès parallèle de la royauté et de la bourgeoisie. Mais, chose curieuse, bien loin que la bourgeoisie ait vu d'un mauvais œil l'élévation rapide de la puissance royale, elle y contribua, elle l'exigea même, elle se fit l'artisan de l'absolutisme monarchique. Ce serait méconnaître, non seulement le caractère historique de la bourgeoisie, mais les dispositions naturelles de l'esprit humain, de prétendre, qu'en travaillant aux intérêts de la couronne, la bourgeoisie suivait tout simplement son instinct, donnait carrière à ses fantaisies politiques, et ne comptait en rien sur la reconnaissance royale. Outre que l'instinct des peuples se confond généralement avec leur utilité, les bourgeois n'étaient pas d'humeur à faire des guerres et des concessions, pour n'en retirer qu'une satisfaction intellectuelle, une jouissance philosophique. Ils prétendaient, à coup sûr, avancer leurs affaires au-

tant que les affaires des rois ; et tandis qu'ils amassaient péniblement l'héritage de leurs fils, pour leur permettre d'acheter un siège au Parlement, sans doute ils rêvaient d'un gouvernement futur, où les dignitaires des cours souveraines auraient partagé la puissance royale et servi d'arbitres entre le peuple et la dynastie. Certainement leur intention n'était pas de préparer à leurs descendants des humiliations et des injustices.

Aussi, l'on peut juger de leur dépit, de leurs regrets, quand, à la mort de Colbert, alors que l'édifice était achevé, l'absolutisme complet, la prospérité merveilleuse, ils se trouvèrent impuissants, et réduits au silence depuis déjà 30 ans. Leur déception fut d'autant plus amère, qu'eux aussi étaient parvenus au sommet de leur évolution. Ils étaient riches, plus riches que la noblesse. Quelques-uns d'entre eux avaient vu leurs femmes monter au *tabouret* ; et cet honneur suprême de deux ou trois privilégiés, entretenait les convoitises du grand nombre. Enfin, ils tenaient le premier rang dans la littérature : Descartes, Corneille, Pascal, Bossuet, étaient des leurs. Ils avaient gagné, dans le monde du loisir, l'influence dont ils jouissaient déjà dans le monde des affaires ; et la vanité littéraire s'ajoutant à l'orgueil de la caste, ils se prirent petit à petit à détester ce pouvoir qui les abaissait, après qu'ils l'avaient édifié.

C'est de la bourgeoisie déçue que vint, au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'agitation politique de la régence, puis l'agitation religieuse du Jansénisme, l'un des ressorts moraux de la Révolution. Cette doctrine, sans portée sociale, mais illustrée par les grands caractères et les grands esprits qui la soutinrent, tient une place considérable dans l'histoire du Tiers-État. Pendant une partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle alimenta l'esprit de discussion des magistrats, jusqu'au jour où cet esprit, audacieusement transporté dans la sphère philosophique, alla chercher en dehors de toute tradition, et fit descendre dans la loi, les principes éternels et vengeurs de la raison, de la justice et de l'humanité.

A partir de la Révolution, le Tiers-État, qui, après avoir fondé la monarchie absolue, venait de fonder la liberté politique, marcha de déceptions en déceptions. Il avait pris la Bastille, on le décima pendant la Terreur, et les membres des Cours souveraines portèrent leurs têtes à l'échafaud. Il avait fait le 9 thermidor, et Napoléon le baïllonna, puis envoya ses enfants mourir en Russie. Il avait renversé Napoléon, et la Sainte Alliance lui rendit les Bourbons. Enfin, il avait cru conquérir sa liberté plénière sur les barricades de juillet ; il n'avait

fait que réveiller, ou plutôt qu'émanciper les couches inférieures de la nation, qui depuis Jacques Bonhomme, surtout depuis Babœuf, rêvaient une transformation sociale. Il n'avait fait que donner la parole à Saint-Simon, à Fourier, à Lammenais, à Blanqui, à Barbès, à cette poignée de démocrates et d'émeutiers qui, sous prétexte de distraire la France, renversèrent une quatrième fois la bourgeoisie. Un instant elle se releva, sous la seconde Législative, pour faire à l'histoire, semble-t-il, un éloquent et triste adieu. Avec le 2 décembre, elle retomba sous le régime de l'arbitraire; et s'il est vrai qu'aujourd'hui ce soit bien encore elle, la vieille bourgeoisie de 1789 et de 1830, qui préside aux destinées de la France, tout porte à croire que son règne ne sera plus très long, et que tôt ou tard elle finira par céder au flot montant du socialisme, ou par disparaître.

On voit maintenant que les Révolutions du xix<sup>e</sup> siècle n'ont pas été des « accidents », mais la conséquence des premiers événements de notre histoire, ou, si l'on veut, les incidents inévitables d'une évolution régulière. Si nous sommes, depuis 25 ans, sous l'empire d'une République Parlementaire, le hasard n'y est pour rien. C'est qu'après avoir éprouvé tous les régimes, monarchie absolue, despotisme impérial, monarchie constitutionnelle, monarchie parlementaire, république démocratique et sociale, empire autoritaire, empire libéral, — nous les avons tous condamnés et détruits. Nous avons réclamé l'empire libéral pour ranimer l'activité politique de la nation; nous avons laissé faire l'empire autoritaire par peur du socialisme; et pourtant, nous avons aidé les socialistes à renverser le trône de juillet, pour donner une leçon à Louis-Philippe. Louis-Philippe lui-même n'avait été qu'un moyen terme, entre le pouvoir arbitraire des rois légitimes, et l'anarchie des barricades : les barricades, une revanche du peuple sur la Sainte-Alliance; et la royauté légitime, une revanche de la Sainte-Alliance sur Napoléon. Et comme Napoléon n'avait fait qu'incarner en sa personne, et qu'imposer à l'Europe, le dogme de la souveraineté nationale; que ce dogme n'aurait jamais été contesté, si la bourgeoisie n'y avait renoncé volontairement sous les derniers Capétiens et sous les Valois, — on conviendra que cette renonciation, cette abdication de la classe moyenne entre les mains du pouvoir royal, fut la cause déterminante, le principe de nos vicissitudes et de notre progrès.

Du même coup, l'on aperçoit la loi historique qui depuis 10 siècles préside à nos destinées. Mais comme elle est relative au Tiers-État, à la bourgeoisie, à la classe moyenne, il faut s'arrêter à une objec-

tion qui d'abord paraît sérieuse, mais qui ne résiste pas à l'examen.

Est-il bien juste, — demandera-t on, — de reporter sur l'ancienne bourgeoisie tout le mérite ou toute la responsabilité des événements contemporains; car d'une part, la bourgeoisie n'était pas la nation, elle n'en était qu'une partie, — et d'autre part la bourgeoisie depuis longtemps n'est plus une institution?

En premier lieu, il n'est aucunement question d'attribuer à l'ancienne bourgeoisie tout le mérite, ou toute la responsabilité des événements contemporains, mais simplement une part prépondérante dans ces événements. Il s'agit de rechercher, entre les mille éléments qui contribuent à l'évolution d'une société, quel fut dans la société française l'élément principal, et l'on a vu que cet élément fut notre bourgeoisie. On aurait beau rassembler toutes les influences secondaires qui ont agi sur notre politique, la pression des nations étrangères, la personnalité des grands hommes, la volonté des gouvernements, la résistance des classes nobles ou des classes inférieures, on n'arriverait pas à prouver qu'elles aient entravé le développement du Tiers-État et l'on risquerait au contraire de découvrir que le Tiers-État, étant sans contredit l'élément le plus actif de notre vie politique, tous les délais, tous les obstacles n'ont fait qu'irriter son action, comme un fleuve devient plus rapide et plus redoutable, dès qu'il est endigué.

En second lieu, de ce que la bourgeoisie n'était pas toute la nation, on ne saurait conclure qu'elle fût incapable de donner le branle à notre politique. Il est impossible que, dans une société, tout le monde soit d'accord sur la conduite à tenir. Dès lors, il est fatal qu'un parti, une race, une classe exerce le pouvoir, sinon en droit, mais en fait. Dans l'ancienne France, il n'y avait que la bourgeoisie qui fût en mesure de l'exercer. Ce qui restait de la noblesse féodale était trop inculte, trop divisé, trop clairsemé; les serfs et les colons étaient dans l'impossibilité matérielle de concevoir leurs desseins, et de les faire exécuter. Entre la noblesse et les serfs, les bourgeois formaient une classe nombreuse, compacte, laborieuse, civilisée; ils tenaient au sol français par des liens plus anciens que la noblesse, car celle-ci ne s'y était fixée qu'à la chute de l'empire, au lieu que les villes avaient acquis leur développement dès la domination romaine. Leur patriotisme était en outre conscient et spontané, tandis que chez les serfs, il n'était ni libre, ni réfléchi, mais aveugle et machinal. En un mot, ils étaient la majorité intelligente de la nation; à ce titre, il était naturel qu'ils eussent en main la direction

effective de l'État; et comme, à tout prendre, leur gouvernement fut fécond en bienfaits, il était juste qu'il se prolongeât.

Enfin, si le Tiers-État n'est plus une institution, s'il n'est plus un ordre distinct dans la société moderne, il n'en résulte pas qu'il ait perdu l'existence, qu'il ait disparu. Sans doute, la majorité qui s'intitule aujourd'hui la bourgeoisie n'a plus à subir de déchéances spéciales, et ne jouit plus de privilèges particuliers. Cependant, il y a toujours une classe moyenne, qui, par son nombre et sa ténacité, remplit en ce siècle le même rôle que la bourgeoisie de l'Ancien Régime. Cette classe moyenne est d'ailleurs l'héritière du Tiers-État. Mais celui-ci se distinguait des autres classes dans l'ordre politique, au lieu qu'elle s'en distingue aujourd'hui dans l'ordre économique. Les bourgeois n'ont plus au-dessus d'eux des nobles, mais de grands capitalistes; au-dessous d'eux ils n'ont plus des serfs, mais des prolétaires. La bourgeoisie est, selon la définition de Proudhon « la classe qui vit d'autre chose que de son travail, quand même elle travaille; c'est la classe qui vit du revenu de ses propriétés, de ses capitaux, de ses donations, pensions, subventions, actions, traitements et bénéfices ». Elle tient le milieu entre l'aristocratie de la finance, qui tend à s'arroger la suzeraineté de la richesse, et la population ouvrière, qui dans sa misère, voudrait en modifier la répartition. Redoutant les violences d'en bas et les injustices d'en haut, la classe moyenne incline fatalement vers une politique de bascule; elle cherche, elle invoque un gouvernement qui la sauve en même temps des exploiters et des anarchistes, comme les bourgeois d'autrefois s'étaient rejetés sur la monarchie absolue, pour échapper aux seigneurs et à la Jacquerie.

Il est donc encore permis d'envisager la classe moyenne comme une fonction explicite de notre vie sociale, et il n'y a ni témérité, ni invraisemblance, à dire qu'une loi historique a constamment déterminé l'action de nos classes moyennes, et, par conséquent, notre évolution politique.

Cette loi peut s'exprimer en un mot : la bascule. La majorité des Français qui compose la classe moyenne n'a fait que balancer, depuis dix siècles, en cherchant le régime qui lui conviendrait le mieux. Nos bourgeois ont oscillé régulièrement de l'anarchie au despotisme; avec des alternatives de timidité et d'audace, de longanimité et de violence, ils ont incliné de l'anarchie des barbares à la monarchie absolue, de la monarchie absolue à la Terreur, de la Terreur à Napoléon, de Napoléon aux journées de juin, des journées de juin

au 2 décembre, du 2 décembre à la Commune. Peut-être ont-ils enfin trouvé leur voie. Sinon, il faudra bientôt recommencer, et suivant que la République paraîtra trop libérale ou trop autoritaire, on retombera dans une période de dictature ou de désordre.

. . .

Nous avons dit que la politique européenne du xix<sup>e</sup> siècle se rattache à l'évolution de l'histoire moderne sous Louis XIV. Bien plus, elle se rattache à l'histoire du Tiers-État.

Le Tiers-État avait fait preuve d'une telle persévérance, d'un tel dévouement, d'un tel patriotisme; il avait si bien concouru à créer la monarchie absolue, que peu à peu, et peut-être à leur insu, les rois en vinrent à le considérer comme leur chose, et s'imaginèrent que le peuple était fait pour leurs menus plaisirs.

Or, les menus plaisirs de Louis XIV consistaient le plus souvent à conduire ses favorites à la guerre, à recevoir en leur présence les supplications des peuples vaincus, à se rendre en procession dans sa chapelle de Versailles pour y entendre le *Te Deum* d'actions de grâces. La guerre était sa passion, et l'ambition son vice. Il était tout puissant de fait; et depuis longtemps les légistes répétaient à ses ancêtres, et des prélats bourgeois lui répétaient à lui-même, qu'il l'était en droit. Il se crut exempt de toute règle extérieure, et n'admit plus de responsabilité que devant sa conscience. Cette conviction de sa toute puissance, jointe à ses penchants, fut cause qu'il renversa le système politique d'Henri IV, et qu'au lieu de s'appuyer sur les petits États, en payant leur alliance d'une généreuse tutelle, il résolut de les conquérir en les arrachant aux plus grands : système héroïque mais fatal, qui mettait la France à la merci d'un accident comme Ramillies, et qui faisait dépendre le salut du Royaume d'un corps de fortune comme Denain.

Il y avait alors sur les bords de la Sprée, dans une plaine marécageuse, entourée de forêts encore vierges, un chétif palais, où s'abritaient l'ambition déçue et la morgue stérile de l'électeur de Brandebourg. Depuis longtemps, héritier des margraves de la dynastie Ascanienne, il se comparait aux rois de l'Europe, et réfléchissait que bien des maisons princières n'étaient ni aussi vieilles, ni aussi vivaces que la sienne. Il ne se consolait pas de rester sans couronne, alors que le prince d'Orange, magistrat d'une petite république, venait de monter sur le trône des Stuarts. En attendant, il se débattait contre ses provinces, à l'effet d'en obtenir des impôts fixes



et une armée régulière. Pourtant, il ne restait pas étranger aux préoccupations de l'Europe; il protégeait les réfugiés français qu'avait accueillis son père, s'instruisait auprès d'eux des grandeurs de Versailles, et jurait d'être roi quelque jour.

Sur ces entrefaites, il apprit que Louis XIV venait d'envahir sans façon les états de Hollande, et que l'Angleterre, la Savoie, l'Empire, se préparaient à marcher contre lui. L'empereur, qui n'avait ni beaucoup d'or, ni beaucoup d'hommes, venait justement de promettre à Frédéric des subsides pécuniaires. Frédéric renonce aux subsides, il offre à la coalition de faire marcher ses troupes contre la France, il s'engage à surveiller le Hanovre, il promet à Léopold sa voix d'électeur à la prochaine Diète; et en échange, on l'autorise à s'intituler roi.

Ce fut un beau jour, pour les ennemis de la France, que le 18 janvier 1701. Lorsque l'électeur prit sa nouvelle couronne, et que lui-même se la mit sur la tête, il dut au fond de son cœur rendre grâce à Louis XIV, et souhaiter qu'un jour la Prusse lui fit rendre raison des avanies passées. Louis XIV d'abord ne prit pas garde à Frédéric. Il considéra cette jeune majesté comme un marquis regarde un bourgeois gentilhomme et n'eut pas idée que le descendant du roi-letet, qu'il dédaignait d'appeler son frère, viendrait un jour coucher à Versailles.

Dès lors, est-il besoin d'insister, pour montrer que la politique du xix<sup>e</sup> siècle est étroitement liée à la politique de Louis XIV, à l'histoire du Tiers-Etat? Le Tiers-Etat fut cause des excès de Louis XIV, et les excès de Louis XIV furent l'occasion de la grandeur prussienne. De 1701 à 1789, les successeurs de Frédéric ne cessèrent de s'élever à nos dépens. Quant les Bourbons furent renversés, les Hohenzollern auraient pu faire leur paix avec la France. Mais le Tiers-Etat venait de briser ses liens, il commençait à venger les fautes de la monarchie. Et comme la monarchie avait travaillé pour la Prusse, la convention l'attaqua. Bientôt, la bourgeoisie renversa la Convention; alors la Prusse déclara la guerre au Directoire. Bonaparte répondit, et l'empereur bourgeois mit un tel acharnement à briser, à ruiner, à humilier, à décimer les états de l'Allemagne, qu'il accomplit ce miracle, de réunir dans un même sentiment de haine et de représailles, des peuples différents de traditions, de mœurs, de culte et d'intérêts. Les excès de sa toute puissance firent naître le mouvement national de 1813. qui devait abou-

tir au Zollverein, à la tentative de Francfort, à la confédération du Nord, enfin, à l'empire d'Allemagne.

Ainsi la France est bien fille de ses œuvres. Toute son histoire, du xii<sup>e</sup> au xvii<sup>e</sup> siècle, n'est qu'un acheminement volontaire et continu vers la monarchie absolue.

Ici le courant se dédouble; d'un côté il se répand en Europe et, par les entreprises de Louis XIV et de Napoléon, il rend inévitable la catastrophe de 1870. De l'autre, il revient en arrière, renverse le pouvoir absolu, lui substitue la monarchie constitutionnelle, puis la monarchie parlementaire, ensuite l'empire démocratique, enfin la République, et finira sans doute par se briser à l'idée socialiste, à moins qu'il ne se dissémine à l'infini, pour se perdre dans une fédération : hypothèse vraisemblable, si l'on songe que l'empire de Rome, après avoir commencé par la puissance *d'une ville*, n'a fini que par l'indépendance *des villes*, et que la civilisation française procède elle-même des vieilles institutions municipales.

Voilà comment, en rattachant l'histoire contemporaine à l'histoire moderne, au lieu de les isoler, on peut expliquer l'évolution de la France et de l'Europe au xix<sup>e</sup> siècle. Assurément cette explication n'est pas scientifique; elle repose sur une hypothèse, non sur des documents. Mais tant qu'on n'aura pas découvert les archives secrètes de la Providence, on sera réduit à faire des hypothèses pour rendre compte des courants historiques. Il restera toujours, il est vrai, la doctrine démoralisante du fatalisme, mère de l'indifférence politique, que parait adopter M. Seignobos. Néanmoins, le fatalisme n'est lui-même qu'une hypothèse, avec cette différence qu'elle est décourageante, au lieu que l'hypothèse des causes générales est profondément reconfortante. Entre deux hypothèses on est libre de choisir la plus morale. C'est pourquoi cette étude n'aura pas été vaine, si quelques personnes, en la parcourant, peuvent envisager notre histoire sous un jour nouveau, et mieux comprendre que toutes les fautes, tous les bienfaits de notre génération, auront leur contre-coup dans les siècles à venir.

ANDRÉ MATER.

## Etudes d'anthropo-sociologie

### Ecoliers et paysans de Saint-Brieuc.

Les recherches patientes des anthropologistes ont établi que dans le centre et le nord-ouest de l'Europe, en Allemagne, en France, en Autriche, en Italie, du moins dans la partie septentrionale, les populations sont composées principalement de deux éléments anthropologiques différents : *Homo Europæus* et *Homo Alpinus*, d'après la classification de Linné (1). *H. Europæus* se distingue par sa haute taille, ses cheveux et sa barbe de couleur blonde, ses yeux bleus, et la forme allongée de la tête ou dolichocéphalie : qu'on se figure l'Anglais idéal. *H. Alpinus*, au contraire, est de taille plus petite ; il a le teint foncé, les cheveux bruns ; il se distingue par la forme arrondie de la tête ou brachycéphalie : qu'on se figure le type cher aux caricaturistes, de l'Auvergnat ou du Turc.

Brachycéphales et dolichocéphales, *H. Alpinus* et *H. Europæus* ont chacun leurs aptitudes et leurs tendances particulières, et les aptitudes et les tendances d'une population paraissent varier, selon qu'elle contient une majorité de brachycéphales ou de dolichocéphales. Disons de suite que l'élément supérieur, c'est l'*H. Europæus*, ou le dolichocéphale blond. Par exemple, la supériorité politique, économique, internationale, difficilement contestable à l'heure actuelle, de la race Anglo-Saxonne, tiendrait, entre autres causes, à ce que les Anglais sont en très grande majorité des dolichocéphales blonds, ce qui nous est révélé notamment par leur indice céphalique moyen de 78 environ (2). Dans une nation où les deux éléments sont en présence, c'est la région où domine l'élément dolichocéphale qui l'emporte en richesse, en importance politique et sociale, et qui produit le plus grand nombre d'hommes remarquables à tous les titres. Comparez par exemple le nord de la France

(1) Voir G. de Lapouge, *Sélections sociales*, page 13.

(2) L'indice céphalique est le quotient de la largeur maxima du crâne multipliée par 100 et divisée par la longueur maxima. Soit un crâne long de 200 millim., large de 156, on aura comme indice céphalique  $\frac{156 \times 100}{200} = 78$ .

où la population est dolichocéphale ou dolichoïde, avec la région du Massif central dont la population est d'une brachycéphalie insigne, et dites de quel côté se rencontre la plus grande somme d'activité intellectuelle, industrielle, politique et sociale.

Les rapports qui existent — ou semblent exister — entre certains caractères anthropologiques et certains phénomènes sociaux ont été formulés en lois, et l'ensemble de ces lois constitue une science nouvelle, l'anthroposociologie, dont le précurseur fut de Gobineau, et dont les fondateurs sont G. de Lapouge en France, et O. Ammon en Allemagne (1).

..

Ces lois de l'anthroposociologie se vérifient-elles sur un groupe quelconque de population? D'autre part, existe-t-il un rapport régulier entre les aptitudes intellectuelles des écoliers, et leurs dimensions craniennes ou leur indice céphalique? Telles sont les deux questions que je me posais en entreprenant ces recherches dont j'apporte les premiers résultats. Grâce à la bienveillance des autorités, des chefs d'établissement secondaire, des directeurs d'écoles communales, j'ai pu prendre cette année (1897), à St-Brieuc, des mensurations et des données anthropologiques sur 100 conscrits de la classe de 1897, sur 237 élèves du lycée de St-Brieuc, 88 élèves de l'école normale d'instituteurs, 60 élèves de l'école de St-Charles (2) et 100 élèves de l'école communale laïque. Ces chiffres dépassent notablement la limite de la série suffisante de Broca, c'est-à-dire 20. Je n'insisterai ici que sur les résultats fournis par l'examen de l'indice céphalique.

Ces résultats sont de deux sortes :

Les uns sont simplement la vérification des lois de l'Anthroposociologie, formulées par Ammon et surtout par de Lapouge, sur la base de plusieurs milliers de mensurations.

Les autres semblent indiquer qu'il existe une relation entre les for-

(1) Les lois acquises de l'Anthroposociologie ont été résumées par M. G. de Lapouge, dans la *Revue Scientifique* du 30 octobre 1897.

Voir aussi l'article de Bouglé, *Anthropologie et Démocratie*, dans la *Revue de métaphysique et de morale*, juillet 1897, celui de Claux, du sélectionnisme optimiste au sélectionnisme pessimiste, dans la *Revue socialiste*, juillet 1897.

(2) Les mensurations ont été prises à l'école St-Charles par le Dr Paul Aubry, auteur du livre distingué *La contagion du meurtre*.

mes du crâne et certaines tendances, novatrices ou conservatrices, en matière d'enseignement, et une relation entre les succès scolaires et les dimensions absolues du crâne. Une plus forte longueur crânienne semble coïncider soit avec plus d'énergie, soit avec plus d'aptitude intellectuelle.

La population des Côtes-du Nord à laquelle appartiennent les sujets que j'ai mesurés, est bien connue, au point de vue anthropologique, depuis les travaux de Broca, du Dr Guibert, et surtout du Dr R. Collignon : elle est très mélangée. Au centre du département, dans la région de St-Brieuc, de Loudéac, d'Uzel dominent les brachycéphales. A l'ouest du département, dans la région de Lannion, Tréguier et Perros-Guirec, à l'est dans la région de Dinan, ce sont les dolichocéphales qui l'emportent, et à Dinan, en particulier, les dolichocéphales blonds. Tous les touristes savent combien la région brachycéphale de St-Brieuc est pauvre en monuments artistiques originaux, combien les villes y sont laides et tristes, combien enfin la population, surtout rurale, y est arriérée, et a l'intelligence « enfoncée dans la matière ». Les régions dolichocéphales au contraire contiennent de remarquables églises, des monuments ; l'aspect des villes y est plus agréable, plus gai ; la population semble d'esprit plus vif, plus ouvert et plus actif. Ce n'est pas un simple hasard. C'est une preuve, non sans valeur, de la supériorité artistique et intellectuelle du dolichocéphale, supériorité qui semble d'ailleurs remonter très loin dans le passé, jusqu'aux temps de la préhistoire, puisque les premières ébauches artistiques, les premières traces de dessins sur l'os et sur la pierre ont été trouvées dans des tombes de dolichocéphales et jamais ou presque jamais dans des tombes de brachycéphales.

Au point de vue de la répartition géographique de l'indice céphalique, il y a une coïncidence remarquable entre les résultats du Dr R. Collignon et ceux que j'ai obtenus de mon côté d'après mes mensurations sur des écoliers. Par exemple, les jeunes gens de Lannion, de Tréguier, ont un indice moyen de 79 ou 80 ; les jeunes gens d'Uzel ou de Loudéac ont 85 ou 86. Cent paysans de St-Brieuc m'ont donné à 0,5 près, le même indice que ceux que mesura au conseil de révision de 1889 le Dr Collignon.

Quant aux lois de l'Anthroposociologie, celles qui se vérifient le mieux, et pour ainsi dire brutalement par mes mensurations sont :

1<sup>o</sup> la loi des indices urbains; 2<sup>o</sup> la loi de stratification; 3<sup>o</sup> la loi des intellectuels, cette dernière comportant une restriction importante que j'essaie d'expliquer.

La loi des indices urbains, formulée pour la première fois et presque simultanément par Ammon en Allemagne et par G. de Lapouge en France, nous apprend que les habitants d'une ville ont la tête plus allongée que les paysans de la campagne environnante, en d'autres termes, que l'indice céphalique des populations urbaines est inférieur à celui des populations rurales qui les englobent immédiatement.

Cette loi se vérifie pour St-Brieuc de la façon la plus rigoureuse comme on peut le voir par le tableau suivant où un groupe de Lycéens de 17 à 19 ans, originaires de St-Brieuc, est comparé à des groupes de paysans de 20 ans, originaires de la banlieue brio-chine et à 100 écoliers de l'école communale, âgés de 10 à 14 ans.

TABLEAU I. — *Indices urbains et indices ruraux.*

LOCALITÉS	NOMBRE DE SUJETS	INDICES CÉPHALIQUES et dimensions craniennes		
		Largeur du crâne en mm.	Longueur du crâne en mm.	Indice.
Saint-Brieuc, ville.....	40 Lycéens (17 à 19 ans)	157,0	191,3	82.34
— — — — —	100 Ecoliers de l'école laïque (10 à 14 ans).	152,4	180,7	84.33
Saint-Brieuc Banlieue	Pordic à 9 kil.....	163,7	192,4	85.07
	Plédran à 8 kil.....	160,3	187,5	85.37
	Langueux à 4 kil... ..	160,5	187,8	85.46
	Ploufragan à 4 kil..	160,5	187,5	85.60
	Hillion à 9 kil.....	161,0	188,0	85.63
	Yffiniac 2 7 kil ....	160,9	186,5	86.21

Ce qui accentue l'écart entre les paysans et les lycéens, c'est que ceux-ci, nés de parents originaires de Saint-Brieuc, appartiennent à la classe cultivée ou à la bourgeoisie aisée, c'est-à-dire à des milieux sé-

lectionnés où l'indice est plus bas. Cent élèves de l'école communale âgés de 10 à 14 ans, appartenant par leurs familles au petit commerce de Saint-Brieuc ou à la classe ouvrière, ont un indice de 84,33, c'est-à-dire deux degrés de plus que les lycéens qui ont 82,34, mais un degré de moins environ que le moins brachycéphale des groupes ruraux, celui de Pordic qui a 85,07. Une série de commerçants ou de bourgeois briochins fournirait vraisemblablement un indice intermédiaire entre celui des lycéens et celui des élèves de l'école communale. Seulement, outre la difficulté naturelle qu'il y a à mesurer indiscrètement les gens, on trouve difficilement à Saint-Brieuc de vrais briochins : dans les familles qui passent pour le plus pures, on rencontre dès la seconde ou la troisième génération des éléments étrangers (1). De ce fait, il faut rapprocher celui-ci, que la classe dirigeante au sens relatif — conseil municipal, principaux commerçants, entrepreneurs, et fonctionnaires *à fortiori*, — se recrute principalement dans les éléments étrangers au pays. Faut-il y voir une forme de l'asservissement des brachycéphales par les dolichocéphales, ou encore de l'usure plus rapide des éléments urbains ? Les deux explications sont plausibles, encore que, au point de vue de l'usure urbaine, Saint-Brieuc ne paraisse pas une de ces villes qui, selon l'expression de Collignon (2), sont de terribles dévoratrices d'hommes.

La loi des indices urbains est encore confirmée par ce fait que, au lycée, dans l'enseignement classique, les externes sont plus dolichocéphales que les internes : c'est que les internes sont souvent d'origine rurale, c'est-à-dire brachycéphales, et les externes, surtout dans l'enseignement classique, sortent d'un milieu déjà sélectionné, par conséquent plus dolichocéphale.

Dans toutes les classes, sauf en troisième, les groupes d'externes sont un peu moins brachycéphales que les groupes d'internes. L'exception de la troisième est due précisément à la présence parmi les externes de deux ruraux bien caractérisés, brachycéphales à 90. Je n'ai pas vérifié pour les externes et les internes de l'enseignement moderne, pour lesquels le rapport pourrait être inverse, les internes se recrutant dans la région dolichocéphale du département,

(1) Ce qui semble, en passant, apporter une vérification des théories de Hansen, *Die drei Bevölkerungstufen*.

(2) Voir Collignon, « Anthropologie du Sud-Ouest de la France », p. 127, dans *Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, I, 3<sup>e</sup> série.

et les externes appartenant souvent à des familles de petites gens et d'ouvriers.

TABLEAU II. — *Indices céphaliques d'élèves externes et d'élèves internes.*

CLASSES	INTERNES		EXTERNES	
	Nombre de sujets	Indice	Nombre de sujets	Indice
Mathématiques . . . . .	9...	81.78	3...	80.96
Philosophie . . . . .	8...	85.12	4...	81.98
Rhétorique . . . . .	14...	83.72	10...	82.73
Seconde . . . . .	10...	83.04	6...	82.80
Troisième . . . . .	11...	83.61	5...	84.33
Quatrième . . . . .	9...	82.14	6...	81.50
Cinquième . . . . .	14...	81.62	4...	81.28
Sixième . . . . .	6...	83.07	9...	81.83
Ensemble :	81...	83.01	47...	82.17

Enfin, une dernière vérification indirecte de la loi des indices urbains est la suivante : le canton nord de Saint-Brieuc, canton urbain, est moins brachycéphale que le canton sud, canton rural. L'écart est léger, mais constant. En 1880, le Dr Collignon avait trouvé : canton midi, 86,05; canton nord, 85,10. En 1897, j'ai trouvé : canton midi, 85,49; canton nord, 84,74.

Le tableau I, pour la vérification de la loi des indices urbains, permet aussi, de vérifier en gros, ce que M. G. de Lapouge appelle la loi de stratification, c'est-à-dire ce fait que l'indice céphalique va en diminuant et que la proportion des dolichocéphales va en augmentant des classes inférieures aux classes supérieures dans chaque localité. La vérification de cette loi sera plus facile encore, si l'on consulte les tableaux suivants qui contiennent : 1<sup>o</sup> la répartition des



indices céphaliques en chiffres absolus, d'après la nomenclature quinaire de Topinard; 2° la même répartition en proportion centésimale.

TABLEAU III. *Écoliers et paysans de Saint-Brieuc : indices céphaliques, sériation quinaire, chiffre absolus.*

Chiffres des indices	Paysans de St- Brieuc canton midi (20 ans)	Ecole commu- nale. (10 à 14 ans).	Ecole normale d'insti- tuteurs (17 à 20 ans).	LYCÉE Enseignement classique		Ecole Saint- Charles. (16 à 19 ans.)	LYCÉE Enseignement moderne		ENSEMBLE
				Classes supé- rieures (16 à 20 ans).	Classes de gramme (12 à 15 ans).		Classes supé- rieures (16 à 20 ans).	Classes de gramme (12 à 15 ans).	
70.74	»	»	1	»	»	»	»	»	1
75.79	6	9	8	8	6	8	13	11	69
80.84	42	46	50	37	30	31	30	37	303
85.89	46	36	27	19	11	11	8	18	176
90.94	6	9	2	4	1	2	1	3	28
	100	100	88	68	48	52	52	69	577
	Indice :	Indice :	Indice :	Indice :	Indice :	Indice :	Indice :	Indice :	
	85.4	84.33	83.3	83.3	83.9	83.1	81.93	82.74	

Le tableau IV résume le précédent et en donne la proportion pour 0/0.

Une simple inspection de ces tableaux, surtout du dernier, révèle immédiatement des différences dans la répartition des indices de groupes appartenant à des classes sociales différentes : 1° élèves de l'enseignement secondaire au lycée et à l'école St-Charles; 2° élèves de l'école normale d'instituteurs; 3° élèves de l'école primaire communale; 4° paysans de Saint-Brieuc. On voit immédiatement que la proportion des dolichocéphales, avec indices de 75 à 79, augmente

TABLEAU IV. *Paysans et écoliers de Saint-Brieuc, indices céphaliques, sériation quinaire, proportion 0/0.*

CHIFFRES DES INDICES	Paysans de Saint- Brieuc canton midi.	Ecole com- munale.	Ecole normale d'insti- tuteurs	Lycée ensei- gnement classi- que.	Ecole Saint- Charles.	Lycée Ensei- gnement moderne	Ensem- ble
70.74	»	»	1.1	»	»	»	0 2
75.79	6	9	9.1	12.1	15.4	19.8	11.9
80.84	42	46	56.8	57 8	59.6	55.4	52 5
85 89	46	36	30.7	25.8	21.2	21.5	30.5
90.94	6	9	2.3	4 3	3.8	3.3	4.9
	100	100	100	100	100	100	100
Nombre de sujets examinés :	100	100	88	116	52	121	557

régulièrement des paysans aux élèves de l'école communale, de ceux-ci aux élèves de l'école normale d'instituteurs, de l'école normale à l'enseignement secondaire du lycée et de l'école Saint-Charles. Inversement, la proportion des brachycéphales décroît non moins régulièrement d'un groupe à l'autre. Sur 100 paysans, 52 0/0 ont un indice supérieur à 85. A l'école communale, il n'y a plus que 35 0/0 de brachycéphales; à l'école normale d'instituteurs, 33 0/0; au lycée, dans l'enseignement classique, 30 0/0; à l'école Saint-Charles, 25 0/0; au lycée dans l'enseignement moderne, 25 0/0. C'est une vérification très nette de la loi de stratification, et le nombre des sujets observés exclut une intervention possible du hasard. Les paysans contiennent la plus faible proportion de dolichocéphales, 6 0/0, d'après nos calculs, 4 0/0 d'après ceux du docteur Collignon, et représentent un milieu non encore sélectionné. L'école communale avec 9 0/0, représente déjà une certaine sélection; elle renferme des élèves appartenant un peu à toutes les classes de la société, mais surtout à la classe laborieuse, qui s'est détachée de la terre pour aller

vivre à la ville. Les élèves de l'école normale d'instituteurs sortent d'un milieu analogue et présentent la même proportion d'indices entre 75 et 79, 9 0/0; mais ils ont été soumis à une sélection plus sévère, et la preuve c'est qu'on trouve chez eux bien plus de mésati-céphales, avec des indices de 80 à 85, que chez les paysans et les écoliers de l'école primaire; enfin l'enseignement secondaire, soit au Lycée, soit à Saint-Charles, se recrute dans les milieux plus sélectionnés encore de la bourgeoisie, de l'aristocratie, du fonctionnarisme. Et de fait, au point de vue social, ces groupes se hiérarchisent bien dans l'ordre indiqué par la répartition des indices. L'instituteur s'élève un peu au-dessus de la classe rurale ou ouvrière, dont il est issu; mais la classe bourgeoise, par sa richesse ou sa puissance, s'élève bien au-dessus de l'instituteur — dont elle a fait d'ailleurs l'instrument de sa politique.

La loi de stratification se vérifie aussi bien, si l'on compare les indices moyens de groupes appartenant à des professions ou à des catégories sociales bien différenciées, par exemple des paysans, des ouvriers, des employés de commerce, des notaires, des instituteurs, des médecins. Dix ouvriers de 20 ans m'ont donné à Saint-Brieuc : largeur du crâne, 160 millimètres; longueur, 190; indice, 84, 21. Dix laboureurs du même âge : largeur, 161; longueur, 188; indice, 85, 63. L'ouvrier est supérieur au paysan et par la longueur de son crâne et par sa moindre brachycéphalie. Dix fils d'instituteurs de 16 à 19 ans ont : largeur, 161; longueur, 185; indice, 87, 02, c'est-à-dire les dimensions et les indices de la classe rurale. Dix fils de notaires ont : 153, 185; indice, 82, 70; enfin, dix fils de médecins ont : 154, 189; indice, 81, 48. Ainsi, l'indice et les dimensions sur les enfants indiquent une hiérarchie du paysan à l'ouvrier, de l'ouvrier à l'instituteur, de celui-ci au notaire et au médecin. Ces deux dernières catégories représentent en fait une sélection économique ou intellectuelle, bien plus rigoureuse que celle qui s'exerce sur les premières. Le fils d'un ouvrier ou d'un paysan sans fortune a bien peu de chances de devenir médecin ou notaire, tandis que l'enseignement, surtout l'enseignement primaire, lui est d'un accès relativement facile : de là vient la forte proportion de brachycéphales dans le personnel de l'enseignement primaire. L'indice nous révèle aussi une supériorité du médecin sur le notaire : chez les fils de médecins, la longueur cranienne est plus forte et l'indice céphalique plus bas. On sait que pour être médecin, il faut plus d'études, d'aptitudes et de garanties que pour être notaire. Dans tous les cas cités, en un

mot, la hiérarchie sociale correspond inversement à la hiérarchie des indices.

Il n'est pas inutile de remarquer ici que L. Chalumeau (1), de Genève, a trouvé au point de vue de la taille exactement la même hiérarchie que celle que je signale ici au point de vue de l'indice céphalique.

Il convient aussi de remarquer que la moyenne des enfants de médecins et de notaires est inférieure à la moyenne de la France, 83,6 et à celle de la région, 83,7. Cela est également vrai de tous les groupes sélectionnés étudiés jusqu'à présent. Il est donc impossible d'attribuer la plus grande dolichocéphalie de ces groupes sélectionnés à un plus grand mélange de sang, comme le proposent Livi et Ripley (2). Le plus grand mélange de sang aboutirait à un indice voisin de l'indice moyen, 83,6, mais non à des indices plus bas de 80, 81 et 82, comme c'est le cas ici. Ces indices révèlent dans ces groupes une plus forte proportion d'éléments dolichocéphales.

Si maintenant nous comparons les dimensions du crâne chez les meilleurs élèves d'une classe et chez les moins bons, nous trouverons la vérification de la loi dite de Durand de Gros, ou loi des intellectuels. D'après cette loi, dans la catégorie des travailleurs intellectuels, les dimensions absolues du crâne et particulièrement la longueur, sont plus élevées. Dans toutes les classes de l'enseignement moderne, dans les classes de sciences, dans les trois années de l'école normale d'instituteurs, cela se vérifie sans une seule exception, comme le montre le tableau suivant qui compare les meilleurs élèves de chaque classe avec les moins bons.

D'un bout à l'autre du tableau, chez les bons élèves la longueur est uniformément plus forte que chez les médiocres, avec une légère tendance à la dolichocéphalie. Dans toutes les classes citées, une sélection s'opérerait donc en faveur des plus gros cerveaux, ou des crânes les plus dolichocéphales, sélection par conséquent tout à fait analogue à celle qui préside à la constitution des classes supérieures dans le corps social.

---

(1) Voir L. Chalumeau, *Influence de la taille humaine sur la formation des classes sociales*. Genève, 1896, pages 10 et 11.

(2) Voir C. Closson, *Ethnic stratification and displacement*, dans *Quarterly journal of Economics*, octobre 1896.

TABLEAU V. — *Dimensions absolues d'indices céphaliques de bons élèves et d'élèves médiocres dans les classes des sciences et dans l'enseignement moderne.*

ÉTABLISSEMENTS  et  CLASSES		INDICE CÉPHALIQUE ET DIMENSIONS DES MEILLEURS ÉLÈVES				INDICE CÉPHALIQUE ET DIMENSIONS DES ÉLÈVES MÉDIOCRES OU NULS.			
		Nombre de sujets	Largeur du crâne en millim.	Long- ueur en millim.	Indice cépha- lique	Nombre de sujets	Largeur en millim.	Long- ueur en millim.	Indice cépha- lique
Ecole nor- male d'instituteurs	3 <sup>e</sup> année .....	10	156,7	190,3	82,34	21	157,8	188,8	82,58
	2 <sup>e</sup> année .....	10	158,7	190,5	83,30	18	157,6	189,4	83,21
	1 <sup>re</sup> année .....	10	155,2	188,8	82,20	19	157,7	188,2	83,79
Ecole St-Charles, cours de marine.....		3	154,6	187,6	82,41	5	154,2	184,4	83,62
Lycée de St-Brieuc Enseignement moderne	Mathématiques .....	5	154,2	192,2	80,02	7	160,5	192,4	83,40
	Seconde moderne...	5	156,4	193,0	81,03	10	155,3	191,6	81,16
	Troisième moderne.	6	158,0	193,8	81,52	12	154,2	190,2	81,07
	Cours d'Angers .....	1	156,0	190,0	82,10	7	154,1	187,8	82,05
	Quatrième moderne.	3	158,6	189,6	83,65	21	155,1	186,5	83,16
	Cinquième moderne.	5	154,4	186,8	82,65	22	153,0	185,0	82,70
	Sixième moderne...	4	151,7	189,7	79,96	14	150,7	180,7	83,40
Ensemble.....		62	155,9	190,4	82,01	156	155,6	187,6	82,92

Dans l'enseignement classique, il semble en être tout différemment, et dans les classes de l'école Saint-Charles, mesurées par le Dr Aubry, et dans les classes du Lycée mesurées par moi. D'abord la population scolaire de l'enseignement classique semble plus brachycéphale que celle de l'enseignement moderne, on l'a vu par le tableau III et surtout par le tableau IV. Ensuite, tandis que dans l'enseignement moderne, ce sont les dolichocéphales qui paraissent le mieux réussir, ce sont les brachycéphales qui dans l'enseignement classique tiennent la tête de leur classe. Le tableau suivant le démontre bien.

TABLEAU VI. — *Dimensions céphaliques et indices d'élèves de l'enseignement classique*

ÉTABLISSEMENTS et CLASSES		INDICES & DIMENSIONS des meilleurs élèves				INDICES & DIMENSIONS des élèves médiocres ou mals.			
		Nombre de sujets	Largeur du crâne en millim.	Lon- gueur du crâne en millim.	Indice céphali- que	Nombre de sujets	Largeur en millim.	Lon- gueur en millim.	Indice céphali- que
École St-Charles.	Philosophie.	9	156,9	191,1	82,10	3	156,3	194,0	80,56
	Rhétorique.	11	156,5	185,4	84,41	9	152,3	184,6	82,50
	Seconde ...	8	155,0	183,2	84,60	12	155,1	186,1	83,34
Lycée de Saint-Brieuc.	Philosophie...	4	160,7	189,2	84,90	8	161,7	193,6	83,50
	Rhétorique ...	4	161,0	188,0	85,60	20	157,0	191,0	82,20
	Seconde.....	6	157,4	185,7	84,70	10	157,7	188,7	83,50
	Troisième ....	5	161,4	188,8	85,40	11	156,7	189,4	82,70
	Quatrième....	2	151,0	184,5	81,84	13	152,0	185,6	81,89
	Cinquième ...	3	154,0	187,0	82,35	15	151,0	184,0	81,52
	Sixième. ....	6	148,8	181,6	81,81	9	151,5	178,3	84,83
Ensemble...		58	156,27	186,45	83,81	110	155,13	187,53	82,72

Il résulte de ce tableau que dans l'ensemble, les brachycéphales réussissent mieux dans l'enseignement classique que leurs camarades dolichocéphales, ce qui prouve qu'ils ne sont pas nécessairement inintelligents. Il faut noter aussi que c'est dans les classes supérieures que la brachycéphalie des bons élèves est plus accentuée.

La plus grande brachycéphalie de l'enseignement classique, la dolichocéphalie relative de l'enseignement moderne, s'expliquent à Saint-Brieuc, par l'origine des sujets au point de vue géographique. Le classique se recrute surtout dans la région la plus brachycéphale du département, celle de Saint-Brieuc, Guingamp, Uzel, etc. Le moderne vient plutôt des régions dolichocéphales de Lannion, Tréguier,

Dinan. La brachycéphalie spéciale de ceux qui occupent les premières places dans leurs classes tient à la condition sociale de leurs parents. Ce sont, pour la plupart, des fils d'instituteurs, lesquels par le fait même de leur origine rurale sont généralement brachycéphales.

Cette première explication laisse néanmoins subsister le fait que les dolichocéphales vont de préférence à l'enseignement moderne et réussissent peu dans l'enseignement classique. Ce que nous savons, d'autre part, de la façon dont se comportent dans la vie brachycéphales et dolichocéphales, appelle peut-être ici d'autres considérations.

Il se pourrait fort bien que le brachycéphale fût attiré vers l'enseignement classique en vertu même de son organisation psychique, cérébrale et crânienne. « Le brachycéphale, nous dit M. G. de Lapouge (1), est l'homme de la tradition ; le progrès ne lui apparaît pas nécessaire ; il s'en méfie, il veut rester comme tout le monde ». La création de l'enseignement moderne a dû lui paraître un attentat contre la tradition, et il s'en méfie ; il veut rester comme tout le monde, du moins tout le monde au-dessus de lui, comme son châtelain et son curé qui, eux, ont fait du latin. Lui aussi en fera, se figurant que le diplôme de bachelier est le « Sésame, ouvre-toi » grâce auquel il entrera d'emblée dans la classe sociale supérieure. Ensuite, le brachycéphale, d'origine rurale, depuis de longues générations attaché à la terre et courbé sous le joug du dolichocéphale, semble plus capable de résignation. Très fier, d'ailleurs, de son initiation à une culture supérieure, il se soumet plus docilement à toutes les exigences scolaires ; nulle grammaire, nulle liste de mots ou de radicaux ne le rebutent ; généralement doué d'une heureuse mémoire, il entasse dans sa cervelle toutes les notions qu'on lui impose et devient le type idéal du fort en thème.

Mais les succès scolaires, surtout en latin et en grec, n'ont rien de définitif et n'impliquent pas le succès dans la vie réelle. Dès la philosophie même, tous les professeurs savent qu'il se produit des interversions remarquables dans le classement des élèves. Il est même rare que le premier de sa classe en rhétorique soit également le premier en philosophie. Quelques dolichocéphales bien doués, échappant à la sélection en quelque sorte régressive exercée par le grec et

---

(1) Voir de Lapouge, *Sélections sociales*, pages 17 et suivantes.

le latin, reprennent le dessus sur leurs camarades brachycéphales et donnent plus exactement la mesure de leurs aptitudes.

Dans la vie réelle la supériorité du dolichocéphale s'accroît davantage encore. Je crois que des mensurations nombreuses fourniraient la raison anthropologique de ce fait que le fort en thème est souvent un vaincu de la vie. Il cherche volontiers le fonctionnarisme, préférant une tranquillité assurée à la fortune problématique, mais il y reste généralement dans les derniers rangs. Le dolichocéphale, lui aussi, recherche le fonctionnarisme, — c'est le mal français, — mais il arrive plus vite et plus haut. Ou bien il se lance hardiment dans la lutte pour la vie, ne se fiant qu'à ses propres forces, et arrive aux situations tout à fait supérieures, politiques, commerciales, industrielles ou scientifiques.

Tandis que le brachycéphale fait merveille dans l'enseignement classique, comment se comporte le dolichocéphale ou dolichoïde ? En mettant de côté quelques sujets vraiment distingués qui réussissent dans le classique comme ils auraient réussi partout, la majorité a deux solutions : Ou bien elle reste à l'enseignement classique malgré elle et n'y fait rien qui vaille, ou bien elle passe à l'enseignement moderne. Le dolichocéphale se rebute plus vite devant l'aridité des grammaires ; il a entendu dire que ni grec ni latin ne servaient dans la vie, et il n'aime pas à perdre sa peine. Vaguement conscient de sa supériorité psychique ou sociale sur son camarade brachycéphale, il se comporte vis-à-vis de lui, comme le lièvre de la fable vis-à-vis de la tortue, va, vient, fait mille détours, chaque année se laisse battre par son concurrent plus lent, mais plus patient et plus acharné au travail. Mais les études terminées, dans la lutte réelle de la vie, le dolichocéphale reprend quand même le dessus.

Devant de telles constatations, et si des mensurations pratiquées dans tous les établissements d'enseignement secondaire établissaient qu'il existe là une sorte de loi, et non un cas simplement fortuit, on pourrait se demander si l'enseignement classique, imposé sans discernement à des cerveaux qui n'en ont que faire, ne laisse pas inutilisées et stériles des facultés précieuses. Les premiers sujets dans l'enseignement classique sont plus brachycéphales ou ont des dimensions crâniennes plus exigües : est-ce un simple hasard, ou bien y a-t-il là une sorte de sélection régressive, exercée par l'enseignement classique ? L'enseignement moderne, l'enseignement scientifique, auraient alors sur l'enseignement gréco-latin cette supériorité d'exercer une sélection progressive et de mettre en évidence les élé-



ments anthropologiquement supérieurs, et par leurs dimensions craniennes et par leur dolichocéphalie.

Je suis toutefois le premier à reconnaître tout ce que ces aperçus ont de provisoire, et toutes les exceptions que comporterait une loi générale même bien établie. Mon but, en les formulant, est bien plutôt de provoquer des recherches nouvelles que de lancer des affirmations imprudentes.

Je n'ai pas voulu dire non plus que seuls les brachycéphales réussissent dans l'enseignement classique. Je suis persuadé, au contraire, que le dolichocéphale y réussit, quand il le veut, avec plus de distinction. Il a plus de goût pour les questions d'ordre élevé et général, en littérature, en philosophie, en politique, que pour les détails de l'érudition grammaticale, philologique ou historique. Il doit y avoir plus de dolichocéphales, par exemple, parmi les agrégés de philosophie que parmi les agrégés de grammaire. Et si l'on voit plus souvent les premiers se lancer dans la vie active, dans la politique, ou s'élever plus haut dans leur milieu social, est-ce en vertu de leurs études spéciales qui se rattachent plus étroitement à toutes les questions vitales du temps présent, ou bien est-ce en vertu de l'esprit d'aventure, de la plus grande activité intellectuelle, du besoin de progrès et d'action qui caractérisent le dolichocéphale ? Et dans ce cas, l'anthropométrie ne serait-elle pas appelée à fournir les éléments d'une appréciation ?

Ma conclusion, pour la dernière partie de ce travail, c'est que je fais appel à la bonne volonté scientifique de tous ceux qui peuvent s'y intéresser, afin que, sur cette question, le plus grand nombre possible de faits soient recueillis et accumulés. Dans la première partie, j'ai simplement vérifié des lois de l'anthroposociologie, bien établies depuis les beaux travaux de G. de Lapouge, d'Ammon et de Collignon.

H. MUFFANG,

Professeur agrégé au Lycée de Saint-Brieuc.



# MOUVEMENT SOCIAL

## DANEMARCK

Le Danemarck de nos jours s'est rangé pour les traits essentiels de sa culture au côté des autres pays civilisés de l'Europe. Pour l'évolution pratique de la civilisation commune son rôle serait nécessairement très modeste, le royaume ne couvrant plus que 40.000 km. c. et le total de ses habitants ne dépassant pas celui de la seule ville de Paris. Mais réduit ainsi dans la politique à la modestie et à la résignation, ma patrie ne cède pas dans le monde des idées et par plusieurs côtés elle a su même devancer quelques autres nations plus puissantes. Pour le sociologue son évolution et son état actuel peut présenter plusieurs particularités très prononcées et très intéressantes ; je ne pense pas dire qu'elles soient toutes bonnes, toutes dignes d'envie et d'imitation, j'ose seulement espérer que quelques-unes entre elles, parmi tant de faiblesses, les causes de notre passé malheureux, seront trouvées précieuses, dignes d'avoir donné à mon pays plus de bonheur dans la politique extérieure.

Le royaume consiste dans une foule d'îles, d'une grandeur très variée, et dans une presqu'île, le Jutland, formant la plus grande moitié de tout. Le pays est partout plat, le Jutland un peu plus coupé que les îles, et le sol est fertile, quelques grandes landes du Jutland exceptées. Heureusement doué pour nourrir une population d'agriculteurs, il manque presque de toutes les conditions pour posséder une industrie. La situation à l'entrée de la mer Baltique, l'accès facile à l'océan présentent beaucoup de chances pour des négociants entreprenants. Aussi les Danois actuels forment-ils une nation presque exclusivement de paysans et de négociants. Mais la proportion de ces deux classes, leur nombre, leur importance, et leurs traits spéciaux, présentent des particularités remarquables qui ne s'expliquent que par le passé. Nous signalerons alors à grandes lignes les points de notre évolution qui pour une étude approfondie seront les plus essentiels.

Au commencement de son histoire, le Danemarck formait déjà un tout obéissant à un seul roi, dont le pouvoir et les fonctions ne différaient pas beaucoup de ceux des autres rois germains anciens. A côté de ce roi.

les chefs des grandes familles étaient très honorés; mais le peuple était libre, et personne ne se sentait sujet d'un autre. Situé sur une des grandes routes de commerce de l'antiquité, le peuple se trouvait de bonne heure tenté de naviguer sur les côtes les plus éloignées, expéditions qui deviendraient bientôt des expéditions colonisatrices et conquérantes, trop connues à l'historien comme les courses des Vikings. Il semblait alors que les Danois allaient devenir une grande nation négociante et colonisatrice. Mais dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle ces aspects s'évanouirent. Le pays était en lui-même trop petit et trop éloigné de ses colonies pour les maintenir, les colonies normandes s'affranchissaient ou formaient des éléments nouveaux et considérables dans les nations étrangères. Et le gain de la mère-patrie se transforma en une perte, dont les conséquences ont pesé sur toute son histoire suivante. La nation perdit ses forces colonisatrices, les pays wendes au midi de la mer Baltique n'avaient pas tenté les Vikings négociateurs, ils étaient maintenant à la portée des Allemands, et les Danois se trouvaient ainsi à tout jamais réduits à posséder un territoire sans aucune possibilité d'être agrandi et trop petit pour, dans des temps plus modernes, se défendre contre les invasions agressives des nations plus puissantes. Les quelques essais que ça et là tel ou tel roi faisait de subjuguier les côtes wendes devenaient sans conséquences, parce que les vaillants rois échouèrent dans leurs tentatives de mêler la colonisation à la conquête. Les Danois étaient devenus, après les courses des Vikings, des paysans, qui cultivèrent leurs terres sans éprouver aucune envie de commerce. L'île de Rugen, par exemple, qui obéit pendant deux siècles aux rois danois, et qui est éloignée de quelques lieues seulement de l'île danoise Laaland, garda sa population slave ou en recevait plutôt une colonisation allemande. Et au coin le plus méridional du royaume ancien, quelques contrées, jusqu'alors inhabitées, furent peuplées et labourées par les sujets allemands des rois danois les plus vaillants et non par les paysans danois.

Les grandes routes du commerce international s'altéraient aussi pendant la même époque, la Méditerranée devenant la grande voie pour l'Orient. A l'affaiblissement du peuple, suite de ses grandes expéditions, s'associa ainsi une transfiguration des relations internationales qui contribua de plus à ruiner ses habitudes de commerce. L'évolution sociale des Danois devenait par ces causes le plus parfait type d'une évolution nobiliaire; les grands paysans, formant le reste guerrier de la nation, se rangèrent autour du roi, acquirent de vastes possessions tant allodiales qu'en fiefs, et finirent par déposséder les rois de pres-

que tout leur pouvoir. Cependant les fiefs ne devenaient jamais héréditaires, et les vassaux restèrent devant le pouvoir central avant tout ses fonctionnaires; seulement ce pouvoir central, dont le roi resta le chef, fut contrôlé et exercé en pratique par les nobles. Les paysans gardèrent une liberté assez étendue; seulement ils perdirent leur signification politique et ça et là ils devinrent attachés à la glèbe ou à la suite de rébellions inefficaces se trouvèrent réduits à la tenance. Dans cette évolution sociale les villes ne comptaient pour rien. Les grandes villes hanséatiques commencèrent à partir du <sup>xiii</sup>e siècle à exploiter les richesses du pays et trouvaient la protection des rois, dont elles augmentaient les revenus. Mais pendant les troubles intérieurs, suites des luttes entre les rois et les nobles, ces villes, devenues plus riches, obtenaient par force des privilèges considérables qui ruinèrent les faibles germes d'un commerce indigène. Le rôle important que les villes des autres contrées ont joué, ici, en consolidant le pouvoir central du roi, là, en assurant les franchises politiques, toujours en favorisant la civilisation par l'accumulation des richesses et par le développement de l'esprit d'ordre, ce rôle a manqué dans notre évolution nationale. Dans nos villes on chercherait en vain ces magnifiques constructions, dont les riches négociants hanséatiques ont orné les leurs en si grand nombre.

A la suite des troubles de la Réforme le pouvoir central du roi s'agrandit beaucoup, l'administration de la plus grande partie du pays tombant dans ses mains, les nobles ne gardant que leurs privilèges économiques et honorifiques et le contrôle de certains points de la politique. Aux villes hanséatiques, ruinées par les grandes explorations, succédèrent les Hollandais dans la domination du commerce; seulement le commerce national était affranchi et agrandi, le commerce international nous resta étranger. Les richesses nationales étaient les bois, le blé et avant tout le bétail; et les privilèges des nobles, par exemple leur monopole d'élever le bétail, étaient non seulement une source de richesse, mais aussi le moyen d'assurer les qualités de cet article, qui le rendaient si recherché à l'étranger. La noblesse se transforma alors en un hybride d'une classe noble, politiquement privilégiée et d'une classe de grands bourgeois monopoleurs. Cette noblesse demeura longtemps digne de son nom; elle était très lettrée, le seul nom de Tycho-Brahé en témoigne assez, et la culture de la renaissance vint adoucir les mœurs et embellir la vie. Mais c'était surtout par son côté littéraire que cette culture attira ces nobles, son côté pratique et positif n'y pouvait compter pour grand chose parce qu'il ne ré-

pondit aux conditions de ce pays agriculteur. Bientôt les nobles se ruinaient, en partie par le luxe et les débauches, qu'ils apprenaient dans leurs voyages en Italie, en France et en Espagne, en partie par leurs grandes constructions, vrais châteaux à la campagne et par la grande dépréciation de l'argent dans les années suivantes.

À côté de ces nobles les paysans ne jouaient aucun rôle. Mais les citoyens des petites villes commencèrent à acquérir quelque importance. Non seulement la Réforme avait conquis leurs rangs avec le nouveau clergé, maintenant sans pouvoir politique, mais possédant une grande influence morale et sociale. Les curés étaient d'un côté les sapeurs de la bourgeoisie, s'affranchissant de la suprématie de la noblesse, de l'autre côté les préparateurs du pouvoir absolu du roi comme conséquence des dogmes religieux. Mais en outre les petits bourgeois, insignifiants par leur commerce, devenaient plus importants, un grand nombre de petites fonctions administratives leur étant dévolu, les rendant à la fois plus conscients de leur dignité vis-à-vis les nobles et plus dépendants du roi.

Le cours ordinaire des choses et l'influence des idées d'Europe aurait tôt ou tard achevé la chute de la noblesse, mais cet événement fut hâté par quelques guerres désastreuses qui dévastèrent le pays et augmentèrent l'opposition contre les privilégiés qui s'étaient démontrés incapables de défendre le royaume. La dernière de ces guerres nous priva de la moitié orientale de notre territoire, qui fut cédée à la Suède et désormais la position politique du Danemarck a été très faible et très exposée. La suite immédiate à l'intérieur de cette guerre devint l'établissement d'un absolutisme royal le plus complet de l'Europe. Le clergé et la bourgeoisie s'étaient alliés au roi et forcèrent la noblesse à accepter l'ordre nouveau. En perdant ses privilèges la noblesse s'appauvrit, elle ne devint pas l'ornement de la cour comme en France, et ne fournit pas les fonctionnaires au prince comme en Allemagne. Elle disparut, et dans un siècle beaucoup de familles nobles se perdirent dans la classe des paysans. La cour se formait des grands officiers de la couronne, qui se recrutèrent ou parmi les étrangers, en grand nombre immigrants tentés par les chances d'une grande carrière, ou parmi les bourgeois eux-mêmes, qui développèrent les germes déjà existants d'une bureaucratie très prononcée. Ce trait original d'une bourgeoisie essentiellement employée dans l'administration fut à la fois la conséquence du passé et la source de l'avenir.

Les idées et les aspirations de cette royauté bourgeoise présentaient un mélange très curieux. Les rois ne trouvant aucune opposition se

croyaient les pères de leurs peuples; ils prétendirent tout faire, mais ils avaient l'orgueil de procurer le bonheur et la prospérité à leur peuple. Ce caractère doux et bienveillant du pouvoir s'harmonisa assez bien avec les tendances de l'esprit national. Mais les habitudes paisibles et un peu inactives des Danois devenaient par là encore plus prononcées. Le manque de capital et la misère paralysèrent les initiatives et maintenant, en dehors de l'administration, tout à peu près s'endormit. Le gouvernement, cela s'entend aisément, ne pouvait pas remplacer l'initiative privée; l'organisation, l'administration, la surveillance et l'innovation de la vie nationale est une tâche qui dépassera toujours les forces du gouvernement le plus bienveillant et le plus instruit. On imita les mesures du gouvernement français, en s'efforçant de créer une industrie nationale; mais ces tentatives échouèrent, parce que le pays ne possédait pas les produits bruts nécessaires. Aussi il n'y avait aucun marché, à l'étranger les produits danois étaient d'une qualité trop inférieure, à l'intérieur les habitants étaient trop pauvres. Les paysans n'achetaient guère que du sel, du tabac, de l'eau-de-vie et du fer en matière, et cela ne suffit pas pour créer un commerce quelque peu important. Les villes ne pouvaient que vivre très modestement par ce commerce d'échange avec les campagnes, sans grande crises, mais aussi sans aucunes chances. Loin de la capitale, occupés seulement de leurs intérêts, les habitants s'accoutumèrent à mener une vie tranquille et sans aspirations. L'administration de leurs villes n'intéressait que peu les habitants eux-mêmes, et les tentatives de les attirer au gouvernement échouèrent. Partout s'organisa alors une administration par des magistrats royaux. Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle les influences désastreuses des guerres du siècle précédent commencèrent à être surmontées; la population des villes, décimée par les désastres, s'accrut, et un commerce plus florissant se développa comme suite de l'élan considérable, que prenait la capitale.

La capitale dépassait depuis longtemps les autres villes, en partie par sa position heureuse, mais essentiellement par sa qualité de résidence. Là se trouvaient toutes les grandes institutions du royaume, l'armée et la marine y avaient leurs dépôts, et la vie des habitants en dépendait non seulement parce qu'elles procuraient la subsistance, mais aussi parce qu'elles formaient leur esprit, l'orgueil du citoyen ne visant à devenir riche et indépendant, mais à se mêler aux personnes qualifiées et à l'emporter sur le voisin dans la course aux préséances. Quand, vers le milieu du siècle dernier, on vint à fonder de grandes

compagnies de commerce, elles logèrent leurs comptoirs dans la capitale et s'administrèrent étroitement liées au gouvernement.

A ces vertus et à ces défaillances du régime absolu s'associa encore la conscience nationale qui, pendant les revers du Moyen-Age, avait perdu tout son caractère agressif. Les guerres des <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, victorieuses ou désastreuses, avaient passé toutes sur la tête du peuple; il ne s'était enflammé qu'une seule fois, quand les Suédois, en 1658, occupèrent presque tout le pays, menacèrent la capitale et visèrent à subjuguier tout le royaume. Sans la moindre envie d'entreprises agressives, la nation montra une grande ténacité dans la défense, et de là elle tira ses mémoires, là elle chercha ses héros. Ainsi se formèrent les idées nationales, les vertus familiales au centre, fidélité, compassion, véracité, loyauté. Les qualités brillantes, on ne les estimait guère, plutôt on se sentait disposé à les regarder avec quelque ironie. Le revers de ces vertus fut l'animosité qu'on éprouvait facilement contre tous ceux qui sortirent des rangs habituels.

Cette bourgeoisie administrative, s'illustrant plutôt par son habileté solide que par ses hautes aspirations, portait aussi en elle une culture assez fine et instruite. L'université de Copenhague était essentiellement une école pour la formation des fonctionnaires futurs de l'Etat, mais elle compta de bonne heure plusieurs noms illustres, et, à côté d'elle, on s'orientait assez dans les courants d'idées de l'Europe. Plusieurs des hauts fonctionnaires, des ministres et des favoris du roi étant étrangers, ils aidèrent à imprimer à cette culture un caractère cosmopolite, qui regardait les choses moins sous leur aspect national que dans leur valeur idéale et morale un peu abstraite. Mais une fois forcée, par les circonstances, de viser à la situation concrète du peuple, elle aida à en faciliter l'évolution dans un sens éclairé et humain, que nul peuple n'a égalé ou surpassé. Cela se démontra surtout dans les réformes que le gouvernement allait exécuter au regard de la paysannerie.

Les conditions des paysans étaient nécessairement de la plus haute importance dans ce royaume agriculteur. La politique fiscale des rois absolus débuta par obliger les grands propriétaires à garantir le paiement des impôts des paysans, mesure qui ruina tellement cette classe que la valeur de leurs terres devenait presque nulle. Beaucoup de champs cessèrent d'être labourés. Mais le gouvernement chercha à remédier à cet état en investissant les propriétaires d'un grand pouvoir sur les paysans. La situation de ceux-ci aboutit ainsi, vers le milieu du siècle dernier, à un servage assez dur. Aux paysans incombait la cons-

cription; ils étaient accablés par les corvées, les champarts et une multitude d'autres impôts; ils devenaient, en outre, attachés à la glèbe. Aussi ils possédèrent encore leur terres en commun, ce qui gênait beaucoup le labourage. Une misère générale accabla la classe entière, et les autres en sentirent le contre-coup. Mais la civilisation susdite, si humaine, si éclairée, acheva une œuvre de réforme dont nous, Danois, osons nous vanter. Ce que Turgot essaya en France, ce que les Anglais ont essayé en Irlande de nos jours, fut exécuté, chez nous, sur la plus grande échelle et avec le plus grand succès.

Après plusieurs tentatives de quelques grands propriétaires et de membres de la maison royale, le gouvernement établit, en 1786, une grande commission des dignitaires et hauts fonctionnaires, et, dans les vingt ans qui suivirent, elle réussit à abolir le servage, à régulariser les champarts et presque à faire disparaître les corvées. Elle répartit les terres en possessions individuelles, et institua une instruction générale et primaire qui éleva le niveau intellectuel de la paysannerie. L'activité réformatrice ne prit fin qu'avec les événements néfastes qui nous impliquèrent dans la politique de Napoléon et amenèrent la perte de notre marine, et l'anéantissement, par les Anglais, de notre commerce, qui venait de se consolider et de prospérer. A la fin des guerres de Napoléon, l'État se trouvait encore une fois tellement apauvri, que les créanciers de ma patrie ne reçurent qu'un demi pour cent (1). Aussi la Norvège, depuis plus de quatre siècles liée au royaume, fut-elle cédée à la Suède, et ce démembrement eut-il des conséquences néfastes, l'élément allemand de la population devenant désormais plus important par rapport à l'élément danois, les duchés allemands, Holstein et Lauenbourg, imprimant un caractère mixte au royaume quant à la nationalité.

Ce fut la source de longs et répétés conflits avec les grandes puissances d'Allemagne, et ils finirent, en 1864, par un démembrement nouveau, les duchés susdits avec le duché danois du Slesvig, furent conquis par la Prusse et l'Autriche. Mais de nous arrêter à ces événements, pour nous si pénibles, nous conduirait hors de notre sujet. Nous

---

(1) Il faut remarquer que cette banqueroute ne touchait les possesseurs de rentes sur l'État que très passagèrement. C'étaient les possesseurs des billets qui devaient porter la perte, la banque étant alors une institution de l'État. La banque fut, dans la suite, organisée comme une entreprise privée privilégiée et contrôlée par l'État.



les avons mentionnés seulement ici, parce qu'ils ont nourri les tendances, que notre caractère national avait prises par le passé, et ne nous ont pas permis d'entrer dans un nouveau cercle d'idées morales.

Nous retournons à notre sujet propre. Les désastres de 1814 avaient de nouveau frustré les négociants de toute importance politique et sociale. La bourgeoisie devait toujours chercher, comme autrefois, son élite dans les fonctionnaires de l'État, et cette bourgeoisie bureaucratique devait encore une fois se charger de l'œuvre de la civilisation et du progrès. Elle s'en tira admirablement. Pendant quelques années tous étaient occupés à regagner en partie la prospérité des lustres derniers, et trois buts se montrèrent bientôt comme les plus essentiels à atteindre. Le contrôle de l'administration financière devenait de la plus haute importance pour ces citoyens pauvres, mais aussi on se sentit gêné par les restrictions sans nombre que les métiers divers trouvaient dans les privilèges des corporations et la surveillance détaillée du gouvernement; et les négociants comprenaient que leur avenir dépendrait du perfectionnement des articles que le pays produisait pour l'exportation : le blé, le bétail et le beurre. Le gouvernement se montra désireux de prévenir ces besoins, mais jaloux de garder intact son pouvoir absolu, et pressé par sa situation financière misérable, il ne pouvait trouver les mesures vraies et décisives. Le désir de borner et de contrôler le pouvoir absolu s'accrut alors rapidement en se généralisant; et les fonctionnaires de l'État de toute sorte, excepté seulement ceux des plus hauts bureaux, devenaient les avocats de ce mouvement libéral. Les questions nationales venaient à compliquer la situation; le roi, sentant les difficultés de la nature mixte de la population quant à la nationalité, s'opposa aux vœux d'une constitution parlementaire, il ne croyait pouvoir aller plus loin qu'à la régularisation du budget et à une nouvelle organisation des villes et des communes. Cette dernière organisation fut modelée dans un esprit très libéral, la décentralisation étant très prononcée.

Longtemps les paysans hésitèrent à s'associer au mouvement libéral; ils désiraient le renouvellement des réformes rurales et se confiaient encore en le roi père, qui avait pris l'initiative en 1786. Mais le gouvernement était tellement embarrassé de ses autres difficultés, qu'il manquait à son propre passé, et les paysans s'allièrent alors aux bourgeois. Le mouvement aboutit, en 1848, à une constitution très libérale et égalitaire, œuvre animée du même esprit qui avait présidé aux réformes du dernier siècle,

Les paysans se trouvant une fois dotés du suffrage ont pris désormais leurs affaires dans leurs propres mains. Aussi le parlement danois est venu à donner le spectacle unique d'une assemblée, pour la plus grande partie, composée de paysans. Dans la suite, les grands propriétaires et la bureaucratie, se sentant menacés dans leur prédominance, ont essayé de restreindre cette influence de la paysannerie. De grands conflits constitutionnels en ont été la conséquence; mais les paysans défendent leur position avec beaucoup d'intelligence, et ils ont tellement su perfectionner la culture de leurs terres qu'ils représentent la prospérité de la nation entière.

La démocratie l'a emporté dans plusieurs États de l'Europe, en tant que le suffrage universel a été reconnu. Mais, en Danemark, la démocratie a pénétré jusque dans les mœurs. Il n'y existe plus de classes, mais seulement des métiers un peu opposés dans leurs intérêts politiques. Dans la société on se mêle sans être gêné, n'y regardant que la politesse de l'individu. La littérature poétique de la nation est à la portée de tous, l'histoire trouve beaucoup de lecteurs, et les paysans alimentent en grand nombre les rangs des étudiants. A ce phénomène a surtout contribué l'établissement d'une foule d'écoles libres pour les jeunes gens des deux sexes. Le but de ces écoles n'est pas de préparer pour un examen, mais seulement d'éveiller l'intérêt de leurs élèves, de leur donner l'amour du savoir et la vénération de leur nationalité. A l'exemple du Danemark, des établissements analogues ont été fondés en Norvège, en Suède et en Finlande. A côté de ces écoles libres et d'un caractère humain, on trouve aussi des écoles avec le but spécial d'initier les cultivateurs à la méthode scientifique. La grande école centrale pour la culture des terres est visitée par un grand nombre de paysans, et une alliance étroite se trouve ainsi formée entre la science et la pratique, qui a permis aux paysans, en cinquante ans, non seulement de perfectionner le labourage, mais encore de suivre les mouvements du marché international et de pourvoir à ses conjonctures en passant de la culture du blé à l'élevage du bétail et, dernièrement, à la production du beurre.

L'Angleterre, devenue ouverte pour l'importation de blé, présente un marché admirable pour les Danois. En quelques années nos paysans perfectionnèrent tellement leurs produits que ceux-ci furent les plus recherchés. En vingt ans, le Danemark exporta de grandes quantités de cette marchandise, mais, à partir de 1870, la concurrence de l'Amérique devenant trop grande, on chercha à trouver un nouvel article dans le bétail. Après dix ans de durée de ce commerce, les

paysans se virent de nouveau dans la nécessité de changer. Depuis le commencement de la huitième période décennale de ce siècle, le beurre et la chair de porc sont les articles les plus considérables de l'exportation. Si grand a été le changement, que l'exportation de blé s'est transformée en une importation assez considérable. L'exportation totale des produits de notre agriculture monta, en 1829, à une valeur d'environ 20 millions de couronnes (1), et alors nous possédions les trois duchés; en 1889, cette même exportation représentait environ 94 millions de couronnes (le royaume sans les duchés). C'est un accroissement dans la raison de 10 à 100. En moyenne, la valeur annuelle de l'exportation a été, de 1889 à 1893, de 139,5 millions de couronnes; le beurre y comptait pour 63 millions et la chair de porc pour 27 millions; le bétail compte encore pour 33 millions, les œufs pour 6 millions. L'importation a été de 120 millions de couronnes, le blé y figurant pour 49,3 millions.

La superficie du Danemark contient 3,8 millions d'hectares qui sont pour la plus grande partie labourés.

Terre arable . . . , . . . .	2,860,000
Bois . . . . .	227,000
Marais . . . . .	120,000
Landes . . . . , . . . .	406,000
Sable. . . . .	40,000

L'effort pour labourer et planter les landes augmente chaque année l'aire cultivée, et l'État encourage les communes à avancer dans cette voie. La plupart des paysans possèdent leurs terres en propre, et le nombre des grands possesseurs va diminuant. Les tendances de la législation vont vers l'encouragement d'une égale répartition des terres, afin de favoriser le labourage plus intensif. L'idéal sera la répartition entre une foule de petits fermiers. L'organisation actuelle de notre agriculture justifie ces tendances. Pour suffire aux exigences du marché d'une manière régulière et parfaite, les paysans se sont organisés en grandes compagnies. De grandes laiteries et boucheries communes ont remplacé les producteurs individuels, et le but le plus important devint alors d'assurer chez ces établissements des produits bruts on ne peut plus perfectionnés.

Les villes aussi ont gagné plus d'importance. Le commerce a grandi

---

(1) 1 franc = 0,72 couronne.

par l'exportation des produits d'agriculture et les paysans, devenus plus riches, procurent un marché plus lucratif aux importateurs. En moyenne, le roulement de 1889 à 1898 a été annuellement de 554 millions de couronnes. La capitale, si heureusement située à l'entrée de la mer Baltique, a su s'emparer d'un trafic de commission et de roulage. Les murailles renferment environ un cinquième de la population entière du royaume; mais les autres villes se sont affranchies quant à leurs connexions commerciales avec l'étranger. En 1857, on a aboli tous les privilèges et toutes les restrictions anciennes des métiers, en y substituant la liberté de métier la plus étendue. L'administration, décentralisée, des villes et communes rurales a permis aux habitants de tirer toutes les conséquences de cette liberté.

L'invasion des campagnards dans les villes est un fait accompagnant tout développement commercial et industriel. Aussi le surcroît de la population se réfugie chez nous dans les villes, comme on peut le voir dans ce tableau :

	En 1840		En 1890
La population de Copenhague qui était de	123.123	est maintenant de	375.719 âmes.
— des autres villes —	183.689	—	362.431 —
— de la campagne —	1.022.253	—	1.434.230 —
Le total. . . . .	1.289.075	—	2.172.380 —

On voit que la capitale a tiré à elle la plus grande partie de cette invasion.

Une industrie nationale va naître dans cette évolution rapide et riche. Le textile et le sucre, autrefois les seules branches industrielles, ont été développés et suffisent presque aux besoins du marché intérieur. Pour l'exportation nous fabriquons de la bière, de la farine et quelques articles de bois et de pierre. Mais encore l'industrie nationale ne peut supporter la concurrence de celle de l'étranger, et il est peu vraisemblable qu'elle y arrive, son marché étant si étroit.

La classe ouvrière va croissant, et elle s'est organisée selon les principes socialistes. Son modèle a été la démocratie sociale de l'Allemagne, mais elle ne suit guère ses inspirations. Elle poursuit plutôt les buts pratiques et immédiats que les buts lointains et abstraits, et l'esprit de la révolte lui est assez étranger. Dans le conflit constitutionnel et les combats politiques, elle s'est associée à la grande partie démocratique des paysans, et personne n'est terrifié par la crainte du spectre rouge. L'alliance politique entre ces deux éléments a donné

naissance à deux institutions originales et importantes. Les étudiants de l'Université ont fondé, il y a quinze ans, des cours gratuits et libres, où ils donnent pendant l'hiver tous les soirs des leçons élémentaires et avancées aux ouvriers. Ces cours sont très fréquentés. A la même époque de jeunes juristes fondèrent un Institut, où les pauvres peuvent trouver toute sorte d'assistance juridique gratuitement.

L'administration de la justice persévère encore dans les formes émanées du pouvoir absolu. Le système du jury, originaire de notre pays et de là implanté dans les mœurs de l'Angleterre, ne se trouve plus chez nous. Dans les désordres du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle il ne suffit plus, les jurés étant à la merci des grands, et il fut alors supplanté par la juridiction royale. Cette organisation se perfectionna sous les rois absolus, les juges de première instance cumulant aussi les fonctions du prévôt royal et du préfet de police, ce qui s'est perpétué jusqu'à nos jours. Deux cours supérieures, l'un pour les îles siégeant à Copenhague dont elle est aussi l'instance primaire, l'autre pour le Jutland avec siège dans la capitale ancienne de cette province, se composent de juges sans fonctions administratives et très indépendants. La cour suprême, qui fonctionne aussi comme cour de cassation, est organisée également sans dépendance vis-à-vis du pouvoir administratif. Pendant le régime absolu le roi était en personne le président de cette cour, mais cela devint bientôt une pure formalité, précisément parce que le gouvernement désirait éviter jusqu'à l'apparence d'une intervention dans la justice. Maintenant cette formalité a disparu. Dans la constitution la révision de l'organisation de la justice et l'introduction du système du jury ont été promises. Mais les efforts pour réaliser ces promesses n'ont été que trop faibles, et on ne trouve chez aucun des grands partis politiques une confiance bien marquée en la valeur du système de jury.

Les mœurs sont chez nous, comme je l'ai déjà dit, douces et faciles. Chez le sociologue l'intérêt pour ce côté de la vie nationale se concentre sur l'institution de la famille. Le type en est essentiellement germanique; elle ne possède ni les traits français d'une origine romaine très prononcée, ni les traits anglais si profondément imprégnés de l'esprit féodal. Les différences, qui distinguent la famille danoise du type germanique, sont trop superficielles pour être analysées ici, mais nous recommandons une étude approfondie de ces particularités au savant, il ne perdra pas son temps. Le type germanique peut être défini comme la famille organisée en vue des parents,

et non des enfants; le type romain — français se connaît par la subordination des parents sous l'idée de la famille, de la sainteté du sang; le type anglais s'accuse par la prédominance des intérêts de la maison. Du type germanique la famille danoise se distingue par la plus grande égalité entre les deux parents, une différence qu'on peut signaler dans de petites nuances du droit, et qui a son origine dans la plus haute antiquité. L'homme voit dans sa femme plus sa compagne que l'intendante affidée de sa maison. Mais nous ne pouvons pas entrer dans ces détails. Les anciennes formes du mariage se sont maintenues avec plus de tenacité et de pureté chez nous que chez nos voisins méridionaux; ce fut seulement vers la fin du siècle dernier, que les fiançailles avec force de mariage disparurent. Le mariage, conformément aux principes protestants, est regardé comme acte civil; mais pour régulariser et enregistrer l'union conclue, le gouvernement a ici comme en d'autres pays recouru à la consécration dans l'Eglise, ce qui forme encore aujourd'hui la règle. Le mariage civil, qui n'est permis que sous certaines restrictions, est, selon l'esprit de la loi, moins estimé. La séparation n'est pas très difficile, non plus que le divorce, mais on n'en use pas beaucoup.

Si avec ces quelques remarques j'ai réussi à intéresser quelqu'un à ma petite patrie, je serai heureux. Notre histoire a été étudiée et éclairée par une série de savants éminents, et le sociologue trouvera aisément dans leurs travaux les matériaux qui peuvent lui être nécessaires.

C. N. STARCKE,

Privat-Docent à l'Université de Copenhague.

Membre de l'Institut International de Sociologie.

---

## REVUE DES LIVRES

CYRILLE VAN OVERBERGH. *Les caractères généraux du socialisme scientifique d'après le Manifeste communiste*. Louvain, 1897, 1 vol. in-8° de 110 pages.

« Nous avons étudié jusqu'ici, déclare en débutant M. Van Overbergh, par allusion à des conférences antérieures faites par lui à l'Institut de philosophie de l'Université de Louvain, les précurseurs du socialisme scientifique. Lentement sont éclos sous nos yeux les germes de la sociologie nouvelle. » Pourquoi faut-il que, dès son entrée en matière, l'auteur provoque ainsi notre étonnement par une sorte de confusion, peut-être involontaire d'ailleurs, entre le socialisme scientifique ou non et la sociologie surtout moderne qui n'entend, pour le moment, être qu'une pure science, qui est très pénétrée d'ailleurs de ses lacunes, qui recueille fiévreusement aujourd'hui et coordonne les informations, pouvant en faire le panorama et en quelque sorte le cinématographe de la société humaine jusqu'à l'heure actuelle, et qui ne songe guère encore à élaborer sa partie artistique, à envisager les applications, à prescrire des ordonnances, comme peuvent faire des socialistes méthodiques ou fantaisistes? Point n'est nécessaire, d'ailleurs, d'insister longuement sur ce grief de détail et de forme devant les mérites réels de l'entreprise et de son exécution.

Si les noms de Karl Marx, de son collaborateur Frédéric Engels et de leurs principaux disciples jouissent maintenant d'une imposante notoriété, il s'en faut, au moins en France, peut-être même en Belgique ou ailleurs, que beaucoup de ceux qui adorent en eux les détenteurs des clés d'une sorte de paradis terrestre soient renseignés sur leur point de vue exact au regard, par exemple, du socialisme réactionnaire, du socialisme conservateur et du communisme critico-économique ou se soient assez bien rendus compte de la structure intime de leur corps de doctrine, pour que son ossature apparaisse clairement à leurs yeux de puis ses fondations jusqu'au sommet.

Or, c'est à cette œuvre de divulgation vraiment utile — utile aux zéloteurs comme aux adversaires — que M. Van Overberghs s'est employé, et, pour éviter toute méprise dans la restitution du système marxiste, il s'est attaché à l'analyse, à la dissection, au démontage du célèbre *Manifeste communiste* auquel les deux amis avaient, vers 1847, travaillé en commun sur l'invitation du Congrès international de la Ligue des Communistes — sauf, là où la pensée de ces futurs chefs d'école pour-

rait être obscure ou contestable, à l'avoir éclaircie ou précisée à l'aide des travaux publiés ultérieurement par eux-mêmes ou leurs successeurs.

Grâce au scalpel de l'écrivain belge, nous assistons à la genèse, pour ainsi dire, du marxisme, dont le matérialisme historique constitue le premier caractère, tandis que l'évolution et la lutte des classes continuent et achèvent de le caractériser. On ne perd pas son temps à le suivre à travers les nombreuses divisions de cette substantielle brochure quand, à propos du premier caractère, il déroule la théorie générale du matérialisme économique et se livre à l'application de cette théorie à la famille et à la religion; quand, à propos de l'évolution, il nous promène, le fil conducteur du *Manifeste* toujours à la main, à travers les divers changements dans les modes de production, ces fondements sociaux, en nous faisant passer du métier à la manufacture, de la manufacture à la grande industrie, à l'usine; quand, à propos du troisième caractère, il arrête d'abord notre attention sur la lutte des classes dans le passé en envisageant tour à tour la période antérieure à la lutte des classes et la période de la lutte des classes, et, ensuite, sur la lutte des classes dans le présent en faisant défiler devant nous la bourgeoisie, le prolétariat et les classes moyennes; le tout bien entendu pour arriver avec ses modèles, après une crise de surproduction suprême, à la révolution violente, à l'avènement du prolétariat s'organisant en classe régnante, à la centralisation de tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, à l'évanouissement du capital appartenant à tous, à la disparition de la plus-value, chacun jouissant du produit intégral de son travail, charges sociales déduites, à la suppression enfin des classes et des antagonismes de classes, l'ancienne société bourgeoise étant remplacée par une association « où le libre développement de chacun est la condition du libre développement pour tous. »

Tout cet édifice, assurément peu banal, qui atteste le talent incontestable des architectes et dont le couronnement donne, par la vision de l'apaisement de tous les conflits, comme l'impression d'une apothéose, repose sur une donnée fondamentale passablement hasardeuse. Car ce qu'on a appelé le matérialisme historique, qui (si l'on veut nous permettre de changer notre comparaison) sert de source à tout le courant marxiste, paraît revenir à cette idée que *les conditions matérielles de la vie, les rapports de la production et de la propriété* sont les seuls générateurs de nos concepts, de notre droit, de notre morale, de notre volonté et exercent une influence déterminante, exclusive sur l'évolution sociale dans toutes les directions; qu'il y a à leur demander l'explication de tout et que c'est de ce côté que la thérapeutique sociale doit chercher ses inspirations.

Mais c'est là une vue qui, tout en contenant une grosse part de vérité,



semble pécher par étroitesse. Tous les phénomènes dont la société est le théâtre ne sont pas d'ordre purement économique. Autant dire que l'homme n'est que matière. Que les questions économiques jouent un rôle majeur dans l'organisation sociale et pèsent d'un poids prépondérant sur le déroulement de l'histoire, cela paraît certain; encore ne faut-il pas exagérer leur portée. Oui, sans doute, *vivre* est l'aspiration universelle et obsédante. Aussi, comme le veut le dicton populaire, un ventre affamé n'a pas d'oreille et subordonnerait, le cas échéant, tout à la satisfaction qu'il réclame. Mais cette satisfaction reçue ou entrevue, la nature complexe de l'homme rentre en scène et reprend ses droits. Et une fois recouvrée sa liberté d'esprit, qui ne l'a peut-être même jamais abandonné complètement par suite de l'interdépendance des êtres humains, son côté moral et intellectuel prévaut simultanément avec son côté physique, pour régler tout suivant ses tendances et exigences multiples, plus ou moins harmonieusement fondues. Même des satisfactions partielles et restreintes du corps laissent jouer les autres facultés; l'idée de la Providence et d'une soigneuse comptabilité divine peut parfaitement faire passer sur des privations et misères matérielles et les compositions ont été constantes à travers les siècles, y compris le nôtre, où le moins fortuné des citoyens peut se targuer de marcher de pair, par ses droits effectifs et par sa vocation, avec le plus opulent et le mieux renté d'entre eux.

Toutefois, il ne nous convient pas, dans le cadre d'un compte-rendu, d'accumuler les objections à l'encontre de l'une ou l'autre ou des diverses parties de la thèse exposée par M. Van Overbergh, et, en cela, nous imiterons la réserve de notre auteur lui-même, qui semble s'être donné uniquement, pour cette fois au moins, la mission d'un fidèle et scrupuleux rapporteur. Il y a là chez lui un parti-pris évident, destiné à sauvegarder son impartialité et à rendre le tableau, qu'il trace, aussi objectif que possible. Cet honorable souci, digne d'un vrai maître, semble être poussé si loin que parfois le lecteur se demande si le marxisme ne vient pas de mettre la main sur un de ses interprètes les plus lucides et les plus convaincus; et c'est tout au plus si de loin en loin, à travers une impassibilité voulue, on aperçoit plus qu'une restriction mentale, comme dans ce passage de la page 64 : « Si l'on se souvient qu'aux yeux des matérialistes historiques, à chacune des formes de production correspond toute une forme de superstructure civilisatrice, familiale, religieuse, philosophique, il apparaîtra que tout ce que nous considérons comme des principes fixes : religion, famille, propriété, ne sont aux yeux du socialisme scientifique que des formes transitoires, variables d'un temps à un autre, d'une civilisation à une autre, d'une économie à l'autre, se succédant dans un ordre rigoureux de développement organique. »

L'opuscule de M. Van Overbergh peut donc rendre de réels services et

épargner bien du temps à ceux qui songeraient à s'y reporter, pour avoir éprouvé le besoin d'approfondir et même de percer à jour une doctrine à la mode, appelée peut-être toutefois à des destinées aussi éphémères que celles que ses fondateurs attribuent à toutes choses de ce monde. Il est écrit dans un style sobre, exempt de déclamation, où nous avons relevé néanmoins à propos, par exemple, de l'emploi des verbes informer, perdurer, perturber, des hardiesses ou des familiarités montrant à quel point la même langue, parlée dans des contrées distinctes, est sujette à des entreprises et à des traitements également différents. Quand après avoir parcouru le petit volume, où brillent des qualités de méthode et de précision, nous avons constaté ensuite, avec la couverture, que le publiciste belge, qui a enseigné à Louvain, est aujourd'hui directeur de l'enseignement supérieur dans son pays, nous en avons — la question des opinions personnelles mise à part — félicité la chose publique de nos voisins. Selon nous, en effet, et contrairement à un sentiment trop régnant, il y a de grandes chances pour que les meilleurs administrateurs se recrutent encore dans les rangs des véritables savants. Il n'y a à pouvoir donner à l'administration une impulsion avisée, régulière, constante que ceux qui puisent dans leur intelligence, leurs méditations, leurs connaissances, des règles de discernement et d'action persévérante.

Quoiqu'il en soit, étant donné le bien que nous pensons de la publication présente, se référant seulement aux *caractères généraux* du socialisme scientifique, nous ne pouvons qu'enregistrer avec plaisir la promesse faite sur la fin par l'auteur, d'en livrer prochainement aussi à l'impression les caractères *spéciaux*, car tout doit nous faire espérer que les pages nouvelles seront, comme les pages actuelles, marquées au coin d'une indépendance et d'un libéralisme de bon aloi, dans lequel le socialisme avec ou sans épithète trouve encore ses plus redoutables contradicteurs.

EMILE WORMS.

---

ANTONIO LABRIOLA. — *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, avec une préface de G. Sorel. — Paris, 1897, in-8.

Cet ouvrage se divise en plusieurs fragments, dont le plus intéressant, bien qu'on l'ait rejeté en appendice, est une réimpression du « Manifeste du parti communiste ». Publié en février 1848 par Marx et Engels, celui-ci contient en germe toute la doctrine du moderne collectivisme, et en même temps constitue le plus formidable réquisitoire qui ait été écrit contre « la société bourgeoise » et « l'organisation capitaliste ». On a pu lire, dans le même numéro de la *Revue*, le compte-rendu d'une étude écrite sur ce Manifeste par un adversaire du marxisme. Bornons-nous à con-

taler nous-mêmes que ses partisans ont trouvé intérêt, au point de vue de leur propagande, à publier à nouveau le manifeste, dans la version française de M<sup>me</sup> Laura Lafargue.

« En mémoire du Manifeste » est écrit l'essai par lequel s'ouvre le livre. L'auteur, M. Antonio Labriola, professeur à l'Université de Rome, y explique la genèse et l'histoire de ce célèbre opuscule.

Puis vient un second mémoire du même écrivain, qui vise à élucider le concept du « matérialisme historique ». M. Labriola s'efforce de montrer que toute la constitution sociale repose sur le mode de production et l'instrument de production, et que l'histoire est une perpétuelle lutte des classes. On peut regretter qu'il se soit borné à expliquer à cet égard le sens des formules marxistes, au lieu d'en montrer l'application concrète et vivante. Ses essais d'interprétation économique de l'histoire se réduisent à quelques mots sur la Réforme et à quelques pages sur la Révolution Française. Son travail, en un mot, est trop exclusivement dogmatique et trop peu historique. On pourra, néanmoins, en tirer quelques utiles indications : il précise, par exemple, la question des rapports du marxisme avec le « darwinisme social ». Il n'était pas mauvais que ce livre, écrit par un disciple fervent de Karl Marx, parût avant le débat qui doit avoir lieu sur le matérialisme historique au sein du prochain Congrès de l'Institut International de Sociologie.

La préface de M. G. Sorel à l'ouvrage de M. Labriola a surtout pour but d'indiquer qu'il ne faut pas juger le matérialisme historique d'après les résumés qu'en ont donnés et les critiques qu'en ont faites certains socialistes français, du groupe de Benott Malon.

RENÉ WORMS.

---

GEORGES RENARD. — *Critique de combat, troisième série.* — Paris, 1897, in-8.

Nous avons parlé précédemment, dans cette *Revue*, des deux volumes de M. Georges Renard auquel celui-ci fait suite. Il présente le même genre d'intérêt que ses devanciers. L'auteur y analyse et y discute, du point de vue socialiste, nombre d'ouvrages importants parus dans la dernière année. Il le fait avec chaleur, avec éloquence parfois, sans voiler le fond de son opinion, souvent sévère pour ceux qu'il juge, sans toutefois se laisser entraîner d'ordinaire au delà des bornes assignées par les usages à la polémique de plume. A côté des œuvres littéraires — romans, poèmes, etc... — nous constatons avec plaisir qu'il signale un nombre croissant d'écrits d'un caractère plus scientifique, tels que ceux de MM. Letourneau, De Greef, Henry Michel, André Lichtenberger, Izoulet, Pioger, Wuarin. Seulement il semble, avec ce volume, qu'il faille défini-

tivement renoncer à le voir (comme nous l'avions souhaité dans notre compte-rendu de sa première série) abandonner la « critique de combat » pour la « critique sociale » pure et simple.

RENÉ WORMS.

ALESSANDRO CHIAPELLI. — *Il socialismo e il pensiero moderno*. Firenze, successori Le Monnier, 1897.

Il est temps que la philosophie se souvienne des devoirs qui lui incombent dans la direction qu'elle doit imprimer à la civilisation et que tous les problèmes dont elle peut s'occuper soient relégués pour céder la place aux questions sociales urgentes. Et c'est ainsi qu'à l'instant même on voit dans tout l'ensemble de la civilisation de l'Europe occidentale et de l'Amérique naître une science socio-philosophique. Les néokantiens français de l'école de Renouvier rivalisent d'ardeur aujourd'hui avec les néo-kantiens allemands, H. Cohen, P. Natorp et Rudolf Stammer pour faire profiter les méthodes philosophiques du maniement des problèmes sociaux. Or Alessandro Chiapelli est bien le savant italien le plus versé dans la connaissance de l'histoire de la philosophie, où il se présente avec un ensemble de traités socio-philosophiques.

Aussi bien en Italie il y a depuis peu de temps un mouvement sociologique vraiment actif. À côté des créateurs de l'école du droit criminel en Italie (Lombroso, Ferri, Garofalo) on peut citer les noms plus récents de N. Colajanni, Icilio Vanni, Angelo Majorana, A. Loria, B. Croce, Ant. Labriola, F. de Sarlo, A. Bertolini, F. Virgili, etc., qui sont devenus des noms faisant bonne figure dans la science sociologique. Et à ces sociologues italiens qui sont pour la plupart des élèves de Spencer et de Marx, qui s'en tiennent souvent au domaine de l'histoire matérialiste, qui sont esclaves de la méthode organique en sociologie, Al. Chiapelli se joint, avec l'appareil d'un penseur tout particulièrement éprouvé dans l'histoire de la philosophie, et d'un philosophe socialiste porté par le souffle ardent des convictions morales. Sa base scientifique n'est pourtant pas l'analogie biologique, mais bien la connaissance des faits positifs de l'histoire de la philosophie. Par les méthodes identiques d'histoire comparée que le « rapporteur » de sa « philosophie » (1) a prises pour base, Chiapelli arrive en grande partie à des résultats identiques.

Constatons ici d'une façon expresse que, en travaillant d'une façon absolument indépendante tous les deux, nous sommes tous les deux tom-

(1) *Die sociale Frage im Lichte der Philosophie*. Leçons sur la philosophie sociale et sur son histoire, 791 pages. Stuttgart, Enke.

bés sur les mêmes méthodes et que dans l'application de ces méthodes nous sommes arrivés, tout en travaillant d'une façon indépendante, aux mêmes résultats. Tous les représentants de notre science qui s'occupent exclusivement de rechercher la vérité sociologique pourront voir dans cet ensemble plus qu'une curiosité chronologique. Des combinaisons chimiques ou des découvertes techniques ont lieu fort souvent aujourd'hui dans divers laboratoires en même temps, et peuvent fréquemment surgir simultanément en deux points de la terre fort éloignés géographiquement. Dès que la solution d'un problème est scientifiquement mûre, elle se présente en même temps à un certain nombre de cerveaux. Un tel ensemble présente alors une garantie certaine pour l'exactitude de la méthode employée. Il n'y a pas seulement en effet qu'une évolution biologique et physiologique, mais il y a aussi évolution logique. Il y a certaines associations d'idées, qui ne se rencontrent pas seulement dans le temps avec d'autres, mais qui sortent aussi logiquement d'autres associations d'idées.

Si donc cette logique immanente aux faits sociaux est approfondie par plusieurs penseurs en même temps et aboutit au même résultat, ces penseurs voient dans ce fait même la confirmation de l'exactitude de leurs résultats. Et dans ces circonstances, la coïncidence de la pensée pourra servir, je ne dis pas de critère, mais bien de *régulateur* à la pensée.

Les rapports du socialisme avec les facteurs que Marx appelle *idéologiques* n'ont jamais — à ma connaissance — été si heureusement saisis et si magistralement présentés que par Chiapelli. Les rapports des questions sociales et des problèmes les plus importants de la civilisation sont traités dans une série de monographies. Ainsi, par exemple, les rapports du socialisme avec la patrie (p. 1-61), avec le darwinisme (p. 61-115) avec l'art (p. 115-161), avec la philosophie (p. 161-205), surtout avec le pessimisme (205-221), avec la morale (p. 221-271), enfin, avec la religion (p. 271-342) sont l'objet de recherches sérieuses et approfondies. Les cinq chapitres cités en premier avaient déjà paru dans les trois dernières années de la « Nuova Antologia »; les deux derniers ont été ajoutés récemment. Peu de temps auparavant l'auteur si savant et si laborieux a encore publié les idées qu'il avait sur le même sujet, et des idées originales, dans un traité qui a un titre plus éclatant : *le promesse filosofiche del Socialismo*. On doit le considérer comme un complément du livre que nous étudions et on aura une idée claire et nette de la position prise par Chiapelli dans le problème le plus important que présente la civilisation actuelle.

Le point de vue historique qui sert de fil conducteur et qui ressort de toutes les idées sociologiques et philosophiques de Chiapelli, c'est la *disonction du socialisme* d'avec le *matérialisme fataliste*, dont Marx

avait justement fait la base du socialisme. Il s'agit donc de moraliser le socialisme et de lui faire prendre un idéal non seulement de richesse économique, mais encore et par-dessus tout et avant tout un idéal de *volonté morale*.

Cette idée fondamentale est mise en relief par une masse de matériaux aussi écrasante que celle que pouvait avoir seulement à sa disposition le savant le mieux au courant des littératures de tous les peuples civilisés; et il emploie non seulement la vigueur de la logique, mais aussi la noble rhétorique d'un socio-moraliste plein de conviction et d'un écrivain heureusement inspiré. A l'argumentation serrée du logicien, Chiapelli joint la chaleur rhétoricienne d'un auteur d'essais philosophiques.

Le patriotisme moderne, ainsi que l'expose Chiapelli, n'est pas seulement la propriété ethnographique et fondée d'une seule race (p. 8), puisqu'il y a assurément un patriotisme suisse ou autrichien qui s'étend à plusieurs races.

Ce n'est pas non plus le lien du sang comme dans le principe, mais c'est bien une unité spirituelle, c'est la communauté des intérêts de la civilisation qui forme aujourd'hui le nœud de l'amour indestructible de la patrie. Si pour les Grecs tout étranger était un barbare, pour les Hébreux un vil idolâtre, pour les Polonais un *muft* (Niemet, sans langue), comme nous ajoutons en arrivant à la page 18, le commerce moderne a rapproché les peuples et nivelé les préjugés réciproques. Par contre, il y a aujourd'hui un nouvel antagonisme. De même qu'auparavant les *peuples*, de même aujourd'hui les *classes* sont étrangères, hostiles, ennemies, les unes par rapport aux autres. A la place de l'opposition ethnographique d'autrefois c'est aujourd'hui la lutte exaspérée du capital et du travail (p. 41). Et alors la civilisation se montre avec un visage à double face : en politique la paix entre États devient de plus en plus stable; au point de vue social l'état intérieur des *peuples* s'exaspère de jour en jour. Et ici je suis presque absolument d'accord avec Chiapelli. Qu'on compare ce que j'ai dit au sujet du double visage de la civilisation dans mes livres intitulés, *Das Ideal des ewigen Friedens und die sociale Frage*, 1896, p. 65 et *Die sociale Frage im Lichte der Philosophie*, 1897, p. 132, 150, 167 et ce que j'en ai dit souvent, à ce qu'a dit Chiapelli, p. 44, 53 et suivantes. En même temps je remarque que le livre de Chiapelli a paru un peu avant ma *Socialphilosophie* : c'est donc d'une façon absolument indépendante de mes recherches qu'il est arrivé au même résultat. Nous sommes d'accord absolument et sans aucune réserve sur la pensée qui sert de conclusion à ce traité. Ni le cosmopolitisme (entendu comme il faut l'entendre) n'est antipatriotisme, ni l'internationalisme n'est synonyme d'antinationalisme (p. 57).

Dans le chapitre sur le socialisme et le darwinisme qui allègue et met en œuvre la riche bibliographie des littératures, l'exactitude de la thèse sou-

tenue par Ammon, d'après laquelle le darwinisme favorise un individualisme aristocratique, est énergiquement confirmée. Et justement la science de l'évolution a prouvé d'une façon évidente que l'égalité et l'évolution sont inconciliables (p. 75).

Plus nous nous développons, plus nous nous différencions, c'est-à-dire plus nous nous individualisons. Mais le socialisme scientifique (p. 78) ne continue assurément pas à défendre la chimère de l'égalité absolue des individus; il hâte plutôt dans l'intérêt de la justice sociale *l'égalité de l'effort*, du sentiment social dans l'accomplissement de nos devoirs. C'est une uniformité biologique que veut le socialisme; l'humanité étant parvenue à sa majorité sociale doit se réunir autour d'un idéal social commun, comme elle l'a fait jadis autour d'un idéal religieux.

Le socialisme accepte la lutte pour la vie comme un fait biologique; mais que l'esprit adulte considère comme son devoir de ne pas se laisser aller à regarder cette lutte comme une nécessité inéluctable de la nature; et qu'il sache l'assouplir, l'adoucir, la moraliser. Le jugement social doit aussi maîtriser la force aveugle de la nature! Cependant que le darwinisme voit dans la concurrence (économique, individuelle et guerrière) un principe vital salutaire, le socialisme veut par l'abolition de toute concurrence faire abstraction de la sélection aveugle de la nature, qui ne peut plus convenir à la morale sociale de l'humanité en progrès (p. 86). Le socialisme inclut aussi en soi le désir de corriger moralement les phénomènes biologiques du darwinisme, qu'il reconnaît pleinement. C'est de cette façon seule que Chiapelli veut comprendre et respecter la grande mission civilisatrice du socialisme.

Le socialisme doit nous faire naître *un nouvel idéal de justice sociale* (p. 102). Et si Marx a mené le socialisme de l'idéalisme de Hegel au matérialisme de Feuerbach, Chiapelli pourrait au contraire le ramener à Hegel. L'évolutionnisme anglais et l'idéalisme allemand célèbrent avec Chiapelli la fête de leur union fraternelle *dans l'idéalisme évolutionniste* (p. 104). La question sociale n'est pas une simple question d'estomac; mais bien, comme Ziegler l'a vu avec raison, une question éminemment morale. Elle veut donner à la vie publique une formule scientifique et apaisante, elle consiste dans un sentiment intérieur de la dignité humaine augmentant constamment; dans le désir impatient d'une justice sociale parfaite.

Quant au chapitre sur *Le socialisme et l'art*, je pourrais le qualifier de couronnement de l'œuvre. C'est une véritable corne d'abondance de remarques socio-philosophiques pleines de sel, et basées sur la connaissance profonde de la littérature universelle. Nous ne voyons plus aujourd'hui, comme autrefois, dans l'art une simple satisfaction de la passion du jeu, mais avec Schiller une force créatrice (p. 119). C'est par l'intérêt individuel que l'art se développe aujourd'hui pour parvenir aux sommets

de la conscience collective de la société humaine; l'art de distribuer les ombres est en quête aujourd'hui comme instinctivement de motifs nouveaux; les vieux motifs sont depuis longtemps usés et abandonnés. La société nouvelle est à même de prodiguer ces nouveaux motifs (comparer ma *Socialphilosophie*, p. 705 et suiv.). La société moderne industrielle a aussi bien son côté poétique que la société ancienne et guerrière. On peut donc tirer des motifs nouveaux de la contemplation du monde, et former de nouveaux idéals moraux (p. 125). Dans la même mesure où l'idéal de la justice sociale, auquel tend le socialisme, se réalisera, l'art gagnera de nouveaux motifs (p. 145).

J'extrais ceci de mon livre (p. 707) : « Cette société humaine socialisée, dont nous avons fait l'esquisse à grands traits et bien maigrement, inspirera aux artistes de talent de nouveaux motifs esthétiques par l'harmonie de la communauté du travail, par l'organisation symétrique de sa puissance de travail. Dans l'organisation méthodique et consciencieuse de la société humaine, il y a un nouveau problème de Faust. »

Qu'on n'aille pas traiter l'industrialisme comme un ennemi de l'art. Est-ce que les peuples commerçants, les Phéniciens et Carthage n'ont fait preuve d'aucune disposition artistique? Est-ce que l'Athènes de Phidias et de Sophocle ne contenait pas un peuple exerçant le commerce et la navigation? Les Anglais n'ont-ils pas donné Shakespeare au monde? (p. 153). Ici nous pourrions ajouter quelques idées complémentaires et destinées à confirmer cette vérité. Les auteurs de la Renaissance, les Médicis et Niccolo Niccoli n'étaient-ils pas de familles de commerçants? Et c'est ainsi que la littérature moderne a créé une nouvelle forme du Weltschmerz, le Weltschmerz social (p. 158). Qu'en compare ce que j'ai dit dans ma *Socialphilosophie*, p. 418, 465, 754 sur le Weltschmerz social. Et nous sommes mêmes tous deux tombés sur la même expression : « Weltschmerz social » et « douleur sociale ».

Le chapitre « *La philosophie et le socialisme* » est consacré principalement à la rectification de la méthode matérialiste en histoire. C'est ici le « *Wirtschaft und Recht* » de Stammler qui a déjà puissamment préparé le travail. L'influence de Stammler sur la critique de Chiapelli est irréfragable. Chiapelli mentionne avec raison le manque d'un principe qui serve de fil conducteur (p. 193), le défaut de considération des facteurs idéologiques, et surtout l'obscurité si sensible qui règne sur les fins dernières du socialisme, « le point le plus incertain et même pour ses amis spirituels le plus vulnérable du socialisme contemporain » (p. 201). Voici, en effet, l'objection mortelle qu'on peut faire au socialisme marxiste : on peut lui reprocher de vouloir être un matérialisme et d'être, au fin fond des choses, un idéalisme. Marx n'a même pas compté avec Hegel (p. 218). La même objection vient aussi se dresser contre le socialisme : pour le passé et pour le présent le socialisme sacrifie au pessimisme le



plus triste et le plus amer, et pour l'avenir social au contraire il est entraîné par un optimisme imprudent qui montre tout en rose (p. 215). Il manque en un mot à la démocratie sociale officielle une colonne vertébrale logique, une « pensée formelle » dans l'esprit de Stammler.

C'est pourquoi le socialisme n'a pas aujourd'hui de morale. Il se cramponne à l'économie, qui n'a affaire qu'aux *moyens*, et il néglige la morale qui doit montrer *sa fin* à la société humaine (p. 238). Le critère moral fait donc absolument défaut. Mais si je ne sais pas où tend l'humanité, il n'y a aucun bon sens à lui indiquer ses *moyens*; car les moyens sont conditionnés à la fin, tout de même que les motifs au but. Par suite de ce manque d'une pensée morale dirigeante, il se produit dans le socialisme un *laissez-faire* moral, une *anarchie* éthique. C'est ce but que Chiapelli cherche à mettre sous les yeux des socialistes, et il cherche de cette façon à fonder un *socialisme moral*.

Enfin la socialisation de la religion court parallèlement à ces recherches. L'esprit anti-chrétien, anti-religieux de la démocratie est énergiquement combattu. Mais si l'on attend de Chiapelli des plaidoiries supramondaines ou des pensées ultramontaines dans ce combat contre l'idéal cismontain de la démocratie sociale, c'est qu'on ne connaît pas cet esprit vraiment indépendant; il ne s'agit pas pour lui d'une ordonnance jaunie tirée de la pharmacie moyenâgeuse. Si donc Chiapelli cherche — comme celui qui rend compte de son ouvrage — à régénérer le sentiment religieux, cette recherche ne vaut que pour l'intérêt bien compris et cismontain de la race humaine. Un sentiment véritablement religieux est, comme l'a montré à tout jamais l'exemple de Spinoza, indépendant des motifs de l'ultramontanisme (p. 296). Et cependant nous pouvons aussi peu nous passer de l'impératif religieux pour régulariser les facteurs de nos sentiments à tout jamais, que nous pouvons nous passer de règles morales. Assurément l'homme ne vit pas de pain seul; mais il ne vit pas seulement non plus d'esprit, comme Chiapelli l'objecte dans une antithèse finement acérées (p. 325). L'idéal de la race humaine doit pouvoir être réalisé dans ce monde qui est soumis à notre contrôle. « Le royaume des cieux doit descendre sur la terre » (p. 325). C'est presque dans les mêmes termes que j'ai présenté le désir « de revendiquer à l'ultramontanisme le soin de perfectionner les hommes, et de le réclamer pour notre côté avec toute la force et toute l'énergie dont nous sommes capables » (p. 684).

Le point de départ et la conclusion de nos essais philosophiques se touchent donc de très près. Je dois ici indiquer qu'il y a aussi force différences; mais je ne dois pas insister sur ce fait. Je ne puis ici qu'exprimer la satisfaction que j'ai eue à voir un esprit aussi distingué que Chiapelli mettre en œuvre, en même temps que mon propre essai, la méthode de l'histoire comparée. Les voies ont beau être différentes, nos buts sont

identiques : la découverte de la vérité sociologique, qui est proportionnée à la hauteur momentanément gravie de notre science.

LUGWIG STEIN,

Professeur de philosophie à l'Université de Berne,  
Membre de l'Institut international de Sociologie.

---

EDMOND DEMOLINS. — *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons?*  
Paris, 1897, 1 vol. in-8.

La supériorité des Anglo-Saxons ne se démontre pas. Elle est un fait, un fait incontestable, un fait évident. Que les Anglo-Saxons soient supérieurs, mais à qui? mais à quoi? il suffit de regarder à l'est, à l'ouest, au nord, au sud, pour s'en apercevoir et pour n'en plus douter. Leur supériorité est un dogme, un article de foi : et M. Edmond Demolins a l'âme religieuse. Il y croit. Comme il a en même temps l'esprit raisonneur, il cherche et développe les raisons de sa croyance. Et tel est le sujet de son livre intéressant que chacun peut lire.

D'abord et parce qu'il n'a nul souci de préciser le domaine de ses recherches, M. Demolins ne se préoccupe pas non plus de déterminer en quels ordres de phénomènes la supériorité anglo-saxonne se manifeste particulièrement. C'est, en effet, une supériorité générale, universelle, absolue. Elle s'exprime partout et toujours, et dans les manifestations les plus inférieures de l'activité humaine et même dans la littérature, car on sait bien qu'il n'y a qu'un Shakespeare au monde et qu'il est Anglais.

Cette supériorité est essentielle à l'Anglo-Saxon, elle est dans son sang, dans sa race. Où pourrait-elle ne pas être?

Tous les moments de la vie d'un Anglo-Saxon révèlent cette supériorité, car elle est entretenue, elle est accrue par la conception que les Anglo-Saxons se composent de la vie scolaire, par l'idée même qu'ils se forment de la vie privée et encore de la vie publique.

Dans l'école? Quelle différence entre l'éducation anglo-saxonne et le régime scolaire des Allemands ou bien des Français! Tandis qu'en Allemagne et en France le régime scolaire comprime les intelligences, empêche le développement physique et finalement affaiblit les initiatives, en Angleterre le contraire se produit. L'éducation anglo-saxonne prépare des âmes saines dans des corps harmonieux, elle multiplie pour chacun la force expansive de la personnalité. Qui donc en doute? Pour anéantir tous les doutes, M. Demolins, avec un défaut de méthode digne d'être observé, analyse précisément le programme et la vie d'une maison d'éducation qui, de son propre aveu, est la seule de cette espèce en

Angleterre. Mais, rassurez-vous, la tentative a réussi, le fondateur, homme expert, gagne de l'argent, et on créera bientôt d'après le même modèle, si ce n'est déjà fait, une maison nouvelle.

Dans la vie privée ? Tout témoigne clairement la supériorité des Anglo-Saxons. Nous comprenons la vie de telle sorte que nous n'avons plus d'enfants. Ce n'est pas que nous ne puissions en faire ; mais nous conservons cette bonne vieille institution de la dot. Avoir des enfants, c'est bien et même c'est facile, mais nous nous croyons obligés, par je ne sais quel devoir de famille, de leur procurer une position, « une situation ». Et voilà bien où les difficultés commencent. M. Demolins prouve avec beaucoup d'exactitude que là gît notre vice essentiel. — Pour les Anglo-Saxons tout change. Les parents ont des enfants, car ils n'ont pas la peine de les engendrer. Et ces enfants, sitôt nés, ont déjà, en eux-mêmes et dans leur milieu, tout ce qui est nécessaire pour devenir des hommes, que dis-je ? des « gentlemen ». — Au surplus, les Anglo-Saxons ont un mode d'établissement au foyer fort différent du nôtre, donc très supérieur au nôtre. Et même, visitant la maison d'un ouvrier agricole d'Ecosse, M. Demolins y a vu un piano : la supériorité est éclatante. Mais il faut lire cela dans son livre.

Même supériorité des Anglo-Saxons dans la vie publique. D'ailleurs on sait bien que dans les Chambres anglaises, les orateurs parlent de leur place. — Au surplus les Anglais ont une conception très supérieure de la patrie, qui est pour eux là où on est bien : et, à cet égard, les idées de M. Demolins, franches et courageuses, sont extrêmement intéressantes. — Quant à la solidarité, les Anglo-Saxons la conçoivent d'une façon, et nous la concevons d'une autre façon : ce n'est pas notre conception qui est la meilleure...

A travers tout ce livre circule une conviction merveilleuse. M. Demolins dit nettement ce qu'il pense énergiquement. Et on voit fort bien que toutes ses sympathies sont pour le développement intégral de l'individualisme qui peut s'appeler aussi bien le particularisme. M. Demolins est un grand maître d'énergie : et quant à moi j'aime et j'admire les enseignements violents que son livre fournit. Que l'individu se développe : tel est son seul souci, et il crée des distinctions très convenables entre le sentiment de la dignité et l'égoïsme. De ce livre on peut tirer, pour la conduite des hommes et des peuples, de bonnes leçons pratiques.

En outre, il contient, avec un petit nombre de faits particuliers, un grand nombre d'idées générales, parmi lesquelles quelques-unes sont justes : et la lecture n'en est pas plus ennuyeuse pour cela. Et même, ce livre scientifique offre beaucoup d'attrait : on croirait lire un roman.

ERNEST CHARLES.

CHARLES BENOIST. — *La crise de l'État moderne : de l'organisation du suffrage universel*. Paris, 1897, in-8°.

Ainsi que les livres, les mots et les formules ont leur destin. Souveraineté nationale, suffrage universel ~~semblant~~ constituer l'arche sacrée de la démocratie; et de pénétrer, par le scalpel de l'analyse, sous la « paille » de ses appellations, le « grain » des concepts qu'elles expriment, a souvent paru une tentative audacieuse et téméraire. Les erreurs et les préjugés de la place publique, que signalait déjà avec tant de force le chancelier Bacon, proviennent pour l'ordinaire d'une sorte de peitacisme, qui, bercé par la musique des mots, se refuse à en pénétrer le sens. L'activité intellectuelle n'est point toujours, quoi qu'en pensent Aristote et Leibniz, l'essence de l'être, et cette philosophie paresseuse, qui accepte les institutions sans contrôle, ne va pas sans exercer sur la foule un charme séducteur. On fait ainsi de l'art social empirique le plus commode et le plus facile — sans songer à la fragilité d'un art qui n'a point dans la science ses fondements nécessaires et indestructibles. Le rêve de Renan, renouvelé de Platon, qui voulait le bonheur des peuples par la prédominance politique des savants, est à coup sûr, le symbole d'une vérité saisissante, encore que partielle. Sans doute, la théorie pure, qui fait abstraction de la réalité des choses, peut se heurter aux surprises déconcertantes de la pratique, et les constructeurs de savants systèmes bâtissent parfois sur le sable. Mais combien plus redoutable celui qui, par un étrange renversement de la logique, s'avance par tâtonnements et au hasard de la fortune, à travers la pratique de l'art social sans en connaître les principes fondamentaux dégagés par de patientes investigations scientifiques, et ne ressemble-t-il pas à cet homme dont parle le philosophe qui, voulant monter au faite d'un édifice, en négligerait l'escalier ?

C'est donc la science seule qui peut projeter sur les problèmes sociaux une éclatante lumière, et c'est scientifiquement que M. Charles Benoist a étudié la crise de l'État moderne.

S'il est un fait, sur lequel l'accord semble unanime, c'est le malaise économique dont souffre la nation et qui va se répercutant dans toutes les couches sociales. On a la claire conscience qu'une réforme s'impose, que le corps social souffre, peut-être d'une anémie cérébrale, et que la volonté directrice demande à être modifiée. Où trouver le remède, le dictame nécessaire, sinon dans une organisation nouvelle et rationnelle du suffrage universel ? Telle est la pensée maîtresse du livre de M. Benoist. Il s'en suivra une refonte de notre personnel parlementaire, et cette rénovation aura pour effet d'assurer, dans la mesure relative où elle est humaine, la prospérité publique. A l'heure présente, l'Élu est le prisonnier de comités électoraux, qui exercent sur ses actes une tyran-

nle incessante, qui paralysent l'évolution de ses idées et font souvent de lui l'exécuteur obligé de leurs arrêts sectaires. Et puis — il faut bien l'avouer et notre amour-propre professionnel ne nous empêche point de le reconnaître — il y a trop d'avocats dans nos assemblées délibérantes. Sur 577 députés, la chambre actuelle compte 150 juristes; or, la France possède entre 6700 et 7400 avocats; le contingent qu'ils fournissent à la représentation nationale ne laisse donc point que d'être assez considérable. L'agriculture occupe près de 9 millions d'hommes, et 38 députés seulement se rattachent au groupe professionnel agricole; la population masculine, industrielle et commerciale, s'élève à plus de 6 millions 1/2 d'individus; elle est représentée à la Chambre par 31 députés. Ces anomalies sont flagrantes. Dans le système proposé par M. Benoist, la Chambre réduite à 500 membres en tirerait 225 des professions agricoles, 164 de l'industrie, 48 du commerce, 17 des transports, 8 de l'administration publique, 13 des professions libérales, les rentiers enfin nommeraient 25 représentants. Quant au Sénat, il serait l'élu des groupes et associations.

Et comment se justifie cette doctrine? La représentation actuelle est purement arbitraire, parce que l'organisation en est absente. Organisons donc le suffrage universel. Chacun de nous appartient, de par la nécessité même de la vie économique, à un groupe professionnel, auquel sont liés ses intérêts les plus immédiats, dont la prospérité ou les souffrances l'atteignent le plus directement. Que le vote ait lieu désormais par groupe professionnel; chaque département, chaque arrondissement, chaque canton ou chaque commune — ce sont là points de détail — enverra à la Chambre, pour chaque groupe professionnel, un nombre de représentants variant d'après l'importance de ce groupe. Et ainsi la nation serait représentée d'une façon vivante et réelle. Et le Parlement reconstitué ne se livrera plus à d'interminables discussions sur des textes de projets de loi, qui désormais lui arriveront, tout élaborés, par le Conseil d'État; celui-ci, par l'introduction d'éléments nouveaux, présentera le maximum de garantie, d'indépendance et de savoir.

A ce système s'oppose une objection immédiate. La majorité des agriculteurs, unie aux industriels, ne sera-t-elle pas portée à méconnaître les revendications légitimes de telle minorité, ne songera-t-elle pas à porter les lois qui lui sont le plus utiles au risque même de méconnaître les intérêts des autres classes? Et le Parlement n'a-t-il pas pour mission essentielle de statuer sur des intérêts très généraux, qui placent bien haut au-dessus des intérêts des classes ou des groupes? En somme, dans un pays, le bien-être apparaît-il exclusif et n'y a-t-il pas une solidarité étroite entre les diverses cellules, qui constituent le corps social? A ce compte, des hommes, qui appartiennent aux minorités professionnelles, ne sont-ils pas mieux placés pour envisager d'un regard impartial

et désintéressé les besoins de la collectivité? Certes, l'exagération est ici, comme partout, féconde en dangereuses conséquences, mais ne réside-t-elle pas précisément dans une proportionnalité mathématique entre les mandataires et les mandants? Quoi qu'on en ait, lorsqu'on parle d'organisation, c'est encore et toujours l'organisme humain, qui doit servir de prototype. Et les cellules cérébrales, en infime minorité, ont sur toutes les autres une influence décisive. A sacrifier l'élite intellectuelle à la loi du nombre, ne courrait-on pas risque de tomber à brève échéance en un matérialisme égoïste, qui aurait tôt fait de bannir la solidarité? Nous n'en voulons point conclure qu'il faille s'abîmer dans la contemplation béate du présent; des progrès sont nécessaires, l'avenir même du pays les réclame impérieusement. Se feront-ils dans la voie qu'indique M. Benoist et dans les termes mêmes où il les souhaite, nous n'en sommes guère convaincu. Mais, en tous cas, son livre mérite l'attention et l'éloge: il n'est point d'aveuglement plus funeste que l'aveuglement volontaire et l'on se complaisait à fermer les yeux sur le problème du suffrage universel. M. Benoist l'a étudié avec une rare conscience, sans préjugés d'école ou de caste, sous une forme séduisante, qui captive le lecteur encore qu'elle ne le convainc pas toujours. Et c'est un vif plaisir de rendre hommage à un esprit loyal et distingué, alors même que l'on ne se trouve point avec lui en communion absolue de doctrine et d'idées.

ALFRED LAMBERT.

---

N. LO SAVIO. — *La economia sociale con riguardo ai dati della Sociologia contemporanea* (volume primo). Trani, Valdemaro Vecchi; Torino, Carlo Clausen, 1896.

« En 1881, dit l'auteur, j'ai publié une partie de ces études qui, refaite presque entièrement et fort augmentée, fait l'objet de ce volume.

Aujourd'hui comme alors mes intentions sont les mêmes: je ne me hasarde pas en vérité à vouloir combler les lacunes de la science, je ne suis pas de taille à faire cette œuvre; mon but est bien plus modeste. « S'il est donné à un petit nombre d'individus seulement, dit Carlo Cattaneo, d'avoir la gloire de découvrir des vérités nouvelles, tous les esprits peuvent se charger de les vulgariser, d'en faciliter le développement, de les mêler aux destinées de l'humanité. » Et c'est justement là ce que j'ai voulu faire, autant que me le permettait mon peu de force, dans le domaine de la science économique, c'est-à-dire résumer les études faites dans ces derniers temps par les écrivains les plus éminents, mettre en corps de doctrine les idées fondamentales auxquelles ils ont donné dans leurs œuvres un large développement scientifique et les

présenter *systématiquement* sous la forme la plus facile et la plus claire que je puisse trouver. L'Italie ne manque ni d'érudits, ni de savants, mais bien plutôt de vulgarisateurs : ce sont des hommes qui se résignent au travail modeste mais pourtant si utile de faire pénétrer dans l'esprit du vulgaire les principes scientifiques qui doivent servir de base au développement progressif du bien-être social. Dans les temps de démocratie, comme les nôtres, je crois qu'il faut s'efforcer d'*humaniser* les sciences, de les faire descendre, sinon du ciel, comme disait Socrate en parlant de la philosophie, du moins des nuages qui les enveloppent si souvent. Et pour dire toute ma pensée il ne convient pas de prendre des attitudes apocalyptiques; et il me semble que pour être sérieux il n'est pas nécessaire d'être fastidieux et obscur.

Voilà pourquoi j'ai essayé de dire des choses justes sinon neuves dans une forme claire sinon académique. Je ne sais si j'ai réussi à atteindre le but proposé comme je le désirais. Ce que je puis affirmer c'est que, pour faciliter l'intelligence des choses que je traitais, j'ai employé toute la bonne volonté dont j'étais capable pour vaincre les difficultés qui se présentaient à moi par suite de l'importance qu'ont prise en ces derniers temps les études économiques. Aujourd'hui par suite du renouvellement des méthodes d'observation « la recherche scientifique a embrassé tout le possible dans toute son étendue; il n'y a point d'ordre de faits ou de phénomènes, dans le domaine tout entier de la nature et de l'histoire, qui ne soit nouvellement exploré; point de théorème déjà connu, qui ne soit l'objet d'un nouvel examen; pas de problème qu'on ne veuille reprendre à nouveau et discuter; et tous les jours il s'en produit de nouveaux; il n'y a pas de vérité à laquelle on ne demande, une fois qu'elle est découverte, de fournir (comme garantie de son fondement théorique même) la preuve de sa valeur pratique (1). » Et c'est à cet état de fermentation et de progrès que se trouve aujourd'hui la science économique, et surtout par suite des nouveaux problèmes soulevés par la sociologie contemporaine. Et le problème social fondamental qui domine tous les autres est celui de l'organisation de la liberté dans l'ordre politique et économique (2). Le siècle dernier a proclamé la liberté; le siècle présent la doit organiser; c'est là son œuvre. En proclamant la liberté, on avait cru amener le bien-être social. Mais quels ont été les résultats d'un siècle d'espérances? L'industrie dévorant les individus, consumant les générations, détruisant l'esprit de famille; le travail, cet attribut le plus élevé de la dignité humaine, maudit par le travailleur,

---

(1) MESSEDAGLIA. *Caratteri ed efficacia della odierna coltura scientifica*. Padoue, 1874.

(2) A. PRINS, *L'organisation de la liberté et le devoir social*. Bruxelles, 1895.

mis au rang d'une marchandise uniquement dépendante de la loi de l'offre et de la demande, les traditions de l'apprentissage perdues, l'intérêt personnel régnant en souverain et substituant l'état de lutte et d'hostilité à l'esprit de solidarité. Et c'est justement cet esprit de solidarité qu'il faut faire renaître. C'est l'absence de la solidarité qui est le ferment le plus efficace des révolutions.

En présence des revendications du prolétariat, devant le mouvement invincible des masses vers l'extension du droit de suffrage, la solidarité, entendue dans le sens le plus élevé et le plus scientifique du mot, est la formule qui en tous genres d'intérêts permettra de retremper la vie des nations. Le principe de la solidarité nous fera sortir de cette période de transition où nous nous agitions au milieu d'un tourbillon d'idées, d'aspirations, de tendances éparses et contradictoires. Dans l'ordre politique la solidarité, en groupant les intérêts, conduira à leur réalisation, et donnera une solution aux difficultés que présentent les lacunes de notre système électoral. Un des chefs de l'absolutisme (Metternich) écrivait à l'archi-duchesse Sophie : « Je ne suis pas socialiste au vrai sens du mot ; j'ai toujours regardé la politique comme un objet de luxe en face des périls sociaux. » Et la bourgeoisie a trop sacrifié au luxe de la politique et trop transgressé les intérêts vitaux de la société. Mais si au faux éclat des théories politiques abstraites on substitue l'organisation pratique de la solidarité, on aura donné le souffle d'une vie nouvelle aux masses que la Révolution française avait atomisées ; on aura amené la transformation pacifique et légale du régime représentatif, et on pourra dire qu'on approche dans la mesure du possible du but tant désiré de la paix sociale.

Dans l'ordre économique la solidarité ne portera préjudice qu'aux paresseux, aux dissolus, aux incapables, comme le régime économique actuel est funeste aux humbles, puisqu'en favorisant la production anarchiste et contraire à l'ordre, il expose les plus honnêtes, les plus capables, les plus laborieux des producteurs aux horreurs de la misère.

Et, sauf erreur, je crois qu'à la faveur du développement toujours plus appréciable que prend de jour en jour la doctrine de la solidarité, il se produit dans l'économie moderne une transformation notable, qui révèle en elle une tendance manifeste à devenir socialiste, si par socialisme on n'entend autre chose que la doctrine qui veut diminuer *l'inégalité sociale en assurant à chaque membre de la société une part de la richesse universelle, en associant les hommes et socialisant les choses*. Ainsi comprise l'économie sociale est la négation du communisme pur et simple qui a pour formule : *tout à tous, rien à chacun*, et de l'individualisme pur qui a pour formule *chacun à soi, chacun pour soi*. » Et plus loin M. Lo Savio dit encore : « L'économie communiste et l'économie individualiste sont imparfaites, parce qu'elles sont basées



l'une et l'autre sur des principes *exclusifs* et *unilatéraux*; l'économie solidariste au contraire repose sur des principes vraiment rationnels. »

C'est donc en partant du principe de la solidarité que M. Lo Savio a conçu son traité d'économie. Il a essayé de vivifier la science de l'économie en introduisant dans son étude les principes de la science sociologique moderne, et les méthodes de recherches actuellement préconisées.

Louable effort qui nous montre en M. Lo Savio un esprit hardi, parfois même téméraire, et souvent plus hardi qu'heureux.

Le livre se lit agréablement: il a toutes les qualités d'un livre de vulgarisation fait par un homme très compétent; la clarté, la netteté d'exposition dans ces questions si ardues parfois d'économie sociale et politique ne font jamais défaut. L'auteur s'est même souvent un peu trop laissé entraîner à développer, à amplifier, à répéter. Mais après tout c'est un livre de vulgarisation: ceci explique cela.

L. BRANDIN.

*Troisième rapport annuel du Board of Trade*, sur les changements survenus dans les salaires et les heures de travail pour le Royaume-Uni (1895, avec les résultats provisoires de 1896). 1 vol. in-8°, Londres.

Dans ce troisième rapport, comme dans les précédents, le « Board of Trade » se propose un double but: noter d'année en année les principaux changements survenus dans les taux des salaires sur le marché, les révisions des listes du travail aux pièces, et le chiffre moyen d'heures de travail dans les industries les plus importantes du Royaume-Uni; — apprécier ensuite l'effet produit par ces divers changements sur l'ensemble des salaires hebdomadaires de ceux des travailleurs qui les ont subis.

Si l'on considère l'ensemble des quatre dernières années de 1893 à 1896, on voit que le nombre total des changements dans le taux des salaires, sans tenir compte du nombre des individus qu'ils affectent, a constamment diminué. Individuellement, le nombre des diminutions a, en 1893, 1894 et 1895, excédé largement celui des augmentations; c'est le contraire qui se produit en 1896. Semblable résultat ressort de la comparaison des effets nets de tous les changements sur les salaires hebdomadaires. La tendance à la baisse, très forte en 1894, où elle produit une diminution nette de 45,000 livres, assez marquée encore en 1895 (diminution de £ 28.000) et qui serait sensible aussi en 1893, sans les effets de la grande grève du charbon, a cessé, et fait place à une hausse. Cette hausse se produit surtout dans les industries mécaniques, et dans les ateliers de construction de navires; les mineurs de quelques champs subissent une légère baisse.

En même temps cette hausse est accompagnée d'une amélioration dans l'état du marché : le nombre des membres inemployés des Trade's Unions, qui envoyèrent des rapports à l'Administration, a constamment diminué. De 7,5 0/0 en 1893, il n'est plus que de 3,4 0/0 en 1896. Dans la même période, le chiffre des importations et des exportations a augmenté de 63 millions de livres.

La comparaison de l'état du marché et des salaires, justifie ainsi la proposition, avancée dans le précédent rapport, que les changements dans les salaires se produisent *à la suite* des changements dans l'état du marché et non *en même temps* qu'eux. Ceci est surtout vrai pour l'industrie des mines et du fer, où les salaires sont déterminés par les prix atteints par la marchandise dans une période précédente de 2 ou 3 mois, ce qui n'est pas le cas dans les industries mécaniques et dans la construction des navires. Ainsi, dans ces dernières industries, la hausse a commencé en automne 1895, tandis qu'en été 1896, les salaires des mineurs tendaient encore à baisser.

Chacune de ces quatre années se solde par une réduction du nombre d'heures de travail. En 1894, la journée fut portée à huit heures dans nombre d'établissements publics. En 1896, dans l'industrie du bâtiment, l'introduction d'une réglementation nouvelle du travail eut pour effet d'augmenter un peu le nombre d'heures. En somme les chiffres suivants, qui indiquent la diminution nette annuelle d'heures de travail, permettent d'établir une comparaison.

En 1893, la réduction est de 68.937 heures.

En 1894, — 311.545 —

En 1895, — 41.105 —

En 1896, — 78.360 —

Entrant ensuite plus avant dans le détail des changements accomplis en 1895, on remarque que 75 0/0 des individus qui ont vu changer leurs salaires travaillent aux mines et aux carrières, surtout et en très grande majorité aux mines de charbon, où les décisions des Offices de conciliation ou la confection d'une échelle de salaires ont modifié ceux-ci d'une manière presque périodique. La presque totalité des changements enregistrés, non seulement dans ces industries, mais aussi dans les autres, sont des diminutions : à signaler pourtant une hausse nette et générale dans l'industrie du bâtiment, où des grèves importantes se sont produites, dont l'effet fut en grande partie favorable aux ouvriers.

Les trois quarts des diminutions de salaires des mineurs se sont produits dans deux districts (Comtés du Nord — et Galles et Monmouth), où la population n'est pas du centième de celle du Royaume-Uni. Cette baisse tient à la réduction des salaires des mineurs de charbon. Les mineurs des autres comtés, l'Ecosse exceptée, ne subirent aucun changement, par suite de l'effet de la convention intervenue entre les parties

représentées à l'Office de Conciliation pour les districts fédérés. Cette convention avait réduit considérablement les salaires en 1894, mais interdisait tout changement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1896. Dans une partie de l'Ecosse, on redescendit aux taux des salaires qui avaient précédé la hausse temporaire et artificielle due à la grève anglaise de 1893.

Dans les industries métallurgiques, mécaniques et dans la construction des navires, la baisse, considérable en 1893, et très forte encore en 1894, a beaucoup diminué; elle est encore sensible dans l'industrie du fer et de l'acier; le travail monte fermement et progressivement.

L'année 1894 avait été très importante au point de vue du nombre des heures de travail, par suite de l'adoption de la journée de 8 heures (6 jours par semaine, soit 48 heures) dans les établissements du gouvernement, mouvement qu'avaient suivi les établissements privés. L'année 1895 est signalée par une réaction et un retour à la journée plus longue: même dans les établissements privés le nombre des diminutions est moindre qu'en 1894, moindre même qu'en 1893. Très peu d'ouvriers obtiennent la journée de 48 heures, plusieurs obtiennent celle de 56 heures par semaine.

Les statistiques provisoires pour 1896 enregistrent une augmentation nette des salaires dans toutes les industries, sauf dans les mines et carrières. La hausse est surtout sensible dans les industries métallurgiques où elle se chiffre par une augmentation nette de 1 s. 6 d. par semaine pour 256.000 ouvriers. — Augmentation dans le bâtiment, surtout à Londres. — Dans les mines de charbon, la baisse s'étend à un moins grand nombre de travailleurs, et est moins importante qu'en 1895 ou en 1894. Les diminutions se produisent, comme en 1895, dans les Galles du Sud, dans le Monmouth et le Northumberland: en Ecosse, les mineurs ont regagné avant la fin de l'année la diminution qui en avait marqué le commencement. Quant aux heures de travail, les changements signalés sont plus nombreux que ceux de chacune des trois années précédentes, mais la diminution nette totale est moindre.

Dans l'agriculture, le mouvement des salaires en 1894-1895 fut sensiblement le même qu'en 1893-1894; même nombre d'augmentations, même nombre de diminutions (celles-ci en beaucoup plus grand nombre), produisant une diminution nette à peu près égale. Les districts anglais où les changements furent les plus considérables, sont les districts producteurs de blé, le Midland et les Comtés de l'est. Dans les Galles, le plus grand nombre des agriculteurs sont des ouvriers à gage, payés à l'année ou à 6 mois, et qui vivent dans les fermes; les paysans mariés et vivant dans les cottages forment la minorité. Les salaires y ont subi une légère augmentation. De même en Ecosse et en Irlande presque tous sont des ouvriers de culture; leur situation n'a presque pas été modifiée.

L'état des salaires des marins fut pratiquement stationnaire avec une légère tendance à la baisse.

De même, aucune modification importante dans l'état des salaires des employés de chemins de fer, quatre compagnies, employant ensemble 27.000 ouvriers n'ayant fait aucun changement. Quant aux changements dans les heures de travail, ils proviennent de deux causes. Les uns résultent directement des représentations du Board of Trade en vertu du Railway Regulation Act de 1893; résultat: 71 réductions sur 100 plaintes fondées. D'autre part, les relevés fournis par les secrétariats des branches des Trade's Unions montrent 88 cas de réduction.

C'est presque uniquement une hausse que signale l'examen des salaires des employés d'autorités publiques pendant les trois années. Le nombre des changements, et leur résultat, en 1895, sont inférieurs à ceux de 1893 et 1894, la moyenne restant sensiblement la même. En 1894, 43.800 employés du Gouvernement ont vu réduire la journée à 8 heures sans qu'il y ait eu une seule augmentation. En 1895, on ne signale également que des réductions parmi les employés de la police et des autorités locales, mais en moins grand nombre que dans l'année précédente. Les statistiques provisoires de 1896 montrent 11.500 augmentations de salaires, chiffre bien supérieur à ceux des années précédentes; en même temps, 1.900 personnes ont bénéficié d'une réduction d'heures de travail.

Enfin, le rapport contient un exposé sommaire des nouvelles listes de salaires pour le travail aux pièces, et des échelles de salaires. A signaler une amélioration dans la situation des femmes travaillant à la bonneterie à Leicester. Les salaires accordés aux raccommodeuses de Hinckley constituent de même une augmentation considérable dans les salaires des femmes.

Dans la chaussure, l'usage des machines a amené à établir de nouvelles listes de travail aux pièces, en prenant pour base le travail que peut faire actuellement un ouvrier moyen.

Dans l'établissement d'une échelle de salaires pour les ouvriers des hauts-fourneaux de Barrow-in-Furness, ainsi que pour ceux de la compagnie d'acier hématite de la même ville, on a pris comme base le prix de vente moyen sur le marché de Glasgow. Une nouvelle échelle établie par l'association des fabricants d'acier et de fer des Galles du Sud et Monmouth suit davantage le prix de vente: à chaque augmentation de 6 d. dans le prix de vente correspond une augmentation dans le salaire. Enfin un minimum a été fixé dans les charbonnages du Comte de Ros-selyn, dans le Fife-shire.

PAUL HUNZIKER.

---

## REVUE DES PÉRIODIQUES

*Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* (Revue d'économie politique et de statistique), fondée par Bruno Hildebrand, dirigée par J. Conrad, etc., — 1897.

Cette revue contient des articles intéressants parmi lesquels nous devons signaler les suivants :

JANVIER 1897.

1° *Lastig.* — *Projet de Code de Commerce allemand de 1896*  
Comme on le sait, le code de commerce a été le début de l'œuvre d'unification de la législation allemande; il remonte à 1866, fut peu à peu adopté par tous les Etats et devint loi de la Confédération du Nord, puis de l'empire allemand; il fut complété par des lois importantes, en particulier par celles de 1870 et de 1884 sur les sociétés par action, celles de 1892 sur les sociétés à responsabilité limitée, et sur l'industrie des chemins de fer, celle de 1874 sur les marques de commerce, etc. Le besoin d'une refonte se faisait sentir, il devint plus impérieux par suite de la promulgation d'un code civil allemand en 1896. C'est ce projet de refonte, devenu depuis un code de commerce nouveau, que l'auteur discute avec beaucoup de sagacité.

2° *Bartung.* — *La banque fédérale suisse.* — Une loi sur la fondation de cette banque a été votée le 18 juin 1896, et est soumise au vote populaire; elle ne semble pas devoir passer sans résistance. La question est de savoir si le monopole de l'émission doit être confié à une banque dirigée seulement par des organes de l'Etat ou agissant avec les fonds de l'Etat ou enfin fondée avec les capitaux des particuliers et sous la surveillance de l'Etat. C'est cette question de principe qu'examine l'auteur de l'article; il entre aussi dans les détails de fonctionnement.

3° *Kollmann.* — *Les ressources de l'Etat dans l'Oldenbourg.* — Cette étude est toute statistique.

4° *Mandello.* — *Situation financière de la Hongrie depuis l'établissement du dualisme.*

5° *Hirschberg.* — *Le prix du pain à Berlin, en 1896.*

6° *Statistique de l'Instruction publique en Russie.*

7° *Barth.* — *Annales de l'Institut International de Sociologie de Paris.*

8° *Dull.* — *L'Allemagne produit-elle assez de blé pour sa consommation?*

9° *Cohn.* — *Contribution à la réforme bursale allemande.*

FÉVRIER 1897.

*Seek, Otto.* — *La statistique dans l'histoire ancienne.* — L'auteur cherche à établir les éléments de cette statistique en Grèce et à Rome, il indique les difficultés que cette investigation rencontre surtout en matière démographique, où les esclaves et souvent les femmes n'étaient pas comptés.

C'est le dénombrement des années qui donne les résultats les plus positifs. On est quelquefois obligé de procéder d'une manière indirecte en jugeant du chiffre d'une population à l'indication des provisions qu'elle nécessitait.

2° *Gömsory.* — *Le prix comme catégorie indépendante.* — Le problème de la valeur est, dit l'auteur, une des parties les plus considérées de l'économie politique; il faut, pour ainsi dire, l'en détacher et en faire une branche particulière de la science; l'auteur cherche à en établir les rapports avec le prix. Il examine aussi le problème de l'intérêt du capital.

3° *Wicksell.* — *L'intérêt de la banque comme régulateur du prix des marchandises.* — Étude économique intéressante; c'est le résumé d'un ouvrage projeté par l'auteur; le régulateur ne peut être le métal, puisque celui-ci est lui-même marchandise.

4° *Kermauer.* — *De la mortalité des nourrissons* par suite des maladies d'estomac et d'intestin. — Cet article renferme une grande richesse de documents statistiques.

5° *Mataja.* *Les établissements de travail industriel en Autriche.* — Étude continuée en mars.

MARS 1897.

*Beloch.* — *Histoire de la population dans l'antiquité.* — Cette étude démographique rétrospective présente un vif intérêt; elle est écrite pour la défense d'un livre de l'auteur contre plusieurs démographes, notamment contre Seek.

*Des accidents sur les chemins de fer anglais et allemands.*

AVRIL 1897.

*Eulenburg.* — *Sur la fréquentation des universités allemandes au Moyen-Age.*

*De la législation contre le sweating-system aux Etats-Unis.*

*Mischler.* — *La nouvelle sur la loi autrichienne relative à l'indigence.*

*Comparaison des prix de 1895 et de 1896 avec ceux des années précédentes.*

MAI 1897.

*Ehrenberg. — La grève des ouvriers du port à Hambourg en 1896-1897.* — Cette étude étendue recherche les origines de cette grève et la décrit dans ses détails; l'auteur en ayant été le témoin, elle renferme des indications très précises.

*Rachfahl. — Sur la théorie d'une science historique collectiviste.* — L'auteur entend par ces mots une histoire non des faits humains individuels, mais de l'évolution de l'humanité, ou de telle institution en particulier; c'est la considération du devenir remplaçant celle de l'agir. Telle est du reste la tendance des historiens modernes. D'ailleurs il y a là deux branches bien distinctes de l'histoire; si la liberté règne jusqu'à un certain point dans celle individuelle, c'est le déterminisme qui domine celle collective.

*Kollmann. — Des dettes pesant sur l'agriculture dans le Grand-Duché d'Oldenbourg.*

*Loeb. — Des effets de la loi bursale sur les affaires de banque et de bourse.* — Il s'agit d'une loi récemment promulguée en Allemagne et restreignant l'effet de la spéculation de bourse. Il est difficile, dit l'auteur en commençant, de juger une loi qui n'a pas encore produit son effet complet; il n'examine d'ailleurs que les effets financiers et non ceux commerciaux.

*Fick. — De la possibilité d'une mesure de la valeur.*

*Wiebe. — Histoire de la révolution des prix aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.*

*Kollmann. — Annuaire statistique des villes allemandes.*

RAOUL DE LA GRASSERIE.

*Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft.* — Revue des sciences politiques, dirigée par M. Schæffle.

Cette revue qui paraît chaque année en quatre livraisons contient pour 1896 et 1897 les principaux articles suivants :

ANNÉE 1896

1<sup>o</sup> *Bücher, Karl. — L'administration publique de la ville de Francfort au Moyen-Age.* — Il s'agit de la situation et de la comptabilité financières. L'auteur énonce les principes qui faisaient défaut à cette époque et indique ceux qui se trouvaient en usage; ainsi l'unité de caisse était inconnue; chaque branche administrative conservait la sienne propre. La compensation y était pratiquée, et le numéraire ne servait que pour le solde. L'auteur entre dans de grands détails sur les dotations et les fondations et tout le mécanisme économique de l'époque.

2° *Bornhak.* — *La révision de la Constitution belge.* — On connaît les efforts faits lors de cette révision pour remédier à la pulvérisation des individus vis-à-vis de l'Etat et pour reconstituer les groupes naturels ou corporatifs, et l'influence de cette idée sur la nouvelle loi électorale; c'est que ce pays avait vu passer sur les diverses classes le même niveau qu'en France. Elle est l'idée dominante avec laquelle l'auteur examine cette évolution.

3° *Thoisch.* — *Du problème des intérêts du capital.*

4° *Von Schubert Soldern.* — *Du bonheur humain et de la question sociale,* contribution à la psychologie économique.

5° *Martin.* — *De l'exclusion des femmes mariées des fabriques.* — Etude relative à l'industrie textile. Cet article très instructif remonte au Moyen-Age pour rechercher la quantité et le mode de travail féminin employé dans le tissage à domicile; il décrit ensuite son emploi actuel à l'atelier, rapprochant ces diverses données. Il conclut dans le sens de l'exclusion de la femme de ces travaux. Il a pris pour exemple l'industrie textile comme étant et surtout comme ayant été l'une des plus importantes où les femmes aient fait concurrence au travail de l'homme.

6° *Zeller.* — *De la réforme fiscale* au Wurtemberg.

7° *Heitz.* — *Les principes de la formation du revenu* dans leur développement historique. L'auteur passe en revue à ce sujet les diverses écoles d'économistes, et il les soumet à sa critique.

8° *E. Wörishofer.* — *La question de l'assurance contre le chômage.* — L'auteur insiste sur l'importance de cette question et fait remarquer que les économistes de toutes les écoles sont d'accord sur ce point. Il raconte les tentatives récentes faites en Suisse, notamment à Saint-Gall, et leur insuccès, en ce qui concerne l'assurance obligatoire. Il recherche les moyens de fonder cette assurance.

9° *Speche.* — *Les sténographes féminins et l'emploi des machines à écrire* à Berlin.

10° *De la consommation des boissons spiritueuses* en France en 1891, et en Grande-Bretagne pendant la même période.

11° *Division de la propriété et charges des immeubles* aux Etats-Unis.

#### ANNÉE 1897.

1° *Michaelis.* — *Examen critique des prix contenus dans l'édit de Dioclétien au point de vue de l'économie politique.* — L'édit de Dioclétien (301 après J.-C.) intitulé *edictum Diocletiani de pretiis rerum venalium* est très curieux; tout d'abord comme essai d'établissement d'un *maximum* pour les denrées et les salaires, puis comme indication des prix courants de l'époque. Après les besoins d'alimentation, de vêtement, etc., dans l'antiquité, l'auteur examine le tarif, rappelle les travaux auxquels il a donné lieu; il considère le rapport des prix de divers



objets entre eux et non pas seulement avec le numéraire équivalent; il passe ensuite à l'estimation des métaux précieux eux-mêmes, la dernière partie est consacrée aux salaires. Cet article est très instructif et mérite une attention particulière.

2° *Weichs-Glon.* — *L'industrie manuelle.* — Il s'agit de la petite industrie vis-à-vis de la grande et des moyens de lui rendre la prospérité.

3° *Schäffle.* — *Les corporations de la petite industrie.* — Un des moyens précisément de protéger la petite industrie, ce serait de l'organiser corporativement; c'est à propos d'un projet de nouvelle loi sur l'industrie que cette question est envisagée; la nouvelle de 1878 avait bien favorisé cette formation, mais sans la rendre obligatoire.

4° *Tiedemann.* — *Du développement nouveau des rapports avec les ouvriers et de l'organisation industrielle de l'imprimerie.* — Il s'agit de l'établissement d'un tarif uniforme pour toute l'Allemagne.

5° *Auguste Etienne,* — *Des impositions sur les biens dans les communes.* — L'auteur donne la statistique des divers modes d'impôts dans les principales villes d'Allemagne.

6° *Zeller.* — *L'organisation administrative de la Prusse comparée avec celle des Etats-Unis.* — Les principes sont entièrement différents, la division des fonctions est beaucoup moins parfaite dans ces derniers; l'auteur poursuit sa comparaison successivement dans l'administration centrale, celle moyenne, celle inférieure et celle locale.

7° *Bleicher.* — *Etude statistique et démographique sur la ville de Francfort.*

8° *De la participation des femmes et des enfants aux travaux industriels* dans les divers pays.

9° *De l'administration intérieure et financière de l'Egypte.*

RAOUL DE LA GRASSERIE.

*The quarterly Journal of Economics* (Revue trimestrielle de l'économie politique). Boston, publiée par l'Université d'Harvard.

Cette revue américaine a publiée depuis septembre 1896 les articles suivants :

OCTOBRE 1896.

1° *Taussig.* — *La situation internationale relative à la question de l'argent.* — Cet article très développé sur un point économique du plus haut intérêt en présente d'autant plus qu'il s'occupe spécialement de la situation monétaire dans le Nouveau-Monde; l'auteur discute le mono et le bimétallisme.

2° *Baden-Powell.* — *De l'origine de la situation des Zamindar au Bengale.*

3<sup>e</sup> *Mac Farland Davis.* — *Des banques dans l'Etat du Massachusetts au 18<sup>e</sup> siècle.* — L'auteur étudie la période économique qui aboutit à la création d'une banque territoriale en 1740.

JANVIER 1897.

1<sup>o</sup> *Marshall.* — *De l'ancienne génération d'économistes et de la nouvelle.* — Ce parallèle des plus curieux fait connaître l'esprit de différentes écoles et les tendances contemporaines; il conclut en indiquant celles pour l'avenir.

2<sup>o</sup> *Miater.* — *Un précurseur de Böhm-Bawerk.* — Le précurseur est John Rae que Böhm-Bawerk a oublié de citer dans son livre publié en 1884 sur l'histoire et la critique des théories de l'intérêt et pourtant il avait passé en revue tout ceux qui avaient écrit sur la matière, et d'autre part Rae était le plus important de tous et il avait émis la plupart de ses théories. Ce précurseur était tombé en oubli malgré l'éloge que Mill en avait fait. L'auteur de l'article cherche à démontrer qu'il avait émis toutes les idées essentielles contenues dans l'ouvrage précité.

3<sup>o</sup> *Législation sociale et économique des Etats-Unis en 1896.*

AVRIL 1897.

1<sup>o</sup> *Crum.* — *De la natalité au Massachusetts.* — C'est une contribution à cette grande question démographique. Les renseignements statistiques donnés par l'auteur sont nombreux; il emploie les divers modes de comparaison en usage, et classe à cet effet les personnes en nombreuses catégories.

2<sup>o</sup> *Cummings.* — *Les magasins coopératifs aux Etats-Unis.* — L'auteur parle en commençant de la nécrologie coopérative; c'est dire que la coopération n'a pas réussi dans ce pays, encore moins les magasins coopératifs; il en recherche les causes et indique les moyens de leur rendre la vitalité.

3<sup>o</sup> *Griffin.* — *La taxation du sucre aux Etats-Unis.* — L'auteur s'occupe de la période de 1789 à 1861, et particulièrement avant et après la guerre de sécession.

RAOUL DE LA GRASSERIE.



## INFORMATIONS

L'École d'Anthropologie de Paris vient de rouvrir ses enseignements, le 4 novembre. Le cours de sociologie qu'y fait M. Letourneau a lieu chaque semaine, le samedi, à 4 heures. Il porte, cette année, sur « l'évolution mentale dans les diverses races et sociétés. »

. .

Au mois de janvier prochain, M. Tarde reprendra son cours de sociologie à l'École des Sciences Politiques. Il traitera, cette fois, de « la sociologie criminelle. »

. .

M. Tarde présente également « l'esquisse d'une sociologie », en trois conférences, au Collège Libre des Sciences Sociales, qui inaugure en ce moment sa troisième année d'existence. A ce Collège sont faits aussi, les vendredis à 4 heures 1/2 et 5 heures 1/2, un cours de M. Maxime Kovalewsky sur « la Russie économique et sociale », et un cours du Dr E. Delbet sur « la sociologie d'après Auguste Comte ».

. .

M. René Worms, directeur de la *Revue*, a été reçu deuxième au récent concours d'agrégation des Facultés de Droit françaises, pour la section des sciences économiques, et nommé agrégé à l'Université de Caen.

. .

L'Institut International de Sociologie vient d'admettre comme associés deux criminologistes : MM. Scipio Sighele, avocat à Rome, agrégé à l'Université de Pise, auteur de *la Foule Criminelle*, *le Crime à deux*, *la Psychologie des Sectes*, etc...; et M. Juliusz Makarewicz, privat-docent à l'Université de Lemberg, auteur de *l'Essence du crime*, de *Classicisme et Positivisme en droit pénal*, etc....

. .

La Société de Sociologie de Paris a tenu le mercredi soir 10 novembre sa séance de rentrée, à l'Hôtel des Sociétés Savantes. Elle a constitué son Comité pour 1897-98 de la façon suivante :

*Président* : M. Tarde ;

*Vice-président* : M. Beaurin-Gressier ;

*Secrétaire général* : M. René Worms ;

*Trésorier* : M. Rappin ;

*Secrétaires* : MM. Politis et Bochart ;

*Archiviste-bibliothécaire* : M. Brandin ;

*Membres* : MM. Limousin, Coste, Delbet, Monin.

A l'exception de M. Monin, qui est élu pour la première fois, toutes ces personnes faisaient déjà partie du Comité en 1896-1897 avec les mêmes qualités.

La Société s'est ensuite occupé des « théories sociologiques de Fourier. »

M. Limousin a exposé la question en distinguant chez Fourier les vues proprement sociologiques (conception de la nature cosmique et humaine) des projets de réforme sociale. Une discussion s'en est suivie, entre MM. Tarde, Délias, R. Worms et Limousin.

A cette séance a été présentée à la Société son premier annuaire, embrassant les années 1895, 1896 et 1897.

. . .

La Bibliothèque Sociologique Internationale vient de faire paraître le livre de M. Michel-Ange Vaccaro, membre de l'Institut International de Sociologie, directeur de la *Revista Scientifica del Diritto*, sur « *les Bases Sociologiques du Droit et de l'État* », dont nous avons précédemment parlé. L'édition italienne a été complètement refondue par l'auteur en vue de cette traduction française, qui a été faite par M. J. Gaure, avocat.

---

## OUVRAGES RÉCENTS

### DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

---

- G. DE MORTILLET. — Formation de la nation française (in-8).
- N. KARÉIEV. — Études de sociologie (in-8, en russe).
- N. KARÉIEV. — Introduction à l'étude de la sociologie (in-8, en russe).
- G. SCHELLE. — Vincent de Gournay (in-8).
- ENRICO FERRI. — La science et la vie au XIX<sup>e</sup> siècle, discours de rentrée à l'Université Nouvelle de Bruxelles (broch. in-8).
- DR BONMARIAGE. — L'hygiène sociale, discours de rentrée à l'Université Nouvelle de Bruxelles (broch. in-8).
- ERNEST CHARLES. — Théories sociales et politiciens (in-8).
- L. D'ERVIEUX. — Les renaissances de l'âme (in-8).
- BERNARD LAZARE. — Une erreur judiciaire : l'affaire Dreyfus (gr. in-8).
- C<sup>te</sup> DE CHAMBRUN. — Wagner à Munich, Francfort, Nice (in-8).
- MAURICE LAMBERT. — Essai sur la protection du salaire (in-8).
- C. R. C. HERCKENBATH. — Problèmes d'esthétique et de morale (in-18).
- CHARLES MISMER. — Principes sociologiques, 2<sup>e</sup> éd. (in-8).
- J.-J. CLAMAGERAN. — La lutte contre le mal (in-12).
- N. MIKHAÏLOVSKY. — Qu'est-ce que le progrès ? (in-1 2).
- LEONIDA COLESCU. — Geschichte des rumänischen Steuerswesens, 1711-1821 (in-8).
- E. LOMBARDO PELLEGRINO. — L'Ueberschensch nella societa e nel diritto (br. in-8).
- A. NOUVION-JACQUET ET CH. CORDIER. — Le patron et l'ouvrier devant le conseil de prudhommes (br. in-4).

ALPHONSE MELLET. — Le partage successoral et la loi du 30 novembre 1894 (in-4).

ALFRED ESPINAS. — Les origines de la technologie (in-8).

LOUIS BRIDEL. — Mélanges féministes (in-8).

LOUIS FRANK. — La femme avocat (in-12).

JUAN ENRIQUE LAGARRIGUE. — Lettre au tzar Nicolas II (broch. in-12).

GENNARO MONDAINI. — La questione dei negri nella storia e nella società nord-americana (in-8).

WILLIAM DOUGLASS. — A discourse concerning the currencies of the british plantetion in America, edited by CHARLES J. BULLOCK (in-8).

ROMOLO BIANCHI. — Il popolo in Grecia e in Roma (broch. in-8).

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency. Imp. J. Laffray.

# REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

---

## Les origines sociologiques.

### Essai de sociologie comparée.

#### I

Pourquoi dédaigner en sociologie le vaste et intéressant problème des origines ? Est-ce que sa solution serait sans importance pour l'édification définitive de cette science ? Qui pourrait dire si elle ne lui apportera pas des transformations aussi radicales et aussi fructueuses que celles qu'elle fit subir à la biologie à la suite des travaux de Lamarck, de Darwin et de leurs disciples ? D'ailleurs, cette question est loin d'être superflue, puisque la recherche de la causalité est directement comprise dans la méthode scientifique. « S'il doit y avoir un jour une science sociale proprement dite, écrivait récemment M. Sorel (1), ce sera par l'application aux faits sociaux des procédés des sciences exactes, des sciences de la nature ».

Les sociétés humaines n'ont pas toujours existé. D'où sont elles issues ? Quand et comment a débuté la vie sociale ? Que fut à l'aurore

---

(1) Discours de rentrée de l'Université de Lille, 1897.

de son évolution le phénomène sociologique; quels caractères a-t-il conservé des phénomènes du monde antérieur? Quelles différenciations a-t-il acquises? C'est à ces questions que cette étude essaiera de répondre.

La vie biologique est antérieure à la vie sociale. Il ne saurait y avoir de doute à ce sujet. Ce ne fut que des espèces déjà évoluées qui purent s'affranchir de l'animalité et s'élever jusqu'à la vie en commun, jusqu'à l'associationnisme. Or, toute l'évolution biologique est dominée par cette grande loi de la concurrence vitale qui fait, par une sélection continue, prédominer le plus apte, le plus fort ou le mieux adapté. Pour les espèces à vie isolée, la sélection utilitaire, qui résulte de la concurrence vitale, est la limite évolutive; elle fixe la marge que les variations ne peuvent point franchir. Un organisme ne sera susceptible de descendance que s'il conserve intégralement toutes les variations, tous les processus, toutes les conditions acquises qui peuvent lui être utiles. Les individus d'une espèce qui ne présentent pas ce maximum utilitaire seront éliminés.

L'évolution cependant, grâce à certaines conditions qui seront indiquées ultérieurement, achemine les êtres vivants vers une forme de vie plus parfaite parce qu'elle est plus définitive : la vie associée! Que les individus se groupent, que la sociabilité se crée et aussitôt apparaîtront de nouveaux processus dont l'action générale va tendre à ralentir, à atténuer, à contre-balancer même la sélection naturelle. Celle-ci désormais ne s'exerce plus que dans une certaine limite. La sociabilité, dans la mesure où elle s'établit, fait œuvre *antisélective*, c'est dire qu'elle permet à des êtres ayant des caractères certains d'infériorité, dont les actes ne sont point parfaits, en ce sens qu'il ne réalisent pas le *maximum utilitaire*, de vivre encore, d'évoluer, de se reproduire, et de transmettre héréditairement leurs qualités et leurs défauts. Ainsi sont conservées toutes les variations, qu'elles soient utiles, inutiles ou même nuisibles à l'individu ou à l'espèce.

Cette dernière, toutefois, n'a rien à redouter, car l'entente pour la vie, que la sociabilité substitue à la concurrence antérieure, lui assurera le triomphe dans les luttes contre ses ennemis. Les organes défensifs et offensifs peuvent même s'atrophier par défaut d'usage comme on l'observe pour l'homme qui est moins bien doué à ce point de vue que l'anthropopitèque ou les primates.

La sociabilité, dans la mesure où elle est antisélective, favorise donc une sorte de variation désordonnée, qui deviendra plus tard un puissant levier de progrès général. L'imitation, ce phénomène psycho-



gique dont M. Tarde a fait la clef de voûte de sa sociologie, interviendra alors, de telle sorte qu'aux variations individuelles purement biologiques, s'ajouteront des variations imitées, uniquement sociologiques. Les unes et les autres se marieront, s'enchevêtreront, se fusionneront, créant ainsi, au fur et à mesure de l'évolution, le progrès individuel et social; jusqu'au jour où la quantité de variations inutiles ou nuisibles sera assez grande pour contre-balancer l'œuvre progressiste.

La sociabilité se révèle à la fois comme un facteur d'évolution ascensionnelle et une cause de régression. Le rôle du cerveau collectif, la mission de l'élite social, serait justement de dissocier les deux ordres de facteurs qui produisent des résultats si contraires et de s'opposer aux variations dangereuses à l'ordre social, par des moyens multiples, qui ne sont autres que ces phénomènes de contrainte, dont M. Durkheim a si bien précisé le mécanisme.

## II. — CARACTÈRES DU PHÉNOMÈNE SOCIOLOGIQUE.

Si ce mariage des variations, qui devient ainsi le trait définitif de la sociologie, relève de l'imitation psychologique, il est aussi, par les unions sexuelles, sous l'influence d'une sorte d'imitation biologique. Qu'est-ce que l'hérédité, en effet, sinon la copie servile des processus de l'ancêtre? L'ontogénèse n'est autre chose qu'une imitation nécessaire devenue automatique. Les caractères acquis par voie adaptative eux-mêmes ne sont que l'imitation des processus d'adaptation à un milieu, employés par le premier individu qui a accompli cette adaptation. La variation adaptative réalisée par ce dernier, ne peut-elle pas être considérée comme une invention organique?

Les sociétés animales, l'humanité elle-même, sont soumises aux lois de l'hérédité et de l'adaptation, et renouvellent sans cesse, plus particulièrement dans l'ontogénèse, les processus d'imitation automatique si différents de ceux de l'imitation psychologique. Le professeur A. Forel, qui connaît si bien le monde des fourmis, explique de la façon suivante les instincts sociaux de ces êtres, si complexes et si complets, qu'ils n'ont pas leur équivalent, à certains points de vue, dans les sociétés humaines. Ces instincts sociaux appartiendraient, d'après M. Forel (1) « à la catégorie des automatismes hérités com-

---

(1) Forel. *Aperçu de psych. comparée* (An. psychol. 1895.)

plets, c'est-à-dire n'ayant pas besoin d'être appris par l'individu », mais les fourmis n'ont pas cette « capacité d'adaptation » que manifestent les mammifères et l'homme (1). L'adaptation plastique qui n'est autre que l'invention et l'imitation au sens où l'entend M. Tarde, est ici très réduite. Les phénomènes sociaux sont presque exclusivement du domaine de l'automatisme.

Quelle est donc la caractéristique du phénomène sociologique ? Si l'imitation automatique est trop générale, puisqu'elle se retrouve à tous les degrés de l'échelle biologique, nous venons de voir que l'imitation consciente ne l'est pas assez. Il en est de même de la contrainte, phénomène sociologique secondaire, qui n'intervient que lorsque la variabilité a créé des individualités trop dangereuses.

Essayons de définir un phénomène. Le physicien considère comme tel la transformation d'un état d'équilibre A en un nouvel état d'équilibre A'. Le phénomène est déterminé par l'état d'équilibre initial quant à sa production et à son énergie propre, et par les conditions de milieu quant à sa durée et à son orientation. Le phénomène biologique n'est-il que cela ? Supposons un organisme, une cellule, par exemple : cette cellule constitue un état d'équilibre d'un système matériel que les actions multiples du milieu tendent constamment à rompre et à détruire. Cependant, malgré cette désintégration constante sous l'influence du milieu, un organisme, si on le considère à deux moments consécutifs de sa durée, même éloignés l'un de l'autre, se montre à peu près identique à lui-même. Il faut donc qu'il y ait des actions de réintégration, annihilant l'œuvre désintégrante du milieu. De plus, la réaction doit être dans une certaine mesure équivalente à l'action. La réaction, uniquement déterminée par des causes physico-chimiques, est, en outre, soumise à une orientation vers un but, à un déterminisme téléologique. Le phénomène biologique manifeste une adaptation progressive du déterminisme causal à une œuvre finaliste qui n'est autre que la conservation de l'organisme. Ainsi s'ajoute au déterminisme initial un autre déterminisme secondaire, qui peut passer par tous les états d'inconscience et de conscience. M. Beaurin-Gressier en a fort bien précisé le rôle sociologique dans sa savante étude sur le progrès (2).

(1) L'« adaptation plastique » existe cependant, mais très réduite. Forel l'a mise en évidence par de curieuses et décisives expériences.

(2) Beaurin-Gressier. Congrès des Sociétés savantes, 1896.

Tant que les individus restent isolés, la concurrence vitale maintient, avons-nous dit, le caractère directement et complètement utilitaire du phénomène biologique. Sous l'influence de la sociabilité, la téléologie individuelle perd de sa rigueur, l'acte n'est plus aussi complètement et aussi parfaitement orienté vers l'utilité de l'organisme. C'est donc bien une déviation, une déformation que subit le phénomène biologique initial en devenant phénomène sociologique. Cette déviation fait de tout acte social un acte défectueux et pour ainsi dire organiquement mauvais ; il est mauvais dans la mesure où il ne répond pas à la finalité utilitaire de l'être qui l'a produit, dans la mesure où il a été déformé par la sociabilité.

Le mal, cette entité des théologies, est donc susceptible d'une définition purement biologique ; il n'est autre que l'infériorité créée et perpétuée dans l'organisme par la sociabilité, que l'involution subie par le phénomène réactionnel, involution qui s'oppose à la réalisation parfaite de sa finalité originelle.

Cependant la déviation produite dans la téléologie utilitaire de l'acte par la sociabilité, n'a d'autre but que de substituer à cette utilité individuelle une autre plus générale. Ainsi progressivement l'égoïsme est remplacé par l'altruisme. N'est-il pas curieux d'être obligé de donner à l'altruisme et au mal la même cause : la sociabilité ? Mais il faut noter toutefois entre ces deux phénomènes de profondes différences. L'acte altruiste est celui où une téléologie plus générale s'est substituée à la téléologie primitive. L'acte mauvais est celui qui n'a pas réussi cette transformation ; il est resté nuisible à l'individu et dangereux à la collectivité.

L'atténuation de la concurrence vitale, l'apparition de l'entente pour la vie, la déformation du phénomène biologique initial par la substitution d'une utilité générale, altruiste, à l'utilité primitive purement égoïste, la production d'actes inutiles à l'individu ou au corps social : telles sont les caractères les plus généraux des phénomènes sociologiques.

### III. — LA SEXUALITÉ CAUSE ORIGINELLE DE L'ASSOCIATIONISME.

Spencer a vu dans la coopération des parents pour l'éducation des jeunes le germe « d'un nouvel ordre de phénomènes » ; ce germe peut s'observer à un stade bien antérieur à celui de la création de la famille, dans la production de ces processus d'hétérogamie dont est

issue la sexualité. A deux organes de sexe différents mais de même espèce, incombe l'avenir de la race. Comment rempliraient-ils leur mission sans l'union sexuelle, qui implique nécessairement un abandon au moins temporaire de la concurrence vitale. C'est là le premier germe de la sociabilité, le prototype des phénomènes sociologiques.

L'instinct de reproduction s'oppose à la sélection naturelle qui aurait eu bientôt éliminé les femelles, généralement moins fortes que les mâles. Il lui substitue une sélection à rebours, une véritable élection : la sélection sexuelle dont l'étude est à la fois du domaine de la biologie et de celui de la sociologie. La sélection sexuelle a dû dès l'origine marier des variations très dissemblables. Elle a consisté, pour un individu, à ignorer ses congénères d'un autre sexe trop semblables à lui par leur hérédité ou par toute autre cause. Lorsque cette sélection fut impuissante, lorsque l'union entre deux individus trop semblables se produisit, la série ainsi engendrée eut, à cause de la consanguinité, des caractères marqués d'infériorité, que la sélection naturelle élimina ultérieurement.

Le rôle de la sexualité dans la genèse des sociétés animales est facile à élucider par la simple observation des faits ; le soin de la progéniture est en effet un des plus puissants motifs qui retiennent ensemble les abeilles et les fourmis. Il en est un autre, c'est le respect de l'individu sexué, de la reine. La naissance de nouvelles reines est l'occasion dans la ruche de divisions, qui aboutissent à l'essaimage et à la formation de nouvelles sociétés.

La famille, cette cellule sociale, ce prototype des sociétés plus complexes, n'a pas d'autres causes que la sexualité ; son but n'est pas uniquement la protection de l'un ou de l'autre des deux associés, mais des petits qui naîtront de leur union. Aussi, très souvent, la famille animale sera-t-elle temporaire, c'est-à-dire limitée à l'époque des amours ou au temps nécessaire pour l'élevage des jeunes. Impossible d'imaginer des familles plus unies et plus éphémères que celles de certains grands carnassiers, du tigre et de sa femelle par exemple. Pendant la période d'amour et l'élevage des jeunes ils se montrent étroitement unis, leurs petits ne les quittent pas d'un pas, le mâle ne s'éloigne des siens que pour se mettre en quête de leur pâture. Aussitôt que les jeunes sont en mesure de subvenir à leurs besoins, la famille se disloque, chacun va vivre en solitaire jusqu'à la prochaine saison des amours.

Chez la plupart des oiseaux il n'en est plus de même ; la famille monogame ne disparaît plus, une fois la saison d'amour passée et les

petits élevés. Le plus grand nombre s'unissent pour la vie; les gallinacés cependant et le vautour des agneaux font exception.

Si l'instinct de procréation était permanent chez tous les animaux, ainsi que le fait remarquer Burdach (1) ils auraient constamment des dispositions sociales. Comme il dure plus longtemps chez les femelles, qu'il s'étend même chez elles jusqu'aux soins à donner aux petits, et que ce sont ordinairement les mâles qui recherchent l'autre sexe « la femelle paraît être le lien proprement dit des espèces et le véritable fondement de la sociabilité. »

Les sociétés animales se présentent tout naturellement comme une extension de la famille; elles ont leurs origines dans celle-ci et leur cause dans l'instinct social qu'elle a créé. Sans doute certains animaux, parce que les conditions de vie les y obligent, et également par suite de la concurrence sexuelle, abandonnent la vie sociale pour adopter la vie familiale à l'époque des amours; ainsi en est-il du cerf, des rennes, de l'élan, parmi les mammifères, du *Tetrao bonasea*, parmi les oiseaux. Mais la famille est encore la forme primitive et est restée chez ces êtres la forme sociale la plus générale.

#### IV. — ATTÉNUATION ET TRANSFORMATION DE LA CONCURRENCE VITALE.

« Le struggle for life, dit M. F. Houssay (2), est l'état nécessaire de tout animal, mais, par la force même des choses, la supériorité consiste précisément à s'en dégager autant qu'il est possible. »

Cependant la concurrence ne disparaît pas toute entière; elle se transforme simplement et, en s'atténuant, perd, dans une large mesure, son caractère sélectif. Les luttes sexuelles que se livrent les mâles pour la possession de la femelle en sont un vestige, ainsi que le montre bien l'étude de la combativité qui est, au début, sous l'unique dépendance de l'instinct nutritif. C'est ainsi qu'il apparaît pendant l'ontogénèse et il se conserve avec ces caractères pendant toute la vie, excepté temporairement à l'époque du rut, où il est alors dévié dans un sens sexuel. J'ai observé chez trois jeunes merles, élevés en cage, les premières manifestations de la combativité. Tant qu'ils furent

(1) C. F. Burdach. *Traité de physiol.*, tome II, trad. 1893. Paris, 1838.

(2) *Revue philosophique*. Sociabilité et morale chez les animaux.

inaptes à prendre leurs aliments, ils se firent une concurrence uniquement passive, qui consistait simplement à se présenter plus à proximité de la main qui les leur offrait ; dès qu'ils mangèrent seuls l'instinct de combativité se manifesta ; leur concurrence devint active, ils se battaient avec acharnement et jusqu'à ensanglanter leur cage (1).

Une autre déformation de l'instinct de concurrence aboutit à la création de la hiérarchisation, cette première indication de l'état dans les sociétés animales. C'est par cette hiérarchisation que les jeunes et les faibles sont conservés ; c'est elle qui incite les forts à les défendre. Elle est tout à la fois le respect du fort par le faible et la protection du faible par le fort. On élève dans le Cher de nombreux troupeaux de Suidés qu'on laisse vivre dans les taillis de chênes pendant une partie de l'année, dans une liberté presque complète. A la fin de l'automne les éleveurs n'ont d'autres moyens pour les faire rentrer à la ferme que de s'emparer d'un jeune, de le faire crier, en ayant soin de se tenir à l'abri des coups de dents ; bientôt arrivent les vieux mâles qui viennent le défendre, entraînant à leur suite tout le troupeau.

Le respect du fort par le faible s'observe très bien chez le chien. Qui n'a assisté à cette scène ? Un malheureux roquet s'est emparé d'un os et emporte rapidement sa pitance dans un endroit où son repas ne sera pas troublé. Survient un boule-dogue : un simple coup de voix sans la moindre lutte, la plupart du temps, suffit à ce dernier pour que le roquet abandonne rapidement son os dont l'autre s'empare. Un fait bien curieux de lutte pour la conquête de la prééminance est ce dernier, que j'ai observé ; un couple de faisan mâle et femelle habitait la même cage. Souvent le mâle battait la femelle ; cependant ainsi que les faits l'établissent, il avait pour celle-ci un attachement réel. Un jour, dans un accès de colère, il la tua, puis, après la mort de celle-ci, il refusa toute nourriture et mourut lui-même bientôt d'inanition et de chagrin.

La hiérarchisation produit une anti-sélection très nette. Dans les troupeaux de Pachydermes ou de Ruminants, ce sont les plus âgés et les plus forts qui s'exposent dans les luttes défensives pour protéger les femelles et les jeunes, c'est-à-dire les faibles qui se placent généralement au centre, endroit où ils courent moins de risques.

La concurrence vitale qui diminue dans le groupe social est reportée avec plus d'intensité, en dehors du groupe, sur les espèces qui lui ser-

---

(1) Saint-Dier (Puy-de-Dôme), 1895.

• vent de nourriture; ainsi la fourmi livre des luttes acharnées aux individus de même espèce qui appartiennent à d'autres fourmillières. Les espèces sociales, et l'homme plus particulièrement, arrivent à tuer sans nécessité, dans le seul but de se distraire et d'exercer les instincts sanguinaires qu'elles tiennent de la concurrence vitale primitive. Chez le renard, cette particularité, utilisée dans l'évolution, a produit l'instinct de prévoyance admirable qui caractérise cet animal. Il enfouit le produit de sa chasse et va le déterrer lorsque la nécessité s'en fait sentir pour lui et sa famille. N'est-ce pas cette prévoyance, aboutissant, à la création d'un véritable capital, qui est le premier rudiment du sentiment de propriété?

La concurrence vitale se réveille parfois dans toute son intensité dans les moments de disette et peut devenir assez impérieuse pour aller jusqu'à l'homéophagie.

Est-ce que toute sélection est empêchée par la sociabilité? M. G. de Lapouge (1) ne le pense pas. Cependant, dans tous les exemples qu'il a cités, ce sont moins des phénomènes sélectifs que des phénomènes de sénilité, c'est-à-dire d'évolution défectueuse, qui interviennent. Certains peuples, mais les exemples en sont rares, disparaissent, éliminés par d'autres qui leur font une concurrence active par la guerre, ou simplement une concurrence passive par le commerce et l'industrie. En général, la concurrence active est trop faible pour faire œuvre sélective, les races vaincues sont simplement mises dans des conditions défavorables de milieu ou de civilisation, qui entraînent très rapidement l'involution, cause directe de leur disparition.

Dans la sélection sociale, l'invention et la vulgarisation de cette invention par l'imitation, interviennent. L'adoption d'un simple usage militaire, la discipline, a assuré le triomphe des Amazoulous jusqu'à ce que les Anglais en eurent fait la conquête « Les Amazoulous, tribu féroce, énergique, guerrière, ont opéré de grands changements dans la constitution de l'Afrique méridionale, par leur force physique, leur discipline militaire, leur façon de combattre en colonnes serrées, qui leur assuraient une grande supériorité sur leurs voisins plus faibles. Des nations entières, les A-Bantus et une partie des Hottentots; ont été démembrées et dispersées par ces conquérants (2) ».

La sélection sociale se montre avec des caractères très différents de

---

(1) G. de Lapouge. *Revue Int. de Soc.* p. 421, 1894.

(2) Hartman. *Les peuples de l'Afrique*. Paris, Alcan,

ceux de la sélection biologique; ce n'est plus la survivance du plus apte, du plus fort ou du mieux doué, qui est assurée, c'est celle de la race qui réalise plus parfaitement certaines conditions de civilisation.

Dans le groupe social lui-même, la hiérarchisation détermine une sélection particulière, moins brutale, moins immédiate que la sélection primitive, mais qui aboutit encore à l'élimination des plus faibles, après avoir créé elle-même cette faiblesse, cette misère physiologique chez les parias et les déshérités.

Sous l'influence des phénomènes de contrainte issus de la hiérarchisation, l'œuvre sélective se poursuit, créant la division du travail et aboutissant, là encore, à l'élimination des individus inaptes, véritables inutilités sociales, bientôt dangereuses, que la sélection judiciaire contribue à faire disparaître.

#### V. — L'ÉVOLUTION SOCIALE.

L'évolution sociale reproduit dans ses traits essentiels l'évolution biologique; elle n'est qu'une continuation, qu'un achèvement de celle-ci; ce sont les mêmes processus de complexité croissante, d'hétérogénéité, de division et de spécialisation des fonctions. Pourrait-il en être autrement; une espèce sociale est-elle autre chose qu'un rameau détaché de l'arbre évolutif des espèces vivantes? Une interprétation organique de la société est donc possible et cette interprétation nous fera considérer l'arbre chronologique d'une espèce sociale, comme analogue de celui d'une espèce à vie isolée. Cette analogie cependant ne va pas jusqu'à la possibilité d'identifier une société à un organisme déterminé. Une société, la société française par exemple, est un tronçon de l'arbre généalogique de l'espèce humaine, son homologue sera pour une espèce isolée un tronçon généalogique correspondant à une variété. Ce ne sera jamais un tronçon que l'on pourra comparer à un organisme, c'est-à-dire à un élément de ce tronçon. Cependant la comparaison gardera une entière rigueur si elle porte sur l'organisme caractérisé par son unité, par son égoïsme, suivant le mot de M. Tarde, et certains phénomènes d'organisation sociale, qui arrivent bien, eux aussi, à créer quelque chose d'unitaire, d'égoïste en soi, tel qu'une famille, un état, une église.

On pourra se demander si religion, gouvernement, langue, ont leurs équivalents en biologie ou si ce sont des phénomènes purement socio-



logiques, et l'on répondra avec M. Tarde que toutes les répétitions imitatives, c'est-à-dire psychologiques, sont sociales. Mais qu'est-ce que ces imitations, sinon l'échange continu de matière sociale entre les différents organes, cellules ou éléments d'une société, pour assurer la vie de ces derniers? N'est-ce point là quelque chose d'identique aux échanges de matière vivante entre les différentes cellules, tissus ou organes d'un organisme?

La famille serait-elle l'équivalent sociologique de la cellule, ainsi que l'a soutenu pour la première fois Auguste Comte ; ou bien est-ce l'individu, ainsi que le professe actuellement M. René Worms?

De même que la cellule vivante présente, dans sa forme achevée, le caractère d'hermaphroditisme et provient de la conjugaison, de la fusion de deux cellules incomplètes, *les gamètes unisexuées*, de même la famille se présente avec ce caractère d'hermaphroditisme et se produit par le mariage, par l'union de deux individus de sexe différent. Comment se produisent ces gamètes ? Elles proviennent de cellules hermaphrodites, ovules ou spermatoblastes. A la suite de divisions répétées, celles-ci rejettent les éléments d'un sexe pour ne conserver que ceux de l'autre ; ainsi sont produits les globules polaires, véritables célibataires qui n'auront aucune part à la reproduction. Les gamètes unisexuées sont par cela même plus mobiles que les cellules ; de même les individus sociaux avant leur union pour former une famille sont plus mobiles que la famille elle-même.

Il y a donc répétition, au point de vue social, de processus qui existaient depuis longtemps dans le monde biologique. Mais ce n'est pas une simple répétition, c'est une juxtaposition, une superposition du phénomène sociologique sur le phénomène biologique. A l'origine, le phénomène sociologique s'est simplement ajouté au phénomène biologique pour rendre la production de ce dernier plus facile. Mais ultérieurement, au cours de l'évolution, il y a eu subordination des processus vitaux aux processus sociaux, de sorte que les premiers ne peuvent désormais se produire qu'à condition que les derniers leur servent de substratum.

Le schéma de la reproduction sexuée, qui domine toute la biologie, est donc répété dans la genèse de la famille, et l'intégrité biologique n'est conservée que grâce à cette répétition ; ce qui montre combien sont intimes les rapports de cette science avec la sociologie. L'interprétation que nous proposons est une généralisation de la thèse de l'hyperorganisme, généralisation qui lui donne sa véritable signifi-

tion, puisqu'elle substitue à des analogies souvent trompeuses de véritables homologues.

Relativement à la cellule biologique, notons que parfois elle constitue à elle seule l'organisme; ainsi en est-il chez les Protistes. En serait-il de même de la cellule sociale? Étudions l'évolution de la famille animale. Elle n'est pas un fait permanent, elle est le plus souvent temporaire, ne s'étendant pas au-delà de la fécondation parfois ou de l'éducation des jeunes le plus souvent. Cette famille, dans ce cas, est toute la société. L'exemple le plus typique d'une société monocellulaire, mono-familiale nous est fourni par une ruche d'abeilles. La ruche, par suite du plus curieux des hasards, est formée d'une seule famille polyandrique, elle ne comprend qu'une cellule unique dans laquelle cependant une division du travail et une hiérarchisation fort complexe a pu se produire.

Le prétendu antagonisme entre famille et société n'est qu'apparent. Il est inexact de dire, avec M. Henri Joly (1) que « dans le domaine de l'animalité, individualité, famille et société sont partout en divergence » que « les animaux ne fondent une famille qu'en rompant avec la société de leurs pareils, et ils ne recommencent à vivre en bande, ou si l'on veut, en société, qu'en rompant avec la famille ».

L'exemple de la ruche, ajouté à ce que nous avons dit plus haut de la famille, réfute suffisamment cette opinion. Essayons cependant de pénétrer le mécanisme de la production de la horde ou du troupeau. La famille est un phénomène plus général et plus primitif que ce dernier. L'individualisme dont parle M. Joly n'agit que, lorsque la fonction génératrice et de protection des jeunes étant accomplie par la famille, ses membres se séparent pour s'incorporer à un nouvel organisme, plus favorable alors aux luttes vitales. Un autre point qu'il est important de faire ressortir dans l'étude des sociétés animales, est celui-ci qui se vérifie aussi bien chez les oiseaux que chez les mammifères : les espèces qui ont adopté la monogamie sont extrêmement supérieures, psychologiquement et sociologiquement, à celles qui vivent en polygamie.

L'hypothèse du matriarcat primitif de l'espèce humaine, ou d'une espèce sociale quelconque, ne peut se défendre qu'en admettant au moment de son apparition une certaine polygamie ou mieux une promiscuité originelle, qui eut fait des premières hordes humaines des groupes sociaux assez analogues aux troupeaux de ruminants. Cependant la

---

(1) Sociologie et Sociologues. *Réforme Sociale*, n° 24, janvier 1897.

famille existe chez les grands singes, ces prototypes ancestraux de l'humanité.

Le lieutenant C. de Crespigny, qui voyageait en 1870 au nord de Bornéo, raconte que les orang-outangs de cette île vivent toujours en famille; une fois il en rencontra une qui avait deux jeunes de taille différente; il y avait donc au moins deux saisons qu'ils étaient unis (1).

Selon M. du Chaillu, il est très rare que l'on rencontre un mâle solitaire, les gorilles vivant toujours par couples.

D'après M. von Koppenfels, le gorille passerait la nuit accroupi au pied de l'arbre où repose sa famille, afin de la protéger contre les attaques du léopard. Il a aussi rencontré des couples suivis par des petits d'âges différents, l'aîné ayant à peu près six ans, le plus jeune un an; l'union de ces deux gorilles avait donc duré au moins six ans lorsque ce voyageur les rencontra (2).

La horde et le troupeau avec leurs conséquences polygamiques, proviennent donc de familles primitivement monogamiques. La famille a pour but la protection des petits et cette fonction est exercée plus particulièrement par le plus fort, par le mâle. Mais avant de devenir l'apanage de ce sexe, elle fut longtemps le fait de la femelle seule. Nous voyons dans un grand nombre d'espèces les petits protégés par leur mère, qui s'est séparée du père aussitôt la saison des amours passée. Ce n'est que secondairement, lorsqu'une concurrence vitale plus grande eut rendu nécessaire une protection plus parfaite, que la femelle à son tour réclama pour elle pour ses petits le secours du mâle.

De cette famille au groupe social l'évolution est facile. Chez des individus trop faibles isolément l'établissement de liens sociaux plus puissants devient nécessaire afin de réunir en un faisceau unique leurs forces et pouvoir ainsi lutter contre leurs ennemis. Cette transformation a été souvent très rapide; aussi la famille primitive n'a-t-elle pu se maintenir, ce qui a déterminé la création de la promiscuité ou de la polygamie; il en a été ainsi, par exemple, chez les troupeaux de bœufs sauvages. Chaque printemps un mâle réunit autour de lui autant de femelles qu'il peut. Un troupeau se forme. Il s'accroît bientôt de tous les jeunes et persiste jusqu'au jour où ces derniers, arrivés à leur

(1) Cité dans le livre de M. Westermarck : *Origine du mariage dans l'espèce humaine*. Guillaumin et C<sup>ie</sup> éditeurs, Paris, 1895.

(2) Westermarck. *Loc. cit.*

plein développement, le quittent pour former de nouveaux troupes. Mais tant que les jeunes sont peu développés, le mâle de la troupe ne supporte aucun compagnon du même sexe : si l'un de ses rejetons, plus précoce que les autres, essaye de lui ravir les faveurs de ses femelles, aussitôt une lutte s'engage entre le fils et le père et ne cesse que lorsque l'un des deux combattants est mis hors de combat ou en fuite. Les choses se passent très exactement de même pour les chevaux sauvages et l'on retrouverait des faits analogues pour la plupart des herbivores sauvages.

L'évolution de la famille vers la horde a-t-elle son équivalent en biologie? Elle est l'analogie de l'évolution du protozoaire au métazoaire; cette dernière tend de même à retarder les phénomènes de reproduction sexuée, à ne permettre leur production que dans des conditions bien déterminées et parfois même à leur substituer, comme chez les champignons, une reproduction asexuée.

L'atténuation de la concurrence vitale est donc bien le caractère essentiel du phénomène social; elle débute sous l'influence de la sexualité à l'aurore de l'apparition de celle-ci; elle est la cause interne qui concurremment avec les causes externes (*actions du milieu*) détermine les variations; son action devient très nette dans la constitution et l'évolution de la famille, mais elle est surtout efficace lorsque le groupe social est né; elle déforme le phénomène biologique primitivement réglé par la concurrence vitale, et, en lui créant des conditions sans cesse plus rigoureuses, elle devient cause d'un progrès indéfini et pour ainsi dire illimité.

HENRY A. DISSARD,

Membre de la Société de Sociologie de Paris.

---

## L'agriculture en Russie <sup>(1)</sup>.

La conclusion de notre dernière conférence avait été, ainsi qu'il vous en souvient, que le succès de la réforme monétaire dépend avant tout et surtout du relèvement de notre économie nationale. Il s'agit

---

(1) Conférence au Collège libre des sciences sociales, le 26 novembre 1897.

maintenant d'en étudier le caractère et d'examiner les raisons tant naturelles qu'artificielles, qui produisent sa dépression momentanée.

A l'occasion de la dernière exposition des produits de notre sol et de nos manufactures, qui eut lieu, comme vous le savez, l'an passé à Nijni-Novgorod, le ministère des finances fit paraître un vaste recueil de monographies faites par des personnes bien informées et traitant les diverses branches de notre production nationale. Ce recueil s'ouvre par la constatation de ce fait que malgré les progrès récents de l'industrie, l'agriculture continue à occuper en Russie la première place. « Quelque considérable que fût dans ces dernières années la baisse des prix des grains, la culture des céréales reste, comme par le passé, l'occupation principale du peuple russe. » Ceci est on ne peut plus vrai, car tant au point de vue du nombre des personnes, trouvant leur gagne-pain dans l'aménagement des champs, qu'à celui de la masse de produits livrés aux marchés intérieur et extérieur, rien en Russie ne l'emporte encore sur la production du seigle, du froment, de l'orge et de l'avoine. La population des villes forme à peine 12 0/0 de la population totale; il s'en suit que 88 0/0 participent au travail agricole.

Quant à la quantité de valeurs produites par la culture des céréales, il suffira de dire, qu'en 1895, on avait récolté 693,492,598 hectolitres dont seuls 23 millions 900 mille provenaient des céréales autres que le seigle, le froment, l'orge et l'avoine.

Grâce à la baisse des prix, cette masse de marchandises pouvait valoir tout au plus 1 milliard 93 millions et demi de roubles. Elle n'en était pas moins très forte et surpassait de quelques dizaines de millions le total de la production en céréales de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre (285 millions dans les deux premiers pays, 114 millions dans le troisième).

Cependant, vu le grand nombre d'habitants que possède l'Empire (130 millions), la nourriture presque exclusivement végétale de nos classes laborieuses, la quantité de blé qu'exige annuellement en Russie la production de l'alcool, la majeure partie de ces 693 millions et demi d'hectolitres ne quitte guère le pays. Nos exportations en céréales dans les années 1885-1894, n'ont guère dépassé en moyenne 407,665,000 pouds et la somme de 320 millions de roubles. Or, cette somme représente justement la moitié de toutes nos exportations dans le courant des mêmes dix années (642 millions). Ce fait seul nous force à reconnaître que de la production des céréales dépend non seulement le bien-être de la masse de nos consommateurs,

mais encore notre commerce avec l'étranger. Il s'agit, par conséquent, d'étudier avant tout quelles sont les conditions faites à la production des céréales par les qualités de notre sol, la concurrence étrangère et la politique économique de nos gouvernants.

Le sol des 50 provinces qui constituent la Russie d'Europe n'est pas également fertile. L'argile et le sable entrent en majeure partie dans sa composition, tant dans l'extrême nord que dans les provinces centrales, avec cette différence cependant que dans la partie septentrionale nous ne trouvons mêlé au sable et à l'argile que le produit de la décomposition des herbes, tandis que la région centrale porte l'empreinte du grand nombre de forêts de pin qui l'ont recouverte jadis. La zone de la terre noire ou du tchernoziem ne commence qu'au sud de Moscou ou plutôt de Toula. On trouve le tchernoziem dans toute la partie méridionale de la Russie jusqu'à la Mer Noire, celle d'Azov et la haute chaîne du Caucase.

Il est inutile d'insister sur la grande fertilité de toutes ces provinces. Un de vos compatriotes, le vicomte de Lestrade, qui, tout dernièrement, a entretenu les lecteurs français de nos richesses naturelles et acquises, s'exprime à propos du tchernoziem de la façon suivante : La terre noire provient de la décomposition incomplète de plantes qui lui donnent sa couleur foncée. Sa richesse en humus va de 4 à 16 0/0; sa profondeur, de 30 centimètres à 1 mètre. Sa constitution physique est remarquable. Le tchernoziem contient une quantité de substances amorphes qui agrègent les autres avec une ténacité plus grande encore que celle de l'argile. Après le labour la terre noire se forme en mottes d'une extrême compacité. C'est seulement lorsque l'humus est séché qu'elles se défont au moindre effort. Le tchernoziem contient et régénère tout les éléments nécessaires à la végétation. Cependant, comme la région où il se trouve est relativement privée de forêts, que les pluies y sont rares, il arrive fréquemment que la sécheresse y compromette les récoltes (1).

La région occupée par le tchernoziem a pour limite septentrionale une oblique menée de la Bessarabie à Oufa. Elle passe à peu de distance de Jictomir, Kiev, Orel, Toula, Riazan, Tambov, Nijni-Novgorod et Kazan. Dans toute la Russie d'Europe, comprise entre cette oblique et la frontière du sud et de l'est, le tchernoziem se trouve partout à l'exception des bords crayeux du Volga, entre Simbirsk

---

(1) *La Russie économique et sociale à l'avènement de Nicolas II*, p. 258.

et Tzaritsin et des sables du Polessie. En dehors de ces limites, on ne rencontre plus le tchernozem qu'à l'état d'îlots, et cela, dans les environs de Wladimir et de Perm (1).

Ainsi, au point de vue de la fertilité du sol, il faut partager la Russie d'Europe en deux moitiés dont l'une formée par les provinces situées au sud de Moscou, produisant une quantité de céréales qui dépasse de beaucoup les exigences du marché local, et l'autre dont les récoltes sont insuffisantes et qui fait, par conséquent, venir une partie de ses blés du dehors.

Les économistes et les statisticiens russes admettent que la quantité de blé nécessaire à l'entretien annuel d'un individu ne dépasse pas en moyenne 18 pouds (2) de farine ou 19 en grains. Dans les années de disette, elle peut même tomber à 13 pouds (3). Comme le blé est en Russie la nourriture ordinaire du peuple, on ne sera pas étonné de voir cette moyenne dépasser sensiblement celle de la consommation des farines en Angleterre et en France (les Anglais faisant un usage fréquent de la viande de boucherie et les Français de légumes et de fruits). Aussi voyons-nous l'Anglais consommer en moyenne par an à peine 8 ou 9 pouds de froment et le Français 13. Le Russe se nourrit régulièrement de blés inférieurs au froment, mais il en consomme le double du premier et un tiers en plus que le second (4).

En partant de ce fait que la grande moyenne des Russes exige pour son entretien, 19 pouds de céréales en grains ou 18 en farine, que 7 ½ pouds forment le minimum de la consommation annuelle en céréales, de la quantité de bêtes de somme possédées en moyenne par un individu et en divisant la somme moyenne de blés récoltés dans les diverses provinces de la Russie d'Europe par 25 ½ (18 + 7 ½), nos statisticiens arrivent à cette conclusion que 31 provinces disposent annuellement d'une quantité de céréales dépassant leurs besoins et 19 sont forcées d'en importer chez elles. Le chiffre de ces dernières est même un peu inférieur à celui des provinces qui,

(1) *Ibid.*, p. 254.

(2) Le poud : égal à 16,350 de kilos.

(3) Tchouprov. *L'influence des récoltes et des prix du blé sur quelques côtés de l'économie nationale russe*, vol. I. Introduction, p. 2.

(4) Ermolov. *Les problèmes modernes de l'économie agricole*, p. 120. La ration du soldat russe est même supérieure à ce nombre et équivaut par an à la somme de 29 pouds.

ainsi qu'il résulte de données publiées par le Ministère des Voies de communications, reçurent, en 1895, des envois considérables de blé par chemin de fer. On en comptait cette année 22 des 46 sur lesquelles s'étend le réseau des chemins de fer russes. Nous trouvons dans le nombre des provinces qui consomment plus de blés qu'ils n'en produisent, non seulement les gouvernements du nord, dont le climat s'oppose plus ou moins à la culture des céréales, mais encore les provinces industrielles du centre : Moscou, Vladimir, Kalouga, Tver, Jaroslav, Kostroma, un gouvernement de l'est (Astrakhan) et un de l'ouest (Vilna) (1).

Il s'en suit, qu'abstraction faite de la zone du tchernoziem et de quelques autres régions, où, comme dans les provinces baltiques, l'agriculture a atteint un haut degré d'intensité, la moitié de nos provinces ne produit pas la quantité de céréales suffisante à l'entretien de leurs habitants. On est porté, par conséquent, à se demander si l'Empire serait devenu un des greniers du monde, si les Cosaques de la Petite-Russie ne se fussent pas volontairement donnés à lui, sous le Tzar Alexis, père de Pierre-le-Grand, et si Catherine II n'eût pas enlevé à la Turquie et aux Tartares de la Crimée cette zone fertile connue de nos jours sous le nom de la Nouvelle Russie? Cela nous paraît d'autant plus évident, qu'à l'époque où grâce aux Anglais, la Moscovie entra pour la première fois en relations commerciales avec l'Occident, ses exportations consistaient presque exclusivement en fourrures, en bois de construction, en lin, en chanvre et en miel. Les Anglais, ainsi que nous l'apprend la correspondance diplomatique du *xvi<sup>e</sup>* et du *xvii<sup>e</sup>* siècle, mettaient tout en jeu pour éliminer la concurrence des Hollandais ou des Espagnols dans le trafic de la Moscovie, non parce qu'ils comptaient en extraire à bas prix des blés et des farines, mais parce que l'équipement de leur flotte demandait l'emploi de mâts et de voiles de provenance russe. Dans la seconde moitié du *xviii<sup>e</sup>* siècle, nos exportations en céréales étaient encore médiocres. Elles arrivaient à peine en 1767-1769 à 117,500 hectolitres par an, et étaient dépassées de 6 à 7 mille hectolitres par la quantité de semences de lin, expédiées annuellement à l'étranger. Le suif, le beurre, les bêtes à cornes, les langues fumées, les peaux, les toisons, les queues de cheval, les soies de porcs, figuraient également pour des sommes très fortes dans le

---

(1) Table formant la seconde annexe de l'article du Professeur Tchouprov.



bilan de nos exportations (1). Même, en 1828, les produits de l'élevage formaient à peu près le quart de la somme de 178 millions de roubles à laquelle s'élevaient nos envois à l'étranger (2). La quantité de blé exporté ne dépassait pas à la même époque 1,000,000 de roubles. Mais déjà dans les trois années qui font suite à la révolution du 14 juillet 1830, cette somme s'était quadruplée; elle s'éleva même dans les années qui suivent de près la disette de 1840, au chiffre de 39 millions, pour retomber ensuite à 20 et 21, taux qu'elle garde encore en 1857, à l'époque où Tengoborsky recueillit les matériaux de son travail sur les forces productives de la Russie (3). Que sont ces faibles chiffres en comparaison des 319 millions et quelques centaines de mille roubles auxquels en moyenne s'élevaient nos envois annuels de blé et de farine de 1885 à 1894? A quel point les rôles ont changé et quelle faible partie de nos exportations actuelles représentent les produits de l'élevage russe, les chiffres vont nous l'apprendre. Des 642 millions de roubles, somme totale de nos exportations, 50 seulement reviennent à l'élevage, c'est-à-dire, dix fois moins qu'à la production des céréales.

Ainsi ce n'est qu'au concours de la Petite-Russie et de nos provinces méridionales, que l'Empire est redevable d'être devenu, dans le courant de ce siècle, un pays agricole par excellence.

Nos plus anciennes provinces, celles qui forment la Grande-Russie proprement dite, n'ont jamais pu envoyer beaucoup de blé à l'étranger; par conséquent, leurs intérêts économiques ne sont pas les mêmes que ceux de la Petite et de la Nouvelle Russie. On conçoit dès lors que l'élan donné nouvellement à l'industrie par l'élévation des droits d'entrée a été surtout favorable à la Grande-Russie; les intérêts de notre Midi agricole ont été plus ou moins sacrifiés au bien-être du tiers-état moscovite.

Je n'ai pas besoin de vous dire que personne parmi les partisans du régime protecteur ne pousse le cynisme jusqu'à déclarer que les annexes de l'Empire auront à payer pour les avantages accordés au noyau de la puissance russe. Au contraire, on a l'air de traiter la question à un point de vue général, en insistant plus que de raison sur le dépérissement de l'agriculture dans toute l'Europe grâce à la

(1) Consulter l'*Essai sur le commerce de la Russie*. Amsterdam, 1777.

(2) Ermolov, ouvrage cité, p. 178.

(3) Seconde partie. chap. I, traitant de l'agriculture russe.

concurrence heureuse des autres parties du monde et en se fondant sur ce fait qu'en Russie l'offre du travail agricole dépasse de plus en plus la demande qui en est faite.

Examinons jusqu'à quel point sont fondées ces deux affirmations, en commençant par la dernière.

Il est certain qu'en Russie, un nombre grandissant de personnes commence à ne plus trouver d'emploi dans le travail des champs. On a, en 1894, essayé d'en établir le chiffre. Dans une publication faite cette année aux frais du Comité des Ministres, je trouve que leur nombre s'élève déjà à 2,074,000. Mais à mon avis ces « sans travail » ne sont que le produit fâcheux mais nécessaire des mêmes phénomènes économiques et sociaux que ceux qui déterminent l'état de stagnation de notre agriculture.

Son système extensif et le peu de soins que nous apportons au fumage et à l'irrigation de nos terres, est la vraie raison pour laquelle les produits du sol nous reviennent relativement cher ; rarement le grain de seigle ou de froment nous en rend plus de 4 ou 5, tandis qu'en Europe, il en rend en moyenne 7. Mal cultivés, nos champs produisent des récoltes de plus en plus incertaines et variables. Le déboisement presque complet de la Russie méridionale ayant eu pour suite le dessèchement des rivières qui la parcourent, nos récoltes dépendent presque exclusivement du nombre des pluies de printemps. Aussi voit-on dans le gouvernement de Kherson, par exemple, le salaire des ouvriers agricoles croître inopinément à la suite d'une bonne averse. Elle change souvent du tout au tout la relation de l'offre et de la demande du travail, au profit de ce dernier. Les provinces centrales, plus boisées, souffrent moins de la sécheresse et on constate pour cette raison une moindre disparité dans le produit de leurs récoltes. Ces provinces ont d'ailleurs conservé, grâce à une fertilité moins grande, beaucoup de terres vierges. La zone cultivée ne peut guère plus s'accroître dans la région du tchernoziem, où, dans quelques provinces du moins, notamment à Koursk, Orel, Toula, Simbirsk, on a mis sous le soc les  $\frac{4}{5}$  et au-delà de toute la terre apte à la culture.

C'est surtout la propriété villageoise qui est atteinte par ces défrichages ininterrompus. C'est elle aussi qui est la moins bien cultivée ainsi que vous pourrez vous en convaincre par les chiffres suivants : on évalue la récolte moyenne du seigle par dessiatine dans le district de Elizavetgrad à 45 pouds, lorsqu'il s'agit de biens possédés par les anciens seigneurs, et à 27 seulement, s'il est question de

propriétés villageoises. Il en est plus ou moins de même dans maint autres districts situé dans la région du tchernozem, ainsi qu'il ressort de données statistiques nombreuses recueillies dans les provinces respectives (1).

Ce n'est par conséquent qu'à condition de passer à une culture plus intensive que nous pourrions augmenter la somme de céréales produites par notre sol. Mais pour cela il faudrait avant tout posséder le capital nécessaire et faire appel au crédit agricole dans une mesure autre que celle que représentent nos 764 syndicats agricoles, avec un capital s'élevant à peine à un total de 12 millions de roubles, et les 153 banques villageoises, qui en 1893 ne disposaient que de 386 mille roubles (91 de ces banques fonctionnaient dans le seul gouvernement de Kiev, le reste était réparti entre 12 autres gouvernements) (2). Les services rendus par ces banques minuscules se paient fort cher — 10 et 12 0/0 — On demande la restitution du prêt dans l'espace de 9 à 12 mois. Or, comme la somme qu'on emprunte est employée la plupart du temps, non à augmenter le capital de virement, mais à couvrir des dépenses, recouvrables à la fin de plusieurs années, telles que bétail d'exploitation ou machines agricoles, on conçoit aisément les retards fréquents que les paysans apportent au paiement de leurs dettes et les difficultés que les banques rurales trouvent à rentrer dans leurs fonds.

La majorité de nos paysans n'ont d'autre remède à leurs embarras d'argent que celui offert par les usuriers de campagne, lesquels régulièrement se font payer non en argent, mais en produits et dans la proportion suivante : pour 8 pouds de grains, prêtés à son confrère besogneux, on réclame à la prochaine récolte 10, 11, 12 et même 13, c'est-à-dire à peu près 39 0/0 de la somme qu'on avance. Un crédit si coûteux ne peut, bien entendu, servir qu'à combler le déficit momentané qui s'est produit dans le budget de telle ou telle famille villageoise, il ne peut être d'aucun profit à l'agriculture. D'année en année, sauf les cas très rares de deux bonnes récoltes qui se suivent, nous voyons le paysan russe réduit à la dure nécessité d'aliéner en automne à vil prix la majeure partie des produits de son sol et cela afin de s'acquitter de ses dettes envers le trésor et ses

(1) Elles sont reproduites dans l'étude de M. Mares, p. 39 et suiv.

(2) Chiffres officiels tirés des documents de la Chancellerie du ministre des finances. (Chanc. du Crédit, section V, table II, n° 17046).

créanciers privés ; puis au printemps il achète à un prix plus élevé la quantité de grains dont il a besoin pour ensemençer son champ et pour entretenir sa famille. Les écarts des prix sont fort considérables et s'élèvent en moyenne selon les régions et les années à 2, 4 et 6 0/0 (1).

Si nous nous sommes arrêté longuement sur les conditions désavantageuses dans lesquelles se trouve la culture des céréales entre les mains de nos villageois, c'est que les 4/5 de la récolte annuelle des blés proviennent de champs possédés par eux en indivis ou en propre, ainsi que de ceux qu'ils prennent en fermage.

On compte que les terres appartenant aux communes ou mirs et réparties entre les villageois pour un nombre d'années plus ou moins grand produisent en moyenne par an 1 milliard 74 millions de pouds, et cela dans les 46 gouvernements, autres que ceux de l'extrême nord.

Des terres possédées en propres, les paysans retirent annuellement, toujours en moyenne, 69 millions de pouds, et des terres prises en fermage 132 millions. Cela constitue un total de 1 milliard 321 millions.

Or, la récolte moyenne des champs possédés en propre par les anciens seigneurs et placés sous la régie directe de membres de la noblesse et du tiers état, ne dépasse pas 302 millions de pouds, c'est-à-dire qu'elle ne constitue qu'un cinquième du total.

Je vous ferai connaître dans ma prochaine conférence quelles sont les difficultés contre lesquelles les anciens seigneurs ont à lutter dans l'exploitation de leurs terres, quels sont, tout particulièrement, leurs embarras d'argent et le nombre de propriétés engagées à la banque de la Noblesse et aux autres banques hypothécaires. Il vous sera alors plus aisé de comprendre la raison qui fait que, même dans les domaines privés, l'assolement triennal est encore de règle et le fumage des terres, quoique plus répandu que dans le temps, n'embrasse guère la totalité des champs cultivés.

Le sol russe pourrait par conséquent fournir annuellement le marché d'une quantité de céréales bien supérieure à celle qu'il lui livre de nos jours, mais à une condition seulement, c'est que le capital distrait de la terre et artificiellement dirigé sur l'industrie par le régime protecteur, fût appliqué à l'agriculture.

---

(1) Mares, p. 61.

Cela aurait pour conséquence d'étendre la culture du froment aux dépens de celle des céréales moins coûteuses telles que le seigle par exemple, et permettrait au cultivateur de retirer le double et le triple du sol qu'il possède, grâce à l'abandon de l'assolement triennal. La somme absolue des frais augmenterait nécessairement, mais leur proportion avec la quantité de valeurs produites serait tout à l'avantage de l'agriculteur.

Les mêmes terres exigeraient aussi des soins plus multiples et l'emploi d'un nombre de travailleurs plus grand. Il ne serait plus question de villageois ne pouvant trouver leur pain quotidien dans le travail des champs. Les « sans travail » cesseraient d'exister au sein de nos campagnes.

Mais, déclarent les partisans du régime protecteur, quel avantage aurait-on à étendre la culture des céréales, à un moment où la concurrence étrangère, notamment celle de l'Amérique et des Indes occidentales, déprécie les produits de notre sol et nous expulse des marchés de l'Occident? Cette objection mérite qu'on s'y arrête; d'autant plus qu'à en croire MM. les protectionnistes, notre agriculture est exposée à de nouvelles épreuves, peut-être encore plus grandes que celles par lesquelles elle a passé dans ces dernières années. A côté des États-Unis et des Indes Occidentales, d'autres pays commencent à prendre une place prépondérante dans le domaine de la production agricole. Ce sont l'Australie, le Canada, notamment la province de Manitoba, la république Argentine et les colonies africaines. Le sol y est souvent dépourvu d'habitants et accessible à tous. La rente, là où elle a fini par s'établir, est infiniment moins élevée que dans la Russie d'Europe; l'emploi de machines agricoles, grâce aux capitaux importés du vieux monde, diminue les frais d'exploitation même là où, comme en Australie, dans l'Argentine et le Canada, les salaires sont bien supérieurs à ceux des ouvriers agricoles russes.

Si les États-Unis eux-mêmes, nous dit-on, se voient forcés de diminuer l'étendue de leurs exploitations agricoles, en présence de la grande extension prise par la culture du froment dans le Manitoba ou en Australie, qu'en sera-t-il prochainement de la Russie, moins préparée à la lutte, et ne possédant point cette indépendance vis-à-vis des marchés de l'Europe, que donne à l'Amérique un crédit agricole très développé et qui lui permet d'attendre tranquillement pendant des mois entiers le relèvement des prix? (1).

---

(1) La situation particulière de l'Amérique quant à la vente des céréales est

Une analyse détaillée des conditions dans lesquelles se fait la vente des blés dans le monde entier, et plus particulièrement en Russie, nous permettra peut-être de réduire à ses vraies limites le danger qu'on nous signale et de trouver à la mauvaise réussite de nos échanges extérieurs une explication suffisante dans la situation fâcheuse de notre agriculture et le manque de bien être qu'on constate parmi nos agriculteurs.

Tous ceux, qui comme MM. Ermolov ou Kasperov ont étudié de près les conditions du marché des céréales, non dans tel ou tel pays isolé, mais dans le monde entier, arrivent à cette constatation que jusqu'ici la concurrence de pays neufs n'a pas atteint sérieusement les intérêts des anciens et principaux producteurs de blés, tels que les États-Unis par exemple.

L'offre faite par ces pays ne dépasse guère la demande d'une population qui s'accroît tous les 10 ans de 40 millions d'individus; en second lieu la marchandise qu'ils produisent est inférieure à celle livrée par l'Amérique. Les deux rivales, qui se disputent sérieusement le marché du froment dans le monde entier, restent comme par le passé les États-Unis et la Russie; les premiers avec un excédent moyen de la production sur la consommation de 210 millions de pouds (1); la seconde avec un excédent analogue de 190 millions (2).

La quantité de froment dont dispose le commerce extérieur de l'Amérique et de la Russie, est, comme vous le voyez, plus ou moins la même; mais si l'on examine de près comment se forme les excédents en blés des deux pays rivaux, on arrive à cette constatation, que les Américains n'exportent que ce dont ils ne sauraient que faire, tandis que les Russes écoulent leurs blés à l'étranger en se privant eux-mêmes de la meilleure marchandise. Il est notoire qu'à l'exception de quelques provinces méridionales, où on ne cultive que du froment, le paysan russe se nourrit régulièrement de seigle, c'est-à-dire du

---

fort bien analysée dans la monographie de M. Kasperov, *Les prix du froment sur le marché international moderne*. Pétersbourg, 1895. (publication faite aux frais et par ordre de Ministère des finances).

(1) Kasperov, Annexe, tableau III. La moyenne est établie pour les années 1884-1892.

(2) Moyenne des années 1890, 92-93-94. L'année de disette (1891) n'a pas été prise en considération.

produit le moins coûteux de son sol ; il faisait naguère encore une consommation considérable de blé noir, autre céréale depuis longtemps disparue de l'usage quotidien du laboureur français ou allemand.

Ai-je besoin de vous dire que, non seulement dans les années de disette, mais même quand se produit une récolte peu abondante, le cultivateur russe mange souvent du pain d'orge, ce qui a déterminé, même dans le midi, l'extension de ce genre de culture aux dépens de celle du froment ? Cette extension s'est produite uniquement sur les terres possédées par des paysans. Des statistiques officielles établissent que, dans l'espace de dix ans (de 1881 à 1892), les champs d'orge ont gagné en étendue 30 0/0.

La pomme de terre entre également de plus en plus dans la consommation du villageois russe. Dans les 15 dernières années, ses plantations ont empiété sur celles des céréales de façon à déterminer un accroissement total de 45 0/0. Mais tout ceci ne suffit pas pour combler le déficit qu'occasionne une exportation trop abondante. Le paysan russe est forcé de recourir encore aux succédanés du pain : au son, à l'arroche, à l'ivraie.

Nous en trouvons des exemples fréquents tant dans l'Ouest, notamment dans les gouvernements de Smolensk, Vitebsc, Mohilev, Minsk, que dans l'Est, dans quelques districts de la province de Kazan, enfin dans le Centre, à Orel (1). Aussi, alors qu'aux États-Unis les exportations en céréales ne dépassent pas en moyenne les 8 0/0 de la production annuelle, elles forment les 20 0/0 ou le cinquième de la récolte russe.

La Russie se prive des 4/5 de sa récolte en froment, sans compter les autres céréales, tandis que l'Amérique n'en écoule à l'étranger que le tiers (2). Dans ces conditions, on a lieu de se demander si une extension nouvelle de notre commerce en céréales serait un bénéfice pour le pays. Car si cette extension n'est pas déterminée par une production plus grande, résultat heureux d'une culture plus extensive, elle ne serait possible qu'à condition de nouveaux sacrifices de la part de nos consommateurs.

Examinons maintenant la raison pour laquelle nos blés se vendent

(1) Mares, p. 67 et 68.

(2) Voyez Ermolov et les calculs qu'il a faits pour les années 1883-1887, p. 85 et 95.

à l'étranger à un prix moins élevé que celui des céréales de provenance américaine. Vu son importance pour le présent et l'avenir de notre agriculture, cette question exige une analyse serrée. Le paysan russe est trop pauvre pour remettre à quelques mois la vente de son blé. Forcé de rentrer au plus vite dans ses fonds pour payer l'impôt qu'on lui réclame, il cède sa récolte à n'importe quel prix et cela pas plus tard qu'en automne. Or, comme nous l'avons dit, il ressort de calculs récents que les 4/5 de la production annuelle des blés proviennent de terres appartenant aux paysans, tantôt en indivis comme aux membres du mir, tantôt en propre, tantôt en jouissance à terme (1). On s'explique par conséquent la raison pour laquelle le marché, tant intérieur qu'extérieur, est inondé en automne de céréales russes, pourquoi les prix sont généralement faibles en ce moment et les Américains s'abstiennent d'exporter en Europe les excédents de leur récolte. Le blé qu'il a vendu à vil prix en septembre ou en octobre, le paysan le rachètera à un prix plus élevé au printemps, car il en aura besoin pour les semailles ainsi que pour son propre entretien.

Cette pratique, on ne peut plus irrationnelle, lui est imposée par le manque total de capitaux, la cherté du crédit agricole, les exigences du fisc, d'autant plus onéreuses pour lui, que souvent il est appelé à répondre pour un voisin insolvable, et cela, à la suite de cette responsabilité collective en matière d'impositions dont nous ferons connaître plus tard toute l'ineptie et l'injustice. La quantité de blé exportée de la Russie en automne, au lieu d'augmenter ou de décroître de pair avec les prix, se trouve constamment en relation directe avec la récolte. Ce fait ressort avec évidence des calculs faits par M. Kasperov (2) et qui embrassent un ensemble de dix années, de 1883 à 1893. Le marché principal pour les blés est, comme vous le savez, Londres. L'affluence des céréales russes, en automne, ne fait qu'abaisser le prix du froment sur le marché de Londres, ce qui force les retardataires à livrer leurs marchandises à des conditions de plus en plus onéreuses pour eux. Les prix de Londres déterminent ceux des céréales russes sur les marchés du continent et tout particulièrement dans les centres commerciaux de l'Allemagne,

---

(1) *La production et la consommation du pain dans les ménages de travailleurs*, monographie de M. Mares publiée dans le recueil rédigé par le professeur Tchouprov, v. I, p. 54.

(2) Page 103 et diagramme n° 14.



qui attirent une bien plus grande quantité de cette marchandise que le port de Marseille, par exemple, tout relié qu'il est directement à Odessa par un service de bateaux. Déjà en 1891, M. Ermolov, actuellement ministre de l'agriculture, se plaignait de la diminution qui, dans les années précédentes, s'était manifestée dans la quantité de blés russes importés en France. Elle était de 10 millions de pouds, comparaison faite avec la moyenne des importations de 1880 à 1885 (1).

Depuis 1890, la situation ne s'est guère améliorée pour nous; tout au contraire. Cinq années plus tard, M. Kasperov constatait ce fait que nous n'écoulions plus en France que 15 0/0 des blés que nous mettions en vente à l'étranger, alors que le quart de nos exportations en céréales parvenait en Angleterre, un cinquième en Italie et un autre cinquième en Allemagne. Il en avait été autrement dans les huit années qui précédèrent la famine de 1891, alors que nos importations en France formaient 30 0/0 de la somme totale des blés vendus par nous à l'étranger, c'est-à-dire juste le double de l'heure présente. La politique protectionniste dans laquelle la France s'est engagée à la suite des autres puissances de l'Europe continentale, explique la raison du peu d'importance que le commerce des blés russes a gardé dans ce pays.

Mais, du moins ici, nous avons encore retenu le marché, tandis qu'en Belgique nous l'avons perdu au profit des États-Unis et de la Roumanie (2).

Ce n'est pas seulement à l'étranger que le prix de notre froment est réglé par le marché de Londres, marché devenu vraiment international pour toutes espèces de céréales. Il en est de même dans l'intérieur du pays; le fait est établi par M. Kasperov, à la suite d'analyses statistiques très nombreuses et faites avec soin. Le prix des blés en Russie est régulièrement inférieur à celui de Londres de toute la somme des frais occasionnés par le transport, ainsi que de celle qui représente les profits des intermédiaires, profits souvent considérables, mais qui, bien entendu, n'enrichissent pas le producteur. Sans s'élever jamais au-dessus de ceux de Londres, les prix russes varient suivant la récolte et baissent considérablement quand cette dernière a été bonne (3). Ainsi, grâce au manque de bien-être,

(1) Page 129.

(2) Kasperov, p. 6.

(3) Voyez le diagramme 31 et la page 107 du travail de M. Kasperov.

à la gêne ressentie par la majeure partie de nos producteurs, nous écoupons nos blés dans les conditions les moins avantageuses possibles. Au lieu d'attendre l'élévation des prix et d'emmagasinier pour quelques mois l'excédent de notre récolte sur notre consommation, ainsi que le font les Américains, nous inondons les marchés de nos produits aussitôt les blés rentrés, ce qui occasionne une nouvelle baisse des prix, dont nous serons ensuite les premiers à souffrir.

Si à tous ces inconvénients, nous ajoutons encore celui que représentaient encore naguère les fluctuations fréquentes du change, fluctuations qui tantôt diminuaient le nombre d'achats faits par les maisons de commerce étrangères (bien entendu en cas de relèvement du rouble), tantôt en faisaient monter prodigieusement le chiffre (dans le cas contraire), nul doute ne restera quant à l'inégalité des conditions dans lesquelles se produit notre concurrence avec l'Amérique et les avantages que les États-Unis retirent de cette inégalité.

Aussi les voyons-nous écouler régulièrement leurs blés et leurs farines à des époques où les marchés de l'Europe, et particulièrement celui de Londres, sont libres de produits russes et où, par conséquent, les prix ont pu se relever et atteindre un niveau assez élevé pour couvrir non seulement tous les frais de production et de conservation, mais pour assurer encore un certain bénéfice aux agriculteurs ainsi qu'aux intermédiaires. Les prix payés pour le froment américain gardent par conséquent une plus grande indépendance vis-à-vis du marché international et assurent à l'agriculture américaine des avantages réels.

Ces avantages paraîtront encore plus grands si nous nous rendons compte de la façon infiniment plus économique dont se fait le travail des champs en Amérique, grâce à l'emploi d'un grand nombre de machines qui rendent les frais d'exploitation moins élevés.

Il est malaisé de dire à combien se montent en Russie les frais, même dans les limites d'une grande propriété, car celui qui la régit a souvent recours au métayage ou encore à des procédés qui assurent la rentrée des blés dès l'hiver, par des avances en bois faites aux ouvriers agricoles ou la cession à leur profit de quelque pâturage. On n'a pu faire de calcul exact que là où l'on s'est trouvé en présence de manœuvres, payés à la journée par le fermier. Dans chaque région on a indiqué d'abord à combien s'élèvent la rente payée au propriétaire et les dépenses occasionnées par le labourage, le fumage, la semaille et la rentrée des blés sur l'espace d'une dessiatine. Puis

on a pris la moyenne du prix du seigle et exprimé la somme totale des frais de louage et d'exploitation en pouds de cette céréale. La moyenne des récoltes étant dans les 10 années qui se sont écoulées de 1883 à 1893, de 31 pouds et demi par dessiatine, on en a déduit les dépenses du cultivateur qui s'élèvent en moyenne à 30 pouds. Le restant, un poud et demi, représente son bénéfice réel. Déjà, en 1891, alors que les prix étaient plus élevés, Ermolov estimait, que déduction faite de la rente et des frais d'exploitation d'une dessiatine de froment, qui, selon lui, étaient en moyenne de 25 roubles, il ne restait au cultivateur que 2 roubles par dessiatine.

En présence de bénéfices aussi mesquins, les agronomes et les économistes russes recommandent de donner une plus grande étendue, d'une part, à la culture du lin, et d'autre part, aux prairies artificielles, ce qui permettrait d'entretenir une quantité plus grande de bétail à cornes, d'en faire l'élevage régulier. Arrêtons-nous un moment à l'examen de ces conseils.

J'ai déjà eu l'occasion de vous dire que le lin a toujours été au nombre des principaux objets d'exportation. De 1822 à 1850, la graine et la filasse de lin, ainsi que celle du chanvre, formaient presque le tiers (31 0/0) des marchandises offertes par nous aux marchés de l'Europe Occidentale. Aujourd'hui ils ne représentent plus que la dixième partie de nos envois à l'étranger. Les cotonnades moins coûteuses ayant pris dans l'usage journalier le pas sur les toiles, sur tout le continent, on a lieu de se demander si le moment est bien choisi pour l'expérience qu'on nous propose.

Que faut-il penser de cet autre conseil qu'on nous donne et qui consiste à dire que nous ferions bien d'attacher une plus grande importance à l'élevage et aux industries connexes? Dans le budget de cette année nos exportations en beurre, fromage, lait, peaux, laine, volaille, œufs, miel, cire, etc., ne figurent que pour la somme de 50 millions; c'est-à-dire qu'elles constituent à peine 7 0/0 du total des marchandises que nous vendons à l'Occident. Or, nous dit-on, rien ne prouve que les marchés de l'Europe, qui font un mauvais accueil à nos blés, n'en feront pas un meilleur aux produits de notre élevage. M. Ermolov, notamment, se croyait, il y a quelques années, le droit de faire la prédiction suivante : l'avenir de notre économie rurale dépend des progrès de l'élevage et celui de notre commerce étranger de l'accumulation des marchandises dont l'élevage est la source.

Je ne partage pas entièrement cette façon d'envisager l'avenir de

notre économie rurale ; ceux, qui nous recommandent de donner une plus grande étendue à l'élevage, me paraissent ne point se rendre compte de ce fait, que l'insuffisance des moyens d'existence dont dispose la majeure partie de notre peuple des campagnes, limite la consommation de la viande aux seuls citadins. Ils perdent également de vue le peu de pâturages que possèdent les paysans et leur diminution rapide, enfin la nécessité où nous sommes, grâce à un long hiver, d'entretenir le bétail pendant huit mois de l'année avec une nourriture grossière et peu abondante, nourriture dont la paille forme la partie principale. Toutes ces raisons excluent, pour le moment du moins, la possibilité d'améliorer notre race bovine. L'élevage, jusqu'ici, n'a eu en Russie d'autre but que de fournir à l'agriculteur son matériel vivant, ainsi que le moyen de fumer les terres. Aussi la majeure partie des bêtes à cornes qu'on abat est formée de celles qui ne peuvent plus servir aux travaux agricoles ; on les engraisse pendant un couple de mois et on les envoie ensuite aux marchés des grandes villes. Ces derniers étant souvent fort éloignés, on perd beaucoup d'argent sur les frais du transport. Aussi a-t-on essayé à plusieurs reprises, depuis 1880, d'approvisionner les marchés directement de viande de boucherie. Des wagons-glacières ont été construits à cette fin en 1884 ; ceci a permis aux habitants de Pétersbourg, par exemple, de consommer des viandes, venant d'aussi loin que les bords de la Couban, laquelle, comme vous savez, arrose les steppes de la partie septentrionale du Caucase.

Quant aux exportations étrangères du bétail et de ses produits, elles s'élevaient en moyenne à la somme de 431/2 millions de roubles par an (de 1885 à 1894) dont 9,230,000 reviennent à peine au commerce de bêtes à cornes.

Il n'est pas aisé de dire si l'élevage peut compter sur un avenir plus brillant, car dans ces dix dernières années le bétail n'a fait que diminuer en nombre à la suite de l'extension des champs cultivés. Le prix du blé s'étant considérablement augmenté à la suite de la baisse du change, les agriculteurs du Midi ont trouvé avantageux de réduire l'étendue des parcours et des pâturages au profit de la culture du froment. La disette de 1891 a également été un rude coup pour les intérêts de nos éleveurs. 800,000 bêtes périrent de faim dans les limites d'un seul gouvernement (Samara). Les paysans en abattirent aussi un grand nombre, car ils ne pouvaient suffire à leur entretien jusqu'à la récolte prochaine.

Mais bien avant cette malheureuse année on avait constaté déjà

une diminution progressive du nombre des bêtes à cornes. En 1857, on en comptait 37, 1 par 100 habitants; en 1870, 31 seulement; en 1883, 30.1; enfin en 1888, 29,7.

Ce n'est que dans le Sud-Ouest, en Bessarabie et dans les provinces baltiques, que la proportion a été mieux gardée. On compte par exemple 108 bêtes à cornes par 100 habitants dans le pays occupé par les cosaques du Don. Mais, par contre-partie, les provinces du centre, où le labourage se fait à l'aide des chevaux et non de bœufs comme dans le Midi, en sont dépourvues à un degré beaucoup plus grand: sur 100 habitants, on ne compte en moyenne que de 11  $\frac{1}{5}$  à 14  $\frac{4}{10}$  bêtes à cornes, dans les gouvernements de Moscou, Orel et Toula.

Même dans le cas où l'abaissement des prix des céréales forcerait les agriculteurs russes à diminuer l'étendue de leurs cultures, il ne faudrait point, à mon avis, compter sur l'élevage des bêtes à cornes comme sur un moyen sérieux d'augmenter la somme de nos exportations, car les marchés européens sont déjà envahis par les viandes de provenance australienne et sud-américaine, viandes qui arrivent par voie de mer, ce qui réduit au minimum leurs frais de transport.

Les steppes du Sud-Ouest de la Russie peuvent certainement nourrir beaucoup de bétail, son entretien y coûte relativement peu; mais, outre que la viande de ces bêtes à cornes est de qualité secondaire, par suite d'une nourriture grossière et peu abondante, surtout en cas d'hiver rigoureux, on serait encore placé dans la nécessité de faire leurs envois par chemins de fer. Le trajet était moins coûteux dans le temps, quoique relativement plus long: on confiait à des pasteurs le soin de se transporter aux marchés avec le bétail. Ces derniers voyageaient par petites étapes et en mettant à profit l'herbe qui croît sur les grandes routes. Mais la crainte des épizooties et particulièrement de la peste bovine fit interdire ce genre de transports. Nos annexes méridionales s'en plaignent vivement, mais d'autre part, le gouvernement prétend non sans raison qu'à la suite de la loi de 1879, qui avait interdit de faire l'envoi des bêtes à corne autrement qu'en chemin de fer, la peste bovine qui jusque-là avait emporté tous les ans de 100 à 400 mille têtes de bétail, a presque entièrement cessé.

L'élevage des bêtes à corne ne pourra prendre un nouveau développement que le jour où le paysan deviendra consommateur régulier de la viande de boucherie. Ainsi, nous revenons toujours à cette même idée, qui est que notre avenir économique dépend surtout et

avant tout de l'élévation du niveau matériel de la masse de nos producteurs.

A ce point de vue nous ne pouvons qu'acclamer hautement les progrès rapides faits dans ces dernières années par un genre de production villageoise qui se rattache directement à l'élevage. J'entends la laiterie et la fromagerie. C'est à M. Nicolas Vereschagin, frère du célèbre peintre, que revient l'honneur d'avoir initié les paysans de Tver, et plus tard de Novgorod, aux procédés techniques qu'exige ce dernier genre de production. Les associations coopératives ou artels, créées par lui à cette fin, n'ont pas toujours duré, mais les machines dont elles faisaient usage se sont de plus en plus répandues dans le peuple. Nos Chesters passent déjà la frontière et sont réclamés par le marché de Londres.

Moins heureuses ont été les tentatives de faire des gruyères. Elles n'ont abouti qu'au Caucase, probablement grâce à la qualité des herbes, qui croissent dans les vallées de la Haute-Chatne qui le traverse. Les gruyères de Couchoumbach ne le cèdent point à ceux de la Suisse. Malheureusement ils sont encore fort coûteux, tandis que les fromages de Hollande, les Backsteins, et même les Bries et les Camemberts, les Neufchâtel et les Limbourgs, que livrent nos fromageries septentrionales, rachètent par un prix peu élevé les défauts de goût qui leur sont propres.

Bien plus importante que l'industrie du fromage est la laiterie. On peut juger de ses progrès par le fait que l'importation du beurre qui, en 1871, atteignait encore le chiffre de 2,461 pouds a entièrement cessé et que nous en exportons à l'heure qu'il est plus de 350,000 pouds par an, chiffre qui dépasse douze fois celui de nos exportations en fromages.

D'autre part il m'est impossible de constater autre chose qu'un mouvement de recul dans toute une série de productions nationales, telles que l'apiculture, l'élevage des cochons et des bêtes à laine, l'industrie du suif, la sériciculture.

En effet, tous les progrès techniques, faits par l'Europe dans le courant de cette seconde moitié du siècle, concourent à déprécier la valeur des marchandises que nous lui offrons; c'est ainsi que le suif, qui, il y a cent ans, était notre principal produit d'exportation, est fort peu demandé depuis qu'en 1840 on est arrivé à se passer de lui dans la fabrication de la stéarine et, surtout, depuis que le naphte et ses produits ont pris sa place dans l'éclairage. En 1830, nous exportions encore 4,000,000 pouds de suif. En 1890, ce chiffre était tombé

à 239 milles pouds et quatre ans plus tard le suif ne comptait plus au nombre de nos exportations. — Depuis 1870 il devient même un article d'importation, nos villes maritimes se refusant à le faire venir par la voie de terre, plus coûteuse. En 1894, nous importons déjà 1,268,000 pouds de suifs de provenance étrangère.

Notre apiculture n'est pas plus florissante et témoigne elle aussi d'un mouvement de recul. Son produit principal, la cire, figurait au nombre de marchandises exportées encore sous le règne de Jean-le-Terrible, contemporain et allié d'Élisabeth d'Angleterre. Au xvii<sup>e</sup> siècle la Russie envoyait en Europe annuellement 35 mille pouds de cire. Aujourd'hui il n'est plus question pour elle que d'une centaine et demi de pouds d'exportation (en 1892, 115 et en 1893, 147). A ce chiffre il faut ajouter quelques milliers de pouds de miel. Le total des produits de l'apiculture offerts aux marchés étrangers s'élevait encore il y à 10 ans à 300 milles roubles; dans ces dernières années il a diminué de moitié.

La sériciculture qui avant l'annexion avait été florissante en Transcaucasie, au Turkestan et dans la province Caspienne, notamment à Chiva et à Bochara, a étrangement baissé depuis. L'industrie russe dispose à peine de 300,000 kilos de soie brute, provenant des provinces que je viens de nommer et importe de l'étranger annuellement 1,150,000 kilos, c'est-à-dire trois fois et demi plus qu'elle ne produit.

Point de progrès non plus ni dans l'élevage des cochons, dont le nombre absolu, 9 millions et quelques centaines de mille, reste stationnaire depuis 1856; ce qui fait que pour cent individus on ne compte plus de nos jours que 11 cochons, tandis qu'en 1856 leur chiffre s'élevait encore à 15  $\frac{3}{10}$ .

Cela ne nous a pas empêché d'en exporter par an plus de 700,000 pièces, jusqu'au jour où en 1890, l'Autriche et la Prusse ont interdit l'introduction de cette marchandise dans leur limites.

Depuis nous n'envoyons plus à l'étranger que quelques dizaines de mille pièces. Plus considérable est le revenu que nous tirons de la vente à l'étranger de la soie de cochon. Elle se chiffre à 100 et quelques dizaines de mille pouds par an et produit une somme de 6 millions de roubles et au delà. Mal nourris et exposés à toutes les intempéries de la saison, nos cochons ont une soie très dure et pour cela très estimée sur les marchés de l'Europe.

Ce n'est pas non plus de progrès qu'il s'agit de parler quand on aborde le chapitre de l'élevage des moutons. Leur chiffre a diminué

au fur et à mesure de l'abaissement du prix de la laine et cela dans le courant des années 1883 à 1888. Une récolte peu abondante de foin et de paille en 1891 et 1892 a encore accéléré la chute de cette industrie nationale, ainsi que l'élévation passagère des prix des blés. Dans la grande Russie, l'élevage des mérinos ne se fait plus sur une grande échelle qu'à Voronej et Tambov, ainsi que dans les provinces situées sur le cours moyen du Volga. En Ukraine c'est le gouvernement de Kharkov qui en peut être considéré comme le centre principal, tandis que plus au sud, Ekaterinoslav, Kherson et la Tauride concourent encore, quoique de moins en moins, à fournir les fabricants moscovites de laines d'une certaine finesse.

Mais la province qui en produit la majeure partie est le pays des cosaques du Don. La quantité de laine de mérinos qu'on y recueille annuellement s'élève à 1,200,000 pouds et forme plus d'un tiers de la production totale.

On peut juger de la décadence, dans laquelle est tombé l'élevage des moutons dans le midi de la Russie, par le seul fait qu'à la foire qui tous les ans s'ouvre à Kharkov, aux fêtes de la Pentecôte, et où s'établissent régulièrement les prix de la laine, on n'a envoyé en 1894 que 200,000 pouds, tandis que il y a dix ans on en vendait au moins un demi-million de pouds.

L'élevage des moutons ne fait point de progrès même dans la partie septentrionale du Caucase, où il est atteint également par la croissance du prix des terres et la diminution du prix de la laine. Quant à la quantité de laine brute exportée au dehors, sa valeur en argent était l'année dernière à peine double de celle de la soie de cochon : 14 millions 850 mille roubles, au lieu de 7 millions et demi.

De toutes les branches qui font partie de l'élevage, l'oisellerie est la seule florissante, la seule qui ait fait de réels progrès dans le courant de ces dix-sept dernières années. En 1880, nos exportations de ce genre de produits étaient encore minimales. Ils arrivaient à peine au chiffre de 2,800,000 roubles. En 1894, nous comptons déjà pour plus de 22,500,000 roubles de marchandises de cette espèce vendues à l'étranger. Une bonne partie de ce chiffre est formée de nos exportations en œufs de poule. L'Autriche-Hongrie et l'Italie, qui depuis longtemps étaient seules à fournir les marchés de l'Europe de ce produit, ne suffisent plus à la demande qui en est faite. Déjà en 1889, nous en avons exporté pour la somme de 17 millions et demi de roubles. Ce chiffre n'a fait que s'élever depuis. Les meilleurs œufs proviennent de Kazan, de Simbirsk et de Tambov, mais ceux là



même sont de qualité inférieure et se payent sur les marchés de l'Europe 40 et 45 0/0 moins cher que ceux de provenance italienne ou autrichienne. Si nous l'emportons sur nos concurrents, ce n'est pas grâce à la haute qualité de notre marchandise, mais à son bon marché. Aussi le chiffre de nos exportations en œufs s'accroît-il avec une rapidité vertigineuse. En 1873, nous n'avons livré aux marchés de l'Europe que 30 millions d'œufs. Vingt-six ans plus tard, en 1894, nous arrivions déjà à un total de 955 millions.

En dressant ici un inventaire succinct des produits de notre sol, je ne voudrais point manquer l'occasion de vous entretenir en quelques mots des progrès très réels faits dans ces dernières années par notre viticulture. Ceux qui se sont rendus l'an dernier à l'exposition de Nijni Novgorod ont pu se convaincre de la bonne qualité des vins de la Kachétie et de l'extension donnée à la culture de la vigne, non seulement dans le midi de la Crimée, en Bessarabie, et dans le pays des Cosaques du Don, mais encore dans la Transcaucasie, à Erivan, à Derbent, sur les bords de la Caspienne, aussi bien que sur ceux de la Mer Noire. Tout récemment encore, on a essayé de planter la vigne sur les bords du Dniéper dans la province de Kherson. Un des riches propriétaires de cette province, le prince Troubetzkoy, maréchal de Noblesse à Moscou, dépense des sommes considérables dans cette entreprise et rêve à un avenir prochain où ce fleuve majestueux aura, du moins dans sa partie méridionale, l'aspect du Rhin entre Mayence et Cologne. Il ne doute point que d'ici à une vingtaine d'années nous n'arrivions à nous passer de l'importation des vins étrangers, mais il serait illusoire d'espérer que la Russie devienne jamais un pays d'exportation pour ce genre de produits, au moins sur une échelle considérable, car déjà à l'heure qu'il est les vins de Bessarabie, peu coûteux et pouvant aisément prendre la place de Bordeaux ordinaires, sont demandés par le commerce étranger. Quant aux autres vins russes, ceux du Caucase, qui sont les meilleurs, suffisent à peine à la demande qui en est faite sur les lieux et ceux de la Crimée sont trop coûteux pour rendre possible toute concurrence de leur part. Restent les vins de la Bessarabie et du pays des Cosaques du Don, tous deux de qualité secondaire, mais ayant l'avantage du bon marché. On les consomme en majeure partie sur les lieux et quelques marques supérieures, telles que celle de Cristi, se trouvent déjà mentionnés sur la carte des principaux hôtels et restaurants des deux capitales. Quelques chiffres vous permettront de mieux saisir l'importance acquise récemment par notre viticulture. La quantité

de raisin qu'on récolte en Bessarabie est environ de 13 millions de pouds. La majeure partie sert à la confection des vins. Dans les provinces de Podolye, de Kherson, ainsi que dans la partie septentrionale de la Crimée, on ne compte au total que 7 à 8,000 dessiattines plantées de vignes, mais la viticulture y marche à pas de géant et promet de beaux résultats dans un avenir peu éloigné. Deux cents mille pouds de raisin se récoltent annuellement dans le pays des Cosaques du Don, plus de 400,000 dans la vallée de Soudak, mais de ce nombre la moitié seulement sert à la confection des vins. Nous n'avons pas de chiffre exact pour la quantité de vin produite dans la partie méridionale de la presqu'île, mais elle n'est pas bien considérable, vu que la vigne ne croît que sur le versant méridional et les montagnes sont assez proches de la Mer. Ce n'est qu'en Transcaucasie que la viticulture prend de grandes dimensions. Elle y occupe 100,000 dessiattines, 8,500 autres dessiattines sont plantées de vignes dans la partie septentrionale du Caucase. Dans les provinces transcaspiennes on compte à peu près 13,660 dessiattines et le total des vignobles sur toute l'étendue de l'Empire est de 180,000 dessiattines (1).

Nous avons envisagé notre économie rurale sous ses aspects les plus divers, et cette analyse, souvent fastidieuse, nous a amené à cette conclusion que la crise que traverse l'agriculture de l'Europe, grâce à la concurrence des autres parties du monde, n'est pas la seule cause de la dépression dont souffrent nos campagnes. Nous avons dû reconnaître qu'elle tenait en grande partie aux défauts de toute notre organisation économique. Il devient par conséquent nécessaire de soumettre à une analyse serrée les bases matérielles de notre existence nationale et de parler à cœur ouvert des fautes commises par nos gouvernants.

Ces fautes ont été occasionnées, la plupart du temps, par le désir de donner un essor artificiel à notre industrie, même au détriment de l'économie rurale. Les imperfections de notre régime social et de notre politique économique ont été relevées plus d'une fois par la presse russe. Je compte passer en revue dans mes prochaines conférences la majeure partie des questions soulevées à ce propos, ainsi que les solutions offertes par les hommes d'Etat et les économistes

---

(1) *Les forces productives de la Russie*, recueil publié sous la rédaction de de V. Kovalevsky, p. 33-38.

de profession. Mais je ne voudrais point terminer celle-ci sans vous montrer, par un exemple récent, à quel point les difficultés contre lesquelles se débat en ce moment notre agriculture ont été rendues plus aigues, grâce à l'influence néfaste du régime protecteur et la malheureuse guerre de tarif menée avec l'Allemagne par M. Wishegradsky.

Je puiserai mes informations, ainsi que je l'ai fait constamment jusqu'ici, dans des publications officielles, faites aux frais du Ministère des finances.

Ce n'est qu'en 1880 que l'Allemagne qui, de producteur de céréales, était devenue dans la seconde moitié du siècle un des principaux consommateurs de nos blés, trouva bon de protéger son agriculture par l'imposition de droits d'entrée sur le seigle, l'orge, l'avoine et le froment de provenance étrangère. Cette taxe augmenta peu à peu le prix du poud (16 kilos et 1/3) de blé russe, de 5, 10 et 15 et 25 0/0, ce qui, d'après M. Kasperov équivalait aux frais de transport d'un poud à la distance de 3,000 verstes, ou 3,198 kilomètres, et empêche par conséquent les seigles et les froments russes d'influencer sérieusement le marché national allemand. Mais la Russie, en somme, n'était atteinte par cette taxe que dans la mesure des autres exportateurs de blés, de l'Amérique, des Indes, de l'Argentine. Il en fut autrement lorsque, à la suite de l'élévation de nos droits d'entrée, le gouvernement de Berlin établit contre nous, en 1892, son tarif différentiel. Alors que nos concurrents sur le marché allemand n'étaient appelés qu'à payer une légère taxe de 7 kopeks par poud, on surchargea nos blés d'un impôt égal à un quart de rouble par poud. Ceci voulait dire que la Russie de fait devait cesser ses importations et céder la place à l'Autriche-Hongrie, à la Roumanie, à la Grèce, sans compter l'Amérique. Les prévisions pessimistes se réalisèrent entièrement. La Hongrie trouva avantageux d'augmenter ses cultures de froment et de seigle de 37 0/0. En 1891, elles n'occupaient qu'un million de dessiatines; en 1893 on en comptait déjà 1,371,000. Les importations en blés des États-Unis, de l'Argentine, de la Roumanie, de la Serbie, de la Bulgarie s'accrurent dans une proportion extraordinaire; avant cette époque elles ne formaient en somme pour le froment que les 22 0/0 de toutes les importations de ce produit; elles se sont élevées depuis à 89 0/0. On peut constater le même écart pour le seigle et l'avoine; de 11 0/0 nous passons à 47 0/0 quant au seigle, et de 1/2 0/0 à 59 0/0 quant à l'avoine. Ce qui nous porta un réel préjudice, ce fut surtout la perte du

seul marché que notre seigle avait gardé jusque là en Europe et qui n'était autre que la Prusse Orientale, où la population se nourrit encore en grande partie de pain bis. Cette perte paraît être définitive, car malgré l'abolition du tarif différentiel, en 1894, à la suite d'un traité de commerce très onéreux pour nous, le seigle russe n'a plus retrouvé sa voie habituelle vers les ports allemands de la Baltique, les commerçants en blés ayant pris l'habitude de s'approvisionner ailleurs. A quel point la guerre de tarif nous a été préjudiciable, la preuve en est donnée par une publication officielle, intitulée : *principaux résultats de la gestion des finances pendant les dix dernières années*. Elle est faite aux frais du Gouvernement par M. Kaschkaref, membre du comité scientifique du Ministère des finances. L'auteur dresse un tableau de l'excédent de nos exportations sur les importations, à commencer en 1887 et en finissant par l'année 1894. Il nous apprend que cet excédent s'élevait en moyenne, dans les années antérieures à 1892, au chiffre de 337 millions de roubles. L'année où commença la guerre des tarifs il tomba à 85 millions, en partie grâce à la défense d'exporter les blés, défense occasionnée par la famine. En 1893, où cette raison n'avait plus lieu, l'excédent des exportations n'atteignit que 150 millions, et l'année suivante il tomba même à 124 millions 902 mille roubles.

Ainsi l'engouement de nos ministres pour les idées protectionnistes a valu à notre agriculture la perte d'un des principaux débouchés pour l'excédent de nos récoltes et du seul marché qu'avait gardé notre seigle. Elle déplaça pour un temps la balance de notre commerce extérieur, de façon à ne nous assurer que la moitié et même le tiers de l'excédent des sorties sur les entrées, dont nous avons bénéficié dans les années qui précèdent la guerre des tarifs.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les causes purement économiques qui déterminent le caractère de notre régime rural. Dans notre prochaine conférence nous étudierons ses raisons sociales, notamment nous aborderons la grosse question de la distribution de la propriété foncière et nous soumettrons à notre examen les conditions dans lesquelles sont placées quant à la possession du sol la noblesse et la bourgeoisie.

MAXIME KOVALEWSKY.

---

# MOUVEMENT SOCIAL

## ITALIE

Nous n'avons pas l'intention de faire une analyse minutieuse de l'état économique, du développement historique et de la situation politique de l'Italie actuelle, mais seulement d'esquisser à grands traits et à larges touches, en faisant ressortir légèrement la lumière et les ombres, le tableau du mouvement social du pays.

Ce qu'il y a de plus important pour le paysagiste, dit Lorrain, c'est de savoir s'asseoir; tout de même, pour ce simple travail de perspective sociale, ce qu'il y a de plus nécessaire c'est le choix du point de vue, si on ne veut pas que les couleurs du tableau ressortent avec plus d'éclat ou soient plus ternes que les couleurs de l'original.

Notre point de départ et le fil conducteur, qui nous guidera à travers le labyrinthe du mouvement social de l'Italie, sera le matérialisme historique de Marx et de Engels, avec le développement logique et critique que ses représentants les plus récents y ont apporté.

Le mouvement social, comme nous l'entendons, c'est la portée, l'effet, le dérivé de conditions sociales déterminées. Le matérialisme historique, pour nous servir de quelques formules compréhensives, ayant le but d'étudier le jeu de la lutte des intérêts qui se dénoue et se déroule, dans telle ou telle forme déterminée de production et de distribution des milieux immédiats de la vie, ne sépare en rien toutes les formes de conscience et de pensée, tout l'appareil complexe et surchargé des institutions, des lois, des coutumes, etc., qui précèdent, accompagnent et suivent cette lutte; mais il cherche à expliquer tous ces épiphénomènes en les reliant, par un procédé délicat d'analyse et de médiations, à la structure économique, qui, à son tour, s'encadre dans le circuit de la nature, qui renferme tout et tous et se forme suivant les énergies ethniques de tel ou tel plexus humain.

Pour nous, le matérialisme historique, ainsi interprété et dépouillé de toutes les exagérations qui lui ont été inspirées par l'inexpérience et la hâte de certains de ses champions, porte un coup de hache formidable à la forêt obscure des théories sociologiques modernes ou fan-

tastiques ou bien purement schématiques, et par conséquent abolissant le mouvement réel de la dynamique sembrouillée de l'histoire.

Ce n'est assurément pas ici le lieu propice pour démontrer tout au long la vérité de cette assertion; toutefois il est incontestable que le matérialisme historique, en dépassant d'une façon définitive l'angle visuel du darwinisme politique, de la sociologie organique et de la psychologie sociale; en mettant en lumière la formation d'un terrain artificiel que la technique a mis entre nous et la nature; en mettant en relief le fondement purement verbal de l'analogie, et en démontrant l'absurdité fantastique du prétendu esprit collectif indépendant de la conscience individuelle, a ouvert un nouvel horizon à la recherche historique et sociologique.

Nous nous réservons de parler ailleurs de la place qui convient à la conception matérialiste de l'histoire dans la sociologie contemporaine; qu'il nous suffise, pour lors, d'avoir élucidé le point de vue où nous nous plaçons pour considérer le mouvement social en Italie.

..

Les conditions de l'Italie sont fort diverses et varient d'une région à l'autre, quand elles ne varient pas d'une ville à l'autre, ou d'un village à un autre village.

Les causes de ces différences régionales sont multiples: parmi elles on doit placer sans doute la diversité de climat, de territoire, de race, etc.; mais ce sont les facteurs historiques qui y ont pris la plus grande part. Les vicissitudes historiques n'ont pas été les mêmes pour tous les pays; et aujourd'hui encore, sous l'apparence uniforme de l'unité et de la monarchie on perçoit, mal effacées, les différences ethniques, économiques et morales.

La division de l'Italie en provinces ne répond pas seulement à un artifice commode de la scolastique, mais aussi à un fait historique indéniable, qui a ses racines dans les variétés climatologiques et ethniques. Les flots toujours en mouvement des races les plus diverses qui inondèrent dans les temps éloignés et historiques notre pays, ont assurément, quoique de plus en plus atténués dans le cours ascendant de la civilisation par la transformation d'un terrain artificiel distinct, leur part d'influence. La population italienne est une mosaïque composée d'éléments tout à fait hétérogènes. Les populations les plus anciennes de l'Italie (Ligures, Ombres, Osques, Sabins, Venètes,) et celles qui sont survenues (Etrusques, Celtes, Grecs, etc.) se sont mêlées, à la chute de Rome, aux Hérules, aux Goths, et principalement aux Lom-

bards, aux Francs, aux Germains dans le Nord, aux Arabes, aux Grecs, aux Normands dans le Sud.

Or toutes ces invasions et toutes ces immigrations de races diverses ; tout cet amas d'éléments, qui se heurtaient et qui étaient incapables de s'assimiler, a rendu impossible la fusion de toutes les souches italiennes en un tout homogène et organique, en une population compacte et étroitement resserrée par les liens d'un même sang, d'un même sentiment, d'une même pensée nationale.

Nous n'avons pas — comme la France, par exemple — des traditions patriotiques, mais des traditions provinciales et urbaines.

Toute l'histoire est pour démontrer comment l'Italie a toujours mal endossé la camisole de force de l'unité : la conquête romaine, en effet, dura bien six siècles ; mais plus d'une fois son joug fut secoué, jusqu'à ce que l'union, maintenue par la force des armes, et non cimentée par une force intime, vint se briser contre le choc des invasions barbares. L'Italie fut encore, — il est vrai, — unie de nouveau par la main de fer de Charlemagne ; mais elle ne tarda pas à se diviser après le partage de l'Empire, pour ne plus jamais s'unir, — car on peut négliger l'unité éphémère durant la période dite du royaume indépendant d'Italie (888-961), sous Arduin (1002), et sous Napoléon I<sup>er</sup>, — que dans la seconde moitié de ce siècle, quand, parcourue par un souffle héroïque de bataille, elle s'éleva à la dignité de nation aux yeux des peuples civilisés.

Aussi bien, les pages les plus belles et les plus glorieuses de son histoire, c'est à l'époque florissante des libertés municipales que l'Italie les a écrites.

Et pourtant ce serait commettre une grande erreur que de croire que la lutte ethnique, à cause de la diversité des races, fut vive en Italie, comme par exemple en Autriche-Hongrie, où elle sévit entre les Magyars, les Allemands, les Slaves, les Roumains, les Croates et les Serbes. En Italie il n'y a entre les divers groupes ethniques ni syngénisme, ni répulsion instinctive, comme le dit Gumplowicz, mais une paix mutuelle, qui leur permet de se développer sans se combattre suivant leur propre idiosyncrasie. Et c'est pourquoi, sans vouloir se laisser fasciner par le clinquant de la rhétorique patriotique, on peut dire que les différents États de l'Italie se sont confondus depuis 59, comme nous le verrons tout à l'heure, mais ne se sont pas fondus en une masse organique, comme l'avaient rêvé les martyrs qui ont voulu sceller de leur sang l'unité de la patrie.

Tous ceux, en effet, qui ont parcouru l'Italie, fût-ce en qualité de

simples touristes, ne peuvent s'empêcher de relever les différences qui séparent toutes les provinces les unes des autres ; en passant d'une province à une autre, on se sent comme dominé par l'impression qu'on passe dans un pays étranger de celui qu'on vient de quitter. En quittant par exemple la Lombardie, pour entrer dans la Vénétie qui en est toute proche, on ne peut s'empêcher d'être frappé de la différence de vie et de caractère qui, provenant justement de l'hérédité et des circonstances extérieures, change avec le changement de lieu et de race.

Assurément ces différences si tranchées peuvent aussi être relevées dans les manifestations de la vie sociale des nations au-delà des Alpes ; mais elles ne sont pas aussi prononcées, aussi caractéristiques, aussi profondes que chez nous.

Et notez bien que ces diversités si saillantes ne se bornent pas à ce qui concerne les races, mais s'étendent aussi à tout ce qui touche et concerne le territoire, le milieu physique où ces populations vivent et se meuvent.

Sans croire, avec Montesquieu, que les lois et les institutions politiques soient un reflet du climat et des agents géographiques, nous partageons cependant le sentiment de Schæffle : la terre, avec ses variétés chimiques, physiques et biologiques, est comme le squelette du corps social et en modifie le développement en l'excitant ou en le retenant.

La population de l'Italie, le 30 juin 1895, était de 31,006,970 âmes. Cette masse se meut sur une superficie de 28,658,826 kilomètres carrés. De cette superficie, un tiers est composé de montagnes qui donnent à l'Italie un aspect pittoresque et un climat extrêmement doux, mais qui sont un obstacle à la circulation et une restriction pour la production, et qui limitent encore davantage et rendent plus difficile l'habitation pour la population si dense, contrainte à trouver un débouché dans la mer qui nous environne sur une étendue de 6,785 kilomètres, lles comprises. Après la mer, les fleuves exercent une grande action sur le développement de la civilisation : des 153 fleuves de l'Italie, les fleuves du Nord sont navigables et sont une véritable source de richesses pour nous ; ceux du Midi, au contraire, non seulement ne sont pas navigables, mais désolent et rendent inhospitalières les terres qu'ils arrosent.

Quant aux phénomènes météorologiques, nous mentionnerons seulement la chaleur et la pluie, les deux principaux facteurs de la vie. La moyenne la plus basse de la température maxima, résultant d'une série d'années d'observations, est celle du Port Maurice, qui est de 34,4 ; la



plus élevée est celle de Palerme, qui est de 45,5; les autres oscillent aux environs de 37° centigrades. La moyenne la plus basse de la température minima a été celle de Syracuse, avec 1,0, tandis que la plus élevée est celle d'Alexandrie, 17,7. La quantité de pluie la plus considérable est celle qui tombe dans la région de Alpes et du Pô; ensuite vient celle de l'Apennin; enfin celle de la région méditerranéenne.

Nous avons voulu donner ces indications pour pouvoir trouver la transition qui nous amènera à parler de l'agriculture en Italie, qui a toujours été la source la plus vive et la plus importante de la richesse. Nous avons voulu, de prime abord, parler du milieu physique de l'Italie et des phénomènes météorologiques, la chaleur et la pluie, parce que ce sont là les phénomènes les plus essentiels pour l'agriculture, et que, là où ils manquent, on voit disparaître tout principe vital, malgré tous les artifices et tous les efforts du génie humain et de l'activité humaine.

En traitant rapidement des divers systèmes de culture du sol et des principales industries en Italie, nous passons du domaine de la simple nature non modifiée par le travail au véritable domaine de l'histoire, où les hommes, en tirant des conditions terrestres toutes les ressources qu'ils sont à même d'en tirer, en domestiquant certains animaux, en inventant certains instruments, en divisant le travail et se différenciant en communautés et en classes, ont donné lieu à des rapports déterminés de convivence, ont produit un terrain spécifié artificiel, qui, s'élevant sur la nature, quoique lié à elle, devenait de lui-même une cause et une condition de tout développement ultérieur sur le chemin de la civilisation.

Le mouvement historique commence juste au moment où les empêchements naturels sont circonscrits ou dominés par le génie humain ou par l'activité humaine. Dès lors c'est dans la structure des conditions économiques, dans la structure sociale si complexe, qu'on doit retrouver le secret de l'évolution ou de l'involution d'une nation donnée, du progrès et du regrès de telle ou telle partie d'un État déterminé. C'est une fable des idéalistes que l'histoire se meut et se développe uniformément dans tous les pays, où les régions se trouvent amalgamées.

Nous en avons vu une preuve évidente dans les différences déjà indiquées que présentent les régions, considérées chacune dans leur particulier. Et il y a encore une autre preuve plus convainquante et irréfragable : c'est celle qui va ressortir de l'examen plus minutieux et plus détaillé que nous allons commencer.

campagne est désertée, la population s'égrène, le latifond domine : la culture est purement extensive et appauvrit le sol. Le latifond produit peu ; le propriétaire éloigné de ses terres (qu'il possède et qu'il ne connaît pas) ne sent pas le besoin de les améliorer. Et puis, le latifond force les paysans à rester éloignés de la terre ; d'où il résulte une perte de forces, car si l'agriculteur dort en plein air, il est sujet à prendre des fièvres intermittentes ou d'autres maladies.

Il n'y a pas là de véritable bourgeoisie, mais une aristocratie absenteïste, une classe d'usuriers et de camorristes, de gens qui sucent le sang de leurs semblables, de *gabbellotti* spéculant sur la misère d'autrui, d'aventuriers de la politique qui ont fait des affaires d'or en envahissant les administrations, en dévalisant les banques et en pillant les deniers publics.

C'est entre ces deux extrêmes que s'étend la région centrale qui représente comme un terrain de transition, d'une forme à l'autre, comme un anneau intermédiaire destiné à les unir tous deux. Le système de louage dominant dans ces régions, c'est le contrat de métayage, non plus entouré cependant de l'atmosphère sereine et pacifique qui y régnait dans les temps antiques, puisque le démon de la production moderne s'est insinué jusque-là ; impatient des liens dont le capital *bourgeois* a chargé la main-d'œuvre, et détruisant tous les obstacles qui pouvaient s'opposer à l'introduction d'instruments agricoles. Dans le contrat de métayage, le colon apporte une partie du capital, des instruments et ustensiles de culture et une part des semences et des engrais, et reçoit, en compensation, l'usage gratuit de la maison et la moitié ou plus du produit, suivant la plus ou moins grande productivité du fond, mais plus souvent selon les habitudes locales et l'avarice ou la générosité du propriétaire.

Ce sont les petits artisans qui, au point de vue industriel, prédominent dans les villes.

En somme, notre pays est un pays essentiellement agricole : l'agriculture y a toujours été et y sera encore de longtemps la source la plus vive et la plus importante de la prospérité de l'Italie, *la magna parens frugum*, la *Saturnia tellus*, comme l'ont, à bon droit, dénommée nos poètes antiques ; aussi l'activité de la majorité de la population est-elle employée aux soins des champs.

Le recensement de 1881, — nous sommes forcés de nous reporter encore à ces données, qui sont pourtant bien éloignées de nous, parce que le gouvernement, par suite d'une taquinerie déplorable, a refusé les fonds pour le recensement de 1891, — a relevé 8.173.382 agriculteurs

en Italie, soit une proportion de 376,53 pour 1.000 habitants depuis 9 ans et à peine 185,63 personnes pour 1.000 sont adonnées aux productions industrielles.

Pour donner une preuve péremptoire de la nombreuse population agricole de l'Italie, par rapport aux autres nations, nous présentons le tableau suivant :

**Sur 1000 habitants d'un âge quelconque.**

ÉTATS	Numéros d'ordre	AGRICULTURE Population agricole y compris les familles et les gens de service	Numéros d'ordre	INDUSTRIE Population industrielle y compris les membres des familles
Italie.....	4	528.3	7	250.3
France.....	5	487.9	10	242.0
Angleterre.....	13	151.6	2	552.1
Ecosse.....	12	173.2	3	546.0
Irlande.....	3	540.7	8	251.1
Empire d'Allemagne.	7	423.3	11	212.9
Autriche.....	2	552.7	6	294.0
Hongrie.....	1	625.0	9	243.4
Suisse.....	8	400.3	4	380.9
Belgique.....	10	297.1	1	572.2
Norwège.....	11	290.1	13	162.0
Danemark.....	6	469.8	5	309.5
Etats-Unis d'Amériq.	9	385.0	12	174.3

Les commentaires sont inutiles; tout cela est fort clair, tout cela n'est que trop évident. En Hongrie, en Autriche, en Irlande, en Italie, c'est l'élément agricole qui prédomine; en Belgique, en Angleterre, en

Écosse, en Suisse, c'est la population industrielle qui l'emporte ; dans les autres pays il y a équilibre entre les deux éléments.

Quelques mots maintenant, avant de parler des conditions de nos industries, des éléments de la production agraire — la terre, le capital, le travail, — de cette grande et féconde industrie en proie à une crise devenue chronique présentement.

Le territoire tout entier de l'Italie était ainsi divisé en 1894 :

Terrains productifs (culture, bois, pâturages alpins). H.	20.131.509
Terrains improductifs (par nature ou par destination).	4.649.204
Terrains incultes (servant en partie de pâturages).	3.878.187
<hr/>	
Total. . . . . H.	28.658.900
<hr/>	

Les terrains incultes occuperaient aujourd'hui environ la huitième partie du territoire italien et environ un million d'hectares, c'est-à-dire un peu plus d'un tiers de l'Italie, qu'on pourrait racheter, si au lieu de jeter les millions dans le gouffre sans fond de la ténébreuse Afrique, on les avait employés à défricher et à fertiliser une si grande étendue de terres, jadis fécondes et abondantes en moissons et aujourd'hui inhospitalières et désolées par la malaria. Mais qui pense sérieusement à l'agriculture en Italie? On veut bien autre chose qu'instituer un Ministère spécial à l'agriculture! On veut bien autre chose que les maigres subsides aux corps moraux, aux comices agraires, que l'enseignement phthisique des chaires ambulantes, qui semblent épuiser toute l'activité du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce! Il faudrait couper le mal dans sa racine et ne pas le guérir au moyen d'emplâtres; il faudrait changer toute la direction de l'*Italie politique qui a ruiné l'Italie agricole*, comme le confessait Jacini, un des rapporteurs les plus intelligents et les plus consciencieux de la fameuse enquête agraire: il faudrait abandonner la manie absurde et insensée de vouloir être une grande nation défendue sur terre par une armée nombreuse et protégée sur mer par des cuirassés superbes; il faudrait abandonner l'alliance avec deux empires de l'Europe centrale, qui nous brise les nerfs, affaiblit notre poulx, et donner la chasse à toute cette orgie de louches intrigues et de honteux utilitarisme qui souille toute notre vie politique.

Pour nous payer le luxe d'être une *grande nation*, chacun de nous

dépense 13 liras pour l'armée et pour la marine, et consacre à peine 25 centimes au bénéfice de l'agriculture (1).

Les taxes, les impôts, les sur-impôts, les octrois, etc., croissent, semble-t-il, en raison directe de la diminution des revenus. Pour 100 hectares de terrain, on paie en Italie 648 liras, tandis qu'en France on n'en paie que 317, en Bavière 229, en Portugal 163, en Autriche 151, en Prusse 139, en Angleterre 89, sans tenir compte des centimes additionnels des communes et des provinces qui dépassent chez nous 100 0/0, là où dans les autres pays ils n'excèdent pas 25 0/0.

Et tout ce stock d'énergie précieuse, tout cet afflux de sang est absorbé par les pompes aspirantes de la marine militaire et de l'armée qui, à elle seule, a coûté à l'Italie nouvelle plus de 10 *milliards*, sans répondre pour cela aux exigences d'une armée forte, compacte et disciplinée. Et, dernièrement, on a accru de 10 millions le budget de la guerre, malgré la conviction générale qu'une telle augmentation est insuffisante pour fortifier l'ensemble de notre armée et pour améliorer son état, *qui est tel présentement, que si on la conduisait à une guerre européenne on subirait un désastre supérieur à celui d'Abba Carima*. Ces paroles, qui font frémir, ce n'est pas nous qui les prononçons. Ce sont les paroles mêmes dont s'est servi le général Primerano, ex-chef de l'état-major, en juin 1896, devant le Sénat.

Aussi bien il semble que l'auréole n'est pas fort glorieuse, qui entoure notre armée comme corps, de Custozza à Abba-Carima, malgré l'esprit d'abnégation, de sacrifice et malgré le courage dont nos soldats ont fait preuve en mille occasions, et qui sont supérieurs à tout éloge.

La transformation fondamentale de l'armée sur la base de l'état territorial de la nation armée, à l'imitation du système pratiqué en Suisse, serait le principe du salut de l'Italie.

Mais maintenant, après cette digression qui n'était pas inutile, il

(1) Voici en bref le budget d'Italie de 1896-97 :

L'armée porte une dépense annuelle de 239,000,000. En ajoutant à ces millions les 7 autres voués à l'Afrique et les 100 dédiés à la marine militaire, nous avons 346 millions sur un budget de 1600 qu'on peut réduire à 700 effectivement disponibles, les autres 900 étant absorbés par la *dette publique* et par d'autres inévitables engagements. En ôtant de ces 700 millions les 346 des dépenses militaires, nous avons seulement 354 à la disposition de la justice, de l'instruction publique, de l'agriculture, etc.

nous faut parler des travailleurs des champs qui, — parmi les facteurs de la production agraire, — sont les victimes les plus frappées par les coups de l'adversité et les plus oubliées aussi ; non que leurs malheurs ne soient chose notoire, puisqu'ils sont consignés dans les volumes poudreux, que personne ne lit, de l'enquête agraire et dans les publications spéciales de la Sicile, de la Sardaigne, etc., mais parce qu'ils n'ont pas de représentants propres qui puissent défendre et protéger leurs intérêts, cependant que le parti agraire est au contraire fort nombreux à la Chambre des députés, pour exercer sa pression sur le gouvernement et l'amener à augmenter encore et toujours la taxe sur l'importation des grains et des céréales en général, chargés déjà d'une taxe de 7.50 livres par quintal.

En parlant des conditions des paysans, nous devons, pour ne pas nous perdre dans une foule de détails, source de désordre et de confusion, parler aussi des ouvriers en général.

Il y a une absurdité qui a cours à propos des laboureurs des champs et que les faits démentent journellement : c'est celle qui consiste à dire qu'ils représentent la partie la plus heureuse au point de vue hygiénique et économique de la classe ouvrière. Il faut se décider à abandonner les charmantes idylles dont on entoure en général la vie des paysans ; au sortir des champs couverts de plantes, des plaines verdoyantes, des vignes surchargées de raisin, des villas superbes répandues çà et là par la campagne, pénétrer dans les fermes, voir les cabanes des colons où les paysans, au milieu des troupeaux et des cochons, vivent dans une promiscuité douloureuse, dont l'inceste et l'adultère sont les corollaires inévitables ; visiter les étables des animaux de labour aérées et spacieuses, goûter l'eau noirâtre des puits infects, tâter de la polenta mal cuite où se nichent les germes de la pellagre ; les interroger sur la félicité tant chantée de la vie rurale, et on comprendra l'odyssée de douleurs, la litanie d'imprécations qui sortira des bouches de ces pauvres laboureurs, minés par les fièvres de la malaria, tourmentés par l'insuffisance de la nourriture, en proie à la pellagre, chassés par les émigrations, avilis par l'ignorance.

Mais pour qu'on ne dise pas que ce sont là de simples mots, comparons-les avec des relevés de la statistique ; interrogeons les chiffres douloureux de l'émigration, de la mortalité et des consommations.

L'émigration italienne est de deux espèces : l'une est *temporaire*, l'autre est *permanente*. La première se compose des personnes qui se proposent d'aller à l'étranger pour chercher du travail pour un temps plus ou moins court ; la seconde, de celles qui partent pour un temps

indéfini avec l'idée de ne plus revenir dans leur patrie maudite. Voici un tableau du mouvement général de l'émigration dans les dernières années, avec distinction de l'émigration proprement dite, de l'émigration temporaire, du sexe et de l'âge.

ANNÉES	TOTAL des émigrants	ÉMIGRATION PROPREMENT DITE OU PERMANENTE				ÉMIGRATION TEMPORAIRE			
		Hommes	Femmes	Total	Au-dessous de 14 ans	Hommes	Femmes	Total	Au-dessous de 14 ans
1890	217.244	74.396	28.947	104.733	18.006	101.575	10.936	112.511	8.243
1891	293.631	116.019	59.501	175.520	42.061	103.804	14.317	118.111	10.083
1892	223.667	71.853	35.516	107.369	23.964	104.096	12.202	116.298	6.768
1893	246.751	86.839	37.473	124.312	24.095	107.526	14.913	122.439	9.503
1894	225.323	71.354	34.101	105.455	22.307	107.385	12.483	119.868	9.680
1895	293.181	111.688	57.825	169.513	40.598	108.491	15.177	123.663	10.687
1896	306.127	125.882	56.383	182.265	39.411	111.713	12.149	123.862	10.764

Ainsi, il ressort de ce tableau que la fleur de la jeunesse la plus forte et la plus productive abandonne sa patrie marâtre pour aller fertiliser des contrées qu'elle ne connaît pas, en ayant devant elle le martyre de l'inconnu et derrière elle le spectre de la mort.

Cependant pour pénétrer le jeu des causes de ce double courant d'émigration, nous devons diviser l'émigration suivant les différentes régions et suivant les différentes professions.

La Vénétie, le Piémont et la Lombardie contribuent pour beaucoup à l'émigration temporaire et permanente ; pourtant ce sont les provinces de Cosenza, de Potenza, de Salerne, d'Avellino, de Campobasso qui en fournissent le contingent le plus considérable. Quant aux professions, le chiffre le plus élevé est représenté tant dans l'émigration permanente que dans l'émigration temporaire, pour les agriculteurs en 1895 par 122,414, en 1896 par 129,059 (?) et puis, en suivant un ordre décroissant, pour les fermiers, métayers, etc. en 1895 par 55,197, en 1896 par 54,886 (?) et pour les maçons et les tailleurs de pierres, pour les artisans et les ouvriers, pour les commerçants et les industriels, pour les professions libérales, etc., etc.

Cela même, — c'est par trop évident, — constitue une preuve manifeste et sincère de la crise agraire qui nous travaille, mais qui sévit davantage dans le sud de l'Italie et dans les îles, parce que dans ces régions, comme nous l'avons vu, la majorité de la population tire ses moyens d'existence de l'agriculture. Pour notre extrême malheur, c'est dans ces provinces méridionales, qui contribuent à grossir le flot de l'émigration permanente, que se rencontre encore la majorité des terribles enfants de l'*analphabétisme*, du crime et du brigandage. Ignorants, cruels, sanguinaires, ils vont par le monde civilisé donner une triste idée de la patrie lointaine qui les a répudiés et qui ne se soucie plus d'eux.

En effet les deux seules institutions de patronage pour les émigrants, l'*Italian Home* et la *St-Raphael's italian benevolent Society*, vivent à grand'peine des subsides particuliers. Si la patrie a encore une pensée et un battement de cœur pour ces pauvres rebuts de la fortune, ils consistent à favoriser les instigations et les fausses promesses des agents d'émigration et à ne pas empêcher le sucement jusqu'au sang que les patrons ou *bosses* et que les banquiers italiens exercent au-delà de l'Océan sur leurs propres compatriotes.

D'autre part, l'émigration temporaire des laboureurs qui, poussés par la dureté de la besogne et par la faim, vont à la recherche du travail dans les États voisins, en faisant une concurrence pernicieuse



et faisant baisser le salaire des ouvriers indigènes, donne lieu au triste spectacle de la *chasse à l'italien*. Marseille, Aigues-Mortes, Zurich etc., sont des noms qui rappellent des événements trop douloureux à la mémoire et au cœur des Italiens pour qu'on les rémémore et pour qu'on en analyse les causes, qui se résument aussi bien dans le cri lugubre de : Mort à l'Italien ! Mort aux Chinois de l'Europe !

On peut, tant dans l'Italie que dans tous les pays, relever une diminution, — faible, il est vrai, mais continue, — de la mortalité. (Le total des morts, pour quelque cause que ce soit, qui était de 828.992 en 1887, n'est que de 783.813 en 1895 et peut-être de 757.993 en 1896). Toutefois l'Italie — avec la Hongrie et l'Autriche — tient encore le record peu enviable de la mortalité dans le concert des nations les plus civilisées. Le nombre le plus élevé des morts, proportionnellement au nombre des vivants, a été, en 1895, le plus élevé dans la Pouille (30.69 pour 1.000 habitants), dans la Basilicate (29.36), dans la Calabre (26.37) et le moins élevé dans la Vénétie (21.48), dans le Piémont (22.60) et dans la Ligurie (22.83).

On voit jusque dans le nombre des morts un contraste criant et décisif entre le Nord et le Sud de l'Italie.

On sait que la mortalité est plus grande dans les pays manufacturiers que dans les pays agricoles, et que dans les États européens il se produit plus de décès dans les villes que dans les campagnes. Or, on n'en peut dire autant de l'Italie où il y a équilibre entre la mortalité de la population urbaine et celle de la population rurale, ruinée et décimée, comme nous l'avons déjà vu, par la malaria, par la pellagre, et par les maladies infectieuses dues aux tristes conditions hygiéniques où nous nous trouvons, tant à cause du peu de salubrité de nos habitations que des faibles provisions d'eau potable. Nous passons par-dessus le nombre effectif des décès dus à la variole, à la scarlatine, etc. et nous ne mentionnons que le chiffre des victimes de la malaria qui a été de 16.464 en 1895 et de 14.017 (?) en 1896 ; et que le chiffre de ceux qui ont succombé à la pellagre, qui a été en 1895 de 3.271 et en 1896 de 3.078 (?).

La pellagre, cette maladie horrible, cette lèpre moderne qui exerce ses ravages dans nos belles campagnes et qui, loin de diminuer, tend à augmenter toujours, est presque indubitablement due, quoiqu'on n'ait pas encore dit le dernier mot sur son étiologie, aux mauvaises conditions d'hygiène et à la nourriture des paysans, qu'on admette la théo-

rie de l'intoxication, ou la théorie parasitaire de l'insuffisance de l'alimentation.

Les dernières recherches si exactes sur l'alimentation, faites par De Giaxa, parmi les paysans de la Vénétie, et par Manfredi, parmi les pauvres de Naples, ont permis d'établir qu'il y a deux types distincts et différents de l'alimentation : celle des paysans Vénitiens, qui est essentiellement composée de polenta et de haricots ; celle des pauvres Napolitains, faite principalement de MACARONI. Et, même dans les classes les plus misérables de notre pays, des martyrs de la glèbe, on recourt souvent encore à des aliments plus funestes, tels que le maïs pourri, les châtaignes, et même — *horribile dictu !* — les glands.

En comparant les rations de notre prolétaire et celles de l'ouvrier moyen normal étudié par Voit, on trouve :

	Albuminoïdes	Corps gras	Fécalents
Chez le prolétaire napolitain . .	70.2	31.9	368.9
Chez le paysan vénitien . . .	117.6	64.4	619.6
Chez l'ouvrier moyen normal .	118.0	66.0	500.0

Sur 100 parties de nourriture, il s'en perd par suite d'une assimilation incomplète :

Pour le prolétaire napolitain. . . .	6.8
Pour le paysan vénitien . . . . .	18.4

Il résulte donc de ces chiffres que la ration insuffisante de l'ouvrier de Naples se trouve, par aventure, presque entièrement assimilée ; tandis que la nourriture, exubérante en apparence, du paysan vénitien, se réduit en réalité à une alimentation très faible, par suite des difficultés d'assimilation que présentent les aliments, et fertile en maux d'estomac, que cet aliment produit, tant à cause de sa forme que par l'effet de son gros volume ordinaire.

Et ainsi nos pauvres laboureurs n'ont pas ce qui est strictement nécessaire pour vivre et souffrent d'une famine continuelle, dont les effets funestes se révèlent par un lent dépérissement de leur organisme, sous l'action délétère qu'exercent les maladies infectieuses sur leurs corps privés de nourriture, et par la constitution mièvre et malade de leurs enfants.

Si l'on veut avoir un symptôme encore plus incontestable de l'anémie et du rachitisme de notre nation, il faut considérer la consom-

mation des principales espèces alimentaires. La consommation des produits supportant une très forte taxe diminue constamment et d'une façon continue, au point que nous nous trouvons en ce point, non seulement au-dessous du niveau des autres nations civilisées, mais au dessous même de la limite minima.

Ne parlons pas des produits qui ne sont pas de première nécessité : dans les années 1883-86, la moyenne annuelle de la consommation du sucre, pour tous les habitants, était de 3 kil. 11 ; dans la période 1891-1896, elle est descendue à 2 kil. 33. Quant à la consommation du café, dont la moyenne annuelle par habitant était de 0 kilog. 567 dans les années de 1883-86, elle s'est réduite en 1891-96 à 0 kilog. 417. Et on pourrait en dire autant des autres produits qui, s'ils ne sont pas indispensables, sont devenus tellement habituels que c'est un véritable sacrifice que de s'en voir privé. Si nous analysions ensuite la taxe de consommation communale, nous verrions encore une confirmation plus rigoureuse de cette diminution douloureuse des aliments, qui se résout au détriment de la santé et de la vie des pauvres gens, forcés de substituer au pain de froment la polenta, sinon les glands, et même des choses encore plus détestables. Et dire que les taxes qui frappent en Italie les aliments de première nécessité sont énormes, tandis que celles-là sont relativement légères qui frappent les produits nuisibles à la santé, comme les boissons alcooliques. C'est tout juste le contraire de ce qui a lieu dans les nations civilisées, comme l'Angleterre, où l'on paie pour les objets préjudiciables à la santé 17.49 livres par habitant et 0 l. 41 pour les objets indispensables à la vie.

Ce n'est pas pour rien que l'Italie est le pays de la pellagre, du crime et de l'analphabétisme.

Pour conclure, donc, notre pays n'est pas seulement en butte à une crise passagère ; il est en proie à une profonde perturbation chronique, qui dure depuis des années et qui, s'attaquant aux sources vives de l'existence, en arrête et en bouleverse le développement politico-social. Il est assurément vrai que la crise agraire sévit de toutes parts, en Amérique, en Australie, en Asie, en Europe ; mais elle sévit encore avec plus de fureur, elle a des effets surtout funestes et intenses dans les pays où, par suite du marasme de l'industrie, la grande majorité de la nation essaie de tirer ses moyens de subsistance de l'agriculture. En Angleterre, où un vingtième à peine de la population s'adonne aux travaux des champs, on ne se préoccupe guère du marasme de l'agriculture ; en Italie, au contraire, c'est une source continue de plaintes, de douleurs et parfois d'événements sanglants comme ceux de la Sicile, en

1893, et comme les derniers chômages agraires dans le Ferrarais.

Si nous ajoutons à cette crise agricole, plus atroce et plus terrible qu'une tempête, la série des effets désastreux provenant des crises industrielles, nous donnerons un compte-rendu exact de l'état de misère extrême où en est réduit notre pays, en dépit de l'énergie naturelle dont il déborde et de la vitalité juvénile et naturelle dont jouit notre peuple.

Mais nous n'avons par encore vidé entièrement la coupe amère des malheurs italiens : nous sommes courbés sous le faix d'une dette publique énorme, contractée par suite des constructions des chemins de fer dont nous devons payer les intérêts ; nous sommes littéralement tondus par les taxes que nous impose une politique à courte vue, par une politique d'aventures ; cependant que la dissipation des deniers en travaux publics improductifs, les vols des entreprises de l'édilité, le crack des banques, les implantations d'industries protégées ont fait baisser le capital disponible dans le pays et, partant, le prix du travail.

. .

Maintenant que nous avons brièvement étudié le milieu physique, la population et la structure économique de l'Italie, en analysant en partie les éléments, il nous reste encore à jeter un coup d'œil sur le mouvement politique qui s'épanouit et qui vit sur ce terrain accidenté.

A cause des profondes différences qui, dans ce pays, comme nous l'avons vu, diversifient la structure économique de toutes les régions de l'Italie ; à cause du manque d'éducation politique de notre peuple, et de la vénalité du corps électoral ; et, en grande partie aussi, par suite du défaut d'observations précises, on ne peut encore construire, on ne peut qu'esquisser une théorie qui nous donne la physionomie et qui approfondisse la physiologie des partis politiques en Italie.

On ne se sait même pas par où commencer pour faire cette étude, quel moment saisir pour obtenir un instantané de la vie politique d'un pays. Ce qui importe avant tout, suivant nous, c'est de trouver un indice véritable, un miroir fidèle où vienne se refléter, comme en raccourci, l'image bigarrée des partis.

Cela peut être obtenu en considérant les résultats des élections au Parlement ou les délimitations des partis qui s'agitent à la Chambre des Députés, — qui devrait être l'expression des sentiments et de la volonté des nations. Mais on sait trop bien que les dissensions, les volte-faces des députés, qui se moquent de leurs électeurs, apportent énor-

mément de trouble et de difficulté à cette étude, et combien l'occasion du moment ou le mirage d'une promesse déplace et bouleverse la majorité.

Aussi vaut-il beaucoup mieux s'en rapporter aux résultats des élections, quoique une élection aussi, comme tous les faits où entre la psychologie compliquée de la foule, soit un phénomène fort délicat et fort difficile à aborder, à cause de la multiplicité infinie de ses causes. Ce qui rend encore plus difficile ce problème, ce sont les innombrables intrigues qui gâtent les sources de notre vie politique; il y a aussi la triste habitude qu'ont les candidats, sauf ceux des partis avancés, d'éviter l'ennui des programmes, en arborant comme devise « le bien de la nation et l'intérêt de la circonscription électorale » choses qui, tout au contraire, se résolvent toujours par le bien du député et l'intérêt de deux ou trois grands électeurs.

Malgré cela, en nous basant sur la statistique des élections générales politiques du 21 et du 28 mars 1897 et sur une vue d'ensemble de la Chambre, due à Turati, nous allons chercher à fixer les grandes lignes et les traits les plus caractéristiques des différents partis en Italie.

Mais, avant tout, quelques observations préliminaires indispensables. Notre loi électorale donne un député par 50,000 habitants; la répartition du royaume en circonscriptions électorales a été faite, suivant les dispositions de la loi du 5 mai 1894, d'une façon proportionnelle à la population légale, ayant domicile et droits civils et civiques dans toutes les communes, et donnée par le recensement du 31 décembre 1881. A cette époque, la population étant de 28,953,480 habitants, la moyenne, pour chacun des 508 collèges électoraux, était de 56,995, c'est-à-dire un nombre supérieur au nombre fixé. Or, depuis, la population s'élevant le 30 juin 1895 à 31,006,970 âmes, la proportion des députés est devenue encore plus inférieure à celle déterminée par la loi. La proportion exacte serait d'environ 620 députés.

Le nombre de la population dans les différents collèges est extrêmement varié : sur 508, 44 seulement ont une population très voisine de la moyenne (56,995). Le collège électoral de Bobbio est le moins peuplé (39,893 habitants); le plus peuplé est celui de Civita-Vecchia (72,005) : les autres oscillent entre ces deux extrêmes.

La loi électorale en Italie a subi, en ces dernières années, diverses modifications; les plus importantes ont été celles apportées par la loi du 24 décembre 1882 et par celle du 11 juillet 1894. La première, outre qu'elle substitua le scrutin de liste au système du scrutin uninominal, a donné le droit de vote à deux millions de citoyens, au lieu de 631,600,

nombre à peine atteint dans les élections antérieures; la seconde, ordonnée par Crispi pour abattre l'hydre des partis avancés, a enlevé le droit de vote à plus d'un million d'électeurs. En calculant sur un nombre de 100 habitants, nous trouvons pour 1892 une proportion de 9,67 électeurs; pour 1895, 6,86; et pour 1897, 6,78; le nombre des citoyens ayant droit de vote en 1897 étant de 2,120,909.

Présentement la proportion des électeurs par rapport à la population est, sauf de rares exceptions, en raison inverse de celle des analphabètes, et nous trouvons le chiffre le plus élevé dans le Piémont, puis en Lombardie et en Ligurie, etc., où l'analphabétisme est moins étendu; et le chiffre minimum en Sicile et en Sardaigne, îles infortunées et totalement négligées par les gouvernements.

Pour cent électeurs il y a eu 77,13 inscrits dans les listes de 1895 pour cause de capacité; 22,87 pour le cens.

Nous pouvons maintenant considérer les principaux résultats des dernières élections, en les comparant à ceux des élections de 1895.

1,241,486 électeurs ont pris part au vote du 21 mars; ils représentent donc 58,54 0/0, tandis que, en 1895, le nombre de ceux qui avaient été aux urnes était un peu supérieur (soit 59,23 0/0). Et, pour descendre à des détails plus minutieux encore, la plus grande affluence d'électeurs dans toutes les provinces a été celle de Foggia (80,93 0/0), de Salerne (77 0/0), etc.; la proportion minima des votants a été celle de Bergame (23,26 0/0), de Bellune (38,06 0/0), etc.

Après avoir examiné très brièvement le mouvement électoral au point de vue extérieur, il nous le faut étudier de plus près en relevant la force numérique et la distribution des partis. En Italie, au contraire de ce qui a lieu en Allemagne, où l'on a publié une statistique officielle des élections, en tenant compte des distinctions de partis, la direction générale de la statistique n'a jamais procédé à la classification des candidats suivant leurs programmes.

Ce travail est abandonné à des particuliers studieux, qui fondent leurs inductions sur les programmes électoraux, sur les votes à la législature précédente et sur d'autres circonstances. Parmi ces travailleurs, on a remarqué Picardi, pour la diligence et la profondeur de ses recherches, publiées d'abord dans l'*Archivio di statistica* (pour les élections de 1874-76-80), puis dans le *Giornale degli Economisti* (pour celles de 1895).

Faute d'un travail plus minutieux et complet, nous nous servirons, pour faire l'anatomie des partis politiques, d'une vue générale politico-

régionale, due à Turati (1). Dans cette revue, on indique comme *ministériels* (M) jusqu'aux Giolittistes, aux Zanardellistes et aux démocrates tièdes ; comme de *l'opposition* (O) les Crispistes, les Sonninistes et la droite ; comme *indépendants* (I) les douteux ; par D. R. les démocrates plus sûrs, les radicaux, les républicains ; et par S. les socialistes ayant ouvertement accepté le programme du parti.

RÉGIONS :	M	O	I	D-R	S	Total
Piémont . . . . .	39	3	11	1	2	56
Ligurie . . . . .	12	1	3	1	»	17
Lombardie . . . . .	40	2	3	15	4	64
Vénétie . . . . .	32	4	8	5	1	50
Emilie . . . . .	11	2	5	7	6	31
Romagne . . . . .	»	1	1	6	»	8
Marche . . . . .	8	1	3	5	»	17
Toscane . . . . .	20	10	5	3	1	39
Ombrie . . . . .	3	3	1	3	»	10
Lazio . . . . .	4	6	3	2	»	15
Campanie et Terre de labour . . . . .	37	4	7	2	1	51
Abruzzo et Molise . . .	11	11	2	1	»	25
Pouilles . . . . .	17	5	2	4	»	28
Basilicate . . . . .	6	3	1	»	»	10
Calabre . . . . .	10	7	2	4	»	23
Sicile . . . . .	33	16	1	2	»	52
Sardaigne . . . . .	7	1	2	2	»	12
Royaume . . . . .	290	80	60	63	15	508

Ce qui frappe immédiatement, quand on jette un simple coup d'œil

(1) *Critica sociale*, n° 7, 7<sup>e</sup> année. Milan, 1896.

sur ce tableau, est la grande prédominance des forces radicales et socialistes dans la partie la plus industrielle et la plus civilisée de la péninsule. Si nous divisons l'Italie en Italie supérieure et Italie inférieure, en prenant pour limite du côté de la mer Tyrrhénienne, le petit fleuve du Fiora, et du côté de l'Adriatique le Tronto, et si nous ajoutons, — sans, comme nous le verrons, outrager la vérité le moins du monde — les ministériels, les opposants et les douteux, nous trouverons ceci :

	Conservateurs	Démocrates	Socialistes
Italie supérieure. . . . .	232	46	14
Italie inférieure . . . . .	198	17	1

D'où, en tenant seulement compte de la différence de population, qui dans l'Italie supérieure serait de 17,683,509 âmes et dans le groupe inférieur de 13,606,552, seulement, il résulte évidemment que c'est le Nord de l'Italie qui est le véritable foyer de démocratie. Nous verrons tout à l'heure à rechercher d'une façon plus profonde les raisons de cet état de choses. Arrêtons-nous pour le moment à considérer la constitution et la physionomie des divers partis.

Nous avons mis ci-dessus en un seul paquet les opposants, les douteux et les démocrates à l'eau de rose, pour ainsi dire, parce que si, en apparence, des luttes ou des rivalités personnelles les divisent, ou des critiques différentes au sujet du gouvernement donné à la chose publique, ils sont en réalité unis par la chaîne d'un intérêt unique et identique. Nous ne croyons pas avec les *illusionnistes* de l'histoire, que les partis politiques soient le produit du choc des individus créé par les différences de mentalité et de personnalité ; mais nous acceptons pleinement la théorie développée avec une si grande science par notre éminent ami et maître le professeur Loria (1), qui explique le mouvement et l'agitation des partis, en les rattachant au fond de la structure économique. De même que Hobbes disait que « savoir c'est pouvoir », de même Loria dit que la richesse est une puissance et que le Dieu or, à qui, comme l'a dit Voltaire, tous les souverains font la cour, est le moteur secret et la clef de l'histoire. La sur-structure politique est l'instrument et le moyen dont une classe d'hommes déterminée, maîtresse de tous les moyens de travail, dans une forme donnée de production et de distribution de la richesse, se sert pour tenir en équi-

---

(1) *Les bases économiques de la constitution sociale*, 3<sup>e</sup> partie. Paris, 1893.



libre les inégalités économiques et refréner les velléités de révolte de l'autre classe soumise, composée ou d'esclaves, ou de serfs, ou de personnes libres et salariées. L'Etat représente l'ordonnance et la défense des intérêts de la classe riche en face de la classe des malheureux ; les partis politiques tirent leur existence et leur nourriture de ces luttes des classes.

On serait cependant victime d'une simplicité excessive si l'on croyait pouvoir expliquer, par le seul talisman de la lutte de ces deux classes entre elles, le processus compliqué de la vie d'une société, qui s'articule et repose, non sur un intérêt seulement, mais sur une série infinie et complexe d'intérêts opposés et prenant naissance directement dans l'économie ou formés de survivances obstinées, détritrus d'autres époques maintenant bien loin de nous.

Mais ces théories une fois exposées, abordons l'étude particulière des partis politiques en Italie.

Le parti auquel nous donnons le nom de conservateur est ce parti qui représente la classe capitaliste et qui en est le gérant et le mandataire ; il ne forme pas un bloc homogène, mais il se divise en différentes fractions, composées de grands commerçants et de grands industriels, de propriétaires de terrains, de possesseurs de rentes, d'actionnaires des chemins de fer, des mines, des banquiers et des employés de l'Etat, etc. De ces fractions, la plus importante, la fraction fondamentale, c'est celle qui ménage la dissension qui entre la rente foncière et le profit du capital, dissension qui éclate par suite des intérêts opposés de ces deux sortes de richesses ; parce que, pour citer un exemple, si l'on peut tirer profit des progrès agricoles, du libre-échange etc., le propriétaire craint une diminution de sa rente.

Mais ce conflit bienfaisant, puisque c'est grâce à lui que se développe, comme le démontre Loria, la législation sociale, manque absolument ou presque en Italie, dans ce pays où l'industrie n'est pas assez développée pour tenir tête à la propriété foncière qui domine presque sans opposition. Aussi, loin de se manifester par des collisions entre les deux classes, qui se font équilibre, on a vu se conclure entre elles des coalitions extrêmement funestes aux ouvriers. Les taxes protectrices contre la concurrence étrangère, accordées aux grands propriétaires tout comme aux manufacturiers, l'absence de toute loi pour protéger le travail, abandonné à l'arbitraire et à l'avidité égoïste de la spéculation, tels sont, — entre autres, — les fruits de ces coalitions.

A notre avis, en effet, on peut dire qu'il y a, au lieu d'une législation pompeusement dénommée *législation sociale*, une série de lois so-

ciales à rebours, qui tendent à faire empirer les conditions déjà malheureuses des travailleurs, tout au profit des patrons. Le prix du pain, du pétrole, du sel, des médicaments, du coton, en un mot de tout ce qui sert à la consommation du pauvre, est élevé grâce aux droits protecteurs, et le poids de l'impôt est tout entier ou à peu près supporté par les travailleurs ; cependant qu'une véritable législation sociale et proprement sociale manque en réalité. La loi de 1886 est ridicule, qui défend de faire travailler les enfants n'ayant pas atteint 9 ans, parce qu'il n'y a pas eu de service d'inspection sérieux constitué *ad hoc* et capable de veiller aux tentatives de corruption des capitalistes ; le projet de loi sur les prud'hommes est purement platonique ; ces arbitres sont élus en partie par les propriétaires, en partie par les ouvriers, pour décider des conflits qui peuvent s'élever au sujet des heures de travail, des salaires, etc., mais tout cela est purement platonique !

On ne prévoit pas, en effet, le cas de l'abstention des patrons qui, en négligeant d'élire leurs représentants, ont un moyen d'éluder et de rendre vaine la loi, comme cela est arrivé en fait l'an dernier à Come, cette année à Crémone. Il en est toujours ainsi : une loi protectrice du travail réussit-elle à doubler les écueils nombreux dont les deux Chambres sont garnies, messieurs les industriels se chargent, — de connivence avec le pouvoir exécutif, — de la faire couler bas.

Parmi ces projets de loi, il y en a un autre contre les accidents du travail, aujourd'hui arrivé à bon port après une longue guerre du Sénat ; nous n'avons pas non plus de loi pour régler et protéger le travail des femmes, les contrats agraires, l'hygiène des maisons, la salubrité de l'eau, le flot de l'émigration, etc., etc. Il n'y a pas de loi, dis-je, et on ne pense pas davantage à en proposer.

Tout le programme du parti conservateur de la Chambre se résume, pour en revenir à ce que nous disions, dans des promesses éternelles, — au moment des élections, — de lois en faveur des ouvriers, et dans l'aggravation du poids des impôts, que ces députés font, une fois qu'ils sont assis dans leurs fauteuils, retomber sur les contribuables pour atteindre le soi-disant budget que les ministres viennent, à un moment donné, annoncer comme équilibré ; dans l'augmentation des sommes demandées par la marine et par l'armée, qui sert plutôt, — le général Mocenni, ex-ministre de la guerre, en faisait hier l'aveu naïf, — contre les ennemis de l'intérieur que contre ceux de l'extérieur ; dans le renforcement de l'organisation et du fonctionnement de la police, ce pouvoir occulte et ténébreux qui, loin de pourvoir à la sécurité des citoyens, attende sans cesse à leur liberté et à leur vie, en les arrêtant

arbitrairement, en les étrillant, et même en les égorgeant, témoin l'aventure dont ce pauvre Frezzi a été récemment la victime ; et dans la violation de tout droit élémentaire de la liberté, garantie par la Charte du royaume, qui devrait être un contrat bilatéral entre le roi et le peuple, d'après les plébiscites de 1860, et qui n'est qu'une concession royale qu'on peut donner ou enlever suivant son bon plaisir.

Autrefois on se figurait, alors que l'honorable Crispi était au pouvoir, que dans le sein du parti censervateur il était possible de distinguer encore une petite fraction composée de *gentlemen* conservateurs, genre anglais, honnêtes et libéraux ! Mais aujourd'hui il n'est pas jusqu'à cette illusion qui n'ait dû se dissiper ; aujourd'hui que, après avoir vu tomber dans l'ignominie et la déroute la dictature crispinienne, nous sommes passés sous le gouvernement des *gentlemen* conduits par l'honorable Di Rudini, qui ne diffère en rien du ministre des maudits banqueroutiers !

Entre les représentants des biens meubles et des biens immeubles, d'une part, et les interprètes des intérêts du travail, d'autre part, il y a une petite bourgeoisie en décadence et en décomposition, ruinée par la concurrence du capitalisme, qui végète et qui vit encore, montrant une certaine résistance et ayant ses interprètes et ses députés dans le parti radical démocratique. Ce n'est pas un parti homogène, nettement organisé ni aux contours brusquement arrêtés, parce que la base sur laquelle il s'appuie est elle-même inorganique et hétérogène. Ses bataillons sont composés de petits commerçants, de boutiquiers, qui détestent les impôts, le militarisme, la triple alliance, la politique mégalomane et tout ce qui paralyse le commerce, tout ce qui les contrarie et les menace, mais ils n'ont pas d'idéal précis devant eux.

Mécontents du système actuel du gouvernement et décidés même à l'abattre, ils redoutent toute perturbation de la vie publique, toute secousse un peu brusque, toute menace de revendication un peu violente qui peut s'élever de la classe ouvrière. Tout leur espoir repose sur un changement de gouvernement, sur une substitution de personnes, sauf ensuite à avoir les yeux désillés et à se liguier contre ces nouveaux venus et à reporter leurs espérances sur d'autres, quand le changement de personnes n'a pas eu pour effet un changement de choses. Éternelles dupes, qui aspirent à un régime de libertés sans avoir la force de lutter d'une façon résolue contre les privilèges.

Toutefois, en dépit des contradictions, des incertitudes et de l'absence de tout idéal déterminé, ce parti représente encore une force

vivante pour l'Italie. Si, par suite de son impuissance, il ne peut s'élever à la vision d'un nouvel idéal et travailler pour son propre compte, il peut cependant offrir encore quelque utilité (animé qu'il est d'un mécontentement inaltérable) pour abattre et pour démolir ; il pourra servir de catapulte alors qu'il sera commandé et dirigé par des chefs actifs et expérimentés. Aussi bien, la même incertitude, la même absence d'un ensemble d'idées positives dans le mouvement général de l'histoire, domine chez les *leaders* du parti démocratique.

Voyez, par exemple, Félix Cavallotti, le barde de la démocratie italienne, le député-poète qui, puissant hercule dans la lutte contre une personne, se trouve toujours l'ingénu impénitent dans ses luttes contre les ministères, dont il est toujours, passant de surprise en surprise sans jamais perdre ses illusions, aujourd'hui le parrain, demain l'exécuteur testamentaire et après-demain le fossoyeur. Tout comme le parti qu'il représente, il ne comprend point que les personnes, fussent-elles animées des meilleurs intentions, sont les instruments aveugles d'un engrenage fatal.

Sans le savoir et sans le vouloir, la démocratie legalitaire, avec sa tendance politique à la « zitellona », qui se laisse éternellement tromper par la bonté et les promesses fallacieuses des hommes, n'a pas peu contribué à augmenter l'indifférence traditionnelle du peuple italien pour la vie politique. Le peuple, en voyant les avortements successifs de tous les moyens de lutte présentés comme efficaces par la démocratie, croit au mensonge, à la mystification et s'engourdit et s'endort dans un scepticisme, dans un fatalisme qui fait peine et pitié.

L'extrême gauche de cet amalgame de personnes et d'intérêts comprend une légion courageuse et pleine d'audace, encore jeune, pour antique que soit l'idée pour laquelle combat cette légion républicaine-fédéraliste. Ce parti qui, jusqu'à ces dernières années, luttait de concert avec le parti démocratique, s'est maintenant détaché et tend toujours davantage à se rendre indépendant et autonome. Dans les dernières élections il a, par la nomination de 20 députés environ qui adhèrent à son programme, reçu le nouveau baptême de la vie.

Nous ne croyons pas, à l'imitation de quelques personnes, que ce parti soit un cadavre glorieux ressuscité, qui prenne la lumière crépusculaire de son couchant pour l'éblouissement de son aurore. Non ! il a encore une base ferme et une mission importante à remplir en Italie.

Les intérêts qu'il défend ce sont ceux de la petite bourgeoisie, des petits propriétaires ; la guerre qu'il entreprend contre le parti dynas-

tique et le militarisme et contre la concentration hypertrophique du gouvernement est une guerre pour le progrès et pour la civilisation; puisque c'est une fable qu'il veut aller à l'encontre du mouvement ascendant de l'histoire, qui a porté les nations à leur unification, en morcelant l'Italie; en suivant la conception de Mazzini et de Cattaneo, il veut l'unité politique avec la diversité administrative, comme cela existe par exemple en Suisse, aux États-Unis, en Angleterre, parce qu'il est profondément convaincu que le meilleur gouvernement est celui qui administre de près et qui peut subir le contrôle des intéressés. Le pouvoir central ou fédéral ne s'occuperait plus que de ce qui concerne la défense contre les ennemis extérieurs et la politique économique d'intérêt général.

L'évolution sociale ne tend pas au grand nivellement de tous ces éléments, à l'uniformité de la société, mais au contraire, elle tend, en se développant à l'instar de tous les organismes qui passent de l'homogénéité à l'hétérogénéité, de l'uniformité à la complexité, à l'autonomie et à la fédération de tous les groupes.

Mais, abstraction faite de ces bonnes raisons de logique et de droit, le fédéralisme répond, en Italie, à de véritables exigences de fait, et ce serait actuellement un remède excellent aux plaies dont souffre le pays, par suite de l'administration de ce gouvernement centralisateur. Nous avons vu que l'histoire, la topographie, l'ethnographie ont créé en Italie des différences radicales entre les intérêts des différentes régions, différences profondes qui peuvent un beau jour, si on continue à les méconnaître, éclater en des manifestations dangereuses. Et en effet quelle est la communauté d'intérêts qu'il peut y avoir entre le paysan du Nord et le serf de la glèbe au Sud, entre le métayer de l'Italie centrale et le feudataire de la Sicile? Quelle fraternité de sentiments peut-on trouver entre l'Italien de Turin qui n'a que 5 0/0 d'analphabètes et l'Italien de Cosenza qui en compte 81 0/0? Quel courant de sympathie peut donc unir l'Italien de Côme qui ne compte que deux homicides par an pour 100.000 habitants, et l'Italien de Girgenti qui compte, par an et pour 100.000 habitants également, 50 homicides?

Il est évident que l'état actuel unifie et assimile par ses décrets, par ses lois, toutes ces régions, qui sont profondément différentes entre elles! Et c'est justement à ce traitement uniforme que Cesare Lombroso attribue l'augmentation de la criminalité dans toutes nos provinces.

Et en outre, la répartition des richesses diffère dans des proportions énormes suivant les diverses régions de l'Italie. Le professeur Panta-

leoni (1), en mesurant, suivant la méthode de M. de l'ovilie, la richesse privée, existant en Italie de 1872 à 1889, est arrivé aux résultats suivants :

Régions	Richesses par habitant calculées au 1 %
Piémont et Ligurie. . . . .	16 %
Lombardie. . . . .	14 %
Lazio . . . . .	13 %
Toscane. . . . .	12 %
Vénétie. . . . .	9 %
Napolitaine. . . . .	7 ½ %
Marche, Ombrie . . . . .	7 %
Sicile. . . . .	6 ½ %
Sardaigne. . . . .	5 %

Or, tandis que dans un état où la décentralisation aurait été la loi, la répartition des charges de l'impôt se serait faite en proportionnant le total de ces impôts au total de l'avoir, notre *Polizeistaat* a suivi au contraire un système inversement proportionnel, comme le peut faire ressortir le calcul suivant, fait encore par le professeur Pantaleoni et en dehors de toute préoccupation politique ou de tout parti-pris.

« La haute Italie, dit-il, possède 48 0/0 de richesse, et elle ne supporte que moins de 40 0/0 de la charge des impôts; l'Italie centrale qui possède 25 0/0 seulement de richesse paye 28 1/3 0/0 de la charge totale; et l'Italie méridionale qui ne possède que 27 0/0 de la richesse nationale paye 32 1/4 0/0 de la charge des impôts. » (2). Cette manière de lever les impôts a pour résultats dans l'Italie méridionale une forte diminution de la consommation, une diminution de la culture, en un mot, un arrêt de la civilisation.

Notre assertion n'était donc pas hasardeuse, quand, au commencement de notre article, nous disions que l'unité de l'Italie, au lieu d'indiquer une fusion d'intérêts différents et de tendances uniformes, était le signe d'une confusion terrible de forces qui luttaien les unes contre

(1) Delle regioni d'Italia in ordine alla loro ricchezza e al loro carico tributario. *Giornale degli economisti*, p 73, janvier 1891.

(2) Dell'ammontare probabile della ricchezza privata in Italia dal 1872 al 1889. *Giornale degli Economisti*. août 1890.

les autres. La fusée ne nous a pas été utile; elle nous a bien plutôt été fort nuisible. En effet la Sicile, la Sardaigne et la province de Naples auraient eu leurs propres gouvernements et elles ne seraient pas tourmentées par les maux dont elles souffrent et auxquels le gouvernement, malgré la grande quantité de richesses qu'il prélève sur elles, n'apporte aucun remède.

Présentement le remède le plus urgent et le plus efficace pour sauver l'Italie de sa ruine inévitable, tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel, c'est le fédéralisme pris dans le sens d'une vaste décentralisation administrative.

Ce système a déjà été couronné par l'heureux succès remporté tout récemment — pour ne pas parler des exemples antiques parmi lesquels l'exemple de l'Attique brille par dessus tous les autres — dans les États-Unis d'Amérique par exemple, où furent gagnées à la civilisation, des régions vivant encore dans un état de sauvagerie préhistorique.

La force des choses et la fatalité des événements pousseront peut-être l'Italie dans cette voie triomphale du salut! Toutefois, malgré la vaine rhétorique des patriotes de la sixième journée, le monde officiel, par la loi même qui établissait un commissariat civil pour la Sicile, a reconnu la bonté réelle du fédéralisme régional, quoiqu'il en ait en pratique dénaturé les principes et défiguré la physionomie.

A côté de ce parti, et souvent d'accord avec lui, le parti socialiste est toujours dans les premiers rangs pour combattre. Ce parti, importé en Italie par Bakounine vers 1867, a traversé la période de l'utopie (parti socialiste révolutionnaire international), a passé par la phase corporative (parti ouvrier) et s'est présenté au Congrès de Milan (1891) et de Gènes (1892) où il a pris part, sous le nom de *parti des travailleurs italiens*, avec un double programme : corporatif d'une part et d'autre part électoral et politique, pour marcher à la conquête des pouvoirs publics. Jusqu'au Congrès de Reggio (1893) il se proclama sans aucune timidité le *parti socialiste des travailleurs italiens*. Puis, surprise à l'improviste par le souffle de réaction qui se répandit en Italie durant la dictature de Crispi (1893-96), l'action du parti socialiste demeura momentanément paralysée, mais il ne tarda pas à se détendre comme un ressort comprimé sur lui-même.

La féroce persécution de Crispi, reproduisant en Italie les effets qu'avait produits la dictature de Bismarck en Allemagne, fut plus utile que nuisible au développement du parti socialiste. En pleine tempête, en pleine fureur réactionnaire, il convoqua à l'arme, en éludant la vigilance de la police, ses chefs les plus populaires et les plus

éprouvés; reforma les files rompues au milieu du cyclone réactionnaire; et, répudiant l'ancien système de l'adhésion au parti par association, système qui fournissait des soldats nombreux, mais peu sûrs et peu résistants, adopta le système plus expéditif de l'adhésion personnelle. Ainsi reconstitué le *parti socialiste des travailleurs italiens* prit le nom plus simple de *parti socialiste italien* qu'il garde toujours.

Les noms différents — que le parti a pris dans ses diverses phases, — indiquent bien et avec précision le développement qu'il a atteint graduellement depuis la doctrine utopistico-révolutionnaire de Bakounine jusqu'au socialisme marxiste pur et simple, dont le programme, qui date de loin, est esquissé en ses traits essentiels dans le *Manifeste du parti communiste*, publié en 1847.

Mais l'heure décisive de la vengeance et de la revanche devait sonner aux élections politiques générales. En dépit des radiations des listes électorales, — nous l'avons dit plus haut, — de plus d'un million de citoyens, suspects pour la plupart d'idées avancées, les files du parti socialiste furent plus que doublées. En 1892, il avait obtenu 27,000 voix; en 1895, il en obtint 80,000. Ce nombre, bien qu'il doive être fortement réduit à cause des nombreux votes de sympathie, est pour attester le grand élan du parti sur la route du progrès. Enfin, le nombre de 135,000 suffrages enlevé dans les dernières élections est une preuve superbe de son invincible vitalité.

Nous donnons ici, pour montrer au lecteur d'une façon plus vive et plus directe l'idée du développement du socialisme, le tableau des votes socialistes pris en 1895 et en 1897, et distribués par régions en comparant avec la population (*Voir tableau, page 917*).

Les conditions économiques arriérées; leur extrême variété qui fait, que, entre les deux régions, il y a des différences de développement extrêmement sérieuses; la prédominance de la population rurale sur celle qui est attachée aux industries, où les ouvriers associés par le travail et les malheurs communs ont conscience de leurs propres droits et des moyens de les acquérir; l'unification politique tardive de l'Italie par rapport aux autres nations; la misère inconsolable qui règne dans les campagnes; le niveau peu élevé et la diffusion si bornée de la culture expliquent la lente formation et la bizarre constitution du parti socialiste en Italie, qui est un objet de stupeur pour les socialistes étrangers.

Le socialisme pour nous est comme une plante exotique qui, transplantée de ses lieux fertiles d'origine dans nos régions stériles, a certes, donné des fleurs, mais des fleurs pâles et incolores, telles qu'il convient



RÉGIONS	Population suivant le re- censement de 81 dans le territoire de l'année 1895	1895		1897		Augmen- tation
		Cand- didats	Votes	Cand- didats	Votes	
Piémont.....	3.070.250	25	9.869	47	29.217	19.438
Ligurie.....	892.373	10	3.930	10	6.552	2.622
Lombardie.....	3.680.574	38	21.882	47	28.467	6.585
Vénétie.....	2.814.173	15	5.349	29	11.613	6.264
Emilie.....	2.183.432	10	9.100	15	12.794	3.694
Romagne.....	»	9	9.034	19	11.768	2.734
Marche.....	939.279	5	842	12	4.158	3.586
Toscane.....	2.208.869	22	8.685	37	10.850	2.165
Ombrie.....	572.060	3	572	10	3.690	3.118
Lazio.....	903.472	7	1.301	7	2.433	1.132
Campanie.....	2.896.577	3	1.373	5	2.320	947
Abbruzzo et Molise.	1.317.215	2	moins de 50	4	1.169	1.120?
Pouille.....	1.589.064	4	427	14	2.266	1.839
Basilicate.....	524.504	»	»	»	»	»
Calabre.....	1.257.883	2	moins de 50	10	2.571	2.530?
Sicile.....	2.927.901	17	5.249	10	1.454	diminution
Sardaigne.....	682.002	1	moins de 50	11	397	350?
Total.....	28.459.628	163	77.613	287	131.719	57.764
			Diminution en Sicile....			3.795
			Augmentation définitive.			53.969

à une nation où le capitalisme véritable n'existe pas encore, excepté dans les parties les plus civilisées de la péninsule.

Le socialisme, dans les régions méridionales, n'est pas en grande partie le fruit de l'économie capitaliste, parce que là le capitalisme se gâte encore avant de mûrir; il n'est pas le produit d'un vaste mouvement du prolétariat, illuminé par la conscience d'un nouveau droit;

mais c'est un phénomène passager, provoqué par les crampes d'estomac de la faim, ou créé par la sympathie qui entoure un chef intelligent et honnête. C'est ce qui explique, en 1895, l'élection merveilleuse du professeur De Marinis, à Salerne, où l'existence d'un socialiste était chose absolument nouvelle; et c'est ce qui explique aussi le fait surprenant, possible en Italie seulement, de la diminution des  $\frac{2}{3}$  des votes socialistes en Sicile.

Le socialisme dans l'Italie méridionale est composé en grande majorité des mécontents et des sans-place, qui se rapprochent aujourd'hui des socialistes, et qui les appuient de leurs votes, parce que c'est eux qui combattaient avec le plus d'énergie les causes de leur misère. Mais rien d'étonnant si demain, par exemple, sous l'influence d'un contentement ou d'un mécontentement quelconque, ils se mettent à la remorque d'un autre parti, ou s'ils se retirent de la politique militante. Il n'y a là nulle part des conditions économiques et sociales pour la formation d'un parti socialiste proprement dit et d'une grande extension.

Nous ne serions cependant pas sincères si nous disions la même chose de la partie centrale et de la partie septentrionale de l'Italie.

Dans ces régions, où les conditions de milieu sont plus favorables, le parti socialiste croît et se développe rapidement, comme en fait foi le tableau de statistique exposé ci-dessus.

Ces pays forment le grand foyer, non seulement des forces démocratiques, mais aussi des forces purement socialistes. Le Piémont, la Lombardie et la Ligurie comptent un nombre supérieur de votes socialistes, allant toujours en augmentant, parce que dans ces provinces l'industrie est fort développée et la culture fort répandue. D'autre part, ce qui peut paraître surprenant, c'est l'augmentation d'environ 20,000 suffrages dans le court espace de 22 mois : la propagande intense et infatigable des socialistes piémontais et l'absence d'un parti vraiment démocratique sont suffisants cependant pour expliquer ce mouvement imprévu, qui lance le Piémont, jadis base et forteresse de la dynastie, dans les premiers rangs du mouvement socialiste italien.

Si la longueur déjà excessive de cet article ne nous le défendait pas, nous nous laisserions séduire par le plaisir de tracer à grands traits la physionomie du socialisme en Italie, en passant du socialisme utopiste et à moitié anarchiste au coopérativisme et au marxisme du Nord. Mais, comme nous réservons cette étude pour

un autre travail, nous nous bornerons à mettre en relief son caractère principal, sa composition en grande partie bourgeoise.

Tous ceux, en effet, qui se sont occupés de socialisme italien n'ont pu s'empêcher de remarquer que c'étaient les transfuges, les déserteurs de la bourgeoisie qui venaient surtout grossir les files du parti socialiste. Les professeurs, les étudiants, tous gens ayant en somme une profession, les petits propriétaires sont légion dans le parti socialiste, qui, dans son ensemble, représente la réaction la plus énergique contre l'action sociale de l'Etat, qui heurte les intérêts et méprise le droit de la partie la plus fine et la plus vive de la nation.

Et c'est là une *spécialité* toute italienne, à laquelle on ne songerait même pas en Allemagne et en France, car il est illogique qu'un parti socialiste recrute ses principaux adhérents dans la bourgeoisie et non dans les classes ouvrières.

Aussi bien cette *spécialité* trouve ses causes dans les conditions tout-à-fait spéciales de l'Italie. L'Italie, en effet, à la différence de toutes les autres nations, sauf peut-être la Russie à qui elle ressemble beaucoup, se trouve prise dans un filet si épais de parasitisme que, à travers ses mailles, tout le fonctionnement normal et naturel de la production et de la division du travail est comme emprisonné et suffoqué.

Tout dépend de l'Etat; on attend tout de lui; les emplois de l'Etat sont le grand bonheur auquel tous aspirent; le trésor public est la vache à lait que tous veulent traire. Les places des ministères, des provinces, des communes, l'administration des œuvres pies, la bureaucratie civile et militaire, les écoles, les tribunaux etc. etc. : voilà les emplois qu'en absence d'une vie industrielle et commerciale, tous veulent obtenir et conserver, voilà l'unique ressource que l'Italie offre aux classes moyennes et élevées. Et, de là, la lutte terrible pour la conquête du pain par la foule immense de ceux que j'appellerai des prolétaires intellectuels.

Le commandeur Bodio, le directeur si intelligent et si actif et notre « Bureau général de Statistique », en comparant dans la période qui s'étend de 1887-1893 les demandes et les offres des lauréats en Italie, a trouvé qu'il y a chaque année sortant de notre université environ 500 docteurs en droit, 500 médecins, 50 ingénieurs, 50 docteurs ès lettres et en philosophie, de plus qu'il n'en faut pour les nécessités du pays. Si bien qu'il y a plus de 1.000 diplômés, — sans compter le nombre incommensurable de jeunes gens qui sortent des lycées, des gymnases, des écoles et des instituts techniques, — qui tous les ans viennent frapper aux portes des bureaux pour demander en même

temps leur emploi et le pain qui doit apaiser leur faim. C'est une lutte atroce, continuelle, sans trêve; ils combattent pour se créer une position et pour acquérir une pauvre place au banquet de la vie.

Et, vaincus, découragés, avilis par cette lutte à couteaux tirés, ils se convainquent, pour la plupart d'entre eux, au milieu des affres de la misère, que la société a besoin d'être refaite de fond en comble, et ils vont accroître les phalanges des déshérités et combattre avec eux dans la lutte pour le travail.

Et c'est justement pour ces raisons toute spéciales que le socialisme en Italie attire surtout dans son orbite et enrôle sous ses drapeaux les prolétaires de l'esprit plutôt que de véritables ouvriers proprement dits.

En outre ces déclassés, ces gens privés de place, ces mécontents, qui n'ont pas l'ardeur de sentiment et de foi aussi vive que des prolétaires, sont des éléments fort peu solides : rien, en effet, n'épouvante davantage les socialistes instruits et intelligents que ce progrès à la vapeur qui trouve sa raison d'être, non dans le développement normal du capitalisme, mais dans l'œuvre néfaste et dans la banqueroute de l'Etat.

Nous voudrions voir présentement de quelle manière ces mouvements sociaux si tumultueux et si confus se reflètent dans les idées des classes dominantes, et quel est leur intérêt au point de vue des sciences sociales; mais l'espace nous force à confier cet intéressant sujet à une autre Revue, à qui nous l'avons déjà promis : nous nous occuperons d'abord et fort en bref de quelques phénomènes spéciaux et nous traiterons ensuite le développement des sciences sociales en Italie.

L'Italie reste donc, — en son ensemble, — dans son évolution civile et économique, d'un demi-siècle en arrière sur les autres Etats européens. Et il ne pourra jamais se faire qu'il se forme en elle le noyau d'une société future, le foyer d'où partira et se répandra la lumière de l'humanité, comme de la France au siècle passé s'est répandue la lumière de la liberté politique. Qu'il nous suffise d'espérer qu'à l'Italie ne sera pas réservé, comme peut-être à la Russie et à la Turquie, la triste destinée historique d'ensevelir dans le sang et dans la barbarie la civilisation qui nous viendra de l'Occident. Il serait véritablement trop cruel pour l'Italie, de devenir, dans un jour peut-être peu éloigné, le tombeau de la civilisation, après en avoir été deux fois le berceau et la maîtresse souveraine!

ALESSANDRO GROPPALI,

Directeur de la « Rassegna di Sociologia e scienze affini. »

## REVUE DES LIVRES

CH. LETOURNEAU. — *L'évolution de l'esclavage dans les diverses races humaines*. — Paris, 1897, un vol. in-8 de 538 pages.

En rendant compte, au début de cette année, du livre de M. Letourneau sur la guerre, nous exprimions le souhait de voir bientôt l'auteur publier ses trois cours postérieurs sur l'esclavage, le commerce et l'éducation. Ce vœu se trouve déjà en partie réalisé, et nous sommes heureux de pouvoir aujourd'hui signaler le premier des trois volumes attendus. M. Letourneau a naturellement gardé sa méthode et son plan ordinaires : il passe en revue les différentes sociétés, des plus humbles aux plus hautes, pour y examiner l'institution de l'esclavage. Sa documentation, déjà abondante dans ses précédents ouvrages, s'est encore enrichie. Nous regrettons seulement, à cet égard, qu'il se soit servi parfois d'ouvrages de seconde main un peu vieillis, en ce qui concerne notamment le droit romain.

L'auteur étudie, pour chaque société, les sources de l'esclavage et la condition de l'esclave. Au premier de ces points de vue, il a raison de montrer dans les premiers âges la pratique de l'asservissement servant de succédané au cannibalisme. Mais nous craignons qu'il ait été quelque peu téméraire en affirmant que le clan communautaire primitif ne saurait connaître l'esclavage. Il distingue plus justement, pour les époques postérieures, les diverses causes de l'esclavage : guerre, condamnation, abandon volontaire de la liberté, etc.

Au second point de vue, il suit la transformation qui peu à peu a fait de l'esclave un serf, et du serf (à son avis) un salarié. Il constate que « la somme du labeur nécessaire au maintien des sociétés a presque toujours été imposée à une fraction seulement des populations, c'est-à-dire a été servile ». Là où l'esclavage proprement dit n'existe pas ou se montre peu, on trouve à sa place l'asservissement des femmes, la constitution de castes ou de classes inférieures, ou la servilité des humbles devant les rois et les grands. Les races les plus élevées ne sont qu'à demi privilégiées à cet égard : elles ont connu ces stades, comme les races aujourd'hui encore enfoncées dans la sauvagerie et la barbarie ; elles ne les ont dépassés que lentement, et même de nos jours elles ne s'en sont pas complètement éloignées. M. Letourneau appelle de ses vœux une plus complète libération de tous les travailleurs.

Chemin faisant, il pose et résout brièvement de graves problèmes d'histoire sociale ou ethnique : le matriarcat, l'origine des Aztèques et des Péruviens (ceux-ci venus peut-être de la Chine), celle des Egyptiens (qui seraient des Berbères), celle des Hovas (qui ne sortiraient pas de la Malaisie). Il éclaire le passé par le présent (à signaler une page remarquable où il fait comprendre le sort des ouvriers des mines antiques en le rapprochant de celui des modernes *carusi* siciliens) et, parfois aussi, le présent par le passé (en montrant, par exemple, la leçon que nous donne l'expérience sociale de la république athénienne). D'une manière générale, il est plutôt sévère pour l'antiquité : il insiste sur les côtés faibles des civilisations de l'Egypte, de la Judée, de la Grèce, de Rome, laquelle n'est selon lui que « un grand crime triomphant ». L'amélioration sociale ne saurait donc jamais, pour lui, consister dans un retour aux antiques traditions.

Nous avons lu ce livre d'un bout à l'autre avec un constant intérêt. M. Letourneau est un des trop rares sociologues qui se sont mis à l'étude détaillée des faits ethnographiques et historiques. C'est là le grand mérite de la série déjà imposante des ouvrages qu'il a consacrés aux principales institutions humaines. Et, dans cette série, « l'Evolution de l'Esclavage » tiendra un des rangs les plus distingués.

RENÉ WORMS

J. Novicow. — *L'avenir de la race blanche; critique du pessimisme contemporain*. Paris, 1897, un vol. in-12.

Divers auteurs en renom, M<sup>me</sup> Arvède Barine, MM. Emile Faguet, Pearson, le Dr Gustave Le Bon, se sont récemment rencontrés pour prédire l'écrasement de la race blanche par les races jaune et nègre : écrasement militaire, vu la diminution de notre natalité; écrasement industriel, vu que les travailleurs des races inférieures, se contentant d'un moindre salaire, éliminent peu à peu l'ouvrier européen. M. Novicow vient montrer tout ce que ces craintes ont, heureusement, d'exagéré. Ses raisonnements sont très nourris et très bien enchaînés, et le petit volume qui les expose nous a paru fort vivant et fort suggestif (1). Il aboutit à enfermer ses adversaires dans un dilemme. Ou bien les races inférieures ne s'élèveront pas au niveau de la race blanche, et alors celle-ci continuera à dominer le monde. Ou bien elles la dépasseront, en se mettant d'abord à son école, puis en perfectionnant encore ses découvertes et ses

(1) Nos lecteurs n'ont pas oublié qu'un chapitre en a paru, cette année même, dans la *Revue*.

méthodes de savoir et d'action; et alors la race blanche s'absorbera promptement en elles, ce à quoi elle ne pourra que gagner. Le raisonnement nous paraît des plus exacts. Seulement nous aimerions savoir quelle est, de ces deux hypothèses réunies dans le dilemme, celle dont la réalisation paraît le plus probable à M. Novicow, et les raisons qu'il en donnerait.

RENÉ WORMS

---

E. GROSSE. — *Die Formen der Familie und die Formen der Wirtschaft*. Friburg et Leipzig, 1896, J. C. B. Mohr.

Celui qui a suivi les études ethnologiques sur l'évolution de la famille pendant les dix dernières années, a été témoin de merveilleuses péripéties. Au commencement de cette période, il a assisté au triomphe des théories nouvelles sur l'origine du mariage et sur les formes les plus primitives de la famille. Ceux qui s'occupaient de ces phénomènes et qui n'étaient pas embarrassés par des préjugés étaient convaincus, plus ou moins, par Bachofen, Morgan, Mac Lennan, Lubbock. Ce moment de repos, la fin de cette première étape est caractérisée par les noms de Wilken et de Post. Sur la promiscuité limitée comme premier commencement du mariage et de la famille on doutait, mais l'universalité et la prééminence du matriarcat semblaient une vérité définitivement acquise à la science. Et pourtant de nouveaux ennemis de cette doctrine encore si jeune s'élevaient déjà. C'étaient surtout Starcke et Westermarck. Wilken et Post se défendaient, Tylor, dans son admirable essai de méthode statistique appliquée à ces problèmes (d'où devait se développer la nouvelle méthode de l'ethnologie) donnait de nouveaux appuis. Von Dargun, mort trop tôt, cherchait un accommodement. Des savants d'autres disciplines voulaient bien éclairer les ethnologues de leurs lumières, comme MM. Brentano et Hildebrand.

Tout ce qui semblait certain était de nouveau mis en doute.

Il est vraisemblable qu'un progrès aussi irrégulier dans ces recherches doit être causé par une faute de méthode. D'après mon opinion, c'est ici le cas à un rare degré. La méthode suivie ne donnait aucune garantie de résultats sûrs. On était tout épris de darwinisme (mal entendu) et d'évolution. On construisait un schéma d'évolution et cherchait des preuves après; on prenait des illustrations pour de l'induction; on n'était pas du tout rigoureux dans la critique des sources; l'*experimentum crucis* n'était jamais appliqué, tout bonnement on ignorait les faits contradictoires; les raisonnements étaient souvent fort naïfs (p. ex. l'explication de l'exogamie par le meurtre des filles). Et une grande faute matérielle était généralement commise : on négligeait les différents degrés de

culture aussi bien que toute la situation économique et sociale des peuples comparés, on ne construisait que des lignes de développement droites et sans complication; à vrai dire, on savait tout d'avance. Les formes mouvantes, qu'on acceptait, étaient toutes intellectualistes, conscientes.

J'ai signalé ces fautes de méthode, qui frustraient une grande partie du travail fait avec tant de bonne volonté et d'érudition, dans l'Introduction de mon livre sur *l'Origine de la peine*.

Mais de meilleurs jours devaient venir. On s'accoutumait à l'idée que beaucoup et le principal dans l'histoire de la famille était à refaire.

M. E. Grosse est le premier qui ait entrepris cette lourde tâche dans son livre présent. Ce livre a de grands mérites. M. Grosse a la vue claire et simple des choses, il n'est ni métaphysicien ni même théoricien à outrance; il a le courage de son opinion, il s'exprime très bien, on lit ce livre comme le précédent (*Die Anfänge der Kunst*), avec plaisir et sans fatigue. L'idée maîtresse du livre me paraît tout à fait juste. L'auteur ne veut plus construire un schéma d'évolution en cherchant des faits pour illustrer les phases diverses, il veut établir tout simplement l'influence d'un seul facteur, la vie économique, sur le développement du mariage et de la famille, c'est-à-dire qu'il veut établir quelles formes de famille accompagnent telles phases de la vie économique. Dans l'Introduction citée, j'ai remarqué qu'il nous faut chercher les phénomènes corollaires du phénomène particulier qu'on veut étudier, et enfin démêler leurs influences. M. Grosse a rangé les peuples de la terre en cinq classes : chasseurs et pêcheurs inférieurs, chasseurs et pêcheurs supérieurs, nomades vivant principalement de leurs troupeaux, agriculteurs inférieurs, agriculteurs supérieurs (dont les peuples industriels ne forment que le dernier degré), et il décrit, d'après de bonnes sources, les formes de la famille, l'organisation et l'influence du clan et de la grande famille (Sippe), la relation des sexes, la position des femmes et les manières dont on se marie dans ces cinq phases de régime économique.

Certainement, c'est un mérite d'avoir fait ce travail, et surtout d'avoir entrepris une tentative dans la nouvelle direction.

Mais, en lisant le livre de M. Grosse, il y a quelque chose qui nous frappe avec force et toujours plus. Comme il s'est facilité l'ouvrage, comme il s'est donné peu de peine! Jamais il n'a essayé de pousser ses recherches jusqu'au bout, de répandre autant de lumières que l'état des sources nous le rend possible. Il a donné un tableau, assez clair c'est vrai, mais pas de véritables recherches scientifiques. A la fin du livre, il confesse avec toute modestie qu'il n'a fait qu'une petite partie du chemin à parcourir; c'est bien, mais il n'a pas fait son chemin d'une manière qui puisse dispenser ses successeurs de le recommencer, et c'est dommage.



M. Grosse a donné une bonne direction aux nouvelles études de la famille, mais pas beaucoup plus.

Il évite toute difficulté ou la laisse sans solution ; par exemple, page 52, il constate que chez les chasseurs et les pêcheurs inférieurs, l'enfant appartient au père, mais en même temps il ne nous fait pas que, chez les Esquimaux, le fils suit sa mère divorcée — pourquoi ça ? M. Grosse dit tout simplement que les droits du père ne semblent pas être absolus. Il nous peint la femme de cette période tout à fait soumise à son père ou à son mari, et pourtant précisément elle pouvait s'entretenir de ses propres forces en cherchant les produits de la terre, comme elle le fait en Australie, en Californie et chez quelques peuplades de l'Amérique du Sud. Elle pouvait être libre et indépendante quant au facteur économique aussi bien que sa sœur qui travaille dans nos fabriques est beaucoup plus indépendante de ses parents que ses collègues contemporaines dans d'autres situations. Cette incongruité, M. Grosse ne nous l'explique pas.

Pour l'auteur, l'hypothèse de la priorité du matriarcat est tout à fait ridicule, parce que ses chasseurs inférieurs vivent en patriarcat, mais ce n'est plus un argument décisif, du moment qu'on accepte ce qu'on ne peut éviter, que ces peuples aussi ne représentent pas l'homme primitif. M. Grosse néglige un peu la période, hypothétique c'est vrai, mais fort probable, où la vraie chasse n'était pas encore pratiquée, et où la femme n'était que très peu l'inférieure de l'homme à rassembler des fruits sauvages, des petits animaux, des œufs, etc. Il est probable que cette période était caractérisée par une autre relation des sexes que la suivante de la vraie chasse. Il faut chercher, patiemment et subtilement, toutes les traces de cette période chez des tribus tout isolées ; M. Grosse les ignore, tout au contraire, dans sa manière de faire un peu rude et rapide. Et serait-il tout à fait impossible que les agriculteurs inférieurs aient retenu plus de traces de la toute première période que les chasseurs même inférieurs ? Les survivances sont souvent fort capricieuses, M. Grosse n'a pas prouvé l'impossibilité.

M. Grosse est parfaitement indifférent à toutes les exceptions aux règles qu'il établit, quand il aurait dû les chercher et essayer de les expliquer toutes. Pour faire cela, il aurait mieux fait de rassembler beaucoup plus de matériaux descriptifs, sa collection de faits est trop pauvre. Ainsi on n'a entière confiance dans aucune des lois qu'il dit avoir trouvées.

L'idée directrice du livre est fort bonne, mais l'exécution est médiocre. Ses recherches s'arrêtent aux régularités superficielles, elles ne poussent jamais au-delà des exceptions, et c'est pourtant cela qui fait le mérite d'un tel livre.

Je pense que c'est de parti pris que l'auteur a négligé presque tous

ses devanciers, mais cette manière de faire me semble d'une utilité douteuse. Tout chercheur honnête et compétent a droit à ce que ses peines ne soient pas vaines, que ses découvertes soient réfutées ou acceptées; dans notre science si jeune et si pauvre en littérature, on peut exiger que chaque auteur connaisse et regarde tous les autres qui ont traité les mêmes problèmes, du moins dans les langues les plus connues de l'Europe. Quiconque ne peut pas faire cela est incompetent. M. Grosse pêche beaucoup à cet égard. Plus loin, il néglige les recherches de Brentano et de Hildebrand sur les rapports entre les phases économiques et les formes de la famille, de la morale et du droit, il néglige les arguments méthodiquement si remarquables de Tylor; il fait comme si les études de Schmoller, de Bücher et de Hahn sur les étapes économiques n'existaient pas; il ne fait aucune mention de Dargun, il ne me fait pas l'honneur à moi-même de se rappeler que quelques-uns de ses problèmes sont traités par moi avec quelque ampleur dans mon livre sur *l'Origine de la peine* et autre part. Ce que je regrette le plus, c'est que l'œuvre de M. Le Play et de son école soit tout à fait négligée par M. Grosse, quoique l'influence profonde de la constitution économique d'une société sur toutes les institutions et toute la vie sociale et morale n'ait jamais été étudiée avec plus de science et plus de méthode. Il me semble que, surtout en sociologie et en ethnologie, il faut tenir compte de toutes les recherches positives, respectueuses des faits, si on veut faire vraiment quelques pas en avant. Je suis convaincu qu'on pourrait dès maintenant faire bien des progrès dans cette branche d'études, à la condition qu'on attaquant les problèmes avec la force de tous les faits connus et avec l'aide de toutes les idées utiles énoncées déjà.

Le livre de M. Grosse est une contribution méritoire, mais il ne peut satisfaire du tout celui qui sait ce qu'il faut exiger ici et de quoi la science a besoin.

Il y a assez d'études superficielles et suggestives qui ne vont qu'un bout du chemin et par cela n'atteignent aucun but, et qui sont toujours à refaire, tandis qu'il ne nous faut rien que des recherches aussi profondes, rigoureuses et amples que possible. Dans la condition où se trouve notre jeune science, nous ne pouvons pas nous contenter de moins.

S. R. STEINMETZ.

---

MAURICE BLOCK. — *Les Progrès de la science économique depuis Adam Smith; révision des doctrines économiques* (2<sup>e</sup> édition). — 2 vol. in-8. Paris, 1897.

Le titre de l'ouvrage du laborieux académicien en révèle assez la spécialité et sa deuxième édition visée ici montre assez également l'ac-

cueil favorable qu'il a reçu du public. Même pour exposer les progrès de la science économique, il n'y avait pas lieu de modifier le plan suivant lequel les enseignements, les traités ou les manuels développent ou enregistrent les données de cette science économique elle-même, et c'est ainsi qu'après une introduction consacrée à la méthode, à la définition et classification, et après un livre premier, ouvert aux notions fondamentales, telles que les besoins, les biens, la valeur, la raison, les sentiments, les passions, l'automatisme, l'égoïsme et l'altruisme, l'individualisme et le socialisme, l'individu et l'État, les lois économiques, le principe économique, nous voyons se dérouler dans les livres II à V restants de la publication de M. Block, à la lumière il est vrai des théories successivement émises, le phénomène de la production, celui de la circulation des produits, celui de la répartition des revenus, enfin, celui de la consommation. Il n'est que juste, d'ailleurs, de louer dans ce nouveau travail du savant économiste la conscience avec laquelle il l'a rédigé, mettant à profit les immenses matériaux qu'il a comme publiciste et comme interprète, parmi nous, de la littérature étrangère, su réunir au cours d'une carrière déjà longue et bien remplie. Mais nous ne saurions nous y attarder, outre mesure, dans une Revue de Sociologie, parce que le sujet abordé par notre auteur porte une étiquette un peu exclusive, qui le fait rentrer dans une discipline en quelque sorte fermée. Cela est surtout apparent sous la plume d'un écrivain qui, en économie politique, aime se retrancher derrière des bornes immuables et qui ne paraît pas vouloir céder à la tendance (qu'il ne faudrait pas confondre cependant avec une désertion), de ne pas trop et plus longtemps isoler l'économie politique des autres connaissances humaines, et, tout en signalant l'importance de son domaine propre dans l'ensemble du mouvement social, de mettre davantage en lumière, par ses points de contact et ses adhésions, son caractère sociologique. Non pas qu'il fasse précisément le silence sur la sociologie et qu'il feigne de l'ignorer. Car, il en parle, notamment à propos de la *Méthode*, qui défraye en partie son Introduction. Seulement elle ne semble évoquer pour lui que la personnalité d'Auguste Comte, et on dirait qu'enfermé dans ses souvenirs de jeunesse, il s'est désintéressé de tous les efforts et de toutes les moissons accumulés depuis le père de la sociologie et surtout dans les derniers temps. Encore M. Block n'est-il pas même *laudator temporis acti*, puisque « la sociologie, si l'on tient, dit-il, à retenir ce terme impropre, n'est qu'un art et un art qui ressemble à s'y méprendre à la politique ». Et après cette affirmation, si discutable, M. Block d'ajouter : « Nous devons en conclure qu'il n'y a pas de science sociologique. Et il n'y en aura pas, parce que les plus éminentes facultés humaines ne suffisent pas pour pénétrer dans tous les cas jusqu'aux moteurs de la vie sociale, pour en découvrir les lois. Ne

savons-nous pas, d'ailleurs, que l'intelligence la plus puissante est parfois affaiblie, aveuglée par les passions ? »

Cependant, outre que la passion peut fausser et faire dévier la branche scientifique la plus tenue, du moment que les sociétés humaines constituent, sinon des organismes (pour bannir toute controverse), au moins sans conteste des entités, des personnalités, et, par conséquent des réalités, comment méconnaître équitablement l'opportunité et la légitimité d'une science assurément complexe, à laquelle les conditions de ces masses imposantes et cohérentes servent d'objet ?

Sans vouloir, d'ailleurs, diriger contre le point de vue un peu dépassé, en général, de l'auteur, une démonstration en règle, nous préférons signaler le haut intérêt et les conséquences inévitables des recherches auxquelles il s'est voué. Il a beau, en réponse à M. Knies, semblant supposer que l'homme change autant que les institutions, faire observer qu'il est facile de prouver que la nature de l'homme n'a pas changé dans les temps historiques et qu'il désire toujours obtenir le plus grand résultat pour le moindre effort, que les choses rares sont chères et que les lois économiques, fondées sur la nature humaine, n'ont pas changé non plus. En relevant avec un soin digne d'éloge les transformations par lesquelles a passé la pensée économique, le souci de la vie matérielle, il a dû se convaincre lui-même comme il nous convainc à notre tour, que rien ne résiste à la marche du temps et de l'expérience, que le corps, comme l'âme, comme l'idée, sont en un travail permanent de décomposition et de reconstitution et que si les forces agissant en nous, telles que le besoin ou la liberté, ou si, aussi, les aspirations et les orientations de la raison peuvent être abstraitement les mêmes, rien n'est plus mobile, plus fluctuant que la résultante de toutes les modalités affectées réellement par les facteurs, qui chaque fois entrent en cause. Si bien qu'il pourrait, par exemple, arriver à la rigueur, que ce confort ou ce nécessaire poursuivi assurément avec la préméditation du moindre effort fût, en fait, demandé à des arrangements aggravant la peine ou que les choses rares ne fussent pas chères, parce que délaissées, etc., etc.

Le grand service rendu par M. Block revient à vrai dire de sa part à avoir fourni une pierre à la construction de l'édifice sociologique où doivent s'abriter, si nous ne nous trompons, les lois de l'évolution de l'humanité ou de ses fractions principales. Peut-être l'infatigable écrivain n'a-t-il pas pour ses deux volumes, que la seconde édition a rendus de plus en plus substantiels, révélé la destination que nous lui assignons. Peut-être n'a-t-il pas songé, non plus, suffisamment, en les écrivant, que cette fameuse liberté économique appelée par lui, avec une tenacité des plus méritoires et à l'honneur de sa carrière de savant, à gouverner toute économie publique, n'est après tout qu'un prolongement ou un embranchement de la liberté sans épithète, de la liberté humaine, placée

comme un fond commun à la base de toutes les manifestations de la vie dans toutes ses directions, et que le parallélisme ou l'enchevêtrement des observations mérite, aussi bien qu'une certaine solidarité des hommes, la sympathie du monde des penseurs. Peut-être enfin, après les déclarations et réserves de M. Block lui-même, nous évertuons-nous à tort à en faire sinon un guillotiné par persuasion, au moins un sociologue malgré lui, en cédant plus ou moins inconsciemment à la tentation de procurer à une science toujours encore jeune des parrains dignes d'elle. En tout cas nous ne pouvons oublier les réflexions qu'inspirait à un esprit largement ouvert, dont le siège n'est pas fait encore, un sujet comme celui de l'*Enseignement des sciences sociales*, organisé désormais, chez nous, dans certains centres d'études. « L'histoire des institutions, disait M. Albert Sorel, président, il y a quelques semaines à peine, la séance solennelle de rentrée de l'Université de Lille, l'histoire des institutions, l'histoire du droit, l'histoire des lois, est devenue pour nous, sinon comme l'a déclaré un grand historien, la sociologie même, au moins la grande école, le laboratoire de la sociologie. » Servie par des adeptes nouveaux comme M. Sorel ou par des vétérans même un peu sceptiques comme M. Block qui mettent les uns et les autres à son service les trésors de leur érudition, les enseignements de l'histoire générale ou d'une histoire spéciale, la sociologie ne peut manquer d'accomplir des progrès rapides comme aussi de hâter le discrédit des charlatans politiques et des diseurs de bonne aventure.

ÉMILE WORMS.

---

CHARLES BINET. — *La méthode en anthropologie surnormale*. — 1897, broch. in-8.

Le Dr Charles Binet voudrait qu'on accordât plus d'attention à la classe d'individus qu'il range dans la catégorie des surnormaux. En étudiant ces derniers dans leur développement, leurs particularités, etc., il a l'espoir de pouvoir éclaircir les questions encore si obscures de la perfectibilité de la race, de l'élevage humain, qu'il oppose à l'élevage animal possédant des règles fixes et scientifiquement établies. A cet effet il propose une science nouvelle : il en propose ensuite la méthode. Telles sont les deux parties, bien distinctes, à étudier dans les considérations du Dr Binet.

Avant toute appréciation, citons ou résumons rapidement les idées de M. Binet sur l'anthropologie surnormale. « C'est, dit-il, une science nouvelle qui aurait pour but l'étude des hommes dont les qualités physiques ou psychiques surpassent la normale ». Cette science embrasse toutes les surnormales humaines « depuis le gigantisme, l'athlétisme, les

adresses physiques extraordinaires et les extraordinaires résistances à la fatigue jusqu'aux plus rares qualités de l'esprit ».

Incontestablement il semble difficile d'après cela de délimiter cette science de l'anthropologie. M. Binet en revient en somme à étudier des anomalies physiques ou psychiques. Le fait de choisir parmi ces anomalies une forme spéciale comme par exemple le gigantisme, ne légitime pas la création d'une science nouvelle; de même on ne s'explique pas « que l'étude des hommes supérieurs soit par elle-même assez intéressante et assez complexe pour qu'on puisse la distraire de la psychiatrie et en faire l'objet d'une science à part ». Le gigantisme, en particulier, n'est souvent qu'une monstruosité et qu'un cas d'hérédité tératologique : comme tel, il est difficile d'en tirer des lois fixes sur les influences respectives de l'hérédité et du milieu, les deux grandes forces qui régissent la vie.

Le génie appartient à la psychiatrie, et comme l'a précisément montré Max Nordau, c'est une anomalie, un cas pathologique, une forme de dégénérescence. M. le Dr Binet attend beaucoup de l'observation des descendants des surnormaux pour éclairer les questions d'hérédité (page 7). C'est encore une lumière qui manquera souvent, puisque l'homme de génie, en qualité de dégénéré, est soumis comme lui à la loi fatale de l'extinction rapide par stérilité.

Ce qui achève de montrer combien les limites de l'anthropologie surnormale « science nouvelle », sont difficiles à établir, c'est l'impossibilité où se trouve M. Binet de choisir ses types supérieurs, de génialité. « Sera un sujet pour nous, écrit-il, tout homme considéré comme supérieur par la majorité des hommes ou par le plus grand nombre de ceux que leur supériorité même ou l'analogie de leurs facultés et de leurs autres avec celles du sujet rend suffisamment compétents. Et si ces deux opinions, celle de la majorité et celle des hommes compétents, se trouvaient en contradiction, nous donnerions la préférence à la dernière ». Que conclure logiquement? L'une ou l'autre de ces deux opinions est mauvaise et quelque long que soit le temps écoulé après la disparition d'un de ces génies, le jugement porté par des contemporains ou par l'histoire manque de valeur.

L'inexpérience de la majorité attribue du génie à des gens s'éloignant du commun en vertu d'une dégénérescence involutive qui les invite à des actes bizarres mais remarquables. Cette question mise à part le projet de M. Binet ne peut que donner des résultats excellents, du moment qu'on applique sa méthode dans toute sa rigueur. Elle a pour but de considérer l'homme en face de deux grandes forces, l'hérédité et le milieu : elle le fait d'une façon scientifique et très complète.

Un individu anormal à un titre quelconque se prête, mieux que n'importe qui, à une étude sur l'hérédité. On a plus de chances pour retrouver

un de ses caractères distinctifs chez un ascendant. Ceci est surtout utile chez un surnormal pour savoir si c'est un régressif ou au contraire un progénéré. Malgré que ce groupe ne puisse être scientifiquement établi, M. Binet a bien fait d'attirer l'attention sur lui. Le premier point de la méthode est donc de dresser un arbre généalogique complet du surnormal.

En second lieu il faut étudier le milieu où il a vécu et par milieu il faut entendre l'itinéraire qu'il a effectué, les rapports humains qu'il a eus, les études qu'il a préférées, les occupations, les occasions influentes.

Pour ce qui a trait à l'itinéraire, l'auteur donne des détails qu'il est intéressant de connaître pour arriver à l'exactitude.

Ayant ainsi analysé l'influence de l'hérédité et du milieu, on peut aborder l'étude physio-psychologique de l'homme. Cette étude nécessite l'examen de nombreux points sur le poids, le volume, la morphologie, les appareils physiologiques de l'individu d'une part, et d'autre part sur toutes ses manifestations intellectuelles ou morales.

M. Binet apporte dans le choix de sa méthode une rigueur digne d'être admirée et une conscience qui doit porter ses fruits. Il n'omet aucun détail et cette deuxième partie de son travail ne saurait être analysée. D'ailleurs il ne faut pas oublier que le Dr Binet est un des premiers qui se soit occupé des caractères de la génialité : et en particulier ce n'est qu'après une de ses premières études que le Dr Toulouse a fait connaître ses recherches sur les rapports de la supériorité intellectuelle avec la névropathie.

Dr G. PAUL-BONCOUR.

---

ANGELO FANI. — *La Deportazione*. Rome, in-8°, 1896.

Cette monographie sur la déportation est une thèse de doctorat ; elle contient des recherches historiques très instructives sur cette institution pénale chez les divers peuples anciens et chez les modernes. L'auteur passe en revue l'état, à ce sujet, du droit romain et de la législation pénale en Espagne, au Portugal, au Brésil, au Chili, au Pérou, en Hollande, en Prusse, en Italie ; mais c'est surtout en France, en Russie et en Angleterre, que la déportation a pris une grande importance, en raison soit des facilités coloniales, soit de l'étendue du territoire. L'évolution de la transportation en Angleterre est très curieuse, d'autant plus qu'elle a été un facteur puissant, quoique contesté, de colonisation. L'auteur raconte ce fait curieux que ce furent précisément les descendants des premiers colons déportés en Australie, qui s'opposèrent ensuite le plus vivement au transport de nouveaux convicts ; il nous apprend les diverses modifications du système anglais à la suite de ces réclamations,

et enfin son abandon à peu près entier pour ne pas soulever de question coloniale. L'historique de la déportation en Russie n'est pas moins intéressant; c'est, après celle insulaire et coloniale, celle territoriale et latérale à la métropole; l'auteur nous apprend que sur 100 déportés en Sibérie, 28 le sont en vertu d'une simple sentence administrative, 32 en vertu de décisions judiciaires, et 39,80 se composent de la famille des déportés; et cet autre fait, non moins digne d'étonnement, que, sur un million de déportés, les statistiques ne constatent la résidence, en Sibérie, que de 600,000; heureusement, le projet du nouveau code pénal va adoucir les rigueurs de la *catorga*. La déportation française et la relégation sont aussi étudiées avec soin.

L'auteur passe ensuite à l'examen de la déportation au point de vue scientifique, puis à celui économique; il critique les différents systèmes pénitentiaires en vigueur, y compris le régime cellulaire, et le rapproche de la récidive, à laquelle un chapitre spécial est consacré; à ce sujet, il suit les catégories de criminels indiquées par Lombroso, et surtout la classification en corrigibles et incorrigibles, recherchant pour lesquels la déportation peut être utile.

Au point de vue économique, il étudie les diverses sortes de colonies, celles de commerce, celles agricoles, enfin les plantations, c'est-à-dire celles fournissant pour l'exportation les produits dits exotiques; il établit le parallèle entre l'émigration ordinaire et l'émigration pénale, et fait le compte-rendu des dépenses imposées à l'État par cette dernière.

En terminant, l'auteur énumère les divers projets présentés en Italie pour introduire la déportation; ces projets sont nombreux, d'autant plus que le régime pénitentiaire actuel n'est pas appliqué. A ce sujet, il expose la situation de l'Erythrée. En somme, cet ouvrage est un bon examen critique de cette question si difficile qui préoccupe tous les criminalistes.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

MASE-DARI. — *La Imposta progressiva*. Turin, un vol. gr. in-8°, 1897.

Cet ouvrage forme le 22<sup>e</sup> volume de la Bibliothèque des sciences sociales. C'est une étude très complète de l'impôt progressif. Elle commence par un historique détaillé de cet impôt en Grèce, à Rome et dans les États de l'Europe, au Moyen-Age et de nos jours, en Italie, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en Russie, aux États-Unis, etc. C'est en Angleterre surtout, qu'au point de vue de l'origine de cette idée, l'income-tax doit être observé. Sa genèse en France est bien décrite, et il est curieux de noter comment elle fut pro-



posée et même réalisée d'une certaine manière pendant la Révolution; l'auteur apprécie les propositions de loi récentes faites chez nous dans ce sens.

Le second chapitre est consacré à l'examen critique des divers systèmes d'impôts et, à ce sujet, l'auteur reprend, aux différentes époques, les théories qui ont été proposées ou mises en pratique. Le chapitre suivant traite de l'impôt progressif dans la sociologie financière, et étudie l'action et la réaction réciproques du point de vue financier et de celui politique, car cet impôt se trouve situé à la fois sur ces deux domaines.

Le troisième chapitre établit et discute la théorie pure de cet impôt, d'abord quant à la justice et à l'équité, faisant le parallèle entre la progressivité et la simple proportionnalité, et s'occupant à part de l'immunité accordée aux fortunes inférieures à un certain minimum; puis on y recherche la justification de ce principe dans l'élément subjectif et psychologique, et dans celui socio-politique.

Le chapitre quatrième est consacré aux formes techniques de la progressivité; celle absolue et mathématique n'est pas nécessaire. Le chapitre suivant concerne les effets économiques de l'impôt progressif; c'est sur ce terrain que se sont élevées les controverses les plus vives: découragement de la production, cessation de l'épargne, objections que l'auteur réfute.

Enfin, dans un appendice, il applique à l'Italie ce système; il observe d'abord les conditions économiques spéciales de son pays, et aussi celles politiques, et l'article 25 de la Constitution; il examine la triste situation financière. Quels biens peuvent être frappés par le fisc? Sur ce terrain plus concret, il termine en faisant l'examen critique du projet d'impôt général progressif sur le revenu présenté en 1893. Cet ouvrage peut être lu avec profit par tous ceux qui s'occupent de cette grave question, sans parti pris social ou politique.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

GUSTAV BOKOR. — *Geschichte und Organisation der amtlichen Statistik in Ungarn* (Histoire et organisation de la statistique officielle en Hongrie), Budapest, 1896, in-8.

C'est à l'occasion du millénaire de la conquête de la Hongrie par Arpad, que le directeur du bureau statistique de Hongrie, le Dr Joseph van Jekelfalussy, a publié deux livres dont l'un, celui dont nous présentons l'analyse, a été confié par lui à la rédaction d'un membre du bureau, M. Gustave Bokor. Ce bureau existe depuis vingt-cinq ans environ. Jusqu'en 1867, il n'y eu avait point de spécial pour ce pays, il se con-

fondait avec celui autrichien, fondé depuis 1840. En 1860, l'Académie hongroise des sciences fit faire un recensement de la population, celui opéré par les voies du gouvernement autrichien lui semblant insuffisant; mais cet essai ne réussit pas, et ce ne fut qu'en 1867, après l'établissement du dualisme, que le Ministère hongrois de l'agriculture et du commerce établit une section statistique; cette section eut à lutter d'abord contre des oppositions administratives du pays et en outre contre le bureau de statistique autrichien. Le congrès international de statistique se tint, en 1876, à Buda-Pest. En 1880 et 1890, de nouveaux recensements furent faits par le bureau, cette fois avec succès, sous la direction de von Keleti. La Hongrie a entrepris une statistique commerciale propre. Dans ce but, une loi de 1881 a imposé aux entrepreneurs de chemins de fer et de bateaux à vapeur d'indiquer le trafic entre la Hongrie et l'Autriche et l'Etranger; il en a été de même pour les communications postales depuis 1884; cette statistique fut rendue plus exacte par l'organisation d'une inspection.

Le travail de M. Gustave Bokor contient les chapitres suivants : 1° établissement de la statistique officielle en Hongrie jusqu'en 1867, 2° son organisation et ses débuts, 3° les obstacles et difficultés financières et autres, 4° le Congrès international, 5° la statistique officielle dans les autres pays de la monarchie, 6° les essais faits en Autriche, 7° le fonctionnement du bureau officiel de 1878 jusqu'à la mort de Keleti, 8° les dénombremens de la population en Hongrie, 9° la statistique du commerce avec l'Etranger, 10° la statistique agraire, 11° les autres faits y relatifs et l'organisation actuelle.

Cet ouvrage comble, pour la Hongrie, une lacune qui n'existe pas dans plusieurs autres pays. C'est ainsi qu'en Prusse le bureau de statistique a déjà publié trois fois le résultat et la marche de ses travaux, la dernière en 1885, qu'il en a été de même en Bavière en 1895 et en Saxe en 1890; enfin le bureau fédéral allemand en a publié des fragments importants en 1873, 1884 et 1897.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

EMILE SANDOZ. — *De la protection du point d'honneur devant les tribunaux*, Paris, 1897, in-8.

Il y a quelques années, M. le professeur Emile Worms, en un ouvrage qui fait autorité sur la matière, et dont l'élégance et la délicatesse de la forme s'allient harmonieusement à la solidité philosophique et juridique du fond, étudiait les *Attentats contre l'honneur*. Il montrait le rétrécissement continu du domaine de la vengeance personnelle devant les progrès du concept juridique, protégeant toujours davantage l'honneur

de chacun ; et, en de fines et profondes analyses psychologiques, il soulignait certaines atteintes à des sentiments d'ordre trop intime pour qu'elles pussent être réprimées par le législateur. Le sujet, traité par l'éminent correspondant de l'Institut d'une façon très complète, est de ceux qui restent toujours à l'ordre du jour de la discussion doctrinale. Et M. Sandoz n'a pas craint de le reprendre à sa suite. Il nous offre, en quelque 400 pages intéressantes et nourries, l'étude minutieuse de la législation et de la jurisprudence sur le problème de l'injure et de la diffamation, qu'il termine en présentant au lecteur quelques vues originales sur le duel, dont il n'admettrait la répression qu'en l'absence d'une tentative préalable et sérieuse d'arbitrage.

Il s'agit, en somme, ici, d'un livre qui rentre tout particulièrement dans le cadre d'études du juriconsulte ; à ce titre, il ne nous est point permis de nous y arrêter longuement en cette *Revue*. Et cependant, le sociologue a le devoir d'étudier tous les ferments de dissociation sociale et de porter ses investigations sur tout ce qui nuit à la cohésion du groupe humain. M. Sandoz a donc fait, d'une façon indirecte et sans propos délibéré, œuvre de sociologue. Une société, qui prend à souci la protection des intérêts moraux aussi bien que matériels de chacun de ses membres, apparaît fortement organisée et en voie de progrès. Il est utile que ces problèmes soient remis périodiquement en question. M. Sandoz l'a fait sous une forme agréable ; son livre mérite une bienveillante attention.

ALFRED LAMBERT.

---

## REVUE DES PÉRIODIQUES

*La Scuola Positiva.*

Cette Revue a été fondée, il y a quelques années déjà, pour défendre les théories de la nouvelle école du droit pénal, celle qui s'intitulait positiviste et qui a mis en honneur, en Italie, l'anthropologie criminelle et la sociologie criminelle. Elle a d'abord été dirigée par un comité comprenant les professeurs Lombroso, Garofalo et Ferri. Aujourd'hui elle est sous la direction unique de M. Enrico Ferri, qui en a fait un des périodiques les plus appréciés de l'Italie. Elle compte parmi ses collaborateurs des spécialistes connus, tels que MM. Olivieri, Sighele, Florian, Albano. Tous les sujets touchant à la science criminelle y sont traités avec grande

compétence en des articles souvent fort intéressants. Mais nous voulons particulièrement signaler la large place que la *Scuola Positiva* fait à la sociologie générale. M. Alfredo Angiolini y analyse tout ce qui, en Europe, paraît d'important dans notre science, et ses comptes-rendus ont le plus souvent l'ampleur, la portée et la valeur de véritables articles. Nous sommes heureux de rendre ici hommage aux services qu'il rend de la sorte à la cause sociologique.

RENÉ WORMS.

---

## INFORMATIONS

A la Sorbonne, M. Alfred Espinas traite des écoles saint-simonienne et fouriériste, le vendredi, à 3 heures 1/4; et M. Henri Michel examine l'histoire de l'idée démocratique en France, de 1830 à 1848, le mardi, à 4 heures 1/2.

Au Collège de France, M. Jean Izoulet expose l'évolution psychique dans ses rapports avec l'évolution sociale, d'après les écrivains du xviii<sup>e</sup> et du xix<sup>e</sup> siècle, le jeudi, à heure 1/2.

Dans la récente discussion du budget à la Chambre des Députés française, M. Alfred Rambaud, Ministre de l'Instruction Publique, a déclaré qu'il songeait à centraliser au Collège de France l'enseignement économique, agricole et colonial. La *Revue* n'avait-elle pas indiqué, il y a deux ans, que le Collège de France était tout indiqué pour devenir « une faculté des sciences sociales » ?

Une idée analogue trouve des adeptes en Italie. Nous recevons une circulaire du Dr Francesco Cosentini (au palazzo di Brera, Milan), qui propose de fonder à Milan une Ecole Supérieure des Sciences Sociales, comprenant les enseignements suivants : sociologie générale, philosophie de l'histoire, histoire des doctrines sociales, des institutions sociales, de la civilisation, paléethnologie, anthropologie, ethnographie, démographie, statistique, économie sociale, philosophie du droit, sociologie criminelle, science des religions, philologie, psychologie sociale, éthique sociale, pédagogie, esthétique.

L'Institut International de Sociologie vient d'admettre comme membres deux éminents hommes d'État : M. Emilio Castelar, ancien professeur d'histoire à l'Université de Madrid, ancien Président de la République Espagnole, membre de l'Académie de Madrid et associé de l'Institut de France ; et M. Giorgio Arcoleo, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Naples, député, et sous-secrétaire d'État au Ministère des Finances italien.

∴

La Société de Sociologie de Paris s'est réunie, le mercredi 8 décembre, sous la présidence de M. Tarde, à l'Hôtel des Sociétés Savantes. Elle a entendu une fort intéressante lecture de M<sup>me</sup> C. Dissard, sur « l'avenir du féminisme », dont les conclusions tendent à l'égalisation des droits de la femme et de l'homme. M. Tarde a répondu en préconisant plutôt la différenciation des fonctions entre les deux sexes. Une discussion très approfondie s'en est suivie, à laquelle ont pris part MM. Limousin, Coste, Delbet, Fuster, Aftalion, Le Foyer et H.-A. Disard.

∴

A l'heure où nous écrivons, le livre de M. le professeur Louis Gumplowicz, « Sociologie et Politique », (édition française, avec préface par M. René Worms), est complètement imprimé et va paraître dans la *Bibliothèque Sociologique Internationale*.

Il en est de même du livre de M. le professeur Scipio Sighele sur « la Psychologie des Sectes » (traduction française par M. Louis Brandin). Ces 2 ouvrages forment les tomes XII et XIII de la *Bibliothèque*.

---

## OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

---

MICHEL-ANGE VACCARO. — Les bases sociologiques du droit et de l'État (in-8).

ALBERT SOREL. — L'enseignement des sciences sociales, discours de rentrée à l'Université de Lille (broch. in-8).

JEAN-PAUL LAFFITTE. — La réforme électorale : la représentation proportionnelle (in-12).

ADOLFO POSADA. — Tratado de derecho administrativo, t. II (in-8).

GIORGIO ARCOLEO. — Palermo e la coltura in Sicilia (in-12).

ÉDOUARD HERRIOT. — Philon le Juif : essai sur l'école juive d'Alexandrie (in-8).

C. GROUSSAU. — La révision des règlements sur la comptabilité des fabriques (broch. in-8).

VITO LA MANTIA. — Consuetudini di Trapani (br. in-8).

N.-CH. BUNGE. — Esquisses de littérature politico-économique (in-8).

ÉMILE DE LAVELEYE. — Essais et Études, 3<sup>e</sup> série (in-8).

C. ELLIS STEVENS. — Sources de la constitution des États-Unis (in-8).

CHARLES BENOIST. — L'Espagne, Cuba et les États-Unis (in-8).

NICOLAS KARÉIEV. — Bibliographie sociologique (broch. in-8).

DEMOOR, MASSART et VANDERVELDE. — L'évolution régressive en biologie et en sociologie (in-8).

MAX NORDAU. — Paradoxes sociologiques (in-12).

Annuaire statistique de la ville de Paris pour 1895 (in-4).

LEOPOLDO BARRIOS Y CARRION. — La milica como elemento politico contemporaneo (in-8).

H. SOULIER. — Des origines et de l'état social de la nation française (in-8).

Report by the chief Labour Correspondent on the strikes and lock-out of 1896 (in-8).

Statistique générale de la France : statistique annuelle pour 1894 (in-4).

D<sup>r</sup> X. — La pouponnière de Porchefontaine et la question des crèches internes (br. in-8).

---

# TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE CINQUIÈME VOLUME DE LA REVUE  
INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE (1897).

## ARTICLES

ABRAMOWSKI (Édouard). — Les bases psychologiques de la sociologie : théorie du phénomène social. . . . .	577 et 689
BEAURIN-GRESSIER (L.). — La science et l'art en sociologie. . .	417
BRIQUET (C.-M.). — Associations et grèves des ouvriers papetiers en France aux XVII <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> siècles . . . . .	161
DISSARD (Henry-Antoine). — Les origines sociologiques : essai de sociologie comparée . . . . .	819
FRANÇOIS (Ch.). — Apaisement social : les cercles populaires . .	1
GRASSERIE (Raoul de la). — Des origines, de l'évolution et de l'avenir du jury . . . . .	497, 612 et 708
HAUSER (Henri). — Le travail des femmes aux XV <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> siècles.	338
HUARD (Gustave). — De l'héritage . . . . .	81
JAFFÉ (Albert). — Cristallisations économiques de notre époque .	191
KOVALEWSKY (Maxime). — Le système du clan dans le pays de Galles . . . . .	199
KOVALEWSKY (Maxime). — L'agriculture en Russie . . . . .	862
LAURENT (Eugène). — Les deux poésies. . . . .	103
LAURENT (Eugène). — La genèse de la pitié . . . . .	793
LETOURNEAU (Charles). — Le commerce et la monnaie en Chine.	241
MATER (André). — L'histoire politique de l'Europe contemporaine . . . . .	769
MILHAUD (Albert). — La lutte des classes en Flandre au moyen-âge : artisans contre marchands. . . . .	111
MOCH (Gaston). — La question de la langue internationale et sa solution par l'esperanto . . . . .	249
MONIN (H.). — Le pressentiment social, à propos de la révolution de 1848. . . . .	295

MUFFANG (H.). — Etudes d'anthropo-sociologie : écoliers et paysans de Saint-Brieuc. . . . .	789
NOVICOW (Jacques). — Le péril jaune. . . . .	351
ROBERTY (Eugène de). — La vie et la socialité . . . . .	432
SOLOVIEFF (Wladimir). — La question pénale au point de vue éthique. . . . .	514
STEIN (Ludwig). — Origine psychique et caractère sociologique de la religion. . . . .	40
TOSTI (G.). — L'avenir de la démocratie. . . . .	359
WESTERMARCK (Édouard). — Méthode pour la recherche des institutions préhistoriques, à propos d'un livre du professeur Kohler. . . . .	444

### MOUVEMENT SOCIAL

Autriche (la nouvelle réforme électorale), par Louis GUMFLOWICZ. . . . .	64
Belgique, par Oscar PYFFEROEN. . . . .	739
Danemarck, par C.-N. STARCKE. . . . .	804
Espagne, par Adolfo POSADA. . . . .	214
États-Unis, par John-Martin VINCENT . . . . .	133
Finlande, par Édouard WESTERMARCK . . . . .	542
France, par Maurice DUFOURMANTELLE. . . . .	457
Italie, par Alessandro GROPPALI . . . . .	887
Portugal, par J.-J. TAVARES DE MEDEIROS. . . . .	371

### NOTES

ARAUJO (Oscar d'). — Les questions sociales au théâtre. . . . .	319 et 541
DALLEMAGNE (J.). — Quelques phases de l'évolution de la propriété . . . . .	364
DECUGIS (Henri) et WORMS (René). — Essai de simplification de l'orthographe française . . . . .	129
ENJOY (Paul d'). — Le culte des morts en Chine. . . . .	210
ENJOY (Paul d'). — La cohésion familiale chinoise . . . . .	589
WORMS (René). — Le troisième Congrès de l'Institut International de Sociologie. . . . .	657



## REVUE DES LIVRES

Annales de l'Institut International de Sociologie, t. II. . . . .	70
Annales de l'Institut International de Sociologie, t. III . . . . .	357
ASTURARO (A.). — La sociologia, i suoi metodi e le sue scoperte. . . . .	472
BALICKI (Sigismond). — L'État comme organisation coercitive de la société politique. . . . .	146
BENOIST (Charles). — La crise de l'État moderne : de l'organisation du suffrage universel . . . . .	830
BINET (Charles). — La méthode en anthropologie surnormale. . . . .	929
BLONDEL (Georges). — Les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire . . . . .	680
BOKOR (Gustav). — Geschichte und Organisation der amtlichen Statistik im Ungarn . . . . .	933
BOUCARD (Max) et JÈZE (Gaston). — Éléments de législation financière . . . . .	398
BOURGUIN (Maurice). — La mesure de la valeur et la monnaie. . . . .	484
BOUVÉRY (J.). — Le spiritisme et l'anarchie . . . . .	609
BOYE (Vilhelm). — L'âge de bronze en Danemark . . . . .	675
BRINI (G.). — Le opere sociali di P. Ellero. . . . .	156
CHARLES (Ernest). — Les chemins de fer en France sous Louis-Philippe . . . . .	678
CHARLÉTY (Sébastien). — Histoire du Saint-Simonisme . . . . .	75
CHIAPPELLI (Alessandro). — Il socialismo e il pensiero moderno. . . . .	822
CLARK (John). — La théorie du progrès économique . . . . .	233
Consolidation de l'Autriche-Hongrie (la) . . . . .	681
COUBERTIN (Pierre de). — L'évolution française sous la troisième République . . . . .	565
DALLEMAGNE (J.). — Théorie de la criminalité . . . . .	150
DENIS (Hector). — Histoire des systèmes économiques et socialistes. . . . .	752
DEVILLE (Gabriel). — Principes socialistes . . . . .	396
DUPROIX (Paul). — Kant et Fichte, et le problème de l'éducation. . . . .	666
ELLERO (Pietro). — La questione sociale. . . . .	154
FANI (Angelo). — La deportazione . . . . .	931
FERRARI (Celso). — La sociologia e il diritto internazionale. — Il diritto internazionale in rapporto alle costituzioni. — La nazionalità e la vita sociale . . . . .	568
FOREST (Louis). — La naturalisation des juifs algériens. . . . .	677
FOUILLÉE (Alfred). — Le mouvement idéaliste et la réaction contre la science positive. — Le mouvement positiviste et la conception sociologique du monde . . . . .	228

GAUTIER (Emile). — L'année scientifique et industrielle, 1896. . . . .	506
GIDDINGS (Franklin H.). — Principes de sociologie (édit. française). . . . .	230
GIRARD (P.-F.). — Manuel élémentaire de droit romain . . . . .	149
GOMEL (C.). — Histoire financière de la Constituante . . . . .	407
GRASSERIE (Raoul de la). — L'Etat fédératif . . . . .	486
GROSSE (E.). — Die Formen der Familie und die Formen der Wirtschaft . . . . .	923
GUYOT (Yves). — L'économie de l'effort . . . . .	563
HAURIU (Maurice). — La science sociale traditionnelle . . . . .	78
JEKELPALUSSY (J. de). — L'Etat Hongrois millénaire et son peuple. . . . .	489
JÈZE (Gaston) et BOUCARD (Max). — Eléments de législation finan- cière . . . . .	398
LABRIOLA (Antonio). — Essais sur la conception matérialiste de l'histoire . . . . .	820
LACOUR (Léopold). — Humanisme intégral . . . . .	402
LAGARRIGUE (J.-E.). — Religion de l'humanité: lettre à Mgr Ireland . . . . .	77
LAMBRECHTS (Hector). — Le travail des couturières en chambre. . . . .	671
LAPOUGE (G. Vacher de). — Les sélections sociales. . . . .	329
LATERRADE (A.). — Le mutualisme et la question sociale. . . . .	399
LEGRAND (Louis). — L'idée de patrie. . . . .	761
LETOURNEAU (Charles). — La guerre . . . . .	147
LETOURNEAU (Charles). — L'évolution de l'esclavage . . . . .	921
LORIA (Achille). — Problèmes sociaux contemporains. . . . .	232
LO SAVIO (N.). — La economia sociale con riguardo ai dati della sociologia. . . . .	892
LUBBOOK (John). — L'emploi de la vie . . . . .	328
MALON (Benoist). — La morale sociale . . . . .	754
MARX (Karl). — Misère de la philosophie . . . . .	559
MASE-DARI. — La imposta progressiva. . . . .	932
MAUREL (D <sup>r</sup> ). — La dépopulation de la France . . . . .	675
MAZEL (Henri). — Le synergie sociale . . . . .	476
NITTI (Fr. S.). — La population et le système social . . . . .	72
NOVICOW (J.). — Conscience et volonté sociales . . . . .	139
NOVICOW (J.). — L'avenir de la race blanche : critique du pessi- misme contemporain. . . . .	922
PIOGER (Julien). — Les revendications ouvrières en hygiène . . . . .	331
POSADA (Adolfo). — Théories modernes sur les origines de la fa- mille, de la société et de l'Etat . . . . .	74
PREVALKY (V.). — F. Liszt et ses idées sur la criminalité . . . . .	401
PYFFEROEN (Oscar). — L'enseignement professionnel en Allemagne. . . . .	562
RAUX (Georges). — La République et le Concordat. . . . .	445
RENARD (Georges). — Critique de combat, 3 <sup>e</sup> série . . . . .	821
Répartition des salaires du personnel ouvrier dans les manufac-	

tures de l'Etat et les compagnies de chemins de fer . . . . .	418
ROLLAND (Jean). — Sous les galons . . . . .	411
Salaires et durée du travail dans l'industrie française, tomes II et III . . . . .	237 et 481
SANDOZ (Emond). — De la protection du point d'honneur devant les tribunaux . . . . .	934
SAUGRAIN (Gaston). — La baisse du taux de l'intérêt . . . . .	152
SAY (Léon). — Les finances . . . . .	398
SCHAEFFLER (Albert). — Les impôts . . . . .	661
SCHWOB (Maurice). — Le danger allemand . . . . .	485
SELLIÈRE (Ernest). — Etudes sur Ferdinand Lassalle . . . . .	618
SELETTI (Enrico). — Le socialisme a-t-il des fondements scienti- fiques? . . . . .	571
Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbi- trage, en 1894, 1895 et 1896 . . . . .	483 et 760
STOURM (René). — Le budget, 3 <sup>e</sup> édition. . . . .	398
Studies of the American Economic Association . . . . .	233
Third annual report of the Board of Trade . . . . .	835
VAN OVERBERGH (Cyrille). — Les caractères généraux du socia- lisme scientifique d'après le manifeste communiste . . . . .	817
VAZEILLE (A.). — La question sociale est une question de méthode. . . . .	483
VEDITZ (C. W. A.). — Die Thünen'sche Werthlehre . . . . .	682
Vêtement à Paris (1 <sup>e</sup> ) . . . . .	670
VIGNES (J. B. Maurice). — La science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs . . . . .	330
WALKER (Francis). — De la relation entre l'abondance du numé- raire et la prospérité générale. . . . .	233
WALRAS (Léon). — Etudes d'économie sociale. . . . .	469
WAXWEILER (Emile). — Le travail en Suisse. — Notes de Suisse . . . . .	673
WOLF (Maurice). — L'éducation nationale. . . . .	561
WORMS (René). — La science et l'art en économie politique. . . . .	71

## REVUE DES PÉRIODIQUES.

American Journal of Sociology . . . . .	499
Jahrbücher der Nationalökonomie und Statistik. . . . .	839
Monde Economique . . . . .	78
Quarterly Journal of Economics . . . . .	843
Quinzaine coloniale . . . . .	238
Rassegna di Sociologia e Scienze Affini . . . . .	684
Revue Diplomatique et Coloniale . . . . .	238

Revue d'Economie politique . . . . .	413
Revue Mensuelle de l'Ecole d'Athropologie. . . . .	572
Revue Philanthropique. . . . .	492
Review of Reviews . . . . .	683
Rivista di Sociologia. . . . .	332
Rivista di Storia e Filosofia del Diritto . . . . .	158
Rivista Italiana di Sociologia . . . . .	684
Rivista Scientifica del Diritto. . . . .	158
Science sociale. . . . .	766
Scuola Positiva . . . . .	935
Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft. . . . .	841

### INFORMATIONS

### OUVRAGES RÉCENTS

Chaque numéro de la *Revue* se termine par :

1° Des informations, relatives notamment à l'enseignement sociologique dans les différents pays, à l'Institut International de Sociologie, à la Société de Sociologie de Paris, à la Bibliothèque Sociologique Internationale, aux Congrès et expositions, aux nominations et distinctions, etc....;

2° La liste des ouvrages récents déposés dans le mois écoulé au bureau de la *Revue*.

---

*Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.*

---

Beaugency, Imp. J. Laffray.

✱

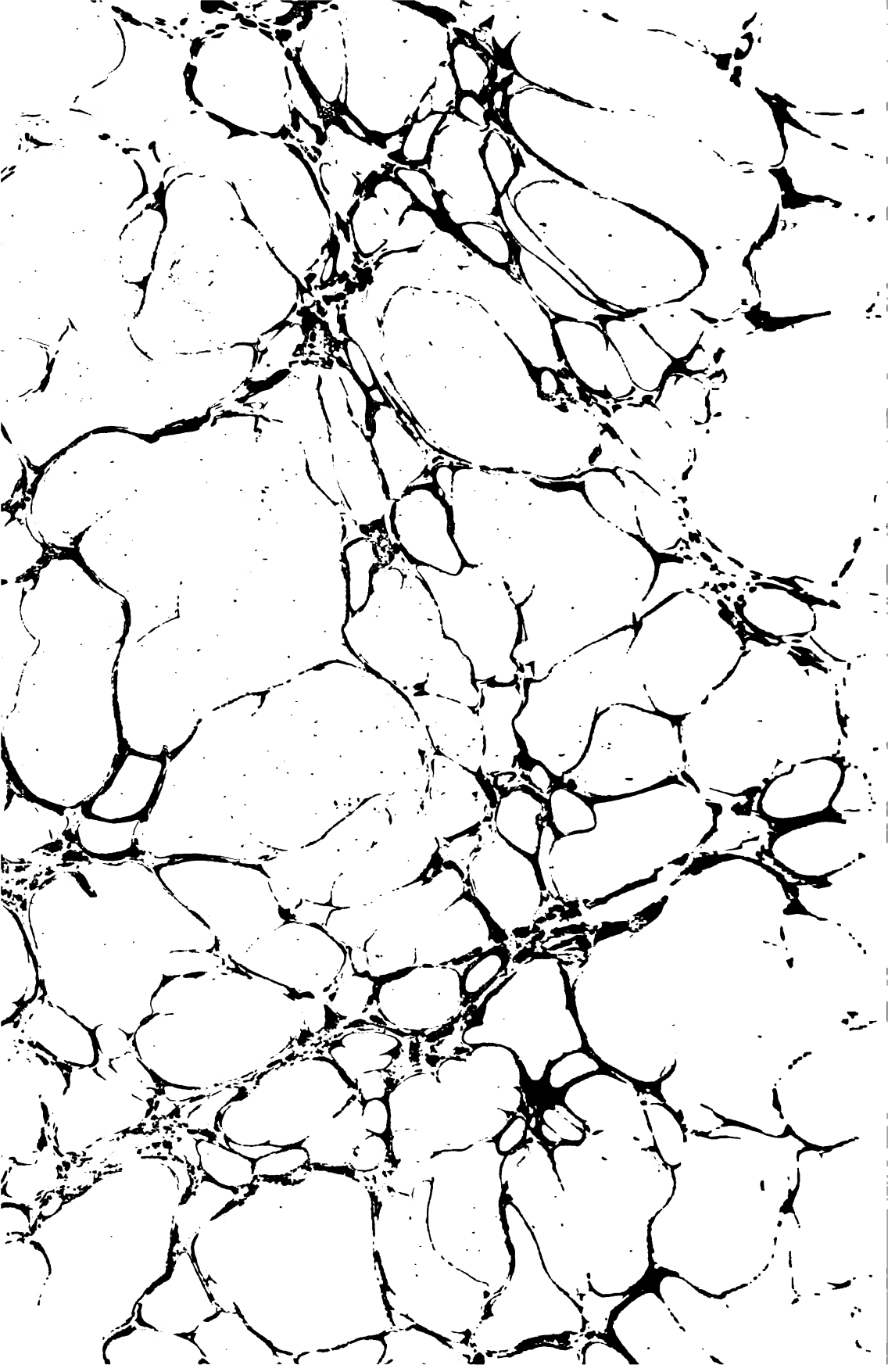
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20

21  
22  
23  
24  
25

26









Stanford University Libraries



3 6105 010 422 868

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES  
STANFORD AUXILIARY LIBRARY  
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004  
(415) 723-9201

All books may be recalled after 7 days

DATE DUE

FEB 22 1999  
MAR 8 1999

